



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

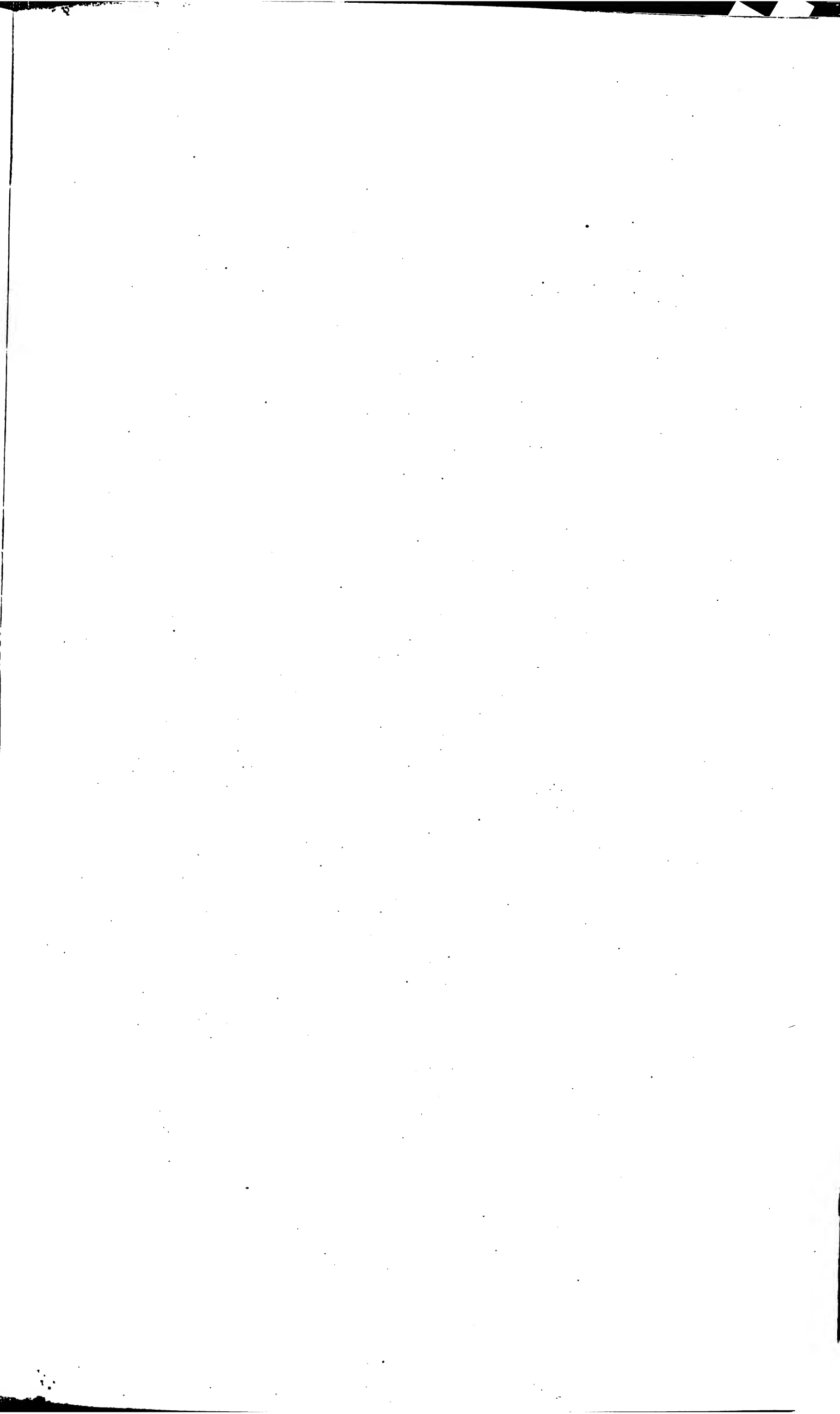






LIBRAIRIE
Ancienne et moderne
de A. DURAND
7. R. des Grands-Pavés







RECUEIL
DES
HISTORIENS
DES CROISADES.

LOIS.
TOME PREMIER.

ASSISES
DE
JÉRUSALEM

OU
RECUEIL DES OUVRAGES DE JURISPRUDENCE
COMPOSÉS PENDANT LE XIII^e SIÈCLE
DANS LES ROYAUMES DE JÉRUSALEM ET DE CHYPRE

TOME PREMIER
ASSISES DE LA HAUTE COUR

PUBLIÉES
PAR M. LE COMTE BEUGNOT
DE L'ACADÉMIE ROYALE DES INSCRIPTIONS ET BELLES-LETTRES



PARIS
IMPRIMERIE ROYALE

M DCCC XLI





INTRODUCTION

AUX

ASSISES DE LA HAUTE COUR.

Les institutions judiciaires d'un peuple sont le miroir fidèle de ses idées, de ses mœurs et de ses intérêts. Il ne faut donc pas s'étonner si une législation ne périt jamais tout entière, et si après avoir perdu l'autorité dont elle était en jouissance, elle demeure encore pour les historiens, pour les publicistes et pour les jurisconsultes l'objet d'études profondes et la source d'enseignements précieux. Toutes les législations peuvent devenir, par l'analyse de leur caractère, et par l'examen comparatif de leurs contrastes et de leurs analogies, le sujet des plus curieuses recherches; mais il en est deux, entre toutes les autres, qui ne cesseront jamais de captiver, à des titres différents, l'attention des hommes dont l'esprit est dirigé vers la recherche des principes qui servent à régir les sociétés, ou auxquels appartient le soin d'appliquer ces principes : nous voulons parler de la législation romaine et de la législation féodale. Rome arrivée au déclin de sa puissance, et voyant tomber sous l'effort des Barbares l'empire qu'elle avait fondé, renferme les éléments de la sagesse éternelle dans un code de lois qui sauva et qui sauverait encore la civilisation du monde. Sortie du sein des ruines, la féodalité grandit en peu d'instant, jette les bases d'un gouvernement formidable, et donne naissance à une société animée, brillante et guerrière, dont, après tant de siècles et de révolutions, les instincts vivent encore au milieu de nous. Telles sont les deux sources auxquelles il faudra toujours aller puiser, quand on voudra approfondir l'art difficile d'asseoir les sociétés sur des bases solides et de régler d'une manière équitable les rapports des individus entre eux. Les lois romaines présentent l'application la plus étendue et la plus pure des principes du droit naturel aux usages particuliers d'un peuple. Les lois féodales, au contraire, montrent comment le droit conventionnel, ce droit qui est créé par les circonstances et qui repose sur l'injustice et le privilège, parvient à affermir et à illustrer sa puissance. D'un côté l'on voit ce qu'il faut rechercher, de l'autre

ce qu'il faut éviter, et le rapprochement de ces deux systèmes contraires conduit aux résultats les plus importants.

Les lois romaines étant devenues le fondement des législations civiles de l'Europe, on vit naître des écoles de jurisconsultes, qui mirent en pratique des méthodes ingénieuses et variées pour les coordonner, les éclaircir et les interpréter. Ces efforts dirigés le plus souvent par une admiration légitime, quelquefois aussi par un enthousiasme excessif, produisirent une suite de travaux dignes du code qui les avait inspirés; et aujourd'hui il nous est permis de nous reposer avec sécurité à l'ombre du monument que la sagesse des anciens a élevé, que la science moderne a su compléter et agrandir, et que les siècles à venir devront se borner à étudier et à conserver avec vénération. Tel ne fut pas le sort des lois féodales. Ces lois commandaient l'obéissance et ne recherchaient pas cet assentiment des peuples qui assure la durée des législations sages et bienfaisantes. Comme les lois romaines, elles étaient nées dans une société où régnait l'injustice sous le nom d'aristocratie, et la violence sous celui d'esclavage; mais le législateur romain, secouant le joug des traditions qui l'entouraient, s'éleva de toute la force de son génie vers les principes les plus purs du droit commun; en sorte que ses lois ont pu s'adapter aux mœurs de nations diverses, et subjuguier même des peuples qui avaient la mission de les anéantir et d'effacer jusqu'à la trace de leur influence. Les lois féodales étaient le produit particulier des idées et des coutumes de quelques peuples de l'Europe septentrionale; elles se trouvèrent donc, dès leur naissance, renfermées dans un cercle étroit, et condamnées à n'en jamais sortir. Les modifications que le temps introduit dans les usages et dans les besoins des nations furent sans influence sur elles; et quand leur force, qui était leur unique vertu, se mit à décliner, alors commença contre elles cette lutte ardente et infatigable qui devait amener le triomphe de la justice et du droit commun. Tous les peuples de l'Europe prirent part à cette guerre contre la féodalité, non pas avec la même chaleur, mais chacun dans la mesure de ses lumières et des besoins de sa situation politique. L'Allemagne et l'Angleterre cherchèrent moins à l'anéantir qu'à rendre ses principes compatibles avec un ordre de société calme et régulier, tandis que l'Italie et l'Espagne parvinrent à l'étouffer en se servant contre elle du système municipal, son adversaire le plus redoutable après la royauté. La lutte entre le droit féodal et le droit commun ne fut complète et marquée par les incidents qui rendent un combat de ce genre instructif et curieux, qu'en France; c'est seulement dans l'histoire de ce pays que l'on peut suivre avec facilité et méthode le développement des deux principes opposés, et embrasser d'un seul coup d'œil le commencement, les nombreuses péripéties et le terme d'une lutte qui devait décider du sort de l'ancienne société française. Un grand nombre d'historiens, de publicistes et de jurisconsultes s'engagèrent dans une discussion qui soulevait tant d'intérêts, de passions et de préjugés. Beaucoup d'entre eux n'y ont apporté que le tribut de leur zèle; mais plusieurs sont entrés dans la lice avec les armes que donnent le génie et la science, et leurs écrits seront toujours comptés au nombre des titres de gloire de notre pays. Il serait donc naturel de penser que les institu-

lions féodales, leur histoire, l'analyse de leur caractère et l'appréciation de leur mérite sont un sujet désormais épuisé; qu'il n'existe pas un aperçu profond ou ingénieux qui ait échappé à la sagacité de Montesquieu; pas un fait obscur que la science des du Cange, des Chantereau, des Brussel, des Dubos et de tant d'autres n'ait éclairci; pas une question de droit féodal que Dumoulin, d'Argentré, Chopin, Loyseau, Laurière ne fournissent, par leurs décisions différentes ou contraires, les moyens de résoudre avec facilité. Cependant, en examinant les temps où ont vécu ces écrivains, l'esprit qui les animait et le but vers lequel ils dirigeaient leurs efforts, on reconnaît sans peine que les uns ont dû nécessairement émettre sur des institutions qui étaient attaquées avec violence et défendues avec obstination, et à l'égard desquelles il était presque impossible de demeurer calme et impartial, des jugements dictés par la prévention; et que les autres, s'ils furent doués, par une faveur particulière, d'un esprit capable de résister à l'entraînement général, ont écrit à une époque où la ruine de la féodalité n'étant pas consommée, la connaissance du fait capital dans l'histoire d'un système politique, du fait juge de tous les autres, leur manquait. Loin de nous la pensée de vouloir diminuer la gloire qui appartient, à si juste titre, aux écrivains dont nous parlons; l'imperfection que nous osons signaler dans leurs travaux était l'effet des circonstances. Il s'agissait alors, non d'introduire dans l'organisation de la société quelques modifications plus ou moins importantes, mais de renouveler la base des institutions; de changer en même temps les lois et les mœurs de la France. Comment supposer que les organes naturels d'une société divisée, pleine de passions et incertaine de son avenir, pussent apporter, dans la propagation de leurs idées, ce sang-froid et cette équité sévère, qui, à toutes les époques et pour tous les hommes, sont des qualités si difficiles à acquérir?

Nous ne ferons pas non plus le reproche aux historiens et aux jurisconsultes français de ne pas avoir assez approfondi les antiquités judiciaires de leur pays, et d'être restés, sous ce rapport, de beaucoup inférieurs aux jurisconsultes de l'Allemagne, qui n'ont pas laissé passer une loi, une coutume, une tradition de cette contrée, sans l'éclairer par des commentaires où respirent à la fois la passion de la science et l'amour de la patrie. L'infériorité des écrivains français sur ce point tient moins au caractère de leur esprit et de leur érudition, qu'à des motifs politiques qui, encore ici, ont porté préjudice au mérite de leurs travaux. La royauté dépouilla peu à peu les seigneurs de toutes les prérogatives politiques que la constitution féodale du royaume leur attribuait; mais elle leur laissa la jouissance des droits pécuniaires qu'ils avaient jusque-là perçus sur leurs vassaux et sur leurs hommes. Après le triomphe complet de la couronne en France, il y eut toujours dans ce pays une féodalité, mais une féodalité toute pécuniaire, et dès lors avare, querelleuse et processive. Cette nouvelle féodalité si différente, si peu digne de l'ancienne, fit naître une législation particulière, qui ne remontait pas au delà de l'époque où les coutumes avaient été mises par écrit, et qui tournait dans un cercle d'idées pratiques fort étroit. Cependant comme cette législation consacrait

l'existence de droits aussi productifs pour les seigneurs qu'onéreux pour le peuple, elle obtint beaucoup d'importance, et une foule de jurisconsultes, en tête desquels il faut placer Dumoulin, s'appliquèrent à fixer ses principes et à en régulariser l'application dans des écrits qui sans doute furent très-utiles à l'époque où ils parurent, et dans lesquels on se plaît encore aujourd'hui à admirer l'érudition et la sagacité de leurs auteurs, mais qui ayant été rédigés dans un but d'utilité pratique, n'ont plus, sous le rapport de la science, aucune valeur réelle. La féodalité se conserva mieux en Allemagne, et n'y fut pas réduite d'aussi bonne heure aux proportions mesquines d'un système fiscal. Les jurisconsultes de ce pays ont donc pu ne pas sortir du domaine des grandes questions spéculatives et historiques, et assurer ainsi à leurs écrits un succès durable.

On voit qu'en France plusieurs causes indépendantes du mérite des historiens et des jurisconsultes de la féodalité, ont altéré le caractère de leurs écrits, et que cette matière, si digne d'étude, appelle encore l'attention des esprits graves et éclairés, qui désormais n'ont plus rien à craindre de l'entraînement ou des préventions de l'opinion publique. Mais plus les temps sont favorables à un examen calme et réfléchi des questions politiques qui ont excité, en des sens si divers, les passions de nos prédécesseurs, plus est impérieuse la nécessité d'en chercher la solution dans les sources historiques les plus pures, et de refuser tout crédit à ces idées systématiques, à ces aperçus soi-disant nouveaux et ingénieux qui n'excitent la curiosité qu'à l'aide du paradoxe ou des bizarreries de leur forme. Désormais nul historien, nul publiciste, ne devra placer ses idées sous le patronage de l'esprit de parti; et il ne pourra pas espérer de fixer, même un instant, l'attention sur ces graves matières, s'il ne réunit à l'érudition qui recueille avec impartialité les témoignages, le talent de penser et d'écrire qui les met en œuvre. Des publications nombreuses de documents historiques, entreprises par les ordres du gouvernement ou par les particuliers, témoignent que ces vérités sont devenues populaires en France; et l'Académie royale des Inscriptions et Belles-Lettres, en ordonnant que l'ouvrage le plus précieux de la jurisprudence féodale soit mis au jour dans toute son étendue et avec plus de soin que n'en avaient apporté ses premiers éditeurs, a montré qu'elle ne se contentait pas d'approuver cette sage direction des esprits, mais qu'elle voulait donner à chacune des parties qui composent le vaste domaine de notre histoire nationale, des témoignages réels de sa sollicitude.

C'est avoir fait un grand progrès vers la connaissance de la vérité que de ne plus accorder à l'esprit de système une confiance aveugle, et que de subordonner même les inspirations du génie à l'autorité des faits. Mais il ne faut pas se dissimuler que, dans l'histoire des législations, il est quelquefois impossible de remonter aux sources primitives, et qu'alors on se trouve dans la nécessité d'accorder à de simples traditions plus de confiance qu'elles n'en méritent. La nature fournit aux sciences exactes un foyer de lumière qui ne faiblit jamais. Dans les sciences historiques, au contraire, si les documents écrits et authentiques viennent à manquer, l'historien ou le publiciste se

trouve forcé de combler cette lacune à l'aide de ses propres inductions, et alors l'incertitude plane sur les résultats auxquels il est parvenu. On ne possède que des lambeaux de la loi des Douze Tables, recueillis minutieusement dans des auteurs qui écrivirent quatre siècles au moins après la promulgation de cette loi, et cependant la science est parvenue, en suivant une méthode de reconstruction très-ingénieuse, à faire revivre cette législation célèbre. Qui ne sent tout ce qu'il y a de problématique dans un travail de ce genre? Comment accorder une foi entière aux auteurs qui l'ont acceptée pour base de leurs divers systèmes? La loi des Douze Tables fut gravée, comme chacun sait, sur des tables de bois ou d'ivoire, et exposée dans le Forum, devant la tribune aux harangues, afin que chaque citoyen pût en prendre connaissance. Cette loi doit aussi avoir été transcrite sur le marbre ou sur l'airain; et alors pourquoi serait-il interdit de supposer, quoique la réalisation de cette espérance soit peu probable, qu'une heureuse découverte rende à la vie son texte primitif et porte tout à coup la lumière la plus vive sur l'origine du droit romain? On voit donc combien, dans les sciences qui ont l'appréciation des faits pour base, l'empire des idées reçues est mal affermi.

Il plane sur l'origine du droit féodal encore plus d'incertitude, malgré le rapprochement des temps et le grand nombre des témoignages, que sur les sources du droit romain; mais les causes de cette incertitude ne sont pas les mêmes dans les deux législations. La féodalité ne reposait sur aucune stipulation positive, sur aucune loi écrite et formelle, et ses principes n'ont été étudiés, fixés et mis par écrit que quand déjà des signes de décadence éclataient dans son sein. Si cette vérité, dont nous allons montrer l'évidence, n'avait pas été méconnue, un grand nombre d'écrivains distingués par leur science et par leur ardeur ne se seraient pas épuisés à rechercher ce qui n'était nulle part, et à donner une date précise à la naissance d'une société qui s'est formée lentement et sous l'empire de principes que le temps seul pouvait transformer en un système politique.

Les idées de suzeraineté et de vasselage, qui servaient de fondement à la féodalité, furent introduites et développées dans l'Europe méridionale par les peuplades germaniques qui, au v^e siècle, vinrent détruire l'empire romain. Faut-il en conclure que ces idées étaient absolument étrangères aux populations que Rome avait rangées sous son joug, et que leur apparition produisit, dans le sein de ces populations, l'effet d'une nouveauté à laquelle les idées et les mœurs anciennes n'étaient aucunement préparées? Non sans doute. La faiblesse et l'incurie de l'administration romaine à l'époque du Bas-Empire, les injustices et les désordres qui en furent la suite, firent naître, dans les provinces, des usages dont l'analogie avec ceux de la féodalité ne saurait être contestée. La situation des petits propriétaires était triste et misérable, car ils restaient exposés aux violences des hommes puissants et des magistrats, sans que personne prît leur défense. L'indépendance qu'ils possédaient devenait pour eux une source de vexations; en sorte que dégoûtés de leur état, ils abdiquèrent leurs prétendues prérogatives, pour venir se placer sous le patronage de patriciens en crédit, qui s'engageaient à les garantir contre les injustices des officiers

publics. Telle fut l'origine de ce patronage des bourgs (*patrocinium vicorum*), que les empereurs du iv^e siècle condamnèrent si souvent et avec tant de force¹. Loin de nous la pensée d'établir une relation directe entre le patronage romain et l'association germane; nous voulons seulement prouver qu'il existait entre ces deux institutions, différentes par leur origine, opposées même par leur caractère, assez de similitude pour que les principes de l'association germane trouvassent dans les provinces des mœurs qui ne lui étaient pas contraires. L'analogie entre les coutumes des vainqueurs et celles des vaincus ne se bornait pas à cela seul. La noblesse, le colonat et l'esclavage, ces trois grandes divisions de l'état des personnes dans le monde romain, se rencontrent chez les peuples de la Germanie, en sorte que la religion établissait seule une opposition véritable entre les deux civilisations; et quand Clovis eut courbé la tête devant le Dieu des vaincus, la fusion ne fut pas opérée, mais elle devint facile. En effet, nous la voyons, après ce grand événement, s'opérer sous l'influence d'idées simples, vulgaires, pour ainsi dire, et dont la nécessité commandait l'adoption.

La concession de terres à la charge du paiement d'une redevance ou de l'accomplissement d'un devoir, est un contrat que rien ne distingue des conventions ordinaires et qui a existé de tout temps et presque en tout lieu. Assurément la féodalité ne serait pas née d'une stipulation de ce genre. Mais les peuples barbares ne possédaient que des institutions grossières, que des mœurs rudes et belliqueuses; et quand l'ennemi commun eut été terrassé, ils tournèrent les uns contre les autres l'énergie guerrière dont ils étaient animés. L'état de guerre devint le régime de l'Europe. On comprendra facilement ce que devait être la position des propriétaires de terres dans un tel ordre de société; artisans ou victimes des malheurs publics, ils furent forcés de concéder des terres que les uns n'avaient pas le loisir de cultiver et que les autres étaient impuissants à défendre. L'usage des concessions de ce genre se répandit partout. Les propriétaires sentirent qu'il leur convenait de demander aux concessionnaires, non pas une simple rente en argent, mais un service militaire, afin que si la propriété commune était un jour menacée, tous ceux qui avaient intérêt à repousser l'agression prissent les armes, et vinssent se placer sous son commandement. Bientôt ce propriétaire, devenu le chef de son canton, reconnut que les mesures qu'il avait prises contre les désirs ambitieux d'un voisin ou d'un rival plus puissant que lui, étaient insuffisantes, et qu'avec une poignée de guerriers il ne pouvait pas pourvoir à la sécurité de ses domaines; alors il se résigna à solliciter du seigneur le plus riche et le plus redouté de la province le genre de protection que lui-même accordait à des propriétaires d'un ordre inférieur. Les mêmes maux amenèrent partout l'emploi des mêmes remèdes; c'est ainsi que tous les propriétaires se trouvèrent unis les uns aux autres, et dans l'ordre de leur puissance, par une chaîne de droits et de devoirs réciproques, qui s'étendait des derniers rangs de la société aux plus élevés; tel fut le germe de la féodalité. Il est inutile d'examiner si cette base d'une organisation politique qui devint si formidable, était bien ou mal

¹ *Codex Theodosianus*, l. XI, t. xxiv.

choisie, juste ou injuste, durable ou fragile : la nécessité seule lui donna naissance, car il n'existait aucun autre moyen d'empêcher que les derniers éléments de la civilisation ne périssent. La classe agricole, dont l'état n'avait pas changé depuis l'époque romaine, et qui, en récompense de ses efforts pour fournir aux besoins matériels de cette société en désordre, ne pouvait espérer que les faveurs d'un colonat peu distinct de l'esclavage, obtint des protecteurs armés qui, s'ils ne lui assuraient pas toujours la paix et le bon ordre, y étaient du moins tenus par leur intérêt et par leurs engagements.

Des concessions de terres, aux conditions qui viennent d'être indiquées, furent faites par tous ceux qui avaient intérêt à en faire. Le souverain, l'Église, les seigneurs d'un rang élevé ou d'un ordre inférieur, les propriétaires grands ou petits cherchaient par là à garantir, les uns leur influence, leur autorité, leurs richesses; les autres la simple jouissance de leurs biens. Entre tous les avantages de ce système d'association, il faut signaler la division des propriétés, qui fut un des éléments de force de la féodalité primitive. Les concessions avaient lieu d'ordinaire pour un temps déterminé; mais les concessionnaires, qui n'ignoraient pas combien les propriétaires avaient besoin de leurs services, se les faisaient maintenir pendant toute la durée de leur vie, et souvent même parvenaient à les fixer héréditairement dans leurs familles. Si nous ajoutons qu'au milieu de cette société, déjà si mêlée par des intérêts et des mœurs contraires, il existait des propriétaires qui, à la faveur de circonstances heureuses, étaient parvenus à garantir leurs domaines, sans se placer sous la protection de personne, et qui dès lors jouissaient d'une indépendance complète, on aura une idée générale de l'organisation de la propriété dans tous les États de l'Europe, depuis le v^e jusqu'au ix^e siècle.

Si l'autorité royale avait pu rattacher à elle et dominer l'association hiérarchique des propriétaires, la féodalité ne se serait point formée, et la France, par exemple, serait restée une monarchie, à l'affermissement de laquelle le principe aristocratique aurait contribué dans une juste mesure; mais l'association féodale se forma précisément parce que la royauté ne pouvait plus garantir la sécurité publique, et on ne devait pas supposer que les propriétaires, après s'être armés et organisés, et avoir acquis avec la conscience de leur force la certitude de leur indépendance, viendraient humblement se mettre sous la tutelle de la royauté. Un tel acte d'abnégation n'eut pas lieu. Le pouvoir ne se perd jamais, il se déplace; ainsi, à l'époque dont nous nous occupons, le pouvoir ne résidait plus dans la royauté, ni même dans la haute aristocratie; il se trouvait dans cette multitude d'associations militaires qui s'étaient formées sur tous les points du territoire : là étaient la puissance et l'avenir de la société; aussi voit-on ces associations grandir rapidement et prendre partout une forme régulière.

Une seule obligation unissait primitivement le concessionnaire au propriétaire, ou, pour parler le langage du temps, le seigneur au vassal, et cette obligation consistait à marcher à la guerre sous ses ordres. N'était-il pas naturel que des hommes qui devaient, en vertu de cette obligation, une fidélité à toute épreuve à un chef auquel, dans les circonstances les plus critiques, ils obéis-

saient scrupuleusement, le prissent pour l'arbitre ordinaire de leurs débats, de préférence à l'envoyé d'un prince avec lequel ils n'entretenaient aucune relation directe, et qui n'avait pas le pouvoir de faire respecter sa justice ? On a dit que les seigneurs usurpèrent le droit de juger ; rien n'est moins exact : relever un pouvoir délaissé et l'exercer, ce n'est pas l'usurper. D'ailleurs, sur ce point comme sur tous les autres, la féodalité ne fit que modifier et généraliser ce qu'elle trouva établi. Certains propriétaires jouissaient, dans l'empire romain, du droit d'administrer la justice aux habitants de leurs domaines, et ils le conservèrent sous la première dynastie des rois Francs. Si Charlemagne s'efforça de faire prévaloir la justice impériale sur les justices particulières, au moins il ne contesta pas la légitimité de ces dernières. Il est donc vrai que la féodalité, quand elle conféra aux seigneurs le droit de distribuer la justice à leurs vassaux et à leurs serfs, n'introduisit pas dans la société un principe nouveau de gouvernement. Au moyen âge, les intérêts communs des individus étaient peu nombreux, et l'action de l'autorité publique consistait dans le commandement militaire et dans l'administration de la justice ; du moment que ces deux pouvoirs furent attribués aux seigneurs, le règne légal et régulier de l'aristocratie commença. Le seigneur et le vassal ne furent pas unis l'un à l'autre par quelques devoirs limités et exactement définis, ils le furent dans tous les actes de leur vie privée ou publique. On créa le mot *foi* pour désigner le principe de toutes les obligations féodales, et on proclama cette maxime que nous entendrons si souvent répéter en Syrie : « Entre seignor et « home n'a que la fei. » Ce changement dans la nature et dans la forme des principaux gouvernements de l'Europe, ne s'opéra pas sans une résistance opiniâtre de la part de la royauté. Tout le génie de Charlemagne fut employé à conjurer cette destruction de l'autorité centrale ; mais que pouvaient ses vues profondes, ses sages lois, ses éclatantes victoires, contre l'entraînement des mœurs de son époque ? Il n'existait plus qu'une seule institution qui rappelât encore aux provinces l'existence d'un pouvoir souverain : nous voulons parler de ces magistrats militaires qui, sous le nom de comtes, commandaient dans les provinces et y surveillaient l'administration de la justice. Charlemagne s'était appliqué à étendre leur autorité et à la rendre vénérable, assuré qu'il était de pouvoir toujours contenir ces officiers dans les bornes du devoir ; mais à sa mort le lien se rompit, et les comtes, en se déclarant à leur tour indépendants, et en se plaçant à la tête des associations féodales qui existaient dans leurs gouvernements, rendirent complet l'isolement de la royauté. C'est ainsi que cette révolution s'accomplit dans l'Europe entière ; partout elle fut le résultat, non de l'ambition de quelques seigneurs ou de la faiblesse de quelques rois, mais de la fusion lente et pénible des principes de civilisation que les Romains et les Barbares avaient répandus en Europe.

Si les faits se sont ainsi développés, si la féodalité est une œuvre à laquelle plusieurs générations ont travaillé avec plus ou moins d'activité et qui n'a pas demandé moins de quatre siècles pour être terminée, peut-on s'étonner de ne trouver nulle part la loi fondamentale, la charte primitive de cette forme de gouvernement ? Qui aurait dicté cette loi, puisque chacun, trompé par la len-

teur avec laquelle s'opérait cette grande transformation politique, n'apercevait rien qui lui semblât nouveau, rien qui ne pût être regardé comme la conséquence de ce qui avait existé antérieurement?

Quand un principe est enraciné avec force dans les mœurs, le législateur ne sent pas le besoin de l'écrire et de le proclamer; mais lorsque ce principe commence à être attaqué et à fléchir, alors il songe à le fixer, afin de le mettre, par ce moyen, à l'abri des erreurs et des fausses interprétations. Le système féodal reposait sur un petit nombre d'idées simples et claires, qui se répandirent dans toute l'Europe de la même manière et à la même époque; mais indiquer le moment précis où l'effort de ces idées enfanta, dans chaque pays, l'organisation féodale; citer la loi qui, en France, en Allemagne ou en Italie, sanctionna l'établissement de cette forme de gouvernement, cela est impossible. Longtemps les historiens ont considéré l'édit de 877, rendu par Charles le Chauve, comme l'acte qui, en France, donna naissance à la féodalité. Cependant que trouve-t-on dans l'article III de cet édit? La reconnaissance de l'hérédité du pouvoir délégué aux comtes¹, c'est-à-dire la sanction d'une usurpation qui presque partout avait eu lieu, et à laquelle le consentement ou l'opposition de la royauté était complètement inutile. Que n'a-t-on pas dit sur ce rescrit, daté de l'an 1024 et intitulé *De expeditione Romana*, qu'on a attribué d'abord à Charlemagne, puis à Charles le Gros, et enfin à Conrad le Salique? Que de systèmes n'avons-nous pas vu élever sur cet acte dont aujourd'hui la fausseté est reconnue, et qui pendant si longtemps a passé pour la charte féodale de l'Allemagne²? Il serait facile de multiplier les exemples, et l'on verrait que toutes les tentatives pour assigner une date précise à la naissance de la féodalité, n'ont amené aucun résultat certain.

Lorsque la féodalité eut triomphé des obstacles qu'elle avait rencontrés, elle entra dans une voie nouvelle et s'occupa de développer librement les principes qu'elle portait dans son sein. Comme tous les pouvoirs qui ont eu à combattre pour se faire reconnaître, elle devint, après la victoire, moins exclusive, moins violente, moins inflexible, et elle résista faiblement à la disposition que montraient les esprits pour fixer et étudier ses dogmes ou pour soumettre ses usages à l'examen et à la critique. Plusieurs événements mémorables contribuèrent à faire tomber les obstacles qui s'opposaient encore à la libre manifestation des principes féodaux. Ces événements signalent le commencement d'une ère nouvelle pour la féodalité, il importe donc d'en expliquer avec exactitude le caractère et les conséquences.

On peut aisément prévoir que si un peuple soumis à des institutions particulières va s'établir en vainqueur dans un pays où ces institutions sont inconnues, il se trouvera dans l'obligation de déterminer d'une manière précise ses coutumes et ses usages, soit pour les faire connaître aux vaincus, soit pour se les mieux rappeler sur la terre étrangère. Négliger une précaution

¹ Baluze, *Capitularia regum Francorum*, t. II, p. 269, ed. de Chiniac.

² M. Pertz a démontré la supposition de cet acte dans

un Mémoire lu à l'académie de Berlin, en 1840, et l'a rejeté parmi les *Capitularia spuria* du tome IV de ses *Monumenta Germaniae historica*, p. 3.

aussi importante, serait laisser aux mœurs du peuple vaincu la faculté de réagir sur les vainqueurs et de dénaturer les résultats de la conquête. Les Barbares, peu après leur établissement dans les Gaules, rédigèrent sous l'influence de cette nécessité le code de leurs lois; et ces lois, quoique obscures et imparfaites, suffirent cependant pour maintenir, durant un long espace de temps, les vainqueurs et les vaincus dans la position relative que la fortune leur avait assignée.

La conquête de l'Angleterre par Guillaume le Bâtard est, dans l'histoire de la féodalité, un des événements les plus dignes de considération; car ce fait mémorable donne, mieux qu'aucun autre, la mesure de la force dont les institutions féodales étaient en possession. La flotte qui sortit, le 30 septembre 1066, de Saint-Valery, portait la féodalité tout armée, et allait résoudre, sur le rivage opposé, cette grave question, de savoir si les principes féodaux, impuissants à fonder des sociétés calmes et régulières, étaient au moins un élément de conquête. Guillaume le Bâtard, après la victoire d'Hastings, se trouva l'arbitre souverain d'un pays où régnaient des lois et un régime politique qui n'avaient rien de commun avec la féodalité; car si l'on peut découvrir, dans les usages anglo-saxons du ^x^e siècle, une sorte d'analogie avec les coutumes de la féodalité, cette analogie est vague, incertaine, et elle résulte du rapport nécessaire qui existe entre les institutions de peuples contemporains et voisins les uns des autres. Guillaume était né et avait vécu dans l'atmosphère des idées féodales; il devait son succès à l'énergie de ces idées; il voulait faire de l'Angleterre le siège principal de sa puissance et y établir richement les compagnons de son heureuse entreprise, rien ne gênait sa volonté : comment donc pourrait-on s'étonner qu'il n'ait pas eu d'autre pensée que d'importer en Angleterre le système complet des institutions féodales de la Normandie ou plutôt de la France? La féodalité n'était pas de sa nature flexible et amie des tempéraments, il fallait qu'elle régnât sans partage ou qu'elle n'existât pas. Le conquérant ne chercha donc point à marier les usages féodaux aux coutumes anglo-saxonnes, dans le but de créer une sorte de gouvernement mixte qui pût, par sa souplesse, convenir à la fois aux vainqueurs et aux vaincus; il fit des concessions, mais ces concessions étaient peu importantes, peu nombreuses et nécessaires. La révolution qui en France, en Allemagne et en Italie s'était opérée lentement, siècle à siècle, et à travers des obstacles sans cesse renaissants, fut réalisée systématiquement en Angleterre, mais avec promptitude et par les moyens les plus simples. Le royaume, moins le domaine de la couronne, fut partagé en sept cents grandes baronnies qui relevaient directement du roi, et en soixante et dix mille deux cent quinze baronnies inférieures, vassales des premières. Les biens ecclésiastiques furent, malgré l'opposition et même les révoltes de leurs possesseurs, compris dans cette organisation du sol. Le pays ayant été ainsi divisé et subdivisé, le conquérant distribua des terres à ses compagnons d'armes, en laissant une grande quantité aux seigneurs anglo-saxons qui se montraient favorables à son gouvernement; mais, aux uns comme aux autres, il imposa l'obligation de posséder ces terres aux mêmes conditions que tous les vassaux du reste de l'Eu-

rope tenaient leurs fiefs. Pour les seigneurs normands, la chose était naturelle; quant aux seigneurs anglo-saxons, ils n'avaient aucune condition à imposer aux bienfaits de leur maître. Cette inféodation méthodique de tout un pays, qui s'opéra sans obstacle et sans secousse, donna à l'Europe un éclatant enseignement. Dès lors il fut constaté que la féodalité n'avait pas été créée pour des peuples sédentaires; que de telles nations, soumises au régime féodal, devaient tourner les unes contre les autres l'ardeur militaire dont elles étaient enflammées, si elles ne trouvaient pas l'occasion de répandre au dehors ce surcroît de vigueur. L'inféodation de l'Angleterre montra, en outre, que la féodalité pouvait créer, du premier jet, des gouvernements solides et vigoureux, et se reproduire avec plus de facilité qu'elle n'avait été créée elle-même. De semblables leçons ne s'effacent pas rapidement de l'esprit des peuples, et, trente années après la conquête de l'Angleterre, l'Europe tout entière se leva, et, la croix à la main, transporta et fit fleurir ses institutions au sein de peuples qui lui étaient étrangers par leur religion, leurs mœurs et leur langage. A vrai dire, l'exemple donné par Guillaume le Conquérant avait été un simple essai, tenté, en vue des côtes de la France, sur un pays peu étendu et peu redoutable; les Croisades, au contraire, donnèrent le plus grand développement à l'élément de conquête que recélait la féodalité.

Les intérêts politiques n'eurent pas moins de part que l'esprit religieux aux guerres entreprises pour délivrer la Terre Sainte. Si les peuples de l'Europe avaient vécu sous l'empire d'institutions pacifiques, qui leur eussent communiqué le goût d'une vie calme, régulière et laborieuse, la voix de Pierre l'Hermite, quoique très-puissante, n'aurait pu arracher à leurs affections et à leurs habitudes des populations entières, et les précipiter dans toutes les chances de la plus périlleuse des expéditions. Un homme abandonne quelquefois, pour obéir à l'impulsion d'une idée, son champ, ses foyers et les objets de sa tendresse; il n'en est pas ainsi des peuples, qui dans leurs grandes agitations obéissent à des causes directes et positives. La féodalité avait imposé à l'Europe une organisation purement militaire, et en avait fait, pour ainsi dire, un vaste camp. Partout on ne voyait que des seigneurs et des vassaux, ou plutôt que des chefs et des soldats; partout retentissaient le bruit des armes et les cris des combattants. Les luttes si acharnées qui accompagnèrent l'enfantement du régime féodal, fournirent pendant plusieurs siècles un aliment suffisant à cette passion belliqueuse; mais lorsque le triomphe des principes féodaux eut été universellement reconnu, une sorte de trêve s'établit parmi les peuples de l'Europe, et en même temps un état de malaise se fit sentir. La société avait soif de luttes, de combats, et elle ne trouvait, pour se satisfaire, que les guerres privées, image trompeuse du genre d'émotions qui lui convenait. Pendant toute la durée du xi^e siècle, on vit les Français, le peuple qui était le plus directement placé sous l'impression des idées féodales, chercher, par des guerres lointaines, à calmer ce besoin d'agitation qui les dévorait. L'expédition des Normands en Sicile, des Bourguignons en Portugal, et surtout la conquête de l'Angleterre, sont les symptômes de l'activité dont l'Europe était tourmentée. C'est dans de telles circonstances qu'un pauvre

b.

moine, instrument de la Providence, élève la voix et appelle les peuples de l'Europe à une guerre d'extermination contre la puissance mahométane, qui tient l'Asie sous son joug, leur offrant comme l'appât qui pouvait le mieux les séduire et les entraîner, le tombeau du fils de Dieu à délivrer et à purifier de la présence des Infidèles, des villes formidables à enlever, des contrées populeuses et fertiles à conquérir, et enfin une suite non interrompue d'accidents, de périls et de combats. Cet appel s'adressait à ce que les croyances, les idées et les mœurs de l'Europe souhaitaient avec le plus d'ardeur; aussi vit-on des populations entières abandonner sans regret les lieux où elles étaient nées, pour marcher à la conquête de régions dont elles ignoraient même la position. Le seigneur, le vassal, le moine, le serf, confondus par la même pensée, par les mêmes espérances, couraient avec une égale ardeur vers des lieux où ils espéraient trouver ce que l'Europe refusait à leurs vœux légitimes ou à leur ambition. Telles étaient les considérations humaines qui agissaient sur l'esprit d'une multitude recrutée dans toutes les classes de la société, et poussée en avant par un instinct commun, qui était le besoin de développer librement une ardeur belliqueuse que la situation de l'Europe tendait à comprimer tous les jours davantage.

Nous ne devons pas nous arrêter à décrire les événements de la première expédition des Croisés en Syrie; le sujet que nous traitons nous oblige de nous transporter au moment où les Chrétiens maîtres d'Antioche, d'Édesse, et enfin de Jérusalem, s'occupèrent à organiser un gouvernement dans les pays qu'ils venaient de conquérir.

Les chefs des Croisés, quand ils entreprirent cette tâche difficile, ne jouissaient pas de la liberté de pensée et d'action qui est nécessaire au législateur pour que son œuvre ne porte pas le cachet des circonstances et de la précipitation. Inquiets de l'esprit de désordre qui régnait dans leurs armées, pressés de pourvoir à la défense d'établissements qui, à peine fondés, étaient déjà assaillis de toutes parts, divisés entre eux par des vues contraires et par des ambitions rivales, ils n'eurent pas le loisir d'étudier le caractère des institutions politiques de l'Europe, afin de savoir s'il convenait de transplanter ces institutions dans l'Orient; poursuivis par la nécessité, ces guerriers législateurs, encore couverts de poussière et de sang, proclamèrent un code de lois qui reproduisait les coutumes de la mère patrie, ou plutôt de la France; car dès le début de la conquête cette contrée prit, sur toute la chrétienté d'Orient, un ascendant politique et moral qui pendant deux siècles la fit regarder comme la véritable métropole des colonies chrétiennes de l'Asie. C'est là, il le faut reconnaître, ce qui donne une si grande valeur historique aux lois primitives du royaume de Jérusalem. Il importe sans doute de savoir comment les Croisés régirent leurs colonies pendant l'espace de temps que cette belle et riche conquête resta en leur pouvoir; mais il est bien plus intéressant de trouver dans le code de leurs lois les éléments de la législation de l'Europe au XI^e siècle, à une époque où la féodalité avait atteint, après tant d'efforts et de luttes, son plus haut point de développement. Ce recueil de lois, nous le disons à l'avance, cessa promptement d'exis-

ter; mais tous les efforts des jurisconsultes, dont nous publions les écrits, ayant eu pour but de le reconstituer et de le faire revivre, il est nécessaire de fournir quelques éclaircissements sur cette législation primitive du royaume de Jérusalem.

La ville sainte tomba au pouvoir des Chrétiens, le 23 juillet 1099. Après avoir donné leurs premiers moments à la pieuse exaltation qui animait leurs cœurs, les Croisés songèrent à élire un chef. Leur choix pouvait longtemps errer entre plusieurs seigneurs que leur naissance et leurs exploits récents rendaient dignes de porter une couronne. Godefroy de Bouillon fut choisi. Ce prince s'occupa immédiatement de constituer le royaume de Jérusalem et de pourvoir à la défense des établissements chrétiens de l'Orient. L'histoire lui attribue l'honneur de tout ce qui fut fait en cette circonstance. Sans vouloir lui ravir cette gloire, on peut penser que l'organisation politique, militaire et judiciaire de ce nouvel état fut l'œuvre commune de tous les chefs de la Croisade. Le pouvoir de Godefroy devait être faible, comme tous les pouvoirs qui sont le fruit d'une élection récente; et d'ailleurs le seul moyen de rendre solides les institutions qu'il s'agissait de créer, était de leur donner pour base l'assentiment universel, et non les idées particulières du souverain, si sages et si profondes qu'on pût les supposer.

Les Croisés, en traversant l'Asie Mineure, avaient fondé deux États chrétiens, la principauté d'Antioche et le comté d'Édesse. Il importait que ces deux colonies chrétiennes, qui étaient situées entre Constantinople et Jérusalem, et garantissaient la sûreté des communications par terre entre la Syrie et l'Europe, ne fussent pas abandonnées à elles-mêmes et exposées à retomber aux mains des Musulmans. Les Croisés, fidèles aux traditions de leur patrie, imitèrent en Orient ce qui avait été fait en France lors de l'extinction de la dynastie carolingienne. La Syrie devint une principauté, sous le nom de principauté de Jérusalem, de laquelle relevaient, comme des grands fiefs, la principauté d'Antioche et le comté d'Édesse; plus tard ils détachèrent Tripoli et son territoire de la principauté de Jérusalem pour en faire un quatrième grand fief de la couronne. La réunion de ces quatre seigneuries formait le royaume de Jérusalem. Le roi était donc roi et prince de Jérusalem, comme Hugues Capet avait été roi et duc de France; et afin que la ressemblance fût complète, le roi de Jérusalem s'entoura de grands officiers de la couronne, dont les titres et les fonctions rappelaient exactement les désignations et les devoirs des officiers qui composaient la cour du roi de France. Il est inutile d'insister davantage sur l'organisation politique du royaume de Jérusalem; il suffit de savoir que la constitution de ce nouvel État fut calquée sur celle du royaume de France, et qu'en cette matière si grave les Croisés eurent la prudence de ne rien essayer.

Les espérances chimériques qui s'étaient emparées de leur imagination dès qu'ils avaient pris la croix, le peu d'union qui existait parmi eux, l'ambition des chefs, l'avidité et la brutalité des soldats devaient faire penser que quand le moment serait venu de partager le prix de la victoire, de sanglantes discordes éclateraient parmi les Chrétiens et révéleraient aux Musulmans le

peu de solidité de l'établissement qui commençait de naître : il n'en fut pas ainsi. L'inféodation de la Syrie s'opéra sans aucune agitation; et il faut que l'équité la plus sévère ait présidé au partage des villes, des châteaux et de tous les domaines de cette riche contrée, puisque l'histoire n'a enregistré aucune plainte, aucune récrimination contre un acte aussi important et aussi difficile à exécuter.

La rédaction des lois civiles et criminelles du royaume de Jérusalem fut entreprise immédiatement après que le gouvernement eut été constitué, et fut exécutée, il est juste de le reconnaître, avec une prudence et une habileté que l'esprit général du ^x^e siècle et la position dans laquelle les Croisés se trouvaient placés, ne permettaient pas d'espérer. Des guerriers qui, après trois années d'une vie marquée par de grandes actions et par de mémorables victoires, mais aussi par des excès de tout genre, trouvent le sang-froid et la réflexion nécessaires pour discuter et rédiger un code de lois qui, aussi longtemps qu'existeront les colonies chrétiennes d'Orient, y fut regardé comme un chef-d'œuvre de politique et de prévoyance, en donnant un rare et bel exemple de sagesse, montrèrent combien la féodalité recélait de force créatrice.

Godefroy, par le conseil du patriarche de Jérusalem, des princes, des barons et des chefs de l'armée, chargea quelques hommes instruits et expérimentés d'interroger des Croisés de divers pays de l'Europe sur les usages et les coutumes de leurs pays. Ces commissaires se livrèrent à une enquête approfondie, et consignèrent le résultat de leurs recherches dans un livre qu'ils remirent au roi. Godefroy présenta ce projet de code au patriarche et aux chefs de l'armée, et, d'après leur avis, « concuilli de ciaux escris ce que bon « li sembla, et en fit assises et usages que l'on deust tenir et maintenir et user « ou roiaume de Jerusalem¹. » Ces lois, comme a soin de le remarquer le jurisconsulte auquel nous empruntons ces détails, n'étaient pas destinées aux seuls habitants regnicoles du royaume, mais aussi à « totes autres manieres « de genz alanz et venanz². »

Il y avait deux codes ou chartes, l'un destiné aux nobles, l'autre aux bourgeois. Chaque assise ou loi était écrite séparément en lettres majuscules. La première lettre de chaque loi était enluminée d'or, et les codes portaient la signature et le sceau du roi, du patriarche et du vicomte de Jérusalem. Jean d'Ibelin, qui nous transmet ces particularités, n'avait pas vu ces recueils de lois, qui de son temps n'existaient plus; mais l'importance qu'on ne cessa pas d'attacher à cette première promulgation de lois était si grande, que toutes les particularités de cette promulgation se conservèrent fidèlement dans la mémoire des jurisconsultes d'Orient.

Ces deux codes reçurent la dénomination de *Lettres du Sépulcre*, parce qu'ils furent enfermés dans un coffre et placés dans le trésor de l'église du Saint-Sépulcre, le lieu le plus vénéré de la ville de Jérusalem. Ce coffre ne pouvait être ouvert, soit pour consulter soit pour modifier les livres précieux qu'il contenait, qu'en présence de neuf personnes, qui étaient : le roi ou un des grands officiers de la couronne, deux hommes liges du roi, le patriarche

¹ Livre de Jean d'Ibelin, c. 1, p. 22.

² *Id.*

ou le prieur du Saint-Sépulcre, deux chanoines, le vicomte de Jérusalem et deux jurés de la Cour des Bourgeois¹.

Il faut rendre compte d'un fait aussi étrange que celui que nous avons sous les yeux, et expliquer les motifs qui portèrent ces législateurs à refuser toute publicité, toute promulgation véritable à un code de lois qu'ils venaient de rédiger avec tant de prudence et de soins. Ignorait-ils que la loi qui n'est pas connue de tous ne peut être opposée à personne, et que le juge doit toujours avoir le livre de la loi ouvert devant lui quand il distribue la justice? Non sans doute. Ils possédaient cette notion élémentaire de droit; mais les usages ou plutôt les préjugés de l'Europe, dont alors ils étaient encore esclaves, les portèrent à cacher mystérieusement les lois qu'ils venaient d'écrire, et à en rendre la consultation difficile et l'étude impossible, préparant ainsi l'abrogation de la loi par la jurisprudence. Au xi^e siècle il n'existait, dans aucun pays de l'Europe, de codes de lois. Les actes de ce temps que l'on décore d'un pareil nom étaient de simples règlements faits par des souverains ou par des seigneurs pour l'usage de leurs domaines particuliers. La loi, la seule loi véritablement reconnue, était la simple volonté des seigneurs, qui, entourés de leurs vassaux, prononçaient en toute liberté leurs sentences. L'uniformité de ces sentences, sur lesquelles l'usage influait nécessairement, forma la coutume. Imposer aux seigneurs l'obligation de se conformer au texte précis et invariable d'une loi écrite, eût été une entreprise insensée contre laquelle les idées, les mœurs et l'organisation politique de la féodalité auraient protesté. Saint Louis essaya, à la fin du xiii^e siècle, non pas dans toute la France, mais dans ses propres domaines, de remplacer la coutume par une loi écrite; à cette époque les fausses idées sur la législation et sur l'administration de la justice commençaient à se dissiper, le droit romain brillait de tout son éclat, la cour du roi avait, de longue main, préparé cette innovation, et Beaumanoir reconnaissait que : « l'on doit secourir les negligens qui ne savent pas les coutumes²; » et cependant l'entreprise de saint Louis échoua. Il faut descendre jusqu'au xvi^e siècle, c'est-à-dire jusqu'à une époque où la féodalité était mourante et où les seigneurs avaient perdu le droit de justice souveraine, pour voir la royauté tenter avec des chances de succès, mais non sans éprouver une vive résistance, de remplacer dans toute la France la coutume traditionnelle par la coutume écrite. Le législateur des Croisés qui ne voulait ni limiter le pouvoir seigneurial, ni instruire dans la connaissance des lois une multitude recrutée par tous les pays de l'Europe et dont la plus complète ignorance était l'apanage, rédigea des codes à l'usage des seigneurs et des chefs de la bourgeoisie, afin que ces deux classes de personnes connussent les droits et les devoirs qui leur seraient accordés et imposés dans la société féodale qu'il s'agissait de fonder en Asie, mais il se garda de livrer à l'examen et à la critique des clercs ou des juristes ces lois fondamentales; il voulut, au contraire, qu'elles fussent entourées d'une sorte de vénération craintive, et que placées dans le sanctuaire, elles n'en pussent être tirées qu'en présence du chef de la religion et du chef de l'État. Jamais

¹ Livre de Jean d'Ibelin, c. iv, p. 26.

² Coutumes du Beauvoisis, c. xi, p. 61.

législateurs n'ont donné plus de témoignages de respect pour la loi ; cependant qu'on ne s'y trompe pas, ce n'était point la loi qu'ils vénéraient, mais leur propre pouvoir. Les Croisés, en mettant par écrit les lois et les usages de la féodalité, firent une chose nouvelle, grave et même dangereuse : ils le comprirent et s'appliquèrent à atténuer les effets de cette innovation. On verra que le malheur des temps ne leur vint que trop en aide.

Godefroy de Bouillon s'occupa ensuite de fixer l'ordre des juridictions. Il établit à Jérusalem une Haute Cour qui devait être présidée par le roi, ou en son absence par un des grands officiers de la couronne, et dans laquelle avaient le droit de siéger tous les vassaux liges du royaume. Les gentilshommes étaient justiciables, pour leurs personnes et pour leurs fiefs, de ce tribunal qui devint le conseil politique du souverain, et étendit sa juridiction sur tout ce qui avait rapport à l'administration politique et civile du royaume, à la paix, à la guerre, à l'exercice et à la transmission régulière du pouvoir souverain. Les rois d'Europe se faisaient assister dans l'exercice de leur autorité judiciaire par des cours semblables à celle du royaume de Jérusalem, et qui joignaient à des attributions judiciaires une autorité politique très-étendue ; il suffira de rappeler la cour de France, qui devint le parlement de Paris et obtint sous ce nom une si grande et si légitime renommée. Mais dans aucun pays de l'Europe les droits et la composition de cette cour suprême ne furent, comme à Jérusalem, déterminés d'une manière précise et conforme aux principes de la féodalité. Les rois de France regardaient leur cour comme un simple conseil dont il était convenable, mais non obligatoire pour eux, de prendre l'avis, et dans le sein duquel ils ne craignaient pas d'introduire des prélats, des clercs et de simples légistes sans caractère pour prononcer sur des matières qui touchaient aux premiers intérêts de la féodalité. Les efforts constants de ces souverains pour fausser l'esprit de leur cour suprême et pour en modifier la composition amenèrent de vives résistances et des débats animés. A Jérusalem les prérogatives politiques et judiciaires de la Haute Cour, loin d'être contestées, furent portées au delà de ce que demandait une sage pondération des pouvoirs ; mais la féodalité, en traversant les mers et en allant chercher, sous un ciel nouveau, une existence plus libre, trouva le moyen de raviver ses dogmes, de rajeunir ses institutions, et de rendre au principe aristocratique qui lui servait de fondement sa vertu première.

Au-dessous de la Haute Cour, mais sans aucune relation directe avec elle, Godefroy plaça la Cour des Bourgeois, juridiction municipale que présidait le vicomte de Jérusalem, et dans laquelle étaient appelés à siéger tous les jurés de la bourgeoisie de cette ville. L'établissement d'un semblable tribunal au ^x^e siècle, c'est-à-dire à une époque où, en Europe, les idées de confédération municipale ne s'étaient pas encore répandues, soulève plusieurs questions intéressantes qui sont exposées et résolues dans l'Introduction de notre second volume.

La Haute Cour et la Cour des Bourgeois siégeaient dans Jérusalem ; il reste à dire maintenant comment la justice était administrée dans les provinces.

Godefroy de Bouillon, en inféodant les diverses parties de la principauté

de Jérusalem, accorda, non pas à tous ses vassaux, mais à certains d'entre eux, le droit de rendre la justice, ou, comme on disait en Orient, *cour, coins et justice*. Ces justiciers administraient la justice à leurs vassaux, conformément aux lois et aux usages suivis dans la Haute Cour; mais comme ils jugeaient en vertu d'une concession royale, et qu'en Syrie la justice n'était aucunement inhérente au fief, le roi pouvait, quand cela lui convenait, venir présider leurs cours et mener avec lui un nombre plus ou moins grand de ses liges. Il existait donc, dans tous fiefs relevant de la principauté de Jérusalem, des cours seigneuriales que l'on doit considérer comme des succursales de la Haute Cour, mais qui ne possédaient aucun pouvoir politique. Il n'était pas moins nécessaire de multiplier les juridictions bourgeoises. Godefroy établit, dans toutes les villes ou autres lieux peuplés, des vicomtes et des cours de bourgeoisie. Mais les nobles et les bourgeois chrétiens ne constituaient pas à eux seuls toute la population du royaume; ils n'en formaient même que la plus faible partie; il existait en dehors des Croisés une population indigène, composée de Syriens, de Grecs, de Juifs, de Turcs et d'Arabes. Les Syriens qui par leur nombre l'emportaient de beaucoup sur les autres éléments de cette population mixte, se distinguaient aussi par leur corruption, par leur lâcheté, et par une haine contre les Européens, dont les effets furent souvent funestes aux colonies chrétiennes. Les Croisés auraient donc pu, sans avoir à craindre d'être accusés d'injustice, se prémunir par des lois sévères contre le mauvais vouloir de la population syrienne, et ne lui accorder aucun droit politique: ils ne le firent pas cependant; ils crurent, au contraire, que la prudence leur imposait le devoir de ne rien négliger pour rallier à leur cause une nation qui, livrée au commerce, à l'industrie et à l'agriculture, tenait entre ses mains les ressources du pays, et dont il importait de retirer l'appui secret aux anciens maîtres de la Syrie. La suite des événements prouva que les Croisés avaient poussé trop loin la générosité. Godefroy de Bouillon permit donc aux Syriens de vivre selon leurs lois, et d'avoir des tribunaux particuliers, composés des principaux de leur nation et présidés par un *reïs* qui tenait près de ces cours l'office du vicomte près des cours de bourgeoisie. Dans les endroits où il n'y avait point de *reïs*, le bailli du lieu en remplissait les fonctions. La compétence des cours syriennes ne s'étendait ni aux cas de haute justice, ni aux cas de bourgeoisie. Les institutions judiciaires des grands fiefs ressemblaient, sur tous les points, à celles qui existaient au cœur du royaume. Le prince d'Antioche avait, comme le roi de Jérusalem, sa Haute Cour et sa Cour des Bourgeois. Nous examinerons ailleurs si les mêmes lois étaient en vigueur dans la principauté et dans les grands fiefs du royaume.

Tel est le système d'institutions qui fut appliqué par les Croisés aux pays qu'ils venaient de conquérir. Il n'est pas nécessaire de tenir compte de l'époque et des circonstances hasardeuses au milieu desquelles ce système fut fondé, pour lui décerner des éloges, et pour affirmer qu'il reposait sur une connaissance approfondie des intérêts et des besoins des vainqueurs et des vaincus. Si la durée du royaume de Jérusalem eût dépendu de la sagesse des

institutions données à cet État, elle se serait étendue bien au delà des limites qui lui furent accordées. L'ordre, le respect des lois, la bonne harmonie entre le souverain et ses vassaux ne régnèrent pas toujours au sein de la chrétienté d'Orient; mais le développement des germes de désordres que la féodalité traînait partout avec elle, y fut contenu autant que le permettaient les mœurs nationales et l'état continuel de guerre où vivaient les Croisés.

Après avoir fait connaître l'organisation politique et judiciaire du royaume de Jérusalem, nous devrions pénétrer au cœur même du sujet que nous traitons et présenter un exposé des principes sur lesquels reposaient les codes de lois qui furent donnés par Godefroy à ce royaume. Mais ces codes ont malheureusement péri dans des circonstances que nous ferons bientôt connaître; et pour émettre une opinion relative à leur caractère et à leur mérite, il faut, tout en s'appuyant sur des données positives, s'abandonner cependant à quelques conjectures. On doit donc, en cette matière délicate, se contenter de irer certaines conséquences de faits qui ne peuvent être mis en doute.

Nous avons dit que les premiers Croisés transportèrent en Orient leurs lois, leurs mœurs et leurs coutumes. Cette assertion, prise dans un sens général, est incontestable; mais si l'on descend dans les détails de l'application, on trouve qu'il était impossible aux Croisés de ne pas introduire, en faveur de la situation particulière où ils se trouvaient, des modifications aux usages qu'ils voulaient acclimater sous le ciel de l'Orient.

Les armées de la première Croisade se composaient de Français, d'Allemands et d'Italiens. Assurément le régime féodal existait en France, en Allemagne et en Italie, et y existait, on peut le dire, d'une manière uniforme. Cependant les idées féodales en se développant dans les divers pays de l'Europe, sous l'empire de quelques grands principes qui nulle part ne furent contestés ou modifiés, firent aux habitudes particulières ou aux mœurs anciennes des nations, plusieurs concessions qui établissaient dans la société féodale, non pas des contrastes saillants, mais une diversité d'usages dont l'importance ne doit pas être méconnue. Ainsi, le principe aristocratique réglait dans toute l'Europe, au xi^e siècle, l'ordre des successions; cependant le mode de partage variait selon les pays ou même selon les provinces. Dans plusieurs contrées tous les biens du père appartenaient au fils aîné, dans d'autres les droits des puînés étaient reconnus; ici les femmes étaient exclues, là elles étaient admises; ici la représentation en ligne directe existait, ailleurs elle était repoussée aussi bien en ligne directe qu'en ligne collatérale. Le législateur des Croisés se proposait non pas de réserver à chaque Européen qui viendrait s'établir en Orient, l'usage des coutumes particulières de son pays, mais de fonder, sous le nom de *Chrétienté d'Orient*, une société dont les lois et les mœurs conviendraient au plus grand nombre des émigrants; il dut donc se livrer à un travail d'analyse et de critique sur toutes les coutumes qui s'offraient à son choix, admettre celles qui lui paraissaient être des lois générales, et rejeter celles qui se présentaient avec le caractère d'exceptions. Or qui ne voit qu'un travail de ce genre ne fut pas une œuvre de simple transcription, et que le législateur dut lui imposer, volontairement ou

à son insu, l'empreinte des idées, des besoins et des intérêts sous l'empire desquels il se trouvait placé lui-même? Il est, par exemple, impossible de supposer que les Croisés aient transporté en Orient les usages relatifs au service militaire des fiefs, tels qu'ils existaient dans presque toute l'Europe, à la fin du XI^e siècle.

Le service militaire était le but des inféodations. Un seigneur ne concédait des terres à son vassal que pour en obtenir un loyal appui, en cas de guerre. L'hommage et la foi servaient à consacrer cet engagement. Quoique la guerre fût une des conséquences naturelles du régime féodal, et que les mœurs rudes et violentes du moyen âge n'opposassent aucune entrave aux développements de ce détestable principe, il n'en est pas moins évident que les seigneurs ne pouvaient pas vivre dans un état continuel de guerre les uns contre les autres, et que, par lassitude, ils devaient quelquefois accepter, sinon une paix durable, au moins des trêves momentanées. L'histoire montre qu'à dater du XI^e siècle, la société féodale commença à modifier son régime et à le rendre moins violent et moins désordonné. Le service militaire, sans rien perdre de son importance, cessa d'être pour les vassaux un devoir de tous les instants; sa durée fut même déterminée et restreinte; et telle fut, en cette matière, la modification des idées, que la coutume permit l'érection de fiefs libres de tout service militaire, qui par cela même se trouvaient en contradiction manifeste avec la loi fondamentale de la féodalité. Est-il nécessaire de dire que le législateur des Croisés ne dut tenir aucun compte des changements que les mœurs avaient, en Europe, introduits dans cette partie des usages féodaux; que les colonies chrétiennes d'Asie, continuellement attaquées par un ennemi infatigable, avaient droit d'exiger de leurs défenseurs un service, non pas de quarante ou de cinquante jours, mais de tous les jours et de tous les moments? Les anciennes Assises de Jérusalem devaient donc reproduire, sur le service militaire, non pas les usages de l'Europe au XI^e siècle, mais les règles qui y étaient en vigueur à l'époque où le système féodal y avait atteint son plus haut degré de sévérité.

On ne pouvait ramener une des institutions qui composaient le système féodal à sa source première, sans y faire remonter avec elle plusieurs autres institutions; car toutes les parties de cet ensemble formidable étaient adaptées les unes aux autres avec autant de force que de précision. Ainsi, la restauration du service militaire en Orient amena dans cette contrée le rétablissement de la pairie. En Europe, la royauté avait enlevé à la pairie ses attributs politiques; et cette noble institution qui donnait au pouvoir féodal tant d'énergie et tant d'éclat, n'y servait plus qu'à déterminer la composition des tribunaux inférieurs, ou à augmenter les splendeurs d'un couronnement.

Les deux exemples que nous venons de citer, prouvent que les Croisés ne se bornèrent pas à transplanter en Asie leurs institutions telles qu'elles existaient en Europe. La nécessité où ils se trouvaient de fonder un gouvernement militaire, les conduisit moins à modifier ces institutions qu'à leur rendre la vigueur qu'elles commençaient à perdre en Europe. On a donc eu raison de dire que les vieilles Assises de Jérusalem offraient l'image la plus pure et la

c.

plus brillante des mœurs et des lois de l'Europe féodale. Mais les auteurs qui ont exprimé cette opinion, n'entendaient parler que des mœurs et des lois de l'Europe à la fin du xi^e siècle; or elle n'est juste que si on l'applique à une époque plus ancienne, à l'époque où le régime féodal n'avait encore subi aucune altération.

Il serait naturel de penser qu'un code de lois dont la rédaction avait été accompagnée de tant de solennité, qui ensuite fut déposé en un lieu sacré, d'où il ne pouvait être tiré qu'avec des formalités nombreuses et gênantes, restât en vigueur, pendant un long espace de temps, sans subir aucune modification ni aucune révision. Cependant l'histoire montre que le législateur des Croisés ne cessa pas d'avoir l'œil ouvert sur son ouvrage, afin de le tenir toujours en harmonie parfaite avec les changements qui arrivaient dans les idées, dans les mœurs et dans les intérêts de la société féodale en Orient comme en Occident. Cette sollicitude préoccupa continuellement les rois de Jérusalem, qui sur ce point donnèrent aux souverains de l'Europe un exemple de sagesse et de prévoyance dont ceux-ci ne se hâtèrent pas de profiter.

« Après ce, dit Jean d'Ibelin¹, que les avant dites assises furent faites et
 « les usages establis, le duc Godefroi et les reis et seignors qui après lui furent
 « el dit roiaume, les amenderent par pluisors fois : car les choses que il veoient
 « et conoissoient qui lor sembloient bones à joindre ou à croistre ou à amer-
 « mer ès assises ou ès usages doudit roiaume, il le faisoient par le conseil
 « dou patriarche de Jerusalem et des barons et des haus homes doudit roiaume,
 « et des plus sages que il pooient avoir, chevaliers et clers et lais. Et à chascun
 « passage le rei dou roiaume, ce il avait loisir, assembloit à Acre le patriarche
 « et les avant dis, et faisoit enquerre à pluisors sages genz qui venoient de di-
 « verces parties dou monde, les usages de lor terre; et ciaux que il establis-
 « soit à ce faire, les faisoient toz metre en escrit, et puis portoient ciaux escrits
 « au roi; et il les mostroit touz au patriarche et as avant diz, et par leur con-
 « seill et par leur acort creissoit ou joingnoit ou amermoit ès assises et ès
 « usages dou roiaume, et ce que bon lor sembloit à amender les par lesdis
 « escrits ou autrement. Et aucuns des rois doudit roiaume enveoit pluisors fois
 « mesages en diverces parties dou monde por enquerre et saveir les usages de
 « celles terres, por amender à leur pooir et à leur essient les assises et les
 « usages del dit roiaume; et les amenderent par le conseil des avant dis en
 « ce qui lor sembloit que bon fust. Et ensi le firent par pluisors fois pluisors
 « anz, tant que il orent faites les assises et les usages les meillors et les
 « plus convenables qu'il porent ne sorent à leur essient au seignor et à ses
 « homes, et as chevaliers et as pelerins, et à totes autres manieres de genz
 « alant et venant et demorant el dit roiaume gouverner, garder, tenir et
 « maintenir. »

Qu'on ne croie pas que ceci soit un tableau tracé à plaisir par un auteur qui n'avait point vu s'accomplir les faits dont il parle. Philippe de Navarre s'exprime sur ce sujet d'une manière encore plus précise : « Avint, dit-il², que
 « un moult sage home dou roiaume de France vint o reiaume de Jerusalem

¹ Chapitre III, p. 24.

² Chapitre LXXI, p. 542.

« et i fu moult grant piece ; et le rei et les autres preudomes dou pais userent
 « moult de son conseil et il amenda moult pluisors des us et des assises dou
 « reame, par le rei et par ses homes qui moult s'accorderent à son sens et
 « à sa parole. » Il existe une lettre adressée, en 1214, par Louis de France, fils de Philippe-Auguste, à Henri I, roi de Jérusalem, qui est une véritable consultation sur une question de tutelle¹.

Cette révision périodique de la législation n'était pas dans l'esprit d'une époque où dominait le respect de tout ce qui avait reçu la sanction du temps, et où le sentiment que les Romains qualifiaient de *reverentia majorum* régnait avec force sur les esprits et sur les cœurs. On devrait donc penser que les rois de Jérusalem et leurs sujets s'élevèrent d'eux-mêmes à la connaissance et à la pratique des vrais principes de la science des lois, quand ces principes n'étaient même pas encore entrevus en Europe. Il faut se former une idée juste de la situation politique des rois de Jérusalem, et reconnaître que si plusieurs d'entre eux ont véritablement trouvé dans leur propre sagesse la source du bien qu'ils ont fait, les autres, quand ils se sont éloignés des traditions vicieuses de l'Europe en matière de législation, ont obéi à une nécessité dont ils ne connaissaient pas le secret. Si ces souverains n'avaient eu à établir dans la Syrie, à constituer en société et à gouverner que les guerriers de la première Croisade ou que leurs descendants, il est probable qu'ils se seraient rarement trouvés dans la nécessité de modifier les lois promulguées à l'instant de la fondation des colonies chrétiennes d'Orient. Il n'en fut pas ainsi. Depuis la première Croisade jusqu'à la fin du XIII^e siècle, l'émigration de tous ceux que pressaient la piété, le désir de faire fortune, l'amour d'une vie aventureuse ou le dégoût de leur condition, ne cessa pas d'avoir lieu de l'Europe vers la Terre Sainte, tantôt en armées innombrables que les dangers du voyage réduisaient beaucoup, il est vrai, tantôt par bandes, ou même isolément. D'un autre côté, un grand nombre de Chrétiens étaient annuellement reportés vers l'Europe par leurs intérêts ou par de dures déceptions; d'autres, après avoir accompli leur vœu, adoré le Saint-Sépulcre et fait quelques prouesses contre les Sarrasins, allaient, selon l'usage, cueillir une palme à Jérusalem, et décorés de ce trophée, retournaient dans leur patrie, pour raconter à leurs amis et à leurs voisins leurs exploits vrais ou faux. La population du royaume de Jérusalem, si l'on en excepte les barons et les seigneurs terriens, était donc une population continuellement agitée et flottante, dont les idées, les mœurs, les besoins se renouvelaient en quelque sorte chaque année. Était-il possible d'imposer des lois fixes à un élément aussi inconstant? Les rois de Jérusalem avaient l'habitude de faire leurs enquêtes législatives dans la ville d'Acre; or cette cité présentait, dans un cadre restreint, l'image fidèle de toutes les variétés de population qui formaient cet amalgame incohérent que l'on décorait du nom de Chrétienté d'Orient. On y entendait parler le grec, le turc, l'arabe, aussi bien que le français, l'allemand ou l'italien; on y rencontrait des guerriers, des prêtres, des commerçants venus des pays les plus éloignés, et dont le costume et les mœurs désignaient assez la différence d'origine; enfin, et comme pour em-

¹ Chantereau le Febvre, *Traité des fiefs*, Preuves, p. 53.

pêcher que la fusion s'opérât dans cet assemblage de contrastes, chaque nation y était gouvernée par ses propres magistrats et y suivait ses lois particulières. La diversité n'était pas aussi grande dans les autres colonies chrétiennes où la civilisation française dominait visiblement. Toutefois les mœurs et les intérêts de ces établissements subissaient des changements trop fréquents pour qu'il fût possible de leur imposer des lois invariables. Le législateur, au lieu de se reposer après ses premiers efforts, dut donc toujours se tenir sur ses gardes, afin de ne pas rester en arrière de son peuple ou pour ne pas le devancer.

Les deux princes qui paraissent avoir eu le plus de part aux améliorations que les lois primitives du royaume de Jérusalem éprouvèrent, sont Baudouin I (1100-1118) et Amaury I (1162-1173). Guillaume de Tyr représente Baudouin comme un prince éclairé, et dont l'éducation avait été littéraire. « Quant il fu emfès, dit-il (l. X, c. 1), l'en volt qu'il fut clerc et aprist letres assés selon son aage. » La loi la plus célèbre qu'il rendit est celle qui est désignée sous le titre d'*Assise du coup apparent*. Cette loi avait pour but de mettre un terme aux violences que la rudesse des mœurs des Croisés et leur mépris de toute autorité rendaient si fréquentes en Orient. Il est aisé de se faire une idée de la disposition d'esprit dans laquelle se trouvaient les pèlerins d'Europe quand ils débarquaient en Syrie. Du moment qu'un Chrétien prenait la croix, il était, dans toute l'Europe, placé sous une législation privilégiée, dont les papes et les souverains s'appliquaient à étendre la faveur déjà si grande, et sous l'empire d'une juridiction qui se croyait chargée de le défendre et non de poursuivre la répression de ses méfaits¹. Soumettre aux idées d'ordre et de discipline des gens qui depuis longtemps vivaient sans aucune règle, et qui, pendant la durée d'un voyage long et périlleux, avaient le plus souvent commis tous les excès imaginables, était une tâche difficile. Nous ne savons si Godefroy de Bouillon eut le courage de l'entreprendre ; ce dont nous ne pouvons douter, c'est que les chevaliers d'Orient étaient cités en Europe pour la facilité avec laquelle ils maltraiétaient et frappaient leurs écuyers et leurs sergents. Les ordres militaires de Saint-Jean de Jérusalem et du Temple intervenaient dans ces querelles et recueillaient les victimes de la dureté des seigneurs ; mais ce remède était peu régulier, et Baudouin agit sagement en publiant son assise, qui resta en vigueur aussi longtemps que les royaumes de Jérusalem et de Chypre subsistèrent. Le même prince publia une loi sur le service militaire et une autre sur la confiscation des fiefs, matières d'une haute importance dans le droit féodal.

Amaury I, comte de Jaffa et d'Ascalon, qui succéda, en 1162, à son frère Baudouin III, était, selon Guillaume de Tyr (l. XIX, c. II, p. 884), « sages hom et bien porveans ès choses del siecle. Mieux savoit donner un bon conseil qu'il ne contast une parole. Des coutumes par que li resgnes estoit gouvernez, savoit plus que nus des autres barons. Les plez qui venoient devant lui, savoit bien finer par droit et par reson, si que tuit s'en merveilloient. » Amaury attacha son nom à une assise dont il n'avait pas puisé le principe en

¹ *Innocentii III Epistolæ*, t. II, p. 215, 1 ; p. 234, 1 ; ed. Baluziana.

Europe, et qui modifia sensiblement les bases de la féodalité d'Orient. Un seigneur nommé Girard de Sidon avait dépouillé de son fief, sans jugement, un de ses vassaux. Ce vassal vint se plaindre au roi, qui ayant vainement sollicité Girard de faire justice, lui déclara la guerre. Un tel exemple de violence et de rébellion pouvait avoir des conséquences dangereuses au sein d'un État nouvellement fondé et dans lequel il n'y avait déjà que trop d'éléments de discorde. Les chefs des Croisés sentirent qu'il fallait donner à la fois des garanties effectives aux droits des arrière-vassaux, et assez d'étendue à l'autorité royale pour qu'elle fût en mesure de faire respecter ses légitimes prérogatives par les vassaux immédiats, toujours disposés à les contester. L'assise du roi Amaury décida donc que tous les vassaux du royaume de Jérusalem, quel que fût leur rang, feraient l'hommage lige au roi et seraient pairs les uns des autres; en telle sorte que si un arrière-vassal se trouvait lésé dans ses droits par son seigneur, il pourrait en appeler directement au roi et à tous les seigneurs du royaume. Les habitants des villes et des châteaux qui appartenaient aux seigneurs, devaient prêter serment de fidélité entre les mains du roi. Telle est cette célèbre assise d'Amaury dont les jurisconsultes d'outre-mer allèguent si souvent les dispositions, et qui introduisit dans la constitution du royaume de Jérusalem un changement très-grave, mais dont les effets trompèrent l'espérance du législateur, car cette loi affaiblit le pouvoir qu'elle se proposait de fortifier. L'histoire mentionne encore une assise rendue par Amaury, à Belfeis, lors de son expédition d'Égypte, relative à la durée du service militaire¹. Citons enfin une loi de Baudouin II (1118-1131), qui déterminait les cas dans lesquels le roi pouvait dépouiller un seigneur de son fief.

Nous ne connaissons pas les auteurs des autres lois qui furent rendues après la promulgation des anciennes assises, et nous ne chercherons pas à découvrir leurs noms, par le moyen d'inductions plus ou moins spécieuses; il nous suffit d'avoir montré que les souverains de Jérusalem, qu'on aurait pu supposer occupés seulement à lutter contre les efforts d'un ennemi qui ne se reposait jamais, trouvèrent, au milieu de circonstances presque toujours malheureuses, la réflexion nécessaire pour améliorer une législation à la sagesse de laquelle tous les peuples de l'Europe rendaient un hommage glorieux, puisque les armées chrétiennes, pendant leur séjour en Palestine, acceptaient sans difficulté le joug de cette législation renommée².

Le moment est venu de parler d'une catastrophe qui anéantit pour toujours ces lois, objet de tant de sollicitude et de tant de respects, et qui, en dépouillant le royaume de Jérusalem de sa législation écrite, plaça ce pays dans une situation pareille à celle où se trouvaient tous les États de l'Europe.

Jérusalem tomba au pouvoir de Saladin, le 2 octobre 1187. Quoique cette ville n'eût pas été livrée aux horreurs d'un pillage, il est cependant facile de comprendre comment, en cette triste circonstance, le code de lois déposé

¹ Florio Bustron, *Historia ovvero Commentarii de Cipro*, ms. de la Bibliothèque royale, anc. fonds, n° 10,493, f° 167.

² Joinville, *Histoire de saint Louis*, p. 96; édit. de Capperonier.

dans le trésor de l'église du Saint-Sépulcre dut périr. Saladin abandonna à l'avidité de ses soldats les églises de Jérusalem, et n'excepta de cette libéralité funeste que le temple de Salomon et le Saint-Sépulcre; il permit aux Chrétiens orientaux qui, après la sortie des Latins, demeurèrent dans Jérusalem, de racheter, pour une forte somme d'argent, cette dernière église, qu'il avait dépouillée de tous ses ornements et d'une quantité prodigieuse de vases et d'objets précieux, témoignages de la piété des princes chrétiens. Qu'il n'ait attaché aucun prix à deux volumes de lois qu'il trouva dans le trésor de cette église; que les Chrétiens orientaux n'aient montré, pour des lois qui n'étaient pas les leurs, aucune sollicitude; que les Latins vaincus, humiliés et frappés dans ce qu'ils avaient de plus sensible, aient négligé ces monuments d'une puissance qui s'était évanouie, on le concevra aisément. L'attestation des jurisconsultes d'outre-mer ne peut laisser le moindre doute sur la certitude de ce fait. Philippe de Navarre, après avoir rapporté tous les détails de la rédaction des Assises, ajoute¹ : « Tout ce fu perdu quant Saladin prist Jerusalem, ne « onques puis n'i ot escrite assise ne us ne costume. » Jean d'Ibelin s'approprie cette déclaration et la reproduit dans les termes suivants² : « et après la terre « perdue, fu tot perdu. » Et qu'on ne croie pas que ces auteurs écrivissent sous la dictée d'une tradition incertaine : « Tout ce, dit Philippe de Navarre³, « ais je oï retraire à plusours qui ce virent et sorent, ains que la lettre fust « perdue. » Il suffit, au surplus, de jeter un simple coup d'œil sur les écrits de jurisprudence que nous publions, pour être convaincu que leurs auteurs se sont uniquement proposé de recueillir les dispositions des vieilles Assises qui s'étaient conservées dans la mémoire des hommes; de les rapprocher, de les coordonner, et de reconstruire, s'il était possible, le monument élevé par la sagesse des anciens Croisés. Cependant les historiens modernes, sans nier un fait aussi clairement établi, affirment que Guy de Lusignan, premier roi chrétien de Chypre; que Baudouin, premier empereur latin de Constantinople, et que Geoffroy I de Villehardouin, prince de Morée, transportèrent dans leurs États les Assises de Jérusalem. Or Guy monta sur le trône en 1193, Baudouin en 1204, et Geoffroy en 1210; d'où il résulterait qu'ils adoptèrent ces lois à une époque où, d'après ce qui vient d'être dit, elles n'existaient plus. Cette opinion est trop accréditée et a trop d'importance dans l'histoire du droit d'outre-mer, pour que nous ne l'examinions pas avec toute l'attention qu'elle réclame.

Florio Bustron, le plus ancien des historiens de l'île de Chypre, et qui écrivait d'après des documents authentiques, dont la perte est très-regrettable, donne des détails curieux sur la prise de possession du royaume de Chypre par Guy de Lusignan, mais ne dit pas que ce prince eût établi dans ses États les lois textuelles du royaume de Jérusalem⁴.

C'est donc à Étienne de Lusignan, qui mit au jour son histoire de Chypre en 1573⁵, que nous reprocherons d'avoir publié le premier une assertion

¹ C. XLVII, p. 522.

² C. CCLXXIII, p. 429.

³ C. XLVII, p. 522.

⁴ *Commentarii de Cipro*, f° 74.

⁵ *Chorographia et breve historia universale dell' isola de Cipro*; Bologna, 1573, in-4°.

dont il était si facile de reconnaître l'absence de fondement. Cet historien qui avait peu d'érudition et peu de critique, s'exprime en ces termes¹ : « Il re
« Gottifredo per vivere in pace et quiete, congregò tutta la corte regale, con
« tutti li ufficiali del regno. Dall' altra parte, il patriarca latino adunò li arci-
« vescovi et vescovi creati et tutto il clero latino et greco. Dipoi venne in
« questo consiglio Beimondo, principe di Antiochia, con gli suoi ufficiali,
« sinescalco, contestabile, marizal et zamberlano et altri, con il suo patriarca
« latino et con li arcivescovi et vescovi; et tutti quanti insieme fecero le As-
« sise, cioè le leggi di Hierusalem; lequali dovessero il re presente et i suoi
« successori, il principe et suoi successori et li patriarca osservare; et così
« tutti quanti con il populo accettorno : et con queste Assise, Hierusalem et
« Antiochia si governorno, mentre che furono soggette alli Christiani. Dipoi
« che Cipro andò al dominio delli re latini, il re Guido portò seco le predette
« Assise et con quelle tutti li suoi successori governavano Cipro. »

Lusignan, comme on voit, ignorait que les lois de Godefroy eussent péri en 1187, et, dans son erreur, il les fait passer sans difficulté de Syrie en Chypre, avec le roi Guy. Mais cette faute n'est pas la seule qu'il commette. A l'entendre, Bohémond I, prince d'Antioche, se rendit à Jérusalem, accompagné de son clergé et de ses grands officiers, pour prendre part, avec les autres chefs de la Croisade, à la rédaction des Assises; or aucun historien contemporain ne rapporte ce fait, que les circonstances critiques où se trouva placé Bohémond, peu après le départ de l'armée des Croisés, rendent peu probable, et dont il ne faudrait pas, en supposant qu'on l'adoptât, tirer les mêmes conclusions que Lusignan. D'après les principes de la féodalité, un grand baron était souverain législateur dans ses domaines. Il pouvait, si telle était sa convenance, adopter les lois rendues par son suzerain; mais ces lois n'étaient pas, de plein droit, exécutoires dans ses États. La principauté d'Antioche possédait, comme le comté d'Édesse, ses coutumes et ses lois particulières, qui sans doute différaient peu des lois en vigueur dans la principauté de Jérusalem, puisque les mêmes mœurs, les mêmes idées et les mêmes intérêts régnaient à Antioche et à Jérusalem, mais dont l'origine était différente. Paoli a publié dans son Code diplomatique de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, un acte de vente, passé en 1265 entre Raoul de Baruth, sire de la Blanchegarde, et Amaury Barlais, où on lit² : « Renuntie dès or en dreit, por
« mei et por mes heirs, as usages, coustumes et assises dou princé d'Antioche,
« dou contée de Triple et dou reiaume de Jerusalem. » Les trois principautés qui à cette époque formaient le royaume de Jérusalem, car depuis longtemps le comté d'Édesse n'existait plus, avaient donc leurs lois et leurs coutumes particulières. S'il en eût été autrement, la prise de Jérusalem n'aurait pas causé la perte du code de Godefroy, et des copies de ce recueil se seraient nécessairement retrouvées à Antioche, à Édesse ou à Tripoli. Philippe de Navarre et Jean d'Ibelin qui donnent des détails si minutieux sur la rédaction et la transcription des lois de Godefroy, n'auraient pas omis de dire que

¹ *Chorograffus et breve historia universale dell' isola de Cipro*; Bologna, 1573, in-4°, p. 41.

² *Codice Diplomatico del sacro militare ordine Gerosolimitano*; Lucca, 1733, 2 vol. in-folio, t. I, p. 181.

des copies de ces lois furent adressées aux chefs des principautés, afin que les tribunaux de leurs domaines pussent connaître la loi qu'ils devaient appliquer : ils ne font aucune mention de cet envoi, qui, par beaucoup d'autres raisons, ne put ni ne dut avoir lieu; il faudrait donc conclure de l'opinion de Lusignan que les Hautes Cours d'Antioche, d'Édesse et de Tripoli jugeaient sur des lois qu'elles ne connaissaient pas, ou du moins dont elles n'avaient que des notions vagues et superficielles.

Loredano et Jauna qui publièrent après Lusignan des histoires du royaume de Chypre plus étendues et plus exactes que la sienne, évitèrent la faute qu'il avait commise, et se bornèrent à dire que Guy de Lusignan introduisit en Chypre les coutumes suivies dans le royaume de Jérusalem¹, ce qui ne peut être contesté.

Nous trouvons, dans un ouvrage publié récemment², une opinion qui s'écarte de celle de Lusignan, mais qui ne nous semble pas plus solide.

On lit, dans la formule de serment que Saint-Pierre de Vile prêta au roi de Chypre, Hugues IV, au nom et comme procureur de Gauthier VI, duc d'Athènes, la phrase suivante : « Encores jurés vous, par votre dit seirement, « de tenir et maintenir les bons us et coustumes dou royaume de Jerusalem « et de Chipre, et les assizes qui furent ordenées par le roy Henri et ses « houmes³. » L'auteur de l'ouvrage que nous citons, après avoir rapporté toute la teneur de ce serment, ajoute⁴ : « Ce fut ce recueil qui fut tour à tour « adopté par tous les royaumes francs d'Orient. Reçu à Jérusalem dès 1100, « il fut introduit de là par le roi Amauri en Chypre dès l'an 1194, et de « Chypre il passa à Constantinople et en Morée. »

Le serment indique deux genres de lois ou de coutumes tout à fait distincts; premièrement les bons us du royaume de Jérusalem et de Chypre, c'est-à-dire les anciennes coutumes qui avaient été recueillies traditionnellement et remises en vigueur peu d'années après la perte des *Lettres du Sépulcre*, puis des lois rendues par le roi Henri (1218-1253), et non par le roi Hemry ou Amaury, comme l'auteur l'écrit, sans tenir compte de la leçon fournie par le manuscrit de Venise. Le serment de Saint-Pierre de Vile n'a donc aucune autorité en cette matière. Pour affirmer que le roi Amaury introduisit en Chypre un recueil de lois, il faut méconnaître l'autorité de Philippe de Navarre, qui nous apprend qu'Amaury, frappé des inconvénients de la législation coutumière qui régissait l'île de Chypre, conçut le projet de faire exécuter une nouvelle rédaction des Assises; qu'il s'adressa, dans ce but, à Raoul de Tibériade, seigneur versé dans la connaissance des usages d'outre-mer, et que ce guerrier illustre, sous lequel Navarre avait fait ses premières armes et s'était formé à l'étude et à la pratique des lois, refusa par des motifs curieux, sur lesquels nous aurons l'occasion de revenir⁵.

¹ *Historie de' re Lusignani*, da Henrico Giblet (Loredano), cavalier; Venetia, 1667, in-18, p. 19. *Histoire générale des royaumes de Chypre, de Jérusalem, d'Arménie et d'Égypte*, par le chevalier Dominique Jauna; Leyde, 1747, 2 vol. in-4°, t. I, p. 371.

² *Recherches et matériaux pour servir à une Histoire de*

la domination française aux XIII^e, XIV^e et XV^e siècles dans les provinces démembrées de l'empire grec, par J. A. C. Buchon; Paris, 1840, in-4°.

³ Fol. ccclix du ms. de Venise.

⁴ Page 111.

⁵ Chapitre XLVII, p. 523.

L'adoption des véritables Assises de Jérusalem par l'empereur de Constantinople Baudouin I, n'est pas moins difficile à établir. On allègue à l'appui de cette opinion un passage de la Chronique de Morée, ainsi conçu : « Il lui donna (l'empereur Baudouin à Geoffroy I de Villehardouin, prince de Morée) « ensuite par écrit les usages qu'avait établis dans son royaume, son frère « Baudouin, roi de Jérusalem¹. »

Sans nous arrêter à l'erreur commise par le chroniqueur, qui donne le nom de Baudouin au roi de Jérusalem Jean de Brienne, et le suppose frère de l'empereur, nous dirons que s'il eût existé à Constantinople, sous le règne des empereurs latins, c'est-à-dire depuis l'année 1204 jusqu'en 1237, un texte authentique des Assises de Jérusalem, que ces souverains communiquaient sans difficulté aux Français qui venaient s'établir dans la Morée; Amaury, Navarre, Ibelin, ou le Tort, qui vivaient précisément dans ce temps, en auraient eu quelque connaissance et ne se seraient pas fatigués en longs efforts pour retrouver, à l'aide d'une enquête difficile, minutieuse, et dont les résultats devaient nécessairement rester incertains, des lois dont le texte existait dans une ville avec laquelle ils entretenaient des relations habituelles. Raoul de Tibériade, qui se rendit à Constantinople peu après la prise de cette ville par les Latins², au lieu de refuser à Amaury, par des raisons peu dignes d'un homme éclairé, de travailler à une nouvelle rédaction des Assises, aurait signalé à la sollicitude de ce prince le texte authentique qui existait à Constantinople.

La Chronique de Morée n'ayant été publiée que dans ces derniers temps, on ne peut pas la regarder comme la source de l'erreur que nous signalons : il faut donc la chercher ailleurs. Nous pensons qu'elle existe dans le préambule d'un recueil de lois rédigé par la république de Venise, en l'année 1421, pour sa seigneurie de Négrepont, et que l'on désigne sous le titre d'*Assises de Romanie*³.

On lit dans ce préambule qu'après la prise de Constantinople, les chefs de l'armée latine et les barons décernèrent la couronne à Baudouin de Flandre et s'occupèrent à organiser dans l'empire grec un nouveau gouvernement : « E perche la non poria ben rezere lo dicto imperio, se non per le uxance e « assise che sono in le parte de ponente, si fo conseiado de mandar in Jerusa- « lem a lo re et a lo patriarcha, pregandoli che li mandasse le sue usanze et « assisse, conzosia che li se voleva rezere per quelle, che le fò uxance de con- « quista. E cusì li fo mandade, e poi fo lezude avanti tuti li baroni, e confer- « mado de rezerse per lo dicto muodo e per quelli capituli che fosse plui neces- « sarii per lo dicto paixe de Romagnia. Cusì fo ordenado e zurado per tutto lo « so imperio de tenir e guardar le dicte uxance a tuto lo suo poder. »

Le Vénitien Rannusio adopta cette opinion et la développa dans son Histoire de la guerre de Constantinople, publiée en 1584; mais il ne dit pas, comme

¹ Καὶ αὐτοῦ γὰρ τὸν, ἐγγράφως τὰ συνήθια ἔδωκεν
ὅπου τὰ ἔχει ἐπάρηκε ἐκεῖνος ἀδελφός του,
Ὁ Βαλδουῖνός, ὁ βασιλεὺς τῶν Ἱεροσολύμων.

Chronique de Morée, t. II, p. 64, éd. de 1840, publiée par M. Buchon.

² Chronique de Villehardouin, c. xxv, p. 52, éd. de Brial.

³ Ce code a été publié par Canciani. (*Barbarorum leges antiquæ nova collectio*; Venise, 1785, 5 vol. in-fol. t. III, p. 497.)

les auteurs du préambule, que Baudouin eût envoyé une députation à Jérusalem, pour obtenir communication des lois d'outre-mer, parce qu'il savait bien qu'en 1204 cette ville n'était plus au pouvoir des Chrétiens, et c'est de l'île de Chypre, où régnait alors Amaury, qu'il fait venir ces lois dans la capitale de l'empire grec¹.

On voit que les auteurs du préambule des Assises de Romanie et Rannusio se sont abstenus de parler des anciennes Assises de Jérusalem, des lois qui avaient été rédigées par les premiers Croisés, en un mot, des *Lettres du Sépulcre*; ils disent seulement que Baudouin envoya en Syrie ou en Chypre pour obtenir communication des coutumes ou assises qui, à cette époque, régissaient les colonies chrétiennes d'Orient. Que les envoyés de l'empereur, autorisés ou par Jean de Brienne ou par Amaury, se soient livrés à une enquête, aient consulté les plus habiles jurisconsultes de Syrie ou de Chypre, fréquenté l'auditoire des deux Hautes Cours, mis par écrit et rapporté à Constantinople le fruit de leurs recherches; que l'empereur Baudouin ait ensuite sanctionné et promulgué dans ses États ce projet de code, et qu'en 1210 il en ait adressé une copie au prince de Morée, Geoffroy de Villehardouin, ce sont là des faits qu'il est permis d'admettre, quoiqu'ils n'aient été affirmés par aucun des jurisconsultes du royaume de Chypre, hommes très-éclairés, et qui vivaient à l'époque où ces faits ont dû se passer. Mais en faisant cette concession à une opinion généralement accréditée² et à quelques témoignages historiques, il importe de préciser ses limites, en disant que ce ne sont pas les codes de lois du royaume de Jérusalem qui furent transportés en Chypre, à Constantinople et en Morée, mais bien les principes de la jurisprudence qui, après la perte des *Lettres du Sépulcre*, s'établit dans les cours féodales et bourgeoises de la Syrie, et dont nous allons nous occuper à faire connaître le véritable caractère.

La prise de Jérusalem fut, pour tous les Chrétiens d'Orient, un coup terrible, mais qui ne porta pas dans leurs cœurs le découragement. Ils espéraient que la main de Dieu, après les avoir châtiés, les retirerait de

¹ *Balduinus Orientis imperator coronatus, tametsi regendo imperio ab priscis Augustorum legibus nullorum sæculorum spacio, sacrosancta majestate toto orbe venerandis, sibi minime recedendum existimaret, ut tamen jus ipsum, quod aut nullum aut durum in Græcia eo sæculo receptum erat, æquius melius pro tempore institueret, redderetque, leges Hierosolymarii regni militares, pariter et civiles (eas quasi regum scita vel concilii, ceteraque Gallorum responsa, vetere gentis vocabulo Assisias vocant) Constantinopolim transferri jussit, centum retro annis a Gallis principibus et Hierosolymorum patriarcha in Syria editus, postquam Hierosolymas in Christianorum potestatem vindicassent, Gotthofredumque Bullionem, ac secundum eum Balduinum fratrem, reges appellussent. Quibus legibus eo tempore Almericus Luscinianus, Cypri rex, una et Galli procures, Hierosolymarii regni reliquæ, Antiochenus princeps, Edessanus et Tripolitanus comites utebantur. Ita Balduinus, de beneficiis, sive feudis, imperii muneribus et honoribus simul et servitiis sive operibus imponendis et indicandis, imperatorique ex beneficiarii lege per clientes, et vasallos præ-*

standis (quod antiquioribus Gallicis, atque iis propriis verbis conscriptæ leges, binis assisiarum institutorumque majoris et minoris curiæ libris, apud Gallos, præsertim in terra Græcia, multum authoritatis essent habituræ) Cypro Constantinopolim delatas assisias, tanquam municipales statim promulgari jussit: ut iisdem, eæ fonte quodam, summatim et enucleate jus, tanquam per compendium, baronibus, equitibus, Francisque militibus redderetur. Hæ, dum Gallorum res sexaginta annorum spacio integræ Constantinopoli fuerunt, a Latinis, Francisque hominibus pro legitimo jure habitæ receptæque sunt. Ramnusius, De bello Constantinopolitano; Venetiis, 1634, in-4°, l. III, p. 142.

² « Lorsque les Français, dit du Cange (*Histoire de Constantinople*, p. 269), ont fait quelques conquêtes, ils y ont toujours porté leurs lois, comme ils firent en la Terre Sainte et au royaume de Chypre, où ils rédigèrent par écrit les statuts et les usages qui étaient reçus, et, pour la plupart, tirés des coutumes de France. »

l'abîme de maux où ils étaient plongés, et leur enverrait, de tous les points de l'Occident, des frères et des vengeurs. On a beaucoup cité la noble confiance des Romains, qui mirent aux enchères publiques le champ sur lequel campait leur ennemi le plus redoutable, et trouvèrent parmi eux un acquéreur; Jean l'Aleman, seigneur de Césarée, ne donna pas un moins bel exemple de constance quand, en 1255, il constitua une rente en faveur du prêtre qui célébrerait le sacrifice de la messe sur l'autel de Saint-Pierre, dans l'église du Saint-Sépulcre, *quando*, dit-il¹, *civitas Hierosolymitana erit in manus Christianorum*.

Lorsque Saladin eut pris Jérusalem, les Chrétiens transportèrent le siège de leur gouvernement à Acre. Le patriarcat, la Haute Cour, la Cour des Bourgeois, enfin toutes les institutions religieuses, politiques et civiles y furent provisoirement établies, et les débris du royaume de Jérusalem retrouvèrent un chef-lieu dans une cité puissante par ses fortifications, par son commerce, par sa population, et que la mer mettait en rapport direct avec l'Europe.

Nous devons nous occuper seulement des effets de la ruine de Jérusalem sur la législation des colonies chrétiennes d'Orient; or pour montrer que ces effets ne furent pas aussi funestes qu'on pourrait le croire, il suffira de rappeler que le code des Assises de Jérusalem, rédigé par Godefroy de Bouillon, ne reçut, pour ainsi dire, aucune publicité, et nous serons autorisés à conclure que la perte de ce code ne put pas priver tout à coup les juges de la lumière qui les guidait dans leurs décisions. La Haute Cour avait, sans nul doute, le droit et le moyen de consulter les *Lettres du Sépulcre*; mais ce tribunal, rebuté par les formalités minutieuses et gênantes qui entouraient l'exercice de ce droit, et enclin, comme le sont tous les corps judiciaires, à mettre son opinion à la place de la loi, et surtout d'une loi si imparfaitement connue, dut créer de très-bonne heure une jurisprudence à l'aide de laquelle il suppléait à l'absence ou à l'ignorance de la loi écrite. Quant aux vingt-deux cours seigneuriales qui existaient dans la principauté de Jérusalem, il est évident que pour elles, comme pour les juridictions seigneuriales des trois grands fiefs, la permission de consulter les *Lettres du Sépulcre* était une faveur à peu près impossible à obtenir, et que, dès le moment de leur installation, ces cours furent dans la nécessité de prendre pour base de leurs jugements la coutume déterminée par la tradition orale, ou plus souvent par la libre opinion des juges. C'est ainsi que les jurisconsultes furent amenés à donner la définition suivante de la loi: « Assise est que toutes les choses que l'on a veu user et acoustumer et delivrer en la court dou royaume de Jerusalem et de Chipre²; » c'est-à-dire à transporter le pouvoir législatif aux tribunaux, ce qui ôtait toute importance aux lois véritables. La jurisprudence exerçait un grand empire dans le royaume de Jérusalem, même à l'époque où ce pays possédait un code de lois, et l'anéantissement de ce code ne put avoir d'autre résultat que de lever les faibles obstacles qui empêchaient cet empire de devenir absolu. Si des motifs puissants n'avaient pas agi sur l'esprit des Chrétiens d'Orient, il eût été facile à ces peuples d'exécuter, après le désastre de Jérusalem, une deuxième rédaction de leurs

¹ Paoli, *Codice Diplomatico*, t. I, p. 233.

² *La Clef des Assises*, § XLI, p. 582.

lois nationales. On a même quelque peine à comprendre que le premier acte des deux cours, après leur installation à Acre, n'ait pas été de se livrer à cette œuvre si facile et si importante. Rien de semblable ne fut entrepris. Cependant la cause de l'inaction des chefs du royaume de Jérusalem en cette grave matière, ne doit être cherchée ni dans leurs tristes préoccupations ni dans leur incurie, ni dans le désordre des temps : elle se trouve ailleurs. Nous avons montré qu'il était contraire aux idées de la féodalité de donner à la loi un caractère déterminé et fixe : nous n'insisterons pas sur ce point, mais nous ajouterons que les seigneurs d'outre-mer, conduits par une intelligence de leur position que les seigneurs d'Europe ne possédaient pas, s'appliquèrent, en étudiant les lois et les coutumes de leur pays, en administrant directement la justice, et en fréquentant avec assiduité l'auditoire de la Haute Cour, soit pour s'instruire, soit pour prêter à leurs pairs ou à leurs amis l'appui de leurs lumières et de leur expérience, s'appliquèrent à assurer dans leurs mains le pouvoir de juger que la rédaction d'un code de lois leur aurait fait perdre. La noblesse d'outre-mer offrit à l'Europe un exemple curieux. On vit dans le royaume de Chypre, comme dans le royaume de Jérusalem, des seigneurs illustres par leur naissance, par leurs exploits, par leurs richesses, des seigneurs tels que Jean d'Ibelin le Vieux, sire de Baruth, qui brava la puissance de Frédéric II, et soutint contre cet empereur et avec succès une longue guerre; Philippe de Navarre, son ami, guerrier infatigable, politique habile, et qui, couvert d'honneurs et de gloire, disait dans ses vieux jours : « Je suis « envieilli en plaidant pour autrui¹; » Jean d'Ibelin, comte de Jaffa, d'Ascalon et de Rames; Raoul de Tibériade, Geoffroy le Tort, le sire de Sidon, Jacques d'Ibelin : on vit, disons-nous, ces hommes qui étaient la fleur et le rempart de la chrétienté d'Orient, se livrer, comme des légistes de profession, à l'étude et à la pratique des lois, et acquérir par leur science plus d'autorité qu'ils n'en tiraient de leurs fiefs et de leurs dignités. Nous trouvons, dans le livre si intéressant de Philippe de Navarre, un endroit où cet auteur peint avec naïveté la passion des seigneurs d'outre-mer pour l'étude des lois, passion si forte qu'elle ne les abandonnait même pas au milieu des fatigues et des périls de la guerre. « Il avint, dit-il², que je fui au premier siege de « Damiete, o messire Piere Chape, et messire Rau de Tabarie menga un jor o « lui. Après mengier, messire Piere me fist lire devant lui en un romans. Mes- « sire Rau dist que je lisoie moult bien. Après fu messire Rau malade; et mes- « sire Piere Chape, à la requeste de messire Rau, me manda lirre devant lui. « Issi avint que trois mois et plus y fu; et moult mē desplaisoit ce que moult « me deust pleire. Messire Rau dormet poi et malvaisement, et quant je avoie « leu tant com il voleit, il meismes me conteit moult de chozes dou royaume « de Jerusalem et des us et des assises, et disoit que les retenisse. »

Le sire de Baruth, ce guerrier si noble, si généreux, si ferme au milieu des plus grands périls, cet homme dont le caractère semble appartenir aux plus beaux temps de l'antiquité, apprenant, au siège de Cérines, en 1232, que ses trois fils, l'espoir de sa race et de toute la chevalerie d'Orient,

¹ Chapitre xvii, p. 492.

² Chapitre xlix, p. 525.

viennent d'être blessés, laisse sortir de sa poitrine une exclamation de douleur, mais c'est une exclamation de jurisconsulte : « Que ne me suis-je souvenu, » dit-il¹, de l'assise rendue à Belfeis par le roi Amaury ! » Cette loi déclarait qu'un chevalier n'était pas tenu de suivre son seigneur au siège d'un château situé à plus d'une journée de cheval. Dans quelque circonstance et sous quelque aspect que l'on considère un seigneur d'outre-mer, on voit toujours percer en lui les idées, le caractère et les habitudes d'un jurisconsulte. L'orgueil du gentilhomme et la rudesse du guerrier s'effaçaient pour laisser déployer librement le naturel réfléchi du légiste. Pouvait-on demander à ces seigneurs de rédiger ou de souffrir qu'on rédigeât un code de lois qui, en répandant des connaissances qu'eux seuls possédaient, aurait diminué leur importance et leur autorité ? A une semblable proposition ils eussent tous répondu ce que Raoul de Tibériade répondit au roi Amaury qui le pressait de travailler avec lui à une nouvelle rédaction des Assises : « De ce que je sais ne ferai-je pas mon pareil Remont Anciaume ne autre souil borgeis ou bas home letre². » Quand ensuite nous entendons un des jurisconsultes faire la déclaration suivante³ : « Bien est veir que por sâver dou fait de la court, ont heu moult de gent qui sont trespasé de ce siecle, grans biens et grans henors et richesses qui encores sont à leurs heirs, » il ne peut rester de doute dans notre esprit sur la nature de la résistance que les seigneurs opposaient à toute réforme de la jurisprudence d'outre-mer. Lorsque le pape Innocent III défendait de traduire l'Écriture sainte en langue vulgaire⁴, n'obéissait-il pas, par des motifs d'un ordre différent, à un sentiment semblable ? Dans les États aristocratiques, les lumières doivent être, comme le pouvoir, la propriété de quelques-uns. L'intérêt des seigneurs appuyé sur la vénération qui, au moyen âge, entourait les idées traditionnelles, consacra un état de choses, vicieux sans doute, mais dont les inconvénients ne furent pas, grâce à l'extrême popularité des notions de droit dans les contrées chrétiennes de l'Orient, aussi graves qu'on pourrait le penser. La cour de Jérusalem, transférée à Acre, continua d'appliquer non pas le texte même des Assises, mais les coutumes qui en étaient la conséquence et le développement. Cette jurisprudence, qui chaque jour s'affermissait et puisait de nouveaux éléments de force dans les jugements des cours seigneuriales et dans les méditations et les avis de jurisconsultes habiles et renommés, recueillie et mise par écrit, passa de la Syrie en Chypre, de Chypre à Constantinople, de Constantinople en Morée, et se prêtant, dans tous ces pays, aux usages particuliers des peuples latins, y prit le caractère véritable d'une législation, mais d'une législation flexible qui se pliait sans efforts aux mœurs des nations soumises à son autorité.

On a souvent mis en parallèle les avantages et les inconvénients des législations écrites et des législations coutumières ; ce n'eût pas été un faible argument en faveur de ces dernières, que l'exemple du royaume de Chypre où la science du droit, privée du secours d'une loi écrite et abandonnée à la licence d'une justice arbitraire, fut portée plus loin qu'elle n'avait encore

¹ Bustron, *Commentarii*, f° 167.

² *Livre de Navarre*, c. XLVII, p. 523.

³ *Livre de Navarre*, c. XCIV, p. 569.

⁴ *Innocentii III Epistolæ*, t. I, p. 494.

été dans aucun pays de l'Europe. Malgré l'autorité de cet exemple et de plusieurs autres que l'on pourrait également alléguer, il est impossible de se faire illusion sur les inconvénients et même sur les dangers d'un mode de législation qui transporte au juge et au jurisconsulte le droit de commander et de défendre, et condamne ce droit à rester dans une incertitude continue. Telle était cependant la législation qui, au milieu du xii^e siècle, régnait sur toute l'Europe; nulle part on n'y aperçoit de véritables codes de lois féodales ou civiles; car nous ne donnons pas ce nom à des édits, à des ordonnances ou à des chartes publiés par les souverains sur des matières politiques qui exigeaient, dans certaines circonstances, une solution positive et immédiate. Mais de toutes parts aussi éclatait chez les peuples le désir ou plutôt le besoin d'asseoir le système de leurs lois sur une base moins mobile, et de définir enfin avec clarté les droits et les devoirs de chaque membre d'une société où les droits et les devoirs étaient diversifiés à l'infini. Dans l'Europe, et principalement en France, la résistance des seigneurs à la réalisation de ce désir était moins forte et fondée sur des motifs beaucoup moins spécieux qu'en Orient, et même, il faut le reconnaître, cette résistance y était à peu près nulle, ainsi que le montrent les chartes des communes, octroyées par les seigneurs de France dans la seconde partie du xii^e siècle.

Les plus anciennes chartes de privilèges ne contiennent que trois dispositions : l'affranchissement des hommes auxquels elles étaient accordées, la fixation des droits que les affranchis devaient payer au seigneur, et l'organisation d'une municipalité, le plus souvent très-incomplète. A partir de l'époque qui vient d'être indiquée, le caractère des chartes change complètement, et il y a très-peu de ces actes dans lesquels on ne trouve des dispositions plus ou moins étendues, plus ou moins judicieuses et précises sur les points fondamentaux du droit civil et du droit criminel. Assurément les seigneurs qui dictaient ces chartes, n'obéissaient à aucune pensée théorique; en y introduisant des dispositions précises qui devaient désormais rester les lois de la localité, ils cédaient simplement à l'esprit de la société qui les poussait à limiter, dans une juste mesure, l'autorité absolue dont ils étaient en possession. Lorsque les éléments du droit coutumier eurent été déterminés et mis par écrit, il se forma une classe d'hommes éclairés, mais d'une manière relative, que le goût, et plus souvent l'intérêt, porta à étudier, puis à commenter ces lois locales, lois si imparfaites aux yeux du légiste, et si précieuses pour les hommes du fief ou de la paroisse, dont elles consacraient l'état civil. C'est ainsi que naquit la grande école des jurisconsultes modernes; puisant sa force dans les concessions des seigneurs, dans la connaissance du droit romain et du droit canonique, elle parvint, en propageant avec une ardeur infatigable les principes contraires à la féodalité, à détruire peu à peu tous les fondements sur lesquels reposait ce système politique. Rien de semblable n'eut lieu en Orient. Là, point de chartes de privilèges, point de communes instituées, point de droits concédés et reconnus aux hommes du fief. Les souverains organisent, il est vrai, une bourgeoisie, et lui accordent les plus beaux privilèges; mais cette bourgeoisie se compose de commerçants et de marchands

chrétiens que l'amour du gain a fixés pour quelque temps en Orient, et non d'indigènes affranchis. Quant à une charte de commune pareille à celles que les seigneurs d'Occident octroyaient à leurs hommes avec une si grande facilité, on la chercherait vainement en Syrie ou en Chypre. L'Orient aussi vit se former et grandir dans son sein une classe de jurisconsultes dont le but était d'éclaircir et de fixer les usages féodaux; mais cette classe n'avait, par ses idées, ses mœurs et ses desseins, rien de commun avec celle de l'Europe, et se composait des personnages les plus intéressés au respect inviolable de ces usages. Un même enthousiasme transportait sans doute ces deux classes de légistes; mais les uns l'employaient à défendre, et les autres à attaquer la féodalité. Quoique l'Occident et l'Orient fussent, sous le rapport de la législation et de l'étude du droit, dans des situations tout à fait opposées, nous allons montrer que la première de ces contrées finit cependant par faire accepter à la seconde quelques-unes de ses idées.

La disposition à étudier, à fixer et à mettre par écrit les éléments du système féodal, ne se révéla pas simultanément dans tous les États de l'Europe : l'honneur d'avoir donné l'impulsion appartient à l'Italie, à l'Allemagne et à l'Angleterre, qui produisirent, presque à la même époque, des ouvrages dont l'objet était de soumettre le droit féodal aux principes de critique et d'analyse qui depuis longtemps dirigeaient l'étude du droit romain et du droit canonique, ou, en d'autres termes, de régler systématiquement des idées, des traditions et des usages sur lesquels aucune lumière scientifique n'avait encore été portée; innovation hardie, et qui ne se proposait rien moins que d'assujettir le produit de la violence aux lois de la raison.

On ne doit pas s'étonner de voir l'Italie devancer les autres nations de l'Europe dans cette nouvelle carrière de travaux intellectuels, car la féodalité parcourut chez les peuples italiens plus rapidement que partout ailleurs les phases de son existence; les progrès du système municipal, les développements du commerce et l'agglomération de la population dans des villes fortifiées, sont les causes qui précipitèrent la ruine des institutions féodales en Italie. Sous le règne de l'empereur Frédéric I, entre les années 1158 et 1168, deux consuls de la ville de Milan, Obertus ab Orto et Gerardus Niger, publièrent l'un et l'autre un livre sur la jurisprudence féodale suivie par la cour de Milan. Il n'existe plus que des fragments de ces livres, qui, à diverses époques et par des mains différentes, furent retouchés, étendus et augmentés de constitutions des empereurs Frédéric I, Frédéric II et Conrad IV. Cette compilation, à laquelle l'authenticité manquait, n'en obtint pas moins une grande vogue; elle fut ornée de gloses par Hugolino da Porta et par Colombino da Reggio; et un jurisconsulte du XIII^e siècle, Hugolino de Presbyteris, qui professait à Bologne sous le règne de l'empereur Frédéric II, la plaça, sous le titre de *Decima collatio*, à la suite du *Corpus juris*, où on la trouve dans toutes les éditions de ce recueil qui ont été publiées postérieurement, mais avec le titre de *Consuetudines feudorum* ou de *Liber feudorum*.

Il est difficile de porter un jugement sur le Livre des fiefs, considéré comme témoignage historique des usages féodaux du XII^e siècle, puisque nous pos-

sédons plutôt l'œuvre des glossateurs du XIII^e que le travail des magistrats de Milan; mais le seul fait du rapprochement et de la publication des sentences de la première cour féodale de l'Italie, suffit pour donner une juste idée du changement qui s'était opéré dans les opinions et dans les usages. Ce n'est pas un jurisconsulte, un docteur animé du simple amour de la science, un novateur sans caractère, qui entreprend de mettre par écrit les éléments du droit féodal des Lombards; ce sont deux personnes revêtues d'une fonction publique, les chefs de la magistrature municipale, qui d'une main hardie déchirent le voile qui empêchait les regards du peuple de pénétrer dans le sanctuaire féodal, et appellent leurs concitoyens à l'examen et à la critique d'une autorité dont l'existence est incompatible avec la libre et publique discussion. Lorsque partout en Europe la volonté des seigneurs, transformée en loi, commandait et obtenait un respect servile, dans la Lombardie les bases de l'ordre féodal étaient mises à nu et livrées aux disputes de l'école : le prestige qui avait si longtemps entouré les institutions féodales n'y existait donc plus.

A la même époque, c'est-à-dire sous les règnes de Conrad III et de Frédéric I (1138-1190), un auteur dont le nom nous est inconnu publiait en Allemagne un livre sur les bénéfices ou plutôt sur les fiefs (*Vetus auctor de beneficiis*¹), qui contient l'exposé fidèle du droit féodal en usage parmi les peuples de l'Allemagne orientale. Cet ouvrage est partagé en trois livres : le premier n'a pas de titre; le second est intitulé *De ordine placitationis*; le troisième *De urbano beneficio*. L'idée d'assujettir le droit féodal à des règles claires et précises, et d'offrir ces règles à l'étude des magistrats et des jurisconsultes, est clairement annoncée par l'auteur, qui commence ainsi : *Si quis velit instrui in jure beneficii, hunc libellum respiciat, et ejus doctrinam non despiciat*. L'auteur ne cherche pas les maximes de droit féodal dans la seule jurisprudence des cours; ses investigations sont véritablement scientifiques et se déploient dans le vaste domaine des faits existants, de l'opinion générale et du raisonnement; et en suivant cette méthode hardie, il va beaucoup plus loin que les autres feudistes de son époque, car, dans le livre qu'il a composé, le droit féodal apparaît comme une législation claire, certaine, et dont les bases sont définitivement arrêtées.

Venons à cette célèbre école des jurisconsultes anglo-normands, qui sut, pendant la durée du moyen âge, se maintenir en avant de toutes les autres, et dont la science, l'habileté et la pénétration sont attestées par tant de monuments. Henri I (1100-1135), qui reçut le surnom de *Beau Clerc*, ouvre cette longue série de jurisconsultes, et le code de lois qu'il promulgua est antérieur à la publication des *Consuetudines feudorum* et du *Vetus auctor de beneficiis*. Si on demande pourquoi nous plaçons un code de lois au nombre des ouvrages de science, nous répondrons que chez les peuples peu éclairés, le législateur ne se borne pas à commander ou à défendre, et qu'abaissant son intelligence au niveau de celle de ses sujets, il définit, il explique, il com-

¹ Cet ouvrage a été imprimé par Thomasius, dans ses *Selectæ feudaliæ*, 1708, t. I, p. 71, et réimprimé sous le titre de *Libellus antiquus de beneficiis*, par Canciani

(*Barbarorum Leges antiquæ collectio*, t. III, p. 113), avec une concordance aux anciens livres sur le droit féodal de l'Allemagne, publiés dans le XIII^e siècle.

mente ses propres lois, afin d'en mieux faire comprendre la justice et l'utilité. Henri I est autant moraliste et jurisconsulte que législateur, et ses efforts pour persuader et pour convaincre, quand il lui était si facile d'ordonner, répandent sur tout son livre quelque chose de noble et d'élevé. Il se propose d'achever et d'affermir l'œuvre de Guillaume le Conquérant en faisant pénétrer les coutumes féodales dans l'esprit et dans les mœurs d'un peuple auquel elles sont étrangères, et nous montre quels moyens, quel artifice il fallait employer pour faire adopter à une nation de semblables coutumes, quand on renonçait à mettre la violence en usage. Sous ce point de vue, le code de Henri I occupe une place importante dans l'histoire du droit féodal¹.

Glanville, grand justicier d'Angleterre sous Henri II, aussi brave militaire que profond jurisconsulte, composa ou fit composer, dans la seconde partie du XII^e siècle, un traité sur les lois et sur les coutumes du royaume d'Angleterre². Nous n'avons pu citer jusqu'ici que des essais timides qui tirent leur principale importance des temps reculés où ils ont eu lieu; voici un ouvrage complet, rédigé dans un but à la fois usuel et théorique, et qui révèle l'esprit sage, éclairé, méthodique de son savant auteur. Glanville était animé de la même pensée que les consuls de Milan; il voulait recueillir et coordonner les éléments de la jurisprudence qui régnait dans les tribunaux de son pays, particulièrement dans la cour de l'Échiquier, et fournir des modèles de brefs pour les principaux actes de la procédure; mais il ne se borne pas à enregistrer des arrêts et des formules, il rapproche et éclaircit les matières sur lesquelles il porte son attention, et les rattache aux principes généraux du droit féodal, sans jamais perdre de vue qu'il écrit pour un peuple chez qui la féodalité est forcée de composer sans cesse avec les vieilles mœurs nationales. Les ouvrages d'Henri I et de Glanville contiennent l'histoire sincère et complète de la lutte qui s'établit en Angleterre, après la conquête de Guillaume, entre les mœurs anglo-saxonnes et les mœurs normandes.

L'ancien coutumier de Normandie fut composé dans le XII^e siècle et vers l'année 1180³. L'auteur de cet ouvrage si piquant par sa forme naïve, si curieux par les révélations qu'il contient sur la situation morale et civile de la noblesse et du peuple, fit entrer l'étude du droit féodal dans une voie nouvelle, et cette entreprise, tentée par un esprit fort simple, était cependant assez audacieuse pour que nous n'omettions pas de la signaler.

Les auteurs des divers écrits sur le droit féodal, que nous venons de mentionner, avaient pris pour objet de leurs études des lois et des coutumes qui ne s'appliquaient qu'à une seule classe de la société, les seigneurs; jamais ils n'étaient sortis du cercle tracé autour d'eux par les préjugés et par les institutions de leur époque, pour rechercher s'il n'existait pas quelque part une classe populaire à laquelle il fût prudent et équitable de reconnaître des droits. L'au-

¹ Houard a publié ce code dans ses *Traité sur les coutumes anglo-normandes*; Rouen, 1776, t. I, p. 260-371.

² *Tractatus de legibus et consuetudinibus regni Angliæ, tempore regis Henrici II compositus, justicie gubernacula tenente illustri viro Ranulpho de Glanvilla, juris regni et antiquarum consuetudinum eo tempore peritissimo. Et illas*

solum leges continet et consuetudines, secundum quas placitatur in curia regis ad scaccarium et coram justiciis ubicumque fuerint. Houard, *id.* p. 373-581.

³ La dernière édition en a été donnée par M. Marnier, dans ses *Établissements et coutumes, assises et arrêts de l'échiquier de Normandie, au XIII^e siècle*; Paris, 1839, in-8°.

teur de l'ancien coutumier de Normandie, qui appartenait lui-même à la classe déshéritée, s'attacha, en traçant un tableau exact des coutumes et des institutions civiles de la Normandie, à montrer que le peuple devait être compté pour quelque chose, même dans le système féodal, et que son état civil, encore si mal établi et si souvent contesté, pouvait fournir une matière intéressante aux méditations et aux recherches du légiste. On dirait que cet auteur voyait se former au sein de la multitude d'affranchis ou de serfs abonnées qui s'agitaient pour trouver leur place dans la société, le germe d'association qui devait, en se développant, détruire la féodalité et changer la face de la France. Souvent les circonstances attribuent aux hommes une sagacité que la nature leur avait refusée.

Il résulte des détails dans lesquels nous venons d'entrer, que l'Europe produisit, dès le XII^e siècle, des écrivains qui non-seulement donnèrent une forme certaine aux principes de la féodalité, mais qui commencèrent sur ces principes un travail scientifique que les siècles suivants n'eurent plus qu'à étendre. L'époque primitive de la féodalité, celle où elle existait sans lois écrites et par la seule vertu de la tradition, n'existait donc plus en Europe, et le moment approchait où chaque loi, chaque coutume et chaque institution allait être interrogée sur son origine, sur son but et sur son mérite.

Lorsqu'une semblable ardeur animait les jurisconsultes d'Europe et qu'ils ouvraient des voies si neuves aux méditations de tous les hommes éclairés, ceux d'Orient pouvaient-ils demeurer inébranlables dans des préjugés qui n'étaient appuyés sur aucun intérêt public? Des relations journalières existaient entre les colonies chrétiennes de l'Asie et les divers États de l'Europe. Les Croisés, en traversant les mers, apportaient dans la Syrie, avec leur foi et leur courage, les idées et les opinions qui avaient récemment pris naissance dans leur patrie. Glanville, dont nous parlions il y a peu d'instant, dépouillé de sa charge par Richard I, prit la croix et mourut dans la Terre Sainte, en 1190. Comment croire que, pendant son séjour en Syrie, il n'eût pas communiqué aux seigneurs d'Orient, si passionnés pour l'étude du droit, des notions exactes sur l'état de cette science en Europe?

Un fait digne d'être noté aplanit les obstacles qui détournaient les jurisconsultes d'Orient de se livrer à des travaux positifs. Il paraît que, vers le commencement du XIII^e siècle, quand la Haute Cour du royaume de Jérusalem siégeait depuis quelque temps dans la ville d'Acre, et peu après l'établissement de celle de Chypre, on composa un recueil des arrêts rendus par ces deux cours, et qu'on y joignit les consultations qu'elles s'étaient adressées l'une à l'autre sur des questions de droit obscures et embarrassantes. Ce précieux recueil existait encore dans l'île de Chypre au milieu du XVI^e siècle¹.

¹ Les commissaires chargés, en 1531, par le gouvernement vénitien, de traduire en italien les ouvrages de jurisprudence qui avaient cours en Chypre, s'exprimaient ainsi :

« Preterea, si trovano de altre sorte de volumi, de quali ne sono assai apresso diverse persone. Uno di quelli si chiama Girardo Monreale, che fu uno degno homo che expose et dichiari le Assise de l'Alta Corte,

« et addusse in questa sua dichiarazione molti casi seguiti in la conformità d'esse Assise; et questa tal opera si ha havuta sempre de la medema auctorità de le Assise de l'Alta Corte, perche non hanno discrepentia alcuna, laqual opera si potrà tradure poi con tempo, s'el bisognerà. L'altro si chiama de casi seguiti et sententie fatte in Acre, mentre si tenne lì la corte, dapoi la perdita di Hierusalem, et in Cypro in quelli medesmi

Ces arrêts, ces consultations avaient dû à la longue fixer les bases du droit d'outre-mer; et pour doter la science de véritables ouvrages de jurisprudence, il ne restait plus qu'à mettre en œuvre des matériaux sur le mérite et l'authenticité desquels il ne pouvait y avoir de doute. Le préjugé qui enchaînait les seigneurs du royaume de Jérusalem à une jurisprudence purement traditionnelle, était sans doute encore plein de force; mais l'exemple, l'autorité des Hautes Cours, et l'utilité évidente d'une telle entreprise, attaquaient chaque jour son influence, et pour l'anéantir il suffisait qu'un légiste, plus courageux, moins esclave des préjugés nationaux que les autres, risquât de mettre par écrit le fruit de ses méditations et de son expérience; aussitôt l'avantage d'une semblable entreprise se serait révélé à tous les esprits, aurait provoqué de nombreuses imitations, et ruiné pour toujours l'empire de la tradition. C'est en effet ce qui arriva. Vers le milieu du XIII^e siècle, un homme mûri par l'étude et par la pratique donna le signal d'une réforme complète de la législation d'Orient, et ce signal fut entendu en même temps dans le royaume de Jérusalem et dans le royaume de Chypre; mais, hâtons-nous de le dire, cet esprit hardi ne s'était pas formé en Asie, car Philippe de Navarre, puisque c'est de lui que nous parlons, était né et avait été élevé en France, et nous ne devons le considérer que comme un instrument dont la féodalité française se servit pour faire entrer les coutumes et les mœurs féodales de l'Orient dans la voie où elle marchait elle-même.

Il convient toutefois de faire remarquer, que si l'ouvrage de Navarre est le plus ancien de ceux que nous possédons sur le droit d'outre-mer, on peut douter que son auteur soit le premier qui en Orient ait traité cette matière. Navarre dit lui-même¹: « Bien est veir que je et autres en avons fait pluisors livres, aussi com en tasche. » Les commissaires chargés par le gouvernement vénitien de faire dans l'île de Chypre la recherche des livres de droit signalent un jurisconsulte nommé Gérard de Montréal, avant de parler de Navarre. Lui attribuaient-ils cette place à cause de son mérite ou à cause de son ancienneté? Nous essayerons ailleurs de résoudre cette question, qui est d'autant plus obscure que nous ne possédons aucun autre renseignement sur la personne et sur l'ouvrage de Montréal; mais nous devons dire que, dans toute espèce de science, la propriété d'une idée nouvelle appartient à celui qui a démontré et fait accepter cette idée, et non à celui qui l'a entrevue; or l'ouvrage de Navarre servit de base au livre d'Ibelin, et le livre d'Ibelin devint la loi écrite du royaume de Chypre. Dans ses profondes recherches, Ibelin ne s'aida des travaux d'aucun autre jurisconsulte: il faut donc reconnaître, si l'on admet comme constant que Navarre ait été précédé par quelqu'un, ce qui n'est pas

« tempi, et consulti rechiesti da l'una corte a l'altra, che
 « forono messi in scriptis poco da puoi che si perseno le
 « prime Assise in Hierusalem. Questa opera, quantunque
 « la sia, sta poi redutta ne le prenominate Assise, che hora
 « si hà de l'Alta Corte, pur è di molta auctorità et con-
 « forme ad esse, et similiter bisognando si potrà poi tra-
 « dure con tempo. Si trova un' altra opera, composta da
 « un cavaglier ditto misser Philippo di Navarra, de la
 « forma del littigare, ch'è de le prime opere scritte da-

« puoi perse le Assise in Hierusalem, la quale lui drizzò
 « ad un conte del Zaffo, ditto misser Joanne Ibelino, el
 « quale poi compose el libro de le Assise de l'Alta Corte,
 « dov'è inserto tutto quello che scrisse el ditto Philippo
 « de Navarra, et però tal opera de ditto Philippo non si
 « hà per necessaria, per esser inserta nel volume de le
 « prelegate Assise de l'Alta Corte. » (Canciani, *Barbarorum leges antiquæ*, t. V, p. 131.)

¹ Chapitre LVI, p. 536.

démontré, mais ce qui est possible, qu'à lui seul appartient l'honneur d'avoir, par un ouvrage qui frappa tous les esprits éclairés, inauguré l'école des jurisconsultes d'outre-mer. Qu'on nous permette d'ajouter que ce personnage, chez lequel l'équité et la bonne foi brillaient à l'égal de la science, et qui signale avec une si grande reconnaissance les secours qu'il trouva dans le commerce de plusieurs hommes illustres et savants, n'aurait pas eu la petitesse de dissimuler l'existence des travaux antérieurs au sien, si ces travaux lui avaient été utiles.

Philippe de Navarre, malgré son origine, est le type parfait des jurisconsultes d'outre-mer. Sa vie se divise en deux parties bien distinctes : dans la première, on ne voit en lui qu'un guerrier, vivant d'agitation, de combats, d'expéditions souvent téméraires, et qui proclame avec orgueil qu'il a assisté et pris part à tous les sièges qui ont eu lieu de son temps¹; dans la seconde, nous ne trouvons plus qu'un simple légiste livré à l'étude et à la pratique du droit, et qui parle de ses succès de jurisconsulte comme autrefois il parlait de ses hauts faits et de ses victoires.

Ce n'est pas ici le lieu de tracer une biographie complète de ce personnage; il ne nous appartient que comme jurisconsulte, et son livre est la seule source où nous puissions trouver quelques faits propres à le caractériser sous cet aspect. Nous avons cité précédemment le passage de son livre où il raconte comment Raoul de Tibériade fit naître en lui le goût de la jurisprudence; il continue en ces termes² : « Après usai entour monseignor de Baruth
« le viell jusqu'à sa mort³, qui moult de chozes m'aprist la soie merci à ma
« requeste; car de se ne disoit il mie si volontiers come messire Rau faisoit.
« Après fui moult acointé de monseignor de Saeste à Baruth et à Acre et en
« Chypre, et moult de chozes m'aprist la soie merci volentiers. Et après tous
« ces grans seignors et sages, usai moult en cort entor messire Guillaume
« vesconte, et messire Harneis et messire Guillaume de Rivet le jounne, qui
« moult estoient grans plaideors. Et au reaume de Jerusalem fui je moult
« acointé de messire Nicole Anteaume et de sire Phelippe de Baisdoin, qui
« estoient grans plaideors en cort et hors court. Et à fiance et de ceaus que je
« ais oïes dessus nomées, et de ce que i ai aucunes feis veu et oï, et de ce
« que j'entens, selon ma consience vous en deviserai ce que voz oreis ci
« après. » Tels furent les illustres et doctes personnages qui confièrent à Navarre le dépôt de la jurisprudence d'outre-mer; ajoutons que par la fréquentation assidue des cours d'Acre, de Nicosie, de Beyrouth, et par l'étude approfondie de leur jurisprudence, il étendait et fortifiait les notions de droit qui lui étaient transmises par la voie traditionnelle, alors on connaîtra suffisamment la vie scientifique de Navarre, et nous pouvons ajouter, celle de tous les jurisconsultes de son temps.

Il est digne de remarque que Navarre et le bailli de Vermandois, Pierre de Fontaines, commencent de la même manière leurs ouvrages. Chacun d'eux déclare qu'il a pris la plume pour satisfaire à la demande d'un ami. Mais

¹ *Les Quatre tens d'aage d'ome*, ms. de la Bibl. royale, suppl. franç. n° 198, fol. 407.

² Chapitre XLIX, p. 525.

³ Arrivée en 1233.

quelle différence dans la disposition d'esprit de ces deux écrivains ! Pierre de Fontaines s'exprime en ces termes¹ : « D'emprendre de che don vous m'avés tantefois proié et requis, en apel jointes mains le pourveanche de la devine bonté, sans qui aide nus hom morteus ne souffiroit à vostre requeste. Et de moi suis tous certains ke sens ne engiens ke je aie, ne estuide ke je puisse faire, sans s'aide ne porroit pourfiter. Mais entre les autres ke je ai en pourpens, pour vostre amitié retenir, vers qui je ne compere nulle cose humaine, fors vostre amour, me suis pourpensés en mon corage, que Diex puet donner les choses c'on espoire en bien, et parfaire les par sa grant vertu, si come le loy dist, et, pour ce, ai je cangié le repos de m'aïe à grant travail, pour conseiller vostre fill par vostre requeste, selonc mon pooir. » Fontaines est préoccupé de cette seule pensée, que si Dieu ne vient pas à son secours, il lui sera impossible de conduire heureusement à terme la tâche difficile qu'il a acceptée.

Philippe de Navarre, au contraire, en cédant à la « vieille et tendriere amisté et longue priere de celui à cui il est moult redevable, et la grant esperance qu'il a en son soutil engin et sa discrecion², » ne semble effrayé que des dangers, que de l'imprudence de son entreprise, et, chose étrange ! il demande le secret à cet ami, c'est-à-dire à Jean d'Ibelin, comte de Jaffa, comme si, en écrivant sur les lois de sa patrie adoptive, il commettait une action coupable : « Et por ce que, dit-il³, c'est folie et grant outrage d'enseigner come maistre ce de quei l'on n'est mie moyen desciple, je vous pri que vous m'en celés, pour ce que je vous fais ce que je ne vos onques faire à seignor ni à ami, dont je vous pri que vous ne mostrés ni enseignés cest escrit à nului : car je ne trovai onques seignor ni ami, qui ce me vozist faire ; et tel porroit apprendre de moi que en aucun point me porroit abatre de mon tort meismes ou soi defendre. » Et qu'on ne croie pas que ces scrupules soient un dernier hommage rendu à contre-cœur aux idéestradi tionnelles dont Navarre se proposait de ruiner l'autorité, puisque vers la fin de sa vie, longtemps après la publication de son livre, il exprimait le regret sincère de l'avoir composé : « Ce fist il à la proiere et à la requeste d'un de ses seignors qu'il aimoit, et après s'en repenti molt⁴. » Navarre n'est pas le seul novateur qui ait regretté d'avoir découvert et proclamé la vérité.

L'ouvrage de Navarre devait porter le cachet des circonstances au milieu desquelles il avait été composé, et de l'inquiétude qui pesait sur l'esprit de son auteur ; aussi ne demandons à ce livre ni méthode dans la disposition des matières, ni proportion dans les développements, ni habileté dans l'art d'exposer et de traiter les questions. Le temps n'est pas encore venu, où délivrés de toute préoccupation, les jurisconsultes pourront appeler l'art au secours de la science, et élever des monuments à la fois solides et réguliers. Navarre ne cherche point à écrire un traité complet du droit d'outre-mer ; il ne pose pas les principes de ce droit pour ensuite en déduire une à une

¹ Chapitre 1, p. 77.

² Prologue, p. 471.

³ Prologue, p. 472.

⁴ *Les Quatre tens d'aage d'ome*, fol. 407.

toutes les conséquences, et ne se dirige d'après aucune idée générale; son plan est simple et consiste à rapporter, sur les points les plus importants du droit féodal, l'opinion qu'il a vue prédominer dans les Hautes Cours de Syrie et de Chypre. Si parfois il fait connaître son opinion personnelle sur des matières qu'il avait longtemps et profondément étudiées, les formes de langage qu'il emploie montrent combien était grand son respect pour la jurisprudence établie et pour le sentiment des maîtres de la science. Un avis lui paraît-il douteux, il dit : « De ce ne oï je onques faire esgart ne que il en fust « fait¹; » ou bien : « Je vous ai dit » telle chose, « ore vous esclarzirais ce que je « en ai entendu et que à moi semble². » L'autorité qu'il accorde à chaque genre de preuves est indiquée par l'ordre où il place ces preuves, dans un chapitre qui commence ainsi : « Selonc ce que je ais entendu par plusors sages « qui jadis furent, dont Dieu ait les armes, par sa miséricorde, et por ce que « je ais veu et oï et selonc mon avis meismes; par ces trois raizons ou par au- « cune d'elles, si come je suis remembrant et par mains, vous dirai, etc.³ » Ainsi, à ses yeux, l'autorité la plus vénérable est l'opinion des anciens jurisconsultes, des Tibériade, des Sidon, des Baruth, de tous ces hommes célèbres, dans le commerce desquels il s'était formé à l'étude des lois; au second rang, il place la jurisprudence des cours féodales, et n'accorde à la raison que le dernier. Navarre était sans doute un novateur; il essayait une chose qui n'avait pas été faite avant lui, et dont les conséquences devaient être très-graves; mais en définitive il innovait plus dans la forme que dans le fond, car son désir était de fixer et non d'ébranler l'autorité légitime de la tradition. Aussi la seule méthode qu'il soit possible de découvrir dans son livre, qui n'est à vrai dire qu'un recueil de consultations, sans relation immédiate les unes avec les autres, est une distinction clairement établie entre les assises qui sont prouvées et celles qui ne sont que probables. Cette division avait l'avantage de séparer le vrai du faux, le certain de l'incertain; et, dans le but que Navarre se proposait d'atteindre, elle était fort sage; mais elle offre moins d'intérêt pour nous et ne pourrait pas nous diriger dans l'analyse critique du livre de cet auteur. Nous serons donc forcés de rapprocher des matières que Navarre a divisées ou du moins dont il a parlé dans différentes parties de son ouvrage, selon qu'elles se présentaient à sa mémoire. Ce que nous avons essayé de faire dans notre édition, nous le ferons dans notre analyse, et nous rétablirons, pour un instant, l'ordre, ce principe de toute recherche, au sein d'un livre qui, dans l'état où il se trouve, échappe à un examen profitable.

L'idée qui frappe le plus vivement l'esprit quand on lit l'ouvrage de Philippe de Navarre, est qu'il existait une différence sensible entre les institutions dont cet auteur traçait le tableau, et celles que les jurisconsultes d'Europe ses contemporains, tels que Hornes, Bracton, Britton, Fontaines et Beaumanoir, ont décrites avec tant de vérité et de science. Cette différence, dont nous allons rechercher les causes, est si profonde, que l'on est quelquefois tenté de demander si l'histoire ne s'est pas méprise, et si Navarre, au lieu de

¹ Chapitre xiv, p. 486.

² Chapitre xv, p. 488.

³ Chapitre xvii, p. 490.

vivre dans le XIII^e siècle, à la même époque que les jurisconsultes dont nous venons de citer les noms, ne florissait pas dans des temps beaucoup plus reculés, dans ces temps où les idées, les mœurs et les institutions de la féodalité étaient en possession de toute la vigueur de la jeunesse : non, aucune erreur n'a été commise, mais Navarre vivait dans une société stationnaire, qui depuis le moment où elle avait été fondée par les Croisés, ne s'était pliée à aucune des modifications que le développement des lumières introduisait journellement, pour ainsi dire, dans les principes et les usages de la féodalité européenne. La chrétienté d'Orient recevait avec joie et reconnaissance tous les défenseurs que l'Europe lui envoyait, mais elle n'acceptait les opinions de cette contrée qu'après les avoir purifiées de tout alliage.

Sous le régime de la féodalité primitive il n'existait qu'une seule loi, la loi féodale : loi conventionnelle, absolue, immuable, qui avait été faite par et pour les seigneurs, et à laquelle le peuple n'avait à demander ni droits, ni garanties, ni secours. On ne pensait pas alors qu'il pût exister un droit commun, c'est-à-dire des lois ou des coutumes destinées à déterminer les droits et les devoirs de tous les membres d'une société, et à en régler l'exercice. Le législateur n'apercevait rien au-dessous des possesseurs de fiefs, ou du moins il n'y voyait que des esclaves nés pour travailler de leurs mains, et dont l'état civil était abandonné au caprice ou à l'humanité de leurs maîtres. Cet ordre de choses si odieux dura pendant plusieurs siècles ; mais les affranchissements, la création des bourgeoisies et la restauration du système municipal tirèrent le peuple de son abaissement, et lui donnèrent une place dans la société. Alors il fallut bien lui accorder ou lui permettre d'adopter des lois civiles ; et comme ces lois ne pouvaient pas se rattacher au fief, elles se placèrent sous l'égide du droit commun, sous la sauvegarde de ces principes d'équité naturelle qui vivent dans la raison et dans le cœur de tous les hommes. Ces changements, qu'on a eu raison d'appeler une révolution, constituèrent deux sociétés au sein de la féodalité : une société privilégiée qui luttait pour le maintien de ses prérogatives hautement menacées, et une société bourgeoise qui, comprenant sa force morale et numérique, attaquait avec une ardeur infatigable ce qui subsistait encore du système d'idées et d'institutions dont elle était parvenue à secouer en partie le joug. Ces deux sociétés ennemies se touchaient par mille côtés, et les efforts persévérants de la royauté avaient pour but d'amener entre elles une fusion. Les jurisconsultes français et anglo-normands du XIII^e siècle, les Beaumanoir, les Fontaines, les Britton, secondaient avec chaleur la politique du trône, et employaient la science qu'ils puisaient dans l'étude des lois romaines à propager les idées de droit commun. Ces légistes populaires ne déniaient pas à la féodalité ses prérogatives légitimes, mais ils lui font sa part dans la société et dans le gouvernement, et ne consentent pas qu'elle soit toute la société et tout le gouvernement. On voit donc qu'en Europe une lutte ardente existait entre les intérêts anciens et les intérêts nouveaux, et que partout les hommes éclairés prenaient parti pour ces derniers.

Si maintenant nous portons nos regards vers la société féodale d'Orient, nous trouvons que rien de semblable n'y existait ni ne pouvait y exister. Com-

ment supposer que les idées d'indépendance et d'association qui avaient, en France, donné naissance aux communes, eussent pu circuler et s'accréditer dans les rangs de cette population hétérogène qui cultivait les fiefs des seigneurs? Comment admettre que ces seigneurs, condamnés par un ennemi infatigable à une vigilance de tous les moments, eussent toléré de la part de leurs sujets la moindre insubordination, le plus petit acte d'indépendance, l'expression seule d'une idée de liberté? Le pouvoir seigneurial devait donc rester intact en Orient, et la féodalité y exister par conséquent dans toute sa rigueur. Là point de droit commun opposé au droit féodal, point de jurisconsulte qui propose de déterminer et de limiter l'autorité des seigneurs, et de reconnaître des droits civils à ces esclaves grecs, syriens, arabes, qui portent le joug des Latins avec autant de résignation qu'ils ont porté le joug des Turcs. Le jurisconsulte de la Haute Cour est un homme étranger à toute vue générale, à toute notion de droit romain et de droit canonique, qui se renferme exactement dans le cercle des idées féodales les plus rigoureuses, et ne suppose pas même qu'il y ait, en dehors de cette limite, un fait ou une pensée dignes d'être recueillis. Tels furent, nous ne dirons pas seulement Philippe de Navarre, mais tous les légistes qui, en Syrie ou en Chypre, se dévouèrent à l'étude des Assises de la Haute Cour. Comparer des esprits exclusifs, qui restaient attachés opiniâtrément à un seul ordre d'idées, et pour lesquels tout changement, tout progrès était devenu impossible, à ces jurisconsultes français ou anglo-normands qu'une activité salubre poussait vers des régions nouvelles et fécondes, ne serait-ce pas comparer l'immobilité au mouvement?

Philippe de Navarre donne au commencement de son ouvrage des détails étendus sur la procédure¹, et ailleurs il traite encore de ce sujet². Il paraît même que dans l'opinion de ses concitoyens, son ouvrage était un guide pour les parties qui plaidaient devant la Haute Cour, et non un traité de jurisprudence générale, car les copistes placèrent en tête de cet ouvrage le titre suivant : « Ici « orrés le livre de forme de plait que sire Felippe de Novaire fist pour un sien « ami aprendre et enseigner coument on doit plaider en la Haute Court³. » Ce titre est trop restrictif, et donne une idée incomplète de l'objet du livre et des matières qui y sont exposées.

La véritable procédure féodale ne peut être étudiée que dans les ouvrages des jurisconsultes d'outre-mer. Les écrits qui sont sortis des diverses écoles de jurisprudence de l'Europe présentent le tableau des usages judiciaires de la féodalité, tels que les empiétements successifs de la royauté les avaient faits. Ce n'était pas assurément dans la cour du roi de France, où le jugement par pairs, la plus belle des institutions féodales, n'existait plus, qu'il fallait aller apprendre les règles de la procédure féodale. On n'eût pas sans doute été mieux instruit dans les assises des baillis, dont Beaumanoir nous a tracé un tableau si animé et si vrai, et où les principes de la féodalité étaient chaque jour hautement et publiquement foulés aux pieds, par ces délégués de l'autorité royale qui croyaient devoir ne pas laisser intacte une seule préroga-

¹ Chapitres I-VIII; chapitres XXIII-XXVI.

² Chapitres LXXXIX-XCII.

³ Page 471.

tive des seigneurs. En Occident, le droit de juger, sans être inhérent au fief, appartenait en propre au seigneur, qui, s'il appelait ses vassaux à partager ce droit, ne les y appelait que comme de simples assesseurs dont la volonté ne pouvait pas prévaloir contre la sienne : quelle que fût l'autorité des usages, dans des tribunaux soumis à l'empire d'un principe semblable, il est évident que le bon plaisir du seigneur ou de son représentant planait sur toute la marche d'une procédure, et empêchait que des règles certaines et générales, sur le mode de conduire les actions judiciaires, fussent adoptées. Fidèle aux vrais principes, la législation d'Orient reconnaissait que le droit de juger appartenait aux vassaux du fief, réunis sous la présidence du seigneur; et comme cette maxime ne fut jamais méconnue, comme elle régnait aussi bien dans la Haute Cour que dans les cours seigneuriales, une procédure obscure, compliquée, malicieuse à l'excès, mais invariable et conforme aux anciennes coutumes de la féodalité, s'établit en Syrie et en Chypre, et devint l'objet d'études et de recherches qui portèrent beaucoup trop loin son importance. Ce n'est pas, en effet, sans surprise et sans peine que l'on voit un homme aussi sage et aussi éclairé que Navarre, enseigner avec une complète bonne foi la science odieuse de la chicane; montrer par quelles ruses, par quelles finesses, par quels « semblant de raison, » un plaideur peut retarder ou accélérer la marche d'une affaire, et enlacer, selon les besoins de sa cause, son adversaire, les juges et le seigneur dans un tissu de misérables subtilités. Nous n'accusons pas Philippe de Navarre ni tous ceux qui sont venus après lui, et qui l'ont imité; nous nous étonnons que, dans cette société toute militaire, où la loyauté et la franchise auraient dû être des vertus vulgaires, la chicane ait été légalement constituée et poussée à un degré d'autorité que fort heureusement elle n'a atteint nulle part ailleurs.

Une institution particulière aux cours féodales de l'Orient, et qui jetait du lustre sur les débats judiciaires, était celle des conseils ou défenseurs. Chaque plaideur avait le droit de demander à un de ses pairs de lui prêter l'appui de ses lumières, et de venir, devant la cour, non pas plaider pour lui, car c'était là l'office des avocats ou *avant parliers*, mais diriger, dans son intérêt, la marche de la procédure, faire les requêtes nécessaires, prononcer les formules accoutumées; enfin, d'agir pour lui, dans toutes les circonstances où l'assise exigeait l'intervention d'un conseil. Le seigneur, perpétuellement exposé aux embûches des parties, prenait lui-même un conseil qui parlait au nom de la cour. Pour avoir refusé de remplir cette fonction, que l'on doit regarder comme une des plus nobles conséquences de l'association des pairs, un feudataire était privé de son fief et honteusement chassé de la compagnie de ses covassaux. Jamais le droit sacré de la défense ne fut placé sous une tutelle aussi illustre et aussi sévère, et nous ne devons pas voir avec étonnement un prince de Morée quitter le siège qu'il occupait dans sa Haute Cour pour venir s'asseoir parmi les conseils¹. C'est dans l'exercice de ce noble emploi que les seigneurs, dont nous avons parlé précédemment, acquirent une science et une renommée qui étaient pour eux le principe d'un si juste orgueil.

¹ Voyez p. 269.

Navarre s'occupe ensuite des témoins, qu'en Syrie on appelait *garants*¹. Ici encore nous trouvons des usages qui n'existaient pas en Europe, ou dont les jurisconsultes de cette contrée ne font aucune mention. Le garant ne se bornait pas à attester un fait qui était venu à sa connaissance, il prenait son attestation sous sa responsabilité et combattait pour en soutenir l'exactitude; or comme dans tout procès qui avait lieu sur une valeur équivalente au moins à un marc d'argent ou à deux cents sols tournois, le duel était admis, il s'ensuit que les garants devenaient les véritables arbitres des débats judiciaires, et que, par leur courage ou par leur habileté, ils faisaient pencher d'un côté ou d'un autre la balance de la justice. Nous ne croyons pas que l'on puisse voir dans cet usage un reste des anciennes coutumes germaniques. Les lois barbares, les Capitulaires et les plus anciennes coutumes françaises accordaient au témoignage une vertu particulière et presque sacrée, qui le faisait dominer sur toute la procédure judiciaire. Lorsqu'un accusé pouvait s'entourer d'un nombre déterminé de compagnons, d'amis, qui juraient avec lui qu'il était innocent, alors même que son crime eût été certain, on le renvoyait absous. L'intérêt politique l'emportait sur la justice, et la loi renonçait à punir un homme que son crédit rendait puissant et redoutable; mais on ne voit pas dans ces vieilles coutumes comme dans celles du royaume de Jérusalem, les témoins s'interposant entre les parties, attirant à eux tout le poids de l'affaire et la décidant par un duel. Il n'existe, au surplus, aucun rapport entre les lois barbares et les Assises de Jérusalem. On peut assurément signaler des analogies entre ces deux législations, comme on en pourrait trouver entre les législations les plus opposées; mais ce n'est là qu'un jeu d'esprit sans aucune utilité; et l'étude attentive des lois d'outre-mer conduit à ratifier pleinement l'opinion exprimée par Montesquieu, quand il dit² : « Les lois saliques, bourguignonnes et visigothes furent extrêmement négligées à la fin de la seconde race; et au commencement de la troisième, on n'en entendit presque plus parler. »

Le meurtre, la trahison, l'assise de Baudouin sur le coup apparent, le duel en matière criminelle, la tutelle et le mariage féodal sont des matières qui, malgré leur importance, ne sont point approfondies par Navarre. Son expérience ne lui fournissait pas sans doute les moyens de dissiper les nuages qui enveloppaient ces diverses parties de la législation d'Orient à l'époque où il écrivit, et il se contente de discuter et de résoudre certaines questions sur lesquelles ses recherches et ses méditations s'étaient plus particulièrement portées. Cette allure indépendante, mais défectueuse, qui consistait moins à poser les bases de la science qu'à en éclairer les obscurités, nous révèle, beaucoup mieux que n'aurait pu le faire un traité méthodique, l'extrême incertitude qui régnait encore, au milieu du XIII^e siècle, dans cette législation d'outre-mer, objet de tant d'études, de tant de méditations et de tant d'éloges. Navarre montre que, sur les matières de droit les plus importantes et les plus usuelles, il existait, entre les meilleurs esprits, une divergence d'opinions complète, et que les arrêts des cours féodales ne pouvaient faire cesser. Nous prendrons pour exemple le mariage. D'après les principes de la féodalité, une

¹ Chapitres IX, X, XXVIII.

² *Esprit des Lois*, l. XXVIII, c. IX.

vassale ne pouvait se marier sans la permission de son seigneur. Il paraît que, lors de l'établissement des Croisés en Syrie, cet usage fut méconnu, et que les femmes se mariaient selon leur caprice; « en teil maniere, dit Navarre¹, « que le seignor esteit mal servi des maris, et les amis des femes meisme « s'en tenoient à mal païé, et tout le païs en valeit pis. » On comprit donc la nécessité de revenir à la règle générale. Alors on tomba dans l'abus opposé, et le seigneur put disposer arbitrairement de ses vassales : « Il les marioit quant il « voloit et à teis com il voloit; aucunes feis en parloient à aucuns de lor amis, « aucune feis non. Tant corut ce, que grant murmure en fu encontre le « seignor. » Le législateur intervint une nouvelle fois, et, « par comun acort « dou seignor et des homes liges, » fut faite une assise, d'après laquelle le seigneur ne pouvait forcer une veuve de se remarier qu'un an et un jour après la mort de son premier mari; mais le *tens de plor* étant expiré, elle devait choisir son époux parmi trois personnes que le seigneur lui présentait. Nous passons sous silence les formalités qui accompagnaient cette présentation et la sommation adressée à la femme d'arrêter son choix. La veuve ou la demoiselle qui, au mépris de cette assise, se mariait sans le congé de son seigneur, commettait une infraction à ses devoirs et était passible d'une peine. Croirait-on qu'il y avait incertitude sur la nature et l'étendue de cette peine? « De « ce, dit Navarre², ai je oï et veu grant debat; car les trois plus sages que je « onques veisse de sà meir, c'est assaver monseignor Raou de Tabarie, mon- « seignor de Barut le viel et monseignor de Saieste, en estoient en descort, « si que nus d'eaus disoit ce que l'autre en semblet. » On voit combien il restait encore à faire aux jurisconsultes pour fixer cette jurisprudence incertaine et arbitraire, que la science du légiste était aussi impuissante à enchaîner que la volonté du législateur.

Le sujet sur lequel Navarre a dirigé tout l'effort de son esprit et qu'il semble avoir traité avec une sorte de prédilection, est le régime des fiefs, sujet neuf, curieux, plein de difficultés et capital dans un ouvrage de ce genre; sujet qu'il n'a pas épuisé, mais dont il a fixé les principes fondamentaux avec exactitude. Nous devons dire cependant que la méthode devenait plus que partout ailleurs nécessaire dans cette partie du livre de Navarre, et qu'elle y manque absolument. Le fief étant la source de tous les droits et de tous les devoirs féodaux, comme de toutes les institutions que ces droits et ces devoirs avaient créés, il fallait, pour bien faire comprendre ce système si compliqué de relations sociales, rendre visible la chaîne qui rattachait au fief chaque coutume et chaque institution féodale, et ne jamais perdre de vue la concession primitive de terres, octroyée par le seigneur au vassal, à charge de fidélité et de service, cette base, cette première assise de l'édifice féodal. Le plan adopté par Navarre, et qui consistait à développer sur un point de droit, non pas tout ce qui devait être dit, mais ce que la pratique des cours de justice lui avait appris, condamnait son ouvrage à manquer d'unité et à être incomplet, même dans les parties traitées avec le plus de soin et le plus d'étendue. Il est néanmoins une matière dont on peut prendre une juste

¹ Chapitre LXXXVI, p. 558.² *Id.*

idée dans le livre de Navarre, en ayant soin de réunir en un seul faisceau des notions que l'auteur y a disséminées; nous voulons parler des relations réciproques qui unissaient le seigneur et le vassal. La féodalité est là tout entière, car le système féodal se composait de l'agrégation hiérarchique des associations formées entre les seigneurs et leurs vassaux. Quoi qu'ait dit l'historien Mézeray¹, la France ne fut jamais administrée comme un grand fief: l'histoire, sur ce point, ne s'accorde nullement avec la théorie; mais ce mot appliqué aux royaumes de Jérusalem et de Chypre, est l'expression la plus claire de la vérité. Connaître le régime intérieur de ces sociétés élémentaires, l'esprit qui y régnait, le principe de force qui les soutenait, les germes de décadence qu'elles portaient dans leur sein, n'est-ce pas pénétrer les conditions d'existence de la féodalité elle-même? Et lorsque Navarre nous montre l'association féodale en possession d'une indépendance incontestée et à peu près complète, est-il nécessaire d'aller plus loin pour se convaincre qu'en Orient la royauté végétait encore dans l'état d'infériorité où elle avait été rabaisée en Europe, lors du triomphe du système féodal? Faible, mal assurée, dépendante d'une aristocratie ombrageuse et insubordonnée, ne pouvant s'appuyer ni sur la bourgeoisie, qui dans les colonies chrétiennes d'Orient était un élément mobile et peu solide, ni sur le peuple, qui restait étranger à la civilisation européenne, l'autorité royale proclama son impuissance dès les premiers temps de l'établissement des Croisés en Syrie. Cependant les seigneurs éclairés par le funeste exemple d'injustice et de rébellion que le seigneur de Sidon avait donné, sentirent que leur royauté était désarmée contre toute espèce d'abus et de désordres; que, dans l'état où elle se trouvait, elle ne pouvait rendre à la société aucun service, et était un rouage inutile et gênant: ils comprirent le danger et voulurent y porter remède. La célèbre assise d'Amaury qui obligeait tous les vassaux et arrière-vassaux du royaume de Jérusalem de faire au roi l'hommage lige, et les habitants de toutes les villes et forteresses de lui prêter serment de fidélité, fut rendue d'un commun accord. Navarre et les autres jurisconsultes d'Orient se sont appliqués à démontrer l'importance de cette loi, qui nous semble avoir augmenté le mal qu'elle se proposait de guérir. Les vassaux inférieurs, sans être plus dévoués à la couronne, eurent moins de respect pour les seigneurs; et ceux-ci, privés d'une portion notable de leur pouvoir, s'en prenaient à la fois au roi et à leurs vassaux. L'harmonie que la féodalité avait établie avec tant de soin entre tous les pouvoirs politiques, se trouva donc rompue par l'assise d'Amaury; et ce fut principalement dans le royaume de Chypre où la guerre contre les Sarrasins ne tenait pas, comme en Syrie, tous les esprits attentifs, que ses mauvais effets se firent sentir. Les seigneurs du royaume de Jérusalem crurent qu'ils pouvaient sans danger modifier un des principes fondamentaux du système féodal: c'était là une grave erreur.

Puisque la royauté n'avait ni le pouvoir ni le désir d'affaiblir les liens et l'influence politique de l'association féodale, le principe de cette association devait se développer en toute sécurité. Mais on retrouve encore, dans le fief

¹ *Histoire de France*, t. I, éd. de 1643, p. 358.

particulier, le vice qui dominait au sommet de la société; en effet, l'autorité du seigneur sur ses vassaux n'était ni assez forte ni assez affermie. Aussi longtemps que la féodalité militaire subsista en France, le pouvoir du seigneur sur ses hommes fut regardé comme souverain et infaillible; et loin de songer à se coaliser contre leurs chefs, les vassaux gravaient dans leur mémoire ce dicton populaire :

*Fox est qui vers seignor estrive*¹.

La maxime opposée aurait pu être admise dans le royaume de Jérusalem : non que le seigneur n'y possédât que des prérogatives insuffisantes, il y jouissait au contraire de droits étendus; et ces droits auraient suffi au maintien de l'équilibre nécessaire entre l'autorité du seigneur et les privilèges de ses hommes, si, pour les exercer, il n'avait pas été contraint de recourir à ses vassaux, et de solliciter en quelque sorte leur agrément, chaque fois qu'il voulait agir. Il ne pouvait faire un seul acte d'autorité militaire ou civile hors de sa cour; et cette cour se composait de tous ses vassaux, qui unis les uns aux autres par les liens de la pairie, se présentaient à lui avec l'assurance que possède toujours une agrégation d'individus qui lutte contre un seul homme. « Le seignor, disait-on², doit estre balance aparaillee de faire ce que la court esgarde; » c'est-à-dire que sa fonction consistait à exécuter simplement les volontés d'un pouvoir rival du sien. Si un vassal se rendait coupable de quelque méfait contre son seigneur, il n'était justiciable que de ses pairs; en d'autres termes, il ne pouvait être jugé que par ses compagnons, ses amis, ses frères d'armes, par ceux qui avaient le plus d'intérêt à le trouver innocent. Si au contraire le seigneur commettait une injustice quelconque envers l'un de ses vassaux, s'il était seulement en retard de lui payer sa solde, le vassal, au lieu d'aller, comme en France et dans toute l'Europe, se plaindre au suzerain de son seigneur, réunissait ses pairs, et tous ensemble venaient *gager* le seigneur, ou lui déclarer que puisqu'il ne voulait pas faire justice à l'un d'entre eux, tous ils l'abandonnaient; et en effet, à partir de ce moment, ils ne lui devaient plus rien, ni fidélité, ni service militaire, ni service de cour. Le seigneur qui, en Orient surtout, avait un si grand intérêt à ne pas perdre un seul instant le service de ses hommes, puisque ses domaines étaient sans cesse exposés aux attaques ou aux courses des Sarrasins, se trouvait donc à la merci de ses propres vassaux. L'application de ce principe se reproduisait continuellement; et si la jurisprudence ne se fût pas attachée à corriger ce qu'il avait d'exclusif et d'injuste, le mépris de l'autorité, le plus redoutable de tous les éléments de désordre pour la féodalité, aurait régné au sein des colonies chrétiennes d'Orient. Navarre, en exposant avec beaucoup de soin tout ce qu'il avait appris sur la semonce, sur le conjurement et sur quelques autres usages analogues, nous révèle une vérité importante, savoir : que dans les royaumes de Syrie et de Chypre, la loi constitutive des fiefs avait éprouvé quelques atteintes; mais que, par opposition à ce qui se passait en Europe, ces atteintes étaient tout à l'avantage des vassaux. Ses successeurs portèrent cette vérité au plus haut degré d'évidence.

¹ *Roman du Renard*, v. 18263.

² *La Clef des Assises*, § CLXXXII, p. 592.

Navarre, après avoir éclairci les points obscurs d'une législation sur laquelle les principes d'équité ne dominaient pas toujours, sent le besoin de rappeler, avant de mettre fin à son œuvre, l'autorité de ces principes qu'il devait plus tard exposer et développer dans un ouvrage particulier, qui ne fait pas moins l'éloge de son esprit que de son cœur¹. A l'entendre, cinq qualités sont nécessaires pour former un jurisconsulte habile, ou comme il dit, un « soutil » plaidour et soutil serveour d'aucuns seignors teriens. » La première qualité est « qu'il eust naturel sens de soutil coneissance et agu engin, ce est le » fondement; la seconde est, qu'il ait volonté d'estre plaideour; la tierce est, « qu'il soit fort et puissant de soi et d'autrui; » la quatrième est la conscience, et la cinquième le dédain du mal que l'on dit de lui². Navarre recommande au jurisconsulte l'emploi de ces qualités précieuses, et après lui avoir fait comprendre combien les fonctions qu'il remplit sont nobles, difficiles et importantes, il lui montre que si, dans les conseils qu'il donne, dans les actes judiciaires qu'il accomplit, dans les paroles qu'il prononce en cour, il ne reste pas fidèle aux lois de la vertu et de l'honneur, quelque grands que puissent être ses succès auprès des hommes, il perd son âme et s'expose à la colère de Dieu. Ces graves considérations qu'il convenait de rappeler aux jurisconsultes d'Orient, chez lesquels le caractère du seigneur féodal reparaisait quelquefois, l'amènent à traiter la question de savoir si « le bon eur vaut meaus » que naturel sens et soutil coneissance. » Ici se termine le livre de Philippe de Navarre.

Le mérite que l'on doit le plus désirer de trouver dans un ouvrage tel que celui de Navarre, est la vérité historique. Un traité purement théorique de droit féodal, fût-il conçu et écrit avec un talent supérieur, aurait aujourd'hui très-peu d'intérêt, parce que nous recherchons avant tout, dans des ouvrages de ce genre, la peinture exacte des idées, des coutumes et des mœurs du moyen âge; nous leur demandons ce qui existait à cette époque, et non ce qui aurait dû exister. Sous ce rapport, le livre que nous venons d'analyser rapidement doit paraître satisfaisant, car l'auteur se renferme dans le rôle d'historien impartial et sincère de la jurisprudence, et ne présente ses propres opinions qu'avec une extrême circonspection. Lorsqu'une question de droit n'a pas encore été résolue, il en prévient : « De cesti content, dit-il³, ai je oï parler » maintes fois plusours sages homes en pluisours manieres; mais il n'en vo- » loient pas dire lor avis tout outre, ne jugement n'en fu onques fait que je » sache; et je meismes m'en tais ores à tant. Vous aveis oï parler, dit-il ailleurs⁴, » de plais et d'us et d'assises et de moult de manieres de dis et de fais qui » affierent à la Haute Court dou reaume de Jerusalem et de Chipre, tout le plus, » et aucune petite partie à la Cort des Bourgois. Et cil qui a dit et devisé tout » ce qui est desus escrit bien peut estre, se il vousist entendre et estuidier, que » plus en eust fait; mais il douta, si com il se contient ou prologue au cou- » mencement de ce livre, que l'on ne le tenist à mal de parler come maistre de » ce dont il conoist bien qu'il n'est mie neis meynain disciple; et douta que l'on

¹ *Les Quatre tens d'aage d'ome.*

² Chapitre xci, p. 563.

³ Chapitre lxx, p. 541.

⁴ Chapitre xci, p. 563.

« ne notast en mal ce que il fist por bien, et que aucunes males gens n'en ovrasent malement de ce que il, selon sa conscience, aprist et enseingnast pour ovreir bien et justement. » Cette extrême circonspection qui retenait Navarre dans le sillon tracé devant lui par la jurisprudence, avait sans doute pour principe le caractère consciencieux et l'esprit sévère de cet auteur, car il se révèle tout entier dans son ouvrage; il s'y montre avec cette raison simple et ferme, ce sens droit, cette bonne foi native, qui, dans des livres du genre de celui-ci, attirent et captivent bien plus sûrement que la finesse et l'habileté; mais il faut aussi tenir compte des circonstances qui ne lui permirent pas de compléter ses travaux, ni de leur donner une forme régulière et scientifique. Navarre tentait une innovation qui devait blesser des intérêts et des préjugés également puissants; il l'essayait avec incertitude et à contre-cœur. Comme tous les hommes sages qui entrent dans des voies nouvelles, il devait donc plutôt marquer le but que l'atteindre, et laisser à des successeurs plus audacieux le soin d'achever ce qu'il avait eu le mérite d'entreprendre. Ces successeurs ne lui manquèrent pas, et il fallait que l'autorité de la jurisprudence traditionnelle eût considérablement faibli, du moins auprès de ceux que n'aveuglait point une ridicule vanité, puisque son ouvrage, en passant dans les mains de Jean d'Ibelin qui l'agrandit, le compléta et en fit un véritable traité du droit d'outre-mer, donna naissance à une foule d'écrits sur le même sujet, qui reconstruisirent définitivement la législation des royaumes de Jérusalem et de Chypre.

Jean d'Ibelin, le plus célèbre des jurisconsultes d'outre-mer, appartenait à cette maison illustre qui, pendant le XIII^e siècle, exerça en Syrie et en Chypre une influence supérieure à celle des souverains de ces États. Il était fils de Philippe d'Ibelin, bail de Chypre, et neveu, par conséquent, du vieux sire de Baruth, dont l'empereur Frédéric II s'efforça en vain de renverser la puissance¹. Il fit ses premières armes dans la guerre contre les Lombards, et y donna des preuves si éclatantes de bravoure, « che in vita sua poi fu sempre lodato, » dit Bustron², d'après Navarre qui avait écrit l'histoire de cette guerre. Ibelin devint ensuite comte de Jaffa, d'Ascalon et de Rames, et en cette qualité il réunit ses forces à l'armée de saint Louis, lors de la première Croisade de ce prince. Joinville le représente comme un seigneur puissant, courageux et habile dans le conseil³. Neveu du vieux sire de Baruth, cousin de Balian, ami de Navarre, doué d'un esprit étendu, fécond, pénétrant, et d'une habileté très-rare de discussion, il n'est pas surprenant que le goût de la jurisprudence se fût promptement développé chez lui, ni qu'il eût atteint, dans cette science, une si grande renommée qu'on venait le consulter du fond de l'Arménie. Nous allons faire connaître le caractère, le plan et le mérite de son livre.

¹ C'est à tort que nous avons dit, p. 103, note a, et p. 327, note a, en nous fondant sur le Livre des Li-gnages d'outre-mer, qu'Ibelin était neveu de Balian III d'Ibelin, sire de Baruth. L'ouvrage manuscrit de Bustron nous a appris plus tard que l'oncle dont Ibelin parle si souvent était Jean d'Ibelin, dit le Vieux, sire de Baruth,

et que Balian, fils aîné de ce personnage, que la Thaumassière (p. 6) donne pour père à Ibelin, n'était que son cousin. Cet ordre de parenté avait échappé à du Cange.

² Fol. 145.

³ Pages 34, 89, 108, éd. de Capperonier.

Le but de tous les efforts des jurisconsultes d'Orient n'était pas d'améliorer la législation de cette contrée, mais de retrouver et de coordonner ses dispositions primitives; on comprend dès lors qu'Ibelin, quand il entreprit de compléter l'œuvre de Navarre, dut se borner à continuer l'enquête commencée par son prédécesseur sur les usages et les coutumes du royaume de Jérusalem, en dirigeant ses investigations vers les points de droit que Navarre n'avait pas éclaircis, et en admettant, sans nouvelle discussion, toutes les assises dont cet auteur venait de démontrer l'authenticité. Il devait donc prendre les recherches de son devancier pour le point de départ des siennes, et les rappeler sans cesse à l'esprit de ses concitoyens comme des conquêtes précieuses qui avaient tiré de l'incertitude diverses parties de leurs coutumes. Si l'on n'admettait pas cette explication, il faudrait regarder Ibelin comme le plagiaire le plus audacieux et le plus coupable qui ait jamais existé, puisque tout l'ouvrage de Navarre se trouve fondu dans le sien, et qu'il ne prononce pas une seule fois le nom du jurisconsulte auquel il emprunte tant d'idées ingénieuses ou profondes, tant de laborieuses recherches, tant de riches développements. Nous ne prétendons pas justifier Ibelin d'avoir gardé le silence sur les travaux du savant écrivain qui venait de lui ouvrir la carrière, quoique nous soyons convaincus que ce silence tenait à des causes particulières dont nous n'avons pas le secret; mais nous dirons qu'il y aurait de l'injustice à supposer en lui la pensée de s'approprier le mérite d'un livre qui n'était ni moins connu ni moins étudié que le sien.

D'après le plan qu'Ibelin paraît avoir adopté, il devait s'appliquer à perfectionner le fond et la forme du livre de Navarre : le fond, en poussant plus loin que n'avait fait son prédécesseur les recherches destinées non à éclaircir les plus importantes matières de la législation d'outre-mer, mais à placer dans tout son jour le corps entier de cette législation, dont les premiers principes étaient l'objet de tant d'incertitudes; la forme, en disposant le produit de ses investigations avec assez d'ordre et de clarté pour que son livre pût être admis dans les tribunaux et dans les écoles comme un traité méthodique et complet du droit d'outre-mer.

Navarre convenait, avec une grande modestie, que ses travaux et ceux des autres jurisconsultes n'exerçaient aucune influence dans les cours féodales, et qu'en définitive la majorité seule y faisait la loi. « Je et autres, dit-il¹, en « avons fait pluisors livres aussi com en tasche, selonc ce que nous cuidons « ou avons oï dire as sages qui furent, ou que nous avons veu user com assise; « et parmi tout ce, quant aucune querele sourt et il y a debat, le cas est posé « sur court, et là où le plus de la court se tient, si gainge la querele : nos livres « et nos avis, se nous les avons dit devant, ne valent riens, fors que à nos « de juger. » Ainsi, le fruit de ses méditations et les tentatives de plusieurs autres écrivains que nous ne connaissons pas, n'avaient pu enchaîner l'indépendance des magistrats, qui par habitude, par fierté, et parce que l'opinion ne trouvait pas de livre parfait auquel elle pût se résoudre à décerner une sorte d'autorité légale, continuaient de juger selon la libre impulsion de leur

¹ Chapitre LXVI, p. 536.

conscience ou sous l'empire de leurs intérêts et de leurs affections. Ibelin parvint à triompher de ces difficultés, il mit au jour un ouvrage qui, après avoir exercé pendant près d'un siècle une influence incontestée dans les tribunaux d'outre-mer, fut enfin accepté comme code de lois par les seigneurs du royaume de Chypre. Mais on ne peut dissimuler que le succès obtenu par Ibelin n'appartînt en grande partie à Navarre et à quelques autres jurisconsultes; et c'est précisément parce qu'il se contenta de recueillir avec une exactitude consciencieuse, et de disposer dans un ordre naturel et clair, les découvertes de ses prédécesseurs, osant à peine redresser ou contester leurs démonstrations, que son livre put être regardé comme l'exposé le plus fidèle de la véritable jurisprudence d'Orient, de cette jurisprudence qui s'était formée lentement, en dépit des intérêts de la noblesse, et par l'accord de tous les jurisconsultes des deux royaumes. La restauration des lois d'outre-mer fut une œuvre collective à laquelle Ibelin prit une grande part, mais dont l'honneur ne revient pas à lui seul; et nous insistons sur ce point, parce que ses concitoyens, séduits par les belles proportions et par l'étendue de l'édifice qu'il éleva, oublièrent trop vite les savants auteurs qui avaient préparé les matériaux dont il fit usage.

L'ouvrage d'Ibelin est divisé en chapitres dont le nombre s'élève à deux cent soixante et treize, sans compter quelques chapitres supplémentaires qui nous ont été fournis par certains manuscrits et qui ne se trouvent pas dans celui de Venise, le plus précieux de tous.

L'auteur commence par donner des détails étendus sur l'organisation politique, civile et judiciaire du royaume de Jérusalem¹; ces détails sont d'autant plus curieux que les historiens des Croisades, occupés à raconter des expéditions militaires, portent rarement leur attention sur l'état intérieur des colonies chrétiennes d'Orient, et que les circonstances de la fondation de ces colonies ne se trouvent que dans les huit premiers chapitres du livre d'Ibelin. Nous y voyons naître cette grande et belle organisation judiciaire, qui pourvoyait avec tant de vigilance et tant de succès aux besoins des trois classes dont était composée la société latine d'Orient : des nobles, des bourgeois et des indigènes; nous y apercevons, mieux que partout ailleurs, le principe aristocratique aux prises avec les difficultés qui accompagnent la fondation d'un gouvernement monarchique; enfin, c'est seulement là que nous devons puiser des idées générales sur le système politique des Croisés, notions qui plus tard nous seront nécessaires pour expliquer les coutumes et les institutions particulières des Chrétiens d'Orient. Ibelin ne pouvait pas placer en tête de son ouvrage une introduction plus instructive et mieux appropriée au sujet qu'il allait traiter.

Conformément à l'exemple que Navarre lui avait donné, Ibelin fixe d'abord son attention sur la procédure, et s'applique à décrire, avec une exactitude minutieuse, tout ce qui se rapporte aux fonctions des conseils de cour et des plaideurs ou avocats. Il enseigne comment et à qui on doit demander un conseil; à qui, comment et dans quel cas le seigneur, chef et pré-

¹ Chapitres I-VIII, p. 21-32.

sident de la cour, peut accorder ou refuser ce conseil. Lorsqu'on voit Ibelin développer toute son érudition sur une matière qui, dans les tribunaux de nos jours, ne donne lieu à aucune incertitude ni à aucune discussion, on comprend sans peine qu'il ne s'agit pas du droit de défense tel qu'il existe chez nous, et que ces fiers conseils, dont nous avons indiqué précédemment la haute position et l'influence, ne ressemblaient en rien à nos avocats et à nos procureurs. Les conseils étaient, par le fait, les arbitres de la marche, de la durée, et le plus souvent de la décision des procès; car dans les cours d'Orient, « ne juge l'on pas selon le dreit de la propriété dou plait dont la querele est, ains juge l'on selon les paroles que les parties ont dites ou fait dire¹ : » ce qui montre que les juges ne pouvaient pas déterminer, dans un procès, le terrain sur lequel le débat devait s'établir, et y ramener les parties quand elles s'en écartaient; qu'ils étaient, au contraire, forcés de suivre servilement les conseils dans leurs détours, dans leurs ruses, dans leurs *fuites*, et de prononcer sur chacune des paroles, ou comme on dirait aujourd'hui, des conclusions qu'il plaisait à ces conseils de *poser sur court*; en sorte qu'ils ne savaient jamais quand l'arsenal de subtilités et de réserves que les conseils avaient à leur disposition serait épuisé, ni quand, de lassitude, les parties leur permettraient de terminer, par un *esgart* définitif, cette longue et fastidieuse lutte. Dans un tel système de procédure, les paroles ou les formules employées par les conseils étaient de la plus haute importance, puisque d'un mot, placé bien ou mal à propos, pouvait dépendre d'abord la direction, puis ensuite la décision d'une affaire. Dans le choix judicieux et dans l'emploi de ces paroles brillaient l'expérience, l'adresse et la présence d'esprit de ces grands maîtres plaideurs dont les noms retentissaient en Syrie et en Chypre. Ibelin comprit que pour donner à son ouvrage une utilité véritablement pratique, il devait y placer de nombreuses formules de paroles qui pussent diriger les conseils dans presque tous les genres d'affaires féodales, et mettre à la portée des plaideurs ces artifices judiciaires dont jusque-là la connaissance et l'usage avaient rendu fameux et redoutables certains jurisconsultes, qui gardaient soigneusement pour eux-mêmes quelques ruses particulières et secrètes. Il ne faut donc pas croire que ces longs discours, que ces dialogues animés dont Ibelin fait un si fréquent usage, eussent pour but d'orner et de vivifier des discussions souvent fort obscures : Ibelin ne cherche pas à décorer les sentiers de la science; s'il a plus d'une fois rencontré l'éloquence dans ses formules de paroles, on peut être assuré qu'il ne la cherchait pas, et que son seul but était de fournir aux conseils novices les armes nécessaires pour soutenir avec avantage le combat dans le champ clos de la chicane. Le succès éclatant du livre d'Ibelin provenait de ces formules, qui en égalisant les moyens d'attaque et les moyens de défense, durent faire décroître, au profit de l'équité et de la bonne foi, l'autorité qu'exerçaient, au sein des cours féodales, quelques hommes vieillis dans l'étude et dans la pratique des fraudes judiciaires. Ajoutons que Navarre ne peut rien réclamer ici : il a sans doute donné des exemples de formules; mais

¹ Livre de Navarre, c. LXVI, p. 536.

ces exemples sont peu nombreux, et inférieurs, pour le fond comme pour la forme, à ceux qui ont été choisis et présentés par Ibelin.

Ibelin ne dit, sur les *plaideors* ou avocats, rien qui s'éloigne des idées reçues; et on doit lui savoir gré de terminer par cette recommandation, le chapitre qu'il consacre à leurs fonctions : « Si pri et requier et conseil à toz les plaideors, qu'il se gardent sur totes choses de perdre leur armes por plaideer; que trop aureit mau plaidee et le plait chier acheté, qui s'arme en perdra¹. »

Tout procès commençait par une plainte ou *claim*, à laquelle le défendeur répondait; et puis le plaid s'entamait. Ibelin enseigne au défendeur l'art de fuir le plaid, c'est-à-dire de rendre inutile la plainte par le moyen de chicanes et de faux-fuyants; mais ensuite, et avec une complète impartialité, il montre au demandeur comment à son tour il doit s'y prendre pour enfermer le défendeur dans ses propres filets². L'ajournement en cour devient pour notre jurisconsulte l'objet d'enseignements analogues³. Toute cette partie du livre d'Ibelin respire au plus haut degré l'esprit subtil qui donna naissance à la philosophie scolastique, dont au XIII^e siècle l'influence sur toutes les branches des connaissances humaines se faisait si péniblement sentir. Mais en déplorant de telles aberrations de l'intelligence, en regrettant qu'Ibelin n'ait pu s'élever au-dessus des faiblesses de son temps, nous l'absoudrons de ne pas avoir essayé de renverser des habitudes et des préjugés qui, à l'époque où il écrivait, jouissaient de toute leur force, et contre lesquels une tentative de réforme, si sage, si modérée qu'on la suppose, serait venue échouer sans aucun profit.

Ibelin traite de la garantie dans neuf chapitres très-étendus⁴. Navarre n'en avait consacré que trois à cette matière importante. Ibelin montre, avec beaucoup de détails et avec une grande clarté, quelles gens peuvent porter garantie devant la Haute Cour; comment on doit empêcher, rebuter ou tourner un garant, et ce que doivent dire et faire en cour les garants ou ceux qui les produisent.

Dans le système judiciaire de la féodalité, le code pénal ne comprenait, à vrai dire, que deux crimes, le meurtre et la trahison; et la procédure criminelle se bornait à poser les règles du duel judiciaire. La féodalité ne tarifait pas les crimes, les délits et les contraventions; elle punissait seulement deux attentats dont l'un était trop révoltant pour qu'il fût possible de le tolérer, et dont l'autre attaquait le principe même en vertu duquel elle existait. Le meurtre était le crime commun, habituel, vulgaire de ces temps de violences; il fallut donc le définir, le subdiviser, et nous ajouterions le punir, s'il était permis de regarder le duel comme une peine. Sous le terme générique de *trahison* étaient compris tous les délits graves qu'un vassal pouvait commettre à l'égard de son seigneur; les délits moindres constituaient la foi-mentie. Est-il nécessaire de dire que de la répression énergique et prompte de ces deux genres de délit dépendait le maintien de la féodalité, et qu'en cette matière nulle indulgence, nulle incertitude n'étaient tolérables? Ibelin a composé sur

¹ Chapitre xxvi, p. 51.

² Chapitres xxix-Li.

³ Chapitres lii-lx.

⁴ Chapitres lxx-lxxviii.

le meurtre¹ et sur la trahison² de véritables traités, dans lesquels il sépare avec précision le meurtre de l'homicide, la trahison apparente de la trahison simple, et où l'on trouve, développés et appuyés sur de longues formules de paroles, tous les moyens qui doivent être mis en pratique pour intenter ou pour repousser une action de ce genre. La législation sur ces matières étant restée la même en Orient et en Occident, le livre d'Ibelin fournit l'explication de diverses particularités que les historiens laissent dans l'ombre, et dont on demanderait en vain la raison aux jurisconsultes d'Europe. Rien dans les livres de Navarre, d'Ibelin ou de leurs disciples ne permet de penser que les épreuves judiciaires aient été en usage dans l'Orient, même à la première époque de la colonisation; ce qui ne doit point surprendre, car ce mode d'investigation judiciaire n'a jamais joui d'un grand crédit en France, où toute l'autorité appartenait au duel.

Le duel judiciaire est une matière de droit féodal que beaucoup de jurisconsultes, de maréchaux et de duellistes ont traitée tour à tour et avec une égale application. Il suffit de citer Fontaines, Beaumanoir, Bouteiller, Villiers de l'Isle-Adam, Hardouin de la Jaille, Olivier de la Marche et Honoré Bonnet, pour montrer qu'en France seulement, ce sujet a été épuisé. Cependant Ibelin est le plus ancien auteur qui soit entré dans des détails étendus sur tous les actes de ce long drame judiciaire; et quoique les règles du duel aient peu varié, il est beaucoup plus profitable de les étudier dans un ouvrage écrit à une époque où le duel dominait tout le système de procédure civile et criminelle, que d'aller les chercher dans des livres dictés plutôt par l'esprit scientifique que par l'expérience. Les seuls auteurs modernes qui aient parlé du duel judiciaire d'une manière exacte et complète, sont ceux qui n'ont pas puisé leurs preuves à une autre source que celle dont nous nous efforçons en ce moment de faire comprendre le mérite.

Ibelin termine ses recherches sur la procédure féodale par quelques explications relatives aux moyens que les parties devaient employer pour fausser une cour, c'est-à-dire pour obtenir qu'un jugement faussement ou méchamment rendu, fût réformé³. Ce qu'il dit sur ce sujet diffère beaucoup de ce que nous avons lu dans Navarre⁴; et il est facile de voir que cette voie de droit, si fréquemment suivie en Europe, l'était très-peu en Orient, où le respect dû aux arrêts de la justice se trouvait placé sous la sanction de lois plus qu'inhumaines. Il faut lire dans Navarre les peines que l'on infligeait à la partie qui avait succombé dans un faussement de cour, pour comprendre jusqu'où peut aller un législateur irrité. Mais de telles lois étaient inapplicables, et la justice trouvait dans les mœurs du temps une garantie qui la dispensait de les invoquer.

La procédure féodale, telle qu'elle est décrite par Ibelin, n'offre que lenteurs, détours, subtilités et chicanes misérables. On dirait que cette législation a pour but, non de faire triompher le bon droit, mais d'embarrasser les juges ou d'éterniser les procès; et nous ne pouvons comprendre que des seigneurs

¹ Chapitres LXXXII-XCIV.

² Chapitres XCV-XCVIII.

³ Chapitre CX.

⁴ Chapitre LXXXVII.

qui, dans le même jour, passaient du banc des conseils aux sièges des juges, pussent autoriser une sorte de comédie dont bientôt eux-mêmes ils devaient sentir l'inconvenance et les dangers. La source de ce mal se trouvait plus encore dans l'absence d'actes écrits que dans l'esprit subtil et pointilleux des Latins d'Orient. Lorsque toutes les formalités de la procédure s'accomplissaient de vive voix, à l'aide de demandes, de réponses, de déclarations, de dits, de contredits, de serments, de démentis; quand la mémoire seule des juges devait conserver le souvenir de ces flots de paroles contradictoires; quand enfin il n'y avait aucune loi écrite qui pût retirer juges, parties, conseils et avocats du dédale où ils s'étaient perdus, comment supposer que le désordre ne dût pas être le principe, et l'injustice le terme d'un semblable système de procédure? C'est là le défaut capital de la législation d'outre-mer. Il est difficile d'expliquer comment cette législation qui était, sur tant de points, supérieure à toutes celles de l'Europe, leur resta, sur celui-ci, si complètement inférieure. Les idées de droit jouissaient en France, à l'époque où écrivait Ibelin, d'une grande popularité. Assurément les baillis n'avaient pas moins de goût pour les luttes judiciaires que les seigneurs d'Orient; cependant les *Olim* nous apprennent que la procédure qui régnait dans le Parlement, comme dans les assises bailliagères, était simple, expéditive, et toujours dirigée par une équité sévère.

Ibelin s'occupe ensuite de la pleigerie ou cautionnement féodal. Lorsqu'on réfléchit à la nature rigoureuse des obligations féodales, à cet échange continu, entre le seigneur et le vassal, de services et de devoirs, et à la communauté d'intérêts qui les unissait l'un à l'autre, on comprend que le vassal, enrichi par les bienfaits de son chef, ne devait pas rester étranger aux revers de fortune que celui-ci éprouvait: il était donc obligé de le cautionner sur son fief. De même, les liens de la pairie, sans faire de la pleigerie une obligation étroite pour chacun des covassaux, rendaient ce contrat très-commun pendant le moyen âge. On ne doit être surpris ni du nombre infini de chartes de pleigerie qui se sont conservées, ni des détails étendus dans lesquels les juriscultes d'Orient et d'Occident sont entrés sur cette matière; mais nous avons encore ici à signaler une différence sensible entre les coutumes de l'Europe et celles du royaume de Jérusalem.

En France, où les principes féodaux avaient déjà reçu des atteintes si graves, l'obligation de cautionner le seigneur ne pesait plus sur tous les vassaux, et ceux qui y étaient restés soumis, ne devaient répondre pour leur seigneur que jusqu'à la concurrence d'une année du revenu de leur fief. Ibelin nous apprend qu'en Orient l'obligation était générale et commandait au vassal de vendre son fief pour payer les dettes du seigneur. En France la pleigerie résultait d'une stipulation ordinaire que les seigneurs et les vassaux pouvaient admettre ou rejeter, étendre ou restreindre. En Orient elle était la loi générale des fiefs, et le témoignage éclatant de la conservation des principes féodaux. En effet, dans les pays où le fief tendait à devenir patrimonial, c'est-à-dire la propriété directe du vassal, les droits du propriétaire primitif, regardés comme des prétentions injustes, étaient chaque jour attaqués ou méconnus;

il ne faut donc pas s'étonner que la pleigerie y eût été réduite aux mesquines proportions d'un contrat privé ; mais ce changement ne put pas s'introduire dans une législation qui regardant le seigneur comme le véritable et seul propriétaire, lui reconnaissait le droit de rentrer dans sa propriété, quand les conditions de la concession avaient été enfreintes, et qui n'aurait pas permis au vassal de rester riche et tranquille, quand son seigneur était pauvre et menacé. Ibelin décrit avec exactitude le caractère, la forme et toutes les conséquences de cette obligation, sur laquelle on trouve également, dans les anciennes coutumes de la France, de précieux détails.

Ibelin ne s'est occupé dans les cent trente-huit chapitres dont nous venons de faire connaître le contenu, que de coutumes et d'usages qui étaient de simples conséquences des principes de la féodalité ; il lui reste à accomplir la portion la plus étendue, la plus curieuse, mais aussi la plus difficile de sa tâche : il faut qu'il réunisse à sa dialectique abondante et sévère les trésors de sa science et les lumières d'une longue pratique, pour déterminer dans toutes leurs particularités les lois qui régissaient le fief, et pénétrer par cette voie dans les secrets de la société féodale, objet constant de ses méditations. Dans une longue série de chapitres¹ disposés avec un ordre, sinon parfait, au moins suffisant pour que la suite des idées ne soit pas rompue, Ibelin a renfermé un traité des fiefs complet, et supérieur à tout ce que le moyen âge nous a légué en ce genre. L'époque où florissait le comte de Jaffa, vit naître en France, en Angleterre et en Espagne des codes de lois ou des ouvrages de jurisprudence qui jouissent, et à juste titre, d'une grande renommée ; mais nous allons montrer, en peu de mots, que chercher dans ces produits d'une civilisation mélangée l'esprit de la féodalité pure, comme on fait habituellement, c'est méconnaître le caractère des époques, c'est demander à un arbre vieilli et privé de sève, les fruits qu'il produisait aux jours de sa verdeur.

Nous avons déjà indiqué, mais d'une manière générale², les causes qui établissaient une différence sensible entre les opinions des jurisconsultes d'Orient et celles des jurisconsultes d'Occident ; nous avons dit que ces écrivains qui ont vécu à la même époque, semblent, tant leurs idées sont opposées, être séparés les uns des autres par un intervalle de plusieurs siècles : un examen rapide de leurs écrits mettra cette vérité hors de doute.

Les Établissements de saint Louis, auxquels plusieurs écrivains refusent à tort le caractère authentique d'un code de lois, sont un monument de législation digne d'éloges, surtout si l'on remarque qu'il fut élevé dans un temps et dans un pays où régnait, sur les matières de droit, une anarchie complète. Le droit féodal, le droit romain et le droit canonique, rapprochés aussi bien dans leurs contrastes que dans leurs analogies, formaient un ensemble difforme et bizarre, et dont la fragilité éclatait à tous les regards. Saint Louis conçut la pensée d'opérer une fusion entre ceux de ces éléments de droit qui avaient entre eux quelque analogie, d'exclure les autres, et de donner au produit de ce travail synthétique l'autorité d'une loi écrite. Ce but est indiqué clairement dans le titre même des Établissements, où nous lisons que ce code

¹ Chapitres CXL-CXLIX.

² Page XL.

fut composé « par les concordances des lois et des canons et des decretales, « pour confirmer les bons usages et les anciennes coustumes qui sont tenues « el royaume de France¹. » Ici, comme dans d'autres entreprises non moins grandes et non moins difficiles, saint Louis échoua, parce qu'il voulut devancer la marche du temps; mais il posa des principes et donna un exemple qui ne furent pas perdus. Si l'on pouvait penser que dans ce code, ouvrage de clercs et de légistes, ennemis déclarés de la féodalité, se trouvent renfermés les éléments véritables de cette forme de gouvernement, alors il faudrait admettre qu'en vertu de ces principes, la royauté devait dominer tous les intérêts sociaux, l'aristocratie lutter avec peine pour le maintien de ses prérogatives, les habitants des villes jouir du droit de se défendre et de se régir par leurs propres lois, et le peuple des campagnes passer régulièrement du servage à la liberté, et de la liberté à la bourgeoisie; il faudrait supposer que les principes du droit romain pouvaient se marier sans effort aux usages féodaux, et que les formes de procédure reçues dans les cours ecclésiastiques, étaient les seules qui convinssent aux cours féodales; en un mot, il faudrait rapprocher les idées les plus contradictoires. Ce que nous venons de dire des Établissements, nous le redirons, et avec plus de raison encore, des *Siete Partidas* d'Alphonse IX, roi de Castille. Ce code si vaste, si clairement rédigé, et distribué avec une méthode si rigoureuse, est l'œuvre non pas d'un législateur qui conforme ses prescriptions aux idées, aux mœurs et aux besoins de son peuple, mais d'un publiciste qui laisse courir ses pensées vers une perfection idéale. Quant à la féodalité, si puissante en Espagne au XIII^e siècle, Alphonse, en lui consacrant seulement trois chapitres², et en réservant toute son admiration pour les théories du législateur romain, a pu montrer l'éloignement qu'il ressentait pour ce système politique, mais non approfondir un sujet aussi vaste et aussi obscur.

Nous retrouvons, et il était facile de le prévoir, dans les jurisconsultes français et anglais, l'esprit qui animait saint Louis et Alphonse IX. Pierre de Fontaines poussa jusqu'à l'exagération, dans un ouvrage dont on n'a imprimé qu'une partie, la pensée de saint Louis, et entreprit de soumettre les doctrines de la féodalité à l'empire absolu du droit romain; idée chimérique et que ne peuvent excuser l'injustice des principes féodaux ni la sagesse des lois romaines. Philippe de Beaumanoir, esprit plus exact, plus positif, mieux instruit, ne s'abandonne à aucune préoccupation, et reproduit, avec autant de simplicité que d'intelligence, les idées qui circulent et les faits qui se passent sous ses yeux. Son ouvrage n'est pas seulement un livre de jurisprudence, c'est de plus un tableau fidèle de la société française après les grandes réformes opérées par Louis le Gros, par Philippe-Auguste et par saint Louis, tableau tracé avec une rare perfection par un bailli, c'est-à-dire par un de ces magistrats qui faisaient au principe féodal, personnifié dans les seigneurs, une guerre incessante, qu'ils ne craignaient pas de transporter du sein de leurs tribunaux en rase campagne. Assurément l'esprit féodal reluit à un plus haut degré dans les

¹ *Ordonnances des Roys de France*, t. I, p. 107.

² Quarta Partida, t. xxiv, *Del debdo que han los homes*

con sus señores por razon de naturaleza; t. xxv, *De los vasallos*; t. xxvi, *De los feudos*.

livres des légistes anglais de ce temps, dans les écrits de Bracton, de Britton, de Hornes, et de ce jurisconsulte anonyme dont l'ouvrage a reçu le titre de *Fleta*. Il existe même une sorte d'analogie entre Britton et Ibelin; et cette analogie, qu'on ne peut méconnaître, serait devenue une ressemblance complète, si les jurisconsultes anglais du XIII^e siècle ne se fussent pas trouvés dans la nécessité de continuer l'œuvre de leurs prédécesseurs, qui consistait à opérer un rapprochement entre les mœurs féodales des vainqueurs normands et la civilisation anglo-saxonne des indigènes. Guillaume le Conquérant et Henri I avaient tenté cette entreprise directement et par des lois précises; les jurisconsultes du XIII^e siècle comprirent que pour consommer cette transaction laborieuse, il fallait appeler les deux civilisations sur un terrain neutre: ce terrain ne pouvait être que le droit commun. Voilà pourquoi l'on trouve dans le livre de l'évêque d'Hertford tant d'idées générales, tant de définitions puisées aux sources du droit naturel, tant de vues nouvelles et quelquefois hasardées. Tout ce qui chez lui tient à la forme est féodal, mais le fond ne l'est plus. Les jurisconsultes anglais se gardent bien d'attaquer ouvertement la féodalité; mais en cherchant à soumettre ses usages aux règles éternelles du juste et de l'injuste, ils mettent, sans le vouloir, ses vices au grand jour, et préparent aussi efficacement sa ruine que pouvaient le faire les légistes français par leurs agressions directes et violentes.

Les diverses écoles de jurisprudence féodale de l'Europe différaient entre elles sur le choix et sur l'emploi des moyens, mais non sur le but; toutes elles coopéraient activement à la restauration du pouvoir royal, toutes elles marchaient à la destruction plus ou moins prochaine de la féodalité. Pour trouver le dogme féodal admis avec une soumission aveugle, il fallait traverser les mers, et aller chercher sous le ciel de la Syrie la vieille civilisation française, qu'aucune idée nouvelle, qu'aucune pensée de réforme ne venait troubler dans sa paisible domination. Le plus grand mérite des jurisconsultes d'outre-mer, fut une conséquence de la situation politique des pays où ils vivaient; s'ils fussent nés en Europe, ils auraient adopté les idées qui régnaient dans cette contrée, et peut-être ne se seraient-ils pas élevés aussi haut que Beaumanoir et que Britton. Mais nous ne cherchons pas à apprécier le mérite relatif de tous ces auteurs, et notre seule intention est de montrer qu'Ibelin, par l'effet des idées et des mœurs au sein desquelles il était né et il vivait, se trouvait dans l'impossibilité de ne pas tracer un tableau exact de la féodalité pure, tandis que ses rivaux d'Europe étaient soumis à l'empire d'une nécessité absolument contraire.

Ibelin ouvre la partie de son livre qu'il consacre au régime des fiefs, par une exposition des règles générales de l'inféodation, et nous fait voir que, dans le royaume de Jérusalem, cet acte n'avait pas été, comme en Europe, poussé jusqu'à l'abus. Tout s'inféodait en France, et les lois du contrat féodal, ne reposant plus sur une base réelle, manquaient de force. En Orient, l'inféodation ne pouvait porter que sur des biens-fonds ou sur des rentes; l'engagement synallagmatique qui unissait le seigneur au vassal ayant dès lors une cause sérieuse, les effets de cet acte conservaient toute leur rigueur.

Après avoir ensuite développé un autre principe non moins général, la distinction des biens en propres et en acquêts, Ibelin aborde l'importante matière des successions.

Si énergique que fût la féodalité, elle ne l'était pas assez pour asservir à une loi uniforme l'exercice du droit de successibilité; elle rencontra chez les divers peuples de l'Europe des habitudes anciennes et vivaces qu'elle fut contrainte de respecter. Il existait donc, comme nous l'avons dit précédemment, dans tous les États de cette contrée, une grande variété sur ce qui se rapportait aux successions. Les Croisés adoptèrent, en cette matière, le principe aristocratique, après l'avoir approprié aux besoins de la société militaire qu'ils voulaient fonder; ainsi, ils reconnurent le droit d'aînesse; mais ils empêchèrent l'accumulation de plusieurs fiefs sur une même tête, afin de fournir des moyens d'existence à un plus grand nombre de guerriers. Le fils aîné recueillait tous les fiefs de son père, quand ces fiefs n'étaient pas chargés de service; dans le cas contraire, un partage avait lieu, auquel les filles mêmes, qui ensuite faisaient desservir leurs fiefs par leurs maris, prenaient part, si toutefois le nombre des fiefs se trouvait plus grand que celui des héritiers mâles.

A la mort du feudataire, le fief retournait au seigneur, qui le rendait à l'héritier, après avoir reçu, dans un délai fixé, son hommage et son serment de fidélité. Cette règle était la base fondamentale de la féodalité; et pour déterminer si dans un pays quelconque ce système politique a subi des atteintes graves, il suffit de rechercher si l'autorité de cette maxime y est ou n'y est pas respectée. En France, le droit du seigneur ou du propriétaire primitif n'était plus attesté, dès le ^{xiv}^e siècle, que par des actes sans importance, que par de vaines cérémonies qui rappelaient l'existence antérieure du droit, mais ne le faisaient pas revivre. Chez les Chrétiens d'Orient, le principe du contrat féodal s'était mieux conservé; cependant on ne peut nier qu'ils lui eussent porté une atteinte, quand ils admirent la saisine de plein droit en faveur du fils aîné ou de la fille aînée; car toute saisine de ce genre, quelles que soient ses limites, est exclusive des droits du seigneur. La saisine jouit d'une si grande faveur dans les sociétés peu avancées; elle semble un moyen si simple, si favorable, si assuré de prévenir les débats, de suppléer au silence de la loi, et de fortifier le droit de propriété, qu'il faut plutôt s'étonner que la législation d'outre-mer ne lui ait pas accordé une autorité plus étendue.

Ibelin explique ensuite la procédure à suivre dans la requête de fief, et donne, sur la minorité et le bailliage, des détails qui montrent qu'en cette matière il existait une conformité exacte entre les usages de l'Orient et de l'Occident. Le bail ou tuteur n'était pas un simple administrateur de la personne et des biens du mineur, ce qui aurait, par le fait, laissé le fief vacant; mais il se mettait au lieu et place du mineur, faisait hommage au suzerain, desservait le fief, de telle sorte que la présence d'un enfant dans les rangs de la hiérarchie féodale n'y occasionnait aucun désordre et demeurait même inaperçue.

L'hommage, la ligèce, le serment de fidélité; la vente, l'échange, l'abandon, le dépôt et la confiscation des fiefs, sont des matières de droit féodal

sur lesquelles l'auteur porte successivement toute son attention. Les usages qu'il décrit dans cette partie de son livre étaient, pour la plupart, conformes aux anciennes coutumes de l'Europe; mais il pénètre si avant dans la connaissance des matières qu'il traite, son esprit est si judicieux, ses lumières si abondantes, sa discussion si solide et si riche, qu'il change complètement les idées que l'on avait sur certains usages dont les jurisconsultes d'Europe ne parlent pas, et qui ne se trouvant mentionnés que dans les chartes, passaient à tort, moins pour des coutumes générales, que pour le résultat de conventions particulières et accidentelles : la recommandation et l'estreémement des fiefs sont dans ce cas.

Navarre avait posé les prolégomènes de la théorie des relations féodales, et s'était arrêté. Ibelin reprend et achève l'œuvre de son prédécesseur. Le genre de discussion qu'il a adopté et l'emploi fréquent qu'il fait du langage direct, donnent à ses recherches sur les obligations réciproques du seigneur et du vassal, ou des vassaux entre eux, une vie, un mouvement, un intérêt qui doivent frapper et attacher les esprits les moins disposés à l'étude de la jurisprudence. Il est difficile, en effet, qu'on ne soit pas intéressé par une peinture si détaillée et si vraie de cette société féodale, au sein de laquelle vivaient, par un rapprochement étrange, les idées de droit les plus précises à côté d'une pratique habituelle de la violence. Comment pourrait-on expliquer le caractère des seigneurs féodaux, de ces gentilshommes qui contractaient, dans l'agitation d'une vie guerrière, avec un orgueil indomptable, la haine et le mépris de toute autorité différente de la leur; pour lesquels cependant la cour féodale était une institution puissante, vénérable, et dont ils ne devaient approcher qu'avec respect et soumission, si le comte de Jaffa ne nous apprenait que cette cour doit moins être considérée comme un tribunal que comme une assemblée politique et souveraine, dans le sein de laquelle les intérêts de la seigneurie et les intérêts particuliers des vassaux étaient exposés et librement débattus? La suzeraineté n'appartenait point au seigneur : il n'en avait que le titre apparent; le pouvoir suprême résidait dans l'assemblée de tous les intéressés, qui seule possédait le droit de dépouiller un vassal de son fief. Cette idée sur la souveraineté qui sert aujourd'hui de base à la constitution des gouvernements représentatifs de l'Europe, fut adoptée et mise directement en usage par l'aristocratie féodale.

Ibelin entre dans de très-longes développements sur la semonce ou sommation adressée par le seigneur au vassal de remplir les devoirs de son fief¹. Au premier moment, on ne conçoit pas qu'un acte aussi simple puisse exiger tant d'explications; mais on reconnaît bientôt, en cette matière, l'influence d'une des plus graves modifications que la législation d'outre-mer ait introduites dans les usages généraux de la féodalité. Il importait aux vassaux de n'acquitter que les devoirs rigoureusement exigibles, et de les acquitter selon l'usage fixé par la coutume; or comme ils dominaient dans les cours féodales, et que leur autorité, ainsi que nous l'avons déjà dit, y primait celle des seigneurs, ils parvinrent à entourer la semonce civile et militaire d'une multitude

¹ Chapitres CCXI-CCXXVIII.

de formalités minutieuses, dont l'omission suffisait pour entraîner la nullité de la réquisition la plus fondée et la plus urgente. L'art, si peu favorable à la bonne et prompte défense du royaume de Jérusalem, d'apprécier le mérite d'une semonce, la légalité de sa forme, l'étendue de ses effets, les conséquences probables du refus ou de l'acceptation, constituait une véritable science, dans laquelle Ibelin, comme tous les grands maîtres plaideurs, excellait, et dont il dévoile les secrets avec un parfait désintéressement.

Ibelin termine ses recherches sur l'usage des fiefs par quelques notions relatives à l'état des vilains ou des serfs¹. On comprend qu'il ne pouvait pas entrer dans l'esprit d'un jurisconsulte d'Orient, et surtout du puissant seigneur de Jaffa et d'Ascalon, de prendre la classe populaire et agricole pour l'objet de ses études; s'il est conduit à abaisser ainsi ses regards, c'est uniquement dans l'intérêt des seigneurs qu'il le fait, et pour leur enseigner comment ils doivent poursuivre leurs serfs fugitifs, quelles règles il leur convient d'adopter pour l'échange de ces malheureux, et à qui reviennent les enfants nés d'un mariage contracté entre deux serfs appartenant à des seigneurs différents. Du reste, pas un mot sur l'affranchissement, pas un mot d'où l'on puisse induire qu'Ibelin vît dans les serfs autre chose que des instruments de travail. La classe des esclaves ne pouvait guère, en Syrie, être considérée différemment; mais en Chypre elle jouissait d'un état meilleur, et qui permettait à un serf laborieux de passer successivement par tous les degrés qui séparaient l'esclavage absolu d'une liberté à peu près complète. On doit penser qu'Ibelin n'a pas voulu approfondir un sujet sur lequel, même en Orient, il y avait plus à dire qu'il n'a dit.

Ici Ibelin arrête ses recherches sur la législation féodale; car ce qui suit dans son livre, se rapporte à l'administration du royaume de Jérusalem, dont en commençant il avait esquissé les principaux traits. Les notices qu'il donne sur les fonctions des grands officiers de la couronne, c'est-à-dire du sénéchal, du connétable, du maréchal et du chambellan; sur les divisions ecclésiastiques et judiciaires du royaume, et sur les services et aides qui étaient dus au roi par les barons, les églises et les bourgeois de la principauté de Jérusalem, achèvent de prouver combien était sage et prévoyante l'organisation que les premiers Croisés adoptèrent lors de l'établissement de leurs colonies d'Orient.

L'analyse qu'on vient de lire du plus beau monument de droit féodal que le moyen âge nous ait légué, paraîtra sans doute insuffisante; nous ne croyons pas cependant qu'il eût été possible de la rendre plus rigoureuse. Ibelin n'a pas composé un ouvrage scientifique, dans lequel les principes généraux, après avoir été soigneusement définis, seraient venus se classer, avec leurs conséquences, dans l'ordre que détermine une logique sévère; animé du désir de séparer le certain de l'incertain, les véritables assises de celles qui ne possédaient qu'une autorité usurpée, il a moins considéré l'ensemble de la législation du royaume de Jérusalem, que les parties de cette législation où l'influence d'une jurisprudence erronée se faisait sen-

¹ Chapitres CCLII-CCLV.

tir. Il examine chaque usage isolément, pèse au poids d'une conscience sévère et d'un esprit éclairé la légalité de cet usage, l'admet ou le rejette, et porte ensuite son attention sur un autre. C'est ainsi qu'il parcourt les diverses branches de la législation féodale, attaquant les difficultés, les incertitudes, les contradictions de la coutume, et accordant à peine un mot aux dispositions qui ne sont pour les jurisconsultes l'objet d'aucun doute. En suivant cette méthode, on n'enrichit pas la science d'un ouvrage accompli, mais on fournit aux juges, aux parties et aux légistes un guide fidèle et assuré.

Le caractère du livre étant connu, l'auteur se trouve, par cela même, justifié de quelques reproches qu'on serait, au premier abord, tenté de lui adresser. L'accusera-t-on de ne jamais sortir du cercle étroit tracé autour de lui par les idées féodales; de ne voir que le fief comme fondement des rapports qui peuvent exister entre les hommes; de ne pas même supposer qu'il y eût dans les lois romaines un trésor de vérités dont l'Europe jouissait avec bonheur; et de continuer de porter le joug pesant de la tradition quand il lui était si facile de s'en affranchir? Mais ce sont précisément ces défauts qui composaient le caractère des jurisconsultes d'outre-mer. Dépouillez-les de leurs préjugés, rendez-les accessibles aux idées nouvelles, animez-les de haine contre la féodalité, et alors vous aurez des docteurs habiles, savants, laborieux, très-propres à siéger dans les parlements du roi de France ou à présider les assises d'un bailliage, mais ce ne seront plus ces fiers et illustres légistes de Ptolémaïs et de Nicosie, derniers et ardents défenseurs des traditions féodales. En jugeant Ibelin sur ce qui lui était naturel et propre, en n'exigeant pas de lui des qualités qu'il ne pouvait posséder, on trouve dans son esprit de l'étendue, de la force, beaucoup de rectitude et une abondance quelquefois trop peu contenue. Se propose-t-il d'approfondir et de résoudre une question de droit importante et obscure, il commence par développer, avec une grande richesse d'argumentation, les deux solutions opposées que cette question peut recevoir; il tient ainsi pendant quelque temps le lecteur en suspens entre des raisons contraires, mais qui semblent d'une égale force; puis portant tout à coup l'effort de sa dialectique sur la véritable difficulté, il la fait clairement comprendre et la résout en peu de mots. Il y a de l'habileté et du prestige dans cette méthode qu'une des plus célèbres écoles philosophiques de l'antiquité avait également adoptée, mais nous ne pensons pas qu'Ibelin eût été libre d'en choisir une autre. A l'époque où il écrivait, l'autorité des jurisconsultes n'était pas assez bien établie pour qu'ils osassent aborder franchement les questions de droit et sans s'arrêter à discuter le mérite d'opinions qui leur semblaient fausses, quoiqu'elles fussent soutenues par des esprits éclairés et même par les tribunaux. Quand il régnait de l'incertitude sur les premiers éléments du droit, il y aurait eu une sorte d'audace à prononcer dogmatiquement, et à imposer des idées qui ne pouvaient pas triompher par leur seul mérite. Philippe de Navarre trahit, pour ainsi dire, à chaque pas, les scrupules qui assiégeaient sa conscience et son esprit. Sans cesse nous l'entendons déclarer qu'il croit, mais qu'il n'ose pas affirmer avoir trouvé la vérité. Ibelin est moins circonspect, moins timide, son langage a plus de fer-

meté; néanmoins le soin qu'il met à exposer, sur toute question de droit, avec une égale abondance de preuves, les deux opinions contraires, montre qu'il n'est pas toujours assuré de ravir à l'erreur son crédit : dans le doute, c'était agir sagement que de rapporter avec une minutieuse exactitude tous les éléments d'une jurisprudence inconstante.

Si l'on compare le livre d'Ibelin aux ouvrages des juriconsultes français, et surtout des juriconsultes de la seconde époque, des Dumoulin, des d'Argentré, des Chopin, des Basnage, etc., il paraîtra très-incomplet. En effet, il est certaines parties du droit féodal, telles que les testaments, les obligations, la dot, l'affranchissement et les droits seigneuriaux, dont l'auteur ne fait aucune mention; il en est d'autres, telles que le mariage, les donations, le retrait, sur lesquelles il arrête à peine son attention. Nous nous sommes assez attachés à faire comprendre la différence qui existait entre la féodalité d'Occident et celle d'Orient pour que nous soyons dispensés de revenir sur ce sujet : nous ajouterons seulement qu'en Occident le droit commun avait pénétré dans le droit féodal, et modifié, conformément à ses règles particulières, les usages de la féodalité; tandis qu'en Orient le fief continuait d'être la source unique de toutes les relations sociales des nobles entre eux. Ibelin ne parle pas des testaments, d'abord parce que cette matière appartenait à la juridiction ecclésiastique, et ensuite parce que le droit de tester était très-restreint dans un pays où la loi réglait rigoureusement la transmission des biens et où les propriétaires apparents ne jouissaient que d'une possession résolutoire; il ne dit rien des droits seigneuriaux, parce que ces droits ne pouvaient pas exister là où le seigneur était le maître absolu de la personne et des biens de ses sujets; enfin, il considère le mariage d'un point de vue restreint, parce que cet acte, sous le rapport religieux, relevait, comme le testament, de la législation canonique, et que le droit féodal s'en occupait seulement pour constater l'obligation où était la vassale de ne point se marier sans le consentement de son seigneur. Il serait facile de multiplier ces explications; mais nous ne croyons pas qu'il soit nécessaire d'insister pour prouver que l'ouvrage d'Ibelin, qui en Europe aurait été regardé, et avec raison, comme très-incomplet, contient un tableau exact et suffisamment étendu de tous les usages féodaux, tels qu'ils existaient dans les royaumes de Jérusalem et de Chypre. Nous ne nous arrêterons pas davantage sur le mérite de ce livre; il vaut mieux laisser parler l'histoire, qui va nous montrer l'autorité d'Ibelin grandissant de jour en jour, jusqu'à ce qu'enfin elle reçoive une consécration publique et solennelle.

Une foule de juriconsultes entrèrent dans la voie nouvelle que Navarre et Ibelin venaient de parcourir. Le prestige qui entourait la tradition orale étant évanoui, des exemples mémorables ayant été donnés de soumettre à une libre et complète discussion l'esprit et les dispositions des anciennes Assises, rien ne pouvait plus s'opposer à ce que l'aptitude et le goût des seigneurs d'outre-mer pour l'étude du droit féodal, se déployassent en liberté. Nous ne possédons malheureusement que quatre des ouvrages de jurisprudence qui furent publiés en Orient par des contemporains d'Ibelin et à son imitation : l'un

fut écrit par Jacques d'Ibelin, l'autre par Geoffroy le Tort : les auteurs des deux derniers sont restés inconnus.

Jacques d'Ibelin vivait à la même époque que le comte de Jaffa; mais celui-ci mourut en 1266, étant encore peu avancé en âge, tandis que son parent dut prolonger ses jours jusque dans les dernières années du XIII^e siècle. L'histoire ne nous apprend rien sur Jacques d'Ibelin; mais un manuscrit des Assises de Jérusalem nous a conservé le discours qu'il prononça dans Acre, en présence du roi d'Angleterre Édouard I, en 1271 ou 1272, pour réfuter l'opinion que le roi Hugues III venait d'émettre sur l'étendue du service militaire, discours qui donne une haute idée des lumières et de l'éloquence de Jacques d'Ibelin. Le livre de jurisprudence qu'il composa est un recueil clair, substantiel, mais trop abrégé, des principes généraux du droit d'outre-mer. L'auteur n'entre dans aucun détail, et ne s'occupe ni de procédure ni de plaid; son travail ne peut donc pas avoir à nos yeux un grand prix; cependant il est juste de reconnaître qu'on y rencontre quelques notions que le comte de Jaffa n'a pas données, et qui sont précieuses à recueillir. Sans l'ouvrage de Jacques d'Ibelin, on ignorerait que les jugements des cours féodales devaient se rendre séance tenante, et quel était le sens de ces formules de *si* et de *quand*, fréquemment employées dans les actes préparatifs du duel judiciaire. Il est encore d'autres points sur lesquels les recherches de Jacques d'Ibelin complètent celles de ses prédécesseurs.

Nous ne possédons pas le livre que Geoffroy le Tort, ce seigneur « qui estoit tenu à moult bon plaideur et ancien chevalier, » composa sur les Assises de Jérusalem; il ne nous en est parvenu que deux fragments, qui ne sont propres à donner ni l'un ni l'autre une idée suffisante de cet ouvrage : il semble résulter du premier que le Tort s'était proposé, comme Jacques d'Ibelin, de faire un extrait succinct des matières contenues dans le livre du comte de Jaffa; le second, qui est authentique et n'a pas été retouché ni remanié par les copistes, indique un ouvrage original, quoique analogue à celui d'Ibelin. Il ne serait pas juste d'asseoir un jugement sur des bases aussi peu certaines. Nous nous bornerons donc à dire que la préface mise par le Tort en tête de son livre, et que nous possédons, respire cette honnêteté et révèle ces appréhensions qui nous ont frappés dans Navarre. « Je metrai, dit-il, en « cestui livre ce que je ai veu user, et que je ai oï retraire et raconter en court « et hors court. Et bien porra avenir que touz ceaus qui orront cest livre ne « s'i acorderont mie : et si porra bien estre que aucuns seront qui verront le « damage d'eaus, où il de leurs amis y sera, si leur sera à poy dou droit en- « contre le profit; ne à aucuns autres qui vorront mostrer que il soient sages, « si se paineront de metre poinz et sotillances encontre ces diz qui sont en « cest livre. Et en ce ne me met je mie en force; quar qui voudra, il donra « foy à moi et à mon livre, et qui ne le voudra croire, tel soit de lui. » Il est regrettable que l'ouvrage d'un homme qui joignait à tant de droiture une grande fermeté d'esprit, n'ait pas mieux résisté aux injures du temps et aux corrections des copistes.

¹ Page 444.

Il serait inutile de parler ici de la Clef des Assises, ouvrage qui n'offre guère autre chose que le recueil des titres de chapitres du livre d'Ibelin, si cet ouvrage, peu important par lui-même, ne nous fournissait l'occasion de signaler l'esprit qui s'empara de l'école d'Orient peu après la publication du livre d'Ibelin.

Ibelin, successeur de Navarre, s'attache à expliquer et à étendre les doctrines de son maître. Jacques d'Ibelin et le Tort, successeurs du comte de Jaffa, s'occupent au contraire de presser et de resserrer les belles et longues déductions de leur auteur. Le jurisconsulte qui rédigea la Clef des Assises vient ensuite, et porte au dernier degré ce goût de l'abréviation. Rien là ne doit nous surprendre, si ce n'est la rapidité avec laquelle la jurisprudence parcourut en Orient des périodes qui, dans l'histoire des sciences, sont d'ordinaire séparées par de longs espaces de temps. Navarre posa les bases d'une appréciation rigoureuse et approfondie des traditions orales; Ibelin compléta l'œuvre entreprise par son devancier, et la jurisprudence fut fixée. Alors se présentèrent des abrégiateurs qui voulurent faire descendre la doctrine des régions élevées où elle avait été élaborée, pour la mettre à la portée de tous les esprits, la répandre dans les rangs divers de la société féodale, en un mot, la populariser. Ces écrivains rendirent très-peu de services à la science, mais ils en rendirent beaucoup à leurs concitoyens; et quoique nous ne soyons pas juges de ce genre de mérite, nous ne devons pas moins le reconnaître et l'honorer.

Il faut maintenant porter notre attention sur un ouvrage relatif aux Assises de la Haute Cour, auquel nous avons donné, en nous autorisant des termes de son préambule, le titre de *Livre au Roi*, et qui, par sa forme, diffère totalement de ceux dont nous venons de parler.

Les royaumes de Jérusalem et de Chypre étaient des États aristocratiques, dans lesquels les rois n'exerçaient que le pouvoir militaire. La souveraineté résidait dans les Hautes Cours, et l'assise ne pouvait être faite « que par l'acort des barons et hauts homes. » La puissance et le caractère des seigneurs d'Orient contribuaient encore à maintenir les rois de ces pays dans un assujettissement complet. Cependant, si restreinte qu'elle fût, leur autorité jetait, surtout en Europe, beaucoup d'éclat, et elle alluma plus d'une fois d'ardentes ambitions. Il importait donc que son caractère et ses limites fussent exactement déterminés; et le silence que gardent sur ce sujet Navarre et Ibelin, car ce dernier ne parle du roi qu'à propos de la cérémonie du couronnement, est fait pour étonner. L'auteur du *Livre au Roi* paraît s'être proposé de combler cette lacune : le préambule et les huit premiers chapitres de son livre témoignent de cette intention; mais après avoir donné, sur les droits du roi et de la reine, sur la successibilité au trône et sur la régence, des explications intéressantes, il se détourne et entre dans l'étude du droit féodal. Ce jurisconsulte, sans s'astreindre à aucun ordre méthodique, signale un grand nombre d'assises et d'usages qui ont échappé aux recherches des autres légistes. C'est à lui que nous sommes redevables de connaître une assise du roi Baudouin II sur la confiscation des fiefs, les lois pénales relatives aux violences commises par les chevaliers contre les bourgeois et réciproquement, les usages reçus sur

le *restor* ou l'entretien des chevaux des chevaliers, sujet si important pour les seigneurs de la Syrie; les lois contre les chevaliers renégats, et diverses dispositions des lois sur les successions.

La forme du Livre au Roi doit également attirer notre attention. On connaît les scrupules, les incertitudes et les craintes qui ne cessaient de poursuivre Navarre et Ibelin; on sait que, pour justifier leur entreprise, ils crurent nécessaire d'entrer, sur chaque assise, dans de longues explications. Telles ne sont pas les dispositions d'esprit de notre jurisconsulte: au lieu d'argumenter sur les assises et sur les coutumes, il en donne le texte précis; en sorte que son livre a toutes les apparences d'un code et ne ressemble en rien à un ouvrage de jurisprudence. Le droit d'outre-mer s'y montre avec les signes de la fixité, et l'auteur, loin de rechercher timidement ce qui constitue la loi, le déclare sans hésitation et avec autorité. On serait, au premier aspect, disposé à croire que ce livre est très-ancien et qu'il fut composé à une époque où les Lettres du Sépulcre fournissaient une base assurée aux méditations des légistes; mais quelques indices nous montrent que la date de sa rédaction doit être placée entre les années 1271 et 1291, et qu'il faut expliquer différemment le caractère particulier de cet ouvrage. L'auteur était sans nul doute un jurisconsulte de la cour d'Acre; en effet, toutes ses recherches se rapportent à la législation du royaume de Jérusalem, et il ne lui arrive pas une seule fois de nommer le royaume de Chypre; or il devait exister plus de notions exactes sur les anciennes assises dans la Syrie qu'en Chypre, car les lois de Godefroy, ou les principes sur lesquels ces lois reposaient, ayant régi pendant un siècle la Syrie avant d'être transportés en Chypre, la jurisprudence dut rester moins obscure dans le premier de ces pays que dans le second. Si nous possédions plusieurs ouvrages semblables à celui-ci, nous pénétrerions plus profondément dans la connaissance de la véritable législation des Latins d'Orient, puisque les légistes de l'île de Chypre ne l'ont étudiée qu'à une époque où elle avait perdu toute certitude. Le Livre au Roi ne paraît être qu'un fragment d'un ouvrage complet et étendu sur les diverses parties de la législation féodale d'Orient. Peut-être cet ouvrage était-il celui de Montréal, dont il nous reste à parler.

Nous ne pouvions pas terminer cette revue des écrivains qui ont fondé et illustré l'école de jurisprudence d'outre-mer, sans rappeler le nom de Gérard de Montréal, de ce jurisconsulte qui, moins heureux que ses doctes émules, ne peut présenter à la postérité que le souvenir d'une renommée lointaine. Cet auteur n'est cité que dans le rapport des commissaires du gouvernement vénitien, chargés, en 1531, de faire dans l'île de Chypre la recherche des livres de droit; mais ce rapport place l'ouvrage qu'il composa immédiatement après celui d'Ibelin; et lorsqu'on entend les commissaires déclarer que ce livre a toujours eu la même autorité que les Assises de la Haute Cour, « perchè non « hanno discrepantia alcuna¹, » on se demande s'il leur était possible de faire un éloge plus éclatant d'un ouvrage de ce genre. Nous avons vainement cherché, dans les historiens, dans les jurisconsultes, dans les actes publics ou

¹ Canciani, t. V, p. 231.

privés, quelques notions sur la personne ou sur les écrits de Montréal, et nous devons asseoir nos conjectures sur la mention peu étendue et insuffisante que nous venons d'indiquer. Gérard de Montréal avait adopté un plan différent de celui d'Ibelin : il exposait et déclarait les assises, puis il apportait en preuve de ses assertions des arrêts rendus par la Haute Cour, « *molti casi seguiti in la conformità d'esse assise,* » que sans doute il puisait dans le recueil de décisions dont nous avons parlé et qui fut commencé à une époque contemporaine de la perte des Lettres du Sépulcre. Ibelin connut certainement ce recueil, et il dut en faire usage; mais à l'époque où il écrivit, trop d'indécision régnait au sein des tribunaux, comme dans l'esprit des jurisconsultes, pour qu'on pût fonder sur des arrêts le succès d'une doctrine; aussi Navarre et Ibelin se bornent-ils le plus souvent à faire des allusions aux jugements qu'ils ont entendu prononcer, et nous pensons que l'autorité des arrêts ne fut admise comme élément scientifique qu'à une époque où la jurisprudence avait pris un caractère régulier, c'est-à-dire longtemps après la publication du livre d'Ibelin. Les commissaires vénitiens déclarent que l'ouvrage de Montréal est une reproduction fidèle des Assises, et que l'opinion publique n'établit aucune différence entre l'original et la copie : nous demanderons alors pourquoi les seigneurs de l'île de Chypre, qui en 1369 voulaient élever au rang de code national l'ouvrage de jurisprudence qui leur semblerait *le plus vrai*, portèrent leur choix sur le livre d'Ibelin, livre très-précieux assurément, mais qui offre trop de doutes pour qu'on puisse le regarder comme une imitation fidèle des Lettres du Sépulcre, et ne mentionnèrent même pas, dans le récit de leurs délibérations, un livre dont plus tard des hommes éclairés devaient proclamer l'incomparable exactitude, si ce n'est parce que l'ouvrage de Montréal parut après l'année 1369? Sans chercher à diminuer l'importance d'un ouvrage que nous ne connaissons pas et dont nous espérons et souhaitons vivement la découverte, disons que Montréal, favorisé par les grandes et belles recherches de ses prédécesseurs, et par les lumières d'une jurisprudence dont le temps avait affermi les bases, put sans peine donner à son livre le mérite d'une fidélité que l'éloignement des temps et le changement des mœurs ne permettaient guère à ses concitoyens de contrôler.

On vient de voir qu'il se forma, vers le milieu du XIII^e siècle, dans les royaumes de Jérusalem et de Chypre, une école de jurisconsultes qui se proposaient pour but de déterminer les principes et les règles du droit féodal, tel qu'il existait en Orient. Ces savants personnages réussirent, par des travaux où brille la plus étonnante conformité dans le choix des opinions et dans l'emploi des méthodes, à faire tomber l'autorité d'une jurisprudence arbitraire et incertaine, d'une législation dont la connaissance était le secret de quelques seigneurs, jaloux de leur savoir autant que de leur influence politique. Les colonies chrétiennes de l'Orient rentrèrent donc alors en jouissance d'un code de lois véritable; et comme ces jurisconsultes s'étaient appliqués à reproduire exactement les anciennes lois dont Godefroy de Bouillon et ses compagnons avaient doté l'établissement naissant des Chrétiens, la législation qu'ils retrouvèrent raviva dans les royaumes de Jérusalem et de Chypre les vieux

usages de la féodalité, dont l'Europe ne possédait plus qu'une image incomplète et décolorée.

Le trait caractéristique de cette législation est son indépendance absolue de toute autorité qui ne prend pas son origine dans le dogme féodal. On ne peut comprendre, par exemple, que des ouvrages aussi étendus que ceux dont nous venons de rendre compte, aient pu être écrits dans le XIII^e siècle, quand on n'y aperçoit pas la moindre trace de l'influence des idées religieuses. Ibelin nous apprend que le patriarche de Jérusalem concourut à la rédaction des premières Assises, et que, parmi les gardiens de ces lois, se trouvaient deux chanoines de l'église du Saint-Sépulcre; mais si nous voulons découvrir au sein de la législation elle-même les conséquences naturelles de cette intervention de l'autorité spirituelle dans la discussion et la conservation de la loi, nos recherches sont inutiles. Pour expliquer cette exception aux usages généraux de la Chrétienté, il faut tenir compte de la différence des temps. Les premières Croisades furent entreprises à l'instigation et sous la direction des souverains pontifes, qui avec l'assistance des conciles ou directement, réglaient, on peut dire, toutes les actions des Croisés, puisqu'ils allèrent jusqu'à déterminer la forme et la qualité des armes dont ceux-ci devaient faire usage. Les papes, après la conquête de la Syrie, considérèrent le royaume de Jérusalem comme leur grand fief, et rien n'égalait la tendresse paternelle qu'ils apportaient à surveiller et à diriger l'administration de ce domaine sacré; mais quand la ville sainte fut retombée aux mains des Infidèles, quand l'Europe devint insensible aux misères de la Chrétienté d'Orient, quand l'espoir de voir renaître l'édifice élevé par le courage et la sagesse des Godefroy, des Bohémond et des Tancrède fut évanoui, alors les pontifes ne témoignèrent plus aux débris des colonies chrétiennes d'Orient qu'un intérêt faible et inefficace, et ils tolérèrent, de la part du pouvoir politique qui régissait ces colonies, des empiétements sur l'autorité ecclésiastique, contre lesquels, en d'autres temps, ils auraient dirigé toutes leurs foudres. Navarre nous fait connaître un compromis qui fut établi en Orient entre les deux juridictions, et duquel on doit conclure que l'autorité religieuse méconnaissait également, dans le royaume de Jérusalem, ses droits et ses devoirs. « Il y avait, dit-il¹, plusors cas qui touchoient à la « juridicion de l'Iglize, dont l'iglize de Jerusalem avoit fait otroi que se teil « cas venoit devant eaus, que il n'i alegeroient decrès ne decretale ne lei, ains « jugeroient selon l'usage et l'assise de la terre. Et le rei et ses homes estoient « tenu de plüsors chozes à l'Iglize, qui bien valoient autant. » Les matières mixtes, qui donnaient lieu, dans les cours féodales d'Europe, à tant de conflits et de discussions, étaient donc, en Syrie, tranchées à l'avantage de la juridiction féodale. Qu'on ne demande plus maintenant pourquoi nos jurisconsultes, quand ils parlent du mariage ou des donations, ne font pas même une allusion à l'influence de l'autorité religieuse sur ces actes.

Les causes de l'éloignement des jurisconsultes d'outre-mer pour les théories du droit romain ont déjà été expliquées. Nous ajouterons seulement qu'il ne faut pas croire que cette répugnance prît sa source dans un sentiment

¹ Chapitre XLVII, p. 522.

mêlé d'orgueil et d'ignorance. Les jurisconsultes d'Orient avaient quelques idées vagues sur l'existence du droit romain¹, mais ils comprenaient que ses principes et ceux de la féodalité étaient incompatibles. Les consuls de Milan, animés du même esprit, disaient² : *Legum autem Romanorum non est vilis auctoritas : sed non adeo vim suam extendunt ut usum vincant, aut mores*. Les légistes d'Acre et de Nicosie allaient plus loin, car ils ne daignaient même pas combattre l'influence des idées romaines, et semblaient ne leur accorder aucune force redoutable : ils se trompaient ; mais cette erreur, en éloignant de leurs discussions une cause de luttes interminables, et en laissant à leurs opinions la liberté et l'assurance dont elles avaient besoin pour se déployer complètement, communiqua à leurs théories ce caractère inflexible et rigoureux que l'on ne retrouve dans aucun ouvrage de jurisprudence publié en Europe. Nous ne croyons pas que l'on puisse rencontrer ailleurs des hommes qui aient proclamé avec autant de foi, de confiance et de sérénité un système politique qui croulait de toutes parts.

Il est pénible d'avoir à rappeler que ces grands et nobles efforts de l'intelligence avaient lieu en Orient, à une époque où la puissance chrétienne marchait à grands pas vers sa ruine. Trop confiants dans la piété refroidie de l'Europe, nos sages législateurs cherchaient à affermir une société qui n'avait plus que quelques jours d'existence. L'empire français de Constantinople cesse en l'année 1237, et le 18 mai 1291, Saint-Jean d'Acre, la dernière possession des Chrétiens en Syrie, tombe au pouvoir des Musulmans. Nous ne devons envisager la ruine des colonies chrétiennes de l'Asie que dans ses rapports avec l'objet restreint de nos études ; mais il est aisé de comprendre que, sous ce point de vue, cet événement eut de funestes conséquences.

La Haute Cour du royaume de Jérusalem, bien qu'elle ne comptât pas dans son sein des hommes aussi habiles que les Tibériade, les Navarre, les Ibelin, les Baruth, les Sidon, ces oracles de la cour de Chypre, n'en était pas moins regardée comme le tribunal que Godefroy de Bouillon avait fondé, comme la dépositaire des traditions politiques et judiciaires de la Chrétienté d'Orient ; et quoique, dans leurs relations, ces deux cours se trouvassent sur un pied de complète égalité, cependant l'opinion accordait aux décisions de la cour d'Acre une autorité suprême. L'extinction de ce foyer de lumières se fit sentir dans le royaume de Chypre, et les maîtres plaideurs de Nicosie regrettèrent vivement et longtemps cette puissance vénérée, à laquelle ils s'empressaient de soumettre leurs opinions et leurs doutes. La science en souffrit également, car le contrôle exercé par chaque cour sur la jurisprudence de l'autre tournait au profit de la législation, dont les imperfections et les obscurités étaient successivement signalées et corrigées, sans qu'il fût nécessaire de recourir au législateur. Mais la position nouvelle où la perte de la Syrie plaça la législation féodale dans le royaume de Chypre, est ce qui doit le plus en ce moment fixer notre attention.

L'île de Chypre, renommée au moyen âge par la richesse de son sol, par l'esprit doux et pacifique de ses habitants, fut enlevée aux empereurs

¹ Livre d'Ibelin, c. cxcii, p. 309.

² Feudorum consuetudines, t. II, l. 1.

grecs par Richard, roi d'Angleterre, en 1190 ; mais comme il voulait plutôt venger une injure que s'approprier ce royaume, il le céda ou l'engagea aux Templiers pour 25,000 marcs d'argent. Ces religieux s'étant fait détester des Chypriotes à cause de leur orgueil et de leur avarice, furent contraints, après une occupation d'environ deux ans, de remettre l'île au pouvoir du roi d'Angleterre, qui la céda à Guy de Lusignan, sous la condition qu'il lui abandonnerait son titre de roi de Jérusalem et qu'il rembourserait les Templiers. Guy, accompagné d'un grand nombre de gentilshommes français, vint, en 1193, prendre possession de son nouveau royaume, et fonder une dynastie qui se maintint sur le trône de Chypre pendant trois cent deux ans. Ce fut donc dans cette « douce terre et douce isle, » comme dit le poète Rutebeuf¹, sur ce dernier débris de la puissance des Chrétiens, ou pour mieux dire, des Français en Asie, que se réfugièrent les idées, les mœurs, les intérêts et les fragiles espérances de cette Chrétienté d'Orient, dont l'Europe n'aurait pas contemplé avec autant d'indifférence la dispersion et la ruine, si elle avait pris conseil, puisque la foi lui manquait, de ses véritables intérêts. Lorsque la féodalité voyait partout en Europe ses principes méconnus, ses usages faussés, son influence attaquée, il y eut loin de cette contrée, au milieu des mers, près de ces rivages vers lesquels jadis s'étaient tournées toutes les âmes pieuses, un royaume où ne cessèrent de dominer, sous l'égide de la civilisation française, les mœurs et les doctrines de la féodalité pure. Il existait certainement en France, en Angleterre, en Allemagne, des hommes qui ne voyaient pas sans crainte la société s'engager dans des voies nouvelles et inconnues, qui regrettaient le temps passé, et aimaient à se rappeler les beaux jours de la féodalité ; pour retrouver ces jours dans tout leur éclat, pour voir renaître le monde ancien avec ses lois, ses instincts et son langage, ils n'avaient qu'à se rendre à Famagouste ou à Nicosie. Là ils auraient vu régner, sous le nom d'un roi sans pouvoir, une aristocratie arrogante ; là ils auraient vu les vassaux unis à leurs seigneurs, comme autrefois en Europe, par les liens vénérés de la foi et de la fidélité ; et s'ils étaient entrés dans l'enceinte de la Haute Cour, ils y auraient entendu rappeler les vieilles Assises de Godefroy, de Baudouin, d'Amaury, et citer l'autorité de Philippe de Navarre ou de Jean d'Ibelin. Tel fut, jusqu'à l'extinction de la dynastie des Lusignans, l'état politique du royaume de Chypre, de ce pays qui, en conservant religieusement l'image de l'ancienne organisation de l'Europe, semblait vouloir rappeler à cette contrée les instruments de puissance à l'aide desquels elle avait jadis rangé l'Asie sous sa domination.

La ruine définitive des colonies chrétiennes de la Syrie priva les juriscultes de Chypre des lumières qu'ils tiraient de la Haute Cour du royaume de Jérusalem, mais ne ralentit pas leur zèle et ne retira aux études de droit rien de leur importance. L'autorité du livre d'Ibelin, qui augmentait tous les jours et tendait à devenir publique et légale, fit naître un grand nombre d'ouvrages semblables, où les idées du maître étaient reproduites, commentées et développées. Nous ne pouvons pas juger ces ouvrages, puisque aucun n'existe au-

¹ T. I, p. 102.

jourd'hui ; mais il est certain qu'ils avaient fini par faire retomber la jurisprudence du royaume de Chypre dans l'incertitude et dans l'obscurité où elle se trouvait avant que les travaux de Navarre et d'Ibelin l'en eussent tirée. Les seigneurs de Chypre, qui ne cessaient de veiller sur leur législation, quoique assurément ils en respectassent bien peu les dispositions, car l'histoire de cet État, pendant le ^{xiv}^e siècle, n'est qu'un récit monotone de discordes et de violences, résolurent d'arracher leurs lois aux profanations des commentateurs. C'est alors qu'ils décernèrent à Ibelin un honneur qui semblait devoir rester le privilège des fondateurs de la législation romaine.

Pierre I de Lusignan ayant été assassiné en 1368, la communauté des hommes liges s'assembla dans le palais du roi à Nicosie pour décerner la tutelle de Pierre II, qui n'avait que douze ans, régler ce qui se rapportait à la régence et réformer la législation, « pour ce que les assises et usages dou
« royaume ne se tenoient enci com elles furent ordenées et establies par Go-
« defroy de Buillon premier roy de Jerusalem, et les autres roys et homes
« liges qui aprez li ont esté les uns aprez les autres¹. »

« Les hommes liges considerant que plusiors s'entremistrent et firent livres
« des assises, et les uns les entendirent en une maniere et les autres en une
« autre, ordenerent de faire porter tous les enciens livres des assises que le
« viel conte de Jaffe a fait, et coreger en la presence de la court, et trover
« le plus vray de tous, et faire le escrire, et joindre les autres chapitres des
« ordenances qui ont esté faites audit livre, etc. » Il fut décidé que ce travail serait exécuté par seize hommes liges de la cour, en présence de Jean de Lusignan, prince d'Antioche et bail du royaume. « Et sur ce monseignor le
« baill fist recouvrer la plus grant partie des livres des assises les plus vrais
« que le conte ot fait, et en la presence des avant només furent corregé, et
« ehlurent le plus vrai livre des assises, et fu contre escrit, et mis les orde-
« nances susdites que les homes liges ont fait, et la conoissance que fu faite
« pour le roy Hugue, et les autres assises et autres qui furent fais au tens
« passé. Lequel livre et ordenances et conoissance et assises ledit monsei-
« gnor le baill jura, et les homes liges auci jurerent. » Ce serment et cette publication eurent lieu le 16 novembre 1369.

Les liges voulant assimiler complètement le livre d'Ibelin aux anciennes Assises de Godefroy, décidèrent en outre, « selon qu'il estoit usé au royaume
« de Jerusalem, » que ce livre, scellé des sceaux et confié à la garde de quatre d'entre eux, serait renfermé dans un coffre et déposé dans la cathédrale de Nicosie, d'où il ne pourrait être tiré que par l'ordre du roi et en présence des quatre hommes liges indiqués. A partir de l'année 1369, le livre d'Ibelin perd donc le caractère d'une œuvre individuelle, d'un livre de science, pour devenir le code de lois du royaume de Chypre.

Nous ne reprocherons pas aux chefs de cet État d'avoir employé, à l'égard d'un livre placé si haut dans leur estime, des moyens de conservation qui, par leur insuffisance et leurs inconvénients, avaient causé la perte des lois de l'ancien royaume de Jérusalem ; des exemplaires de l'ouvrage d'Ibelin,

¹ Voyez p. 3.

et d'un grand nombre d'autres livres de droit, se trouvaient dans toutes les mains, et le royaume de Chypre avait plus à craindre la diffusion que la rareté des lumières. Mais nous demanderons si un ouvrage, écrit à une époque ancienne, il est vrai, mais où la jurisprudence était incertaine et confuse; si un livre rempli de discussions qui font souvent passer dans l'esprit du lecteur l'incertitude qui, sur tant de questions de droit, dominait celui de l'écrivain; si, enfin, un livre composé dans des temps et pour des temps déjà éloignés, pouvait être avec avantage transformé subitement en un code de lois. Quoi qu'il en soit, l'acte législatif de 1369 eut pour effet de mettre le royaume de Chypre en possession d'une loi écrite, c'est-à-dire d'un bienfait dont il n'avait jamais joui; de garantir la législation et la jurisprudence de ce pays contre des altérations que le goût excessif de la nation pour l'étude du droit et pour les discussions judiciaires rendait fréquentes, et d'affermir la constitution féodale du royaume. Quelles que fussent les imperfections du livre d'Ibelin, il y avait plus de profit à l'adopter comme loi nationale, qu'à continuer de laisser la jurisprudence flotter entre le vrai et le faux, au gré du caprice des commentateurs.

A partir de l'an 1369, ou du règne de Pierre II de Lusignan, le code d'Ibelin fut scrupuleusement suivi par les cours féodales, sans qu'aucun prince songeât à le modifier, ni à plus forte raison à le remplacer par de véritables lois. L'autorité de cet ouvrage demeura absolue et incontestée; car si Gérard de Montréal vécut, comme nous sommes portés à le croire, après cette époque, s'il composa un livre sur les Assises plus vrai et meilleur que celui d'Ibelin, si l'opinion générale reconnut même cette supériorité, personne n'osa proposer de dépouiller l'ouvrage d'Ibelin du caractère qui lui avait été solennellement imposé. Disons plus, les historiens de l'île de Chypre, qui parlent souvent des lois de ce pays, les désignent toujours sous l'ancien nom d'*Assises*, ou sous celui de *Lois municipales*¹, et jamais ils ne prononcent le nom d'Ibelin; à leurs yeux, le royaume est régi, non par un simple livre de jurisprudence, mais par les vieilles lois de Godefroy ou de Baudouin; ainsi, la transformation était complète. Le succès des efforts d'Ibelin s'éleva bien au delà de ce qu'il avait pu espérer, et tourna même au détriment de sa propre gloire, puisque, dans leur admiration pour l'ouvrage, ses concitoyens semblaient avoir oublié le nom de l'auteur.

Les anciennes lois féodales n'eurent pas la puissance d'empêcher le courage des seigneurs chypriotes de s'affaiblir, leurs mœurs de s'amollir et de se corrompre, et les traditions d'honneur et de vertu qui avaient fait la gloire et la puissance de leurs ancêtres, de se perdre parmi eux. Énergés par une vie oisive et efféminée, devenus étrangers au service des armes et les honteux tributaires des sultans d'Égypte, livrés à d'interminables discordes, ils étaient encore soumis aux lois féodales, mais l'esprit de ces lois ne vivait plus dans leurs cœurs; et lorsqu'en 1489 les Vénitiens parvinrent, à l'aide de cette duplicité dont leur gouvernement possédait si bien le secret, à se faire céder

¹ Bustron, *Commentarii*, § 267; Lusignano, *Chorografia dell' isola de Cipro*, p. 51, 62, 71, 72, 74; Loredano, *Historie de' re Lusignani*, l. VII, p. 277.

par la reine Catherine la souveraineté du royaume de Chypre, ils ne rencontrèrent dans la noblesse de ce pays qu'une opposition molle et impuissante; ils eurent cependant la sagesse de ne pas faire violence aux mœurs et aux coutumes nationales, et, par un acte solennel, ils s'engagèrent à laisser en vigueur les anciennes Assises du royaume¹. Une seule exception avait été précédemment établie en faveur de la ville de Famagouste. Les Génois, après s'être emparés de cette ville en 1370, y établirent leurs propres lois. Jacques le Bâtard l'ayant reprise, permit aux habitants de continuer de vivre sous l'empire des statuts génois; les Vénitiens ne changèrent rien à cet état de choses.

Si, au xv^e siècle, la féodalité avait encore été réellement puissante dans l'île de Chypre, la réunion de ce royaume aux provinces soumises à la république de Venise lui aurait fait perdre tout ce qu'elle possédait d'influence. Comment ses lois, ses coutumes et ses usages auraient-ils pu continuer d'exister, quand il n'y avait plus dans ce pays de royauté ni d'aristocratie; quand les relations du seigneur avec son vassal, l'association des pairs, le service militaire, le service de cour, en un mot, tout le système d'institutions que la féodalité avait créé conformément à ses principes et à ses intérêts, était condamné à se mouvoir dans le cercle tracé par la politique jalouse et craintive du conseil des Dix? Que malgré de telles circonstances le livre d'Ibelin soit resté en possession de l'autorité qui lui avait été précédemment accordée, c'est un fait dont on ne peut douter, mais dont il est très-difficile de rendre compte; car si l'on retire de cet ouvrage ce qui se rapporte aux formes de procéder et aux successions, on n'y trouve aucune disposition qui ait pu demeurer applicable sous le règne des Vénitiens. Par suite de la fatalité qui s'attachait aux lois écrites des royaumes d'outre-mer, l'exemplaire authentique du livre d'Ibelin, déposé dans la cathédrale de Nicosie, fut perdu. A quelle époque? par quelles causes? Nous l'ignorons; ce qui est certain, c'est que, durant le xvi^e siècle, il existait en Chypre beaucoup de copies de ce livre, plus ou moins conformes entre elles, plus ou moins correctes, mais qu'il n'y avait plus de texte authentique qui fit loi dans le pays et auquel on pût recourir en cas d'incertitude; que devant les tribunaux chacun alléguait le texte de l'exemplaire qu'il possédait, et que les magistrats ne savaient auquel donner la préférence. Le gouvernement vénitien fut conduit à bannir cette incertitude par un motif qui prenait sa source à la fois dans le besoin de raffermir la législation de ce royaume, et dans la volonté de faire abandonner aux seigneurs de l'île de Chypre l'usage de la langue française, dernier témoignage de leur noble origine.

Le 11 mars 1531, le doge André Gritti écrit à François Bragadino, lieutenant et conseiller du royaume de Chypre, pour lui rappeler qu'en vertu d'une délibération antérieure, les livres et les comptes de la chambre royale doivent être écrits en italien; que les lois du royaume de Chypre sont rédigées en français, ce qui donne lieu à de graves inconvénients, puisque, par exemple, lui-même Bragadino, qui ne connaît pas cette langue, est forcé, quand il rend la justice, de faire traduire ses arrêts par quelques personnes

¹ Lusignano, p. 42.

(*alcuni pochi*) qui la parlent. Il lui enjoint en conséquence de donner tous ses soins à l'exécution d'une traduction fidèle de ces lois, et de conserver dans le palais du gouvernement un exemplaire de l'original français et un exemplaire de la traduction, après en avoir envoyé des copies exactes au conseil des Dix, qui se propose de faire imprimer la version italienne¹.

Le 20 mai 1531, Antoine Trevisani, qui avait remplacé Bragadino dans le gouvernement du royaume, assisté de Jérôme Marcello et de François Cornelio, conseillers, charge Jean de Norès, comte de Tripoli, François Attar et Aloyse Corner de rechercher tous les livres d'assises qui existent dans l'île; de choisir les plus authentiques et de les lui présenter, pour qu'il les fasse traduire en italien. Il leur donne le pouvoir de contraindre les possesseurs de ces livres à les leur apporter.

Deux jours après, les commissaires font, à son de trompe et sur l'escalier du palais royal, sommation « a tutti et cadauna persona de che condition esser si « vole, che si ritrova haver et tenir uno o più volumi et libri de leze et assise « de questo regno, si de l'Alta come de la Bassa Corte, » de leur remettre ces livres, déclarant que les personnes qui n'obéiraient pas à cette injonction ne pourraient plus faire usage de leurs exemplaires devant les tribunaux.

Le rapport adressé par les commissaires au lieutenant, le 21 juin 1531, est un document historique du plus haut intérêt et qui jette beaucoup de lumière sur les derniers temps de la jurisprudence féodale en Orient. Il se trouve imprimé dans l'édition d'Ibelin de 1535 et dans Canciani; nous nous bornerons à en présenter ici une analyse fidèle.

Les trois commissaires examinèrent avec soin tous les manuscrits qu'on leur apporta; ils fixèrent leur choix sur quatre volumes en parchemin, qui contenaient les copies les meilleures et les plus correctes des Assises de la Haute Cour du royaume de Chypre, soit en forme de plaid, *in pladeante*, soit en forme de sentences, *testi expressi*. Les livres de Navarre et d'Ibelin étaient placés dans la première catégorie; ceux de le Tort, de Jacques d'Ibelin et la Clef des Assises se trouvaient dans la seconde. De même ils choisirent, entre un très-grand nombre d'exemplaires des Assises des Bourgeois qu'on leur remit, les quatre manuscrits dont la pureté paraissait la plus grande.

Les commissaires portèrent ensuite leur attention sur des ouvrages d'un genre différent; car il est bon que l'on sache, que par les mots *Assise de l'Alta Corte*, ils désignent uniquement le livre d'Ibelin. Ils examinèrent donc le livre de Gérard de Montréal, le recueil des arrêts rendus par les deux Hautes Cours, le livre de Navarre, et furent d'avis qu'il convenait d'ajourner la traduction de ces trois ouvrages, en se fondant pour le second sur ce motif, qu'il se trouvait contenu dans les Assises de la Haute Cour ou Livre d'Ibelin: la même considération leur fit repousser le projet de traduire le livre de Navarre.

Les commissaires justifient ensuite l'exclusion qu'ils ont donnée à une foule d'autres ouvrages de droit. « Se trovano preterea molti libri de lege tradutte in « francese da le lege civile, di quà et di là; giudicamo sia stà fatto a complacentia « de alcuni che si potevano servir meglio de la lingua francese, che de la latina.

¹ Canciani, t. V, p. 129.

« Ma tutti questi, de cadauna sorte si siano, li havemo per esclusi, imperocchè per el capitolo cxi de le nostre Assise (*Livre d'Iselin*, p. 182) preditte de l'Alta Corte, è dichiarato che di quelle cose che trattano le Assise, si deve giudicare per esse; et dove non trattano o non sono in osservantia, si deve ricorrer a quello che si ha osservato in più casi avanti, che a lege civile¹. » Par les mots *lege civile*, il faut entendre les lois romaines, et conclure, de ce passage du rapport des commissaires, que ces lois étaient parvenues à pénétrer dans l'île de Chypre, qu'elles y avaient été mises en français, mais qu'elles n'y possédaient aucune autorité légale. Il est à regretter que nous n'ayons pas, sur un sujet aussi intéressant, de plus amples éclaircissements.

Les commissaires repoussèrent encore d'autres ouvrages qui n'offraient plus d'intérêt, parce que la jurisprudence avait changé, ou que des lois cruelles, telles, par exemple, disent-ils, que celles qui se rapportaient au duel, « già molto tempo non sono in uso. »

Le 8 juillet 1531, le lieutenant Trevisani et les conseillers du royaume déclarent que les commissaires leur ont présenté douze volumes, quatre de la Haute Cour, huit de la Basse; qu'ils en gardent six devers eux, remettent les six autres aux commissaires, et leur ordonnent d'entreprendre immédiatement la traduction. Dès que cette œuvre fut terminée, et il paraît qu'elle le fut, du moins pour la première partie, celle des Assises de la Haute Cour, par les soins de Florio Bustron, notaire et historien de l'île de Chypre, dont les commissaires se contentèrent de diriger et de revoir le travail, le lieutenant de Chypre adressa au conseil des Dix une expédition de la version italienne et un des deux exemplaires du texte français restés entre ses mains. C'est ainsi que ces antiques et glorieuses lois, qui nées en Europe, avaient été transportées en Asie par la victoire, revinrent dans leur patrie véritable, non plus pour y régir les États, mais pour y éclairer, par de graves et utiles enseignements, l'histoire, la politique et la jurisprudence. Nous n'avons donc plus à considérer les Assises de Jérusalem que comme un document historique, car il importe peu de savoir quel empire ces lois conservèrent en Chypre pendant le petit nombre d'années qui séparent les faits que nous venons de rapporter de la conquête de cette île par les Turcs.

Conformément à l'intention qu'il avait annoncée, le gouvernement vénitien fit déposer dans les archives du conseil des Dix l'exemplaire français des Assises, et ordonna l'impression de la traduction italienne. Cette première édition étant devenue extrêmement rare, puisqu'elle n'a pas été connue de Muratori, à qui elle aurait épargné bien des peines dans sa vingt-deuxième dissertation sur les antiquités italiennes, nous croyons devoir en placer ici la description exacte².

Les Assises des deux cours sont contenues dans un seul volume, ou du moins dans deux tomes réunis en un seul volume. La première partie est intitulée : *L'Alta Corte; le Assise et bone usanze del reame de Hierusalem*. Table des chapitres. L'ordre n'est pas tout à fait le même que dans le manuscrit de Ve-

¹ Canciani, t. V, p. 131.

² Il en existe un exemplaire à la Bibliothèque royale de Paris, qui est coté F. 1129.

nise. Après le septième chapitre, on a placé les deux cent cinquante-sixième et suivants jusqu'au deux cent soixante et douzième inclusivement, qui parlent des grands officiers de la couronne, des services dus par les vassaux, etc., puis les chapitres cxciii, cxciv et cxcv, où il est traité du serment que doit prêter le chef seigneur du royaume, soit roi ou bail, de l'hommage et des obligations qui en résultent; enfin, les chapitres cxl, cxli et cxlii; mais pour établir la concordance entre l'imprimé et le manuscrit, on a donné à chaque chapitre un double numéro. Après le cent cinquante-deuxième chapitre, qui est le cent trente-neuvième du manuscrit, on lit imprimé hors ligne et en gros caractères cet intitulé : *Di feudi*, parce que les chapitres suivants traitent en effet des matières féodales. Le dernier chapitre, ici comme dans le manuscrit, est le deux cent soixante et treizième. Puis on trouve, 1° une grande estampe servant de frontispice, qui représente la Justice assise sur deux livres, avec cette inscription : *Justitiam diligite o vos qui judicatis terram*; 2° un décret moderne des lieutenant et conseillers du royaume de Chypre, contre les jureurs et blasphémateurs; en tête on lit cette sentence : *Initium sapientiæ et timor Domini in caritate fundatus*; 3° les décrets du doge de Venise et autres actes en vertu desquels la traduction a été faite, et l'ordonnance ou arrêté des hommes liges de Chypre, de l'an 1368, relatif à la révision et à la publication des Assises. Cet arrêté, qui n'est donné qu'en abrégé, ne se trouve pas dans le manuscrit; ce qui montre que les traducteurs, malgré leurs déclarations, ne se sont pas bornés à reproduire minutieusement le texte de ce manuscrit. Les livres de Jacques d'Ibelin et de Geoffroy le Tort viennent après, et enfin la note suivante termine ce tome : « Le Assise de l'Alta Corte del regno de « Hierusalem et Cypro, tradutte de francese in lingua italiana, d'ordine de la « serenissima ducal signoria de Venetia, per me Florio Bustron, così com- « mandato da li clarissimi signori rectori di questo regno de Cypro, como « nodaro de li magnifici deputati a la ditta traductione. » Toute cette première partie occupe soixante et dix-neuf folios. La seconde contient les Assises de la Cour Basse. Titre : *La Bassa Corte. Le Assise, etc.* L'ordre des chapitres est le même dans l'imprimé et dans le manuscrit. Une estampe pareille à celle du premier tome, avec la même inscription. Assises des Bourgeois, puis le livre intitulé *el Pladeante*, en quarante chapitres. Le volume se termine ainsi :

FINIS

A laude et honor del omnipotente Iddio, finisce il presente libro, qual è de le Assise et bone Usanze del reame de Hierusalem, stampato in Venetia, regnante l'inclito meser Andrea Gritti, doxe di Venetia, nelli anni de la Natività del Signor nostro m^oxxxv. del mese di marzo, in la stamparia di Aurelio Pincio Venetiano.

Ce volume contient seulement, dans la première partie, les livres d'Ibelin, de Jacques d'Ibelin et de le Tort; soit que les commissaires n'eussent traduit que ces trois ouvrages, ce qui est probable, soit que la république n'eût pas cru nécessaire de faire imprimer les autres documents donnés par les manuscrits français, et qui, en effet, présentaient moins d'intérêt et appartenaient plutôt à l'histoire qu'à la jurisprudence.

Cette version italienne, que Canciani a réimprimée¹, sera toujours utile à consulter, car elle est l'œuvre particulière de Florio Bustron, homme habile, très-versé dans la connaissance de l'histoire, des lois et des usages de sa patrie, et qui ne craignit pas de recourir à d'autres manuscrits que ceux qui avaient été choisis, pour éclaircir beaucoup d'endroits obscurs ou tout à fait inintelligibles du texte de Jean d'Ibelin. Mais l'édition de 1535, publiée dans un but politique et pour l'usage des habitants de l'île de Chypre, se répandit peu en Europe; et la conquête de cette île par les Turcs, en 1570, lui ôta son plus grand prix et contribua à en augmenter la rareté. Il n'est donc pas surprenant que cette publication soit demeurée sans profit pour la science, et qu'on n'aperçoive dans le xvi^e siècle que des auteurs vénitiens, tels qu'Étienne de Lusignan ou Rannusio, qui paraissent avoir eu connaissance et s'être servis de cette édition. Nous ne parlerons pas de Bustron, qui travailla à la traduction italienne, et qui d'ailleurs était Chypriote.

Il appartenait à la France, et particulièrement aux jurisconsultes de ce pays, de recueillir avec respect ces vieilles lois nationales et d'en signaler l'importance à l'Europe savante. En effet, Chopin nous paraît être le plus ancien auteur qui ait cité textuellement les Assises de Jérusalem; il les indique avec exactitude dans son traité de *Legibus Andium municipalibus*, qui parut en 1611²; mais la mention qu'il en fait prouve que la traduction italienne lui était restée inconnue. Il a le premier entrevu une vérité qui depuis est devenue vulgaire, savoir que les Assises de Jérusalem contenaient le droit primitif des Français en matière de fiefs.

Le P. Labbe alla beaucoup plus loin que n'avait été Chopin, car il conçut le projet de publier les Assises, et annonça même cette publication dans l'ouvrage qui porte le titre suivant : *L'Abregé royal de l'alliance chronologique de l'histoire sacrée et profane, avec le Lignage d'outre-mer, les Assises de Jerusalem et un recueil historique de pieces anciennes*; Paris, 1651, 2 vol. in-4°. Labbe avait à sa disposition un manuscrit des Assises, qui appartenait à MM. Dupuy, et que la Bibliothèque royale possède aujourd'hui; l'histoire du moyen âge et les textes de cette époque étaient l'objet de ses recherches assidues : tout l'engageait donc à donner une édition complète des Assises. Cependant il recula devant cette entreprise, et se contenta d'imprimer d'abord le *Lignage d'Outremer*³, c'est-à-dire un livre généalogique des principales familles françaises d'Orient, tout à fait étranger à la jurisprudence, et qui se trouve joint à plusieurs manuscrits des Assises; puis un extrait, divisé en deux parties, des matières les plus intéressantes qui sont contenues dans le livre d'Ibelin et qu'il désigne de la manière suivante : « Avant-

¹ *Barbarorum leges antiquæ Collectio*, t. II et V. Dans une de ses lettres il s'exprime ainsi sur cette traduction : « Je vous dirai que dans mon recueil, on n'a imprimé que la traduction italienne des Assises de Jérusalem, parce que, attendu le soin extrême et scrupuleux avec lequel cette version a été faite, je l'ai jugée non-seulement plus intelligible, mais plus exacte qu'aucun manuscrit en vieux français. »

² Voici en quels termes : « *Quid de alia Francorum*

« *equitum colonia Hierosolymas ducta? Gottofredus Bulio-*
« *neus sub nostris haud absimiles, de beneficiaria præsertim*
« *jurisdictione et ex Gallico usu repetita, in hunc modum:*
« *ès assises dou reyaume de Ierusalem est estably deux*
« *cours, etc. ex vetusto codice sic inscripto : Des assises,*
« *des usages et des plais de la Haute Cort dou reyaume*
« *de Ierusalem. » L. I, t. I, p. 93.*
³ Pag. 351-418 et 422-455.

« propos de l'auteur. Preface des livres des Assises en huit paragraphes. Première partie, en laquelle est traité des devoirs des particuliers, tant entre eux qu'avec le prince; et la manière de plaider en la Haute Cour, contenant deux cent soixante et treize chapitres. Deuxième partie, en laquelle est traité des droits de la royauté, du couronnement du roy, des grands officiers de la couronne et de plusieurs points historiques très-importants, en cinquante chapitres. » Ces extraits occupent cent quatre pages du premier volume de l'Abrégé royal¹. L'auteur termine par un « avertissement touchant la différence qu'il y a entre la version italienne des Assises, imprimée à Venise l'an 1536, et l'original manuscrit français. » Cet avertissement contient quelques observations intéressantes, et nous l'eussions réimprimé, si Labbe n'avait pas comparé la version italienne à un manuscrit français qui diffère beaucoup de celui de Venise.

Labbe rendit par sa publication, tout incomplète qu'elle était, un service important à l'histoire; il révéla le véritable mérite des Assises de Jérusalem, et montra que ce document précieux n'était pas seulement un livre de jurisprudence, mais qu'il contenait la solution de tous les problèmes politiques que présentait encore l'organisation de la société au moyen âge. Un autre savant, chez qui l'érudition française semble s'être personnifiée, devait donner à cette vérité le caractère de l'évidence.

Ce fut du Cange qui introduisit réellement les Assises dans le domaine de l'érudition, par l'emploi ingénieux et fécond qu'il sut faire, en composant son Glossaire de la basse latinité², du texte de ces lois, pour expliquer une foule d'usages méconnus, de coutumes mal comprises ou de mots inintelligibles. Il ne pouvait plus rester de doute dans l'esprit de personne, après tant de travaux préliminaires, sur l'utilité d'une édition complète et exacte des Assises. Du Cange en avait déjà exprimé le vœu formel dix ans avant la publication de son Glossaire. « Comme les François, disait-il en traçant le plan d'une collection de nos anciens jurisconsultes³, ont poussé bien loin leur domination dans l'Europe et dans l'Asie, ils y ont aussi porté leurs loix et leurs coutumes, de sorte que les *Assises du royaume de Hierusalem*, qui furent rédigées par écrit par Jean d'Ibelin, comte de Japhe et d'Ascalon et seigneur de Rames, vers l'an 1250, n'estant autre chose que les loix et les usages de la France, méritent de trouver place en ce recueil. J'en ai leu le manuscrit dans un des volumes des Mémoires de M. de Peyresc, copié sur celui du Vatican, d'où la plupart des copies qui sont dans les bibliothèques de Paris ont esté tirées. »

Ce ne fut cependant qu'en l'année 1690 que la Thaumassière fit imprimer à Bourges et publier à Paris le texte français des Assises de Jérusalem, sous le titre suivant : *Assises et bons usages du royaume de Jerusalem, par messire Jean d'Ibelin, comte de Japhe et d'Ascalon, seigneur de Rames et de Baruth*⁴; à Bourges, et se vend à Paris, in-folio, M. DC. XC.

¹ Pages 456-560.

² La première édition parut en 1678.

³ Préface de son édition des Établissements de saint Louis, publiée en 1668.

⁴ Jamais Ibelin ne fut seigneur de Baruth. Labbe et la Thaumassière lui donnent ce titre, qui appartient à son oncle Jean d'Ibelin, puis à son cousin Balian III d'Ibelin et qui après eux ne fut plus porté.

La version italienne étant, à la fin du xvii^e siècle, à peu près inconnue, la Thaumassière, en publiant, même d'une manière peu correcte, le texte français, sinon des Assises, au moins du livre d'Ibelin, mérita bien de l'histoire et de la jurisprudence, mais très-peu de la philologie. En effet son édition, quoique très-fautive et incomplète, fournit à la science des lumières qui parurent suffisantes à Montesquieu; cependant si ce publiciste illustre avait eu à sa disposition des manuscrits complets des Assises de la Haute Cour, tels que ceux dont nous avons fait usage, il n'est pas douteux qu'il ne les eût préférés au texte imprimé. La Thaumassière se servit, pour donner son édition, de plusieurs manuscrits qui tous se rattachaient à une série, ou pour ainsi parler, à une famille de manuscrits auxquels on ne doit pas accorder beaucoup d'autorité. Un copiste des Assises, qui sans doute travaillait en Chypre, eut l'idée assez peu heureuse d'intercaler dans le livre de Jean d'Ibelin divers chapitres appartenant à d'autres ouvrages relatifs aux Assises de la Haute Cour ou aux Assises de la Cour des Bourgeois; il poussa même la liberté jusqu'à placer dans ce recueil, si arbitrairement composé, des chapitres entiers qu'il avait tirés du *Trésor* de Brunetto Latini. Cette sorte d'édition nouvelle, ou plutôt ce corps de droit féodal, obtint de la vogue, car elle est reproduite par le plus grand nombre des manuscrits des Assises, conservés à Paris ou ailleurs. La Thaumassière, qui cependant n'était pas étranger à la connaissance des anciens textes judiciaires, livra à l'impression un de ces exemplaires, sans l'avoir soumis, on peut l'affirmer, à aucun examen critique. Il y a, en effet, un si grand contraste, sous le rapport des idées, de la méthode et du style, entre les chapitres intercalés et ceux d'Ibelin, que la moindre attention révèle la diversité de leur origine. Ajoutons que l'édition de la Thaumassière, imprimée du reste avec beaucoup de négligence, en faisant sortir le livre d'Ibelin de ses véritables limites, ne laisse pas même supposer l'existence de Navarre, de le Tort et de Jacques d'Ibelin, dont les écrits étaient signalés ou traduits dans l'édition de 1535.

Si le but d'un éditeur des Assises devait être de donner aux historiens et aux jurisconsultes une idée générale de la législation d'outre-mer, certainement la Thaumassière l'aurait atteint, et il serait inutile de recommencer ce qu'il a fait; mais on a toujours pensé, et avec raison, que les lumières incertaines et douteuses ont plus de danger que l'obscurité elle-même, et qu'il vaut mieux laisser les esprits éclairés et rigoureux remonter aux sources, que de répandre des idées incomplètes dont tant de personnes sont portées à abuser. L'édition de la Thaumassière doit donc être considérée comme un essai; essai malheureux, qui sous quelques rapports favorisa la science, mais qui n'a point placé dans son vrai jour cette grande école des jurisconsultes d'outre-mer, au sein de laquelle brillaient tant de lumières, tant d'idées profondes, et une si ardente conviction.

Un savant magistrat du siècle dernier, Agier, conseiller au Châtelet, et que nous avons vu ensuite président à la Cour royale de Paris, conçut le projet de donner une édition complète et exacte des Assises. Il se livra, sur la version italienne et sur les manuscrits conservés à la Bibliothèque royale, à un travail

approfondi, qui confirma en lui plusieurs idées qu'il n'avait qu'entrevues; il reconnut le mérite de la traduction italienne, les imperfections et les lacunes considérables du texte de la Thaumassière, l'insuffisance des manuscrits de la Bibliothèque royale, et enfin il acquit la certitude que le seul manuscrit qui pût servir à donner une bonne édition des Assises devait se trouver à Venise, dans les archives du conseil des Dix ou dans la bibliothèque de Saint-Marc. Le 7 juillet 1788, il écrivit au P. Canciani, qui venait de publier le deuxième volume de sa Collection des Lois des Barbares, dans lequel se trouve la réimpression du texte italien des Assises de la Cour Basse, pour le consulter sur le sort du manuscrit français. Le savant religieux lui répondit, le 13 août 1788 : « La copia dell' originale delle Assise de Gerusalemme, laquale « prima d'ora esisteva in un archivio della Republica, è stata, da pochi mesi « in quà, trasportata nella libreria ducale di San Marco, ove ciascheduno può « consultarla e ricopiarla. » En effet, par les soins du sénateur président de la bibliothèque de Saint-Marc, homme éclairé, mais dont nous ignorons le nom, plusieurs manuscrits, et entre autres celui-ci, avaient été retirés de dépôts inaccessibles au public et placés dans la bibliothèque de Saint-Marc, déjà si riche en manuscrits précieux. L'abbé Morelli, custode de cette bibliothèque, avait fait passer à Agier, par l'intermédiaire de Canciani, la note suivante : « Due codici manoscritti delle Assise di Gerusalemme, in linguaggio « francese, si trovano nella biblioteca di San Marco di Venezia. Il primo è in « foglio, in carta pecora, di pagine 371, scritto nel secolo decimo quarto, e « contiene le Assise dell' Alta Corte, con alcune di esse che non furono mai « stampate nè in francese nè in italiano, e vi si aggiungono trattati risguar- « danti l'uso delle Assise medesime, e notizie ai re di Gerusalemme e di Cipro. « Il secondo è in-foglio, in carta di bombace, di pagine 97, scritto nel « anno 1436, e contiene le Assise della Bassa Corte. » Dans la joie de recevoir une si heureuse nouvelle, Agier écrivait à Canciani, le 9 septembre 1788 : « Le manuscrit précieux que je désirois est donc réellement à Venise, comme « je l'avois soupçonné; il y est, non dans les archives de la République, où pro- « bablement il nous eût été impossible d'en obtenir communication, mais dans « la bibliothèque Saint-Marc, où chacun peut le consulter et en prendre « copie; et ce qui fait surtout mon admiration, il n'est là, suivant votre lettre, « que depuis quelques mois (*da pochi mesi*), comme s'il y eût été transféré « tout exprès pour moi. Quelle faveur singulière de la Providence! » Agier songea à faire exécuter immédiatement une copie du manuscrit; mais il fut arrêté par un obstacle qu'il ne prévoyait guère : Morelli et Canciani lui déclarèrent qu'il ne devait point espérer de trouver dans la ville de Venise un copiste capable de répondre à ses désirs : « Non è possibile di ritrovar la per- « sona del copista. » Villoison, de l'Académie des Belles-Lettres, qui avait voyagé en Italie par ordre du roi pour recueillir des manuscrits grecs, et séjourné quatre années à Venise, lui assura également qu'il ne fallait point espérer d'y découvrir un copiste. C'est alors qu'Agier se détermina à invoquer l'intervention du gouvernement français afin d'obtenir, non pas une copie, mais la communication du manuscrit. « Dans cette position, écrivait-il au

« ministre des affaires étrangères, l'on ne voit qu'un moyen de parvenir à se
 « procurer la copie désirée, c'est de faire demander le manuscrit vénitien de
 « la part du roi, pour en tirer une copie. On y gagnera en ce que la transcrip-
 « tion sera mieux faite, mieux soignée. Le ministre qui aura mis le public en
 « possession d'un manuscrit si précieux, pourra se flatter d'avoir rendu aux
 « lettres, à notre histoire, à notre jurisprudence, un service des plus impor-
 « tants. Notre gloire y est même, en quelque sorte, intéressée. Il est honteux
 « pour les François qu'un monument qui conserve le souvenir de leur valeur
 « autant que celui de leurs anciennes lois ne soit pas entre leurs mains, et
 « que la Bibliothèque du Roi n'en possède pas même une bonne copie. »

Le comte de Montmorin, secrétaire d'État au département des affaires étrangères, écrivit, le 10 mars 1789, à l'ambassadeur de France près la république de Venise, pour qu'il demandât la communication de ce manuscrit, dans la vue de le faire copier. Le sénat ne crut pas devoir en autoriser le déplacement; mais, par une note en date du 9 mai, il fut répondu que la république avait résolu d'offrir au roi une copie figurée des deux Assises. Le procureur Pozzo, et, après son départ pour l'Espagne, le chevalier Justiniani, furent chargés de la faire exécuter sous la direction du savant Morelli. Ce travail fut fait avec une perfection dont M. de Bombelles, ambassadeur, rendait compte en ces termes dans une lettre du 5 juin 1790 : « J'ai reçu dimanche
 « dernier, Monsieur le comte, la superbe copie des manuscrits tirés de la bi-
 « bliothèque de Saint-Marc. Les Assises de la Cour Haute et de la Cour Basse
 « de Jérusalem sont séparées en deux volumes, aussi parfaitement reliés qu'il
 « a été possible d'y parvenir à Venise. L'exactitude et la beauté du travail du
 « copiste ne laissent rien à désirer; et la promptitude avec laquelle on s'est oc-
 « cupé de conduire à perfection cet ouvrage, ajoute un nouveau mérite au
 « présent que la république fait au roi. »

Morelli revêtit le premier volume de l'attestation suivante : « Il presente
 « codice delle Assise dell' Alta Corte del regno di Gerusalemme, a richiesta di
 « Sua Maestà Cristianissima, fu copiato nell' anno 1790, da altro codice auten-
 « tico in carta pecora, del secolo XIV, esistente nella Biblioteca pubblica di San
 « Marco di Venezia. La copia ne fu fatta con tale esattezza, che in tutto corris-
 « ponde all' originale, carta per carta, riga per riga, e parola per parola,
 « ricopiate ancora le abbreviature, li cancellamenti, le ommissioni e gli stessi
 « errori. Li caratteri sono affatto conformi, conservatone la loro varietà per di-
 « notare li tempi differenti, ne' quali ciascuna parte del codice fu scritta. Così
 « ancora le miniature et le lettere iniziali sono le medesime, di tutto il codice
 « in ogni sua parte ne ho io sottoscritto fatto il più esatto riscontro, in ubbi-
 « dienza alli pubblici comandi. »

Canciani, qui avait vu exécuter cette copie, écrivait à Agier, le 24 juin 1789 :
 « Questa copia sarà veramente degna di essere messa sotto gli occhi del vostro
 « glorioso sovrano, giacchè non credo possa idearsi copia migliore, imperocchè
 « ella è il vero ritratto dell' originale. »

Par une lettre du 10 novembre 1790, l'ambassadeur de France annonça
 que M. Hennin était parti la veille pour la France, porteur des deux volumes.

On trouve, en effet, au Ministère des affaires étrangères, une lettre du 2 février 1791, par laquelle il sollicite l'honneur de présenter ces volumes à Sa Majesté.

Les manuscrits furent déposés à la Bibliothèque du Roi : une lettre de M. d'Ormesson, bibliothécaire du roi, en date du 16 février 1791, constate ce dépôt; et le dénombrement des manuscrits, rédigé vers la fin de la même année, ne permet pas d'en douter. Cependant ils furent soustraits de cet établissement à la faveur des désordres et des pillages de la révolution; nous dirons bientôt dans quelles circonstances ils y rentrèrent¹.

Les temps étaient devenus peu favorables aux travaux d'érudition, et surtout aux travaux qui avaient les institutions anciennes pour objet. Le président Agier renonça à son projet de publication; et non-seulement la soustraction de la copie du manuscrit de Venise fut peu remarquée, mais la victoire ayant, en l'année 1797, remis, on peut le dire, la France en possession du manuscrit original, ce manuscrit resta dans la Bibliothèque du Roi jusqu'en 1815, sans fixer l'attention d'aucun savant.

Sous la restauration, lorsque le mouvement des esprits vers l'étude des institutions et des mœurs du moyen âge commençait à se révéler, le gouvernement reprit le projet de publier une édition complète des Assises de Jérusalem, demanda au gouvernement autrichien la communication du manuscrit de Venise qui avait été transporté à Vienne, l'obtint et en fit exécuter une copie propre à l'impression. Cette copie était à peine terminée, quand on apprit que celle qui avait été donnée au roi Louis XVI par la république de Venise, et soustraite de la Bibliothèque, après avoir passé entre les mains d'un Polonais nommé Maleszewsko, se trouvait en la possession d'une personne qui consentait à s'en défaire pour une somme peu élevée. Le ministre de l'intérieur fit avec empressement cette dépense, et, le 10 mars 1828, le précieux manuscrit fut réintégré à la Bibliothèque royale, où il porte la désignation : Supplément français, n° 1540 *ter*.

L'Académie royale des Inscriptions et Belles-Lettres pensa qu'il était de son devoir de mettre un terme à tant d'incertitudes, et de doter enfin la science d'un monument historique qui témoigne avec tant d'éclat de l'influence que la France a exercée sur l'événement le plus mémorable du moyen âge. Lorsque l'Académie décida la publication d'un recueil des Historiens des Croisades, elle annonça que si le gouvernement ne réalisait pas le projet qu'il avait formé de faire publier une nouvelle édition des Assises de Jérusalem, elle placerait dans sa collection ce monument si utile pour l'étude des mœurs anciennes et de la législation féodale de la France².

Il ne nous reste plus qu'à faire connaître les moyens que nous avons employés pour rendre cette édition digne du corps illustre sous les auspices duquel nous la publions.

¹ Ces détails sont donnés par M. Pardessus, dans sa *Collection des lois maritimes antérieures au XVIII^e siècle*, t. I, c. vii, p. 269. Nous les avons complétés au moyen de la correspondance d'Agier, dont nous devons la com-

munication à l'obligeance de notre confrère M. Guérard.

² *Mémoires de l'Institut royal de France, Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, t. XII, p. 42.

La plus grande partie des manuscrits des Assises de Jérusalem, et particulièrement des Assises de la Haute Cour, existent en France et se trouvent réunis à la Bibliothèque royale¹; nous n'avons donc pas eu de peine à nous convaincre qu'il était inutile de chercher hors de ce riche établissement les matériaux d'une édition complète et correcte des Assises. Ce sont de longues et consciencieuses recherches, et non pas les avantages de notre position, qui ont fait naître en nous cette persuasion.

Il existe deux séries distinctes de manuscrits des Assises de la Haute Cour, car nous ne parlerons pas ici des manuscrits des Assises de la Cour des Bourgeois : les uns ne contiennent que le livre d'Ibelin, auquel le copiste ou l'éditeur a joint, comme nous l'avons déjà fait remarquer, plusieurs chapitres empruntés au livre de Navarre, aux Assises de la Cour des Bourgeois et aux ouvrages des jurisconsultes de cette cour; les autres présentent les livres d'Ibelin, de Navarre, de le Tort, de Jacques d'Ibelin, et divers documents législatifs ou judiciaires, séparés les uns des autres et disposés dans leur ordre naturel.

Les manuscrits de la première série, qui sont les plus nombreux, et qui doivent cependant inspirer le moins de confiance, puisqu'ils présentent un texte incomplet et retouché par des mains inhabiles, semblent tous provenir de la même souche. La Thaumassière s'exprime sur ce sujet dans les termes suivants² : « Brodeau sur la coutume de Paris, sur le titre *des Fiefs*, n° 8, dit « qu'il y a un manuscrit des Assises en la Vaticane, un autre en la bibliothèque « de messire Pierre Segulier chancelier de France, et un autre en celle des « heritiers de maître Jean Leschassier conseiller au Châtelet de Paris, du- « quel il a tiré une copie. Le P. Labbe en cite un autre exemplaire de la « bibliothèque de messieurs du Puy; mais ils ont tous été transcrits de « la bibliothèque du Vatican. » Le plus grand nombre des manuscrits de la Bibliothèque du Roi appartiennent, comme on doit le penser, à cette série.

Nous ne trouvons dans la seconde série que deux seuls manuscrits, soit à la Bibliothèque royale, soit ailleurs : l'un est le célèbre manuscrit de Venise, l'autre est celui du chancelier Séguier, que la Thaumassière ne connaissait pas quand il affirmait que ce manuscrit était une simple transcription de celui de la Vaticane, et, disons plus, qu'aucun savant ne paraît avoir étudié ni comparé aux autres.

Pour obtenir un texte, sinon pur, au moins exact, nous devions donc prendre pour base de notre travail le manuscrit de Venise, qui est incomparablement le plus riche; puis le collationner avec celui de Séguier et les meilleurs manuscrits de la première série, et enfin avec le texte imprimé; car nous ne

¹ Voici la notice exacte de tous les manuscrits des Assises possédés par la Bibliothèque royale :

1° Fonds français, n° $\frac{2242}{3}$, Baluze, 446; 2° *id.* n° $\frac{2242}{3}$, Baluze, 396; 3° Saint-Germain, français, n° 430; 4° *id.* n° 426; 5° Dupuy, anc. fonds, n° 652; 6° ancien fonds français, n° 8390, 8391, 2 volumes grand in-folio, reliés en veau jaune, à filets d'or, contenant la traduction italienne des Assises, qui a été imprimée en 1535;

7°, n° 1390, petit in-8°, ms. du xv^e siècle, relié en maroquin rouge, contenant les Assises de la Cour Basse en grec vulgaire, sans accents. Ce manuscrit a été écrit sur papier de coton, avec une plume de roseau, mais par un copiste inhabile, qui a estropié l'orthographe, ce qui le rend très-difficile à lire, même pour un savant versé dans la connaissance du grec moderne.

² Page 239.

sommes pas certains que la Thaumassière ne possédât que ceux qui sont aujourd'hui à notre disposition. Nous ajouterons, que si nous eussions été complètement libres, nous aurions pris pour base de notre édition des livres de Navarre, d'Ibelin et de le Tort, le manuscrit du chancelier Séguier, qui est plus ancien et plus correct que celui de Venise, mais beaucoup moins étendu. On verra combien de précieuses leçons il nous a fournies pour relever et pour corriger des erreurs et de graves omissions échappées au copiste du manuscrit de Venise.

Nous allons maintenant faire connaître en détail les manuscrits de l'une et de l'autre des deux séries, que nous avons choisis comme pouvant fournir le plus de leçons et de variantes propres à compléter ou à éclaircir le texte du manuscrit de Venise.

1° Saint-Germain, français, n° 430, in-folio vélin, xiv^e siècle. Cet exemplaire, après avoir appartenu au chancelier Pierre Séguier, passa dans la bibliothèque du duc de Coislin, et de là dans celle de Saint-Germain des Prés.

Ce manuscrit contient :

a. Les soixante et dix-huit premiers chapitres de la Cour des Bourgeois, sans table ni rubriques de chapitres.

b. Les rubriques des chapitres de la Haute Cour, au nombre de trois cent deux et cotées. Les deux cent quatre-vingt-quatre premiers chapitres comprennent les Assises; les Lignages d'outre-mer occupent les chapitres deux cent quatre-vingt-cinq à trois cent un. La rubrique du chapitre trois cent deux annonce les *Assises, lesquelles fist messire Jaque de Belyn*; dans le chapitre même, ce nom est également donné à l'auteur. Ce chapitre occupe dix-neuf pages qui ne portent pas de numéro.

c. Après la rubrique du chapitre trois cent deux, vient une autre suite de rubriques commençant par le numéro 1 et finissant par le numéro XIX, et contenant les titres des dix-neuf chapitres du livre intitulé : *Livre de messire Jeufroy le Tort, des Assises*; ce livre occupe neuf pages du manuscrit.

d. Autre suite de rubriques ou tables de chapitres du livre intitulé : *Messire Phelippe de Nevaire, des plaiz de la Haute Cort, selonc les usages dou reaume de Jerusalem*. Ce livre renferme cinquante-trois chapitres et occupe cinquante-neuf pages.

e. Une suite de trente et un chapitres avec rubriques, formant l'ouvrage que nous avons appelé le *Livre au Roi*.

Le volume se termine par quelques feuilles de vélin laissées en blanc.

On lit sur la dernière feuille une note dont le sens est que : « Le volume
« contient treize fois vingt et seize feuillets écrits; ce qui fait vingt-sept cahiers
« et six feuillets, en comptant dix feuillets par cahier; que chaque cahier
« d'écriture coutant quatre gros, le tout coute onze florins, à dix gros le florin,
« sans compter la reliure, qui peut employer huit cahiers de papier de huit
« grosses. »

Au bas du même feuillet est écrit à l'envers : « *Hoc est nostrum per libras v,*
« et 9^{or} XVI. »

2° Saint-Germain, français, n° 426, petit in-folio sur vélin, fin du xiii^e siècle.

Ce manuscrit provient de la bibliothèque de Harlay, et porte pour titre : *Assises, usages et plais de la Haute Court du royaume de Jerusalem*. Il commence et finit de même que l'imprimé; cependant on n'y trouve ni la préface, ni les rubriques des chapitres, ni les Lignages d'outre-mer, et il offre des différences notables avec le texte adopté par la Thaumassière.

3° Fonds français, n° $\frac{7348}{3}$, Baluze 396, in-folio. On lit en tête du volume la note qui suit : « Assises et bons usages de Jérusalem, d'un ms. de la Vaticane; celui-ci a été copié sur le ms. qui est en la bibliothèque de messieurs Dupuy frères; autre semblable en celle de M. Séguier, chancelier de France; autre en celle de M. Pelletier, conseiller au Chastelet. » Ce manuscrit se compose de deux cent trente-trois feuillets cotés, contient trois cent cinquante-huit chapitres, et il y a tout lieu de penser qu'après avoir été en la possession de l'avocat Brodeau, il servit à la Thaumassière pour publier son édition, car il ne donne, ni plus ni moins, que ce qui se retrouve dans l'imprimé. Il existe à la Bibliothèque royale, sous la cote $\frac{7347}{3}$, Baluze 446, une copie de ce même manuscrit, in-4° de sept cent quatre-vingt-deux pages.

4° Dupuy, ancien fonds, n° 652, in-4°, relié en carton, couvert de papier marbré. *Assises et bons usages du royaume de Jérusalem, etc., transcrites sur un manuscrit de la Bibliothèque Vaticane*. Le premier feuillet porte la note qu'on vient de lire; plus bas le millésime 1648, qui est apparemment la date de la transcription; et au-dessous le nom de P. Dupuy, à qui ce manuscrit a appartenu. Une note placée sur ce même feuillet est ainsi conçue : « M. le chancelier Séguier a un ancien manuscrit de ces Assises, qui lui a été donné par M. Vignier, père de l'Oratoire. Il y a quelques différences de cette copie, mais non pas fort considérables. » Elles le sont au contraire beaucoup, et l'auteur de la note n'avait certainement pas vu le manuscrit de Séguier. Les Assises de la Haute Cour occupent six cent quatre-vingt-neuf pages; les Lignages ne sont point paginés, mais ils en occupent cinquante-neuf. Ce manuscrit est moins ancien que le n° 7348, et plus ancien que le n° 7347; du reste, ces manuscrits, tous les trois postérieurs au xvi^e siècle, et conformes au texte imprimé, paraissent être dérivés les uns des autres, et avoir pour type commun celui de la Vaticane, qui fourmille de fautes, et offre des lacunes considérables dans la seconde moitié du texte, à en juger du moins par la copie de MM. Dupuy.

5° Manuscrit des Assises des Bourgeois de la Bibliothèque royale de Munich, in-4° à deux colonnes, écriture italienne du xiv^e siècle. L'Académie royale des Inscriptions ayant obtenu, par l'intermédiaire du ministre des affaires étrangères, la communication de ce manuscrit, en a fait prendre une copie; il ne contient de relatif aux Assises de la Haute Cour que cinquante et un chapitres du *Livre au roi*, qui ont été publiés par M. Kausler, à Stuttgart, en 1839.

Le nombre des ouvrages composés dans le royaume de Chypre, sur la jurisprudence de la Haute Cour, fut si considérable qu'il est probable que nous n'en possédons pas la plus grande partie, et rien ne nous interdit d'espérer qu'un

hasard heureux fasse un jour renaître quelques-uns de ces ouvrages, et particulièrement ce livre de Gérard de Montréal, dont, en 1531, les commissaires vénitiens parlaient avec tant d'estime; mais en nous occupant seulement des manuscrits qui aujourd'hui sont connus, nous dirons que nous en avons réuni un assez grand nombre, en les choisissant dans des genres variés, pour que la restitution que nous donnons du texte véritable des Assises de la Haute Cour puisse satisfaire aux désirs légitimes de la science.

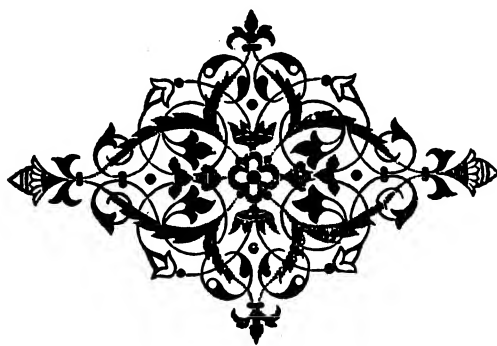
Il n'y avait aucun motif de changer les règles établies pour des travaux semblables; ainsi, toutes les variantes qui pouvaient compléter, éclaircir ou rectifier le texte du manuscrit de Venise, y ont été introduites avec d'autant plus de facilité que les trois manuscrits originaux, c'est-à-dire ceux de Venise, de Séguier et de la Vaticane, sont, à peu de différence près, de la même époque. Relativement aux variantes qui ne s'appliquaient qu'aux formes particulières des mots, nous les avons toutes relevées dans les cent premiers chapitres du livre d'Ibelin, et mises en notes, évitant toutefois des répétitions qui seraient devenues fastidieuses et n'auraient offert aucun profit : notre but a été, dans cette partie de notre travail, de fournir des matériaux à l'étude de la philologie, et principalement de faciliter l'intelligence du langage judiciaire usité au moyen âge, objet important pour les jurisconsultes, ainsi que l'indiquent, quelque insuffisants qu'ils soient, les glossaires de Ragueau, de Laurière et de la Thaumassière.

Le manuscrit de Venise donne assez correctement le livre d'Ibelin, mais ne présente, pour les autres ouvrages, qu'un texte fort défectueux; il a donc été nécessaire d'y introduire quelques changements, qui consistent en des suppressions de mots ou de lettres; mais nous nous sommes imposé la loi de ne pas faire entrer dans le texte un seul mot dont l'adoption ne puisse être justifiée par l'autorité d'un manuscrit.

Nous dirons peu de chose sur le commentaire que nous avons joint au texte; ici le danger à éviter était l'abondance de ces notes qui n'apprennent rien aux hommes instruits, et qu'il est si aisé de composer à l'aide des anciens dictionnaires de droit. Nous avons cru devoir d'abord recueillir la plus grande partie du commentaire de la Thaumassière, parce que ce jurisconsulte, s'il n'était pas un bon éditeur, tenait sa place dans cette école des légistes français du xvii^e siècle, chez lesquels brillait une connaissance approfondie des anciens temps et des vieilles lois de la monarchie; puis nous nous sommes appliqués, dans les notes qui nous appartiennent, à éclaircir les passages les plus importants des ouvrages que nous publions, par des faits puisés particulièrement dans l'histoire des royaumes de Jérusalem et de Chypre au milieu du xiii^e siècle, c'est-à-dire à l'époque où vivaient Navarre, Ibelin et le Tort. Nous avons éclairé les lois par l'histoire contemporaine et locale, seule méthode qui puisse conduire à des résultats intéressants et exacts.

Le désir de répondre dignement aux vues de l'Académie royale des Inscriptions et Belles-Lettres, d'honorer l'ancienne gloire de la France et de doter la science d'un ouvrage important, nous a soutenus dans cette première partie d'un travail qui offrait des difficultés de plus d'un genre; si ce sentiment

avait pu faiblir en nous, il se serait promptement ranimé sous l'influence des conseils et des secours de notre savant confrère M. Guérard, qui par intérêt pour l'ouvrage, et peut-être aussi par affection pour l'éditeur, nous a permis d'invoquer l'appui de sa science et de sa pénétration chaque fois qu'un obstacle nous a arrêtés.



EXPLICATION DES ABREVIATIONS.

- A. Le manuscrit de Venise.
- B. ————— de Saint-Germain, n° 430.
- C. ————— de Harlay ou de Saint-Germain, n° 426^a.
- D. ————— de Baluze, n° $\frac{7348}{3}$.
- E. ————— de Dupuy, ancien fonds, n° 652.
- M. ————— de Munich.
- T. Édition de la Thaumassière.

**ASSISES
DE JÉRUSALEM.**

PREMIÈRE PARTIE.

ASSISES DE LA HAUTE COUR.



PREFACE.¹

En l'an de l'Incarnation nostre Seignor M. CCC. LXVIII. de Crist, à XVI. jours dou mois de Janvier de ladite année, Dieu fit son comandement dou roy Piere^a quinziesme roy Latin de Jerusalem et roy de Chipre, et en celui meismes jour la communauté des homes liges s'assemblerent à l'hostel dou roy à Nicossie, et par comun acort de tous ensemble ordenerent lieutenant dou seneschau dou royaume de Jerusalem messire Phelippe de Ibelin sire d'Arsur^b, pour ce que le seneschau de Cypre estoit absent; et faisant ce la communauté des homes liges, pour ce que le roy Piere laissa un fis merme d'aage, et estoit present en la court, c'est assavoir Piere de Leseignan conte de Triple^c. Lesdits homes liges furent d'une part pour veir ce que eaus avoient à faire, et estans regarderent sur deux points : l'un sur le baillage doudit Piere, qui devoit tenir les royaumes jusques à parfait aage doudit Piere; l'autre por les novelletés et plusiors choses que ou tens passé se faisoient sans l'assent et l'otroi des homes liges, lesquels estoient encontre les assises et usages et auci au grant damage des homes liges et de la communauté dou peuple, pour ce que lesdites assises et usages dou royaume ne se tenoient enci com elles furent ordenées et establies par Godefroy de Buillon premier roy de Jerusalem, et les homes liges et jurés, et les autres roys et homes liges que aprez li ont esté les uns aprez les autres. O premier point dou baillage, après grant debat qui fu debatu, et regardant les homes liges la requeste que le roy Hugue quatorziesme roy des Latins de Jerusalem et roy de Chipre^d acquist lesdits royaumes par la mort dou roy Henry son oncle, et les ot par la conoissance de la court avant les seurs doudit roy Henry, c'est assavoir Aalis et Helvis de Leseignan, par les allegations que

¹ Cette préface, que nous donnons ici d'après l'édition de la Thaumassière, ne se trouve pas dans les manuscrits de Venise, de Saint-Germain ni de Harlay.

^a Pierre I de Lusignan, fils de Hugues IV et d'Alix, fut couronné roi de Chypre l'an 1360, et succéda l'année suivante à son père. Ce prince s'illustra par ses exploits contre les Musulmans; mais des actes de violence ayant aliéné de lui l'esprit de ses sujets, il périt assassiné par les seigneurs de Chypre. Presque tous les historiens placent sa mort au 18 janvier 1368; mais le poète Guillaume de Machaut, qui écrivait d'après le récit de témoins oculaires, recule cet événement jusqu'au 16 janvier 1369. *Mémoires de littérature de l'Académie des Inscripti-*

tions, t. XX, p. 439. La date fournie par cette préface nous paraît préférable.

^b Guillaume de Machaut cite le sire d'Arsur comme ayant été l'un des témoins de l'acte de cruauté qui causa la mort de Pierre I. *Ibid.* p. 438.

^c Pierre II, dit *Pierino*, avait douze ans en 1368.

^d Hugues IV, fils de Guy, frère de Henri II et d'Esquive d'Ibelin, fut couronné, après la mort de son oncle, l'an 1324, roi de Chypre à Nicosie, et roi de Jérusalem à Famagouste.

ledit roy Hugue allega et par les cas semblables que il mostra, que au royaume de Jerusalem avint le cas, et por les perils et autres maus qui poroient avenir lesdis homes liges coneurent que ledit bailliage desdis royaumes doit avoir et tenir en jusques au parfait aage doudit Piere monseignor Johan de Leseignan prince d'Antioche et conestable dou royaume de Chipre son oncle^a, qui seroit heir desdis royaumes par la mort doudit roy Piere son frere, qui derainement en moru saisi et tenant, se ledit Piere son fis ne fust esté, faisant le serement usé. Et les choses qui furent ordenées o segont point, com est avant dit, fu ordené et coneu, por ce que plusiors s'entremistrent et firent livres des assises, et les uns les entendirent en une maniere et les autres en une autre, ordenerent de faire porter tous les enciens livres des assises, que le viel conte de Jaffe l'a fait et coreger en la presence de la court, et trover le plus vray de tous et faire le escrire, et joindre les autres chapitres des ordenances qui ont esté faites audit livre, et la conoissance qui fu faite par les homes liges pour le roy Hugue, et autres assises et ordenances qui furent fais par les seignors roys et homes liges de la court ou tens passé; et metre ledit livre au tresor de la mere yglise de Nicossie dedens une huche, en la garde de quatre homes liges, seellée de lors seaus, l'un en leuc dou seignor et les autres trois com court; et quant aucun cas venra en la court que les homes seront enserrés, que le seignor puisse mander faire ouvrir la huche par quatre homes de la court, et faire porter ledit livre pour esclercir ledit cas selon qu'il estoit usé au royaume de Jerusalem. Et ce faisant la comunauté des homes liges furent en la presence de monseignor Johan de Leseignan prince d'Antioche et conestable doudit royaume, frere doudit roy Piere, et le tricoplier^b doudit royaume de Chipre messire Jacque de Hores pour la comunauté des homes liges, en la presence de l'archevesque de Nicossie et des autres perlas et autres qui presens furent; et auci estoit ledit Piere conte de Triple present en la court, qui estoit merme d'aage. Et ledit tricoplier dit au susdit monseignor Johan de Leseignan : « Sire, il est
« enci que regardant la comunauté des homes qui sont ici presens, que Dieu
« a fait son comandement de nostre seignor le roy Piere vostre frere, et a
« laissé un fis, c'est assavoir Pierre de Leseignan conte de Triple, qui est
« merme d'aage et present en la court. Ils ont esté d'une part et ont regardé
« et coneu que vous estes le droit heir à avoir et tenir les royaumes de Je-
« rusalem et de Chipre pour le bailliage de monseignor Piere de Leseignan
« conte de Triple, fis de vostre frere le susdit roy et vostre nevou, qui est
« merme d'aage, en jusques en son parfait aage; et veulent et vous prient et
« requerent que vous requerez ledit bailliage, qui est de votre droit et à vous
« monte d'avoir et tenir en jusques à parfait aage de votre nevou, et avoir
« le poés toutefois que requerre le vodrés, faisant vous le serement usé et
« que en tel cas requiers selon les assises, et par vostre dit serement garder et
« tenir et maintenir les ordenances qui ont esté ordenées et faites et conve-

^a Pierre II fit, en 1375, et à la sollicitation de sa mère, assassiner sous ses yeux Jean son oncle, pour venger la mort de son père, dont ce seigneur était le principal auteur.

^b Le général de la cavalerie, et l'un des grands officiers de la couronne.

« nues en ce jour et les conoissances et assises qui ont esté faites par les seignors roys et homes liges de la court, lesquels se doivent metre au Livre^a; et faisant vous ledit serement requerés ledit baliage, et nous vous recevrons à baill et nostre seignior en jusques ledit Piere vostre nevou soit en son aage. » Et sur ce ledit monseignior respondit et dit : « Seignors, nous avons oy et entendu les paroles que le tricoplier de Chipre nous a retrait por vous autres, et nous vous mercions de la bone volenté que entre vous autres avés envers nous, et de ce que entre vous autres volés que nous deons requerre le bailliage desdis royaumes, qui sont de nostre droit d'avoir et tenir jusques au parfait aage de nostre nevou le conte de Triple. Sachés, seignors, qu'il n'a chose que nous puissions faire pour vous, que nous ne feissions volentiers pour vous; mais pour requerre ledit bailliage, nous ne santons tant de vertu en nous que nous puissions regir lesdis royaumes enci com il convendroit; et vous prions que il ne vous desplaie dou respons que nous vous faisons. » Et dit assez d'autres raisons pour se deffendre de non entrer audit bailliage. Et sur ce la communauté des homes liges li respondirent et distrent : Que pour escuse que il se escusoit à eaus ne lor sembloit et ne voloient que il deust demorer à requerre ce qui estoit de son droit et sien, et qu'il estoit par eaus coneu; et le prioient et requeroient que il le deust requerre, car eaus ne voloient ne n'entendoient que autre deust avoir son droit, et aici pour le prouffit de vostre nevou et des homes liges et dou peuble et l'avancement dou païs, par son sens et sa bonté et sa loyauté, et que tous biens aviendroient et seroient au royaume par son regement. Et regardant monseignior le prince, et oyant les paroles et raisons des homes liges ou autre à faire ce que eaus en avoient fait, il requist le bailliage desdis royaumes au leutenant dou seneschau de Chipre par messire Thomas de Montolif l'auditor, et l'ot, et fit le serement usé que baill doit faire, selon que à l'assise contient; et aici jura de maintenir et garder et faire les ordenances garder qui furent faites com dessus est dit, en celle oure, en la presence des susdis perlas; et estant son nevou present receut la seignorie dou bailliage, et les homes liges li firent les homages et ligesses que chascun devoit, et furent tous autres seremens fais par les autres selon que usé a esté; et pour les grans fais, services et ordenances qui furent à faire pour le royaume, l'ordenance dou livre demora jusques à xvi. jours de Novembre après, qui fu en l'an de Crist MCCCLXIX. Et adonc monseignior le bail, pour son serement garder et maintenir, fist assembler la communauté des homes liges, et lor fist dire par messire Thomas de Montolif auditor, que à tous n'estoit celé que, faisant Dieu son comandement dou roy Piere, que Dieu absoille, la communauté des homes liges firent plusiors ordenances pour le comun prouffit de tous et dou païs, lesquels furent jurés par monseignior le baill et la communauté des homes liges; et en lesdites ordenances est qu'il se puisse trouver un le plus vrai livre des assises, c'est assavoir dou conte de Jaffe,

^a En parlant des Assises, on disait simplement *le Livre*, comme nous disons *le Code*, pour désigner le recueil de nos lois. Ainsi on lit dans la *Chronique de*

Morée, t. I, p. 364 : « Après que chacun eut parlé longtemps et abondamment, le prince fit apporter le Livre, τὸ βιβλίον. »

et regarder le par le seignor et ses homes et coreger le, et metre le au tresor de l'yglise en une huche, et estre en la garde de l'yglise et soute le seau de quatre homes de la court; et quant les homes seront ensérés, que le seignor doie mander faire ouvrir la huche par quatre homes, et faire porter ledit livre pour esclercir ledit cas selon qu'il estoit usé au royaume de Jerusalem. Et aprez ce que monseignor le baill ot dit, la comunauté des homes liges furent d'une part et ordenerent, pour ce que ladite besongne est de grand fait et convenoit de faire ce à droit, et pour ce que il estoient assez, lor sembla que ce seroit à point pour tous les autres ensemble, et s'accorderent et ordenerent que ledit livre et besongne se fist par seize homes liges de la court, en la presence de monseignor le baill; lesquels furent les aprez ci devisés : messire Jacque de Leseignan seneschau de Chipre^a, messire Phelippe de Ibelin sire d'Arsur, sire Johan dou Morf conte de Rohais, sire Thomas de Montolif l'auditor, sire Simon Tenouris mareschau de Jerusalem, sire Mathe de Plessie bouteiller de Jerusalem, sire Reïmon Babin bouteiller de Chipre, sire Thomas d'Antioche, sire Johan de Montolif, sire Jacques Beduin l'ainsné, sire Johan de Giblet fis de sire Guillaume, sire Thomas de Montolif l'ainsné, sire Henry de Giblet, sire Johan de Saurel, sire Jacques de Bon, sire Reinier le Petit^b. Et en celle oure fu retrait ce que les homes ordenerent en la presence de monseignor le baill, et monseignor le baill otria ce que les homes liges avoient fait. Et sur ce monseignor le baill fit recouvrer la plus grant partie des livres des assises les plus vrais que le conte ot fait, et en la presence des avant només furent corrége et ehlurent le plus vrai livre des assises, et fu contre escrit, et mis les ordenances susdites que les homes liges ont fait, et la conoissance que fu faite pour le roy Hugue et les autres assises et autres qui furent fais au tens passé. Lequel livre et ordenances et conoissance et assises ledit monseignor le baill jura, et les homes liges aici jurerent avant que ledit seignor ne receust ledit bailliage com est devant dit. Et ce est fait pour le comun prouffit dou seignor et des homes liges et de tout le peuple, de tenir et maintenir ce qui a esté fait, et juger selon que ordené fu; et doivent aici jurer les seignors par la maniere avant que ne reçoivent la seignorie, enci com il vendront les uns aprez les autres, et aici les homes liges. Et fu mis ledit livre au tresor de ladite yglise dedens la huche, seellée des quatre seaux, comme il est devant dit.

^a Jacques de Lusignan, fils de Hugues IV et frère du régent, succéda, en 1382, à son neveu Pierre II.

^b Voyez dans le *Livre des Lignages d'Outremer*, qui

se trouve à l'Appendice de ce volume, les généalogies des familles d'Ibelin, de Morf, de Giblet et de le Petit.



I.
LIVRE DE JEAN D'IBELIN.

SOMMAIRES DU LIVRE DE JEAN D'IBELIN.

CE SONT LES RUBRIQUES DOU LIVRE DES ASSISES ET DES USAGES DOU ROIAUME DE JERUSALEM, LE QUEL LIVRE
FIST LE BON JOHAN DE YBELIN CONTE DE JAPHE ET D'ESCALONE ET SEIGNOR DE RAMES¹.

- I.² Ci comence le livre des assises et des bons usages dou roiaume de Jerusalem, qui furent establis et mis en escrit par le duc Godefroi de Buillon qui lors par comun acort fu esleu à roi et à seignor doudit roiaume, et par l'ordenement dou patriarche de Jerusalem qui lors primes fu esleu et sacré, et par le conseil des autres rois et princes et barons qui après le duc Godefroi furent.
- II. Coment le duc Godefroi establi deus cours seculiers : l'une, la Haute Court, de quoi il fu gouverneur et justisier; et l'autre, la Court de la Borgesie, laquelle est apelée la Court dou Visconte.
- III. Coment les assises et les usages dou roiaume de Jerusalem furent par pluisors fois amendées par le duc Godefroi et les autres rois et seignors qui après lui furent.
- IV. Coment le peuple des Suriens vint devant le roi dou roiaume de Jerusalem et li proierent et requistrent qu'il fucnt menés par l'usages des Suriens.
- V. Coment le chief seignor dou roiaume de Jerusalem et les autres barons et homes qui ont court et coins et justise, doivent savoir les assises et les usages dou roiaume.
- VI. Ci dit où li roi de Jerusalem doit estre coronés et qui le doit corroner.
- VII. Coment l'en doit le roi corroner et quel sairement il fait au patriarche et le patriarche à lui, et coment il doit torner dou Sepulcre.
- VIII. Ci dit quel doit estre le chief seignor dou roiaume de Jerusalem, soit roi ou autre, et toz les barons et seignors dou dit roiaume qui ont cort et coinz et justise.
- IX. Ci dit quels doivent estre les homes qui sont juges en la Haute Court.
- X. Ci dit de quel maniere doit estre le plaideor.
- XI. Coment et por quoi et de quoi l'on doit demander conseil de court.
- XII. Qui demande conseil, qu'il doit demander à son conseil.
- XIII. Coment on doit demander conseil, si que celui que on demandera à conseil ne puisse de celle quarelle conseilier son aversaire.
- XIV. Por quoi l'on peut demander conseil de cort par esgart.
- XV. Por quoi l'on peut demander conseil sans esgart.
- XVI. A qui l'on ne peut doner conseil de court se son aversaire le contredit.
- XVII. As quel genz le seignor ne peut ni ne doit veer conseil de court.
- XVIII. A qui le seignor doit doner conseil de court, quant on li requiert.
- XIX. Quel difERENCE a entre ce que seignor retient home à son conseil et à sa parole garder.
- XX. Coment le seignor doit retenir home à son conseil, et coment à sa parole garder.
- XXI. Coment et por quoi doit le seignor retenir home à sa parole garder.
- XXII. Coment l'on doit plaideer en la Haute Court.
- XXIII. Por qui l'on peut plaideer en la Haute Court.
- XXIV. Des quels choses l'on ne doit plaideer en la Haute Court.
- XXV. Por qui l'on peut plaideer contre son seignor et encontre son home.
- XXVI. Quel doit estre le bon plaideor, et qu'il li covient à faire, et de quoi il le covient garder el plait.

¹ Cette indication n'existe pas dans les autres manuscrits, ni dans l'édition de la Thaumassière. — ² Les numéros de ces rubriques sont placés, dans les manuscrits, à la suite des titres; mais il nous a paru plus convenable de les mettre en tête.

- XXVII. Quel chose doivent savoir ciaux qui s'entremettent de plaideer à la Haute Court du ¹ roiaume de Chypre et à celle de Jerusalem.
- XXVIII. Que doit faire celui qui est à conseil d'autre et viaut dire la force de la parole et seoir à l'esgart.
- XXIX. Qui se viaut clamer d'ome ou de feme qui est present en court, coment il le doit faire.
- XXX. Quant home ou feme de qui l'on se viaut clamer n'est en la court, coment l'on ce doit clamer de li.
- XXXI. Que doit faire celui qui est droiturier et loial, quant on li requiert aucune chose, ou quant on se clame de lui.
- XXXII. Quant jors l'on a de respondre au noviau claim, quant assize ne tolt le jor.
- XXXIII. Quantes fuites principaus il y a en plait, et quels elles sont.
- XXXIV. Coment l'on deit plait fuir par la premiere fuite principau de plait.
- XXXV. Coment l'on deit plait fuir par la seconde fuite principau de plait.
- XXXVI. Coment l'on deit plait fuir par la tierce fuite principau de plait.
- XXXVII. Coment l'on peut longuement plait fuir.
- XXXVIII. Ci dit quant la carelle est d'irritage qui est dedenz ville, coment l'on se deit defendre.
- XXXIX. Ci dit que por teneure que l'on face de irritage de mermiau ne li griège.
- XL. Ci dit que por teneure que l'on face d'irritage de fors paysé ne li griège.
- XLI. Coment l'on deit demander jor, quant l'on viaut plait foyr.
- XLII. Coment le requérant se deit garder que le fuiant n'ait pluisors esgars et après ait le jor.
- XLIII. Qui viaut plait foyr, coment il deit demander jor à claim de quei assize tolt le jor.
- XLIV. Coment le requérant se deit garder que le fuiant n'esloigne le plait par demander jor.
- XLV. Coment le requérant deit le plait abregier.
- XLVI. Que deit faire celui qui viaut tost son plait ataindre.
- XLVII. Qui viaut plait ataindre, coment il deit plaideer, se le fuiant fuit par la premiere fuite principau de plait.
- XLVIII. Coment l'on deit plait ataindre, quant le fuiant fuit par la seconde fuite principau de plait.
- XLIX. Se le fuiant fuit par la tierce fuite principau de plait, coment l'on le deit ataindre.
- L. Coment l'on deit demander jor à toz les claims que l'on fait de lui en cort, mais que à ciaux de quei l'on est ataint qui ne respont sanz jor demander.
- LI. Quant aucun se clame d'autre et il demande jor et l'a par court, por quei l'un et l'autre deit metre en escrit le claim tel come il a esté.
- LII. Quant les parties sont ajornées par court, coment et por quei chascun deit demander au seignor où il comande que il garde son jor.
- LIII. Quant les parties sont ajornées par court et il gardent bien leur jor si come il deivent, coment le clamant deit renoverer son claim.
- LIV. Quant l'on garde son jor que l'on a par court, et le clamant clame si come il autrefois c'est clamés², coment le fuiant deit respondre.
- LV. Celui de ciaux qui est ajorné par court garde son jor si come il deit, et l'autre ne le garde ne contremande si come il deit, que celui qui garde son jor deit dire et faire.
- LVI. Quant l'on vient garder son jor el leuc où l'on est ajorné par court, et l'on ne treuve le seignor ne home qu'il ait establi en son leuc, que l'on deit dire et faire.
- LVII. Quant genz sont ajornés par court et il gardent leur jor, si come il deivent, et il ne treuvent home devant qui le defendant seit tenus de respondre, et le clamant se clame à un autre jor après, tot ensi come il autrefois c'est clamés : que le fuiant peut respondre.
- LVIII. Quant genz sont ajornés par cort et il gardent leur jor si come il deivent, et le seignor ne viaut cel jor entendre à oyr le plait, qu'il lor deit dire et qu'il li deivent respondre.
- LIX. Qui est ajorné par court et il viaut son jor contremander³, coment il le deit contremander et par quans et par quels homes.
- LX. Qui est ajorné par court et il muet à orre et à tens por venir garder son jor, et il a tel es-soine ou chemin que il ne peut aler son jor garder, coment et par qui il le peut contremander.

¹ D. E. De. A. Dou. B. T. — ² Si come il autrefois c'est clamés, se trouve dans B. D. E, et manque dans A. Et le clamant se clame à un autre jour après, tout auci com il autrefois s'est clamés. T. — ³ B. D. E. T. Garder. A.

- LXI. Por quei home de qui l'on se clame en court où il est present ne se deit partir de la court sanz respondre au claim ou demander jor.
- LXII. Por quei celui à qui l'on met sus mallefaite en court ou à qui l'on requiert aucune chose, il deit respondre ou neer la, se l'on l'offre à prouver¹.
- LXIII. Coment et por quei celui à qui l'on met sus mallefaite en court et il la née et l'on ne li euffre à prouver ainz que la court s'en parte, l'on ne li peut riens demander.
- LXIII bis. Ci dit que chascun sage doit mout eschiver plait à son pooir, et sur que tout à son seignor plus que à autres.
- LXIV. Que l'on deit dire et faire qui viaut recouvrer saisine de ce de quei l'on l'a dessaisi.
- LXV. En quel cas force de Turs tolt saisine, et en quel cas elle ne la tolt.
- LXVI. Quant le plaideor deit accueillir la preuve à sei et quant doner à son aversaire, et coment l'on deit prouver la negative.
- LXVII. Coment l'on se deit defendre d'accueillir la preuve à sei, quant son aversaire viaut que il preuve à sien ce que il a et tient come sien.
- LXVIII. Coment et por quei et par qui l'on deit prouver en la Haute Court.
- LXIX. Coment l'on deit estre garni de privilege ou de recort de court.
- LXX. Qui viaut prouver par garenz, quels et quanz ces garenz deivent estre.
- LXXI. Quel genz ne pevent porter garentie en la Haute Court.
- LXXII. Que deit faire celui contre qui l'on viaut prouver par privilege².
- LXXIII. Quant l'on viaut prouver aucune chose par recort de court, que celui deit dire et faire contre qui l'on viaut ce prouver.
- LXXIV. Coment l'on deit garenz enpeescher, et coment rebuter, et coment torner.
- LXXV. Quant chevalier porte garantie contre home qui n'est chevalier, coment il le peut rebuter ou torner.
- LXXVI. Quel terme l'on a d'amener ces garenz, selon le leuc que l'on les a voués.
- LXXVII. Quant l'on a amenés ces garenz à court, que l'on deit dire et faire, et que les garanz deivent dire et faire à la garantie porter³.
- LXXVIII. Por quei le garent vif peut porter garentie por le mort, et coment il la deit porter.
- LXXIX. Qui conut devant gent qu'il deit à aucune persone dette ou qu'il est son plege ou que il ait autres covenans à lui, et celui à qui il dit que il est d'une des dittes choses tenus n'est là present, se la ditte conoissance li deit valeir.
- LXXX. Des quels choses l'on se peut clamer par l'assise de quei assise tolt le jor.
- LXXXI. Des quels choses l'on ne se peut clamer par l'assise ou par l'usage de aerdre sei de bataille.
- LXXXII. Quels genz pevent faire apiau de murtre à qui l'on est tenus de respondre.
- LXXXIII. Quant l'on deit plaideer de murtre soutilment⁴, et quant selonc le cors usé.
- LXXXIV. Quel soutillance il a en plait de murtre.
- LXXXV. Quel chose est murtre, et por quei l'on le deit saveir; et que deit faire et dire celui qui viaut faire apiau de murtre.
- LXXXVI. Que deit faire celui qui le murtre a présenté à court, ce il seit que le murtrier est aresté.
- LXXXVII. Qui viaut faire apiau de murtre, et le murtrier est present en la court, que il deit faire et dire quant il l'apelle.
- LXXXVIII. Quant l'on viaut faire apiau de murtre par champion, coment on le deit faire.
- LXXXIX. Qui est, en fers ou en liens, amené en la court, et on se clame de lui de murtre ou d'aucune autre mallefaite, qu'il deit dire au seignor ains que il responde.
- XC. Qui viaut faire apiau de persone qui ait esté tué autrement que en murtre, qu'il deit faire por metre sei en dreis gages.
- XCI. Quant on se clame de murtre et il a joint⁵ homicide o le murtre, coment l'apeleor s'en peut partir sanz bataille.
- XCII. Se aucun apelle autre de murtre, et il n'est de ciaux vers qui l'on se peut defendre de respondre, coment l'on se deit defendre.
- XCIII. Coment et por quei l'apiau d'omecide est grief à mener à bataille, se le defendant s'en seit garder; et coment l'on le deit faire, et coment l'on se deit garder.

¹ *Se l'on l'offre à prouver.* B. D. E. T. manque dans A. — ² B. *Garentie.* A. D. E. T. — ³ D. E. T. *Les mots et que les garanz, etc.* manquent dans A. — ⁴ B. D. E. T. manque dans A. — ⁵ *Joint au claim.* B.

- XCIV. Coment il peut avoir pluisors batailles d'un home ocis¹ qui a pluisors cos.
- XCV. Quant l'on apelle home de trayson, et elle n'est aparant, et il s'en euffre à defendre de son cors contre le sien et tent son gage, coment et quant le seignor peut la bataille desfaire.
- XCVI. Quant l'on apelle home de trayson, et elle n'est aparant, et il ne se viaut à lui aerdre, coment il le deit faire.
- XCVII. Coment et de quei la trayson est aparant.
- XCVIII. Qui viaut faire apiau de trayson, coment il le deit faire.
- XCIX. Coment il peut avoir bataille d'atraire² contre son seignor chose qui à son fié ne seit.
- C. Qui viaut apeler home de chose que il ait atraite à son fié contre son seignor, coment il le deit faire.
- CI. Coment totes manieres de champions deivent estre armés à bataille faire, quant il se vont poroffrir à cort por bataille faire³.
- CII. Coment chevaliers deivent estre armés qui se combatent por murtre, et coment por autre carelle⁴, et coment il se deivent venir poroffrir, et où et à quel orre.
- CIII. Qanz jors l'on a la bataille faire après ce que les gages sont donés et receus.
- CIV. Coment on deit apeler home de rap⁵.
- CV. Qui apelle feme de chose en quei il y a bataille, et elle a baron, coment son baron la peut defendre; et coment, c'il ne la viaut defendre, elle se peut defendre par un autre.
- CVI. Quel genz se pevent defendre par champion.
- CVII. Qui se claime de force et ne l'euffre à prover, por quei celui de qui l'on se claime n'est tenuz de neer la⁶.
- CVIII. Coment totes manieres de genz, autres que chevaliers, qui gagent bataille, deivent estre armés à la bataille faire.
- CIX. Que les seignors deivent faire quant pere et fiz ou deus freres tendent leurs gages l'un contre l'autre.
- CX. Qui viaut la court fausser, qu'il deit faire dire; et qui la fauce en dit, coment et por quei toz les homes de la Haute Court la deivent aleauter.
- CXI. Coment les assises deivent estre tenues et maintenues fermement en totes choses, et coment les usages.
- CXII. Quel est l'assise de beste restive, et coment l'on se deit clamer.
- CXIII. Quel est l'assise de cop aparant, et coment l'on se deit clamer.
- CXIV. Quel amende deit faire celui, par assise, de qui l'on se claime de cop aparant, ce il ne le née, et à qui.
- CXV. Quel est l'assise dou chevalier qui deit dette et la conut⁷, et l'on la li preuve, et il n'a de quei paier la.
- CXVI. Quel est l'assise d'autre que de chevalier, quant il couut dette en court, ou vers qui l'on la preuve.
- CXVII. Coment l'on se deit clamer de plegerie.
- CXVIII. Que deit faire celui qui est plege vers autre, et il en⁸ est membrant.
- CXIX. Quels est l'assise de la chose prestée que l'on pert.
- CXX. Quant on dit à home qu'il est son plege, et il le née, que celui vers qui l'on est plege deit faire.
- CXXI. Quant home dit à autre que il est son plege, et celui dit que il n'en est⁹ mie membrant.
- CXXII. Coment l'on deit faire que plege par l'assise ou l'usage dou reiaume de Jerusalem.
- CXXIII. Quant home demande gage à son plege, et il dit : « Faites me¹⁰ membrant que je sui vostre « plege, et je le voz donrai; » que l'on deit dire et faire.
- CXXIV. Se gage de plege est vendu por plegerie, quant il se peut clamer de celui por qui le gage est vendu.
- CXXV. Se qui est le sairement de la value dou gage qui est vendu por plegerie.
- CXXVI. Por quei home qui est semons dou servise que il deit n'est tenus de faire que plege tant come il est en la semonce.

¹ Ocis. B. D. E. T. manque dans A. — ² Sous-entendu à son fié. — ³ A court por bataille faire. B. D. E. T. manque dans A. — ⁴ Bataille. B. — ⁵ Ou de brisure de chemin. B. — ⁶ De non neer la. B. D. E. T. — ⁷ Conoist. B. D. E. T. — ⁸ En. B. D. E. T. — ⁹ N'en. id. — ¹⁰ Au lieu de me, on lit m'en dans le titre du chapitre. La table du manuscrit de Saint-Germain porte m'en.

- CXXVII. Qui est semons dou servise que il deit, por quei il ne deit amender gage qui ait esté vendu por lui de plegerie, tant come il est en la semonce.
- CXXVII *bis*. Coment pleige et dete est plus fort que plegerie n'est, et plus perillouse au pleige.
- CXXVIII. Quant home est semons de son servise, por quei celui qui est pleige por lui ne deit¹ faire que pleige, tant come il est en la semonce.
- CXXIX. Coment celui vers qui l'on est pleige et dette peut celui qui li est ensi tenus mener par la quel des deus voies que il viaut.
- CXXX. Coment celui vers qui l'on est pleige et dette peut celui qui li est ensi tenus mener par la quel des deus voies que il vodra tenir.
- CXXXI. Quels est l'assise de la chose mal adirée², et coment l'on se deit clamer.
- CXXXII. Quel est l'assise qui achate esclaf ou esclave qui est mezelle ou qui cheit du mauvais mal.
- CXXXIII. Quel est l'assise de dette de quei l'on n'a gage ne pleige ne garenz.
- CXXXIV. A qui le sodeier se deit clamer de son seignor de ce que il li deit de ces sodées, et quel est l'assise de ce.
- CXXXV. Quel est l'assise quant l'on done congié à son sodeer et³ ne le paie de ce qu'il⁴ li deit de ces sodées.
- CXXXVI. Quant jors à l'entrée dou meis le seignor peut doner congié à son sodeer⁵, et quanz jors à l'issue le sodeier peut prendre congié⁶, sanz que l'un ne l'autre y ait damage.
- CXXXVII. Por quei chose le sodeier qui est à fei et à fiance à son seignor et à terme nommé, se peut partir de lui dedent le dit terme sanz mentir sa fei.
- CXXXVIII. Qui fait chose vendre à l'encantement par autre que par le crior estable, por quei le seignor la peut prendre come soe.
- CXXXIX. Quel est l'assise de beste vendue sanz enchantement.
- CXL. Ce est l'assise de quei les seignors et les homes se deivent plus pener de saver la.
- CXLI. Coment le chief seignor dou reiaume peut fié doner.
- CXLII. Coment ciaux qui sont homes dou chief seignor qui ont court et coine et justise pevent fié doner.
- CXLIII. Quel est l'assise quant l'on aliene tot son fié ou partie de son fié autrement⁷ que par l'assise ou l'usage dou reiaume.
- CXLIV. Quel chose le conquereor dou fié peut faire dou fié que il a conquis⁸.
- CXLV. En quel maniere celui qui a fié conquis le peut doner au quel que il viaut de ces heirs.
- CXLVI. Qui a fié de son conquest et⁹ de s'escheete, coment il le peut doner à son dreit heir.
- CXLVII. Qui a fié de son conquest et il le rent et quitte au seignor de qui il le tient, et le seignor le done au dreit heir de celui qui li a rendu et quité et à ces heirs, à qui cel fié peut escheir s'il muert sanz heirs de feme espouse.
- CXLVIII. Quant fié escheit qui deit servise de cors à home ou à feme qui a fié ou reiaume de quei il a fait homage, et autre fié li escheit qui deit tel servise et tel homage come est avant dit, coment il le peut avoir et desservir.
- CXLIX. Se pluisors fiés escheent en un jor ou en pluisors, por quei l'ainz né de ciaux à qui il escheent, qui est plus dreit heir de celui ou de ciaux de par qui il escheent, les peut toz avoir, c'il les requiert.
- CL. Coment fié ou fiés deivent estre parti¹⁰ entre suers.
- CLI. Coment et por quei le fiz ou la fille se peut mettre de s'auctorité el fié qui li est escheu de son pere ou de sa mere.
- CLII. Por quei le seignor ne deit souffrir que autre que l'ainz né des fiz ou des filles de celui ou de celle de par qui le fié lor escheit, se met de s'auctorité en la saisine ne en la teneure.
- CLIII. Por quei fiz ou fille ne se deit metre de s'auctorité en saisine ne en teneure de fié de quei son pere ou sa mere ne¹¹ soient mors saisi et tenant come de leur dreit, ou cil en aient esté les dereaint¹² saisi et tenanz come de leur dreit.

¹ *Ne doit mie.* B. D. E. T. — ² On lit *atirée* au titre du chapitre, et dans B. D. E. T. *perdu*. — ³ Dans le titre du chapitre on lit : *et l'on ne*. — ⁴ Dans le titre du chapitre on lit : *de ce que l'on li deit, etc.* — ⁵ Après le mot *sodeer*, on lit de plus, dans le titre du chapitre : *sans ce que il seit tenus de paier le de cel meis*. — ⁶ Au lieu de ce qui suit, on lit dans le titre du chapitre : *sanz perdre les soz de cel meis*. — ⁷ T. *Ou autrement*. A. B. D. E. — ⁸ B. D. E. T. *Que il a*. A. — ⁹ Ou. B. — ¹⁰ Lisez *partis*. — ¹¹ *N'en*. B. — ¹² B. D. portent *deraient* pour *dereains*.

- CLIV. Por quei nul ne se deit metre en saisine de fié qui il seit escheu d'autre que de son pere ou de sa mere, se il ne le fait par le seignor de qui il deit tenir le fié.
- CLV. Coment on deit requerre la saisine dou fié qui li est escheu de par autre que de par son pere ou sa mere; et que le seignor en deit faire, et coment il le peut esloignier; et coment on le peut ataindre.
- CLVI. Por quei le seignor n'est tenu de respondre de fié que autre ait et teigne, de quei il l'ait saisi come de son dreit par esgart ou par conoissance de court ou par usage.
- CLVII. Quant fié escheit à pluisors genz et aucun autre que le¹ dreit heir en requiert la saisine au seignor come dreit heir, por quei le seignor ne le deit metre en saisine, ce il ne le requiert come le plus dreit heir aparant et requerant en la cort.
- CLVIII. Ci dit dou fié que le seignor encombre, coment il deit respondre.
- CLIX. En quel cas le seignor est tenu de respondre à qui li requiert saisine de fié que autre ait et teigne et de quei il seit son home.
- CLX. En quel cas le seignor ne se peut defendre de respondre à qui li requiert saisine de fié que autre ait et teigne et de quei il est en l'omage et ou servise dou seignor.
- CLXI. En quel cas il n'i a tornes de bataille contre le garent qui porte garentie dou parenté et en quel cas la torne y deit estre par raison, ce il n'i a preupre assise qui en cel cas tolle la torne de bataille, ou que en toz cas la tolle de preuve de parenté: car c'elle n'i esteit, moult de maus en poreient avenir et moult² de genz estre deseritez à tort et sans raison.
- CLXII. En quel cas le seignor ne se peut defendre à celui qui li requiert saisine de fié que il dit³ qui li est escheu, par dire que il n'a ne tient cel fié et que autre l'a et tient et qu'il l'aura⁴ à dreit, c'il se viaut clamer de lui.
- CLXIII. Quant le seignor a et tient chose que autre dit qui est de son fié ou de partie de son fié, et il li en requiert la saisine, coment il deit ce prover à son fié ou à partie de son fié, et coment l'on use⁵ come de son fié que on a et tient.
- CLXIV. Coment l'on deit prover contre son seignor tot son fié ou partie de son fié.
- CLXV. Coment l'on deit requerre à son seignor son fié ou ce qui est de son fié.
- CLXVI. Qui viaut requerre au seignor casal ou terre ou autre chose que rente de besanz, disant que ce est son fié ou partie de son fié, coment il le deit requerre et par qui il le deit offrir à prover; et coment et de quei et por quei le recort des homes de la court de chose où seignor n'est present, est porté come recort de court et tenu come recort de court là où le seignor n'est present.
- CLXVII. Que il covient à dire as homes de court qui recordent saisine et tencure et usage de fié, si que le recort à avoir la saisine dou fié à celui ou à celle qui l'a offert à prover par leur recort⁶ vaille.
- CLXVIII. Coment l'on peut prover son fié ou partie de son fié contre autre que contre son seignor.
- CLXIX. Coment enfant à qui fié escheit, tant come il est merme d'aage, peut avoir celui fié quant il est d'aage.
- CLXX. Coment quant pere ou mere muert et il ont fié et enfanz mermes d'aage, qui deit avoir le baillage, et qui deit garder l'eir dou fié.
- CLXX bis. Ci esclaircisse le fait par quel raison l'on peut demander baillage.
- CLXXI. Por quei celui ou celle qui tient baillage de dameiseille le deit tenir tant que elle seit marié, tot ait elle douze ans ou plus; et coment elle peut avoir le fié qui li est escheu, quant elle a passé douze ans.
- CLXXII. Coment dameiseille qui a passé douze ans peut avoir baillage⁷ qui li escheit.
- CLXXII bis. Coment nul ne peut avoir escheete qui escheue li soit, se il ne se saisit personament.
- CLXXIII. Se aucun seignor done fié en besanz à home ou à feme, en aucun leuc mouti l'assene, et se de là defaut sur totes ces autres rentes que il a et aura; et après done à un autre home fié et l'en assene en aucun leuc mouti, et si defaut⁸ dou leuc où le premier est assené par nom, et il viaut estre païé avant de l'autre dou leuc où il est assené avant: lequel des deus deit estre avant païé de celui leuc.
- CLXXIV. Qui est assené de son fié en un leuc mouti et il defaut de cel leuc une année ou plui-

¹ B. D. E. T. *Que dreit*. A. — ² B. *Et moult* manque dans A. — ³ B. *Die*. A. — ⁴ B. *L'aveera*. A. — ⁵ *L'on en a usé*. B. — ⁶ On lit dans le titre du chapitre: *li vaille*. — ⁷ B. D. E. T. *Fié*. A. — ⁸ On lit dans le titre du chapitre: *et ce il li defaille dou*, etc.

sors, si que celui qui est assené n'a pu estre païé de son fié, et il rent une autre année après, el tens d'autre seignor ou baill, tant que il puisse estre païé de quanque l'on li deit de son fié de vieill et de novel : coment et en quel cas il en deit estre païé sanz ce que le seignor ne le baill¹ ne s'en puisse defendre por dire que : « ce l'on voz deit, se n'est mie de mon tens; por « quei je ne voz viaus paier que ce que l'on vos deit de mon tens. »

CLXXV. Quant home ou feme qui a et tient seignorie muert et a pluisors parenz à qui cel fié puisse escheir à qui il escheit, le quel deit avoir celle escheete devant toz² les autres.

CLXXVI. Quant home ou feme qui a et tient seignorie ou fié muert et il a pluisors fiz ou filles ou autres parenz à qui cel fié puisse escheir, et l'ainz né des fiz en a après lui la saisine et la teneure, et ces freres ou ces suers ont enfans et muerent avant de celui qui a et tient la seignorie ou l'irritage, et il muert après sanz heirs qui de lui seient dessenduz : le quel des heirs qui sereit dessendu de ces freres ou de ces suers ou de ces autres parenz deit avoir l'escheete de l'irritage ou de baillage.

CLXXVI bis. Ci dit que se voz avez à requerre au seignor aucune chose qui escheue vous soit, et voz avez preuve vaillable contre le seignor, et le seignor voz en veut faire grace; ne la recevez pas, ainz le provez, si come cort esgardera que provez le doiez.

CLXXVII. De quel mainiere de fié feme deit au seignor de qui elle le tient le mariage de sei marier par semonce, et de quel maniere de fié elle ne se peut marier sanz l'otrei dou seignor, ne il ne la peut marier ne efforsier de marier la par semonce ne autrement.

CLXXVIII. De qui les femes qui ont douaire le deivent tenir, et à qui le baillage peut et doit escheyr por raison.

CLXXIX. Quant le baillage escheit à feme, coment elle se peut garder que le seignor de qui elle le deit tenir ne la puisse marier par baillage.

CLXXX. Por quei celui qui ne viaut decervir son fié le deit comander au seignor de qui il le tient, avant qu'estreer.

CLXXXI. Coment le seignor se peut et deit metre el fié estreé, et quel perill et quel damage a et peut avoir celui qui estrée son fié plus que celui qui le comande.

CLXXXII. Coment l'on peut et deit fié desmembrer par l'assise ou l'usage dou reiaume de Jerusalem.

CLXXXIII. En quantes manieres l'on peut son fié eschangier, et coment l'on peut fié eschangier, si que l'eschange vaille.

CLXXXIV. Por quel chose l'on peut perdre son fié an et jor, et por quei³ tote sa vie, et por quei lui et ces heirs.

CLXXXV. Coment et por quei on⁴ peut vendre par l'assise partie de son fié, et coment et por quei on le peut vendre tot par laditte assise; et coment il deit estre vendu; et quant le fié est vendu, coment l'on deit fornir l'assise, et dedenz quel terme le seignor deit faire paier les dettes de celui de qui le fié a esté vendu, et les quels dettes.

CLXXXVI. Coment celui a qui l'on a dette coneue en court, ou qui la preuve, deit dire et faire quant il en viaut estre païé par le seignor.

CLXXXVII. Quel gens ne pevent fié acheter par l'assise, et la raison por quei il ne le pevent acheter; et quel feme peut fié acheter et par quel raison elle le peut acheter.

CLXXXVIII. Que on deit faire de celui ou de celle de qui le fié a esté vendu, se la dette que il ou elle a coneue, ou que l'on li a provée en court, est plus que la vente dou fié.

CLXXXIX. Sur les quels des fiés des homes dou seignor son privilege ne peut ni ne deit porter garentie qui seit valable et sur le quel des fiés des homes le privilege de leur seignor peut porter garentie.

CXC. Por quantes choses et por quels l'on peut et deit estre deserité lui et ces heirs.

CXCI. Por quantes choses l'on peut et deit estre deserité de son fié sa vie, et por quel chose on le pert an et jor.

CXCII. Quant un home est for jugié par court come traytor por trayson que il a faite vers son seignor, coment et por quei ces heirs deivent estre deserités dou fié et des fiés dou traytor.

CXCIII. Quel sairement deit faire le chief seignor, quant il entre premierement en sa seignorie avant que l'on li face homage.

¹ B. T. Ou baill. D. E. manque dans A. — ² Toz. B. manque dans A. D. E. T. — ³ Et por quel raison lui et ses hoirs. B. — ⁴ Ne. B.

- CXCIV. Quel sairement deit faire le baill quant il receit le baillage dou reiaume, et coment il se doit contenir.
- CXCV. Coment l'on deit faire homage au chief seignor dou reiaume, et coment à celui qui n'est chief seignor; et de quei l'ome est tenuz à son seignor par l'omage que il li a fait.
- CXCVI. Coment le seignor est tenu à son home et de quei par l'omage que il a receu.
- CXCVII. Coment les homes des homes dou chief seignor dou reiaume li deivent feire la ligece par l'assise, et de quei il li sont tenuz par laditte ligece, et coment les autres genz dou reiaume doivent jurer feauté.
- CXCVIII. Coment les homes des homes dou chief seignor se deivent contenir vers le chief seignor, quant il ont faite la ligece par l'assise.
- CXCIX. Encores coment les homes des homes dou chief seignor deivent faire à la requeste dou chief seignor et sanz requeste por sauver la fei de quei il li sont tenuz.
- CC. De quei le chief seignor est tenu à ciaux des homes de ces homes qui li ont faite la ligece par l'assise, et coment et de quei toz les homes sont tenus les uns as autres.
- CCI. Ci esclarsisse coment tos les homes des homes par la ditte assise sont tenus les uns as autres, si come est avant dit; et coment il se deivent entre aidier et conseilier.
- CCII. Se le fié d'aucun des homes est arresté par le seignor sanz esgart ou sanz conoissance de court, coment celui le peut destraindre par le conjurement de ces pers.
- CCIII. Se le seignor faut à aucun de ces homes de faire li faire, si come il deit, esgart ou conoissance¹ ou recort de court à² ce que court a esgardé ou coneu ou recordé, ou aucune autre chose, et le seignor ne li tient ou³ fait tenir; et celui à qui le seignor faudra d'aucune des avant dittes choses requerra ces pers que il facent vers lui ce qui il deivent, et il deivent⁴ leur seignor requerre que il le face, et⁵ gagier le de leur servises en la maniere avant ditte, tant que il l'ait fait.
- CCIV. Coment toz les homes gagierent le rei⁶, quant il congea dou reiaume mesire Raou de Thabarie.
- CCV. Se le seignor congée son home de sa seignorie sanz esgart ou sanz conoissance de court de là où celui est son home, que l'ome qui est ensi congeé deit dire et requerre à son seignor, et quei à ces pers; et que ces pers en deivent dire et faire.
- CCVI. Coment et de quei l'ome ment sa fei vers son seignor, et coment et de quei le seignor ment sa fei vers son home; et coment l'un en peut ataindre l'autre, et quel amende l'un en deit avoir de l'autre.
- CCVII. Ci dit que qui fait justise en sa terre, c'il ne le fait par comandement dou seignor de qui la seignorie est; ou se le⁷ chief seignor ou son ancestre n'en ait doné à lui ou à son ancestre la justise; il se meffait vers son seignor: et quel amende le seignor en deit avoir sera devisié si dessot en cest chapitle.
- CCVIII. Se le seignor fait prendre son home et emprisonner sanz esgart ou sanz conoissance de sa court, que les pers de celui qui est ensi pris et emprisonné deivent dire et faire à lui delivrer.
- CCIX. Ci devise autre maniere de conjurement: quant aucun home est menassié, coment il peut conjurer son seignor.
- CCX. Se le seignor ne fait tenir à son home esgart ou conoissance que la court a fait, ou defuit à l'home de faire ce qu'il li a requis en la court, coment il peut conjurer ces pers.
- CCXI. Coment et por quei home qui a pluisors seignors peut porter armes contre son seignor, sans mesprendre vers lui de sa fei.
- CCXII. Coment seignor deit faire semondre home ou feme de faire dreit en sa court, quant l'on c'est de lui clamés; et quant l'on est ensi semons et l'on a essoine, coment il deit contre-mander son essoine et par qui; et ce il ne vient au jor qu'il est semons, ou ne contremande son essoine si come il deit, que son aversaire doit requerre au seignor, et que le seignor li en deit faire.
- CCXIII. Se le seignor fait semondre aucun home de son servise, et l'ome est merme de son fié d'aucune chose que le seignor ait et teigne sanz esgart ou sanz conoissance de court, ou que

¹ B. *Reconnaissance*. A. — ² Dans le titre du chapitre, on lit *ou* au lieu de *à*. — ³ Lisez *ou ne*. — ⁴ D. E. T. *Il deivent* manque dans A. B. — ⁵ Dans le titre du chapitre, on lit *ou* au lieu de *et*. — ⁶ *Le roy Henri*. D. E. T. Dans D. et E. une correction marginale porte en latin *Aymerico*. — ⁷ B. *Ou se chief*. A.

- le seignor li deie aucuns chose parfaire et il ne li a fait, coment il se peut defendre d'acueillir celle semonce tant que le seignor li ait parfait ou rendu ce que il tient en la maniere avant dite.
- CCXIV. Ci dit coment, se¹ le seignor semont son home dou servise que il li deit et il li deit de son fié, coment l'ome se peut defendre d'acueillir sa semonce; et coment il le deit faire, se le seignor n'a essoine aparant, come d'estre assegié de ces ennemis ou d'autre perill.
- CCXV. Se home se viaut defendre d'acueillir semonce de service que il deive, quant le seignor a et tient aucune chose de son fié sanz esgart ou sans conoissance de court, ou que il li deit parfaire aucune chose de son fié, ou ce il li deit dette de son fié, et il n'a au seignor aucune desdittes choses requises: que il deit dire et faire quant il est semons dou servise que il deit.
- CCXVI. Quant le seignor fait semondre aucun par trois de ces homes come court, se celui qui fist la semonce el leuc dou seignor n'est present en la court, se les deus qui furent come court là où il la fist, le recordent sanz lui en la court, se la semonce vaut ou ne vaut; et ce celui qui est en leuc dou seignor est en la court, et l'un de ciaux qui furent court n'i est, se elle vaut ou non.
- CCXVII. Quantes manieres de servises deivent ciaux qui deivent servise de lor cors au seignor à qui il le deivent, et en quel leuc il li deivent le servise.
- CCXVIII. Coment et où les seignors pevent et deivent faire semondre leur homes de leur servise que il lor deivent.
- CCXIX. Por quei le seignor ne deit son home semondre de son servise, ce il n'a mestier; et por quei l'ome ne se deit faire essoigné, ce il ne l'est quant il est semons dou servise que il deit au seignor.
- CCXX. Comment² le seignor peut et deit semondre et faire semondre³ ces homes dou servise que il li deivent et où; et quant il les a semons ou fait semondre, que il deit faire et dire quant l'ome faut dou servise que il deit après ce que il en a esté semons si come il deit; et quel dreit le seignor en deit avoir, et coment il le peut avoir; et se le seignor ne le fait si come il deit, quel amende l'ome en deit avoir; et qui est semons dou servise que il deit et il est essoigné, coment et par qui il deit contremander son essoine.
- CCXXI. Quant home à qui le seignor deit de son fié est semons dou servise que il deit et il ne veut accueillir la semonce, coment il le deit faire, si qu'il n'i ait damage; et coment l'ome qui est semons dou servise deit faire assaveir son essoine et à qui.
- CCXXII. Que deit perdre l'ome qui est en un leuc par semonce et il s'en part sanz le congié dou seignor ou de celui qui est en son leuc.
- CCXXIII. Coment le seignor peut faire semondre son home en son ostel, et por quel chose; et que ciaux qui le semonent deivent dire et faire à la semonce et après.
- CCXXIV. Qui est semons dou servise que il deit au seignor, et le seignor li deit de son fié de quei le terme de sa paie est passé; que il deit faire et dire, ce il ne viaut celle semonce accueillir tant que il ait sa paie de ce que l'on li deit de son fié.
- CCXXV. Qui deit servise de compaignon au seignor, et il le fait semondre de tel servise come il li deit ou de servise de compaignon, et le compaignon est essoigné, si que il ne puisse le servise faire; que le semons⁴ deit faire à garder se, si que le seignor ne puisse avoir de lui amende come de default de servise.
- CCXXVI. Qui est semons dou servise de son cors à aler en un leuc mouti à cheval et as armes, et il n'a que un cheval, et est essoigné cel cheval, que il deit faire et dire à garder sei que son seignor n'ait de lui amende come de defailli de servise.
- CCXXVI bis. Quant l'ome a passé aage ou est maaigniez de mahaing apparant, quel servise il doit au seignor.
- CCXXVII. Coment et où et par qui le seignor deit faire semondre feme qui tient fié qui li deit servise de cors de prendre baron; et quant la feme est semonce si come elle deit de prendre baron et ne le prent, quel amende le seignor en deit avoir.
- CCXXVIII. Quant feme est semonce, si come elle deit, de prendre baron, et elle a passé aage coment elle peut et deit la semonce refuser que jà le seignor n'aura amende de li de default de servise.
- CCXXIX. Quant feme tient pluisors fiés de pluisors seignors, dou quel fié elle deit le mariage.
- CCXXX. Quant feme tient un fié ou pluisors d'un ou de pluisors seignors, et elle se marie sanz

¹ Dans le titre du chapitre, au lieu de *coment, se*, on lit *quant*. — ² B. D. E. T. *Porquoi*. A. — ³ *Et faire semondre* manque dans A. — ⁴ B. D. E. T. *Que il*. A.

le congié de celui à qui elle deit le mariage, quel amende il et les autres seignors en deivent avoir.

CCXXXI. Quant home dou seignor prent feme qui tient fié dou seignor et il l'espouse sanz son congié, que il deit faire, que le seignor ne autre ne le puisse reter de sa fei.

CCXXXII. Se aucun des homes dou seignor espouse feme qui tient fié dou seignor sanz son congié¹ et il s'en saisist dou fié, quel amende le seignor en deit avoir, et coment un de ces pers le peut apeler de fei mentie.

CCXXXIII. Ce sont ciaux qui pevent gagier ou semondre le seignor ou conjurer de sa fei, et coment; et les quels non, par l'assise ou l'usage dou reiaume de Jerusalem.

CCXXXIV. Coment l'on deit son seignor destraindre que il le face paier, ce il li deit de son fié, ou de raveir ce il tient aucune chose de son fié, ou de faire li abatre force que Crestien li fait de son fié ou de partie de son fié.

CCXXXIV bis. Se celui qui aliene tout son fié ou partie de son fié sanz l'otroi et le congié de son seignor, que en doit estre.

CCXXXV. Ce un home est assené de son fié en un leuc mouti qui ne rende tant que il en puisse estre païé enterinement de son fié, si come il est assené d'estre païé, il peut le seignor gagier de son servise, si come il est après devisié.

CCXXXVI. Se un home ou une feme est assené de son fié en un leuc qui ait tant valu que il puisse estre païé, et le seignor l'ait pris, et que par ce li est sa paie defaillie, il le deit requerre au seignor par la maniere si après divisée.

CCXXXVII. Qui viaut son seignor destraindre d'avoir sa² paie de ce que il li deit de son fié por lui semondre et conjurer de sa fei, il ne le deit pas faire ensemble, ainz le deit faire l'un avant l'autre.

CCXXXVIII. Ci dit quel deit estre l'amende que l'ome deit faire au seignor quant il le destraint ou conjure autrement que il ne deit, sanz ce que il en ait à faire³.

CCXXXIX. Ci orés coment je qui ai fait cest livre soz certainement coment ces esconjuremens et destreces dessus dittes se deivent faire de l'ome au seignor.

CCXL. Se le seignor tient aucune choze dou fié de son home autrement que par assise ou par usage ou par esgart ou par conoissance de cort, il le deit requerre au seignor et par sa court.

CCXLI. Se aucun Crestien fait à aucun des homes dou seignor force de tot son fié ou de partie, il se deit clamer au seignor de qui tient cel fié, qui li abate la force; et c'il ne le fait, il le deit destraindre par ces pers.

CCXLII. Se un home ou une feme est assené sur les rentes d'un casau que autre que le seignor teigne, et le terme de sa paie est passé et il n'a esté païé; il le deit requerre au seignor, et le seignor le deit faire paier.

CCXLIII. Se le seignor ne tient ou ne fait tenir l'esgart ou la conoissance que sa court a fait, coment celui por qui l'esgart ou la conoissance aura esté fait peut le seignor destraindre par trois manieres si dessous devisiées.

CCXLIV. Coment celui qui n'est mie home dou seignor le peut par ces homes destraindre et faire le contraindre⁴ de faire li tenir l'esgart ou la conoissance que sa court aura fait.

CCXLV. Se home est semons dou servise que il deit au seignor, et il lors viaut son fié comander au seignor ou livrer le à vendre por aucunes des choses devant dittes por quei l'on peut son fié vendre, le seignor n'est pas tenu de recevoir le fié et faire le vendre ne la comande dou fié, puis que il l'a avant semons de son servise, tant que celle semonce seit passée, ainz le peut bien refuser par raison.

CCXLVI. Qui viaut son fié comander et il le viaut faire sans perill, quant il le comande au seignor, se le seignor ne le receit, si li die que il viaut que il le receive par esgart.

CCXLVII. Ci dit coment l'on deit requerre devise de terre, et coment le seignor deit comander à faire, et coment ciaux à qui il l'a comandé la deivent faire et à quel terme.

CCXLVIII. Ce sont les choses que le seignor à la requeste de son home le peut et deit delivrer sanz clamor.

CCXLIX. Coment et por quei l'on peut vendre le fié de sa feme sanz son otrei avant que le sien, la quel vente est contre l'assise.

¹ Sans son congié manque dans A. D. E. T. — ² B. Avoir paie. A. — ³ B. Sanz ce que il a fait. A. — ⁴ B. Destraindre et faire destraindre. T. Le manuscrit A. porte seulement contraindre.

- CCL. Coment seignor et home se pevent entrequiter l'un l'autre de la fei qu'ils s'entredeivent.
- CCL *bis*. Coment et en quel maniere il n'i a point de bataille en chose qui monte à plus d'un marc d'argent, et coment et en quel maniere il puet et doit avoir bataille des uns garanz as autres, par l'assise.
- CCL *ter*. Ci orrés coment celui de qui l'on se clame puet atraire à soi la preuve et tolir la au requérant.
- CCLI. Ci dit coment l'on deit tenir l'assise et l'establisement des vilains et des vilaines, et coment l'on en deit user; et premier coment l'on les deit requerre.
- CCLII. Ci dit quant les vilains s'enfuient ou partent de la terre de leur seignor, coment il les deit recouvrer.
- CCLIII. Ci dit quant les vilains se marient en autrui terre à autre vilainz que ciaux de son seignor.
- CCLIV. Ci dit quant les vilainz se marient hors de la terre de leur seignors sanz le comandement dou seignor de la vilaine.
- CCLV. Ci dit quel amende doivent faire ciaux qui defaillent de dreit des vilains ou des vilaines¹ dessus dites.
- CCLVI. Noz voz dirons si après les offices des officiaus dou reiaume de Jerusalem, et après les servises; et comenserons premierement à l'office dou seneschau.
- CCLVII. Ci dit quels est l'office dou counestable, et la devise.
- CCLVIII. Ci après porés oyr l'office dou mareschau.
- CCLIX. Ci dit quels est l'office dou chamberlain.
- CCLX. Ce sont les servises dou reiaume de Jerusalem et les aïes que chascun deit faire quant besoing est audit reiaume, et les leus qui ont court et coins et justise; et toz les prelas dou dit reiaume et leur suffraganz deviserai si l'un après l'autre par chapitle.
- CCLXI. Ci dit quanz suffraganz a le patriarche de Jerusalem.
- CCLXII. Ci dit quanz suffraganz a l'arcevesque de Sur.
- CCLXIII. Ci dit quanz suffraganz a l'arcevesque de Cesaïre.
- CCLXIV. Ci dit quanz suffraganz a l'arcevesque de Bessan.
- CCLXV. Ci dit quanz suffraganz a l'arcevesque dou Beseret.
- CCLXVI. Ci dit quans suffraganz a l'arcevesque dou Babath.
- CCLXVII. Ci dit quanz suffraganz a l'evesque de Saint-Jorge.
- CCLXVIII. Ci dit quanz suffraganz a l'evesque d'Accre.
- CCLXIX. Ci dit quantes baronies il a ou reiaume de Jerusalem.
- CCLXX. Se sont les leus qui ont court et coins et justise ou reiaume de Jerusalem.
- CCLXXI. Ce est le servise que les barons et les autres genz dou reiaume de Jerusalem doivent au chief seignor dou dit reiaume.
- CCLXXII. Se sont les ayes que les yglises et les borgeis doivent quant le grant besoing est en la terre dou reiaume de Jerusalem.
- CCLXXIII. Ce est le dereain chapitle de cest livre.

¹ B. T. *Des vilains ou vilaines. E. De vilains ou des vilaines. A.*



ASSISES DE JÉRUSALEM.

ASSISES DE LA HAUTE COUR.¹

I.

LIVRE DE JEAN D'IBELIN.^a

CHAPITRE PREMIER.²

Ci comence le livre des assises et des bons usages dou roiaume de Iherusalem, qui furent establis et mis en escrit par le duc Godefroi de Buillon, qui lor, par comun acort, fu esleu³ à roi et à seignor dou dit roiaume, et par l'ordenement dou patriarche de Iherusalem qui lors primes fu esleu et sacré, et par le conseil des autres rois et princes et barons qui après le duc Godefroi furent⁴.

Quant la sainte cité de Jerusalem fu conquise sur les ennemis⁵ de la croiz⁶ et remise el pœir⁷ des feaux⁸ Ihesu Crist, en l'an de l'Incarnation nostre Seignor Ihesu Crist M. et LXXXIX.⁹ par un vendredi, par les pelerins qui se murent¹⁰ à venir conquerre la par le preeschement de la croiz, qui fu preeschiée par l'enor-

¹ Ce titre et le suivant ne se trouvent pas dans les manuscrits. La note qui suit est collée sur la couverture du manuscrit de Venise: 1535.... XXI Octobre. *Nota come il presente libro e sta lassato qui per il magnifico M. Juan de Nores, acio el remangi perpetuamente qui; et alincontro li e sta consegnato uno volume de l'alta et de bassa corte tradaito in lingua italiana et stampato per deliberation de lo illustrissimo Consiglio dei X, in carta vitellina, ligato et coperto de cuoio rosso. Et la presente nota esta ordinata de mandato delli illustrissimi signori Capi del predetto Consiglio. Per ci illustrissimi Consigl. X. secr. Jo. Ja. Caroldus.* On lit, à la tête de la première page des chapitres du même manuscrit, ces mots: *Joannis Denores, comitis Tripolis;* et au bas de la page, ceux-ci: *« Questo volume de assise in pladeante et subsequenter di testi expressi de l'alta corte del regno de Hierusalem et de Cypro è uno de li quattro eletti per noi acio deputati, scontrato et trovato conforme agli altri tre, sottoscritto etiam da noi in fine. Die 17 Junii 1531. Joan de Nores conte de Tripoli. Franciscus Attar subs. Aloviusus Cornelius subs. Florius Bustrono notarius subs. »* —

² Nous suppléerons, dans tout l'ouvrage, ces titres de chapitres qui manquent dans les manuscrits. —

³ *Le quel fu ehlu.* D. E. T. — ⁴ Cette rubrique manque dans B. On lit dans C: *C'est le prologue de cest livre qui est des assises et des usages et des plais de la Haute Cort dou reiaume de Jerusalem; et quel prologue est devisé coment les assises dou reiaume furent faites et les cours et les usages qui sont establis.* — ⁵ *Henemis.* C. —

⁶ B. *Cruis.* A. — ⁷ *En la main et el pooir.* C. — ⁸ *Des feaux de.* D. — ⁹ B. *En l'Incarnacion de M. et LXXXVIII.* A. Cette date manque dans C. — ¹⁰ B. *S'ehmurent.* D. E. T.

^a Jean d'Ibelin était fils de Philippe d'Ibelin, bail de Chypre, qui mourut en 1227, et neveu du célèbre Jean d'Ibelin dit *le Vieux*, sire de Baruth. Il naquit au com-

mencement du XIII^e siècle, et prit part, étant encore fort jeune, aux négociations qui avaient pour objet de régler l'administration du royaume de Jérusalem, pendant la

tement de ¹ Pierre ² li Ermites ³, et que les princes et les barons qui l'orent conquise orent ⁴ esleu à rei et à seignor dou roiaume de Jerusalem le duc Godefroi ⁵ de Buillon, et ot receu ⁶ la seignorie et ⁷ ne vost ⁸ estre sacré ne oint à roi ⁹ el dit roiaume, por ce qu'il ne vost porter corone d'or là où le rei des reis Ihesu Crist le fiz de Dieu porta corone d'espines ¹⁰ le jor de la Passion; il qui ¹¹ fu moult ¹² ententif ¹³ et moult curious ¹⁴ à metre le dit ¹⁵ roiaume en bon point et en bon estat, et que ses ¹⁶ homes et son peuple ¹⁷ et totes manieres de genz alant et venant et demorant el dit roiaume fucent ¹⁸ gardés et gouvernés, tenus et maintenus, menés et justisiés ¹⁹ à dreit et à raison ²⁰, eslut ²¹ par le conseil dou patriarche de la sainte cité et ²² yglise de Jerusalem, et par le conseil des princes et des barons, et des plus sages homes que il lors ²³ pot ²⁴ avoir, sages homes ²⁵ à enquerre et à saveir des genz des diverces terres qui là estoient les usages de leur terres; et tot quanque ciaux que il ot esleu à ce faire en porent saveir ne aprendre il mirent et ²⁶ firent metre en escrit, et apporterent cel escrit devant le ²⁷ duc Godefroi; et il assembla le patriarche et les autres avant dis, et lor mostra et fist lire devant eaus cel escrit; et après, par leur conseil et par leur acort, il concuilli ²⁸ de ciaux escrits ce que bon li ²⁹ sembla, et en fist assises et usages que l'on deust tenir et maintenir et user ou roiaume de Jerusalem, par les quels ³⁰ il ³¹ et ses ³² genz ³³ et son peuple et totes autres manieres de genz alanz et venans et demorans ³⁴ en son reiaume ³⁵ fussent ³⁶ gouvernés, gardés, tenus, maintenus ³⁷ et menés et justisés ³⁸ à droit et à raison el dit roiaume.

¹ *L'enortement de manque* dans D. E. T. — ² *L'enortement Pierre*. A. C. — ³ *Le hermite*. B. *L'hermite*. C. D. E. T. — ⁴ C. *Orrent*. A. — ⁵ *Godefroy*. B. *Godeffroi*. D. *Godeffroy*. E. — ⁶ C. *Et il en eut reçue*. B. *Et il en receu*. A. — ⁷ Il. T. — ⁸ *Vout*. B. *Voist*. D. — ⁹ B. C. Ces mots, à roi, manquent dans A. *Ne coroné à roy*. T. — ¹⁰ B. C. *D'espines* manque dans A. — ¹¹ *Il fu*. D. E. T. — ¹² C. *Moult* manque dans A. B. E. T. — ¹³ *Ententis*. B. D. E. T. — ¹⁴ C. *Et moult curious* manque dans B. D. E. T. — ¹⁵ C. *Dit* manque dans A. B. E. T. — ¹⁶ B. C. D. E. T. *Ces*. A. — ¹⁷ *Peuble*. D. E. T. — ¹⁸ *Fussent*. B. E. T. *Feussent*. D. — ¹⁹ *Et menés à justice*. D. E. T. — ²⁰ *Raisson*. A. — ²¹ *Il ehleut*. D. E. T. — ²² D. E. T. *Cité et* manque dans A. B. C. — ²³ C. *Lors* manque dans A. B. D. E. T. — ²⁴ *Il pout*. B. *Il poet*. D. E. *Il pooit*. T. — ²⁵ B. C. E. T. *Sages homes* manque dans A. — ²⁶ D. E. T. *Mirent et* manque dans A. B. C. — ²⁷ *Au*. B. C. D. E. T. — ²⁸ *Conquelli*. B. — ²⁹ *Lor*. C. — ³⁰ *Les quex*. E. — ³¹ *Lui*. C. — ³² B. *Ces*. A. — ³³ *Ses homes*. C. — ³⁴ *Estagans*. C. — ³⁵ C. *En son reiaume* manque dans A. B. D. E. T. — ³⁶ B. *Fussient*. A. *Fucent*. C. — ³⁷ C. *Gardés, tenus, maintenus* manque dans A. B. D. E. T. — ³⁸ *Et justisés* manque dans A. B. D. E. T.

minorité de Conrad, fils de l'empereur Frédéric II, et à la guerre que sa maison soutint contre ce monarque. Il assista au siège de Baruth occupée alors par les Impériaux, et donna des preuves d'un grand courage à la déroute de Casal-Imbert. Quand, après la reprise de Baruth, le roi Henri voulut aller reconquérir l'île de Chypre, Ibelin vendit une maison qu'il possédait à Acre et lui en remit le prix. (Bustron, *Commentarii de Cipro*, ms. p. 150.) Après la bataille de Nicosie, on le voit poursuivre l'avant-garde de l'armée lombarde, qui était allée assiéger Gastria, et la faire prisonnière. (*Id.* p. 150 et 162.) Ce fut à la suite de cette guerre qu'il devint comte de Jaffa et d'Ascalon. En 1249, Ibelin se joignit à l'armée de saint Louis, sous les murs de Damiette. « Ce fu, dit Joinville, p. 34, celi qui plus noblement arriva; » en effet, l'historien décrit avec satisfaction l'armement et la richesse du vaisseau qui portait Ibelin et ses chevaliers. Il opina dans le conseil, quand saint Louis eut été remis en liberté, pour que les Croisés n'abandonnassent pas la Terre Sainte, après s'être quelque temps refusé à donner son avis, « pour ce, disait-il, que mes chastiaus sont en marche; et se je loe au roy la demou-

rée, l'en cuideroit que ce feust pour mon proufit. » (*Id.* p. 89.) En 1253, il reçut à Jaffa ce prince, qui fit réparer le château de la ville et mit lui-même la main aux travaux. (*Id.* p. 108.) Le reste de la vie du comte de Jaffa s'écoula dans l'étude et dans la pratique des lois d'outre-mer, qu'il avait étudiées sous son oncle le vieux sire de Baruth, et sous Philippe de Navarre dont il développa et reproduisit l'ouvrage. Les chartes fournissent sur Ibelin quelques particularités qui méritent d'être recueillies. Vers l'an 1250, il prépara le mariage de la fille d'Aïton, roi d'Arménie, son cousin, avec Julien de Sidon. (Paoli, *Codice*, t. I, p. 134.) Au mois de janvier 1256, il donna aux Hospitaliers cinquante charrues de terre, afin de les indemniser des dépenses qu'ils avaient faites pour défendre sa ville d'Ascalon: il prend dans l'acte le titre de sire de Rames. (*Id.* p. 155.) Il leur donna en outre, le 2 février de la même année, quatorze villages situés dans le territoire d'Ascalon. (*Id.* p. 150.) Sanudo fixe la mort d'Ibelin au mois de décembre 1266. (*Secreta fidelium Crucis*, l. III, part. XII, c. 5 et 8.) Il fut enterré dans l'église des Dominicains de Nicosie, lieu de sépulture de sa famille.

CHAPITRE II.¹

Coment² le duc Godefroi establi deus cours seculiers : l'une³, la Haute Court, de quoi il fu gouverneur et justisier; et l'autre⁴, la Court de la Borgesie⁵, la quele⁶ est apelée la Court dou Visconte.

Le duc⁷ Godefroi establi deus cours seculiers : l'une, la Haute Court, de quoi il fu gouverneur et justisier; et l'autre, la Court de la Borgesie, à⁸ la quel il establi un home en son leuc à estre⁹ gouverneur et justisier, le quel est apelé visconte¹⁰. Et establi à estre¹¹ juges de la Haute Court ses¹² homes chevaliers¹³ qui li¹⁴ estoient tenus de fei par l'omage qu'il li avoient fait; et de la Court de la Borgesie¹⁵, borgeis¹⁶ de la dite cité, des¹⁷ plus loiaus et des plus sages que en la dite cité fucent. Et lor fist jurer le seirement que les jurés¹⁸ de la Court de la Borgesie¹⁸ jurent, le quel est devizé el livre des Assises¹⁹ de la Court de la Borgesie. Et establi que lui et ses²⁰ homes et leur fiés et toz chevaliers fucent menés par la Haute Court, et que les autres gens²¹ qu'il ne vodreit qui²² ne fucent menés par la Haute Court, fucent menés par la Court de la Borgesie; et que totes borgesies fucent menées et determineez²³ par la Court de la Borgesie; que²⁴ les plais des borgesies²⁵ ne peuvent ni ne²⁶ doivent estre plaideés ni jugiés que en la Court de la Borgesie^b. Et ensi²⁷ fu lors establi par comun acort dou seignor et de ses homes et des borgeis²⁸; et ensi a esté adès puis tenu et maintenu el dit roiaume. Et il ne fist mie establir²⁹ les assises et les usages des deus cours semblans en totes choses, por ce que les haus homes et ciaux qui sont tenus au seignor de fei, et le seignor à eaus, et lor fiés³⁰ et chevaliers, ne doivent pas estre ensi menés come borgeis^c, et³¹ borgesie ne

¹ Les cinq premiers chapitres n'en font qu'un dans c, et par conséquent les titres des chapitres II, III, IV et V manquent dans ce manuscrit. — ² *Ci dit coment.* B. D. E. T. — ³ *L'une ci est.* D. E. T. — ⁴ *L'autre ci est.* D. E. T. — ⁵ *Des borgés.* D. E. T. — ⁶ *La quel.* A. — ⁷ *Le dit Goudefroi.* B. Au lieu de *le duc Godefroi establi*, on lit: *et y establi.* C. *Le duc Godeffroy de Buillon.* D. E. T. — ⁸ *De.* B. C. En. D. E. T. — ⁹ *A estre en.* C. — ¹⁰ *Viesconte.* B. — ¹¹ *Estres.* A. — ¹² B. C. D. E. T. *Ces.* A. — ¹³ *Chevaliers de la Haute Court.* B. — ¹⁴ B. C. D. E. T. *Li* manque. A. — ¹⁵ *Borjosie.* B. — ¹⁶ C. D. E. *Borgeis* manque. A. B. — ¹⁷ *De.* B. — ¹⁸ *Bourgesie.* B. — ¹⁹ B. C. D. E. T. *Des Assises* manque dans A. — ²⁰ B. C. D. E. T. *Ces.* A. — ²¹ C. *Gens* manque. A. B. Le passage qui commence par ces mots : *et que les autres gens*, et qui finit par ceux-ci : *fucent menés par la Court de la Borgesie*, manque dans T. — ²² *Vodra qu'il.* C. Ce passage est défectueux dans D. E. — ²³ B. *Et determineez* manque dans A. — ²⁴ *Car.* D. E. T. — ²⁵ *De la borgesie.* B. — ²⁶ B. C. D. E. *Ni.* A. — ²⁷ *Que ensi.* C. — ²⁸ *Borgés.* B. D. E. T. — ²⁹ *Ne establi.* C. — ³⁰ Ce passage est défectueux dans D. E. T, où nous lisons : *et le seignor, ayant lors fiés.* — ³¹ B. *Ne.* A. C. D. E. T.

^a Nous donnons dans les notes du second volume des détails précis et nombreux sur l'organisation des cours de bourgeoisie; il nous suffira donc ici de dire que ces juridictions étaient très-influences dans les villes considérables, et que la vicomté de Jérusalem fut presque toujours exercée par des hommes que la naissance ou le savoir rendaient illustres. Quant aux jurés de ces cours, ils appartenaient tous naturellement à la classe commerciale ou bourgeoise, et remplissaient dans leurs tribunaux des fonctions analogues à celles des liges dans les hautes cours. Une charte de donation de l'an 1163, porte le contre-seing suivant : *De juratis Iherusalem : Petrus Bordinus, Rinaldus Lisachir, Jofridus de Tors, Johannes Ramundas, Lambertus Cambiator, Willelmus Norman, Ro-*

bertus de Bagencei, Hago de Tolosa, Petrus Salomon. Huic rei interfuerunt. (Paoli, *Codice diplomatico*, t. I, p. 207.)

^b La création des cours de bourgeoisie fut, en Europe, la conséquence de l'établissement des communes; car, selon les lois féodales, le seigneur n'avait qu'une seule cour, dans laquelle il jugeait ses hommes de corps et ses vassaux : d'où il suit que Godefroy de Bouillon fonda une cour de bourgeoisie dans le royaume de Jérusalem, à une époque antérieure à celle qui vit naître, en France, les communes et les juridictions municipales, si toutefois il est possible d'assigner une date précise à la renaissance du système municipal dans ce pays.

^c Les nobles et les roturiers ont toujours eu des juges différens. Les nobles estoient jugés par leurs pairs, et les

genz de basse¹ main ne peuple², come chevaliers³. Et establi que en totes les cités et en toz les autres⁴ leus dou roiaume, où⁵ il averoit⁶ justise, eust⁷ visconte et⁸ jurés et court de borgesie por le peuple gouverner, maintenir, mener et juger⁹ et justisier par les assises et les usages qui lors¹⁰ furent establi à tenir et à user en la Court de la Borgesie. Et il et les autres seignors et roys¹¹ dou dit roiaume, qui après lui furent, dounerent¹² à aucuns haus homes el dit roiaume, baronies, seignories, cours et coins et justise, des quels¹³ il lor devoient¹⁴ servise de lors cors¹⁵ et de quantité de chevaliers; et les servises¹⁵ que il en¹⁶ devoient¹⁷, ainz que la terre fust perdue, sera devizé en la fin de cest livre.

CHAPITRE III.

Coment¹⁸ les assises et les usages¹⁹ dou roiaume de Jerusalem furent par pluisors fois amendées par le duc Godefroi²⁰ et les autres rois et seignors qui après lui furent.

Après²¹ ce que les avant dites assises furent faites et les usages establis, le duc Godefroi²² et les reis et²³ seignors qui²⁴ après lui furent el dit roiaume les amenderent²⁵ par pluisors fois : car²⁶ les choses que il veoient et conoissoient qui²⁷ lor sembloient bones à joindre ou à croistre ou à amermer²⁸ ès assises ou ès usages dou dit roiaume, il le faisoient²⁹ par le conseil³⁰ dou patriarche de Jerusalem³¹ et des barons et des haus homes dou dit roiaume, et des plus sages que il pooient avoir, chevaliers³² et clers et lais. Et à chascun passage le rei dou roiaume, ce il avait leisir³³, assembloit à³⁴ Acrre^b le patriarche et les avant³⁵ dis,

¹ Baisse. B. Bace. C. — ² Pueple. B. — ³ D. E. T. Come chevaliers manque. A. B. C. — ⁴ C. Autres manque. A. B. — ⁵ D'ou. C. — ⁶ Auroit. B. C. D. E. T. — ⁷ Y eust. D. E. T. — ⁸ B. C. D. E. T. Viesconte et manque. A. — ⁹ Et juger manque. C. — ¹⁰ Lor. A. D. E. T. Lors et puis. C. — ¹¹ C. D. E. T. Et roys manque. A. B. — ¹² Dounerent. C. Ce passage est défectueux dans D. E. T, où les mots : qui après lui furent, dounerent à aucuns haus homes el dit roiaume, sont omis. — ¹³ Et des queles. B. Des qués. C. — ¹⁴ Devoit. C. — ¹⁵ Le servise. C. — ¹⁶ C. En manque. A. B. — ¹⁷ Doivent. B. D. E. T. — ¹⁸ Ci dit coment. B. D. E. T. — ¹⁹ B. — ²⁰ Goudefroi. B. — ²¹ Et après. C. — ²² Goudefroi. B. — ²³ Et les. C. — ²⁴ Que. T. — ²⁵ Emenderent. D. E. T. — ²⁶ Quar. C. — ²⁷ Qu'il. C. Et que leur sembloit. D. Et que lor sembloit. E. T. — ²⁸ Ou à amermer manque dans D. E. T. — ²⁹ Fesoit. D. — ³⁰ Conceill. C. — ³¹ B. — ³² Chevaliers manque dans B. C. D. E. T. — ³³ Lisir. D. E. T. — ³⁴ En. D. E. T. — ³⁵ B. Avans. A. B.

bourgeois par les maire, echevins et autres bourgeois et prud'hommes. Sur quoy voyez le chapitre XVIII de mes *Anciennes Coustumes*, et le chapitre II de mon *Traité de la noblesse*. De Beaumanoir, c. LXVII, où il dit : « Se li juge-mens fu fez par borgois, il puet dire : Je ne tieng pas che pour jugement, car il est fet par chaus qui ne pueent ne ne doivent juger. » Ce chapitre en rend raison : « Pour ce que les hauts homes et ceaus qui sont tenus au seignor de foi, et le seignor ayant lor fiés, et chevaliers ne doivent pas estre enci menés com bourgés, ne bourgés et ceaus de basse main com chevaliers. » T.

• Dans le service de corps, *servitium corporis*, était compris le service de cour, *servitium curiæ*, parce que le vassal devait obéir à la semonce du seigneur, et venir en personne *in curia domini jus facere*. Cette désignation générale était appliquée avec d'autant plus de raison au service judiciaire, que si la partie condamnée faussait le

jugement, chacun des juges pouvait être appelé au combat. Le juge faisait donc un véritable service de corps. Pour comprendre l'esprit des institutions judiciaires de la féodalité, il faut se souvenir que l'administration de la justice était un devoir imposé à des chefs militaires qui portaient leurs habitudes guerrières dans l'accomplissement de ces graves fonctions. La comparaison suivante, que nous empruntons à Pierre de Fontaines, prouve la vérité de cette observation : « Se tu n'avoies ke quatre homs, si convarroit il ki jujassent, ne il n'est nus ki osast dire ke se li sires estoit entrepris en une bataille, ke si homs ne li deussent aidier, encore ni soient il mie la moitié, si sunt il tenu à garder le coume leur cors. » *Conseil à un ami*, c. XXI, art. 27, p. 124, édition de du Gange.

^b On avait choisi pour le lieu de cette enquête la ville d'Acre, parce qu'elle était restée une propriété commune

et faisoit¹ enquerre² à pluisors sages genz qui venoient³ de diverces parties dou monde⁴, les usages de lor terre; et ciaux que il establissoit⁵ à ce faire, les faisoient toz metre en escrit, et puis portoient ciaux escrits au roi; et il les mostroit touz⁶ au patriarche et as avant diz, et par leur conseil et par⁷ leur acort creissoit ou joingnoit⁸ ou amermoit⁹ ès assises et ès usages dou roiaume, et¹⁰ ce que bon¹¹ lor sembloit à amender les par les dis escrits ou autrement¹². Et aucuns¹³ des rois dou dit roiaume enveoit¹⁴ pluisors fois mesages¹⁵ en¹⁶ diverces parties dou monde por enquerre et saveir les usages de celles terres, por amender à leur pooir et à leur essient les assises et les usages del dit roiaume; et les amenderent¹⁷ par le¹⁸ conseil des avant¹⁹ dis en ce qui²⁰ lor sembloit que bon fust. Et ensi²¹ le firent par²² pluisors fois²³ pluisors anz, tant que il orent²⁴ faites les assises et les usages les meillors et les plus convenables²⁵ qu'il²⁶ porent ne sorent²⁷ à leur essient au seignor et à ses²⁸ homes, et as chevaliers et as pelerins, et à totes autres manieres de genz alant et venant et demorant²⁹ el dit roiaume, gouverner, garder, tenir et maintenir³⁰, mener et justisier bien et loiaument et droiturierement³¹, selonc ce que chascun et chascune³² est³³.

CHAPITRE IV.

Coment³⁴ le peuple des Suriens³⁵ vint³⁶ devant le roi dou roiaume de Jerusalem, et li proierent et requistrent que il fucnt menés par l'usage des Suriens.

Après³⁷ que le duc Godefroi³⁸ et les autres qui³⁹ après lui furent seignors et rois dou dit roiaume, orent⁴⁰ les assises et les usages establis et les deus dites cours⁴¹, si come il est avant dit⁴², les queles⁴³ assises, usages, costumes estoient escrites, chascune par soi de grant letres tornées⁴⁴, et la premiere letre dou commencement estoit enluminée d'or, et totes les rubriques estoient escrites, chascune par soi⁴⁵,

¹ c. *Faissoient*. A. *Fesoient*. B. *Faisoient*. D. E. — ² *Requerre* B. — ³ B. *Qu'il veoient*. A. *Qui venoient*. C. *Que il y venoit*. D. *Que il y venoient*. E. *Qui y venoient*. T. — ⁴ *Munde*. B. — ⁵ Les mots suivants : *que il establissoit à ce faire*, manquent dans C. *Ils establissoient*. D. E. T. — ⁶ B. E. T. *A tous*. D. — ⁷ B. — ⁸ *Aivignoit*. C. — ⁹ *Aminuoit*. D. E. T. — ¹⁰ Au lieu de *et* on lit *amender* dans C. On lit : *amender, et ce que* dans B. D. T. — ¹¹ *Se bon*. B. — ¹² A la place de ces mots : *ou autrement*, qui sont omis dans T, on lit dans D. et E : *Ancienement non*. — ¹³ *Aucun*. B. *Pluisors*. C. — ¹⁴ *Envoierent*. C. T. — ¹⁵ C. — ¹⁶ *Es*. B. C. *As*. D. E. T. — ¹⁷ *Amendoient*. B. C. E. T. *Es amender*. D. — ¹⁸ A. *Les*. B. — ¹⁹ B. *Avans*. A. *Devans*. E. — ²⁰ *Que*. B. *Que il*. C. *Enfin come il leur*. D. *Ensi come il leur*. E. *Come il lor*. T. — ²¹ *Enfin*. T. — ²² *Par* manque dans C. — ²³ *Par*. C. — ²⁴ *Orrent*. A. — ²⁵ *Et les plus convenables* manque ici dans D. E. T. — ²⁶ *Que il onques*. D. E. T. — ²⁷ *Et les plus covenables*. D. E. T. — ²⁸ B. D. E. *Ces*. A. *As*. C. — ²⁹ Après le mot *pelerins*, on lit dans C : *et as marchans et au peuple, et as alans et as venans, et as demorans, etc.* — ³⁰ *Et maintenir* manque dans D. — ³¹ *Droiturierement* manque dans D. E. T. — ³² B. — ³³ D. E. T. ajoutent ici deux lignes qui sont les deux premières du chapitre qui suit. — ³⁴ *Ci dit coment*. B. D. E. T. — ³⁵ *Serjanz Suriens*. B. *Sergens*. E. — ³⁶ *Vendrent*. B. — ³⁷ *Et après*. C. — ³⁸ *Goudefroy*. B. *Godefroi*. C. *Godeffroy*. D. E. *Godefroy*. T. — ³⁹ *Que*. D. E. T. — ⁴⁰ *Orrent*. A. — ⁴¹ *Et les II. cours secuilliers*. C. *En lesdites deus*. D. E. T. — ⁴² *Devisé*. B. D. E. T. Ce qui suit jusqu'à ces mots : *le peuple des Suriens*, manque dans C. — ⁴³ *Lesquels*. A. E. T. — ⁴⁴ Les mots : *escrites chascune par soi*, manquent dans B. D. E. T.

aux Croisés, et qu'on y voyait affluer, surtout après la prise de Jérusalem par Saladin, en l'année 1187, un nombre infini de pèlerins de tous les pays et de toutes les conditions.

* Lettres majuscules ou grandes lettres. T. — Les lettres *tornées* ou *torneures* ne sont autre chose que les lettres majuscules gothiques. On les appela ainsi à cause de leur élégance. (*S. Bernardi Epist.* cxxxv. *De bona litteræ torna-*

vermeilles¹; et si estoient aussi bien les unes et les autres assises², des borgeis come de la Haute Court; et en chascune chartre³ avoit le sceau et le seignau dou rei et dou patriarche, aussi et dou visconte⁴ de Jerusalem, et les apeloit on⁵ les *Letres dou Sepulcre*, por ce que elles estoient ou Sepulcre en⁶ une grant huche. Et quant aucune fois avenoit que aucun debat estoit en la court d'aucune assise ou usage, par quoi il covenoit⁷ que l'on veist⁸ l'escrit, l'on⁹ ovroit la huche¹⁰ où estoient celles letres au mains devant neuf¹¹ persones. Par estovoir covenoit que le rei i fust, ou aucun de ses¹² haus homes en leuc de lui, et deus de ses homes liges, et le patriarche ou le prior dou Sepulcre en leuc de lui, et deus chanoines et le visconte de Jerusalem, et deus jurés de la Court des Borgeis: et ensi¹⁵ estoient les dites assises, et usages et costumes faites et gardées. Et après ce, le peuple des Suriens¹⁴ vindrent devant le roi¹⁵ dou dit roiaume, et li prièrent et requistrent qu'il vosist que il fucent menés par l'usage des Suriens, et qu'il y¹⁶ eust d'iaus chevetaine¹⁷ et jurez¹⁸ de court, et que par celle court il fucent menés selonc lor usages¹⁹ des carelles²⁰ qui vendroient des uns²¹ as autres. Et il²² otroia la dite court sauf²³ carelle de sanc²⁴ et carelle de quoi²⁵ l'on pert vie ou²⁶ membre^b, et carelle de borgesie; les quels il vost que eles²⁷ fucent plaidées et déterminées devant lui ou devant son visconte. Et²⁸ le chevetaine de celle court est apelé *rays*²⁹ en lor language Arabic³⁰, et les autres jurés³¹. Et en aucun leuc³² dou roiaume a jurez de la court des Suriens, et n'i a point de rays; mais le bailli de la fonde³³ de cel leuc est come rays. Et les plais des Suriens *âes*³⁴ carelles avant dites, viennent devant³⁵ lui, et sont déterminées par les jurés³⁶ de celle court aussi³⁷ comme devant le rays³⁸, qui vaut autant à dire en cest cas come visconte; et dès lors en çà a esté usé à mener³⁹ les Suriens el dit roiaume si come il est devant dit^d.

¹ *Vermillées*. D. E. T. — ² *Les us et les assises*. B. D. E. T. — ³ *Charte*. B. D. — ⁴ *Viescunte*. A. — ⁵ *Hon*. B. — ⁶ *Et en*. B. — ⁷ *Covenist*. B. D. E. T. — ⁸ *Leust*. B. — ⁹ B. *L'on n'en*. A. *L'on en*. D. E. — ¹⁰ Les mots qui suivent jusqu'à *que le rei*, manquent dans D. T. — ¹¹ B. *A mains* de VIII. A. E. — ¹² B. *Ces*. A. — ¹³ *Enfin*. T. — ¹⁴ *Serians*. B. *Sergens*. E. — ¹⁵ *Devant i. des rois*. C. — ¹⁶ Y manque dans C. — ¹⁷ *Chevetaines*. T. — ¹⁸ *Juré*. A. — ¹⁹ C. *Les usages*. B. D. E. T. — ²⁰ *Quereles*. B. C. — ²¹ *Des uns d'eaus*. C. — ²² *Et cel rei lor*. C. — ²³ B. C. — ²⁴ *Sanz*. A. *Sans*. D. E. T. — ²⁵ *Coi*. C. *Que*. D. E. — ²⁶ *Et*. D. E. T. — ²⁷ B. *Que*. A. *Qu'il*. C. *Que ils*. D. *Que il*. E. T. — ²⁸ *Et ensi fu establi que totes les seignories dou reiaume et le chevetaine, etc.* C. — ²⁹ *Reys*. C. *Rais*. D. E. T. — ³⁰ *Arabi*. A. — ³¹ *Juré*. A. — ³² *Leu*. A. — ³³ *Funde*. B. — ³⁴ *De*. A. — ³⁵ *Avant*. B. — ³⁶ *Vires*. D. *Voies*. E. T. — ³⁷ *Ainsi*. D. *Auci*. E. *Enci*. T. — ³⁸ *Reais*. B. *Reis*. C. *Rais*. D. E. T. — ³⁹ B. *Sà ont esté usé amenés*. A. Les mots: et dès lors en çà a esté usé, manquent dans C. *Ont esté usés à mener*. D. E. T.

tura, t. I, p. 143. De Vaines, *Dict. de Diplom.* t. II, p. 65.)

^a C'est pour cette raison que les titres sont appelés *rubriques*. T. — Voyez le *Nouveau Traité de Diplomatie*, t. II, p. 110-112.

Le sens de ce mot s'étendit beaucoup, et on appelait *rubriques* les actes dans lesquels les parties consignaient ce qu'elles entendaient prouver en justice. (Beaumanoir, *Coutumes de Beauvoisis*, c. vi, p. 39. Les *Olim*, t. I, p. 88, n° ix; p. 100, n° i, ii, etc.)

^b Les seigneurs chrétiens se réservèrent la haute justice, que l'on appelait, en Europe, *placitum spatæ*, et qui était définie: la juridiction, puissance et connaissance des cas requérant mort et dernier supplice, mutilation, incision de membres, et autres peines corporelles. (*Coutumier général*, t. III, p. 484.)

^c *Rais* ou *Reis*. Le sens propre de ce mot arabe est *chef*.

^d Il existait dans la Palestine, quand les Chrétiens s'en emparèrent, deux classes de personnes: la classe agricole dont la situation ressemblait beaucoup à celle des serfs de l'Europe, et une classe supérieure qui habitait

les villes et les bourgs. Les conquérants, qui avaient transporté pour leur seul usage les lois de leurs pays dans cette contrée, pouvaient, sans danger, appliquer à la classe agricole la portion de ces lois qui se rapportait au servage; mais la classe supérieure exerçait trop d'influence dans le pays, et était trop attachée à ses usages, pour qu'il fût possible de la refouler dans les rangs des serfs, ou de la faire entrer dans la hiérarchie féodale. Les conquérants se décidèrent donc à accorder à cette classe de la société, qui n'était composée que de Syriens, la faveur d'une sorte d'autonomie. Ils n'eurent guère à s'applaudir de leur générosité, car les Syriens leur furent toujours contraires; et lorsque nous entendons un historien aussi sage et aussi impartial que Guillaume de Tyr, signaler maintes fois les vices et les trahisons de cette population, il ne nous est pas possible d'accuser d'injustice le tableau repoussant qui en a été tracé par Jacques de Vitry. (C. LXXIV, p. 1089. Cf. Raymond d'Agiles, *Historia Hierosolymitana*, p. 171; Sanudo, *Secreta fidelium*, l. III, part. VII, c. 1, p. 181.)

CHAPITRE V.

Coment¹ le chief seignor dou roiaume de Jerusalem et les barons et les autres homes qui ont court et coins et justise, doivent savoir les assises et les usages dou dit roiaume.

Por ce que il me semble droit² et raison que le chief seignor dou roiaume de Jerusalem et les barons et les autres riches homes^a qui ont court et coins et justice^b sachent les assises et usages dou dit reaume que le chief seignor jure^{3c}, ains qu'il soit receu à seignor ne oint ne sacré à roi, de tenir les à son pooir, et faire les tenir en son roiaume, et que tous ses⁴ homes et les homes de ses homes^d le doivent ausi⁵ jurer. Et por ce que les homes qui doivent estre juges de leur cours sachent bien droiturierement jugier⁶ les jugemenz qu'il doivent⁷ faire, selonc celles assises et ciaux usages, ai ge cest livre comensié à faire⁸, tot soit ce que je convisse⁹ bien que en moi n'a sens ni conoissance¹⁰ par quoi je le deusse enprendre à faire; mès par¹¹ la fiance et l'esperance que je ai¹² en la puissance de Dieu le pere, et en la sapience¹³ de Dieu le fiz, et en la beneurté¹⁴ dou saint Esperit, qui me doignent¹⁵ sens et grace de bien parfaire¹⁶ le, selonc ce que je ai¹⁷ oy et appris et retenu de ciaux¹⁸ qui ont esté les plus sages homes de mon tens, à qui ge ai¹⁹ oy parler des assises et des usages dou dit roiaume et des plais de la dite court; et par ce que je lor ai veu faire et user, l'ai ge²⁰ enpris à faire. Si pri la sainte Trinité

¹ *Ci dit coment.* B. D. E. T. — ² *Et droit.* A. — ³ *Les assises dou dit roiaume sachent et les usages que le seignor jure.* A. — ⁴ *Et que totes ces choses, ces homes, etc.* A. — ⁵ *Ensi.* A. Aussi jurer, por gouverner, garder, maintenir, juger, justisier leur homes et leur peuple si con il doivent, chascun en droit soi par lesdites assises et usages de leur cors, sachent bien et droitement juger les jugemens que il devront, etc. C. — ⁶ *Jugier manque.* B. — ⁷ *Que il devront.* D. E. T. — ⁸ *Je qui comance à faire cestui livre, j'à soit.* D. *Ci que je comance à faire cestui livre.* T. — ⁹ *Je conus.* A. Les mots, que en moi n'a sens ni conoissance, manquent dans C. — ¹⁰ *Qu'en moi ne n'a sene conoissance.* D. T. *Qu'en moi ne n'a sen ne conoissance.* B. — ¹¹ C. *Par manque* dans A. B. D. E. T. — ¹² *Ais.* A. *Que je ay en Dieu et en la puissance de Dieu le fis et en la beneureté, etc.* T. — ¹³ B. C. E. *Et la science.* A. *Et en la puissance.* D. — ¹⁴ *Bininité.* C. — ¹⁵ *Done.* D. E. T. — ¹⁶ *Faire.* B. C. D. E. T. — ¹⁷ *Ais.* A. *Oy et manque* dans A. B. D. E. T. — ¹⁸ *De ceaux à qui je ais oy parler, et qui ont esté les, etc.* D. E. T. — ¹⁹ *Ais.* A. — ²⁰ *Je l'ais.* A.

^a Voyez les observations de du Cange sur l'*Histoire de saint Louis*. Dissertation IX, p. 51. T.

^b C'est-à-dire qui ont vassaux pour tenir la cour et faire jugemens. Beaumanoir, c. LXVII, et scel à contrats et de la baillie, qui est *authentique et creus*, comme parle le même Beaumanoir, c. I. Notre auteur, c. CC. « Le privilege qui en sera fait doit estre coigné des coins dou seignor. » Il parle au c. CCLXX, « des leucs qui ont court et coins et justice au reiaume de Jerusalem. » Ce mot peut aussi être entendu des coins de monnoie pour signifier les seigneurs qui ont droit de battre monnoie; mais j'estime la premiere explication plus veritable. T. — On disait en latin *cognus*. Voyez Charpentier, *Supplément au Glossaire de du Cange*, au mot *Cognus*, 2.

^c C'est pour cela que Guillaume de Tyr, l. XVI, c. II, loue le roi Beaudoin de ce qu'il avoit une parfaite science des lois et coutumes du royaume de Jerusalem : *Juris etiam consuetudinarii, quo regnum regebatur Orientale, ple-*

nam habens experientiam : ita ut in rebus dubiis, etiam seniores regni principes ejus consulerent experientiam, et consulti pectoris eruditionem mirarentur. Le même auteur, l. XIX, c. II, donne cette louange au roi Amaury : *In jure consuetudinario quo regebatur regnum, subtilis plurimum et nulli secundus.* Notre auteur rend le même temoignage au c. CCLXXXI : « Et sot meaus les assises et les usages dou royaume que nul autre. » Thibaud comte de Blois est loué par Jean de Salisbury, *Ep.* 89, de ce qu'il estoit savant dans les lois et coutumes du royaume de France : *Illustris Blesensium comes Theobaldus, princeps quidem justitiæ amator et juris cismontani peritissimus.* T. — La science de ces hauts personnages ne peut pas étonner, quand on songe que chaque seigneur, de quelque rang qu'il fût, avait sa cour et était tenu de rendre la justice dans celle de son suzerain, quand il convenait à celui-ci de le sommer d'y venir siéger.

^d C'est-à-dire ses arrière-vassaux.

qui¹ m'envoie la grace dou saint Esperit, si que je puisse mener cest livre à tel perfection qu'il² soit à l'honor³ de Dieu et au proufit de m'arme, et au gouvernement dou peuple dou reame de Jerusalem, selonc les droites⁴ assises et les dreis usages dou dit roiaume, et au proufit des armes et des cors de toz ciaux qui le liront ne lire l'oront⁵; les quels je pri et requier et conjur de par⁶ Dieu, que il de chose que il y ait n'usent fausement⁷ à tolir ne esloignier le droit d'autrui⁸; mès que il en usent à leur droit ou à⁹ celui d'autrui aprocher ou defendre, selonc ce que mestier lor¹⁰ sera¹¹: car m'entencion n'a esté¹² de cest livre faire que por enseigner ciaux¹³ qui¹⁴ mestier en auront et auront droit et le requerront de saveir le aprochier et desraignier, et à ceus à qui l'en requerra de qui est lor droit de saveir le¹⁵ esloignier et defendre. Et por ce que il me semble¹⁶ que ainz que je parole en cest livre des assises, ne des usages, ne de plais de la Haute Court dou dit roiaume, que je doie¹⁷ avant parler dou roi qui est chief seignor dou dit roiaume, et dire où il doit estre coronés, et que il doit faire au patriarche, ainz que il li meste¹⁸ la corone¹⁹ el chief et qui²⁰ le doie coroner, et, quant il li a mise la corone el chief, quoi²¹ le patriarche li doit faire, et quoi²¹ totes les genz dou roiaume après ce que il est coronés li doivent faire, et quel qu'il ou le chief seignor dou dit roiaume²² tot ne soit il coronés, et les barons et les autres riches homes²³ qui ont ou dit roiaume court et coins et justise doivent estre, et quels²⁴ les jages et les plaideors de leur cours²⁵, deviserai ge au comencement de mon livre ce que je ai²⁶ enpris à dire dou rei et des avant²⁷ dis.

¹ *Qui* ele. B. C. E. *Qu'elle*. D. *Que* elle. T. — ² C. *Qui*. A. *Que* ce. E. — ³ A l'enour. B. A l'enor. C. — ⁴ *Droites*. A. — ⁵ C. Les mots *ne lire l'oront* manquent dans A. B. D. E. T. — ⁶ *De* part. B. *De la* part. T. — ⁷ *N'en usent* malement. C. D. E. T. — ⁸ *Que de chose que i soit mise malement, à tolir ne à esloignier le droit d'autrui, que il n'en doivent user*. B. Les mots: *d'autrui*; *mès que il en usent à leur droit*, manquent dans D. T. — ⁹ A manque dans B. T. — ¹⁰ *Li*. D. E. T. — ¹¹ *Seroit*. T. — ¹² *N'a esté* ne *n'est*. D. E. T. — ¹³ A ceus. C. — ¹⁴ *Que*. T. — ¹⁵ Les mots *aprochier... saveir* le manquent dans A. — ¹⁶ *Il me semble* avis. A. — ¹⁷ A la place de ce qui suit, jusqu'à la fin du chapitre, le manuscrit de Harlay, où manquent les chapitres vi et vii, contient le passage suivant: *Deviser quès il me semble que il seroit mestier que les chies seignors do dit roiaume fucent por bien et droitement le dit roiaume et lor homes et lor peuple tenir et garder, maintenir et justisier si con il doivent; et quès il seroit mestier que les barons et les riches homes qui ont court et justise el dit roiaume fucent, por lor baronies et leur seignories, et leur homes et leur peuple tenir et maintenir, et justisier selonc les assises et les usages dou dit roiaume; et quès les jages et les plaideors de la Haute Court dou dit roiaume doivent estre, por les plais bien plaider et loiaument jager: car sans ces avant dis, Haute Court en aucune seignorie dou dit roiaume ne peut estre, ne plait plaider ne jager ne determiner, ne aise tenue, ne usage maintenu en la Haute Court de cele seignorie. Por ce que chascun seignor est chief de sa court, et que tous ses homes ou partie d'eaus ou lui, ou celui que il establi en son leuc, sont court, devisera je au comencement de mon livre quès il seront mestier que les avant dis fucent ou roiaume, por bien et droiturirement gouverner.*

Ci fine le prologue dou Livre des assises et des usages et des plais de la Haute Court dou roiaume de Jerusalem; et comence le livre.

Nous avons déjà averti que les cinq premiers chapitres n'en font qu'un dans le manuscrit de Harlay.

¹⁸ *Met*. A. — ¹⁹ *La* core. A. — ²⁰ *Qu'il*. A. — ²¹ *Que*. B. — ²² *Et* quels que il, ou le chief seignor soit. B. Tout le passage commençant par ces mots: *et dire où il doit estre coronés*, et finissant par ceux-ci: *ou le chief seignor dou dit roiaume*, manque dans D. E. T. — ²³ *Et* les autres riches homes et barons. D. E. T. — ²⁴ *Et* quès. D. E. T. — ²⁵ *Et* lor cors. D. C. T. — ²⁶ *Ais*. A. — ²⁷ *Avans*. A.

* Les auteurs de l'*Histoire littéraire de la France*, VIII, 615, pensent que les quatre chapitres qui précèdent ont été ajoutés ou par Jean d'Ibelin, ou par les derniers rédacteurs, et que le chapitre v appartient à la rédaction primitive de Godefroy de Bouillon; ils ajoutent même: «Ce qu'il dit en cet endroit est parfaitement digne de sa

«tendre piété, et annonce un prince attentif au bonheur «spirituel et temporel de ses sujets.» Nous avons montré dans l'Introduction de ce volume, qu'à l'époque où écrivait Ibelin, les lois de Godefroy avaient été complètement renouvelées. Il est d'ailleurs évident qu'ici c'est un jurisconsulte qui parle et non un législateur.

CHAPITRE VI.¹

Ci² dit où le roi de Jerusalem doit estre coronés, et qui le doit coroner.

Le rei dou roiaume de Jerusalem ne tient son roiaume que de Dieu⁴, et il doit estre coronés en Iherusalem, se⁵ elle est en mains de Crestiens; et quant elle ne l'est⁴, si doit estre coronés à Sur. Et le patriarche le doit coroner, se il⁵ y a patriarche ou roiaume quant le roi se fait coroner; et se il⁶ n'i a patriarche, l'arcevesque de Sur le doit coroner, por ce qu'il est le primat des arcevesques dou roiaume⁶. Et se il⁷ n'i a arcevesque à Sur, celui de Cesaie le doit coroner; et se il⁸ n'i a arcevesque à Cesaie, celui⁹ de Nazereth¹⁰ le doit coroner.

CHAPITRE VII.¹¹

Comment¹² l'on doit le roi coroner¹³, et quel sairement il fait au patriarche et le patriarche à lui; et comment il doit torner dou Sepulcre.

Quant le patriarche corone le roi, la procession¹⁴ lui vient à l'encontre à la porte dou mostier; et le patriarche, ou le prelat qui le doit coroner, li dit pluisors orisons sur la teste; et il est à genoills, et les officiaus¹⁵ li sont de costé. Et puis le rei se lieve et jure au patriarche un tel seirement: « Je tel, par divine¹⁶ souffrance à coroner rei¹⁷ de Jerusalem, promet à tei mon seignor tel¹⁸, patriarche¹⁹ de Jerusalem, et à tes successors canoniquement²⁰ entrant, desus²¹ le²² tesmoin²³ de Dieu le totpuissant et de tote l'Iglise, et des prelaz et de mes barons qui environ moi sont, que je, de cest jor en avant, serai ton feel aideor et defendeor de ta persone contre toz homes vivant²⁴ el reiaume de Jerusalem. Les possessions²⁵ et les franchises de la sainte yglise de Jerusalem ma mere, et de totes les yglises appartenant à li²⁶ principalement, les queles possessions²⁷ et franchises elles ont acostumé²⁸ à avoir jadis, el tens des beneurés²⁹ reis mes devanciers, et qu'elles aquerront³⁰ justement çà³¹ en avant, en mon tens maintendrai à elles;

¹ Ce chapitre manque dans c. — ² Si. A. — ³ C'elle. A. — ⁴ N'i est. B. — ⁵ C'il. A. — ⁶ C'il. A. — ⁷ C'il. A. — ⁸ C'il. A. — ⁹ Cela. A. — ¹⁰ Naçaret. B. Nazareth. D. E. Nasareth. T. — ¹¹ Ce chapitre manque dans a. — ¹² Ci dit coment. B. Ci dit quel maniere de sairement fait le roy dou royaume de Jerusalem au patriarche, quant il li met la corone au chief. D. E. T. — ¹³ Corroner. A. — ¹⁴ Precession. A. — ¹⁵ Oficians. A. — ¹⁶ Digne. A. B. E. T. — ¹⁷ A rei. A. — ¹⁸ Tel manque dans D. E. T. — ¹⁹ Jure à toi, patriarche, et à tes, etc. B. — ²⁰ Quenonement. A. Canonement. D. E. T. — ²¹ Desouz. B. — ²² Ce. T. — ²³ Tesmoigne. D. E. T. — ²⁴ Vivans. A. D. E. T. — ²⁵ Pocessions. A. — ²⁶ A li manque dans D. E. T. — ²⁷ Le quels pocessions. A. — ²⁸ Acostumées. A. — ²⁹ Boneurés. A. Bons eurous. D. E. Bons heurous. T. — ³⁰ Aquerront. A. Acquerront. D. Acqueront. T. — ³¹ Sa. A.

* On lit dans les *Établissements de S. Louis*, l. I, c. LXXVIII: « Li roy ne tient de nului, fors de Dieu et de luy. »

¹ L'église de Tyr avait le titre de métropole et celui

de premier siège archiépiscopal, sous le patriarcat d'Antioche; ce qui fait qu'on l'appelait *Πρωτόπορος*, ou premier siège.

« et defendrai les canoniques et les anciens previleges et les deues leis¹, et les
 « justises de ciaux et les ancienes costumes et² franchises garderai, et mainten-
 « drai les personnes eclesiastes en leur franchises³, as veves et as orfenins justise
 « ferai⁴; les previleges des beneurés⁵ reis mes devanciers et les assises dou royaume
 « et⁶ dou rei Amauri et dou rei Baudoyne son fiz, et les ancienes costumes et as-
 « sises dou royaume de Jerusalem garderai; et tot le peuple crestien dou dit
 « royaume, selonc les costumes ancienes et aprovéz⁷ de ce meisme⁸ royaume, et
 « selonc les assises des devant⁹ dis rois en lor dreis et en lor justises garderai, si
 « come roi crestien et feil de Dieu¹⁰ le doit faire en son royaume; et totes les autres
 « choses dessus dites garderai feaument¹¹. Ensi m'ait Dieu et ces saintes Evangiles
 « de Dieu¹². » Et quant le devant dit rei a ce fait, le patriarche le lieve en piés et
 le prent par la main destre, et li promet en ceste maniere : « Je t'aiderai la co-
 « rone mise en ton chief justement à maintenir¹³ et à defendre, sauf m'ordre, » se
 il¹⁴ est d'ordre^b, et c'il est autre, « la sainte yglise de Rome. » Et ces choses dites, il
 le doit baisier¹⁵ en fei, et crier quanque il peut¹⁶ : « Entre voz qui estes assemblés,
 « seignors prelaz et maistres barons¹⁷, chevaliers et homes liges, borgeis et tote
 « autre maniere de¹⁸ peuple, qui ci¹⁹ estes assemblés; nos somes si por coroner
 « tel à rei de Jerusalem, et volons que voz nos dites se il est dreit heir dou royaume
 « de Jerusalem. » Et ce²⁰ deit dire par trois feis; et l'on respont : OIL. Et maintenant
 comencent²¹ *Te Deum laudamus*, et s'en²² entrent dedenz le cuer o ces barons qui
 portent sa corone et la pome, et le seneschau qui porte le septre, et le cones-
 table qui porte le gonfanon. Et le rei est vestu come diaque, la teste descoverte²³.
 Et l'on a²⁴ un faudestueill devant l'autier, et là s'apuie le rei en afflictions, trus-
 que²⁵ à tant que le *Te Deum* soit chanté. Et quant il est chanté²⁶, le patriarche
 ou le prelat qui le doit coroner, vient et li dit pluisors orisons desuz la teste.
 Et puis quant il a ce dit, le rei s'en vait seir sur son siege, et l'on comence la
 messe. Et quant on a dit l'epistole et la sequence, deus prelas viennent au roi, et le
 meinent trusque au faudestueill par devant l'autier. Et là li dit celui qui le doit
 coroner : « Beneissons²⁷; » et puis prent le cresseme et l'oingt par dessus le toup²⁸ disant
 ce qui est usé de dire et orisons et psaumes²⁹, et li met l'anel ou doit, qui se-
 nefie roi; et après li ceint³⁰ l'espée, qui senefie justise à defendre la foi³¹ et sainte
 Iglise; et après la corone qui senefie la dignité; et après le septre, por³² chastier
 et defendre; et après la pome, qui senefie la terre dou reaume : dissant tozjors
 ce qui est uzé en sainte Iglise. Et puis quant tot ce est fait, le prelat qui le co-
 rone³³ et toz les autres dient en Latin par trois fois : « Vive le roi en bone prosperité ! »
 Et puis le rei baise³⁴ tos les prelaz, et s'en va³⁵ seir en son siege, et deus prelaz le
 deestreent³⁶; et l'on chante l'evangille et le parfait³⁷ de la messe. Et ou sacrement

¹ Et les deues leis manque dans D. E. T. — ² Des. A. B. — ³ Et maintendrai les personnes eclesiastes en leur franchises manque dans D. T. — ⁴ Ferais. A. — ⁵ Boneurés. A. Bons heurours. D. E. T. — ⁶ Dou royaume et manque dans A. B. — ⁷ Provéés. A. — ⁸ Cest meimes. A. — ⁹ Devans. A. Avant. D. E. T. — ¹⁰ El feil de Dieu manque dans A. B. — ¹¹ Leaument. D. E. T. — ¹² De Dieu manque dans B. D. E. T. — ¹³ Et je te aiderais, et lors li met la corone au chief, justement à maintenir et à sauver et à deffendre. D. E. T. — ¹⁴ C'il. A. — ¹⁵ Baisier. A. — ¹⁶ Quanque il peut manque dans D. E. T. — ¹⁷ Maitres et barons. A. Maistres et officians, barons. D. E. T. — ¹⁸ De gens et dou. D. E. T. — ¹⁹ Si. A. — ²⁰ Se. A. — ²¹ Comensent. A. — ²² S'en manque dans D. Se. T. — ²³ Deschevelée. D. E. T. — ²⁴ Et ora. D. T. — ²⁵ Jusques. B. D. E. T. — ²⁶ Au lieu de et quant il est chanté, on lit lors dans D. E. T. — ²⁷ Benoïsons. B. Benissons. D. E. T. — ²⁸ Top. B. — ²⁹ Saumes. A. E. Seaumes. D. T. — ³⁰ Seint. A. — ³¹ Soi. A. D. E. T. — ³² Au lieu de por, on lit qui senefie dans D. E. T. — ³³ L'a coroné. D. E. T. — ³⁴ Baisse. A. — ³⁵ Se vait. A. — ³⁶ Et les prelaz l'en destroient. B. — ³⁷ La proface. D. La proface. E. La preface. T.

^a La loi spirituelle et la loi temporelle.

^b S'il appartient à un ordre religieux.

le roi oste sa corone; et quant tote la messe est dite, le rei vient devant l'autier et se comenie¹. Et après le prelat prent le gonfanon² dou conestable et le beneit³ de l'aigue beneite⁴, et le met en la main dou rei; et le rei⁵ le livre au conestable, et s'en retourne. Et quant il est coroné en Jerusalem, si est coroné ou mostier⁶ dou Sepulcre, et vait au temple Domini; et là euffre⁷ sa corone sur l'autier où fu offert nostre Seignor à saint⁸ Symeon, et puis s'en entre⁹ au temple Salomon¹⁰, qui est la maison¹¹ des Templiers. Et là sont mises les tables, et il s'asiet¹² au mangier, et les borgeis de Jerusalem servent cel jor¹³ les tables, car ce est le servise qu'il doivent au rei. Et quant il est coronés à Sur, il vait au chastel sur le cheval que l'on li mena¹⁴ devant covert, et le mareschal par devant lui sur le cheval dou conestable¹⁵ portant le gonfanon, et toz les autres à pié; et le conestable vait à pié devant le cheval dou¹⁶ rei arreant¹⁷ la gent: le rei manie¹⁸ la corone sur la teste. Le seneschal doit servir le rei de toz ces mès¹⁹, et le mareschal doit tenir le gonfanon devant le roi tant come il sera à table; et puis doit prendre le cheval dou conestable, et le conestable celui dou rei tot ensi covert, et le mareschal li vait devant portant le gonfanon trusque en sa herberge; car il est son home, et li doit faire homage^b.

CHAPITRE VIII²⁰.

Ci²¹ dit quel doit estre le chief seignor dou roiaume de Jerusalem, soit roi ou autre, et toz les barons et seignors dou dit roiaume qui ont court et coins et justise.

Le chief seignor dou roiaume de Jerusalem, soit rei ou autre, et toz les barons et seignors dou dit roiaume, qui ont court et coins et justise, doivent estre sages, loiaus, droituriers et bons justisiers; sages, pour eaus et leur homes et leur peuple et lor terre gouverner sagement, et que il sachent²² lor honors et leur seignories et leur raison²³ bien garder, si come il doivent, et leur dreis requerre et desraignier²⁴; loiaus, que il loiaument teignent, mainent, mainteignent²⁵ et gouvernent eaus et lor homes et lor peuple, et que il ne facent à lor escient²⁶ ni ne sueffrent à faire à leur pooir en lor seignorie desleauté ne fauceté²⁷; dreituriers, que il²⁸ teignent et

¹ *Sacomenie*. A. — ² *Confanon*. A. — ³ *Beneist*. A. *Benist*. D. E. T. *Benit*. T. — ⁴ *Benoiste*. D. E. T. — ⁵ *Et le conestable le prent et s'en tourne*. D. E. T. — ⁶ *Ou mostier* manque dans D. E. T. — ⁷ *Ofre*. B. *Euffre il*. D. E. T. — ⁸ *Saint* manque dans B. D. E. T. — ⁹ *Et puis entre*. D. E. T. — ¹⁰ *Salamon*. A. B. — ¹¹ *Maisson*. A. — ¹² *Se assient*. A. *S'asseent*. D. E. T. — ¹³ *Celui jour que ils doivent au roi. Et quant, etc.* D. E. T. — ¹⁴ *Meine, et le, etc.* D. E. T. — ¹⁵ *Sur son cheval*. A. *Dou conestable covert*. D. E. T. — ¹⁶ *Le*. A. — ¹⁷ *Veant*. A. *Arreant la gent* manque dans D. E. T. — ¹⁸ *Manive*. A. *Va*. D. E. T. — ¹⁹ *Homes*. D. E. T. — ²⁰ Les chapitres VIII, IX et X n'en font qu'un dans le manuscrit de Harlay. — ²¹ *Si*. A. — ²² Les mots *et leur... sachent* manquent dans A. *Sages pour eaus et lors cors, honor et lors terres et lors peuples gouverner*. D. E. T. — ²³ *Et leur raison* manque dans T. — ²⁴ *C. Desrainier*. A. *Desresnier*. B. *Desreignier*. D. E. T. — ²⁵ *Mainent, mainteignent* manque dans D. E. T. — ²⁶ *Essient*. A. D. E. T. *Ecient*. C. — ²⁷ *Fausseté*. B. — ²⁸ *Facent, tieignent et maintieignent*. C.

^a Le passage suivant de la traduction de Guillaume de Tyr donne une idée exacte et suffisante des lieux dont il est ici question: « En cel espace (le quartier latin de Jérusalem) siet mont Escauvaire où Nostre Sires Jesus-crist fu crucefiez, le Sepucure où il fut mort et dont il resuscita, la meson de l'Ospital, deus abaies, une de

moines et autres de noneins, chacune a non de la Latine; la meson au patriarche et li cloistres au chanoines del Sepucure. » Pag. 392.

^b Aucun des historiens des Croisades ne donne sur le sacre des rois de Jérusalem des détails aussi précis que ceux que l'on vient de lire.

mainteignent dreiture dreitement à chascun en lor cours et en lor seignories¹, selonc ce que il² est en droit soi³; bons justisiers, que il n'espargnent⁴ aucun de justise, quant il ne doit estre espargnés⁵, et cruel justisier⁶ là où il aïert⁷, et pitous et misericordious⁸ là où il s'aïert en justise⁹. Et ces choses conoistront et feront ceaus qui auront en eaus les quatre avant dites choses^{10b}.

CHAPITRE IX¹¹.

Ci dit quels doivent estre les homes qui sont juges en la Haute Court.

Les¹² homes qui sont juges en la Haute Court doivent estre loiaus¹³ et ententis¹⁴ de oyr et de bien retenir les paroles et les poins que les¹⁵ plaideors dient en la court del plait, et jugier le¹⁶ plus dreit et le plus leaument qu'il poront ne sauront, selonc les paroles que il auront oyes et entendues; et que autrement il ne doivent jugier ne por amor avoir¹⁷ ne por hayne, ne por paor, ne por loier, ne por gré¹⁸, ne por autres choses ne doivent juger ne¹⁹ laisser à jugier à lor escient²⁰ ce qui²¹ plus lor semblera raison, selonc les paroles qu'il auront oyes et entendues el plait. Que²² chascun deit plus amer et douter Dieu et s'arme et s'onor,

¹ *Seignoriages*. D. E. T. — ² *Ce que chascun*. C. — ³ *En son droit soi*. D. E. *De son droit*. T. — ⁴ C. *N'espargnent*. A. *Ne sparaigne*. B. — ⁵ C. *Esparaignez*. A. *Esparaignié*. B. — ⁶ *Cruels justisiers*. B. *Cruex justisiers*. C. *Ceous justissiers*. D. *Ceaux justitiers*. E. manque dans T. — ⁷ *S'aïert*. C. *Offert en justice*. D. *Aïert en justice*. E. *Offiert en justice*. T. — ⁸ *Misericors*. B. C. — ⁹ *Où il aïert en justise et en droiture*. B. *Se offiert justice*. D. *Sa aïert en justice*. E. *Offiert justice*. T. — ¹⁰ C. — ¹¹ Ce chapitre ne se trouve que dans le manuscrit de Saint-Germain, où il porte le n° IX. — ¹² *Et les*. C. — ¹³ *Loiaus* manque dans T. — ¹⁴ *Ententif*. A. — ¹⁵ *Leurs*. B. — ¹⁶ *Les*. A. — ¹⁷ *Avoir* manque dans B. C. *Ne por amor avoir, ne por hayne*, manque dans D. E. T. — ¹⁸ *Ne por gré* manque dans D. E. T. — ¹⁹ B. — ²⁰ *Essient*. A. *Esciant*. D. T. — ²¹ *Ce que*. B. C. E. T. *Qui* manque dans D. — ²² *Car*. B.

* Parce que, comme dit le jurisconsulte Philippe de Navarre (*Les Quatre tens d'aage d'ome*, mss. de la Bibl. royale, n° 198, Suppl. franç. fol. 389 v°), « li bons justiciers, por un home qu'il pent, en chastie et sauve cent. » Le pouvoir seigneurial était entouré d'un grand respect en Europe, et plus particulièrement en France, où ce sentiment s'exprimait par des adages tels que ceux-ci :

Nil lucri faciunt, dominos qui litibus angunt.
Non linquenda malum prædia propter herum.

Nicot, *Proverbia*, p. 7, 10.

En Orient, le pouvoir des pairs balançait tellement l'autorité des seigneurs, que nous ne savons si Navarre était fondé à dire : « A seigneur ne peut on avoir bon plait. » (Fol. 391 v°.) On verra que non-seulement les vassaux pouvaient plaider contre leurs chefs, mais qu'en s'unissant entre eux ils paralysaient tout le pouvoir des seigneurs.

^b Il était d'autant plus nécessaire de rappeler aux seigneurs des royaumes de Jérusalem et de Chypre les obligations qu'ils contractaient comme juges, que leur autorité judiciaire, dans des pays où il n'existait pas de loi écrite, était en quelque sorte illimitée. Cette pensée a conduit un des copistes ou plutôt un des éditeurs du livre d'Ibelin, à une intercalation curieuse et que nous allons faire connaître. Le manuscrit dont la Thau-

massière a fait usage, conforme, sur ce point seulement, au manuscrit de Saint-Germain, que nous désignons B, contenait deux chapitres numérotés CCLXXXII et CCLXXXIII, relatifs aux devoirs du souverain considéré comme justicier, et ayant pour titre, le premier : *Ci dit quel home doit estre seignor et gouverneur dou pais et dou peuple*; le second : *Ci dit de seignorie et de ses pilliers*. La Thaumassière n'a point fait difficulté d'admettre ces chapitres comme l'œuvre d'Ibelin (p. 187 et 188). Cependant les lieux communs sur la justice et les citations de l'Écriture sainte et d'Aristote, qu'on y trouve, auraient dû lui signaler une autre main que celle du comte de Jaffa. Nous n'avons pas été peu surpris quand nos recherches nous ont convaincus que ces deux chapitres appartiennent au *Trésor* de Brunetto Latini, livre de la *Rhétorique*, c. LXXIII et LXXIV (fol. 209 du manuscrit coté 198, Suppl. franç. de la Bibliothèque royale). Cet ouvrage a obtenu, comme on sait, une très-grande vogue en Europe pendant le XIV^e siècle, et il justifiait ce succès sous plus d'un rapport; mais ce qu'il nous importe le plus de remarquer, c'est que les jurisconsultes de Chypre se tenaient au courant des idées qui circulaient en Europe, à une époque où la ruine des colonies chrétiennes de la Syrie, plaçait le pays qu'ils habitaient dans un état complet d'isolement.

que home ne feme¹, ne gré² ne maugré d'ome ni de feme, ne perte ne gaaain³ de aver⁴. Et il me semble que toz les juges qui seent⁴ en la court sont moult chargiés de honte et de pechié, se aucun pert sa carelle par defaute⁵ de non estre entendu de ce que il a dit⁶ el plait: por quoi⁷ il me semble que toz les homes de la Haute Court, quant il seent en court⁸, deveroient⁹ laisser totes autres ententes, por entendre et retenir bien les paroles que les avantparliers^{10 b} dient en la court, por bien et droitement recorder¹¹ les es¹² jugemenz et juger les leiaument¹³; car grant honte est à tos ceaus qui seent en la court, quant parole i est dite et ele n'est bien retenue et droit recordée au jugement faire et droitement jugée^{14 c}.

CHAPITRE X.

De¹⁵ quel maniere doit estre le plaideor.

Le¹⁶ plaideor doit estre loial et estable¹⁷; que il doit bien et leaument conseil-lier¹⁸ toz ciaux et totes celes¹⁹ à qui conseil il est doné, et plaideer por eaus leaument le²⁰ miaus qu'il saura contre totes genz, ne mais que contre soi²¹; ni²² ne deit laisser²³, por amor que il ait à²⁴ celui contre qui²⁵ il plaidée, ne por haine qu'il ait à celui²⁶ à qui conseil il est doné, ne por doute²⁷, ne por paor qu'il ait d'avoir honte ne damage, ne maugré, ne por don ne²⁸ promece que l'on li face, que il bien et leaument ne conseille celui ou celle²⁹ à cui conseil le seignor l'a doné: que se il le faiseit autrement, il feroit que desloiau. Et doit celer les³⁰ privautés³¹ que celui ou celle³² à qui conseil il est, li dira des choses de quoi il est à

¹ B. Home ne feme manque dans T. — ² Bon gré. D. E. T. — ³ Gaaing. B. Gain. D. Gaaig. E. Gaaing. T. — ⁴ Sont. D. T. Soient. E. — ⁵ B. — ⁶ Aura fait. D. Aura dit. E. Ora dit. T. — ⁷ Que. A. — ⁸ C. — ⁹ Devroient. B. C. Doivent. D. E. T. — ¹⁰ Avantparliers. A. — ¹¹ Retorner. A. — ¹² En. C. Es manque dans D. E. T. — ¹³ B. C. Et juger loyaument. D. E. T. — ¹⁴ C. Cette fin depuis car grant manque dans A. B. D. E. T. — ¹⁵ Ci dit de. B. D. E. T. — ¹⁶ Et le. C. — ¹⁷ Celable. B. C. Feable. D. E. T. — ¹⁸ Conseill. A. — ¹⁹ Celle. A. — ²⁰ Au. B. C. Et à meaus. D. E. T. — ²¹ Lui. C. — ²² Ni manque dans D. T. Ne ne. E. — ²³ Ne ne le doit laisser. C. — ²⁴ En. B. — ²⁵ Cui. A. A celle personne cui. D. A celle personne pour qui. T. — ²⁶ A celle personne. D. E. T. — ²⁷ Ne por doute manque dans D. E. T. — ²⁸ Ne por. B. C. Ne por don manque dans D. E. T. — ²⁹ Celui ou celle manque dans E. T. — ³⁰ Toutes les. C. — ³¹ Privances. B. — ³² Celle personne. D. E. T.

* Sic enim attendentes (judices) ad sacrosanctas Scripturas, et Dei præsentia consecrati, ex majore præsidio, lites diriment, scituri, quod non magis alios judicant, quam ipsi judicantur, cum etiam ipsis magis, quam partibus terribile judicium est. Cod. l. III, t. 1, l. 14. Sur les devoirs des magistrats et les vertus qui leur sont nécessaires, voyez le premier chapitre du livre de Beaumanoir, intitulé: *De l'office as baillis, quel il doivent estre et comment il se doivent maintenir en leur office*, p. 7, et le ch. XXI du Conseil de Pierre de Fontaines, qui a pour titre: *Des jugemens qu'on doit faire bons et loiaus*, p. 118.

¹ C'est ainsi que ces Assises, les *Etablissemens de France*, II, 14, Pierre de Fontaines, c. x, et autres anciens auteurs, appellent les avocats *prælocutores*, *prolocutores*. Dans les auteurs de la basse Latinité, *narratores*, conteurs. *Contumes de Normandie*, c. LXIV. T. — Du mot

avant-parliers on fit amparliers. On les appelait aussi, à cette époque, *advouez*. « Ceus qui ont adveu de partie pour plaider pour li; qui Latine *advocati*, *defensores*, sive *protectores* dicuntur. » *Somme rurale*, note de Charondas, p. 38, ed. de 1603.

* Jean d'Ibelin ne donne aucun renseignement précis sur la qualité et le nombre des juges qui siégeaient dans la Haute Cour. D'après l'usage des fiefs, tout vassal était habile à juger dans la cour de son suzerain. Quant au nombre, Pierre de Fontaines nous apprend que quatre juges suffisaient pour former une cour, c. XXI, art. 37; et selon Beaumanoir, le seigneur pour rendre jugement, « doit penre deus houmes ou trois ou quatre, selonc che que le besoigne est grant de chascune partie. » c. LXV, p. 333.

son conseil, ne ne doit dire en court ne dehors court chose de ce dont il est à son conseil¹ qu'il cuide qui li griège². Et se il dit sa parole en la court, il la doit dire au miaus et au³ plus loiaument qu'il pora, sans aucune chose taire⁴ ne laissier que il entende que mestier li soit à dire; et se autre la dit, et il li semble que il i⁵ puisse amender, il le doit faire ou dire le priveement⁶ à celui à qui conseil il est, et à celui qui a dite la parole, et avant que sele faute de quey celui qui aura dite la parole aura failli grege ou puisse gregier à celui à qui conceill il est⁷, si qu'il le⁸ puisse amender à hore et à tens sanz son damage. Et por ce qu'il me semble que en⁹ plaideant sont les assises et les usages dou dit reaume requis, debatus, jugiés et déterminés par les homes de la Haute Court et des autres cours dou dit reaume, parlerai je¹⁰ avant en cest livre des plais que¹¹ des assises ne¹² des usages. Et por ce me semble il¹³ que celui qui viaut¹⁴ plaideer en la Haute Court, deit¹⁵, avant qu'il comence le plait, demander conseil au seignor, dirai je¹⁶ coment et de quoi et por quoi on deit demander au seignor¹⁷ conseil de court¹⁸ avant que l'on¹⁹ comence à plaideer²⁰; et après dirai en ordre²¹ les autres choses de quoi je ai enpris à parler en cest livre, selonc ce que Dieu me donra sens et grace²².

CHAPITRE XI.

Comment²³ et por quoi et de quoi l'on deit demander conseil de court.

Qui viaut plaideer en la Haute Court dou reaume de Jerusalem, il doit demander au seignor à²⁴ conseil de court²⁵ le meillor plaideor de la court à son escient, se il est plaideor, ou se il ne l'est; porce que se il n'est plaideor, que son conseil li sache sa raison garder et sa carelle desrainier de ce²⁶ dont il est requerreor et defendre de ce dont il est defendeor. Et se il est plaideor, por ce qu'il ait plus de conseil :

¹ C. *Ne ne doit....* manque dans A. B. D. E. T. — ² *Griège*. B. — ³ A. A. — ⁴ C. D. T. *Traire*. A. B. E. — ⁵ C. Lui. D. E. T. — ⁶ *Priveement* manque dans T. — ⁷ *Et à celui....* il est manque dans A. B. D. E. T. — ⁸ *Il i. B. Il la.* C. — ⁹ *Ci*. B. E. T. — ¹⁰ *Je parlerais*. A. — ¹¹ *Et*. B. — ¹² *Et*. B. — ¹³ *Et por ce que il me semble*. C. — ¹⁴ *Vait*. C. — ¹⁵ *Doie*. B. D. E. T. *Doit*. C. — ¹⁶ *Et je dirai*. A. *Diray je*. C. — ¹⁷ *Au seignor* manque dans T. — ¹⁸ *De court* manque dans T. — ¹⁹ *Qu'il*. A. *Face comancer*. D. E. *Que comancer*. T. — ²⁰ Ce qui suit jusqu'à la fin du chapitre manque dans T. — ²¹ *Ordene*. C. D. E. — ²² *Dieus m'en donra le sens et la grace, le quel il me veuille otroier par sa sainte merci*. B. *Dex m'en dora sen et grace*. C. — ²³ *Ci devise coment*. B. C. D. E. T. — ²⁴ A manque dans A. B. C. E. — ²⁵ *De court* manque dans C. D. E. — ²⁶ *De ce que*. A.

* Les *Établissements de saint Louis* contiennent un chapitre sur la profession des avocats, dont les dispositions sont tirées du droit romain, l. II, c. XIV. Il ne paraît pas qu'à cette époque les avocats fussent dans l'obligation de prêter un serment; mais l'ordonnance de Philippe III, publiée à Paris, le 23 octobre 1274, ordonne aux avocats, tant du parlement que des bailliages et autres justices royales, de jurer sur les saints Évangiles qu'ils ne se chargeront que de causes justes, qu'ils les défendront diligemment et fidèlement, et qu'ils les abandonneront dès qu'ils reconnaîtront qu'elles sont mauvaises; et déclare que les avocats qui ne voudront pas faire ce serment seront interdits jusqu'à ce qu'ils l'aient prêté. Cette même ordonnance, qui fonda réellement en France l'ordre des avocats, régla leur salaire.

Ordonn. des Roys de France, t. I, p. 300. Beaumanoir, dans le chapitre v de son livre, où il traite de l'*Office des avocats*, donne sur les personnes qui remplissaient ces fonctions dans le XIII^e siècle, des renseignements nombreux et intéressants, et nous apprend qu'il existait à cette époque des avocats et des conseillers, c'est-à-dire des avocats plaidants et des avocats consultants (p. 35). Relativement au salaire, il cite l'ordonnance de Philippe III, qui le fixait au maximum de trente livres, et dit que pour rétribuer justement un avocat, il faut prendre en considération sa position sociale; « car il n'est pas reson que uns advocat qui va à un cheval, doie avoir aussi grant journée, comme chil qui va à deux chevaux, ou à trois, ou à plus. » P. 33. Pierre de Fontaines, dans son chapitre XI, *Chi parole des ampar-*

car¹ il n'est nul si sage plaideor, qui ne puisse bien et² souvent estre averti el³ plait de ce que bon li est par un autre plaideor o lui; que⁴ deus plaideors se vent plus et veent plus cler el plait, et faillent meins que un; que⁵ se l'un faut, l'autre l'amende; et por ce que à enuis⁶ plaideera l'on jà si bien por soi come por autre⁷; que⁸ corous ou⁹ malle volenté tolt¹⁰ et amerme souvent conoissance d'ome et l'esmuet en ire¹¹ qui desvoie sens d'ome plus tost et plus souvent por sa carelle que por celle d'autre¹². Et por ce doit encor le plaideor à¹³ celui qui n'est¹⁴ plaideor demander conseil à droit: ¹⁵ car qui dit sa parole en court, se il i faut ou mesprent, il n'i¹⁶ peut amender; et qui la fait dire à autre¹⁷, et celui à qui il la fait dire mesprent ou il i¹⁸ faut, il et son conseil i¹⁹ poent amender ainz jugement²⁰, se il n'otroie ce que celui qui est à son conseil a dit por lui. Et por²¹ ces raisons, et por pluisors autres qui²² trop seroient longues à dire, doit chascun de ciaux qui viaut²³ plaideer en la Haute Court demander au seignor conseil avant qu'il comence à pleideer.

CHAPITRE XII.

Qui demande conseil, qui²⁴ il doit demander à son conseil.

Qui viaut demander²⁵ conseil de court au seignor, il peut demander à son choisis le quel qu'il vodra de toz ciaux qui lors²⁶ sont en court^a, soit²⁷ home dou seignor, ou autre^b. Et doit demander celui qu'il cuide qui²⁸ soit le meillor plaideor de la court. Et quant il en aura eu un à son choisis à son conseil, si deit demander un autre; et le seignor li deit le segont²⁹ doner, et³⁰ tel come il vodra. Et se le seignor li done celui³¹ que il a requis à son choisis, et l'autre tel come³² le seignor vodra, si comence son plait le plus tost que il pora³³ et le mias qu'il saura. Et se le seignor retient à son conseil ou à sa parole garder celui que il aura

¹ *Que.* A. C. D. E. T. — ² *Et* manque dans D. T. — ³ *En.* B. — ⁴ *Car.* B. — ⁵ *Car.* B. — ⁶ Au lieu de à *enuis*, on lit *ne* dans T. — ⁷ *Sin autre.* B. *Autrai.* D. E. T. — ⁸ *Qui.* C. — ⁹ *Et.* D. T. — ¹⁰ *Tolle.* D. E. T. — ¹¹ *Irre.* A. *Et lelement en ire.* D. *Et lelement en ire.* E. *Et vehement ire.* T. — ¹² *Autrai.* D. E. T. — ¹³ *Encores* ou. A. D. E. T. — ¹⁴ *Qui est.* D. E. T. — ¹⁵ *Que.* A. C. — ¹⁶ *Ne le.* B. *Ne.* D. E. T. — ¹⁷ *Autrai.* D. E. T. — ¹⁸ *Il i* manque dans A. D. E. T. — ¹⁹ *Il.* B. — ²⁰ *Ains que jugement soit fait.* D. E. T. — ²¹ *Et pour toutes.* D. E. T. — ²² *Que.* D. E. T. — ²³ *Veulent.* B. *Veut.* C. *Viaut.* D. E. *Veaut.* T. — ²⁴ *Cui.* C. — ²⁵ *Qui demande.* B. C. — ²⁶ *Là.* B. — ²⁷ *Soit il.* B. — ²⁸ *Qu'il.* C. — ²⁹ *Secunt.* B. — ³⁰ *Et* manque dans B. C. — ³¹ *Cel.* B. — ³² *Si come.* T. — ³³ D. E. T.

liers, n'a guère fait que traduire diverses lois romaines. On trouve des satires mordantes contre les avocats dans plusieurs romans du moyen âge, et particulièrement dans le *Roman du Renart*, t. I, p. 307, v. 8231-8648; dans le *Roman de la Rose*, t. IV, p. 44, ed. de Méon; dans Barbazan, *Fabliaux et Contes*, I, 306; II, 385-388, 1107-1122. Pierre de Blois, qui mourut vers l'an 1200, disait : *Hodie soli avaritiæ militant patroni causarum, illudque quondam venerabile nomen et gloriosa professio advocati notabili venalitate vilescit, dum miser et perditus linguam vendit, lites emit, matrimonia legitima dissolvit, amicitias rumpit, sopitarum litium cineres resuscitat, pactiones violat.* Ep. xxvi, p. 327, ed. Gussanville.

^a C'est-à-dire qui composent la cour.

^b Une partie ne pouvait pas demander le seigneur pour conseil; mais la Chronique de Morée nous apprend qu'il était permis au seigneur de quitter la présidence, pour remplir les fonctions de défenseur des droits de la cour. Dans le procès relatif à la baronnie d'Acova, dont il est parlé plus au long dans une des notes qui suivent, Guillaume de Villehardouin demanda à Nicolas de Saint-Omer, par qui devait être défendue la dame Marguerite. Nicolas ayant répondu qu'il se chargerait de ce soin : « Puisqu'il en est ainsi, reprit Guillaume, moi, de mon côté, par amitié pour vous, et pour vous tenir compagnie, je me déclare l'avocat chargé de défendre les droits de la cour. » *Chronique de Morée*, t. II, p. 362, édit. de Buchon, 1825.

premier requis, et il vueille plaideer contre le seignor, si demande un autre à son conseil, celui que il ouidera que meillor plaideor¹ soit après le premier. Car² se il se met en plait de requerre et avoir par esgart celui qu'il a premier requis et que le seignor a retenu à son conseil, il esloignera son plait et ne le porra avoir: car³ le seignor a pooir de retenir à son conseil ou à sa parole garder⁴ le quel que il vouldra⁵ de ses homes. Et se le plait est encontre⁶ autre que contre le seignor, et il⁷ retient à sa parole garder celui que l'on li a demandé à⁸ conseil, celui qui li a demandé li doit dire⁹: « Sire, je ne viaus¹⁰ pas plaideer contre vos, ainz viaus¹¹ plaideer contre un autre: si vos pri et requier que voz me donés¹² à conseil celui que je voz ai requis. » Et se¹³ le seignor ne¹⁴ li done, et¹⁵ il est requerrant, si li en¹⁶ demande un autre; et se il est defendant, et il veut le plait foyr¹⁷, si requiere ou seignor pluisors esgars de court, disant pluisors raisons le miaus qu'il saura¹⁸, por quoi il viaut¹⁹ celui aver à son conseil, puis que il l'a trové en court et premier requis, et que le plait n'est contre le seignor; et mette²⁰ sei de chascune chose par sei en esgart de court²¹, et en chascun esgart²² mete son retenaill.

CHAPITRE XIII.

Comment l'on doit demander conseil, si²³ que celui que on²⁴ demandera à conseil ne puisse de celle quarelle conseilier son aversaire.

Qui viaut demander conseil de court au seignor, si que, se²⁵ le seignor le retient à sa parole garder, que il²⁶ ne le puisse de celle carelle doner au conseil de son aversaire, ne celui que le seignor²⁷ retient à sa parole garder n'i²⁸ puisse aler, se il i²⁹ viaut aler de sa volenté³⁰, si die ensi quant il viaut demander³¹ conseil: « Sire, donés moi tel à mon conseil, » et le nome, « contre tel de tel chose; » et nome la chose³², et celui contre qui³³ il viaut plaideer³⁴. Et se le seignor³⁵ le retient à sa parole garder, si³⁶ li die: « Sire³⁷, cest plait de quoi je viaus plaideer n'est mie³⁸ contre voz; por quoi ge³⁹ n'entens que voz à vostre parole garder puissiés ne deés⁴⁰ tel retenir; » et le nome. « Et puis qu'il est present en la court, et que je⁴¹ qui sui vostre home le voz ai demandé à mon conseil contre tel et⁴² de tel chose, » et die de quoi; « et que ce n'est de riens contre voz, por quoi je⁴³ ne viaus qu'il demore, por chose que voz aiés faite dire⁴⁴, que voz ne me le donés à mon conseil, ains le veuill avoir à mon conseil⁴⁵, por les raisons que je ai devant dites, se la cort l'esgarde; et de ce me met je en l'esgart de la court,

¹ C. — ² Que. A. C. D. E. T. — ³ Que. C. D. E. T. — ⁴ B. D. E. T. Ou à sa parole garder, le seignor peut retenir le que qu'il vialt de ces homes. A. — ⁵ Viaut. D. E. Veaut. T. — ⁶ Contre. B. C. — ⁷ Il le. A. — ⁸ A son. B. — ⁹ Il doit dire. D. E. T. — ¹⁰ Voill mie. B. Vueill pas. C. — ¹¹ Veull. B. Veuill. C. — ¹² Doignés. B. — ¹³ Se manque dans D. T. — ¹⁴ Ne manque dans B. — ¹⁵ Se. C. D. T. — ¹⁶ Li en manque dans B. En manque dans C. D. E. T. — ¹⁷ Foyr. B. D. E. T. Fuir. C. — ¹⁸ Porra. B. — ¹⁹ Viaus. A. — ²⁰ Metre. A. C. — ²¹ De court manque dans B. C. D. E. T. — ²² Et en chascune chose. B. — ²³ Ci. B. — ²⁴ L'on. B. — ²⁵ Se manque dans B. C. D. E. T. — ²⁶ Il manque dans A. Il le. C. — ²⁷ L'on. A. — ²⁸ Ne. D. E. T. — ²⁹ I manque dans A. C. — ³⁰ Se il i viaut, etc. manque D. E. T. — ³¹ Il demandera. B. C. — ³² La chose manque dans B. C. D. E. T. — ³³ Cui. C. — ³⁴ Après le mot plaideer, on lit dans B. et C: et die de quoi il veut plaidier. — ³⁵ Et se li sires. B. — ³⁶ Se. B. Se li die sur ce. T. — ³⁷ Sire manque dans D. E. T. — ³⁸ Pas. B. C. — ³⁹ Je. D. E. T. — ⁴⁰ Doiez. B. — ⁴¹ Ge. A. Qui manque dans D. E. T. — ⁴² Et manque dans A. — ⁴³ Si. B. C. D. E. T. — ⁴⁴ Dit. B. Dite. C. D. Fait dire. T. — ⁴⁵ C.

« sauf mon ¹ retenaill. » Et à ce paut le seignor dire : « Je ne viaus que il demore,
 « por chose que voz aiés dite ², que je ne le reteigne ⁵ à ma parole garder, et di
 « por quei : por ce que je entens ⁴ que le seignor a ⁵ pooir, par l'assise ou l'usage
 « dou reaume, de retenir à son choïs à son conseil ou ⁶ à sa parole garder le quel que
 « il viaut ⁷ de ses homes; por quoi je le viaus avoir à ma parole garder, puisque
 « je l'ai retenu, se la court l'esgarde; et de ce me met je ⁸ en l'esgart de la court,
 « sauf mon retenaill. » Et la court doit esgarder que le seignor le doit ⁹ retenir à
 sa parole garder. Et se il le retient ¹⁰ après le dit esgart, et il après le done au ¹¹
 conseil de l'aversaire ¹² de celui qui premier li ¹³ requist; ou se il ¹⁴ y vait ¹⁵ de sa
 volenté ¹⁶, die celui qui ¹⁷ premier le demanda à son conseil : « Sire, je n'entens que
 « voz tel, » et le nome, « puissiez ne deés doner au conseil de mon aversaire de ceste
 « carelle, ne qu'il de sa volenté l'en ¹⁸ puisse conseillier contre mei; puisque je
 « avant le voz demandai de ceste carelle à mon conseil contre lui, et que voz le
 « retenistes à votre parole garder de ceste querele ¹⁹, et que je le voz contrebati par
 « esgart de court; et que voz, par esgart de court, l'avés desrainié vers moi à votre
 « parole garder de ceste carelle; si ne veuill que vos après les erremens devant dis,
 « le doigné à conseil de mon aversaire de ceste querele ²⁰, ne ²¹ que il le ²² con-
 « seille contre mei, » et di por quoi : « por ce que trop sereit fort ²³ chose et contre
 « dreit et raison, et tort aparant ²⁴, ce me semble, que voz qui estes seignor et
 « justisier ²⁵, et ²⁶ qui devés faire dreit et maintenir igaument ²⁷ à chascun sa raison,
 « puissiez doner au conseil de mon aversaire celui que je voz ai demandé devant ²⁸
 « à mon conseil contre lui de ceste carelle; ne que il ²⁹ de sa volenté, por chose
 « que vos en aiés faite ³⁰, l'en ³¹ peust conseillier contre mei : que se ensi estoit, que
 « voz vodreiés ³² retenir le conseil que l'on voz ³³ aureit premier requis, et ³⁴ son
 « adversaire ³⁵ l'aureit ³⁶ à son conseil contre lui de celle carelle, se voz le poés
 « doner à son conseil ³⁷, et voz le volés ³⁸ faire ³⁹ ou se voz ne le volés ⁴⁰ faire, ou
 « ne le poez ⁴¹ faire, et il de sa volenté peust mon aversaire conseillier contre mei
 « de ceste carelle après les diz erremenz, ce ne sereit que por ce que voz l'aureés ⁴²
 « retenu et eu par esgart de court à votre parole garder, quant je le voz demandai ⁴³ à
 « mon conseil, la quel chose sereit contre droit et contre ⁴⁴ l'assise et l'usage de
 « cest reiaume : que par l'assise ne l'usage de cest reiaume ⁴⁵ ne par raison voz ne

¹ Et metre son. B. D. Et mete son. C. T. Et mettre son. E. — ² Dit. B. — ³ Tiegne. D. E. T. — ⁴ Je ai entent. B. — ⁵ Ait. D. E. T. — ⁶ Et. C. D. E. T. — ⁷ Le quel viaut. D. Le quel que viaut. D. Le quel il veaut. T. — ⁸ Je manque dans B. — ⁹ Puet. B. Peut. C. E. T. Paist. D. — ¹⁰ Tient. T. — ¹¹ Ou. A. — ¹² Adversaire. B. De si adversaire. D. T. — ¹³ Le. B. D. E. T. Premièrement le. C. — ¹⁴ Celui. C. D. E. T. — ¹⁵ I va. B. — ¹⁶ Volenté. B. — ¹⁷ Qui manque dans B. Qui premierement. C. — ¹⁸ Le. D. E. T. — ¹⁹ B. — ²⁰ C. — ²¹ Mesme. Miene. D. E. Meime. T. — ²² L'en. C. — ²³ Forte. C. D. E. T. — ²⁴ Apert. C. — ²⁵ Justise. A. B. — ²⁶ Et manque dans B. C. D. E. T. — ²⁷ Igaument. C. D. E. T. — ²⁸ C. — ²⁹ Que il manque dans D. E. T. — ³⁰ Fait. B. — ³¹ L'on. D. Ne. T. — ³² Vos vousissiés. B. Que vos ne le li peussiés faire dont poriés vos tolir à cui que vos vodriés le conceill, etc. C. Que vous li enpanciés faire dont poriez vous tolir à celluy que vous vorriez le conseil, etc. D. Que vous li en-pensiés, etc. E. Que vous le peussiés faire, donc poriés vous tollir, etc. T. — ³³ Voz en. A. — ³⁴ A. C. — ³⁵ Aver faire. A. — ³⁶ L'avoir. D. T. — ³⁷ Se vos le poés, etc. manque dans D. E. T. — ³⁸ Voliés. C. — ³⁹ Et voz le volés faire manque dans T. — ⁴⁰ Vouliez. B. Voliés. C. Et si vous ne le poriés faire. D. E. Et se vous le voliés faire. T. — ⁴¹ Ou ne le voliés. D. Ou ne voliés. E. Et se vous le poiés. T. — ⁴² L'aureés. B. C. E. L'oriés. D. L'aurez. T. — ⁴³ Demandé. A. — ⁴⁴ D. E. T. — ⁴⁵ Que par l'assise, etc. manque dans B. D. T.

* On verra souvent, dans ces Assises, les cours judiciaires prononcer sur des difficultés que les seigneurs, chefs de ces cours, semblaient pouvoir décider par eux-mêmes. Il n'en aurait pas été ainsi dans les premiers temps de la féodalité, où les seigneurs étaient souverains justiciers dans leurs domaines, et où leurs vassaux n'en-

traient dans leurs cours que pour y remplir les fonctions de simples assesseurs. Mais plus tard l'autorité des cours judiciaires grandit au détriment de celle des seigneurs, et il était admis en principe, à la fin du XIII^e siècle, que « li seigneur ne jugent pas en leur court, mais leurs « hommes jugent. » Beaumanoir, c. LXXII, p. 337.

« le poez doner au ¹ conseil de mon aversaire contre mei de ceste carelle, ne faire
 « chose par quoi il puisse mon aversaire conseilier contre mei de ceste carelle;
 « puisque je avant le voz demandai à mon conseil contre lui de ceste carelle, et
 « que voz l'avés retenu à votre parole garder, et que je ² le voz ai contrebatu, et
 « que voz l'avés ³ par esgart de court. Por quoi je ne viaus que voz le fassiez ⁴, ne
 « que il mon aversaire dée ⁵ conseilier de ceste carelle contre mei, après les erre-
 « mens devant diz, se la court ne l'esgarde et por tant plus di ge ⁶ que voz ne le ⁷
 « poez doner au conseil de mon aversaire contre mei de ceste carelle, ne que il
 « ne le peut ⁸ conseilier; que se voz le fassiez ⁹, ou se il le conseille ¹⁰ de sa vo-
 « lenté, je entens que ce sereit contre l'esgart de la court, la quel chose voz ne de-
 « vés faire ne souffrir que autre face; que la court a esgardé que voz le poés rete-
 « nir à vostre parole garder de ceste carelle; si est clere chose que il ne autre ne
 « peut ne ne doit faire ¹¹ par raison de ceste querele que vostre parole garder, après
 « les diz erremenz; et se il autre en faisoit ¹², je entens que ce sereit tort apert et
 « contre l'esgart de la court. Et por totes les ¹³ raisons que je ai dites ou por au-
 « cunes d'elles, je ne viaus qu'il conseille mon aversaire contre mei de ceste ca-
 « relle, se la cour ne conoist ¹⁴ qu'il faire le dée; et de ce me met je en la conois-
 « sance de la court ¹⁵, sauf ¹⁶ mon retenaill. » Et se le seignor comande à faire la dite
 conoissance, il ne ¹⁷ me semble que il, ne celui qu'il a retenu à sa parole garder,
 puisse ¹⁸ chose dire par quoi la court conoisse qu'il dée ¹⁹ conseilier de celle carelle
 l'aversaire de celui qui premier le ²⁰ requist à son conseil en la maniere avant
 dite : que ²¹ se autrement esteit, les seignors porent ²² tolir à leur homes le con-
 seill qu'il auroient premier requis et doner le ²³ à leur ²⁴ aversaire; ou se celui y
 voleit aler de sa volenté, il le poreit faire, par ce que le seignor l'aureit retenu
 à sa parole garder, la quel chose me samble que ce sereit tort apert. Et se le sei-
 gnor ne li ²⁵ viaut la conoissance faire faire, si le destreigne ²⁶ si come est devizé ²⁷
 après en cest livre, que on peut et deit son seignor destraindre de faire li faire co-
 noissance de court.

CHAPITRE XIV.

Por qui on deit demander conseil de court par esgart.

L'on peut por ²⁸ sei ou por ²⁸ sa feme ou por ²⁸ son fiz ou por ²⁸ sa fille merme
 d'aage, demander conseil au seignor ^a par esgart de court, et por ²⁹ celui ou por ³⁰

¹ A. A. C. D. E. T. — ² Je manque dans D. T. — ³ L'avés eu. T. — ⁴ Faciés. B. E. T. Facés. C. — ⁵ Conseille. B. C. D. E. T. — ⁶ Dis je. D. T. — ⁷ Li. D. T. Lui. E. — ⁸ Ne que je ne le puet. B. Ne que il l'en puisse. C. — ⁹ Faites. B. Faisiés. C. Faissiés. D. Feissiés. E. T. — ¹⁰ Ou il le conseilleit. A. Ou se il l'en conceilloit. C. Ou se il conseilier. D. E. Ou se il conseilloit. T. — ¹¹ Ne que il autre chose ne doit faire. A. B. — ¹² Faissoit. A. Faisoient. C. D. E. Et se il autrement faisoient. T. — ¹³ Ces. B. — ¹⁴ Conut. A. Ne l'esgarde ou conoit. D. E. T. — ¹⁵ En l'esgart de la court et en sa conoissance. D. E. T. — ¹⁶ Sanz. B. D. E. — ¹⁷ Ne manque dans D. E. T. — ¹⁸ Paissent. C. Ne puissent. T. — ¹⁹ Doive. C. — ²⁰ Li. B. — ²¹ Car. B. — ²² Porroient. B. D. E. Poroient. T. — ²³ Le manque dans D. E. T. — ²⁴ Son. B. — ²⁵ C. — ²⁶ Destroignent. B. — ²⁷ Il devise. C. — ²⁸ Par. A. — ²⁹ Par. D. E. T. — ³⁰ Por manque dans D. E. T.

^a Observez, suivant ce chapitre et les suivans, qu'aucun ne pouvoit demander conseil en une cause, s'il ne

l'avoit intentée par egard de cour, c'est-à-dire par avis et permission de justice, et le conseil se prenoit au nombre

celle à qui le seignor l'a doné¹ à conseil². Se il³ n'a motie⁴ la carelle en la court de quoi il viaut plaideer, quant il le demanda⁵ à son conseil, il peut par son conseil demander autre à son conseil, s'il n'a motie la carelle au demander conseil⁶, si come est dessus dit⁵, et defendre celui qui est à son conseil, se l'on li viaut tolir ou desrainier celui qui a esté⁶ à son conseil, se il n'i⁷ veut plus estre, ou se⁸ le seignor ou son aversaire li defent⁹ que il n'i aille, par esgart ou autrement, tot seit¹⁰ ce que il, quant¹¹ il le demanda¹² à¹³ conseil, ne dist qu'il le demandeit por son conseil¹⁴ requerre ou por¹⁵ defendre¹⁶; que puisque l'on demande conseil sanz motir de quoi, et le seignor le li done, il peut celui¹⁷ à qui conseil il est doné¹⁸, conseil¹⁹ de totes carelles de quoi celui qui²⁰ l'a demandé à son conseil li dira lors de quoi il l'a demandé à son conseil²¹. Mès des autres ne le deit il pas conseil²², se le seignor ne le²³ done à son conseil autre feis de²⁴ celles autres carelles; ne de carelle de quoi il a²⁵ esté doné à autre à conseil avant ne le peut il conseil²⁶. Mès qui a moti au demander conseil contre qui²⁷ il le demande ou por quoi il le demande à son conseil, il ne le deit d'autre chose conseil²⁸, se il ne viaut: et²⁹ se il le viaut conseil, il le peut faire contre chascun qui ne seit son seignor ou son home à qui il seit tenu de fei, ou contre autre à qui conseil il a³⁰ esté de celle carelle de quoi il aura avant³¹ esté à son conseil.

¹ Le done. B. T. — ² Moné. B. — ³ Demande. D. T. — ⁴ Se il n'a motie, etc. manque dans B. — ⁵ Au lieu de il peut par son conseil demander autre, etc., on lit: Quar qui ne la motit au demander conseil, il peut par son conseil demander autre à son conseil. C. Car qui ne l'a motie au demander conseil, il peut en avoir un autre à son conseil. D. Car qui ne la motit au demander conseil, il peut par son conseil autre à son conseil. E. Car qui ne la motit au demander conseil, il peut par son conseil. T. — ⁶ Est. B. — ⁷ Ne. A. D. E. T. — ⁸ Se manque dans D. E. T. — ⁹ Deffendoit. D. E. T. — ¹⁰ Seit manque dans D. T. — ¹¹ Quant manque dans C. — ¹² Demande. D. T. — ¹³ A son. D. E. T. — ¹⁴ C. — ¹⁵ Por manque dans C. Por conseil D. E. T. — ¹⁶ Ou por defendre manque dans B. Querre ou deffendre. D. E. T. — ¹⁷ A celui. T. — ¹⁸ Doner. D. E. T. — ¹⁹ Conseil. D. Conseil. E. T. — ²⁰ Qui manque dans B. — ²¹ Li dira lors, etc. manque dans B. C. D. T. — ²² Li. A. — ²³ Que. C — ²⁴ Ait. C. — ²⁵ Qui manque dans C. Contre que. D. T. — ²⁶ Il ne le deit, etc. manque dans B. — ²⁷ Ou. B. — ²⁸ Ait. C. D. E. Eust. T. — ²⁹ Avant manque dans B. C. D. E. T.

des hommes de fiefs qui devoient service au seigneur et l'assister en ses jugemens; qui pouvoient être à ce contreins par le seigneur, et non ceux qui n'estoient pas ses homes; et l'on ne pouvoit demander conseil que pour soi mesme ou pour son fils et sa fille mineure, et non pour autres personnes, soit pour parens ou étrangers. T. — On ne peut établir aucun rapprochement entre les fonctions du conseil dans les cours féodales et celles des avocats chez les Romains ou chez les peuples modernes. Le conseil recevait sa délégation non de la partie, mais du seigneur; et en remplissant ses fonctions, il s'acquittait d'un devoir qui lui était imposé par le fief qu'il possédait et par l'hommage qu'il avait fait. Boutiller donne une idée très-juste des avocats sous le régime féodal quand il dit: « Or sçachez que le fait d'avocacerie, selon les anciens faiseurs des loix, si est tenu et compté pour chevalerie. Car tout ainsi comme les chevaliers sont tenus de combattre pour le droict à l'espée, ainsi sont tenus les advocats de combattre et soustenir le droict de leur pratique et science; et pour ce sont ils appelez en droit escrit *chevaliers de loix*, et peuvent et doivent porter d'or comme font les chevaliers. » *Somme rurale*, p. 671, édit. de 1603. Néanmoins il faut observer que sans les Assises de Jérusalem, on ignorerait que, dans l'ex-

pression *rectum facere in curia domini* qui servait à indiquer les obligations judiciaires du vassal envers son suzerain, se trouvait comprise la nécessité de servir de conseil à une partie, si le seigneur ou la cour l'ordonnait. Lorsque, vers la fin du XII^e siècle, les clercs entrèrent dans les cours de justice et s'emparèrent d'une portion considérable du pouvoir judiciaire, ils eurent soin de ne pas négliger les fonctions de conseils; mais alors ces fonctions perdirent leur ancien caractère, et il n'y eut plus rien de féodal ni de militaire dans leur exercice; alors aussi commencèrent à retentir ces plaintes dont tant de poètes se sont rendus les organes, et que Rutebeuf exprimait en ces termes:

Encor i a clers d'autre guise,
Que quant il ont la loi aprise
Si vuelent estre pledeur
Et de lor langues vendeur,
Et pensent baras et cautels.

T. I, p. 221.

* C'est-à-dire, à qui on a été donné pour conseil par le seigneur.

^b Il indique ici la partie qui veut plaider

^c S'il n'a fait connaître l'objet du procès, quand il a demandé un conseil.

CHAPITRE XV.

Por quoi l'on peut demander conseil sanz esgart.

L'on peut por qui que l'on viaut demander au seignor conseil de court, mès que l'on¹ au seignor de ce² ne requiert³ esgart ne conoissance de court, ni ne s'i mete⁴, se le seignor ou⁵ autre ne⁶ li⁷ viaut metre : car qui le fera⁸, se il n'est à son conseil par court, ou que ce seit l'un de ciaux de qui il est devant dit por qui⁹ l'on peut demander conseil par esgart de court, il mesprent¹⁰ vers¹¹ le seignor de sa foi¹², et¹³ le seignor le pora achaisonner et gregier, se il viaut. Et coment et de quoi il mesprent vers le seignor, et coment¹⁴ le seignor le¹⁵ peut ataindre et dreit avoir, et quel dreit il en deit avoir, sera après devizé en cest livre.

CHAPITRE XVI.

A qui l'on¹⁶ ne peut doner¹⁷ conseil de court, se son aversaire le contredit¹⁸.

Le seignor ne peut ni ne deit doner conseil de court à home qui sanz conseil de court plaidée ni comence plait, ni fait claim d'autre, ne requiert chose à autre en court en forme de plait. Ne qui ait¹⁹ respondu à claim ni à requeste que on li ait¹⁹ fait en court de celle carelle, se son aversaire li²⁰ contredit ou defent, si come il deit : por ce que il est assise ou²¹ usage ou reiaume de Jerusalem, que qui plaidée en la Haute Court sanz avoir conseil de court, il ne le deit plus²² avoir, se son aversaire li viaut defendre²³. Et qui²⁴ viaut tolir conseil de court à celui qui a fait²⁵ l'une de ces devant dites choses, si die au seignor, quant celui demande conseil de court : « Sire, je voz pri et requier come à seignor et à justise²⁶, « et defenz, ensi come je puis et deis²⁷, que voz à tel, » et le nome, « ne donés « conseil de ceste carelle, de quoi il a comensié²⁸ à plaideer contre mei sanz conseil. Ne je n'entens que voz faire le puissiez ne deés, ne je ne viaus que voz le « faissiez, se vostre court ne l'esgarde. Et di por quoi : por ce qu'il n'est²⁹ costume « ne³⁰ usage ne³⁰ assise ou reiaume de Jerusalem, que qui plaidée ou comence à « plaideer en court sanz conseil³¹, que il après de cele querele puisse³² ne ne

¹ Que l'on manque dans D. E. T. — ² De ce manque dans D. E. T. — ³ Quiere. B. Requierere. C. — ⁴ Met. A. Ne ne s'entremete. D. Ne n'en se mette. E. Ne s'en mete. T. — ⁵ Ne. C. — ⁶ Ne manque dans B. C. E. T. — ⁷ D. E. T. S'i. A. B. C. — ⁸ Car por qui, etc. A. Car qui le fera ensi. B. Car qui le fait. D. T. — ⁹ Por quoi. A. B. D. E. Par quoi. T. — ¹⁰ Il me semble. E. — ¹¹ Au. D. T. Le. E. — ¹² D. E. T. — ¹³ Et manque dans B. Et le seignor le pora, etc. jusqu'à et coment le seignor, manque dans D. E. T. — ¹⁴ Et coment et de quoi. C. — ¹⁵ L'en. T. — ¹⁶ Le seignor. B. C. — ¹⁷ Demander. D. E. T. — ¹⁸ Contrebat. B. C. — ¹⁹ A. A. — ²⁰ Le. C. D. E. T. — ²¹ Et. D. E. T. — ²² Que il ne le puet ne doit puis. B. C. Que il ne le peut ne le doit avoir après. D. E. T. — ²³ Le li contredit. B. Ne li contredit. C. Li contredit. D. E. T. — ²⁴ Qui manque dans B. — ²⁵ Qui a fait manque dans D. Au lieu de qui a fait, on lit de dans T. — ²⁶ Justicier. D. E. T. — ²⁷ Je peus. D. E. T. — ²⁸ Il comence. C. — ²⁹ Il est. T. — ³⁰ Et. T. — ³¹ La construction de la phrase est ici un peu renversée dans A. — ³² Ne peut. T.

« dée¹ avoir conseil de court. Et tel² a bien comensié à plaideer, quand il a ce
 « dit et fait en la court; » et die³ lesquels choses⁴ il a dites et faites. « Et por to-
 « tes ces raisons⁵ que je ai dites ou por aucunes d'elles, ne viaus je que il ait
 « conseil de court, se la court ne l'esgarde. Et de ce me met je en l'esgart de la
 « court, sauf mon⁶ retenaill. » Et je ne crei⁷ que celui⁸ qui a comensié à plai-
 deer⁹ sans conseil puisse chose dire par quoi la court esgarde¹⁰ que celui qui a¹¹
 plait comensié sanz conseil de court, deit puis¹² avoir conseil de court¹³ de
 celle carelle.

CHAPITRE XVII.

As quels¹⁴ genz le seignor ne puet ni ne deit neer¹⁵ conseil de court.

Le seignor ne peut ni ne deit neer¹⁶ conseil de court à aucune persone qui li
 requiert conseil qui seit present en la court, se le seignor ne le retient à son
 conseil ou à sa parole garder, ou¹⁷ se il n'a¹⁸ home à son conseil que le seignor li
 ait doné de celle carelle qui¹⁹ seit present en la court, ou se il n'ait plaideé²⁰ sanz
 conseil, si come est avant dit, ou se il ne l'a doné avant à autre contre lui de
 celle carelle. Et se le seignor li a doné conseil de celle carelle²¹, et il ne seit pre-
 sent en la court, et il ait demandé autre au seignor en eschange²² de celui, tant
 qu'il seit en la court, le seignor ne li peut neer se il n'a dit ou²³ fait aucunes
 des avant dites choses par quoi le seignor li puisse neer le conseil. Et se le sei-
 gnor née²⁴ conseil à aucune persone por l'une²⁵ des dites choses, celui à qui il le
 née²⁶ li deit dire : « Sire, voz estes seignor et justise²⁷ et dreiturier²⁸, se Dieu
 « plait²⁹, et avés juré de tenir et de maintenir les uz³⁰ et les costumes et les assi-
 « sez dou reaume de Jerusalem : et il est uz ou costume ou assise ou reiaume
 « que seignor ne peut ni ne deit neer conseil à qui li requiert³¹ en sa court, se
 « il n'a chose faite ou dite par quoi il ait perdu à avoir conseil de cort; ne je n'ai
 « chose faite ne dite par quoi je l'aie perdu à avoir : si le viaus avoir por tant
 « comme je ais dit, se vostre court l'esgarde. Et de ce voz requier ge esgart de
 « court; » et mete son retenaill. Et se³² le seignor se met de ce en l'esgart, je
 cuit que la court esgardera que le seignor li deit doner³³ conseil de court; se le
 seignor ou autre ne dit qu'il ait chose faite ou dite par quoi il ne dée avoir con-

¹ Deit. A. — ² Cel. B. — ³ Die manque dans D. T. — ⁴ Laquele des choses desus ditez. B. C. De la querelle
 des choses dessus dites. D. T. — ⁵ Les choses. T. — ⁶ Et mette son. B. C. — ⁷ Cuit. B. — ⁸ Cil. B. — ⁹ Qui a
 pleydeor. D. Qui a plaideé. T. — ¹⁰ Esgardera. D. E. Esgardast. T. — ¹¹ Que celluy l'ait qui ait plait comme.
 D. E. Que celui l'ait qui a. T. — ¹² Doie après. B. — ¹³ Deit puis avoir conseil de court manque dans D.
 E. T. — ¹⁴ A queles. B. A quès. C. A quels. D. E. T. — ¹⁵ Nier. D. E. T. — ¹⁶ Nier. D. E. T. — ¹⁷ Et. B. D. E. T.
 — ¹⁸ Ne n'a demandé. D. E. T. — ¹⁹ A autre qui. D. E. T. — ²⁰ Il plaidoie. B. — ²¹ Et se le seignor, etc. manque
 dans D. E. T. — ²² Après et il ne seit present en la court, on lit : Et se il ne demande home qu'il n'est present en
 la court, et il demande conseil au seignor en eschange, etc. dans D. E. Et se il en demande home qui n'est
 present en la court, et il demande conseil au seignor ne eschange, etc. T. — ²³ Dit ou manque dans T. — ²⁴ Née
 son. D. E. T. — ²⁵ Sanz ce que par l'une. A. Che pour l'une. D. E. T. — ²⁶ Il née le conseil. D. E. T. — ²⁷ Justi-
 cier. D. E. T. — ²⁸ Droiture. B. — ²⁹ B. — ³⁰ Usages. B. — ³¹ Demande. B. — ³² Se manque dans D. E. T. —
³³ Li doit neer. D. Ne li doit neer. E.

seill de court, et die¹ por quoi et l'euffre à prover et le prouve², si come il deit³ : et tel preuve ne peut estre⁴ faite que par recort de court.

CHAPITRE XVIII.

A qui le seignor deit doner conseil de court, quant on li requiert.

Le seignor deit doner conseil à qui le requiert en sa court et celui que l'on li requiert⁵, s'il est present en la court, quant on li requiert, s'il⁶ ne le retient à son conseil ou à sa parole garder; ou se celui qui li requiert le conseil⁷ n'a faite l'une des dites choses qui sont escrites en l'autre chapitre⁸, por quei l'on pert à avoir conseil de court; ou se le seignor ne l'a doné à autre à conseil de celle carelle contre lui. Et⁹ se celui que l'on li¹⁰ requiert à conseil n'est en la court present, quant l'on li requiert à conseil, le seignor¹¹ deit dire : « Celui que « voz me requérés à conseil n'est pas en la court. » Et se celui li dit : « Sire, celui « que je voz demans à conseil est en ceste ville; enveés le querre, et donés le mei « à conseil. » Se il deit servise de son cors au seignor, le seignor deit respondre : « Je l'enveèrai querre, et quant il sera en la court, je voz en ferai ce que je deve- « rai. » Et lors le deit faire¹² semondre par le banier que il veigne à court; et le banier le deit querre en toz les leus¹³ covenables où il le cuidera miaus trover. Et se le banier le treuve¹⁴, il le deit semondre de venir à court. Et se il le semont, et il y vient, le seignor le peut retenir à son conseil ou à sa parole garder, ou doner le au conseil de celui qui li a¹⁵ demandé, lequel que il miaus vodra. Mès se le seignor dit : « volentiers, » quant celui vendra qu'il a demandé à conseil et requis que il l'envoie querre, si come il est devant dit, le seignor ne le porra¹⁶ puis retenir à son conseil ni à sa parole garder, se il vient en la court, por ce que il li aura otreé en la court de doner le à son conseil : car bien li otrée, quant celui li dit : « Sire, enveés li querre, » et le seignor li di : « volentiers¹⁷, » ou « de par « Dieu, » ou aucun autre tel mot¹⁸, par quoi il a otreé sa requeste. Et se celui que l'on a demandé à conseil n'est en la ville, ou ne deit servise de son cors au seignor, le seignor n'est pas tenuz d'enveer le querre, se il ne viaut. Et se celui li requiert par esgart, il s'en peut bien defendre, se il dit : « Je n'entens que je le dée mander « querre defors¹⁹ la ville, por donner le voz à conseil. Et di por quoi : por ce « que, se ensi esteit que le seignor fust tenus de mander²⁰ querre fors²¹ de la ville « celui que l'on li requerreit à conseil, donc ne seroient ciaux qui fuient les plais « atains en lonc tens; que il demanderoient à conseil²², quant il vodroient les « plais foyr²³, celui des homes dou seignor qui seroit plus loins²⁴ de la ville, et « auroient respit²⁵ de lor plaiz²⁶ tant que celui seroit venus en la court ou au-

¹ Dire. D. E. T. — ² B. C. Celle preuve. D. — ³ Dit. D. — ⁴ Ne doit estre. D. E. T. — ⁵ Conseil de court à qui li requiert. A. — ⁶ Ou se il. B. — ⁷ B. C. Ou se celui que l'on requiert à son conseil. D. E. T. — ⁸ Chapistre. B. Chapitre. D. E. T. — ⁹ Ou. T. — ¹⁰ Le. A. — ¹¹ Il. B. C. D. E. T. Ce qui précède depuis n'est en la court present, etc. manque dans C. — ¹² Mander. B. D. E. T. — ¹³ Et le banier le doit querre là où il se trouvera meaus en tous les leus, etc. B. C. D. E. T. — ¹⁴ Treut. D. E. T. — ¹⁵ Avoit. B. — ¹⁶ Puet. B. — ¹⁷ Le passage qui suit dans B. D. E. T. est la répétition du passage ci-dessus, qui vient après le premier mot volentiers. — ¹⁸ Mout. A. — ¹⁹ Hors de. B. C. E. De hors. D. Hors. T. — ²⁰ D'envoier. B. — ²¹ Hors. B. C. — ²² B. D. E. T. — ²³ Le plait ehloigner. T. — ²⁴ Loing. B. C. — ²⁵ Respis. A. — ²⁶ Et delaiz. A.

« reit fait respons au seignor qu'il ne poreit venir. Et ¹ se il n'i ² veneit par es-
 « soine que il eust ou autrement, celui qui vodreit le plait esloignier demandereit
 « un autre des ³ plus lointains⁴; et le poreit tel demander vers ⁵ qui il porchas-
 « sereit bien qu'il se fereit ⁶ essoigné⁷ quant le seignor le mandereit semondre
 « de venir à court ⁸. Et ensi le poreit faire de pluisors, de quoi le requérant sereit
 « lonc tens esloigniez de sa raison, de quoi ⁹ il poreit avoir grant damage de ¹⁰
 « sa raison perdre par moult de ¹¹ choses qui el tens de cel delai poreient avenir.
 « Por quoi je n'entens que je defors¹² la ville le dée enveer¹³ querre, por doner le
 « voz à conseil, ne faire ne le viaus, se la court ne l'esgarde. » Et de ce metre¹⁴
 sei en l'esgart de la court, sauve¹⁵ son retenaill. Et ceste defence deit le seignor
 faire contre ¹⁶ le defendeur. Et encontre le requereor die¹⁷ : « Je ne le viaus man-
 « der querre fors de la ville, se court ne l'esgarde, et di por quoi : por ce que
 « il n'est assise ne usage en cest reiaume, que je faire le deie¹⁸ : por quoi je n'en-
 « tens que je en seie tenus dou faire, ne faire ne le viaus, se court ne l'esgarde. » Et
 metre¹⁹ sei en l'esgart de la court, sauf son retenaill. Et qui requiert au seignor à
 son conseil home qui n'est en la court present et ne li deit servise de cors, le
 seignor n'est pas tenuz d'enveer le querre; si s'en peut le seignor defendre, se ²⁰ il
 viaut; et ensi qu'il die : « Je n'entens que je sée tenuz d'enveer querre²¹ celui que
 « voz me requerez que je voz done à vostre conseil, et di por quoi : por ce qu'il
 « ne me deit servise de son cors : et puisqu'il ne me ²² deit servise de son cors, je
 « n'entenz que je sei tenuz d'enveer²³ le semondre²⁴ de venir à court, ne de faire
 « servise qu'il ne me deit. Que ²⁵ se il fust en la court present et voz le me deman-
 « dissiés ²⁶ à vostre conseil, si ne le poreie je ²⁷ destraindre²⁸ d'aler y autrement
 « que de semondre²⁹ le que il y alast; et se il n'i voleit aler, et se portoit de la
 « court, ne le poreie je retenir³⁰ en la court ne destraindre le de demorer y ³¹, ne
 « achaisonner le ³², ne avoir ³³ dreit ne amende de ce qu'il ne fereit mon comande-
 « ment, et que il se ³⁴ partireit de court sanz mon congié ³⁵, por ce que il ne m'au-
 « reit riens ³⁶ mesfait; que puisqu'il ne me ³⁷ deit servise de son cors, je ne le
 « puis destraindre ³⁸ que il le mē face. Et por totes les raisons que je ai dites, ou
 « por aucunes d'elles, ne le viaus je mander querre, se la court ne l'esgarde. » Et
 metre³⁹ sei en l'esgart de la court, sauf son retenaill. Et se l'autre se met en l'es-
 gart de la court ⁴⁰ vers le seignor d'aucunes des dites choses, je cuit ⁴¹ que la
 court esgardera que le seignor n'est pas tenus d'enveer querre fors ⁴² de la ville
 ne dedenz la ville ⁴³ celui que l'on li demande à conseil, puisqu'il ⁴⁴ ne li deit
 servise de son cors. Et quant le seignor a doné à conseil celui que l'on li a de-
 mandé et l'on li en demande un autre, il le deit doner, et tel qu'il cuide que il
 sache⁴⁵ covenablement plaideer, selonc les autres homes ⁴⁶ de la court : car il ne

¹ Et manque dans D. E. T. — ² Ne. A. — ³ Des manque dans D. T. — ⁴ Loingtains. B. — ⁵ Veu. D. T. — ⁶ Que il seroit. T. — ⁷ Que il auroit essoine. B. — ⁸ Conseil. T. — ⁹ Dont. B. — ¹⁰ Por. B. C. D. E. T. — ¹¹ Raisons et de. B. — ¹² Hors de. B. C. D. E. T. — ¹³ Mander. B. — ¹⁴ Mete son retenaill. B. Me met je. D. E. T. Et metre. C. — ¹⁵ Sauf. D. E. T. — ¹⁶ Encontre. B. — ¹⁷ Dire. T. — ¹⁸ Que l'on le doie faire. B. — ¹⁹ Mete. B. C. D. E. T. — ²⁰ Après se le seignor demande esgart d'envoier le querre, le seignor se puet defendre, se, etc. B. C. D. E. T. — ²¹ Le querre. A. — ²² Ne home qui ne me, etc. B. C. Et home qui ne me. D. E. T. — ²³ De faire. B. C. D. E. T. — ²⁴ Cemonde. A. — ²⁵ Car. B. — ²⁶ Demandeés. A. — ²⁷ Peusse je. B. — ²⁸ Semondre. A. — ²⁹ Comander li. C. D. E. T. — ³⁰ Tenir. A. — ³¹ De venir i. B. — ³² L'en. B. C. Ne echaisonner le. D. T. — ³³ N'avoir en. C. Avoir en. D. E. T. — ³⁴ S'en. A. — ³⁵ Gré. D. E. T. — ³⁶ B. — ³⁷ Au lieu de que puisqu'il ne me, on lit ne ne, dans D. E. T. — ³⁸ Constraindre. B. — ³⁹ Mete. B. C. D. E. T. — ⁴⁰ D. E. T. — ⁴¹ Je entens. B. Je cuide. D. E. T. — ⁴² Hors. B. C. T. — ⁴³ Au lieu de ne dedenz la ville, on lit dans B : ne de mander querre en la ville; et dans C : ne d'enveer querre de la ville. Ne dedenz la ville manque dans D. E. T. — ⁴⁴ Qui. B. C. D. E. T. — ⁴⁵ Et tel que il li puisse. D. E. T. — ⁴⁶ Persones. B.

li deit ¹ pas doner le meillor plaideor de la court après celui que il a demandé à son choi, por ce que son aversaire ne seït gregié; ne des mains sachanz de la court, por ce que il ne soit gregiez ², car ³ le seignor deit estre en la court come ⁴ dreite balance; que il ne deit plait esloignier, quant il entent ⁵ que le requérant ait ⁶ dreit; ne apreuchier ⁷, quant il cuide que le fuiant ait dreit; que ⁸ le seignor ne deit maintenir partie en la court, ainz deit estre dreiturier et justicier ⁹ et juste à chascun; et il deit estre plus favorable as ¹⁰ veves et as orfenins en leur dreit et en leur raisons que as ¹¹ autres genz, por ce que il sont en sa garde plus espessiaument que les autres genz, et que il ont plus sovent plus grand mestier de conseil et d'aie que les autres genz ¹². Mès que il le face ensi qu'il ne mespreigne vers Dieu ne vers home ne vers feme.

CHAPITRE XIX.

Quel diferece il a ¹³ entre ce que seignor retient ¹⁴ home à son conseil, et à sa parole garder.

La diferece qui est ¹⁵ entre ce que seignor retient home à son conseil aucune feiz et aucune feiz le retient ¹⁶ à sa parole garder, est tel que quant le seignor viaut plaideor à aucun ¹⁷, ou aucun à lui, il peut et deit retenir home à son conseil; et quant genz plaident l'un à l'autre, il peut et deit retenir home à sa parole garder, por les raisons après dites.

CHAPITRE XX.

Coment le seignor deit retenir home à son conseil, et coment à sa parole garder.

Le seignor deit retenir home à son conseil, quant il viaut plaideor à aucun de ses homes ou à autre ¹⁸, ou quant l'on viaut plaideor à lui. Et quant il plaidee à aucun de ses homes, ou aucun de ses homes à lui, il ne peut avoir que deus de ses homes à son conseil; et quant il plaidee à autre que à ses homes ¹⁹ ou autre que ses homes ¹⁹ à lui, il peut avoir tant de ses homes à son conseil come il viaut: ne l'autre ne peut avoir de ciaux de la cour que deus à son conseil. Et quant le seignor viaut retenir home à son conseil, il peut l'un de ses homes, lequel qu'il vodra à son choi, retenir à son conseil, et doner à celui contre qui il plaidee l'autre lequel que il demandera. Après peut prendre le seignor à son choi à son conseil lequel que il vodra de ses autres homes, et après doner à son aversaire un autre à son conseil, tel come il vodra. Et quant le seignor retient home à son conseil, il deit dire: « Je retiens tel ²⁰, » et le nome, « à mon con-

¹ Car ne doit. B. — ² B. C. D. E. T. — ³ Que. A. — ⁴ Ausi come. B. — ⁵ C. Il terra. B. — ⁶ Aura. B. Que le priant ait. D. T. — ⁷ Ne aprochier. B. C. D. E. T. — ⁸ Quar. B. — ⁹ D. E. T. — ¹⁰ Au. A. — ¹¹ Que à. B. — ¹² B. C. — ¹³ Il y a. D. E. T. — ¹⁴ Tient. D. E. T. — ¹⁵ Qu'il y a. D. E. T. — ¹⁶ B. C. Aucune feiz le retient manque dans D. E. T. — ¹⁷ Aucun home. D. E. T. — ¹⁸ C. — ¹⁹ Son home. B. C. — ²⁰ Tel home. A.

« seill contre tel, » et le nome, « de tel carelle, » et la moutisse. Et se il viaut, il peut dire à sa court au comencement des plais, ainz que il ait doné à aucun conseil : « Je retiens tel home, » et le nome, « à mon conseil contre toz ciaux qui vodront hui « plaideer à moi, et contre toz ciaux à qui je vodrai hui plaideer. » Et se il ensi le fait, et aucun le demande après cel jor à son conseil, et le seignor li done, et il viaut plaideer au seignor; celui ne le poreit¹ conseilier, por ce que le seignor l'aura avant retenu² à son conseil; et que, quant il le dona au conseil de celui qui le³ demanda, il ne saveit pas que ce fust contre lui : car il ne li dist pas, quant il le demanda à son conseil, ne le seignor ne saveit⁴ pas, quant il li dona, contre qui il voleit plaideer, et il⁵ l'aveit retenu avant à son conseil contre toz ciaux qui⁶ à lui plaideroient, ou à qui il plaideroit; et por ce ne peut il autre cel jor conseilier⁷ contre le seignor.

CHAPITRE XXI.

Coment et por quoi le seignor deit retenir home à sa parole garder.

Le seignor peut retenir lequel que il viaut de ses homes à sa parole garder contre toz ciaux qui plaideeront en la court les uns as autres : et il le deit faire, por ce que souvent avient que quant l'on plaidée l'un à l'autre⁸, qu'il font souvent requestes ou defences⁹ au seignor, à quoi¹⁰ il covient que il responde; et souvent li requierent esgart ou conoissance de court, de quoi il covient que il s'i mete¹¹ vers les deus parties ou vers l'une; ou l'un requiert à l'autre vilainz ou terre ou aucune chose, en quoi il covient que le seignor i mete¹² contredit ou defence, por dreit que il y entent à avoir : et por pluisors raisons¹³ qui souvent avient¹⁴ et poent avenir en la court, deit le seignor adès retenir à sa parole garder le meilleur plaideor de la court à son escient¹⁵. Et quant le seignor retient aucun de ses hommes à sa parole garder, quant on li¹⁶ demande à conseil ou avant¹⁷, il deit dire à sa court : « Je retiens tel à ma parole garder contre toz ciaux « qui hui plaideeront devant mei l'un contre l'autre, ou de tel carelle, » et la moutisse. Et après ce il ne le deit doner à conseil de nul qui li¹⁸ demande, s'il ne viaut; mais après ce il le peut doner à conseil, s'il ne li est defendu ou contredit par esgart, si come il est devant dit^a.

¹ Porra. c. — ² Avant eu et retenu. D. E. T. — ³ Li. B. Le dona au conseil de celui qui manque dans D. E. T. — ⁴ Sot. c. Ne saveit pas manque dans D. E. T. — ⁵ Et que il. c. — ⁶ Contre toz ciaux qui manque dans D. E. T. — ⁷ Et por ce ne l'puet il avoir en cel jour à son conseil. B. — ⁸ Quant les uns plaidoient as autres. B. — ⁹ Qu'il font sovent enquestes ou deffenses. B. Differences. D. E. T. — ¹⁰ As qaeles. B. — ¹¹ Que il s'i met. A. Que il se mette. B. — ¹² Que le seignor i met. A. Que le seignor mette. B. — ¹³ Autres choses. B. C. D. E. T. — ¹⁴ Avient. A. — ¹⁵ B. C. Essient. A. — ¹⁶ Et l'on li. B. manque dans D. E. T. — ¹⁷ Ou avant ce. B. — ¹⁸ Qui le. c.

* On a souvent demandé comment les seigneurs pouvaient remplir leurs fonctions judiciaires, puisqu'ils étaient en général étrangers à toute connaissance du droit : la réponse à cette question se trouve ici. Ce conseil, le meilleur plaideur de la cour, que le seigneur avait soin de réserver pour son service, était un jurisconsulte, sous les inspirations duquel la cour délibérait et se décidait. Il est aisé de comprendre que ces conseils

n'eurent pas de grands efforts à faire pour devenir de véritables juges, et enfin pour supplanter ceux dont ils n'avaient été dans l'origine que les assesseurs. Cependant il faut reconnaître que l'obligation de tenir leur cour en personne donnait aux seigneurs quelques notions de droit, sans lesquelles il leur aurait été impossible de défendre leurs prérogatives dans une société où le pouvoir judiciaire jouait un si grand rôle.

CHAPITRE XXII.

Coment l'on deit plaideer en la Haute Court dou royaume de Jerusalem ou en celle de Chipre ¹.

Qui plaidée en la Haute Court dou reaume de Jerusalem ou en celle de Chipre, il deit plaideer sagement et leiaument et corteisement : sagement, que il se garnisse, quant il viaut plaideer, ainz que il comence à plaideer, dou plus sage conseil que il pora avoir, et que il face dire sa parole par son conseil ou par autre, ce que miaus li semblera; et que il ne die chose en cort qui li griège ², ne n'otreie ³ chose de quoi son aversaire li ⁴ demande otrei, s'il ne le fait par le conseil de ⁵ son conseil, et que il n'en euffre ⁶ en court chose à prover que il ne puisse prover, se son aversaire li ⁷ née; et que il n'esloigne plait que il dée ataindre, ne aproche ⁸ plait que il dée foyr ⁹; et se il est requérant, qu'il die le plus brief qu'il pora : car en brieve clamor a deus proufiz : l'un est que la court retient et recorde miaus le court que le lonc; l'autre si est, se l'aversaire née, l'on peut miaus prover le court que le lonc. Leaugment, que il ne plaidée de tort contre dreit à son escient, ne que il ne plaidée fausement; ni ne face fauce preuve en plais par fauz garenz ne autrement; ne que il ne tolle ¹⁰ à son escient ¹¹ le dreit de celui contre qui il plaidée par poinz ¹² de plait ne autrement. Corteisement, que il el ¹³ plait ne die ni ne face dire ¹⁴ vilaines paroles ne outrajouses ni rampounouses au seignor ni à la court, ni à celui ¹⁵ contre qui il plaidée, ni à son conseil ¹⁶; mais face dire ses paroles le ¹⁶ plus biau et le ¹⁷ plus corteisement qu'il pora, disant à son escient, sanz rienz laisser ¹⁸ à dire, ce que mestier li sera el plait.

CHAPITRE XXIII.

Por qui ¹⁹ l'on peut plaideer en la Haute Court.

L'on peut plaideer dans la Haute Court ²⁰ contre chascun, sans estre doné à conseil par court, por ²¹ son dreit desrainier et ²² defendre, et por celui de sa feme ou ²³ de ses enfanz mermes ²⁴ d'aage : ce est assaveir, des choses qui sont

¹ D. E. T. — ² *Que li grieve.* B. *Qui, etc.* jusqu'à *de quoi* manque dans D. E. T. — ³ *Ne otroie.* A. B. — ⁴ *Ne otroie chose à son adversaire de quoi il li.* B. — ⁵ C. — ⁶ *Et que il n'offre.* B. *Et que il n'eufre.* C. — ⁷ *Le.* A. — ⁸ *Aprocher.* A. D. E. T. — ⁹ Ce qui suit jusqu'à *leaugment* manque dans B. C. D. E. T. — ¹⁰ *Toille.* B. C. *Teulle.* D. E. T. — ¹¹ B. C. — ¹² *Point.* B. C. *Par poinz, etc.* jusqu'à *ni à son conseil* manque dans D. E. T. — ¹³ *En.* B. — ¹⁴ *Ni ne face dire* manque dans B. — ¹⁵ B. C. — ¹⁶ *Au.* B. — ¹⁷ B. C. D. E. T. — ¹⁸ *Et non lessant.* B. *Et non laissant.* C. *Et ne laisse à son essient ce que, etc.* D. E. T. — ¹⁹ *Por quoi.* B. D. E. T. — ²⁰ *Dans la Haute Court* manque dans B. C. — ²¹ *Par.* B. — ²² *Ou.* B. D. E. T. — ²³ *Et.* B. — ²⁴ *Merme.* A.

* « Et toutes les resons à destruire la partie adverse, si doit dire courtoisement, sans vilenie dire de sa bouche, ne en fet, ne en dit. » *Établissements*, I. II, c. XIV.

soues ou deivent estre de par sa feme por la raison dou mariage, ou de ses enfanz par baillage. Et por son seignor peut l'on plaideer contre chascun autre que contre sei ou un autre sien seignor¹, à qui il a² fait avant lige³ homage⁴, ou ne li eust fait homage avant de lui et ne l'eust sauvé⁵. Et por son home peut l'on plaideer contre qui que l'on viaut, mais que contre son seignor⁶, et por celui⁵ à qui l'on est doné à conseil par court, ou à un⁶ autre sien home; que l'on ne peut pas plaideer por l'un de ses homes contre l'autre, se il n'est⁷ à son conseil par court. Et por son ami peut l'on plaideer contre qui que l'on viaut, mais que encontre son seignor, ou contre son home à qui l'on est tenuz de fei, et contre celui à qui l'on est doné⁸ par court de celle carelle à conseil⁹.

CHAPITRE XXIV.

De quels¹⁰ choses l'on ne peut¹¹ plaideer en la Haute Court.

L'on peut plaideer en la Haute Court de totes carelles¹², mès que de sa fei¹³, ce est de sa creance¹⁴, et de mariage et de testament, et des autres choses de quoi l'on n'est tenuz¹⁵ de respondre ne de¹⁶ faire dreit que en la Court de l'Yglise^c et de Borgesie, de quoi l'on ne deit plaideer que en la Court de Borgesie¹⁷. Car ceste franchise ont ancienement les seignors dou reiaume de Jerusalem doné¹⁸ as borgeis, par la volenté et l'otroi¹⁹ et le conseil de leur homes^d; et depuis l'ont adès ensi²⁰ les seignors dou dit reiaume tenu et maintenu, et les borgeis uzé²¹.

¹ Ou contre un autre son seignor. B. — ² Ait. B. — ³ Lige manque dans B. C. D. E. T. — ⁴ Au lieu de ou ne li eust fait, etc. on lit dans B. D. E. T. : *sauve la foy de celui sauver*; et dans C. : *save la foi de celui qu'il doit saver*. — ⁵ Et celui. B. D. E. T. — ⁶ Ou un. B. — ⁷ Se il est. C. — ⁸ Doné manque dans B. C. D. E. T. — ⁹ De celle carelle à conseil manque dans D. E. T. — ¹⁰ De queles. B. Des qués. C. Des choses de quoi. D. E. T. — ¹¹ L'on doit. B. D. E. T. L'on ne doit C. — ¹² De toutes choses. B. C. — ¹³ Que de foy. B. Que de sa foy. C. Que de la foi. D. E. T. — ¹⁴ De creance. B. — ¹⁵ B. C. — ¹⁶ B. — ¹⁷ Des borgois. B. De la borgesie. C. D. E. T. — ¹⁸ Donée. B. C. — ¹⁹ B. C. — ²⁰ Et depuis l'ont ensi. B. Et adès puis l'ont ensi. C. Et adès l'ont puis enci. T. — ²¹ Et les borgois aussi. B.

* Un vassal relevait d'autant de suzerains qu'il possédait de fiefs situés dans des mouvances différentes, et cet usage amenait souvent des contradictions surprenantes dans les relations féodales des seigneurs entre eux. Ainsi le duc de Bourgogne, suzerain de l'évêque de Langres, tenait de lui en fief la ville de Châtillon-sur-Seine. Brussel, *Nouvel examen de l'usage général des fiefs en France*, t. II, p. 834. Les grands vassaux s'efforçaient de faire disparaître ces oppositions, et nous entendons le comte de Flandre déclarer, après la prise de Césarée, « qu'il prandroit volentiers la cité s'ele li estoit donée, mès il n'avoit onques fet homage à home de qu'il tenist s'il ne fust rois, ne cele chose ne voloit il tenir se de roi non. » *Traduction de Guillaume de Tyr*, l. XVIII, c. xviii, p. 850.

^b On voit paraître ici les relations de patronage et de clientèle qui étaient la base primitive des droits et des devoirs féodaux.

* L'établissement dans le royaume de Jérusalem de tribunaux ecclésiastiques était d'autant plus nécessaire, que les Croisés avaient transporté dans ce pays tout le

système de leurs institutions religieuses, et fondé des églises, des prieurés, des couvents et des bénéfices, en suivant fidèlement, et sous la direction des légats du saint-siège, les règles ou les usages admis en Europe.

La compétence des cours ecclésiastiques était fort étendue. Ces tribunaux connaissaient, sans distinction de personnes, de l'hérésie, du parjure, du rapt, de l'usure, de la simonie, de l'adultère; et au civil, des mariages, des testaments, des douaires, des legs et des dîmes inféodées. Dès l'époque de saint Louis, cette juridiction fut combattue avec ardeur par les juges laïques; mais elle ne fut véritablement restreinte qu'après l'établissement des parlements et quand ces cours eurent, à la suite de longs débats et d'une vive résistance de la part du clergé, fait triompher la maxime: *Ecclesia legibus forum non habet*.

^d L'auteur ne dit plus ici, comme dans le chapitre II, que la Cour des Bourgeois fut établie par Godfrey de Bouillon, et il semble abandonner une assertion que l'histoire du système municipal condamne.

CHAPITRE XXV.

Por qui¹ l'on peut plaideer contre son seignor, et encontre son home.

L'on ne peut por autre persone plaideer en la Haute Court contre son seignor ne contre son home, se le seignor ne le done à son conseil; se ce n'est por sei ou por sa feme ou por ses enfanz mermes² d'aage, et por les choses qui devant sont devizées en cest livre, por quoi l'on peut³ plaideer contre les avant⁴ dis. Mais se le seignor le done au conseil d'aucun, il peut, tant come il sera à son conseil, plaideer contre son seignor et contre son home sanz mesprendre à eaus; mais que ce seit de celle carelle dont il est à son conseil par le comandement dou seignor. Et qui plaidée contre son seignor ou contre son home à qui il est tenuz de fei⁵, sanz ce que le seignor l'ait doné à⁶ conseil de celui por qui il plaidée, se ce n'est por⁷ aucunes des avant dites choses por quoi il le⁸ peut faire; ou qu'il plaidée d'autre chose que de ce que⁹ le seignor l'a doné à conseil contre¹⁰ son seignor ou son home; là le¹¹ peut mout gregier le seignor ou l'ome contre qui il le fera¹²: et comment et de quoi¹³ il le pueent¹⁴ gregier sera après devizé en cest livre. Et se le seignor done aucun de ses homes à conseil à¹⁵ aucune persone¹⁶, et celui ou celle à qui conseil il est doné viaut plaideer contre home¹⁷ ou feme à qui il seit tenuz de fei; il deit maintenant que celui¹⁸ à qui conseil il est demoré¹⁹ li a²⁰ dit²¹ contre qui il viaut plaideer, venir²² devant le seignor en la court et²³ dire li: « Sire, voz m'avés doné au conseil de tel qui viaut plaideer « contre tel²⁴, à qui je suis tenuz de fei; je²⁵ n'entens que je le²⁶ dée conseilier ne « plaideer por lui contre celui à qui je sui tenus de fei; ne faire ne le²⁷ viaus, se vostre « court ne conoist²⁸ que faire le puisse sanz mesprendre vers lui²⁹ de ma fei. » Et le seignor deit comander à la court qu'ele face³⁰ celle conoissance s'il faire le deit³¹. Et la court deit conoistre, ce me semble, que il peut conseilier de celle carelle celui à qui le seignor l'a doné à conseil contre son seignor et contre son home, sanz mesprendre vers lui de sa fei. Et après la dite conoissance, celui que³² le seignor a donné à conseil peut conseilier de celle carelle celui à qui conseil il est donez, contre son

¹ Por quoi. B. D. E. T. — ² Merme. A. — ³ L'on ne peut. D. E. T. — ⁴ Avanz. A. Avans. E. T. — ⁵ A son. A. D. E. T. — ⁶ Par. A. — ⁷ Se. A. — ⁸ Ce dont. B. De ce que de quoy. D. E. De ce de quoi. T. — ⁹ Outre. D. E. Contre manque dans T. — ¹⁰ Là le peut, etc. jusqu'à contre qui manque dans D. E. T. — ¹¹ Fera pour mout grever. D. E. Fera, peut mout le gregier. T. — ¹² B. C. — ¹³ Peut. A. D. E. T. — ¹⁴ A manque dans T. — ¹⁵ Au conseil d'aucunes persones. B. C. — ¹⁶ Home manque dans A. — ¹⁷ Il deit maintenant demander à celui. B. Il deit maintenir à celui. D. E. T. — ¹⁸ Doné. A. — ¹⁹ Ait. A. Et il li a. D. E. T. — ²⁰ Li a dit manque dans B. — ²¹ Venir manque dans B. Si doit venir. D. E. T. — ²² Et come il li a dit, il deit venir au seignor et dire li. B. — ²³ Qui viaut plaider contre tel manque dans T. — ²⁴ Ne je. B. C. Pour que je. D. E. T. — ²⁵ Le manque dans B. Que je le doie faire ne. D. E. T. — ²⁶ Ne faire le. A. — ²⁷ Conut. A. L'esgarde ou conoisse. D. E. T. — ²⁸ Celui. A. — ²⁹ Qu'il facent. A. — ³⁰ S'il faire le deit manque dans B. C. D. E. T. — ³¹ A qui. A.

* C'est-à-dire, ou contre son homme, envers qui il est tenu par la foi qu'il lui a promise; car l'hommage était un acte synallagmatique qui engageait aussi bien la foi du seigneur que celle du vassal, comme on peut le voir par la réponse du seigneur dans la cérémonie

de la prestation de foi et hommage. Cette réponse devait être conçue en ces termes: « Et je vous reçois et preing à hons, et vous en bese en nom de foy, et sauf mon droit et l'autrui. » *Établissements*, l. II, c. XVIII.

seignor ou contre son home, sans mesprendre vers eaus de sa fei¹. Et¹ celui que le seignor a doné ensi à conseil deit celui à qui conseil il est doné, conseilier à son escient le miaus et le plus leaument qu'il pora et saura de celle carelle de quoi il li a esté² doné à conseil; et deit estre curious et ententif de son dreit desrainer ou³ defendre, selonc ce qu'il est defendeor ou requereor, par soutillance de plait ou par point de plait⁴ ou autrement, s'il entent que celui à qui conseil il est doné ait⁵ dreit; et se il n'entent que il ait⁶ dreit, si li die: « Il ne me semble pas que voz aiés dreit en ce que voz requerés » ou « que voz defendés⁷ » selonc ce que la carelle sera. Et se celui à qui conseil il est doné dit que il ait⁸ dreit en celle carelle, die li: « Me dites vos en⁹ vostre leauté que voz entendés avoir¹⁰ dreit en ce que voz requérés » ou « defendés, de quoi voz m'avés demandé à vostre conseil? » Se il dit: « Je voz di en ma leauté que je entens¹¹ avoir¹² dreit, » si plaidée de iqui en avant¹³ por lui le miaus¹⁴ qu'il saura¹⁵, car se¹⁶ celui à qui conseil il est a tort et il li a ce dit que il i a droit¹⁷, le pechié et la colpe en¹⁸ est soe, non pas de celui qui est à son conseil; et s'il a dreit, et celui qui est à son conseil li¹⁹ defent ou conquiert²⁰ sa raison²¹, il y a²² honor et aumosne, et fait ce que il deit. Et por ce le deit chascun plaideor faire ensi qui aime²³ s'arme et son²⁴ honor, et qui doute pechié et honte: que²⁵ nul ne deit plaideer de tort à son escient de la carelle de celui ou de celle à qui conseil il²⁶ est. Et se celui à qui conseil l'on est²⁷ et à qui²⁸ on fait la demande en la maniere avant dite, ne dit²⁹ à celui qui est à son conseil qui la demande li fait³⁰ ce qui est avant devizé³¹, celui qui est à son conseil se deit partir de son conseil le plus³² tost qu'il porra, et non conseilier le plus de celle carelle, se il se peut biau³³ defendre; et s'il ne se peut biau defendre³⁴, il ne deit pas son aversaire prendre à point³⁵ en la carelle deraisnier se il i faut³⁶, s'il bien le peust prendre à point³⁷. Et tant come il sera à son conseil de celle carelle, il deit plaideer por lui et dire sa parole simplement, selonc³⁸ les cours des plais, et metre sei³⁹ en esgart ou en conoissance de court le plus tost qu'il porra. Mès qu'il ne le face en tel maniere à son escient que celui à qui conseil il est perde sa carelle par⁴⁰ lui, ne⁴¹ que il par point de plait ne la⁴² desraine contre son aversaire, por ce que il n'ait honte en perdre la, ne pechié⁴³ en desrainer la.

¹ Et se. D. E. T. — ² Il est. A. D. E. T. — ³ Et. A. — ⁴ B. D. E. T. — ⁵ Doné au droit. T. — ⁶ Il n'ait. B. — ⁷ Requerés ou deffendés de quoi vos m'avés demandé à vostre conseil. B. — ⁸ Il a. B. C. — ⁹ Dites me vos en. B. C. D. E. T. — ¹⁰ A avoir. A. — ¹¹ Cuide. D. E. T. — ¹² A avoir. A. — ¹³ D'en qui en avant. B. C. D. E. T. — ¹⁴ Au meax. B. — ¹⁵ Pora. D. E. T. — ¹⁶ Se manque dans D. E. T. — ¹⁷ B. C. — ¹⁸ En manque dans B. C. D. E. T. — ¹⁹ Li manque dans B. — ²⁰ Requiert. D. E. T. — ²¹ Sa querele. B. C. D. E. T. — ²² Il a. c. Et aumosne manque dans T. — ²³ Ensi come il aint. A. Enssi et qui aime. B. — ²⁴ Sa. B. — ²⁵ Car. B. D. E. T. — ²⁶ L'on. A. — ²⁷ Et se, etc. jusqu'à et à qui manque dans D. E. T. — ²⁸ De qui. D. E. T. — ²⁹ Dit la verité. B. N'en est renoié. D. E. T. — ³⁰ Que il a demandé le fait. D. E. T. — ³¹ Au lieu de ce qui est avant devizé, on lit: Se il n'a bone raison, dans B. — ³² Au plus. B. — ³³ Loiaument. B. Bien. c. Se il s'en peut beau. D. E. Se il s'en peut bien. T. — ³⁴ Au lieu de et s'il ne se, etc. on lit: Enssi que dans B. Se il ne s'en peut defendre enssi. c. Enci dans D. E. T. — ³⁵ Par pions. B. — ³⁶ B. C. D. E. T. — ³⁷ B. C. D. E. T. — ³⁸ Et selonc. C. D. E. T. — ³⁹ Et motir ce. B. Et metre s'en en. c. — ⁴⁰ Pour. D. E. T. — ⁴¹ Non. B. — ⁴² De la. A. La manque dans D. E. T. Le manuscrit de Saint-Germain reproduit ici, par l'inattention du copiste, tout ce qu'on a lu plus haut dans ce manuscrit, depuis les mots: Se il i faut, se il bien le puet, etc. — ⁴³ Ne peché. A.

* Les fonctions de conseil étaient subordonnées aux obligations féodales, et on ne pouvait pas conseiller contre son seigneur ou contre son vassal; mais la désignation du chef de la cour relevait de cette incapacité.

Les liens réciproques de protection et de vasselage unissaient les individus dans quelque situation qu'ils se trouvassent placés, et particulièrement quand ils paraissaient devant un tribunal.

CHAPITRE XXVI.

Quel le bon plaideor deit estre, et qu'il li covient à faire, et de quei il le covient garder el plait.

Il covient à celui qui est bon plaideor et sutil, qu'il soit sage de senz¹ naturel et que il ait prest sens² et sutil engin, et qu'il ne seit doutif, ne esbay, ne hontous, ne hastif, ne nonchillant³ de son plait⁴, et qu'il n'ait s'entente ni sapencée aillors, tant come⁵ il plaidee; et qu'il se garde de soi trop corroucier⁶ ne airier⁷ ne esmoveir en plaideant, que⁸ ces choses font tost tressaillir home en desraison⁹, et li tolent senz et conoissance. Et le bon plaideor deit dire ses paroles tout¹⁰ baudement et entendanment¹¹; et deit estre gaitant de dire ses paroles, si que son aversaire ne le puisse prendre à point, par quoi il perde sa carelle, ne par quoi le plait seit esloignié, s'il est requereor, ne apreuchié, s'il est defendeor. Et deit estre bien et sutilment notant toz le diz de son aversaire et bien pointant chascun par soi¹²; por ce qu'il sache respondre à¹³ ce que mestier li est, et trover raisons à¹⁴ desfaire tos les¹⁵ diz que son aversaire aura dit, qu'il cuidera¹⁶ qui facent à desfaire: et les desface en ce qu'il pora¹⁷ par les raisons qu'il dira, et que il le preigne à point, s'il peut, se il dit chose par quoi il à point le puisse prendre. Et se il entent que son aversaire die mau, si ne¹⁸ face semblant, que¹⁹ son aversaire ne s'en aparceive et amende sa faute²⁰, mais tot²¹ simplement et sanz faire semblant que il le vueille prendre à point, et sanz otrei demander, se il puei²². Et se il ensi ne le peut faire, si demande otrei à celui de qui²³ la carelle est, et à sa feme, s'il plaideent ensemble; et le face à meins de contenance que il pora de voleir le prendre à point, por ce que²⁴ de celle faute ne s'en²⁵ gardent et l'amendent maintenant. Et quant²⁶ celui de qui la carelle est aura otreié ce que l'on aura dit por lui, le bon plaideor deit dire à ciaux de la court: « Voz avés oy que tel a dit tel chose; » et die quoi; « et que tel a otreé ce que il a dit²⁷ por lui; » et les²⁸ nome et die por la court²⁹ miaus avertir ce que il a dit de quoi il le vueille³⁰ prendre à point; et après face celui que il a³¹ pris à point bien entendanment³² entendre à la court coment et de quoi il les³³ a pris à point. Et quant le bon plaideor veit son³⁴ aversaire qui die³⁵ bien ce que besoin li est, si que il³⁶ cuide bien par cel dit le plait perdre, ou que sa raison en³⁷ seit empiriée, il deit metre peine³⁸ de geter le³⁹ de celle vée en totes les manieres que il onques

¹ De son. D. — ² Et que il ait prit sem. D. Et que il ait pret sem. E. Et que il ait esprit sein. T. — ³ Nonchallant. B. Nonchalant. C. — ⁴ En plait. B. El plait. C. D. E. T. — ⁵ Fors que en ce dont. B. — ⁶ B. De trop corossier. A. De soi trop courocier. C. De trop corroucer. D. De soy trop couroucer. E. De se trop courroucer. T. — ⁷ Ayrier. C. Ayrier. D. E. T. — ⁸ Car. B. — ⁹ De raison. C. Sens et raison. T. — ¹⁰ D. E. T. — ¹¹ Entendantment. B. Entendaument. C. E. Entendement. D. T. — ¹² C. — ¹³ A manque dans B. C. — ¹⁴ Et. B. A desfaire, etc. jusqu'à par les raisons, manque dans D. E. T. — ¹⁵ Ceaus des. C. — ¹⁶ Crera. B. Verra. C. — ¹⁷ B. Se il porra. C. — ¹⁸ N'en. C. T. — ¹⁹ Si que. T. — ²⁰ Ne s'en aparçoive de sa faute et l'amende. B. C. D. E. T. — ²¹ Court. C. Que tout. D. E. T. — ²² B. — ²³ A celui qui. B. — ²⁴ Pour que. T. — ²⁵ Se. B. C. — ²⁶ Et maintenant com. B. Et maintenant que. C. — ²⁷ Ce qui suit, jusqu'à de quoi, manque dans B. — ²⁸ Le. D. E. T. — ²⁹ Chose. A. B. — ³⁰ Veut. B. D. E. T. — ³¹ Qui les a. C. Qui l'a. D. E. T. — ³² Et entendanment. B. Et entendaument. C. E. Entendement. D. T. — ³³ L'en. T. — ³⁴ Que son. B. C. — ³⁵ Adversaire dit. B. C. Adversaire dire. D. E. T. — ³⁶ Se il. C. — ³⁷ B. — ³⁸ Point de querele. D. E. T. — ³⁹ B. C. De geter le manque dans D. E. T.

porra, ou par lui traverser¹ d'aucunes paroles, ou² par eschamps querre, ou par mostrer diverces⁵ raisons à son dit desfaire ou faire changier, ou par⁴ atainer le en plaideant en cortoise⁵ maniere, ou par faire semblant qu'il le vueille prendre à point de ce que il aura mau⁶ dit à⁷ demander otrei de celui ou de celle de qui est la carelle, o⁸ grant semblant de voleir avoir otrei de la parole que son avanparlier⁹ aura miaus dite, por ce que il¹⁰ le vueille¹¹ prendre à point de celle parole, por veir se il peut faire laisser à son conseil celle parole¹² que il aura bien dite, et que il entendra qui¹⁵ li doie¹⁴ plus gregier par¹⁵ le semblant que il li fera de voleir avoir otrei¹⁶ de celui de qui est la carelle, por prendre le à point, que espeir¹⁷ por ce li fera il¹⁸ laisser la parole que il aura bien dite et qui greignor¹⁹ force li aura²⁰, et dire autre tel conseil pora il avoir. Et le bon plaideor deit saveir bien ataindre²¹ plait et bien foyr²², selonc²³ ce que mestier li est²⁴. Et deit saveir la preuve atraire à sei, quant mestier li est; et quant mestier ne²⁵ li est, doner la à son aversaire. Et deit saveir prover la negative, quant il veit que mestier li est; et moult d'autres semblances de plais covient il que²⁶ le bon plaideor sache, lesquels seroient trop longues et trop riotouses à escrire en cest livre: ce²⁷ que l'on en poreit escrire nul ne les poreit metre totes²⁸. Mès²⁹ tant come le bon plaideor est meillor et plus sutil³⁰ de l'autre, en contrueve il³¹ plus; que³² je ne cuit que home mortel les seust onques totes, ne que nul ja³³ les sache. Car aussi come l'on ne peut saveir totes clergies, ne me semble il pas³⁴ que l'on puisse saveir toz les plais ne totes les forces³⁵ et³⁶ les soutillances qui sont en plait. Mès qui plus en set, meillor plaideor est tenus³⁷. Et que que³⁸ nul die, je tiens à pire³⁹ plaideor qui soit ne qui⁴⁰ estre puisse celui qui⁴¹ pert s'arme por plaideer. Si pri et requier et conseil à toz les plaideors⁴² qu'il se gardent sur totes choses de perdre leur armes por plaideer; que⁴³ trop aureit mau plaidee et le plait⁴⁴ chier⁴⁵ achete celui qui s'arme en perdra.

CHAPITRE XXVII.

Quel chose⁴⁶ doivent saveir ciaux qui s'entremetent de plaideer en la Haute Court dou reiaume de Jerusalem et en celle de Chypre.

Toz ciaux qui s'entremetent de plaideer en la Haute Court dou reiaume de Jerusalem et de celle de Chipre, doivent saveir, por eaus et por ciaux qu'il vo-

¹ c. *Por lui traverser*. A. *Par la traverse*. B. *Pour le traverser*. D. E. T. — ² Et. B. — ³ *Diverses*. B. *Diverses paroles*, etc. D. E. T. — ⁴ *Ou par atainer* manque dans T. — ⁵ *Cortoise*. A. — ⁶ *Meas*. B. *Meaus*. C. D. E. T. — ⁷ Et. B. C. D. E. T. — ⁸ A. B. En. c. *Originerement semblable*. D. T. — ⁹ *Avant parlier*. B. C. D. E. T. — ¹⁰ B. C. D. E. T. — ¹¹ *Veaut*. B. C. D. E. T. — ¹² *Por veir*, etc. jusqu'à *celle parole*, manque dans D. E. T. — ¹³ *Que*. A. — ¹⁴ *Deent*. A. *Qu'il y doive*. C. — ¹⁵ *Por*. B. C. D. E. T. — ¹⁶ *L'otroi*. B. C. D. E. T. — ¹⁷ *Que il espoir*. D. E. *Que il espere*. T. — ¹⁸ *Li faire*. T. — ¹⁹ *Et qu'il craignoit*. D. E. T. — ²⁰ *Auroit*. A. D. E. T. — ²¹ *Attendre*. D. E. T. — ²² *Faire*. D. E. T. — ²³ *Selon*. A. — ²⁴ B. — ²⁵ *Ne manque dans B. D. E. T. Ne li est manque dans c.* — ²⁶ *Plait coment que il le*. c. — ²⁷ *Se*. A. *Ce que il pourroit*. D. *Ce que on ne poroit*. T. — ²⁸ *Ne je ne les i porroie toutes metre*. B. *Ne nul ne les y poroit toutes metre*. C. D. E. T. — ²⁹ *Mais que*. D. E. T. — ³⁰ *Est plus sutil et meillor plaideor*. B. C. — ³¹ *En treuve il*. c. — ³² *Car*. B. — ³³ *Ya*. c. — ³⁴ B. — ³⁵ *Fuites*. B. — ³⁶ *Ne toutes*. B. — ³⁷ *Tenus* manque dans B. C. *En est*. D. E. T. — ³⁸ *Et quei que*. c. *Et que*. D. E. T. — ³⁹ *Piour*. B. *Peor*. C. *Meillor*. D. E. T. — ⁴⁰ B. C. D. E. T. — ⁴¹ *Qui ne*. D. E. T. — ⁴² *Plaideor*. A. *As plaideors*. B. — ⁴³ *Car*. B. *Que trop*, etc. jusqu'à *le plait*, manque dans D. T. — ⁴⁴ *Plaideer*. A. — ⁴⁵ *Cher*. c. — ⁴⁶ *Ques choses*. c.

dront conseil¹ et² avertir, que qui plaidée en la Haute Court sanz avoir conseil de court, il ne puet puis avoir conseil de court³ de celle carelle, se son aversaire le viaut et set defendre; et qui dit parole por sei en court, ou que il⁴ otreie ce que son conseil a dit, il⁵ ne le peut puis desdire ne neer; et que la premiere clamor deit avant aler⁶; et que l'euffre⁷ premiere offerte deit avant aler, et que l'esgart avant⁸ requis deit avant aler; et que l'on a jor à toz noviaus claims, se assise ne tolt le jor. Et qui demandera⁹ jor au claim que l'on fait de lui, et il l'a par court, et il ne garde son jor à hore et¹⁰ à tens si come il deit, là où il est ajorné, ou s'il est essoigné¹¹ ne contremande son essoine si come il deit; qu'il pert¹² sa carelle. Et coment l'on deit jor garder, et coment¹³ contremander, et par quels et par quanz homes on deit son¹⁴ jor contremander; et que ciaux par qui on contremande son jor doivent dire et faire, quant il viennent là où celui est ajornés qui les a envoiés; et coment l'on deit prover par garenz, et quel deit dire por les garenz en la Haute Court¹⁵; et que les garenz doivent dire et faire à¹⁶ leur garentie porter; et coment l'on deit contredire et rebuter garenz qui les conoist¹⁷ et le viaut faire; et coment l'on deit torner garenz par gage de bataille; et quel maniere de genz ne poent porter garentie en la Haute Court, et por qués gens l'on ne peut porter garentie¹⁸; et de quel chose l'on se peut clamer par l'assise, et de quel chose assise¹⁹ tolt le jor au noviau claim; et de quel chose on fait amende par l'assise, et à qui l'on fait amende par l'assise; et quel amende on fait par l'assise selonc les mesfaiz²⁰; et que²¹ est murtre, et coment on deit faire apiau de murtre, et qui est apelé de murtre ou de autre malle faite²² desquel²³ il covient que il defende son²⁴ cors par bataille; et qui²⁵ est en fers ou en liens, et il née le murtre ou l'autre male faite ou il respont au claim ainz²⁶ qu'il seit getés des fers ou des liens où il est, que il²⁷ covendra combatre sei ensi come il sera en fers ou en liens; et que se il est tel qu'il se puisse defendre par champion, et on se claime de lui de chose de quoi il l'estuet²⁸ à defendre, et il s'ueffre²⁹ à defendre par un home, et il ne l'a prest³⁰ au jor que la court li donra³¹, que il est ataint de la malle faite que on li metra³² sus; et que³³ est homicide et coment l'on doit faire l'apeau d'omecide³⁴, et coment on se deit defendre d'omicide: et pluisors autres choses doivent savoir ciaux qui s'entremettent de plaideer³⁵ en la Haute Court. Que se il ne sevent³⁶ les choses devant dites et pluisors autres, il poront souvent meschever³⁷ en pleideant, et perdre le dreit de celui à³⁸ qui conseil il est, celui qui³⁹ ne les saura, se aucuns⁴⁰ des dis cas lor avient⁴¹: et ciaux⁴² qui veulent estre plaideors se doivent⁴³ travailler de savoir les dites choses.

¹ Por ceaus por qui il vendront plaidoier et conseiller. B. Et pour tous ceaus qui conseil vodront avoir que qui, etc. D. E. T. — ² C. — ³ B. — ⁴ Ou qui. C. — ⁵ Que il. C. — ⁶ Ce qui suit, jusqu'à et que l'esgart, manque dans B. — ⁷ C. Qui euffre. A. — ⁸ Premier. B. C. — ⁹ Demande. B. — ¹⁰ Ne. C. D. E. T. — ¹¹ S'il est essoigné manque dans B. C. D. E. T. — ¹² C. Qu'il perde. A. Si que il pert. B. — ¹³ Et comment l'en doit jor. B. C. D. E. T. — ¹⁴ Son manque dans B. C. Et par quels, etc. jusqu'à contremander, manque dans D. E. T. — ¹⁵ Et qui dit. B. Et qui die. C. Et quel deit, etc. jusqu'à Haute Court, manque dans D. E. T. — ¹⁶ En. B. — ¹⁷ Conut. A. — ¹⁸ C. — ¹⁹ Et de quel chose assise tolt manque dans D. E. T. — ²⁰ Le mesfait. B. C. Et quel amende on fait par l'assise manque dans D. E. T. — ²¹ Et quei. C. — ²² Et qui... et d'autres mesfaiz de quoi. B. Et comment l'on se doit defendre de murtre ou d'autre male faite. C. Et qui est apelé de murtre manque dans D. E. T. — ²³ De quey. C. De quoi. D. E. T. — ²⁴ Que il se deffende de son. B. Que il s'en defende de son. C. — ²⁵ Et il. C. Et se il. D. E. T. — ²⁶ Avant. B. — ²⁷ Il li. C. D. E. T. — ²⁸ Il le covient. B. Il lui estuise. C. Il estant. D. Il estent. E. Il ait. T. — ²⁹ Et il s'ueffre. B. Et il s'eufre. C. D. E. Et il euffre. T. — ³⁰ Apresté. B. C. D. E. T. — ³¹ Dona. D. E. T. — ³² Met. B. D. E. T. Mete. C. — ³³ Et qui. C. — ³⁴ B. C. D. E. T. — ³⁵ D'estre plaideors. B. C. D. E. T. — ³⁶ Segvent. C. Car se il ne savent. D. E. T. — ³⁷ Meschiver. B. Mescheyer. C. Mescheer. D. E. T. — ³⁸ En. B. — ³⁹ Conseil celui est qui. B. — ⁴⁰ Aucun. B. — ⁴¹ Cas viera. B. Cas aviegnent qui li soit besoing de plaideer. C. — ⁴² Si se doit chascun de ciaux. C. — ⁴³ Se doivent manque dans C.

CHAPITRE XXVIII.

Que deit faire celui qui est à conseil d'autre et viaut dire la force de la parole, et seyr à l'esgart.

Qui est à conseil d'autre et viaut dire la force de la¹ parole et seyr à l'esgart, face la parole² comencier³ à autre qui⁴ die ensi : « Sire, faites entendre à la parole de tel, » et le nome; « je la dirai par amendement de lui et de son conseil; » que se je⁵ i mesprenoie⁶, que lui et son conseil amender i peussent. » Et à tant se taise⁷. Et l'autre die le remanant de sa parole jusque au poser sur court; et au poser sur court⁸, die celui qui la parole aura comensié, selonc ce que noz avons dit; « et voz dit sur la court, seit au retenaill que noz i avons mis⁹. » Et qui⁹ ensi le fera, il dira¹⁰ la force de la parole, et sera à l'esgart, s'il viaut : et que le seignor ne la court ne l'aversaire ne le li porront¹¹ defendre, se il est tel que il puisse seyr¹² à l'esgart et jugier o les autres homes de la court^b.

CHAPITRE XXIX.

Qui se viaut clamer de home ou de feme qui est present en court, coment il le deit faire.

Qui a conseil de court, et il se viaut clamer d'ome ou de feme qui est present en la court; il deit faire dire par son conseil au seignor, si que celui de qui il se¹³ viaut clamer l'oïe : « Sire, tel se clame à voz de tel de tel chose, » et en viaut avoir dreit par voz et par la court : » et le nome, et die de quoi il se clame, et à plus briefves paroles que il pora face son claim; mais que il ne laisse¹⁴ à dire chose que mestier li est¹⁵ à dire, et le miaus entendanment¹⁶ que il pora die ses paroles; car les paroles briefves et entendanment¹⁷ dites sont miaus entendues et retenues et recordées et jugées¹⁸, quant mestier est, que les autres. Et face le clamant ensi son claim, que, se celui de qui il se clame née ce qu'il li met sus el claim, que il le puisse prouver si come il a dit en la court; et ensi le face, que¹⁹ ce que il li covendra à prouver seit le plus brief que il porra; mais que tot quanque mestier li est²⁰ à prouver i soit²¹, que²² l'on peut les preuves

¹ Sa. B. D. E. T. — ² B. C. — ³ Comander. D. T. — ⁴ Et qu'il. D. E. T. — ⁵ Et je. D. E. T. — ⁶ Mesprene. B. — ⁷ Taist. A. — ⁸ Et au poser sur court manque dans D. E. T. — ⁹ Et que. A. B. C. — ¹⁰ Dit. A. — ¹¹ Poreit. A. — ¹² Ne l'en pourroit. D. E. Ne s'en porront. T. — ¹³ Estre et seyr. D. E. T. — ¹⁴ Clame ou. D. E. T. — ¹⁵ Laist. A. — ¹⁶ Seit. A. — ¹⁷ Entendablement. B. Entendaument. c. Et le plus entendaument. D. E. T. — ¹⁸ Jugiez. A. — ¹⁹ Et que. B. — ²⁰ Li soit. A. — ²¹ Li soit prest. D. E. Li soit prest. T. — ²² Car. D. E. T.

* « Et io vi dico sopra la corte, che sia el remanente che noi havemo messo. » Version italienne. Canciani, *Barbarorum leges antiquæ*, t. V, p. 163.

^b Le conseil pouvait prendre part au jugement de

l'affaire dans laquelle il avait conseillé, parce que les fonctions accidentelles de conseil ne devaient pas paralyser l'exercice du droit qu'il possédait, comme vassal, de juger dans la cour de son seigneur.

brieves miaus faire que les longues, et mains se¹ peut son aversaire acrochier² et dire encontre.

CHAPITRE XXX.

Quant home ou feme de qui l'on se viaut clamer n'est en la court, coment l'on se deit clamer de lui³.

Qui se viaut clamer d'ome qui n'est present en la court, celui qui viaut le claim faire deit faire dire par son conseil au seignor : « Sire, tel, » et le nome, « se claime à voz de tel, » et le nome, « de tel chose, » et la moutisse. « Et voz pri et requiert que voz le faites venir en la court; et quant il sera venus⁴, voz⁵ et la court orrés lors coment et de quoi⁶ il portera son claim envers⁷ lui. » Et adonc le seignor le deit mander semondre⁸ par le banier ou par trois de ses homes comme court⁹, qu'il veigne maintenant en la court qui est assemblée à⁹ faire dreit à celui qui de lui s'¹⁰ est clamés. Et se le seignor ne le viaut faire ensi semondre, si le face semondre¹¹ à jor mouti que il seit à tel¹² jor devant lui en la court, et que le semoneor¹³ li nome le jor et li moutisse le leuc où il le semont d'estre por faire dreit à celui qui de lui s'est clamés, et li nome le requérant¹⁴ et dire de quoi il s'est de lui clamés. Et que le jor à quoi il le fera semondre seit raisnable, et tel que il i puisse estre. Et se il est ensi semons de venir maintenant à court faire dreit à celui qui de lui s'est clamés, et il n'i vient¹⁵ ou ne dit¹⁶ que il est essoigniez por quoi il n'i peut aler; ou se il est¹⁷ semons, si come il est avant dit, à¹⁸ jor mouti, et il n'i vient au jour¹⁹ que le seignor l'aura fait semondre en la maniere avant dite; ou²⁰ il dedenz celui jor ou en cel²¹ jor ne fait assaveir au seignor que il est essoigniez, si que il ne peut venir²² en la court à celui jor por faire dreit à celui qui de lui s'est clamés; et le claim seit²³ de chose de quoi le clamant die²⁴ que celui de qui il s'est clamés l'a dessaisi, ou de chose²⁵ que il die que il a et tient dou sien : le seignor l'en²⁶ deit faire metre en saisine, et il en doit

¹ S'en. D. E. T. — ² Apreuchier. A. — ³ B. C. — ⁴ Il i sera. B. C. Et quant il sera, vous en la court orés. D. E. Et quant il sera venus en la court, orrés. T. — ⁵ Et voz. A. — ⁶ B. — ⁷ Contre. B. C. D. E. T. — ⁸ Le doit semondre. D. E. T. — ⁹ Por. B. C. D. E. T. — ¹⁰ B. C. D. E. T. — ¹¹ Si le face semondre manque dans D. E. T. — ¹² Cel. C. D. E. T. — ¹³ Et qui le semondra. C. — ¹⁴ Et li face nommer le clamant. B. C. Et li nome, etc. jusqu'à s'est de lui clamés, manque dans D. E. T. — ¹⁵ Et il ne veaut. C. — ¹⁶ Et il ne vient ou dit. D. E. T. — ¹⁷ Il n'est. B. Aler où il est. D. T. — ¹⁸ Au. A. — ¹⁹ Et il n'i vient au jour manque dans D. E. T. — ²⁰ Et. D. E. T. — ²¹ Celai. A. Dedans cel jour ne, etc. D. E. T. — ²² Estre. B. C. — ²³ Est. B. D. E. T. — ²⁴ Die. D. T. — ²⁵ B. C. D. E. T. — ²⁶ Le. A. D. E. T.

* L'ajournement était un acte important de la procédure suivie devant les cours féodales, et qui donnait souvent lieu à des débats très-animés. Le principe général était que « li sires qui veut semondre son gentil-houme par la reson de che que il tient de lui fief, il doit penre deux de ses houmes qui soient per à chelui que il veut semondre; et se il n'a nul houme, il les doit emprunter à son seigneur, et li sires li est tenus à pres-ter. » Beaumanoir, c. 11, p. 17. Les vilains étaient ajournés par un officier du seigneur, prévôt ou sergent. *Établissements*, l. I, c. 1. La difficulté de se procurer des pairs

pour porter l'ajournement et les efforts des baillis firent tomber en France l'usage d'ajourner par pairs, même les vassaux directs de la couronne, auxquels les ajournements étaient remis par des sergents, selon la maxime: « Sergent à roi est pair à comte. » Laurière, *Institutes coutumières de Loysel*, t. I, p. 49. Ibelin sanctionne cette dérogation aux anciens usages; mais en plaçant sur la même ligne le bannier et les trois hommes de la cour, il rapproche des personnes dont la position différait beaucoup, et rend plus sensible l'abus qui s'était établi.

avoir le saisine¹ tant que celui de qui il se clame² veigne en³ court et requiert la saisine de celle chose de quoi le clamant⁴ aura esté saisi⁵. Et se il le fait ensi, il en aura la saisine, que le clamant ne li⁵ porra defendre. Et quant il aura la saisine, il est tenus de faire dreit au clamant en la court de ce que⁶ il se clamera de lui : et se ce est terre ou rente ou aucune autre chose, et le clamant en a ja eu⁷ aucun proufit, il n'est pas tenus de rendre le dit proufit à celui de qui il se clama, quant il recouvrera⁸ la saisine de⁹ la chose de quoi le seignor l'aura mis ou fait¹⁰ metre en¹¹ saisine, por¹² ce qu'il en ot la saisine par le seignor¹³ et par la court^b. Et ce qui est dessus devizé fu fait et establi por destraindre les genz à venir faire dreit en la court à ciaux qui d'iaus se claiment¹⁴, que¹⁵ se il n'esteient par ce destrains à venir¹⁶ faire dreit en la cort à ceaus qui d'eaus se claiment¹⁷ à enuis, i vendreient¹⁸ nul de¹⁹ ciaux de qui l'on se clameroit²⁰ qui le plait vodreient foyr.

CHAPITRE XXXI.

Que deit faire celui qui est dreiturier et leial, quant on li requiert aucune chose en court²¹, ou quant on se clame de lui.

Celui de qui on se clame en court²² ou à qui on requiert aucune chose en court, se il est droiturier et leial, et il²³ doute Dieu et aime tant qu'il ne vueille mentir; il deit conoistre le veir de ce que on li requiert ou de quoi on se clame de lui. Et se le claim²⁴ ou la requeste est tel que²⁵ il aime miaus mentir que conoistre²⁶ le veir, il le deit neer, se ce est chose²⁷ de quoi l'on en deit²⁸ souffrir mort ou honte ou deseritement, ou aucune²⁹ chose que on deit³⁰ neer sanz demander jor³¹; et se ce est chose de quoi on deit³² demander jor au

¹ B. C. D. E. T. — ² Clama. c. S'est clamés. T. — ³ A. B. — ⁴ Le clamanz. B. — ⁵ Le. B. C. L'en. D. E. T. — ⁶ De ce dont. B. — ⁷ B. En ait. c. D. E. En ait eu. T. — ⁸ Recevra. B. Recovra. c. — ⁹ La saisine de manque dans D. E. T. — ¹⁰ Ou le doit. B. — ¹¹ En sa. c. — ¹² Et por. B. — ¹³ Por lui. A. — ¹⁴ Clameront. B. Clameront. D. E. T. — ¹⁵ Car. B. — ¹⁶ C. — ¹⁷ C. — ¹⁸ A enuis vendroient à court. B. A enui en vendroient. D. E. A enui en viendroient. — ¹⁹ Nul de manque dans B. C. D. E. T. — ²⁰ B. — ²¹ Encontre. D. E. T. — ²² Ce qui suit, jusqu'à chose en court, manque dans D. E. T. — ²³ B. — ²⁴ Ce qui suit, jusqu'à se ce est chose, manque dans c. — ²⁵ Ce qui suit, jusqu'à se ce est chose, manque dans D. E. T. — ²⁶ Dire voir. B. — ²⁷ Ce qui suit, jusqu'à ou aucune chose, manque dans B. — ²⁸ Qu'il en doie. c. Il en doit. D. E. T. — ²⁹ Aucune autre. D. E. T. — ³⁰ Doie. B. Ou aucune autre chose tel qu'il aime meaus morir que conoistre en le voir, il le doit neer, se c'est chose que l'on deie. c. — ³¹ Ce qui suit, jusqu'à demander jor, manque dans D. E. T. — ³² Doie. B.

* La saisine étant donnée *salvo jure proprietatis*, il en résultait que le défaillant ne perdait pas son droit de propriété, mais qu'il était seulement privé de la jouissance jusqu'au jugement du fond. Cette règle était si exactement suivie que l'on voit, dans un procès entre le sire d'Amboise et le comte de Blois, jugé sur enquête au parlement de la Chandeleur, 1265, la cour donner la saisine au sire d'Amboise, à cause du défaut de son adversaire, et, par le même arrêt, la lui retirer en adjugeant le gain du procès au comte de Blois. *Les Olim*, t. I, p. 225, n° XIV.

^b Ce qui était contraire à l'usage suivi dans une partie de la France. « En tous les cas, dit Beaumanoir, c. II, « p. 19, où resesine appartient, l'en doit resesir si entiere- « ment que toutes les choses qui furent levées, ou la va- « leur se l'en ne puet les choses ravoir, soient rendues à « celui qui est resesi, avant que il reponde à riens que « l'on li demant de la querele, car petit vauroit la resesine « si elle n'estoit fete entierement à celui qui estoit de- « saisis. » Selon Ibelin, le saisi ne jouissait des fruits que quand la saisine lui avait été donnée par la cour.

claim que on a fait de lui¹, il deit demander le jor². Que il li viaut miaus ces devant dites choses neer³ que conoistre les en court, tot seit ce que l'on les li puisse prover. Que⁴ se il est sage, dedenz le jor ou dedenz le termine de la preuve que l'on vodra faire contre lui, il finera⁵ à son aversaire; si que il ne fera plus parole en court⁶: que se⁷ il le fait ensi, il eschivera la honte et le perill que il auroit en la conoissance que il feroit en la court de⁸ ce que on auroit prové contre lui en court que⁹ il auroit neé avant¹⁰; et por eschiver le pechié que il auroit, se il fausement rebuteit ou torneit par gage¹¹ de bataille aucuns des garenz qui¹² celle garentie vodroient¹³ porter contre lui, le deit il ensi faire come je ai devant dit. Et qui viaut jor demander au claim que on fait¹⁴ de lui, si le demande ensi come il est devizé après en cest livre que¹⁵ l'on deit jor demander.

CHAPITRE XXXII.

Quanz¹⁶ jors l'on a de respondre au noviau claim, quant assise ne tolt le jor.

Il est assise ou usage où reiaume de Jerusalem et en celui de Chipre, que l'on a jor de quinzaine¹⁷ de respondre à toz noviaus claims, se il n'est assise qui le jor tolle¹⁸. Et quels sont les assises qui tolent le jor seront devisées après en cest livre. Mais je dirai avant quantes¹⁹ fuites principaus il y a en la Haute Court²⁰ en plait, et coment l'on deit plait foyr, et coment ataindre, selonc ce que à moi semble.

CHAPITRE XXXIII.

Quantes fuites principaus il y a en plait, et queles eles²¹ sont au royaume de Jerusalem et de²² Chipre²³.

Il²⁴ a trois fuites principaus en²⁵ plait, et en chascune des dites trois²⁶ fuites y a pluisors manieres de fuites qui trop seroient longues et riotouses²⁷ à raconter et²⁸ à metre en escrit²⁹, ne nul ne les poreit totes metre: car ensi come chascun

¹ *A clam que hom fait de lui.* D. E. T. — ² *Il deit demander le jor* manque dans D. E. T. — ³ *Que meaus li vant il ces choses neer.* D. E. T. — ⁴ *Car.* B. — ⁵ *Finira.* B. D. E. T. — ⁶ *En court contre lui.* D. E. T. — ⁷ *Et se.* B. — ⁸ *Ou de.* C. — ⁹ *Ce que.* C. D. E. T. — ¹⁰ *Née en la court.* C. D. E. T. — ¹¹ *Esgart.* C. — ¹² *Que.* D. E. T. — ¹³ *Vodroit.* B. *Vodront.* C. — ¹⁴ *C'on face.* B. — ¹⁵ *Coment.* B. — ¹⁶ *Quant.* A. — ¹⁷ *Quinzaine.* A. — ¹⁸ *Quant.* A. — ¹⁹ D. E. T. — ²⁰ *Quels elle.* A. — ²¹ *Et en.* T. — ²² D. E. T. — ²³ *Il y.* D. E. T. — ²⁴ *De.* D. E. T. — ²⁵ B. C. — ²⁶ *Riotes.* A. — ²⁷ *A raconter et* manque dans D. E. T. — ²⁸ *En escrit, ce que l'on en porroit metre en escrit, ne nul ne les i, etc.* B. *En escrit, ce que l'on en porroit en escrit metre, nul ne les y, etc.* C. *Ce que l'on porroit metre à escrit, ne nul ne les y porroit toutes metre.* D. E. T.

* Il s'agit ici non du délai d'assignation accordé au défendeur, tant pour mettre sa cause en état que pour fournir ses défenses, mais du délai pour répondre à toute nouvelle demande intentée pendant la durée d'un

procès. Ibelin, qui ailleurs parle très au long des délais sur ajournement et des délais pour répondre, admet le principe général que toute nouvelle demande entraîne un nouveau délai.

est plus sage et plus subtil et meilleur plaideor l'un que l'autre, en contreuve il plus¹. Et por ce que je viaus que l'on sache quels² sont les trois principaus fuites de plait, dont les autres muevent³, les viaus je esclarzir et faire entendre à ciaux qui les orront⁴. L'une est de respondre au dit de son aversaire en paroles⁵; et au poser de son esgart⁶, non aerdre sei à lui d'esgart, mais passer ce en voit⁷, metant sei en esgart d'autre chose que de ce de quoi le requérant s'i met; si que il n'i ait point d'esgart. L'autre si est⁸ de dire : « Je ne vos⁹ viaus respondre à ce que voz me requerez, se la court ne l'esgarde, por « tel¹⁰ et por tel raison : » et die les raisons qui meilleurs li sembleront¹¹, por quoi il ne li deit respondre, et mete sei ensi en¹² esgart de court, sauf son retenaill^b. La tierce est¹³ : « Je ne viaus ce faire que voz me requerés, se la court ne l'esgarde; et di pourquoi : por tel¹⁴ et por tel raison : » et die¹⁵ totes les raisons qu'il cuidera que bones li seent, et les die l'une après l'autre, ensi come soufisent¹⁶ miaus; et de chascune chose par sei se mete¹⁷ en esgart de court, sauf¹⁸ son retenaill.

CHAPITRE XXXIV.

Coment l'on deit plait foyr par la premiere fuite principau¹⁹ de plait.

Qui viaut²⁰ plait fuir par la premiere²¹ fuite principau²² de plait, qui n'est pas belle, si responde au dit dou requereor en paroles, sivant²³ son dit le plus près que il pora; et au poser sur court ne s'aerde pas à lui d'esgart, tant come il le pora eschiver sanz la carelle perdre ou estre ataint de ce que l'on li met sus^c. Mès die au poser sur court autre chose que celle que son aversaire aura dite, et metre sei en esgart et en conoissance et en recort dou sien dit²⁴, sanz plus;

¹ *Plus et plus*. C. — ² *Ques*. B. C. — ³ *Muevent*. C. D. E. T. — ⁴ *Vodront oyr*. D. E. T. — ⁵ *Parole*. A. — ⁶ *Au poser sur esgart*. B. *Au pozer son esgart*. C. *Opposer son esgart*. D. E. T. — ⁷ *Mais passer soi en voit*. B. *Mais pozer s'en en void*. C. *Mais poser son huit*. D. *Mais passer s'en huit*. E. *Mais passer s'en huy*. T. — ⁸ B. *L'autre est*. C. D. E. T. — ⁹ B. C. D. E. T. — ¹⁰ *Tel chose*. B. — ¹¹ *Semblent*. B. C. — ¹² *Metre s'en en*. B. *Metre se en*. C. D. E. T. — ¹³ B. *La tierce est de dire*. C. D. E. T. — ¹⁴ *Tel chose*. B. — ¹⁵ *Et dire*. B. C. — ¹⁶ B. C. *Souficient*. A. *Se sivent*. C. D. E. T. — ¹⁷ *Mel*. A. — ¹⁸ B. D. E. T. *Sauvé*. A. — ¹⁹ *Principal*. C. — ²⁰ *Quant l'on doit*. B. — ²¹ *Segonde*. A. — ²² *Principal*. C. — ²³ *Sievant*. B. *Si vaut*. D. E. T. — ²⁴ *Et mete soi en esgart de son dit*. B. D. *Et mete soy en esgart dou sien*. D. E. T.

* La traduction italienne éclaircira ce passage : « L'una « è de responder al ditto del suo adversario con parole, et « nel mettersi in termination non si metter con lui à ter- « mination, mà passar per transito mettendosi à termina- « tion per altra cosa. » Canciani, *Leg. barb.* t. V, p. 165.

^b La recommandation de *mettre son retenail* ou de faire ses réserves est adressée, pour ainsi dire, à chaque instant aux parties, parce que, à cette époque, et malgré l'extrême complication de la procédure, les juges n'avaient pas le droit de relever les parties des déchéances qu'elles encouraient pour avoir omis quelqu'une des nombreuses formalités qui leur étaient imposées. On peut voir dans les *Olim* un record établi sur la question de savoir si le défendeur avait mis son retenail : *Obiciatur contra, quod nullam retencionem fecerat ponendo se in*

judicio super dictis probacionibus, super quo posuerunt se partes in recordo militum assisie. T. I, p. 359. Voici une formule de retenail qui nous est fournie par la *Somme rurale* de Bouteiller : « Je fais protestation que si je re- « pons (dans une enquête) à article négatif, ou à article « suppositif, ou article de droict, response impertinente, « que ce ne soit compté pour responce qui nuire ou dom- « mager puist au droict de ma cause, ne porter preju- « dice, et tous autres protestations pertinentes. » Tit. II, p. 684.

^c L'auteur prévoit ici le cas où la cour, ne se prêtant pas aux ruses du défendeur, lui ferait perdre sa cause. On comprend que, sans ce pouvoir de la cour, il aurait été loisible à une partie de reculer à sa convenance l'époque du jugement.

requiere esgart¹ de court², tant come il pora; et contrueve sur ce totes les eschampes que il pora : metant sei en esgart et en conoissance et en recort de cort et de chascune chose par sei por esloigner le plait. Et que il en chascun esgart et en chascune conoissance et en chascun recort³ de court en quoi il se metra, mete son retenaill; et que il de nul esgart ne s'aerde au dit de son avversaire, tant come il se⁴ porra defendre; ainz se defende et eschampisse⁵ si come est devant devizé⁶.

CHAPITRE XXXV.

Coment l'on deit plait fuir par la seconde⁶ fuite principau⁷ de plait.

Qui par⁸ la premiere fuite principau⁹ de plait ne viaut foir ou il ne puisse plus, si fuie¹⁰ par la seconde¹¹ qui est mainz laide. Et die, se la carelle n'est de murtre ou de tel chose de quoi l'on est ataint et pert sa carelle qui ne respont au claim que l'on¹² fait de lui et le née, à ce que l'on li requiert ou met sus en la court par claim ou par requeste ou autrement : « Je ne viaus respondre à vostre claim ou à ce que voz me requerez, se la court ne l'esgarde, por tel¹³ ou por tel raison : » et die totes les raisons et les eschampes que il pora trover¹⁴, à ce que il ne li deit¹⁵ respondre, et chascune par sei¹⁶; et chascune feis die une soulle¹⁷ raison, por quoi il ne li viaut respondre; et de chascune chose par sei se mete¹⁸ en esgart ou en conoissance de court, sauf son retenaill. Car le fuiant ne se deit metre nulle feis de pluisors choses ensemble en esgart¹⁹ que il cuide perdre; por ce que il porra le plait plus esloigner, se il requiert esgart ou conoissance ou recort²⁰ de court²¹ de chascune chose par sei que de pluisors ensemble, et metre son retenaill totes²² les feis que il se metra en esgart ou en conoissance de court; et se le claim est de murtre ou de aucune des autres²³ choses de quei l'on est ataint qui ne respont au claim et le née, si die et face ensi come il est devizé après en cest livre que l'on deit dire et faire, là où il parole²⁴ de murtre et des autres dites²⁵ choses^b.

¹ *Et requiere-en esgart et conoissance es recort.* B. *Et requerre esgart et conoissance et recort.* D. E. T. — ² Ce qui suit, jusqu'à *de cort et*, manque dans D. E. T. — ³ *Et en chascun recort* manque dans D. E. T. — ⁴ *S'en.* C. D. E. T. — ⁵ *S'eschampisse.* B. — ⁶ *Secunde.* B. *Seconde.* C. — ⁷ *Principal.* C. — ⁸ B. C. D. E. T. — ⁹ *Principal.* C. — ¹⁰ *Fait.* A. — ¹¹ *Secunde maniere.* B. *Seconde fuite.* C. — ¹² Ce qui suit, jusqu'à *à ce que l'on*, manque dans D. E. T. — ¹³ *Tel chose.* B. — ¹⁴ *Porra traiant à.* B. — ¹⁵ *Il ne porra.* D. E. *Il ne devra.* T. — ¹⁶ *Et chascune por sei* manque dans D. E. T. — ¹⁷ *Soule.* B. *Sole.* C. *Die sa raison.* D. E. T. — ¹⁸ *Met.* A. — ¹⁹ *L'esgart.* D. E. T. — ²⁰ *Ou recort* manque dans D. E. T. — ²¹ Ce qui suit, jusqu'à *ou en conoissance de court*, manque dans D. T. — ²² *Et totes.* A. — ²³ *Autre.* A. — ²⁴ *Parle.* D. E. T. — ²⁵ B. C. D. E. T.

* M. Agier avait placé la note suivante au bas de ce chapitre : « Ceci a beaucoup de rapport avec ce que nous appelons reconvention, ou plutôt c'est jouer aux propos interrompus. » — Il est difficile de ne pas reconnaître dans les chicanes et les détours subtils qui sont enseignés ici, l'influence de cette philosophie scolastique que les clercs avaient introduite dans les tribunaux civils, où elle ne produisait pas de moins mauvais effets que dans les écoles. Ce système philosophique ayant enfin succombé en Europe, les études et les discussions judiciaires y

prirent une direction meilleure; mais les cours féodales d'Orient, qui paraissent être restées, pendant toute la durée de leur existence, sous l'empire des idées qui dominaient en Europe à l'époque de leur établissement, conservèrent ce triste héritage des anciennes erreurs avec une fidélité qui étonne, quand on songe qu'au XIII^e siècle, ces cours étaient soumises à l'influence de jurisconsultes qui n'appartenaient pas à l'ordre ecclésiastique.

^b CC. LXXXII-XCIII.

CHAPITRE XXXVI.

Coment l'on peut foyr plait par la tierce fuite devant dite.

Qui ne viaut ou ne peut plus foyr par la premiere ne par la¹ seconde² fuite principau³ de plait, si se preigne à la tierce fuite, qui est la dreite fuite principal⁴ de plait. Qui cortisement viaut fuyr, si⁵ die : « Je ne viaus ce faire que voz me requerez, se la court ne l'esgarde, por tel⁶ et por tel raison. » Et die totes les raisons et les eschampes⁷ que il saura ne porra miaus⁸ trover en⁹ plait esloigner, descendant¹⁰ d'une¹¹ en autre, si come miaus li semblera; et quant¹² les paroles se porsivent¹³ miaus, plus bel est¹⁴ : et metre¹⁵ sei de chascune chose par sei en esgart¹⁶, et tozjors¹⁷ sauf¹⁸ son retenaill.

CHAPITRE XXXVII.

Coment l'on deit et peut¹⁹ longuement plait foyr^{*}.

Qui viaut plait²⁰ de²¹ chose en²² quoi il n'a²³ dreit longuement²⁴ foyr, si teigne les trois dites²⁵ voies, l'une avant l'autre²⁶; et de chascune d'elle treuve tantes²⁷ manieres de fuites²⁸ come il porra plus trover. Et se il ne viaut fuyr par la premiere fuite, par laquelle²⁹ l'on peut moult plait³⁰ foyr et esloignier, qui faire le viaut et set, si fuit³¹ par la seconde, par laquelle l'on peut moult esloignier plait, qui le set³² et viaut faire. Et si³³ que esgart que il perde qui par celle voie fuit³⁴, ne li³⁵ griega à ce que il perde sa carelle. Et se il ne viaut ou ne set ou ne peut plus foyr par les deus premieres fuites³⁶, si fuie³⁷ par la tierce, par laquelle³⁸ l'on peut moult longuement plait foyr, qui faire le³⁹ set. Et qui par ceste vée⁴⁰ viaut foyr, se le plait⁴¹ est de monée, si die que il viaut que il

¹ B. C. D. E. T. — ² *Secunde*. B. *Seconde*. C. — ³ *Principal*. C. — ⁴ C. — ⁵ *Veaut fuir plait, et*. C. — ⁶ *Tel chose*. B. — ⁷ B. C. — ⁸ *Miaus* manque dans D. E. T. — ⁹ *Au*. D. E. T. — ¹⁰ *Dessendant*. A. E. T. — ¹¹ *D'une*. D. T. — ¹² *Et c'on*. C. — ¹³ *Porsievent*. B. *Porsivrent*. C. *Porsuient*. D. T. *Porcivent*. E. — ¹⁴ *Et plus bel et meaus valent*. B. *Et plus bel*. C. *Et plus beau*. D. E. T. — ¹⁵ *Mete*. T. — ¹⁶ *Tous jours en esgart*. D. E. T. — ¹⁷ *Mete son esgart de chascune chose par soi et de toutes*. B. — ¹⁸ *Sauver*. C. — ¹⁹ B. C. — ²⁰ *Plait fuir*. D. E. T. — ²¹ *En*. B. — ²² *De*. B. D. E. T. — ²³ *Il n'ait*. B. D. E. T. *Il a*. C. — ²⁴ *Et longuement*. D. E. T. — ²⁵ *Devant dites*. D. E. T. — ²⁶ *Li autres*. D. T. — ²⁷ *Tant de*. B. C. D. E. T. — ²⁸ *Fuite*. A. — ²⁹ *Laquel*. A. C. — ³⁰ *Mout plus*. D. E. T. — ³¹ *Fui*. B. — ³² *Le fait*. T. — ³³ *Et si* manque dans B. C. D. E. T. — ³⁴ *Celle noye fait*. D. *Cele noie fuit*. E. *Celle noye fait*. T. — ³⁵ *Le*. B. — ³⁶ *Par les premieres* II. *dites voies*. C. — ³⁷ *Fuit*. A. — ³⁸ *Laquel*. A. — ³⁹ *Qui faire-le le set*. A. — ⁴⁰ *Fuite*. B. C. D. E. T. — ⁴¹ *Se el plaist*. T. D. E.

* Jean d'Ibelin complète dans ce chapitre, et éclaircit par des exemples, les conseils qu'il a donnés dans les trois précédents. Aucun livre de jurisprudence, soit ancien, soit moderne, ne contient rien de semblable; et s'il est surprenant qu'un jurisconsulte ait osé écrire une théorie des fraudes dilatoires, il est bien plus étonnant que la république de Venise n'ait pas retiré d'un livre

qu'elle voulait revêtir de la sanction légale, cette théorie que l'auteur lui-même déclare n'être, le plus souvent, ni belle ni convenable, et à laquelle s'applique parfaitement la définition que les jurisconsultes romains donnaient du dol : *Omnis calliditas, fallacia, machinatio ad circumveniendum, fallendum, decipiendum*. Dig. I. IV, t. III, l. 1, § 2.

li esclarcisse¹ coment il dit que il li deit celle monée, par prest ou autrement; et se² il ne li³ viaut esclarcir⁴, die que il ne li viaut⁵ respondre à sa requeste, tant que il li ait⁶ ce esclarci⁷, se la court ne l'esgarde; et mete son retenaill. Et se il dit que il li presta, die que il viaut⁸ que il li esclarcisse⁹ où ce fu que il dit que il li¹⁰ presta celle monée; et se il ne li viaut esclarcir¹¹, die que il ne li viaut respondre à ce que il li¹² requiert, se la court ne l'esgarde, tant que il li ait esclarci¹³ ce que il li requiert que il li esclarcisse: et metre¹⁴ son retenaill. Et après die que il li die¹⁵ quant ce fu¹⁶ que il li presta¹⁷; et après die qui fu¹⁸ là quant il dit que il li presta; et après¹⁹ se celle monée que il dit que il li deit fu contée; et après²⁰ die se elle²¹ fu pesée; et après die qui la conta²²; et après die qui la pesa; et après die quel maniere de monée ce fu: et pluisors autres choses peut l'on dire à tel plait foyr, qui²³ trop seroient longues²⁴ à metre en escrit. Mès au semblant des avant dites paroles, peut on trover mout d'²⁵ eschamps et de fuites²⁶, qui bien set plait fuyr au plait longuement fuyr, ou à celui apreuchier²⁷, qui le viaut apreuchier. Et garder se de offrir preuve en court²⁸ que il ne²⁹ puisse prover, por quoi³⁰ il perde sa carelle, se il faut³¹ à prover ce que il aura³² offert à prover en court; et de chascune chose par sei³³ que le fuiant li³⁴ dira, die que il viaut³⁵ que il li esclarcisse ce que il li requiert, se la court l'esgarde³⁶; ne qu'il ne li viaut respondre à sa requeste³⁷, se la court ne l'esgarde, tant qu'il li ait esclarci ce que il li requiert; et de ce requiere³⁸ esgart de court, et de chascune chose³⁹ par sei: et metre⁴⁰ son retenaill en chascun esgart. Et se son⁴¹ aversaire dit⁴² aucune chose⁴³ el plait que il entende que il ne puisse prover, si la⁴⁴ née; por ce que se il⁴⁵ faut à sa preuve, que il perde sa carelle. Et quant totes ces⁴⁶ manieres d'eschamps⁴⁷ li seront faillies, ou⁴⁸ il ne vodra plus par tels⁴⁹ eschamps fuyr, et il viaut la paie de la dette esloignier en maniere qui n'est pas belle ni covenable, mais faire se⁵⁰ peut, ce me semble, si die⁵¹: « Sire, tel, » et le nome, « a tant dit⁵² et de tantes « choses⁵³ m'a fait membrant, que je sui bien membrant⁵⁴ que je li dus⁵⁵ celle « dette que il dit, mais je l'en⁵⁶ ai païé bien et enterinement: ⁵⁷ si me merveill « coment⁵⁸ il celle dette me requiert, après ce que je l'en ai païé bien et enteri-

¹ Esclarzist. A. Esclarsise. C. Esclercisse. D. T. Esclersisse. E. — ² Et que. A. — ³ Le. E. T. — ⁴ Esclaircir. D. Esclaircir. E. Esclercir. T. — ⁵ Vaut. B. D. E. T. — ⁶ Aura. B. — ⁷ Esclarzi. A. C. Esclairci. D. Esclersi. E. Esclerci. T. — ⁸ Que il viaut manque dans D. — ⁹ E. Il li die. B. Il li esclarzist. A. Il li esclarcisse. D. Il li esclarsise. C. — ¹⁰ Qui li. C. Que il dit manque dans T. — ¹¹ Esclarzir. A. Esclarsir. C. Esclercir. T. — ¹² Li manque dans D. E. T. — ¹³ Esclarsisse. A. Que il li esclarcisse manque dans D. E. T. — ¹⁴ Mete. B. C. T. — ¹⁵ B. C. — ¹⁶ Quant ce fu et que ce fu. D. E. T. — ¹⁷ Ce qui suit, jusqu'à et après se, manque dans D. E. T. — ¹⁸ Qui i fu. B. — ¹⁹ Et après die. C. Et après die la monoie qui il dit que el li doit fu contée. D. E. Et après die la monoie que il dit que il li doit on fu contée. T. — ²⁰ Et après ce. D. E. — ²¹ Et aprez ce die où elle. T. — ²² Et après die qui la conta manque dans B. Et après que il li conta, et après que il li presta. D. E. T. — ²³ Que. D. E. T. — ²⁴ Long. D. E. T. — ²⁵ B. C. D. E. T. — ²⁶ B. C. D. E. T. Fuite. A. — ²⁷ Acrocher. C. Ce qui suit, jusqu'à de offrir, manque dans B. C. D. E. T. — ²⁸ De preuve que, etc. B. C. De preuve en cour que. D. E. De preuve encore que. T. — ²⁹ Il le. C. — ³⁰ Par quei. C. Par quoi. D. E. T. — ³¹ Vaut. D. E. T. — ³² Il a. A. — ³³ Et par chascune par soi. D. E. T. — ³⁴ Li manque dans D. E. T. — ³⁵ Que il viaut manque dans B. — ³⁶ Ce qui suit, jusqu'à ne l'esgarde, manque dans D. T. — ³⁷ A sa requeste manque dans B. C. E. — ³⁸ Requiert il. D. E. T. — ³⁹ Chose manque dans D. E. T. — ⁴⁰ Mete. B. D. E. T. — ⁴¹ Esgart de son. T. — ⁴² Deist. A. — ⁴³ Aucunes paroles. T. — ⁴⁴ Se il la. B. Se il le. D. E. T. — ⁴⁵ Por ce que il. B. — ⁴⁶ Cestes. B. — ⁴⁷ Et quant toutes ces choses et maintes des eschampées. D. E. T. — ⁴⁸ Et. B. Ou que. D. E. T. — ⁴⁹ Tel. A. Telles. D. E. T. — ⁵⁰ B. C. Le. T. — ⁵¹ Si die enci. D. E. T. — ⁵² A tant dit et de tel. D. E. T. — ⁵³ Choses que bien. D. E. T. — ⁵⁴ Que je sui bien membrant manque dans D. E. T. — ⁵⁵ Doi. B. C. D. T. Dui. E. — ⁵⁶ Le l'ai. D. Li ai. T. — ⁵⁷ Ce qui suit, jusqu'à requiert, manque dans B. Si m'esmerveill. D. T. — ⁵⁸ Con. C.

« nement¹. Et se il par obli ou par autre chose² née³ que je de⁴ celle dette
 « que je li dus⁵ et que il dit que je encore⁶ li deis, ne l'en aie⁷ païé enteri-
 « nement⁸, je sui prest que je li preuve, tot ensi come la court esgardera ou
 « conoistra que je prover li dée, que je l'en ai⁹ païé bien et enterinement. »
 Et se le¹⁰ requérant née la paie, la court deit esgarder ou conoistre que celui li
 deit prover par deus leaus garenz de la lei de Rome^a que il l'a¹¹ païé si come il
 dit¹². Et que celui rencontre¹³ qui il preuve ce par garenz, en peut l'un torner par
 gage de bataille, se la carelle est de un marc d'argent ou de plus^b. Et quant la
 court aura ce esgardé, celui qui le plaît viaut foyr, se il viaut la paie¹⁴ esloi-
 gnier, peut dire¹⁵ : « Et je sui prest que je li¹⁶ preuve par deus leaus garenz, si
 « come la court l'a esgardé ou coneu ; mais mes garenz sont outre mer : si requier¹⁷
 « à la court qu'elle me doint jor à aver mes garenz amenés à la court, por¹⁸
 « garentir mei ce que je ai dit, et faire que leaus garenz. » Et à mei semble que
 la court li donra un an et un jor d'aveir ces garenz amenés¹⁹, se il les voe²⁰ outre
 mer. Et ensi aura delée la paie de la dette l'an et le jor. Et adonc doit²¹ dire
 qu'il ne peut avoir ses garenz amenés²² au jor que la cort li dona²³, si est prest
 de la dette payer. Et tot fust ce qu'il ne l' deist mie²⁴, si conoistra la court que,
 puis qu'il n'a ses garenz amenés au jor que la court li dona, que il²⁵ a sa carelle
 perdue, si li²⁶ deit faire²⁷ paier ce de quoi il se clame²⁸ de lui²⁹ que il li devoit³⁰
 ou que il li requist en la court, et que il dist que il li dut³¹, mais qu'il l'en avait³²
 païé. Que de totes carelles³³ de quoi l'on voe³⁴ garens en court, et court³⁵ li done
 jor de ses garenz amener, et il ne les ameine³⁶ au jor que la court li a doné³⁷ que il
 ait ses garenz amenés³⁸ en la court, à prover par eaus ce que il³⁹ a offert à prover,
 il pert sa carelle. Et garde se bien que il ne née chose⁴⁰ que il après la conoist⁴¹
 en court, sanz ce que elle ait esté provée contre lui par recort de court ou par
 garenz ou autrement : que qui la conoistra puis que il l'aura née, se elle n'est
 ainz⁴² provée, il sera ataint de fauceté faite en court, et perdra vois et respons
 en court, come home ataint de fauceté en court : por quoi⁴³ à mei⁴⁴ semble
 que il vaut miaus de totes choses de quoi l'on est araisoné⁴⁵ en court, que l'on

¹ C. — ² Ou autrement. B. D. E. T. — ³ Voie. D. E. T. — ⁴ B. C. D. E. T. — ⁵ Dui. B. C. Doie. D. E. T. — ⁶ En-
 cores. A. Ancore. B. — ⁷ Ne ne l'ai. D. T. — ⁸ Enterinement et bien. B. C. — ⁹ L'ai. D. E. T. — ¹⁰ Et le. B. D. E. T.
 — ¹¹ Il n'ait. D. Il ait. E. T. — ¹² Il doit. C. — ¹³ Contre. B. C. D. E. T. — ¹⁴ Se il le veut. B. C. D. E. T. — ¹⁵ Si
 die enci. D. E. T. — ¹⁶ Le. D. E. T. — ¹⁷ Requiers. D. E. T. — ¹⁸ Por manque dans D. E. T. — ¹⁹ Et un jor de respit
 de ses garanz amener. B. C. D. E. T. — ²⁰ Voche. B. C. D. E. T. — ²¹ B. Dira. D. E. T. — ²² Amenés manque dans
 B. C. D. E. T. — ²³ Ce qui suit, jusqu'à li dona, manque dans D. E. T. — ²⁴ Et tout ne le deist il. B. Et tout ne l'
 die il. C. — ²⁵ Qui. A. Li a doné, si est prest de la dete paier, que il a, etc. C. — ²⁶ Le. A. — ²⁷ B. — ²⁸ Clama.
 B. D. E. T. — ²⁹ De celui. D. E. T. — ³⁰ Ce qui suit, jusqu'à mais, manque dans D. E. T. — ³¹ Devoit. B. — ³² Et que
 il le n'avoit. D. E. T. — ³³ Calles. A. — ³⁴ Voche. B. D. E. T. Vouche. C. — ³⁵ Et court manque dans C. — ³⁶ Amoine.
 B. C. Amene. D. E. T. — ³⁷ Ce qui suit, jusqu'à en la court, manque dans B. C. — ³⁸ Que il ses garens amene.
 D. E. T. — ³⁹ Ceaus de qui il l'a. D. E. Ceaus qui il a. T. — ⁴⁰ Que se il née chose en court. B. Que qui noie chose
 en cort. C. Que se il noie en court aucune chose. D. E. T. — ⁴¹ Après ne la reconoisce. B. Après ne la conoisce. C.
 — ⁴² Avant. C. — ⁴³ Par quoi. B. — ⁴⁴ Il me. B. — ⁴⁵ Araisoné. C.

^a C'est-à-dire, deux Chrétiens romains. T.

^b Car, comme il est dit au chapitre LXXIV (c. LXXV)
 cy après, l'assise est que qui porte garentie contre autre,
 de chose de quoy la querele est d'un marc d'argent ou
 de plus, ou de chose de quoy l'on perd vie ou membre,
 ou son honor, que il peut torner le garent pour gage de
 bataille. Il en est dit autant au chapitre LXXXI (c. CIV). T.
 — Selon les *Établissements* de saint Louis, le duel pou-
 vait avoir lieu en matière civile quand la querelle était

de plus de cinq sols. L. I, c. CXVIII. Or la valeur du marc
 d'argent monnayé, sous saint Louis, est fixée par le Blanc
 (*Traité hist. des monnaies de France*, p. 191) à 54 sols 7 de-
 niers tournois ; il en résulte que la latitude pour décer-
 ner les gages de bataille était beaucoup plus grande en
 France qu'en Orient, ce que les mœurs et la situation
 militante des Croisés n'auraient pas dû faire supposer.
 La différence de valeur du numéraire dans les deux con-
 trées explique en partie ce contraste.

ne viaut otreier ou conoistre, dire : « Je n'entenz pas que il seit ensi come voz « dites, » que neer le¹ tot outre, sauf celles choses que il covient à neer², si come est murtre³, trayson et pluisors autres choses qu'il covient à neer sanz⁴ demander jor; et dire⁵ aucunes eschampes⁶ après le jor que l'on a eu, selonc ce que elle sont. Et se la⁷ clamor est de terre, ou de leuc mouti, requiere le fuiant jor, si come il est devizé en cest livre que on deit jor demander qui viaut plait longuement foyr; et après le jor requiere mostre de ce que celui li⁸ requiert; et le requérant li deit faire la mostre⁹, mais non mie de totes¹⁰ choses. Car¹¹ de¹² casau nommé et coneu, ne de un¹³ leuc qui ait¹⁴ nom et appartenances, et que en celle terre n'a¹⁵ autre leuc qui¹⁶ ensi ait nom, n'a ni ne deit l'on avoir point¹⁷ de mostre. Mais se ce est casau ou presterie¹⁸ ou abaye¹⁹ ou autre leuc²⁰ qui ait nom²¹ et appartenances, et il ait²² en celle seigneurie autre leuc qui ensi ait nom²³; de celui deit l'on avoir mostre : et de chose qui est dedenz autres²⁴ appartenances, si come est²⁵ jardin, vigne²⁶, aigue²⁷, molin, champ²⁸, piece de terre, maison, ou autre chose, deit l'on aver mostre²⁹ : et de totes choses aussi³⁰ que l'on requiert dedenz ville deit l'on avoir mostre³¹. Et quant le requérant fait la mostre au fuiant, si l'empesche³¹ et encombre le fuiant tant come il plus pora por le plait esloignier. Et de³² chascune des avant dites choses³³ par sei peut l'on requerre esgart et avoir le, ou dire que l'on le viaut avoir, se la court l'esgarde; et metre³⁴ sei³⁵ en esgart de la court, sauf son retenaill. Et de³⁶ chascune chose peut on trouver assés esloignes³⁷ que l'on ne peut pas totes metre en escrit, et de chascune par sei metre³⁸ se³⁹ en esgart ou en conoissance de court, et sauver⁴⁰ adès son retenaill. Que ensi⁴¹ come le cas vient⁴² et les paroles sont dites, covient il au plaideor trouver⁴³ ses⁴⁴ fuites et ses⁴⁴ eschampes et ses esloignes⁴⁵. Et se en aucune⁴⁶ des choses avant dites a preuve que il coveigne⁴⁷ à⁴⁸ prover par garenz, et le requérant les euffre et les amaine à court, si les⁴⁹ enpeeche le fuiant⁵⁰ ou encombre ou rebute⁵¹ ou torne par gage de bataille aucun⁵² de ses garenz, si come il est devizé en cest livre que l'on le deit faire; et le fuiant deit demorer longuement à sei conseilier par lequel des trois voies devant dites⁵³ il vueille foyr, ou par celles qui d'elles muevent⁵⁴. Et deit aquerre⁵⁵ totes les esloignes et les eschampes que il porra, et prendre respit totes les feis⁵⁶ qu'il le porra avoir, se son plait n'est en tel point

¹ Les. c. — ² Il covient neer. B. — ³ De murtre. c. — ⁴ Et puis. D. T. Pais. E. — ⁵ Dire manque dans B. c. D. E. T. — ⁶ Eschampes manque dans B. c. — ⁷ Le. B. — ⁸ B. c. D. E. T. — ⁹ Monstre. B. — ¹⁰ De toutes les. B. — ¹¹ Quant. B. c. — ¹² D'un. c. Dou. D. E. T. — ¹³ Ne dou. T. — ¹⁴ A. B. c. — ¹⁵ N'est. B. Ne en. D. E. T. — ¹⁶ N'a autre que. c. Que. D. E. T. — ¹⁷ Nom, ne doit avoir point. B. Nom, ne doit on avoir point. c. Nom, ne doit l'on point avoir. D. E. T. — ¹⁸ Prestrie. c. Presterie. D. E. T. — ¹⁹ Abaie. c. T. Abbaye. D. Abaye. E. — ²⁰ Leu. A. c. — ²¹ Non. c. — ²² Et il y a en elle. D. Et il y a en celle. E. Et il a y en cele. T. — ²³ A non. c. — ²⁴ Autrai. B. — ²⁵ Si com el. D. E. T. — ²⁶ Vigne manque dans B. — ²⁷ Aigue manque dans D. E. T. — ²⁸ Chiem. D. T. Chain. E. — ²⁹ B. Ce qui suit, jusqu'à avoir mostre, manque dans D. E. T. — ³⁰ Aussi manque dans B. c. — ³¹ L'empesche. A. La empache. D. E. T. — ³² Et par. D. Et pour. E. T. — ³³ Des autres choses. B. — ³⁴ Mete. B. D. E. T. — ³⁵ S'en. c. D. E. T. — ³⁶ Et à. B. Et sur. c. — ³⁷ Eschampes. B. — ³⁸ Mete. B. — ³⁹ Soi. B. — ⁴⁰ Et savoir. D. E. Sauf. T. — ⁴¹ Et ensi. B. — ⁴² Con les cas viennent. c. — ⁴³ Controver. c. Trover manque dans D. E. T. — ⁴⁴ Ses manque dans B. — ⁴⁵ Et ses ehloignes faire. T. — ⁴⁶ Et de ce est avenu. B. Et s'aucune. c. — ⁴⁷ Covient. B. — ⁴⁸ B. c. D. E. T. — ⁴⁹ Les manque dans c. D. E. T. — ⁵⁰ Si empesche le fait. B. — ⁵¹ Rebuste. B. — ⁵² A un. B. — ⁵³ Devant dites manque dans B. Devant manque dans c. D. E. T. — ⁵⁴ Vient. D. E. T. — ⁵⁵ Querre. B. D. E. T. Requerre. c. — ⁵⁶ Ce qui suit, jusqu'à et totes les feis, manque dans D. E. T.

* Il ne paraît pas que cette distinction ait été faite dans les cours de France, car Beaumanoir dit : « Qui fet veue, il doit monstrer toutes les choses qui sont demandées ou plet en chascun lieu et en chascune piece, car se il

gagne la querelle, il ne gagne fors ce qu'il a monsté, et pour che il est bon que il ne soit pas negligent de monstrier tout che qui est en la querelle. » C. II, p. 19.

que il cuide avoir damage par le respit. Et totes les feis qu'il fera dire sa parole, si la face dire à ¹ longues paroles, provant o ² semblance de raison son dit à bon, et desfaisant le dit de son aversaire ce que il porra ³, por le ⁴ plait esloignier; et doner à entendre as juges que il y ait dreit et qu'il dit raison ⁵. Et metre sus souvent à son aversaire, recordant son dit que il a dit autrement la parole ⁶ que il n'a celle que il plus doutera ⁷ qui li ⁸ griège: et ensi le change ⁹ en aucun mout le plus près et le plus semblant que il pora de ce que son aversaire aura dit, que ce qui ¹⁰ gregier li deit ¹¹ li ayde ¹², se son ¹³ aversaire ne li contredit; et se il li contredit ¹⁴, si se mete ¹⁵ sur ¹⁶ le recort de la court que il ensi a dite ¹⁷ la parole come il l'a retraits; et ensi le face souvent: si pora par ce ¹⁸ moult ¹⁹ esloignier son plait. Mais s'il entent que son aversaire ²⁰ die si mau que il cuide sa carelle desrainier par ²¹ le mau dit de son aversaire, laisse totes les fuites ²² et les eschampes, et il ²³ au mau dit ²⁴ de son aversaire se preigne, si que il puisse tost sa carelle desrainier et metre sei ²⁵ maintenant sur ²⁶ l'esgart de la court; et mete ²⁷ adès son retenaill sur ²⁸ toz les diz, de quoi ²⁹ il se posera sur court, soit d'esgart, soit de recort ³⁰ ou de conoissance.

CHAPITRE XXXVIII ³¹.

Ci ³² dit que se la carelle est d'eritage ³³ qui est dedenz ville, coment l'on se deit defendre.

Et ³⁴ se il avient que la carelle seit ³⁵ de heritage ³⁶ dedenz ville close ou desclose ^a, le fuiant peut respondre en tel maniere: que il a celui heritage eu et tenu quitement et ³⁷ en pais an et jor et plus ^b, et por tant ³⁸ en ³⁹ viaut demorer quittes ⁴⁰ et en pais ⁴¹ par l'assise de la teneur, se la court l'esgarde: et mete son retenaill. Et se le clamant dit que ce est de son fié, et que fié ne se peut vendre ni aliener que par l'assise des ventes ^c ou ⁴² par partie de ⁴³ servise, se il y

¹ Ou. B. O. C. — ² Ou. B. D. E. A. T. — ³ B. C. D. E. De que il pora. T. — ⁴ Son. D. E. T. — ⁵ Que il a droit et dit raison. B. C. D. E. T. — ⁶ Son dit. B. — ⁷ Que il doutera. B. — ⁸ Que plus. B. Qu'il li. D. E. T. — ⁹ La griège. C. — ¹⁰ Ce que. C. Se ce. D. E. T. — ¹¹ Deust. C. Li eust. D. T. — ¹² Que ce grignor li deust li aide. B. — ¹³ De son. D. E. T. — ¹⁴ Et se il li contredit manque dans D. E. T. — ¹⁵ Mot. A. — ¹⁶ Sus. B. — ¹⁷ Que enci ait dit. D. E. T. — ¹⁸ Si en pora. D. E. T. — ¹⁹ Mot. B. — ²⁰ Ce qui suit, jusqu'à son aversaire, manque dans D. E. T. — ²¹ Por. B. C. — ²² Les voyes de fuite. D. E. T. — ²³ Et il manque dans D. E. T. — ²⁴ Mal dire. D. E. T. — ²⁵ Et mete soi. B. Et metre s'en. T. — ²⁶ Sus. B. En esgart. T. — ²⁷ Metre. D. E. T. — ²⁸ De. B. En. C. D. E. T. — ²⁹ Dont. B. En quoi. D. E. T. — ³⁰ B. — ³¹ Les chapitres xxxviii, xxxix et xl manquent dans C. — ³² Si. A. — ³³ B. Irritage, et ainsi dans la suite. A. Nous suivrons pour l'orthographe de ce mot le manuscrit de Saint-Germain. — ³⁴ Mais. D. E. T. — ³⁵ Est. B. — ³⁶ De heritage manque dans T. — ³⁷ B. — ³⁸ Partant. T. — ³⁹ B. D. E. T. — ⁴⁰ Quittez. A. — ⁴¹ Et delivrés. D. E. T. — ⁴² Non pas. D. E. T. — ⁴³ Dou. B. D. E. T.

^a Le mot *ville* avait à cette époque un sens très-étendu, et désignait de simples villages, formés quelquefois d'une seule paroisse et d'un petit nombre d'habitants, ou même des fermes, aussi bien que des cités populeuses. Ainsi le traducteur de Guillaume de Tyr, ayant à rendre en français les mots *suburbana loca ædificaverunt*, dit: « Ils i firent bones viles qui rendoient grans rentes. » P. 698. Souvent on ajoutait à ce nom un adjectif, et l'on disait: « ville campestre, ville desclose, ville du plat pays, » pour désigner un bourg ou un village.

^b Il était reçu en principe, que quiconque avait joui pendant un an et un jour d'une chose réelle ou d'un droit immobilier, par soi-même ou par ses auteurs, *non vi, non clam, non precario*, en avait par cela seul acquis la saisine et possession, et qu'il pouvait former complainte dans l'an et jour du trouble à lui fait. Voyez le *Grand Coutumier*, l. II, c. XXI, p. 138; Laurière, *Institutes coutumières*, t. II, p. 266.

^c C'est-à-dire, conformément à la loi sur les ventes.

a plusors servises¹ *; et de cestui heritage n'i ot onques vente faite : et por tant² le viaut avoir, se la court l'esgarde; sauf³ son retenaill. Le fuiant respondra que chascun peut dire : « Ce est de mon fié, et ce⁴ ne se peut vendre que par « l'assise. » Bien se gart qui l'alienera, ou vendra, ou donra, et la court qui le souffrira; car l'assise est tote parée⁵ b, qui dit, que por teneure d'an et de jor quitement et en pays, a l'on desrainié⁶ tel maniere d'eritage, come est dit devant. Et se⁷ ciaux à qui l'on vent ou done ou aliene heritage dedenz ville, ne puent⁸ pas saveir se il est de fié ou non⁹ c; cil¹⁰ qui le vent ou aliene s'en deit garder par la fei qu'il deit au seignor : car ce qui est de fié ou de servise ne dei l'on pas aliener franchement, ne la court où il est aliené ne le deit souffrir, se ce est de¹¹ fié, por quoi¹² elle le sache. Et se il peut ce devant an et jor demander, bien¹³ peut estre rapelé; et por ce fait on la seurté¹⁴ de garantir¹⁵ an et jor. Et bien est donc chose clere que, se¹⁶ l'an et le jor passe, que l'eritage ne seit chalongié¹⁷ que l'assise de la teneure le delivre tot outre, se celui qui a tenu l'eritage n'est parent de celui qui le requiert. Mais¹⁸ le parenté brise¹⁹ l'assise partot^d, mais que en deus leus tant soulement; ce est assaveir, quant celui qui a tenu l'eritage l'an et le jor, l'a eu d'escheete²⁰ de son pere ou²¹ de sa mere, qui en seit²² mort saisi et tenant, et²³ que il l'ait²⁴ tenu devant sa mort an et jor, veant et oiant celui qui ores²⁵ le requiert. Après ce ne vaut²⁶ le parenté neent²⁷ contre l'assise. Tot autretel est l'autre point, ce dient aucunes genz, mès je ne sui mie si bien membrant come de cestui²⁸. Car se celui qui tient eritage l'a tenu²⁹ an et jor, voiant et oiant le pere ou la mere de celui qui le requiert, et se l'eritage³⁰ muet et escheit³¹ de celle part où³² le pere ou la mere dou requerant vint, ou³³ celui ou celle à qui l'eritage peut escheir morust sanz ce que il le requist³⁴ ne eust³⁵, le fiz ne peut riens avoir par parenté³⁶ contre l'assise.

¹ *Servise pluissors*. A. *Se il y a servise*. D. E. T. Ce qui suit, jusqu'à *vente faite*, manque dans D. E. T. — ² *Partant*. T. — ³ *Et mete*. D. E. T. — ⁴ *Et le fié*. D. E. T. — ⁵ *Pour ce*. T. — ⁶ *Desreigné*. T. — ⁷ *Se manque dans B. D. E. T.* — ⁸ *B. Peut*. A. — ⁹ *Ou de non*. D. E. T. — ¹⁰ *Celui*. B. D. E. T. — ¹¹ *De manque dans B. Se est de*. D. E. T. — ¹² *Par quoi*. B. *Pour que il*. D. E. T. — ¹³ *Et se il puet estre seu dedenz an et jour, bien*. B. D. E. T. — ¹⁴ *Fait on service*. D. T. — ¹⁵ *Garantie*. B. — ¹⁶ *Se manque dans T.* — ¹⁷ *Chalangié*. B. *Chalongé*. D. E. T. — ¹⁸ *Car*. B. — ¹⁹ *Le parent brisse*. A. — ²⁰ *Et la teneure descheet*. D. E. *Et la teneure escheet*. T. — ²¹ *Et*. T. — ²² *Sont*. D. E. T. — ²³ *Et manque dans D. E. T.* — ²⁴ *L'a*. D. E. T. — ²⁵ *Orres*. A. — ²⁶ *Ne vaut riens*. B. *Venant rien*. D. *Venant riem*. E. *Venant vient*. T. — ²⁷ *Neent manque dans B. D. E. T.* — ²⁸ *Au lieu de cette phrase, mès je ne sui, etc. on lit dans B : et bien le cuit; et dans D. E. T : mais je ne suis mie si cler com de l'autre.* — ²⁹ *D. E. T.* — ³⁰ *Et cel irritage*. A. *Cel heritage*. D. E. T. Ce qui suit, jusqu'à *l'eritage*, manque dans D. T. — ³¹ *Et eschiet*. B. — ³² *Dont*. B. E. — ³³ *Et*. B. E. — ³⁴ *Requerit*. B. — ³⁵ *Ne eust manque dans D. E. T.* — ³⁶ *Par parenteis*. A.

* Par le droit des fiefs, le vassal pouvait aliéner la moitié de son fief. *Feudorum consuetudines*, l. II, tit. ix. Ce qui fut défendu par Lothaire II et par Frédéric I^{er}, *id.* l. II, tit. ix, XLIV, LV. Mais les coutumes rétablirent promptement la faculté de vendre les fiefs, même à des roturiers. Le droit de franc-fief avait pour but d'empêcher que ces aliénations ne devinssent trop fréquentes; mais à partir de l'époque des Croisades, aucun obstacle ne put entraver la facilité avec laquelle les fiefs passaient des mains des nobles dans celles des roturiers. L'auteur a traité ce sujet avec tous les développements nécessaires dans une autre partie de son livre. Voyez les chapitres CXLIII, CLXXXV, CLXXXVII, etc.

^b « Per che l'assisa è evidentissima. »

^c Quoique le mot *fief* présente l'idée d'une propriété

rurale, il n'en est pas moins vrai qu'à une époque où, selon l'expression de Brussel, I, 42, tout se donnait en fief, des fiefs purent être constitués sur des propriétés urbaines. Les seigneurs n'habitant pas les villes, et ne pouvant pas par conséquent exiger régulièrement les services qui leur étaient dus par leurs vassaux urbains, on conçoit qu'il ait pu se répandre de l'incertitude sur la nature des propriétés urbaines inféodées.

^d Parce que le droit d'intenter le cas de nouvelleté, ou de se plaindre d'avoir été déjeté de sa possession par force, appartenait toujours aux héritiers, conformément au principe : « Succession universelle de meubles et généralement toutes choses qui ont nature d'héritages ou de droit universel, chéent en complainte. » *Grand Coustumier*, l. II, c. XXI, p. 144, 155.

CHAPITRE XXXIX.

Cidit que por teneure que l'on face d'eritage¹ de merme² d'aage, an³ ne li griege⁴.

Et se il est chose que celui ou cele⁵ qui requiert heritage⁶ a esté merme d'aage, en tant come⁷ l'autre l'a tenu; et il dedenz an et jor, après ce que il fu en son dreit aage, est venuz à requeste; bien peut requerre l'eritage⁸, et de tant de tens come il fu merme d'aage, la teneure de son aversaire ne li griege⁹.

CHAPITRE XL.

Ci dit que por teneure que l'on face d'iritage de¹⁰ fors¹¹ païsé¹² ne li griege¹³.

Aussi dit l'on que se il avient que¹⁴ aucun home, se il est fors¹⁵ païs¹⁶, et il revient et il requiert aucun heritage que aucun autre ait tenu an et jor, aucunes genz veulent dire que l'assise de la teneure ne li griege¹⁷, por ce que il esteit fors¹⁸ païsé¹⁹, et que l'autre n'a tenu l'eritage lui veant et oiant. Et pluisors genz dient que la teneure vaut bien en celui point, et que por ce fu estable si longue²⁰ espace come de an et de jor, et que en tant de tens peut l'on bien venir d'outre mer qui vodra²¹. Et je ai oï dire²² que ceste assise fu faite especiaument²³ por ciaux qui avoient les heritages ou reiaume de Jerusalem; que, quant²⁴ la terre estoit en mauvais point, il aloient²⁵ outre mer, et l'on n'aveit qui defendist²⁶ la terre; et quant il savoient bones nouvelles, il²⁷ revenoient : et por ce fu estable l'an et le jor^b. Et l'on dit que aucune feis le²⁸ faisoit on²⁹ des fiés meismes, et après demora³⁰ des fiés, et torna as heritages l'assise : et se celui qui estoit³¹ for païsé³² en viaut requerre esgart³³, avoir le peut³⁴.

¹ B. — ² *Mermiau*. D. E. T. Ce qui suit du titre manque dans D. E. T. — ³ *An* manque dans B. — ⁴ *Griegen*. B. — ⁵ B. *Mais se il avient que celui qui*. D. E. T. — ⁶ *L'irritage*. A. — ⁷ *Que*. T. — ⁸ D. E. T. — ⁹ *Griegen*. B. — ¹⁰ B. — ¹¹ *For*. B. — ¹² *Payssé*. A. — ¹³ *Griegen*. B. — ¹⁴ B. — ¹⁵ *For*. B. — ¹⁶ *Payscé*. A. *Enci dit l'on que se celui qui requiert l'heritage est hors fort païsé*. D. *Enci dit l'on que celui qui requiert l'iritage et fors païsé*. E. *Enci dit l'on que se celui qui requiert heritage est hors païs*. T. — ¹⁷ *Griegen*. B. — ¹⁸ *For*. B. — ¹⁹ *Payscé*. A. — ²⁰ *Establi si lonc*. D. E. *Establi lonc*. T. — ²¹ *Veut*. B. *Veaut*. D. E. T. — ²² *Dire souvent*. D. E. T. — ²³ *Especiallyment*. A. — ²⁴ *Et quant*. B. *Car quant*. D. E. T. — ²⁵ *Si aloit*. D. E. T. — ²⁶ *Deffendoit*. D. E. T. — ²⁷ *Si*. D. E. T. — ²⁸ *Le* manque dans D. E. T. — ²⁹ *La faisseit on*. A. — ³⁰ *Demorra*. A. *Des fiés* manque dans B. D. E. T. — ³¹ *Est*. B. T. — ³² *Fors payscé*. A. *Qui fors païsa*. D. E. — ³³ *Requerre recort ou conoissance de court*. D. E. T. — ³⁴ *Porra*. B.

^a *Non est incognitum, id temporis, quod in minore ætate transmissum est, longi temporis præscriptioni non imputari: ea enim tunc currere incipit, quando ad majorem ætatem dominus rei pervenerit.* Cod. l. VII, t. xxxv, l. 3. Voyez le c. xvi des *Coutumes de Beauvoisis* : « Liqueix parole des enfans qui sont soubz aage. »

^b D'après la règle générale, on ne pouvait pas opposer à l'absent la tenure d'an et jour (*Établissements*, l. I, c. clvi); et, comme le dit l'auteur, l'exception dont il est parlé dans ce chapitre, avait été créée pour le royaume de Jérusalem, et dans des vues purement politiques.

CHAPITRE XLI.

Coment l'on deit demander jor, quant l'on viaut plait fuyr.

Se le fuiant demande jor au claim que l'on fait de lui; et il viaut cel¹, plait fuyr; il le deit premier² demander o³ si feible⁴ raison, se il peut, que; quant il se metra en l'esgart de la court, sauf son retenaill, que la court esgarde qu'il n'ait⁵ chose dite par quoi il doie⁶ avoir jor. Et quant il aura cel esgart perdu, si redie⁷ une autre feible⁸ raison, et se mete⁹ en esgart, sauf son retenaill; et tel, se il puet, qu'il perde¹⁰ cel autre esgart. Et ensi se mete¹¹ toutes feis¹² comme il onques porra, en esgart que il perde, mais que il sauve tozjors son retenaill; et enssi porra il mout le plait fuir¹³, et après le jor¹⁴ avoir autre jor¹⁵, se le requérant ne se¹⁶ seit garder. Et quant totes les feibles¹⁷ raisons faudront au fuiant, par quoi il perdra les esgars¹⁸ d'avoir le jor, die lors que il viaut le jor avoir, se la court l'esgarde; por ce que¹⁹ il est assise ou²⁰ usage en la Haute Court dou reiaume de Jerusalem, que l'on a à toz²¹ noviaux claims jor²², se l'assise ne le tolt; ne il²³ n'i a assise qui le jor tolt²⁴ de ce claim; et mete sei en l'esgart de la court, sauf son retenaill. Et ensi aura le jor²⁵ de ce se n'est de claim²⁶ de quoi assise tolt²⁷ le jor, et que²⁸ son aversaire li²⁹ sache le jor defendre à³⁰ avoir.

CHAPITRE XLII.

Coment le requérant se deit garder que le fuiant n'ait plusors³¹ esgars, et après le jor³².

Se le requérant se viaut garder que le fuiant ne delaie le plait par perdre³³ plusors³⁴ esgars à avoir³⁵, quant il veit³⁶ que le fuiant ne demande jor, si come il deit, por non avoir le tost au claim de quoi³⁷ assise ne tolt le jor³⁸; die le requérant si feible³⁸ raison par quoi il perde cel esgart³⁹, et que le fuiant ait jor par esgart de court⁴⁰ le plus tost qu'il porra. Car⁴¹ meaus⁴² li viaut il tost le jor

¹ B. C. E. *Et l'on veant cel.* D. T. — ² *Premierement.* D. E. T. — ³ A. B. D. E. T. — ⁴ *Fieble.* B. *Feble.* C. — ⁵ *N'a.* B. C. D. E. T. — ⁶ B. C. *Il deit.* A. — ⁷ B. C. *Si die.* A. — ⁸ *Fausse.* B. — ⁹ *Met.* A. — ¹⁰ *Pert.* A. — ¹¹ C. *Met.* A. *Mette.* B. — ¹² *Tant de fois.* D. E. T. — ¹³ B. C. E. *Le faire fuir.* D. T. — ¹⁴ *Le tout.* D. T. — ¹⁵ *Autre jor* manque dans B. C. — ¹⁶ B. *N'en se.* C. *Ne s'en.* D. E. T. — ¹⁷ *Fausses.* B. *Foibles.* C. — ¹⁸ *L'esgart.* B. — ¹⁹ *Et por ce que.* D. E. T. — ²⁰ *Et.* T. — ²¹ *L'on a tous les jours.* D. E. T. — ²² *Et jour.* D. E. T. — ²³ B. *Ne il n'a.* C. *Et i' ne n'a.* D. E. T. — ²⁴ *Toille.* B. C. *Teule.* D. *Teulle.* E. T. — ²⁵ Ce qui suit, jusqu'à le jor, manque dans D. T. — ²⁶ *Chose.* B. — ²⁷ *Toille.* B. *Tot.* C. — ²⁸ *De quoi.* D. T. — ²⁹ *Li ne.* B. — ³⁰ *Ne.* D. E. T. — ³¹ B. C. *Pluissor.* A. — ³² *Et après* aura le jour. B. *Et après ait le jor.* C. — ³³ B. C. E. *Prendre.* A. *Por perdre.* D. *Por rendre.* T. — ³⁴ B. C. *Pluissors.* A. — ³⁵ *D'avoir jor.* C. *De avoir.* D. E. T. — ³⁶ *Veut.* B. — ³⁷ *A quoi.* B. — ³⁸ *Fieble.* B. — ³⁹ Ce qui suit, jusqu'à esgart de court, manque dans D. E. T. — ⁴⁰ B. C. — ⁴¹ *Que.* D. E. T. — ⁴² *Miant.* A.

* « Quando vede chel reo non domanda termine, come si deve, per non lo haver subito a la dimanda, che l'assisa non tuol el termine, dica, etc. »

à avoir, que laisser le à¹ avoir de claim de quoi² assise ne tolt le jor, mais que il soit per esgart de court, que metre sei en plusors esgars³ qui aloignent⁴ son plait, et que le fuiant ait après le jor⁵.

CHAPITRE XLIII.

Qui viaut plait foyr, coment il deit demander⁶ jor à claim⁷ de quoi assise tolt le jor.

Qui viaut le plait fuyr à claim de quoi on dit que assise tolt le jor, et le claim n'est⁸ de murtre ou d'omicide, ou de chose que il⁹ coveigne à neer¹⁰ ainz que on demande jor au¹¹ claim¹² où l'on est ataint, si demande jor au claim, et die ensi : « Je viaus avoir jor au¹³ claim, se la court l'esgarde; » et mete son retenaill, sanz plus dire à cele feis. Et, quant il aura perdu cel esgart, die : « Je viaus avoir jor, se la court l'esgarde, por ce que l'on onques de cest claim ne se clama de mei en¹⁴ court; » et mete son retenaill. Et quant il aura cel esgart perdu, die ce meismes et tant plus, que l'on onques ne se clama¹⁵ de lui¹⁶ de ce¹⁷ en court où il fust¹⁸ present; et mete¹⁹ sei en esgart, sauf son retenaill. Et après²⁰ die : « Je viaus avoir jor, se la court l'esgarde; por ce que je entens que l'on a de toz noviaus claims jor; » et mete son retenaill²¹. Et après die : « Je viaus avoir jor, se la court l'esgarde; por ce que je entens que l'on deit avoir de toz noviaus claims jor, se usage ne le tolt; » et mete son retenaill. Et après die : « Je viaus avoir jor, se la court l'esgarde; por ce que je entens que l'on deit avoir jor à toz noviaus claims, se costume ne le tolt; » et mete son retenaill²². Et après die : « Je viaus avoir jor en²³ cest claim, por ce que je entens que l'on deit avoir jor à toz noviaus claims, se assise ne le tolt; » et mete son retenaill. Et après ce²⁴ die : « Je viaus avoir jor, se la court l'esgarde, por ce que de²⁵ toz noviaus claims a l'on jor²⁶, se assise ou usage ou costume ne le tolt; ne je n'entens que il y ait costume qui cest jor tolt²⁷; » et mete son retenaill. Et après die : « Je viaus avoir jor, se la court l'esgarde; por ce que je n'entens qu'il seit usage qui cest jor tolle; » et mete son retenaill²⁸. Et après die : « Je viaus avoir jor²⁹, se la court l'esgarde; por ce que je n'entens qu'il seit assise qui cest jor tolle; » et mete

¹ Le à manque dans D. E. T. — ² B. C. *Que de*. A. Cette phrase est ainsi construite dans B : *Car meaus li vaut le jor tost, que laisser à avoir le claim de quoi assise ne tout le jour*; et dans C : *Que meaus li vaut il le jor tost laisser avoir le claim de quei assise ne tot le jor*. — ³ En esgart pluissors. A. *Que mete son retenail en plussors esgars*. T. — ⁴ Ehloignent. D. E. T. — ⁵ Aura après jour. B. Ait après jor. C. Dit après jour. D. E. T. — ⁶ Demandé. A. — ⁷ A plait. B. — ⁸ Est. D. E. T. — ⁹ Qui. B. — ¹⁰ Avoir. D. E. T. — ¹¹ A cest. D. E. T. — ¹² Ce qui suit; jusqu'à claim, manque dans D. E. T. — ¹³ A cest. B. C. — ¹⁴ A. B. C. — ¹⁵ Clama on. B. — ¹⁶ Moi. T. — ¹⁷ De ce manque dans D. E. T. — ¹⁸ Je fuisse. B. Je fuse. C. Il feusse. D. Je fusse. E. T. — ¹⁹ Mettre. E. Metra. T. — ²⁰ Après manque dans D. E. T. — ²¹ Ce qui suit, jusqu'à retenaill, manque dans D. E. T. — ²² A. B. C. — ²³ B. — ²⁴ A. E. T. — ²⁵ A l'on jor manque dans T. — ²⁶ Teulle. B. E. T. Toille. C. Teule. D. — ²⁷ Et se mete en esgart et en retenail. D. E. T. — ²⁸ Je l'voill avoir. C. — ²⁹ Qu'il y ait. C. D. E. T.

* Quoiqu'on soit autorisé à ne considérer ces moyens dilatoires que comme les produits d'un esprit de chicane très-subtil et très-exercé, il n'en est pas moins vrai qu'il y avait, au XIII^e siècle, une différence sensible entre l'usage et la coutume. L'usage était une pratique reçue,

mais non consacrée; la coutume, au contraire, était une pratique reçue et consacrée. Les jurisconsultes romains admettaient aussi une distinction entre *mos* et *consuetudo*. Voyez *Dig. l. I, t. III, l. 32, 34, 35, 36*, etc.

son retenaill¹. Et après die : « Je viaus avoir jor, se la court l'esgarde; por ce que
 « je n'entens qu'il seit² costume qui³ cest jor tolle; » et mete son retenaill. Et
 après die : « Je viaus avoir jor⁴, se la court l'esgarde; por ce qu'il n'a usage en cest
 « reiaume qui le jor tolle; » et mete son retenaill⁵. Et après die : « Je viaus avoir jor
 « à cest claim, por ce qu'il n'i a assise en cest reiaume qui le jor tolle; » et mete son
 retenaill. Et se le requereor⁶ dit qu'il n'i a point de creissance⁷ en ces deus⁸ de-
 reains⁹ dis ou en aucun d'iaus, die le fuiant que si a, et die coment il a creis-
 sance que il dist en son dereain¹⁰ dit que il n'entendait que ensi fust. Et ores
 dit sanz entendement¹¹ que si¹² n'est mie por quoi il entende¹³ que ce seit creis-
 sance, et de ce se met il¹⁴ en la conoissance de la court, se ce¹⁵ est creissance
 ou non. Et après die : « Je viaus avoir jor, se la court l'esgarde, por ce que se¹⁶
 « l'on ne seit¹⁷ que ce seit usage que l'on ait¹⁸ jor de tel claim, ce n'est que por ce
 « que il n'i a nul de ciaux qui orres sont ci¹⁹ en la court, qui ait veu cest chose
 « faire ne²⁰ user : et tot seit ce que nul de ciaux qui orres sont ci²¹ en la court n'ait²²
 « veu ce faire ne user, n'est il²³ pas si come je entens²⁴ que il ne seit usage ou
 « reiaume de Jerusalem, que l'on deit²⁵ avoir jor de tel claim : car il ne sera jà
 « trové que en la Haute Court dou reiaume de Jerusalem²⁶ ni en ceste²⁷ de Chipre,
 « s'il plaidée en Chipre²⁸, n'en²⁹ ait esté coneu³⁰ qu'il soit usage³¹ qui cest jor
 « tolle³²; et se il esteit³³ usage qui cest jor tolsist³⁴, donc aureit³⁵ esté coneu et uzé
 « l'usage³⁶ en celle court et en ceste³⁷. Mais por ce qu'il ne l'est³⁸ ne³⁹ ne fu il
 « onques coneu, por quoi je ne viaus qu'il demore, por chose que voz aiés dite,
 « que je n'aie le jor, se la court l'esgarde. » Et mete son retenaill. Et après die :
 « Je viaus avoir jor, se la court l'esgarde; por ce que je n'entens qu'il ait esté
 « coneu en la Haute Court dou dit reiaume, » s'il plaidée en⁴⁰ Chipre⁴¹, « ni en
 « ceste⁴², que il seit costume qui cest jor tolle; et que se il fust costume qui cest⁴³
 « jor tolsit⁴⁴, donc⁴⁵ eust il esté coneu et acostumé⁴⁶ en ceste⁴⁷ court et en celle dou
 « reiaume de Jerusalem⁴⁸ : et puisqu'il n'a esté coneu ne acostumé⁴⁹ en ceste court
 « ni en celle, viaus je avoir le jor, se la court l'esgarde; » et mete son retenaill.
 Et après die : « Je⁵⁰ viaus avoir le jor, se la court l'esgarde; por ce que je n'en-
 « tens⁵¹ qu'il ait⁵² esté coneu en la Haute Court dou dit reiaume qui y plaideoie, ni
 « en cele de Chipre⁵³, qu'il⁵⁴ seit assise qui cest jor tolle; et se il fust assise qui cest jor
 « tolsist⁵⁵, donc eust il esté coneu et fait en cest court et en celle de Chipre⁵⁶. Et
 « puisque il⁵⁷ n'a esté coneu ne fait⁵⁸ en ceste court ni en celle de Chipre⁵⁹, qu'il

¹ Ce qui suit, jusqu'à son retenaill, manque dans B. — ² Por ce que il n'i a. c. — ³ Qu'il. c. — ⁴ Je l'voill avoir. c. — ⁵ Ici on lit dans c : Et après die : « Je voill avoir jor, se la cort l'esgarde, por ce qu'il n'i a costume en cest roiaume qui le jor toille. » Cette variante étant une répétition, nous ne la faisons pas entrer dans le texte. — ⁶ Requerant. B. c. — ⁷ Cressance, et ainsi dans la suite. B. D. E. T. — ⁸ III. c. D. E. T. — ⁹ Derains. B. E. T. Derrains. c. D. — ¹⁰ Autre. B. c. D. E. T. — ¹¹ Entendre. D. T. — ¹² Enssi. B. II. T. — ¹³ Entent. B. c. Je entens. D. E. T. — ¹⁴ Mete il. B. — ¹⁵ Ce se. A. — ¹⁶ c. D. E. T. — ¹⁷ Por ce que semblant me soit. B. — ¹⁸ A. B. c. — ¹⁹ Si. A. — ²⁰ Et. B. — ²¹ Si. A. — ²² N'ai. A. Ait. B. — ²³ Et n'est il. B. — ²⁴ Je l'entens. D. E. T. — ²⁵ Ne doit. B. Doie. D. E. T. — ²⁶ La phrase qui suit est ainsi construite dans c : S'il plaideoie en Chipre, n'en ceste. c. D. E. Ces mots manquent dans T. — ²⁷ Ne de. B. — ²⁸ Qui i plaide. B. — ²⁹ Que il. B. N'en manque dans c. D. E. T. — ³⁰ Trové. c. — ³¹ B. c. — ³² Que ce jor toille. c. Que cest jour teulle. D. E. T. Ce qui suit, jusqu'à tolsist, manque dans D. T. — ³³ Est. B. — ³⁴ Toille. B. Tosist. c. — ³⁵ Auroit il. B. — ³⁶ L'usage manque dans B. — ³⁷ De celle court en ceste. D. E. T. — ³⁸ N'est. c. — ³⁹ D. E. T. — ⁴⁰ En celle de. D. E. T. — ⁴¹ Ne en cele de Chipre. B. — ⁴² Ni en ceste manque dans B. — ⁴³ Que c'est. T. — ⁴⁴ Tousist. B. Tosist. c. Tollist. D. T. Tolist. E. — ⁴⁵ Donques. B. — ⁴⁶ Coneu à costume. B. — ⁴⁷ Cest. A. — ⁴⁸ Et en cele de Chipre. B. — ⁴⁹ Et por ce qu'il n'a esté acostumé. B. — ⁵⁰ Je ne. D. T. — ⁵¹ Je entens. D. T. — ⁵² Que il y ait. c. Que il a. D. T. — ⁵³ B. S'il plaideoie en Chipre, ne en ceste. c. D. E. T. — ⁵⁴ Qui. B. — ⁵⁵ Tousist. B. Tosist. c. — ⁵⁶ B. Et en cele dou reiaume de Jerusalem. c. Ce qui suit, jusqu'à Chipre, manque dans D. E. T. — ⁵⁷ Puis qui. A. — ⁵⁸ Ne fait manque dans B. c. — ⁵⁹ B.

« seit¹ assise qui cest jor tolle, viaus je avoir le jor, se la court l'esgarde; » et mete son retenaill. Et après die² si come il est devant dit, mais que il met³, en chascun dit, en leuc de⁴ conoissance, esgart; et se le requérant dit que il n'i a pas⁵ creissance, si die que il y a changement ou creissance, et tel par quoi⁶ il entent que il deit⁷ jor avoir. Et de ce se met il⁸ en la conoissance⁹ de la court, sauf son retenaill. Et die que le changement ou la conoissance est en ce que il dit¹⁰ avant conoissance, et¹¹ ore¹² dit *esgart*; et que esgart et¹³ conoissance n'est mie une meisme chose : car l'on fait d'une parole conoissance de¹⁴ court, ne esgart ne peut l'on faire d'une parole; por quoi il est clere chose que esgart et¹⁵ conoissance n'est mie une meisme chose^a. Por quoi il dit que en son dit a changement¹⁶ ou creissance : si viaut avoir de ce jor, se la court l'esgarde; et mete son retenaill. Et se il pert toz les avant diz esgars et¹⁷ conoissances, si die : « Je viaus avoir jor, se la court l'esgarde; por ce¹⁸ que je n'entens que il ait¹⁹ costume ou reiaume de Jerusalem ne en cestui²⁰ de Chipre²¹, » s'il plaidée en Chipre²², « qui cest jor tolle. » Por quoi je ne viaus qu'il demore, por chose que voz aiés dite, que je le jor n'aie, se il²³ n'est avant prové par la court dou reiaume de Jerusalem que il ait²⁴ esté costume qui le jor tolle de tel²⁵ claim; » et mete sei en l'esgart de la court²⁶, sauf son retenaill. Et ensi le face après²⁷ de l'usage, et après de l'assise. Et se le requérant dit²⁸ aucune feis en sa parole, que il est us ou²⁹ costume ou³⁰ assisé ou reiaume de Jerusalem qui cest jor tolt, née le maintenant le defendeur; que se le requereor³¹ ne l'euffre à prover³², que³³ il aura jor³⁴ et se il l'euffre à prover, si die le defendeur : « Je ne viaus³⁵ respondre au³⁶ claim que vos faites³⁷ de mei, se la court ne l'esgarde, tant que voz aiés prové si come vos devés ce que voz avés dit et offert à prover, et que je ai néé; et me met³⁸ de ce en l'esgart de la court³⁹, sauf mon⁴⁰ retenaill. » Et se le requérant se garde de la preuve⁴¹ acueillir à sei, si que le defendeur ne la li⁴² puisse faire acueillir, die le defendeur, quant il aura perdu toz les dis esgars et totes les dites conoissances, que il viaut le jor avoir, se la court l'esgarde, por ce que il est usage ou reiaume de Jerusalem que on a jor de tel claim ou dou semblant⁴³; et ce est il prest de⁴⁴ prover tot ensi comme la court esgardera ou conoistra que il prover le dée⁴⁵. Et après le face ensi de la costume, et après de l'assise, l'un avant l'autre. Et ensi aura jor le fuiant au claim de quoi assise tolt le jor, ou il plus esloignera le plait que dou jor avoir, se le requérant ne s'en⁴⁶ set garder^b.

¹ Que il i ait. B. Ne qu'il y a. c. — ² Redie. c. d. e. t. — ³ Qu'il n'i ot. c. — ⁴ De la. B. c. Cette phrase : Mais que il met, etc. jusqu'à le requérant dit, manque dans d. e. t. — ⁵ Point de. B. — ⁶ Et tel que. B. — ⁷ Doie. B. Doive. c. — ⁸ B. — ⁹ En l'esgart. d. e. t. — ¹⁰ Dist. c. — ¹¹ c. — ¹² B. c. Or. A. — ¹³ Ne. c. — ¹⁴ En. B. — ¹⁵ Ne. c. Et conoissance manque dans d. t. — ¹⁶ Il dit en son dit changement. d. e. t. — ¹⁷ Ou. c. — ¹⁸ Et por ce. c. — ¹⁹ J'entens qu'il n'i ait. c. Je entens qu'il y a. d. e. t. — ²⁰ Celui. B. Cestui ci. B. t. — ²¹ De Chipre manque dans c. d. e. t. — ²² S'il plaidée en Chipre manque dans B. En pleidoiant. d. e. t. — ²³ Si. B. S'il est. d. e. t. — ²⁴ Esté manque dans B. c. d. e. t. Qu'il y ait. c. — ²⁵ Cest. B. d. e. t. — ²⁶ En esgart. c. d. e. t. — ²⁷ Après manque dans B. — ²⁸ Die. A. — ²⁹ Et. d. e. t. — ³⁰ Et. t. — ³¹ Requierant. B. d. e. t. — ³² Ce qui suit, jusqu'à prover, manque dans d. e. t. — ³³ Que manque dans B. c. — ³⁴ Le jour. B. c. — ³⁵ Je ne vos veuill. c. — ³⁶ A. B. — ³⁷ Faciés. B. — ³⁸ Et mete soi. B. Et mete se. c. e. Et mete s'en. d. t. — ³⁹ En esgart. c. — ⁴⁰ Son. B. c. d. e. t. — ⁴¹ Premiere. B. — ⁴² Li manque dans c. d. e. t. — ⁴³ Ou de semblable. B. — ⁴⁴ Dou. A. c. Se il est prest dou. d. e. t. — ⁴⁵ Ce qui suit, jusqu'à costume, manque dans B. — ⁴⁶ N'en se. c.

^a Voyez du Cange, *Glossarium*, verbis *Esgardium* et *Consideratio curiæ*; Observations sur les Établissements de saint Louis, dans l'édition de Joinville, donnée par le même, p. 168, note 39; et notre Glossaire.

^b Les cours de Jérusalem et de Chypre n'avaient, à ce qu'il paraît, aucun moyen de faire justice de ces misérables subtilités. Il n'en était pas ainsi dans les cours de France; ces tribunaux accordaient, sous les noms d'es-

CHAPITRE XLIV.

Comment le requérant se doit garder que le fuiant n'esloigne le plait par¹ demander jor.

Se le requérant se viaut garder que le fuiant n'esloigne le² plait par³ demander jor, en la maniere avant dite, au claim de quoi assise tolt le jor, il doit dire maintenant que le fuiant demande jor au⁴ claim de quoi assise tolt⁵ le jor, que il ne viaut qu'il ait le jor por tel⁶ et por tel raison : et die totes les raisons ensemble par⁷ quoi il li⁸ cuide le jor tolir. Et après die et portant plus que il est uz ou⁹ costume¹⁰ ou¹¹ assise ou reiaume de Jerusalem, qui tolt le jor à tel¹² claim; et ce est il prest de¹³ prover tot ainsi come la court esgardera ou¹⁴ conoistra que il prover le¹⁵ deie; por quoi il ne viaut que il ait jor, se la court ne l'esgarde; et sauve¹⁶ son retenaill. Et je cuit¹⁷ que la court esgardera que, se il peut prover par recort de court que il seit uz ou costume ou assise qui¹⁸ le jor tolle de tel claim, que le fuiant n'aura point de cel jor¹⁹. Et se il y a deus homes de la court ou plus qui recordent que il aient veu esgarder ou conoistre à la court que il y ait²⁰ assise ou usage qui²¹ tel²² jor tolt²³, que le requérant a prové son dit, si come il deit²⁴. Et²⁴ se plusors²⁵ de ciaux de la court dient que²⁶ il ont adès²⁷ veu user que l'on de tel claim n'a pas jor, ne que il ne virent onques avoir jor de tel claim; et que il aient plusors autres²⁸ feis veu avenir²⁹ de³⁰ tel cas en la court, de quoi le fuiant demandeit³¹ jor au claim et ne l'ot³² mie : à mei semble que le requérant a prové soufisaument³³ que le fuiant ne doit pas avoir jor de tel³⁴ claim. Et por ce le me semble il ensi, que³⁵ à peines³⁶ me semble il³⁷ que l'on puisse³⁸ assise prover, que par ce que³⁹ l'on a oy⁴⁰ dire, et par ce que l'on l'a veu⁴¹ user come assise; ou que l'on a tozjors acostumeement⁴² usé à faire en

¹ Por. B. D. E. T. — ² Ne se ehloigne de. D. E. T. — ³ Por. B. — ⁴ De. D. E. T. — ⁵ Teulle. D. T. Toile. B. — ⁶ Chose. B. — ⁷ Por. B. C. — ⁸ Li-manque dans T. — ⁹ Et. D. E. T. — ¹⁰ C. — ¹¹ Et. D. E. T. — ¹² Cel. B. — ¹³ A. D. E. T. — ¹⁴ Et. B. — ¹⁵ Li. D. E. T. — ¹⁶ Sauf. B. — ¹⁷ Croi. B. C. D. E. T. — ¹⁸ Que. D. E. T. — ¹⁹ De jour. B. — ²⁰ Il i a. c. Il ait. D. E. T. — ²¹ Que. D. E. T. — ²² Cel. B. C. — ²³ Toille. B. — ²⁴ Ou. c. — ²⁵ Pluisor. A. — ²⁶ Court dont. c. — ²⁷ Adès manque dans B. — ²⁸ Autres manque dans T. — ²⁹ Veu avenir manque dans B. — ³⁰ De manque dans c. — ³¹ Demanda. c. Demande. D. E. T. — ³² L'avoit. B. — ³³ Soufissamment. A. Suffisamment. D. Suffisamment. E. T. — ³⁴ Cel. B. — ³⁵ Car. B. — ³⁶ A poine. B. A peine. D. E. T. — ³⁷ B. C. — ³⁸ Que l'on puisse manque dans c. — ³⁹ Par ce que manque dans B. C. D. E. T. — ⁴⁰ Ait oi. B. — ⁴¹ L'on voit. c. L'on veaut. D. E. T. — ⁴² Costumement. D. E. T.

soines et de contremands, des délais aux plaideurs empêchés; mais ces délais tiraient tous leur origine de faits opposés, ou au moins étrangers à la volonté des parties; et si l'une d'elles cherchait à fuir le plaid à l'aide de ruses, aussitôt la cour donnait défaut contre elle. « Aucuns sont, dit Beaumanoir, c. III, p. 25, qui bien se presentent de deus eure de midi, et après s'en vont de la court sans congié; ou quand leur averse partie veut plaider, il dient pour faire anui à cheux contre qui ils ont à plaider, que il attendent leur conseil, mès bien s'i gardent chil qui ainsint font, car se il attendent tant que eure soit passée, et que chil qui tient la cour s'en vueille partir à l'eure que il a accoustumé à partir s'en, il chient en défaut, car poi vaudroit leur presentation se il ne vouloient aler avant en la querele. » Voyez dans les *Olim*, un défaut pro-

noncé contre le roi d'Angleterre, parce que son procureur ne voulait pas s'expliquer sur un fait. T. I, p. 833, n° XLVI.

* Le nombre de juges nécessaire pour faire un record variait selon les coutumes. L'ancien coutumier de Normandie nous apprend que, dans la cour du roi, le record pouvait être fait par le roi et un juge, ou par trois juges sans le roi; que sept juges au moins faisaient le record en cour d'échiquier ou en assises. Pour le *record de bataille*, on exigeait également sept hommes jurés; pour les *records de vue et de pasnage*, quatre chevaliers, un sergent et huit hommes loyaux. *Coutumier général*, IV, 43, 44; Houard, *Anciennes lois des François*, I, 223. Dans les juridictions inférieures de certains pays, deux hommes suffisaient, comme ici, pour recorder. De Fontaines, ch. XXI, art. 42. Voyez plus bas cc. CLXVI et CLXVII.

la court de tel cas ou dou¹ semblant, me semble il et est raison par les choses desus ditez, que il ne doit avoir point de jour². Et se le requérant ne³ peut ce prover, il n'i pert que tant⁴ que le fuiant a jor, et miaus li viaut il⁵ que son aversaire ait tost jor, se il ne le⁶ peut prover que il i⁷ ait⁸ assise ou uz ou costume qui⁹ le jor tolle, que desleer¹⁰ le plait par tant d'esgars come est avant dit, et perdre¹¹ après¹² le jor. Et ce face se il li¹³ semble que il puisse prover si come il deit, que il seit assise ou usage qui¹⁴ le jor tolle. Et que il ait ce prové en plus brief termine¹⁵ que n'est le jor de quinzaine¹⁶. Et se il ne le cuide prover en plus brief terme que en¹⁷ quinze jors, si li laist¹⁸ le jor avoir le plus tost qu'il pora : mais que ce seit par esgart de court.

CHAPITRE XLV.

Coment le requérant¹⁹ deit le plait abregier.

Se le clamant viaut son plait abregier, otreie ce que le fuiant dira el plait que il cuidera perdre²⁰ par esgart ou par conoissance de court, se ce n'est chose²¹ de quoi il perde la²² carelle, ou de chose²³ de quoi il receive mort ou honte ou deseritement²⁴ ou autre damage. Que tels choses²⁵ ne deit nus²⁶ otreier ne conoistre en court por deus raisons : l'une, por ce que espeer la court ne l'esgarde-rait²⁷ pas si come il entent; l'autre, que tot le deust la court ensi esgarder, ne le deit il faire; que il²⁸ est mains mal²⁹ et mains leit³⁰ que ce seit fait³¹ par esgart ou³² par conoissance de court, que par son otrei et par sa conoissance en court. Que³³ nul ne deit aucunes³⁴ des dites choses otreier ne conoistre en court, tant come il s'en puisse garder et³⁵ defendre.

CHAPITRE XLVI.

Que deit faire celui qui tost viaut son plait ataindre³⁶.

Qui viaut tost son plait ataindre, il deit faire estre en la court tant de ses amis come il plus³⁶ porra, et proier³⁷ les que il soient ententis³⁸ as paroles qui

¹ De. B. D. E. T. — ² B. — ³ Ne manque dans D. E. T. — ⁴ Tant fors. B. — ⁵ Li vaut. B. — ⁶ Le manque dans B. D. E. T. Ne le manque dans C. — ⁷ B. C. — ⁸ A. C. — ⁹ Que. D. E. T. — ¹⁰ B. C. D. E. T. Qui deslée. A. — ¹¹ B. C. D. E. T. Perde. A. — ¹² Après manque dans B. — ¹³ Se il ne. C. — ¹⁴ Que. D. E. T. — ¹⁵ Terme. B. C. D. E. T. — ¹⁶ Le jour qui n'est que de xv. jours. B. C. D. E. T. Ce qui suit, jusqu'à xv. jors, manque dans D. E. T. — ¹⁷ Les. B. C. — ¹⁸ Lesse. B. Plaise. C. — ¹⁹ Clamant. B. C. D. E. T. — ²⁰ Perdre manque dans C. — ²¹ Chose manque dans C. — ²² Sa. B. D. E. T. — ²³ De chose manque dans B. C. D. E. T. — ²⁴ Desheritement. C. D. E. T. — ²⁵ Car tel chose. B. — ²⁶ Nul. B. C. D. E. T. — ²⁷ Ne l'esgardera. B. C. D. E. T. — ²⁸ Car il li. B. Que il li. C. Car il li. D. E. T. — ²⁹ Maus. A. — ³⁰ Lait. B. C. E. Laid. D. T. — ³¹ B. D. E. T. — ³² Et. B. — ³³ Car. B. — ³⁴ Nules. B. — ³⁵ Ne. B. C. Ou. D. E. T. — ³⁶ Plus manque dans B. D. E. T. — ³⁷ Prier. B. C. D. E. T. — ³⁸ Ententif. A. Entendis. C.

³⁶ L'auteur, après avoir donné aux plaideurs des conseils si opposés à la bonne foi, enseigne aux juges, dans

ce chapitre, l'art d'éloigner ou de rapprocher l'époque du jugement, selon que leur partialité avouée pour l'une

seront dites el¹ plait bien² entendre et retenir, si que il les³ sachent recorder as esgars et as conoissances, se mestier li est; et que ciaux⁴ veent et⁵ conoissent, quant il seront⁶ as esgars et⁷ as conoissances⁸ de son plait⁹, que se¹⁰ cel esgart ou celle conoissance est¹¹ por lui, que il ne¹² preignent nul respit, ainz dient leur avis sanz respit prendre¹³ se il en sont apencés¹⁴: et se les autres veulent respit prendre, ne le¹⁵ sueffrent mic¹⁶, ainz les¹⁷ facent destraindre si come il deivent¹⁸ au conestable ou à celui qui sera en son leuc en la court, à¹⁹ demander as homes de dire leur avis²⁰; et ensi les poront il destraindre. Que²¹ quant il auront dit leur avis, se²² les autres ne veulent dire le leur, por ce²³ que il vodront²⁴ prendre respit d'iaus apenser ou conseilier, ou por²⁵ le plait esloignier; et dient que il entendent²⁶ que il ne sont pas bien apencés²⁷ dou dire. Se²⁸ ciaux qui ont dit leur avis requierent²⁹ au conestable, se il est en la cort³⁰ ou à celui qui sera³¹ en son leuc, que il les destraigne, si come il deit, de dire leur avis, que³² il ont dit le leur³³, le³⁴ conestable, ou celui qui sera en son leuc³⁵, lor deit dire: « Je voz comans³⁶ de³⁷ par mon seignor tel³⁸, » et le nome, « que³⁹ voz dites vostre avis, ou que voz⁴⁰ voz en⁴¹ acquittés, si come devez. » Et se⁴² ciaux qui dient qui⁴³ ne sont pas apencés⁴⁴ de dire lor avis⁴⁵, deivent dire que⁴⁶ par la fei qu'il deivent au seignor, qu'il ne sont pas si apencés qu'il le puissent⁴⁷ dire o⁴⁸ nete⁴⁹ conscience⁵⁰, sont quittez⁵¹, et lors ciaux qui ont dit lor avis poront⁵² faire⁵³ l'esgart qu'il auront fait retraire devant le seignor, se il sont deus ou plus. Car, puisque partie de la court a dit son avis, l'autre partie tot seit elle le plus, ne peut l'esgart⁵⁴ respiter, se ce n'est par la volenté de ciaux qui ont dit leur aviz qui⁵⁵ les pevent faire destraindre, si come est dessuz dit, par le conestable ou par celui que le seignor aura establi en son leuc en la court por demander⁵⁶. Et se le conestable n'i est, ne nul⁵⁷ n'a⁵⁸ esté establi por le seignor à ce demander⁵⁹, ciaux qui ont dit lor avis deivent venir devant

¹ As. D. E. T. — ² Et bien. C. D. E. T. — ³ Le. D. T. — ⁴ Et que se il. C. D. E. T. — ⁵ Ou. B. — ⁶ Seront manque dans D. T. — ⁷ Ou. C. A esgart et. T. — ⁸ Ce qui suit, jusqu'à conoissance, manque dans D. T. — ⁹ Se mestier li est de son plait. E. — ¹⁰ Se manque dans C. — ¹¹ Et. D. E. T. — ¹² Nen. C. — ¹³ Ce qui suit, jusqu'à respit prendre, manque dans D. E. T. — ¹⁴ Apensé. B. — ¹⁵ Et que il ne les. D. T. Et que il ne le. E. — ¹⁶ B. — ¹⁷ Le. C. — ¹⁸ Doit. D. E. — ¹⁹ Et. T. — ²⁰ Ce qui suit, jusqu'à leur avis, manque dans D. E. T. — ²¹ Car. B. — ²² Et. D. E. T. — ²³ Por ce manque dans D. E. T. — ²⁴ Veulent. B. C. D. E. T. — ²⁵ B. — ²⁶ Que il entendent manque dans B. C. D. E. T. — ²⁷ Apensez. B. — ²⁸ Se manque dans B. C. D. E. T. — ²⁹ Requiert. D. E. Requerront. T. — ³⁰ C. — ³¹ Est. B. D. T. Sera par le seignor establi en la cort à demander que il les, etc. C. — ³² Puisque. C. D. E. T. — ³³ Leur avis. B. — ³⁴ Et le. C. D. E. T. — ³⁵ Sera establi par le seignor à demander en la cort. C. — ³⁶ Comant. B. C. — ³⁷ De manque dans D. E. T. — ³⁸ Que vos tel. B. — ³⁹ Que manque dans B. — ⁴⁰ Voz manque dans D. T. — ⁴¹ B. — ⁴² Se manque dans B. C. D. E. T. — ⁴³ Qu'il. C. D. E. T. — ⁴⁴ Apensé. B. Apensés. D. E. T. Ce qui suit, jusqu'à apensés, manque dans B. D. E. T. — ⁴⁵ De dire lor avis manque dans C. — ⁴⁶ Dire lor avis, ou dire par, etc. C. — ⁴⁷ Si que il puissent. D. E. T. — ⁴⁸ A. B. C. Avec. D. E. T. — ⁴⁹ Nete manque dans D. E. T. — ⁵⁰ Consience, par la foy que il doivent au seignor, ou il doivent dire autrement leur avis, si ne veulent jurer la foy que il doivent au seignor, et lors, etc. B. — ⁵¹ Sont quittez manque dans C. D. E. T. — ⁵² Puent. B. Pevent. C. — ⁵³ Faire manque dans B. C. D. E. T. — ⁵⁴ Resgart. A. — ⁵⁵ Qu'il. C. — ⁵⁶ A comander. B. A demander. C. D. E. T. — ⁵⁷ Nul manque dans C. — ⁵⁸ N'i a. B. D. E. T. — ⁵⁹ Comander. B.

ou l'autre des deux parties doit le leur faire désirer. Ces enseignements sont certainement contraires à l'équité; mais il est juste de tenir compte des idées qui, à cette époque, dominaient tout le système judiciaire. La féodalité recherchait, par des moyens à la vérité imparfaits, une bonne et impartiale distribution de la justice, sans toutefois sacrifier, pour atteindre ce but, ses principes essentiels. Au premier rang de ces principes,

il faut placer les liens de dévouement et de solidarité qui unissaient les vassaux d'un seigneur, et qu'ils portaient avec eux jusque dans l'enceinte des tribunaux. L'organisation de ces tribunaux, dans lesquels tantôt on comptait à peine trois juges, et tantôt on voyait affluer tous les vassaux du fief, favorisant l'influence personnelle et la brigue, les théories dont nous signalons le danger étaient admises généralement.

le¹ seignor, ou mander² requerre li que il comande à aucun de ses homes³ qui est en la court, que il destraigne, si come il deit, ses homes qui n'ont dit⁴ lor avis, que il le dient ou qu'il s'en⁵ aquitent si come il deivent. Et le seignor le deit comander à un⁶ de ses homes, et celui le peut faire aussi⁷ come le conestable. Et quant ciaux qui n'ont dit⁸ lor avis se⁹ seront acquittés ensi come il est devant dit, ciaux qui ont l'esgart fait le pevent retraire¹⁰ se il veulent¹¹, se il sont deus ou plus; que puisque deus l'ont fait, la court l'a fait. Car les deus sont court en cest cas. Que¹² ciaux qui dient qu'il¹³ ne sont apencés¹⁴ et se sont acquittés, si come il deivent, en cel esgart ou¹⁵ en celle conoissance, ont¹⁶ vois de court perdue¹⁷; et¹⁸ celui qui ne dira son avis, ou ne s'en aquitera, si come il devra, s'il en est destraint, si come il est dessus dit, ainz que la court retraie l'esgart, le conestable, ou celui qui sera en son leuc¹⁹, le deit dire au seignor maintenant que l'esgart sera retrait²⁰. Et se celui qui ne se²¹ sera acquitté²² de dire son avis ou ne l'aura dit²³, deit²⁴ servise de son cors au seignor, il en porra²⁵ avoir tel dreit de lui come de defailli²⁶ de servise. Car toz ciaux qui deivent servise au seignor²⁷ de lor²⁸ cors et seent²⁹ en la court quant elle fait esgart ou conoissance, deivent dire leur avis ou eaus aquiter si³⁰ come il deivent, s'il en sont destraint en la maniere dessus dite. Que cestui servise deivent il au seignor : car se ensi³¹ n'esteit, le seignor ne porroit³² court tenir si³³ come il deit³⁴, ne les requeranz³⁵ avoir leur raisons, se le seignor ne poeit³⁶ ses homes destraindre, si come est dessus dit, à faire les esgars et les conoissances qui sont mises sur eaus à faire³⁷. Et celui qui est quitte dou servise de son cors se deit partir de la court ou dire son avis, ou³⁸ aquiter soi³⁹ si come les autres. Et se les amis dou requerant conoissent que l'esgart ou la conoissance⁴⁰ deit⁴¹ estre contre lui, si que il⁴² perde sa carelle par lui⁴³, si facent leur⁴⁴ poeir coment l'esgart seit respité, s'il le poent faire sanz mesprendre et sanz pechié; por ce espeir qu'il y⁴⁵ aura tel gent en la court au jor que l'esgart sera respité⁴⁶, par⁴⁷ quoi lor amis⁴⁸ ne perdra⁴⁹ sa carelle, ainz la gaignera. Et le fuiant deit aussi⁵⁰ faire estre⁵¹ tant de ses amis en la court come il plus⁵² porra⁵³, por aider le⁵⁴ à garder sa raison en la maniere dessus dite : mais que tant que ensi come⁵⁵ les amis dou requerant veulent le plait apreuchier, que⁵⁶ ciaux dou defendant⁵⁷ le⁵⁸ aloignent⁵⁹, ce que il porront par raison et sanz pechié.

¹ Venir au. B. C. — ² Ou demande. D. E. Et demander. T. — ³ Ce qui suit, jusqu'à ces homes, manque dans D. T. — ⁴ Qui ont à dire. B. — ⁵ S'ent. A. — ⁶ L'un. B. D. E. T. Aucun. C. — ⁷ Ensi. D. T. Ainsi. E. — ⁸ Qui doivent dire. B. Qui ont dit. C. D. E. T. — ⁹ S'en. C. Seront quités. D. E. T. — ¹⁰ Recorder. B. — ¹¹ C. — ¹² Car. B. C. D. E. T. — ¹³ Qui. A. — ¹⁴ Apensé. B. — ¹⁵ Ne. B. Et. D. E. T. — ¹⁶ N'ont. B. Ont manque dans C. — ¹⁷ Perdue manque dans B. C. — ¹⁸ Et manque dans D. E. T. — ¹⁹ Qui sera establi par le seignor à demander en la cort. C. — ²⁰ Ratraire. B. — ²¹ C. T. — ²² Aquitié. B. — ²³ B. C. Et il ne l'aura dit. D. E. T. — ²⁴ Et il doit. B. D. E. T. — ²⁵ Puet. B. — ²⁶ Faille. B. Failli. C. — ²⁷ B. — ²⁸ B. C. D. E. T. — ²⁹ Sont. B. — ³⁰ Ou aquiter s'en ensi. B. C. Ou quiter soi si. D. E. T. — ³¹ Quar s'ensi. C. — ³² Ne peust. A. — ³³ Tele. B. D. E. T. Tel. C. — ³⁴ Devroit. B. — ³⁵ Gens. B. C. D. E. T. — ³⁶ Ne peut. C. — ³⁷ A faire sur eaus. A. — ³⁸ Et. T. — ³⁹ B. D. E. T. S'en. C. — ⁴⁰ Ou la conoissance manque dans B. — ⁴¹ Doie. B. — ⁴² Il en. B. — ⁴³ Par lui manque dans B. C. — ⁴⁴ A lor. B. C. — ⁴⁵ Y manque dans B. — ⁴⁶ A jour que elle respitera l'esgard. D. E. T. — ⁴⁷ Por. B. — ⁴⁸ Lor ami. C. — ⁴⁹ Ne perdra mie. B. C. D. E. T. — ⁵⁰ Enci. T. — ⁵¹ Faire et avoir. B. — ⁵² Plus manque dans B. C. D. E. T. — ⁵³ Porra avoir. D. E. T. — ⁵⁴ Aidier li. B. C. — ⁵⁵ Ensi come manque dans B. — ⁵⁶ Et. B. — ⁵⁷ Deffendeur. B. — ⁵⁸ Le manque dans B. D. E. T. L'esloignent. C. — ⁵⁹ Aloignier. B. Ehloigner. D. E. Ehloignent. T.

* Pour che ke li home ne sunt destraint, come il doivent, de jugier, sunt li plait sans fin, et en naissent souvent morteus haines et grans maus par le pais et par les contrées, et haines à les sengnors. Pierre de

Fontaines, l. XXI, art. 40, p. 145. Dans ce cas, le juge était condamné à une amende de quarante sols, et ses biens étaient saisis jusqu'au paiement (X, 38), parce qu'on le considérait comme défaillant.

CHAPITRE XLVII.

Qui viaut plait ataindre, coment il deit plaideer, se¹ le fuiant fuit² par la premiere fuite principau de plait³.

Celui qui viaut son plait ataindre deit dire ce que besoin lui est à brief⁵ paroles et le plus entendanment⁴ que il porra, et requerre⁵ maintenant esgart de son dit⁶ por le plait apreuchier. Et se le fuiant⁷ fuit par la premiere de ces⁸ treis dites voies principaus de plait⁹ non aerdant¹⁰ sei à l'esgart dou requerant, mais que il se mete d'autre chose en esgart que de ce que le requerant li requiert: et s'i¹¹ mete por faire passer¹² l'esgart en voit¹³ et le plait esloigner, die¹⁴ le requerant: « Je ne viaus qu'il demore, por chose que voz aiés dite¹⁵ de costé¹⁶ non¹⁷ « aerdant¹⁸ voz à mon esgart, que vos ne me¹⁹ fassiés ce que je voz²⁰ ai requis en « la court, ou que voz ne voz aerdés²¹ à mon esgart que je ai premier requis, se « la cort ne l'esgarde; ains viaus que voz me fassiés²² ce que je voz ai premier²³ « requis en la court, ou que vos vos aerdés²⁴ à mon esgart que je ai premier re- « quis, et que il aille²⁵ devant le vostre et di por quoi²⁶: por ce que il est uz ou « costume, ou assise, ou raison²⁷ en cest reiaume, que l'esgart premier requis deit « avant²⁸ aler²⁹; et puisqu'il deit avant³⁰ aler, donc est il clere chose que l'on se³¹ « deit³² aerdre³³; que³⁴, se l'on³⁵ ne s'i³⁶ aerdeit, il³⁷ ne poreit avant aler, por ce « que il n'i aureit point d'esgart³⁸, que la court ne deit faire esgart se l'un des « carellanz³⁹ ne s'aert à l'autre⁴⁰; et pour ce est il certaine chose que l'un⁴¹ se⁴² « deit aerdre d'esgart à celui qui⁴³ premier le⁴⁴ requiert. Que se ensi⁴⁵ n'esteit « que le defendant ne⁴⁶ fust destraint d'aerdre se⁴⁷ à l'esgart dou requerant, por⁴⁸ « ce que l'esgart premier requis deit avant aler, il ne s'i prendreit, se il ne vo- « leit; et se il ne s'i perneit⁴⁹ il ne poreit estre jamès ataint; et se il ne poeit estre « jamès⁵⁰ ataint, donc ne vaudreit neent⁵¹ la Haute Court de cest reiaume, puisque « on⁵² ne⁵³ poreit plait ataindre⁵⁴ ne⁵⁵ avoir dreit⁵⁶ que par la volenté dou fuiant, « laquel chose sereit tort apert et contre dreit et⁵⁷ raison et l'usage et l'assise de « cest reiaume. Et por⁵⁸ totes les raisons que je ai dites⁵⁹ ou por aucunes d'elles,

¹ Et. D. E. T. — ² Plaidoie. B. — ³ Bries. B. Brieves. C. D. E. T. — ⁴ Entendaument. B. C. D. E. T. — ⁵ Re-
quiere. B. — ⁶ De court. B. — ⁷ Le suivant. T. — ⁸ Des. B. C. — ⁹ Par la premiere fuite principau de son plait.
D. E. T. — ¹⁰ Atandant. B. — ¹¹ Si se. A. — ¹² Paser. C. — ¹³ En vain. B. En vuit. C. En vint. D. E. T. —
¹⁴ Et die. D. E. T. — ¹⁵ Que vos dies. C. Que vous aiés dit. D. E. T. — ¹⁶ De ceste. B. De ce. C. D. E. De cette.
T. — ¹⁷ Non manque dans D. T. — ¹⁸ Aherdant. B. — ¹⁹ Me manque dans D. E. T. — ²⁰ Voz manque dans
C. — ²¹ Acordés. B. — ²² Faites. T. — ²³ Premier manque dans B. C. D. E. T. — ²⁴ Aherdez et ainsi dans la
suite. B. — ²⁵ Et que je ay. T. — ²⁶ C. — ²⁷ Ou raison manque dans B. — ²⁸ Premier. B. — ²⁹ Ce qui suit,
jusqu'à aler, manque dans T. — ³⁰ Devant. B. — ³¹ Si. D. E. T. — ³² Que bien s'i doit. B. Que l'on s'i doit. C.
— ³³ Aerdre d'esgart. D. T. — ³⁴ Car. B. — ³⁵ Il. B. L'un. C. — ³⁶ Se. B. C. — ³⁷ On. D. E. T. — ³⁸ Ce qui suit,
jusqu'à esgart, manque dans B. — ³⁹ Se l'une des raisons. B. Se l'un des querelous. C. De l'un des requerans.
D. E. Se l'un des requerans. T. — ⁴⁰ A l'autre d'esgart. B. C. D. E. T. — ⁴¹ L'on. B. C. D. E. T. — ⁴² S'i. C. —
⁴³ Que. C. — ⁴⁴ Li. C. — ⁴⁵ Que ce se. B. — ⁴⁶ Ne manque dans C. — ⁴⁷ Soi. B. C. D. E. T. — ⁴⁸ Par. D. E.
T. — ⁴⁹ Prenoit. B. D. E. T. — ⁵⁰ Jamès manque dans C. — ⁵¹ Riens. B. C. Rien. D. E. T. — ⁵² Por ce que. D. T.
Por ce qu'on. E. — ⁵³ N'i. C. D. E. T. — ⁵⁴ Attendre. T. — ⁵⁵ Et. D. E. T. — ⁵⁶ Droit le requerant. T. — ⁵⁷ Dreit
et manque dans B. — ⁵⁸ Por. B. — ⁵⁹ Devant dites. D. E. T.

* Voyez le chapitre xxxiv.

« viaus je que voz me faites¹ ce que je voz ai requis, ou que voz à mon esgart, « que je ai premier requis, vos aerdés, et que il aille devant le vostre, se la court l'esgarde : et de ce me met je en l'esgart de la court, sauf mon retenaill. » Et il me semble que le fuiant² ne s'en³ puisse⁴ defendre que il ne s'en⁵ preigne à cel esgart; et se il se⁶ prent, il me semble que il a en cest⁷ dit⁸ deus esgars⁹ : l'un est¹⁰ de ce que le requérant dit que il ne viaut, por chose que le fuiant ait dite, que il demorre¹¹ que il ne li face ce que il li¹² a requis en la court, ou que il ne s'i aerde¹³ à son esgart que il a premier requis, se la court ne l'esgarde. L'autre esgart si est¹⁴ de ce que il dit que il viaut que il li¹⁵ face ce que il li requiert, ou que il s'aerde¹⁶ à son esgart que il a premier requis, et que il aille devant le sien, se la court l'esgarde : et dit¹⁷ raison por quoi. Et de ce est il¹⁸ mis¹⁹ en l'esgart de la court, sauf son retenaill. Et je cuit²⁰ que la court deit faire ces deus esgars ensemble; et deit esgarder, ce crei, qu'il ne deit demorer, por chose que le fuiant ait ditte, que il ne face au requérant ce que il li a requis en la court, ou que il ne²¹ s'aerde à son esgart²². Et maintenant après, deit la court faire l'autre esgart; et deit, ce me semble, esgarder que le fuiant deit faire au requérant ce que il li requiert²³ en la court ou aerdre se²⁴ à son esgart que il a premier requis, et que l'esgart premier requis deit avant aler; et deit sauver²⁵ les retenaills²⁶ des deus, se il y sont²⁷. Et après ces deus diz²⁸ esgars, ne vaut, ce me semble²⁹, le retenaill dou fuiant, que il covient que il face au requérant sa requeste³⁰ ou que il s'aerde³¹ à son esgart³². Si³³ me semble que le fuiant ne peut plus foyr par la premiere fuite principau du plait, se le requérant le³⁴ fait si come est devant³⁵ dit. Et quant les deus diz³⁶ esgars seront fais³⁷, face le requérant maintenant sa requeste, tot aussi³⁸ come il l'avoit avant faite. Et se le fuiant ne fait la³⁹ requeste dou requereor⁴⁰ ou ne se⁴¹ prent à son esgart, et que⁴² por son retenaill qu'il a sauvé⁴³ vueille dire⁴⁴ aucune⁴⁵ chose por le plait fuyr, non⁴⁶ aerdant sei à l'esgart dou requérant, die le requérant au seignor: « Sire, voz et vostre court avez⁴⁷ entendu l'esgart⁴⁸ que la⁴⁹ court a fait et retrait⁵⁰, » et die⁵¹ quels il⁵² ont esté; « et⁵³ tel, » et le nome, « ne m'a pas fait⁵⁴ ni ne fait ce que la court a esgardé⁵⁵ que il me face⁵⁶ ce que⁵⁷ je li requis en la court, ni ne se prent à mon esgart : si voz pri et⁵⁸ requier, come à seignor et à justise⁵⁹, que voz me faites⁶⁰ tenir et⁶¹ faire ce que la court a esgardé. » Et le seignor deit lors dire au fuyant : « Aerdés voz à son esgart, ou voz li faites sa requeste. Et se vos ne li⁶² faites, je⁶³ ne puis faillir au requérant que je ne li face ce que ma court a esgardé. » Et se

¹ *Faciés*. B. *Fasiés*. C. — ² *Que il*. C. — ³ *Se*. B. D. E. T. — ⁴ *Peut*. C. — ⁵ *Se*. B. C. D. E. T. — ⁶ *S'i*. B. C. — ⁷ *Cel*. D. E. Ce. T. — ⁸ *Que en cest dit a*. A. — ⁹ *Et esgard*. D. *Et esgars*. E. *Et esgart*. E. — ¹⁰ *Et est*. D. *Ci est*. E. T. — ¹¹ *Demeure*. B. *Demore*. D. — ¹² *Li manque dans* D. E. T. — ¹³ *S'acorde*. B. *S'aerde*. C. D. E. T. — ¹⁴ *Si est manque dans* D. E. T. — ¹⁵ *Li manque dans* D. E. T. — ¹⁶ *S'en aerde*. D. E. T. — ¹⁷ *Et die*. B. — ¹⁸ *C'est*. C. *S'est*. D. E. T. — ¹⁹ *Por quoi de ce se met il*. B. — ²⁰ *Et me semble*. B. *Et je cuide*. D. E. T. — ²¹ *Ne manque dans* B. — ²² *Esgarde*. B. — ²³ *A requis*. B. C. D. E. T. — ²⁴ *Ou aherde soi*. B. *Ou aerdre soi*. C. D. E. T. — ²⁵ *Savoir*. B. — ²⁶ *La raison*. B. *Les retenans*. C. — ²⁷ *Se il y sont manque dans* B. — ²⁸ *Diz manque dans* B. *Les dis*. D. E. T. — ²⁹ *Ce me semble manque dans* B. — ³⁰ *Ce que il li requiert*. B. — ³¹ *S'aherdre*. B. — ³² *A lui d'esgart*. D. E. T. — ³³ *Ce*. B. D. E. T. — ³⁴ *Li*. B. — ³⁵ *Il est avant*. B. *Est avant*. C. — ³⁶ *Les dis*. T. — ³⁷ *Et après les deus diz esgarz*. B. *Et quant auront esté fais et retrais*. C. — ³⁸ *Enci*. D. T. — ³⁹ *Se*. B. — ⁴⁰ *Requerant*. B. C. D. E. T. — ⁴¹ *S'en*. D. E. T. — ⁴² *Et que il*. B. — ⁴³ *A sauver*. B. *Que li a esté sauvé*. C. *Si li a esté donc sauvé*. D. E. T. — ⁴⁴ *Dit*. C. *Die*. D. E. T. — ⁴⁵ *Aucune manque dans le manuscrit* B. — ⁴⁶ *Et non*. C. — ⁴⁷ *Avés oy et*. C. — ⁴⁸ *Les esgars*. C. — ⁴⁹ *Vostre*. B. — ⁵⁰ *A fais et retrais*. C. — ⁵¹ *Dit*. D. E. T. — ⁵² *Quels y*. B. *Et que il*. D. E. T. — ⁵³ *Et manque dans les manuscrits* D. E. T. — ⁵⁴ *N'a fait*. B. — ⁵⁵ *Ce qui suit, jusqu'au mot esgart, manque dans* B. — ⁵⁶ *Que il ne me fait*. C. *Que il me face manque dans* D. E. T. — ⁵⁷ *Et que*. — ⁵⁸ *Et vos*. B. — ⁵⁹ *Justizer*. D. E. *Justicier*. T. — ⁶⁰ *Faciés*. B. — ⁶¹ *Tenir et manque dans* D. E. T. — ⁶² *Le*. B. — ⁶³ *Ne je*. C.

il après¹ ne s'aert à son esgart, ou ne li fait sa requeste, le seignor li² deit faire faire sans delai ce que il li a requis : que³ les seignors deivent faire tenir⁴ les esgars et les conoissances et les recors que les⁵ cours font⁶.

CHAPITRE XLVIII.

Coment l'on deit plait ataindre, quant le fuiant fuit par la seconde fuite principau de plait^a.

Qui viaut plait ataindre, quant le fuiant fuit et⁷ viaut fuir par la seconde fuite principau de plait; se le⁸ plait est de requeste, sanz claim^b ou à⁹ claim que le requérant face au fuiant¹⁰, die le requérant en¹¹ sa premiere parole, maintenant que il aura fait¹² sa requeste, que il viaut que le fuiant li face ce que il li requiert por tel et por tel raison¹³, se la court l'esgarde; et die totes les raisons que il cuide¹⁴ qui¹⁵ li deent valeir, et mete son retenaill. Et se le fuiant dit que il ne li viaut respondre à sa requeste ou à son claim, por tel¹⁶ et por tel raison, disant les raisons que il cuidera qui li doivent valoir et¹⁷ qui¹⁸ bones li seent¹⁹ à ce que il ne li deve²⁰ respondre, die le requérant : « Je ne viaus que il demorre, por chose que voz diés, « que voz ne me respondés, se la court l'esgarde, por tel²¹ et por tel raison; » et die les raisons que il aura avant dites, se il ne²² li semble qu'il²³ puisse miaus dire; et se il li semble que autres²⁴ raisons li vaillent miaus que celles que il a dites, si les die²⁵. Et quant il les aura dites, si die : « Je viaus²⁶ por les²⁷ raisons que je ai dites, « que voz me respondés; et por tant plus, que il est uz ou²⁸ costume ou²⁹ assise en « cest reiaume, ou raison, que l'esgart premier requis deit avant aler³⁰; et³¹ puis- « qu'il deit avant aler, donc est il clere chose que le fuiant deit respondre au re- « querant. Que se il ne respondeit³², il n'i poreit³³ avoir esgart; por ce que court « ne peut ni ne deit faire esgart dou claim ou³⁴ de la requeste dou requereor, se « le defendeor³⁵ ne li respont à sa requeste ou à son claim, et se preigne à lui « d'esgart; que cort ne peut faire esgart d'une parole³⁶; et puisque court ne peut « faire esgart d'une parole³⁷, deit l'esgart premier requis avant aler; et puisqu'il³⁸ « deit avant aler, donc³⁹ est il certaine chose que le fuiant deit respondre à la « requeste et au claim⁴⁰ dou requérant, et prendre sei⁴¹ à lui d'esgart. Que se « il ne le faiseit, il ne⁴² poreit avoir esgart⁴³ sanz la volenté dou fuiant, ne l'esgart « premier⁴⁴ requis ne poreit avant aler; laquel chose sereit contre l'assise ou⁴⁵ l'u-

¹ Après ce. B. C. — ² Li manque dans D. E. T. — ³ Car. B. — ⁴ Tenir manque dans D. E. T. — ⁵ Lor. C. — ⁶ Funt. B. — ⁷ Fuit et manque dans B. C. D. E. T. — ⁸ B. C. D. E. T. — ⁹ A manque dans C. — ¹⁰ B. — ¹¹ A. C. — ¹² Faite. C. — ¹³ C. — ¹⁴ Cuidera. D. E. T. — ¹⁵ Que. B. Que il. D. E. T. — ¹⁶ Por chose. B. — ¹⁷ C. — ¹⁸ Que. B. C. — ¹⁹ Seront. C. — ²⁰ Doient. B. — ²¹ Por chose. B. — ²² Ne manque dans B. C. D. E. T. — ²³ Qu'il ne. B. C. D. E. T. — ²⁴ Autre. A. — ²⁵ Responde. B. Ce qui suit, jusqu'à *respondés*, manque dans B. — ²⁶ Ains veuill. C. — ²⁷ Toutes les. D. T. — ²⁸ Et. D. Ou manque dans E. T. — ²⁹ Et. T. — ³⁰ Ce qui suit, jusqu'à *aler*, manque dans C. T. — ³¹ Or. — ³² Que se il ne li respont. B. Que il n'i respondoit. C. Que se il n'i respont. D. E. T. — ³³ Donc n'i porroit il. B. Il n'i poreit manque dans C. — ³⁴ Ne. C. — ³⁵ Deffendant. B. — ³⁶ Ce qui suit, jusqu'à *parole*, manque dans C. — ³⁷ Ce qui suit, jusqu'à *aler*, manque dans B. C. D. E. T. — ³⁸ Et que le regart avant requis. B. Et que l'esgart premier requis. C. D. E. T. — ³⁹ Donc manque dans C. D. E. T. — ⁴⁰ B. C. — ⁴¹ S'en. D. E. T. — ⁴² N'i. B. — ⁴³ D'esgard. D. T. — ⁴⁴ Avant. B. — ⁴⁵ Et. D. E. T.

^a Voyez le chapitre xxxv.

^b C'est-à-dire, si le débat est engagé sur une exception, sans que la demande principale ait été articulée.

^c L'auteur parle ici d'une manière trop absolue; car dans les jugements par défaut, la cour faisait esgard d'une seule parole.

« sage de cest reiaume¹, et tort apert. Que il n'est assise ne² usage en cest
 « reiaume, ni dreit ni³ raison⁴, que le fuiant ne deive respondre⁵, se il ne viaut⁶,
 « au requérant, de⁷ ce que il li requiert en la court, ou de ce quoi⁸ il se
 « claim⁹ de lui. Et por totes les raisons que je ai dites, ou por aucunes d'elles,
 « viaus ge¹⁰ que voz me fassies¹¹ ce que je voz requier¹², ou¹³ que voz me¹⁴ res-
 « pondés à mon claim ou à ma requeste, se la court l'esgarde¹⁵. Et de ce me
 « met je en l'esgart de la court, sauf mon retenaill¹⁶. » Et se le requérant le fait
 ensi, il ne me¹⁶ semble que le fuiant s'en¹⁷ puisse¹⁸ defendre¹⁹ de prendre se²⁰ à
 lui d'esgart²¹. Et se il se prent à lui, il y aureit²² deus esgars²³; et la court deit faire,
 ce m'est avis, ces dens esgars ensemble. Et²⁴ ensi, ce crei²⁵, que le fuiant n'a dite
 chose por quoi il dee demorer²⁶ que il ne responde au claim ou à la requeste
 dou requérant, se il n'a dite chose par²⁷ quoi il semble à la court que il ne li
 deit²⁸ respondre²⁹, et que il a lissir dou dire³⁰. Et maintenant après³¹ deit la court
 faire l'autre esgart. Et ensi ce me semble que le fuiant deit dire et³² respondre à
 la requeste dou requérant ou au claim³³, ou faire li ce que il li requiert, que³⁴
 l'esgart premier requis deit aler³⁵ et que il ont lissir dou³⁶ dire. Et après
 ces esgarz covient³⁷, ce me semble, que³⁸ le fuiant responde³⁹ au requérant, se
 il n'a tel raison⁴⁰ ditte, que⁴¹ il semble à la court que il ne li deit⁴² respondre.
 Que son retenaill, ce cuit, ne li vaudra riens, après les deus diz⁴³ esgars, à foyr
 plus par celle voie, puisque la court aura esgardé que l'esgart premier requis
 deit aler, et que il s'i⁴⁴ deit prendre à son esgart⁴⁵ par les raisons avant
 dites. Et que se⁴⁶ il s'i prent, donc covient il que il responde⁴⁷ à la requeste dou
 requérant; que, autrement, il ne respondrait⁴⁸, s'il ne s'i perneit⁴⁹ à son esgart, ne
 l'esgart⁴⁹ premier requis n'ireit⁵⁰ avant⁵¹, s'il ne li respondeit⁵². Et⁵³ donc ne
 peut il⁵⁴ plus foyr par la seconde fuite principau de plait. Et se le requérant
 se claime, et le defendant⁵⁵ dit⁵⁶ que il ne li viaut respondre à cel claim, se la
 court ne l'esgarde, et die⁵⁷ raison por quoi le requérant ne li peut⁵⁸ le jor de-
 fendre à respondre⁵⁹ par la voie avant ditte; mais die⁶⁰: « Je ne viaus qu'il de-
 « morre, por chose que voz diés⁶¹, que voz ne me respondés⁶² à mon claim, se

¹ Ce qui suit, jusqu'à reiaume, manque dans B. — ² Ou. T. — ³ Ou. T. — ⁴ Ne raison n'est. B. — ⁵ Respondre
 au requérant. B. — ⁶ Veut doner. B. — ⁷ De manque dans B. — ⁸ Ou ce de quoi. B. Ou de quoi. D. E. T. —
⁹ Clama. C. — ¹⁰ Veull je. B. Veull je. C. — ¹¹ Faites. C. D. E. T. — ¹² Ay requis. D. E. T. — ¹³ Ou manque
 dans C. D. E. T. — ¹⁴ Me manque dans B. D. E. T. — ¹⁵ Ne l'esgarde. B. — ¹⁶ Il me. B. D. E. T. — ¹⁷ Ne se.
 B. Ne s'en. D. E. Ne. T. — ¹⁸ Pora. D. E. T. — ¹⁹ Se deffendre. T. S'en. D. E. T. — ²⁰ S'en. D. E. T. — ²¹ A
 l'esgart. B. D'esgart manque dans D. E. T. — ²² Et se il s'i prent, il aura. B. Et se il s'i prent, il y aura. C.
 Et se il s'en prent, il y aura. D. E. T. — ²³ Esgars, se cuit. C. Esgars, se quit. E. Esgars, ce cuide. T. — ²⁴ Et
 manque dans D. E. T. — ²⁵ Ce quide. T. — ²⁶ Demorrer. A. — ²⁷ Por. B. — ²⁸ Doie. B. — ²⁹ Ce qui suit, jus-
 qu'à dire, manque dans B. — ³⁰ Et qu'il ont loisir de. C. Et que il ont loisir dou. D. Et que il ont loisir dou. B.
 Et que il ait loisir dou. T. — ³¹ Après manque dans D. E. T. — ³² Dire. Et manque dans B. C. D. E. T. —
³³ B. — ³⁴ Et que. B. C. D. E. T. — ³⁵ Ce qui suit, jusqu'à dire, manque dans B. — ³⁶ Lissir de. C. Lissir dou. E.
 T. — ³⁷ Doit. D. E. T. — ³⁸ Que manque dans D. E. T. — ³⁹ Respont. A. Respondre. D. E. T. — ⁴⁰ Chose. D. E. T.
 — ⁴¹ Par quoi. B. — ⁴² Doie. B. — ⁴³ Les diz. B. C. D. E. T. — ⁴⁴ Se. B. — ⁴⁵ A son esgart manque dans B. C.
 D. E. T. — ⁴⁶ Et se. B. Que se. C. D. E. T. — ⁴⁷ Respont. A. — ⁴⁸ Il ne se prendroit à son esgart. B. C. D. E. T.
 Ce qui suit, jusqu'à esgart, manque dans B. C. D. E. T. — ⁴⁹ Ne à son esgard. D. T. Ne esgar. E. — ⁵⁰ N'en
 iroit. D. E. T. — ⁵¹ Jamais avant. D. E. T. — ⁵² Et se il li respont. B. C. — ⁵³ Et manque dans B. C. D. E. T.
 — ⁵⁴ Ne li puet. B. — ⁵⁵ Fuiant. B. D. E. T. — ⁵⁶ Die. B. — ⁵⁷ Dit. C. — ⁵⁸ Ne peut. B. — ⁵⁹ Il respondra. T.
 — ⁶⁰ B. — ⁶¹ Dites. D. E. T. — ⁶² Ne respondés. B.

* Les longues formules judiciaires, que l'on trouve si
 souvent dans ces Assises et dans d'autres monuments de
 la jurisprudence du moyen âge, n'avaient aucun carac-
 tère sacramentel, et les juriconsultes ne les rédigeaient
 que pour rendre leurs idées plus claires, et mieux indi-

quer aux plaideurs et aux avocats la voie qu'ils devaient
 suivre. Les Établissements de saint Louis, qui étaient ce-
 pendant un code et non un livre de droit, en contiennent
 un grand nombre; mais elles sont beaucoup moins dé-
 veloppées que celles qu'on lit dans l'ouvrage d'Ibelin.

« la court¹ l'esgarde, por tel², et por tel raison; » et die totes les raisons ensemble à une fois qu'il cuidera qui³ li deient valeir à ce que il responde à son claim. Et de ce se mete⁴ en⁵ l'esgart de la court, sauf son retenaill. Et ensi le face totes les feis que le fuiant dira que il ne li viaut respondre à son claim, se la court ne l'esgarde, disant raison por quoi. Que⁶ se⁷ le fuiant ne li respont⁸ à son claim, ainz que la court s'en part⁹, ou ne die¹⁰ raison tel que¹¹ la court esgarde ou conoisse que il ne li deit respondre, le requérant aura desrainiée¹² sa carelle. Que il est assise ou¹³ usage en cest reiaume, que¹⁴ qui ne¹⁵ respont à claim que l'on fait de lui en court en sa presence, ainz que la court s'en part¹⁶, ou ne dit chose par quoi la court esgarde ou conoisse que il ne li deit¹⁷ respondre, ou ne¹⁸ l'euffre¹⁹ à respondre, se le seignor ou la court ne le²⁰ viaut²¹ oyr, et²² que il ne demorre en lui²³ que il ne responde²⁴ au claim que on fait de lui, que par²⁵ ce que le seignor ou²⁶ la court ne le veulent oyr²⁷, il perd sa carelle; et miaus ne peut on plait ataindre que gaaignier sa²⁸ carelle.

CHAPITRE XLIX.

Se le fuiant fuit par la tierce fuite principau de plait, coment l'on le deit ataindre^{*}.

Se le fuiant fuit par la tierce fuite principau de plait, disant que il ne viaut faire au²⁹ requérant ce que il li requiert, se la court ne l'esgarde, por tel³⁰ et por tel raison, die³¹ le requérant : « Je ne viaus que il demorre, por chose que vos aiés ditte, que voz ne³² fassiez³³ ce que je voz requier, por tel³⁴ et por tel raison; » et die totes les raisons ensemble à une vois³⁵ qu'il cuidera³⁶ qui³⁷ bones li seent³⁸ à desfaire le dit³⁹ de son aversaire et à avoir⁴⁰ ce que il li requiert⁴¹ : et ce⁴² die tozjors le plus brief et le plus entendanment⁴³ qu'il porra, tant que il l'ait⁴⁴ ataint; mais ne laisse chose à dire que mestier li est⁴⁵ au⁴⁶ plait ataindre por⁴⁷ dire brief; et garde se bien le requérant qu'il ne se mete en esgart qui passe en voit⁴⁸, que son plait en sereit esloigné, et il tenu à simple. Et il me semble que le requérant se⁴⁹ peut bien garder de ce : et ensi que il ne se mete d'autre chose en esgart que de ce que son aversaire s'i⁵⁰ met. Et se son aversaire ne se prent⁵¹ à lui d'esgart, destreigne le ensi come est dit en l'autre chapitre⁵² devant que il à lui se⁵³ preigne

¹ La court ne. c. — ² Por tel chose. B. — ³ Que eles. B. Que il. D. Que. E. T. — ⁴ Met. A. — ⁵ A. A. — ⁶ Que manque dans B. D. E. T. — ⁷ Se manque dans D. E. T. — ⁸ Ne li responde. D. E. Ne li doit respondre. T. — ⁹ Se parte. B. C. S'en prent. D. S'en parte. T. — ¹⁰ Dit. B. C. D. E. T. — ¹¹ Par quoi. B. — ¹² Desrainié. B. Desrainée. C. Desregné. D. E. Desreigné. T. — ¹³ Et. D. E. T. — ¹⁴ Que manque dans D. E. T. — ¹⁵ Ne manque dans D. E. T. — ¹⁶ Se parte. B. C. — ¹⁷ Doie. B. Qu'il n'i doit. C. — ¹⁸ Ne manque dans D. E. T. — ¹⁹ Ou li offre. B. Ou l'euffre. C. — ²⁰ La court le. C. — ²¹ Ne veut. B. — ²² Ce qui suit, jusqu'à en lui, manque dans D. E. T. — ²³ En lui manque dans C. — ²⁴ Respont. A. — ²⁵ Por. B. — ²⁶ Ne. B. Et. D. E. T. — ²⁷ Ne veulent. B. — ²⁸ La. B. — ²⁹ A. D. E. T. — ³⁰ Tel chose. B. — ³¹ Et die. D. Si die. T. — ³² Ne me. C. — ³³ Faites. E. T. — ³⁴ Tel chose. B. — ³⁵ Foiz. B. C. D. E. T. — ³⁶ Qu'il cuidera manque dans D. E. T. — ³⁷ Que. B. D. E. T. — ³⁸ Semblent. D. E. T. — ³⁹ A deffendre se dou dit. B. A defendre le dit. C. — ⁴⁰ Et aura. B. — ⁴¹ Il requiert. B. — ⁴² Et si. B. Et de ce. D. E. T. — ⁴³ Entendaument. C. D. E. T. — ⁴⁴ Il ait. D. E. T. — ⁴⁵ Soit. B. — ⁴⁶ A. D. E. T. — ⁴⁷ Par. D. E. T. — ⁴⁸ Qui passer en veut. B. Qui pase en vuit. C. Qui passe ennuit. D. T. Envuit. E. — ⁴⁹ S'ent. A. — ⁵⁰ Se. B. — ⁵¹ Et se son aversaire mesprent. C. — ⁵² Chapistre. B. Devant chapitle. C. Chapitre. D. E. T. — ⁵³ S'en. D. E. T.

* Voyez le chapitre xxxvi.

d'esgart. Et ¹ quant il se ² pose en esgart, die ³ tozjors que il ne viaut qu'il demorre, por chose que son aversaire ait ditte, que il ne face ⁴ ce que il li requiert, se la court l'esgarde ⁵ : et de ce se mete ⁶ en l'esgart de la court, sauf son retenaill ⁷; et mete son retenaill en chascun esgart et en chascune conoissance de court en quoi il se metra ⁸.

CHAPITRE L.

Coment l'on deit demander jor à toz les claims que l'on fait de lui en court, mais que à ⁹ ciaus de quei l'on est ataint, qui ne ¹⁰ respont sanz demander jor.

Qui se clame d'autre, celui de qui l'on est ¹¹ clamés ¹² deit demander jor au claim que l'on fait de lui, ainz que l'on ¹³ responde ¹⁴, se le claim est novel ¹⁵, et ¹⁶ se il n'est de l'une des choses de quoi l'on est ataint, se l'on ¹⁷ ne respont au claim que l'on fait ¹⁸ de lui sans jor demander : et celles ¹⁹ choses sont devisées après en cest livre come l'on deit faire ²⁰. Et se il demande jor, il le deit faire en la maniere qui est devant devisée ²¹ en cest livre que l'on ²² deit faire, et le clamant deit le jor contrebatre, si come il est devant devizé en cest livre que ²³ on deit jor contrebatre, soit en ²⁴ claim de quoi assise ne tolt le jor, ou en ²⁵ claim de quoi assise tout le jour ²⁶.

CHAPITRE LI.

Quant aucun se clame d'autre, et il demande jor et l'a ²⁷ par court, por quoi l'un et l'autre deit metre en escrit ²⁸ le claim tel come il a esté.

Qui se clame, et l'autre demande jor et l'a par court, le clamant et le defendant deivent faire ²⁹ metre en escrit coment et de quoi le claim a esté fait, et à quel jor et à quanz jors de ³⁰ quel meis sera ³¹ le jor de la quinzaine à quei ³² il ³³ sont ajornés ³⁴ par court, et où il sont ajornés à leur jor garder, et les nons ³⁵ de ciaus qui esteient en la court quant il furent ajornés par court ^b : si que, quant les

¹ Ce qui suit, jusqu'à *ait ditte*, manque dans B. — ² *S'en*. D. E. T. — ³ *Que il die*. D. E. T. — ⁴ *Que il ne li fera*. B. *Que il ne li face*. C. D. E. T. — ⁵ *Ne l'esgarde*. B. C. D. E. T. — ⁶ *Met*. A. — ⁷ Ce qui suit, jusqu'à *retenaill*, manque dans B. — ⁸ *Metera*. A. — ⁹ *De*. B. — ¹⁰ *N'i*. C. — ¹¹ *S'est*. B. C. — ¹² *Clamé*. B. — ¹³ *Il*. C. — ¹⁴ *Respont*. D. E. T. — ¹⁵ *Nouveau*. B. *Nouveau*. D. E. *Noviau*. T. — ¹⁶ *Et* manque dans B. C. D. E. T. — ¹⁷ *Il*. B. C. — ¹⁸ *A fait*. D. E. T. — ¹⁹ *Teles*. B. — ²⁰ *Come l'on deit faire* manque dans C. Ce qui suit, jusqu'à *que l'on deit faire*, manque dans D. E. T. — ²¹ *Devizé*. A. — ²² *On le*. C. — ²³ *Coment*. B. — ²⁴ B. *Fors au*. A. *Soit au*. C. *Soit à*. D. E. T. — ²⁵ *Au*. C. A. D. E. T. — ²⁶ B. C. D. E. T. — ²⁷ *Et il l'a*. B. — ²⁸ *Avoir en recort*. B. — ²⁹ *Faire* manque dans C. — ³⁰ *Dou*. C. *Et de*. D. E. T. — ³¹ *Et sera*. B. — ³² *A qui*. C. — ³³ *Il* manque dans C. — ³⁴ *Il soit nomez*. B. — ³⁵ B. *Le nom*. A. C. D. E. T.

^a Voyez chapitre XLIII.

^b Cet acte ressembloit à ce que nous appelons de nos jours un *exploit d'ajournement*; car un exploit de ce genre contient la date des jour, mois et an, l'indication du délai pour comparaître, l'objet de la demande et l'ex-

posé sommaire des moyens (*Code de procédure civile*, art. 61), toutes choses qui devaient se trouver dans l'écrit que le clamant et le défendant lisaient à la cour. Mais le but de ces deux actes est différent, car l'objet de l'exploit d'ajournement est de mettre le défendeur en

parties gardent¹ leur² jor, que³ le clamant seit bien membrant coment il se clama. Por ce que, se il li convient à clamer au jor que il est ajorné par court, que il ne truisse⁴ en son claim ne creissance⁵ ne changement⁶, por ce que le defendant n'ait noviau jor de la creissance ou dou changement dou claim :⁷ car se la creissance ou le changement dou claim y est, le fuiant⁸ en aura noviau jor, se il le requiert par esgart. Et por ce le deit le clamant faire escrire⁹, que il dedenz le jor, devant plusors¹⁰ homes de la court, ciaux que il¹¹ tendra plus à amis, lise¹² cel escrit¹³, et recorde coment il fist le claim, si que il en¹⁴ soient recordanz¹⁵, et en quel leuc il furent ajornés¹⁶ par court, et à quel jour, et le jour¹⁷; et lor¹⁸ prie que il¹⁹ soient bien recordanz²⁰, se mestier²¹ li est, por ce que, se il li²² covient que la court recorde le claim, ou aucunes²³ des choses dessus dites ou totes ensemble, que elle²⁴ le sache faire²⁵ sanz riens creistre²⁶ ou²⁷ amermer; et si le recorde²⁸ ou face tant recorder²⁹ à ses amis que il le³⁰ sachent bien, et, s'il i³¹ faillent, si les avée³². Et tant de feis³³ le face que il seit certain qu'il sauront bien recorder en la court, quant³⁴ mestier sera, quel³⁵ le claim fu³⁶. Et le defendant le deit ensi faire³⁶ escrire³⁷, por ce que, se le clamant au jor ou après fait creissance ou³⁸ changement au claim qu'il fera de lui, que il demande noviau jor; et por ce que, se³⁹ il li covient à respondre au claim que le clamant fera⁴⁰ de⁴¹ lui, ensi⁴² come il autre feis s'est clamés, que il li⁴³ sache respondre; et por ce que il⁴⁴ sache varier⁴⁵ le claim que on a fait de lui, se le clamant le⁴⁶ refait ensi come il autre feis le fist; et se il⁴⁷ le viaut varier⁴⁸, si⁴⁹ le varie⁵⁰ el claim⁵¹ por le plait esloigner; et se l'autre le desdit, si se⁵² mete⁵³ el⁵⁴ recort de la court que il le dist⁵⁵, ensi come il l'a retrait : et ensi porra le plait assez⁵⁶ esloigner.

¹ Garderont. B. — ² Le. B. C. D. E. T. — ³ Et que. D. E. T. — ⁴ Croisse. B. C. D. E. T. — ⁵ Ne creissance manque dans B. C. D. E. T. — ⁶ Ne ne change. B. Ne le change. C. Ne ne le change. D. E. T. — ⁷ Ce qui suit, jusqu'à dou claim y est, manque dans D. E. T. — ⁸ Le deffendant. D. E. T. — ⁹ Escrire. B. — ¹⁰ Pluissors. A. — ¹¹ Qui. C. — ¹² Lisse. A. — ¹³ L'escrit. B. C. D. E. T. — ¹⁴ En manque dans D. E. T. — ¹⁵ Recordant. B. Ce qui suit, jusqu'à recordanz, manque dans D. — ¹⁶ Il fu ajorné. B. C. E. T. — ¹⁷ B. Et à quel jor est le jor. C. Et auquel jour et le jour. E. Et auquel jour ot le jour. T. — ¹⁸ Les. T. — ¹⁹ Il en. C. — ²⁰ Remembrant et recordant. B. — ²¹ Besoing. B. — ²² Li manque dans C. — ²³ Aucune. B. C. D. E. T. — ²⁴ Il. B. — ²⁵ Que elle les a dit. D. Que elle les redie. T. — ²⁶ Acroistre. D. E. T. — ²⁷ Ne. C. D. E. T. — ²⁸ Record. T. — ²⁹ On face tant recorder manque dans C. — ³⁰ Le manque dans D. E. T. — ³¹ I manque dans B. — ³² Si les en avoie. B. C. Il les a envoyé. D. E. T. — ³³ De feis manque dans B. Tantes fois. C. A tant de fois. D. E. T. — ³⁴ Se. C. — ³⁵ Que. D. E. T. — ³⁶ Faire manque dans D. E. T. — ³⁷ Escrire. B. — ³⁸ Ne. B. — ³⁹ Se manque dans D. E. T. — ⁴⁰ Fait. T. — ⁴¹ De manque dans B. — ⁴² Autressi. B. — ⁴³ Il i. C. — ⁴⁴ Il li. D. E. T. — ⁴⁵ Vairier. A. — ⁴⁶ L'a. E. T. — ⁴⁷ Il ne. B. — ⁴⁸ Vairier. A. — ⁴⁹ Ensi. D. E. Enci. T. — ⁵⁰ Vaire. A. — ⁵¹ El claim manque dans B. — ⁵² Si s'en. C. — ⁵³ Met. A. — ⁵⁴ Ou. B. — ⁵⁵ L'a dit. B. — ⁵⁶ Assez manque dans D. E. T.

mesure de comparaître et de se défendre, tandis que le but de l'acte prescrit par les Assises était de fixer la nature de la demande et celle de la défense; en sorte que cet acte, quant à son objet, a beaucoup d'analogie avec ce que l'on nomme dans nos tribunaux *les conclusions*.

On voit ici une tentative pour introduire dans les cours féodales la procédure par écrit; mais cette tentative est faible, et la preuve testimoniale reste toujours en possession de ses privilèges; car cet acte que les parties lisent à des hommes de la cour n'a par lui-même aucune autorité, et sert seulement à faciliter le record.

* Les parties ne lisaient pas leurs conclusions écrites à la cour, mais bien à des hommes de la cour, c'est-à-dire

à ceux des vassaux du seigneur qui avaient le droit de siéger dans la cour et sur l'amitié desquels ils pouvaient compter; en sorte que si la cour établissait plus tard un record sur les termes de la demande ou sur ceux de la réponse, ces hommes venaient témoigner de ce qu'ils savaient et prendre part au record. Cette disposition nous apprend que les hommes de cour recordaient même dans les affaires où ils ne siégeaient pas comme juges, et que le droit de certifier les faits en justice était inhérent à leur caractère, ce qui les transformait en de véritables officiers publics, et donnait aux cours féodales des moyens assurés et nombreux de connaître la vérité. Voyez les chapitres CLXIV et CLXV.

CHAPITRE LII.

Quant les parties sont ajornées par court, coment et por quei chascun deit demander au seignor où il comande que il garde son jor.

Quant l'on s'est¹ clamé d'autre, et celui de qui l'on s'est² clamés a jor demandé, et l'autre l'a contrebatu, et cort a esgardé³ que il deit avoir jor, et il⁴ sont ajornés par court, l'un et l'autre doivent⁵ demander⁶ au seignor où il comande⁷ que il gardent lor jor. Et se le seignor⁸ lor⁹ dit : « Gardés le là où je serai, » chascune des parties deit dire, ou celui à qui le seignor le dira : « Sire, només mei leuc certain où je puisse estre au jor que la court m'a doné¹⁰, por mon jor garder, si come je dei¹¹. » Et se il ne li viaut nomer leuc certain, ou il li nome leuc qui li¹² semble que il n'i¹³ puisse estre au jor¹⁴, si die : « Sire¹⁵, sauve vostre grace, je n'entens¹⁶ que je tel ajournement deie accueillir come voz me faites; ne accueillir ne le viaus, se la court ne l'esgarde, et di¹⁷ por quoi : por ce que voz ne me motissés¹⁸ leuc certain où je soie¹⁹ à mon jor garder. Et por ce, sire, que²⁰ voz serieés ou poreés²¹ estre en tel leuc à cel jor²² où je ne porai²³ aler, ou ne saurai quel²⁴ part voz serés²⁵, et ensi poreé je²⁶ perdre ma carelle²⁷ par jor gardant, par defaute de ce que je ne²⁸ saureé²⁹ où voz sereés à tel³⁰ jor, ou que je ne poreé aler là où voz sereés³¹. Et de ce me met je en l'esgart de la court, sauf mon retenaill. » Et il ne me³² semble que le seignor puisse³³ contre ce dire chose³⁴ par quei la court ne deit³⁵ esgarder que le seignor li deit nomer³⁶ leuc certain et³⁷ tel où les parties puissent le³⁸ jor garder. Et se le seignor leur nome leuc certain où il gardent leur jor, et tel que il i³⁹ puissent estre, il doivent venir en cel leuc au jor que la court lor aura doné⁴⁰, avant que le souleill⁴¹ seit⁴² couchié, ou au meins ainz que les esteilles⁴³ seent aparans⁴⁴ ou ciel⁴⁵, et amener⁴⁵

¹ L'on est. A. — ² L'on est. A. — ³ Esgarde. B. — ⁴ Et si. D. E. T. — ⁵ Devant. T. — ⁶ Demander jour. D. E. T. — ⁷ Où il a comandé. D. E. T. — ⁸ Et le seignor. B. — ⁹ B. C. D. E. T. — ¹⁰ Me done. D. T. — ¹¹ Il doit. D. T. — ¹² Où illi. B. — ¹³ Où il neli. C. D. E. T. — ¹⁴ Ne. B. N'i manque dans C. D. E. T. — ¹⁵ A jour. D. E. T. — ¹⁶ Sire manque dans C. D. E. T. — ¹⁷ Je n'entens. B. — ¹⁸ Die. E. D. T. — ¹⁹ Motissés. A. B. — ²⁰ B. C. Où je sois. D. E. T. — ²¹ Que manque dans D. E. T. — ²² Serés ou porrés. B. C. D. E. T. — ²³ A tel leuc et en tel jour. D. E. T. — ²⁴ Je ne porroie. B. Je ne porois. E. T. — ²⁵ Que. C. Ne saurai quel part manque dans T. — ²⁶ Ou je ne sauroie ou en quel part vos seriez. B. — ²⁷ Poroie. D. E. T. — ²⁸ Ce qui suit, jusqu'à aler là où voz sereés manque dans T. — ²⁹ N'en. C. — ³⁰ Sai. D. Saurois. E. — ³¹ A cel. B. C. — ³² Au lieu de la phrase qui suit, on lit seulement dans B. C. D. E. T. : Et mete son retenaill. — ³³ Et il me. B. — ³⁴ Ne peut. B. — ³⁵ Contrebatre ne dire contre ceste chose. B. — ³⁶ Ne doie. B. D. E. T. — ³⁷ Que le seignor doit motir. B. — ³⁸ Ou. D. E. T. — ³⁹ Lor. B. D. E. T. — ⁴⁰ B. C. — ⁴¹ Dit. T. — ⁴² Soleill. B. Souleill. C. Souleil. D. T. — ⁴³ Soit il. D. E. T. — ⁴⁴ Estoiles. B. C. D. E. T. — ⁴⁵ Paranz. A. Aparant. B. — ⁴⁶ Amener au meaus que il poront. D. E. T.

« L'en doit savoir, dit Beaumanoir, c. III, p. 22, que « chil qui est semons, quant il vient au jour, se doit presenter par devant le seigneur qui le fist semondre, ou par devant chelui qui tient son lieu, ou lieu là où il tient ses plès, et soi offrir contre chaus à qui il a affaire, et s'il ne trueve accoustumeement, et attendre jusques à eure de midi, et adonques se nul ne vient pour le seigneur qui ait pooir de la cour tenir, aler s'en puet, sans estre tournés en defaute de chele journée, et toutveoies nous lui loons bien que il monstre l'attente à

« bonnes gens qui le puissent tesmoigner se mestier est. « Quand semonce est fete à jour sans nommer eure, li « semons doit entendre que chest au matin, dedens eure « de midi, et s'il ne vient dedens chele eure, et il ne se « presente, il est en defaute; mès se li ajournement est « fes à relevée ou à vespres, l'eure de presentation dure « jusques à soleil escoussant; et qui dou soleil luisant se « presente, il ne peut estre en defaute du jour qui est mis « à relevée ou à vespres. »

chascun d'iaus au meins deus¹ de ses² amis qui seent homes de court, ou³ tant come il plus porra⁴. Et le clamant i deit⁵ avoir tant come il plus porra⁶ de ciaux qui⁷ furent là quant la court les ajorna. Et s'il treuve⁸ le seignor, il li deit⁹ faire dire en la presence de deus homes de la court et de tant plus come il porra : « Sire, la court m'ajorna¹⁰ au jor de hui¹¹ contre tel, » et le nome, « de tel « carelle, » et la moutisse¹², « de quoi je me clamai de lui¹³. Et voz, sire, me co- « mandastes que je gardace¹⁴ ci¹⁵ mon jor, sire¹⁶, et je sui¹⁷ venus à hore¹⁸ et à « tens garder mon jor, et le garde, si come je dei, et entrai voz et vostre court qui « si estes garanz¹⁹. » Et ce face²⁰ dire deus ou trois feiz²¹, ainz²² que les esteilles²³ aperent²⁴ ou ciel. Et celui de qui l'on s'est clamés deit aussi faire et dire²⁵ come il est devizé dou clamant; mais que tant que il deit dire : « Sire, je garde mon « jor contre tel²⁶ de tel chose de quoi²⁷ il se clama de mei²⁸ : » et nome le clamant, et die de quoi il se clama. Et se l'un et l'autre gardent leur jor, si come il deivent, si tost come le clamant a dit ce qui²⁹ est dit dessus, et le defendeur³⁰ aussi, le clamant deit renoverer son claim en tel maniere come est³¹ après dit³².

CHAPITRE LIII.

Quant les parties sont ajornées³³ par court, et il gardent bien leur³⁴ jor si come il deivent; coment le clamant deit renoverer son claim.

Quant les parties ont leur jor gardé si come il³⁵ deivent, et il sont present en la court au jor que la court lor a doné, se³⁶ le clamant viaut renouveler³⁷ son claim, si die : « Sire, voz et la court oïstes et entendistes, au jor qui passez est, coment « et de quoi je me clamai³⁸ à voz en la cort³⁹ de tel et⁴⁰ en sa presence, » et le nome; « et il⁴¹ demanda jor à respondre au claim que je lors fis de lui, et le jor « est à hui⁴². Sire, tot ensi⁴³ come je me clamai⁴⁴ lors de lui, je me claims en- « cores⁴⁵, et en viaus avoir dreit par voz et par la court. » Et por ce le deit ensi faire le clamant, que se il fait⁴⁶ autre claim⁴⁷ de novel, et il i fait⁴⁸ aucune creissance ou il change⁴⁹ son claim en aucune chose, l'autre aura noviau jor de la creissance

¹ *Au meins* H. manque dans C. D. E. T. — ² *De lor.* D. E. *De lors.* T. — ³ *Ou* manque dans C. — ⁴ Ce qui suit, jusqu'à *porra*, manque dans C. *Au plus que il poront.* D. E. T. — ⁵ *Et le clamant doit.* B. — ⁶ *Au mains tant que il pora.* D. E. T. — ⁷ *Qui y.* D. E. T. — ⁸ *Et se il treuvent.* D. T. — ⁹ *Il doit.* B. C. — ¹⁰ *M'a ajorné.* B. D. E. T. — ¹¹ *Au jor d'hui.* B. — ¹² *Et die la querele.* B. C. D. E. T. — ¹³ *De quoi il se clama de lui.* B. D. E. T. — ¹⁴ *Que je gardasse.* B. C. D. E. T. — ¹⁵ *Si.* A. D. E. *Ci* manque dans T. — ¹⁶ B. — ¹⁷ *Et je i sui.* B. C. — ¹⁸ *A orre.* A. *A oure.* D. E. T. — ¹⁹ *Vos et vostre court de garanz.* B. *Vos et vostre cort à garans.* C. *Et entre vous et vostre court en estes garens.* D. *Et entre vous et vostre court en cestes garens.* E. *Et vous et vostre court en estes garens.* T. — ²⁰ *Faire.* D. E. T. — ²¹ *Deus fois ou trois.* B. — ²² *Et ainz.* B. — ²³ *Estoiles.* B. D. E. T. *Estoilles.* C. — ²⁴ *Perent.* D. E. *Pareent.* C. T. — ²⁵ *Doit faire aici dire.* T. — ²⁶ *Contre tel et le nome.* D. E. T. — ²⁷ *Dont.* B. — ²⁸ *De mei* manque dans D. T. Ce qui suit, jusqu'à *se clama.* Et, manque dans D. T. — ²⁹ *Ce que.* B. T. — ³⁰ *Le defendant.* C. D. E. T. — ³¹ *Com il est.* B. C. D. E. T. — ³² *Devisé.* B. — ³³ *Ajornés.* A. — ³⁴ *Le.* T. — ³⁵ *Eles.* C. — ³⁶ *Et se.* B. *Et le.* C. — ³⁷ *Renoverer.* B. C. — ³⁸ *Clamais.* D. E. T. — ³⁹ C. — ⁴⁰ *Et* manque dans D. E. T. — ⁴¹ *Et lui.* D. T. — ⁴² *Et ce jour est hui.* D. *Et le jour est hui.* E. *Et jour est hui.* T. — ⁴³ *Et tout aussi.* B. C. — ⁴⁴ *Je me clamai.* A. D. E. T. — ⁴⁵ *Je me claim encore.* B. *Je me claim encore.* C. *Je me clam encor de lui.* D. E. T. — ⁴⁶ *Refait.* C. — ⁴⁷ *Son claim.* B. D. E. T. — ⁴⁸ *Et il fait.* B. — ⁴⁹ *Ou changement en.* D. E. T.

* On a vu précédemment, c. xxv, p. 48, que les hommes de la cour pouvaient être conseils des parties ;

mais ici ils n'interviennent que comme témoins et pour attester le fait de l'ajournement.

ou dou changement¹ que il li metra sus, que il aura fait au claim². Et se le clamant dit que il n'a creu ne changié au claim, le defendant dira que si a, et motira³ aucune creissance ou aucun changement que il dira que il a⁴ fait en son claim; et se metra el⁴ recort de la court. Et sera deleé⁵ tant le⁶ plait que le recort seit⁷ fait. Et⁸ ensi pora de plusors⁹ choses dire et¹⁰ plusors¹¹ feis que il a¹² creissance ou changement el claim¹³; et en aura plusors feis recors¹⁴. Mais qui¹⁵ se clamera tot ensi¹⁶ come il autre feis s'est clamés, il n'i a ne peut¹⁷ avoir creissance ne changement de claim¹⁸; por quoi il¹⁹ ne peut jor demander ne avoir de creissance ne de changement de²⁰ claim; ne²¹ le fuiant ne li poreit²² dire ne desleer²³ le plait plus que d'un esgart et²⁴ d'un recort de court²⁵.

CHAPITRE LIV.

Quant on garde le jor que l'on a par court, et le clamant se clame si²⁶ come il autre feis s'est clamés : coment le fuiant deit respondre.

Se le clamant se clame au jor que il est ajorné par court, si²⁷ come il²⁸ autre feis s'est clamés²⁹, le defendeor³⁰ deit respondre au³¹ miaus qu'il saura au claim qui³² aura esté de lui fait autre feis³³, de quoi il aura esté ajorné par court à respondre de³⁴ cel claim à cel jor, se il viaut le plait³⁵ abregier. Mais se il viaut le plait esloignier, si³⁶ die : « Sire, je à son claim ne viaus respondre³⁷, se la court ne l'esgarde, se il le claim ne fait orres³⁸ en ma presence, si que je li sache respondre à son claim; et di³⁹ por quoi : por ce que trop sereit grief chose à faire et estrange⁴⁰ de respondre au claim que on ne feist maintenant de lui en sa presence, car l'on poreit faillir à⁴¹ respondre si⁴² come l'on devreit, por ce⁴³ que l'on ne sereit pas membrant quel le claim fu que l'on aureit autre fois⁴⁴ fait de lui; que mermoire⁴⁵ d'ome est moult escouloriant⁴⁶ : si en poreit on perdre sa carelle, por ce que on ne sereit⁴⁷ mie bien membrant quel le claim fu que on

¹ Ou dou changement dou claim. B. C. D. E. T. On lit ensuite dans B : *Et se il riens ne croist ne ne change au claim, si porra le deffendant dire que si a, et metra avant croissance ou aucun changement que il dira que il aura fait en son claim, et se mete ou recort, etc.*; et dans C : *Et se il riens n'i croist ne ne change el claim, si pora le defendor dire que il a changé ou creu en son claim, et demandera jor de la croissance ou dou change que il metra sus que il li aura fait el claim. Et se le clamant dit, etc.* De même dans D. E. T : *Mais après que il li metra sus.* On lit dans D : *Le deffendant dira que si a, etc.*; et dans T : *Et se le clamant dit, etc.* — ² C. — ³ Aura. C. D. E. T. — ⁴ En. D. E. T. — ⁵ Delleé. A. — ⁶ Ce. D. T. — ⁷ Sera. D. E. T. — ⁸ Et manque dans D. E. T. — ⁹ Pluisors. A. — ¹⁰ A. T. — ¹¹ Pluisors. A. — ¹² Il i a. C. D. E. T. — ¹³ Croissement ou change ou claim. B. — ¹⁴ Plusors recors. B. C. D. E. T. — ¹⁵ Mais que il se. D. E. Mais ou le clamant. T. — ¹⁶ Mais se il se clame tout aussi. B. — ¹⁷ Il n'a ne ne puet. B. D. E. Il n'a ne peut. C. Et dit que il n'a. T. — ¹⁸ En cel claim. B. C. El clam. T. Ce qui suit, jusqu'à *de claim*, manque dans D. E. T. — ¹⁹ L'on. B. On. C. — ²⁰ Del. C. — ²¹ Ne manque dans T. — ²² Ne le porra. B. C. — ²³ Declairier. B. Deleer. C. D. E. T. — ²⁴ Ou. T. — ²⁵ De court manque dans B. C. D. E. T. — ²⁶ Seit clamés. A. Se clama si. B. — ²⁷ Ausi. A. — ²⁸ Il s'est. B. — ²⁹ Clamés manque dans B. — ³⁰ Le deffendant. B. — ³¹ Le. C. D. E. T. — ³² Que. C. — ³³ Autrefois manque dans D. E. T. — ³⁴ A. B. C. Le meaus que il saura à. D. T. — ³⁵ Ce qui suit, jusqu'à *le plait*, manque dans B. — ³⁶ Si manque dans B. — ³⁷ Je ne veull respondre à son claim. B. — ³⁸ Ore. B. C. Ores. D. E. T. — ³⁹ Die. D. E. T. — ⁴⁰ Et estrange response. B. Estrange de manque dans T. — ⁴¹ Au. B. — ⁴² A respondre i si. C. — ⁴³ Ce qui suit, jusqu'à *de lui*, manque dans B. — ⁴⁴ C. D. E. T. — ⁴⁵ La memoire. B. — ⁴⁶ Escoloriant. B. C. D. E. T. — ⁴⁷ Feroit. C.

* L'en puet mestre et oster en sa demande, jusqu'au jugement. » *Établissements*, l. II, c. XIV; mais à chaque

demande nouvelle, on accordait au défendeur un délai nouveau pour y répondre.

« aureit fait de lui autre feis. Et por ce ne viaus je¹ respondre, se la court ne l'es-
 « garde, au claim que il a fait orres² de mei que il fist lors³, se il orres⁴ ne se
 « clame de mei en ma presence. Et de ce me met je en l'esgart de la court, sauf
 « mon retenaill. » Et contre ce⁵ peut le clamant respondre et dire : « Sire, il est
 « veir⁶ que, par un jor⁷ qui passés est, je me clamai⁸ à voz et à la court de lui en
 « sa presence⁹, et la court entendì de quoi et coment; et il demanda jor à¹⁰ res-
 « pondre de¹¹ celui claim, et l'ot par esgart de court; et le jor est hui¹². Et je ai
 « hui¹³ bien mon jor gardé si come je dei; et je me sui de lui clamés en sa pre-
 « sence au jor que la court me dona. Tot ensi come je lors me clamai¹⁴, et encores
 « me claims : por quoi je entens¹⁵ que il à mon claim deit respondre que je fais de
 « lui, si come je le fis à la court¹⁶ en sa presence, quant il ot jor à respondre à cel
 « claim. Ne je ne viaus que il demorre, por chose que il ait faite¹⁷ dire¹⁸, que il ne¹⁹
 « responde, se la court ne l'esgarde. Et di²⁰ por quoi : por ce que je lors²¹ me
 « clamai²² de lui à voz en la court et²³ en sa presence, et que il demanda jor à
 « respondre à cel claim, et que il l'ot par esgart de court²⁴; et que le jor que il ot
 « par esgart de court²⁵ à respondre à mon claim est hui; et que²⁶ je hui me
 « sui clamés, et encores²⁷ me claims de lui²⁸, si come je lors me²⁹ clamai : si ne
 « viaus³⁰, por chose que il die, que il demorre que il ne me responde à mon claim,
 « se la court ne l'esgarde : et de ce me met je en l'esgart de la court, sauf mon
 « retenaill. » Et je ne cuit que le defendant puisse chose dire par³¹ quoi la court
 dée³² esgarder que il ne li dée³³ respondre à cel claim qu'il³⁴ lors fist de lui, por
 ce que il demanda jor à respondre au claim que le clamant fist lors de lui, et l'ot
 par court³⁵; et que ce est celui jor³⁶ à quoi il deveit³⁷ respondre³⁸ à celui³⁹ claim⁴⁰.
 Et puisque le clamant se clame tot ensi come il lors se clama, et que ce est celui
 jor que il ot par court et que il⁴¹ deveit respondre à celui claim, est il tenu, ce
 me semble, de respondre à celui claim. Et se la court fait l'esgart dessus dit, le
 defendeur deit requerre au seignor que il li face recorder⁴² quel le claim fu, por
 ce que il⁴³ sache respondre ce que⁴⁴ il devra. Et le seignor qui ne deit faillir⁴⁵,
 li deit faire faire⁴⁶ cel recort. Et quant il l'aura eu, si respont⁴⁷ au claim⁴⁸
 que la court aura recordé, si come il devra. Que encontre cel⁴⁹ claim ne peut il
 trover⁵⁰ eschampes ne fuites que il ne responde⁵¹ ou ne die⁵² raison por quoi
 il ne viaut⁵³ respondre. Et se il fuit, disant raison⁵⁴ por quoi il ne viaut res-
 pondre à celui claim, si l'ateigne⁵⁵ le requérant en la maniere qui⁵⁶ est devant
 devizée⁵⁷, que⁵⁸ l'on deit home ataindre qui fuit par la seconde fuite principau de

¹ Ne veull je. B. D. E. Ne veull je. C. Ne veul je. T. — ² Il fait ores. B. Il ore fait. C. Il a ores fait. D. E. T. — ³ Si come il le fist lors. B. C. D. E. T. — ⁴ Ore. B. C. Ores. D. E. T. — ⁵ Et encontre. T. — ⁶ Voir. B. C. D. E. T. — ⁷ Que un jour. B. C. D. E. T. — ⁸ Clamais. D. E. T. — ⁹ Et à la court, en la presence de lui. B. — ¹⁰ De. B. D. E. T. — ¹¹ A. B. C. D. E. T. — ¹² Et cil jor est à hui. B. Et le jor est à hui. C. D. E. T. — ¹³ B. C. — ¹⁴ Clamais. D. E. T. — ¹⁵ Je entent. C. — ¹⁶ Si come je fiz de lui. B. — ¹⁷ Fait. B. T. — ¹⁸ Il ait dite. C. — ¹⁹ N'i. C. — ²⁰ Die. D. T. Dit. E. — ²¹ Lor. A. — ²² Clamais. D. E. T. — ²³ Et manque dans B. — ²⁴ Ce qui suit, jusqu'à il ot, manque dans B. — ²⁵ C. D. E. T. — ²⁶ C. D. E. T. — ²⁷ Ce qui suit, jusqu'à me clamai, manque dans D. T. — ²⁸ Et encores m'en claim. B. — ²⁹ M'en. B. — ³⁰ Veull. D. Ne veul. T. — ³¹ Por. C. — ³² Doit. C. — ³³ Doit. C. T. — ³⁴ Que cil. B. — ³⁵ Ce qui suit, jusqu'à il deveit, manque dans B. — ³⁶ Que il ot par la court à qui. D. E. T. — ³⁷ Il li devoit. D. E. T. — ³⁸ A respondre. B. — ³⁹ A cel. B. Et que ce est celui que il ot par court à respondre à cel. C. — ⁴⁰ Ce qui suit, jusqu'à de respondre à celui claim, manque dans D. E. T. — ⁴¹ A quei il. C. — ⁴² Que il li face recorder à la court. B. C. D. E. T. — ⁴³ Il li. C. — ⁴⁴ Si com. B. D. E. T. Si con. C. — ⁴⁵ Qui ne deit faillir manque dans B. C. D. E. T. — ⁴⁶ Faire à faire. B. — ⁴⁷ Li respondre. D. E. Si responde. T. — ⁴⁸ Et quant il aura ensi respondu au claim. B. C. — ⁴⁹ Que contre tel. B. Que contre cel. C. D. E. T. — ⁵⁰ Trever nul. D. E. Treuver nules. T. — ⁵¹ Ce qui suit, jusqu'à respondre, manque dans D. T. — ⁵² Ou die. C. — ⁵³ Il n'i doit. C. — ⁵⁴ Raisons. B. — ⁵⁵ Si le ataigne. B. Si l'ataigne. T. — ⁵⁶ Que il. C. — ⁵⁷ Devisé. C. — ⁵⁸ Com. B.

plait^a. Et se le clamant n'est bien certain que ciaux¹ de la court recordent² son claim si³ come il le fist, si le face⁴ de rechief le plus tost qu'il pora; et se garde de creistre ne⁵ de changier aucune chose el claim, que son aversaire n'ait noviau jor. Que se il ne renouvelle⁶ son claim, il poreit⁷ avoir damage, se la court n'est⁸ bien recordant de son claim. Et qui renouvelle⁹ son claim, se il n'i creist¹⁰ ou ne change¹¹ aucune chose, et l'autre die que il a creu ou changié¹², die que non a. Et se il demande jor por dire que il a¹³ creissance ou changement, sans dire quel le changement ou la croissance est¹⁴, disant¹⁵ que il viaut que la court qui oy la premiere clamoret a oye¹⁶ ceste, recorde¹⁷ se¹⁸ il y a¹⁹ creissance ou changement en son claim, ou s'ele²⁰ n'i est, et que il de ce requiert le recort de la cort, et le viaut avoir, se la court l'esgarde, et mete son retenaill: die le requerant: « Vos requerés recort de chose descovenable; et de tel que²¹ voz ne devés avoir recort, quant voz requerés à²² avoir recort de court²³ de ce que voz dites que je ai creu ou changié à²⁴ mon claim, et ne dites de quoi. Que²⁵ trop aureit la court à faire, s'il li²⁶ covenait retenir et recorder à la requeste dou fuiant totes les paroles que les avantparliers aureient²⁷ dites en la court por esclarzir li²⁸ se il y a²⁹ creissance ou non el claim sans la creissance moutir. Ne ensi ne peut l'on ni ne deit jor³⁰ avoir; ne la court ne³¹ deit faire recort se il y a³² creissance el claim ou non, se celui qui dit que ele³³ y est, ne dit quele³⁴ la creissance est. Et, por les raisons que je ai dites, ou por aucunes d'elles, ne viaus je que voz aiés jor, ne que la court face cest recort, s'elle ne l'esgarde; et de ce me met je en l'esgart de la court, sauf mon retenaill. » Et il ne me semble que le fuiant puisse chose dire³⁵ par quoi la court dée³⁶ faire cel recort qu'il requiert, s'il ne dit quel creissance il a³⁷ el claim; ne que il ne deit³⁸ avoir jor por tant come il a dit³⁹; mais il a lissir⁴⁰ dou dire.

CHAPITRE LV.

Se l'un⁴¹ de ciaux qui est⁴² ajorné par court garde bien⁴³ son jor si come il deit, et l'autre ne le garde ne ne⁴⁴ contremande si come il deit: que⁴⁵ celui qui l'a gardé⁴⁶ deit dire et faire.

Quant l'on est ajornés par court, et l'on vient⁴⁷ à orre⁴⁸ et à tens garder son jor, et le garde si come il deit^a; et l'autre n'i⁴⁹ vient, ni ne le garde si come il deit,

¹ Cil. B. — ² Ne recorderont. B. Recorderont. C. — ³ Ensi. B. — ⁴ Reface. B. C. — ⁵ Et. B. — ⁶ Renovele. B. C. E. Renouveles. T. — ⁷ Il i porra. B. C. — ⁸ N'estoit. B. C. D. E. T. — ⁹ Renovele. B. C. E. Renouvele. T. — ¹⁰ Se il i croist. B. Se il ne croisse. D. E. T. — ¹¹ Ou change. B. C. D. T. — ¹² Que il a creu ou claim. B. C. Que il a creu ou changié au claim. D. E. T. — ¹³ Que il a el claim. C. D. E. T. — ¹⁴ C. — ¹⁵ Et disant. D. E. T. — ¹⁶ Oi. B. — ¹⁷ Et oy cest recorder. E. Et oyst ceste recorder. T. — ¹⁸ Die se. T. — ¹⁹ Se il a. B. C. — ²⁰ Celle. A. C'ele C. — ²¹ Et di tel que. A. Et de tele de quoi. B. — ²² A manque dans B. T. A avoir manque dans C. — ²³ De court manque dans D. E. T. — ²⁴ A manque dans C. — ²⁵ Et. C. — ²⁶ Li manque dans D. E. T. — ²⁷ Auront. B. Avoient. C. — ²⁸ Por esclarcir la. B. Por esclarsir li. C. Pour esclaircir. D. Pour esclersir. E. Pour esclercir. T. — ²⁹ Se il a. B. C. — ³⁰ Court. D. Cour. E. Recort. T. — ³¹ Nen. B. — ³² Se il a. B. C. — ³³ Il. A. — ³⁴ Quel. A. C. D. E. T. — ³⁵ Faire chose. B. — ³⁶ Doit. C. — ³⁷ Il y a. D. E. T. — ³⁸ Il doie. B. C. D. E. T. — ³⁹ Ce qui suit manque dans B. — ⁴⁰ Lissir. C. Loisir. D. E. T. — ⁴¹ Celui. A. Quant celui. D. E. T. — ⁴² Sont. D. E. T. — ⁴³ B. — ⁴⁴ B. — ⁴⁵ Quoy. C. — ⁴⁶ Le garde. D. E. T. — ⁴⁷ Viaut. C. — ⁴⁸ Heure. B. Hore. C. Oure. D. E. T. — ⁴⁹ Ne. D. E. T.

^a Voyez chapitre xxxv, page 58.

ni ne le¹ contremande si come il deit; celui qui l'a gardé si come il doit², quant il verra les esteilles aparanz³ ou ciel, il les deit mostrer à deus ou à plus des homes de la court, et tels que il cuide qui⁴ seent ses amis, et après venir devant le seignor, et dire li: « Sire, je ai bien gardé mon jor si come je dei, jusque as esteilles « aparans el ciel; mandés les veoir. » Et le seignor les deit mander veoir à sa requeste par deus de ses homes ou plus. Et quant il les auront⁵ veues, il le deivent dire au seignor en⁶ la court. Et lors celui qui a son jor gardé deit dire au seignor: « Sire, je me clamai⁷ à vos en⁸ la court, un jor qui passés est, de tel⁹ « de¹⁰ tel chose: » et die de quoi et de qui¹¹. « Sire¹², et¹³ il demanda jor à « mon claim, et je le¹⁴ contrebati, et il l'ot par esgart de court. Sire¹⁵, et je vins¹⁶ « à orre¹⁷ et à tens por¹⁸ mon jor garder¹⁹, et l'ai gardé si come je dei, trusque as²⁰ « esteilles aparans el ciel²¹; et ciaux que vos enveastes veyr²² les esteilles les « ont veues, et le voz ont dit en la court. Si vos pri et requier que vos me faites « conoistre à vostre court se je ai bien mon jor gardé si come je deis. » Et le seignor deit comander à la court qu'ele face²³ celle conoissance; et la court deit faire la²⁴,²⁵ et deit conoistre, ce crei²⁶, que il a bien son jor gardé si come il deit. Et maintenant il deit dire au seignor: « Sire²⁷, vostre court a coneu que je ai mon jor gardé si « come je dei, et mon aversaire n'a²⁸ le sien²⁹ gardé ne contremandé si come il « deit: si voz pri et requier que voz me faites conoistre à votre court se je ai³⁰ « vers³¹ lui desrainedé par jor gardant la³² carelle de quoi je me clamai³³ de lui³⁴, « de quoi³⁵ noz fumes ajornés par court au jor de hui; puisque je ai mon jor gardé « si come je dei, et il n'a le sien gardé ne contremandé si come il deit³⁶. » Et le seignor deit comander à la court qu'elle³⁷ face celle conoissance; et la court la³⁸ deit faire, et deit, ce cuit³⁹, conoistre⁴⁰ que il a sa⁴¹ carelle desrainée⁴², se son aversaire n'a son jor gardé ne contremandé si come il deit. Et coment l'on deit jor⁴³ garder et⁴⁴ contremander est devizé en cest livre^b. Et à mei semble que se⁴⁵ celui qui est ajorné par court peut mostrer, si come il deit, que il vint à horre⁴⁶ et à tens por⁴⁷ son jor garder⁴⁸, et que il ot⁴⁹ el chemin tel essoine⁵⁰ qu'il ne pot à orre⁵¹ et à tens venir son jor garder^c, et⁵² que il de là⁵³ où il fu essoignés contre-

¹ Le manque dans B. C. Ne le manque dans D. E. T. — ² B. C. — ³ Aparanz manque dans D. E. T. — ⁴ Que il. C. — ⁵ Auroit. B. — ⁶ Et en. C. — ⁷ Clamais. A. D. E. Clamois. T. — ⁸ Et en. C. — ⁹ De tel manque dans D. E. T. — ¹⁰ Et de. C. — ¹¹ De tel, et le nome, de tel chose, et die de quoi. B. — ¹² Sire manque dans D. E. T. — ¹³ Et manque dans C. — ¹⁴ Li. D. E. T. — ¹⁵ Au lieu de Sire, et, on lit dans B: Dont. — ¹⁶ Viens. D. T. — ¹⁷ Houre. B. Hore. C. Oure. D. E. T. — ¹⁸ A. B. Por manque dans C. D. E. T. — ¹⁹ Gardant. E. — ²⁰ Jusques as. B. C. D. E. T. — ²¹ El ciel manque dans B. — ²² Voir. B. Veir. C. — ²³ Qu'il facent. A. — ²⁴ La doit faire. B. C. D. E. T. — ²⁵ Et deit conoistre manque dans B. — ²⁶ Ce quit. B. — ²⁷ Sire manque dans B. — ²⁸ N'a mie. B. Ne n'a. D. E. T. — ²⁹ Le sien jour. B. C. D. E. T. — ³⁰ Je ais. A. — ³¹ Devers. T. — ³² Ma. C. D. E. T. — ³³ Clamais. D. E. T. — ³⁴ De lui manque dans D. T. — ³⁵ Dont. B. — ³⁶ Qu'elle li. D. E. T. — ³⁷ Li. D. E. T. — ³⁸ Ce cuit manque dans D. T. — ³⁹ Faire et dire, ce cuit. B. — ⁴⁰ La. C. — ⁴¹ Gaignée. D. E. T. — ⁴² Son jor. T. — ⁴³ Et coment. C. — ⁴⁴ B. C. — ⁴⁵ Hore. B. C. Oure. D. E. T. — ⁴⁶ Por manque dans B. D. E. T. Por venir. C. — ⁴⁷ Ce qui suit, jusqu'à garder, manque dans B. — ⁴⁸ Il a eu. D. E. T. — ⁴⁹ Aucune essoigne tel. D. E. T. — ⁵⁰ Hore. C. Oure. D. E. T. — ⁵¹ Et manque dans C. — ⁵² Dou leuc. B.

* La formule de requête qui se trouve dans la *Somme rurale*, tit. VI, p. 35, diffère peu de celle-ci: « Sire-juge, « je garde mon jour en la cour de ceans aujourd'hui « contre tel que j'avoy fait adiourner pour telle cause, « comme il peut apparoir par la relation de vostre sergent, et d'hommes qui à ce furent presens. S'il fust « icy, ie fisse contre luy ma demande: et pour ce que ie « ne le voy, n'aucun pour luy, ie garde mon iour iusques « que bien est heure que i'aye default contre luy, et par « vertu d'i celuy default attains ma demande, qu'en son

« absence ie fais telle, etc. » Si doit declarer sa demande et faire sa conclusion et puis dire: « Par laquelle conclusion ie dis avoir attainct contre luy, et tant estre « avancé que la cour dira, si en fais plainte à loy, et en « requiert droict. »

^b Voyez le chapitre LIX, page 96.

* Si les chemins estoient si couverts de neges que l'on ne peust ou sçeut où trouuer la voye sans peril de son corps, orages et foudres du ciel, comme esclairs, tonnaires, pierres cheans desmesurées, ponts ou pas-

manda son jor à houre et à tenz¹, si come il dut², et que ciaux³ par qui il contremandait son jor orrent⁴ essoine por⁵ quoi il ne⁶ porrent⁷ à horre⁸ et⁹ à tens venir en la court et¹⁰ dire son essoine¹¹, ne¹² faire ce qu'il lor¹³ avait enchargié¹⁴ de dire et¹⁵ faire à son jor contremander. Que¹⁶ celui qui n'a son jor gardé ne contremandé à horre¹⁷ ne¹⁸ à tens por¹⁹ essoine que il ou ciaux par qui il le²⁰ contremandait ont eu, qu'il²¹ n'a pas sa carelle perdue par jor gardant^a. Et deit ces choses faire assaveir²² le plus tost que il peut²³ au seignor et²⁴ à²⁵ la court, et offrir le²⁶ à mostrer²⁷, si come²⁸ la court esgardera ou conoistra que il mostrer le dée²⁹; et la court doit esgarder ou mostrer, ce me semble, que il les doit mostrer³⁰ si come il est escrit³¹ en cest livre que l'on deit tel chose mostrer. Et maintenant que l'avant³² dite conoissance est faite et retraite, celui³³ qui se clama deit³⁴ requerre au seignor que il li³⁵ face avoir et delivrer ce de quoi³⁶ il se clama, et que il l'a³⁷ gaaignié par jor gardant. Et le seignor li³⁸ deit faire delivrer le plus tost qu'il pora et sans delai. Et se le³⁹ seignor met⁴⁰ ou fait⁴¹ metre le clamant en⁴² saisine de ce dont il se⁴³ sera clamés, et le⁴⁴ defendant peut son essoine⁴⁵ mostrer ou celle⁴⁶ de ciaux par qui il contremandait son jor, si come la court esgardera ou conoistra que il mostrer le dée⁴⁷; le seignor le redeit⁴⁸ metre⁴⁹ ou faire metre en tel⁵⁰ saisine et⁵¹ en tel teneure come il esteit devant, de ce de quoi il aura⁵² mis ou fait metre le clamant en saisine et en teneure, come de ce que il a desrainié⁵³ par jor⁵⁴ gardant; por ce que il ne l'aura pas desrainié⁵⁵ par jor gardant, puisque⁵⁶ l'autre aura son essoine mostré⁵⁷, si come est devant dit^b. Et se le⁵⁸ seignor ne viaut faire faire les dittes conoissances à celui qui li requiert ou aucunes d'elles, celui à qui il ne les⁵⁹ vodra faire faire li die : « Sire, je voz ai requis « que voz comandissieés⁶⁰ à la court qu'elle feist la conoissance que je voz avée « requise⁶¹ que voz me feissiez⁶² faire, et voz ne l'avés fait⁶³; et je entens⁶⁴ que vos « ne devés faillir d'esgart ne⁶⁵ de conoissance de court à qui qui⁶⁶ le⁶⁷ voz requiert

¹ B. C. D. E. T. — ² Il doit. D. E. T. — ³ Et ceaus. D. E. T. — ⁴ Orent. B. C. D. E. T. — ⁵ Par. B. — ⁶ Ni. c. — ⁷ Porent. B. C. D. E. T. — ⁸ Hore. B. C. Oure. D. E. T. — ⁹ Ne. B. — ¹⁰ En la court et manque dans B. Et manque dans C. D. E. T. — ¹¹ C'esaigne. C. — ¹² Et. C. D. E. T. — ¹³ Ce que l'on. D. Ce que il les. T. — ¹⁴ Chargié. D. E. Chargé. T. — ¹⁵ Et de. B. — ¹⁶ Et que. C. — ¹⁷ Hore. B. Hore. C. Oure. D. E. T. — ¹⁸ Et. B. C. D. E. T. — ¹⁹ Par. B. — ²⁰ Le manque dans D. E. T. — ²¹ Qu'il manque dans B. — ²² En doit venir. B. C. D. E. T. — ²³ Porra en la court, et doit ces choses faire assaveir. C. D. E. T. — ²⁴ Et manque dans B. — ²⁵ En. B. — ²⁶ Le manque dans C. D. E. T. — ²⁷ Et dire ces choses au seignor et à la court, et offrir à mostrer. B. — ²⁸ Ce qui suit, jusqu'à si come, manque dans D. T. — ²⁹ Doit. B. — ³⁰ C. — ³¹ Devisé. B. C. D. E. T. — ³² La devant. B. — ³³ Se ce est celui. B. C. — ³⁴ Il doit. B. C. — ³⁵ Li manque dans C. — ³⁶ Ce dont. B. — ³⁷ Il a. C. — ³⁸ La li. B. Le li. C. D. E. T. — ³⁹ Et le. D. E. T. — ⁴⁰ Mete. A. D. E. Met ou manque dans T. — ⁴¹ Face. B. D. E. T. — ⁴² En la. C. — ⁴³ B. C. D. E. T. — ⁴⁴ Et se le. D. E. T. — ⁴⁵ C'esaigne. C. — ⁴⁶ Celle manque dans D. E. T. — ⁴⁷ La doive. C. — ⁴⁸ Doit. B. D. E. T. — ⁴⁹ Remettre. D. E. T. — ⁵⁰ B. C. D. E. T. — ⁵¹ Ou. D. E. T. — ⁵² Auroit. D. E. Avoit. T. — ⁵³ Il l'a desraignée. C. — ⁵⁴ Par court. D. Par court à jour. T. — ⁵⁵ Desraignée. C. — ⁵⁶ Et puisque. B. — ⁵⁷ Mostrée. B. C. D. E. T. — ⁵⁸ Et le. B. — ⁵⁹ La. B. D. E. T. — ⁶⁰ Comandissieés. B. D. E. T. Comandisiés. C. — ⁶¹ Requis. B. — ⁶² Feissieés. B. E. Feisiés. C. Fissiés. D. T. — ⁶³ Faite. C. — ⁶⁴ Je entent. C. — ⁶⁵ Ou. B. — ⁶⁶ Que. B. Qui manque dans D. E. T. — ⁶⁷ La. B.

«sages rompus ou depechiez, tellement que par ailleurs «bonnement on ne peust passer sans peril de corps, «aventure de soudaine maladie ou infortune accidentale, dont sans peril de corps on ne pourroit avant «aller, detention de prison sur le chemin, ou prises «par ses ennemis ou les ennemis de son seigneur.» *Somme rurale*, tit. IV, p. 23.

^a Sur le contremand, voyez les *Établissements*, liv. I, ch. II et CXVIII. Lois de Henri I, § LIX, LX, t. I, p. 322, des *Coûtumes Anglo-Normandes*, publiées par Houard.

Beaumanoir, c. 111, p. 23. La *Somme rurale*, tit. IV, p. 21-28. Le *Grand Coustumier*, l. III, c. v. Du Cange, *Glossarium*, verbo *Contramandatum*, et Notes sur les *Établissements*, p. 162. De Laurière, *Glossaire du droit*, t. I, p. 288. La Thaumassière, Notes sur Beaumanoir, p. 377.

^b D'après la *Somme rurale*, p. 36, le demandeur n'était pas mis en saisine, mais après trois réassignations du défendeur, le profit de ses conclusions lui était adjugé.

« en court: si me devés faire faire la¹ conoissance que je voz requiers², puisque
 « je la voz ai requise³ en la court, si⁴ come celui⁵ qui en estes⁶ tenuz par les
 « uz ou⁷ par les costumes ou assises dou reiaume de Jerusalem, que voz avés juré
 « à tenir et à faire tenir⁸ tozjors⁹ en cest reiaume. Si voz requier que voz me
 « faites faire la dite conoissance que je voz ai requise: que voz qui estes seignor et
 « justise¹⁰ et dreiturier, et qui¹¹ ne devés voleir¹², se Dieu¹³ plaist, que je ne au-
 « tre perdieens¹⁴ nostre raison en vostre court, ni ne seons desleé¹⁵ d'avoir la par
 « defaute¹⁶ d'avoir esgart ou conoissance de court. Et por totes les raisons que je
 « ai dittes, ou por aucunes¹⁷ d'elles, viaus je que voz la dite conoissance me fas-
 « siés¹⁸ faire, se la court l'esgarde; et de ce me met je en l'esgart de la court, sauf
 « mon retenaill. » Et le seignor li deit faire faire¹⁹ la dite conoissance, ou se deit
 metre vers lui en esgart de court de ce que il li requiert esgart, ou²⁰ disant raison
 por quoi il ne li²¹ deit faire, et tel²² que court esgarde ou conoisse que il ne li
 deit²³ faire. Que²⁴ autrement seignor ne deit faillir d'esgart ni²⁵ de conoissance
 de court à home ni à feme qui la²⁶ requiert en la court. Et se le seignor se met
 de ce en l'esgart de la court, il ne me semble que il puisse chose dire par quoi la
 court dée esgarder que le seignor ne dée²⁷ comander à la court de faire²⁸ la dite
 conoissance^a. Et²⁹ la court deit conoistre³⁰, ce cuit, que celui qui a son jor gardé, si
 come il deit, a sa carelle desrainiée; se son aversaire n'a son jor gardé, si come
 il deit³¹, ne³² contremandé si come il deit. Et por ce deit la court metre en cest cas
 le sy³³, si³⁴ come il est devant devizé. Que se elle faiseit la³⁵ conoissance tout
 outre³⁶, sanz metre le sy³⁷ devant dit³⁸, celui qui aureit esté essoigné ou che-
 min³⁹ et qui aureit son essoine contremandé à orre⁴⁰ et à tens dou chemin ou de
 son hostel, si come il devrait, et que⁴¹ ciaux par qui il le⁴² contremandeit⁴³ orent⁴⁴
 tel essoine ou chemin⁴⁵ par quoi il ne porrent venir à court⁴⁶ à orre et⁴⁷ à tens
 son essoine dire et faire ce que il deveent⁴⁸, et que il eust tot ce prové, si come
 court esgarderait ou conoistrait que il faire le deust, aureit il à tort perdue⁴⁹ sa
 carelle; que le seignor⁵⁰ ne autre ne li vaudrait fausser⁵¹ la conoissance⁵² sans le
 sy⁵³, et ce⁵⁴ sereit tort apert et desraison, ce⁵⁵ me semble. Que por⁵⁶ essoine ne
 deit l'on mie perdre sa carelle par⁵⁷ jor gardant, se il la⁵⁸ contremande si come
 est avant dit, ou en⁵⁹ fait son leau poeir en la maniere avant devizée⁶⁰. Si⁶¹ deit

¹ La dite. T. — ² Requier. B. C. — ³ Vos requier. C. — ⁴ Si manque dans B. C. D. E. T. — ⁵ A celui. D. E. T. —
⁶ Qui est. D. T. Qui estes. E. — ⁷ Et. D. E. T. — ⁸ Tenir manque dans B. Et à faire tenir tozjors manque dans C.
 — ⁹ Tozjors manque dans D. E. T. — ¹⁰ Justisier. B. E. Justicier. D. T. — ¹¹ Et qui manque dans D. T. Qui
 manque dans E. — ¹² Se Deu plaist ne devés voleir. C. — ¹³ Deu. B. — ¹⁴ Perdons. B. Perdiens. C. Perdissons. D. T.
 Perdissons. E. — ¹⁵ Deleé. B. C. D. E. Deleés. T. — ¹⁶ Defaut. C. — ¹⁷ Aucune. B. — ¹⁸ Faciés. B. Faites. C. D. E. T. —
¹⁹ C. D. E. T. — ²⁰ Ou manque dans B. C. Ce. D. E. Et. T. — ²¹ Le. B. C. D. E. La. T. — ²² Tele. B. — ²³ La
 doie. B. Le doit. D. E. La doit. T. — ²⁴ Que manque dans C. — ²⁵ Ou. D. E. T. — ²⁶ La li. B. — ²⁷ Doit. D. E.
 T. — ²⁸ Qu'ele face. C. D. E. T. — ²⁹ Et manque dans D. E. T. — ³⁰ Mais la court doit esgarder que le seignor
 doit comander à la court qu'ele face la dite conoissance. La court doit conoistre. C. — ³¹ Si come il deit manque
 dans B. C. D. E. T. — ³² Ou. B. D. E. T. — ³³ Le si. B. C. Le enci. D. E. Se enci. T. — ³⁴ Si manque dans C. D.
 E. T. — ³⁵ La dite. T. — ³⁶ B. C. D. E. T. — ³⁷ I le si. B. Y le sy. C. Y le ci. D. E. T. — ³⁸ Dit manque dans C. —
³⁹ Chemint. A. — ⁴⁰ Heure. B. Hore. C. Oure. D. E. T. — ⁴¹ Ou de. D. Et de. T. — ⁴² La. C. Le manque dans
 D. E. T. — ⁴³ Il la comanderait. B. — ⁴⁴ Auront. B. Avoir. D. Auroit. T. — ⁴⁵ Tele essoigne contremandé à
 oure et à tens. D. E. T. — ⁴⁶ B. C. En court. D. E. T. — ⁴⁷ Heure ne. B. Hore ne. C. Oure ne. D. E. T. — ⁴⁸ Il de-
 vroit. C. T. Devoit. D. Devroient. E. — ⁴⁹ A tout ce perdu. D. T. A tout ce perdue. E. — ⁵⁰ Que essoigne. C.
 Que s'essoigne. D. E. T. — ⁵¹ Fauser. B. Fausser manque dans C. Faisant. D. E. T. — ⁵² Se la court faisoit la
 conoissance. C. — ⁵³ Le si. B. D. T. — ⁵⁴ Et si. B. D. T. — ⁵⁵ Si. T. — ⁵⁶ Par. C. — ⁵⁷ Par. T. — ⁵⁸ Il a. D. E.
 T. — ⁵⁹ Ou eust. C. — ⁶⁰ Ce qui suit, jusqu'à avant ditte, manque dans D. E. T. — ⁶¹ Se. A.

^a On voit ici que l'autorité de la cour diffèrait essen-
 tiellement de celle du seigneur, et même que sous un

rapport elle lui était supérieure, puisque le seigneur se
 mettait lui-même en l'esgard de sa cour.

la cort¹ bien faire la dite conoissance en la maniere avant ditte, selonc dreit et raison, ce me² semble; que autrement ne sereit la ditte essoine³ valable. Et maintenant que ceste conoissance sera faite, se celui qui a son jor gardé est requérant, il deit requerre au seignor que il celle carelle, que il a desrainiée par jor gardant⁴, li⁵ face delivrer: et le seignor li⁶ deit faire sans delai⁷. Et se celui qui a son jor gardé est defendant, il doit la conoissance requerre en la maniere devant devizée; et après⁸ ce que il l'aura eue⁹, le plus tost que il trouvera la court bien efforsée¹⁰, il deit faire recorder les dittes conoissances en la court pleniére¹¹, à ciaux qui¹² furent là quant¹³ elles furent recordées¹⁵ devant le seignor; por ce que se¹⁴ celui contre qui il aura sa carelle desrainiée par jor gardant, ou aucun autre por lui¹⁵, requist¹⁶ celle¹⁷ carelle à lui ou à son heir¹⁸, que il puisse bien mostrer¹⁹ par recort de court, quant mestier li sera, que celle carelle a esté desrainiée par jor gardant, por quoi il est quitte²⁰ et delivre, et n'en est²¹ tenuz de respondre après à aucune persone quel que elle seit. Mais se le clamant ot essoine²² ou chemin, ou²³ ciaux par qui il contremandeit son essoine, et il le peut mostrer, si come il est devant dit: le defendeur²⁴ n'aura pas sa carelle desrainiée ne gaaignée²⁵ vers lui, par²⁶ les raisons avant dittes; ainz seront en tel point l'un vers l'autre²⁷ de celle carelle come il esteent avant²⁸ que le clamant se clamast²⁹ de lui.

CHAPITRE LVI.

Quant l'on viaut³⁰ garder son jor el³¹ leuc où³² l'on est ajorné par court, et l'on ne³³ treuve le seignor ne home que il ait establi en son leu: que³⁴ l'on deit dire et faire.

Quant celui qui est ajorné par court vient³⁵ el³⁶ leuc où il est ajornés son³⁷ jor garder, se il ne trueve le seignor ou home que il ait establi en son leuc, devant qui il deit³⁸ son jor garder; si face et die en la presence de tant des homes dou seignor^b come il porra³⁹ et⁴⁰ qu'il en⁴¹ ait au meins deus, ce qui⁴² est avant devizé que il die et face au seignor en la court, quant il vient⁴³ son jor garder⁴⁴ et le garde, mais que il requiert⁴⁵ esgard ou⁴⁶ conoissance de court; et puis lor⁴⁷ mostre⁴⁸ les esteilles, et lor prie et requiert⁴⁹ qu'il⁵⁰ seent recordanz⁵¹ de ce que il ont⁵² veu et

¹ B. C. — ² Et me. D. E. T. — ³ Conoissance. D. E. T. — ⁴ Par jor gardant manque dans C. D. E. T. — ⁵ Si. B. — ⁶ Le. D. E. T. — ⁷ Dellai. A. — ⁸ Ce qui suit, jusqu'à il deit faire, manque dans D. E. T. — ⁹ Il les aura eues. C. — ¹⁰ Enforcée. B. Efforcée. C. — ¹¹ Qui y. D. E. T. — ¹² Où. B. C. D. E. T. — ¹³ Retraites. C. D. E. T. — ¹⁴ Por ce se. B. Se manque dans D. E. T. — ¹⁵ Por lui manque dans B. C. D. E. T. — ¹⁶ Requiert. B. C. D. E. T. — ¹⁷ Cele meisme. B. Cele meisme. C. Celle mesme. D. E. T. — ¹⁸ Heir, ou autres por lui. B. Heir, ou à autre por lui. C. E. Ou à autre pour lui. D. Ou autre pour lui. T. — ¹⁹ Prover. B. C. D. E. T. — ²⁰ Quite. B. D. E. T. Il en est quite. C. — ²¹ Et n'est B. Et ne n'est C. — ²² Est essoigné. D. T. — ²³ Et. C. — ²⁴ Le defendant. B. C. — ²⁵ Ne gaaignée manque dans C. D. E. T. — ²⁶ Por. C. — ²⁷ C. D. E. T. — ²⁸ Com il estoit ains. C. Com il estoient ains. D. E. T. — ²⁹ Clama. D. E. T. — ³⁰ Vient. D. E. T. — ³¹ En. B. D. E. T. — ³² Que. B. — ³³ N'i. B. — ³⁴ Quey. C. — ³⁵ Venra. C. D. E. T. — ³⁶ Ou. B. A. D. E. T. — ³⁷ A son. B. C. D. E. T. — ³⁸ Doie. C. Doive. D. E. T. — ³⁹ Que il pora avoir. D. E. T. — ⁴⁰ Ou. D. E. T. — ⁴¹ En i. B. — ⁴² Et face ce qui. D. E. T. — ⁴³ Viant. C. — ⁴⁴ En la court. D. E. T. — ⁴⁵ Mais que de ce requerre. B. Mais que de requere. C. D. E. T. — ⁴⁶ Ne. B. C. D. E. T. — ⁴⁷ Lors. B. — ⁴⁸ Mostrer. D. T. — ⁴⁹ Requiere. B. T. Requier. C. Requere. D. — ⁵⁰ Que il en. D. E. T. — ⁵¹ Recordant. C. — ⁵² Il a. B.

^a Cour pleniére, cour efforcée, c'est-à-dire cour au complet.

^b Pour comprendre plusieurs dispositions de ce chapitre, il faut se rappeler que les désignations d'hommes

du seigneur et d'hommes de cour étaient équivalentes, parce que tous les vassaux d'un seigneur étaient membres de sa cour.

oy, si que il le recordent en la court, quant mestier li sera. Et après, à¹ plus tost qu'il porra trouver le seignor en la court², si li dia qu'il a son jor gardé si com il doit³, vers tel de tel carelle; et le nome, et⁴ moutisse la carelle; et⁵ se son aversaire ne l'a⁶ gardé ne⁷ s'esoigne⁸ contremandé si come il deit, si die au seignor que il a sa carelle desrainiée⁹ par jor gardant : si¹⁰ li prie et requiert¹¹ que il li¹² face delivrer ce de quoi il se clama de son aversaire. Et quant il a ce dit, se le seignor viaut¹³ estre certefié¹⁴ que il ait son jor gardé si come il deit¹⁵, il l'en deit faire certain¹⁶ par le recort des homes de la court¹⁷ qui furent là quant¹⁸ il garda son jor. Et se son aversaire est en la court, et die¹⁹ qu'il n'a pas son jor gardé si come il det²⁰, il le deit prover vers lui²¹ par le recort des²² avant dis homes de la court. Et qui²³ viaut de ce qui est avant dit faire le seignor certain²⁴, ou prover le vers son aversaire, il le deit²⁵ ensi faire. Que il deit dire au seignor, quant il viaut estre certifié²⁶ de son dit, ou quant son aversaire desdit²⁷ que il n'a son jor gardé ne contremandé²⁸, si die : « Sire, tel et tel de vos homes, » et li nome²⁹, « furent là où je gardai mon jor, et aucuns autres³⁰ de quoi il³¹ orres ne me sou-
« vient : si voz pri et requier³², come à mon seignor, que voz comandés à ciaux que
« je³³ ai només et à voz autres homes, que il recordent ce qu'il oyrent et qu'il vi-
« rent³⁴ que je dis et fis à mon jor garder. » Et se il sont present en la court, le seignor lor deit comander³⁵ que il recordent ce que il³⁶ virent et oyrent. Et se ciaux qui ont esté només³⁷ ne sont en la cort, le seignor les³⁸ deit faire venir. Et quant il seront venus³⁹, il deit comander à ciaux⁴⁰ et à toz ses autres homes que il recordent ce qu'il sevent de cel fait⁴¹. Et lors toz les homes de la court doivent estre⁴² ensemble et seyr, et recorder ce que il sevent de cest⁴³ fait. Et s'il y a⁴⁴ en la court deus homes ou plus qui seent recordans que celui qui a son jor gardé⁴⁵ venist là où il fu⁴⁶ ajorné à⁴⁷ son jor garder, ainz que les esteilles fucnt⁴⁸ aparans el ciel⁴⁹, et dist en lor⁵⁰ presence que il esteit venuz garder son jor contre tel de⁵¹ tel carelle⁵², et le noma et dist⁵³ la carelle, et que après ce⁵⁴ il demora⁵⁵ là⁵⁶ tant que les esteilles fucnt⁵⁷ aparans el ciel⁵⁸, et que il lor mostra, puis⁵⁹ lor dist : « Je voz trais⁶⁰ à garant⁶¹ coment⁶² je ai mon jor gardé; et voz prie⁶³ et re-
« quier⁶⁴ que voz seiés recordant, si que vos le puissiez recorder en la court⁶⁵
« quant mestier me⁶⁶ sera. » Il me semble que il a bien⁶⁷ fait le seignor⁶⁸ certain, et prové⁶⁹ vers son aversaire que il avait⁷⁰ bien son jor gardé si come il deveit⁷¹;

¹ *Ce au.* B. C. *Ce le.* D. E. T. — ² *En court.* C. D. E. T. — ³ B. C. D. E. T. — ⁴ *Et la.* A. — ⁵ *Et manque dans* D. E. T. — ⁶ *Le.* B. — ⁷ *Où.* B. — ⁸ C. D. E. T. — ⁹ *Desrainié.* B. — ¹⁰ *Se.* B. — ¹¹ *Requiere.* B. — ¹² *Il la li.* C. — ¹³ *En veant.* D. E. T. — ¹⁴ *Certain.* B. *Sertefié.* C. — ¹⁵ *Dit.* C. — ¹⁶ *Sertain.* C. — ¹⁷ *De la court* manque dans B. — ¹⁸ *Où.* B. C. D. E. T. — ¹⁹ *Dit.* C. D. E. T. — ²⁰ *Doit.* B. C. D. E. T. — ²¹ *Vers lui* manque dans B. D. E. T. — ²² C. D. E. T. *Par les avanz dis.* A. B. — ²³ *Et que il.* B. — ²⁴ *Sertain.* C. — ²⁵ *Il doit.* D. E. T. — ²⁶ *Sertefié.* C. — ²⁷ *Dit.* B. — ²⁸ B. — ²⁹ B. *Et les nome.* C. D. E. T. — ³⁰ *Et aucun autre.* B. — ³¹ *Il manque dans* B. D. E. T. — ³² *Prie et requier.* D. *Pri et requiers.* E. *Prie et requiers.* T. — ³³ *Je vous ay.* D. E. T. — ³⁴ *Et virent.* B. C. D. E. T. *Ce qui suit, jusqu'à oyrent,* manque dans D. T. — ³⁵ *Mander.* C. — ³⁶ *Il en.* C. — ³⁷ *Que il a només.* D. E. *Que il a nommé.* T. — ³⁸ *Leur y.* D. *Les y.* E. T. — ³⁹ *Venu.* B. *Il i seront.* C. D. E. T. — ⁴⁰ *Iaus.* C. — ⁴¹ *Ce qui suit, jusqu'à de cest fait,* manque dans B. — ⁴² *Entrer.* C. — ⁴³ *Cel.* C. D. E. T. — ⁴⁴ *Et si il a.* B. — ⁴⁵ *Ce qui suit, jusqu'à garder,* manque dans D. T. — ⁴⁶ *Fust.* C. — ⁴⁷ *Por.* B. — ⁴⁸ *Furent.* C. — ⁴⁹ *Ce qui suit, jusqu'à noma,* manque dans D. T. — ⁵⁰ *Sa.* E. — ⁵¹ *Et de.* B. — ⁵² *Ce qui suit, jusqu'à carelle,* manque dans B. — ⁵³ *Et dit en.* D. *A dit en.* T. — ⁵⁴ *Ce que.* B. *Et après ce.* D. E. T. — ⁵⁵ *Demorra.* A. — ⁵⁶ B. C. D. E. T. — ⁵⁷ *Furent.* B. C. D. E. T. — ⁵⁸ *Au ciel et dit en sa presence que il estoit venus garder son jour contre tell de tel querele, et le noma et dit la querele, et après ce il demora là tant que les estoiles furent aparans au ciel.* D. T. — ⁵⁹ *Et puis.* B. C. — ⁶⁰ *Trai.* B. *Tray.* C. — ⁶¹ *Garanz.* B. C. *Garens.* D. E. T. — ⁶² *Come.* B. *Que.* D. E. T. — ⁶³ *Pri.* B. C. — ⁶⁴ *Requiers.* D. E. T. — ⁶⁵ B. C. D. E. T. — ⁶⁶ *En.* T. — ⁶⁷ *Ce qui suit, jusqu'à il avait bien,* manque dans D. E. T. — ⁶⁸ *Il fait le seignor bien.* B. — ⁶⁹ *Et prove.* B. — ⁷⁰ *Il a.* C. — ⁷¹ *Doit.* C. D. E. T.

et que, se son¹ aversaire n'a ensi son² jor³ gardé ou⁴ contremandé son essoine à horre et⁵ à tens si come il deit, que⁶ celui⁷ qui a son jor gardé si come est avant devizé⁸, a la⁹ carelle desrainiée par jor gardant vers celui qui n'a son jor gardé ou¹⁰ son essoine contremandé¹¹ si come il deit. Car en¹² cest cas est le recort des homes de la court aussi valable¹³, et deit estre aussi tenu¹⁴ et maintenu ferme¹⁵ et estable, come le recort des homes de la court fait ou dit en la presence dou seignor et de ses homes. Que en cest cas et en aucuns autres¹⁶, qui sont après devizé¹⁷ en cest livre, et deit l'on¹⁸ les homes de la court creire¹⁹, tot²⁰ n'i²¹ seit le seignor; et les choses que les homes de la court²² font sanz le seignor sont tenues et maintenues come²³ chose faite²⁴ en court en quoi²⁵ le seignor et ses homes²⁶ seient²⁷ ensemble: car se ensi n'esteit, à enuis²⁸ poreit on plait ataindre²⁹, ne carelle desrainier par jor gardant; que souvent avient et est avenu que le seignor n'est³⁰ mie ès³¹ leus où les genz sont ajornés à leur jor garder³² ne³³ à celui jor à quoi il sont ajornés, et que por ce ne deit demorer que les parties ne gardent leur jor là où³⁴ elles sont ajornés, et³⁵ si³⁶ come elles le³⁷ deivent³⁸ garder³⁹; et que se l'un le garde si come il deit, et l'autre ne le garde ni⁴⁰ contremande si come il deit, que celui qui le gardera⁴¹ si come est devant dit⁴², a sa carelle desrainiée⁴³ par jor gardant vers celui qui ne l'a gardé⁴⁴ ni contremandé⁴⁵ si come il deit. Et se aucun dit que recort de court ne peut ni ne deit estre en tel⁴⁶ cas, por ce que court n'en est⁴⁷ ni ne peut ni ne deit⁴⁸ estre, se le seignor et deus⁴⁹ de ses homes ou plus⁵⁰ ne sont⁵¹ o lui⁵², je di⁵³ que si deit⁵⁴. Et se⁵⁵ cest cas avient⁵⁶ ou⁵⁷ aucuns autres qui après seront⁵⁸ devizés en cest livre⁵⁹, deit⁶⁰ le seignor comander à ses homes que il recordent ce que il seivent⁶¹ de cel⁶² fait, et que les homes de court pevent⁶³ et deivent recorder come court ce qu'il oyrent et virent⁶⁴; et que ce que il⁶⁵ recorderont⁶⁶ deit estre tenu et maintenu ferme⁶⁷ et estable, aussi come⁶⁸ la cort recordereit⁶⁹ ce qui aureit⁷⁰ esté fait devant le seignor et plusors⁷¹ de ses homes⁷². Et quant en cest cas deit estre ce que les homes de la court en ont oy

¹ Et que son. B. D. E. T. Et se son. C. — ² Le. C. Ensi manque dans D. E. T. — ³ Le sien. D. E. T. — ⁴ Ne. B. D. E. T. — ⁵ A hore ne. B. A oure ne. D. E. T. — ⁶ Et que. T. — ⁷ Se celui. D. Ce celui. E. — ⁸ Devant dit. T. — ⁹ Sa. B. C. D. E. T. — ¹⁰ Ne. C. D. E. T. — ¹¹ Contremandée. C. — ¹² Qu'en. C. D. E. T. — ¹³ Vaillable. B. — ¹⁴ Estre tenu. B. D. E. T. — ¹⁵ Ausi ferm. B. Ferm. C. — ¹⁶ Des autres. D. E. T. — ¹⁷ Devisez. B. C. Devizé manque dans D. E. T. — ¹⁸ Livre sont et deit l'on. A. Livre, doivent. B. Livre, font. C. — ¹⁹ Estre creus. B. A croire. C. — ²⁰ Touz. B. — ²¹ Ne. D. E. T. — ²² De court. B. C. D. E. T. — ²³ En. C. — ²⁴ Les choses faites. B. Chose faire. C. — ²⁵ Ou que. T. — ²⁶ Et ses homes manque dans C. — ²⁷ Sont. C. D. E. T. — ²⁸ A l'enui. D. E. A l'ennui. T. — ²⁹ Porroit l'om plait ataindre. B. — ³⁰ Les seignors ne sont. C. D. E. T. — ³¹ As. B. — ³² Ce qui suit, jusqu'à ajornés, manque dans B. — ³³ Ne manque dans C. D. E. T. — ³⁴ Lor jor où. C. — ³⁵ Et manque dans D. E. T. — ³⁶ Enci. D. E. T. — ³⁷ Le manque dans C. — ³⁸ Devront. B. — ³⁹ Ne ne. B. — ⁴⁰ Qui l'a gardé. C. D. E. T. — ⁴¹ B. C. D. E. T. — ⁴² Desresnié. B. — ⁴³ Ne le garde. C. — ⁴⁴ Ne contremande. C. — ⁴⁵ Cest. B. Cel. C. — ⁴⁶ N'est. B. C. D. E. T. — ⁴⁷ Ni ne deit manque dans B. C. D. E. T. — ⁴⁸ Trois. B. III. C. — ⁴⁹ Ou plus manque dans C. D. E. T. — ⁵⁰ Ne sont manque dans B. — ⁵¹ Ne sont oys. D. E. T. — ⁵² Je dis. C. — ⁵³ Que si est et doit. T. — ⁵⁴ Et quant. B. Et que en. C. Quant à. D. E. T. — ⁵⁵ Avient manque dans B. C. D. E. T. — ⁵⁶ Et en. C. Et à. D. E. Et as. T. — ⁵⁷ Sont. B. — ⁵⁸ Livre avient. B. — ⁵⁹ Et doit. D. E. T. — ⁶⁰ Sauront. B. — ⁶¹ Tel. D. T. — ⁶² Et que les homes s'en doivent pener. B. — ⁶³ Il en ont veu et oy. C. D. E. T. — ⁶⁴ Il en. C. — ⁶⁵ Recordent. D. E. T. — ⁶⁶ Ferme. B. C. — ⁶⁷ Come ce que. B. C. D. E. T. — ⁶⁸ Regardeoit. B. Ce qui suit, jusqu'à fait, manque dans B. — ⁶⁹ Recorde qui a. C. Recorde quant il a. D. E. T. — ⁷⁰ Plussors. A. — ⁷¹ Ce qui suit, jusqu'à homes, manque dans C. D. T.

* Quoiqu'en Europe les cours féodales commençassent aussi à empiéter sur les prérogatives judiciaires des seigneurs, leur indépendance n'était pas cependant aussi nettement déclarée qu'elle l'est ici. La vie agitée des seigneurs en Orient, et l'impossibilité où ils se trouvaient

souvent de remplir leurs devoirs judiciaires, fit admettre le principe que la cour existait indépendamment du seigneur, principe qui devait rendre l'administration de la justice plus régulière.

^b Voyez le chapitre CLXIII.

et veu, mené¹ come recort de court; que come garentie ne deit il mie estre mené², por ce que le seignor ne peut ni³ ne deit par usage⁴ destraindre garenz de porter garentie; et puis qu'il ne les⁵ peut destraindre, il ne lor⁶ deit comander: que le seignor ne deit comander à sa⁷ court ne à son home chose que il ne li seit⁸ tenus⁹ de faire, ou que il li puisse¹⁰ refuser sans mesfait¹¹; et que se il la li refuse¹², que il ne le¹³ puisse destraindre ne¹⁴ autre chose mener par raison. Et por tant plus ne deit ce mie estre mené come garentie. Car en¹⁵ garentie a sairement, et que l'on peut¹⁶ le garent rebuter¹⁷ et torner¹⁸ par gage de bataille, se la carelle est d'un¹⁹ marc d'argent ou de plus; et garentie d'ome²⁰ de court d'un home à²¹ autre n'est neent²² plus valable²³ que d'autre²⁴ genz²⁵ qui ne sont mie de court, por ce que l'on les peut²⁶ aussi bien torner et geter de garentie come autre²⁷ genz, ce que on ne peut mie faire²⁸ de ce que il recordent en la court par le comandement dou seignor. Que par la fei de quoi il sont tenus au seignor, il²⁹ lor comande à³⁰ recorder ce³¹ que il ont veu et oy de ce de quoi l'on se met en leur recort; par la leauté dont il sont tenus de jugier et³² conoistre et recorder³³ leiaument³⁴ en la court ce que il ont oy et veu, selonc ce que les cas escheent³⁵, lor est³⁶ doné³⁷ fei³⁸ tel que nul ne peut fausser³⁹ esgart ne conoissance ne recort de court⁴⁰ que home⁴¹ de court facent, après ce que le seignor lor a comandé à faire l'esgart ou la conoissance ou le recort, qui ne viaut tote la court fausser^a. Mais il y a bien maniere⁴² coment l'on poreit aucun⁴³ des homes de la court⁴⁴ fausser⁴⁵ d'esgart ou de conoissance de court qu'il⁴⁶ aureit fait qui ne se⁴⁷ saureit garder: et⁴⁸ coment l'on le⁴⁹ poreit faire à qui ne s'en set⁵⁰ garder ou ne se⁵¹ viaut⁵² garder sera après devizé en cest livre, et⁵³ coment l'on se⁵⁴ peut et deit garder qui garder⁵⁵ se⁵⁶ viaut⁵⁷. Et por les raisons avant dites et pluisors⁵⁸ autres que on poret⁵⁹ dire, qui⁶⁰ trop sereent longues à metre en escrit⁶¹ en cest livre, me semble il que cest⁶² cas deit estre mené come recort de court, et non pas come garentie. Et quant le recort de court⁶³ des homes de la court sera fait et retrait, si come est avant

¹ Et que cest cas que les homes ont oi et veu doit estre mené. B. Et quant tel cas doit estre, se les homes de court en ont oy et vehu et mené. E. Et mené. C. D. T. — ² Et non pas que il doit estre mené come garentie de court. B. — ³ Ni manque dans C. — ⁴ Par usage manque dans B. Par nos usages. C. D. E. T. — ⁵ Les en. C. — ⁶ Les peut ne ne. D. E. Lor pot ne ne. T. — ⁷ Son. A. La. D. E. T. — ⁸ Sont. D. E. T. — ⁹ Tenu. B. — ¹⁰ Puissent. D. T. — ¹¹ Meffaire. D. E. T. — ¹² Il li a refusé. B. Il li refuse. D. E. T. — ¹³ L'en. B. C. D. E. T. — ¹⁴ Ne à. B. C. D. E. T. — ¹⁵ Qu'en. C. — ¹⁶ Ne peut. B. — ¹⁷ Rebuster. B. — ¹⁸ Et retourner. B. — ¹⁹ Dou vailant d'un. C. — ²⁰ D'omes. C. — ²¹ Ou. D. T. — ²² Noiant. B. Non. D. T. — ²³ Vaïable. B. Notable. D. E. T. — ²⁴ D'autres. C. D. E. T. — ²⁵ Gent. B. — ²⁶ Et por ce c'om le puet. B. — ²⁷ Autres. B. C. D. E. T. — ²⁸ B. — ²⁹ Qui. C. D. E. T. — ³⁰ A recorder manque dans C. — ³¹ De se. D. E. De. T. — ³² Et manque dans C. — ³³ Retreire. B. — ³⁴ Fidelement. D. T. — ³⁵ Ce que cas eschet. D. T. Ce que le cas eschiet. E. — ³⁶ Et lor a. D. E. T. — ³⁷ Donée. B. — ³⁸ Foi, ne. B. — ³⁹ Fauser. B. Faucer. C. — ⁴⁰ De court manque dans D. E. T. — ⁴¹ Homes. B. C. D. E. T. — ⁴² Se l'on n'a bien oi. B. — ⁴³ L'un. — ⁴⁴ De la court manque dans D. E. T. — ⁴⁵ Faucer. C. — ⁴⁶ Que il y. D. E. T. — ⁴⁷ Se il ne s'en. C. Que il ne. D. E. T. — ⁴⁸ Et manque dans D. E. T. — ⁴⁹ Le manque dans D. E. T. — ⁵⁰ S'en sauroit. C. — ⁵¹ Se manque dans C. — ⁵² A qui que ne s'en seust ne veut. B. A qui ne s'en porroit ou ne veaut. D. E. Et qui ne s'en poroit garder ou ne veaut. T. — ⁵³ Et manque dans D. E. T. — ⁵⁴ S'en. B. D. E. T. — ⁵⁵ Qui garder manque dans D. E. T. — ⁵⁶ S'en. B. C. — ⁵⁷ Se l'on veaut. D. T. S'en viaut. E. — ⁵⁸ Et por. B. Et por plusors. C. — ⁵⁹ Porroit. B. C. D. Poroit. E. T. — ⁶⁰ Que. C. D. E. T. — ⁶¹ En escrit manque dans B. D. E. T. — ⁶² Tel. C. D. E. T. — ⁶³ De court manque dans B. C. D. E. T.

^a On ne pouvait pas revenir sur un record, ni le déclarer incomplet ou mal fait, mais on avait le droit de le fausser ou de le dire faux et mensonger: alors il fallait prendre à partie chacun des juges, parce que le record passait pour l'œuvre de la cour tout entière. Cette voie était très-dangereuse et peu pratiquée, aussi l'auteur promet-il d'indiquer un moyen de fausser le record

sans être forcé de combattre contre chacun des membres de la cour, et c'est ce qu'il fait dans le chapitre cx. Le record jouissait, dans la législation féodale, d'une autorité à peu près absolue; le duel était la seule voie qui fût ouverte pour détruire cette autorité, dont l'origine se trouve dans le respect profond dont les Francs entouraient la preuve par témoins.

dit, se¹ l'aversaire de celui qui a son jor gardé² si come est avant dit, n'a³ le sien⁴ jor gardé⁵ si come il deit, se⁶ requiert⁷ au seignor la⁸ conoissance ou l'esgart en la maniere dessuz⁹ devizée; et se le seignor ou son aversaire defent par esgart de court que il ne li deit cel esgart ou celle conoissance faire avoir, ou dit qu'il n'a¹⁰ pas son jor gardé ou sa carelle¹¹ desrainiée par jor gardant, et dit¹² tel¹³ raison que court l'esgarde ou conoisse, si recomence son claim de rechief¹⁴ en la maniere dessuz devizée.

CHAPITRE LVII.

Quant¹⁵ genz¹⁶ sont ajornés par court, et il gardent leur jor¹⁷ si come il deivent, et il ne¹⁸ treuvent¹⁹ home devant qui le defendant seit tenus de respondre, et le clamant se clame à un autre jor après²⁰, tot ensi²¹ come il autre feis s'est clamés²²: que le fuiant peut respondre et deit²³.

Se deus homes ou femes sont ajornés par court en leuc mouti²⁴, et chascun d'iaus y²⁵ vient à orre²⁶ et à tens garder son jor, et le gardent²⁷ bien si come il deivent²⁸ en dit et en fait; et il ne²⁹ treuvent là où il sont ajornés³⁰ à leur jor garder le seignor ne home qui seit en son leuc devant cui³¹ le fuiant seit tenus de respondre de celle carelle; et il ensi se³² partent sans plus dire et³³ faire; et après aucun jor le clamant³⁴ treuve le fuiant en la court devant le seignor, et il se³⁵ clame de lui ensi come il autre feis s'est clamés³⁶, sans creissance faire au³⁷ claim ou³⁸ changement aucun; celui de qui il se clama deit demander jor au claim³⁹; et s'il le demande si come il deit, il aura⁴⁰, ce crei, jor⁴¹ de quinzaine par esgart de court. Et qui⁴² de tel cas viaut demander jor et avoir⁴³, il le deit demander ensi que il⁴⁴ deit dire quant le clamant se clame de lui⁴⁵: « Je viaus avoir jor à cest claim; et di⁴⁶ por quoi: por ce que je à⁴⁷ cest⁴⁸ jor de hui de cestui claim⁴⁹ ne fu⁵⁰ ajorné par court; por⁵¹ quoi je le jor⁵² viaus avoir, se la court l'esgarde; » et mete son retenaill. Et à ce peut⁵³ le clamant dire que il ne viaut que il ait jor, por ce que il autre feis s'est de lui clamés⁵⁴ et⁵⁵ en court de cest claim; et que on n'en a ni⁵⁶ ne deit avoir jor, que à⁵⁷ noviau claim⁵⁸, se il n'i a⁵⁹ creissance ou changement au claim, ou se ce n'est claim⁶⁰ de quoi assise tolt⁶¹ le jor⁶²; et que

¹ Si. c. — ² Ce qui suit, jusqu'à *gardé*, manque dans T. — ³ Ne. B. — ⁴ N'a son. D. E. — ⁵ Garde. B. — ⁶ Si. B. C. E. Se manque dans D. T. — ⁷ Requiere. B. C. D. E. — ⁸ De la. A. — ⁹ Devant. B. Sus. D. E. T. — ¹⁰ Qu'il ne n'a. D. E. T. — ¹¹ Ne la querele. B. C. D. E. T. — ¹² Et die. c. — ¹³ Cele. B. — ¹⁴ Ce qui suit manque dans B. De rechief le requerant. C. D. E. T. — ¹⁵ Quans. c. — ¹⁶ Gent. B. — ¹⁷ Lors jours. D. E. T. — ¹⁸ N'i. c. — ¹⁹ Treuve. c. — ²⁰ Amprès. B. — ²¹ Auci. D. E. T. — ²² Come il s'est clamés à autre. B. — ²³ Quel chose doit le fuiant respondre. B. Quey le fuiant doit respondre. c. Que le clamant doit respondre. D. E. T. — ²⁴ En leuc nomé. D. En lor nom. T. — ²⁵ Y manque dans B. — ²⁶ Heure. B. Hore. c. Oure. D. E. T. — ²⁷ Garde. B. C. D. E. T. — ²⁸ Doit. B. C. D. E. T. — ²⁹ N'i. c. — ³⁰ Ajorné. B. — ³¹ Qui. B. D. T. Que. c. E. — ³² Se manque dans B. S'en. D. E. T. — ³³ Dire et manque dans B. C. D. E. T. — ³⁴ Et après le clamant en aucun jour. B. — ³⁵ Et se. B. Et il s'en. D. E. T. — ³⁶ Clamé. B. c. — ³⁷ Ou. B. El. c. — ³⁸ Ne. B. C. D. E. T. — ³⁹ Au claim manque dans D. T. Ce qui suit, jusqu'à *demande jor*, manque dans D. T. — ⁴⁰ Il l'aura. B. c. — ⁴¹ Jor manque dans B. c. E. — ⁴² Que. E. — ⁴³ Et avoir le. D. E. T. — ⁴⁴ Il li. D. E. T. — ⁴⁵ De lui manque dans B. — ⁴⁶ Et dit. D. E. T. — ⁴⁷ Ai. A. — ⁴⁸ Por ce que à cest. B. Por ce que à cestui. D. E. T. — ⁴⁹ De cestui claim manque dans T. — ⁵⁰ Sui je mie. B. Sui je. c. Ne fus. D. T. — ⁵¹ Par. T. — ⁵² Jor manque dans D. T. — ⁵³ Ne peut. D. E. T. — ⁵⁴ Clamé. B. — ⁵⁵ Et manque dans B. D. E. T. — ⁵⁶ N'en a ni manque dans B. Et que l'on ne n'a. D. E. T. — ⁵⁷ En. B. — ⁵⁸ Ce qui suit, jusqu'à *claim*, manque dans D. T. — ⁵⁹ Il n'a. c. E. — ⁶⁰ Ou que ce soit claim. c. Ou se soit claim. D. E. Ou ce soit clam. T. — ⁶¹ Toille. B. — ⁶² Ce qui suit, jusqu'à *tolle le jor*, manque dans B.

cestui n'est pas noviau claim, ni creissance ne changement n'i a, ni n'est claim¹ de quoi assise tolle² le jor; et que³ autrefois s'est de lui clamés en court, et encores⁴ se⁵ clame come⁶ il lors⁷ se⁸ clama: por quoi il ne viaut que il le jor ait, se la court ne l'esgarde; et mete⁹ son retenaill. Die lors¹⁰ le respondant: « Se voz « autrefois voz clamastes de mei en court, je demandai jor et l'os¹¹ par court, « et¹² gardai mon jor si come je dus¹³, et fis quanque je dus¹⁴ faire¹⁵ à mon jor « garder; et me delivrai de vostre¹⁶ claim quant à celui jor; ne¹⁷ voz celui¹⁸ jor ne « voz clamastes de mei, ne la court ne m'ajorna de celui jor¹⁹ à autre²⁰ jor mouti²¹. « Por quoi je entens²² que de celui claim sui²³ je²⁴ quittes²⁵ et delivres²⁶, quant à « ce qui²⁷ à celui jor fu fait; et que, se voz orres²⁸ voz clamés de mei, si come voz « lors²⁹ voz clamastes, por tant ne deit³⁰ demorer que je n'aie jor à cest claim: car³¹ « cestui claim est noviau, por ce que celui qui³² lors fu fait ne vaut ni³³ ne deit « valeir, à ce que je dée³⁴ respondre à vostre claim sans avoir jor. Si viaus je avoir « le jor por totes les raisons que je ai dittes ou³⁵ por aucunes d'elles, se la court « l'esgarde. » Et mete³⁶ sei³⁷ en l'esgart de la court, sauf son retenaill. Et à mei semble que le requérant ne porra chose dire par³⁸ quoi³⁹ la court deie⁴⁰ esgarder que⁴¹, por chose qu'il ait ditte, que le fuiant n'ait⁴² jor à cel claim⁴³ de quinzaine, come de noviau claim, par⁴⁴ les raisons avant dittes⁴⁵.

CHAPITRE LVIII.

Quant genz⁴⁵ sont ajornés⁴⁶ par court, et il gardent leur⁴⁷ jor si come il deivent, et le seignor⁴⁸ ne peut ou ne⁴⁹ viaut celui jor⁵⁰ entendre à oyr le⁵¹ plait⁵²: qu'il⁵³ lor deit dire, et que⁵⁴ il⁵⁵ deivent respondre.

Quant genz sont ajornés par court, et il gardent bien leur⁵⁶ jor si come il deivent, et le seignor n'a⁵⁷ lissir⁵⁸ d'entendre⁵⁹ celui⁶⁰ jor le plait⁶¹ qui est entr'iaus⁶²;

¹ Tel. c. d. e. t. — ² Tost. d. Tot. e. t. — ³ Et que il. d. e. t. — ⁴ Ancore. b. Encor. c. t. Encore. d. Encores. e. — ⁵ Sen. b. c. — ⁶ Tout ensi con. c. Si com. d. e. t. — ⁷ Autrefois. t. — ⁸ Sen. b. — ⁹ Et met il. t. — ¹⁰ Lors manque dans c. d. e. t. — ¹¹ L'oi. b. — ¹² Et je. t. — ¹³ Dai. b. c. Dois. d. t. Duis. e. — ¹⁴ Dai. b. c. Deus. d. e. Duis. e. — ¹⁵ Faire manque dans b. c. — ¹⁶ Mon. b. — ¹⁷ A celui jor, ne manque dans d. e. t. — ¹⁸ A celui. b. c. d. e. t. — ¹⁹ Claim. b. c. d. e. t. — ²⁰ A aucun. c. d. e. t. — ²¹ Moti manque dans d. t. — ²² Je n'entens. c. — ²³ Fai. a. c. — ²⁴ Je sui. c. d. e. t. — ²⁵ Quite. c. d. e. t. — ²⁶ Delivre. c. d. e. t. — ²⁷ Que. d. e. t. — ²⁸ Or. b. c. Ores. d. e. t. — ²⁹ Lor. c. — ³⁰ Ne dois je. d. e. Ne doit il. t. — ³¹ Que. c. — ³² Ce qui. c. — ³³ Fu fait venant. d. t. Fu fait venant ne. e. — ³⁴ Je soie tenus de. c. — ³⁵ Et. t. — ³⁶ Ce qui suit, jusqu'à sauf, manque dans b. — ³⁷ Se. c. d. t. Sen. e. — ³⁸ Par manque dans d. e. — ³⁹ Por que. t. — ⁴⁰ Ne doit. c. — ⁴¹ Ce qui suit, jusqu'à que, manque dans b. c. d. e. t. — ⁴² Doit avoir. c. Doive avoir. d. e. Ne doive avoir. t. — ⁴³ Ce qui suit, jusqu'à claim, manque dans b. — ⁴⁴ Por. b. c. — ⁴⁵ Gent. b. — ⁴⁶ Ajornéz. b. — ⁴⁷ Bien lor. b. — ⁴⁸ Le seignor ou celui qui est en son leuc. d. e. t. — ⁴⁹ b. c. — ⁵⁰ Celui jor manque dans b. Cel jor. c. d. e. t. — ⁵¹ Cel. c. d. e. t. — ⁵² Faire entendre leur plait. b. — ⁵³ Quei il. c. — ⁵⁴ Quei. c. — ⁵⁵ Il li. b. c. Et qui li. d. e. Et que li. t. — ⁵⁶ Le. b. — ⁵⁷ Ne n'a. d. e. t. Il faudrait écrire n'en a. — ⁵⁸ Loisir. b. d. e. t. Leisir. c. — ⁵⁹ D'entendre à oir. c. — ⁶⁰ A ce. b. Cel. c. — ⁶¹ Loisir celui jour d'entendre y au plait. d. e. Loisir celui jour d'entendre au plait. t. — ⁶² Entre eaus en cel jour. b. Entre eaus. d. t.

* L'inexactitude du seigneur suffisait, dans cecas, pour retarder le jugement de la cause, et il était juste que le préjudice fût supporté également par les deux parties, car l'une et l'autre avaient également comparu et s'étaient ensuite retirées, sans plus dire ne faire, c'est-à-

dire sans recourir aux moyens précédemment indiqués, c. LXI, pour conserver leurs droits. L'ajournement était donc annulé; l'affaire recommençait: dès lors une nouvelle assignation, avec un délai de quinzaine, devenait nécessaire.

il lor deit dire et comander que il seent à tel jor devant lui¹ en la court, à² tel leuc³ et en tel point come il sont lors⁴; et lor deit dire le jor et moutir⁵ le⁶ leuc, et⁷ dire à chascun que il l'otreit⁸. Et se il l'otreent⁹, il sont tenus¹⁰ d'estre y; et qui ne¹¹ sera¹², il¹³ perdra sa carelle. Et se il y viennent, il seront en tel point come il sont à¹⁴ celui jor. Et qui ne l'otreera, se il n'i vient, il ne¹⁵ perdra pas¹⁶ sa carelle. Et se le clamant n'i¹⁷ vient à celui jor, et après, un autre jor, il treuve en la court celui de qui il se clama, et il se clame de lui de cel¹⁸ claim; le fuiant aura jor de cel claim¹⁹, se il le requiert si come il est devizé en cest livre²⁰ que on deit jor requerre à²¹ claim que on fait de lui de quoi²² assise ne²³ tolt le jor, de quoi²⁴ il n'a respondu en court, ne de quoi²⁵ il n'est ajorné par court de respondre à cel claim. Que comandement que²⁶ seignor face en court²⁷ à son home ne à²⁸ autre, que il seït à jor mouti devant lui fornir dreit, ne tolt carelle²⁹. Mais se il le³⁰ comande as parties en la maniere avant dite³¹, et celui de qui il est³² clamés otrée³³ de venir³⁴ faire dreit à celui qui se clama de lui en tel maniere³⁵ come il est, et il n'i vient; il sera ataint et prové³⁶ come home qui default de venir faire dreit à home qui se clame³⁷ de lui : et quel peine³⁸ il en deit souffrir³⁹ est devizée autre⁴⁰ part en cest livre : por quoi⁴¹ il n'est⁴² mestier que je ci⁴³ le die⁴⁴. Mais se la court ajorne les parties à jor nomé que elles seent en tel point come elles sont ores⁴⁵, il ne pevent contredire ne refuser l'ajournement⁴⁶ que la court lor fait : ainz covient que il seent en la court au jor que la court les⁴⁷ a ajornés⁴⁸, et que il⁴⁹ gardent ou contremandent⁵⁰ à⁵¹ cel jor à quoi⁵² la court les aura ensi ajornés, aussi come le jor que il auront⁵³ eu par court au noviau claim. Et qui ne le fera ensi⁵⁴, il perdra sa⁵⁵ carelle come⁵⁶ par jor gardant.

¹ Lui manque dans B. — ² En. B. C. D. E. T. — ³ Ores. B. — ⁴ Et nomer lor. B. — ⁵ Lor. C. Lor le. D. E. T. — ⁶ Et doit. B. — ⁷ L'otroie. C. Octroie. D. E. T. — ⁸ Octroient. D. E. T. — ⁹ Tenu. B. — ¹⁰ N'i. C. — ¹¹ Sera là. B. — ¹² Il en. D. E. T. — ¹³ Seront à. D. Seroient en. B. T. — ¹⁴ N'i. C. — ¹⁵ Mie. B. — ¹⁶ N'i manque dans B. — ¹⁷ A celui. D. T. Et celay. E. — ¹⁸ De cel claim manque dans B. C. D. E. T. — ¹⁹ A cel. D. E. T. — ²⁰ De qui. D. E. — ²¹ Ne manque dans T. — ²² Et de quoi. B. Dès que. C. De que. D. E. T. — ²³ Ne que. C. D. E. T. — ²⁴ De. B. — ²⁵ En court manque dans B. C. — ²⁶ A manque dans D. E. T. — ²⁷ Faire droit de celui qui de lui se clame li toille querele. B. Faire droit à celui qui de lui se clame ne tot querele. C. Faire droit à celui qui de lui s'est clamés si tost querele. D. E. T. — ²⁸ Le manque dans T. — ²⁹ Desus devisée. B. — ³⁰ L'on s'est. B. C. D. E. T. — ³¹ Ne l'otroie. B. N'otroie. C. — ³² Ce qui suit, jusqu'à en tel, manque dans C. D. E. T. — ³³ En tel point. B. C. D. E. En cel point. T. — ³⁴ Puni. C. — ³⁵ Clama. B. — ³⁶ Poine. B. Paine. C. — ³⁷ Soffrir. B. — ³⁸ A autre. B. — ³⁹ Pour ce que. D. T. Pour que. E. — ⁴⁰ Il n'en est. C. Il n'est pas. D. T. — ⁴¹ Si. A. — ⁴² Redie. C. — ⁴³ Lors. C. D. E. T. — ⁴⁴ Le jor nomé. B. — ⁴⁵ Qu'elles les. C. Qu'elle les. D. E. T. — ⁴⁶ Lor a doné. B. Ajornent. C. — ⁴⁷ Il se. C. D. E. Il le. T. — ⁴⁸ Contremande. C. — ⁴⁹ A manque dans B. C. — ⁵⁰ Auquel. B. Et que. D. A que. E. T. — ⁵¹ Ont. B. — ⁵² Ensi manque dans C. D. E. T. — ⁵³ La. B. — ⁵⁴ Ausi con. C. Auci com. D. E. T.

* A l'époque où celivre fut écrit, les cours féodales ne siégeaient pas habituellement dans un endroit déterminé : les circonstances ou la convenance du seigneur fixaient le lieu de la réunion des juges. Il ne pouvait pas en être différemment dans une société toujours agitée par les guerres étrangères ou privées, et où les magistrats avaient sans cesse les armes à la main. Mais une autre cause rendait cette mobilité nécessaire : le droit de juger était personnel au seigneur, qui en toute occasion et en tout lieu pouvait être sommé de rendre la justice, sous peine, s'il refusait, de voir son justiciable recourir au suzerain. Cet usage empêchait d'assigner une résidence fixe aux tribunaux ; car la cour voyageait, pour ainsi dire, avec le seigneur. Les rois de France ne

quittaient jamais leur capitale sans emmener à leur suite des prélats, des clercs et des chevaliers versés dans la connaissance des lois, qui pussent former une cour, si, chemin faisant, quelque plaideur venait demander justice. L'histoire présente une foule d'exemples de cette justice ambulatoire ; et de toutes les améliorations que le changement des idées et des mœurs introduisit peu à peu dans la cour du roi, qui devint le Parlement, la plus difficile à obtenir, et la plus tardive, fut précisément la fixation de la résidence de cette cour à Paris. Il est vrai qu'après l'adoption de cette mesure, ce tribunal perdit toute apparence d'institution féodale.

¹ Voyez chapitre xxxii, p. 56.

CHAPITRE LIX.

Qui est ajorné par court et il viaut son jor contremander, coment il le deit contremander, et par quanz et par quels homes.

Qui viaut jor qui li est doné par court contremander si come il deit, si le deit contremander par deus homes de la lei de Rome^a, qui ne seent de ciaux qui n'ont¹ vois ni respons en court, et que il seent à tens et à orre² au³ jor que la court lor⁴ aura donné⁵, au leuc où celui qui les envoie est ajorné por son jor garder; et ceaus doivent⁶ dire⁷ ou faire dire au seignor ou à celui qui sera en son leuc, en la presence de la court ou⁸ de partie de sa court, ainz que les esteilles seent aparanz ou ciel⁹: « Sire, tel homme qui fu ajorné par¹⁰ court au¹¹ jor de « hui, encontre¹² tel, de tel¹³ carelle, » et nomer¹⁴ les deus¹⁵, le clamant et le defendant, et moutissant¹⁶ la carelle, « voz fait assaveir par nos que il est essoigniées¹⁷, « si que il ne¹⁸ peut hui venir à court por son jor garder contre tel, de¹⁹ tel carelle, » et nomer²⁰ qui²¹ et de quoi²². « Et por ce a il son jor contremandé par « nos, et nos, por lui : si²³ faisons²⁴ assaveir à vos²⁵ et à la court son essoine. Et se « voz, sire, ou²⁶ la court qui ajorné l'a, mescreés²⁷ que il ne seit essoigniés²⁸ si « come nos vos²⁹ disons³⁰, nos somes prest³¹ de faire en³² ce quoi³³ la court esgar- « dera ou conoistra³⁴ que noz³⁵ faire en³⁶ deons. » Et lors le seignor deit comander à la court qu'elle conoisse que³⁷ ciaux qui sont venus³⁸ dire l'essoine de celui qui a son jor contremandé en³⁹ doivent faire. Et⁴⁰ la court en⁴¹ deit conoistre⁴², ce me semble, que il doivent jurer sur sains que tel⁴³, et le noment⁴⁴, qui⁴⁵ les a envoiés là, est essoinés, si que il ne peut venir garder son jor, et que il les a enveés là⁴⁶ son jor contremander et son essoigne faire assaveir au seignor et à la court. Et lors le seignor deit comander que on aporte une Evangille. Et quant l'on l'aura⁴⁷ apportée⁴⁸, il deit comander à ciaux deus que il facent le sairement si come la court l'a coneu⁴⁹. Et il le doivent faire. Et se il le font, celui qui aura son jor contremandé par⁵⁰ eaus⁵¹ l'aura bien contremandé si come il deit, ne n'aura mie⁵² sa querele

¹ Ne n'ont. D. E. T. — ² Et heure. B. Et à hore. C. Oure. D. E. T. — ³ A. D. E. T. — ⁴ Lor manque dans B. Li. C. D. E. T. — ⁵ Doné. B. C. — ⁶ C. — ⁷ Por dire. A. — ⁸ De la court ou manque dans C. D. E. T. — ⁹ Au ciel, et die. D. E. T. — ¹⁰ Par vostre. C. D. E. T. — ¹¹ A. T. — ¹² Contre. B. C. — ¹³ Et de tel. B. C. — ¹⁴ Et nome. B. Et noment. T. — ¹⁵ Les deus homes. D. T. — ¹⁶ C. Et motissent. A. — ¹⁷ Essoiné. B. C. Essoignés. D. E. T. — ¹⁸ N'i. B. — ¹⁹ Et de. C. — ²⁰ B. D. E. Et noment. A. Et nome. T. — ²¹ Quoi. B. — ²² Et de coy. C. — ²³ Le vos. B. Sire. C. Le. D. E. T. — ²⁴ Faisons. A. — ²⁵ A vos manque dans B. — ²⁶ Et. D. E. T. — ²⁷ Le mescrire. D. Le mescreés. B. Le meserées. T. — ²⁸ Essoinés. B. C. Essoigniés manque dans D. E. T. — ²⁹ Vos manque dans B. C. — ³⁰ Dissons. A. Disons s'essoigne. D. E. T. — ³¹ Prez. B. — ³² Ent. A. — ³³ De faire ce que. B. D. E. T. De faire en ce que. C. — ³⁴ Ou conoistra manque dans B. C. D. E. T. — ³⁵ Noz manque dans B. C. D. E. T. — ³⁶ En manque dans C. — ³⁷ Ce que. D. E. T. — ³⁸ Venu. B. — ³⁹ En manque dans B. — ⁴⁰ Et manque dans C. D. E. T. — ⁴¹ En manque dans D. E. T. — ⁴² Esgarder. B. — ⁴³ Cil. B. — ⁴⁴ Nome. B. — ⁴⁵ B. C. D. E. T. — ⁴⁶ C. — ⁴⁷ Et quant on li aura. C. Et quant l'on li aura. D. E. T. — ⁴⁸ Aporté. D. E. Apporté. T. — ⁴⁹ Comandé. C. — ⁵⁰ Por. B. — ⁵¹ Ceaus. D. E. T. — ⁵² Ne il n'a pas. C. Ne il n'aura pas. D. E. T.

^a Selon Beaumanoir, c. iv, p. 26-28, le contremand pouvait être apporté par un seul messenger.

^b « Quant li ensoigne sunt jugié à loial, on doit faire « apporter les sains avant. Cil se doit agenouiller ki prouver « les veut par sairement, et le justice le doit ensi escherir :

« Ensi vous ait Dix et li saint ki chi sunt, et tout li autres, « ke l'ensoine que vous avés noumé eustes loiaument à « chu jour, sans pourcas, et sans baras ke vous en feis- « siés, ne vous, ne autres ke feussiés. » De Fontaines, c. v, art. 1.

perdue par jor gardant¹. Mais se il ne font le dit seirement, il n'aura² pas bien son jor contremandé ne si³ comme il deit, et perdra sa⁴ carelle par jor gardant, se son aversaire garde ou contremande son jor si come il deit. Et l'aversaire de celui qui a⁵ son jor contremandé⁶ ne peut nul de ciaux deus homes⁷ torner de⁸ garantie par gage de bataille, por ce qu'il euffrent⁹ à certifier son essoine¹⁰ au¹¹ seignor et¹² à la¹³ court qui ajorna les parties, et les fait certains¹⁴ par le sairement des¹⁵ deus homes¹⁶ : si en doivent¹⁷ bien¹⁸ estre creus¹⁹. Et se ciaux qui²⁰ viennent faire le contremant dou jor ne treuvent le seignor ou leuc où fu ajornés²¹ celui qui les²² aura envoiés²³ por son jor contremander²⁴, ne home que il ait establi en son leuc, il doivent venir en cel leuc où celui qui les envoie est ajornés²⁵, et offrir²⁶ à²⁷ faire devant deus ou trois²⁸ homes de celle court, ou plus, ce qui est devant devizé que l'on deit faire de tel chose²⁹, et dire que s'il trouvacent³⁰ le seignor ou home en son leuc en court ou sans court, que il diroient et feroient de³¹ lui³² ce qui est devant³³ devizé en cest livre que l'on deit³⁴ faire de tel chose. Et puis les³⁵ prient³⁶ que il seent bien recordanz³⁷ de ce que il ont dit et offert³⁸; si que quant le seignor vendra el leuc où³⁹ celui⁴⁰ qui là⁴¹ les a envoiés son jor contremander, que il recordent⁴² coment il sont venuz⁴³ à orre⁴⁴ et à tens faire assaveir au seignor et à la court, se il les eussent⁴⁵ trovés ou home qui fust⁴⁶ en leuc dou seignor⁴⁷, coment celui qui là⁴⁸ les a envoiés⁴⁹ est essoigné⁵⁰, si⁵¹ qu'il n'a peu⁵² venir garder son jor : et por ce que il n'ont trové⁵³ le seignor ne la court là où celui qui les a envoiés fu ajorné⁵⁴, ont il dit⁵⁵ à orre⁵⁶ et à tens, et⁵⁷ offert⁵⁸ en lor presence ce que il ont oy. Et se celui de qui la carelle est, a⁵⁹ après mestier de cel recort, il le deit faire si come il est devizé el chapitre⁶⁰ devant, là où il dit que⁶¹ l'on deit dire et faire quant l'on a son jor gardé si come l'on⁶² deit, là où l'on fu ajorné⁶³, et le seignor ne fu là à cel⁶⁴ jor.

¹ B. C. D. E. T. — ² Il n'a. C. — ³ Ne enci. D. E. T. — ⁴ Cele. B. C. D. E. T. — ⁵ A manque dans C. D. E. T. — ⁶ Contremande. C. D. E. T. — ⁷ Homes manque dans C. — ⁸ Par. T. — ⁹ Offre. B. Eufre. C. — ¹⁰ Son essoine manque dans C. D. E. T. — ¹¹ Le. C. — ¹² Au seignor et manque dans B. — ¹³ Et la. C. — ¹⁴ Et la fait certaine. B. Et les fait certain. C. Et les faire certains. T. — ¹⁵ De. C. — ¹⁶ Doit. C. D. E. T. — ¹⁷ Bien manque dans D. T. — ¹⁸ Creu. D. E. T. — ¹⁹ Et ceaus qui. D. Et ceaus qui en. T. — ²⁰ Fu ajornés manque dans T. — ²¹ Celui là les. D. E. T. — ²² Envoyé. D. E. T. — ²³ Contremander et où il fu ajorné. T. — ²⁴ Ajorné. C. D. E. T. — ²⁵ Et offrir. C. Et euffrir. D. T. Et houffrir. E. — ²⁶ Et. B. — ²⁷ Ou devant trois. B. — ²⁸ Ce qui suit, jusqu'à Et puis, manque dans D. T. — ²⁹ Trouvassent. B. E. Trouvasent là. C. — ³⁰ Devant. C. — ³¹ De celuy. E. — ³² Devant manque dans C. — ³³ Que on en doit. C. — ³⁴ Lor. B. C. — ³⁵ Prier. T. — ³⁶ Recordant. B. — ³⁷ Ofert. C. — ³⁸ Ce qui suit, jusqu'à el leuc, manque dans B. C. — ³⁹ Le seignor dira rien à celui. D. E. T. — ⁴⁰ Ce que est besoing à celui. B. Si que quant besoin sera à celui. C. — ⁴¹ Là manque dans B. — ⁴² Que il recordent manque dans B. — ⁴³ Venu. B. Venuz manque dans C. — ⁴⁴ Heure. B. Hore. C. Oure. D. E. T. — ⁴⁵ Eusent. C. — ⁴⁶ Fussent. B. Soit. D. T. — ⁴⁷ En son leuc. B. D. E. T. — ⁴⁸ Là manque dans B. — ⁴⁹ Qui envoie les en leuc. D. Qui envoyé les a y leuc. E. Qui envoié les a ou leuc. T. — ⁵⁰ Essoinés. B. C. — ⁵¹ Et. D. T. — ⁵² Si que il n'i puet. B. — ⁵³ Pas trouvé. D. Pehu trover. E. Peu trover. T. — ⁵⁴ Ajornez. B. Ajornés. C. D. E. T. — ⁵⁵ Dit manque dans T. Au lieu de ont ils dit, on lit dans D : com il doit. — ⁵⁶ Heure. B. Hore. C. Oure. D. E. T. — ⁵⁷ Et manque dans D. E. T. — ⁵⁸ Ofert. C. Offert manque dans D. — ⁵⁹ A manque dans C. — ⁶⁰ Ou chapistre. B. El chapitre. D. E. T. — ⁶¹ Qui. C. — ⁶² Si con il. C. Si com il. D. E. T. — ⁶³ Là où l'on ajorne à son jor garder. C. Là où l'on fu à son jour garder. D. E. T. — ⁶⁴ A celui. D. E. T.

* Il y avait cette différence entre les *contremandierres* et les *garants*, que les premiers attestaient simplement un fait dont ils avaient été les témoins, tandis que les autres prenaient l'attestation du fait sous leur responsabilité. Aucune relation, aucun lien n'unissaient le contremandeur à la partie : le premier venu, et comme on va l'apprendre bientôt, un Juif ou un Sarrasin, pouvait porter un contremand ou remettre une essoine ;

tandis que le garant était un ami, un compagnon de la partie qui, par fidélité ou par reconnaissance, consentait à faire cause commune avec elle et à combattre pour soutenir son affirmation. L'intervention des *seconds* dans les duels des temps postérieurs n'avait pas d'autre origine que l'ancienne garantie féodale. On comprend dès lors pourquoi les contremandeurs ne pouvaient pas être appelés en duel. Voyez le chapitre LVI, page 92.

CHAPITRE LX.

Qui est ajorné par court, et il muet¹ à orre et à tens por venir² garder son jor³, et il a tel es-
soine ou chemin, que il ne peut⁴ aler⁵ son jor garder : coment et par qui⁶ il le peut⁷ contre-
mander.

Se⁸ celui qui est ajornés⁹ par court est fors¹⁰ de la ville où il est ajornés¹¹, et
il muet¹² à orre¹³ et à tens por venir¹⁴ son jor garder, et essoine li avient el che-
min por quei il n'i puisse aler à hore et à tens garder son jor¹⁵ là où il est ajorné;
et il n'a o¹⁶ lui home¹⁷ que un¹⁸ de la lei de Rome : en cel¹⁹ point peut il²⁰ bien
son jor contremander par un home de la loy de Rome; et se il n'a o lui aucun home
de la loy de Rome, et il²¹ contremander²² son jor par autre Crestien il viaut²³;
et se il n'a Crestien, et il treuve Jude²⁴ ou Sarrazin par qui²⁵ il le²⁶ contremande
se²⁷ il vaut quant²⁸ il est en tel point : quar²⁹ en tel cas deit un³⁰ home estre
creus³¹ de l'essoine de celui qui par lui l'a contremandé³², de quelque nassion³³
que il³⁴ seit : mais que il jure selonc sa lei³⁵ que celui qui son jor contremande
par lui et³⁶ fait assaveir son essoine au seignor et à la court³⁷, que il a eu à la court
venant garder son jor, et que il n'a peu venir garder son jor. Et se il ne treuve³⁸
home par qui il puisse son jor contremander³⁹, et il treuve aucune gent⁴⁰ à cui⁴¹
il puisse son essoine mostrer; il le deit faire. Et en cest cas sera un home creu, de
quelque nassion⁴² que il seit, se il ne⁴³ peut plus trover à mostrer son essoine;
mais que il face le dit sairement. Et qui⁴⁴ ensi contremande son jor, il n'a pas⁴⁵
failli, ce me semble⁴⁶ à son jor garder, ainz l'a bien gardé, puisque en lui ne remest⁴⁷
à venir garder son jor là où la court l'aveit ajorné à garder⁴⁸ le. Et ensi⁴⁹ deit estre
de ciaux par cui⁵⁰ il contremande son jor. Que se⁵¹ il ou⁵² aucun de ciaux seit⁵³
enpeeschié⁵⁴ par prison⁵⁵ ou par ennemis⁵⁶ qui les assaillent⁵⁷ ou gaitent⁵⁸ ou
chemin, par quoi il ne puissent passer ne⁵⁹ aler là où il doivent le⁶⁰ jour gar-

¹ Meut. c. Vient. d. e. t. — ² Por venir manque dans d. t. — ³ A son jor garder. c. — ⁴ Ne pot. t. —
⁵ Venir. b. Aler manque dans d. e. t. — ⁶ Et por quoi. b. — ⁷ Pot. t. — ⁸ Se manque dans d. e. — ⁹ Ajorné.
b. — ¹⁰ Hors. b. c. d. e. t. — ¹¹ Ajorné. b. c. — ¹² Meut. c. Vient. d. e. t. — ¹³ Et il n'en vient à hore. b. —
¹⁴ Venir manque dans d. e. t. — ¹⁵ c. — ¹⁶ Ou. b. — ¹⁷ Homes. b. — ¹⁸ Deus. b. Qu'un home. d. e. t. — ¹⁹ En
tel. c. d. e. — ²⁰ Et tel pot il. t. — ²¹ c. — ²² Contremandé. c. — ²³ c. Par un autre Crestien se il viaut. a.
Par un autre, se il veut. b. — ²⁴ Juif. c. d. e. t. — ²⁵ Por quoi. b. — ²⁶ Le manque dans d. e. t. — ²⁷ b. —
²⁸ Que quant. a. — ²⁹ c. — ³⁰ Ung. d. t. — ³¹ Creu. b. c. d. e. t. — ³² La contremande. t. — ³³ Nacion. b. c.
Nation. d. e. t. — ³⁴ Ce. d. e. t. — ³⁵ Et manque dans d. e. t. — ³⁶ Au lieu de la phrase qui suit, on lit
dans b : Est ensi essoinez que il l'a envoie garder son jour que il ne puet venir garder; dans c : Est ensi essoines
el chemin venant garder son jour, que il n'a peu venir garder son jor; dans d : Que il est anci essoigné au chemin
en venant garder son jor; dans e et t : Que il est enci essoignes en chemin venant garder son jour, que il n'a
peu garder son jour. — ³⁷ Et se il n'i treut. c. — ³⁸ b. c. d. e. t. — ³⁹ Aucunes gentz. b. — ⁴⁰ A qui. b. c. d. e. t.
— ⁴¹ Nacion. b. c. d. e. t. — ⁴² N'en. b. — ⁴³ Et que. b. — ⁴⁴ Mie. b. — ⁴⁵ b. c. d. e. t. — ⁴⁶ N'est remez. b. N'est
remès. c. e. N'est peines. d. N'a tenu. t. — ⁴⁷ Et garder. c. — ⁴⁸ Et aussi. c. Et aici. e. t. — ⁴⁹ Qui. b. c. d.
e. t. — ⁵⁰ Ou se. b. c. Ou s'il avient que. d. e. t. — ⁵¹ c. — ⁵² Sont. c. — ⁵³ Empeeschié. b. Enpeeschés. c. —
⁵⁴ Prisson. a. — ⁵⁵ Ou par lor henemis. b. Ou par lor ennemis. c. d. e. t. — ⁵⁶ Asaillent. c. — ⁵⁷ Guettent. d.
e. t. — ⁵⁸ Paser à. c. — ⁵⁹ Lor. c.

^a Cette permission de recevoir l'essoine apportée par
un Juif ou par un Sarrazin, et le serment de ce témoin
selon sa loi, était une concession très-ample faite à la po-

sition des Chrétiens en Orient; car, selon les *Établisse-
ments*, l. I, c. cxxix, et bien plus selon les préjugés du
temps : « Tous Juif n'est reçus en tesmoignage. »

der¹, ou par² aigue qu'il ne puissent passer³ sans peril de mort, ou par aucunes⁴ autres choses, tels⁵ que court conoisse que il lor seit⁶ avenu aucun⁷ empeeschement⁸; il deit⁹ valeir, se il le peut¹⁰ mostrer si come il deit¹¹. Et qui ensi¹² mostre que aucun des empeeschemenz¹³ li seit avenu¹⁴ ou chemin, par quoi il ne pot¹⁵ à orre ne à tens venir¹⁶ garder son jor; il ne deit pas¹⁷ sa carelle perdre¹⁸ par jor gardant; ce me semble; et il deit venir à la court mostrer¹⁹ son essoine le²⁰ plus tost qu'il porra, et deit dire²¹ au seignor et à la court come il a esté essoigné, et l'euffre à prover, si com la court esgardera ou conoistra que il prover le dée. Et la court deit conoistre, ce me semble, que²² il jure sur sains que il mut²³ à orre et à tens por venir son jor garder, et que il fu si essoigné²⁴ ou chemin, par quoi il ne pot²⁵ venir son jor garder au jor que la court li dona: et que il ait deus homes de la lei de Rome qui²⁶ jurèrent sur sains que il le virent essoigné²⁷ ou chemin, par quoi il ne pot venir son jor garder là où il esteit ajorné²⁸, se²⁹ il fu essoigné³⁰ en leuc où il eust de la lei de Rome. Et se il fu essoigné en leuc où il n'i eust³¹ genz de la lei de Rome, que il ait³² deus Crestiens, de quelque nascion³³ que il seent³⁴, qui³⁵ facent le dit sairement. Et se il fu essoigné³⁶ en leuc où il n'i avoit³⁷ Crestiens³⁸, et il y a Juys³⁹ ou Sarrazins qui jurent, si come il doivent, selonc leur lei: il me semble que il a assés fait ce que il doit⁴⁰ de son jor garder, et⁴¹ que il n'a pas sa carelle perdue par jor⁴² gardant, por ce que en lui ne remest⁴³ que il son jor ne gardast⁴⁴ à orre et à tens, si come il⁴⁵ dut; et que il aura⁴⁶ juré, et deus autres homes o⁴⁷ lui, puis que par essoigne aura esté empeeschié, si que il ne pot⁴⁸ son jor garder ne contremander. Et il est bien en⁴⁹ raison, ce me semble, que ensi deit⁵⁰ estre. Que chascun qui meut⁵¹ à venir son jor garder n'a pas deus homes⁵² de la lei de Rome apareilliez por mener⁵³ o lui⁵⁴, que se il est⁵⁵ essoigné ou chemin ou empeeschié⁵⁶ par⁵⁷ qui il puisse son jor contremander, ne chascun qui meut⁵⁸ venir garder son jor ne cuide pas estre essoigné⁵⁹ ni empeeschié⁶⁰ ou chemin, par quoi il n'est mie merveilles⁶¹ se il ne meine⁶² genz à son plait⁶³ apenseement⁶⁴ par quoi⁶⁵ il puisse son essoine contremander se besoin li est; tot seit il tel qu'il n'ait⁶⁶ poeir de mener les; que⁶⁷ mainte feis⁶⁸ est avenu ou peut⁶⁹ avenir que celui qui est ajorné par court est sain⁷⁰ et en tel leuc que il cuide venir seurement

¹ B. C. D. E. T. — ² Par manque dans D. T. — ³ Paser. C. — ⁴ Plusiors. T. — ⁵ Celes. B. Tés. C. Tel. D. E. T. — ⁶ Est. C. — ⁷ Qui lor sont avenues aucuns. B. Aucun manque dans C. D. E. Avenu manque dans T. — ⁸ D'empeeschement. C. D. E. — ⁹ Il doit là. B. — ¹⁰ Pevent. C. — ¹¹ Doivent. C. D. E. T. — ¹² Et que enci le. D. E. T. — ¹³ Des empeeschement. B. Des enpeeschement. C. — ¹⁴ Venu. B. — ¹⁵ Puet. B. Peut. C. Par qui il n'ont peu. D. E. Par quoi il n'ait peu. T. — ¹⁶ Venir manque dans B. — ¹⁷ Mie. B. — ¹⁸ Avoir perdu. D. E. T. — ¹⁹ En la court faire assaveir. C. D. E. T. — ²⁰ Au. B. C. D. E. T. — ²¹ Et que il die. B. C. Et die. D. E. Et dire. T. — ²² Que se. B. C. D. E. T. — ²³ Vint. D. E. T. — ²⁴ Et que il fu essoigné. B. Et que il fu essoignés. D. E. T. — ²⁵ Pot. B. — ²⁶ Que il. C. — ²⁷ Enssi esoinés. C. — ²⁸ Ce qui suit, jusqu'à Rome, manque dans D. E. T. — ²⁹ Où il esteit ajorné, se manque dans B. — ³⁰ Ce qui suit, jusqu'à Rome, manque dans B. — ³¹ Où il n'eust. B. — ³² Et il i a. B. Et il a. C. Et il y avoit. D. E. T. — ³³ Nacion. B. C. — ³⁴ De quelle (quel. T.) nation que ce fust. D. E. T. — ³⁵ Que il. C. — ³⁶ Essoinés. C. — ³⁷ Où il n'eust. B. D. E. T. Où il n'avoit. C. — ³⁸ Crestien. C. D. T. — ³⁹ Et il y avoit Juif. B. Et il y avoit Juif. D. E. T. — ⁴⁰ C. D. E. T. — ⁴¹ Ne. B. C. D. E. T. — ⁴² Par lui. T. — ⁴³ Ne remest mie. B. Ne remest il. D. E. T. — ⁴⁴ Son jour garde. D. Son jour garda. E. Gardé. T. — ⁴⁵ Il i. C. — ⁴⁶ Il l'aura. C. — ⁴⁷ Que. D. T. Pour. E. — ⁴⁸ Ne pot venir. D. E. T. — ⁴⁹ En manque dans B. C. D. E. T. — ⁵⁰ Doie. B. C. — ⁵¹ Muet. B. Veut. D. T. Mut. E. — ⁵² N'a pas home. D. T. N'a pas homes. C. — ⁵³ Apareilliez por mener manque dans C. Au lieu de apareilliez, etc. on lit dans D: Apresté de venir dire essoigne, tel est essoigné en chemin ou, etc.; dans E: Aprestés de mener o soi que tel est essoigné au chemin ou, etc.; et dans D: Aprestés, se tel est essoigné au chemin ou, etc. — ⁵⁴ Ou soi. B. O soi. C. — ⁵⁵ Que ce soit il est. C. — ⁵⁶ Empesché. B. — ⁵⁷ Por. C. — ⁵⁸ Muet à. B. Meut à. C. Veut. D. Vient à. E. T. — ⁵⁹ Essoinés. C. — ⁶⁰ Ne enpeeschés. C. — ⁶¹ Merveille. B. C. — ⁶² Meins apencement. C. — ⁶³ A son plait o lui. B. O lui. C. A son plait manque dans D. E. T. — ⁶⁴ Apenseement manque dans B. C. A penseement o lui. D. T. Apenseement o lui. E. — ⁶⁵ Par qui. D. T. — ⁶⁶ Qu'il ait. B. C. Que il n'a. D. E. T. — ⁶⁷ Car. B. — ⁶⁸ Maintes foiz. B. C. — ⁶⁹ Ou porroit. C. D. E. T. — ⁷⁰ Asseur. B.

et sauvement à orre et à tens garder son jor là où il est ajornés¹, si meut celui tot soul² ou avec un autre³ home en sa compagnie, car⁴ il ne cuide pas avoir⁵ essoine ou⁶ empeeschement el chemin, tel⁷ par quoi il ne⁸ peust⁹ aler son jor garder ou¹⁰ contremander; et se¹¹ ensi esteit que il fust¹² essoigné ou empeeschié en l'une des¹³ manieres avant dites, que¹⁴ il perdist sa carelle, ce sereit tort apert; que¹⁵ nul ne deit par raison¹⁶ perdre carelle¹⁷ par jor gardant, se il ne demorre en¹⁸ sa defaute que il n'a gardé son jor ne contremandé¹⁹ si come il deit²⁰.

CHAPITRE LXI.

Por quoi home de qui²¹ l'on se clame en court où il est present, ne²² deit partir de la court sanz respondre au claim, ou demander jor.

Celui²³ de qui l'on s'est clamés²⁴ en court²⁵ en sa presence garde sei que il ne se parte²⁶ de la court que il n'ait ainz respondu au claim que l'on a fait²⁷ de lui, ou qu'il n'ait²⁸ demandé jor, ou qu'il n'ait offert au meins²⁹ à respondre, se le seignor

¹ Ajorné. C. D. E. T. — ² Si meut soul. C. Si vient soul. D. E. Si vient seul. T. — ³ Ou aucun. B. Ou avec un. C. Ou aucun autre. D. E. T. — ⁴ Et que. C. D. E. T. — ⁵ Mie que il ait. B. Au lieu de il ne cuide pas avoir, on lit dans C : il a; et dans D. E. T : il ait. — ⁶ Ne. Et que ot. C. — ⁷ Tel manque dans D. E. T. — ⁸ N'i. C. — ⁹ Puisse. B. Peut. D. E. T. — ¹⁰ Ne. C. — ¹¹ Et se il. D. E. T. — ¹² Que se il estoit. C. — ¹³ Par les. B. — ¹⁴ Et que. B. — ¹⁵ Car. B. — ¹⁶ Par raison manque dans D. E. T. — ¹⁷ Sa querele. B. D. E. T. — ¹⁸ Par lui et en. C. Par lui en. D. E. T. — ¹⁹ Que il ne garde ou contremande son jor. C. — ²⁰ Se il ne demore par lui que il de faille ou ne contremande son jor si com il doit. B. — ²¹ De quei. C. De quoi. D. E. T. — ²² Ne se. B. C. — ²³ Ce celui. A. Selui. C. — ²⁴ Clamé. B. C. — ²⁵ En court de lui. E. T. — ²⁶ Il ne parte. B. D. E. T. — ²⁷ Que l'on fait. C. C'on fait. D. Com fait. E. Qu'on fait. T. — ²⁸ N'ait avant. B. — ²⁹ Au meins manque dans B.

* Ce chapitre et le précédent sont d'autant plus dignes d'attention que si les anciens jurisconsultes énumèrent avec soin les empêchements qui peuvent servir d'excuses, ils ne donnent que peu d'éclaircissements sur la manière de faire admettre ces excuses en justice. Les contremands étaient très-fréquemment employés, même dans la cour du roi de France, et servaient à ralentir, au gré des parties, l'action de la justice. Il n'était pas rare de voir le jugement d'un procès retardé d'une année par un contremand mal fondé. Les grands vassaux de la couronne de France recouraient eux-mêmes, pour éloigner le jour du jugement, à des chicanes du genre de celles que le jurisconsulte d'outre-mer semble affectionner. Un différend éclata entre Eudes II, duc de Bourgogne, et Geoffroy, évêque de Langres, pour un fief que le duc tenait de l'évêque. Le duc prétendait que Geoffroy lui avait refusé justice, et celui-ci répondait : *Quod vero dicit me ei rectum denegasse, non cognosco, sed veritatem dicam : Designavi ei diem in curia nostra jus faciendi et recipiendi. Veni ad diem, ipse autem non venit, sed nuncios misit ut eis responderem. Mandavi iterum ut veniret in domum domini sui : renuit, et ego nunciis suis respondere nolui.* Eudes se justifia de ce reproche devant le roi de France Louis VII, qui tenait sa cour à Moret, en l'année 1153; et après de longs débats on passa au jugement : *Sed iudices de iudicio alium diem quæsierunt, et nos, dit le roi, præfiximus alium diem. Episcopus venit, dux contramandavit; iterum dedimus alium*

diem : episcopus venit, dux rursus contramandavit; dedimus et tertium : episcopus venit, dux venire contempsit. Habito adhuc consilio, nuncium nostrum misimus ad ducem, qui eum reperit incolumem et equitatem, et ipsi de parte nostra nominavit quartum diem, ad quem venit episcopus, sed dux non veniens suum misit nuncium qui inde eo solo excusabat dominum suum non venisse quod tantas dictas ferre non poterat. D. Plancher, *Histoire de Bourgogne*, t. I, Preuve LXXII, p. 48. Le gain du procès fut adjugé à l'évêque de Langres; mais il est facile de voir que les règles de procédure qui, dans les écrits de jurisconsultes, semblent si solidement établies, cédaient devant les dédains d'une partie puissante et redoutée. Une chronique récemment publiée fait connaître, sur les formalités suivies lors de l'assignation de Jean-sans-Terre devant la cour des pairs de France, pour répondre à l'accusation d'assassinat que Philippe-Auguste avait intentée contre lui, des particularités qui éclaircissent le sujet traité dans ce chapitre. « Li rois i envia l'evesques de Biauvais et l'evesque de Loon qui estoient des .xii. pers, et emporterent la lettre le roi et entrèrent en mer à Calais et arriverent à Douvre. » Les envoyés remettent la lettre au roi d'Angleterre et lui disent : « Par foi, sire, mesure li rois vous semont et ajourne à Paris sa cité, d'ui en .xl. jours pour faire droit par vos pers de çou qu'il vous demandera come son home lige, et nous qui sommes per de France vous i semounons et ajournons. » Jean promet d'obéir à l'assignation, et les envoyés re-

et la court le veulent entendre¹, et que il de ce traie² la court à garant; que³ se il ne fait⁴ l'une des dittes choses ainz que la court se parte⁵, ou ne dit⁶ raison por quoi il ne dée⁷ respondre au claim, et tel⁸ que⁹ court l'esgarde ou conoisse¹⁰: il perdra sa carelle; por ce que il est assise ou¹¹ usage ou reiaume de Jerusalem que qui ne respont à¹² claim que l'on face¹³ de lui en court où il est present, ou ne fait l'une des avant dites choses¹⁴, que il pert sa carelle, se la court s'en¹⁵ parte, et il n'a aucunes des avant dittes choses faite avant¹⁶ que la court s'en¹⁷ parte¹⁸.

CHAPITRE LXII.

Por quoi celui à qui l'on met sus mallefaite¹⁹ en cort, ou à qui l'on requiert aucune chose, deit²⁰ respondre et neer la²¹, se l'on l'euffre²² à prover.

Qui requiert²³ à autre chose²⁴ en la court²⁵, ou li met²⁶ sus aucune mallefaite, et euffre²⁷ à prover ce que il li requiert ou la mallefaite que il li met sus; et celui à qui l'on fait la requeste ou sur qui l'on met sus la mallefaite ne²⁸ née ce que l'on euffre à prover contre lui en la court²⁹, et la court³⁰ se part³¹ ainz que il l'ait neé ou offert à respondre³², se le seignor et³³ la court le veulent³⁴ escouter, ou³⁵ ne die³⁶ raison por quoi il ne dée respondre³⁷ et tel³⁸ que court l'esgarde³⁹ ou conoisse; il est atteint de ce que l'on li a requis ou⁴⁰ mis sus en la maniere devant dite, se il ne⁴¹ fait l'une des dittes⁴² choses ainz que la court s'en parte⁴³.

¹ Ataindre. B. — ² Traie manque dans D. Traive. T. — ³ Car. B. C. D. E. T. — ⁴ Ne faisoit. C. D. E. T. — ⁵ S'en partist. D. T. S'empartie. E. — ⁶ Ne disoit. C. D. E. T. — ⁷ Ne devoit. C. D. E. T. — ⁸ Et tele. B. — ⁹ Que la. T. — ¹⁰ L'esgardast ou coneust. C. Esgardast ou coneust. D. E. T. — ¹¹ Et. C. — ¹² Au. B. C. D. E. T. — ¹³ Fait. B. C. — ¹⁴ Ce qui suit, jusqu'à dittes choses, manque dans B. D. E. T. — ¹⁵ Se. C. — ¹⁶ C. D. E. Choses ainz. A. Avant. T. — ¹⁷ Se. C. — ¹⁸ S'en parte, il pert sa querele. T. — ¹⁹ Aucun mesfait. B. Aucun mallefaite. C. T. Aucune malfaire. D. E. — ²⁰ Il det. C. Il doit. D. E. T. — ²¹ La manque dans D. E. T. — ²² Li euffre. D. E. T. — ²³ Demande. B. — ²⁴ Aucune chose. B. D. E. T. — ²⁵ En court. B. — ²⁶ Ou met. B. — ²⁷ Et l'euffre. C. — ²⁸ Ne manque dans T. — ²⁹ En la court manque dans D. E. T. — ³⁰ Et la court manque dans B. Ce qui suit, jusqu'à et la court, manque dans D. T. — ³¹ Se parte. C. S'empart. E. — ³² A deffendre. B. — ³³ Ou. C. — ³⁴ Veuillez. D. T. — ³⁵ Et. T. — ³⁶ Ne dit. B. N'a dit. C. D. E. T. — ³⁷ Il ne le doit faire. C. Il le doit faire. D. E. T. — ³⁸ Tele. B. — ³⁹ Que court esgarde. B. D. E. T. — ⁴⁰ B. C. D. E. T. — ⁴¹ N'a. C. D. E. T. — ⁴² Des deus. B. — ⁴³ Se departe. B. Se parte. C. S'empart. D. E. S'emparte. T.

tourment en France et rendent compte au roi de leur mission : « Li rois Phelippes attendi les .xl. jours et i furent li per et lor consaus. Atant esvous .i. chevalier que li rois Jehans envoioit au roi et vint devant le roi et li dist : Sire, li rois Jehans me sires, envoie chi à son jour où vous l'aviés fait ajourner, et veés chi sa lettre de creanche. La lettre fu liute. Or dites, dist li rois, çou que vous volés. Sire, dist li chevaliers, mesires, vous requiert son contremant. Ciertes, dist li rois, c'est bien avenant et il l'avera d'ici en .xl. jours. Atant s'en partit li chevaliers et revint à son seigneur. Et quand vint au jour, si contremanda encore jusques à .xl. jours, et à celui jor defali dou tout. Et quant li rois Phelippes vit qu'il avoit defali dou tout, si requist à ses pers jugement à droit. Li pers orent conseil ensemble que il fesist encore semondre devant lui pour oïr droit, si come cil qui estoit defalans. Et li rois i renvoia encore .ii. de ses pers, et fu resemond à .xl. jours; ne il n'i vint ne

« il n'i envoia. Adont requist li rois jugement as per. » *Chronique de Rains*, publiée par L. Paris; Paris, 1837, c. xix, p. 132. Dans l'affaire de la garde de l'abbaye de Saint-Remi de Reims, jugée au parlement de la Pentecôte 1259 : « Fu li archevesques semons et ajournés devant le roi contre l'abbé et le couvent de Saint-Remi. « Li archevesques contremanda une fié et autre et tierce, et eust tous ses contremans, et delaia bien .i. an « quanckes ne respondi. A la parfin li archevesques fu « semons et li jours fu assignés ciertains que il fust. Et « quand li archevesques vit qu'il ne pooit guencir, si li « convint aler... Quant il vit qu'il ne pot escarper, si prist « .i. jor à dire ses raisons; et quant vint au jour, si contre- « manda .i. jour de deport, et à celui jour vint et voletiers « prescist encore jour s'il le puest avoir; mais il ne pot. « Et quand respondre le convint, si manda la mon- « trance des coses que li rois clamoit; et fut li jours as- « signés à faire la monstrance. » *Id.* c. xxxiii, p. 239.

CHAPITRE LXIII.

Coment et por quoi celui à qui l'on met sus malefaite¹ en court, et il la² née, et l'on³ ne li euffre à prover ainz que la court se⁴ parte⁵, l'on⁶ ne⁷ li peut riens⁸ demander.

Quant l'on s'est clamé⁹ en court d'autre¹⁰, ou¹¹ l'on¹² li met sus aucune mallefaite¹³; et celui de qui¹⁴ l'on s'est clamés¹⁵, ou¹⁶ sur qui l'on a mis¹⁷ la mallefaite, née ce que l'on li met sus ou claim ou¹⁸ autrement; et le clamant ou celui qui li a mis sus la mallefaite ne l'euffre à prover ainz que la court s'en¹⁹ parte²⁰: je crei²¹ que il est quittes²² et delivre de celle carelle, ni²³ n'en est plus tenus de²⁴ respondre à celui qui de lui c'est clamés²⁵ ou qui la mallefaite li a mise²⁶ sus.²⁷ Que aussi come celui²⁸ de qui l'on se clame en court en sa presence, ou à qui l'on met sus mallefaite²⁹, et il³⁰ ne responde³¹ au claim, ou ne née la mallefaite, ou n'en euffre³² à respondre se le seignor et la court le veulent escouter, ou³³ il ne demande jor³⁴ ainz que la court s'en³⁵ parte³⁶, ou ne dit raison por quoi il ne³⁷ deit respondre à cel claim ou à ce que³⁸ l'on li met sus et tel³⁹ que⁴⁰ court l'esgarde ou conoisse: il est⁴¹ ataint⁴² de ce⁴³ que l'on li met sus ou claim ou autrement⁴⁴. Tot aussi⁴⁵ est quittes⁴⁶, ce me semble, celui de qui l'on s'est clamés⁴⁷, ou à qui l'on met⁴⁸ sus la⁴⁹ mallefaite de ce que l'on li met sus⁵⁰ ou claim⁵¹ ou autrement, se il le née, et le clamant ne l'euffre à prover ainz que la court s'en⁵² parte⁵³: car dreit deit estre comun et igual⁵⁴, et il ne le sereit mie en cest cas⁵⁵ se ensi n'estoit⁵⁶.

¹ *Aucun mesfait.* B. — ² *Le.* B. — ³ *Et hon.* B. — ⁴ *S'en.* C. — ⁵ *S'empart.* D. E. *S'empare.* T. — ⁶ *Celui qui li a mise sus.* D. E. T. — ⁷ *Et que cel qui li a mis sus ne.* B. *Celui qui li a mis sus ne.* C. — ⁸ *Après riens.* C. D. E. T. — ⁹ *Quant l'on plaidioie.* B. — ¹⁰ *A autre.* B. — ¹¹ *Et.* B. — ¹² *L'on manque dans* C. E. T. — ¹³ *Aucun mesfait.* B. *Aucune malefaite.* C. T. *Malefaicte.* D. *Autre malefaite.* E. — ¹⁴ *De quoi.* E. T. — ¹⁵ *Clamé.* C. D. E. T. — ¹⁶ *Ou celui.* B. — ¹⁷ *Mise.* D. E. *Mise sus.* T. — ¹⁸ *Et celui de qui l'on s'est clamé et que l'on li met sus el claim ou.* D. *La noie el clam ou.* T. — ¹⁹ *Se.* B. — ²⁰ *S'empart.* D. E. T. — ²¹ *Je cuit.* C. E. *Je cuide.* D. T. — ²² *Quitte.* B. C. D. E. T. — ²³ *Et.* C. — ²⁴ *Et n'est pas tenu à.* D. *Et n'est puis tenu à.* E. T. — ²⁵ *Clamé.* C. — ²⁶ *Mis.* B. — ²⁷ *Ce qui suit, jusqu'à ou ne née la mallefaite,* manque dans D. T. — ²⁸ *Que quant celui.* B. — ²⁹ *Ce qui suit, jusqu'à la mallefaite,* manque dans E. — ³⁰ *Se il.* C. — ³¹ *Respont.* B. C. — ³² *Ou n'offre.* B. *Ou n'eufre.* C. *Et n'eufre.* D. E. T. — ³³ *Et.* D. E. T. — ³⁴ *Jour au claim.* B. D. E. T. *Jor au claim.* C. — ³⁵ *Se.* B. — ³⁶ *S'empart.* D. T. *S'emparte.* E. — ³⁷ *Ne li.* C. — ³⁸ *A cel que.* C. — ³⁹ *Tele.* B. — ⁴⁰ *Que la.* T. — ⁴¹ D. E. T. *Est.* A. B. C. — ⁴² *Ce qui suit, jusqu'à ou à qui l'on,* manque dans D. T. — ⁴³ *De celle quarele.* E. — ⁴⁴ *Tot aussi* manque dans B. C. E. *Ains.* E. — ⁴⁵ *Quite.* B. C. E. — ⁴⁶ *L'on se clame de lui.* C. *L'on se clame.* E. — ⁴⁷ *De celle querelle que l'on li met.* D. T. — ⁴⁸ *Ou de la.* T. — ⁴⁹ *Ce qui suit, jusqu'à s'en parte,* manque dans T. — ⁵⁰ *Ou claim* manque dans B. — ⁵¹ *Se.* B. C. — ⁵² *S'empart.* D. E. — ⁵³ *Ygal.* B. C. E. T. *Esgal.* D. — ⁵⁴ B. C. D. E. T. — ⁵⁵ *Se ensi n'estoit. Mais après vous dirai empoi de conseil esclerci.* D. E. T.

^a L'auteur revient, dans ce paragraphe, sur ce qu'il a dit chapitre LXI, touchant l'aveu fait en justice. Son opinion est conforme à ce principe de droit que toutes les législations admettent: *Qui omnino non respondit, contumax est.* Dig. l. XI, t. I, l. 11, § 4. On doit se rappeler qu'il a précédemment enseigné au défendeur l'art de répondre à une demande sans l'admettre ni la rejeter et par de purs jeux de mots. Nous devons dire, à sa justification, que la loi romaine, en se servant du mot *omnino*, semble aussi ne faire résulter l'aveu que du silence absolu du défendeur.

^b Ces règles sont sans doute conformes aux principes du droit romain, Dig. l. XXII, t. III, l. 21, et Cod. l. II, t. I, l. 4; mais elles découlent si directement du droit naturel, qu'il ne faut pas croire que les jurisconsultes du moyen âge les aient reçues d'une autre source. L'analogie des lois ne prouve pas toujours leur parenté. Cette remarque nous a plus d'une fois empêché d'établir, entre les dispositions du livre d'Ibelin et celles de diverses lois romaines ou barbares, des rapprochements qui n'auraient été d'aucun profit pour l'histoire.

CHAPITRE LXIII^{BIS} ¹.

Ci dit que chascun sage doit mout eschiver plait à son pooir, et sur que tout à son seignor plus que à autres.

Voirs est que mainte fois je ais² oy³ dire et entendu de monseignor mon oncle^a et des autres saiges, et mainte fois ais esté en court, où ce ay veu⁴ et oy, par quoi je puis dire souvent que mout sont perillous et sont⁵ à eschiver les plais, et sur que tout ceaus qui sont entre seignor et home; car entre eaus est la foi⁶. Et mout doit chascun espargnier et netoyer⁷ sa conscience, et bien garder que par lui⁸ ne soit la foi⁹ blecée¹⁰ ne empirée. Et certe¹¹ pour moi conseille je¹² que¹³ chascun laisse avant de sa raison que il soit riotous¹⁴ ne querelous; car mout de maulx¹⁵ en poroit avenir d'estre le : car granz vertu est souffrance; et l'on dit en ung proverbe que¹⁶ « li bon souffrant sont de lor fait à la fin vehqueour¹⁷. » Car, si come je ais¹⁸ dit en aucune part^b, l'on ne s'est¹⁹ mie partout bien garni²⁰ de conseil; et si l'on l'est, si n'est on mie toutes²¹ les fois bien entendu ne bien jugiés; pour quoi l'on pert aucune fois sa querele par nonchalance²² : si en est l'on mout de fois mescreu et ahonti. Et pour ce doit chascun mout pourveoir et bien conseiller, avant que il comance²³ à pleideer, pour savoir à quele fin il en pota venir de sa querele²⁴; et se²⁵ avient aucune fois que li soit honorable et proufitable, et²⁶ ne soit mie cruel ne²⁷ desdaignable; car bon fait les perils dessusdis eschiver.

CHAPITRE LXIV.

Que²⁸ l'on deit dire et faire qui viaut recovrer saisine de ce de quei l'on l'a dessaisi.

Quant aucun dessaisist²⁹ autre³⁰ d'aucune chose^c, et celui qui a esté dessaisi viaut³¹ recouvrer sa³² saisine; il deit venir devant le seignor, et dire li : « Sire, « tel, » et le nome, « m'a de noviau dessaisi de tel chose, » et die de quoi. « Si voz pri « et requier que vos me faites³³ remetre³⁴ en ma saisine de ce de quoi il m'a dessaisi.

¹ C'est d'après l'édition de la Thaumassière et les manuscrits D et E, que nous donnons ce chapitre qui ne se trouve pas dans les manuscrits de Venise, de Saint-Germain, ni de Harlay. — ² L'ais. D. E. — ³ Ouy. E. — ⁴ Où je ay vehu. D. E. — ⁵ Font. T. — ⁶ Foy. D. E. — ⁷ Nettoyer. D. Neteer. E. — ⁸ Luy. D. E. — ⁹ Foy. D. E. — ¹⁰ Blecée. E. — ¹¹ Et certes. E. — ¹² Conseil je. D. E. — ¹³ Se que. D. Le que. E. — ¹⁴ Riotous. E. — ¹⁵ Maus. E. — ¹⁶ Tousjours dit on que. D. E. — ¹⁷ Vengeour. T. — ¹⁸ Ay. D. E. — ¹⁹ L'on ne n'est. D. E. — ²⁰ Guarni. D. E. — ²¹ Tous. D. — ²² Nonsachance. E. — ²³ Comence. D. Coumence. E. — ²⁴ Querelle. D. Quarele. E. — ²⁵ Et se il. D. E. — ²⁶ Et manque dans D. E. — ²⁷ Et. D. — ²⁸ Quei. C. — ²⁹ A dessaisi. T. — ³⁰ Aucun autre. D. E. T. — ³¹ En viaut. C. D. E. T. — ³² Sa manque dans D. E. T. — ³³ Faciés. E. — ³⁴ Metre. D. E. T.

^a Balian III d'Ibelin, sire de Baruth. L'auteur cite plusieurs fois ce seigneur, qui n'était pas, à ce qu'il paraît, moins versé que son neveu dans la connaissance des lois et des usages judiciaires de son temps.

^b Voyez chapitre xiv, page 48.

^c C'est-à-dire d'aucun héritage, cens, rente ou autre droit incorporel; en un mot, de tout ce qui peut être l'objet d'une concession féodale.

« Et quant je serai¹ en ma² saisine, je li fournirai³ dreit par vostre court⁴, se il
 « me⁵ set riens⁶ que demander⁷. Sire, et se voz me⁸ mescreés que ensi ne seit
 « come je voz ai dit, faites le enquerre, et me faites si come⁹ voz devés par l'assise
 « ou l'usage de cest reiaume, come de novelle dessaisine¹⁰ ». Et lors le seignor deit
 mander deus ou trois de ses homes ce enquerre, et les deit conjurer par la fei
 que il li deivent, que il enquierent¹¹ par leal enqueste se celui qui¹² dit¹³ que on
 l'a¹⁴ de noviau dessaisi esteit¹⁵ saisi¹⁶ de celle chose de quoi il dit que on l'a¹⁷ de
 noviau¹⁸ dessaisi. Et quant il auront ce¹⁹ enquis, il deivent dire au seignor en sa
 cort ce que il en auront trové²⁰. Et se il treuvent que il y ait²¹ quarante jors ou
 mains que²² il a²³ esté dessaisi, le seignor, ou celui qui sera en son leuc, à qui
 celui qui aura esté dessaisi l'aura requis, si con est devant dit²⁴, le deit maintenant
 faire²⁵ ressaisir²⁶, et defendre à l'autre, devant deus ou plus de ses homes, que²⁷
 il ne s'en²⁸ saisisse²⁹, et dire li que, se il le fait, il le³⁰ metra³¹ à ce qu'il en³² pora
 et devra³³. Mais se il en³⁴ cuide avoir dreit, que il le³⁵ requiert³⁶, si come il deit,
 et il li en fera dreit par sa³⁷ court. Et se celui à qui la defence aura esté ensi faite,
 s'en ressaisist³⁸ sans esgart ou sans conoissance de court, ou³⁹ sans le congié dou⁴⁰
 seignor, il fera force; et se il en est ataint ou prové, il⁴¹ sera encheu⁴² en la merci⁴³
 dou seignor, come⁴⁴ ataint de force. Et qui de ce viaut faire l'enqueste⁴⁵, il deit
 venir ou leuc où ce est de quei l'on a dit⁴⁶ au seignor que l'on a esté dessaisi de no-
 viau, et enquerre par seirement à⁴⁷ plusors des veissins⁴⁸ de cel leuc⁴⁹ et⁵⁰ à ciaux⁵¹
 qu'il cuident⁵² à plus⁵³ leaus et que il entendent⁵⁴ qui⁵⁵ miaus sachent cel⁵⁶ fait,
 combien qu'il y a⁵⁷ de tens que celui qui en⁵⁸ est au jor saisi en fu premier⁵⁹ saisi
 après la saisine de l'autre⁶⁰, et qui en esteit saisi derainement⁶¹, ainz que celui qui
 orres est saisi⁶² en fu⁶³ saisi ou qu'il s'en saisisst. Et selonc ce qu'il orront dire à
 ciaux à qui il en⁶⁴ feront l'enqueste, si lor demandent et enquierent⁶⁵ au⁶⁶ miaus

¹ *Serais*. A. — ² *Ma* manque dans C. — ³ *Je li en ferai*. B. C. *Je li ferai*. D. E. T. — ⁴ *Par vostre court* manque dans B. — ⁵ *M'en*. B. — ⁶ *Riens* manque dans B. C. D. E. T. — ⁷ *Demander par vostre court*. B. — ⁸ *Me* manque dans B. C. D. E. T. *Ce*. C. — ⁹ *Ce qui suit, jusqu'à come*, manque dans C. — ¹⁰ *Dessaine*. A. — ¹¹ *Enquerront*. B. *Enquerent*. D. *Enquerrent*. E. *Enquerre*. T. — ¹² *C'on*. C. — ¹³ *Qui dit* manque dans D. T. — ¹⁴ *On a*. D. T. — ¹⁵ *En estoit saisi*. D. E. T. — ¹⁶ *Esteit saisi* manque dans C. — ¹⁷ *L'on a*. T. — ¹⁸ *De noviau* manque dans B. C. D. E. T. — ¹⁹ *Ce* manque dans B. C. D. E. T. — ²⁰ *Enquis et trové*. B. — ²¹ *Il ait*. B. C. — ²² *Que* manque dans T. — ²³ *Il en ait*. C. D. E. — ²⁴ C. — ²⁵ *Faire* manque dans B. — ²⁶ *Desaisir*. C. *Ressaisir*. E. T. — ²⁷ *Et dire li que*. D. E. T. — ²⁸ *Ne le*. D. T. *Ne les*. E. — ²⁹ *Saissice*. A. *Dessaisisse*. D. E. T. — ³⁰ *L'en*. B. — ³¹ *Il l'en menra*. C. — ³² *En* manque dans B. C. D. E. T. — ³³ *Devra*. B. C. D. E. T. — ³⁴ *En* manque dans B. C. D. E. T. — ³⁵ *Li*. D. E. T. — ³⁶ *Requiere*. B. T. *Requere*. D. *Requerre*. E. — ³⁷ *La*. B. — ³⁸ *Saisist*. B. C. D. E. T. — ³⁹ *Et*. D. E. T. — ⁴⁰ *De son*. C. — ⁴¹ *Il en*. B. C. D. E. T. — ⁴² *Encheu* manque dans B. — ⁴³ *Mersi*. C. — ⁴⁴ *Com hom*. D. E. T. — ⁴⁵ *Leal enqueste*. C. *Enqueste*. D. E. T. — ⁴⁶ *L'on dit*. D. E. T. — ⁴⁷ *As*. C. — ⁴⁸ *Voisins*. B. C. D. E. T. — ⁴⁹ *Leu*. A. — ⁵⁰ *Et* manque dans D. E. T. — ⁵¹ *Et ceaus*. B. *Et* manque dans C. — ⁵² *Tendront*. C. D. E. *Tiendront*. T. — ⁵³ *Que il cuident plus*. B. — ⁵⁴ *Entendront*. C. D. E. T. — ⁵⁵ *Que*. D. E. T. — ⁵⁶ *De celui*. D. E. T. — ⁵⁷ *Combien il a*. B. *Combien il a*. C. *Combien il y a*. D. E. T. — ⁵⁸ *En* manque dans D. E. T. — ⁵⁹ *Premierement*. B. — ⁶⁰ *D'autre*. B. C. D. E. T. — ⁶¹ *Desrainement*. B. — ⁶² *Qui orres est saisi* manque dans B. C. D. E. T. — ⁶³ *En fust*. B. C. D. *En fu*. E. T. — ⁶⁴ *En* manque dans C. — ⁶⁵ *Enquirent*. E. *Enquerrent*. T. — ⁶⁶ *A*. D. E. T.

* « Nouvelle dessezine si est se aucuns emporte la chose de laquele je aurois esté en sezone an et jour pesiblement. » Beaumanoir, c. xxxii, p. 167. Selon cet auteur la formule de complainte devait être ainsi conçue : « Sire voés chi P. qui m'a desesi de nouvel de tele chose, » et le doit nommer, « de laquele je avoie esté en sezone pesiblement an et jour; se il le connoist, je requier à estre ressensis; se il le nie, je li offre à prouver. » *Id.* Voici le bref de nouvelle dessaisine qui

est donné par Glanville, l. XIII, c. xxix : *Rex vicecomiti, salutem. Precipio tibi, quod justities N. quod juste et sine dilatione reddat R. catalla sua, unde queritur quod ea cepit injuste et sine judicio, in libero tenemento suo, in villa infra disseisinam quam ei inde fecit infra assisam meam, unde ipse recuperavit seisinam coram justitiis meis per recognitionem de nova desseisina, sicut rationabiliter monstrare poterit quod ea habere debet ne amplius, etc.*

que il sauront, ce que il cuideront par quoi¹ il puissent estre et seient plus certain² de cel fait. Et quant il l'auront³ enquis au miaus que il sauront, il doivent dire⁴ au seignor ce⁵ qu'il auront⁶ trové. Et se deus ou plus de ciaux à qui⁷ il auront ce⁸ enquis par leur sairement, dient⁹ que celui que l'on a de noviau dessaisi esteit¹⁰ saisi et tenant de celle¹¹ chose ou autre por lui, quant celui qui au jor la¹² tient l'en¹³ dessaisi, le seignor le redeit¹⁴ metre¹⁵ en sa¹⁶ saisine, s'il y a¹⁷ quarante jors ou mains¹⁸ que il en fu dessaisi¹⁹. Car se il y a²⁰ plus de quarante²¹ jors que il en a²² esté dessaisi, et il n'a requis au seignor que il le remete²³ ou face remettre²⁴ en²⁵ saisine de celle chose, ou²⁶ que il²⁷ face enqueste come de nouvelle dessaisine²⁸; il ne peut ni ne deit apeler celle dessaisine nouvelle dessaisine²⁸; ne le seignor n'est²⁹ pas tenu³⁰ de faire li³¹ ce que il li requiert³² come de nouvelle dessaisine; por ce que il me semble que il a³³ desprisié³⁴ et³⁵ despité le seignor, quant il a tant demoré³⁶ à mostrer li que l'on l'a dessaisi, et à³⁷ requerre li ent³⁸ la saisine³⁹, ou que il li⁴⁰ face l'enqueste dessuz ditte, ou que il ait esté negligent⁴¹ de son dreit requerre, tant que le terme qui est establi que l'on peut apeler⁴² la⁴³ dessaisine⁴⁴ nouvelle est passé; si ne deit plus la dessaisine estre tenue à nouvelle, se il n'a esté en celui terme fors⁴⁵ dou pays, ou s'il n'a esté⁴⁶ essoigné⁴⁷ de son cors par maladie ou par prison⁴⁸, ou par⁴⁹ ce que son seignor le semonst⁵⁰ de son servise, ou par⁵¹ aucun⁵² autre essoine que il a⁵³ eu, par quoi⁵⁴ il⁵⁵ dedenz les quarante jors ne pot venir à court devant le seignor et requerre⁵⁶ qui est devant dit. Et se il le dit⁵⁷, et se⁵⁸ le seignor ou celui que il⁵⁹ dit qui⁶⁰ de noviau l'a dessaisi dit que il ne l'en⁶¹ creit⁶² que il ait esté si essoignés⁶³ come il dit, il deit dire : « Je sui prest que je de ce⁶⁴ en⁶⁵ face ce que la court en⁶⁶ conoistra⁶⁷ que je faire en dée que si ai. » Et la cort deit conoistre, ce cuit, que il deit dire en la presence dou seignor et de la court, que⁶⁸ par la fei que il deit au seignor, que il a esté essoigné⁶⁹ si come⁷⁰ il dit⁷¹, se il est home dou seignor; et se il n'est home dou seignor, il le deit⁷² jurer sur sains, et autres deus homes de la lei de Rome o lui : et qui⁷³ ensi le fera, il porra bien apeler la dessaisine⁷⁴ nouvelle par raison dedenz autre⁷⁵

¹ *Par que.* D. E. T. — ² *Certains.* B. C. D. E. T. — ³ *Il auron.* B. *Il auront.* C. D. E. T. — ⁴ *Si dient.* B. C. D. E. T. — ⁵ *En la court ce.* B. *En sa court ce.* C. D. E. T. — ⁶ Ce qui suit, jusqu'à *il auront ce*, manque dans D. E. T. — ⁷ *Ceaus que.* C. — ⁸ Ce manque dans B. C. — ⁹ *Et dient.* C. — ¹⁰ *Fu.* B. C. E. T. *Fust.* D. — ¹¹ *Telle.* D. E. *Tel.* T. — ¹² *Le.* B. T. — ¹³ *L'a.* C. D. T. — ¹⁴ *Le doit.* B. C. *L'en doit.* D. E. T. — ¹⁵ *Remetre.* C. D. E. T. — ¹⁶ Sa manque dans B. D. E. T. — ¹⁷ *Se il a.* B. C. — ¹⁸ *Ou mains* manque dans D. T. — ¹⁹ *Saisi.* C. T. — ²⁰ *Et se il a.* B. C. — ²¹ XL. A. XXX. B. — ²² *Ait.* E. T. — ²³ *Mete.* B. D. E. T. — ²⁴ *Metre.* B. D. E. T. — ²⁵ *En sa.* B. *En la.* C. — ²⁶ *Ou* manque dans B. C. — ²⁷ *Il en.* B. — ²⁸ *Apeler novele cele saisine.* B. C. D. E. T. — ²⁹ *Ne li.* B. C. D. E. T. — ³⁰ *Mie tenu.* B. — ³¹ *Li* manque dans T. — ³² *Il requiert.* B. — ³³ *Il ait.* B. C. D. E. T. — ³⁴ *Mesprisé.* B. — ³⁵ *Ou.* D. T. — ³⁶ *Demoré.* A. Ce qui suit, jusqu'à *dessaisi, et*, manque dans B. — ³⁷ *A* manque dans C. E. — ³⁸ *Ent* manque dans C. E. — ³⁹ *A requerre le que il le saisisse, et ce mostrer li que on l'a dessaisi, et requerre la saisine ou que il li face, etc.* B. *Et requiert come de nouvele dessaisine, ou que il face, etc.* D. T. — ⁴⁰ *Li* manque dans E. — ⁴¹ *Negligent.* B. D. E. T. *Negligant.* C. — ⁴² *Requerre.* B. — ⁴³ *A la.* C. — ⁴⁴ *Dessaine.* A. Ce qui suit, jusqu'à *dessaisine*, manque dans D. T. — ⁴⁵ *Hors.* B. C. D. E. T. — ⁴⁶ *Ou se il n'est.* B. *Ou si.* C. *Ou enci.* D. E. T. — ⁴⁷ *Essoinés.* C. — ⁴⁸ *Prisson.* A. — ⁴⁹ *Por.* B. — ⁵⁰ *Semont.* B. D. E. T. — ⁵¹ *Por.* B. C. D. E. T. — ⁵² *Aucune.* B. C. D. E. T. — ⁵³ *Ait.* D. E. T. — ⁵⁴ *Por que.* D. E. T. — ⁵⁵ *Il* manque dans D. T. — ⁵⁶ *Ce requerre.* B. C. *Le requerre.* D. *Se requerre.* E. *Ce requierre.* T. — ⁵⁷ B. C. D. E. T. — ⁵⁸ *Se* manque dans D. E. T. — ⁵⁹ *Qui.* C. — ⁶⁰ *Que il.* B. — ⁶¹ *Ne le.* D. E. T. — ⁶² *Croit mie.* B. — ⁶³ *Essoiné.* B. — ⁶⁴ *De ce* manque dans D. E. T. — ⁶⁵ *Je en.* B. — ⁶⁶ *En* manque dans C. D. E. T. — ⁶⁷ *Esgardera ou conoistra.* D. E. T. — ⁶⁸ *Que* manque dans T. — ⁶⁹ *Esoinés.* C. *Si essoignés.* D. E. T. — ⁷⁰ *Que.* D. E. T. — ⁷¹ *Il a dit.* B. D. E. T. Ce qui suit, jusqu'à *seignor*, manque dans B. C. — ⁷² *Il doit.* B. D. E. T. *Que il doit.* C. — ⁷³ *Et que.* D. E. T. — ⁷⁴ *Dessaine.* A. — ⁷⁵ *Autre* manque dans B. *Autres.* C. D. E. T.

* En France, le délai pour faire la complainte de force et nouvelle dessaisine était d'an et jour, conformément

à l'interdit *Uti possidetis* du droit romain. Beaumanoir c. XXXII, p. 167; *Inst.* l. IV, t. xv, § 4.

quarante jors, puisque par lui ne sera demoré¹, mais par l'essoine que il aura eu², que il n'ait³ fait ce que il deit de ce, si come est avant⁴ devizé. Et se il est fors⁵ dou pays, quant l'on le dessaisi⁶, dedenz les⁷ quarante jors que il sera revenus⁸ ou pays peut il⁹ venir devant le seignor, et dire li que¹⁰ on l'a dessaisi de novel, et requerre li que on¹¹ le face ressaisir de ce de quei¹² l'on l'a dessaisi de novel, ou enquerre le, et li en face¹³ ce que il deit, come de nouvelle dessaisine. Et le seignor li est tenu¹⁴ de faire faire l'enqueste¹⁵, si come est avant dit. Et se il¹⁶ treuve par l'enqueste que il seït si come il dit, il est tenu¹⁷ de faire le remettre¹⁸ en¹⁹ saisine, et de faire la defence avant ditte²⁰ à celui qui l'aura de noviau²¹ dessaisi. Mais se les²² quarante jors passent, il²³ ne peut dire que la²⁴ dessaisine²⁵ seït²⁶ nouvelle, ne le seignor ne li est pas tenu²⁷ par l'assise ou par l'usage²⁸ de faire li²⁹ ce que³⁰ il deit³¹ come de nouvelle dessaisine. Et se celui qui a esté dessaisi laisse³² les quarante jors passer, si come est dessus dit, sans faire requeste au seignor que il li face faire l'enqueste de la nouvelle dessaisine, il ne peut puis avoir³³ par raison la saisine³⁴ de ce de quei il dit que l'on l'a de novel³⁵ dessaisi, que par claim et par responce³⁶ et par preuves de garenz en quei il³⁷ aura tornes de bataille, se la carrelle est³⁸ d'un marc d'argent ou de plus³⁹ ^a; et se elle est de mains de un marc d'argent⁴⁰, et il li met⁴¹ sus force^b ou claim de la saisine⁴² et l'euffre⁴³ à prover, il⁴⁴ aura⁴⁵ bataille, se⁴⁶ l'autre la⁴⁷ née la force; et s'il ne⁴⁸ la née, il sera ataint de force et encheu en la merci dou seignor come ataint de force. Et se il l'une des⁴⁹ dittes choses ne fait, et il requiert par court à celui qui l'aura dessaisi ce dont il l'aura⁵⁰ dessaisi; celui en plaidiera⁵¹ come saisi⁵² ^c, et il porra dire⁵³ moult d'eschampes et de fuites, et tant que celui qui en aura esté dessaisi en sera moult travailliés ainz que il l'ataigne, se le fuiant le viaut et set faire, et en ce⁵⁴ porra avoir grant damage le requérant. Si n'est pas sage celui que l'on⁵⁵ dessaisist⁵⁶ d'aucune chose, se ce n'est par assise ou par usage ou esgart ou⁵⁷ par conoissance de court⁵⁸, que il ne vient⁵⁹ au plus tost que il peut⁶⁰ devant le seignor en la⁶¹ court, et ne li mostre que on l'a de noviau dessaisi au plus tost que il peut⁶², au meins

¹ B. C. D. E. T. XL. jors par lui ne demora. A. — ² Heue. D. E. T. — ³ N'a. C. — ⁴ Devant dit et. D. E. T. — ⁵ Hors. B. G. D. E. T. — ⁶ L'en dessaisist. B. Le saisist. C. — ⁷ Les manque dans D. T. — ⁸ Revenu. B. — ⁹ Pot il. D. — ¹⁰ Et dire que. C. — ¹¹ Que il. B. C. D. E. T. — ¹² De ce dont. B. De ce que. D. E. T. — ¹³ Et bien face. T. — ¹⁴ Tenu. B. — ¹⁵ Nouvelle enqueste. D. E. T. — ¹⁶ Il le. C. D. T. — ¹⁷ Tenu. B. D. T. — ¹⁸ Metre. B. C. D. E. T. — ¹⁹ En sa. B. En la. C. — ²⁰ Si com est devant dit. D. E. T. — ²¹ De noviau manque dans B. C. D. E. T. — ²² Le. B. — ²³ Si. D. E. T. — ²⁴ Que sele. C. De celle. D. E. T. — ²⁵ Dessaine. A. — ²⁶ Que soit. D. E. T. — ²⁷ Tenu. C. D. E. T. — ²⁸ Ne l'usage. D. E. T. — ²⁹ Li en. B. C. L'en. D. E. L'en ressaisir. T. — ³⁰ De que. D. E. T. — ³¹ Il dit. D. E. — ³² Lesse. B. — ³³ Faire ne avoir. D. E. T. — ³⁴ Lassaisine. B. — ³⁵ De novel manque dans C. D. E. T. — ³⁶ Respons. B. C. Raisont. D. E. T. — ³⁷ Il i. C. — ³⁸ Est de plus. B. C. Est plus. D. E. T. — ³⁹ Ou de plus manque dans B. C. D. E. T. Ce qui suit, jusqu'à d'argent, manque dans D. E. T. — ⁴⁰ De un marc d'argent manque dans B. — ⁴¹ Et il met. D. E. T. — ⁴² Dessaisine. B. — ⁴³ Et euffre. T. — ⁴⁴ Il i. C. — ⁴⁵ Il aura tornes de. D. E. Il aura torne de. T. — ⁴⁶ Et se. D. E. T. — ⁴⁷ La manque dans B. C. D. E. T. — ⁴⁸ Ne manque dans B. — ⁴⁹ Se il li nie des. B. — ⁵⁰ Il l'a. C. — ⁵¹ Plaidiera. B. Plaideera. C. E. Pleydera. D. Plaidera. T. — ⁵² Dessaisi. D. E. T. — ⁵³ Dire et faire. B. D. E. T. Trover et faire. C. — ⁵⁴ Et enssi. C. — ⁵⁵ Qui l'en. B. — ⁵⁶ L'on a dessaisi. T. — ⁵⁷ C. D. E. T. — ⁵⁸ De court manque dans D. T. — ⁵⁹ Viegne. T. — ⁶⁰ Que il onques pora. D. E. T. — ⁶¹ Sa. C. D. E. T. — ⁶² Au plus tost que il peut manque dans T.

^a Voilà pourquoi on accordait un délai si court au plaignant pour faire sa complainte : le terme de quarante jours expiré, il ne pouvait plus être rétabli dans sa saisine de plein droit et par le fait seul de sa possession antérieure; mais les voies ordinaires de droit lui restaient ouvertes, pour plaider sur la propriété.

^b C'est-à-dire, et s'il se plaint d'avoir été dépossédé. Dans le cas de trouble, il aurait simplement demandé à être maintenu dans sa possession.

^c Les rôles étaient changés, et l'auteur de la violence se trouvant ensaisiné devenait défendeur, et avait tout l'avantage de cette position.

dedenz¹ quarante jors, et ne li requiert² que il li face raveir³ la⁴ saisine, ou faire l'enquête come⁵ de nouvelle dessaisine, et li en face ce que il doit par l'assise ou l'usage con de novele desaisine⁶ : que⁷ ce est la plus preucheine et la meilleur⁸ et la plus seure veie⁹ à venir¹⁰ tost en¹¹ saisine de ce de quei l'on l'a dessaisi; et por ce n'est pas sage qui laisse ceste veie et se prent à nulle¹² des autres^{*}.

CHAPITRE LXV.

En quel cas force de Turs tolt saisine, et en quel cas¹⁵ elle ne la tolt¹⁴.

Totes¹⁵ genz dient que force de Turs ne tolt saisine : c'est veirs en pluisors cas, mais ne¹⁶ mie en toz; et il me semble que par tel semblance le¹⁷ peut on torner¹⁸. Il avint que¹⁹ un home, qui ot à nom²⁰ Pierre, tint²¹ le Daron^b come sien en tens de trives²², en pais²³ et sanz chalonge²⁴; et cil Pierre ot deus fis, l'un ot nom Fouque²⁵, et l'autre Otte²⁶; et ciaux siens fiz²⁷ orrent²⁸ femes²⁹ et enfanz³⁰; et avint que au vivant de Pierre³¹, guerre fu³², et le Daron fu perdu, et Sarrazins le tindrent; et en tant³³ come il le teneent³⁴, cil³⁵ Pierre morut³⁶, et demorerent ses³⁷ deus fiz sans saisine avoir dou Daron ni de riens qui³⁸ de sa³⁹ seignorie fust; et puis morut⁴⁰ Fouque⁴¹, l'ainz né fiz de Pierre⁴², sans aucune⁴³ saisine avoir des choses avant dittes par la force que les Sarrazins li⁴⁴ faisoient⁴⁵; et un fiz de Fouque⁴⁶ demora qui ot nom Thibaut⁴⁷, et vint en aage⁴⁸, et puis fu treves⁴⁹, et le Daron fu rendu à⁵⁰ Crestiens⁵¹; et Otte⁵² vint avant, qui fu⁵³ fiz de Pierre⁵⁴, et requist⁵⁵ la saisine dou Daron come le plus dreit heir aparant de Pierre, qui fu seignor dou Daron⁵⁶ et qui derainement⁵⁷ en fu saisi et tenant⁵⁸ come dou sien⁵⁹, et puis sa mort nul autre Crestien n'en ot saisine ne teneure⁶⁰; « et⁶¹ se nul mescreit que Pierre ne me « tenist à son leau fis⁶², je sui prest de prover le tot ensi come la court conoistra⁶³ « que je prover le deie; et por ce que fiz est plus dreit heir de pere que nul⁶⁴

¹ Dedenz les. B. D. E. T. — ² Requere. D. T. Requierent. E. — ³ Recevoir. C. D. E. T. — ⁴ Sa. B. C. E. — ⁵ Come manque dans D. T. — ⁶ C. — ⁷ Car. B. — ⁸ Et la plus bone. B. Et la meillor manque dans D. E. — ⁹ Que ce est le plus prochain et le plus seur moien. T. — ¹⁰ A revenir. C. — ¹¹ En la. B. D. T. En sa. C. E. — ¹² A aucune. T. — ¹³ Quas. C. Cas manque dans D. E. T. — ¹⁴ Tout mie. B. — ¹⁵ Mout de. B. D. E. T. Moult de. C. — ¹⁶ Non. B. C. D. E. T. — ¹⁷ La. B. — ¹⁸ Ravoir. B. Trover. C. — ¹⁹ Chose que. C. — ²⁰ Qui avoit nom. B. Qui a non. C. Qui ot nom. D. E. T. — ²¹ Tenoit. B. Celui Pierre tint. D. E. T. — ²² Trieve. B. Trive. C. E. Treve. D. T. — ²³ Et de pais. D. E. Et de pays. T. — ²⁴ Chalange. B. — ²⁵ Fouques. B. D. E. T. — ²⁶ Othes. B. Ote. C. Oche. D. Othe. E. T. — ²⁷ Et ces ses fis. B. — ²⁸ Ourent. B. Orent. C. D. E. T. — ²⁹ Feme. D. E. T. — ³⁰ Anfans. C. — ³¹ Dou pere. D. E. T. — ³² Et avint que celui Pierre out guerre. B. — ³³ Et en tens. D. Et el tens. T. — ³⁴ Tindrent. D. E. T. — ³⁵ Et cil. C. — ³⁶ Mouru. T. — ³⁷ Se. B. — ³⁸ Rien que. D. E. T. — ³⁹ La. B. C. D. E. T. — ⁴⁰ Mouru. T. — ⁴¹ Fouques. B. C. D. E. T. — ⁴² Li ainz nez des fiz Pierre. B. L'ainz des fis Pierre. C. D. E. L'ainz né des fis Pierre. T. — ⁴³ B. C. D. E. T. — ⁴⁴ Lor. B. Lui. T. — ⁴⁵ Faissaient. A. — ⁴⁶ Fouques. C. D. E. T. — ⁴⁷ Qui ot à non Tibaut. C. — ⁴⁸ Age. A. Eage. B. — ⁴⁹ Trieves. B. Trive. C. D. E. Treve. T. — ⁵⁰ As. B. C. — ⁵¹ Chrestiens. D. T. — ⁵² Othes. B. D. E. Ote. C. Othe. T. — ⁵³ Estoit. D. E. T. — ⁵⁴ Fis Pierre. C. — ⁵⁵ Et quist. B. — ⁵⁶ B. C. D. E. T. — ⁵⁷ Et daesrainement. B. Et derainement. C. D. E. T. — ⁵⁸ B. C. D. E. T. — ⁵⁹ De son fié. B. C. D. E. T. — ⁶⁰ Tenement. B. — ⁶¹ Il existe ici, dans tous les manuscrits, une lacune considérable. — ⁶² A sun fil leal. B. — ⁶³ Esgardera. B. — ⁶⁴ Nul manque dans B. C. D. E. T.

* Sur la complainte de nouvelleté, voyez Glanville, l. XIII, p. 553-572; la *Somme rurale*, l. I, t. xxxi, p. 188; le *Grand Coustumier*, l. II, c. xxi, p. 151; Laurière, *Glossaire au mot Complainte*; Loysel, *Institutes*, 11, 263-268.

^b Darum ou le Daron était une petite forteresse que

le roi Amaury avait fait construire sur une éminence voisine de la mer et peu éloignée de Gaza, afin d'assurer de ce côté les frontières de ses états et le paiement des redevances auxquelles les habitants de la campagne étaient soumis. Guillaume de Tyr, l. XX, c. xx.

« autre, et que le fié dou pere¹, dont nul Crestien n'a² esté entre deus³ saisi et
 « tenant come de son dreit, deit miaus venir⁴ au fiz que à nul autre; et por ce
 « que mon pere fu derainement⁵ saisi que nul autre Crestien de cest fié, et por les
 « autres raisons que je ai dittes, le viaus je avoir, se la court l'esgarde. » Et Thi-
 baut⁶ vient⁷ avant, et dit⁸ : « Sire, je requier⁹ la saisine dou Daron come le
 « plus dreit heir aparant; et di coment : Fouque¹⁰, qui fu mon pere, fu fiz ainz né¹¹
 « et dreit heir de Pierre, qui fu seignor dou Daron; et quant Pierre morut¹², toz
 « ses dreis escheirent¹³ à Fouque¹⁴ mon pere, come à dreit heir et à¹⁵ son fiz
 « ains né¹⁶ et son dreit heir¹⁷; et il ot et tint toz les biens de Pierre son pere, de
 « quoi Sarrazins¹⁸ ne¹⁹ li faisoient²⁰ force²¹; et se Sarrazins²² firent force à mon
 « pere dou Daron, je ne deis mie²³ por ce perdre mon dreit ne ma²⁴ saisine; car je
 « n'entens que force de Turs tolle saisine. Et se nus mescreit que Pierre²⁵ ne tenist
 « Fouque²⁶ à son fiz leau²⁷, et que il ne fust ainz né de²⁸ Otte²⁹, et que Fouque³⁰
 « ne me tenist à son leau fiz et à son dreit heir³¹, et qu'il n'erritast³² as biens de
 « Pierre come son ains né³³ fiz et son dreit heir; je³⁴ sui prest de prover le³⁵ tot ensi
 « come la court³⁶ conoistra que je prover le³⁷ dée. Et por totes les raisons avant
 « dittes viaus je³⁸ avoir la saisine dou Daron, se³⁹ court l'esgarde. » Et à mei⁴⁰
 semble que Otte⁴¹, qui fu fiz⁴² Pierre qui derainement en morut⁴³ saisi et tenant⁴⁴
 come de son fié, seit plus dreit heir à avoir⁴⁵ le Daron et⁴⁶ le fié⁴⁷ de son pere⁴⁸,
 dont autre Crestien n'a eu⁴⁹ la saisine entre deus, et⁵⁰ deit miaus venir à lui que à
 Thibaut son nevou⁵¹, fiz⁵² de l'ainz né⁵³ fiz de Pierre. Car se le nevou⁵⁴ en⁵⁵ esteit
 le⁵⁶ plus dreit heir, par ceste meismes⁵⁷ raison sereient⁵⁸ toz ciaux qui de Fouque⁵⁹
 sereient⁶⁰ descenduz⁶¹ ses⁶² plus dreis⁶³ heirs, jusque à⁶⁴ la fin dou siecle⁶⁵, dou
 fié à⁶⁶ avoir⁶⁷ devant Otte⁶⁸, le fiz⁶⁹ Pierre : laquel chose sereit⁷⁰ descouvenable⁷¹
 et dou⁷² tot contre raison. Que, par l'assise ou l'usage dou reiaume de Jerusalem, on
 ne peut requerre et avoir⁷³ le fié que on dit⁷⁴ qui li seit escheu, que par celui qui
 derainement en ait⁷⁵ esté saisi et tenant come dou sien⁷⁶; et le fiz⁷⁷ et la fille⁷⁸
 est plus⁷⁹ dreit heir aparant⁸⁰ dou pere à irritier⁸¹ en ce dont il a eu derai-
 nement la saisine et la teneur, que ne seit⁸² le fiz⁸³ de son ainz né⁸⁴ fiz⁸⁵; et
 par ceste meismes raison ot⁸⁶ la grant dame de Cesaire, madame Margue-

¹ Et que fié de pere. B. — ² A. D. E. T. — ³ Entr'eaus deus. B. — ⁴ Doit meavoir. B. — ⁵ Daesrainement. B. Plus derainement. C. D. E. T. — ⁶ Tibaut. B. C. — ⁷ Vint. B. D. T. — ⁸ Et dist. B. — ⁹ Je requiers. E. T. — ¹⁰ Fouques. B. C. D. E. T. — ¹¹ Ainz nez. B. Ainsé. D. Ainsé. E. — ¹² Mouru. T. — ¹³ Escheurent. D. T. Escheerent. E. — ¹⁴ Fouques. C. D. E. T. — ¹⁵ B. C. D. E. T. — ¹⁶ Ainsé. D. Ainsé. E. — ¹⁷ Et son droit heir manque dans B. D. E. T. — ¹⁸ Sarrazin. B. — ¹⁹ Ne manque dans C. — ²⁰ Faisseent. A. — ²¹ Force aucun. D. T. Ce qui suit, jusqu'à pere, manque dans D. T. — ²² Sarrazin. B. — ²³ Je ne dois pas. C. Je ne dois. D. E. T. — ²⁴ Ne nul. T. — ²⁵ Pierres. C. — ²⁶ Fouques. C. D. E. T. — ²⁷ B. C. — ²⁸ Ainsé que. D. E. — ²⁹ Othes. B. Ote. C. Othe. D. E. T. — ³⁰ Fouques. B. D. E. T. — ³¹ Et à son dreit heir manque dans B. C. D. E. T. — ³² N'entrast. B. N'eritast. C. Ne heritast. D. N'eritast. E. T. — ³³ Ainsé. D. E. — ³⁴ Je le. C. — ³⁵ Le manque dans B. C. D. E. T. — ³⁶ Esgardera ou. B. D. E. T. — ³⁷ Li. D. E. T. — ³⁸ B. C. D. E. T. — ³⁹ Se la. B. — ⁴⁰ Et enci me. B. — ⁴¹ Othes. B. D. E. Ote. C. Othe. T. — ⁴² Fiz de. B. Fis de. D. E. T. — ⁴³ Daesrainement fu. B. Derainement fu. C. D. E. T. — ⁴⁴ Tenant dou Daron. B. D. E. T. Tenant do Daron. C. — ⁴⁵ Avoir. B. — ⁴⁶ Et que. B. C. D. E. Que. T. — ⁴⁷ Le fis. D. T. — ⁴⁸ Dou pere. B. — ⁴⁹ N'ont. B. Ne n'a eu. D. Ne n'a heu. E. T. — ⁵⁰ Et manque dans B. C. D. E. T. — ⁵¹ Neveu. B. D. — ⁵² Fill. B. — ⁵³ L'ainé. D. E. — ⁵⁴ Menour. B. Neveu. D. — ⁵⁵ En manque dans D. E. T. — ⁵⁶ Son. B. C. D. E. T. — ⁵⁷ Meisme. B. D. E. T. — ⁵⁸ Seroient. B. C. D. E. T. — ⁵⁹ Fouques. C. D. E. T. — ⁶⁰ Seroient. B. C. — ⁶¹ Descendu. B. Dessendus. T. — ⁶² Les. B. C. — ⁶³ Droit. B. — ⁶⁴ Jusques en. B. C. Jusques à. D. E. T. — ⁶⁵ Dou ciecle. A. Dou monde. B. Do siecle. C. — ⁶⁶ A manque dans D. E. T. — ⁶⁷ Avoir le fié. B. Au fié avoir. C. Ce qui suit, jusqu'à chose, manque dans D. T. — ⁶⁸ Othes. B. Ote. C. Othe. E. — ⁶⁹ Le fill. B. — ⁷⁰ Et seroit. D. Ce qui seroit. T. — ⁷¹ Descovenable. B. C. Desconvenable. D. E. T. — ⁷² Et de. D. E. T. — ⁷³ Et avoir manque dans B. — ⁷⁴ C. D. E. T. Que on dit que li. B. — ⁷⁵ En a. B. A. D. E. T. — ⁷⁶ Come de son fié. B. — ⁷⁷ Fill. B. — ⁷⁸ C. — ⁷⁹ Le plus. B. — ⁸⁰ Aparant manque dans B. C. — ⁸¹ A heriter. B. C. D. E. T. — ⁸² Ne seroit. D. E. T. — ⁸³ Le fill. B. Le fis ou la fille. C. — ⁸⁴ Ainsé. D. E. — ⁸⁵ Fill. B. — ⁸⁶ On lit ici les mots madame Mante, que nous avons supprimés.

rite^a, la seigneurie d'Ybelin devant son neveu mesire Belian d'Ybelin, le seignor de Baruth, qui estet fis de son ains né frere^b; car monseignor Belian mon aiol, pere de la dite dame de Cesaïre, morut le derain Crestien saisi et tenant d'Ybelin; ne depuis Ybelin ne fu en mains de Crestiens, jusques au tens dou conte Gautier: et adons le requist la devant dite dame de Cesaïre, come fille et dreit heir dou dit monseignor Belian, seignor d'Ybelin; et le dit seignor de Baruth requeret come fis de l'ains né fis, et leurs fu retrait le fait dou Daron, si com il est devant dit, et por ce ot ele la saisine et la teneure d'Ybelin¹. Et par² ces raisons et par plu-sors³ autres peut on bien conoistre que force de Turs tolt⁴ saisine en aucun⁵ cas^c.

CHAPITRE LXVI.

Quant le plaideor deit accueillir la preuve à sei, et quant doner à son aversaire, et coment l'on deit prover la negative.

Qui viaut estre bon plaideor, il li covient à⁶ gaitier sur totes riens⁷ ès⁸ plais ès quels⁹ il¹⁰ covient¹¹ faire preuve, coment il puisse accueillir la preuve à sei, quant besoin li est, se il le¹² peut faire, et, quant besoin ne li est¹³, que il la done¹⁴ à son aversaire. Car par¹⁵ bien prover ce que l'on euffre en la court à prover se gaaignent¹⁶ le¹⁷ plus des plais¹⁸, et por¹⁹ faillir à prover²⁰ se perdent. Et la preuve premiere²¹ offert deit avant aler, par l'assise ou l'usage dou reiaume de Jerusalem. Ne²² nul ne peut faire preuve de non, que en tel maniere ou par le²³ semblant: « Je dis²⁴ que tel home n'est pas nés²⁵ de leau²⁶ mariage, et di²⁷ coment il²⁸ « esteit nés²⁹ avant que son pere tel, » et le nome, « espousast³⁰ sa mere tele³¹, » et la nome. « Et ce sui je³² prest de³³ prover le³⁴, tot ensi come la court esgardera « ou conoistra³⁵ que je prover le³⁶ dée. » Et³⁷ en ceste³⁸ maniere ou par³⁹ semblant peut on prover le non, ne autrement ne le⁴⁰ peut on prover, ce me semble: car ensi preuve l'on le non⁴¹, quant⁴² la preuve chiet⁴³ sur la parole afirmative⁴⁴, et⁴⁵ non pas⁴⁶ sur la negative^d.

¹ C. — ² Et por. B. — ³ Pluissors. A. — ⁴ Ne tot. C. — ⁵ Aucuns. T. — ⁶ A manque dans D. E. T. — ⁷ Sur tout bien. D. E. — ⁸ As. B. — ⁹ Où. B. En quei. C. — ¹⁰ Il li. B. — ¹¹ Il covient à. C. Il li convient à. D. E. T. — ¹² La. C. D. E. T. — ¹³ Et, se il ne la puet faire. B. C. D. E. T. — ¹⁴ Doigne. B. C. E. — ¹⁵ Par manque dans B. — ¹⁶ Se gaaigne. B. Se guagnera. D. Se gagnent. E. Se gaignent. T. — ¹⁷ Les. C. — ¹⁸ Dou plait. B. — ¹⁹ Et par. B. C. — ²⁰ B. C. D. E. T. — ²¹ Premier. B. C. — ²² Et. D. E. T. — ²³ B. C. D. E. T. — ²⁴ Di. B. C. — ²⁵ Né. D. E. T. — ²⁶ N'est mie de loial. B. — ²⁷ Die. D. Dit. E. T. — ²⁸ Et que il. B. Que il. C. D. E. T. — ²⁹ Né. B. T. — ³⁰ Espousa. C. E. Epousast. T. — ³¹ B. C. D. E. T. Tel. A. — ³² Suis je. C. D. E. T. — ³³ A. D. E. T. — ³⁴ Le manque dans B. C. D. E. T. — ³⁵ Ou conoistra manque dans B. — ³⁶ Li. E. T. — ³⁷ Et manque dans T. — ³⁸ B. C. D. E. T. Cest. A. — ³⁹ Par le. C. — ⁴⁰ Le manque dans D. E. T. — ⁴¹ Nom. D. T. — ⁴² Por ce que. B. Par ce que. C. D. E. T. — ⁴³ Chet. C. Eschiet. D. T. — ⁴⁴ Affirmative. B. D. E. T. — ⁴⁵ Et manque dans B. — ⁴⁶ Non mie. B.

^a Marguerite, fille de Balian II et de Marie Comnène, et veuve du roi Amaury, épousa Gauthier II, seigneur de Césarée et connétable de Chypre. Le manuscrit de Saint-Germain, n° 430, donne seul ce passage sur l'affaire relative à la seigneurie d'Ybelin; mais entre les mots *et par ceste meismes raison ot*, et ceux *la grande dame*, on y lit ceux-ci, *madame Mante*. Sans parler de l'impossibilité de comprendre le sens de la phrase avec cette addition, nous dirons que l'histoire ne fait aucune mention d'une princesse nommée Mante, soit à Césarée, soit ailleurs. Il est

donc probable que ces deux mots ont été écrits par mégarde, et que l'intention du copiste était de les rayer.

^b Balian III épousa Eschive, fille de Gauthier de Monbelliard et de Bourgogne fille d'Amaury, roi de Chypre, et mourut en 1240. Voyez les *Lignages d'Outremer*.

^c Il résulte de ce chapitre que la représentation n'avait pas lieu même en ligne directe. On trouvera dans les chapitres CXLIX-CLIV de plus amples notions sur cette matière importante.

^d L'axiome de droit féodal, *La négative ne peut cheoir*

CHAPITRE LXVII.

Coment l'on se¹ deit defendre d'acueillir la preuve à sei², quant son aversaire viaut que il preuve à sien ce que il a et tient come sien.

Se home ou feme est saisi et tenant d'aucune chose, et en⁵ uze come⁴ de⁵ la soe chose, et autre li requiert disant qu'elle n'est mie soe, et li viaut geter la preuve sus par aucune maniere de soutillance⁶ de plait : celui qui est saisi et tenant de la soe⁷ chose se⁸ peut bien defendre de la preuve acueillir à sei, ce me semble, et ensi : que quant celui qui li⁹ requiert celle chose dit qu'elle n'est mie soe, que il a ce¹⁰ responde, que, sauve sa pais, il est assés clere chose que elle est soe¹¹, et¹² que il l'a et tient¹³ come soe¹⁴, et en¹⁵ use come de la soe chose¹⁶, et que sa saisine et sa teneur¹⁷ et son usage preuvent¹⁸ qu'elle est soe; ne quant¹⁹ à ce il n'entent que il autre preuve en dée faire orres, que de la saisine et de la teneur que il en a et a eue²⁰; que, se ensi n'estoit, et il²¹ covenist à prover à soe²² chascune chose que on a et tient come soe et de quoi l'on a usé et use come de la soe chose²³, autrement que par sa saisine et sa teneur et son²⁴ usage, les saisines et les usages et²⁵ les teneurs vaudreient poi, et moult de genz perdereient²⁶ par ce lor raisons²⁷ : par quoi il ne viaut orres autre preuve faire, se la court ne l'esgarde, et de ce se met²⁸ en l'esgart de la court, sauf son retenail²⁹. Et as²⁹ autres choses que son aversaire aura dittes responde le³⁰ miaus que il saura, sanz ce que³¹ il³² s'acroche³³ à prover³⁴ autrement³⁵ que par sa³⁶ saisine et sa³⁷ teneur, que ce que il a et tient est³⁸ sien. Et qui ensi le fera, il ne me semble que son aversaire li puisse la preuve geter³⁹ dessus⁴⁰ de ce que⁴¹ il a et tient come le sien⁴² et de quei il use come dou sien, ne que il puisse dire chose par quei la court dée esgarder que il dée⁴³ prover à sien ce que il a et tient come sien⁴⁴ et de quei il use come dou sien, que⁴⁵ par sa⁴⁶ saisine et sa⁴⁷ teneur et son usage, se son aversaire ne preuve avant que il ait dreit en celle

¹ Se manque dans B. C. D. E. T. — ² A sei manque dans B. — ³ C. — ⁴ Cón. C. D. E. T. — ⁵ De manque dans C. — ⁶ De cenblance. C. — ⁷ Soe manque dans B. C. — ⁸ Si se. B. — ⁹ Li manque dans D. E. T. — ¹⁰ A ce li. C. — ¹¹ Ce qui suit, jusqu'à qu'elle est soe, manque dans D. T. — ¹² Et manque dans B. C. — ¹³ La tient. E. — ¹⁴ Come soe manque dans E. — ¹⁵ En manque dans B. E. — ¹⁶ Chose manque dans B. C. — ¹⁷ B. C. E. — ¹⁸ Preuvent assés. C. — ¹⁹ Ne que. B. — ²⁰ Que il en a ore. B. — ²¹ Enssi estoit que il. B. C. D. E. T. — ²² A soe manque dans B. D. E. T. — ²³ Chose manque dans B. C. — ²⁴ Par teneur ou saisine ou son. B. — ²⁵ D. E. T. — ²⁶ Perdroyent. B. C. — ²⁷ Raison. B. C. D. E. T. — ²⁸ Se mete il. B. C. — ²⁹ As manque dans B. — ³⁰ Au. B. — ³¹ Sans que. C. — ³² Il ne. D. E. T. — ³³ Il s'acroche. C. — ³⁴ A prover manque dans T. — ³⁵ Autre. A. — ³⁶ La. B. D. T. — ³⁷ La. D. T. — ³⁸ Soit. B. C. D. E. T. — ³⁹ Getre. C. — ⁴⁰ Sus. C. — ⁴¹ Geter que il doie prover ce que. B. — ⁴² Come la soue chose. B. Come sien. C. Ce qui suit, jusqu'à dou sien, manque dans B. C. — ⁴³ Doit. E. T. — ⁴⁴ Le sien. C. Come sien manque dans D. E. T. — ⁴⁵ Que manque dans B. C. Autrement que. T. — ⁴⁶ La. D. T. — ⁴⁷ Sa manque dans D. T.

en preuve, était la reproduction de ce principe du droit romain : *Negantis factum nulla probatio*. Cod. l. IV, t. XIX, l. 23. Aussi la partie qui, dans l'exemple cité par Ibelin, soutenait que son adversaire n'était pas né de loyal mariage, devait en fournir la preuve, parce que cette allégation était, quant à elle, affirmative : la partie affirmait un fait négatif; et, selon Beaumanoir, « Toutes les demandes « quel'en fet contre autrui, les queles sont offertes à prouver, se li deffendierres les nie, sont affirmatives, et

« chieent en preuves. » P. 212. Et alors on était soumis à la règle : *Ei incumbit probatio qui dicit*. Dig. l. XXII, t. III, l. 2. Voyez sur la preuve de la négative, Beaumanoir, c. XXXIX, p. 212, et les titres de *Probationibus et Præsumptionibus* du Digeste, l. XXII, tit. III, et du Code, l. IV, tit. XIX.

* *Non enim possessori incumbit necessitas probandi eas ad se pertinere : cum te in probatione cessante, dominium apud eum remaneat*. Cod. l. IV, t. XIX, l. 2.

chose. Mais se il preuve que il y ait¹ dreit², il³ covient après que il preuve comment elle⁴ fu⁵ soe, si que le dreit que son aversaire aura prové que il a⁶ ne li⁷ vaille; et se il ne⁸ peut prover après la preuve de son aversaire, il perdra celle chose, et son aversaire l'aura par raison guaaigné⁹. Et qui viaut prover à¹⁰ soe chose que¹¹ autre que¹² son seignor¹³ ait et teigne¹⁴, il le deit prover par previlege¹⁵ ou par recort de court ou par garenz, et se l'on preuve par garens et la chose vaut¹⁶ un marc d'argent ou plus, il y a¹⁷ tornes de bataille, se celui contre qui il le¹⁸ preuve¹⁹ le viaut faire, et il en viaut lever²⁰ l'un de garenz par gage de bataille^a.

CHAPITRE LXVIII.

Coment et por quei et par qui²¹ l'on deit²² prover en la Haute Court.

Qui viaut prover aucune chose en la Haute Court, il la deit prover par prevelige²³ ou par recort de court ou par garenz; ne l'on ne peut prover contre son seignor chose que l'on voe²⁴ à²⁵ son fié²⁶ que par prevelige ou par recort de court. Mais²⁷ chose que l'on voe²⁸ à partie²⁹ de³⁰ son fié de quei l'on est saisi et tenant, peut l'on prover contre son seignor par son sairement³¹; et contre toz autres³² peut l'on³³ prover³⁴ par prevelige³⁵ et³⁶ par recort de court et³⁷ par garens totes choses, soit fié soit autre³⁸. Et qui veut prover par garanz fyé ou chose de son fié ou autre chose³⁹, il covient que il seent deus loiaus⁴⁰ garenz ou plus de la lei de Rome; se ce n'est⁴¹ de prover aage ou lignage, que⁴² l'on peut prover ces deus dites⁴³ choses par chascun home ou feme⁴⁴, mais qu'il seient Crestiens batisiés⁴⁵, et que il seient deus ou plus, et que il s'acordent bien ensemble à une parole. Ne il n'i a⁴⁶ point de tornes de⁴⁷ bataille contre garanz⁴⁸ qui preuvent aage ne contre garenz⁴⁹ qui preuvent lignage^b, que en un cas⁵⁰: et celui⁵¹

¹ Il y a. c. Il ait. d. t. — ² Droit en celle chose. d. e. t. — ³ Il li. b. — ⁴ Preuve que cele chose. b. c. d. e. t. — ⁵ Soit. c. — ⁶ Que il a manque dans b. A manque dans c. Que celle chose est siene. d. Que se le choise fu soe qu'il. e. En que celle chose est soe. t. — ⁷ Le. e. — ⁸ Ne li. d. e. t. — ⁹ Gaaigné. b. Gaaignée. c. Guagnée. d. e. Gaignée. t. — ¹⁰ Prover la. d. e. t. — ¹¹ Se que. c. Ce que. d. e. Et que. t. — ¹² Che. d. e. t. — ¹³ Che conseignor. d. t. — ¹⁴ Tiegne. b. d. e. t. Tieigne. c. — ¹⁵ Privileges. b. Prevelige. c. — ¹⁶ Monte à. b. — ¹⁷ Aura. t. — ¹⁸ L'on. c. d. e. t. — ¹⁹ Ce qui suit, jusqu'à et il en, manque dans c. d. e. t. — ²⁰ Et il lieve. b. Torner. c. d. e. t. — ²¹ Et par qui manque dans b. Et pour qui. e. t. — ²² L'on puet. b. — ²³ Privilege. b. — ²⁴ Vouche. b. c. Voche. d. e. t. — ²⁵ A manque dans b. — ²⁶ Ce qui suit, jusqu'à court, manque dans b. — ²⁷ Mais que. d. e. Mais de. t. — ²⁸ Vouche. b. c. Voche. d. e. t. — ²⁹ A partir. b. — ³⁰ Et de. c. — ³¹ Serement. d. e. Sarement. t. — ³² Et contre toutes autres manieres de (des. t.) gens. d. e. t. — ³³ Peut l'on manque dans t. — ³⁴ Ou prover. t. — ³⁵ Privileges. b. — ³⁶ Ou. d. t. — ³⁷ Ou. d. t. — ³⁸ Ou autre chose. b. c. d. e. t. — ³⁹ b. c. d. e. t. — ⁴⁰ b. c. d. e. — ⁴¹ Et se est. d. t. Et ce n'est. e. — ⁴² Car. b. — ⁴³ Dites manque dans b. — ⁴⁴ Chascune feme ou home. b. d. e. t. — ⁴⁵ Mais que il soit Crestien bantizé. b. Mais que il soit Crestien batisé. c. Mais qu'il soit Crestien batisé. d. e. t. — ⁴⁶ Il n'a. b. c. — ⁴⁷ b. c. d. e. t. — ⁴⁸ Garent. a. — ⁴⁹ Ceaus. b. c. d. e. t. — ⁵⁰ c. d. e. t. Que est un cas. b. — ⁵¹ Et cil. b. Et cel. c. Et de ce. d. t. Et en cest. e.

^a « Cil affermenens doit estre prouvées par tesmoins ou par recort d'oumes ou par presontions ou par fet apparant, ou par reconnoissance de partie, ou par gages de bataille. » Beaumanoir, c. xxxix, p. 212.

^b Beaumanoir en donne ce motif: « Car se l'en pooit lever les tesmoins (garants) qui sont atrais pour prouver le lignage et li heritage de celui qui vient rescourre,

« à peine pourroit li poures contre li riches avoir par rescourre heritage qui oissit de son lignage, par reson de ventes, pour doutes que li achetierrres ne mist le plet à gages. » C. lxiii, p. 326. Ibelin présente dans le chapitre clxi des motifs à peu près semblables. Cependant les gages étaient reçus dans plusieurs cas où les inconvénients semblent aussi grands.

cas sera devizé¹ après en cest livre. Et² en la Haute Court dit l'avanparlier³ por ces⁴ garenz, et en celle dou Visconte⁵ dit chascun garent⁶ par sei sa garentie^a.

CHAPITRE LXIX⁷.

Coment on deit estre garni de prevelige ou de recort de court.

Qui viaut requerre⁸ à son seignor⁹ chose qui seit de fié, il deit estre garni de prevelige, s'il peut¹⁰, ou de recort de court. Le recort¹¹ peut estre en deus manieres, l'un si¹² est dou don; l'autre si est¹³ se la court a veu celui¹⁴ saisi et tenant de celui heritage¹⁵ et usant celui qui le requiert ou son ancestre come de son fié. Et se ce est de l'ancestre, et le seignor vueille dire qu'il ne seit que¹⁶ celui fu¹⁷ son ancestre, il esteut¹⁸ que le requérant preuve le parenteis¹⁹; et²⁰ se il le peut prouver par deus leaus garens de la lei de Rome²¹, homes ou femes, bien baste²². Et en garentie de parenteys ne d'aage n'a nul tornes de bataille, de carelle qui seit de seignor à l'home ne de l'home au seignor; et les garens ne sont mie tenus de dire: « Nos savons que tel fu fiz²³ de tel home; » mais²⁴ tant doivent dire sanz plus: « Nos oymes et veymes que tel teneit por son fiz leau tel²⁵, et il teneit lui²⁶ « por son pere: et ensi se clamoient l'un l'autre²⁷. » Et²⁸ qui est garni de tot²⁹ ce qui³⁰ est dessus dit³¹ peut requerre³² seurement ce qui est fié³³ ou³⁴ de fié; et³⁵ jà ne seit il garni de ce³⁶, se le seignor viaut errer³⁷ en bone fei, et³⁸ il peut saveir³⁹ par gens⁴⁰ anciens ou par⁴¹ vois comune⁴², ou par aucune⁴³ renommée, que l'eritage⁴⁴ ait esté des ancestres dou requérant, et par longue teneur de mescreans ou de⁴⁵ autres ennemis en ait esté longuement dessaisi le requérant ou ses ancestres; rendre li⁴⁶ deit⁴⁷, se il ne viaut⁴⁸ maligner⁴⁹. Et de tel endroit avint un grant escandle en Surie: car il metent sus à monseignor mon oncle, le vieill sire de Baruth^b, que il fist un esgart en Surie, quant l'empereor^c i fu, dont tote la court

¹ Devisez. B. — ² Et manque dans B. — ³ Die l'avant parlier. B. Dit l'avant parlier. C. D. E. T. — ⁴ Por les. B. C. D. E. T. — ⁵ Viscunte. B. — ⁶ Garent manque dans D. E. T. — ⁷ Ce chapitre manque dans le manuscrit de Saint-Germain et dans celui de Harlay. — ⁸ Celui qui requiert. D. E. T. — ⁹ A son fié. A. — ¹⁰ Se il le peut. D. E. T. — ¹¹ La court. A. — ¹² Ci. D. E. T. — ¹³ Si est manque dans D. E. T. — ¹⁴ L'a veu. D. E. T. — ¹⁵ Irritage. A. — ¹⁶ Ce (pour se). E. — ¹⁷ Dire que il se celui fié. D. Dire que cel fié ne tient de. T. — ¹⁸ Et estent. D. Il estent. E. Et entent. T. — ¹⁹ Les parentés. D. E. T. — ²⁰ Et manque dans T. — ²¹ De la lei de Rome manque dans D. E. T. — ²² Bien baste manque dans D. E. T. Au lieu de ce qui suit, on lit dans D. E. T.: Si com est dessus dit en l'autre chapitre qu'on (c'ome. D. E.) doit prouver preuve de parenté; et les garens ne sont mie tenus, etc. — ²³ Tel fié est. D. Tels fis est. T. — ²⁴ Mais manque dans D. E. T. — ²⁵ Tel manque dans D. E. T. — ²⁶ Et il tenoit tel. T. — ²⁷ Et ensi se clament l'un à l'autre. D. E. Cette phrase manque dans T. — ²⁸ Et manque dans D. E. — ²⁹ Tot manque dans D. E. T. — ³⁰ Que. T. — ³¹ Escrit. D. E. T. — ³² Requierir. D. T. — ³³ Est o fié. D. E. — ³⁴ Fié ou manque dans T. — ³⁵ Et manque dans D. E. T. — ³⁶ D. E. T. — ³⁷ Ouvrer. D. E. T. — ³⁸ Car. D. Se. E. T. — ³⁹ Ce prover. D. E. T. — ⁴⁰ Garens. T. — ⁴¹ Ou par manque dans D. T. — ⁴² Vois ou costume. D. T. Vois, costume. E. — ⁴³ Ou par autre. T. — ⁴⁴ L'irritage. A. — ⁴⁵ De manque dans D. E. T. — ⁴⁶ Le. D. E. T. — ⁴⁷ Droit. D. E. — ⁴⁸ Faut. D. — ⁴⁹ Maliger. D. E. Ce qui suit, jusqu'à la fin du chapitre, manque dans D. E. T.

* Il y avait plus de solennité dans les débats de la Haute Cour que dans ceux de la Cour des Bourgeois, où cependant le ministère des avocats était également admis. *Assises des Bourgeois*, c. xix. Ici il s'agit d'un privilège qui était accordé aux garants de la Haute Cour à raison de leur qualité de nobles. Longtemps les rois et

les hauts seigneurs purent seuls se faire représenter par des procureurs.

^b Il a déjà été question de ce seigneur, dans les chapitres LXIII^{bi}, page 103, et LXVI, page 109.

^c Frédéric II, qui séjourna en Palestine depuis le 7 septembre 1228 jusqu'au 1^{er} mai 1229.

se tint à lui, et dist par esgart que celui qui voleit requerre fié au seignor ne le poeit avoir, c'il n'aveit prevelige ou recort de court. Mais le proudome s'en escon-
disoit moult, et disoit bien que ensi ne fu il mie, mais il avint sanz faille que
la princece, mere dou prince Rupin^a, requist l'eritage dou Thoron, et dist qu'il fu
de ces ancestres; et ce offri elle à prover tot ensi come la court esgardereit qu'elle
prover le deust, come celle qui en esteit bien garnie. Monseignor de Baruth es-
garda sans faille, et la court o lui, que ce elle poveit prover le don ou la teneure
par prevelige ou par recort de court, et le parenteys par deus garenz, si come
est dit dessus, que ce esteit assés : et veir dist il que ce esteit assés; mais por ce
ne dist il mie que, ce le seignor en poeit estre certifié en autre maniere, que
rendre ne li deust.

CHAPITRE LXX.

Qui viaut prover par garenz en la Haute Cort¹, quels² et quans ses³ garenz doivent estre^{4 b}.

Qui viaut prover par garenz⁵, il deit querre tels garenz que l'on ne puisse
contre eaus dire chose par quei il ne⁶ puissent la garentie porter; et que eaus⁷,
por Dieu⁸ et⁹ por leiauté et por lui, portent celle garentie, et facent tot quan-
que¹⁰ garenz doivent¹¹ faire de sairement et de bataille¹² et d'autres choses¹³ qui
i¹⁴ besoignent. Ne¹⁵ le seignor¹⁶ ne¹⁷ la court ne autre¹⁸ ne peut garant¹⁹ de-
fendre²⁰ à garentie porter en la Haute Court. Et celui qui²¹ viaut prover par ga-
rens se deit garder que son aversaire ne²² sache qui sont ses²³ garenz qui doivent
celle garentie porter; por ce que il ne les corrompe²⁴ par loier²⁵ ou par paor²⁶
ou par aucune²⁷ autre maniere, ou que il ne porchace²⁸ chose par²⁹ quei il les³⁰
mete en tel point, ainz qu'il portent³¹ celle³² garentie, qu'il ne la puissent³³ porter³⁴

¹ B. — ² *Quels*. C. *Quiens*. D. E. T. — ³ *Li*. B. *Ses* manque dans T. — ⁴ B. C. D. E. T. — ⁵ *Par garenz* manque dans C. — ⁶ *Ne* manque dans C. — ⁷ *Et que il*. B. C. D. E. T. — ⁸ *Deu*. C. — ⁹ *Ou*. T. — ¹⁰ *Tout ce que*. B. — ¹¹ *Pevent*. D. T. — ¹² *Batailles*. B. — ¹³ *Et d'autre chose*. D. E. T. — ¹⁴ *I* manque dans B. *Qui i besoignent* manque dans C. D. E. T. — ¹⁵ *Que*. C. D. E. T. — ¹⁶ *Ne le seignor* manque dans B. — ¹⁷ *Et*. C. T. — ¹⁸ C. — ¹⁹ *Garant* manque dans D. E. T. — ²⁰ *Constraindre*. C. *Detendre*. D. — ²¹ *Qui* manque dans C. — ²² *Ne le*. C. — ²³ *Les*. D. E. T. — ²⁴ *Coronpe*. C. — ²⁵ B. C. D. E. T. *Luier*. A. — ²⁶ *Paour*. B. C. *Pooir*. D. T. *Paoir*. E. — ²⁷ *Aucune* manque dans D. T. — ²⁸ *Porchasce*. B. *Porchase*. C. *Pourchasse*. D. E. T. — ²⁹ *Por*. B. — ³⁰ *Le*. B. — ³¹ *Que il porte*. B. — ³² *La*. B. C. D. E. T. — ³³ *Que il ne puisse cele garantie*. B. *Que il ne puissent cele garantie*. C. D. E. T. — ³⁴ *Porter* manque dans B.

^a Cette princesse était Alix, fille de Rupin, prince d'Arménie, et nièce du roi Livon; elle épousa Bohémond III, prince d'Antioche, et eut pour fils unique Raymond Rupin. Il est question, dans le chapitre CCIII, d'un autre procès relatif au Thoron, que cette princesse soutint contre les Hospitaliers.

^b Ibelin, dans cette partie de son livre, comme dans tout le reste, désigne par le mot de *garant*, non pas la personne qui est tenue de garantir à une autre la jouissance de la chose qu'elle lui a vendue ou délivrée, *warrantus*, mais un simple témoin, qui ne diffère des témoins de nos jours que parce qu'il est forcé de combattre pour soutenir son affirmation. L'origine de cette obligation, qui identifiait le témoin à la partie, se trouve dans la

législation des Francs. *Capitul.* ann. 819, c. x. (Baluze, t. I, col. 601.) La féodalité conserva cet usage; mais, en 1245, saint Louis ayant voulu abolir le duel judiciaire, publia une ordonnance qui substituait, dans tous les procès, l'enquête testimoniale au combat. *Ordonnances*, t. I, p. 87-93. Cet acte d'une politique sage, mais prématurée, resta sans effet, et Beaumanoir nous apprend que, de son temps, les témoins étaient encore obligés de combattre. C. LXI, p. 315. Quelques anciennes coutumes manuscrites des XII^e et XIII^e siècles, et particulièrement celle d'Amiens (Biblioth. royale, fonds franç. n° 1189, fol. 17), contiennent sur cette matière des dispositions absolument semblables à celles qui se trouvent ici.

au jor que celui aura¹ par court d'aveir² ses garenz amenés³ de⁴ prover par eaus ce qu'il aura offert de⁵ prover.

CHAPITRE LXXI.

Quel⁶ genz ne pevent porter garentie en la Haute Cort⁷.

Ce⁸ sont ciaux qui ne pevent porter garentie en la Haute Court, et qui n'ont vois ni⁹ respons en court : esparjures¹⁰, feimentis¹¹^a, traitors¹², bastars¹³^b, avoutres¹⁴, ciaux de qui le champion a esté vencu¹⁵ en champ^c, ciaux qui ont esté reneés ou¹⁶ qui ont servi Sarrazins an et jor contre Crestiens; ou¹⁷ Grex¹⁸ ou¹⁹ genz de tel²⁰ nassion²¹ qui ne sont obeissans à Rome, ne pevent porter²² garentie en la Haute Court, se ne sont²³ contre ciaux²⁴ qui sont de leur²⁵ nassion²⁶, que des deus dites²⁷ choses; que²⁸ nul ne peut porter garentie en la Haute Court contre²⁹ persones qui ne sont de sa nacion³⁰, se³¹ ce³² n'est de prover aage ou³³ lignage. Ne home ne feme de religion, ne prestre ne clerc, tot soient il³⁴ de la lei de Rome, ne pevent porter garentie en la Haute Court³⁵, que de prover aage ou lignage. Ne enfant³⁶ de meins de quinze³⁷ anz ne peut³⁸ porter garentie en la Haute Court^d; ne nul³⁹ de ce dont⁴⁰ il est parsonier⁴¹, ne serf^e ne peut porter garentie en la Haute Court⁴².

¹ Aura manque dans B. — ² Devoir. D. T. — ³ Amener. D. E. T. — ⁴ Et de. B. C. — ⁵ A. B. C. D. E. T. — ⁶ Quez. B. Qués. C. D. E. T. — ⁷ En la Haute Court dou royaume de Jerusalem et de Chipre. D. E. T. — ⁸ Ces. C. Se. D. E. T. — ⁹ Et. T. — ¹⁰ Parjures. B. C. Etparjures. D. Sparjures. E. — ¹¹ Feimentie. A. Foymentiz. B. Foymenties. C. Foimentis. D. E. T. — ¹² Traytours. B. Traytors. C. Traitours. E. T. — ¹³ B. C. D. E. T. — ¹⁴ Avostres. D. Avotres, E. Avoutres manque dans T. — ¹⁵ Ceaus qui ont esté veincuz. B. — ¹⁶ Ou manque dans D. E. T. — ¹⁷ C. — ¹⁸ Grex manque dans B. D. E. T. — ¹⁹ Et. D. T. — ²⁰ Telle. D. E. Celle. T. — ²¹ Nacion. B. C. Nation. D. E. T. — ²² A Rome, Grex (Grés. C.), ne Suriens, ne Hermins (Ermins. C.), ne Jacobins (Jacopins. C.), ne gent (genz. C.), de nule nacion (de nassion. C.) qui ne soit (sont. C.) obeissant (obeissans. C.) à Rome, ne puet (ne pevent. C.) porter. B. C. — ²³ Se ne sont manque dans B. Se ce n'est. C. D. E. T. — ²⁴ Celui ou ceaus. C. D. E. T. — ²⁵ De sa. C. D. E. De la. T. — ²⁶ Contre persone qui ne soit de sa nacion. B. Nacion. C. — ²⁷ Que des dites. D. T. — ²⁸ Que manque dans D. T. — ²⁹ Contre toutes. D. E. T. — ³⁰ C. D. E. T. — ³¹ Ou se. A. — ³² Il. C. — ³³ Et. C. — ³⁴ Soit il. C. — ³⁵ En la Haute Court manque dans B. D. E. T. — ³⁶ Enfans. C. — ³⁷ Quinze. B. D. E. T. — ³⁸ Ne pevent. C. — ³⁹ Ne nul manque dans D. E. T. — ⁴⁰ Ne nul ne puet porter garentie en la Haute Court de (ce. C.) dont. B. C. — ⁴¹ Parçonier. B. Parsoanier. D. E. Parsonnier. T. — ⁴² C.

^a Il était naturel de priver du droit de témoigner en justice le vassal qui avait menti à la foi due à son seigneur; mais la jurisprudence avait tellement multiplié les faits de foi-mentie et classé parmi ces faits des actes si peu criminels, que l'aggravation de peine portée par ce chapitre devait dans plusieurs cas être excessive.

^b Dans diverses provinces de la France, les bâtards étaient serfs et ne pouvaient témoigner en justice; mais, au XIII^e siècle, cette exclusion n'était plus générale. *Ordonnances*, I, 188, note a; Brussel, II, 957.

^c Parce qu'ils avaient été convaincus de parjure, dans la personne de leur champion.

^d L'âge parfait était à quatorze ans, selon l'ancienne coutume de France (Loysel, *Institutes*, I, 52); mais la majorité des nobles fut élevée à vingt et un ans, aussi bien en Angleterre qu'en France. *Pleta*, I, I, c. ix, § 4. *Regiam majestatem*, I, II, c. xli, art. 5. L'homme coutu-

mier, âgé de quinze ans, demeura capable « d'avoir sa terre, de tenir service de seigneur, et de porter garentise. » *Établissements*, I, I, c. cxlii. Nous expliquerons ailleurs les motifs de cette différence de majorité entre les nobles et les roturiers.

^e « Bastars et serfs doivent estre débouté de leur tesmoignage se la querele n'est contre serfs et contre bastard. » Beaumanoir, c. xxxix, p. 210. Le roi Louis le Gros accorda, par forme de privilège, aux hommes serfs de Notre-Dame de Paris, la faculté d'être entendus en témoignage contre les personnes libres, par une charte de l'an 1108. Godefroy I, évêque de Chartres, obtint le même privilège pour les serfs de son église, du roi Louis VI; et le même roi accorda semblable privilège aux serfs de l'abbaye de Saint-Pierre des Fossés, l'an 1118, qui est rapporté par Mabillon, *Analecta*, II, 563, T.

CHAPITRE LXXII.

Que deit faire celui contre¹ qui² l'on viaut prover par prevelige³.

Se vostre avversaire viaut prover contre⁴ voz par prevelige⁵, soiés gaitant⁶ soutilment de noter⁷ les poins dou prevelige, saveir se voz, par aucun point⁸, poés⁹ vostre avversaire acrochier¹⁰ à faire¹¹ faillir à sa preuve; et s'il y a aucuns poins¹² à quei vous le puissiés¹³ acrochier¹⁴, si le faites desfaisant¹⁵ sa¹⁶ preuve, mostrant raisons¹⁷ que sa preuve ne vaut¹⁸; et¹⁹ clerement le faites, si²⁰ que la court l'entende^a.

CHAPITRE LXXIII.

Quant l'on viaut prover aucune chose par recort de court, que celui deit dire et faire contre qui l'on viaut prover.

Se vostre avversaire viaut prover contre vos par recort de court, et il a²¹ en la court aucun home²² qui ne seit²³ vostre per, ou²⁴ qui n'ait²⁵ vois en court, que vos doutés²⁶ qu'il ne porte²⁷ cel²⁸ recort contre vos, si le²⁹ getés de la court. Et qui viaut geter de³⁰ court home qui ne seit³¹ son per ou qui n'ait³² vois en court³³, il deit dire au seignor et à la court³⁴, quant la court se siet³⁵ por jugier, et celui ou ciaux qui n'ont vois en court³⁶ ou qui ne sont ses pers avec³⁷ eaus: « Sire, je pri³⁸ et requier³⁹ à vos et à la court⁴⁰ que voz ne souffrés⁴¹ que tel⁴² ou tels, » et les⁴³ nome, « qui ne sont mes⁴⁴ pers ou qui n'ont vois en⁴⁵ court, soient⁴⁶ à cest esgart ou à ceste conoissance ou à cest recort. Que⁴⁷ je n'entens⁴⁸ que⁴⁹ il puissent jugier chose⁵⁰ qui seit de mon cors ni de mon honor ni de mon fié, ni esgart⁵¹ ni⁵² conoissance ni recort faire⁵³, por ce que il est tel par quei⁵⁴ il ne le peut ni ne⁵⁵

¹ *Encontre.* c. d. e. t. — ² *Qui* manque dans t. — ³ *Par garantie.* d. e. t. — ⁴ *Encontre.* b. — ⁵ *Preveliges.* c. *Privileges.* d. *Previliges.* e. *Privilege.* t. — ⁶ *Guaitans.* c. d. *Esgaitans.* e. *Gaitans.* t. — ⁷ *Noier.* c. — ⁸ *Poins.* a. — ⁹ *Porriez.* b. *Porés.* d. e. *Poriés.* t. — ¹⁰ *Achrocher.* c. — ¹¹ *Faire* manque dans b. — ¹² *Aucun point.* b. c. d. e. t. — ¹³ *Puissés.* c. — ¹⁴ *Acrocher.* c. — ¹⁵ *Defaciant.* d. t. — ¹⁶ *La.* c. — ¹⁷ b. c. d. e. t. *Raisson.* a. — ¹⁸ *Ne vaut riens.* b. La phrase suivante manque dans b. — ¹⁹ *Et si.* c. d. e. t. — ²⁰ *Si* manque dans c. d. e. t. — ²¹ b. c. d. e. t. *Et il n'ait.* a. — ²² *Aucuns homes.* d. e. t. — ²³ *Soient.* d. e. t. — ²⁴ *De vostre peïs.* d. e. *De vostre pays.* t. — ²⁵ *Qui n'aint.* d. e. *Qui n'ont.* t. — ²⁶ *Dotez.* b. — ²⁷ *Qu'ils ne portent.* d. e. t. — ²⁸ *Tel.* b. d. e. t. — ²⁹ *Les.* d. e. t. — ³⁰ *De la.* d. e. t. — ³¹ *N'est.* b. c. d. e. t. — ³² *N'a.* d. e. t. — ³³ b. c. d. e. t. — ³⁴ Ce qui suit, jusqu'à *sire*, manque dans d. e. t. — ³⁵ *S'asiet.* c. — ³⁶ Ce qui suit, jusqu'à *ses pers*, manque dans b. c. — ³⁷ *Avec.* b. — ³⁸ *Je vous pri.* d. e. *Je vous prie.* t. — ³⁹ c. — ⁴⁰ *Et à la court* manque dans d. e. t. — ⁴¹ *Ne souffrés.* b. — ⁴² *Que tel home.* d. e. t. — ⁴³ *Le.* d. e. t. — ⁴⁴ *Mie.* b. — ⁴⁵ *Qui ont perdu vois de.* c. *Qui ont perdu vois en.* d. e. *Qui ont perdu en.* t. — ⁴⁶ *Seent.* c. *Que il soient.* d. *Soient.* e. t. Ce qui suit, jusqu'à *conoissance ou*, manque dans t. — ⁴⁷ *Car.* b. — ⁴⁸ *Je n'entens.* c. — ⁴⁹ *Qui.* b. — ⁵⁰ *Il puissent de chose.* b. c. *Il puisse chose.* d. e. *Il puisse chose dire.* t. — ⁵¹ *De mon cors, fyé, ne de mon henor, esgart.* b. *De mon cors, ne de mon enor, ne de mon fié, faire esgart.* c. d. e. t. — ⁵² *Oa.* c. — ⁵³ *Faire* manque dans c. d. e. t. — ⁵⁴ *Tel que.* b. *Porquei.* c. *Pourquoi.* d. t. — ⁵⁵ *Ne ne il le.* d. t.

^a Ce chapitre montre que la preuve par écrit était fréquemment employée dans la Haute Cour.

« deit faire; » et die quels¹ il est : « por quei je ne viaus que il le face, se la court « ne l'esgarde; et de ce me met je en l'esgart de la court, sauf mon retenaill. » Et se il n'est son per, si que il le² puisse jugier³, ou il n'est tel que il ait⁴ vois de⁵ court; il ne pora⁶ chose dire par quei⁷ la court esgarde que il dée seir en la court faire⁸ esgart ni conoissance ne recort de⁹ chose qui¹⁰ seit de son cors ni de son fié ni de son honor¹¹ a. Et se ciaux de la court sont tels que il ne¹² puisse nul¹³ geter dou¹⁴ recort, si note bien ce que la court¹⁵ recordera et¹⁶ retraira que elle aura recordé¹⁷; et¹⁸ se il y a¹⁹ chose à que²⁰ il se puisse prendre à faire faillir²¹ son²² aversaire à sa preuve, si le face le miaus et le²³ plus soutilment et le²⁴ plus entendanment²⁵ qu'il pora ne saura²⁶.

CHAPITRE LXXIV.

Coment l'on deit garenz enpeescher²⁷, et coment²⁸ rebuter, et coment²⁹ torner.

Se vostre aversaire viaut prover contre voz par garenz, se il sont tels que il puissent celle³⁰ garentie porter³¹ par court³², et vos les conoissies³³, et voz ne volés que celle³⁴ garentie soit portée contre vos, se voz avés dreit en celle carelle, et que³⁵ voz cuidiez³⁶ que celle³⁷ leur³⁸ garentie vos tolle³⁹ vostre dreit; metés les⁴⁰, avant qu'il portent celle garentie, en tel point par quei il ne la puissent porter contre vos. Et se voz ce volés⁴¹ faire, si le faites ensi⁴² : que⁴³ quant vostre aversaire aura jor par court de ses garens amener, et vos⁴⁴ venés en la court avant de⁴⁵ celui jor⁴⁶, et vos clamés ou faites aucun⁴⁷ autre clamer d'aucun de ciaux que voz savés⁴⁸ qui⁴⁹ deivent⁵⁰ celle⁵¹ garentie porter encontre⁵² voz, et au claim lor metés sus ou faites metre aucune mallefaite⁵³, et tel que il coveigne à prover par

¹ *Ce que.* B. *Qués.* C. *Quel.* D. E. T. — ² B. C. D. E. *Ne le.* T. — ³ *Juger.* B. C. — ⁴ *Il n'ait.* B. D. E. T. — ⁵ *En.* B. T. — ⁶ *Peut.* C. — ⁷ *Il ne puet chose par quoi.* B. — ⁸ *Por faire.* B. — ⁹ *Ne.* C. — ¹⁰ *Que il.* D. E. T. — ¹¹ *Henor.* B. *Enor.* C. — ¹² *N'en.* C. — ¹³ *Que il n'en puissent nul hoster ne.* B. — ¹⁴ *De.* C. D. E. *De tel.* T. — ¹⁵ *Ce que l'on.* B. — ¹⁶ *Recordera et manque dans* D. E. T. — ¹⁷ *Recort.* C. — ¹⁸ *Et manque dans* B. — ¹⁹ *Ait.* C. — ²⁰ *Et se il pot chose à qui.* D. *Et se il y ot chose à qui.* E. *Et se il pot dire chose à que.* T. — ²¹ *Defaillir.* D. E. T. — ²² *A son.* C. — ²³ *Au meax et au.* B. — ²⁴ *Et au.* B. — ²⁵ *Entendaument.* C. D. E. T. — ²⁶ B. — ²⁷ *Enpeeschier.* B. — ²⁸ *Coment manque dans* B. — ²⁹ *Coment manque dans* B. — ³⁰ *Celle manque dans* C. D. E. T. — ³¹ *Tex c'on les puisse geter.* B. — ³² *Par court manque dans* C. *Partout.* D. E. T. — ³³ *Conoissez.* B. — ³⁴ *Celle manque dans* D. E. T. — ³⁵ *Que manque dans* B. — ³⁶ *Cuidés.* D. E. T. — ³⁷ *Celle manque dans* C. D. E. T. — ³⁸ *Leur manque dans* B. — ³⁹ *Vos faille.* C. — ⁴⁰ *Metés les en.* D. E. *Metés lor en.* T. — ⁴¹ *Et se vous le volés.* E. *Et se le volés.* T. — ⁴² *Faites ensi.* D. *Faite enci.* T. — ⁴³ *Que manque dans* C. D. E. T. — ⁴⁴ *Et vos manque dans* C. D. E. T. — ⁴⁵ *De manque dans* B. C. D. E. T. — ⁴⁶ *Jor manque dans* D. E. T. — ⁴⁷ *Aucun manque dans* B. T. — ⁴⁸ *Saurés.* C. D. E. T. — ⁴⁹ *Que.* D. E. T. — ⁵⁰ *Devront.* C. D. E. T. — ⁵¹ *La.* B. C. D. E. T. — ⁵² *Contre.* D. E. T. — ⁵³ *D'aucun mesfait.* B. *Aucune malefaite.* C. D. E. *Malfaite.* T.

* Le principe du jugement par pairs était encore dans toute sa force chez les Chrétiens d'Orient, quand, en France, l'introduction des clercs et des maîtres, au sein des cours féodales, avait rendu son application impossible. Dans la cour du roi, les pairs ecclésiastiques réclamaient sans cesse cette forme de jugement, et on leur répondait toujours que l'affaire soumise à la cour n'était point une affaire de pairie. Le procès relatif à la garde de l'abbaye de Saint-Remi de Reims, jugé au parlement

de la Toussaint 1264, et à la décision duquel prit part Pierre de Fontaines, l'auteur du *Conseil à un ami*, révéla l'opposition de la royauté au privilège des pairs. *Olim*, t. I, p. 454. L'établissement des bailliages détruisit également cette forme de procéder dans les juridictions inférieures. En Allemagne, ce principe s'était conservé et recevait encore une franche application à la fin du xiii^e siècle. Voyez dans Senckenberg, *Corpus juris feudalis Germanici*, p. 576, un diplôme de Rodolphe I, del'an 1290.

garens et¹ en quei² il y a³ tornes de bataille⁴; et offrés⁵ à prover ce que vos li metés sus, si come la court esgardera ou conoistra que voz prover le deés. Et la court esgardera, ce crei, que voz le deés prover par deus⁶ leaus garens de la lei de Rome⁷. Et quant la court aura ce esgardé, voés⁸ vos garens si loins⁹ que voz aiés si lonc jor à voz garens amener¹⁰, que le jor que la court aura doné à vostre aversaire de ses garens amener, seit ainz passé¹¹ que le jor veigne¹² que la court voz aura doné de¹³ voz garens amener à prover contre celui qui¹⁴ la garentie deit¹⁵ porter contre vos. Et puis que vos aurés ce fait, se vostre aversaire ameine à son jor le garent¹⁶ à qui vos ou autre¹⁷ aurés¹⁸ mis sus la mallefaite¹⁹ et offert à prover le²⁰ par garens, et celui vueille porter la²¹ garentie contre vos, quant vostre aversaire l'amenera²² en la court et l'offrira²³ à garant por la garentie porter; dites²⁴ au garant²⁵ tot²⁶ maintenant²⁷ ainz²⁸ que il²⁹ porte la garentie ne que il³⁰ s'agenoille por faire le sairement que garant deit faire: « Tien tei³¹, » et le nome³² par son nom³³; et³⁴ puis dites³⁵ au seignor: « Sire, je ne³⁶ viaus que cestui³⁷ seit receu³⁸ à garant contre mei, ne que il garentie porte contre mei, tant que il se seit aleauté³⁹ de la mallefaite⁴⁰ que l'on li met sus; que il ne⁴¹ peut garentie porter, ne faire ce que garent peut et deit faire contre celui qui vodra⁴² sa garentie fausser⁴³, se il n'est avant aleauté⁴⁴ de la mallefaite⁴⁵ que l'on li a mise⁴⁶ sus en vostre court, et que l'on a offert à prover contre lui, si come vostre⁴⁷ court l'a esgardé⁴⁸, et de quei l'on a jor par court à⁴⁹ ses garens amener à prover li⁵⁰ ce que l'on li met sus: car⁵¹ home à qui l'on a mis sus en court⁵² tel mallefaite⁵³, come l'on a mis sus à cestui, et que on⁵⁴ a offert à prover si come court esgardera ou⁵⁵ conoistra, et que court a esgardé ou⁵⁶ coneu coment l'on le⁵⁷ deit prover, ne peut ni ne deit garentie porter par l'assise ou l'usage dou reiaume de Jerusalem, tant que il se⁵⁸ seit aleauté si come il deit de la mallefaite⁵⁹ que on li a mise⁶⁰ sus, si que il puisse la garentie porter et faire que⁶¹ leau⁶² garent deit faire: et por totes les raisons que je ai dites ou por aucunes d'elles, ne viaus ge⁶³ que sa garentie seit portée⁶⁴ contre mei, ne que elle vaille à mon aversaire, ne à mei griège, se la court ne l'esgarde. Et de ce me met je en l'esgart de la court, sauf mon retenaill. » Et le garant⁶⁵, ne celui qui l'a amené⁶⁶ en la court por la garentie porter, ne peut⁶⁷ chose dire, ce me semble, par quei la court dée esgarder que celui dée estre receu en cort⁶⁸ en⁶⁹ garentie, tant que il se⁷⁰ seit aleauté en la court⁷¹ si come il

¹ Et manque dans c. — ² Et en qui. B. D. E. T. — ³ Il ait. B. D. E. T. Il i ait. c. — ⁴ Batailles. B. — ⁵ Et offert. c. — ⁶ III. B. — ⁷ De la lei de Rome manque dans B. D. E. T. — ⁸ Devochiez. B. Vouchés. c. Vochés. D. E. T. — ⁹ Loin. D. E. T. — ¹⁰ Amenés. A. — ¹¹ Passez. B. Pacé. c. — ¹² Viegne. B. — ¹³ A. c. D. E. T. — ¹⁴ Que. D. T. — ¹⁵ Devoit. B. Devra. c. D. T. Douva. E. — ¹⁶ Les garens. D. E. Ses garens. T. — ¹⁷ Ou autre manque dans D. E. T. — ¹⁸ Avez. B. — ¹⁹ Le mesfait. B. La malefaite. c. D. E. T. — ²⁰ Le manque dans D. E. T. — ²¹ La manque dans c. D. E. T. — ²² D. T. Le metra. B. L'amra. A. — ²³ Et l'offrera. B. Et l'oferra. c. Et offrira. D. T. — ²⁴ Dites. B. c. D. E. T. — ²⁵ Seignor. B. — ²⁶ Tot manque dans c. D. E. T. — ²⁷ Mentenant. D. Mentement. T. — ²⁸ Ainz manque dans D. E. T. — ²⁹ Que il n'en. D. E. T. — ³⁰ Il ne. D. E. T. — ³¹ Frere, tien toi. B. Tient toy. D. E. Tien toi manque dans T. — ³² Et le nome manque dans D. E. T. — ³³ c. Par nom. A. — ³⁴ Et manque dans T. — ³⁵ Ditez. B. Dites. c. Doit dire. D. E. T. — ³⁶ Ne manque dans T. — ³⁷ Cestui garant. B. c. D. E. T. — ³⁸ Retenuz. B. — ³⁹ Tant que il aleiaute. c. — ⁴⁰ Dou mesfait. B. De la malefaite. c. D. E. T. — ⁴¹ B. c. D. E. T. — ⁴² Vodroit. c. — ⁴³ Fauser. c. T. Fauser. D. E. — ⁴⁴ Aleiautés. c. A loyauté. D. T. — ⁴⁵ Dou mesfait. B. De la malefaite. c. D. E. T. — ⁴⁶ Mis. B. — ⁴⁷ Vostre manque dans c. — ⁴⁸ Court esgardera. B. — ⁴⁹ De. B. — ⁵⁰ Li manque dans D. T. — ⁵¹ Car à. D. E. T. — ⁵² En court manque dans B. — ⁵³ Mesfait. B. Malefaite. c. D. E. T. — ⁵⁴ On li. c. — ⁵⁵ Et. B. — ⁵⁶ Et. B. D. T. — ⁵⁷ Li. c. — ⁵⁸ S'en. c. — ⁵⁹ Dou mesfait. B. De la malefaite. c. D. E. T. — ⁶⁰ Mis. B. — ⁶¹ Com. B. Ce que. c. D. E. T. — ⁶² Loiaus. c. — ⁶³ Ne veull je. B. D. Ne vueill je. c. Ne veulle. E. Ne veuil. c. — ⁶⁴ Retenue. B. Receue. c. D. E. T. — ⁶⁵ Et les garens. D. E. T. — ⁶⁶ Les a menés. D. Les a amenés. E. T. — ⁶⁷ Ne poront. c. D. E. T. — ⁶⁸ En cort manque dans B. c. D. E. T. — ⁶⁹ A. T. — ⁷⁰ Se manque dans B. — ⁷¹ B. c. D. E. T.

deit de la mallefaite¹ que l'on li a mise² sus en la court, et avant³ que il ait esté mouti, ne⁴ offert⁵ à garant. Et se vos ne volés le garant enpeeschier en la maniere dessus dite, si notés le dit que l'avamparlier⁶ des garanz⁷ dira por eaus au plus soutilment que vos porés et saurés, et le empeeschiés et desfaites au miaus que voz saurés⁸, mostrant raisons et semblances⁹ de dreit por cel¹⁰ dit casser¹¹ et varier¹². Et se voz ce ne¹³ poez¹⁴ faire, ou ne volés ou ne savés, quant le avanparlier¹⁵ aura dit por eaus^a, et il se traitront¹⁶ avant por le sairement faire, ainz que il s'agenoillent por faire le sairement, dites¹⁷ à celui que¹⁸ voz vodrés¹⁹ geter de garentie²⁰: « Tien tei; je te dis²¹ que tu n'es pas tel²² que tu « puisses cest garentie porter contre mei; et di por quei: por ce que tu es tel, » et dites ce que vos saurés²³ de lui, cest assaveir²⁴ une des²⁵ choses qui²⁶ devant sont devizées en cest livre, par quei on ne peut garentie porter en la Haute Cour; et offrés à²⁷ prover ce que voz li metés sus, si come la court esgardera ou conoistra que vos prover li²⁸ deés, car autrement vostre dit ne vaudreit riens. Et ce²⁹ faites ainz que il aient fait le sairement: que³⁰ se celui que voz volés ensi geter de la garentie porter, avait fait le sairement, voz ne li poreés³¹ puis³² metre sus nulle³³ des³⁴ choses avant dites qui voz vausist³⁵ à geter le de la³⁶ garentie. Car se il font³⁷ ce que leau³⁸ garent³⁹ doivent⁴⁰ faire, et il ne seent⁴¹ contredis⁴² ou⁴³ empeeschiez⁴⁴ avant en l'une des manieres dessus dites, vostre aversaire aura celui⁴⁵ plait gaaigné⁴⁶ contre vos et sa carelle desrainée⁴⁷, se ce n'est de⁴⁸ carelle de quoi⁴⁹ voz volés⁵⁰ torner come faus garent l'un des garenz par gage de bataille, et lever⁵¹ come esparjure⁵². Et se ce est de carelle de⁵³ quei il y a⁵⁴ torne⁵⁵ de bataille, et voz volés l'un des garenz torner de garentie come faus garent et lever⁵⁶ come esparjure⁵⁷, et aerdre vos en⁵⁸ à lui⁵⁹, se lor dit⁶⁰ est tel que voz ne le poés⁶¹ contredire, et les personnes sont tels⁶² que vos ne les puissiés corrompre ne empeeschier ne contredire par les raisons dessus dites, quant⁶³ il auront ce juré que il voz metront sus, si en porés⁶⁴ l'un d'iaus⁶⁵ lever, lequel que voz vodrés⁶⁶, et combatre vos en⁶⁷ à lui de vostre cors, ou metre champion⁶⁸ en vostre leuc, se vos estes tel⁶⁹ que voz faire le puissiés et deés par raison⁷⁰^b. Et se vos ce volés faire, si le faites ensi: que si tost come⁷¹ celui que vos⁷² vodrés torner aura

¹ Dou mesfait. B. De la malefaite. C. D. E. T. — ² Mis. B. — ³ B. C. D. E. T. Anseis. A. — ⁴ Mouti, ne manque dans T. — ⁵ Ne ofert en cort. C. D. E. T. — ⁶ L'avantparlier. B. C. E. T. L'avantparler. D. — ⁷ B. C. D. E. T. — ⁸ Tant con vos porrés. C. D. E. T. — ⁹ Raison et semblance. B. Raisons semblables. D. E. T. — ¹⁰ Son. B. — ¹¹ Tenser. B. Caser. C. D. E. Cassier. T. — ¹² C. D. E. T. Ou varier. B. Et vairier. A. — ¹³ Que si vous ne le. D. E. T. — ¹⁴ B. Volés. A. — ¹⁵ L'avantparlier. B. C. D. E. T. — ¹⁶ Se traitent. C. Entreront. D. S'en traitent. E. S'en treent. T. — ¹⁷ B. C. D. E. T. Dittes. A. — ¹⁸ Cui. A. — ¹⁹ Voiés. D. E. Volés. T. — ²⁰ Dou garant. B. De la garentie. D. E. T. — ²¹ Je di. B. T. Je dis. C. D. E. — ²² Ce qui suit, jusqu'à tu es tel, manque dans D. E. T. — ²³ Savés. T. — ²⁴ C. — ²⁵ Desdites. D. E. T. — ²⁶ Que. D. E. T. — ²⁷ Le à. D. E. Li à. T. — ²⁸ Le. B. C. D. E. T. — ²⁹ Le. T. — ³⁰ Et. B. — ³¹ Poriés. B. C. E. Porriés. D. T. — ³² Puis manque dans B. Plus. D. E. — ³³ Nulle chose. D. E. T. — ³⁴ Nulles. B. — ³⁵ Vausissent. B. — ³⁶ La manque dans C. — ³⁷ Funt. B. Fait. D. E. T. — ³⁸ Loiaus. B. Leiaus. C. — ³⁹ Garans. C. — ⁴⁰ Doit. D. E. T. — ⁴¹ Et vos ne l'aiés. C. D. E. Et vous ne l'avés. T. — ⁴² Contredit. D. E. T. — ⁴³ Ne. B. — ⁴⁴ Empeschié. D. E. T. — ⁴⁵ Se il lui. D. T. — ⁴⁶ Desrainé. C. Desregné. D. E. Desraigné. T. — ⁴⁷ Gaaignée. C. Guagnée. D. Gaaignée. E. Gaingnée. T. — ⁴⁸ De manque dans B. — ⁴⁹ De que. D. E. T. — ⁵⁰ Voilliés. B. — ⁵¹ Et lever le. B. C. — ⁵² Parjure. B. Parjor. C. Esparjur. E. T. — ⁵³ En. C. — ⁵⁴ Il i ait. B. — ⁵⁵ Tornes. B. — ⁵⁶ Et lever l'en. B. C. — ⁵⁷ Parjurer. C. — ⁵⁸ Ent. A. — ⁵⁹ Aerdre vos en à lui manque dans B. — ⁶⁰ Dit manque dans C. — ⁶¹ Puissés. B. Poiés. D. E. T. — ⁶² Teles. B. T. Tés. C. — ⁶³ Si com. B. — ⁶⁴ Poés. B. D. E. T. — ⁶⁵ Des eaus. D. T. D'eaus. E. — ⁶⁶ Volés. D. T. Vorés. E. — ⁶⁷ Ent. A. — ⁶⁸ Un champion. B. — ⁶⁹ Tex. B. — ⁷⁰ Raisons. B. — ⁷¹ Que. D. T. — ⁷² Vos manque dans D. T.

^a Plusieurs de nos coutumes accordaient aux témoins la faculté de faire parler pour eux des avocats. Charte d'Amiens, ann. 1190, art. xxxiii. (Ordonnances, XI, 266.)

^b Les cas dans lesquels on pouvait faire combattre un champion sont énumérés dans le chapitre cvi.

le sairement fait, pernés¹ le maintenant par le poin², ains que il se lieve, et dites³ li : « Tu mens come faus garent⁴, et je te lieve⁵ come esparjure⁶. » Et l'en levés, et dites maintenant : « Et je suis⁷ prest que je le te⁸ preuve de mon cors contre le tien, et que je te⁹ rende¹⁰ mort ou recreant en une orre¹¹ de jor; et vés¹² ci¹³ mon gage. » Et tende¹⁴ son¹⁵ gage au seignor à genoills¹⁶, por¹⁷ ce que l'assise ou l'usage dou reiaume de Jerusalem est tel¹⁸, que de carelle d'un marc d'argent ou de plus que il¹⁹ a tornes de bataille, quant l'on l'euffre²⁰ à prover si come la court esgardera ou conoistra que prover le²¹ deie²², et que la court esgarde ou conoisse que²³ l'on le deit prover par deus leaus garenz de la lei de Rome; et que l'on peut l'un des garenz torner come faus garent²⁴ et lever come esparjure et combatre soi²⁵ à lui²⁶, di ge²⁷ que l'on le²⁸ face en cest cas après le sairement : car il²⁹ ne porroit le garant lever come parjure devant le sairement³⁰. Car nul n'est esparjure de sairement que il ait à faire³¹, tant que il ait fait le sairement³²; ne il n'est faus garent, tant que il ait la³³ garentie portée fausement³⁴; ne il ne l'a fausement portée, tant que il se³⁵ seit esparjurés; et qui l'en³⁶ leveroit devant ce³⁷ que il eust le sairement fait, il ne le leveroit mie come esparjure³⁸, ni³⁹ ne tornereit come faus garent. Et se il se combatteit à lui, il se metreit en faus gages, se il disoit⁴⁰ que il⁴¹ fust parjures, et il ne le fust⁴² : que⁴³ nul ne peut à dreit dire que nul⁴⁴ seit esparjure, tant que il ait le sairement fait; ne bataille ne poreit⁴⁵ estre⁴⁶, par assise ne par usage ne par raison, de chose que on vueille faire, tant que⁴⁷ elle seit faite. Et qui vodreit un home murtrir ou seignor traïr⁴⁸, et il⁴⁹ eust⁵⁰ juré sur sains de faire le⁵¹; ne le⁵² poreit on pas⁵³ apeler dou murtre ne de la trayson⁵⁴, tant que il eust le murtre ou la trayson faite : que moult de choses enprent l'on à faire et dit l'on que l'on⁵⁵ fera⁵⁶, que l'on ne⁵⁷ fait pas. Et par⁵⁸ ces raisons et par⁵⁹ pluisors autres que l'on i⁶⁰ peut⁶¹ dire, est il clere⁶² chose⁶³ à conoistre que l'on deit⁶⁴ garent⁶⁵ laisser⁶⁶ faire le sairement, ains que l'on le lieve come esparjure, ne torne⁶⁷ come faus garent, ne⁶⁸ s'aerde⁶⁹ à lui par gage de bataille, ne⁷⁰ se mete en dreite lei de⁷¹ bataille vers lui. Et le garent que l'on lieve, si come est dessus dit, come parjure, deit maintenant respondre à celui qui ensi l'a levé⁷² : « Tu mens, et je suis⁷³ prest que je m'en aleaute contre tei, et me defent⁷⁴ de⁷⁵ mon cors contre le tien, et te rende⁷⁶ mort ou

¹ *Prends*. B. — ² *Poing*. B. — ³ *Et dites*. B. C. D. E. T. — ⁴ *Garanz*. B. — ⁵ *Et je t'en lief*. C. — ⁶ *Faus esparjur*. D. E. *Faus et esparjur*. T. — ⁷ C. D. E. T. *Et je sui*. A. B. — ⁸ *Je l'en*. D. E. T. — ⁹ *T'en*. D. E. T. — ¹⁰ *T'en rendrai*. B. *Te rendrais*. C. — ¹¹ *Hoare*. B. *Hore*. C. *Heure*. D. *Oure*. E. T. — ¹² *Et veez*. B. — ¹³ *Si*. A. *Et vessi*. D. E. T. — ¹⁴ *Et rende*. B. *Et tendés*. D. E. T. — ¹⁵ *Le*. D. E. T. — ¹⁶ *Et à genoas*. B. — ¹⁷ *Et por*. B. C. D. E. T. — ¹⁸ *Tele*. B. — ¹⁹ *Il i*. B. *Il y*. D. E. T. — ²⁰ *L'on offre*. B. *L'on euffre*. T. — ²¹ *Li*. D. E. T. — ²² *Doit*. B. — ²³ *Et la cort esgardera que*. B. — ²⁴ *Garanz*. B. *Garens*. D. E. T. — ²⁵ *S'en*. C. D. E. T. — ²⁶ B. C. D. E. T. — ²⁷ *Di je*. B. C. *Je dis*. D. E. T. — ²⁸ *Le manque dans*. D. E. T. — ²⁹ *Quar l'on*. C. *Car nul*. D. E. T. — ³⁰ B. D. E. T. — ³¹ *Car nul est parjure de chose que il face ne die*. B. — ³² *Ce qui suit, jusqu'à que il ait, manque dans*. D. T. — ³³ *Et la*. D. E. — ³⁴ *Ce qui suit, jusqu'à portée, manque dans*. C. — ³⁵ *S'en*. C. *Se manque dans*. D. E. T. — ³⁶ *Le*. D. E. T. — ³⁷ *Ce manque dans*. D. E. T. — ³⁸ *Sparjur*. E. — ³⁹ *Ni manque dans*. B. — ⁴⁰ *Disseit*. A. — ⁴¹ *Que il se*. C. D. E. T. — ⁴² *Ce qui suit, jusqu'à dire, manque dans*. C. — ⁴³ *Et que*. B. — ⁴⁴ *Aucun*. T. — ⁴⁵ *Ne peut*. C. D. E. T. — ⁴⁶ *Estre faite*. D. E. T. — ⁴⁷ *Que manque dans*. B. — ⁴⁸ *Trahir*. B. — ⁴⁹ *Il manque dans*. C. D. E. T. — ⁵⁰ *Ail*. D. T. *Est*. E. — ⁵¹ *Le manque dans*. C. — ⁵² *L'en*. D. E. T. — ⁵³ *Plus*. D. E. *Non plus*. T. — ⁵⁴ *Traysson*. A. *Trahison*. B. *Traison*. C. D. E. T. — ⁵⁵ *L'on les*. C. D. E. T. — ⁵⁶ *Faira*. T. — ⁵⁷ *Que ne les*. D. E. *Que on ne les*. T. — ⁵⁸ *Por*. B. C. — ⁵⁹ *Por*. C. — ⁶⁰ *I manque dans*. B. D. E. T. — ⁶¹ *Porroit*. C. D. E. T. — ⁶² *Clerc*. C. D. E. T. — ⁶³ *Chose manque dans*. C. D. E. T. — ⁶⁴ *Que il covient*. B. *Que l'on doit au*. C. — ⁶⁵ *Garent manque dans*. B. — ⁶⁶ *Lassier*. B. *Laisser*. D. E. T. — ⁶⁷ *Torne manque dans*. B. — ⁶⁸ *Ne ne*. B. — ⁶⁹ *S'aerde*. B. *Aerde s'en*. D. E. T. — ⁷⁰ *Ne ne*. B. — ⁷¹ *En droit de la*. B. *En droit de*. D. T. — ⁷² *Le lieve*. D. E. T. — ⁷³ C. D. E. T. *Et je sui*. A. B. — ⁷⁴ *Et m'en deffende*. B. *Et m'en defende*. C. *Et deffende*. D. E. T. — ⁷⁵ *De manque dans*. C. D. E. T. — ⁷⁶ *Et t'en rendrai*. B. *Et t'en rende*. C. *Et te rendrai*. E. *Et te rendre*. T.

« recreant¹ en une orre² de jor; et vés ci³ mon gage. » Et tende⁴ au seignor à genoills son gage; et le seignor deit le gage⁵ recevoir et asseir⁶ le jor de la bataille au quarantisme jor⁷, se ce n'est d'omicide⁸, en quoi il n'a⁹ que trois jors¹⁰ de respit de la bataille¹¹, aussi¹² come de murtre¹³. Et¹⁴ deivent à celui jor, que le seignor lor aura assené¹⁵, venir devant le seignor, et¹⁶ eaus¹⁷ por-offrir¹⁸ de la bataille faire, apareilliés¹⁹ et adressiés²⁰ de lor²¹ armeures²², si come est après dit en cest livre que champion²³ le deivent²⁴ faire²⁵ de tel²⁶ carelle come il auront les gages donés^a. Et le garent qui est ensi torné et levé come est avant dit, s'il²⁷ ne s'en aleaute si come il est dessus²⁸ devizé, il²⁹ a perdu à tozjors³⁰ vois et respons en court, et sera tenu³¹ à faus et à desleau³² tote sa vie^b, et celui aussi³³ por qui il deveit celle³⁴ garentie porter³⁵, perdra sa carelle, por ce³⁶ que la³⁷ garentie ne sera mie fornie³⁸; que garentie n'est mie fornie, puisque l'on torne³⁹ maintenant le garant⁴⁰ come faus garant, et lieve⁴¹ come esparjur, et l'euffre⁴² à prover, tant que le garent se seit aleauté si come il deit⁴³.

CHAPITRE LXXV.

Quant chevalier porte garentie contre home qui n'est chevalier, coment il le peut rebuter et coment torner.

Se un chevalier porte garentie contre un home qui n'est pas⁴⁴ chevalier^c, de chose en quei⁴⁵ il y a⁴⁶ tornes de bataille⁴⁷, et celui qui n'est⁴⁸ chevalier le viaut

¹ Ou vencu. B. — ² Houre. B. Hore. C. Oure. D. E. T. — ³ Vés si. A. Vessi. D. E. T. — ⁴ Et tende le. B. — ⁵ Ces gages. C. — ⁶ Et acener. C. Et assener. D. E. T. — ⁷ A quarante jors. B. Au quaranteime jor. C. Au quarantisme. D. T. Au quarantieme. E. — ⁸ D'omicide. B. C. D. E. T. — ⁹ Il n'i a. D. E. T. — ¹⁰ Qu'ele n'a que xv. jours. B. — ¹¹ De la bataille manque dans C. — ¹² Ansi. D. Auci. E. Enci. T. — ¹³ Aussi come de murtre manque dans B. — ¹⁴ Et il. C. D. E. T. — ¹⁵ Assigné. B. Asené à. C. Assenés. D. E. T. — ¹⁶ Et manque dans C. — ¹⁷ Et soi. B. Pour eaus. T. — ¹⁸ Pour offrir. D. E. Offrir. T. — ¹⁹ Apparaillez. B. Apareilliés. C. D. E. T. — ²⁰ Et adreciez. B. C. — ²¹ Lors. T. — ²² Armes. B. C. E. T. Arrivée. D. — ²³ Champions. E. T. — ²⁴ Le doit. B. — ²⁵ Venir faire. B. — ²⁶ De cele. B. De tele. D. T. — ²⁷ S'il manque dans D. E. T. — ²⁸ Dessus manque dans B. — ²⁹ Il manque dans B. — ³⁰ Perdu toutes. B. — ³¹ Tenus. C. — ³² Et à desloiaus. C. — ³³ B. — ³⁴ Le. B. C. D. E. T. — ³⁵ Faire. B. Ce qui suit, jusqu'à n'est mie fornie, manque dans B. — ³⁶ Por ce manque dans C. D. E. T. — ³⁷ Sa. D. E. T. — ³⁸ Fornie manque dans C. Forme. D. E. T. — ³⁹ On l'a torné. B. On le torne. C. Home l'a torné. D. E. T. — ⁴⁰ Le garant manque dans B. C. D. E. T. — ⁴¹ Et leve. B. — ⁴² Et l'offre l'on. B. Et l'eufre l'on. C. Et l'on euffre. D. E. T. — ⁴³ Tant que les (ces. D.) garens se soient (soint. D. son. E.) aloyautés si com il doivent. D. E. T. — ⁴⁴ Qui ne soit. D. E. T. — ⁴⁵ De quei. C. D. E. T. — ⁴⁶ De chose dont il i ait. B. — ⁴⁷ Ce qui suit, jusqu'à bataille, manque dans C. D. E. T. — ⁴⁸ N'est mie. B.

^a Voyez le chapitre ci.

^b Le faux témoin était privé du droit de siéger dans un tribunal, et perdait en outre son fief, comme convaincu de déloyauté. La punition était beaucoup plus sévère à l'époque où les Capitulaires avaient force de loi; car alors on coupait la main droite au témoin qui succombait dans le combat. Les cojureurs qui avaient témoigné avec lui étaient condamnés à la même peine, à raison de leur complicité, mais ils pouvaient racheter leur main en payant la composition ordonnée par la loi. *Capitul. I*, ann. 819, c. x (Baluze, I, 601); Brussel,

Usage des fiefs, II, 970. La sévérité de cette peine qui, au XIII^e siècle, était encore infligée à la partie convaincue de faux témoignage directement ou par la défaite de son champion (Beaumanoir, c. LXI, p. 315), céda cependant devant l'adoucissement des mœurs, et on voit des coutumes qui se contentent d'exclure, pendant un temps, le faux témoin de la commune. Charte de Tournay, ann. 1187, art. xv. (*Ordonnances*, XI, 249.)

^c C'est-à-dire qui est simple écuyer, *armiger*, *serviens*, car il ne s'agit point ici d'un vilain.

torner par gage de bataille et combattre sei¹ à lui; il le deit faire en la maniere avant² dite³ que on deit torner garenz⁴, et se il le fait ensi, il ne me semble que le chevalier en cest cas s'en⁵ puisse defendre de aerdre sei⁶ à lui de bataille, par ce que il est chevalier et l'autre ne l'est⁷ mie: tot seit ce que chevaliers⁸ n'est pas tenus de aerdre⁹ sei¹⁰ de bataille à home qui n'est pas chevalier qui l'apelle de murtre ou de traïson¹¹ ou de pluisors autres¹² choses, se il ne viaut, tant que il seit chevalier. Car puisque le chevalier se met¹³ de sa volenté à porter garentie contre home qui n'est mie chevalier, de chose¹⁴ de quei¹⁵ il y¹⁶ a torne¹⁷ de bataille¹⁸, il est bien aparant¹⁹ que il de sa volenté se met en²⁰ la bataille, se celui contre qui il porte la garentie le²¹ viaut faire et²² lever le²³ come esparjure et torner²⁴ come faus garant; que nul seignor ne autre²⁵ ne le²⁶ peut esforzier ni destraindre²⁷ de porter garentie en la Haute Court, s'il ne le fait de sa volenté. Et l'assise ou l'usage dou reiaume²⁸ est tel, que²⁹ qui porte garentie en la Haute Court de chose de quei³⁰ il y a carelle³¹ d'un marc d'argent ou de plus, ou de chose³² de quei l'on pert³³ vie ou³⁴ membre ou son honor qui en est ataint, que il le peut torner come faus garent et lever³⁵ come esparjur, et aerdre³⁶ sei³⁷ à lui par³⁸ gage de bataille. Ne chevalier ne autre n'en³⁹ est⁴⁰ excepté⁴¹ en l'assise ne en l'usage. Et est bien dreit, ce me semble, que ensi dée⁴² estre; que⁴³ se ensi n'estoit⁴⁴, et⁴⁵ que chevaliers peussent⁴⁶ porter garentie sur autres gens, et que⁴⁷ l'on ne les peust torner par gage de bataille, chevaliers auroient trop grant avantage⁴⁸ sur totes autres⁴⁹ genz, et autres genz que chevaliers sereient trop⁵⁰ maubaillis, que il poreient⁵¹ toz⁵² estre mors et destruis⁵³, quant les chevaliers vodreient⁵⁴: ce qui⁵⁵ ne peut ni ne deit estre par raison⁵⁶ ne par l'assise ne par l'usage dou reiaume de Jerusalem; que⁵⁷ l'assise est tel⁵⁸, que qui porte garentie contre autre de chose de quei la carelle est d'un marc d'argent ou de plus⁵⁹, ou de chose de quei se⁶⁰ deit perdre⁶¹ vie ou⁶² membre ou son honor⁶³, que il peut torner le garent par gage de bataille; ne en cest cas ne deit pas estre ce que l'on dit que chevalier ne se deit⁶⁴ aerdre⁶⁵ par gage de bataille à home qui n'est mie chevalier, por ce que celui n'est mie son per⁶⁶. Que⁶⁷ celui contre qui l'on deit porter⁶⁸ la garentie ne saura pas espeir que⁶⁹ chevalier dée porter⁷⁰ la⁷¹ garentie contre lui, por quei il ne se sera⁷² mie fait faire⁷³ chevalier; et se il ne le peut torner ou rebuter, se il n'est⁷⁴ chevalier, il⁷⁵ aureit perdue sa carelle.

¹ S'en. B. C. D. E. T. — ² Qui est avant. B. Qui est devant. C. D. E. T. — ³ Dit. C. Devisée. D. E. T. — ⁴ Garant. C. Garent. D. E. T. — ⁵ Se. B. C. D. T. Le. E. — ⁶ De aherdre s'en. B. D'aerdre s'en. C. Ce qui suit, jusqu'à aerdre sei, manque dans D. E. T. — ⁷ Ne n'est. C. — ⁸ Chevalier. B. — ⁹ D'aherdre. B. — ¹⁰ Se. C. — ¹¹ C. Traïson. A. Trayson. B. — ¹² Autres manque dans B. C. — ¹³ Se mete. C. — ¹⁴ Des choses. B. — ¹⁵ De chose que. C. — ¹⁶ Il n'y. D. E. — ¹⁷ Torna. C. D. E. T. — ¹⁸ Ce qui suit, jusqu'à bataille, manque dans D. E. T. — ¹⁹ Apert. B. — ²⁰ Se mete à. C. — ²¹ L'en. D. E. T. — ²² Faire et manque dans C. D. E. T. — ²³ L'en. B. Le manque dans D. E. T. — ²⁴ C. — ²⁵ Ne autre manque dans T. — ²⁶ Le manque dans B. C. L'en. D. E. T. — ²⁷ Ne deffendre. B. — ²⁸ Dou reiaume manque dans B. C. D. E. T. — ²⁹ B. C. D. E. T. — ³⁰ Dont. B. En quei. C. — ³¹ Il i ait que-rele. C. — ³² De chose manque dans B. C. D. E. T. — ³³ L'on perde. C. Il y a perte de. D. T. — ³⁴ Vie ou manque dans B. — ³⁵ Lever le. D. E. T. — ³⁶ Aherdre. B. — ³⁷ S'en. C. D. E. T. — ³⁸ De. B. — ³⁹ N'en manque dans D. E. T. — ⁴⁰ N'est. E. — ⁴¹ D. E. T. Enepté. A. Expété. C. Escepté. E. — ⁴² Doit. B. D. E. T. — ⁴³ Car. B. — ⁴⁴ Se ensi estoit. B. S'ensi estoit. C. Se enci estoit. D. E. T. — ⁴⁵ Et manque dans B. C. D. E. T. — ⁴⁶ Chevalier peust. D. T. Chevalier peut. E. — ⁴⁷ B. C. D. E. T. — ⁴⁸ Grans avantages. C. Grant avantages. T. — ⁴⁹ Autres manieres de. D. E. T. — ⁵⁰ Trop manque dans D. E. T. — ⁵¹ Car il em porroient. B. Que il porront. C. T. — ⁵² Tous-jours. D. E. T. — ⁵³ Destruit. B. — ⁵⁴ Voudront. T. — ⁵⁵ Ce que. B. D. E. T. — ⁵⁶ Raisonnablement. D. T. — ⁵⁷ Car. B. — ⁵⁸ Tele. B. — ⁵⁹ D'argent en amont. B. — ⁶⁰ L'on. B. C. — ⁶¹ L'on pert. D. E. T. — ⁶² Vie ou manque dans B. — ⁶³ Ou de s'enor. C. — ⁶⁴ Doie. C. — ⁶⁵ Aherdre. B. — ⁶⁶ Pareil. D. — ⁶⁷ Car. B. — ⁶⁸ On porte. D. E. T. — ⁶⁹ Che. D. E. T. — ⁷⁰ Dée porter manque dans D. E. T. — ⁷¹ Come. D. E. Com. T. — ⁷² Il ne saura. A. — ⁷³ B. C. Fait. A. — ⁷⁴ N'estoit. C. D. E. T. — ⁷⁵ Et. T.

Que¹ l'on deit le garent rebuter ainz que il face le sairement, et² torner maintenant que il a³ fait le sairement⁴; si ne le⁵ poreit celui⁶ qui n'est chevalier faire ce⁷, se il n'est chevalier: por quei il⁸ me semble que il le peut bien torner, tot ne soit il chevalier, et⁹ combatre se¹⁰ à lui. Mais que il seit chevalier, quant il se vendra¹¹ poroffrir¹². Que¹³ se il n'esteit chevalier au poroffrir et¹⁴ à la bataille faire, il ne me semble que le chevalier fust tenus¹⁵ de combatre sei¹⁶ à lui: que¹⁷ chevalier n'est tenuz¹⁸ par l'assise ou l'usage dou reiaume de Jerusalem¹⁹ de combatre sei²⁰ à home qui l'apelle²¹, se il n'est²² chevalier. Que²³, par l'assise ou l'usage dou dit reiaume²⁴, l'apeleor deit sivre²⁵ le defendeor en sa lei; ne home qui n'est chevalier ne se²⁶ peut combatre à²⁷ lei de chevalier. Si est clere chose, ce me semble, que quant home qui n'est chevalier apellé chevalier, que il covient que il se face faire chevalier, ainz que il²⁸ se combatre à lui; et ce est ensi²⁹ en cest cas. Mais en l'autre³⁰ cas^b covient il que il seit chevalier ainz que il l'apelle³¹, ou le chevalier ne s'aerdra pas³² à lui. Mais le cas de³³ quei home qui n'est mie chevalier ne per dou chevalier ne³⁴ peut dire chose ne³⁵ faire contre chevalier qui³⁶ li vaille, est devizé en cest livre, là où il parole de la franchise que les chevaliers ont sur les autres genz. Et se un³⁷ chevalier viaut porter garentie contre un home qui n'est mie chevalier, et celui le viaut³⁸ geter de la³⁹ garentie⁴⁰, metant li sus l'une des choses devant devizées par⁴¹ quei l'on ne peut porter garentie, et l'euffre à prover, si come la court esgardera ou conoistra que il⁴² prover la⁴³ deie, faire le peut. Et⁴⁴ se il le fait, il me semble que la court deit esgarder ou conoistre que il le deit prover par deus leaus garens de la lei de Rome, qui facent que leaus garens, et que il seient chevaliers. Et il me semble que ensi deit⁴⁵ estre come je ai⁴⁶ dit en cest chapitre, par⁴⁷ deus raisons: l'une, que les chevaliers portent⁴⁸ garentie de leur⁴⁹ volonté, sanz ce⁵⁰ que nul les⁵¹ puisse esforzier, et que il set⁵² ou⁵³ deit saveir que qui porte garentie contre autre, que il le⁵⁴ peut torner ou⁵⁵ rebuter par l'assise ou l'usage dou dit reiaume⁵⁶, si come est devant dit. L'autre raison si⁵⁷ est, que le chevalier se aleaute⁵⁸ contre celui qui li met desleauté sus⁵⁹ de ce⁶⁰ que il dit que il ne peut garentie porter contre lui. Que⁶¹ chevalier né⁶² de leau mariage⁶³, qui n'a⁶⁴ esté ataint ou prové en court de⁶⁵ l'une des choses⁶⁶ por quei⁶⁷ on pert vois

¹ Car. B. — ² Et le. D. E. T. — ³ L'a. B. C. D. E. T. — ⁴ Le seirement manque dans B. C. D. E. T. — ⁵ Si ne l'. C. — ⁶ Cil. B. — ⁷ Ce manque dans B. D. E. T. — ⁸ Il ne. D. E. T. — ⁹ Ou. T. — ¹⁰ S'en. B. C. D. E. T. — ¹¹ Se vouldra. B. Se vodra. C. S'en venra. D. S'en vera. E. S'en vendra. T. — ¹² Ce qui suit, jusqu'à poroffrir, manque dans T. — ¹³ Car. B. — ¹⁴ Et manque dans T. — ¹⁵ Tenu. B. D. T. — ¹⁶ S'en. C. D. E. T. — ¹⁷ Car. B. D. E. T. — ¹⁸ Tenu. B. — ¹⁹ De Jerusalem manque dans C. — ²⁰ Sei manque dans D. E. T. — ²¹ Qui l'apelle manque dans B. — ²² A home qui n'est mie. B. — ²³ Car. B. Ce qui suit, jusqu'à reiaume, manque dans B. — ²⁴ Royaume de Jerusalem. E. T. — ²⁵ Sievre. B. Suivre. D. E. T. — ²⁶ Se manque dans D. E. T. — ²⁷ En. C. — ²⁸ B. C. D. E. T. — ²⁹ Ensi est. B. Et ce est. C. D. E. T. — ³⁰ En autre. C. — ³¹ Il appelle. D. E. T. — ³² Ne s'aherdroit mie. B. — ³³ En. C. D. E. T. — ³⁴ N'est. C. Ne ne. D. E. T. — ³⁵ Ne ne. C. — ³⁶ Et ce qui. D. Et ce que. E. A ce que. T. — ³⁷ Le. E. T. Un manque dans D. — ³⁸ Le veuille. C. D. E. T. — ³⁹ Sa. D. E. T. — ⁴⁰ De garant. B. — ⁴¹ Por. B. Pour. D. E. T. — ⁴² B. C. D. E. T. — ⁴³ Li. D. E. T. — ⁴⁴ Et manque dans B. — ⁴⁵ Doive. C. — ⁴⁶ Je ais. A. — ⁴⁷ Por. C. Pour. D. E. T. — ⁴⁸ Que le chevalier porte la. C. — ⁴⁹ Sa. C. — ⁵⁰ Ce manque dans D. E. T. — ⁵¹ Le. B. L'en. C. — ⁵² Seit. A. Sait. D. T. — ⁵³ Et. D. E. T. — ⁵⁴ L'en. B. C. D. E. T. — ⁵⁵ Et. C. — ⁵⁶ Dou royaume de Jerusalem. D. E. T. — ⁵⁷ Si manque dans B. C. Cy. D. Ci. E. T. — ⁵⁸ S'esleaute. B. — ⁵⁹ Qui le veut desleauter. B. — ⁶⁰ De ce manque dans D. E. T. — ⁶¹ De. D. E. T. — ⁶² Nés. C. — ⁶³ Car chevalier n'est desloiau garant. B. — ⁶⁴ Qui en a. T. — ⁶⁵ De manque dans T. — ⁶⁶ Choses devant dites. T. — ⁶⁷ Par quei manque dans T.

Il faudra que dans l'espace de temps qui sépare la provocation du combat, il se soit fait recevoir chevalier. La collation du grade de chevalier s'opérait, à cette époque, avec une grande facilité. Philippe, fils de Philippe le Bel, ayant fait chevaliers, à la fête de la Pente-

côte, ses trois fils, Louis, Philippe et Charles, ces princes firent aussitôt quatre cents autres chevaliers. (*Mémoires de littérature de l'Académie des Inscriptions*, tome XX, pag. 716, note 7.)

^b Quand l'appelant n'est pas chevalier.

et respons en court, se¹ peut et deit aleauter² contre chascun, seit chevalier ou³ seit⁴ autre, qui desleauté li met sus, ou aucune des avant⁵ dites choses par quei l'on ne peut garentie porter en la Haute Court⁶. Et se home qui n'est chevalier porte garentie⁷ contre chevalier, et le⁸ chevalier le⁹ viaut torner de la garentie et lever come esparjure et¹⁰ combattre sei¹¹ à lui, il se combatra¹² à pié come sergent^a, por ce que l'apeleor deit sivre¹³ le defendeor¹⁴ en sa lei^b: car¹⁵ le chevalier en cest cas est l'apeleor, et le sergent defendeor. Et se chevalier viaut rebuter de garentie home qui n'est mie chevalier, et li met sus l'une des choses par quei l'on ne peut porter garentie, et¹⁶ l'euffre¹⁷ à prover si come la court esgardera ou conoistra que il prover le¹⁸ dée, la court deit esgarder ou¹⁹ conoistre, ce cuit²⁰, que il²¹ le²² deit prover par deus leaus garens de la lei de Rome, et que à ceste preuve faire soufist²³ bien autre que chevalier, ce me semble, por ce que la preuve est contre autre que chevalier.

CHAPITRE LXXVI.

Quel terme l'on a de amener²⁴ ses garens selonc le leuc où l'on les a voés²⁵.

Qui euffre à prover par garens, et il les voe²⁶ ou reiaume où il est, il a²⁷ quinze jors de respit de avoir les amenés en la court à prover par eaus ce que il a offert à prover. Et qui les voe deçà²⁸ mer, fors²⁹ dou reiaume, il en³⁰ a quarante jors de respit; et se il est yver, et il les voe en leuc où il les³¹ coveigne³² mer à³³ passer, il a trois³⁴ meis de respit; et qui les voe en Romanie^{35c}, et il est esté³⁶, il a³⁷ trois meis de respit, et se il est yver, il en a sis meis³⁸. Et qui les voe outre mer, il en a³⁹ un an⁴⁰ et un jor⁴¹.

¹ *Le*. D. T. — ² *L'aleauter*. D. T. — ³ *Ou* manque dans B. — ⁴ *Seit* manque dans C. D. E. T. — ⁵ *Avant* manque dans B. *Sus*. D. E. T. — ⁶ *Haute* manque dans T. — ⁷ *Garantie en la Haute Court*. D. T. — ⁸ *Le* manque dans C. — ⁹ *Ne le*. D. E. T. — ¹⁰ *Et* manque dans T. — ¹¹ *S'en*. B. C. D. E. T. — ¹² *Combatra* à lui. D. E. T. — ¹³ *Ensivre*. B. *Suivre*. D. E. T. — ¹⁴ Ce qui suit, jusqu'à *defendeor*, manque dans C. — ¹⁵ *En quoi*. D. E. T. — ¹⁶ *Et il*. C. — ¹⁷ *Et il l'en euffre*. D. E. T. — ¹⁸ *Li*. D. E. T. — ¹⁹ *Et*. D. E. T. — ²⁰ *Ce me semble*. B. *Celuy*. D. *Celui*. E. *Que celui*. T. — ²¹ *Que il* manque dans T. — ²² *Le* manque dans D. E. — ²³ *Soufit*. B. *Soffre*. D. *Soffit*. E. *Suffit*. T. — ²⁴ *Mener*. D. E. T. — ²⁵ *L'on les vouche*. B. *Il les vouche*. C. *On les a vouchés*. D. *Il les a vouchés*. E. T. — ²⁶ *Par garanz que il vouche*. B. *Par garans, et il vouche ses garans*. C. *Par garens, et il les a vouchés*. D. E. T. — ²⁷ *Et y a*. D. *Il y a*. E. T. — ²⁸ *De sà*. A. — ²⁹ *Et qui les vouche d'eaus avoir hors*. B. *Et qui les vouche deça mer hors*. C. — ³⁰ *En* manque dans B. — ³¹ *Leur*. D. E. *Lor*. T. — ³² *Coveigner*. A. *Coviegne*. B. *Convient*. D. E. T. — ³³ *A* manque dans B. D. E. T. — ³⁴ *Quatre*. B. — ³⁵ *Hermenie*. B. — ³⁶ *Ysté*. C. — ³⁷ *Il y a*. T. — ³⁸ *vi. mois de respit*. B. E. T. — ³⁹ *Il a*. D. E. T. — ⁴⁰ *Mi an*. D. — ⁴¹ *Jor de respit*. C. D. E. T.

* « Se li gentishons appeloit le vilain, droit donroit qu'il se combatist à pié. » *Établissements*, l. I, c. LXXXII. « Se chevaliers ou escuiers appelle home de poote, il se combat à pié à guise de champion, aussi com li hom de poote. » Beaumanoir, c. LXI, p. 308.

^a « Par che que, » dit Beaumanoir, « il s'abaissent à appeler si basse personne, sa dignité est ramenée en cel cas à fere armeures comme chil qui est appelé de son droit; et moult seroit cruel chose se li gentixhons

« appelloit un home de poote, et il avoit l'avantage du cheval et des armeures. » Tout ce qui se rapporte au combat judiciaire est traité avec beaucoup de détails dans les chapitres xcix-cix des Assises.

* A cette époque on entendait par la Romanie tous les pays que les empereurs grecs possédaient dans l'Europe, l'Asie ou l'Afrique, et particulièrement la principauté de Morée.

CHAPITRE LXXVII.

Quant l'on a amenés ses garenz à¹ court, que² l'on deit dire et faire, et que³ les garenz deivent dire et faire en⁴ la garantie porter⁵.

Quant celui qui a ses garenz voés⁶, les a amenés⁷ en la court, il deit par son conseil faire⁸ dire au seignor : « Veez ci⁹ les garens de tel, » et le nome, « que il a amenés por garantir ce que il a offert à prover par eaus. Et il sont prest de porter la¹⁰ garentie et de faire que leaus garenz. Donés leur conseil por¹¹ leur parole dire¹² de la garentie porter, ensi come il la li¹³ enchargeront. » Et le seignor deit lors demander à celui qui les garenz à voés : « Sont ce¹⁴ voz garenz ? » Et s'il dit oyl¹⁵, il lor deit doner conseil tel come il le¹⁶ demanderont, s'il ne le retient¹⁷ à sa parole garder, ou s'il ne l'a doné à¹⁸ conseil¹⁹ à²⁰ l'autre partie de celle carelle. Et quant il auront conseil, le²¹ conseil deit dire por eaus leur²² parole²³ ce que²⁴ il li enchargeront. Et se il ne viaut dire leur²⁵ parole, ciaux²⁶ ou celui por qui il portent la garentie deivent avoir un home apresté qui die²⁷ por eaus leur parole²⁸, por ce que le seignor ne peut destraindre celui de ses homes que il done à conseil de dire la²⁹ parole, se il ne³⁰ viaut, tot seit ce³¹ que il le³² puisse destraindre de doner le à³³ conseil de celui qui le requiert, puisque il li³⁴ deit servise de son cors. Et por ce deivent les garenz³⁵ avoir home qui die leur parole; que leur garentie deit estre portée ensemble à³⁶ une vois; que en la Haute Court les deus garans³⁷ font dire ensemble³⁸ la parole de leur garentie, et après jurent³⁹ ensemble⁴⁰ que il est ensi come celui l'a⁴¹ dit por eaus, quant l'on lor euffre⁴² le⁴³ sairement à⁴⁴ faire⁴⁵. Et celui por qui il⁴⁶ portent la garentie, se il fait⁴⁷ que sage, il⁴⁸ sera bien certain, ainz que il les ameine⁴⁹ à⁵⁰ cort, que⁵¹ il porteront por lui la⁵² garentie ensi come⁵³ il l'a offerte⁵⁴, et que il feront⁵⁵ dou jurer et de la bataille, s'elle y escheit⁵⁶, tot⁵⁷ quanque garenz deivent faire. Et quant il sont paies⁵⁸ de conseil, il lor deit dire devant leur conseil : « Je voz ai ci⁵⁹ amenés por porter garentie de tel chose, que je ai offert⁶⁰ à prover par vos come par garens⁶¹; » et die leur⁶² la

¹ A la. B. — ² Quei. C. — ³ Quei. C. — ⁴ A. D. E. T. — ⁵ C. — ⁶ Avochiés. D. E. T. — ⁷ Et amenés. D. E. Les a manque dans T. — ⁸ Faire manque dans D. E. T. — ⁹ Veez si. A. Vés ci. C. — ¹⁰ L'en. C. — ¹¹ B. C. D. E. T. De. A. — ¹² Mostrer. D. E. T. — ¹³ Li manque dans T. — ¹⁴ B. C. D. E. T. Sont ces. A. — ¹⁵ Oy. D. E. T. — ¹⁶ Le manque dans C. D. E. T. — ¹⁷ Tient. D. T. — ¹⁸ Doné en. B. Doné à. C. D. E. T. — ¹⁹ Ce qui suit, jusqu'à conseil, manque dans D. E. T. — ²⁰ De. C. — ²¹ Lor. T. — ²² La. D. E. T. — ²³ Leur parole manque dans B. C. — ²⁴ De ce que. D. Tele que. T. — ²⁵ Et se il veulent dire la. B. — ²⁶ Eaus. B. T. Yaus. C. E. Yaux. D. — ²⁷ Dit. C. — ²⁸ Parolle. A. Parole ce que il l'enchargeront. D. Parole ce que il lor enchargeront. Parole ce que il li enchargeront. T. — ²⁹ Lor. T. — ³⁰ Ne le. B. — ³¹ Ce manque dans D. T. — ³² Les. D. T. — ³³ Au. C. D. E. T. — ³⁴ B. C. D. E. T. — ³⁵ Guarenz. A. — ³⁶ Par. C. En. D. T. — ³⁷ C. — ³⁸ Ensemble manque dans D. T. — ³⁹ Jurer. B. — ⁴⁰ Ensemble manque dans C. — ⁴¹ Celui a. D. E. T. — ⁴² S'ueffre. B. S'ueffre. C. S'ueffre. D. E. T. — ⁴³ De. D. E. T. — ⁴⁴ A manque dans D. E. T. — ⁴⁵ Il la. C. — ⁴⁶ Est. C. — ⁴⁷ Il manque dans C. — ⁴⁸ Amerme. B. Amoine. C. Amene. D. T. — ⁴⁹ En. D. E. T. — ⁵⁰ Car. B. — ⁵¹ La manque dans B. — ⁵² Que. D. T. — ⁵³ Offert. B. Offerte à faire. D. E. T. — ⁵⁴ Et que il feront manque dans D. E. T. — ⁵⁵ Eschet. C. D. E. Eschiet. T. — ⁵⁶ Et de tout. T. — ⁵⁷ Paies. B. — ⁵⁸ Si. A. — ⁵⁹ Offerte. B. D. E. T. — ⁶⁰ Garant. B. — ⁶¹ Et dire lors. D. T.

* L'obligation imposée aux témoins de faire parler quelqu'un pour eux, enlevait à la preuve testimoniale son caractère; mais l'usage attribuant une extrême im-

portance à chaque parole des parties, on faisait passer les déclarations des témoins par la bouche d'un membre de la cour, versé dans la connaissance des usages.

chose que il a offerte à prover¹, et coment il l'a offerte à prover. Si lor prie et requiert² que il portent celle garentie por lui, si come il deivent, et se il sont membrant³ que ensi⁴ seit, et que il⁵ puissent faire come leaus garenz. Et ciaux⁶ li⁷ deivent dire : « Noz somes⁸ bien membrans⁹ que ensi fu¹⁰ come voz dites, « et de ce voz porterons nos bien garentie, et ferons¹¹ come leaus garenz. » Et après deivent enchargier à leur avamparlier¹² que il die¹³ por eaus que il furent el leuc et en la place où il¹⁴ virent et oyrent tel¹⁵ chose faire et dire, et dient quei¹⁶, selonc ce que la garentie est que il veulent porter; et que il¹⁷ euffrent à faire ce que leaus garenz deivent faire. Et lors l'avamparlier¹⁸ deit dire par eaus : « Sire, « tel et tel, » et les nome, « voz dient, et je por eaus, que il furent ou¹⁹ leuc et en « la²⁰ place où il virent tel chose faire et oïrent tel chose²¹ dire; » et dient à qui et quei²². « Et de ce euffrent il à faire que²³ leaus garenz. » Et lors le seignor deit faire apporter une Evangille, et dire à²⁴ garenz : « Venés avant, et jurés que il est « ensi come vostre avanparlier a²⁵ dit por vos. » Et il se²⁶ deivent traire²⁷ avant por ofrir²⁸ le²⁹ sairement faire. Et adonc³⁰ celui contre qui il portent³¹ garentie³², se il viaut aucun d'iaus contredire et geter de garentie, il le³³ deit faire, ensi com il est devant dit que l'on³⁴ doit faire³⁵, ainz que il portent la garentie, ne³⁶ que il facent le sairement. Et se il³⁷ viaut l'un lever ou³⁸ torner par bataille, il³⁹ deit⁴⁰ à⁴¹ celui que il viaut lever⁴² par⁴³ bataille⁴⁴ laisser⁴⁵ faire le sairement, et lever le maintenant come parjure, et torner come faus garent, et aerdre se⁴⁶ à lui en la maniere devant devizée⁴⁷.

CHAPITRE LXXVIII.

Coment⁴⁷ le garent vif peut porter garentie por le mort, et coment il la deit porter.

En la Haute Court peut porter garentie le vif por le mort; et quant l'on⁴⁸ viaut prover par⁴⁹ garent⁵⁰ vif et mort, il deit dire au seignor que⁵¹ son garent vif est en la court au jor que il a de⁵² prover ce que il a offert de prover⁵³ : « Sire, « vostre court m'ajorna⁵⁴ à hui de⁵⁵ prover, par deus⁵⁶ leaus garenz, ce que je

¹ Ce qui suit, jusqu'à *prover*, manque dans D. E. T. — ² *Requiere*. B. — ³ *Membrans*. C. D. T. — ⁴ *Ainsi*. B. — ⁵ *Il en*. C. — ⁶ *Et cil*. B. *Et ciaux* manque dans C. D. E. T. — ⁷ *Si ils*. D. *Si li*. E. *Il*. T. — ⁸ *Soumes*. B. — ⁹ *Membrant*. B. — ¹⁰ *Soit fait*. D. T. — ¹¹ *Et de ce nous (vous. E.) promettons porter (que nous vous porterons. E.) garentie et faire (ferons. E.)*. D. E. T. — ¹² *Avantparlier*. B. C. D. E. T. — ¹³ *Dient*. B. — ¹⁴ *Il i*. B. — ¹⁵ *Tele*. B. — ¹⁶ *Et dient ensi*. B. — ¹⁷ *Il en*. C. — ¹⁸ *Et lor avantparlier*. B. *Et lors l'avantparlier*. C. D. E. T. — ¹⁹ *En*. B. *El*. C. — ²⁰ *La* manque dans B. — ²¹ *Tel chose* manque dans D. E. T. — ²² *Et à quoi*. B. — ²³ *Come*. B. *Ce que*. D. E. T. — ²⁴ *As*. B. C. D. E. T. — ²⁵ *Avantparlier l'a*. B. C. — ²⁶ *Si*. C. *Le*. T. — ²⁷ *Faire et se traire*. T. — ²⁸ C. — ²⁹ *Lor*. D. E. T. — ³⁰ *Et lors die*. B. — ³¹ *Il veulent porter*. B. C. E. *Il doivent porter*. D. T. — ³² Ce qui suit, jusqu'à *garentie*, il, manque dans D. E. T. — ³³ *Le* manque dans B. — ³⁴ *Qu'on le*. C. D. E. T. — ³⁵ B. C. D. E. T. — ³⁶ *Ne* manque dans C. — ³⁷ *Il en*. B. C. — ³⁸ *Lever ou* manque dans B. C. D. E. T. — ³⁹ *Il li*. D. T. — ⁴⁰ Ce qui suit, jusqu'à *bataille*, manque dans D. T. — ⁴¹ *A* manque dans C. *Dire à*. B. — ⁴² *Torner*. B. C. E. — ⁴³ *De*. C. — ⁴⁴ *Par bataille* manque dans B. — ⁴⁵ *Lessier*. B. *Laisser*. C. *Laisser li*. E. *Lessier li*. T. — ⁴⁶ *S'en*. B. C. D. E. T. — ⁴⁷ *Porquoi*. B. C. D. E. T. — ⁴⁸ *Hom ne*. D. E. T. — ⁴⁹ *Por*. B. — ⁵⁰ *Garans*. C. — ⁵¹ *Quant*. C. — ⁵² *Que il offert à*. B. — ⁵³ *Ce que il a offert de prover* manque dans B. *De prover* manque dans C. D. E. T. — ⁵⁴ *M'a ajorné*. D. T. — ⁵⁵ A. B. — ⁵⁶ *Deux* manque dans D. T.

* Les *Établissements* de saint Louis ayant été rédigés après que ce prince eut aboli le duel dans ses domaines,

les dispositions de ce code sur l'audition des témoins diffèrent beaucoup de celles-ci.

« offris¹ à prover; et vés ci² tel qui est mon garent qui portera garentie por lui
 « et por tel qui est mort, que³ au jor que ce que⁴ je⁵ ai offert⁶ à prover⁷ fu
 « fait⁸, estoit⁹ vif, et fu o cestui present là où ce fu¹⁰; et se il vesquist encores¹¹,
 « il me portast garentie¹² come¹³ cestui fait¹⁴. » Et lors le seignor deit dire à ce-
 lui¹⁵ : « Porterés vos¹⁶ garentie à tel, por vos et por tel qui est mort, de ce dont
 « il voz a voés à garent¹⁷? » Et il deit dire : « Oyl, sire, » et¹⁸ après faire¹⁹ en²⁰
 ce quei²¹ il deit, ce est que il deit faire dire par son conseil : « Sire, je et tel qui
 « mort est, qui au²² jor que²³ tel chose fu faite, estoit vif, fumes²⁴ el leuc et en la
 « place où nous veymes et oymes tel chose²⁵; » et die quei²⁶. « Et se il vesquist,
 « il portereit²⁷ ceste garentie aussi come²⁸ je fais; et de ce sui je prest de faire
 « en²⁹ ce que³⁰ leau garent³¹ deit faire. » Et le seignor deit faire apporter³² l'Evan-
 gille, et dire à celui : « Venés avant; jurés³³ ce que³⁴ voz dites³⁵ por voz et por
 « le mort. » Et il se deit traire avant por faire le sairement. Et adonc se celui
 contre qui il viaut la garentie porter veaut³⁶ torner ou geter de garentie le vif,
 le deit faire en la maniere dessus dite; et se il viaut metre sus au mort aucune
 des choses dessus dites por quei l'on ne peut garentie porter, il le peut faire.
 Et se il l'euffre³⁷ à prover si come court³⁸ esgardera ou conoistra que il le deit³⁹
 faire, se celui por qui la garentie deit estre portée viaut que la garentie vaille,
 il le deit aleauter et defendre de ce que l'on li aura mis sus, ou faire aleiauter⁴⁰
 et defendre par tel que il⁴¹ le puisse et dée faire: et se il ne le fait, il aura failli
 à sa preuve, et⁴² sa carelle perdue. Et se celui contre cui⁴³ la garentie deit estre
 portée⁴⁴ viaut⁴⁵ torner le garent vif et aerdre sei⁴⁶ à lui par bataille, il le deit⁴⁷
 faire en la maniere dessus dite. Mais le garent mort ne peut on pas torner de
 garentie ne lever come parjure, por ce que il ne fait nul sairement por quoi l'on
 ne le⁴⁸ porroit lever come parjure⁴⁹, ne on ne se poreit aerdre à lui par bataille
 ne apeler le : car home mort ne se peut defendre ne combatre sei⁵⁰. Et se l'on
 s'ueffre⁵¹ à⁵² faire le sairement à celui qui porte la garentie por lui et por le
 mort, il deit jurer qu'il est ensi come son avanparlier⁵³ a dit por lui. Et quant il
 a fait le dit⁵⁴ sairement, se celui contre qui il porte la garentie le⁵⁵ viaut torner
 par gage de bataille, il le peut faire en la maniere avant dite.

¹ Je offri. B. Je ay offert. D. E. T. — ² Vés si. B. — ³ Qui. B. Que se. T. — ⁴ Ce que manque dans T. —
⁵ Ce que je manque dans D. — ⁶ Au jor que je offri ce. B. — ⁷ A prover manque dans C. — ⁸ Fu fait manque
dans B. D. T. Ce fait. E. — ⁹ Se fust esté. D. Fust esté. T. — ¹⁰ Je fus. D. E. T. — ¹¹ Et se il fust vif. B. —
¹² La garentie. D. E. T. — ¹³ Aussi come. B. C. Ansi com. D. Auci come. E. Enci com. T. — ¹⁴ Fera. C. — ¹⁵ A
celui manque dans B. — ¹⁶ Portés vos. B. — ¹⁷ Garans. C. — ¹⁸ Et manque dans D. T. — ¹⁹ Face. B. — ²⁰ Ent.
A. En manque dans B. — ²¹ Ce que. B. D. E. T. — ²² Qui à. D. Que à. E. T. — ²³ Qui. C. — ²⁴ Fumes. D. T.
— ²⁵ Tel chose dire ou faire. B. — ²⁶ Et die quei manque dans B. — ²⁷ Il portast. B. C. D. T. Il porta. E. —
²⁸ Si come. B. Ausi come. E. — ²⁹ En manque dans B. C. D. E. T. — ³⁰ Quanque. B. C. D. E. T. — ³¹ Loiaus
garans. C. — ³² Porter. D. E. T. — ³³ Et jurés. D. E. T. — ³⁴ Si com. B. — ³⁵ Devés. C. D. E. T. — ³⁶ En viaut.
C. — ³⁷ Il euffre. D. E. T. — ³⁸ La cort. B. — ³⁹ Doie. B. — ⁴⁰ C. — ⁴¹ Qui. D. E. T. — ⁴² Et a. D. T. — ⁴³ Qui.
B. C. D. E. T. — ⁴⁴ Il veaut la garentie porter. D. E. T. — ⁴⁵ Doit estre, veaut. E. Doit estre et veaut. T. —
⁴⁶ S'en. C. D. E. T. — ⁴⁷ Peut. T. — ⁴⁸ L'en. C. — ⁴⁹ B. — ⁵⁰ Sei manque dans B. — ⁵¹ Et se l'en s'ueffre. B. Et
se l'on l'eufre. C. Et se l'on s'ueffre. D. E. T. — ⁵² A manque dans T. — ⁵³ Avantparlier. B. C. D. E. T. —
⁵⁴ Dit manque dans C. — ⁵⁵ L'en li. C. L'en. D. T. L'on. E.

* Il y avait un grand avantage à introduire dans le
débat le témoignage d'un garant décédé, car la partie
adverse avait le droit de contester la qualité de ce garant,
et de combattre ou de faire combattre sur ce point, mais
elle ne pouvait pas arguer de fausseté sa déclaration.
Cette déclaration, transmise par le témoin vivant, et

sans qu'il eût à en répondre, car il ne combattait que
sur son propre témoignage, restait acquise au procès,
quoique sa véracité n'eût été soumise à aucun des moyens
de contrôle qui étaient exigés pour les dépositions des
témoins vivants.

CHAPITRE LXXIX.

Qui conut¹ devant gent qu'il deit à aucune persone dette, ou que il est son² plege, ou que il³ ait autres⁴ covenans; et celui à qui il dit que il est de l'une⁵ des dites choses tenus⁶, n'est⁷ là present, se la dite conoissance⁸ li deit valoir.

Se home ou feme conoist devant gent que il deit à aucun aucune dette, et die combien; ou que il est son⁹ plege d'aucune chose, et die de quei; ou aucuns¹⁰ covenans que il ont¹¹ à aucuns¹²; et celui à qui il a dit¹³ que il deit la dette, ou vers qui il dit que¹⁴ il est plege¹⁵, ou que il a dit¹⁶ que¹⁷ il a eu¹⁸ covenans, est là present, celle conoissance li vaut; si¹⁹ que il pora prover par la garentie de ciaux devant qui il aura ce²⁰ coneu²¹, la dette ou la plegerie²² ou les covenans, et vaudra, ce cuit²³, la preuve de ceste conoissance autant come²⁴ se il eussent esté presens²⁵ là où celui li fist le prest²⁶, ou là où il entra vers lui en plege²⁷, ou là où il li ot²⁸ les covenans. Mais se aucun dit devant gentz: « Je deis²⁹ à tel tant³⁰, » et le nome et die³¹ combien; ou die: « Je sui³² plege vers tel³³ de tel chose, » et le nome et die de quei; ou: « Je ai à tel tel³⁴ covenans³⁵, » et le nome et³⁶ les³⁷ moutisse; et celui à qui il dit que il deit la dette, ou vers qui il dit que³⁸ il est plege, ou à qui il a les covenans, n'est là present; ciaux qui li auront ce oy dire ne³⁹ pevent⁴⁰ porter garentie de cel dit, que il⁴¹ vaille à celui que⁴² il dit⁴³ à qui il deveit la dette, ou de qui il dit⁴⁴ que il esteit plege, ne à celui à qui il dist⁴⁵ que il avait les covenans⁴⁶; por ce que il covient par la dite⁴⁷ assise ou⁴⁸ le dit usage, que⁴⁹ les garens dient à la garentie porter, que il furent ou leuc et en la place où il oyrent à tel conoistre à tel⁵⁰ qui esteit present, que il li⁵¹ deveit tel chose, ou que il esteit son plege de⁵² tel chose⁵³, ou que il y⁵⁴ avait entr'iaus⁵⁵ couvenans⁵⁶, et les noment⁵⁷ et⁵⁸ moutissent⁵⁹ la dette ou la plegerie⁶⁰ ou les covenans⁶¹; que autrement la garentie ne vaudra⁶² par l'assise ou l'usage dou dit reiaume⁶³⁻⁶⁴.

¹ Conoist. B. T. Conoit. C. Connoist. D. Counoist. E. — ² Son manque dans D. E. T. — ³ Il i. C. — ⁴ Aucuns autres. B. C. — ⁵ D'une. C. D'aucune. D. E. T. — ⁶ Tenu. B. — ⁷ Est. D. E. T. — ⁸ Se la dite conoissance manque dans B. — ⁹ Son manque dans D. T. — ¹⁰ D'aucuns autres. D. E. Aucuns autres. T. — ¹¹ Ait. B. C. D. E. T. — ¹² Aucun. B. C. — ¹³ Il dit. B. D. E. T. — ¹⁴ Il dit que manque dans T. — ¹⁵ Ses pleige. D. Son pleige. E. — ¹⁶ Il dit. D. E. T. — ¹⁷ Il a dit que manque dans B. Il dit que. C. — ¹⁸ En. C. — ¹⁹ Se. C. — ²⁰ B. C. D. E. T. — ²¹ Coneue. A. — ²² Plege. B. — ²³ Ce me semble. B. — ²⁴ Que. D. T. — ²⁵ Present. B. C. D. E. T. — ²⁶ L'emprest. D. E. T. — ²⁷ Pleigerie. D. E. T. — ²⁸ Il ont. B. Il ot. D. E. Il eut. T. — ²⁹ Je doi. B. C. — ³⁰ C. D. E. T. — ³¹ Et di. B. — ³² Je suis. C. — ³³ Lui. T. — ³⁴ Tés. C. Tels. D. E. T. — ³⁵ Covenant. B. — ³⁶ D. E. T. — ³⁷ Le. B. — ³⁸ D. E. T. — ³⁹ Ne li. D. E. T. — ⁴⁰ Ne porront. B. — ⁴¹ Qui. B. — ⁴² A qui. D. E. T. — ⁴³ Dist. C. Ce qui suit, jusqu'à à qui il dist, manque dans D. E. T. — ⁴⁴ Dist. B. C. — ⁴⁵ Dit. B. D. E. T. — ⁴⁶ Ces couvenances. B. — ⁴⁷ La droite. B. — ⁴⁸ Ou par. D. Et par. T. — ⁴⁹ Ou. C. — ⁵⁰ A tel manque dans B. Où il oyrent tel, et le noment, à tel conoistre. D. E. T. — ⁵¹ Li manque dans B. D. E. T. — ⁵² A la. D. T. — ⁵³ B. C. D. E. T. — ⁵⁴ Il li. B. C. Y manque dans D. E. T. — ⁵⁵ Entr'iaus manque dans B. C. D. E. T. — ⁵⁶ Tés covenans. C. — ⁵⁷ Motisse. B. — ⁵⁸ Ou. D. T. — ⁵⁹ Motisse. B. — ⁶⁰ Ou la plegerie manque dans D. E. T. — ⁶¹ Ou les covenans manque dans B. — ⁶² Ne vaudrait. B. — ⁶³ Dou reaume de Jerusalem. B. D. E. T. — ⁶⁴ Dans les mss. D. E. T. ce

* La confession extrajudiciaire d'une dette ne pouvait être attestée valablement par un garant, que si elle avait été faite par le débiteur au créancier, en présence de ce garant. Il est difficile de comprendre pourquoi le créancier perdait, par le seul fait de son absence, tout le profit

qu'il pouvait tirer de l'aveu du débiteur. Mais il faut remarquer que, dans ce cas, la forme emportait le fond. La déclaration de l'aveu du débiteur devait venir du créancier, qui après avoir fait cette déclaration, l'appuyait sur le témoignage des garants. Si le créancier n'avait pas été

CHAPITRE LXXX.

Des quels¹ choses l'on² se peut clamer par l'assise, de quei assise tolt le jor.

Ce sont les choses de quei il me souvient³ orres et⁴ de quei l'on⁵ se peut clamer par l'assise, et de quei on⁶ n'a point de jor au claim que on fait des dites choses, por ce que assise⁷ en tolt le jor :

De murtre aparant mostré⁸ en⁹ court;

D'omicide¹⁰ aparant mostré¹¹ en¹² court;

De cop aparant mostré à court¹³;

De rap, ce est¹⁴ de feme esforcée¹⁵;

De force paleise¹⁶ que on mostre au seignor en la court¹⁷, si come est de chose de quei¹⁸ on a¹⁹ esté saisi et tenant²⁰, et²¹ autre l'en a²² dessaisi sanz esgart ou sanz²³ conoissance de court²⁴;

De default²⁵ de servise²⁶;

De default²⁷ de homage;

De chose de quei il y a amende, come de fei mentie entre²⁸ seignor et home;

De dette²⁹ que³⁰ l'on se claime par l'assise;

De dette que sodeier requiert à son³¹ seignor de sa decerte³²;

De plegerie³³;

chapitre est le LXXVIII^e. Le LXXIX^e, qui n'est qu'une répétition abrégée du précédent, manque dans le manuscrit de Venise. Nous ne l'avons pas intercalé dans le texte que nous publions, parce qu'il y formerait un double emploi, mais nous le plaçons dans cette note, en faisant remarquer que les deux chapitres ont le même titre.

Se home ou feme dit ou conoist devant gent : je dois à tel, et le nome, et die combien; ou dit : je suis pleige vers tel de tel chose, et le nome et die de quoi, ou : je ay tels covenans, et les motisse; et celui à qui il dit que il doit la dethe, ottroie que il est pleige, ou à qui il a les convenans, n'est là present : ceaus qui li auront ce oy dire, ne poront porter garantie de tel dit qui li vaille à celui que il dit à qui il devoit la dethe, ou de qui il dit que il estoit pleige, ne à celui à qui il dit que il avoit les convenans; pour ce que il convient par ladite assise ou l'usage, que les garens dient à la garantie porter, que il furent au leuc et en la place où il oyrent à tel conoistre que il devoit à tel qui estoit present tel chose, ou que il avoit à tel convenans, et le noment et les motissent, la dethe, la plegerie ou les convenans; que autrement ne vaudroit la garantie par l'assise ou l'usage dou royaume de Jerusalem.

¹ De quele. B. Des qués. C. — ² L'on ne. C. — ³ Senble. C. — ⁴ Et manque dans B. C. — ⁵ Il l'on. B. — ⁶ Hom. D. Houm. E. Home. T. — ⁷ L'assise. T. D. E. — ⁸ Murtre. D. T. — ⁹ A. B. C. — ¹⁰ De cop. B. — ¹¹ Murtre. D. Murtre. T. — ¹² A. B. C. — ¹³ C. D. E. T. — ¹⁴ De rap, ce est manque dans B. — ¹⁵ C. Esforzier. A. Esforcie. B. Eforcée. D. E. T. — ¹⁶ Palese. B. Palaise. C. Au lieu de force paleise, on lit palesement dans D. E. T. — ¹⁷ En la court aparant. B. Et à la court aparant. C. D. E. T. — ¹⁸ Dont. B. C. D. E. T. — ¹⁹ Ait. C. D. E. T. — ²⁰ Et tenant manque dans B. C. D. E. T. — ²¹ Et un. T. — ²² L'en ait. B. L'a. D. E. T. — ²³ Sanz manque dans B. — ²⁴ C'est après cet article qu'on lit dans A : de cop aparant. — ²⁵ De faute. D. E. T. — ²⁶ Saisine. B. — ²⁷ De faute. D. E. T. — ²⁸ C. D. E. T. Mentie come. B. Mentie contre son. A. — ²⁹ Seignor et home doit doner. B. — ³⁰ Quant. B. C. — ³¹ Au. C. — ³² Deserte. B. C. Desserte. D. E. T. — ³³ De plegerie manque dans C. De pleigerie de dethe. D. E. T.

présent à la confession extrajudiciaire, l'action se serait entamée sur la déclaration des garants; or ces témoins n'intervenaient dans une affaire que pour garantir et corroborer la vérité d'un fait allégué par une des parties. Quand cette partie n'avait rien à déclarer, eux-mêmes

n'avaient rien à garantir. Ajoutons qu'à une époque où le faux témoignage paraît avoir été très-fréquent, un homme de mauvaise foi aurait pu, en soldant deux témoins et en abusant de quelques paroles ambiguës, se faire passer pour créancier d'une personne qui ne lui aurait rien dû.

De plegerie de dette ¹,
 De chose mal atiriée ²,
 De chose prestée,
 De gage perdu,
 De chose qui est ³ vendue aparant ⁴ de quei l'on a ⁵ paie receue,
 De chose vendue à l'enchantement,
 De beste restive,
 De beste vendue ⁶ sanz enchantement ⁷ qui n'est ⁸ restive,
 De esclaf ou de esclave qui est ⁹ mesel ou meselle ou qui cheit dou ¹⁰ mauvais mau ^a.

CHAPITRE LXXXI.

Des quels ¹¹ choses l'on ne se peut defendre, par l'assise ou ¹² par l'usage, de aerdre sei ¹⁵ de bataille, quant l'on en est apelé ¹⁴.

Ce sont les choses de quei il y a bataille par l'assise ou par l'usage dou reiaume de Jerusalem, de quei l'on ne se peut defendre par esgart ne par conoissance de court sanz bataille :

De murtre aparant mostré ¹⁵ en ¹⁶ court,

D'omicide aparant mostré ¹⁷ en ¹⁸ court,

De trayson ¹⁹ aparant,

De carelle de un marc d'argent ou de plus,

De traire ²⁰ contre son seignor chose qui ²¹ à ²² son fié ne ²⁵ seit,

Et de totes autres choses que ²⁴ on perdrait ²⁵ vie ou membre ou son honor qui en sereit ataint ou prové ²⁶ en la Haute Court ²⁷ ^b.

¹ *De plegerie de dette* manque dans B. *De plegerie de terre*. C. D. E. T. — ² *Mal adirée*. C. *Mal attirée*. D. T. *Mal atirée*. E. — ³ *Qui est* manque dans B. C. D. E. T. — ⁴ *Apparant*. B. *Qui est aparant*. C. D. E. T. — ⁵ *L'on n'en* a. C. — ⁶ *Vendre*. B. — ⁷ *A l'enchantement*. D. E. T. — ⁸ *Qui est*. D. E. T. — ⁹ *Qui est* manque dans B. C. D. E. T. — ¹⁰ *De*. D. E. T. — ¹¹ *Des qués*. C. — ¹² *Ne*. B. C. — ¹³ *Se*. C. D. E. T. — ¹⁴ C. — ¹⁵ *Murtre*. D. T. — ¹⁶ A. B. C. — ¹⁷ *Mortre*. D. *Murtre*. T. — ¹⁸ A. B. C. — ¹⁹ *Traysson*. A. *Trahison*. D. *Traïson*. E. T. — ²⁰ *D'atraire*. C. D. E. T. — ²¹ *Qui* manque dans C. *Que*. D. E. T. — ²² *De*. B. — ²³ *Qui n'en*. C. — ²⁴ *Dont*. B. *De quei*. C. — ²⁵ *Perdre*. D. *Pert*. T. — ²⁶ *Ou prouvé en court*. B. C. — ²⁷ D. E. T.

^a L'assise refusait le délai dans le plus grand nombre des cas, ce qui était contraire à l'usage des cours de France. (De Fontaines, c. xv, art. 52. Beaumanoir, c. vii, p. 44. Loysel, *Institutes*, l. V, t. iii, p. 240.) Mais ce désir très-louable d'abrégier les procédures était contrarié par l'esprit processif des Chrétiens d'Orient.

^b Les cas dans lesquels les gages de bataille pouvaient être remis, avaient été limités longtemps avant l'époque où l'ordonnance de saint Louis contre le duel judiciaire fut rendue. Le gage de bataille était reçu au criminel et au civil : au criminel, on admettait en France que « de tous cas de crieme l'en puet apeler ou venir à gages, si li acusieres en vient faire droite accusation. » Beaumanoir, c. lxi, p. 307. Il n'y a donc sur ce point aucune différence entre le droit français et le droit des Assises. Au civil, l'opposition était grande : on vient de voir que

tout procès sur une valeur d'un marc d'argent ou de plus, pouvait être terminé par un duel ; en France, au contraire, il y avait, à la fin du xiii^e siècle, huit sortes de matières civiles qui n'admettaient pas le duel. Ces matières qui s'étendaient aux parties les plus importantes du droit, étaient : 1° les rescousses d'héritage ; 2° l'exécution des legs testamentaires ; 3° les douaires ; 4° l'amortissement des biens d'Église ; 5° la nouvelle dessaisine, à moins que le duel ne fût réclamé par une des parties ; 6° les tutelles ; 7° les affaires où il y avait eu recort ; 8° les procès où il existait une preuve par écrit. (Beaumanoir, c. lxi, p. 326, 327.) De ce seul principe que le recort excluait le gage de bataille, à une époque où la procédure par enquête jouissait d'une si grande autorité, il est permis de conclure qu'au civil, le duel était devenu un mode de décision exceptionnel.

CHAPITRE LXXXII.

Quels¹ genz pevent faire apiau de murtre à qui² l'on est tenus³ de respondre⁴.

Por ce que le murtre est avant devizé en cest livre que les autres choses de quei l'on se⁴ peut clamer par l'assise et avoir en⁵ dreit⁶, et auquel claim il n'a⁷ point de jor et y a tornes de bataille par l'assise ou l'usage dou reiaume de Jerusalem, en parlerai je premier. Si viaus avant deviser quel maniere⁸ de gent⁹ pevent¹⁰ faire apiau de murtre, vers qui on ne se peut defendre de respondre¹¹ dou¹² murtre par l'assise ou l'usage del¹³ reiaume de Jerusalem :

Feme espouse dou murtri;

Home espous de la murtrie;

Toz parens et parentes de la sanguinité;

Toz parens et parentes de finité¹⁴;

Toz pareins¹⁵;

Totes mareines¹⁶;

Toz filluels¹⁷;

Totes fillueles¹⁸;

Toz comperes;

Totes comeres^b;

Toz ciaux et totes celles qui sont dou pays dou murtri, se il est estrange; et¹⁹ toz ciaux et totes celles qui vindrent au²⁰ passage à quei²¹ il vint, se il est d'outre mer^c;

Toz ciaux et totes celles qui ont²² esté²³ avec le murtri ou avec la murtrie²⁴ an et jor²⁵;

Le seignor ou la dame à qui²⁶ le murtri ou la murtrie ait²⁷ esté an et jor, si come est devant dit;

Toz ciaux et totes celles qui sont tenus²⁸ de fei au murtri ou à la murtrie, seit seignor ou dame, home ou feme^{29 d};

¹ *Queles*. B. — ² *Et à qui*. D. E. T. — ³ *Tenu*. B. — ⁴ *Ne se*. B. — ⁵ *Ent*. A. — ⁶ *Droit par l'assise*. B. — ⁷ *N'i a*. B. — ⁸ *Queex manieres*. B. — ⁹ *Genz*. B. C. D. E. T. — ¹⁰ *Pueent*. B. — ¹¹ B. C. D. E. T. — ¹² *Del*. C. — ¹³ *Dou*. B. C. — ¹⁴ *De feauté*. B. *D'afinité*. C. D. E. T. — ¹⁵ *Parrains*. B. *Parains*. C. D. E. T. — ¹⁶ *Marraines*. B. *Maraines*. C. D. E. T. — ¹⁷ *Filleus*. B. E. *Fileuls*. C. *Filous*. D. *Fillous*. T. — ¹⁸ *Filleules*. B. C. E. *Fileures*. D. *Filleures*. T. — ¹⁹ *Et manque dans* B. C. D. E. T. — ²⁰ *Furent ou*. B. — ²¹ *Où*. B. — ²² *Auront*. C. — ²³ *Esté asos*. C. — ²⁴ *Celes avec qui le murtri ou la murtrie a esté*. B. — ²⁵ *Ce qui suit, jusqu'à an et jor, manque dans* D. E. T. — ²⁶ *Ou qui*. C. — ²⁷ *A. B. Aura*. C. — ²⁸ *Tenues*. B. — ²⁹ *Ce qui suit, jusqu'à an et jor ou plus, manque dans* D. E. T.

^a Les chapitres LXXXII-XCIV traitent uniquement du meurtre et de l'homicide. Aucun code, ni aucun ouvrage de jurisprudence, composés au moyen âge, ne donnent sur cette partie de la législation criminelle, des explications aussi étendues et aussi curieuses.

^b Le législateur avait, dans ce cas, transformé en affinité civile, l'affinité spirituelle qui, selon la loi religieuse, existe entre le parrain et la marraine d'un côté et leur filleul de l'autre, et qui unit également entre eux le parrain et la marraine.

^c Cette disposition fut inspirée par une pensée sage et politique : on avait senti qu'il était utile de créer une sorte de parenté entre des hommes qui abandonnaient les mêmes contrées pour venir, au milieu de périls de tout genre, soutenir la puissance des Chrétiens en Orient, et qui s'étaient liés les uns aux autres pendant la traversée, afin qu'ils comprissent qu'arrivés sur une terre étrangère, ils y trouveraient des amis et au besoin des vengeurs.

^d Voyez Britton, c. xxiii, p. 76, ed. de Houard.

Toz ciaux et totes celles qui ont esté en la compaignie dou murtri ou de la murtrie an et jor ou plus;

Toz ciaux et totes celles qui sont dou comun dou murtri ou de la murtrie, se il est de ¹ comune ^{2 a};

Toz ciaux et ³ totes celles qui sont de la ⁴ frairie ⁵ del ⁶ murtri ou de la murtrie, se il est de frairie ^{b 7};

Feme ⁸, se elle a esté soignant ⁹ dou murtri;

Home qui a tenue la feme en soignante ¹⁰;

Mais feme qui a ¹¹ baron ne peut faire apiau de murtre ¹² que par l'otrei de son baron ^c.

Et por ce le pevent ¹³ ces ¹⁴ manieres ¹⁵ de genz faire ¹⁶, et autres non; que ¹⁷ il est bien semblant que amor ¹⁸ les meine ¹⁹ à ce que il font ²⁰ l'apel por l'amor qui a esté entr'iaus et le murtri ou la murtrie, et non por hayne ²¹ ne ²² por luier ²³, ne ²⁴ por malice ^d.

¹ De la. c. — ² Costume. D. E. T. — ³ Ou. B. — ⁴ Sa. B. — ⁵ La fin de la phrase manque dans B. *Frerie*. D. E. T. — ⁶ Do. C. — ⁷ De la frerie. D. E. T. — ⁸ Et feme. B. — ⁹ Soignant. B. *Essoignant*. c. — ¹⁰ Home, se il a la murtrie tenue assoignante. B. *Home*, se il a tenue la murtrie assoignantage (à soignante. D. E. T.) c. D. E. T. — ¹¹ Est. D. Ait. E. T. — ¹² De murtre manque dans B. c. — ¹³ Pueent. B. *Peut*. D. E. T. — ¹⁴ Teles. B. *Tel*. D. E. T. — ¹⁵ Maniere. D. E. T. — ¹⁶ Apeller. D. *Apeler*. E. *Appeller*. T. — ¹⁷ Car. B. — ¹⁸ Amors. B. c. — ¹⁹ Maine. B. *Moine*. c. — ²⁰ Facent. B. — ²¹ Haine. c. D. E. T. — ²² Ou. D. T. — ²³ Louer. D. *Loer*. E. *Lover*. T. — ²⁴ Ou. D. T.

* Il n'y avait pas, à proprement parler, de communes organisées dans les possessions des Chrétiens en Orient; cependant les habitants de quelques villes, et particulièrement ceux de Jérusalem, jouissaient de privilèges et portaient le titre de *bourgeois*: on conçoit que l'auteur, préoccupé de ce qui existait en Europe, ait employé les mots *comun* et *comune* pour désigner une ville quelconque et ses habitants. Voyez, sur les privilèges des bourgeois de Jérusalem, c. VII, p. 31, et Guillaume de Tyr, l. XII, c. xv.

^b La confrérie établissait, entre ceux qui en faisaient partie, les liens les plus étroits. Lorsqu'en 1231 les amis de Jean d'Ibelin, bail du royaume de Chypre, que l'empereur Frédéric II avait dépossédé, voulurent obtenir du secours contre les injustices du lieutenant de ce prince, ils vinrent à Acre se faire recevoir dans la confrérie de Saint-André, et alors ces seigneurs et les habitants de la ville « furent tenus les uns as autres. » Jean d'Ibelin arriva bientôt. « Quant il fu là, si fist assembler les gens de la ville, chevaliers, et borgois et l'autre pueple, et devant tous jura la frairie saint Audrien au letrin de l'eglise. » Immédiatement après, et sur sa demande, les habitants prennent les armes et attaquent la flotte impériale qui venait d'entrer dans le port. (Continuateur de Guillaume de Tyr, l. XXV, n° 12 et 15, dans le t. V, col. 708 de l'*Amplissima Collectio* de D. Martene.)

^c « Se feme apele qui ait baron, li apiaux est de nule valeur; car sans l'auctorité de son baron, ne se puet metre en tel cas en court pour apeler. » Beaumanoir, c. LXIII, p. 322. On lit dans Britton, c. XXIII, p. 78: « De femes volons nous que nule ne pusse appeller de felonie de mort de home, fors que de la mort son baron tué dedens l'an et le jour, entre ses bras. Et de enfaunt occys dedens son ventre ne poit ele mye appeller. Car nul ne est tenu à respondre à l'appelle de felonie, où le pleyntyfe ne set nosmer le nosme cely à qui la felonie

« auera esté fait. » Voyez du Cange, *Glossarium*, verbo *Baro*, où il cite ce passage des Assises.

^d Les lois romaines n'accordaient pas à chacun le droit d'accuser; elles exceptaient les personnes qui, à raison de leur indignité ou de leur incapacité légale, étaient placées en dehors du droit commun. (*Cod. Theod.* l. IX, t. I.) Les anciennes lois françaises imitèrent sur ce point le droit romain, et prirent en considération la qualité de l'accusateur et le degré de confiance qu'il méritait. (*Capitul. I*, ann. 789, c. XLIV; ann. 801, c. XXIV. *Capitularia*, l. V, c. CCCXCIX; l. VII, c. CLXXXVII.) Les lois féodales, en régularisant l'usage du duel dans les tribunaux, furent amenées à limiter le droit d'accuser, qui, s'il avait été abandonné à toute personne habile à combattre, aurait consacré l'autorité des hommes les plus audacieux. Le *Regiam majestatem*, recueil de lois mis en latin par ordre de David II, roi d'Écosse, en 1330, mais qui remonte au XII^e siècle, est le code du moyen âge qui restreint le plus cette faculté: selon ce recueil, l'accusation ne devait, en cas de meurtre, être présentée que par un parent consanguin, et, en cas d'homicide, par une personne que les liens de la consanguinité ou ceux de l'hommage ou de la suzeraineté unissaient au défunt. (L. IV, c. v, n° 4 et 7, p. 243.) Il ne paraît pas qu'en France, et particulièrement dans la Normandie, le droit d'accuser, en cas de meurtre, fût accordé aux frères d'une manière positive; car il existe un statut de l'échiquier de Caen (Pâques 1237), ainsi conçu: « Il fu acordé que li freres à celui qui est ocis, ou li plus prochiens del lignage, puet sivre de sa mort, si que il n'em face pas pès; et se cil qui en est suivis se puet desfandre, il en remaingne toz quites à fin: ce fut fet se il plect au roi. » Nous devons faire remarquer que le texte latin de ce règlement, donné par un manuscrit, porte au lieu des mots: « li plus prochiens del lignage, » ceux-ci: *de affinitate matris illius*. (Marnier, *Établissements et coutumes, assises et arrêts de l'échiquier de Normandie*, p. 174.)

CHAPITRE LXXXIII.

Coment¹ l'on deit plaideer de murtre soutilment², et quant selonc³ le cours uzé⁴.

Plait de murtre est moult subtil, et moult le peut on soutilment plaideer qui⁵ faire le set, mais que l'on⁶ seit bien entendu⁷. Et⁸ quant l'on est bien entendu, il peut moult valeir à celui por qui⁹ l'on plaidee soutilment; et quant l'on n'en est¹⁰ bien entendu, le plaideer¹¹ dou murtre soutilment est¹² perillous, por ce que l'on porroit¹³ metre en perill celui à¹⁴ qui conseil l'on¹⁵ est, par non¹⁶ estre bien¹⁷ entendu, se il est defendeur, d'estre ataint et pendu; et se il est apeleor¹⁸, de perdre sa carelle¹⁹ et sa bataille²⁰, ensi²¹ que celui que il²² appelle²³ s'en ira quitte²⁴ et delivre sans bataille. Que mainte²⁵ feis avient que le parleor dit²⁶ bien et soutilment ce que il deit, et²⁷ la court l'entent mau, et recorde²⁸ et juge les paroles autrement que il ne les a dites; por ce que la court n'a²⁹ les paroles bien³⁰ entendues. Et por ce deit celui qui de murtre viaut plaideer³¹ soutilment, se il faire le set³², esgarder³³ et veir, quant il viaut de murtre plaideer soutilment, quels³⁴ sont les homes de la court qui lors y sont³⁵ por jugier ce que il dira; et se il cuide que il seient sages et bien entendanz³⁶, et que il entendent³⁷ et reteignent³⁸ bien et soutilment les paroles³⁹ que il dira, si⁴⁰ plaidee dou murtre le⁴¹ plus soutilment que il porra et⁴² saura. Et se il ne⁴³ li semble que ciaux qui⁴⁴ lors sont⁴⁵ en la cort⁴⁶, seient tels que il⁴⁷ n'entendent bien et soutilment⁴⁸ ce que il dira, si ne s'entremete mie de plaideer soutilment, en maniere que celui à⁴⁹ qui conseil il est, se⁵⁰ il est apelé, seit ataint dou⁵¹ murtre, se il n'est bien entendu; et se il est apeleor, que le defendeur s'en delivre sanz aerdre sei⁵² à lui de bataille.

¹ Quant. B. C. D. E. T. — ² B. D. E. T. — ³ Se. D. E. T. — ⁴ Le cas usé. B. — ⁵ Que. E. T. — ⁶ Que il. D. E. T. — ⁷ Entendant. B. — ⁸ Car. B. — ⁹ Por que. C. — ¹⁰ L'on n'est. B. — ¹¹ Plaideour. B. Plaideor. C. Plaidoir. D. Plaideoir. E. T. — ¹² Est mout. B. — ¹³ Pereit. A. — ¹⁴ En. B. — ¹⁵ Il. D. E. T. — ¹⁶ Pour ne. D. T. — ¹⁷ B. C. D. E. T. — ¹⁸ Apeleour. B. — ¹⁹ Sa carelle et manque dans C. D. E. T. — ²⁰ B. C. — ²¹ Si. C. — ²² B. — ²³ Celui qui est appelé. T. — ²⁴ Quitez. B. — ²⁵ Maintes. B. C. — ²⁶ Die. D. T. — ²⁷ Et que. B. C. — ²⁸ Et recorde mal. B. — ²⁹ Ne. B. — ³⁰ B. C. D. E. T. — ³¹ Qui plaidoie de murtre. D. E. T. — ³² Seit. A. — ³³ Esgardeer. A. — ³⁴ Quez. B. Qués. C. Que. D. E. — ³⁵ Que tous les homes de la court lors y soient. T. — ³⁶ Entendus. D. E. T. — ³⁷ Il entent. A. — ³⁸ Recordent. B. Retienent. C. D. T. Retiegnent. E. — ³⁹ Soutilment ce. B. — ⁴⁰ Si manque dans B. — ⁴¹ Au. B. — ⁴² B. C. — ⁴³ Ne manque dans B. — ⁴⁴ Que. T. — ⁴⁵ I sont. B. — ⁴⁶ C. — ⁴⁷ B. — ⁴⁸ B. C. — ⁴⁹ En. B. — ⁵⁰ Il est, se manque dans C. — ⁵¹ De. B. D. E. T. — ⁵² S'en. B. C. D. E. T.

Si le droit des frères eut besoin de confirmation, on en doit conclure que la faculté d'accuser était peu étendue. Les lois féodales surent prévenir l'abus des accusations, en déclarant, conformément au droit des Capitulaires (Baluze, II, 485), que l'accusateur, s'il ne prouvait pas, devait être puni comme l'accusé l'aurait été. (*Établissements*, I, III; II, XI. Beaumanoir, c. LXI, p. 315. *Anc. Coust. de Normandie*, c. CVII.)

* Les *Établissements* prononcent d'une manière générale et peu précise sur le meurtre (l. I, c. XXV, XXVII, LXXXII), sujet dont Beaumanoir ne s'occupe pas spécialement, et que les jurisconsultes anglo-normands ont

traité, mais sans entrer dans les développements nécessaires. (*Code de Henri I*, c. LXXXVIII-XCIV. *Regiam majestatem*, l. IV, c. v. *Fleta*, l. I, c. XXIII, XXX. Britton, c. v, vi. *The Myrror of justice*, c. 1, sect. 8.) Voyez sur la jurisprudence en matière de meurtre, dans les cours de Normandie, Marnier, *Assises et arrêts*, p. 26, 50, 174, 178, 194, et pour les autres provinces de la France, la table du XI^e volume du *Recueil des ordonnances des roys de France*, au mot *Homicide et meurtre*, p. c, où sont indiquées les dispositions variées et curieuses à étudier, d'un grand nombre d'anciennes coutumes, sur la punition de ces crimes.

CHAPITRE LXXXIV.

Quel¹ soutillance² il y³ a en plait de murtre.

La soutillance⁴ dou plait dou⁵ murtre est en ce, ce me semble, que qui plaidée de⁶ murtre, et il est au conseil de l'apeleor, que il se⁷ garde, sur totes riens⁸, que il, à l'apel faire et⁹ à son gage doner, ne le face ensi que il se¹⁰ mete en faus gages; ne que celui que il apele s'en eschampisse¹¹ sanz bataille de cel apel¹²; et que celui qui est au conseil de celui que¹³ on a apelé¹⁴ de murtre¹⁵, se garde que il ne die chose par¹⁶ quei celui qui est apelé de murtre en¹⁷ seit ataint, ne que deus homes ou plus le puissent apeler de cel murtre, à qui il li¹⁸ coveigne¹⁹ à²⁰ respondre ne²¹ aerdre sei²² à eaus²³ de bataille, et que il se peine²⁴ ce²⁵ que il porra de faire celui à qui conseil il est, partir se²⁶ quitte de la bataille, se il faire le peut, sanz metre le en perill d'estre ataint dou²⁷ murtre; et, se il faire ne le peut, de metre son aversaire en faus gages²⁸ et lui en leaus²⁹, gardant sei³⁰ des choses devant dites.

CHAPITRE LXXXV.

Quel chose est murtre, et pour quei l'on le³¹ deit savoir; et que deit faire et dire celui³² qui viaut faire apiau de murtre.

Qui viaut faire apel de murtre, il deit savoir que est murtre, por garder sei quant il fera l'apeau de³³ murtre³⁴ que il ne se mete en faus gage³⁵. Murtre est quant home est tué de nuit ou en leuc³⁶ respost³⁷ dehors ville³⁸ ou dedenz ville³⁹.

¹ Quelle. D. E. Quele. T. — ² Soutillence. D. T. — ³ D. E. T. — ⁴ La soutillance. C. Soutillence. D. T. — ⁵ De. B. — ⁶ Dou. D. E. T. — ⁷ Le. B. C. Se manque dans D. E. T. — ⁸ Sor (sur. C. E. seur. D. T.) toutes choses. B. — ⁹ Ne. B. — ¹⁰ S'i. C. — ¹¹ Il apele s'eschampisse. B. C. Il apele n'eschampisse. D. E. T. — ¹² De cel apel manque dans C. — ¹³ Qui. C. — ¹⁴ On apele. B. D. E. T. Est apelé. C. — ¹⁵ Ce qui suit, jusqu'à murtre, manque dans D. T. — ¹⁶ Por. C. — ¹⁷ De murtre en manque dans B. Ne. D. E. T. — ¹⁸ Li manque dans T. — ¹⁹ Covient. C. Conviene. D. Conveigne. E. T. — ²⁰ A manque dans T. — ²¹ Et. B. C. D. E. T. — ²² S'en. C. Se. D. E. T. — ²³ A lui. C. — ²⁴ Il s'en paine. C. Il se preigne. D. T. Il se peigne. E. — ²⁵ A ce. D. E. T. — ²⁶ S'en. B. C. D. E. T. — ²⁷ De. B. D. E. T. — ²⁸ Gage. B. — ²⁹ Loiaus guages. C. — ³⁰ Et gardoit se bien. B. — ³¹ Le manque dans D. E. T. — ³² Celui manque dans C. D. E. T. — ³³ Dou. C. — ³⁴ B. C. — ³⁵ Gages. B. T. Guages. C. D. E. — ³⁶ B. — ³⁷ Repost. B. Repos. D. E. T. — ³⁸ Ville manque dans B. C.

* Cette définition est insuffisante, car elle s'applique également à l'homicide commis par imprudence ou dans le cas de légitime défense, ce qui est aussi le défaut de celle qu'on trouve dans le *Regiam majestatem*, c. v, p. 234. La définition fournie par les *Établissements* paraîtra meilleure sous quelques rapports : « Meurtre si est d'home et de feme, quand en les tue en leur lict, ou en aucune maniere, pour que ce ne soit en meslée. » L. I, c. xxv. Si ces définitions et plu-

sieurs autres semblables que nous pourrions citer sont imparfaites, il n'en est pas moins vrai qu'il y avait quelque mérite aux législateurs de ce temps, de savoir distinguer le meurtre de l'homicide; ce que n'avaient pas fait les rédacteurs des Capitulaires, qui se sont contentés de qualifier l'homicide, selon ses circonstances. Ainsi, on lit dans les *Établissements* : « Home murtri et « home tué autrement que murtre, n'est pas une chose, « car le tué sans murtre est homicide. » L. I, c. xxii.

Et qui viaut faire apeau de murtre, il deit faire apporter le cors murtri devant l'ostel¹ dou seignor² ou el³ leuc qui⁴ est establi que l'on porte les murtris^a. Après⁵ deit venir devant le⁶ seignor et demander conseil. Et quant il aura conseil, si face dire par son conseil⁷ : « Sire, faites⁸ veir cel cors qui l'aval⁹ gist, « qui a esté murtri. » Et le seignor i deit envoyer¹⁰ maintenant trois de ses homes : l'un en son leuc, et les deus en leuc de¹¹ court. Et les trois homes que le seignor y envée doivent aler veir le¹² cors¹³ et querre se il a cos¹⁴; et se il a cos¹⁵, veir quels¹⁶ les cos¹⁷ sont et quanz¹⁸; et puis revenir devant le seignor, et dire li en la presence de la court : « Sire, noz avonz veu cel cors que vos nos¹⁹ mandastes veir; « et avons veu les cos que il a : » et doivent dire quanz²⁰ cos il²¹ a²², et en quel leuc il les a, et de quel chose il lor semble que il aient esté fais. Et se il n'a²³ cos, ou il n'a²⁴ aucune²⁵ entreseigne²⁶ par quei il²⁷ semble que il ait²⁸ esté murtri, il le doivent dire au seignor; et se il ne²⁹ voient aucune entreseigne en cel³⁰ cors, il doivent dire au seignor³¹ : « Sire, noz avons veu cel cors, mais³² noz n'i avons veu nul « cop, ne bleceure³³ nulle³⁴, ne chose³⁵ par quei il nos semble que il ait³⁶ esté mur- « tri. » Et se il a³⁷ en cel cors aucune chose par quei il semble qu'il ait³⁸ esté murtri, maintenant après ce que les trois devant diz homes³⁹ l'auront dit au seignor en la court⁴⁰, celui qui viaut faire l'apiau deit faire⁴¹ dire par son conseil au seignor : « Sire, tel se claime à voz de tel qui a tel⁴² murtri. Faites le venir⁴³ en vostre « presence; si orrés coment⁴⁴ il porportera⁴⁵ son claim contre lui. » Et l'avamparlier⁴⁶ deit nomer toz les trois par leur noms, se il set⁴⁷, et leur surnoms⁴⁸, ce est assaveir celui à qui conseil il est, et celui sur qui il met le murtre, et le murtri. Et maintenant le seignor deit faire querre celui à qui l'on met sus le murtre, se il est⁴⁹ son home, et prendre le⁵⁰ et metre le⁵¹ en sa prison^b. Et maintenant que il l'aura en son poeir, il le deit faire assaveir⁵² au clamant. Et il me semble

¹ *Li hostel*. D. T. — ² *Devant le seignor*. B. — ³ *En*. B. A. D. E. T. — ⁴ *Où il*. B. C. — ⁵ *Et après*. C. — ⁶ *Venir au*. B. — ⁷ *Conseill, si die*. B. C. *Conseill, si die son conseil*. D. E. T. — ⁸ *Mandés faire*. B. C. D. E. T. — ⁹ *Qui là hors*. B. *Qui là aval*. C. — ¹⁰ *Mander*. B. C. *Alors envoyer*. D. T. — ¹¹ *Et deus com*. D. E. T. — ¹² *Cel*. B. *Sel*. C. *Ce*. D. E. T. — ¹³ *Ce qui suit, jusqu'à et quanz*, manque dans D. E. T. — ¹⁴ *Cous*. B. — ¹⁵ *Cous*. B. — ¹⁶ *Queux*. B. *Qués*. C. — ¹⁷ B. C. — ¹⁸ *Et quanz* manque dans B et C, où on lit à la place de ces mots ceux-ci : *que cil (cel. c.) cors a*. — ¹⁹ B. C. — ²⁰ *Quant*. D. E. T. — ²¹ *Il* manque dans D. T. — ²² *Il y a*. C. — ²³ *Il n'i a*. D. E. T. — ²⁴ *Et il a*. B. *Et il ait*. C. *Et il y a*. D. E. T. — ²⁵ *Autre*. B. *Aucune autre*. C. E. *Aucun autre*. D. T. — ²⁶ *Entresigne*. D. T. — ²⁷ *Il lor*. B. D. E. T. — ²⁸ *Il a*. D. E. T. — ²⁹ *N'i*. C. — ³⁰ *Celui*. C. — ³¹ B. C. *Et se il voioint (vivoient. E. n'avoit. T.) aucune (aucun. T.) entresigne (entreseigne. T.) en celui (celui. T.) cors par quoi (par que. T.) il lor semble que il ait (est. D.) esté murtri, il le doivent (ils doivent. D.) dire au seignor*. D. E. T. — ³² *Més*. B. *Et*. D. T. — ³³ *Blesseure*. D. E. *Blessure*. T. — ³⁴ *Nulle* manque dans D. E. T. — ³⁵ *Ne nulle chose*. D. E. T. — ³⁶ *Il a*. D. T. — ³⁷ *Il y a*. T. — ³⁸ *Il a*. T. — ³⁹ B. — ⁴⁰ *En la court* manque dans B. — ⁴¹ *Faire* manque dans T. — ⁴² *A vos por tel qui a esté*. B. — ⁴³ *Venir devant vos*. B. — ⁴⁴ *Com*. D. T. — ⁴⁵ *Portera*. B. C. D. E. T. — ⁴⁶ *Et l'avantparlier*. B. C. D. E. T. — ⁴⁷ *Seit*. A. — ⁴⁸ *Par lor nons et dire leurs seurnons (lor surnons. C.), se il les set*. B. C. *Par lor nons (nom. D. E. T.) et dire leurs (lor. C. T. leur. D. E.) seurnons (surnons. C. E. sournons. D. T.), se il les (le. T.) set (sait. D. E.)* B. C. D. E. T. — ⁴⁹ *N'est*. C. D. E. T. — ⁵⁰ *Et prendre le* manque dans D. E. T. — ⁵¹ B. C. D. E. T. — ⁵² *Savoir*. B.

* D'après les anciennes lois des Français, le magistrat devait se transporter sur le lieu où le cadavre était gisant. (Baluze, II, 485.) Selon un ancien usage, tiré de la loi des Ripuaires (tit. LXXVII) et transporté par les Normands en Angleterre, *si murtherum inveniatur alicubi, conveniat ibi hundretum cum præposito et vicinis, et sive cognoscatur sive non, custodiatur septem diebus super cletam unam elevatus, lignis nocte circum accensis, et circumquaque nunciatur, multa promissione munerum et datione eum fore cumulandum, si quis eos adjuvaret*. Code de Henri I, c. XCII, p. 366.

^b L'accusé était mis en état d'arrestation sur la simple allégation du plaignant, ce qui était peu équitable. La disposition de l'*Usage de Tourenne et d'Anjo*, c. CVII, semblera plus naturelle : « Se einsit avenoit que aucuns « applast un autre de murtre ou de traison ou de autre « maufeit dom il deust perdre vie ou membre, la jou- « tice doit tenir les cors des deus an prison egal, que « l'un ne soit plus au malese de l'autre. » Manuscrit de la Bibliothèque royale, fonds de Colbert, 10293, f° 8 v°.

que se le seignor viaut bien faire, il ¹ deit mander à celui qui est aresté ² por le murtre, trois ³ de ses homes : l'un en son leuc, et les deus ⁴ come court; et que ⁵ celui qui est en leuc dou ⁶ seignor li die ⁷ : « L'on te met sus tel murtre : coment « et ⁸ porquoi le feis tu ⁹, et qui fu o ¹⁰ tei à ¹¹ faire le? » Et se il le coneust ¹² et nome aucun ¹³ qui fucent ¹⁴ en sa compaignie, le seignor deit faire celui pendre come murtrier, et les autres prendre et metre en sa ¹⁵ prison, et enquerre le miaus qu'il porra se il est veir ¹⁶, si ¹⁷ come li ¹⁸ a dit celui ¹⁹, que il fucent ²⁰ o lui au murtre faire. Et se il en peut estre certain par autre que par celui qui le murtre aura fait ²¹, il en deit faire de s'auctorité ²² justise; que ²³ chascun bon ²⁴ seignor deit estre bon justisier et dreiturier. Et celui qui ²⁵ dist ²⁶ qu'il aveit ²⁷ fait le murtre et que ciaux avoient esté o lui qui sont arestés ²⁸, ne deit mie estre creu de ce qu'il dira d'iaus, si que par son dit il seient justisiés ^a. Mais il doivent bien estre arestés ²⁹ par ³⁰ son dit, tant que la verité en soit seue : et por ce ai jè ³¹ devant dit que le seignor deit faire justise de ciaux qui furent o le murtrier au ³² murtre faire ³³, s'il en ³⁴ est certain que il donerent force et aye ³⁵ au murtre faire : que autant ³⁶ vaut qui ³⁷ tient come qui escorche ^{38 b}. Que espeir celui qui fist le ³⁹ murtre ne l'eust mie fait, se ⁴⁰ ne fust par l'aye ⁴¹ et ⁴² la force de ciaux qui o lui furent. Et se il née le murtre, il le deit faire garder en sa prison an et jor, se celui qui se clama ⁴³ de lui dou murtre, ou autre qui apeler l'en puisse par raison, ne l'apelle ⁴⁴; et se le dit terme ⁴⁵ passe ⁴⁶, le seignor le deit laisser ⁴⁷ aler, et il est quitte de cel ⁴⁸ murtre, si que il n'est plus ⁴⁹ tenus de respondre à nul qui l'en appelle ^{50 c}. Et por ce le ⁵¹ deit le seignor faire demander en la maniere dessus dite ⁵² se il a fait le murtre; que se il le conoist ⁵³, que il en face justise sanz apel et sanz bataille. Que chascun seignor deit estre curieux et ententif de faire justise de murtrier ⁵⁴, por chastier les autres qui ⁵⁵ ne le seient.

¹ Il li. c. — ² Arresté. B. D. T. — ³ Par III. B. — ⁴ Et les deus autres. D. T. — ⁵ Que manque dans D. E. T. — ⁶ De. B. — ⁷ Li doit dire. T. — ⁸ Ne. c. — ⁹ Le fis tu. T. — ¹⁰ Ou. B. — ¹¹ Au. B. — ¹² Conoist. B. C. D. E. T. — ¹³ Aucuns. B. C. — ¹⁴ Fussent. B. D. E. T. — ¹⁵ Sa manque dans B. C. La. D. T. — ¹⁶ Voirs. B. Voir. C. D. E. T. — ¹⁷ Se. D. T. — ¹⁸ Il li. B. Il. C. D. E. T. — ¹⁹ Celui manque dans B. C. D. E. T. — ²⁰ Fussent. B. D. E. T. — ²¹ Qui le murtre aura fait manque dans B. C. D. E. T. — ²² S'auctorité. C. D. E. T. — ²³ Car. D. E. T. — ²⁴ Bon manque dans B. Bon seignor manque dans D. E. T. — ²⁵ Que il. T. — ²⁶ Dit. B. D. E. T. — ²⁷ Qu'il a. B. Qu'il l'avoit. C. — ²⁸ Qui sont arestés manque dans B. C. D. E. T. — ²⁹ Arrestez. B. Arrestés. D. T. — ³⁰ Por. C. — ³¹ B. C. D. E. T. Ai ge. A. — ³² O le. C. A. D. T. — ³³ Ce qui suit, jusqu'à faire, manque dans D. E. T. — ³⁴ En manque dans B. C. — ³⁵ Et aide. B. Ne aie. C. — ³⁶ Et que tant. D. E. T. — ³⁷ Cil qui. D. E. T. — ³⁸ Escorche. C. — ³⁹ Ce. C. — ⁴⁰ Se ce. D. E. T. — ⁴¹ L'aide. B. T. L'aie. C. D. E. — ⁴² Ou par. D. T. — ⁴³ Claimé. C. — ⁴⁴ Ou autre ne le veulle (viaut. c.) apeler de cel murtre. B. C. — ⁴⁵ Et se l'an et le jor. B. C. — ⁴⁶ Passe que celui qui se clama (claimé. c.) de lui dou murtre ou autre qui apeler l'en puisse par raison, ne l'apele. B. C. Et se le dit terme passe manque dans D. E. T. — ⁴⁷ Faire laisser. D. E. T. — ⁴⁸ D'ou. C. — ⁴⁹ Il n'en est puis. B. — ⁵⁰ Apelast. C. Apellast. D. Appellat. E. Appellast. T. — ⁵¹ Li. B. C. Le manque dans D. E. T. — ⁵² Que se. B. — ⁵³ Que se il le conoist manque dans B. Que se il le conoisse. C. — ⁵⁴ De murtriers. B. C. Des murtriers. D. E. T. — ⁵⁵ Que il. B. Qu'il. C.

^a *Reorum confessiones pro exploratis facinoribus haberi non oportere, si nulla alia probatio religionem cognoscentis instruat.* Dig. I. XLVIII, t. XVIII, l. 1, § 17.

^b Ou, en d'autres termes : « Li consenteur si sont « aussi bien pugniz comme li maufeteur. » *Établissements*, l. I, c. xxxii.

Ibelin tire ses axiomes de droit de nos anciennes coutumes ; on lit dans les *Institutes* de Loysel, l. VI, t. 1, art. 5 : « Assez ecorche qui le pied tient, » proverbe qui est la répétition de ce vers du *Romant du Renart*, v. 12804 :

Bien escorche qui le pié tient ;
et qui a été développé en deux vers latins que l'on trouve

dans le *Thresor de la langue françoise* de Nicot, *Proverbia*, p. 2 :

Pellem vellent par poena, pedemque tenenti ;
Excoriat vaccam, qui tenet usque pedeim.

^c Le seigneur ne pouvait punir le coupable que dans le seul cas où celui-ci confessait son crime ; mais si le plaignant n'appelait pas l'accusé au combat, et que ce dernier continuât de nier, quels que fussent les preuves, le nombre et la force des témoignages, l'accusé, après un an et un jour de détention, devait être mis en liberté. La punition des coupables appartenait donc, par le fait, au plaignant, et non au seigneur.

CHAPITRE LXXXVI.

Que deit faire celui ou celle qui ¹ le murtre ² a présenté ³ à ⁴ court, et se il seit ⁵ que le murtrier ⁶ est ⁷ aresté.

Quant celui qui a le murtre présenté, set ⁸ par le seignor ou par autre, que celui sur qui il a mis le murtre est ⁹ aresté, il deit venir avant ¹⁰ devant le seignor en la cort; et se il ¹¹ maintenant fait ¹² l'apel, il le deit faire si come est après devizé ¹³; et se il maintenant ne le viaut faire, et il est tel que il le puisse faire par champion, il deit dire au seignor : « Sire, voz avés ¹⁴ aresté tel home de « qui ¹⁵ je me clamai de tel murtre. Je voz pri et requier que voz le faites ¹⁶ garder en vostre prison, tant que je seie ¹⁷ aisé ¹⁸ de mon claim porsivre contre « lui, si come je deis ¹⁹. » Et le seignor li deit respondre : « Je ²⁰ ferai ce que je « deverai ²¹. » Et il ²² deit faire garder celui ²³ si come il est dit dessus. Et se celui de qui l'on se clame de ²⁴ murtre se mete ²⁵ en yglise ou en maison de religion, tel que le seignor ne le peut ²⁶ faire prendre ²⁷, si tost come le seignor le set, il deit bien ²⁸ faire garder cel leuc que il ne s'enfuie ²⁹ ^a. Et le deit faire semondre à ³⁰ jor nomé et en leuc mouti par trois de ses homes, et que il establisse l'un en son leuc et les autres deus en leuc ³¹ de court. Et les trois semoneors deivent querre celui de qui ³² l'on s'est clamés ³³ del ³⁴ murtre tant que il ³⁵ le truisent ³⁶; et quant il l'auront trové, celui qui est en leuc dou seignor deit ³⁷ dire ³⁸ : « Mon seignor tel ³⁹, » et le nome, « voz semont ⁴⁰, et je ⁴¹ por lui ⁴², que voz seiés « à tel jor devant lui en tel leuc à ⁴³ respondre à tel qui ⁴⁴ de voz s'est clamés ⁴⁵ « que voz avés tel murtri; » et le nome. Et ce deit dire ⁴⁶ par treis feis, et li mete ⁴⁷ le jor que le seignor li aura comandé; et nome le leuc où il le semont ⁴⁸ de venir faire dreit dou murtre; et puis die à ciaux qui sont venus o lui : « Je vos comans ⁴⁹, de par mon seignor, que voz seés garenz de la semonce ⁵⁰ que je ai faite ⁵¹ « por lui en voz presences ⁵², si que voz le puissiés ⁵³ recorder come court, quant « besoin ⁵⁴ sera. » Et se celui que il ⁵⁵ semont ⁵⁶ se part ⁵⁷ de là et ne vueille la semonce ⁵⁸ oyr, ne laisse pas por ce le semoneor la semonce à faire ⁵⁹. Que por sa

¹ Que. T. — ² Murtri. T. — ³ Present. B. — ⁴ En. B. D. E. T. — ⁵ Sait. B. — ⁶ Murtrer. C. — ⁷ Soit. B. Ait esté. D. E. T. — ⁸ Ou soit. D. T. — ⁹ Soit. B. — ¹⁰ Avant manque dans B. C. D. E. T. — ¹¹ Et se il viaut. C. — ¹² Faire. C. — ¹³ Devisé en cest livre. C. — ¹⁴ Nous avons. D. E. T. — ¹⁵ De quey. C. — ¹⁶ Faciés. B. — ¹⁷ Soi. C. D. E. Sois. T. — ¹⁸ Aaisiez. B. Aisé. C. D. E. T. — ¹⁹ Doi. B. C. — ²⁰ Je en. C. — ²¹ Deverais. A. — ²² Et il le. B. C. D. E. T. — ²³ Celui manque dans B. C. D. E. T. — ²⁴ Dou. B. De tel. E. T. — ²⁵ Met. C. T. Gete. D. — ²⁶ De quoi la seignorie ne le puisse. B. Tel (telle. D. E. T.) que le seignor ne le puisse. C. D. E. T. — ²⁷ Prendre ne arrester. D. E. T. — ²⁸ Bien manque dans C. — ²⁹ Ne s'enfuit. A. — ³⁰ Au. D. E. T. — ³¹ Com. D. E. T. — ³² De quoi. D. E. T. — ³³ Clamé. C. — ³⁴ Dou. B. De. C. D. E. T. — ³⁵ On. D. T. Home. E. — ³⁶ Treussent. C. Trouve. D. Treusse. E. Treuse. T. — ³⁷ Li doit. B. C. D. E. T. — ³⁸ A l'om. B. — ³⁹ Tel manque dans B. C. — ⁴⁰ Semons je. D. E. T. — ⁴¹ Et je manque dans D. E. T. — ⁴² Ce qui suit, jusqu'à leuc, manque dans D. E. T. — ⁴³ Por. B. C. D. E. T. — ⁴⁴ Que. D. T. — ⁴⁵ Clamé. C. — ⁴⁶ Et le die. B. Et ce die. C. D. E. T. — ⁴⁷ Motisse. B. — ⁴⁸ Semondront. C. — ⁴⁹ Comant. B. C. — ⁵⁰ Semonsse. B. — ⁵¹ Je fais. D. T. — ⁵² Vostre presence. B. D. E. T. — ⁵³ Puissés. C. — ⁵⁴ Meštier en. D. Leu. E. T. — ⁵⁵ Qui est. T. — ⁵⁶ Semons. B. T. — ⁵⁷ S'en part. D. S'empart. E. T. — ⁵⁸ Semonsse. B. — ⁵⁹ De faire sa semonse. B.

^a « Il fu jugié que li evesque d'Evreues n'aura pas la
« sesine d'un home que li sergent le roi pristrent en la

« meson l'evesque, por ce que il avoit ocis .i. home en la
« vile l'evesque. » *Ech. de Rouen*, 1238. (Marnier, p. 178.)

partie ¹ ne demorre que la semonce ² ne seit valable ³, puisque il l'a comen-siée ⁴ en sa presence. Et se celui que l'on viaut semondre de murtre ⁵ est home dou seignor, le seignor ne peut metre main en lui ne en son fié ne en ses ⁶ choses, que par l'esgart ou ⁷ la conoissance de la court. Et se il fuit ⁸ par la seignorie dou seignor, por ce que ⁹ l'on ne le truise ¹⁰ à semondre de venir faire dreit au claim du murtre ou por ¹¹ autre chose, le seignor le deit faire querre par trois de ses homes tant que il le truissent ¹², et faire le ¹³ semondre en la maniere dessus dite ¹⁴. Et se il est ¹⁵ mis en yglise ou en maison de ¹⁶ religion, il le deivent ¹⁷ faire semondre en la maniere dessus devizée ¹⁸. Et se le seignor a fait aucun de ses homes ou autre semondre de murtre si ¹⁹ come il est dessus dit, il deit faire venir les semoneors en la court et retraire la semonce ²⁰ que il ont faite. Et ²¹ après le ²² deit le seignor dire : « Je ai fait tel semondre par court ²³, ensi come elle ²⁴ « l'a recordé, de venir faire dreit de tel murtre dou quel tel s'esteit clamés ²⁵ de lui « en la court ²⁶ : soies en ²⁷ recordant ²⁸, quant mestier sera. » Et après ce il deit faire assaveir à celui qui s'est clamés ²⁹ dou murtre ³⁰ le jor de la semonce ³¹, que ³² il veigne ³³ cel ³⁴ jor en la court por sivre ³⁵ le ³⁶ claim, se celui de qui il s'est cla-més ³⁷ y vient. Et se celui qui est ensi semons ne ³⁸ vient au jor que les semoneors li ont mis por sei defendre dou murtre, ou ne contremande son essoine si come il deit ³⁹, il est ataint dou murtre ⁴⁰. Et ⁴¹ quant le jor sera passé de la semonce, se il n'i est venus ou n'a contremandé s'esoigne si com il doit ⁴², le seignor deit re-traire à ⁴³ sa court le claim dou murtre et la semonce ⁴⁴, et dire que celui n'est venus ⁴⁵ au jor que ⁴⁶ il fu semons à venir respondre dou ⁴⁷ murtre que l'on li a mis sus, ne contremandé n'a ⁴⁸ le jor si come il deit, ne fait assaveir que il eust essoine par ⁴⁹ quei il ne post venir au jor de la semonce ⁵⁰ faire dreit au clamant : si requiert ou ⁵¹ comande à sa ⁵² court qu'elle li ⁵³ conoisse se il est ataint dou murtre. Et ⁵⁴ les semoneors retraient ⁵⁵ en la court que il aient faite ⁵⁶ la se-monce ⁵⁷ si come il est dessus devizé, la court deit conoistre, ce cuit ⁵⁸, que il est ataint dou murtre, puisque ⁵⁹ il en fu semons, et que il au jor ⁶⁰ n'est venus ⁶¹, ne a ⁶² fait assaveir au seignor et ⁶³ à la court son essoine ⁶⁴, ne contremandé son jor si come il deit. Et après la dite conoissance le seignor peut metre main en lui et

¹ Son parti. D. E. T. — ² Semonse. B. — ³ Vaillable. B. E. T. — ⁴ Il la comença. B. C. D. E. Il la comancea. T. — ⁵ De murtre manque dans D. E. T. — ⁶ Ne es soues. B. Ne as soues. C. — ⁷ Et. B. D. E. T. — ⁸ Et se il ne s'enfuit. B. Et se il defuit. C. — ⁹ Que manque dans B. Par ce que. D. E. T. — ¹⁰ Treusse. D. E. T. — ¹¹ Par. E. T. — ¹² Treussent. C. D. E. T. — ¹³ Le manque dans B. — ¹⁴ La phrase suivante manque dans B. — ¹⁵ Et se il c'est. C. — ¹⁶ Maison de manque dans C. D. E. T. — ¹⁷ Doit. C. — ¹⁸ C. D. E. T. Ditte. A. — ¹⁹ Enssi. B. — ²⁰ Semonce. B. — ²¹ Et manque dans B. — ²² Ce. C. Le manque dans D. E. T. — ²³ Recort. C. — ²⁴ L'on. B. Il. D. T. — ²⁵ Clamé. B. C. — ²⁶ En la court manque dans C. D. E. T. — ²⁷ Soies ent. A. Seés. D. E. T. — ²⁸ Re-cordanz. B. C. Recordans. D. E. T. — ²⁹ Clamé. B. C. — ³⁰ De lui. D. E. T. — ³¹ Semonse. B. — ³² Por ce que. C. — ³³ Vieigne. B. — ³⁴ A cel. B. E. A tel. D. T. — ³⁵ Porsievre. B. — ³⁶ Son. C. — ³⁷ Clamé. B. C. — ³⁸ N'i. T. — ³⁹ Ce qui suit, jusqu'à *semonce*, manque dans B. — ⁴⁰ Ce qui suit, jusqu'à *semonce*, manque dans D. T. — ⁴¹ C. E. — ⁴² En. D. T. — ⁴³ C. D. E. T. — ⁴⁴ N'est mie venu. B. — ⁴⁵ A quei. B. — ⁴⁶ Au. D. E. T. — ⁴⁷ Ne na (n'en a). D. E. T. — ⁴⁸ Por. B. — ⁴⁹ Semonse. B. — ⁵⁰ Et. B. C. D. E. T. — ⁵¹ La. B. D. T. — ⁵² Li manque dans B. — ⁵³ Et se. C. B. Se. D. T. — ⁵⁴ Ont retrait. C. Ont recordé. D. E. T. — ⁵⁵ Fait. C. — ⁵⁶ Semonse. B. — ⁵⁷ Croi. B. C. D. E. T. — ⁵⁸ Que. C. — ⁵⁹ Semons au jor, et il. D. E. T. — ⁶⁰ Venu. B. — ⁶¹ Ne n'a. B. C. — ⁶² Ne. B. C. D. E. T. — ⁶³ L'essoigne. D. E. T.

* *Consuetudo est in regno Franciæ quod ex quo aliquis accusatur coram suo iudice, de tam crudeli homicidio quod mardrum appellatur, et ille qui accusatur non venit, verum modo legitimo se excusat, pro convicto habetur.* Matheus Parisiensis, *Historia major Angliæ*, t. I, p. 283, edit. 1640. Cette maxime fut alléguée dans le célèbre procès

instruit à la cour des pairs de France contre Jean-sans-Terre. Cependant nous lisons dans un statut de Henri II d'Angleterre, publié à Rouen en 1190 : « Se « homicides ne velt venir à droit, et il s'en ist de la « terre, il sera autresi de l'amande. » D. Bessin, *Concilia provinciæ Rotomagensis*, t. I, p. 99.

ès¹ soes² choses, seit fié ou autre chose, come en home qui est ataint de murtre; et faire come de murtrier, se il le peut avoir en son poeir, seit son home ou autre^a. Et se il est home³ dou seignor, et il en fait justise, et⁴ il muert⁵, sans ce que justise en seit faite, ou⁶ poeir dou seignor ou d'aillors⁷, le fié deit revener⁸ à ses heirs : mais des muebles⁹ crei je que le seignor peut faire sa volenté come des soes choses, puisque il¹⁰ a esté semons, et il est¹¹ en la maniere devant dite failli de venir faire dreit dou murtre, et¹² que la court a coneu que il est ataint dou¹³ murtre. Et se il est alé hors de la seignorie dou seignor sans son congïé, le seignor, se il viaut, le peut¹⁴ faire semondre de son servise en son hostel¹⁵ ou en son fié, si come il est devizé en cest livre après ce, que¹⁶ le seignor¹⁷ deit¹⁸ faire¹⁹ semondre son²⁰ home en sa court²¹ dou servise que il li deit. Et²² quant il sera venu²³ devant le seignor, il²⁴ le deit semondre²⁵ en sa court, ou faire²⁶ semondre²⁷ par trois de ses homes l'un en son leuc et deus²⁸ come court, que il seit à jor nomé devant lui faire²⁹ dreit à tel de tel murtre que il li met sus, et de quei il s'est clamés³⁰ de lui; et li deit nomer le clamant et le murtri, et moutir le jor à quei il le semont et le leuc où il l'a ajorné. Et se il ne³¹ vient à la semonce³² de son³³ servise, son³⁴ seignor se peut faire servir de son fié en la maniere que il est devizé³⁵ en cest livre que le seignor le³⁶ deit faire d'ome qui default³⁷ de venir³⁸ au³⁹ jor qu'il a esté semons de son servise⁴⁰^b. Et se celui de qui⁴¹ l'on se clame⁴² de murtre est home dou seignor, et⁴³ il defuit par la seignorie dou seignor, si que il ne le puisse trouver à faire semondre, il deit establir trois de ses homes come court que il le quierent⁴⁴ tant que il le truisent⁴⁵ et le semonent⁴⁶. Que il ne le deit faire semondre⁴⁷ tant come il est en sa seignorie, se il n'a⁴⁸ besoin de son servise; et se il le⁴⁹ fait, à mei semble que il mesfait⁵⁰ vers lui : si se⁵¹ deit chascun seignor⁵² garder de faire le⁵³^c. Et se⁵⁴ celui⁵⁵ de qui l'on s'est clamés dou⁵⁶ murtre n'est home dou seignor, et il se destorne, si que le seignor ne le puisse trouver⁵⁷ à prendre ou à faire⁵⁸ semondre, il peut prendre totes les soes choses^d et user en⁵⁹ come des soes⁶⁰, tant que ce-

¹ En. B. D. E. T. — ² Ses. D. E. T. — ³ Autre home. C. — ⁴ D. E. T. Ou. A. B. C. — ⁵ Muire. B. Meurt. C. — ⁶ El. C. D. E. T. — ⁷ Ou aillors. B. C. Ou ailleurs. D. T. Ou aillours. E. — ⁸ Torner. B. — ⁹ Des meillors. C. Dou meuble. D. E. T. — ¹⁰ Celui. B. Cil. C. — ¹¹ A. B. — ¹² Et manque dans B. — ¹³ De. B. Del. C. — ¹⁴ Peut bien. B. C. — ¹⁵ Ostel. C. — ¹⁶ Que manque dans C. — ¹⁷ Le seignor. C. D. E. T. — ¹⁸ En doit. D. E. — ¹⁹ Aura fait. T. — ²⁰ A son. B. — ²¹ Ce qui suit, jusqu'à en sa court, manque dans B. En sa court manque dans C. D. E. T. — ²² Et manque dans D. E. T. — ²³ Venus. C. D. E. T. — ²⁴ Le seignor. C. D. E. T. — ²⁵ Faire semondre. T. — ²⁶ Faire le. C. — ²⁷ Ou faire semondre manque dans T. — ²⁸ D. E. T. — ²⁹ A faire. T. — ³⁰ Clamé. B. C. — ³¹ N'i. C. D. E. T. — ³² Semonse. B. — ³³ Dou. C. — ³⁴ Le. C. D. E. T. — ³⁵ Qui est devisée. B. Ci devant devisée. D. E. T. — ³⁶ Le manque dans B. — ³⁷ Faut de (dou. T.) service et. D. E. T. — ³⁸ Venir faire droit. D. E. T. — ³⁹ A. D. E. T. — ⁴⁰ De son servise manque dans D. E. T. — ⁴¹ Et celui de quoi. D. E. T. — ⁴² L'on s'est clamé. B. C. D. E. T. — ⁴³ Se. C. D. E. T. — ⁴⁴ Requierent. C. — ⁴⁵ Treussent. C. D. E. T. — ⁴⁶ Semoignent. B. — ⁴⁷ Que il aille droit faire, ou semondre de son servise. B. Que il ne le doit faire semondre de son servise. C. — ⁴⁸ Se il a. B. Se il ne n'a (n'en a). D. E. T. — ⁴⁹ Ne le. B. — ⁵⁰ Mesprent. B. C. D. E. T. — ⁵¹ Si le. A. — ⁵² Seignor manque dans D. E. T. — ⁵³ La. B. — ⁵⁴ Et se il le fait. D. E. T. — ⁵⁵ Et celui. T. — ⁵⁶ Clamé de. B. C. Clamés de. D. E. T. — ⁵⁷ Torner. C. — ⁵⁸ Faire le. D. E. T. — ⁵⁹ User ent. A. Et user. D. T. — ⁶⁰ Des senes choses. D. Des soues choses. E. T.

^a Il y avait, sous la législation féodale, deux systèmes différents relativement à la compétence en matière criminelle. Dans plusieurs pays, l'aven emportait l'homme, c'est-à-dire qu'un homme poursuivi pour crime pouvait s'avouer de son seigneur, et demander d'être renvoyé dans sa justice; ailleurs, au contraire, il n'y avait pas de suite, et le prévenu était justiciable du seigneur sur le territoire duquel le crime avait été commis. (Établisse-

ments, l. I, c. CLXIV; l. II, c. XIII, XXXII.) Les Assises, comme on le voit, adoptent le dernier de ces systèmes.

^b Voyez le chapitre CCXII.

^c On verra, dans la partie de ce livre où il est traité de la semonce, la différence qu'il y avait entre la semonce et l'ajournement.

^d Ce qui ne peut s'entendre que de ses biens meubles.

lui veigne ¹ en la presence dou seignor et ² de la court et euffre à faire dreit de ce que ³ l'on li saura que demander. Et ce faisant ⁴ le seignor ⁵ li deit totes ⁶ les soes choses faire rendre sanz delai : car il n'est pas ataint de ⁷ murtre por defaute ⁸ que il ait faite, se il n'a esté semons si come est dessus dit, et defailli ⁹ de venir au ¹⁰ jor ou de contremander son essoine ¹¹.

CHAPITRE LXXXVII.

Qui viaut faire apiau de murtre, et le murtrier ¹² est present en la court, que ¹³ deit faire et dire quant il apelle ¹⁴.

Qui viaut faire ¹⁵ apiau de murtre d'ome ou de feme ou de enfant qui ait esté murtri, si le ¹⁶ mostre à la ¹⁷ court si come est avant dit; et se ¹⁸ celui ou cele ¹⁹ que il ²⁰ viaut apeler est present à la ²¹ court, il deit faire dire ²² à ²³ la court par son conseil ensi : « Sire, tel se clame à vos de tel qui là est, qui a tel murtri; et se il le née, il est prest que il le preuve de son cors contre le sien, et que il l'en ²⁴ rende mort ou recreant ²⁵ en une hore ²⁶ de jor : et veés ci ²⁷ son gage. » Et nome toz trois ²⁸, l'apeleor et l'apelé ²⁹ et le murtri ³⁰. Et ³¹ l'apeleor s'agenoille devant le seignor, et li tent ³² son gage ³³.

CHAPITRE LXXXVIII.

Quant l'on viaut faire apiau de murtre par champion, coment l'on le deit faire.

Qui viaut faire apiau de murtre par champion, et il est tel que il le puisse et dée faire ³⁴, si deit en la court faire dire au seignor, en la presence de celui que il ³⁵ viaut faire ³⁶ apeler : « Sire, tel se clame à voz de tel ³⁷ qui a tel murtri : » et nomer ³⁸ toz les ³⁹ trois, l'apeleor et ⁴⁰ le murtrier et le murtri; « et se il le née, il est prest que il le face ⁴¹ prover par un home contre son cors au jor que la court li donra ⁴², et ⁴³ qu'il ⁴⁴ le ⁴⁵ rendra mort ou recreant en une orre de

¹ Viegne. B. E. T. Vienne. D. — ² C. — ³ De quanque. B. — ⁴ Faissant. A. Parfaissant. B. — ⁵ La seignorie. B. — ⁶ Totes manque dans D. E. T. — ⁷ Dou. B. D. E. T. — ⁸ Defuite. C. — ⁹ Defaillie. B. — ¹⁰ A. B. — ¹¹ C'essoigne (s'essoigne). C. — ¹² B. Murtre. A. — ¹³ Quel. A. Que il. C. — ¹⁴ Il l'apele. B. — ¹⁵ Qui veut maintenant faire. B. Qui fait maintenant. C. — ¹⁶ B. Et. A. C. — ¹⁷ B. — ¹⁸ B. — ¹⁹ Cel. A. — ²⁰ Qui. A. — ²¹ En. B. C. — ²² Dire au seignor. C. — ²³ En. B. C. — ²⁴ Le. B. — ²⁵ Vencu. B. — ²⁶ Hore manque dans B. — ²⁷ Et vez en ci. B. Et veés ensi. C. — ²⁸ Touz les trois. B. C. — ²⁹ L'apelés. B. — ³⁰ Et manque dans B. C. — ³¹ Tende. C. — ³² Qui. B. — ³³ Faire manque dans B. C. — ³⁴ B. C. — ³⁵ Nome. B. — ³⁶ Toz les manque dans B. Toz manque dans C. — ³⁷ Et manque dans B. — ³⁸ Li fera. B. Li face. C. — ³⁹ Donera. B. — ⁴⁰ Et manque dans B. — ⁴¹ Qui. B. — ⁴² L'en. C.

* « Suyte de meurdre doibt estre faicte en ceste maniere : R. se plaint de L. qui a meurdry son pere felonusement en la paix de Dieu et du duc, que il est prest de prouver et de luy faire cognoistre en une heure de jour. Se L. le nye mot à mot, et il offre son gage et s'en defendre, l'en doibt premierement prendre le

« gage au defendeur, et puis celuy à l'appelleur; et chascun doibt donner pleges de mener la loy. » *Grand Coustumier de Normandie*, c. LXVIII. (*Coutumier général*, t. IV, p. 28.)

^b Tout ce qu'on lit ici sur le combat se retrouve exactement dans la *Fleta*, l. I, c. XXII, n° 28-33.

« jor ¹, ou que il de son cors le li preuve ², se il à cel jor n'aveit son champion
 « apresté contre le sien ³, et que il le ⁴ rende mort ou recreant en une orre de
 « jor : et ⁵ veés ci ⁶ son gage. » Et s'agenoille l'apeleor devant le seignor, et li
 tent ⁷ son gage. Et garde se bien celui qui fait apiau par champion, que il l'ait
 apresté au jor que la court li donra d'aveir le amené : que se il ne l'a apresté au
 jor que la court li donra de faire la bataille, il sera ataint dou ⁸ murtre, se il ne
 peut parfaire ce que il a ⁹ offert en court à faire ¹⁰ par champion ou par son cors,
 de quei il en ¹¹ aura doné son gage, et le seignor receu.

CHAPITRE LXXXIX.

Qui ¹² est en fers ou en liens amené en la court, et ¹³ l'on se clame de lui de murtre ou d'aucune
 autre ¹⁴ mallefaite, que il ¹⁵ deit dire au seignor ainz qu'il responde.

Celui de qui l'on se clame de murtre en sa presence deit demander conseil,
 et après faire dire par son conseil au seignor, se il est en fers ou en liens : « Sire,
 « faites geter tel, » et le nome, « des fers et ¹⁶ des liens où il est, et metés le ¹⁷ en
 « sa delivre poesté ¹⁸; et après il respondra et fera ce que il devera ¹⁹. » Et se le
 seignor ne le fait ou celui qui l'apelle le contredit, si die celui qui est à son
 conseil : « Sire, il ne viaut respondre à riens que on lit met ²⁰ sus, tant que il
 « soit ²¹ en sa delivre poesté ²², se la court ne l'esgarde; et de ce se met ²³ en l'esgart
 « de la court, sauf son retenaill. » Et la court deit esgarder, ce cuit, que il deit
 estre getié des fers ou des liens, et mis en sa delivre poesté ^a. Et maintenant le
 seignor le deit faire, et faire le si bien garder, que il ne s'en puisse fuir ne
 destorner. Et por ce le deit ²⁴, celui qui est à son ²⁵ conseil, faire ensi, que ²⁶ se
 il née le murtre tant come il est en fers ou en liens, ou respont au claim, il li
 covendrait ²⁷ ensi à combatre à celui qui l'apelle, come il sereit ²⁸ quant il aurait ²⁹
 le murtre néé ou répondu au claim, fust en fers ou en liens ou en autre
 destrece. Et quant il sera ³⁰ en sa delivre poesté, se l'on se clame de lui de
 murtre en la maniere devant dite, celui ³¹ qui est à son conseil deit dire au
 seignor : « Sire, tel, » et le nome, « née et defent le murtre que tel li met sus, »
 et le nome; « et est prest que il s'en defent ³² de son cors contre le sien : mais il
 « n'entent que il à lui se ³³ dée aerdre, ne faire ne le viaut, se la court ne l'esgarde.
 « Et dit porquoi: que ³⁴ il n'entent que cestui ³⁵ soit parent ³⁶ dou ³⁷ murtri, ne tel
 « que ³⁸ de tel murtre le deie ³⁹ apeler; et se il est parent à ⁴⁰ celui qui est ⁴¹

¹ Ce qui suit, jusqu'à *en une orre de jor*, manque dans B. — ² C. — ³ Contre le sien manque dans c.
 — ⁴ L'en. c. — ⁵ Et manque dans B. — ⁶ Et veés ensi. c. — ⁷ Tende. B. c. — ⁸ De. c. — ⁹ Aura. B. c. —
¹⁰ Offert à faire en cort. B. c. — ¹¹ En manque dans B. c. — ¹² Ci. B. — ¹³ Se. B. — ¹⁴ Autre manque dans
 B. — ¹⁵ Quel. A. — ¹⁶ Ou. c. — ¹⁷ Et metre le. c. — ¹⁸ En son delivre pooir. B. — ¹⁹ Et fera que devra. B.
 — ²⁰ Mete. B. — ²¹ Sera. B. — ²² Ce qui suit, jusqu'à *sa delivre poesté*, manque dans B. — ²³ Se met il. c.
 — ²⁴ Dit. B. — ²⁵ Qui est au. c. — ²⁶ Qui est au conseil de celui qui est en fers ou en liens (*enssi faire. c.*),
 que. B. c. — ²⁷ Convient. B. — ²⁸ Estoit. B. — ²⁹ Avoit. B. — ³⁰ Seroit. B. — ³¹ Celui manque dans B. —
³² Defende. c. — ³³ S'en. B. c. — ³⁴ Por ce que. c. — ³⁵ Celui. c. — ³⁶ Soit que il dit. c. — ³⁷ De celui qui
 est. B. Qui est. c. — ³⁸ Qui. B. c. — ³⁹ Le puisse ne doie. c. — ⁴⁰ De. c. — ⁴¹ Parent dou. B. Parent de celui
 qu'il dit qui est. c.

^a *Cum autem capti in judicio produci debeant, non producantur armati, sed ut judicium recepturi; nec ligati, ne videantur respondere coacti.* Fleta, l. I, c. xxxi, n° 1.

« murtri, si a il plus preuchain parent de lui ¹; por quei il à cestui ne se ² viaut
 « aerdre, ³ se la court ne l'esgarde. » Et mete son retenaill. Et l'apeleor deit lors
 faire dire par son avanparlier ⁴ : « Sire, il ne viaut, por chose que il ait faite ⁵
 « dire, que il demore ⁶ que il à lui ne s'en aerde; et di ⁷ por quei : por ce que
 « il est de ciaux qui pevent et doivent faire apiau de murtre, et ce est il prest de
 « prover tot ensi come la court conoistra que il prover le deie. Que trop sereit
 « fort chose et grief, se il covenait ⁸ mostrer à chascun qui viaut faire apiau de
 « murtre, que il fust le plus preuchain parent dou murtri, ou le plus preuchain
 « de ⁹ ciaux qui pevent et doivent faire apiau de tel murtre, et que à ¹⁰ autre que
 « au plus preuchain ne l'en deust l'on aerdre; car se ensi esteit, poi poreit on
 « faire apiau de murtre, et ensi aureient trop grant avantage ¹¹ les murtriers et
 « les maufaitors. Que il poreient les povres pelerins et les ¹² estranges ¹³ et autres
 « genz ¹⁴ murtrir sanz ce que il les covenist à combattre, car à ¹⁵ enuis sereit trové
 « le plus preuchain parent dou murtri, ou ¹⁶ celui ou celle qui sereit plus dreit à
 « l'apel faire ne poreit ou ne vodreit faire l'apel ¹⁷; ensi poreient ¹⁸ le plus des
 « murtriers partir ¹⁹ sanz bataille : laquel chose sereit tort ²⁰ et pechié et contre
 « dreit et raison ²¹, et moult de maus en avendreient. Et por totes les raisons que
 « je ai dites ou por aucunes d'elles ne viaut il que il demore, por chose que il
 « ait dite, que il à lui ne s'aerde ²², se la court l'esgarde : et de ce se met il ²³
 « en l'esgart de la court ²⁴, sauf son retenaill. » Et le defendeor deit faire dire par
 conseil : « Sire, le murtre il née et defent; mais à lui il ne se ²⁵ viaut ²⁶ aerdre
 « por les raisons que je ai por lui dites, se ²⁷ la court les a entendues. Et por
 « tant plus que trop sereit fort chose et estrange, se il à cestui s'en aerdeit et en
 « venait au dessus, ou pais en ²⁸ esteit faite; et un autre qui parent fust dou
 « murtri plus prochain que ²⁹ cestui n'est, se il est son parent, venist avant et l'en
 « apelaist, que il à celui en ³⁰ respondist ³¹ de cest ³² murtre, ne à cestui ³³ s'en
 « aersist ³⁴, se il n'en esteit quittez ³⁵ por ³⁶ toz autres : et por totes les raisons
 « que je ai por lui dites orres et autrefois, ou por aucunes ³⁷ d'elles, il n'en en-
 « tent ³⁸ que il à lui s'en dée aerdre, ne faire ne le viaut, se la court ne l'esgarde:
 « et de ce se met ³⁹ en l'esgart de la cort, sauf son retenaill. » Et la court deit
 esgarder, ce me semble, que, por chose que le defendeor ait dite, ne deit de-
 murer qu'il ne s'aerde ⁴⁰ à lui de son cors contre le sien; et que se il s'i aert,
 que il n'est tenu de respondre à autre de cel murtre. Et por ce le deit le
 defendeor faire ensi come il est devant dit. Que se il ensi se ⁴¹ defent d'aerdre
 se ⁴², et il par esgart de court ⁴³ s'i aert ⁴⁴, il n'est après ce tenu de respondre à
 nul autre de celui ⁴⁵ murtre. Et se il ensi ne s'aert par esgart ou par conoissance
 de ⁴⁶ court, et l'apeleor n'est parent dou murtri, et pais en est faite ⁴, et un

¹ Cestui. B. — ² S'en. B. c. — ³ Ce qui suit, jusqu'à *retenaill*, manque dans c. — ⁴ Avantparlier. B. c. — ⁵ Fait. B. — ⁶ Que il demore manque dans B. — ⁷ Dit. B. — ⁸ Covient. c. — ⁹ De tos. c. — ¹⁰ Et que l'en à. B. Et que on à. c. — ¹¹ Grans avantages. c. — ¹² Et les autres. B. — ¹³ Estrangers. c. — ¹⁴ Et autres genz manque dans B. Genz manque dans c. — ¹⁵ A manque dans B. Qu'à. c. — ¹⁶ Et. B. — ¹⁷ A l'apel faire dou murtre qui l'apel en feist. c. — ¹⁸ Si porroient ensi. B. c. — ¹⁹ Aler. B. Partir manque dans c. — ²⁰ Tort apert. B. — ²¹ Et pechié contre Dieu et contre raison. B. — ²² Ne s'en aherdre. B. Ne s'en aerde. c. — ²³ Mete. B. — ²⁴ La court manque dans B. — ²⁵ S'en. B. c. — ²⁶ Viaut il. c. — ²⁷ Si come. B. c. — ²⁸ En manque dans B. — ²⁹ De. B. — ³⁰ En manque dans c. — ³¹ A cestui respons feist. B. — ³² Cel. B. c. — ³³ Celui. B. — ³⁴ Aherdist. B. — ³⁵ Quite. B. c. — ³⁶ Vers. B. c. — ³⁷ Aucune. B. — ³⁸ Il n'entent. B. c. — ³⁹ Mete. B. — ⁴⁰ Ne s'en aherde. B. — ⁴¹ S'en. c. — ⁴² Soi. B. S'en. c. Ce qui suit, jusqu'à *s'i aert*, manque dans B. — ⁴³ De court manque dans c. — ⁴⁴ Aert. A. S'aert. c. — ⁴⁵ Cel. B. c. — ⁴⁶ De la. B.

* La paix excluait l'appel si l'appelant y avait pris part, ou si la paix conclue avec d'autres parents plus proches de la victime que l'appelant, avait été confirmée en justice. (Beaumanoir, c. LXIII, p. 323.)

parent dou murtri vient avant en la court et l'apelle de cel ¹ murtre, il covendra qu'il ² responde et s'en defende et s'en aerde ³ à lui de bataille. Et se il est son parent et plus preuchain l'en apelle, il covendra que il à lui s'en aerde, se il à autre ⁴ ne s'en est ⁵ aers par esgart de court, ou ⁶ bataille n'en ait ⁷ esté faite que il ait outrée ⁸. Que de ⁹ un murtre ne peut avoir que une bataille, ce me semble; mais d'un home ocis sanz murtre qui ait ¹⁰ pluisors ¹¹ cos ¹², peut ¹⁵ avoir pluisors batailles, ce m'est avis ¹⁴: et coment et par quel raison ce peut ¹⁵ estre, sera après devizé en cest livre. Et aucuns dient ¹⁶ que se le defendeur s'aert à l'apeleor de bataille autrement que par esgart ou par conoissance de court, et bataille en est ferue ¹⁷, et il vaint ¹⁸ son aversaire, que il li covendra ¹⁹ après combatre ²⁰ à son plus preuchain parent, s'il l'en ²¹ apeloit; mais à mei ne ²² semble il pas raison ²³: que puisque bataille ²⁴ en ²⁵ est fornée et outrée de un murtre, que bataille en dée plus ²⁶ estre ²⁷ a. Mès ²⁸ se pais en est ²⁹ faite, et ³⁰ il ne s'en esteit aers par esgart ou par conoissance de court, et un plus preuchain parent ³¹ dou murtri l'en apeleit, il l'en convendrait à respondre et aerdre s'en à lui de bataille; por ce que se ensi n'esteit, moult de malices se poreient faire à estordre le murtrier de la bataille. Et quant le devant dit esgart sera fait, celui qui est au conseil de l'apeleor doit dire por lui: « Sire, tel se ³² clame à vos de « tel ³³ qui a tel murtri; et se il le née, il est prest que il le preuve de son cors « contre le sien, et que il le ³⁴ rende ³⁵ mort ou recreant en une ³⁶ orre de jor: « et veés ci son gage. » Et nome ³⁷ l'apeleor et l'apellé ³⁸ et le murtri. Et lor ³⁹ l'apeleor s'agenoille et tent ⁴⁰ son gage au seignor. Et celui qui est au conseil dou defendeur si die ⁴¹: « Sire, tel, » et le nome, « née et defent le murtre que « tel li met sus, » et le nome; « et est prest que il s'en defende de son cors contre « le sien: et veés en ci ⁴² son gage. » Et lors le defendeur s'agenoille devant le seignor, et ⁴³ tende son gage. Et le seignor doit les gages recevoir, et lor doit comander que il seent au tiers jor apresté à ⁴⁴ la bataille faire ⁴⁵, armés de tels armes come il couvient ⁴⁶ à champion ⁴⁷ qui se combatent de murtre. Et il doivent dire lors ⁴⁸: « Sire, faites noz dire ⁴⁹ à la court quels armes il nos « convendra avoir ⁵⁰ à nos combatre. » Et le seignor lor ⁵¹ doit faire conoistre ⁵² de quels armes il doivent estre armés; et la court le doit conoistre, selonc ce que il sont chevaliers ou serjans. Et coment les chevaliers doivent estre armés qui se combatent de murtre, et coment les serjans, sera après devizé en cest livre. Et après ce que les gages seront donés et receus, le seignor les doit faire garder amdeus ⁵³ les trois jors, sanz fers et sans liens ⁵⁴, en ⁵⁵ large ⁵⁶ leuc ⁵⁷, où il n'aient nulle destrece, et que chascun d'iaus ⁵⁸ seit par sei; et que il lor face bien et large-

¹ Celui. B. — ² Que il li. B. C. — ³ Aerdre. A. — ⁴ A l'autre. B. C. — ⁵ Ne c'est. C. — ⁶ Ou se. B. C. — ⁷ A. B. C. — ⁸ Otrée. B. Otreié. C. — ⁹ De manque dans B. C. — ¹⁰ Ait eu. C. — ¹¹ Pluisors. A. — ¹² Cous. B. — ¹³ Puet bien. B. — ¹⁴ Vis. A. — ¹⁵ I puet. B. — ¹⁶ Et se aucun dit. B. — ¹⁷ Faite. B. Ferme. C. — ¹⁸ Venque. B. — ¹⁹ Covendrait. B. C. — ²⁰ A combatre. B. C. — ²¹ Le. C. — ²² A moi ne me. C. — ²³ Mais en ce ne me semble il mie raison. B. — ²⁴ La bataille. B. — ²⁵ En manque dans C. — ²⁶ Puis. B. — ²⁷ Avoir. C. — ²⁸ Mais. B. — ²⁹ Estoit. C. — ³⁰ Que. B. — ³¹ B. C. — ³² B. C. — ³³ B. C. — ³⁴ L'en. C. — ³⁵ Rendra. B. — ³⁶ Un. A. — ³⁷ Nomer. C. — ³⁸ Et l'apellé. B. C. — ³⁹ Et lors. C. — ⁴⁰ Tende. B. C. — ⁴¹ Doit por lui dire. C. — ⁴² Et veés ent si. A. Et veés ensi. C. — ⁴³ Et li. C. — ⁴⁴ Que il soient atirés au tiers jor et aprestés de. C. — ⁴⁵ Faire manque dans B. — ⁴⁶ Covient. B. — ⁴⁷ A champions. B. C. — ⁴⁸ Et lors il doivent dire au seignor. C. — ⁴⁹ Conoistre. C. — ⁵⁰ Avoir manque dans B. Qués armes nos devons avoir. C. — ⁵¹ Lor manque dans B. C. — ⁵² Conoistre à la court. B. C. — ⁵³ Ambedeus. B. Andeus. C. — ⁵⁴ Loiens. B. — ⁵⁵ Et en. C. — ⁵⁶ Lage. B. — ⁵⁷ Leu. A. — ⁵⁸ D'iaus manque dans B.

* « Autremant ne penroient li apel fin, se chil d'un lignage poueent apeler li un après l'autre. » Beaumanoir, p. 322.

ment avoir¹ ce que mestier lor est² de mangier et de beivre et de bien gesir³, se il ne l'ont dou leur, ou s'il le requierent. Et por ce deit le seignor faire garder l'apeleor dou murtre : que s'il ne le faiseit⁴, pluisors malices poreit l'on⁵ faire au murtrier eschaper⁶ sanz bataille; et ce sereit legiere chose à faire qui faire le vodreit et en aureit un poi d'espasse⁷. Et ensi ce⁸ me semble que l'on⁹ poreit faire : que¹⁰ quant l'apeleor fereit¹¹ l'apel, que le defendeor se aersist¹² à lui par esgart de court, et que l'apeleor se destornast et ne venist mie au jor de la bataille; et ensi sereit quites¹⁵ et delivre le murtrier : et por ce que malice ne s'en face, les fait le seignor garder ambedeus¹⁴ si come en devant dit que on les garde¹⁵, que au garder n'a¹⁶ damage ne perill, et ou non garder i poreit estre¹⁷. Et se la feme ou le fiz¹⁸ ou le frere¹⁹ font l'apel, et il seient²⁰ tels²¹ que il puissent faire apel de murtre, ou le pere ou la mere, se il n'a feme ni enfanz²² qui puissent²⁵ l'apel faire, ou²⁴ le frere ou la seror²⁵ dou murtri font l'apel se il n'a feme ni enfanz²⁶ ni pere ni mere qui puissent²⁷ faire le dit apel²⁸ : il le deivent faire en la maniere avant devizée²⁹; et au plus brief que il porra³⁰ le deit faire celui ou celle qui fera l'apel, et le defendeor se³¹ deit aerdre le plus tost qu'il pora sanz riote faire³², et por ce le³³ di ge que à tel maniere³⁴ de genz le deit le defendeor ensi faire que il ne me semble que plus preuchain³⁵ d'iaus seient³⁶ dou murtri : car³⁷ l'on deit respondre au murtre³⁸ le plus tost³⁹ que l'on porra, là où l'on⁴⁰ ne s'en⁴¹ peut eschampir⁴² de respondre y, se l'apeleor est tel que autre ne le puisse apeler de cel murtre à qui il en seit tenus⁴³ de⁴⁴ respondre par les raisons avant dites.

CHAPITRE XC.

Qui viaut faire apiau de persone qui ait esté tué⁴⁵ autrement que en murtre⁴⁶, que deit il⁴⁷ faire por metre sei en dreis⁴⁸ gages.

Qui viaut faire apiau de murtre de home ou de feme ou d'enfant qui ait esté tué autrement que en murtre, et metre se⁴⁹ en dreit⁵⁰ gages se son aversaire ne s'en set garder⁵¹, si face dire au seignor en la presence de celui ou de celle que il viaut de ce apeler, après ce que le cors et les cos⁵² auront esté mostrés en la⁵³ court, si come en devant dit : « Sire, tel, » et le nome, « se claime à vos de tel » qui là est, » et le nome, « qui a tel murtri, » et le nome, « et doné⁵⁴ le cop ou

¹ Avoir ceaus iii. jors. c. — ² Soit. b. Sera. c. — ³ Et de lis à dormir. c. — ⁴ Faisseit. a. — ⁵ En porroit on. c. — ⁶ Et eschampes. b. Eschanper. c. — ⁷ D'espase. b. D'espase. c. — ⁸ Ce manque dans b. c. — ⁹ L'on le. b. On le. c. — ¹⁰ Quar. c. — ¹¹ Faroit. b. — ¹² Se hardist. b. S'en aersist. c. — ¹³ Quite. b. c. — ¹⁴ b. Andeus. c. — ¹⁵ Que on les garde manque dans c. — ¹⁶ Que il n'i ait. b. Que en la garde. c. — ¹⁷ Et en la non garde y porroit. c. — ¹⁸ Fill. b. — ¹⁹ Ou la fille. c. — ²⁰ Sont. c. — ²¹ Tel. b. Tés. c. — ²² N'enfant. c. — ²³ Puisse. c. — ²⁴ Ou se. c. — ²⁵ Ou le serour. b. Ou la seur. c. — ²⁶ Anfan. a. Enfant. c. — ²⁷ Qu'il puisse. c. — ²⁸ Faire l'apeau dou murtri. b. Faire l'apel do murtre. c. — ²⁹ Devant dite. b. c. — ³⁰ Porront. b. — ³¹ S'i. b. c. — ³² Faire manque dans b. c. — ³³ Le manque dans c. — ³⁴ Tés manieres. c. — ³⁵ Prochains. c. — ³⁶ Sanz riote. Que il me semble que le deffendeur ne doit querre fuites contre tex manieres de gens; que il ne m'est pas avis que plus prochainz parenz de ceaus desus diz soient. b. — ³⁷ Et. b. — ³⁸ Murtri. b. — ³⁹ Brief. c. — ⁴⁰ Paet, quant on. b. — ⁴¹ Se. c. — ⁴² Eschanper. c. — ⁴³ Tenu. b. — ⁴⁴ Dou. b. — ⁴⁵ Qui est tué. b. Qui ait esté tué. c. — ⁴⁶ Que murtrie. b. — ⁴⁷ b. Quel deit. a. — ⁴⁸ Droit. b. — ⁴⁹ S'en. b. c. — ⁵⁰ Droiz. b. c. — ⁵¹ Gaitier. b. Guaitier. c. — ⁵² Cous. b. — ⁵³ Mostrés à. c. — ⁵⁴ Donés. c.

« les cos¹ dont il a mort receue; et se il le née, il est prest de prover li² de³ son cors contre le sien, et de rendre le⁴ mort ou recreant⁵ en une⁶ orre de « jor : et veés en ci⁷ son⁸ gage⁹. » Et s'agenoille devant le seignor, et tende li son gage. Et se celui de qui l'on se claime ensi née et defent ce que le clamant li met sus et s'en euffre à defendre et¹⁰ en tent son gage, die celui qui est au conseil dou clamant la parole en la maniere dessuz devizée, mais que tant qu'il y¹¹ mete¹² ou por et¹³. Là où il dit qu'il l'a murtri et doné le cop dont il a mort receue¹⁴, die¹⁵ que il l'a murtri ou doné le cop dont il a mort receue, et mete à la premiere parole le et¹⁶. Et por ce que son aversaire ne conqist¹⁷ pas la desjointive¹⁸ à la premiere¹⁹ parole, que se il dit au premier le et²⁰ et il dit au doner des gages le ou, son aversaire ne s'en prendra pas si tost garde se il le dist tost en ce que²¹ il seit²² eschaufés²³ ès gages²⁴ doner come il fera au comencement²⁵ de la parole²⁶, por ce que il seit plus²⁷ esmeus²⁸ et plus eschaufés²⁹ as gages doner³⁰ et meins gaitans qu'il ne sont³¹ au commencement³² de la parole, que espeir que³³ il cuidera que il die³⁴ la parole³⁵ si come il fist au commencement³⁶; et se il se garde lors de la desjointive³⁷, et die³⁸ que il ne s'en viaut ensi à lui aerdre, se la³⁹ court ne l'esgarde, et que court esgarde⁴⁰ que il ne le dée⁴¹ faire, si i mete le et⁴²; que moult⁴³ miaus li vaut à⁴⁴ faire le⁴⁵ claim avec⁴⁶ le et⁴⁷ et le ou⁴⁸, que faire le⁴⁹ sanz le⁵⁰ et⁵¹ et sans le⁵² ou, se son aversaire ne s'en⁵³ set⁵⁴ garder. Mais se il veit⁵⁵ que il s'en sache garder, si i mete le et⁵⁶ et non le ou⁵⁷, se il s'en⁵⁸ viaut combattre por⁵⁹ home ou feme ou enfant qui ait⁶⁰ esté tué, se il⁶¹ ne se viaut garder de metre sei⁶² en faus gages : car se le clamant met le et⁶³ ou claim et l'autre ne s'en garde et⁶⁴ il s'en esparjure⁶⁵ dou murtre, l'autre⁶⁶ s'en esparjure⁶⁷ des cos⁶⁸ : si seront les deus esparjurés⁶⁹ ou champ. Et⁷⁰ por ce deit l'on l'apiu faire avec le ou en cest cas qui faire le peut. Se⁷¹ celui qui se defent née et defent ce que il li a mis sus et s'en aert à lui, l'apeleor se met⁷² en dreis⁷³ gages de ce que il dit que il li dona le cop ou les cos⁷⁴ de quei⁷⁵ il a mort receue : car se il n'eust dit en son claim autre mais⁷⁶ que il l'a murtri, il n'eust pas veir dit, si se fust mis en faus gages; et⁷⁷ s'il eust⁷⁸ dit que il l'a murtri et doné le cop ou les cos⁷⁹, il ne direit pas veir⁸⁰, en ce qu'il dit qu'il l'a murtri⁸¹, qu'il ne l'a pas murtri; por quei il sereit mis⁸²

¹ Ou les cos manque dans B. Le cop ou manque dans C. — ² Li manque dans C. — ³ De manque dans B. — ⁴ Le manque dans C. — ⁵ Vencu. B. — ⁶ Un. A. — ⁷ Et veés ent si. A. Et veez ci. B. Et veés en si. C. — ⁸ Mon. B. — ⁹ Ce qui suit, jusqu'à gage, manque dans B. — ¹⁰ Ou. B. — ¹¹ Y manque dans C. — ¹² Mais que il mete. B. — ¹³ C. Ou por e. A. Ou par. B. — ¹⁴ Rece. A. — ¹⁵ Et die. B. — ¹⁶ E. A. Et manque dans B. — ¹⁷ Conoisse. B. C. — ¹⁸ Disjonctive. B. — ¹⁹ A la premiere manque dans C. — ²⁰ E. A. Et manque dans B. — ²¹ Enssi que. B. — ²² Sont. C. — ²³ Eschaufé. B. — ²⁴ Es gager. B. As guages. C. — ²⁵ B. Comensement. A. C. — ²⁶ C. — ²⁷ Il seront. C. — ²⁸ Esmeu. B. — ²⁹ Et eschaufé. B. Et eschaufés plus. C. — ³⁰ As gages doner manque dans B. — ³¹ Qu'il ne sont manque dans B. — ³² B. Comensement. A. Comencer. C. — ³³ Que manque dans B. C. — ³⁴ Dist. C. — ³⁵ Que il la dist. B. — ³⁶ Si come il fist. B. — ³⁷ Disjonctive. B. — ³⁸ Dit. B. C. — ³⁹ B. — ⁴⁰ Esgardera. C. — ⁴¹ Doit. C. — ⁴² C. Le e et. A. Et manque dans B. — ⁴³ Moult manque dans C. — ⁴⁴ Mout de Caus li voient. B. A manque dans C. — ⁴⁵ Son. B. C. — ⁴⁶ Ou. B. — ⁴⁷ E. A. Et manque dans B. — ⁴⁸ Aveuc le et se il ne le peut faire avec le ou. C. — ⁴⁹ Et se il ne le puet avec le ou que faire le. B. — ⁵⁰ Le manque dans C. — ⁵¹ E. A. Ou. B. — ⁵² Le manque dans B. C. — ⁵³ Se. B. — ⁵⁴ Set de ce. B. C. — ⁵⁵ Voit et conoist. B. C. — ⁵⁶ Et manque dans A. B. — ⁵⁷ Si n'i mete le et ne le ou. C. — ⁵⁸ Se. B. — ⁵⁹ Por cel. C. — ⁶⁰ Aura. C. — ⁶¹ Se il manque dans C. — ⁶² Se. B. C. — ⁶³ E. A. — ⁶⁴ Et manque dans B. — ⁶⁵ Il se parjure. B. C. — ⁶⁶ Et l'autre. B. — ⁶⁷ Se parjure. B. C. — ⁶⁸ Cous. B. — ⁶⁹ Parjurés. B. — ⁷⁰ Et manque dans B. — ⁷¹ Que. B. Que se. C. — ⁷² C'est mis. C. — ⁷³ Droit. B. — ⁷⁴ Cous. B. — ⁷⁵ Dont. B. C. — ⁷⁶ Mès. B. — ⁷⁷ Et manque dans B. C. — ⁷⁸ Se il n'eust. B. — ⁷⁹ Cous dont il a mort receue. B. C. — ⁸⁰ Ce qui suit, jusqu'à murtri, manque dans C. — ⁸¹ En ce qu'il dit qu'il l'a murtri manque dans B. — ⁸² Mis manque dans B. C.

en faus gages, por ce qu'il aureit ¹ ajoint le cop au ² murtre. Mais quant il dit que il l'a murtri ou doné le cop ou les cos ³ dont il a mort receue, il dit ⁴ veir dou quelque ce seit, dou murtre ou des cos : si se ⁵ met en leaus ⁶ guages, se son aversaire ne s'en set garder ⁷. Et se ⁸ son aversaire ⁹ fait l'apiau en la maniere dessus dite, et celui qui est au conseil dou defendeur née le murtre sans plus, ne au cop ¹⁰ ne fait respons, ni ne dit aucune chose contre cel dit, demande celui qui est au conseil de l'apeleor otrei à celui que on appelle; et s'il l'otreie, si die que il le viaut avoir ataint de la mallefaite que il li a mise sus en la court, que il n'a neé ce est ¹¹ de ce que il dist à son claim ¹² que il avoit ¹³ tel murtri ¹⁴ ou dona ¹⁵ les ¹⁶ cos de quei ¹⁷ il avoit ¹⁸ mort receue ¹⁹, et die lequel que il dist en son claim le *et* ²⁰ ou le *ou*, et il les cos ne nea ²¹, de quei ²² il le viaut avoir ataint de ce, se la court l'esgarde, et avoir en ²³ tel dreit come de home ataint en court ²⁴ de cos ²⁵ fais à home ²⁶ de quoi ²⁷ il a mort receue, et mete son retenaill. Et il ne me semble que après les dis erremens ²⁸ celui qui ne nea ²⁹ les cos ³⁰ ne ³¹ puisse chose dire que la court n'esgarde que il en seit ³² ataint de ce que celui li mist sus en la cort et se clama de lui que il avoit à celui doné le cop ³³ ou les cos ³⁴ de quei il avoit mort receue, ne ³⁵ il ³⁶ le nea ni ne dist porquoi il à ce ne deveit respondre, ne autre raison por quei il seit de ce delivré si come il deit : et en pora le seignor avoir ³⁷ justise come ³⁸ d'ome qui a fait homicide. Et se celui qui est au conseil de celui que on appelle ensi set respondre à ce ³⁹, il le destornera ⁴⁰ sans bataille, se celui qui est au conseil de l'apeleor ne s'en set ⁴¹ garder ⁴². Et coment son aversaire s'en pora ⁴³ garder sera après devisié en ⁴⁴ cest livre. Et qui ne le saura defendre sanz bataille, et le viaut metre en dreis ⁴⁵ gages, il deit dire, quant il oit que l'on fait l'apel si come en devant dit : « Sire, tel vos dit, et je por lui, que il née le murtre et defent, ne à cos ⁴⁶ « il ne viaut respondre tant come il ensi porportera ⁴⁷ son claim des cos ⁴⁸ et dou « murtre ensemble. Mais se il laist ⁴⁹ celui ⁵⁰ dou murtre, et se tient à celui des « cos ⁵¹, il ⁵² respondra si come il devera ⁵³; car nul n'est tenu ⁵⁴ de ⁵⁵ respondre « à deus claims ensemble et ⁵⁶ qui ne sont ⁵⁷ mie ⁵⁸ une meisme chose. Et en « cestui ⁵⁹ claim que tel a fait de lui a deus clamors ensemble et non ⁶⁰ pas une « meisme chose, car ⁶¹ elles sont ⁶² deceurées ⁶³ l'une de l'autre ⁶⁴ par le *et* ⁶⁵ ou ⁶⁶ « por le *ou* qui les depart : si ne deivent ensi aler ensemble, come il les viaut « faire aler. Que le murtre peut l'on autrement prover que les cos ⁶⁷, et que au « murtre covient autre respons que as cos ⁶⁸. Et ⁶⁹, par les raisons que je ai ⁷⁰ dites « por lui ⁷¹ ou por aucunes ⁷² d'elles, ne viaut il ⁷³ respondre as cos ⁷⁴, se il ains ⁷⁵ « ne se relaisse dou claim dou murtre, se la court ne l'esgarde : et de ce se met ⁷⁶

¹ N'auroit. B. — ² O le. c. — ³ Cous. B. Ce qui suit, jusqu'à *en leaus guages*, manque dans B. — ⁴ Il deit. A. — ⁵ S'en. c. — ⁶ Drois. c. — ⁷ Garder. B. c. — ⁸ Se manque dans B. — ⁹ L'apeleor. B. c. — ¹⁰ Et as cos. c. — ¹¹ B. c. — ¹² A son claim manque dans B. — ¹³ c. — ¹⁴ Murtre. B. — ¹⁵ Ou done. B. Et done ou done. c. — ¹⁶ Tex. B. — ¹⁷ Dont. B. — ¹⁸ Il a. B. — ¹⁹ Il l'avoit mort. c. — ²⁰ c. E. A. Et manque dans B. — ²¹ Ne na. B. — ²² Por quoi. B. c. — ²³ Avoir ent. A. — ²⁴ En court manque dans B. — ²⁵ Cous. B. — ²⁶ B. c. — ²⁷ De qué. A. — ²⁸ Après les dis erremens manque dans B. — ²⁹ Ne née. B. — ³⁰ Cous. B. — ³¹ Ne manque dans B. c. — ³² Il est. B. c. — ³³ Coup. B. — ³⁴ Coups. B. — ³⁵ Et. c. — ³⁶ Il ne. B. — ³⁷ Faire. B. c. — ³⁸ Si come. B. — ³⁹ B. — ⁴⁰ Defendra. c. — ⁴¹ Seit. A. — ⁴² Garder il l'en porra estordre sans bataille, se son aversaire ne s'en set garder. c. — ⁴³ Pent. c. — ⁴⁴ Dedenz. B. — ⁴⁵ Droit. B. — ⁴⁶ As cos. B. c. — ⁴⁷ Portera. B. — ⁴⁸ Cous. B. — ⁴⁹ Laisse. B. c. — ⁵⁰ Le claim. B. c. — ⁵¹ Cous. B. — ⁵² Il y. c. — ⁵³ Devra. B. c. — ⁵⁴ Tenu. B. — ⁵⁵ A. c. — ⁵⁶ Et manque dans B. c. — ⁵⁷ Soient. c. — ⁵⁸ Mie manque dans B. c. — ⁵⁹ Cest. B. c. — ⁶⁰ Et ne sont. c. — ⁶¹ Que. B. — ⁶² Qu'elles soient. c. — ⁶³ Desseurées. B. Sevrées. c. — ⁶⁴ B. c. — ⁶⁵ c. E. A. Et manque dans B. — ⁶⁶ Et. B. — ⁶⁷ Cous. B. — ⁶⁸ Au cos. B. — ⁶⁹ Por quoi il. c. — ⁷⁰ Ais. A. — ⁷¹ Por lui manque dans B. c. — ⁷² Aucune. B. — ⁷³ Il manque dans c. — ⁷⁴ Cous. B. — ⁷⁵ Avant. c. — ⁷⁶ Se met il. B. c.

« en l'esgart de la court, sauf son retenaill. » Et l'autre, ce me semble ¹, ne pora chose ² dire ³, ce me semble, por quei ⁴ la court deie ⁵ esgarder que celui de qui l'on s'est ensi clamés ⁶ seit ⁷ tenus ⁸ de respondre as cos ⁹, se l'apeleor ne se relaisse avant ¹⁰ dou claim dou murtre. Que là où il ¹¹ dit que il l'a murtri et doné ou doné le cop ou les cos ¹² dont il a mort receue, depart il les cos ¹³ dou murtre; por ce que il dit *murtri* et *doné* ou *doné le cop* ou ¹⁴ *les cos* ¹⁵ dont il a mort receue : que en ce peut l'on entendre et deit estre entendu ou ¹⁶ l'un ou l'autre, et por ce ne deit il pas respondre ès cos ¹⁷, puisque il a ¹⁸ le murtre neé. Mais se il disoit ¹⁹ ou ²⁰ claim que il fait de lui ²¹ que il l'a murtri et doné ou doné ²² les cos ou le cop ²³ de quei ²⁴ il a mort receue, tot seit ce que il ajoigne ²⁵ par le *et* ²⁶ et le murtre et les cos ²⁷, n'est pas tenus celui de qui l'on se clamereit ensi de respondre au murtre et au claim ensemble; por ce que il ne dit les cos ²⁸ dont il l'a murtri, mais dit les cos dont il a mort receue : et home murtri et home tué autrement que murtri ²⁹ n'est pas tot ³⁰ une chose, car le tué sanz murtre est homicide. Et por ce que il ajoit le claim dou murtre et ³¹ l'omecide ensemble ³² par le *et* ³³, quant ³⁴ il dit que il l'a murtri et doné le cop ³⁵ de quei il a mort receue, et que l'en n'est pas tenus ³⁶ de respondre à deus claims ensemble, del murtre et de l'homicide, s'en peut bien garder le defendeor de respondre ès cos ³⁷, se il set ³⁸. Et se il s'en viaut defendre, il deit le murtre neer et defendre; et après die ³⁹ que il ne viaut respondre as cos ⁴⁰, se la court ne l'esgarde, se il ne se relaisse dou ⁴¹ claim dou murtre. Et dit raison por ⁴² quei : por ce que il se clame de deus claims ensemble, de murtre et d'omicide, là où il ⁴³ fait en son claim mention ⁴⁴ de murtre, et puis dit après ⁴⁵ que il li a doné les cos ⁴⁶ dont il a mort receue et ne dit dont il l'a murtri; fait il deus claims ensemble, l'un de ⁴⁷ murtre et l'autre des cos ⁴⁸ : por quei ⁴⁹ il ès cos ⁵⁰ ne viaut respondre, se la court ne l'esgarde, se il premier ⁵¹ ne se relaisse dou ⁵² claim dou murtre. Et se il dou claim ⁵³ dou murtre se relaisse, il respondra au claim ⁵⁴ des cos ⁵⁵ si come il devera ⁵⁶. Et por totes les raisons que je ai ⁵⁷ por lui ⁵⁸ dites ou por aucunes d'elles ne viaut il respondre au claim dou murtre et des cos ⁵⁹ ensemble, si come il a fait ⁶⁰ de lui ⁶¹, se la court ne l'esgarde. Et de ce se met il en l'esgart de la court, sauf son retenaill. Et à mei ne semble que après cest dit, que ⁶² le clamant puisse chose dire que ⁶³ la court esgarde ⁶⁴ que celui de qui il se clama deie respondre au claim dou murtre et des cos ⁶⁵ ensemble, se le clamant ne dit, quant il ⁶⁶ fait mention des cos, « et doné le cop ou ⁶⁷ les cos » de quei il l'a murtri. Que se il dit « dont il l'a tué ou de quei il a mort receue; » il ajoit o le claim dou murtre claim ⁶⁸ d'omecide, laquel chose on ne deit faire, ne nul ne

¹ *Ce me semble* manque dans B. C. — ² *Chose* manque dans B. — ³ *Dire* *encontre*. B. *Dire* *contre* *ce*. C. — ⁴ *Par* *quoi*. B. — ⁵ *Ne* *doit*. C. — ⁶ *Clamé*. B. — ⁷ *N'est* *pas*. C. — ⁸ *Tenu*. B. — ⁹ *Coups*. B. — ¹⁰ *Quant*. A. — ¹¹ B. C. — ¹² *Cous*. B. — ¹³ *Cous*. B. — ¹⁴ *Le* *cop* ou manque dans C. — ¹⁵ *Cous*. B. — ¹⁶ *Ou* manque dans B. C. — ¹⁷ *As* *cous*. B. C. — ¹⁸ B. C. — ¹⁹ *Disseit*. A. — ²⁰ *Au*. B. *El*. C. — ²¹ *De* *lui* manque dans B. C. — ²² *Ou* *doné* manque dans C. — ²³ *Le* *cop* ou *les* *cous*. B. — ²⁴ *Dont*. B. C. — ²⁵ *Ajogne*. B. — ²⁶ *E*. A. *Et* manque dans B. — ²⁷ *Cous*. B. *Cos* *ensemble*. C. — ²⁸ *Cous*. B. — ²⁹ *Qu'en* *murtre*. C. — ³⁰ *Tot* manque dans C. — ³¹ *Et* *de*. C. — ³² *Ensemble* manque dans B. — ³³ *E*. A. — ³⁴ *Et* *quant*. B. C. — ³⁵ *Les* *cos*. C. — ³⁶ *Tenu*. B. — ³⁷ *As* *cous*. B. *As* *cos*. C. — ³⁸ *Seit*. A. — ³⁹ *Dire*. C. — ⁴⁰ *As* *cos* manque dans B. C. — ⁴¹ *Se* *il* *ne* *laisse* *le*. B. *Se* *il* *ne* *relaisse* *le*. C. — ⁴² B. C. — ⁴³ B. — ⁴⁴ *Mencion*. B. — ⁴⁵ *Après* manque dans B. *Et* *après* *die*. C. — ⁴⁶ *Cous*. B. — ⁴⁷ *Dou*. B. C. — ⁴⁸ *Cous*. B. — ⁴⁹ *Por* *quoi* manque dans B. — ⁵⁰ *As* *cous*. B. *As* *cos*. C. — ⁵¹ *Premier* manque dans C. — ⁵² *D'un*. C. — ⁵³ *Dou* *claim* manque dans C. — ⁵⁴ *A* *celui*. C. — ⁵⁵ *Cous*. B. — ⁵⁶ *Devra*. B. C. — ⁵⁷ *Ais*. B. — ⁵⁸ *Por* *lui* manque dans B. — ⁵⁹ *Cous*. B. — ⁶⁰ *Faire*. C. — ⁶¹ *De* *l'un*. B. — ⁶² *Que* manque dans B. C. — ⁶³ *Par* *quoi*. B. C. — ⁶⁴ *Doie* *esgarder*. B. C. — ⁶⁵ *Cous*. B. — ⁶⁶ *Il* *a*. C. — ⁶⁷ *Le* *cop* ou manque dans C. — ⁶⁸ *Cop*. B.

le peut faire ¹, se son aversaire s'en ² set garder. Et il sera après devisié coment l'on se ³ peut et deit garder qui faire le viaut. Et quant la court aura fait le dit esgart, il covendra que l'apeleor se relaisse dou ⁴ murtre et se claime des cos, ou qu'il se relaisse dou claim des cos et se teigne ⁵ au claim ⁶ dou murtre. Et se il se tient au claim dou murtre et laisse celui des cos, il se sera mis ⁷ en faus gages; si li devera ⁸ mescheir ⁹ de la bataille. Que il s'esparjurera ou champ, quant il jurera ¹⁰ que il l'a murtri, car il ne l'a ¹¹ pas murtri. Et se il relaisse le claim dou murtre et se prent à celui des cos, il li covendra faire l'apiau si come il le deit ¹² faire d'omicide. Et coment que l'apeleor face l'apel de murtre ou d'omecide, defende sei ¹³ celui qui est apelé si come il est devisié en cest livre que il se deit defendre, selon la maniere que ¹⁴ le claim sera que on fera de lui dou tué. Et se le clamant ajoint le cop ¹⁵ o le murtre, disant ¹⁶ que il li a doné les cos ¹⁷ de quei ¹⁸ il a mort receue, et le defendant s'aert ensi à lui; quant il feront le seirement ou champ, andeus ¹⁹ seront esparjurés ²⁰: l'apeleor de ce que il aura dit ²¹ que l'autre l'a murtri, et le defendeoir de ce que il jure ²² que il ne li dona le cop ou les cos dont il a mort receue ²³.

CHAPITRE XCI.

Quant home se claime de murtre, et il ajoint au claim ²⁴ homicide o le murtre, coment l'apelé ²⁵ s'en peut partir sanz bataille.

Se aucun se claime d'autre de murtre, et son conseil dit por lui en son claim: « Sire, tel se claime à vos de tel qui a tel murtri et doné le cop ou les cos de quei il a mort receue ^b; » se celui qui est au conseil de celui que l'on appelle ensi de ²⁶ murtre est bon plaideor, il me semble que il le ²⁷ peut bien faire partir sanz bataille, se le clamant maintient son claim en la maniere avant dite. Et qui faire le vodra, si demande au clamant quant son avanparlier aura fait ledit ²⁸ claim, s'il otreie ce que il a dit por lui; et s'il l'otreie, si die: « Sire,

¹ Faire manque dans B. — ² N'en. B. — ³ S'en. B. C. — ⁴ Do claim dou. c. — ⁵ Tiegne. B. — ⁶ A celui. c. — ⁷ Il se metra. c. — ⁸ Devra. B. C. — ⁹ Mescheit. A. — ¹⁰ Jura. c. — ¹¹ Ne l'aura. c. — ¹² L'on doit. c. — ¹³ S'en. c. — ¹⁴ De que. B. — ¹⁵ Les cos. c. — ¹⁶ Dissant. A. — ¹⁷ B. Les cos ou le cop. c. — ¹⁸ Dont. B. — ¹⁹ Andeus. B. C. — ²⁰ Parjurs. c. — ²¹ De ce que il jurra et dit. c. — ²² Jurra. c. — ²³ De quei il a esté mort. c. — ²⁴ B. — ²⁵ L'apelé. B. C. — ²⁶ Dou. c. — ²⁷ L'en. c. — ²⁸ Aura dit son. B.

*On retrouve ici l'esprit de chicane dont l'auteur a fait preuve dans plusieurs chapitres précédents. Ibelin conseille au plaignant de mêler l'accusation de meurtre avec celle d'homicide, dans une plainte dont il donne la formule, parce que le meurtre se prouve par gages de bataille, et l'homicide par témoins. Cette confusion étant établie, si l'accusé accepte le gage, l'accusateur reprend son plaidoyer, de telle manière, qu'il mette *ou* au lieu de *et*, là où il est dit qu'il a meurtri *et* donné les coups dont le défunt est mort. Il insinue d'abord l'emploi des conjonctives, parce que les plaideurs sont attentifs au commencement d'un plaidoyer; mais ensuite, et lorsqu'ils se sont échauffés à donner les gages de bataille, il est bon de glisser les disjonctives: par ce moyen, l'accusateur obligera son adversaire à combattre, sans

s'exposer lui-même à être puni comme parjure, faute d'avoir prouvé le meurtre dont il l'aurait chargé. L'auteur qui s'est plu à mettre sur notre scène comique une discussion qui repose entièrement sur l'emploi de ces deux prépositions, ne savait pas qu'en se jouant, il ne faisait que répéter ce qui avait été dit par un ancien jurisconsulte, et dans une circonstance où ce jurisconsulte aurait dû parler de la répression d'un crime odieux avec la gravité que commandait un pareil sujet.

^b Dans le chapitre précédent, Ibelin a montré comment l'appelant pouvait tirer parti de cette formule; il va maintenant indiquer par quels moyens l'appelé peut aussi la faire tourner à son profit; car il faut lui rendre cette justice, qu'il fournit des armes à l'une et à l'autre des parties avec une singulière impartialité.

« tel, » et le nome, « née et defent mout à mout ¹ le murtre et les cos que tel li
 « met sus; et est prest que il s'en defende de son cors contre le sien, se la court
 « l'esgarde; que il à lui s'en deie aerdre. Mais il n'entent que il a lui s'en deie
 « aerdre, ne faire ne le viaut, se la court ne l'esgarde; et dit porquei : por ce
 « que il s'est ² clamés ³ de lui de deus choses ensemble, lesquelles ⁴ ne pevent
 « ni ⁵ ne deivent estre conjointes ⁶ ne vouées ⁷ ensemble; que ⁸ l'une est con-
 « traire à l'autre, car murtre et homecide ne pevent ⁹ estre en un cors : por quei
 « la clamor est fauce ¹⁰. Et di coment : que quant il dist ¹¹ que il l'aveit mur-
 « tri et doné les ¹² cos dont il aveit mort receue, il a jointst murtre et homecide
 « ensemble, laquel chose ne peut estre faite en un cors ensemble, que ¹³ murtre
 « est chose faite en repost ¹⁴; et por ce est l'assise tel ¹⁴ que l'on peut prover murtre
 « par son cors : car en cest cas le cors murtri porte partie de la garentie ¹⁵, et
 « l'apeleor de ¹⁵ l'autre; et ¹⁶ celui à qui l'on done cos dont il a mort receue ¹⁷
 « est homecide, ne homecide ne peut on prover par l'assise ou l'usage dou
 « reiaume de Jerusalem, que par deus leiaus ¹⁸ garens de la lei de Rome qui fa-
 « cent ce ¹⁹ que leaus garens deivent faire; ce est ²⁰ que il ²¹ jurent ²² que il vi-
 « rent le cop ou ²³ les cos ²⁴ doner de quei celui aveit ²⁵ mort receue. Si est clere
 « chose que la ²⁶ clamor est fauce. Et puisque sa clamor est fauce par l'assise et ²⁷
 « l'usage dou dit reiaume ²⁸, celui de qui il s'est clamés ²⁹ deit estre quitte et de-
 « livre vers ³⁰ lui de celle quarelle. Porquei tel voz dit, et je por lui, que il ne
 « se viaut à li aerdre ³¹ de ce que il a mis sus ³² par fauce ³³ clamor, se la cort
 « ne l'esgarde ³⁴; ainz en viaut demorer vers lui quitte et delivre por tant come
 « je ai ³⁵ dit por lui, se la court l'esgarde : et de ce se met ³⁶ en l'esgart de la
 « court, sauf son retenaill. » Et à mei semble que la clamor faite en la maniere
 avant dite est fauce ³⁷. Et puisque elle est fauce, et ³⁸ le clamant otreie ce que
 son avamparlier a dit par lui ³⁹, il ne me semble que il puisse après dire chose
 par ⁴⁰ quei la court deie ⁴¹ esgarder que celui de qui il s'est clamés ⁴² ne seit ⁴³
 quitte ⁴⁴ vers lui de celle carelle. Et se celui qui est au conseil de celui ⁴⁵ qui
 fait le claim en la maniere avant dite por metre le en dreis ⁴⁶ gages, si come il
 est avant dit, se son aversaire ne s'en set garder ⁴⁷ et il ne viaut ⁴⁸ que celui que
 l'on apelle en la maniere avant dite ⁴⁹ s'en ⁵⁰ parte quitte et ⁵¹ delivre sans ba-
 taille, si se ⁵² garde que ⁵³ quant l'autre demandera ⁵⁴ otrei à celui à qui conseil
 il est, que il ⁵⁵ ne seuffre que il li otreie ⁵⁶, mais change son claim ensi, que il
 face l'apiau ⁵⁷ du murtre sans joindre ⁵⁸ y les cos de quei il a mort receue,
 ou ⁵⁹ face ⁶⁰ le claim de l'homecide sans joindre ⁶¹ y le murtre. Et se il le fait

¹ Mot à mot. B. — ² Il est. A. — ³ Clamé. B. — ⁴ Lesqueles. B. Lesqués. C. — ⁵ Ni manque dans C. —
⁶ Conduites. C. — ⁷ Noméez. B. Menées. C. — ⁸ Car. B. — ⁹ Ne peut. C. — ¹⁰ Fause. B. — ¹¹ Dit. B. — ¹² Le
 cop. B. — ¹³ Car. B. Quar. C. — ¹⁴ Tele. B. — ¹⁵ De manque dans B. C. — ¹⁶ Et manque dans B. — ¹⁷ Dont
 il reçoit la mort. B. De quei il receit mort. C. — ¹⁸ Leaus. B. — ¹⁹ Ce manque dans B. C. — ²⁰ Deivent faire,
 ce est manque dans C. — ²¹ Il li. C. — ²² Ce est que il jurent manque dans B. — ²³ Que il virent le cop ou
 manque dans C. — ²⁴ B. C. — ²⁵ De quoi il a. B. C. — ²⁶ Sa. B. C. — ²⁷ Où. C. — ²⁸ Dou reiaume de Jerusalem.
 B. — ²⁹ Clamé. B. C. — ³⁰ De. B. — ³¹ Que il à lui ne s'en veut prendre. B. — ³² B. C. — ³³ Fause. B. — ³⁴ Ne
 conoisse. C. — ³⁵ Je ais. A. — ³⁶ Se met il. B. — ³⁷ Fause. B. — ³⁸ Et manque dans C. — ³⁹ Por lui manque
 dans B. C. — ⁴⁰ Por. B. C. — ⁴¹ Ne doive. C. — ⁴² Clamé. B. C. — ⁴³ Clamé est. C. — ⁴⁴ Quite et delivre. C. —
⁴⁵ Dou clamant. B. C. — ⁴⁶ Droit. B. — ⁴⁷ Garder, se viaut garder. C. — ⁴⁸ Se il veut. B. Et il ne viaut manque
 dans C. — ⁴⁹ En tel maniere ne. B. — ⁵⁰ Ne se. C. — ⁵¹ Ne. B. — ⁵² S'en. C. — ⁵³ Enssi que. C. — ⁵⁴ Demande.
 C. — ⁵⁵ B. — ⁵⁶ Li otroi. B. L'otroie. C. — ⁵⁷ L'apeu. B. — ⁵⁸ Ajondre. C. — ⁵⁹ Ou il. B. — ⁶⁰ Faire. C. —
⁶¹ Ajondre. C.

* Il faut se rappeler que, selon les Assises, la seule diffé-
 rence entre le meurtre et l'homicide était que le premier
 de ces crimes avait lieu en secret, et l'autre devant témoins.

^b Le corps du défunt garantissait seulement le fait du
 crime, et donnait cette garantie aussi bien dans le cas
 d'homicide que dans celui de meurtre.

ensi, celui qui sera apelé ne se pora defendre que il ne responde au claim dou murtre ou de l'homecide; et quant il covendra celui¹ qui est apelés² à respondre au murtre ou à l'homecide, si le face ensi come il est devant devisié en cest livre que l'on le deit faire selonc le claim que l'on fait de lui; que s'il ne le fait, il³ est⁴ ataint dou murtre ou de l'homecide⁵; et s'il en est ataint⁶, il a⁷ decervi⁸ d'estre⁹ pendu, et le deit estre, par l'assise ou l'usage dou dit reiaume*. Et se le clamant viaut¹⁰ ajoindre ou claim du murtre les cos et¹¹ le murtre, faire le peut sans perill, mais que il dit que il l'a murtri et doné¹² le cop ou les cos de quei il l'a murtri. Et se il fait ensi son claim, le defendant deit neer maintenant¹³ mout à mout¹⁴ le murtre et les cos que celui¹⁵ li met sus, et offrir¹⁶ à defendre de¹⁷ son cors contre le sien, et tendre son gage au seignor à genoills. Que en tel claim¹⁸ n'i a¹⁹ mestier de maistreer ce²⁰, que de garder que²¹ autre ne le puisse apeler de cel murtre, se il s'en esteit aers à lui par gage de bataille, et pais en esteit faite : et²² la maniere que l'on deit ce faire est devisié en cest livre.

CHAPITRE XCII.

Se aucun²³ appelle autre de murtre, et il n'est²⁴ de ciaux vers qui l'on ne se peut defendre de respondre, coment l'on se deit²⁵ defendre.

Se aucun appelle autre de murtre, et il n'est de ciaux de cui²⁶ est²⁷ devant dit qui peut²⁸ faire apiau de murtre, l'apelé se²⁹ deit ensi defendre : que il deit faire dire que il née et defent le murtre mout à mout³⁰ si come il³¹ li met sus, et que il est prest que il s'en defende de son cors contre le sien, se la court esgarde que il à lui s'en deie aerdre³². Mais il entent que il à lui ne s'en deie³³ aerdre, ne faire ne le viaut, se la court ne l'esgarde; et di porquoi : por ce que il n'est pas parent dou murtri ni ataignant à lui d'aucune chose tel³⁴ por quei il puisse faire apiau dou³⁵ murtre de cel³⁶ cors. Por quei il à lui ne se³⁷ viaut aerdre, se la court ne l'esgarde : et de ce se met³⁸ en l'esgart de la court, sauf son retenaill. Et je cuit que la court deit esgarder que il ne s'i deit pas aerdre, se il ne preuve, si come il deit, que il est³⁹ parent⁴⁰ dou murtri ou ataignant à lui d'aucune⁴¹ des manieres avant dites⁴²; que se ensi n'esteit, chascun et chascune poreit faire apiau de murtre, laquel chose seroit moult desco-

¹ A celui. c. — ² Apelé. B. c. — ³ Et il. B. Il en. c. — ⁴ Sera. c. — ⁵ Dou murtre ou de l'homecide manque dans c. — ⁶ Et s'il en est ataint manque dans B. Et se il est ataint dou murtre ou de l'omecide. c. — ⁷ Il aura. c. — ⁸ Deservi. B. c. — ⁹ A estre. c. — ¹⁰ Y veaut. c. — ¹¹ O. c. — ¹² Douné. B. — ¹³ Maintenant manque dans c. — ¹⁴ Mot à mot. B. — ¹⁵ Cil. B. — ¹⁶ Et offrir s'en. c. — ¹⁷ De manque dans B. — ¹⁸ Que or. B. — ¹⁹ N'a. c. — ²⁰ De mestrance. B. De mastroier. c. — ²¹ Se que. c. — ²² Et en. B. c. — ²³ Quant home. B. c. — ²⁴ Et il est. B. — ²⁵ Et coment s'en puet home. B. — ²⁶ Qui. B. c. — ²⁷ Il est. G. — ²⁸ Puent. B. Pevent. c. — ²⁹ S'en. B. c. — ³⁰ Mot à mot. B. c. — ³¹ Il le. c. — ³² Ce qui suit, jusqu'à aerdre, manque dans B. — ³³ Mais il n'entent que il à lui s'en doive. c. — ³⁴ Tele. B. — ³⁵ De. B. c. — ³⁶ Tel. B. — ³⁷ S'en. B. c. — ³⁸ Se met il. B. — ³⁹ Soit. B. — ⁴⁰ Son parent. B. — ⁴¹ D'aucunes. B. En aucune. c. — ⁴² Devant devisée. c.

* Cette peine est également prononcée par les *Établissements*, l. I, c. xli; et par l'*Ancienne Coutume de Bretagne*, art. xc, etc. Laurière remarque qu'au xiii^e siècle,

les gentilshommes étaient soumis aux mêmes peines que les roturiers. (*Ordonnances*, I, 145, n. d.) Nous en dirons ailleurs le motif.

venable, moult de ¹ maus en poreit l'on faire. Que chascun home qui sereit grant et fort, ou qui sereit champion afaitié ², poreit par ce raembre ³ moult de genz, se il le ⁴ voleit ⁵ faire, et ensi que il ⁶ poreit aporer un cors en court qui eust plusors ⁷ cos, et le mostrast à la court et ⁸ se clamast d'aucun riche home ou d'aucun qui eust parens ou amis riches, et les poreit apeler ⁹. Et se ensi esteit que chascun peust apeler de murtre, ciaux ¹⁰ ou ¹¹ celles qui font apeler ¹² et qui ¹³ gagent bataille ¹⁴ par champion feroient moult que fos ¹⁵ de faire l'apel et d'estre en perill d'estre justisiés ¹⁶ se leur champion esteit vencus ¹⁷, puisque le champion le poreit faire ou autre que ¹⁸ parent ou ¹⁹ parente ou aucuns ²⁰ des avant ²¹ dis qui pevent faire apiau ²² de murtre, puisque il poreient avoir por monée home qui feist l'apiau, et le ²³ getast dou perill d'estre justisié ²⁴, se le ²⁵ champion esteit veincu ²⁶. Et il me semble que se il covenait ²⁷ à aucun prover ²⁸ que il soit ²⁹ tel que il puisse faire apiau de murtre, que il ³⁰ deit prover si come l'on ³¹ preuve parenté; et que toz ciaux qui pevent porter garentie de parenté le ³² pevent porter en cest cas, aussi comme des autres ³³ parenz, et qu'il n'i a point de tornes de bataille en cest cas contre les garenz ³⁴. Que ³⁵ se ensi n'esteit, jamais apiau de murtre ne sereit fait de quei l'on venist à bataille. Que l'apelé poreit dire à celui qui l'apelereit que il n'est pas de ciaux qui pevent et deivent faire apiau de murtre; et se il l'offreit ³⁶ à prover si come la court esgardereit ³⁷ ou ³⁸ conoistreit que il prover le deust, court esgardereit ou conoistreit, ce cuit ³⁹, que il le ⁴⁰ deust prover par deus ⁴¹ guarenz; et ⁴² l'apelé poreit dire contre les garenz et rebuter en ⁴³ aucuns ⁴⁴ et ⁴⁵ torner ⁴⁶ si come il est devisié en cest livre que on le peut faire de ⁴⁷ garenz, laquel chose sereit tort apert et contre toz dreis et toz usages et totes assises. Si soufist ⁴⁸ assés, quant home ou feme fait apiau de murtre, et se mete ⁴⁹ en perill dou ⁵⁰ cors et ⁵¹ de mort ⁵² hontouse ⁵³, se il y a ⁵⁴ deus homes ou femes qui jurent sur sains que il est ataignant au murtri en la maniere que il l'aura ⁵⁵ dit, se l'apelé le ⁵⁶ contredit ⁵⁷ que il ne soit ataignant au murtri. Et assés devront ⁵⁸ ciaux ⁵⁹ qui ⁶⁰ jurent estre creus en cest cas, mais que il soient Crestiens baptisiés ⁶¹, de quelque nascion ⁶² que il soient; et ⁶³ qu'il ne seent de ciaux qui n'ont vois ne respons en court. Et ⁶⁴ après cest esgart, il covient que celui qui fait l'apiau preuve, si come il deit, que il soit parent dou murtri ⁶⁵, ou que il soit en tel cas vers lui ⁶⁶ come il est devisié avant, que ciaux sont qui pevent et deivent faire apiau de murtre. Et quant il l'aura prové ⁶⁷, et l'apeau sera fait ⁶⁸ et les gages donés et

¹ B. c. — ² Affaitié. B. — ³ Raenbler. c. — ⁴ Le manque dans c. — ⁵ Ce qui suit, jusqu'à poreit, manque dans c. — ⁶ Ensi que il manque dans B. — ⁷ Pluisors. A. Pluisors manque dans B. c. — ⁸ c. — ⁹ Et les poreit apeler manque dans B. c. — ¹⁰ Cil. B. — ¹¹ Et. c. — ¹² Apel de murtre. c. — ¹³ Qui manque dans B. c. — ¹⁴ La bataille. B. — ¹⁵ Fouz. B. — ¹⁶ Justisé. B. Justisié. c. — ¹⁷ Vencu. B. c. — ¹⁸ Que le. c. — ¹⁹ Ou la. c. — ²⁰ Aucun. c. — ²¹ Avanz. A. Devant. B. — ²² Qui pueent apeler. B. — ²³ Les. B. c. — ²⁴ Justisiés. c. — ²⁵ Lor. c. — ²⁶ Vencu. B. Vencus. c. — ²⁷ Covient. c. — ²⁸ A prover. c. — ²⁹ Est. B. c. — ³⁰ Il le. B. c. — ³¹ La. B. — ³² La. B. c. — ³³ Ausi des aatres com des. B. c. — ³⁴ Car. B. c. — ³⁵ Et se l'apeleor l'offre. B. Et se l'apeleor l'ofroit. c. — ³⁶ L'esgarderoit. B. — ³⁷ Et. B. — ³⁸ Se croi. c. — ³⁹ Li. c. — ⁴⁰ Il. loiaus. c. — ⁴¹ Et manque dans c. — ⁴² Ent. A. — ⁴³ Aucun. B. — ⁴⁴ Les garans et contredire ou. B. — ⁴⁵ Et torner manque dans B. — ⁴⁶ Des. B. — ⁴⁷ S'offrist. B. — ⁴⁸ Met. B. c. — ⁴⁹ De. B. — ⁵⁰ Dou cors et manque dans c. — ⁵¹ Mout. B. — ⁵² Hontouse. B. Hontoze. c. — ⁵³ Se il a. B. c. — ⁵⁴ Il aura. B. — ⁵⁵ Le manque dans c. — ⁵⁶ Se le deffendeor contredit. B. — ⁵⁷ Devroient. B. Doivent. c. — ⁵⁸ Cil. B. — ⁵⁹ Qui le. c. — ⁶⁰ Baptisiez. B. Batiés. c. — ⁶¹ Nacion. B. c. — ⁶² Mais. B. c. — ⁶³ Et manque dans B. — ⁶⁴ Mort. B. c. — ⁶⁵ Le mort. B. — ⁶⁶ Et quant la preuve sera faite. c. — ⁶⁷ B.

* La loi, en déclarant qu'on ne combattrait pas sur la question de savoir si l'appelant était dans la catégorie

des personnes habiles à faire l'appel, plaçait ces personnes sur la ligne des parents.

receus, le seignor deit faire garder¹ l'apeleor et le defendeor jusque² au jor de la bataille en la maniere que devant est³ devisiée en cest livre; et au jour de la bataille⁴ il se doivent venir paroffrir⁵ ensi armés et atiriés come il est après devisié, et ce dire et faire qui est après dit.

CHAPITRE XCIII.

Coment et por quei l'apiau d'omecide est grief à mener⁶ à bataille, se le defendant⁷ se set⁸ garder; et coment l'on le deit faire, et coment l'on s'en⁹ deit garder.

Apiau d'omecide est moult grief à faire, si que celui que on apelle se¹⁰ combat, s'il s'en set et viaut garder. Et qui viaut faire apel d'omecide, il deit le cors faire apporter en la court, et deit dire et faire dire¹¹ dou cors et de¹² cos mostrer à la court si come est avant devisié en cest livre que l'on¹³ deit faire dou¹⁴ murtre. Et quant celui qui viaut faire apiau¹⁵ de homicide¹⁶ en viaut faire l'apiau, il deit faire dire par son conseil au seignor ensi : « Sire, tel se « clame à vos de tel, » et le¹⁷ nome, « qui a tel¹⁸, » et le nome¹⁹, « doné le cop « ou les cos par quei il a mort receue : et se il le née, il est prest de prover li²⁰ « tot ensi come la court esgardera ou conoistra que il prover le deie. Et veés en « ci²¹ son gage. » Et²² lors celui qui fait l'apel s'agenoille devant le seignor et li tende son gage. Et se celui qui est ensi appellé est present en la court, il deit demander conseil au seignor²³, et après faire dire par son conseil²⁴ au seignor²⁵ se il est en fers ou en liens, que il le face desferer²⁶ ou deslier. Et quant ce sera fait, l'apeleor deit faire²⁷ son reclaim²⁸ si come est²⁹ dessus dit. Et adonques celui qui est au conseil dou defendeor deit dire : « Sire, tel, » et le nome, « née « et defent les cos et la mallefaite que tel li met sus, » et le nome; « et est prest « que il s'en defende tot ensi come la court esgardera que il defendre s'en deie. « Et veés en ci³⁰ son gage. » Et lors celui qui est apelé se deit agenoillier devant le seignor³¹ et tendre li³² son gage. Et la court deit esgarder que celui ou celle qui fait ensi l'apel deit prover ce que il a dit par deus leaus garens de la lei de Rome, et que l'apelé en peut³³ l'un torner par gage de bataille et combatre s'en³⁴ à lui, se il viaut. Et quant la court a ce esgardé, se celui qui fait³⁵ le dit apiau n'a ses garens aprestés, il deit faire dire au seignor : « Sire, soiés seur de tel, » et le nome, « tant que je aie mes garens amenés à³⁶ court porter³⁷ ceste³⁸ garentie au jor que la court me donra³⁹. » Et le seignor li deit demander où ses garens sont; et il deit dire où il sont, se il sont⁴⁰ ou reiaume ou defors⁴¹, là où il cuide que il sont⁴². Et la court li deit doner jor à⁴³ ses garens amener⁴⁴ en la

¹ Bien garder. c. — ² Jusques. B. c. — ³ Qui... est manque dans B. c. — ⁴ Au lieu de ce qui suit, on lit dans B : coment il doivent estre armez est après devisé. — ⁵ Poroffrir. c. — ⁶ A amener. c. — ⁷ Deffendeor. B. — ⁸ Se seit. A. S'en set. c. — ⁹ Se. B. — ¹⁰ S'en. c. — ¹¹ Dire manque dans B. c. — ¹² Des. B. c. — ¹³ L'on le. c. — ¹⁴ De. B. — ¹⁵ L'apeau. B. c. — ¹⁶ L'omecide. B. c. — ¹⁷ Les. A. — ¹⁸ Qui a à tel. c. — ¹⁹ B. — ²⁰ Le li. c. — ²¹ Et veés ent si. A. Et veés en si. c. — ²² Et manque dans B. — ²³ A la court. c. — ²⁴ Par son conseil manque dans B. c. — ²⁵ Au seill. A. — ²⁶ Desferrer. B. — ²⁷ Refaire. c. — ²⁸ Son claim. B. c. — ²⁹ Il est. c. — ³⁰ Et veés ent si. A. Et veés en si. c. — ³¹ Devant le seignor manque dans B. — ³² Li manque dans B. c. — ³³ Puet bien. B. Doit. c. — ³⁴ Ce. A. — ³⁵ A fait. B. — ³⁶ En la. c. — ³⁷ A porter. B. Por porter me. c. — ³⁸ Ladite. c. — ³⁹ Donera. B. — ⁴⁰ Se il sont manque dans c. — ⁴¹ Ou dehors. B. Hors. c. — ⁴² Soient. B. c. — ⁴³ Jor d'avoir. c. — ⁴⁴ Amenés. c.

court por sa ¹ garentie porter; et le jor deit estre selonc ce que il est devant dit en cest livre, que l'on a jor de garenz amener selonc le leuc où ² l'on dit où ³ il sont quant l'on les a voués ⁴. Et le seignor deit celui de qui l'on s'est ensi clamés ⁵ faire bien ⁶ garder en prison ⁷ et ⁸ en fers trusques ⁹ au jor que la court aura doné à son aversaire de avoir ses garenz amenés. Et se celui qui a tel apel fait come est ¹⁰ avant devisié a ses garens aprestés, et il viaut maintenant faire l'apel, il deit faire dire par son conseil ¹¹, après l'esgart de la court : « Sire, je ¹² « sui prest que je le ¹³ li preuve si ¹⁴ come la court a esgardé ¹⁵; et veés ci ¹⁶ mes « garenz par qui ¹⁷ je li ¹⁸ proverai ¹⁹. » Et die ²⁰ as garenz : « Venés avant, et ²¹ « faites de cest fait ce que leaus garenz doivent faire. » Et lors ciaux ²² doivent demander ensemble conseil au seignor, et le seignor lor deit doner. Et quant il auront conseil ²³, leur conseil deit dire por eaus : « Sire, veés ci ²⁴ tel et tel, » et les nome ²⁵, « qui vos dient, et je por eaus, que il furent ou ²⁶ leuc et en la place « que ²⁷ il virent que tel, » et le nome, « fist à tel, » et le nome, « le cop ou les cos « de quei il a mort receue; et de ce sont il prest de faire ce ²⁸ que leaus garenz « doivent faire ²⁹. » Et ³⁰ le seignor deit maintenant faire apporter une Evangille, et deit dire : « Venés avant, et ³¹ jurés que il est ensi come vostre avanparlier a « dit por vos. » Et il se doivent agenoillier por le sairement faire. Et se l'apeleor ³² les ³³ viaut contredire ou rebuter ³⁴ par gage de bataille en aucune ³⁵ des manieres avant dites, il le peut faire si come est avant devisié en cest livre que on ³⁶ deit faire qui viaut torner garenz par gage de bataille ou rebuter ³⁷. Et se il ³⁸ torne l'un ³⁹ par gage de bataille, le seignor deit recevoir les gages. Et quant il les a receus, il deit dire à sa court que elle li ⁴⁰ conoisse coment celle bataille deit estre faite et à quel jor. Et la court deit conoistre, ce cuit, que elle deit estre au tiers jor, et ensi armés et apareilliés ⁴¹ come il est dit devant que les champions de murtre le doivent estre; et que l'apeleor deit ⁴² le defendeor rendre mort ou recreant en une hore ⁴³ de jor : car il ne ⁴⁴ me semble difference ⁴⁵ entre murtre et homecide autre que de ce que l'on peut le apeler dou ⁴⁶ murtre faire et ⁴⁷ prover de son cors, et celui de l'homecide covient prover ⁴⁸ par garenz; et por ce deit ⁴⁹ estre menés l'un ⁵⁰ come l'autre en totes choses, mais que de la preuve qui est diverce come de cors à garenz. Et quant les dis champions ont doné leur gages au seignor, et il les a receus, il les deit lors faire amdeus bien garder, et aussi ⁵¹ celui qui a fait l'apel deit il ⁵² faire bien garder ⁵³ et tenir o ⁵⁴ son champion ⁵⁵ jusque au tiers jor ⁵⁶. Et au tiers jor il se doivent venir paroffrir ⁵⁷ ensi come ciaux dou murtre, et ⁵⁸ faire et dire come ⁵⁹ est devisié en cest livre que ⁶⁰ les champions dou ⁶¹ murtre doivent faire et dire jusque au seirement; et le seire-

¹ La. B. C. — ² Que. C. — ³ Que. B. C. — ⁴ Les voche. B. Les vouche. C. — ⁵ Clamé. B. C. — ⁶ Bien manque dans B. — ⁷ Prisons. A. — ⁸ Ou. B. — ⁹ Jusques. B. C. — ¹⁰ Il est. C. — ¹¹ Par son conseil manque dans B. C. — ¹² Et je. B. C. — ¹³ Le manque dans B. — ¹⁴ Tout ensi. C. — ¹⁵ Esgardera. B. C. — ¹⁶ Et vés si. A. — ¹⁷ Par coi. C. — ¹⁸ Le. B. — ¹⁹ Proverais. A. — ²⁰ Dire. C. — ²¹ Et manque dans B. Dites et. C. — ²² Il. B. — ²³ Conseil manque dans B. C. — ²⁴ Veés si. A. Vés ci. C. — ²⁵ Et les nome manque dans B. C. — ²⁶ En. B. El. C. — ²⁷ Où. C. — ²⁸ Ce manque dans C. — ²⁹ Doivent faire manque dans C. — ³⁰ Et lors. B. — ³¹ Et manque dans B. C. — ³² L'apelé. B. C. — ³³ Les manque dans B. — ³⁴ Ou rebuter ou torner. C. — ³⁵ Aucunes. B. — ³⁶ On le. B. C. — ³⁷ Rebater les. C. — ³⁸ Et se l'apelé. C. — ³⁹ L'un des garanz. B. C. — ⁴⁰ Li manque dans B. — ⁴¹ Appareillié et armé. B. — ⁴² En doit. C. — ⁴³ B. C. Un orre. A. — ⁴⁴ Ne manque dans B. — ⁴⁵ Qu'il ait difference. C. — ⁴⁶ L'apeau de. B. L'apel dou. C. — ⁴⁷ Et manque dans B. — ⁴⁸ A prover. C. — ⁴⁹ Doit l'on. C. — ⁵⁰ L'un manque dans C. — ⁵¹ Autresi. B. Aussi manque dans C. — ⁵² Doit il ensi. C. — ⁵³ Garder come l'autre. B. — ⁵⁴ Tenir o manque dans B. Et tenir le o. C. — ⁵⁵ Champion avec lui. B. — ⁵⁶ Jusque au tiers jor manque dans B. — ⁵⁷ Poroffri. B. Porofrir. C. — ⁵⁸ Et ce. B. C. — ⁵⁹ Que. B. — ⁶⁰ Et que. C. — ⁶¹ De. B. C.

ment¹ que il feront deit estre tel, que celui qui est apelé de l'homecide² deit jurer enmi le champ, sur l'Evangille³, que il n'a à tel, et le nome, doné le cop ou les cos de quei il a mort receue. Et celui qui l'a apelé⁴ le deit maintenant prendre par le poin⁵, et dire⁶ : « Tu mens⁷, et je-te⁸ lieve⁹ come parjure, et jure¹⁰ sur saintes¹¹ Evangiles que tu li as¹² doné le cop ou les cos de quei il a mort receue. » Et après les gardes dou champ les deivent mener à¹³ une part¹⁴ dou champ, et partir leur le seleill, et faire¹⁵ totes¹⁶ les autres choses qui sont avant devisiées que l'on deit faire¹⁷ à¹⁸ champions qui se combattent por murtre. Et de celui qui est vencu¹⁹ ou recreant deit le seignor faire faire²⁰ justise, si come est²¹ avant dit, et aussi de celui ou de celle qui fait l'apel, se son champion est vencu²². Et se l'apelé de l'homecide viaut rebuter les²³ garenz, et dit à l'un²⁴ que il n'est mie tel que il puisse garentie porter contre lui, et l'ueffre²⁵ à prouver si come la court esgardera ou conoistra que il prouver le deie, la²⁶ court deit esgarder²⁷ que il le deit prouver par deus leaus garenz de la lei de Rome. Et²⁸ après le dit esgart²⁹, le garent³⁰ que l'on ensi rebute se³¹ deit aleauter, et peut torner le quel que il vodra des garenz qui portent celle garentie contre lui par gage de bataille³², et combattre s'en³³ à lui. Et se il ne le viaut torner par gage de bataille, et il le viaut geter de celle garentie porter contre lui, faire le peut³⁴, si come est avant devisié³⁵ que on³⁶ deit tel chose faire. Et ainsi porra la chose longuement estre dellée³⁷ de garenz³⁸ contre garenz, tant que aucun des garenz que l'on viaut geter de la garentie³⁹ torne⁴⁰ aucun des garenz⁴¹ qui veulent⁴² garentir⁴³ par quei il deit⁴⁴ estre getié de garentie et s'en aert⁴⁵ à lui⁴⁶ de bataille. Et por ce ai ge⁴⁷ avant dit que il est grief⁴⁸ à faire de combattre sei à home d'omecide⁴⁹, quant il⁵⁰ s'en set garder⁵¹ : que⁵² se il s'en⁵³ set garder⁵⁴, il fera cheir la bataille sur l'un des⁵⁵ garenz, se il viaut rebuter l'un⁵⁶ des garenz qui celle⁵⁷ garentie veulent porter contre lui de l'homecide que l'on li met sus⁵⁸.

¹ Et le seirement manque dans c. — ² Dou murtre. B. — ³ Sur les saintes Vangiles. c. — ⁴ L'apele. B. c. — ⁵ Poing. B. c. — ⁶ Et dire li. c. — ⁷ Et dire : tu mens manque dans B. — ⁸ T'en. c. — ⁹ Lief. c. — ¹⁰ Jur. c. — ¹¹ Ses saintes. c. — ¹² Et lever le come parjure, et jurer sur sainte Evangile que il li a. B. — ¹³ En. B. — ¹⁴ Chascun à l'une des parties. c. — ¹⁵ Et faire jurer. B. — ¹⁶ Totes manque dans B. — ¹⁷ Faire jurer. B. — ¹⁸ Des. c. — ¹⁹ Vaincu. B. — ²⁰ Faire à faire la. B. — ²¹ Il est. c. — ²² Vaincu. B. — ²³ Rebute l'un des. c. — ²⁴ A l'un manque dans c. — ²⁵ Et l'offre. B. Et l'ueffre. c. — ²⁶ Et la. B. c. — ²⁷ Esgarde ou conoisse. c. — ²⁸ Et manque dans c. — ²⁹ Après ledit esgart manque dans B. c. — ³⁰ Les garanz. B. — ³¹ S'en. c. — ³² Par gage de bataille manque dans B. c. — ³³ S'ent. A. — ³⁴ Porra. c. — ³⁵ Dit. c. — ³⁶ Qu'il. c. — ³⁷ Delée. B. Deleeyée. c. — ³⁸ Des garanz. B. c. — ³⁹ De la garentie manque dans B. — ⁴⁰ Trove. B. — ⁴¹ Trove autres deus. B. — ⁴² Doivent. c. — ⁴³ Garantie porter. B. Garantie. c. — ⁴⁴ Doive. c. — ⁴⁵ Et s'en aherdre. B. Et s'aerde. c. — ⁴⁶ A l'un. B. — ⁴⁷ Ais ge. A. — ⁴⁸ Grief chose. c. — ⁴⁹ D'omecide manque dans c. — ⁵⁰ De qui. c. — ⁵¹ Quant il s'en set garder manque dans B. — ⁵² Quar. c. — ⁵³ Il se. B. — ⁵⁴ Se il s'en set garder manque dans c. — ⁵⁵ L'un de ses. B. 1. des. c. — ⁵⁶ Un. B. c. — ⁵⁷ La. c.

En cas d'homicide, l'accusation devait être appuyée sur le témoignage de deux garants, tandis qu'aucune preuve n'était exigée dans une accusation de meurtre ; parce que le meurtre étant nécessairement commis en secret, selon la définition d'Ibelin, on ne pouvait contraindre l'accusateur à présenter des témoins. En France et en Angleterre il n'existait rien de semblable, et le passage suivant de Beaumanoir montre le peu de rapports qu'il y avait, sur ce point, entre la législation d'Europe et celle d'Orient. « Pierre proposa contre Jehan, par voie de denonciation fete au juge, que le dit Jehan, à le veue et à le seue de bones gens, li avoit ochis un sien parent. A che respondi Jehan que il nioit moult bien ce

fet, et que se il estoit nus qui droitement l'en vousist accuser, il s'en defenderoit. Le juge fist une aprise de son office, et trova par le serement de bones gens que lidis Jehan courut sus à cheli qui fu mors, le coutel trait, et tantost s'assembla une grant trouble de gens entour aus, si que il ne virent pas que lidis Jehan ferist chelui qui fu mors dou coustel, mès il virent que cil Jehan se parti de la presse le coustel nu et ensanglanté, et oïrent que cil qui mourut dist il : Ma mors. Jehan fu condempné du fet et justiciés par cheste presontion. » L. XXXIX, p. 207. Ainsi, dans le comté de Clermont, l'accusateur ne combattait plus, et la poursuite appartenait au magistrat.

CHAPITRE XCIV.

Coment il peut avoir pluisors batailles d'un home¹ qui a pluisors cos.

Je ai² dit en cest livre que d'un home tué sans³ murtre, se il a pluisors cos, peut avoir pluisors batailles; et por ce que je ai⁴ devisié⁵ coment on peut faire apiau d'omecide, viaus je devisier coment il peut avoir pluisors batailles d'un home qui ait⁶ esté tué si come j'ai⁷ devant dit où il a pluisors cos^a. Et la maniere est tel : quant il est aportés⁸ à court, et la court aura veu les cos et retrais les⁹ au seignor¹⁰, si come il est devant dit, celui¹¹ qui viaut faire l'apel de l'homecide si se deit clamer¹² au seignor de celui de qui il se viaut¹³ clamer, et ne se clamera que de l'un des cos, de celui que il cuide miaus¹⁴ que¹⁵ il ait mort receue; et deit¹⁶ dire : « Sire, je me claims¹⁷ à vos de tel qui à tel dona tel¹⁸ cop « de quoi¹⁹ il a mort receue. » Et die le quel²⁰, et après die et face²¹ ce qui est avant devisié que on deit dire et faire à lei²² d'apel d'omecide²³. Et après ce²⁴ un home ou feme, qui vueille aucun autre home²⁵ mener à gage de bataille, veigne devant le seignor et li demande conseil, et puis²⁶ li die : « Sire, je me « claims²⁷ à vos de tel qui à tel fist tel²⁸ cop d'arme esmolue²⁹ et de tel ar- « meure. » Et die de quei il³⁰ li semble³¹ miaus que³² le cop ait³³ esté, d'espée ou de cotiau³⁴ ou d'autre armeure, et die quel elle est³⁵. « Et se il le née, je sui³⁶ « prest que je li preuve³⁷ si come la court esgardera ou conoistra³⁸ que je prover « li³⁹ dée. » Et se celui le conuit⁴⁰, il est en la merci dou seignor, par l'assise ou l'usage, de faire li coper le poin⁴¹ destre^b. Et se il le née, celui qui de lui s'est clamés⁴² li⁴³ deit prover par deus⁴⁴ leaus garenz de la lei de Rome⁴⁵; et il en peut l'un lever⁴⁶ par gage de bataille⁴⁷ et combattre s'en⁴⁸ à lui, ou geter de ga-

¹ En home ocis. B. D'un home ocis. c. — ² Je ais. A. — ³ Autrement que en. c. — ⁴ Je ais. A. — ⁵ Devisé ore. c. — ⁶ A. B. — ⁷ J'ais. A. Si con est. c. — ⁸ Aporté. c. — ⁹ Et dire les. c. — ¹⁰ Et dit les enseignes. B. — ¹¹ Celui manque dans B. Cil. c. — ¹² Si se clamera. c. — ¹³ Vodra. c. — ¹⁴ De celui de qui il est verais. c. — ¹⁵ De qui. B. — ¹⁶ Deit manque dans c. — ¹⁷ Claim. B. Clain. c. — ¹⁸ Qui a à tel done le. B. Qui à tel a doné cel. c. — ¹⁹ c. — ²⁰ De que. A. — ²¹ Face dire. B. — ²² Loy. B. c. — ²³ De l'apel de l'omecide. c. — ²⁴ Et après ce, se. c. — ²⁵ Claim. B. — ²⁶ Puis manque dans B. c. — ²⁷ Claim. B. Clain. c. — ²⁸ Cel. c. — ²⁹ Molue. B. — ³⁰ Se qu'il. c. — ³¹ Senblera. c. — ³² De coi. c. — ³³ A. B. — ³⁴ De spée ou de coutiau. B. — ³⁵ Quel elle est manque dans B. c. — ³⁶ Je suis. c. — ³⁷ De prover li. B. — ³⁸ Ou conoistra manque dans B. c. — ³⁹ Le. B. c. — ⁴⁰ Conoist. B. c. — ⁴¹ Poign. B. Poing. c. — ⁴² Clamé. B. — ⁴³ Le. B. c. — ⁴⁴ Trois. B. — ⁴⁵ De la lei de Rome manque dans B. c. — ⁴⁶ L'un torner. B. — ⁴⁷ Par gage de bataille manque dans B. c. — ⁴⁸ S'ent. A.

^a On lit dans la *Fleta* : *Plura oportet fieri appella, si omnibus permissum sit appellare, quod fieri poterit propter pluralitatem plagarum*. L. I, c. xxxi, n° 9. Rien n'autorise à penser qu'il soit ici question de coups portés par des personnes différentes.

^b Les peines étaient ainsi graduées : pour meurtre avoué, le coupable était pendu; pour homicide avoué, on lui coupait le poing droit. Toutes les lois des barbares admettaient la composition en cas de meurtre, et il est douteux que Charlemagne, malgré les Capitulaires, où il est dit que les homicides doivent mourir (*Cap. ann. 779*, art. viii), ait pu sur ce point réformer les usages de la nation. En Normandie et en Angleterre, la composition

était encore reçue au xii^e siècle. (*Lois de Henri I*, c. xcii.) Les idées d'une justice moins illusoire se répandirent. Les Assises et les lois pénales du même temps, tout en conservant le duel, et en exigeant du coupable un aveu qui jamais ne devait être obtenu, prononcèrent des peines positives contre le meurtre et l'homicide. Les *Établissements* montrent une grande sévérité, et déclarent que l'homme qui en a tué un autre *en meslée*, s'il succombe dans le combat contre quelqu'un du lignage du défunt, doit être pendu. (L. I, c. xxvii.) Il ne restait plus, pour rentrer sous l'empire des véritables principes de droit, qu'à supprimer le duel, et c'est ce que Frédéric II et saint Louis essayèrent de faire.

rentie porter, si come est avant dit. Et se il ne le fait, et les garenz fournissent la garentie, il en sera ataint et aura le poin¹ copé, si come je ai² devant dit. Et ensi le peut l'on faire de chascune des plaies³ que l'ome ocis a. Et por ce ai je⁴ dit que de un home ocis qui a pluisors cos, peut on⁵ avoir pluisors batailles, que je ne cuit que il seit nul qui⁶ avant ne se combatist⁷ contre un autre, par lui⁸ ou par champion, se il esteit tel que par champion se⁹ deust¹⁰ defendre, que il se¹¹ soufrist.¹² le poin¹³ destre à coper. Et il est dreit et raison, et bien le me¹⁴ semble, que l'on peut et deit¹⁵ l'un de¹⁶ ses membres defendre par gage de bataille, avant que souffrir le à¹⁷ perdre; quant l'on de¹⁸ carelle d'un marc d'argent se peut¹⁹ et deit defendre par bataille, que moult est plus grant chose et plus grief²⁰ la carelle d'un membre²¹ perdre, que d'un marc d'argent. Et qui fait apiau d'omecide, il deit saveir que²² est homecide, si que il se met²³ en dreis gages, quant il²⁴ fait l'apiau. Homecide est quant home est tué en apert devant la gent, en meslée ou sans meslée²⁵, ou²⁶ en ville ou fors²⁷ ville²⁸. Et l'omecide ne peut on pas prover par son cors²⁹, ains le covient prover³⁰ par³¹ garenz; et la preuve des garenz est moult grievie³² à faire³³ venir à³⁴ bataille, qui s'en set defendre³⁵ et le viaut faire; et il est assez devisié en cest livre coment l'on le poreit faire, si ne le³⁶ viaus³⁷ orres plus³⁸ esclarzir.

CHAPITRE XCV.

Quant l'on³⁹ appelle home de traïson⁴⁰, et elle n'est⁴¹ aparant, et il s'en euffre⁴² à defendre de son cors contre le sien⁴³ et tent son gage, coment et quant le seignor peut la bataille faire⁴⁴.

Qui viaut apeler home de traïson⁴⁵ qui n'est⁴⁶ aparant^b, saveir s'il s'en aerdra à lui sans esgart de court, par honte⁴⁷ ou par hatine⁴⁸ ou par⁴⁹ despit, ou par⁵⁰ volenté que il ait de combattre s'en⁵¹ à lui, il deit moutir la traïson dont il l'apelle⁵², et dire ensi en la presence de la court et⁵³ de celui cui⁵⁴ il viaut ape-

¹ Poing. B. c. — ² Je ais. B. — ³ De chascun des cos. c. — ⁴ Ais je. B. — ⁵ Poroit on. c. — ⁶ Home que. c. — ⁷ Defendist. c. — ⁸ Li. B. — ⁹ S'en. c. — ¹⁰ Peust. B. — ¹¹ S'en. B. — ¹² Qu'il soferroit. c. — ¹³ Poing. B. c. — ¹⁴ Me manque dans c. — ¹⁵ Et doit bien. B. — ¹⁶ L'un de manque dans B. — ¹⁷ Les. B. — ¹⁸ De la. B. — ¹⁹ Se peut on. B. Se peut l'on. c. — ²⁰ Plus grant et grief. c. — ²¹ De ses membres. B. — ²² Queus. c. — ²³ Mete. B. c. — ²⁴ On. c. — ²⁵ En meslée ou sans meslée manque dans B. — ²⁶ Ou manque dans B. — ²⁷ Sanz. B. — ²⁸ Ou en ville ou fors ville manque dans c. — ²⁹ Cors solement. B. Par son cors ains le covient prover manque dans c. — ³⁰ Ains le covient prover manque dans B. — ³¹ Que par. B. — ³² Grief. B. — ³³ A faire i. B. — ³⁴ A manque dans B. — ³⁵ Apercevoir. B. — ³⁶ Si n'en. c. — ³⁷ Veall. B. Veuill. c. — ³⁸ Mie. B. — ³⁹ Home. B. — ⁴⁰ Traysson. A, et de même ailleurs. — ⁴¹ Qui est. B. Qui n'est. c. — ⁴² Et s'en eufre. c. — ⁴³ Contre le sien manque dans B. c. — ⁴⁴ Desfaire. B. c. — ⁴⁵ Trayson. B. — ⁴⁶ Qui est. c. — ⁴⁷ Haine. c. — ⁴⁸ Ou par atahine. B. Ou por atine. c. — ⁴⁹ Par. c. — ⁵⁰ Por. B. — ⁵¹ S'ent. A. Soi. B. Se. c. — ⁵² De coi il l'a apelé. c. — ⁵³ De la court et manque dans c. — ⁵⁴ Que. B. c.

^a Cette définition de l'homicide n'est pas plus exacte que celle du meurtre donnée plus haut (c. LXXXV, p. 133). L'auteur qualifie le crime d'homicide, parce qu'il a été commis *en apert*, comme si un meurtre, avec toutes les circonstances aggravantes, ne pouvait pas être commis publiquement; et il regarde comme une chose indifférente que le fait ait eu lieu en meslée ou hors de meslée. Les *Etablissements*, au contraire, et avec raison, consi-

dèrent la meslée, jointe à la provocation, comme une circonstance atténuante. (L. I, c. XXVII.)

^b La trahison était un crime dont la répression dominait tout le système pénal de la féodalité, parce qu'il se composait de deux actes également graves: l'attaque contre les droits ou la personne du trahi, et le mépris des devoirs qui étaient, entre les seigneurs et les vassaux, le principe de leurs relations.

ler : « Sire, tel, » et le nome, « a ¹, come faus et desleau, faite ² tel ³ traïson contre « tel, » seit ⁴ le seignor ou autre; et le nome ⁵, et die après la traïson ⁶. « Et se il « le née, je sui prest que je li preuve de mon cors contre le sien, et que je le ⁷ « rende ⁸ mort ou recreant ⁹ en un orre ¹⁰ de ¹¹ jor : et veés en ci ¹² mon gage. » Et s'agenoille devant le seignor, et li tende son gage ¹³. Et se celui que l'on apelle ensi s'en viaut aerdre à celui qui l'a apelé ¹⁴ de son cors contre le sien ¹⁵, il ¹⁶ le deit maintenant ¹⁷ desmentir ¹⁸, et offrir sei ¹⁹ à defendre de son cors contre le sien, et tendre ²⁰ son gage au seignor à genoills. Et se il le fait, le seignor en petit recevoir ²¹ les gages, se il viaut. Et se il ne les viaut recevoir ²², il lor deit dire qu'il se ²³ sueffrent ²⁴ de celle hatine ²⁵; que il ne viaut orres que bataille en seit faite ne ²⁶ gagiee en sa court, se ce n'est par esgart ou par conoissance de court ou par assise. Et se le seignor dit ²⁷ ce, il n'i aura ²⁸ point de bataille : car ²⁹ se il requiert esgart ou conoissance de court de la bataille avoir, dont l'apel et la defence ³⁰ est ³¹ faite si come il est devant dit, la court n'esgardera ³² ja ³³ que ³⁴ bataille en deit ³⁵ estre ne ³⁶ seit ³⁷ par assise ne par usage ³⁸. Car ³⁹ bataille de traïson ne peut ⁴⁰ estre par esgart ne par conoissance de court ne par assise, se la traïson n'est aparant. Mais se le seignor en resseit ⁴¹ les gages, la bataille ne peut demorer que par l'assent ⁴² des trois parties, dou seignor et ⁴³ de l'apeleor et dou defendeur. Que le seignor ⁴⁴ ne la peut desfaire, se aucuns ⁴⁵ des champions le ⁴⁶ viaut et set mener par esgart ⁴⁷. Que se l'apeleor se voleit ⁴⁸ relaissier ⁴⁹ de son apel ⁵⁰ et desdire sei ⁵¹ à ⁵² court, et l'apelé se ⁵³ tenist apaié, et feissent ⁵⁴ pais ensemble, n'en ⁵⁵ peut la bataille demorer sans la volenté dou seignor, puisque il en a les gages receus; que puisque ⁵⁶ l'apeleor et ⁵⁷ l'apelé s'acordent ⁵⁸ ensemble par leur volenté ⁵⁹ à ⁶⁰ doner les ⁶¹ gages au seignor ⁶² et li euffrent ⁶³, il metent ⁶⁴ leur volenté ou poeir de celle dou ⁶⁵ seignor; et se ⁶⁶ celle dou seignor s'accorde avec ⁶⁷ la leur au recevoir des gages, et il les receipt, les trois volentés se joignent ensemble, et font ⁶⁸ une meisme ⁶⁹ volenté et un meismes otrei. Car bien otreie l'apelé le assent ⁷⁰ de l'apeleor, quant il s'aert à lui de ⁷¹ bataille sans esgart et sanz conoissance de court et sanz assise ⁷² et sanz destrece ⁷³, de la traïson ⁷⁴ que l'on li met sus ⁷⁵; et le seignor se ⁷⁶ otreie bien et assent ⁷⁷ à la volenté des deus, quant il resseit ⁷⁸ les gages sanz esgart ⁷⁹ ou ⁸⁰ sans conoissance de court et sans

¹ A manque dans c. — ² Fist. c. — ³ Tele. B. — ⁴ Se c'est contre. c. — ⁵ Et nomme les deux et la traïson. B. c. — ⁶ La traïson manque dans B. c. — ⁷ L'en. c. — ⁸ L'en rendrai. B. — ⁹ Vaincu. B. — ¹⁰ En une hore. c. — ¹¹ Dou. B. — ¹² Veés ent si. A. Veés ensi. c. — ¹³ Et li tende son gage manque dans c. — ¹⁴ L'apelle. T. — ¹⁵ Contre le sien manque dans c. — ¹⁶ Ausi il. c. — ¹⁷ Maintenant manque dans c. — ¹⁸ Desmentir mot à mot. c. — ¹⁹ Se. c. — ²⁰ Et en tende. c. — ²¹ Recevoir. B. c. — ²² Recevoir. B. c. — ²³ S'en. B. c. — ²⁴ Sueffrent. c. — ²⁵ Haatine. B. Haitine. c. — ²⁶ Faite ne manque dans c. — ²⁷ Dit que il ne veut. B. — ²⁸ Ce, il n'i aura manque dans B. — ²⁹ Ore. B. Que. c. — ³⁰ Et l'affense. B. — ³¹ A esté. c. — ³² N'esgardera ne conoistra. B. — ³³ Ja manque dans B. c. — ³⁴ Ne conoistra. c. — ³⁵ Ne doie. B. En doive. c. — ³⁶ Ne ne. B. — ³⁷ Ne seit manque dans c. — ³⁸ Ne par usage manque dans B. c. — ³⁹ Que. c. — ⁴⁰ Doit. c. — ⁴¹ Reçoit. B. Receipt. c. — ⁴² L'assent. c. — ⁴³ Et manque dans B. — ⁴⁴ Que nesun des trois. B. Que le seignor de soi. c. — ⁴⁵ Aucun. B. c. — ⁴⁶ L'en. B. c. — ⁴⁷ Et set mener à ce que il l'en peut mener par l'esgart. B. Et set mener à ce que il porra par l'esgart de la cort. c. — ⁴⁸ S'en vosist. c. — ⁴⁹ Relaisser. c. — ⁵⁰ Rapel. c. — ⁵¹ S'en. B. S'ent. c. — ⁵² En. B. c. — ⁵³ S'en. B. c. — ⁵⁴ Et font. c. — ⁵⁵ Ne. B. c. — ⁵⁶ Puisque manque dans B. Que là où la volenté de. c. — ⁵⁷ Et de. c. — ⁵⁸ S'acorderent. B. — ⁵⁹ Par leur volenté manque dans c. — ⁶⁰ Au. c. — ⁶¹ Des. c. — ⁶² Au seignor manque dans c. — ⁶³ Les gages et les offrirent au seignor. B. Et les euffrent au seignor. c. — ⁶⁴ Et il mirent. B. Il mentent. c. — ⁶⁵ Au. B. — ⁶⁶ B. c. — ⁶⁷ Avé. c. — ⁶⁸ Et sont. c. — ⁶⁹ Meismes. B. Meisme manque dans c. — ⁷⁰ La volenté. c. — ⁷¹ De la. c. — ⁷² Ce qui suit, jusqu'à met sus, manque dans B. — ⁷³ Destresce. c. — ⁷⁴ De raison. c. — ⁷⁵ Que l'on li met sus manque dans c. — ⁷⁶ Se manque dans B. c. — ⁷⁷ Et s'assent. c. — ⁷⁸ Reçoit. B. Receipt. c. — ⁷⁹ L'esgart. B. — ⁸⁰ Et. B. c.

force d'assise ne d'usage¹. Que puisque² dreit ne le destraint, ne raison ne li fait ce faire, donc³ otreie il bien de estre⁴ la bataille, et ajoint⁵ sa volenté o les leurs⁶, quant il de sa preupre⁷ volenté resseit⁸ les gages. Et la⁹ chose otreiée et faite en court ne peut estre delaissiée¹⁰ ne desfaite par raison, se ce n'est par la volenté de totes les parties qui sont parsoniers¹¹ de cel fait. Et à mei semble par les raisons devant dites, que totes les trois parties sont parsoniers¹² de¹³ cel fait, et leur volenté de la bataille est conjointe et otreiée¹⁴ ensemble come chose faite et otreiée en court, puisque le seignor et¹⁵ l'apeleor et l'apelé ont fait en la court les choses avant dites : par¹⁶ quei¹⁷ il ne me semble que¹⁸ bataille puisse demorer, puisque les gages en sont donés et receus, si come il est avant dit¹⁹, que par l'acort²⁰ et la volenté des trois parties. Et se aucun dit que le seignor peut²¹ desfaire²² bataille ensi gagiée, je di que²³ se il le²⁴ fait, ce a esté²⁵ par esgart ou²⁶ par conoissance de court, après ce que il aura²⁷ esté defendu et contrasté²⁸ par aucun des champions, si come il est devant²⁹ dit³⁰. Que ce que seignor fait sans esgart de court n'est mie assise, ni ne doit estre maintenu come assise³¹, se l'un³¹ peut³² mostrer raison à l'autre³³ tel³⁴ que court esgarde³⁵ que ce qui a esté fait autre feis ne deit lors estre fait³⁶ par³⁷ les raisons que l'on a dit encontre; que la court ne doit faire esgart ne conoissance que des paroles que l'on a dit³⁸, quant l'on se pose sur court.

CHAPITRE XCVI.

Qui appelle home de traïson qui n'est aparant, et il ne se³⁹ viaut à lui aerdre, coment il le deit faire.

Se celui que l'on appelle de traïson, et la traïson n'est aparant, et il ne s'en viaut aerdre par⁴⁰ bataille à celui qui l'a appelé⁴¹, il le⁴² deit desmentir mout à mout⁴³ de⁴⁴ ce qu'il li a mis sus :⁴⁵ et li peut dire et metre sus moult de vilainies⁴⁶, et après dire qu'il est prest que il s'en⁴⁷ defende de la traïson que il li met sus, tot ensi⁴⁸ come la court esgardera ou conoistra que il defendre s'en

¹ Et sanz assise ne usage. B. Au lieu de ce qui suit, on lit dans B : ne droit ne raison ne le fait faire. —
² Puisque manque dans c. — ³ Dont. B. c. — ⁴ Bien en court. c. — ⁵ Ajont. c. — ⁶ Leur. c. — ⁷ Prope. B. Propre. c. — ⁸ Reçois. B. Recetit. c. — ⁹ La manque dans B. c. — ¹⁰ Desdite. c. — ¹¹ Parçonieres. B. Parçonieres. c. — ¹² Parçonieres. B. Parsonieres. c. — ¹³ En. c. — ¹⁴ Et otreiée manque dans c. — ¹⁵ Et manque dans B. — ¹⁶ Por. B. — ¹⁷ Por coi. c. — ¹⁸ Que la. B. c. — ¹⁹ Ce qui suit, jusqu'à parties, manque dans B. — ²⁰ L'asent. c. — ²¹ Les seignors pueent. B. Les seignors ont. c. — ²² Desfait. c. — ²³ Et que il le peuvent faire, je di que. c. — ²⁴ Il l'ont. B. c. — ²⁵ Ce a esté manque dans B. Ce n'a esté. c. — ²⁶ Ne. c. — ²⁷ Il a. B. c. — ²⁸ Contresté en cort. B. Constratés en cort. c. — ²⁹ Devant manque dans B. — ³⁰ Au lieu de ce qui suit, on lit dans A : que ce que seignor ne esgart de court n'est pas tenu ni ne deit, etc. Si con il doit. c. — ³¹ Si l'en. c. — ³² Se l'on ne puet. B. — ³³ A l'encontre. c. — ³⁴ Tele. B. — ³⁵ L'esgarde. B. L'esgarde ou conoisse. c. — ³⁶ Ne deit lors estre fait manque dans c. — ³⁷ Por. c. — ³⁸ L'on dit. B. c. — ³⁹ S'en. B. c. — ⁴⁰ Por. c. — ⁴¹ L'apele. B. L'a apelé. c. — ⁴² L'en. c. — ⁴³ Maintenant. B. Mot à mot. c. — ⁴⁴ De manque dans c. — ⁴⁵ Ce qui suit, jusqu'à vilainies, manque dans B. — ⁴⁶ Moult de lait et de vilainie. c. — ⁴⁷ Se. B. — ⁴⁸ Tout aussi. c.

* Le mot *assise*, qui avait tant d'acceptions différentes, est pris ici dans le sens de *jugement*. On voit que le seigneur n'était, à proprement parler, que l'organe de la cour, et qu'il ne pouvait rien faire par lui-même qui

liât les parties et engageât la cour; ce qui plaçait les tribunaux dans la nécessité de procéder à chaque instant par esgard, et devait beaucoup retarder la décision des affaires.

deie; et mete¹ se en l'esgart de la court, sauf son retenaill. Et² la court n'esgardera³, ce cuit, que il y ait bataille de traïson, s'elle n'est aparant.

CHAPITRE XCVII.

Coment et de quei la trayson est aparant.

Qui viaut faire apiau de trayson aparant, il deit⁴ saveir de quei la trayson est aparant. Et ce sont les choses de quei il me souvient⁵ orres que la trayson est aparant, et de quei l'on peut faire apiau de trayson aparant, de quei l'on ne se peut defendre d'aerdre se⁶ de bataille par esgart ne par conoissance de court. Se le seignor ait chastel⁷ ou forterece qui li ait⁸ esté traye ou emblée ou que aucun l'ait⁹ traye ou rendue¹⁰ sanz son congié à autre¹¹, ou que par aucune autre maniere ait esté traye la forterece, la trayson est aparant dou chastel ou de la forterece que le seignor aura perdue : si peut l'on bien apeler de celle trayson qui que l'on viaut, et metre li sus, se il esteit en la forterece, que il l'ait traye¹² et que par lui ait esté perdue; et se il n'esteit dedenz, que par son porchas a esté celle trayson faite; et que puisque il la porparla¹³ et la¹⁴ porchassa, que il l'a faite; et que se par lui ne fust, elle n'eust pas esté faite, et que puisque par lui¹⁵ a esté faite, il l'a bien faite. Et de ce me semble il que il y a tornes de bataille¹⁶ de la forterece qui a este perdue; et que l'on met sus à celui qui est apelé¹⁷ que¹⁸ par lui a esté porchassée et faite celle trayson, si ne me semble que il s'en puisse defendre par esgart ne par conoissance de court, que il de celle trayson ne li coveigne defendre¹⁹, et par bataille²⁰. Et se le seignor a esté nafré ou assailli en agait²¹ de genz armés par le chemin²² où il est passé ou que il deveit²³ passer, ou que genz armées qui ne soient coneus²⁴ dou seignor soient venus soudeinement en l'ostel dou seignor ou en autre part où le seignor seit, ou dont il se seit briement²⁵ partis seit de jor ou de nuit, se il ne sont venus par son comandement ou par essoine²⁶ aparant que il les y covenist venir²⁷ armés, et l'on met sus à aucun des homes²⁸ dou seignor²⁹ que

¹ Et metre. c. — ² Et manque dans B. Que. c. — ³ La cort esgardera. B. La cort n'esgardera jà. c. — ⁴ Il la doit. D. E. — ⁵ Il me semble. B. C. D. E. T. — ⁶ D'aerdre le. B. De non aerdre se. c. D. E. De non aerdre s'en. T. — ⁷ A aucun chastel. c. — ⁸ Est. D. — ⁹ Aucuns l'aient. B. C. — ¹⁰ Vendue. B. C. L'aie traïe à vendre ou vendue à autre. D. E. T. — ¹¹ B. C. — ¹² Qui a esté traïe. D. E. T. — ¹³ Parla. c. Pourparla. D. — ¹⁴ D. E. T. — ¹⁵ Et depuis que par lui. B. — ¹⁶ Qu'il y auroit bataille. c. — ¹⁷ Que l'on apele. B. Que l'en a apelé. c. — ¹⁸ Les mots depuis par lui a esté faite, jusqu'à celui qui est apelé que, manquent dans D. E. T. — ¹⁹ Ne le coviegne à deffendre. B. Ne l'en convenist à defendre. c. Ne le convient à deffendre. D. Ne le convenit à deffendre. E. Ne convienne à deffendre. T. — ²⁰ Ou agueté. D. E. T. — ²¹ D'aucunes gens par le chemin. B. — ²² Et où il devoit. T. — ²³ Amis. c. D. E. T. — ²⁴ Maintenant. B. Ou dont l'on s'en est parti brement. T. — ²⁵ Besoin. c. Besoigne. D. E. Besoing. T. — ²⁶ Que il les coviegne. B. — ²⁷ A houme. E. A home. T. — ²⁸ A l'un de ceaus. B.

* Les exemples de ce genre de trahison sont très-fréquents dans l'histoire. Nous nous contenterons d'en citer un seul. En 1211, Simon de Montfort ayant appris que les habitants de Puylaurens avaient livré leur ville à Sicard leur ancien seigneur, lequel tenait assiégés dans le château les gens de Guy de Lucé, à qui il l'avait donné, se mit en marche pour aller les secourir; mais en arrivant à Castelnau-dary, on lui manda que le chevalier qui avait la garde du château de Puylaurens au

nom de Guy de Lucé, l'avait livré à ses ennemis, après avoir reçu une somme considérable. Il fit aussitôt faire le procès à ce chevalier, qui l'était venu trouver pour s'excuser, et le fit pendre, parce qu'il n'avait pas voulu se justifier par le duel. *Cum de prodicione in curia comitis accusaretur miles ille, et nollet se defendere per duellum, memoratus Guido illum patibulo suspendi fecit. Petrus Vallium Sarnaii. (Rerum Gallicarum Scriptores, t. XIX, p. 50 E.)*

les genz avant dites vindrent par son porchas là où ils ont esté¹ por le seignor murtrir ou prendre², la trayson est aparant des genz armées qui là vindrent : si ne se peut mie defendre par esgart de court celui à qui l'on met sus celle trayson, c'il en est apellé³; ainz li⁴ covendra, ce me semble, à defendre et combattre s'ent⁵. Et se la feme ou la fille ou la mere ou la suer dou seignor ont⁶ esté emblées ou prises à force et menées à force hors de l'hostel⁷ ou de la forterece dou seignor ou de là où il les aureit⁸ mises et laissies en garde, ou se le fiz ou le pere ou le frere dou seignor fu pris ou⁹ ocis en trayson, la trayson est aparant dou fait qui a esté et est fait contre le seignor¹⁰; car toz sont si preuchains dou seignor qu'il sont aussi come sa char et lui meismes^{*}. Et de cest cas et de pluisors autres semblans à ces¹¹, me semble il qu'il y a bataille de trayson, se aucun en appelle autre, sans ce que l'on se¹² puisse defendre par esgart de court, mais que celui qui fait l'apel¹³ ne seit de ciaux qui n'ont vois ne respons en court¹⁴; porce que les¹⁵ choses ont esté¹⁶ et sont aparant de quei on li met sus la traïson. Car c'il n'i aveit bataille de traïson à qui s'en vodreit¹⁷ defendre par esgart de court, la¹⁸ traïson que il ait faite ne peut estre aparant en court, se il ne la faiseit en court, ou se il ne la conoisseit en court, ou se il n'esteit ataint ou prové que il eust la traïson faite¹⁹ par esgard ou par conoissance de court; et ce il en esteit ensi²⁰ ataint ou prové ou il eust²¹ la trayson faite ou coneue²² en court, il ne covient²³ point de bataille : que²⁴ celui qui de l'une des dites choses est ataint, il²⁵ deit estre pendu come traïtor, se le seignor le peut avoir, et ses²⁶ heirs deserités à tozjors, come heirs de traïtor ataint ou prové²⁷ par esgart ou

¹ Là cil ont esté. c. — ² Le. E. T. — ³ Se il n'est apelés. E. — ⁴ Le. B. Si. E. — ⁵ Soi. B. Se. C. D. E. T. — ⁶ A. T. — ⁷ Hors de lor hostel. T. — ⁸ Avoit. E. — ⁹ Et. B. C. D. E. T. — ¹⁰ Il est contre le seignor. T. — ¹¹ Assez. T. — ¹² S'en. B. E. T. En. D. — ¹³ Ledit apel. C. D. E. T. — ¹⁴ B. D. E. — ¹⁵ Ces. T. — ¹⁶ B. C. D. E. T. — ¹⁷ On s'en vouldroit. B. Qui s'en vodroit. C. E. T. Qui en vouldroit deffendre. D. — ¹⁸ Car. B. C. D. E. T. Car la traïson doit estre aparent en court qu'il l'ait (l'eust. E. T.) faite se il ne la faisoit, etc. D. E. T. — ¹⁹ Que il eust la traïson faite manque dans B. C. E. — ²⁰ Et se il n'estoit ausi. c. Et se il n'estoit ensi. D. T. — ²¹ Qu'il eust. D. E. T. — ²² Et se il en (estoit) aussi ataint come il voust la trayson faite ou coneue. D. — ²³ Conviendroit. D. B. T. — ²⁴ Car. D. E. T. — ²⁵ Qu'il. E. — ²⁶ B. C. D. E. T. — ²⁷ Ataint ou prové manque dans E. T.

* L'auteur ne définit pas la trahison apparente, mais énumère les quatre circonstances principales où elle avait lieu. Les *Établissements* se contentent d'indiquer deux cas particuliers de trahison : la trêve enfreinte, « qui est une des grans traïsons, » et le vol commis par l'homme qui sert son seigneur. (L. I, c. xxviii.) On conçoit que le législateur n'ait pas cherché à définir un crime qui pouvait être commis dans toutes les circonstances où le vassal était appelé à remplir ses devoirs auprès de son seigneur, et qu'il en ait abandonné l'appréciation à la jurisprudence et aux juges. Mais les juriconsultes vont toujours plus loin que le législateur; et André Hornes, juriconsulte anglo-normand, contemporain d'Ibelin, n'a pas reculé devant la difficulté de définir le crime de trahison.

Selon cet auteur, la trahison a lieu *per sancke* et *per loyer*.

1° « *Per sancke* : come si le un parent fait à autre, « chose que luy torne à mort, ou disherison, ou à perte « d'homage; car la quantité de treason est accoursement « de vie ou de membre, ou decresse de terrene honnour, « ou encrease de villenie honte.

2° « *Per loyer* (convention) : come si un à qui jeo ave-
« rois loué, pour moi faire fealté, ou soit seisie en de-

« meisne de manoir ou de done, ou de loyer, ou de
« courtesie, fausse mon feal, ou disparage ma fille en
« ma chambre, ou ma femme, ou la nourrice de mon
« heire ou le aunte; ou fait chose qui moy court à mort,
« per felonie compassante à dishonor ou damage del corps
« ou de mes heirs, ou discovre mon conseil ou qui soit
« chargeant à mon confusion. »

Hornes nous apprend encore que « treason ne se fait
« forsques entre aliés, que poient estre per linage, affi-
« nité et homage, serement, loyer. » (*The Myrror of jus-
tice*, c. I, sect. vi, p. 502.)

Selon Britton, c. viii, p. 29 : « Treson est chescun do-
« mage que l'en fait ascient ou procure de faire à celui
« à que l'en fait amy. Et poit estre treson graund et petit,
« dount ascun demaunde jugement de mort, et ascun
« amission de membre et jugement de pillori, ou pe-
« naunce de prison, et ascun plus simple punissement,
« solonc la manere del fait. » Britton énumère ensuite
les cas de trahison, qui sont à peu près les mêmes
que ceux indiqués par Hornes, et qui montrent que la
trahison, lorsqu'elle était commise par le vassal contre
son seigneur, devenait ce crime de félonie (*felony*) sur
lequel les lois anglaises conservent encore aujourd'hui
des dispositions.

par conoissance de court, se le seignor viaut après les erremens¹ comander à sa court qu'elle li² en face esgart ou conoissance.

CHAPITRE XCVIII.

Qui viaut faire apiau de trayson aparant, coment il le deit faire³.

Qui de l'une des⁴ avant dites choses ou de aucune semblable⁴ à elles, de quei la⁵ trayson est aparant, veut faire apiau⁶, il deit venir devant⁷ le seignor en⁸ la court et demander conseil⁹; et quant il aura son¹⁰ conseil, ce celui que il viaut apeler de la trayson n'est present en la cour, il doit faire dire au seignor : « Sire, je voz fais assaveir¹¹ que tel, » et le nome, « est vostre traïtor, come celui qui tel trayson a faite contre vos^b; » et dire quel la trayson est¹²; « mandez le querre; et quant il sera venus en vostre court, se il viaut neer « ce que je li met sus, je li proverais¹⁵ de mon cors contre le sien. » Et le seignor le deit mander querre. Et se il se destorne, et il est son home, il le deit faire¹⁴ querre et semondre¹⁵ par trois de ces homes, l'un en leuc de lui, et les deus come court. Et ciaux trois le deivent tant querre que il le truissent¹⁶. Et quant il l'auront trové, celui qui est en leuc dou seignor li deit dire ensi : « Tel, » et le nome¹⁷, « je voz semons de par mon seignor tel, » et le nome, « que vos seiés à tel jor devant lui en tel leuc, » et nome¹⁸ le jor et le leuc, « por vos aleauter vers tel de tel trayson que il voz met sus; » et die la trayson

¹ *Devant dis.* B. C. D. E. T. — ² *Li* manque dans T. — ³ *Qui une des.* D. *Qui d'une des.* E. T. — ⁴ *Ou d'aucunes semblans.* C. *Ou d'aucunes semblables.* D. E. T. — ⁵ *A eaus que la.* D. E. T. — ⁶ *De traison.* D. E. T. — ⁷ *Avant.* B. — ⁸ *A.* D. E. — ⁹ *Li conseil.* T. — ¹⁰ D. E. T. — ¹¹ *En vostre cort.* B. C. *Et à vostre court.* D. E. T. — ¹² *Et dire telle.* D. *Et dire quelle.* E. T. — ¹³ *Provera.* B. *Prouverai.* D. *Preuverai.* E. *Proverai.* T. — ¹⁴ D. E. — ¹⁵ *Faire semondre.* B. *Et semondre* manque dans C. — ¹⁶ *Le doivent semondre ou querre tant que ils le trouvent.* D. E. *Et querre.* T. — ¹⁷ D. E. T. — ¹⁸ *Nomer.* C.

* Ce crime ne se reproduisait que trop souvent sous le régime féodal, et la répression en devenait impossible quand le coupable était un personnage redoutable; aussi voit-on les doctrines les plus étranges, sur la nature de ce crime, publiées et admises. Dans le débat qui eut lieu, en 1216, entre le pape Honorius III et les envoyés de Philippe-Auguste, au sujet du jugement de la cour des pairs de France, qui avait condamné Jean-sans-Terre comme coupable d'avoir assassiné son neveu Arthur de Bretagne, on entendit le pontife déclarer que le roi d'Angleterre avait pu tuer son neveu *sine judicio*, parce qu'Arthur était *nocens et proditor domini et avunculi; cui homagium et ligantiam fecerat*. (Matheus Parisiensis, t. I, p. 284, n° 20.) Il est inutile de dire que jamais une pareille doctrine n'avait été reçue ni en France ni ailleurs. Les seigneurs puissants ne pouvant être, par le fait, actionnés en justice pour crime de trahison, convenaient entre eux de ce qui devait arriver dans ce cas. Par un traité passé, en 1161, entre l'empereur Frédéric, d'une part, et Raymond Bérenger IV, comte de Barcelone et prince d'Aragon, et le comte de Provence, de l'autre, il fut convenu qu'il serait permis à ce comte, ainsi qu'à celui de Barcelone, après qu'ils

auraient reçu de l'empereur l'investiture de leurs fiefs, et qu'ils lui auraient fait hommage et prêté serment de fidélité, d'intenter contre Hugues de Baux, leur ennemi, l'action de parjure et de faux hommage, et que soit que Hugues se défendit ou qu'il se soumit, l'empereur et sa cour lui feraient justice; que si le comte accusait Hugues de trahison et de félonie, et que ce seigneur refusât le duel contre un de ses pairs, ou si, l'ayant accepté, il était vaincu, l'empereur confisquerait alors son domaine, et ne le protégerait plus. (D. Vaissette, *Histoire du Languedoc*, II, 494.)

En France, la procédure sur appel de trahison était la même qu'en cas d'appel de meurtre. (*Établissements*, l. I, c. xxvii et xxviii; l. II, c. vii. *Usage de Tourenne et d'Anjo*, ms. c. cvii.)

^b L'appelant se plaignait d'une trahison commise, non pas envers lui-même, mais à l'égard de son seigneur. Chaque vassal pouvait donc se faire le champion des droits et de l'honneur de son suzerain, ce qui était la conséquence des liens étroits qui les unissaient l'un à l'autre. Cette association intime qui enfantait tant d'actes de dévouement et de reconnaissance est le beau côté des institutions féodales.

que celui li ¹ aura mise sus en la court, et puis redie ce meismes autre deus feis. Et quand il l'aura ² ensi semons par treis feis, die as autres deus qui sont venus avec lui ³ come court : « Je vos trais à garant ⁴ coment et de quei ⁵ je ai « tel, » et le nome, « semons. » Et puis doivent venir devant le seignor en la court; et celui qui a la semonce faite la deit retraire au seignor en la court, et les autres deus qui ont esté avec ⁶ lui à la semonce faire li doivent garentir ⁷. Et quant ce sera fait, le seignor deit faire ⁸ assaveir à celui qui la trayson a mis ⁹ sus à l'autre, le jor ¹⁰ a quei ciaux ¹¹ ont celui semons sur qui il met la trayson; et il deit estre celui jor en la court ¹². Et ce celui qui a esté ensi semons ne vient à ¹³ celui jor en la court, ou ne contremande son essoine ¹⁴ si come il deit, il me semble que il est ataint de la trayson que il li a mis ¹⁵ sus, et que le seignor peut ¹⁶ de iqui ¹⁷ en avant faire de son cors et de son fié et de totes ces autres choses ensi come d'ome ataint de trayson ¹⁸. Mais il deit dire avant à sa ¹⁹ court coment on li a mis sus trayson ²⁰, et quel et qui, et coment il le fist semondre de sei venir aleauter ²¹ à jor nommé; et il n'i est venus, ni a contremandé son essoigne, si lor requiert que il li conoissent qu'il deit faire de lui et de ces choses ²². Et la court deit ²³ conoistre, ce me semble, que puisque il l'a fait ensi semondre come il a dit, et il ne c'est venus ²⁴ aleauter de la trayson que on li a mise sus ²⁵, ne il n'a contremandé son essoigne si come il deit, qu'il peut de lui et de ces ²⁶ choses faire come d'ome ataint de trayson. Et ce il vient ²⁷ à celui jor en la court, celui qui li met sus la trayson i deit estre, et deit fait dire par son conseil lau seignor, en la presence de celui sur qui il met sus la trayson : « Sire, tel vos dit, et je por lui, que tel est votre traïtor, » et les ²⁸ nome, « de « tel trayson que il fist contre vos; » et die quel. « Et se il le née ²⁹, il est prest « que il li ³⁰ preuve de son cors contre le sien, et que il le ³¹ rende mort ou re- « creant en un orre de jor ³². Et vés ent si son gage. » Et lors celui qui a fait ³³ l'apel aille avant et s'agenoille devant le seignor, et li tende son gage. Et il co- vient que la traïson ait esté ou seit aparant, si come il est avant devisié. Et ce- lui que l'on apele ensi de trayson deit demander conseil; et quant il l'aura eu ³⁴, celui qui est à son ³⁵ conseil deit dire : « Sire, tel a conseil ³⁶ : c'il ³⁷ « est aucun qui veuille dire aucune chose contre lui, il l'ora ³⁸ et respondra, et « fera ce que il devera. » Et lors celui qui est au conseil de l'apeleor ³⁹ deit dire : « Sire, tel, » et le nome, « vos fait assaveir, et je por lui, que tel, » et le nome, « est vostre traïtor de tel trayson que il a faite contre voz. Et ce il le née ⁴⁰, il « est prest que il li preuve de son cors contre le sien, et que il le ⁴¹ rende mort

¹ Que li. D. Que il li. E. T. — ² Et quant il l'a. D. E. — ³ O lui. D. E. T. — ⁴ A garanz. B. A garents. T. — ⁵ Come (coment. T.) et pourquoi. D. Coument et pourquoy. E. — ⁶ Avecques. D. E. T. — ⁷ Lui doivent garantie. D. E. T. — ⁸ Ce. B. D. E. T. — ⁹ Met. B. A mise. D. E. T. — ¹⁰ Et le jor. T. — ¹¹ Ciaux qui. B. C. D. E. T. — ¹² Et il doit dire à estre en la court celuy jour. D. E. T. — ¹³ B. C. D. E. T. — ¹⁴ S'esoigne. C. S'essoigne. D. E. T. — ¹⁵ Que celui li met. B. C. D. E. T. — ¹⁶ En peut. D. E. T. — ¹⁷ D'enqui. B. C. De qui. E. T. — ¹⁸ De traïteur. D. De traïtour. E. T. — ¹⁹ La. B. — ²⁰ Commant l'on li mit traïson sus. D. E. T. — ²¹ De venir s'en aleauter. B. C. De venir s'en aloyauter. D. T. De venir s'en alaiauter. E. — ²² Si lor requiert que li..... ses choses. B. Si lor requiert que il lor conoisse que il en peut faire de lui et des soas choses. C. Que il connoissent que il peut faire de luy et des ces choses. D. E. T. — ²³ Li doit. B. C. D. E. T. — ²⁴ Et ils n'en estoit venus. D. S'estoil. E. T. — ²⁵ Que l'on li met sus. B. C. D. E. T. — ²⁶ Des soes. B. C. Et des. D. Et de ses. E. T. — ²⁷ Et ce celui y vient. D. E. T. — ²⁸ Le. B. C. E. T. — ²⁹ Noie. C. D. E. T. — ³⁰ Le. B. Luy. D. Lui. T. — ³¹ L'en. B. C. D. — ³² En une hore dou jor. B. En une hore de jor. C. En une oure dou jour. D. E. T. — ³³ Qui fait. B. C. D. E. T. — ³⁴ Et quant il l'aura. B. Et quant il aura. C. D. E. T. — ³⁵ Au. E. — ³⁶ Ces mots : deit dire : Sire, tel a conseil, manquent dans C. — ³⁷ Se il. B. D. E. T. S'il. C. — ³⁸ Il oyra. D. E. Il l'oïra. T. — ³⁹ Et lors l'apeleor. B. C. D. E. L'apeleir doit dire par son conseil. T. — ⁴⁰ Noie. C. D. E. T. — ⁴¹ L'en. B. C.

« ou recreant en un orre de jor ¹. Et veés ent si son gage. » Et die que la traïson est ² que il li met sus. Et lors celui qui fait l'apel s'agenoille devant le seignor, et li tent ³ son gage. Et adonc celui qui est au conseil de l'apeleor ⁴ deit dire, se le fait est ⁵ aparant de quei il li met sus la trayson : « Sire, la trayson il de-
« fent et née mout à mout si come il li met sus, et le desment tot mout à
« mout ⁶; et est prest que il s'en ⁷ defende de son cors contre le sien : et veés
« ent si son gage. » Et lors celui qui se defent aille ⁸ avant et s'agenoille devant
le seignor, et li tende son gage. Et adonc l'apeleor si die ⁹ : « Et je sui prest
« que je li preuve de ¹⁰ mon cors contre le sien, et que je le ¹¹ rende mort ou
« recreant en une orre de jor : et veés ent si mon gage. » Et le defendeor
deit dire : « Et je suis prest que je me defende de mon cors contre le sien, et
« que je le rende mort ou recreant en une orre de jor, et veés ent si mon
« gage ¹². » Et lors le seignor deit recevoir les gages, et deit comander à sa court
que elle li conoisse ¹³ coment celle bataille deit estre faite; et à quel jor, et de
quei et coment il deivent estre armés ou ¹⁴ champ ^a. Et la court deit conoistre
que la bataille deit estre à cheveu, au quarantisme jor ¹⁵, et que les cham-
pions deivent estre armés come chevaliers champions de tel bataille ¹⁶ faire dei-
vent estre por tel carelle ¹⁷ : et la maniere coment ¹⁸ il le deivent estre est après
devisée en cest livre, et coment il se deivent poroffrir ¹⁹. Et quant la court aura
ceste conoissance faite, le seignor deit comander as champions que il seient ²⁰
au quarantisme jor devant lui ²¹ apareilliés de chevaus et d'armeures ²², si come
la court l'a coneu, aprestés à ²³ faire ce que chascun a offert à faire. Et lor deit
nomer le leuc où il viaut qu'il seient ²⁴ devant lui à celui jor, et il i ²⁵ deivent
estre por eaus poroffrir ²⁶ et por totes les autres choses faire qu'il covient à faire
à champion, et le ²⁷ deivent faire si come il est devisié en cest livre ²⁸ que l'en
deit faire là où l'on parole de tel chose ^{29 b}.

¹ En une hore dou jor. B. En une hore de jor. C. En une oure dou jour. D. E. T. — ² Quel traïson ce est. B. T. Quel la traïson est. C. Quel traïson est. D. E. — ³ Tende. B. — ⁴ Dou deffendeor. B. Do defendeor. C. Dou deffendoir. D. T. Dou deffendeoir. E. — ⁵ A esté. C. D. E. T. — ⁶ L'en desment mot à mot. B. Ces mots : si come il li met sus, et le desment tot mout à mout, manquent dans C. — ⁷ Se. D. E. T. — ⁸ Y aille. D. E. — ⁹ L'apeleor die. B. C. D. L'apelour die. E. L'apeloir. T. — ¹⁰ De n'est pas dans E. — ¹¹ L'en. B. C. — ¹² Et je suis pret que je m'en deffende, et que je l'en rende mort ou veincu en une hore dou jor, et veez en ci mon gage. B. Et je suis prest que je li preuve de mon cors contre le sien et que je l'en rende, etc. C. Les mots : et le defendeor doit dire, jusqu'à mon gage, manquent dans D. E. T. — ¹³ A la cort que ele conoisse. B. A sa court que elle connoisse. D. E. T. — ¹⁴ El chanp. C. Ils doivent estre el champ. D. E. T. — ¹⁵ A XL. jors. B. Au carantime jor. C. Au quarantieme jour. D. E. T. — ¹⁶ Champions de bataille. C. D. E. T. — ¹⁷ De tel querele. B. C. T. De tel quarele. D. E. — ¹⁸ Et commant. D. E. Et coment. T. — ¹⁹ Proffrir. B. Poroffrir. C. Pour offrir. D. E. Venir pour offrir. T. — ²⁰ Soient. B. C. D. E. T. — ²¹ B. C. T. Avant luy. D. E. — ²² Des chevaus et d'armes. B. De cheval et d'armes. C. E. De cheval et des armes. D. T. — ²³ Por. B. De. C. — ²⁴ Soient. B. C. D. E. — ²⁵ B. D. Y. E. T. — ²⁶ Et il vient estre por iaus poroffrir. C. Pour eaus offrir. D. E. T. — ²⁷ Les. C. Li. D. E. T. — ²⁸ Avant devisé en cestuy livre. D. E. T. — ²⁹ De ces choses. C. E. T.

^a Le seigneur recevait les gages de bataille, ce qui n'était qu'une simple cérémonie; mais la cour, qui fixait les règles et le jour du combat, en devenait l'arbitre, car elle pouvait susciter des obstacles et rendre le duel impossible. Britton, c. xxii, p. 69, et l'*Ancien Coustumier de Normandie*, c. lxviii, montrent qu'en France, les cours n'avaient pas moins d'influence sur le duel judiciaire. Quand ces tribunaux eurent été envahis par les gens de loi, les duels devinrent moins faciles, parce que les légistes ne tenaient pas autant à cet usage que les seigneurs. La *Fleta* nous apprend que la légis-

lation anglaise du xiii^e siècle, tout en conservant le duel judiciaire, déclarait homicide le juge qui prêtait l'appui de son autorité à un duel *sponte suscepto vel oblato*. (L. I, c. xxvi, p. 109.) Si les seigneurs étaient restés les seuls arbitres des duels, de pareilles lois n'auraient pu être rendues.

^b Houard prétend qu'en Normandie, et dès le xi^e siècle, il n'y avait aucun cas où le combat fût indispensable (*Anciennes Lois des François*, t. II, p. 257); nous venons de voir que le duel était obligatoire, dans le royaume de Jérusalem, en cas de meurtre, d'homicide ou de trahison.

CHAPITRE XCIX.

Coment il peut avoir bataille d'atraire contre son seignor chose à son fié qui ne le seit¹.

La maniere coment il peut avoir bataille d'atraire aucune² chose à son fié contre son seignor est tel, que c'il y a³ aucun des homes dou seignor qui⁴ atraie à son fié contre son seignor aucune chose que il ait et teigne⁵ qui ne seit⁶ de son fié, et le seignor la requiert⁷, et il dit que celle chose est de son fié, et qu'il l'atrait⁸ à son fié, et est prest de faire en⁹ ce que il deit que elle est de son fié, si come il dit, le seignor li deit lor dire : « Faites ent donc ce que vos « devez par l'assise. » Et lors il deit jurer sur sains que ce que il a atrait¹⁰ à son fié est de son fié, et le seignor ne li peut¹¹ plus demander. Mais se il y a aucun des homes dou seignor qui¹² sache que il ait fait¹³ faus seirement de ce¹⁴, il le¹⁵ deit lever come parjure¹⁶ et fei¹⁷ mentie vers son seignor, et offrir li à prover de son cors contre le sien, et que il l'en¹⁸ rendra mort ou recreant¹⁹ en une orre de jor²⁰, et tendre son gage au seignor à genoills²¹. Et²² celui qui a fait le dit sairement et que on a ensi apelé²³ deit respondre à celui qui l'a apelé²⁴ et lui²⁵ dire : « Tu mens²⁶. Et je sui prest que je m'en defende de mon cors contre « le tien; et veés ent si mon gage. » Et tende son gage au seignor à genoills²⁷. Et²⁸ celui des homes dou²⁹ seignor qui ne fait l'apel dessus dit, ce il set que l'autre ait fait faus seirement de ce, il ment sa fei vers son seignor^b. Et ce il y a aucun des homes dou seignor qui ne fust present au seirement desuz dit faire, et il sache³⁰ que un autre se seit esparjuré³¹ atraiant contre son seignor aucune chose à³² son fié qui ne le seit³³, il le³⁴ deit apeler, quant il le saura, en la maniere avant dite. Et se³⁵ celui qui aura atrait contre son seignor aucune chose à son fié qui ne le seit³⁶ en est ataint ou³⁷ prové par bataille ou autrement, le seignor doit recouvrer³⁸ ce que il aura³⁹ atrait à son fié, et peut faire justise de lui come de fei mentie^c.

¹ Qui ne soit. C. D. E. T. — ² D'aucune. C. — ³ Car se il i a. B. Que se il a. C. Que s'il a. D. E. — ⁴ Qu'il. B. — ⁵ Et regehist. B. Et tiegne. C. D. E. T. — ⁶ Que ne soit. B. Qui ne soit. C. E. T. — ⁷ Li requiert. C. — ⁸ Et que il la trait. B. C. D. Et que il l'a attrait. T. — ⁹ B. C. D. E. T. Ent. A. — ¹⁰ Que ce que a trait. B. Que ce que il a trait. D. E. T. — ¹¹ Ne l'en puet. B. — ¹² Que. B. — ¹³ Qui ait fait faire. D. E. — ¹⁴ De cel. E. — ¹⁵ L'en. B. C. D. E. T. — ¹⁶ Esparjure. D. E. Esparjar. T. — ¹⁷ Foy. B. Foi. C. D. E. T. — ¹⁸ Le. D. E. T. — ¹⁹ Ou vaincu. B. — ²⁰ En une hore dou jor. B. De jor. C. En une oare dou jour. E. T. — ²¹ A genous. B. C. A genoues. D. A genouls. E. A genouil. T. — ²² Et que. D. E. T. — ²³ Et que on ensi apele. B. Et que l'hom (hom. E.) enci appelle. D. L'ome a enci appelé. T. — ²⁴ L'apele. B. La enci appelé. D. Qu'il y a ensi appelé. E. Qui l'a enci appelé. T. — ²⁵ D. Li. E. — ²⁶ C. D. E. T. — ²⁷ A genoills manque dans B. C. D. E. T. — ²⁸ Et se. D. E. T. — ²⁹ Au. B. — ³⁰ B. C. Seit. A. D. Set. E. Sait. T. — ³¹ Parjurez. B. S'en soit parjuré. C. S'en soit sparjuré. E. T. — ³² Contre. D. T. — ³³ Qui n'en soit. B. C. Qui ne soit. D. T. Que n'en soit. E. — ³⁴ L'en. C. T. Il en. D. — ³⁵ B. C. D. T. — ³⁶ Qui n'en soit. B. C. D. T. Les mots depuis il le deit apeler, jusqu'à qu'il ne le seit, manquent dans E. — ³⁷ Et. D. T. — ³⁸ Le seignor recovre. B. Recouvrera. C. — ³⁹ Avoit. B.

^a Tout pouvoir politique derivait de la possession du fief; dès lors l'envahissement d'un fief ou d'une portion de fief, était regardé comme une usurpation de souveraineté que le seigneur et tous ses hommes avaient un intérêt commun et égal à réprimer.

^b Le silence du vassal constituait un acte de complicité. Vers la fin de son livre, l'auteur entre dans des

détails très-intéressants sur les obligations réciproques des covasseaux ou pairs, et nous éclaire sur des usages qui appartenaient à la féodalité primitive.

^c Le seigneur et le vassal sont respectivement obligés l'un envers l'autre, et, comme parle l'art. 111, titre des Prescriptions de la Coustume de Berry, il y a une mutuelle et reciproque fidelité de l'un envers l'autre. Le vassal doit

CHAPITRE C.

Qui viaut apeler home de chose que il ait atraite à son fié contre son seignor, coment il le deit faire.

Qui viaut apeler home de chose que il ait atraite à son fié contre son seignor por quei elle ne le seit ¹, il deit venir en la court devant le seignor et demander conseil ², et après faire li dire par son conseil : « Sire ³, tel, » et le nome, « voz dit, et je por lui, que tel, » et le nome, « à qui voz requistes ⁴ tel chose, » et die de quei ⁵, « et il vos respondi ⁶ que ce esteit partie de son fié, et l'atraist à son fié « contre voz, qui estes son ⁷ seignor, et à qui il deit fei, et le jura, et ⁸ menti à cel sairement come faus et desleau ⁹ et fei mentie vers vos. Et se il le née, il est prest que « il le preuve ¹⁰ de son cors contre le sien, et que il le rende ¹¹ mort ou recreant ¹² en « une orre de jor. Et veés ent si son gage. » Et lors celui qui fait l'apel s'agenoille devant le seignor, et li tende ¹³ son gage. Et lors celui qui est ensi apelé deit demander conseil, et après faire dire par son conseil, et desmentir le mout à mout ¹⁴ et offrir s'en ¹⁵ à defendre de son cors contre le sien; et après s'agenoille ¹⁶, et tende son gage au seignor ¹⁷. Et le seignor deit recevoir les gages, et commander à la court que elle li conoisse coment et à quel jor celle bataille deit estre. Et la court li deit conoistre que elle deit estre ¹⁸ au quarantisme jor ¹⁹, et que il deivent estre ensi armés et apareilliés, et ensi se deivent paroffrir por combattre come il est devisié après que champion deivent faire que l'on appelle de murtre ou d'omicide ²⁰.

¹ Pourquoi ele n'en soit. B. Et que ele ne soit. C. D. E. T. — ² Devant le seignor demander conseil. B. Et demander li conseil. C. — ³ Ces mots : par son conseil : sire, manquent dans C. — ⁴ Requeistes. B. C. — ⁵ De quoi. C. De quoi. D. E. T. — ⁶ Et il si vos respondi. C. — ⁷ D. E. T. — ⁸ B. — ⁹ Et desloiaus. C. E. Desloyaus. D. T. — ¹⁰ Que il le li preuve. C. Que il li preuve. D. E. Que il li prove. T. — ¹¹ Et que il l'en rende. C. Et que il le rendra. D. E. T. — ¹² L'en rendra mort ou veincu. B. — ¹³ Et li tent. C. D. E. T. — ¹⁴ Et après par son conseil faire le desmentis mot à mot. B. C. D. E. T. — ¹⁵ B. C. D. E. T. S'ent. A. — ¹⁶ Et après si s'agenoille. D. E. T. — ¹⁷ Et après s'agenoille devant le seignor et li tende son gage. B. — ¹⁸ Li doit conoistre estre. D. E. Doit conoistre estre. T. — ¹⁹ A XL. jors. B. Au carantime jor. C. Au quarantieme jour. B. T. — ²⁰ Com il est devisé après que champions d'autre querele que de murtre ou d'omecide le doivent faire. C. Et enci se doivent combattre et pour offrir com est devisé ce après, que champions d'autre querele que de murtre ou d'omicide le doivent faire. D. E. Et enci se doivent combatre et venir offrir com, etc. T.

la foy et hommage et le service personel à son seigneur, et ce service emportoit obligation de mettre sa vie en péril pour son seigneur, le seigneur est obligé de defendre et proteger son vassal : « Autant est le seigneur « tenu à son home, come le home à son seigneur, fors que « seulement en reverence. » Britton, c. LXVIII. (Houard, t. IV, p. 280.) *Num eandem fidelitatem dominus debet suo vassallo, quam vassallus domino suo : tenebitur enim dominus ipsum juvare et custodire ab inimicis, vel pro posse suo ipsum in suo jure defendere.* Constitut. Catalaniæ int. dom. et vassal. ms. Si le vassal manque de fidelité envers son seigneur, il ment sa foy, et si le seigneur manque à la protection qu'il doit à son vassal, il meffait et ment aussi sa foy; c'est ce que les titres latins appellent *meffacere et fidem mentiri*. Ce manque de foy étoit un des plus grands crimes qui pût être commis entre le seigneur et le vas-

sal, parce que la fidelité étant violée de part ou d'autre, le fief cessoit, comme ne subsistant que par cette mutuelle union. C'est pourquoi il est dit au chapitre LXII (LXIII bis) que « mout sont perilleus et sont à eschiver les « plais, et sur que tout ceaus qui sont entre seignor et « home, car entre eaus est la foy, et mout doit chacun « espurgier et netoier sa conscience et bien garder que « par lui ne soit la foy blecée et empirée. » Celui qui étoit atteint de foy mentie vers son seigneur, perdoit la jouissance de son fief sa vie durant, comme il est décidé au chapitre CLIII (CXLVIII), et la peine est reciproque [chapitres CCXVII (CCVI) et CCXVIII (CCVII)]. L'un et l'autre ne pouvoient se convaincre de foi mentie que par connoissance de la cour, comme il est décidé au chapitre CCXVII. Si le seigneur accusoit mal à propos son vassal de foi mentie, il étoit lui-même coupable de foi mentie. T.

CHAPITRE CI.

Coment totes manieres de champions deivent estre armés quant il se vont poroffrir à court au jor de la bataille^{1 a}.

Ce est la maniere coment totes manieres de champions chevaliers et autres se deivent² combattre, et coment il se deivent armer³ avant venir porouffrir au seignor⁴, et où⁵ et coment, et dequels armeures⁶ il deivent estre armés por venir à court⁷ poroffrir eaus de la bataille⁸, et coment et de quels armeures il deivent estre armés ou champ⁹; et se la bataille¹⁰ est à cheval¹¹, coment et de quei les chevaus deivent estre covers.

CHAPITRE CII.

Coment chevaliers deivent estre armés qui se combattent por murtre, et coment por autre bataille¹², et coment il se deivent venir poroffrir, et où et à quel horre^b.

Les chevaliers qui se combattent por murtre ou por homicide se deivent combattre à pié et sans coifes, les testes roigniées à la reonde¹³, et vetus de cotes vermeilles¹⁴ ou de doubles ou de chemises de sende vermeilles¹⁵, cortés jusques au genoill¹⁶ et les manches copées dessus les coudes¹⁷, et avoir chausces ver-

¹ A cort por la bataille. c. Coumant toutes manieres des champions doivent estre armés quant ils s'en vont pour offrir en court la bataille faire. D. E. Coment toutes manieres de champions doivent, etc. T. Comme dans. D. E. — ² Toutes manieres des gens, champions, chevaliers et autres doivent. D. E. T. — ³ B. E. — ⁴ Et coment il se doivent armer, quant il se doivent poroffrir au seignor. B. Et coment il se doivent avant poroffrir au seignor. C. — ⁵ Et où manque dans B. C. — ⁶ Et de quel maniere. T. — ⁷ Ils doivent venir armés à court. C. Et venir à court. D. E. T. — ⁸ De bataille. B. C. D. E. — ⁹ Il doivent venir estre armés el champ. C. Doivent estre armés el champ. T. — ¹⁰ Et se bataille. B. — ¹¹ Et à la bataille el camp à cheval. D. E. Et la bataille est el champ à cheval. E. — ¹² Por autre querele. B. D. E. T. — ¹³ Et estre reigne à la reonde. B. C. D. E. T. — ¹⁴ Vermeilles manque dans B. — ¹⁵ Ou de chemises de cendal (sendel. C. cende. D. E.) vermeill. B. C. D. E. Vermeilles manque dans D. E. — ¹⁶ Et estre vestus de cottes vermeilles ou de chemises ou des doubles de coude courtes jusqu'au genouil. T. — ¹⁷ Desus le coute. B. Desus le coude. C. Jusques dessus le coude. D. T. Jusques dessous le coude. E.

^a Ce chapitre n'est que le titre du suivant.

^b Les règles du combat judiciaire ont été de très-bonne heure déterminées d'une manière à peu près uniforme et avec beaucoup de précision. Cependant ces règles, sans doute parce qu'elles étaient présentes à tous les esprits, ne furent écrites que très-tard et à une époque où le duel judiciaire commençait à perdre son influence. Les lois des barbares et les Capitulaires indiquent les cas dans lesquels le duel doit avoir lieu, mais donnent peu de détails sur la manière de combattre. (Baluze, *Capital*. t. I, col. 72, 81, 83, 126, 134, 136, 354.) Entre les anciennes coutumes, celle de Normandie est la seule qui contienne des dispositions sur ce point

(c. LXVIII), et parmi les jurisconsultes d'Europe qui ont traité ce sujet, on ne peut guère citer que Britton (c. XXII, p. 69), qui mourut vers l'année 1275. Beaumanoir, son contemporain, déterminait, il est vrai, les usages suivis dans les duels judiciaires; mais ce qu'il rapporte ne s'appliquait, comme il a soin de le dire, c. LXIV, p. 331, qu'au comté de Clermont. Il est donc facile de comprendre combien sont précieux les renseignements fournis par Ibelin; car ce jurisconsulte, sans parler ici du plus ou du moins d'ancienneté des usages qu'il retrace, a écrit avant tous ceux d'Europe, et son livre a un caractère de généralité dont les leurs sont privés. Au commencement du XIV^e siècle, en 1306, Philippe le Bel rendit

meilles de drap ou de sende à estriers sanz soliers¹, et une targe plus grant de lui demi pié ou plain paume, que l'on apelle harace², en laquel ait deus pertuis de comunal grant³ en tel endroit que il puisse veir son adversaire par ciaux pertuis; et deit avoir une lance et deus espées, l'une ceinte⁴ qui ait⁵ le fuerre trenchié jusques as renges, et l'autre atachié à son escu⁶, si qu'il la puisse avoir quant il en aura mestier⁷. Et il n'i a que trois jors de respit de

¹ Ou de cendal à estrivieres, sanz plus. B. Ou de sendel à estrier sans plus. C. De drap à estrier sans plus. D. E. Chances vermeilles de drap à estrier sans plus. T. — ² Et une targe que l'on apele harase qui soit plus grant de lui de mi pié. B. C. D. E. T. — ³ Il ait II. pertuis granz. B. Ait deux pertuis de commun au grant. D. E. T. — ⁴ B. D. E. T. Sainte. A. C. — ⁵ B. C. D. E. Qui a. A. — ⁶ A sa harace. C. — ⁷ Quant mestier si (li. C. T.) sera. E.

une ordonnance sur les duels, et publia en même temps un *Formulaire des combats à outrance* qui peut être considéré comme un code complet sur cette matière. (*Ordonnances*, I, 436.) Ce code ne devait avoir force de loi que dans les domaines royaux; mais, à cette époque, la royauté donnait non pas seulement l'exemple, mais l'impulsion, et nous savons que ce Formulaire fut reçu dans toutes les cours seigneuriales. L'analogie qui existe entre les dispositions qui y sont contenues et celles du livre d'Ibelin, montre que la législation féodale était uniforme sur ce point, et que le temps ne l'avait pas modifiée. Vers la fin du xiv^e siècle et au commencement du xv^e, on écrivit avec une ardeur singulière sur des usages dont l'influence diminuait chaque jour. Les fruits de ce zèle tardif étaient le produit de l'expérience d'anciens militaires, de maréchaux, de juges qui prenaient d'autant plus d'intérêt au duel judiciaire, qu'ils le voyaient avec chagrin délaissé ou détourné de son caractère primitif. Jean de Villiers de l'Isle-Adam, Hardouin de la Jaille, Olivier de la Marche, Honoré Bonnet, traitèrent spécialement ce sujet, ainsi que plusieurs autres écrivains dont les noms nous sont inconnus et qui paraissent s'être surtout proposé de commenter le Formulaire. Le P. le Long indique plusieurs manuscrits des ouvrages de ces auteurs comme existant à la Bibliothèque royale, mais ce riche dépôt en possède aujourd'hui un nombre beaucoup plus grand. De tous ces écrits, celui qui eut le plus de vogue est l'*Arbre des Batailles* d'Honoré Bonnet, composé du temps de Charles V. Cet ouvrage dont les manuscrits sont très-nombreux, qui fut imprimé cinq fois et traduit en provençal, ne justifie aucunement le succès qu'il obtint. Son auteur qui n'avait été ni juge ni militaire, connaissait peu la matière qu'il traitait et en parlait d'après des écrivains plus anciens. Hardouin de la Jaille, si souvent cité par les jurisconsultes du xvii^e siècle, et dont l'ouvrage a été publié par Vulson de la Colombière dans son *Théâtre d'honneur*, t. II, p. 71, nous paraît un meilleur guide. Il écrivait, il est vrai, durant le xv^e siècle, mais il avait fait sur l'objet de son livre des études pratiques et des recherches consciencieuses. « Or est ainsi, dit-il, que ledit de la Jaille, acteur de ce petit livret, se trouvant ez royaumes, provinces, et duchés devisez au préambule, ouyt dire à moult de nobles hommes cognoissans en l'art militant, raisonnant avec eulx de ceste haulte, aventureuse et douteuse matière, pour plus en savoir, que moult s'esmerveilloient que leurs devant passez n'avoient plus escript de tout ce qu'il appartient de faire touchant ce pesant fait de gage de bataille, creant ledit auteur qu'ilz l'ont laissé à faire pour ouvrir nos esperis et donner aucune chose

« à penser, car ilz savoient d'armes, d'entendement et de « honneur comme nous, si plus non. » P. 94. Nous puiserons donc dans cet écrit et dans le Formulaire les éclaircissements qu'il nous paraîtra utile de donner sur le texte d'Ibelin, renvoyant les lecteurs qui voudraient approfondir ce sujet aux écrits de Favyn, de Savaron, de Vulson de la Colombière, et à ceux qui sont indiqués dans la *Bibliothèque historique* du P. le Long, t. III, n^o 40, 139-40, 157, et dans la *Bibliotheca juridica* de Lipenius, t. I, verbo *Duellum*.

« Dans le royaume de Jérusalem les parties, quand elles combattaient dans une affaire de meurtre ou de trahison, étaient armées et vêtues d'une autre façon que lorsqu'elles combattaient dans une affaire de moindre importance. On vient de voir comment elles étaient armées dans le premier cas, bientôt l'auteur nous apprendra de quelle manière les choses se passaient dans le second. Il ne paraît pas qu'en France cette distinction existât, au moins pendant le xiii^e siècle, car Beaumanoir indique, p. 328 et 329, un seul costume et les mêmes armes pour toutes sortes d'affaires où il y avait gage de bataille. Plus tard on combattait également à toutes armes dans les affaires de meurtre, mais à la vérité le duel n'avait plus lieu que dans ce seul cas. Hardouin de la Jaille donne sur ce point des détails très-précis, qui sont rendus visibles par les miniatures du manuscrit 2024 de la Bibliothèque royale, que M. Crapelet a copiées et publiées dans un ouvrage intitulé : *Cérémonies des gages de bataille*, Paris, 1830, in-4^e. « L'appelant et « deffendant, » dit Hardouin, p. 83, « partans de leurs « logis.... seront à cheval, armez de toutes armes qu'ilz « entendent porter sur leurs corps, excepté de l'armement de teste, de l'escu et grant gardebras, lesquelles « pieces pourront faire porter. . . . et des bastons que « les parties entendent offendre et deffendre, espées, « et dagues porteront seulement, sans poisons, cou-teaux ne autres pointes inussées; et le reste comme « lances, masses, ou autres bastons devisez tant pour « lui que pour l'autre et non autrement porteront aucuns « qui les accompagneront.... et aront leurs cottes d'ames « sur eulx, et sur leurs chevaulz houssures de moyenne « longueur qui pourront estre armez de bardes soit de « cuyr de bouffres ou d'azyer, ainsi qu'ils voudront sans « pointes excessives mises esdictes bardes, chaulframs ou « hurts de selle. Et pour tousiours monstrier signe de « bons chretiens porteront en main chascun son baston « de trois piedz de long et de cinq poulcées de tour, asuré « et acompaigné de croix d'or ou d'argent et de quelque « ymage ou plus sera leur devocion et les tiendront en « mains jusques à ce que en leurs pavillons se descendent, « lesquels souvent regarderont et aucunes fois s'en sei-

tel bataille puis que les gages sont donés et receus^a. Et quant les champions qui ont gagiée tel bataille se veulent poroffrir, au jor de la bataille il doivent venir à pié, entre prime et tierce, devant l'ostel¹ dou seignor, et l'apeleor avant, ensi vestus et chaussiés come il est² dessus devisié, et faire porter devant sei³ pluisors lances et pluisors haraces et espées, si que il puisse prendre à l'entrée dou champ laquel⁴ que il vodra : car⁵ se chacun ne presenteit que une⁶ et elle esteit brissée ou perdue⁷ ou empirée en aucune maniere, ainz que il fust ou champ, il ne⁸ poreit nulle autre avoir puis, fors celle que il aureit présentée au seignor et à la court. Et l'apeleor se deit avant poroffrir, et dire, quant il sera⁹ venus en l'ostel¹⁰ dou seignor, ou de celui qui sera en son leuc¹¹, et de la court : « Sire, je presente¹² mei et mes armeures à vos et à la court, et veés les si¹³, » et mostrer les, « et me pareuffre¹⁴ à fornir ce que je ais offert à faire et à fornir de la bataille que je ais gagiée contre tel, » et le nome. Et lors le seignor deit faire veyr¹⁵ totes les armeures à sa court¹⁶, savoir¹⁷ se elles sont tels come elle doivent estre; et puis livrer les armeures à ces homes, et comander au champion que il aille ou champ, et ciaux qui portent les armeures o lui. Et le defendeur deit après venir poroffrir sei¹⁸, si come il est dessus devisié de l'apeleor¹⁹; et le seignor deit ensi faire et dire à celui²⁰ come à l'apeleor²¹. Et se l'une des lances est plus grant de l'autre²², le seignor les deit faire recoignier²³ d'un²⁴ point, et deit les deus champions faire bien garder à l'aler ou champ²⁵, que aucun d'iaus ne s'enfuit²⁶ ou destorne, ne que l'on ne lor face mal ne ennui dou cors²⁷, ne die²⁸ ne face honte ne vilainie²⁹ : car le seignor les deit de tot ce faire garder, que il sont en sa garde^b. Et quant il seront andeus³⁰ au champ³¹, le seignor i deit faire metre de ces homes³² por le champ garder; et l'un de ciaux³³ deit dire devant les autres³⁴ à chascun des champions : « Choisiés³⁵ de voz armes lesquels que vos vodrés avoir à la bataille faire. » Et il le doivent faire, et doivent celles retenir ou champ et les autres oster dou champ. Et après doivent faire jurer à chascun des champions que il ne porte brief³⁶ ne charai³⁷ ne sorseries, ne que

¹ En l'ostel. C. D. E. T. — ² B. C. D. E. T. — ³ Devant lui. B. Devant yaus. C. Avant soi. D. T. Devant soi. E. — ⁴ Lesquels. C. Lequel. D. E. T. — ⁵ B. C. D. E. T. Que. A. — ⁶ Que une espée. B. — ⁷ Fendue. T. — ⁸ Il n'en. C. Il n'i. D. E. T. — ⁹ Quant il sera ensi. B. C. D. E. Et dire ce quant il sera venu enci. T. — ¹⁰ En la cort. B. A la court. C. En la court. D. E. T. — ¹¹ Ou de son leuc. D. — ¹² Je me presente. D. E. T. — ¹³ Et veez en ci mes armes. D. E. T. — ¹⁴ Et moy pour euffre. D. — ¹⁵ Doit faire venir. B. — ¹⁶ En sa cort. B. — ¹⁷ B. — ¹⁸ Por soi offrir. B. — ¹⁹ Si come à l'apeleor. B. — ²⁰ Et dire à lui. C. D. E. T. — ²¹ Ces mots, et le seignor deit ensi faire et dire à celui come à l'apeleor, manquent dans B. — ²² Plus longue que l'autre. C. D. E. T. — ²³ Les doit roigner. C. La doit roigner. D. E. T. — ²⁴ B. C. A un. A. D'un grant. C. Dou grant. D. T. Du grant. E. — ²⁵ Bien garder alant el champ. C. D. E. T. — ²⁶ Ne s'en faie. B. C. D. E. T. — ²⁷ Mau ou vilainie dou cors. D. E. T. — ²⁸ Ne ne die. B. — ²⁹ Ne ennui. D. E. T. — ³⁰ Ambedeus. B. Andeus. B. C. — ³¹ Et quant ils seront el champ. D. E. T. — ³² I doit metre de ses homes. B. C. E. I doit metre des ses homes. D. Y doit metre, etc. T. — ³³ Et un des yaux. D. Et l'un des yaus. E. Et l'un des eaus. T. — ³⁴ Devant les yautres. D. — ³⁵ Choisissez. B. Choisisés. C. Choissés des vos armeures. D. E. T. — ³⁶ Bref. T. — ³⁷ Ne charme. B. Ne charei. C. E. T. Ne chares. D.

« gneront. » Cf. Beaumanoir, p. 328. *Somme rurale*, p. 879. Du Cange, *Glossarium*, verbo *Campionum arma*.

^a « Et après le champ aux parties octroyé et la bataille ainsi conjointe, n'y doit avoir que quarante jours. » Hardouin de la Jaille, p. 73. Ce duelliste nous montre qu'à l'époque où il écrivait, l'inverse de ce qui existait du temps d'Ibelin avait lieu. Ainsi, selon le jurisconsulte d'outre-mer, en cas de meurtre, il n'y avait pas de délai et l'on ne combattait point à toutes armes; tandis que pour les autres affaires, on avait un délai de quarante jours et l'on combattait à toutes armes. Selon

Beaumanoir et la Jaille, en cas de meurtre et de trahison, on avait un délai de quarante jours et l'on combattait à toutes armes. Les mœurs en s'adouissant avaient fait appliquer aux cas les plus graves les règles qui régissaient les cas ordinaires.

^b La police du camp appartenait au seigneur, et ses sujets devaient, quand ils en étaient requis, venir l'assister dans l'accomplissement de ce devoir, ce qui rendait les duels une charge très-onéreuse pour les habitants des campagnes. On trouve dans les *Olim* plusieurs arrêts intéressants rendus à ce sujet, t. I, p. 667, n° VIII, etc.

il por celle bataille ne les a fait faire¹, ne autre por lui que il sache; ni n'a doné² ne promis à aucune persone³ quelque seit aucune maniere de chose⁴ por faire brief⁵ ou espirement ou charai ou sorseries⁶ qui a celle bataille li puisse aidier ni à son aversaire nuire^a; ne qu'il n'a autres armeures⁷ sur sei, que celles que la court a veues. Et puis doivent metre⁸ les champions ensemble ou champ⁹ et avoir là une Evangille. Et le defendeur doit premier jurer sur sains, à genoills¹⁰, de la main destre sur l'Evangille¹¹, et dire que ensi li ait Dieu¹² et les saintes Evangilles qu'il n'a tel¹³ murtri, et le nome. Et l'apeleor doit dire que il ment, et que il l'en lieve¹⁴ come parjur¹⁵, et prendre le par le poin¹⁶ et lever; et jurer maintenant que ensi l'ait Dieu¹⁷ et les saintes Evangilles que il a tel murtri, et le nome¹⁸. Et après ce les gardes doivent mener¹⁹ chascun des champions à une part dou champ; et le ban²⁰ doit estre crié en quatre cantons²¹ dou champ, que il n'i ait nul si hardi²² de quelque language qu'il seit²³, qui ose faire ne dire chose par quei nul des deus champions²⁴ seit en aucune chose ne aidies ne aveés²⁵, ne estre ne le puisse²⁶; et se aucun le faiseit, que son cors et son aver sereit encheu²⁷ en la merci dou seignor^b. Et se le murtre est en present²⁸, il doit estre à une part dou champ tot desouvert; et c'il y a home ne feme qui ait fait l'apel par champion, il doit estre delès le cors, en tel maniere que il ne nuisse ne aide à nulle des deus parties²⁹, ni en dit ni en fait ni en contenance, que de Dieu³⁰ prier³¹ en tel maniere que les champions ne le puisse oyr. Et les armeures dou vencu et celles qui cheent au venqueur³², brisiées ou entieres, doivent estre dou seignor. Et c'il y a conestable, dou conestable; et se pais en est faite puis que il sont laissiés aler ensemble, et aucune des armeures dou quelque

¹ Ne que il por cele (ceste. T.) bataille ne l'a fait ne fait faire. B. C. D. E. T. — ² N'en a doné. C. — ³ A autre persone. C. — ⁴ Nule chose en nulle maniere. B. Quel qu'elle soit en aucune maniere. D. E. — ⁵ Quelquelle soit en aucune maniere chose pour brief. T. — ⁶ Ne charme ne sorcerie. B. — ⁷ Aucunes autres armeures. D. E. T. — ⁸ Estre. C. Doivent les champions mener ensemble. D. E. T. — ⁹ Enmi le champ. C. D. Emmi. E. T. — ¹⁰ Et le deffendeur premier jure sur sainz à genous. B. — ¹¹ La main destre sur le Vangile. B. C. La main destre sur l'Evangile. D. E. T. — ¹² Et die si li ait Dieus (Des. C.) B. — ¹³ Celui. C. — ¹⁴ Et en doit lever et lieve. D. E. Et l'en doit liever. T. — ¹⁵ Come esparjur. D. E. T. — ¹⁶ Par le poing. B. C. D. E. T. — ¹⁷ Qu'ensi li ait Dex. C. Li ait Dieu. D. E. T. — ¹⁸ Et jurer que il a tel murtri et le nome. B. — ¹⁹ Doivent metre. B. D. — ²⁰ B. C. Banc. A. D. E. T. — ²¹ Es quatre chantons. B. As IIII. cantons. C. Doit estre crié tel à IV. (quatre. T.) cantons dou champ. D. E. T. — ²² Herdi. C. — ²³ De quelque lengue que il soit. B. — ²⁴ L'un des champions. B. L'un des champions ne les II. C. Par quoy l'un ne les II. champions. D. E. Par quoi l'un de ces deus champions. T. — ²⁵ Ne veés. D. E. T. — ²⁶ Foloit en aucune chose ne ne soit aidiez ne auciez. B. — ²⁷ Eschau. D. E. — ²⁸ Et se le murtri est present. B. Et se le murtre est en presence. C. Et se le murtri est en presence. D. E. Et se le murtri est empre-senté. T. — ²⁹ Des deus persones. B. — ³⁰ Des. C. — ³¹ Fors de Dieu proyer. D. E. T. — ³² Dou vainquor. D. T. Dou venqueur. E.

^a Il n'était pas interdit de faire des vœux à Dieu ou aux saints pour obtenir la victoire, parce que l'on pensait que dans aucun cas Dieu ne favoriserait une cause injuste. Un seigneur du Rouergue fit, le 22 mai 988, une donation en faveur de l'abbaye de Saint-Guillaume du Désert, dans le diocèse de Lodève, en actions de grâces de ce qu'étant allé le jour des Rameaux dans l'église de ce saint pour demander à Dieu de vaincre son adversaire dans un combat singulier, il avait été exaucé. (Mabillon, *Annales Ordinis S. Benedicti*, ad ann. 987, n° 100.)

^b Le Formulaire prescrit des mesures très-minutieuses pour que, dans aucun cas, les spectateurs ne puissent être entraînés à aider, même indirectement, une des deux parties, et prononce contre les coupables la peine de mort ou la perte du poing. (*Ordonnances*, I, p. 437.) Hardouin de la Jaille rapporte la proclamation suivante qui devait

être faite par le héraut d'armes : « Or, oyez, oyez, l'on vous encharge et commande, de par le Roy, nostre très redoubté et souverain seigneur, que nulz de grande value, de moyen estat ne de quelque autre condicion, soit si hardy doresnavant d'approcher les lices de trois pieds, parler paroles, faire cris, contenance, signe, semblant ne noyse, parquoy appelant ny deffendant puisse prendre advantaige l'un sur l'autre, sur peril de perdre sa vie et leurs chasteaulx, ensemble tous leurs autres biens estre à la volenté dudit seigneur. » P. 89. Ces précautions étaient d'autant plus nécessaires que le duel avait lieu publiquement, que tout le monde pouvait y assister, et que les femmes mêmes venaient jouir de ce cruel spectacle, comme on peut s'en convaincre en considérant les miniatures du manuscrit dont nous avons parlé précédemment.

que ce seit est brisiée ou cheit¹ ou champ, elle deit estre² dou seignor ou dou conestable, ce il y est. Et après les gardes dou champ doivent partir le soleil³, si qu'il ne seit contre la chiere⁴ de l'un plus que de l'autre. Puis deit dire l'une des gardes au seignor : « Sire que comandés vos? nos avons fait quanque nos devons faire. » Et le seignor lor deit lors dire : « Laissiés les aler ensemble⁵. » Et il les doivent laisser aler ensemble⁵, et traire se⁶ arieres à une part dou champ, et laisser les covenir. Et se le champion porte resposte armeure⁷ autre que celle que la court a veues⁸, et il s'en viaut aidier por son aversaire gregier, et les gardes dou champ s'aparseivent, elles le doivent maintenant prendre⁹, et le seignor en deit faire justise¹⁰ come de murtrier¹¹. Et se l'un prent l'autre, et il s'entreluitent et abatent¹², les gardes dou champ¹³ se doivent traire¹⁴ celle part, et estre ou plus près que il porront d'iaus, si que ce aucun d'iaus¹⁵ dit le mout dou recreant^b, que il le puissent oyr; et se il le dit et il l'oient, il doivent maintenant dire à l'autre : « Laissez¹⁶, assez en avés fait, » et maintenant celui prendre et livrer au comandement¹⁷ dou seignor. Et le seignor le deit maintenant de là faire trainer jusques à forches¹⁸, et pendre le¹⁹ par la goulle, et celui²⁰ qui aura esté ocis, tot²¹ n'ait il dit le mot recreant^c. Et qui viaut faire apiau de murtre, et il n'est²² chevalier²³, il deit faire et dire si come est devant dit de totes choses²⁴, fors tant que les champions doivent estre autrement armés que les chevaliers; et il²⁵ doivent estre ensi armés et avoir²⁶ tels armeures²⁷ come il est après²⁸ devisié que champions autres que chevaliers doivent avoir : car sergenz²⁹ à pié se combattent de totes carelles³⁰ d'unes armeures.

¹ Ou chiet. B. T. Ou chet. C. D. E. — ² Ele est. B. C. D. E. T. — ³ Souleill. C. Soleill. D. E. — ⁴ La chere. C. D. — ⁵ Et il les doivent laisser aler ensemble manque dans D. E. T. — ⁶ Eaus. B. Soi. C. E. — ⁷ Porte arme reposte. B. C. D. E. T. — ⁸ Autre que celle de la court. D. T. — ⁹ Et les gardes dou champ se parçoivent (s'aperçoivent. C. s'enaperçoivent. D. E. T.), il (si. D. E. T.) le doivent maintenant prendre. B. D. E. T. — ¹⁰ C. — ¹¹ En dot faire dou murtrier. T. — ¹² Et abatent manque dans B. Et se l'un prent l'autre et il s'entre abatent. C. D. E. T. — ¹³ B. C. D. E. Chant. A. — ¹⁴ Doivent traire. B. — ¹⁵ Si que se l'un. B. C. D. E. T. — ¹⁶ D. E. T. — ¹⁷ Et laisser un comandement. T. — ¹⁸ Et le seignor le doit faire maintenant trainer jusques as fourches. B. C. Jusques au forches. D. E. — ¹⁹ C. D. E. T. — ²⁰ Et celui aussi. C. Et de celui qui aura. D. E. T. — ²¹ Tout. B. D. E. — ²² Et il n'est mie. B. — ²³ Chevaliers. C. — ²⁴ Come il est devant dit toutes les choses. C. Il doit faire si com il est devant (avant. E. T.) dit des toutes choses. D. — ²⁵ B. C. E. — ²⁶ B. C. Et aveirs. A. Et estre en. D. — ²⁷ Tex armes. B. Et ils doivent estre autrement armés et ensi et de tels armeures. E. T. — ²⁸ Come il est devant. B. C. Come est devisé en cestay livre ci après. D. E. T. — ²⁹ Serjanz. B. Sergens. C. T. Sergeant. D. E. — ³⁰ De toutes quereles. D. C. T. Des toutes quarelles. D. E.

* Selon le *Formulaire*, le maréchal devait crier trois fois : « Laissez les aller. » P. 440.

^b Ce mot était : « Je me rends. »

^c Si c'est pour trahison ou murtre, droit d'armes, raison et justice vuellent qu'il soit par le sergent criminel couché et trainé sur une cloye, les piedz devant, hors du champ, et de là, parchevalz, au gibet pour estre pendu, ou en la place de la ville avoir la teste trenchiée, et le tout selon les coustumes du royaume. La Jaille, p. 107. Mais l'ignominie du supplice était, en France, moins grande que dans le royaume de Jérusalem, parce qu'on y pendait le gentilhomme vaincu par le milieu du corps au lieu de le pendre par le cou. (*Id.*) Nous ne croyons pas que cette peine fût, dans tous les cas, infligée avec une sévérité rigoureuse au champion vaincu qui avait combattu pour le compte d'un autre : souvent les blessures qu'il avait reçues passaient pour une punition suffisante. Guillaume Taillefer II, comte d'Angoulême, étant, en l'année 1028, tombé malade, se fit transporter près de l'église de Saint-André

d'Angoulême, pour que le voisinage de ce saint lieu contribuât à lui rendre la santé. Les seigneurs et les gentilshommes du pays vinrent le visiter, et bientôt le bruit se répandit parmi eux que Guillaume mourait victime d'un maléfice. On accusait une femme d'en être l'auteur. *Quæ cum non confiteretur, judicio Dei commissum est, ut quod verum latebat eventu victoriæ inter duos campiones probaretur. Factis ergo sacramentis, decertaverant inter se diu multumque, missus comitis Stephanus, et defensor maleficæ Willelmus. Stephanus victor sine damno sui corporis fuit : alter capite quassato, sanguine coopertus, ab hora tertia usque nonam in pedibus stans vivus, in manibus deportatus, longo tempore lecto decubuit. Permansit Stephanus vero et exsiliens corpore inlæsus, eadem hora venit currens pedibus gratias Deo referre ad tumulum B. Eparchii, ubi nocte præterita pervigil excubaverat, et deinde equitans reversus est in civitatem ut reficeret. Malefica vero, multis tormentis, ignorante comite, mox excruciatâ, nec sic confessa est.* P. Labbe, *Bibliotheca nova Manuscriptorum*, t. II, p. 183.

CHAPITRE CIII.

Quanz jors l'on a de¹ bataille faire² après que³ les gages sont donés et receus.

De totes manieres de carelles autres que de murtre et d'omecide⁴ a l'on quarante jors de respit puis que les gages sont donés; et au quarantisme jor⁵, entre prime et tierce, se deivent⁶ les champions venir poroffrir en l'ostel dou seignor, l'apeleor avant et le defendeor après. Et se il sont chevaliers, il deivent venir⁷ en l'ostel dou seignor por eaus poroffrir à cheval, et deivent avoir les chaucés⁸ de fer chaussiées et lor espaulieres vestues, et deivent faire amener leur chevaus covers de fer⁹ et de totes choses¹⁰ apareilliés, si come¹¹ por entrer en champ¹², et deivent faire apporter leur autres armeures de quei¹³ il deivent estre armés ou champ, et deivent estre armés ou champ de hauberc et de chaucés de fer¹⁴ et de heaume à visiere, et chascun deit avoir¹⁵ cote à armer et ganbisson¹⁶ se il viaut, et ce il ne viaut ganbisson, il peut metre devant son pis et devant son ventre¹⁷ un contrecuer de teille¹⁸ et¹⁹ de coton, ou de laine ou de borre de sée²⁰, tel et si fort come il vodra. Et deit avoir un escu et une lance et deux espées; et que les lances seient de un lonc, et que les fers des lances et des espées seient tels²¹ come fers de lances et d'espées de chevaliers qui se combattent en champ de bataille gagiée deivent estre²², et il deivent estre de tel fasson²³ come il vodront et de tel grant, mais qu'il ne seient pas tels²⁴ que il puissent passer par²⁵ les mailles des haubers sans taillier ou rompre maille; et deit avoir l'orlé²⁶ dou heaume tot entor orlé de fers trenchant ou rasors²⁷; et deit avoir en l'escu deus broches de fer, l'une enmi l'escu et l'autre ou pié dessouz²⁸, et deivent estre de tel grossece²⁹ come il vodront, et de tel longor jusques à un paume³⁰, mais neent plus; et entor l'escu tant come il vodra si ait³¹ d'autres broches de fer aguës ou³² rasors³³. Et le chevaue deit estre covert de couvertures de fer³⁴, et avoir une testiere de fer³⁵, et enmi la testiere une broche tel come celle de l'escu. Et peut chascun metre entor ces couvertures³⁶ chaeenes de fer, tels come il vodra³⁷, por les jarés³⁸ et por les jambes³⁹ de son chevaue⁴⁰ couvrir et garder. Et chascun deit avoir l'une de ces deus espées atachiées à l'arson devant de la scelle, et l'autre

¹ *L'on a de la* (à la. E. la. T.) D. E. T. — ² *Quanz jors l'on a de respit à la bataille faire.* C. — ³ *Ce que.* D. E. T. — ⁴ *De toutes manieres de batailles que de murtre et (ou. T.) d'omicide.* B. C. D. E. T. — ⁵ *A caranteime jor.* C. — ⁶ *Doivent.* B. C. D. E. T. — ⁷ *Venir à cheval.* B. C. D. E. T. — ⁸ *Les chassies.* T. — ⁹ *Couvers des fers.* D. — ¹⁰ *Et de toutes autres choses.* B. C. D. E. T. — ¹¹ *Auci com.* E. T. — ¹² *El chanp.* C. — ¹³ *De coi.* C. *De quoi.* D. E. T. — ¹⁴ *De fer manque dans* B. C. D. *Et des chaucés.* D. — ¹⁵ *Et (que. T.) chascun ait.* B. C. D. E. T. — ¹⁶ *Gambison.* B. D. E. T. *Guanbeison.* C. — ¹⁷ *Et devant son pis est répété dans A, après ventre. Il doit (peut. E.) metre devant son ventre un contrecuer de tele.* D. E. T. — ¹⁸ *Tele.* C. — ¹⁹ *Ou.* C. D. E. T. *Ou de laine manque dans* C. D. E. T. — ²⁰ *Ou de soye.* B. *Boure delée.* T. — ²¹ *Tex.* B. *Tés.* C. — ²² *Doivent estre manque dans* D. E. T. — ²³ *Façon.* B. C. D. E. T. — ²⁴ *Mie tex.* B. *Pas tés.* C. — ²⁵ *Parmi.* B. — ²⁶ *En l'orle.* B. C. *En l'oreille.* D. E. T. — ²⁷ *Orles de fer ou rasors tex com il vodra.* B. *Orles de broches de fer tels com il vodra ou rasors.* C. *Orles de fer tels com il vodra ou rasors.* D. E. T. — ²⁸ *Ou pié de souz.* B. *Au pié de sout.* C. *Au pié de soute.* D. E. T. — ²⁹ *Grossece.* B. *Groisse.* C. *Grosse.* D. E. T. — ³⁰ *A un pié.* B. C. D. E. T. — ³¹ *B. C.* — ³² *Et.* B. — ³³ *Et entour l'escu tant des broches de fer que (com. T.) ils vodront aguës ou rasors.* D. E. T. — ³⁴ *Couvert de fer.* D. — ³⁵ *De fer manque dans* B. — ³⁶ *De fer.* C. *Metre chascun en les couvertures de fer.* D. — ³⁷ *Chainure si lonc com il vodra.* E. *Chennes si lonc com il vodra.* C. D. E. T. — ³⁸ *Garrez.* B. — ³⁹ *Champes.* C. — ⁴⁰ *Cheval.* B. C. D. E. T.

deit avoir ceinte ¹, et le fuerre taillié jusques ès renges. Et peut avoir, ce il viaut, lié à sa scelle ² un ou deus fouriaus plain de ce que il vodra ³, mais que de chose de quei il ne puisse ⁴ son avversaire gregier; et peut couvrir son cheveu d'autres couvertures sur celles de fer tels come il vodra ⁵. Et ainz que le quarantisme jor ⁶ seit, le seignor deit avoir fait faire le champ hors de la ville et près ⁷; et deit estre le champ de quarante canes de careure ⁸ et clos de foscés et de paleys ⁹ qui seit si entrelassié de cordes treilliées ¹⁰, si ¹¹ que se aucun des chevaus est tirans, que il ne suporte son seignor fors dou champ : car le champion est vencu qui est fors ¹² dou champ, ou qui en est geté ¹³ par quelque maniere que ce soit, tant que la bataille soit fournie, ou que pais en soit faite ¹⁴. Et au quarantisme ¹⁵ jor les champions se doivent venir poroffrir en l'ostel dou seignor, entre prime et tierce, l'apeleor avant et le defendeur après; et deit chascun d'iaus ¹⁶ avoir pluisors chevaus covers si come est avant devisié, et faire porter des armeures avant dites de chascune pluisors, por ce que, ce il ne porteit que une ¹⁷ et il n'i faiseit mener que un cheval, et celui cheval fust mort ou essoignés ¹⁸, ou aucune des armeures maumises ou empiriées ¹⁹, il ne poreit autre recouvrer ²⁰ puis qu'il les aureit presentées à court. Et quant l'apeleor vient devant le seignor, il deit dire ou faire dire : « Sire, je sui venus au jor que vos et la court m'avés doné, garni ²¹ et appareillié de ce que mestier m'est à ma bataille fourir; et me poreuffre de faire de la bataille ²² en fait ce que je en ais offert à faire en dit. Et voz pri et requier que vos comandés que je aille ou champ por ma bataille faire. » Et le seignor li ²³ deit dire : « Soufrés vos or tant ²⁴ que je le vos commande. » Et adonc il se deit traire ²⁵ à une part en l'ostel dou seignor. Et après le defendeur deit venir devant ²⁶ le seignor, et deit ensi faire et dire come il est devisié ²⁷ dessus de l'apeleor. Et quant il se sont ensi poroffert ²⁸, le seignor deit commander avant à l'apeleor que il voisse ou champ ²⁹, et puis au defendeur; et deit à chascun baillier de ces homes qui les acompaignent ou champ ³⁰, et qui les gardent que nul d'iaus ne se destorne et ne s'en aille ³¹, ne que l'on ne lor die ne face mau ³² ne outrage ne vilainie. Et ³³ quant il vendront près dou champ, chascun deit avoir tentes

¹ B. D. E. T. Sainte. A. C. — ² Lié à la scelle manque dans B. D. E. T. — ³ De ce que ils vodront. D. E. — ⁴ Mais que de chose dont il puisse. B. Mais que de chose de quei il puisse. C. Mais que de chose que il puisse nuire son avversaire ne gregier. D. E. T. — ⁵ Et peut couvrir sur celes de fer tel com il vodra (vodront. E. T.) C. — ⁶ Que la quarantaine. B. C. E. Que la guarantie. D. T. — ⁷ Et après. C. Hors de la ville et près manque dans D. E. — ⁸ De quarreure bien yguals. B. De careuze et bien ygual. C. De careure et bien ygale. D. E. Le seignor doit avoir fait faire le champ de quarante canées de careure, et bien ygale et clos, etc. T. — ⁹ Peliz. B. Paluz. C. D. E. T. — ¹⁰ Qui soit entrelacié de cordes, si que parmi les palis ait cordes entrelacieez. B. Qui soit entorlacé de cordes, si que parmi les pels ait cordes, trelées. C. Qui soit en tour passé et lassé de cordes. D. E. T. — ¹¹ B. C. D. E. T. — ¹² Qui ist hors dou chanp par quelque maniere que ce soit. C. — ¹³ Getez. B. — ¹⁴ Si que aucuns des chevaux ne porte son seignor hors dou champ, ou qu'il n'en soit getté tant que pais en soit faite. D. E. T. Les manuscrits D. E. portent ici le titre suivant : *Commant au jour de bataille se doivent offrir les champions*. Cette division forme dans T le chapitre CIV. — ¹⁵ Quatrieme. T. — ¹⁶ Des eaus. D. T. D'eaus. E. — ¹⁷ Se il n'i en portoit que une. B. Se il n'i portoit que une. C. D. E. T. — ¹⁸ Essoinez. B. Essoignés. C. D. E. Essoigné. T. — ¹⁹ Mauvaise ou empirée. B. E. Maumise ou empirée. C. T. Maumise ou empyrée. D. — ²⁰ Il ne (n'en. T.) poroit avoir ou recouvrer autre (d'autre. T.) D. E. — ²¹ Garant. D. T. — ²² De faire la bataille. B. De ma bataille. C. Et me estre (euffre. E. T.) à ma bataille faire. D. — ²³ Li n'est pas dans D. E. T. — ²⁴ Souffrez vous tant. B. Soufrés vos ent (en. D. E. T.) tant. C. — ²⁵ Tenir. C. — ²⁶ Et adonc le deffendeur doit venir avant devant. B. Et quant le defendeur vient devant le seignor, il doit, etc. C. D. E. T. — ²⁷ Com il devisé. C. — ²⁸ Poroffrés. B. Poroffers. C. — ²⁹ Que il voise en (au. E. T.) champ. B. E. T. Que il voise el (au. D.) chanp. C. D. — ³⁰ Jusques au champ. B. D. E. T. Jusques el chanp. C. — ³¹ Et ne s'en aille manque dans C. D. E. T. — ³² Mal. B. C. — ³³ Mais. D. T.

* « Aspetta quiui, fin ch' io vel commandi. »

tendues¹ ou loges faites fors² dou champ, là où il s'armeront³. Et le seignor deit là venir o³ ces homes, et establir de ces plus proudomes⁴ ou champ garder, et deit aussi avoir assés de ces genz armés au champ garder⁵, que tort ne force ne outrage ne seit faite à sa seignorie ne à aucun⁶ des champions. Et quant il sont là venus, le seignor deit faire venir les champions devant lui, et dire à chascun : « Lequel est le cheval sur quei⁷ voz vos volés⁸ combatre⁹ ; et « où sont voz armeures de quei¹⁰ voz voz devés¹¹ combatre ? » Et il les doivent mostrer, et le seignor les deit faire prendre et faire veyr¹² à¹³ sa court, se elles sont tels comme elles doivent estre à tel fait faire ; et lors la court deit mesurer les lances, et se l'une est plus grant de l'autre, reoignier la, si que l'une seit igual de¹⁴ l'autre ; et se l'une¹⁵ des espées ou le fer¹⁶ des lances est tel que il puisse passer par¹⁷ la maille dou hauberc sanz rompre ou trencher¹⁸ maille, l'on la¹⁹ deit faire changier, et que il les aient²⁰ tels come est devant dit²¹ qu'elles doivent estre. Et quant se sera fait, le seignor deit dire as champions que il se voissent²² armer de totes leur armeures fors que dou heaume et de l'escu²³ et de la lance²⁴ ; et deit comander le seignor à ces homes que il les meinent²⁵ au champ, et que il meinent²⁶ devant eaus leur chevaus, et portent leur lances et leur escuz et leur heaumes, et entrent à pié ou champ ; et mener les chascun à une part dou champ²⁷. Et quant ce sera fait, l'un de ciaux à qui le seignor aura comandé et établi²⁸ à garder²⁹ le champ deit³⁰ porter une Evangille, et faire jurer chascun³¹ des champions par sei³², que il ne porte sur lui ne sur son cheval armeures aucunes par quei il puisse son ennemi grever³³ autres que celles que la court a veues³⁴, ne³⁵ que il ne porte que il sache sur sei ne sur son cheval brief ne charai³⁶ ne sorceries, ne autre por lui³⁷ que il sache^c. Et après cest sairement il doivent faire venir³⁸ enmi le champ les deus champions, et avoir une Evangille que une³⁹ des gardes dou champ teigne⁴⁰, et deit dire au defendeur⁴¹ : « Venés avant, et⁴² jurés ce que voz devés. » Et il se deit agenoillier et metre la main sur l'Evangille, et dire ensi : « M'ait Dieu⁴³ et ces saintes Evangilles⁴⁴, que je « n'ais mie faite la trayson que tel me met suz^d, » et le nome. Et l'apeleor le deit

¹ Doit avoir contre tendues. B. — ² Hors. B. C. D. E. T. — ³ Et. C. Ou. E. T. — ⁴ Preudes homes. B. Prodes homes. C. D. E. T. — ⁵ Et doit ensi avoir de ses genz armeez entor le champ por garder. B. Et doit avoir asés de ces gens (homes. E. T.) armées en tor le chanp por garder. C. E. T. — ⁶ En sa seignorie à aucun. B. — ⁷ Sur quoi. B. C. Sur que. D. E. — ⁸ Vos vos devez. B. — ⁹ Que vos volés avoir à combatre. T. — ¹⁰ De quoi. B. Sur quoi. C. De qui. D. T. — ¹¹ Vos vos volez. B. C. E. T. — ¹² Veoir. B. Veir. C. D. E. T. — ¹³ En. D. E. T. — ¹⁴ Ygual à. B. Si qu'elles soient igaus. C. Si qu'elles soient d'une grandeur. D. E. T. — ¹⁵ D. E. T. Nulle. A. B. C. — ¹⁶ Ou des fers. B. Ou le fer de la lance. C. — ¹⁷ Parmi les mailles. B. Passer la maille. C. — ¹⁸ Tailler. C. D. E. — ¹⁹ Les. C. Le. D. E. T. — ²⁰ Et que il lors aient. C. Que il ne les aient tels. T. — ²¹ B. C. E. T. — ²² Se voient. B. C. D. S'en voient. E. T. — ²³ Et de l'escu n'est pas dans E. T. — ²⁴ Armer de toutes armeures fors que de lor heaumes et de lor escuz et de lor lances. B. — ²⁵ Meinent. B. C. Metent. D. E. T. — ²⁶ Meignent. B. Et que l'on meine. C. D. E. T. — ²⁷ Et mener les à une part chascun par soi. D. E. T. — ²⁸ B. Dans A, et établi est après champ. — ²⁹ Et quant ce sera fait, ceaus (des. T.) homes qui (que. T.) le seignor a établis à garder. C. D. E. — ³⁰ Doivent. C. D. E. T. — ³¹ A chascun. B. C. D. E. T. — ³² Par soi. B. D. E. T. Por soi. C. — ³³ Gregier. C. L'un l'autre gregier. D. E. T. — ³⁴ Véheus. D. E. Vehues. T. — ³⁵ Les mots depuis que il ne porte, jusqu'à la court a veues ne, manquent dans B. — ³⁶ Ne caraut. B. Ne chartre. C. D. E. T. — ³⁷ Que lui. C. — ³⁸ C. D. E. T. Veni. A. — ³⁹ Un. B. T. I. C. — ⁴⁰ Doit tenir. T. — ⁴¹ Dire premierement. B. — ⁴² Venez avant, et manque dans B. Et manque dans C. Si jurés. D. E. — ⁴³ Dieux. B. Dés. C. M'aid Dieu. D. E. T. — ⁴⁴ Et ceste sainte Evangile. B. Et ces sains Évangiles. E. T.

* Ces deux tentes sont représentées dans les miniatures III et IX du manuscrit déjà cité. Voyez Crapelet, *Cérémonies des Gages de bataille*.

^b L'armement des champions variait selon les pays ; car, dans le Formulaire, l'appelant demandait qu'on re-

tirât à son adversaire « les armes qu'il ne doit pourter » par la constitution de France. » P. 429.

* Voyez le *Formulaire*, p. 438.

^d Il ne s'agit ici que du duel en cas de trahison ; cependant les principales cérémonies décrites dans ce

maintenant prendre par le poin¹, et dire : « Tu es parjur², et je t'en lieve³ come
« parjur⁴; et jure⁵ que ensi⁶ m'ait Dieu⁷ et ces saintes Evangilles que tu as
« faite⁸ la trayson que je t'ai mise suz⁹ ». » Et adonc les gardes¹⁰ doivent chascun
des champions mener à une part du champ, et comander que le ban¹¹ seït crié
en quatre parties dou champ, si come est devant dit que on deit¹² faire crier en¹³
champ¹⁴; et doivent faire chascun des champions monter sur son cheval¹⁵, et
adonc lassier¹⁶ son heaume et prendre son escu et sa lance¹⁷. Et les gardes doivent
tenir chascun des champions par le frain dou cheval, et les autres lor doivent le
souleill¹⁸ partir. Et quant le souleill sera¹⁹ parti, et le ban crié, il doivent dire
au seignor, qui deit estre fors²⁰ dou champ à cheval : « Sire, noz avons fait tot
« quanque²¹ noz devons; que comandés voz? » Et le seignor lor deit dire : « Lais-
« siez les aler ensemble. » Et lors ciaux qui les tiennent les doivent laisser aler en-
semble; et l'un deit moveir²² contre l'autre, et faire dou miaus²³ que il saura^b.
Et se aucun des champions porte aucune armeure reposte, et il la traie fors²⁴
por son aversaire gregier²⁵, il en deit estre fait de lui²⁶ si come est dit là où il
parole dou murtre et de l'homecide que on en deit faire. Et celui des deus²⁷ qui
sera mort ou recreant ou champ, le seignor le deit faire trainer et pendre; et le
cheval et les armeures dou vencu²⁸ doivent estre dou conestable, et aussi celles
dou venqueur qui sont brisiées ou qui cheent²⁹ ou champ : et se pais est faite de
la bataille, puis que les champions seront³⁰ laissiés aler ensemble, totes les ar-
meures³¹ qui sont cheues ou champ, brisiées ou entieres, doivent être dou co-
nestable; et c'il n'i a conestable, elles doivent estre dou seignor. Et ce celui qui est
apelé de la trayson est vencu, il est ataint de la trayson, car l'on li a prové si
come l'on deit³²; si doivent estre ces heirs deserités, si come heirs de traïtor ataint
et prové de trayson. Et se le seignor viaut avoir le fié de celui qui est ataint et
prové de la trayson, si come est avant dit, quant il aura³³ esté outré³⁴, et la ba-
taille³⁵ en sera faite, il deit faire assembler sa court³⁶, et dire coment tel, et le
nome, fu apelé de trayson, et coment il a esté ataint³⁷ come celui à qui l'on l'a

¹ Poing. B. C. D. E. T. — ² Tu t'esparjures. B. Tu t'es esparjuré. C. Tu es esparjure. D. E. T. — ³ Lief. C. — ⁴ Parjure. B. Esparjure. D. E. T. — ⁵ Jur. C. — ⁶ Que si. B. — ⁷ Dieus. B. Dés. C. M'aid Dieu. E. T. — ⁸ Commise. D. E. Comise. T. — ⁹ Que je te mets sus. D. E. T. — ¹⁰ Les gardes dou champ. T. — ¹¹ B. C. T. Banc. A. Band. D. E. — ¹² Com doit. B. — ¹³ Ou. B. — ¹⁴ Si com il est avant dit que l'on doit ban crier en champ. C. Ces mots manquent dans D. E. T. — ¹⁵ Cheval. B. E. Et doivent chascun des champions metre sur son cheval. C. Lor chevaux. D. T. — ¹⁶ Baisse. T. — ¹⁷ En sa tente. D. T. — ¹⁸ Le soleill. B. D. E. Soulaill. C. — ¹⁹ Lor sera. B. — ²⁰ Hors. B. D. T. Dehors. C. E. — ²¹ Nous avons fait quan que. T. — ²² Manoir. B. Venir. C. Movoir. D. E. T. — ²³ Dou mex. B. Le meaus. C. E. T. Les meaus. D. — ²⁴ Hors. B. C. E. — ²⁵ Grigier. B. — ²⁶ De lui n'est pas dans B. C. D. E. T. — ²⁷ Et se l'un des deus. B. C. — ²⁸ B. C. D. E. T. — ²⁹ Ou cheues. B. Qui sont brisiées et cheent sur el champ. D. E. Et chieent el champ. T. — ³⁰ Sont. C. S'en sont. D. E. T. — ³¹ Les lances. C. — ³² Doit. B. C. D. E. T. — ³³ Con il aura. C. D. Com il aura. E. T. — ³⁴ Otreé. E. T. — ³⁵ Et la justice. B. C. D. E. T. — ³⁶ En sa court. C. — ³⁷ Et qu'il en a esté ataint. C. D. E. T.

chapitre et dans le précédent étaient applicables aux duels pour délits ordinaires et affaires civiles.

^a L'appelant répétait la provocation qu'il avait adressée à son adversaire en présence de la cour.

^b En France, les combattants remplissaient, avant d'en venir aux mains, une formalité importante dont Ibelin ne parle pas : en entrant dans le champ, ils adressaient au roi, s'il était présent, les paroles suivantes : « Très excellent et très puissant prince et nostre souverain seigneur, je suis tel, qui en vostre presence, comme à nostre droiturier seigneur et juge. Et s'il est autre que le roy, dira : Mon très redoubté seigneur, je suis tel,

« qui en vostre presence, comme à nostre juge compe-
« tant, je suis venu au jour et heure par vous à moy as-
« signez, pour faire mon devoir contre tel, à cause du
« murtre ou trayson qu'il a fait; et de ce j'en prens
« Dieu de ma part, que me sera aujourd'hui en ayde. »
Formulaire des Combats à outrance, p. 438. Alors un
des conseillers de chacune des parties remettait à son
client un écrit contenant la déclaration susdite, et la
partie passait cet écrit au maréchal. La sixième vignette
du manuscrit cité précédemment représente l'accom-
plissement de cette formalité qui tomba en désuétude,
car les duellistes du xv^e siècle n'en font pas mention.

prové par bataille, et qui en a esté vencu¹ : si requiert à sa court que elle li conoist² se ces heirs sont³ deserités dou fié qui fu de celui qui a esté ataint de la trayson, por ce que l'on li a provée en champ par bataille. Et la court deit conoistre, ce m'est avis, que⁴ ces heirs sont deserités dou fié que il teneit⁵, et de tot quanque de par lui lor est escheu, si come heirs de traytor ataint et prové⁶ de la trayson⁷. Et lors le seignor peut faire⁸ saisir son fié, et avoir le et tenir⁹, et faire ent tote sa volenté come dou sien¹⁰, puisque il l'a ensi eu¹¹ par esgart ou par conoissance de court^a.

CHAPITRE CIV.

Coment on deit apeler home de rapine¹².

Qui viaut apeler home de rap, ou de briseure de chemin, ou de force, quel-
qu'elle soit¹³, ou de carelle d'un marc d'argent ou de plus¹⁴, ou d'aucune chose¹⁵
que l'on pert¹⁶ vie ou membre qui est ataint ou prové, il deit faire dire au sei-
gnor¹⁷ en la presence de celui qu'il viaut apeler : « Sire, je me claims¹⁸ à voz de
« tel, » et le nome, « qui tel chose a faite, » et die quei¹⁹; « et c'il le née, je suis
« prest que je li preuve ensi²⁰ come la court esgardera ou conoistra que je prover
« li dée²¹, et que je le²² rendrai mort ou recreant en une orre de jor. Et veés ent
« si mon gage. » Et l'autre deit demander conseil, et faire dire au seignor : « Sire,
« et je née et defent mout à mout ce que tel me met sus, et l'en desment mout à
« mout; et sui prest que je me defende²³ tot ensi come la court esgardera ou
« conoistra²⁴ que je defendre m'en dée. Et vés ent si mon gage. » Et s'agenoille
devant le seignor²⁵, et li tent son gage. Et la court deit esgarder²⁶ que celui li
deit prover²⁷ par deus leaus garenz de la lei de Rome, et que celui contre qui l'on
viaut²⁸ prover aucune des choses dessus dites²⁹ peut torner ou rebuter lequel
que il vodra des garenz : et qui viaut torner ou rebuter ou geter garent de ga-
rentie, si face ensi come il est devant devisié en cest livre^b que l'on deit faire
contre garenz que l'on viaut lever de chose en quei il y a³⁰ tornes de bataille,

¹ Vaincu. B. D. E. T. — ² Conoisse. B. C. D. E. T. — ³ En sont. D. E. T. — ⁴ Et la court doit conoistre se cuit
que. T. — ⁵ Que il tenoit de luy (de lui. E. T.) D. E. T. — ⁶ Aparant et ataint et prové de traïson. D. E. T. — ⁷ De
trayson. B. C. De traïson. E. — ⁸ Doit faire. B. — ⁹ Et faire tenir. D. E. T. — ¹⁰ Totes ses volentés com del
sien. C. Toutes ses volentés comme dou sien. D. E. T. — ¹¹ Come enci la heu. D. Puisque ensi la heu. E. — ¹² B.
Rap. A. Rapt. C. D'arap. D. E. T. — ¹³ Ou de force que quelle soit. C. — ¹⁴ Ou d'un marc d'argent ou de plus. B.
C. D. E. T. — ¹⁵ Ou d'autre chose. D. E. T. — ¹⁶ De quoi l'on pert. B. C. D. E. T. — ¹⁷ Au seignor en la court. T. —
¹⁸ Je me claim. B. Je me clain. C. Je me plains. D. E. T. — ¹⁹ Quele. B. Quel. C. Quelle. D. E. T. — ²⁰ Tot ensi.
B. C. Tout enci. D. T. Tout ensi. E. — ²¹ Le doie. B. T. Li doie. C. D. E. — ²² L'en. B. C. L'en rende ou face
rendre. C. Ou que je le rende. D. E. T. — ²³ Que je m'en deffende. B. T. Que je m'en desfent. D. E. — ²⁴ Ou co-
noistra manque dans B. C. D. E. T. — ²⁵ Son seignor. B. — ²⁶ Ou conoistre. D. E. T. — ²⁷ B. C. Qui l'euffre à
prover. D. E. T. — ²⁸ L'on doit. D. E. T. — ²⁹ Dites par garanz. B. C. D. E. T. — ³⁰ Où il a. B. Où que il y est. D.
En que il y ait. E. En que il en ait. T.

^a Il résulte de cette disposition que le seigneur avait
un intérêt direct à ce que l'appelant triomphât, ce qui
devait rendre suspecte son impartialité. Mais l'intention
de la loi n'avait pas été de favoriser le seigneur, et si,
en effet, il profitait de la défaite de l'appelé, cela te-
nait au principe en vertu duquel tout fief devenu va-

cant faisait retour au seigneur; aussi fallait-il qu'une
connaissance de la cour déclarât les héritiers du cheva-
lier vaincu inhabiles à tenir le fief. Cette obligation,
qui se rattachait aux anciens usages de la féodalité,
n'existait plus, en France, au XIII^e siècle.

^b Chap. LXXIV, p. 116.

ou geter de garentie¹; et se² la bataille³ est de chose de quei l'on a mort⁴ decervie⁵ qui en est ataint ou prové, et le garent est vencu, il et celui por qui il fait la bataille deivent estre penduz⁶. Et se le garent est tel que il puisse metre champion por sei⁷, si come il est devant dit, et il le met, et son champion est vencu, il seront toz treis penduz⁸. Et se feme fait l'apel, et son garent ou⁹ son champion est vencu, elle sera arce¹⁰; et le garent, se il se combat¹¹, sera pendu. Et se il met champion por sei, et il est vencu, il seront amdeus¹² penduz, et la feme arce. Et se la bataille est por tel carelle que l'on ne deit mort recevoir¹³, celui ou celle por qui il se combat, de qui le champion est vencu, pert¹⁴ la carelle et vois et repons en court¹⁵, et le champion deit estre pendu^{16a}.

CHAPITRE CV.

Qui appelle feme de chose en quei il y a¹⁷ bataille, et elle a baron, coment son baron la peut defendre; et coment se il ne la viaut defendre, elle se peut defendre par un autre¹⁸.

Se l'on appelle d'aucune chose feme qui aura baron, et il la viaut defendre, il la peut defendre de son cors. Et ce il ne la viaut defendre, elle se peut defendre par un autre champion, ensi come feme qui n'a¹⁹ baron. Ne son baron ne peut ce²⁰ defendre ne contredire, por ce que se l'on apeleit feme de murtre ou d'autre chose, dont elle se deust defendre, et son baron ne la vosist²¹ defendre de son cors, et il la peut defendre que elle ne se feist defendre²² par un autre home, elle en sereit atainte, ou l'on ne poreit feme apeller por mesfait

¹ Ou rebuter et torner de garantie. B. Ou rebuter et geter de garantie (guarantie. D. T. guarentie. E.) C. — ² B. C. D. E. T. — ³ La querele. C. — ⁴ Com a mort deservie. D. E. — ⁵ Deservie. B. C. D. E. T. — ⁶ Sont perduz. B. Seront pendus. C. E. T. Seront perdus. D. — ⁷ Par soi. B. Por soy. C. Pour soi. D. E. T. — ⁸ Il sont tuit trois perduz. B. Ils seront trois tous perdus. D. — ⁹ Et. C. D. E. T. — ¹⁰ Arse. B. D. E. T. — ¹¹ Combate et est vencu. E. T. — ¹² Ambedeus. B. Andeus. C. Tous deux. D. Tous deus. E. T. — ¹³ Por querele tele que l'on n'en doit mort recevoir qui en est ataint. B. Por querele et tel que l'on ne doute mort recevoir qui en sera ataint. C. Et se la bataille est pour la quarele est tel que l'on ne doit mort recevoir qui en sera attaint. D. E. T. — ¹⁴ Par. D. — ¹⁵ Et la vois et respons de cort. B. — ¹⁶ Pendus. D. E. T. — ¹⁷ En quoi il ait. B. Des choses en quei il i a. C. Des choses en que il ait. D. T. — ¹⁸ Par champion. D. E. T. — ¹⁹ Qui n'ha. E. — ²⁰ A. B. C. Ne se peut deffendre ne desdire, ne contredire. D. E. T. — ²¹ Vousist. B. Vosit. D. E. — ²² Qu'ele n'i feist defendre. C. Que elle ne se feist defendre manque dans D. E. T.

* En Europe, et dès les temps les plus anciens, la peine imposée au champion vaincu était de perdre la main droite. (*Leges Langobardicæ*, apud Canciani, t. I, p. 183. *Capitul. ann.* 819, c. x. *Capitularium*, l. IV, c. xxiii; *id.* l. V, c. ccxcvi. Beaumanoir, c. lxi, p. 316.) En Angleterre, sous le règne de Henri II, les champions vaincus étaient seulement privés du droit de paraître en justice (Glanville, l. II, c. iii); mais les *Constitutions siciliennes*, l. II, t. xxxvii, § 3 (Canciani, I, 351), s'éloignant sur ce point du droit commun, prononcent la peine de mort contre le champion qui succombe. Les Assises conservèrent donc une punition barbare qui n'avait jamais été admise dans la plus grande partie de l'Europe. Nous doutons que ces deux peines aient été rigoureusement appliquées, même dans le royaume de Jérusalem. Il est prouvé que les fonctions de champion y

étaient, comme dans toute l'Europe, exercées par des personnes qui en faisaient métier; or comment supposer que, pour un salaire, on se dévoue à une profession où un simple revers amène la mort ou la mutilation?

Quant à la partie qui a mis en son lieu et place un champion, voici l'opinion de Beaumanoir: « Chil qui se combat ou met champion por li, por autre cas que pour cas de crieme, si comme de fausser jugement, sans ajouter vilain cas en l'apel, ou pour debouter tesmoins de leur tesmoignage ou por son hiretage, se il est vaincu, il ne pert fors que le querele, et son cheval et ses armes que li sire a, et l'amande as houmes, se li apiaux fu de fausser jugement: mès se le bataille fu de champion, il perd le poing. » C. lxxvii, p. 338. La peine est ici plus sévère que dans les Assises.

que elle feist, se son baron ne voleit : lesquels¹ choses sereint contre dreit et raison. Et por ce deit il estre et est ensi, come je ais devant dit, par l'assise ou l'usage dou reiaume de Jerusalem. Et se son champion est vencu, elle sera arce², et il deit estre pendu, que³ de quelque carelle que se seit, le champion vencu deit estre pendu, par l'assise ou l'usage dou dit reiaume. Et se la⁴ feme qui a baron viaut faire apiau de murtre ou d'omecide ou de rapine⁵ ou de briseure de chemin, ou de chose qu'il y ait bataille, ou de carelle qui seit d'un marc d'argent ou de plus⁶, elle le peut faire par l'otrei de son baron⁷. Et se son baron viaut por lui entrer ou⁸ champ, il le peut faire. Et ce il ne viaut entrer, et il sueffre que elle face l'apel, elle peut metre champion, mais que ce seit par l'otrei de son baron, car⁹ feme ne peut faire apeau sans l'octroi de son baron¹⁰, por les raisons que je ais devant dittes; que¹¹ se son champion est vencu, il sera fait de li¹² et de son champion ensi come il est devant dit. Mais se le baron ne viaut souffrir que elle face l'apel, elle ne le pora faire, por ce que l'on ne respondra pas à li¹³ sans son baron ou sans l'otrei de son baron. Que se l'on li respondeit sans l'otrei de son baron¹⁴, et la bataille esteit gagiée, et le baron ne vosist que la bataille fust, il en poreit¹⁵ partir sa feme sanz bataille qui en fust, se il disoit¹⁶ que elle n'a poeir de riens faire sanz son congié, puisque elle est sa feme. Et por ce ne deit l'on¹⁷ respondre à feme qui a baron de apel que elle face, se son baron n'en otreit¹⁸ avant en cort, que ce est par sa volenté¹⁹ que elle fait cel apel. Et se il l'otrée, il ne peut puis defendre à sa feme que elle ne face l'apel, ne desfaire ne desdire ce de l'apel que elle aura fait²⁰ par son otrei : que chose faite²¹ en court ne deit après estre defaite ne desdite.

CHAPITRE CVI.

Quel²² genz se pevent²³ defendre par champion^{*}.

Se sont les genz qui se pevent defendre par champion : feme, home mahaignié²⁴, ou home qui a passé soissante anz²⁵ b. Et se leur champion est vencu, il sera d'ambedeus²⁶ fait si come il est dessus devisié.

¹ *Lesquex. B. Lesqués. C. Laquele chose. E.* — ² *Ele doit estre arse. B. C. D. E. T.* — ³ *Que n'est pas dans B. C. D. E. T.* — ⁴ *B. Et se feme. C. D. E. T.* — ⁵ *B. Rap. A. Rapt. C. Arap. D. E. T.* — ⁶ *Qui ne soit de querele d'un marc d'argent. B. C. Ou de chose qui (en que. T.) ait bataille qui ne soit de quarele d'un marc d'argent. D. E. T.* — ⁷ *Elle le puet faire par l'otrei de son baron manque dans B. C. D. E. T.* — ⁸ *En. B. El. C. En bataille. D. E. T.* — ⁹ *D. E. T. Que. B. C.* — ¹⁰ *B. C. D. E. T.* — ¹¹ *Et. B. C. D. E. T.* — ¹² *De lui. B.* — ¹³ *Mie à lui. B.* — ¹⁴ *Que se l'on li repondeit sans l'otrei de son baron manque dans D. E. T.* — ¹⁵ *Peut. C.* — ¹⁶ *B. C. D. E. T. Et ensi se il disseit (disoit. D. E. T.) A. D. E. T.* — ¹⁷ *Ne doit hom. B. Ne doit l'en. C. Et por ce doit ne l'on. D.* — ¹⁸ *N'otroie. B. C. N'en otroit. D. E. T.* — ¹⁹ *Volunté. B.* — ²⁰ *Ne deffaire l'apel que ele aura fait. B. Ne defaire la bataille de l'apel qu'elle aura fait. C. D. E. T.* — ²¹ *Faite et otroiée. B. C. D. E. T.* — ²² *Quex. B. Qués. C. D. E. T.* — ²³ *Puent. B. Peuvent. D. E.* — ²⁴ *Mahaigné. B. C. D. E. T.* — ²⁵ *Quarante ans. B. Aage de LX. ans. C. D. E. Aage de soizante ans. T.* — ²⁶ *Des II. C.*

^{*} On n'a rien écrit sur les champions d'aussi intéressant ni d'aussi instructif que l'article *Campiones* du Glossaire de du Cange. Nous renvoyons donc à cet article, plutôt que d'en reproduire ici les principales parties; cependant nous devons ajouter que l'obligation de payer les champions, et de fournir à beaucoup d'autres

dépenses, élevait très-haut les frais du plaid de gages (Beumanoir, c. LXIII, p. 326; *Formulaire*, p. 436); en sorte que cette voie de droit était, fort heureusement, impraticable pour les gens pauvres.

^b En France, tout accusé ou appelé était obligé de combattre en personne, s'il n'avait une loyale excuse :

CHAPITRE CVII.

Qui se clame de force et ne l'euffre à prover, por quei celui de qui l'on se clame n'est tenuz de non neer la.

Qui se clame de force¹, il deit dire de quei¹ l'on li fait force, et offrir le² à prover si come court esgardera ou conoistra que prover le dée³; ou autrement n'est tenus celui de qui l'on se clame de force de neer la; car se il ne la née, il ne sera pas ataint⁴, se l'on ne l'a moutie et offerte⁵ à prover si come court esgardera ou conoistra que prover le dée: ce est selonc⁶ l'assise ou l'usage dou reiaume de Jerusalem. Et celui de qui l'on se clame de force, tot seit ce que l'on li euffre⁷ à prover si come en avant dit, il deit demander jor au premier claim, sanz la force neer: car c'il la née sanz demander jor⁸, il ne peut puis avoir⁹ jor, car¹⁰ il a respondu au claim, quant il a la force neé¹¹: car le claim est de la force, et qui née la force, donc¹² respont il au claim. Mais se il au jor que la court li donra ne la née, se l'on li euffre¹³ à prover, et a dit de quei il a fait force, il est ataint; et ce il en est ataint ou prové, il est encheu en la merci¹⁴ dou seignor dou cors et de quanque il a¹⁵. Et qui la née, la court deit esgarder ou conoistre que l'on li deit¹⁶ prover par deus leaus garenz de la lei¹⁷ de Rome; et que celui sur qui l'on la met, peut l'un lever, lequel que il vodra, et combatre sei à lui, ou contredire, ou¹⁸ rebuter, si come est devant devisié que l'on le deit faire¹⁹.

¹ De quel chose. B. C. D. E. T. — ² La. C. D. E. T. — ³ Que il prover le doie (la doie. E. li doie. D. E.) B. D. E. T. — ⁴ Il ne sera mie aintant. B. — ⁵ Se l'onc la motie et offre. B. Se l'on l'a motit et eufre. C. Se l'on la motie et offert. D. E. Se l'on ne la motie et offert. T. — ⁶ Si com la cour esgardera: ce est selonc. D. T. — ⁷ Ce que l'on l'offre. B. Tout soit ce que l'on l'eufre. C. D. E. T. — ⁸ B. C. D. E. T. — ⁹ Demander. D. E. T. — ¹⁰ B. C. D. E. T. Que. A. — ¹¹ Neée. C. — ¹² Dont. C. D. E. T. — ¹³ Se l'on l'offre. B. Se l'on l'eufre. C. Et l'on euffre. D. Et l'on l'euffre. E. T. — ¹⁴ Il li fait force, se en n'est ataint ou prové, il est encheu en la merci. B. C. Il li a fait force, et il en est ataint ou prové, il est encheu en la mercy. D. E. Il li a fait force, il en est ataint ou prové, et est encheu en la merci. T. — ¹⁵ Et de canqu'il a. C. — ¹⁶ La li doit. C. — ¹⁷ De la loy. B. C. E. T. — ¹⁸ Et. C. — ¹⁹ Com le doit faire. B. D. E.

telle était au moins la règle. Beaumanoir cite (c. LXI, p. 308) cinq excuses qui rentrent dans les trois indiquées par ce chapitre. Mais, sans parler des ecclésiastiques qui ne combattaient jamais en personne, il existait d'autres cas que ceux cités par ce jurisconsulte et par les Assises, où il était permis de présenter un champion, et les seigneurs même accordaient cette permission selon leur volonté. Vers l'année 1048, Bernard, évêque de Conserans et abbé de Lézat, allégua une donation faite au couvent de Lézat par un nommé Sicfred. Les héritiers du donateur contestaient l'existence de cette donation avec d'autant plus d'avantage, qu'il n'y avait pas d'acte écrit ni de témoins qui déclarassent *se hoc vidisse vel audisse*. L'évêque soutint cependant ses droits, et dit qu'il ne rendrait les biens, *nisi per rectum judicium et Dei manifestationem*; c'est-à-dire qu'il demanda le duel. *Imperante ergo Ramundo Guillelmo et judicante, conventum est inter eos ut decertarent duo certatores qui nunquam se decertassent, nisi per hoc judicium*. D. Vais-

sette, *Hist. du Languedoc*, t. II, Preuves, p. 215. L'évêque avait une excuse pour ne pas combattre, mais ses adversaires n'en avaient aucune. Un chevalier croyait déchoir de sa dignité en combattant contre un champion; aussi, quand la loi accordait à une partie la faveur de pouvoir en présenter un, les juges autorisaient volontiers l'autre partie à user d'une faculté semblable, quoiqu'elle ne se trouvât pas dans les catégories des personnes qui jouissaient du droit de se faire représenter au combat. Le métier de champion étant discrédité, on rencontre souvent cette clause de présenter un champion qui n'ait jamais combattu. (*Id.* p. 224.)

* La force dont il est ici question est une violence quelconque. « Si est force violence contre le droit, » dit le glossateur de l'*Ancien Coustumier de Normendie*. (Houard, *Coutumes Anglo-Normandes*, III, 482.) Les jurisconsultes anglo-normands adoptèrent la définition de la *vis privata* qui est donnée par les jurisconsultes romains. (*Dig.* l. IV, t. II. *Fleta*, l. IV, c. IV, n° 2.) Mais cette définition

CHAPITRE CVIII.

Coment totes manieres de genz, autre que chevaliers, qui gagent¹ bataille, doivent estre armés à la bataille faire.

4

Totes manieres de genz autres que² chevaliers³, qui bataille gagent⁴ por quelque carelle que ce seit, se doivent combatre à pié, en bliaus⁵ ou en cotes rouges⁶ et chaucés rouges à estrivieres, sanz soliez⁷ et braies et braiers, tels come il est uzé que champions les ont à pié, et estre reoigniés⁸ à la reonde, et avoir⁹ tanevas¹⁰ reont dessus et bastons de champions qui seient de cor nervés o une boce dessus et une broche de oz dessous. Et des armeures dou vencu et dou venqueor doit estre¹¹ en la maniere avant devisée¹². Apel qui est fait de murtre ou d'omecide n'a de respit¹³, dou jor que ces gages sont donés et receus jusques¹⁴ au jor de la bataille, que treis jors; et de totes autres batailles et¹⁵ carelles, dou jor que les garenz sont donés jusques au jor de la bataille, quarante jors. Et au jor qui lor est doné de la bataille faire de par le seignor¹⁶, il se doivent venir por-offrir¹⁷ en l'ostel dou seignor, apareillés si come est devant dit¹⁸. Fors tant que chascun doit porter un de ses bastons, et puis en la maniere que il est dessus devisé se doit représenter et ofrir à faire ce que il doit, et le seignor en doit dire et faire si com est avant dit en cest livre que le seignor le doit faire¹⁹. Et quant il seront au cham, le seirement et le banc et les autres devant dittes choses doivent faire faire les gardes dou champ, si come il est devant devisié²⁰ en cest livre.

¹ Qui ont guagé. B. — ² Mais que. B. — ³ Cavaliers. B. — ⁴ Qui bataille gagent manque dans B. C. D. E. T. — ⁵ En bleaut. E. T. — ⁶ En bliaut à cortés robes. C. — ⁷ Soliez chaucés à estrier. B. C. D. E. T. — ⁸ Rooingniez. B. Roignés. C. T. Rongés. D. E. — ⁹ Avoir. B. Avoir. D. E. T. — ¹⁰ Taneaus (tanevas. C. chanevas. D. E. T.) et bastons de champions, et qui avoir ne les puet, austres bastons (si ait. D. E. T.) avoir qui soient d'un lonc. B. C. D. E. T. — ¹¹ Sera fait. C. — ¹² Et les armeures dou vaincu et dou vainqueor seront faites en la maniere devant dite. D. E. T. — ¹³ Ne de respit. B. Ne n'a respit. D. E. T. — ¹⁴ B. C. D. E. T. — ¹⁵ B. — ¹⁶ Par le seignor et par la cort. B. C. Ou par la cour. D. E. T. — ¹⁷ Il doivent venir à eaus (iaus. C.) poroffrir. B. C. — ¹⁸ Enssi com est dit en cest livre que le seignor le doit faire. B. D. E. T. — ¹⁹ C. — ²⁰ Devisé et déclaré. B.

reposant sur l'idée que la violence avait pour origine un droit réel ou regardé comme tel, était restrictive, et ne convient pas à la force dont il est parlé dans ce chapitre.

Les Assises s'occupent ici des gens autres que chevaliers qui combattent entre eux, mais se taisent sur les duels entre gentilshommes et vilains; tandis que les *Établissements* (l. I, c. LXXXII) et *Beaumanoir* (c. LXIV, p. 329) expliquent avec soin comment, dans ce cas, les choses devaient se passer. Le jurisconsulte de Clermont proclame, à ce sujet, un principe qu'il importe de ne pas perdre de vue : « Se chevalier, dit-il, c. LXI, p. 308, ou « ecquier appelle home de poote, il se combat à pié, armés « en guise de champion, aussint comme li hons de poote, « car par che que il s'abaissent à appeler si basse per- « sonne, sa dignité est ramenée en cel cas, à tes ar- « meures comme chil qui est appelé a de son droit, et « mout seroit cruel chose, se li gentix-hons appeloit un « home de poote et il avoit l'avantage dou cheval et des « armeures. » Nous ne pensons pas que la législation du royaume de Jérusalem admît que le gentilhomme pût

jamais perdre les droits et les avantages qui étaient inhérents à sa naissance, et, dans ce royaume, les nobles et les bourgeois, car nous ne parlons pas des vilains, vivaient tellement séparés les uns des autres, que l'on peut douter que le combat entre un noble et un bourgeois fût permis. Voyez le *Livre de Philippe de Navarre*, c. x.

Les duels entre les hommes qui étaient chevaliers et ceux qui ne l'étaient pas, différaient seulement par la manière dont les combattants étaient armés et vêtus. L'arme offensive des roturiers était un bâton pourvu d'une masse, et leurs armes défensives, des vêtements de drap, de cuir et de laine. Houard prétend (*Anc. Lois des Franç.* I, 265) que le bâton était la seule arme dont il fût permis de faire usage aux nobles comme aux vilains. Cette erreur semble autorisée par l'*Ancien Coutumier de Normandie*, qui, en effet, dans son chapitre LXVIII, ne fait mention que de cette seule arme. Mais qui ne voit que ce praticien a voulu seulement parler de l'armement des vilains? Nos anciennes coutumes, comme les écrits de nos premiers jurisconsultes, ont été rédigés plutôt dans

CHAPITRE CIX.

Que les seignors deivent¹ faire, quant pere et fiz ou deus freres tendent leur gages l'un contre l'autre.

Il est assise ou royaume de Jerusalem que le seignor ne deit recevoir les gages de pere à fiz, ne de fiz à pere, ne de deus freres l'un contre l'autre².

CHAPITRE CX.

Qui viaut la court fausser, qu'il deit faire et dire; et qui la fauce en dit, coment et por quei toz les homes de la Haute Court la deivent aleauter.

Si un home viaut la court fausser, et dit que le jugement ou l'esgart ou la conoissance ou³ le recort que la court a fait est faus ou desleument fait, ou en aucune autre maniere la vueille fausser, disant contre aucunes des chose avant dites que la court aura faites ou retraites⁴, toz ciaux de la court le deivent maintenant desmentir et offrir à aleauter de leur cors contre le sien en la court⁵. Et se il la viaut fausser, il covient que il se combate à toz les homes de celle court l'un après l'autre, aussi⁶ à ciaux qui n'auront mie⁷ esté à cel recort ou⁸ à la conoissance ou à l'esgart ou au jugement faire, come à ciaux qui l'auront

¹ Que le seignor doit. c. — ² Et. c. — ³ Ou retraites n'est pas dans c. — ⁴ A aleauter la cor de leur cors contre le sien. B. D. A la court aleauter de lors cors contre le sien. T. — ⁵ Autresi. B. — ⁶ B. — ⁷ Et. c.

l'intérêt des bourgeois que pour constater et affermir le droit des nobles, objet unique des études et des investigations d'Ibelin. Il faut donc se garder d'attribuer à leurs décisions une généralité que la législation et les usages judiciaires du temps repoussaient.

* En France, la prohibition n'était pas aussi absolue, et lorsqu'il s'agissait de meurtre, de trahison ou de rapt, des frères consanguins ou utérins pouvaient combattre l'un contre l'autre. (*Établissements*, l. I, c. CLXVII. Beaumanoir, c. LIX, p. 300.) Le duel entre frères avait lieu également en matière de meubles ou d'immeubles, mais par l'intermédiaire de champions. (*Id.*)

^b • L'appel, dit Montesquieu (*Esprit des Lois*, l. XXVIII, c. XXVII), tel qu'il est établi par les lois romaines et par les lois canoniques, c'est-à-dire par un tribunal pour faire réformer le jugement d'un autre, était inconnu en France. Une nation guerrière, uniquement gouvernée par le point d'honneur, ne connaissait pas cette forme de procéder, et suivant toujours le même esprit, elle prenait contre les juges les voies qu'elle aurait pu employer contre les parties. • Cependant, pour prendre le juge à partie, il n'était pas toujours nécessaire d'inculper sa loyauté et ses intentions, ou de joindre, comme on disait, avec l'appel vilain cas; il suffisait de déclarer que le jugement n'avait pas été rendu selon le droit, mais alors

la procédure était différente. (Beaumanoir, c. LXVII, page 337.) Dans une affaire aussi grave, et dont les suites amenaient la mort du juge ou de l'appelant, les termes à employer étaient sacramentels : il fallait que les mots *falsum et pravum* eussent été prononcés. • Il convient que il (l'appelant) die que le jugement est faus, ou autrement il ne seroit pas ois. • *Établissements*, l. II, c. xv. Dans un procès entre l'abbaye de Font-Gombaud et la dame de Vierson, jugé au parlement de la Toussaint 1272, il fut dit pour cette dame : *Quod ipsi abbas et conventus non debebant super hujus appellacione audiri; cum in ipsa appellacione nullam fecissent penitus mentionem de falso seu pravo, sed simpliciter, non adjectis his verbis falso et pravo, seu eorum altero, appellassent. Le procureur des appelants répondit : Quod in sua appellacione expresserat falsum et pravum, vel saltem alterum eorumdem, et hoc offerebat se probaturum.* (Les Olim, t. I, p. 401, n° vi.) Soit que l'appelant faussât le jugement parce qu'il le trouvait faux ou déloyalement rendu, soit qu'il le faussât parce qu'il le regardait comme contraire au droit, il fallait nécessairement, pour que l'appel fût admis, déclarer ce jugement *falsum et pravum*; et cette obligation subsista longtemps après l'époque où l'on décida que le duel ne suivrait plus l'appel. Cf. du Cange, *Observations sur les Établissements*, l. I, c. vi, p. 162.

fait : car ce il fausse la court, il ne fausse pas tant seulement ciaux qui l'esgart ou la conoissance ou le recort auront fait, mais toz ciaux qui sont homes de celle court; et por ce que l'onor et la honte de celle court est comun à toz ciaux qui sont¹ de celle cort, le deit chascun des homes de celle court defendre et aleauter la² de son cors contre celui qui la viaut fausser^a. Car⁵ court qui est fausée ne peut puis faire ni esgart ne conoissance ni recort qui seit valable, qui à l'encontre viaut dire^{4 b} : car ensi come home vencu et ataint de fauceté⁵ ne puet puis garantir porter⁶ qui seit valable, qui à l'encontre viaut dire; la court faussée ne peut puis faire esgart ni conoissance ni recort de court⁷ qui seit valable, qui à l'encontre veut dire; et toz ciaux de celle court ont perdu à tot tens⁸ vois et respons en court, et ne peut puis nul d'iaus leau⁹ garantie porter en cort¹⁰ : et por ce deit chascun prendre sur lui le fait de la maniere¹¹ avant ditte. Et¹² celui qui a dite aucune des avant dites choses contre la court pour la court fausser¹⁵ si come est dessus dit, et il tent¹⁴ son gage contre toz ciaux de la court, et le seignor le receit, il se deit combatre à toz, et en tel maniere, que¹⁵ quant il sont ou champ por la bataille faire, il deit estre d'une part dou champ, et toz les autres homes¹⁶ de l'autre. Et un des homes, lequel que il esliront, se deit premier partir et combatre sei à lui¹⁷ soul à soul; et ce celui qui est¹⁸ parti est vencu, maintenant se¹⁹ deit moveir un des autres et combatre sei à celui qui vodra la court fausser en quelque point que il seit²⁰. Et ce il venque celui, un autre deit maintenant moveir²¹ et combatre sei à lui; et ensi se deit combatre à toz un à un²², tant qu'il les ait toz vencuz en un jor : et ce il ne les vainc²³ toz en un jor, il deit estre pendu^c. Et se aucun dit à ciaux de la court²⁴, après ce que il auront fait une

¹ B. E. T. — ² Por ce doit chascun de cele cort faire et deffendre et aleauter la corte. B. — ³ B. C. D. E. T. Que. A. — ⁴ Se aucun (ne. B.) veut dire à l'encontre. B. C. D. E. T. — ⁵ Est vencu de fauceté. C. — ⁶ Garantie porter ne ne peut home de la court fauce garantie porter qui. C. Car ensi come (home. E. T.) ataint, vencu et prové de fauceté, ne peut puis porter garantie, ne peut porter homme qui soit de la court fausse garantie qui. D. E. T. — ⁷ C. — ⁸ A tos jors. C. — ⁹ Leau n'est pas dans B. — ¹⁰ B. — ¹¹ C. De la maniere. A. De la maniere. B. En la maniere. D. E. T. — ¹² Et se. T. — ¹³ Desleauter. B. Contre la cort faucer. C. — ¹⁴ En tent. C. — ¹⁵ Il se deit combatre à toz, et en tel maniere, que manque dans B. C. D. E. T. — ¹⁶ Et tos les homes de la court. C. — ¹⁷ Vers luy. D. E. T. — ¹⁸ Qui s'est. C. — ¹⁹ D. E. T. — ²⁰ Movoir (venir. C.) un autre en quelque point que celui qui veut fausser la cort soit (sera. D. E. T.) B. C. D. E. T. — ²¹ Venir. C. — ²² Et ensi se combatront i. à i. C. Et enci se combatent tous (à tous. T.) à un à un. D. E. — ²³ B. C. E. Veut. A. — ²⁴ Et se aucun de ceaus de la court dit. B. D. E. T.

* La solidarité de tous les juges de la même seigneurie était une noble idée placée au sein d'une jurisprudence barbare.

^b Cette explication, qui ne se retrouve pas dans les juriconsultes français, parce qu'à l'époque où ils écrivaient, l'appel avait changé de caractère, rend très-facile à comprendre le rôle que jouaient les juges dans cette procédure : en laissant fausser le jugement, ils perdaient leur droit le plus précieux, celui de rendre la justice. « Se il (le juge) ne fesoit le jugement à bon, il perdroit le jugier. » Beaumanoir, LXI, 314. *Si curia convicta fuerit, dominus curiæ in misericordia regis remanebit, et curiam suam perpetuo amittet, et tota curia nihilominus in misericordia domini regis sit. Regiam majestatem, l. III, c. XXIV, art. 8.*

* On demandera sans doute comment, sous l'empire de semblables conditions, une partie condamnée osait se risquer à fausser le jugement. Nous pourrions répondre que le nombre des juges qui composaient une cour était, à cette époque, très-restreint; car Beaumanoir affirme, c. LXI, p. 314, que, dans le comté de Clermont, deux juges suffisaient pour former une cour;

mais il est évident, et Ibelin le dit à la fin de ce chapitre et du cxxi*, que la règle ici posée doit être considérée comme la conséquence rigoureuse d'un principe, et non comme un usage réellement suivi. Beaumanoir fait de grands efforts d'esprit pour fournir aux appelants les moyens de ne pas être forcés de combattre contre tous les membres d'une cour, et de n'avoir affaire qu'à un seul. (*Id.* p. 313.) Ces usages avaient presque disparu en France, car le seigneur y pouvait refuser les gages quand le jugement lui paraissait conforme à la coutume et à la jurisprudence, et prononcer une amende contre l'appelant. « Je ne vi onques, dit Pierre de Fontaines, c. XXII, art. 18, jugier amende de celui ki fausse jugement, ne des faussés : mais bien peut on prouver quele amende doit estre par le loi escrite..... en tele amende enten je ke li fausseres doit, kant il ne prueve son fausement, avec les damages k'il a vers l'autre partie és cas qui devant sunt dit. Se cil ki fausse jugement ne le puet prouver à mauvais, et ne puet paier les amendes, quant on ara pris can k'il a, paine du cors li soit enjoite, ou banissement du pais, ou tenir pri-

des dites choses, et retrait : « Qui a ce fait ? » et aucun die : « Je l'ai fait ; » et il ne fait¹ mention de la court ; l'autre peut bien dire à toz ciaux qui ce² diront : « Je di que ce que vos avez fait³, » et die quei, « vous l'avez fait fausement et desleau-ment. Et se voz le volés neer, je sui prest de prover le vos de mon cors contre le vostre ou les vostres⁴, » se il sont pluisors, « et de rendre voz mort ou recreant en une orre de jor : et veés ent si mon gage⁵. » Et le tende au seignor. Et à toz ciaux qui ce⁶ auront dit se peut il combatre sanz la court fausser. Et ce celui ou ciaux que l'on ensi faussera, ne se⁷ defendent et aleautent de leur cors, il sont ataint d'estre faus et desleaus, et ont perdu vois et respons en court à tot tens. Et se il sont pluisors, il se deit combatre à toz un à un, si come il est devant dit. Et se il les vaint toz, por ce n'est mie la court faussée, ni ne pert riens de son honor⁸ ; et le jugement qu'elle a fait⁹ si est¹⁰ estable. Et toz ciaux que il vaincra seront penduz ; et il sera pendu, se il est vencu. Et se pluisors dient : « Nos feimes ce¹¹, » et il ne se viaut prendre que à un, il le peut faire au quel que il vodra de ciaux qui l'auront ensi dit¹², car il ne dit riens contre la court^b. Et se il se prent à pluisors, et il nes¹³ vainc toz en un jor ciaux contre qui il se prendra¹⁴, il deit estre pendu, et toz ciaux que il vaincra le doivent estre aussi^c. Ne por nul de ciaux que il veincra¹⁵, tot les venquist il toz, ne deit demorer que l'esgart ou la conoissance ou le recort que la court aura fait ne deit estre tenus ; car il n'a pas la court faussée¹⁶. Et por les raisons dessus dites, et por autres assés, doivent toz ciaux qui veulent¹⁷ faire esgart ou conoissance ou recort de court estre ensemble o tot les autres que il poront avoir de la court^d ; et quant il vodront retraire ce que il auront fait, un deit dire au seignor en la presence

¹ *N'en face.* T. — ² B. C. E. T. *Se. A.* — ³ *Je di que se vos dites que vos avez ce fait.* C. D. E. T. *Se manque dans T.* — ⁴ B. *Ou les vos.* A. D. E. T. — ⁵ B. C. D. E. T. *Se. A.* — ⁶ *S'en.* B. C. D. E. T. — ⁷ *De s'enor.* C. — ⁸ *Qu'ele fait.* C. — ⁹ *Est.* B. C. D. E. T. — ¹⁰ *Nos feimes.* B. — ¹¹ *Que il vodra qui li auroit ensi dit.* C. — ¹² *Ne les.* D. E. *Et il les.* T. — ¹³ *Et il ne vaint en. I. jor toz ceaus contre qui il se doit combatre.* C. D. E. T. — ¹⁴ *Que il a vanqui.* B. *Que il vainque.* C. D. E. T. — ¹⁵ Les manuscrits D. E. et l'édition de la Thaumassière font de ce qui suit un chapitre séparé qui porte cette rubrique : *Ci dit commant l'on se doit garder que nul ne puisse le faucer, se il ne fauce toute la court.* — ¹⁶ *Qui doivent.* D. E. T.

« son, ou autre paine, sauve se vie et ses membres. » « Se chil qui apele, dit Beaumanoir, c. LXI, p. 314, ne prueve le jugement à mauvès, il l'amande de soixante livres au seigneur, et à cheli de qui il apela de soixante livres ; et se il apela de pluries des houmes, il l'amande à chacun en par soi, et est l'amande de chascun de soixante livres. »

« En France, la formule était ainsi conçue : « Sire, je di que chis jugemens qui est prononciés contre moi, et auquel P. s'est acordés, est faux et mauvès et desloiaux, et tel le ferai contre ledis P. qui s'est acordés au jugement par moi ou par mon houme qui fere le puet et doit pour moi, comme chil qui a essoine et laquelle je monterroï bien en lieu convenable, en la court de cheens ou en autre, là ou droit me merra par reson de cet appel. » Beaumanoir, c. LXI, p. 314. La formule fournie par Fontaines contient une inculpation directe contre le juge : « Je fausse le mauvais jugement que vous m'avés fait par loier que vous en avés eu ou promesse. » C. XXII, n° 19. Mais cette formule ne s'appliquait pas à tous les cas d'appel.

^b On trouve ici indiqué comme un cas particulier ce qui est représenté par Fontaines et Beaumanoir comme un usage général. Selon ces jurisconsultes, lorsque l'appelant ne voulait pas avoir à combattre contre tous les

membres de la cour, il laissait le juge qui opinait le premier exprimer son opinion, et quand le second allait parler à son tour, il lui disait qu'il était faux et mauvais, et ce n'était plus que contre lui seul qu'il devait se battre. (Beaumanoir, id.) Fontaines voulait qu'avant de fausser le jugement on laissât prononcer trois juges. (C. XXII, art. 1, 10, 11.) Cette forme de procéder ne se trouve pas dans les Assises.

^c Il était impossible qu'une partie vainquît plusieurs juges en un seul jour, puisque l'on voit des duels entre deux champions durer toute une journée sans résultat. En 960, deux nobles, Bernard et Gerbert, se présentèrent devant la cour de Raymond II, comte de Rouergue, et contestèrent une donation faite par Rigault à l'abbaye de Beaulieu en Limousin : *Illis si quidem inter se contentibus, judicavit prædictus Raymundus et alii venerabiles ei assistentes, et ut ipsi prætaxati viri vicarios sibi duos eligerent ad certamen expeditos, quo Dominus manifestare dignetur veritatem hujus rei, quod ita factum. Nam secunda diei hora certantibus usque ad solis occasum, neminem quippe cerneret eorum vincere, judicaverant memorati Raymundus comes cæterique et in circuitu sistentes, etc.* D. Vaissette, *Hist. du Languedoc*, t. II, Preuves, p. 103.

^d « Deffence est plus bele, quant il s'i sont tuit acordé. » Beaumanoir, id.

des deus parties, se elles y sont : « Sire, vostre ¹ court a ce esgardé ou ² coneu, ou « est ³ de tel chose recordant, » et die ce que elle aura fait; et ensi ne se pora nul aerdre ⁴ à nul de ⁵ ciaux de la court, se il ne s'aert à toz, si come il est dessus dit. Et se aucun dit à ciaux de la court, quant ce que il auront fait sera retrait, une des dites choses ⁶ : « Lequel de voz a ce fait? » ils doivent respondre : « La court l'a fait ⁷. » Et se il demande à un par nom ou à pluisors d'iaus : « Avez « voz ce fait? » il doivent respondre : « La court l'a fait ⁸, et noz aveuc, car noz i « fumes ⁹. Et se voz volés riens dire contre la court, nos le orrons ¹⁰. » Et ensi covendra que il fauce la court, ou il demorrera desjule ¹¹, puisque tant en aura fait. Por quei à mei semble que nul ne deit dire contre esgart ne conoissance ne recort de court : car ce il le fait, et ¹² viaut la court fausser, il ¹⁵ covient que elle se ¹⁴ defende, et que il se combat ¹⁵ à toz ciaux de la court, si come est devant dit, ou que il ait la teste copée, ce il ne se viaut à toz combatre l'un après l'autre. Et se il se combat, et il ne les vaint toz en un jor ¹⁶, il sera pendu par la goulle. Si ne me semble ¹⁷ que nul home ¹⁸, se Dieu ne faiseit apertes miracles por lui, qui la faussast en son dit ¹⁹, la peust fausser en fait ²⁰; et se il s'en assaiast, que il peust eschaper d'avoir le chief copé ou d'estre pendu par la goulle. Si ne le deit nul home qui aime son honor et s'arme ²¹ enprendre à faire : que qui s'i assaiera à faire le ²², il en morra de vil mort et de honteuse et vergougneuse ²³ a.

CHAPITRE CXI.

Coment les assises doivent estre tenues et maintenues fermement en totes choses, et coment les usages ²⁴.

Les assises doivent estre tenues fermement en totes choses; et de ce de quei l'on ²⁵ ne sera certain qui seit assise, deit l'on tenir selonc l'usage et ²⁶ la longue acostumance^b. Et de ce que court aura fait esgart ou conoissance ou recort qui seit assise, deit estre tenu et maintenu come assise^c : car les assises ²⁷ ne pevent estre en pluisors choses provées, que par le lonc usage, ou por ce que l'on

¹ Nostre. T. — ² Et. D. — ³ Ou ele est. B. C. E. T. — ⁴ Ne se porra il mie aherdre. B. — ⁵ C. — ⁶ Et se aucun de ceaus de la cort, etc., die : lequel, etc. C. — ⁷ A ce fait. D. E. T. — ⁸ Les mots depuis et se il demande, jusqu'à la court l'a fait, manquent dans B. — ⁹ I avons esté. C. D. E. T. — ¹⁰ L'oyérons. D. A l'encontre de la court nous l'oyérons. E. T. — ¹¹ Desjulez. B. Dejugle. C. Desinglé. T. — ¹² B. T. I. A. C. D. E. — ¹³ B. T. Et. A. C. D. E. — ¹⁴ S' en. C. — ¹⁵ Il covient que il s'en combat et s'en deffendre. B. Que ele s'en defende et que il s'en deffende et que il se combat. C. Que il se deffende et que il se combat. D. E. T. — ¹⁶ En un jor n'est pas dans B. C. D. E. T. — ¹⁷ Si me semble. B. C. D. E. T. — ¹⁸ Des. C. — ¹⁹ En dit. B. E. — ²⁰ La fausat en fait. D. E. T. — ²¹ C. Et (ne. B.) sa vie. D. E. T. — ²² Que qui s'en essaiera dou faire. B. Que qui en essaiera au faire. D. E. T. — ²³ B. D. E. T. — ²⁴ Et coment les usages manque dans D. E. T. — ²⁵ Houm. E. — ²⁶ Que. C. — ²⁷ Car elles. T.

^a Ce qu'on lit dans ce chapitre est d'un haut intérêt pour l'intelligence des usages judiciaires de la féodalité, et n'avait été qu'indiqué par les autres jurisconsultes.

^b Il résulte clairement de ces mots qu'il n'existait pas dans le royaume de Chypre de droit écrit, et que la coutume en tenait lieu. Les termes dont se sert Ibelin n'autorisent point à penser qu'à une époque plus ancienne que celle où il écrivait, un code de lois véritable ait été rédigé pour ce pays; car, dans ce cas, au lieu de

poser en principe la souveraineté de la jurisprudence, il se serait appliqué à poursuivre et à retrouver les vestiges d'une législation que le temps et les événements ne pouvaient pas avoir tellement anéantie, qu'il n'en existât plus aucune trace visible, ni même de souvenir précis dans la mémoire des hommes. Nous nous bornons à rappeler ici une opinion qui a été développée dans l'Introduction de ce volume.

^c Les cours faisaient souvent des enquêtes pour

l'a veu faire et user come assise; et ce est maniere de lei¹, et deit estre et est² tenu ou reiaume de Jerusalem et en celui de Chipre³ miaus que leis ne decrès ne decretalles⁴: car⁴ le sire dou reiaume deit jurer et jure, ains que il seit receu à seignor, de garder et maintenir les assises et les bons uz et les bones costumes dou reiaume de Jerusalem, et de mener ch ascunselon les dites assises ou uz ou costumes. Et toz les homes dou reiaume de Jerusalem doivent jurer ausi de garder les assises et les bons us et les bones coutumes dou reiaume de Jerusalem⁵ et tenir et maintenir. Et por ce les deit l'on tenir en ces deus reiaumes et maintenir⁶ en la court laie fermement sur totes choses⁷, et ausi le doit l'on faire⁸ en celle de l'Yglise, quant cas de ce y escheit. Et se aucun home fait aucun⁹ convenant contre l'assise, et l'on se clame par l'assise, l'assise que l'on a jurée¹⁰ à tenir deit estre premierement tenue, et après, se l'autre puet prover les convenanz¹¹ si come il deit, les deus¹² doivent estre tenus¹³; por ce que chascun peut le sien doner et alier par sa volenté par assise et sanz assise; et que les convenanz fais et provés si come il doivent¹⁴, doivent estre tenus et maintenus¹⁵, car on dit¹⁶: Covenant vainc¹⁷ lei^b.

CHAPITRE CXII.

Quel¹⁸ est l'assise de la beste restive¹⁹, et coment l'on se deit clamer²⁰.

Par l'assise dou reiaume de Jerusalem²¹, se un home achate²² une beste restive, et que le vendeor li dit: « Ceste beste est restive, et je por restive la voz vens; » et l'acheteur dit: « Et je por restive l'achate, et bien m'en tiens apaié, » tot seit elle restive; » et après ce que il l'a achetée, la beste restive²³ dedenz l'an et le jor que il l'a achetée, et il la viaut rendre, il deit faire ensi: que²⁴ deus homes la veient restiver, qui jurent sur sains, se mestier li est, que il l'ont veue restiver; et après ce, le plus tost que il porra, il deit venir en la court dedenz l'an et le jor, et dire: « Sire, je achetai de tel home, » et dire de qui²⁵,

¹ Maniere de la preuve. C. — ² C. D. E. T. — ³ Ou reiaume de Jerusalem et de Chipre. B. C. T. Au royaume de Jerusalem, de Chipre. D. T. — ⁴ B. Que. A. C. D. T. — ⁵ B. C. D. E. T. — ⁶ Tenir et maintenir n'est pas dans C. Tenir et maintenir et garder en ces deux royaumes et en la court laie. D. E. T. — ⁷ En toutes choses. B. — ⁸ B. C. D. T. — ⁹ A aucun. C. — ¹⁰ Contre l'assise que l'on (que home. D. E.) a jurée. B. C. D. E. T. Les mots intermédiaires manquent. — ¹¹ B. C. D. E. T. Et après l'assise les convenans, se il les peut prover. A. — ¹² B. C. D. E. T. Et les II. A. — ¹³ Tenues. B. C. D. E. T. — ¹⁴ Si com l'on doit. T. — ¹⁵ C. D. E. T. — ¹⁶ Car on dit toujours que. D. E. T. — ¹⁷ Meine. T. — ¹⁸ Qués. C. D. E. T. — ¹⁹ Des bestes restives. C. D. E. T. — ²⁰ L'on se doit garder. D. E. T. — ²¹ Dou dit reiaume. B. C. Dou royaume. D. E. T. — ²² A acheté. C. — ²³ Et après ce que il l'a achetée, la beste restive manque dans C. — ²⁴ Il doit faire si (ce. T.) que. B. C. D. E. T. — ²⁵ B. C. Et le nome. D. E. T.

constater une coutume, et alors le jugement qu'elles rendaient était considéré comme une loi. Les *Olim* contiennent plusieurs exemples de cette sorte d'enquêtes qui sont toujours basées sur la voix publique: *Fama est per totam patriam, quod, etc.* T. I, p. 348.

^a L'auteur exagère sans doute l'empire de la jurisprudence, qui d'ordinaire n'est regardée que comme un développement naturel de la loi: *Optima legum interpretis consuetudo*, dit la loi romaine (*Digest.* l. I, t. III, l. 37);

mais dans un pays où il n'existait pas de loi écrite, et dont l'organisation politique excluait même l'intervention d'un pouvoir législatif réellement constitué, on ne pouvait maintenir l'ordre qu'en attribuant à la coutume, constatée par les arrêts des tribunaux, le caractère de loi. L'empire de la coutume ayant grandi sous l'influence de cette pensée, il n'est pas étonnant que l'auteur place cette manière de loi au-dessus des lois, décrets et décrétales.

^b « Toutes convenances sont à tenir, et pour che

« une beste qui est restive, » et die quel beste; « por quei je viaus recouvrer¹ mes deniers par l'assise, et que il recuevre² sa beste. Et je sui prest de fornir l'assise, se il est que il me mescreit³. » Et le seignor li deit faire rendre sa monnée⁴, et reprendre⁵ sa beste à l'autre, se il fornist l'assise, se il n'a fait la beste mareschaucier⁶ de cuitures⁷ ou de faire traire denz ou descoullier, quar il y a une propre assise de ce⁸. Et l'assise est tel : que celui qui achate la beste deit jurer sur sainz que il n'a la beste faite mareschaussier de cuitures ou de traire denz ou descoillier, ne faite chose par quei elle ait celle restiveté. Que il y a une preupre assise de ce, et elle est tel⁹ : que qui achate beste, et il la fait mareschaussier de cutures¹⁰ ou de denz traire ou descoillier la, et il après la treuve restive, que il ne la peut rendre par l'assise. Et c'il n'a la beste¹¹ faite mareschaussier de l'une des treis dittes choses, et elle est restive, et il la veut rendre¹², faire le peut par la ditte assise¹³. Et l'assise de ce est tel : que ce il, dedenz l'an et le jor que il a achetée la beste, peut prover par deus leaus garenz qui jurent que il aient veu celle beste restiver, et que il facent le seirement dessus dit¹⁴, il deit rendre la beste et recevoir ce que elle¹⁵ li costa de celui qui li vendi la beste, se il ne l'a faite mareschaussier de aucune des treis¹⁶ avant dites choses^b. Et se le vendeor peut puis prover, si come il deit, par garenz les convenanz dessus dis^c, il recouvrera¹⁷ les deniers de l'acheteur de la beste, et il aura¹⁸ la beste, tot ait il bien l'assise fornée : car ensi sera l'assise premierement tenue, et après les convenans^d. Ne celui contre qui l'on porte la garentie de la beste restive ne peut par l'assise torner nul des garenz; mais celui contre qui l'on viaut prover les convenans peut torner l'un des garenz qui portera¹⁹ la garentie dessus ditte contre lui, por ce que de ce n'a point de assise qui tolle le tornes de bataille²⁰.

¹ Recevoir. B. D. E. T. — ² Preigne. B. C. Prene. D. E. T. — ³ Qui me mescroie. B. D. E. T. — ⁴ Ses deniers. D. E. T. — ⁵ Et à prendre. T. — ⁶ Mareschacer. C. Mareschausser. D. E. T. — ⁷ De cinture. T. — ⁸ B. C. D. E. T. Se il fornist l'assise de ce. A. — ⁹ Depuis et l'assise est tel, jusqu'à et elle est tel, manque dans B. C. D. E. T. — ¹⁰ Ou cinture. T. — ¹¹ La beste restive. D. E. T. — ¹² B. C. D. E. T. — ¹³ Que qui achete la beste et il la fait mares chaucier de cuitures ou de denz trare ou descoullier, et il après la treuve restive, et il ne la puet rendre par l'assise, et se il n'a la beste fait mareschaucier de nulles des trois dites choses et ele est restive et il la veut rendre, faire le puet par la dite assise. B. — ¹⁴ Et que il après jure sur sainz que cele beste n'a la restiveté por (par. C. D. E.) lui. B. C. D. E. Ne n'a restivelé par li. T. — ¹⁵ Tant con ele. C. D. E. T. — ¹⁶ D. E. T. — ¹⁷ Revrera. B. — ¹⁸ Il recouvrera deniers de la beste, et l'autre. T. — ¹⁹ Qui porteront. B. Qui portent. C. — ²⁰ Qui tolle tornes ne ne la bataille. B. Qui toille les tornes ne la bataille. C.

« dit on : Convenanche vainc loi. » Beaumanoir, c. cxxxiv, p. 173, 177. « Mais tu me demandes comment tu entends dras dont une parolle, ke on seut dire selonc nostre usage, ke convenanche lait vaint. » Fontaines, c. xv, art. 6. Ces deux jurisconsultes joignent à cet axiome les restrictions sans lesquelles il serait inadmissible.

* Cette disposition est opposée au principe fondamental de l'action rédhibitoire; car selon le droit romain et toutes les législations modernes, le vendeur n'est pas tenu des vices apparents et dont l'acheteur a pu se convaincre par lui-même. (Dig. l. XXI, t. i. Cod. l. IV, t. LVIII. Code civil, art. 1641-1643, etc.)

^b Nous ne comprenons pas pourquoi la loi fixait le terme d'an et jour; dès que le vendeur déclarait la bête rétive, il était naturel de penser que les preuves de ce vice seraient administrées dans un délai beaucoup plus court. Il ne s'agit ici, à vrai dire, que d'une vente résolutoire.

* C'est-à-dire la déclaration du vendeur que la bête était rétive, et l'acceptation de l'acheteur.

^d L'auteur rentre ici dans les principes généralement admis, mais en les exagérant, et en suivant une voie détournée. Ainsi sur la plainte de l'acquéreur, la vente est résiliée et on lui rend le prix; mais le vendeur prouvant ensuite qu'il avait prévenu l'acquéreur des vices de la bête, il rentre en possession non-seulement de l'objet, mais encore du prix de la vente. Pourquoi alors avoir commencé par donner gain de cause à l'acheteur? Ce n'est pas la première fois que l'on voit Ibelin conseiller des actions judiciaires qui doivent en définitive tourner au détriment de la partie qui les intentera.

* Malgré la faveur dont jouissait le combat judiciaire à l'époque où ce livre fut écrit, on ne pouvait pas permettre de provoquer un témoin qui déclarait avoir vu ruer un cheval; il en était différemment quand ce témoin se rendait garant des stipulations intervenues entre les parties, car alors la bonne foi et l'honneur des contractants étaient mis en jeu.

Voyez, sur ce sujet, le chapitre xxxiii des *Assises des Bourgeois*.

CHAPITRE CXIII.

Quels¹ est l'assise de cop aparant, et coment l'on s'en deit clamer.

Qui se viaut clamer de cop aparant par l'assise dou rei² Baudoyne, il deit venir devant le seignor en sa court, et mostrer à lui et à sa court les cos que il a, et³ dire⁴ : « Sire, faites veyr à vostre court les cos⁵ que tel m'a fait; » et le nome. Et le seignor deit maintenant comander à treis de ces homes⁶, l'un en son leuc, et les deus come court, que il aillent veyr le cop ou les cos que celui lor mostrera; et il deivent maintenant aler et veir ce que celui lor mostrera. Et quant il l'auront veu, il deivent venir devant le seignor en sa court et dire li : « Sire, « tel, » et le noment, « a bien cop » ou « cos⁷ aparans, » se ils sont pluisors; « et « noz les avons veus : » et dire quans⁸ les cos aparans sont, por ce que ce celui qui a les cos se viaut clamer de pluisors homes, se les cos sont pluisors, que il le puisse faire⁹ : car¹⁰ l'on se peut de chascun cop clamer d'un home et avoir ent dreit par la dite assise. Et quant la court l'aura veu, et retrais les cos¹¹ au seignor, celui qui en viaut faire claim¹² par la ditte assise, deit dire au seignor à¹³ sa court ensi, se il se viaut¹⁴ clamer que¹⁵ d'un soul home : « Sire, je me claims « à vos de tel, » et le nome¹⁶, « par l'assise dou rei Baudoyne, qui le cop » ou « les « cos m'a fait, » se il sont pluisors, « que votre court a veus : si¹⁷ voz pri et requier que vos me faites¹⁸ dreit de lui par la ditte assise. » Et lors le seignor deit mander querre celui de qui l'on se sera clamés¹⁹. Et quant il sera venuz devant lui, le seignor li deit dire : « Tel, » et le nome, « s'est²⁰ à mei clamés de voz, par « l'assise dou rei Baudoyne, de cop aparant que vos li avés fait; et m'a requis que je « li en face dreit par l'assise²¹. Et je ai le cop fait veyr à ma court, et il est aparant : si vos comans de fornir l'assise²². » Et celui maintenant sanz avoir jor au claim deit fornir l'assise, et²³ ensi que il deit conoistre ou neer ce que celui li a mis sus qui de lui c'est clamés. Et se il le conut²⁴, il deit paier l'assise au seignor, et à celui qui aura fait le claim l'amende establee qui est²⁵ après devisiée. Et se il le née, il deit jurer sur sains de son²⁶ poin destre, en presence dou seignor et de la court et dou clamant, se il y est, que il ne li a cel cop fait ou ciaux cos, se ils sont pluisors, de quei il c'est de lui²⁷ clamés par la dite assise. Et ce il fait le dit sairement, il a forni²⁸ l'assise, et est quite de cel claim à tot tens²⁹, si que aucun ne li peut aucune chose demander, neis ce celui³⁰ moreit³¹ dou cop ou des cos dont il³² se sereit clamés par la ditte assise, puis que celui

¹ Qués. C. D. E. T. — ² Dou royaume. T. — ³ D. E. T. Ou. A. B. C. — ⁴ Que il a ou fait dire. B. — ⁵ Le coup ou le cos. B. Le cop ou les cos. C. D. E. T. — ⁶ A III. homes de la court. D. E. T. — ⁷ A bien montré le cop ou les cos. D. E. T. — ⁸ Quels. C. — ⁹ Por ce que se celui qui a les cos se il sont plusors, que il se puisse clamer de tant de genz com il a cos, se il veut. B. — ¹⁰ B. Que. A. C. D. E. T. — ¹¹ Et quant la court aura les cos veuz et retraiz. B. C. D. E. T. — ¹² Son claim. B. C. D. E. T. — ¹³ En. C. D. E. T. — ¹⁴ Se il ne s'en veut. B. C. Se il ne se veut. D. E. T. — ¹⁵ C. D. E. T. — ¹⁶ B. C. D. E. T. — ¹⁷ Et. B. C. D. E. T. — ¹⁸ Faciez. B. — ¹⁹ Le doit mander querre. C. D. E. T. — ²⁰ B. D. E. T. C'est. A. C. — ²¹ Par la dite assise. C. — ²² L'assise enci. D. E. T. — ²³ Fornir l'assise ensi. B. C. D. E. T. — ²⁴ Conoist. B. C. D. E. T. — ²⁵ D. E. T. — ²⁶ Sur son. T. — ²⁷ B. C. — ²⁸ Il fornist. B. C. D. E. T. — ²⁹ Et en est quites à tos jors de cel claim. C. — ³⁰ Non se celui. B. C. Que de mander ou celui. D. E. T. — ³¹ Morust. T. — ³² B. C. E. T. Qu'il. A.

de qui il se clama par l'assise en a l'assise fornée en l'une des deus¹ dittes manieres². Et bien est raison que ensi deit estre³; car nul⁴ ne deit d'un mesfait deus peines⁵ souffrir, ne estre deus feis justisiés⁶. Et se il a pluisors cos, et il se viaut clamer de pluisors, il deit dire lequel des cos aparant est celui que tel li a fait de qui il se viaut clamer; et après se clame des autres en la maniere dessus dite⁷. Et l'autre le deit conoistre ou neer : et se il le conut, il deit paier l'amende après devisiée; et ce il ne viaut⁸, si deit faire le seirement avant dit⁹.

CHAPITRE CXIV.

Quel amende deit faire celui par l'assise de qui l'on se clame¹⁰ de cop aparant, se il ne le née, et à qui¹¹.

L'amende que deit faire celui de qui l'on se clame¹² de cop aparant par l'assise¹³ est tel : que se chevalier¹⁴ bate ou fiert¹⁵ chevalier¹⁶, et li fait cop aparant, et il se clame de lui par l'assise, et il ne la née en la court et en fornist l'assise¹⁷ : en ce que¹⁸ il paiera au seignor de l'amende de celui mesfait m. besanz de la monée de celui pays, et au clamant harneis de chevalier, tel et si covenable, qu'il ne puisse estre refusé par raison de estre asoz¹⁹, ce celui²⁰ à qui il le paie²¹ viaut demorer au seignor ou à autre. Et se il a pluisors cos, et il de chascun cop se clame d'un chevalier, il aura l'amende dessus dite, et le seignor aussi, ce celui de qui il se clame ne²² née que il ne li a fait cel cop de quei il c'est de lui clamés, et en fornist l'assise, faisant le dit sairement. Et se il se clame d'aucun des cos de chevalier et d'aucun des cos d'autre que de chevalier²³, il en aura de celui qui n'est chevalier l'amende qui est après devisiée de celui qui n'est chevalier, et fait à celui qui est chevalier cop aparant, ce celui en est ataint et²⁴ prové si come est après dit, que qui a pluisors cos aparanz, il peut par la ditte assise²⁵ de chascun des cos clamer par soi²⁶ d'un home ou d'une feme, et avoir ent dreit, si come est devant²⁷ dit. Et se autre home que chevalier bate ou fiert ou fait

¹ B. C. D. E. T. — ² Dont il se seroit clamés par ladite assise, et a l'assise fornée en l'une des deus devant dites manieres. T. — ³ Et bien est raison manque dans c. Que ensi doit estre manque dans d. E. T. — ⁴ Et bien est raison ce que nul. T. — ⁵ II. mestiers ne penes. D. II. justises ne penes. E. T. — ⁶ Ne estre II. feis justisiés manque dans d. E. T. — ⁷ Et se il a plusors cos et il s'en veut clamer, si s'en clame en la maniere dessus dite. B. Et se il a plusors cos et se viaut clamer de plusors homes, de chascun de ceaus de qui il se viaut clamer, il doit dire lequel de ces (cos) aparans est celui que cil li a fait de qui il se viaut clamer, et après clame ce en la maniere dessus dite. C. Et après clamer se en la maniere dessus dite. D. E. T. — ⁸ Et se il le neie. C. D. E. T. — ⁹ Et se il le conoist ou née à faire le sairement devant dit, il doit paier l'amende après devisiée. B. — ¹⁰ Doit faire celui par l'assise de qui l'on se clame de lui. C. Doit faire celui de qui l'on se clame par l'assise (de lui. D. E.) T. — ¹¹ Se il ne le née, et à qui n'est pas dans c. Se il le noie. D. E. T. — ¹² L'amende de celui de qui l'on s'eime. (se clame. C. E. T.) B. C. D. E. T. — ¹³ Par l'assise et que il doit faire. B. — ¹⁴ Cavalier. B. — ¹⁵ Feri. B. — ¹⁶ A. B. — ¹⁷ Par l'assise faissant le devant dit sairement, il li covendra à fornir l'assise en ce que. B. Par l'assise et il ne le née en la cort et en fornist l'assise faisant l'avant dit sairement, il li covendra à fornir l'assise. C. D. E. T. — ¹⁸ Ensi que. C. — ¹⁹ D'estre en restor. B. C. D. E. T. — ²⁰ En restor de celui. T. — ²¹ Le done. C. — ²² Il s'est clamé le. B. — ²³ Et se il se clame d'aucun des cos (et. E.) d'autre que de chavaliers. B. C. D. E. T. — ²⁴ Ou. B. C. D. E. T. — ²⁵ Il se puet par dite assise. B. — ²⁶ C. Clamer ce par soi. D. E. Se clamer par soi. T. — ²⁷ Aint. B.

* Geoffroy Letort (§ XXI), Jacques d'Ibelin (§ LI) et Philippe de Navarre (c. LXV) mentionnent également l'assise

du roi Baudouin. Il est probable que ce prince était Baudouin I qui régna de 1100 à 1118.

cop aparant à chevalier, et il en est ataint, si come il deit, par l'assise, il deit perdre le poin destre por l'onor¹ et la hautece que chevaliers² et chevalerie³ a et deit avoir sur totes autres manieres de genz⁴. Et se chevalier, ou autre persone que chevalier, bate ou fiert⁵ autre persone que chevalier, et li fait cop aparant, ce celui se clame par la dite assise dou rei Baudoyne, et⁶ l'autre ne le née et ne fait le dit sairement⁷, il deit paier au seignor, por l'amende dou mes-fait, cent besanz, et⁸ au clamant cent soz⁹. Et se le clamant est d'autre nassion que de la lei de Rome, et l'autre ne née¹⁰ que il ne li a cel cop fait, et ne fait le dit sairement, le seignor en aura de lui en amende l. besanz, et le clamant l. soz¹¹. Et se home bate ou fiert sa feme, ou sa feme bat lui¹²; ou se aucun d'iaus le fait à son fiz ou à sa fille, tant com il sont familians¹³, ce est ainz que il soient mancipez¹⁴, ce est partiz¹⁵ de lui, ou à son serf ou à se serve ou à sa chambriere¹⁶, et il se clame par la ditte assise, il ne elle n'est pas tenus de paier la peine dessus devisiée; por ce que tel maniere de gent ne se pevent clamer par¹⁷ l'assise, car il en¹⁸ sont exceptés¹⁸.

¹ Et il en est ataint si com est devant dit, il doit par l'assise perdre le poing destre por l'ennor. c. Et il est attaint si com (est avant dit. t.), il doit perdre le poing destre pour honor. d. e. t. — ² Il doit perdre le poing por l'onor que chevalier. b. — ³ Que le chevalier doit avoir. d. e. t. — ⁴ Les mss. d. e. et l'édition de la Thaumassière font de la suite de cette assise un chapitre séparé, portant la rubrique suivante : *L'amende dou cop aparant par l'assise dou royaume (roy. e. t.) Bauduin, d'autre persone que de chevalier.* — ⁵ Feri. t. — ⁶ Se. b. c. d. e. t. — ⁷ Et ne fait le sairement de sus devisé. b. d. e. t. Et fait, etc. c. — ⁸ Ou. d. — ⁹ Cent besanz. t. — ¹⁰ Et l'autre noie. d. e. t. — ¹¹ Cos. t. — ¹² B. A lui. a. — ¹³ b. c. d. Tant come il est in familias. a. Tant coume il soit familians. e. t. — ¹⁴ B. Que il mansipe. a. Que il les ait mancipés. c. d. e. t. — ¹⁵ B. Parti. b. Partis. c. d. e. t. — ¹⁶ B. c. d. e. t. Chambriere. a. — ¹⁷ Par ladite. d. e. t. — ¹⁸ B.

* La peine de sanc ou plaie aparissant était, en France, de soixante sols pour le seigneur et de quinze pour le plaignant, que le coupable devait en outre faire guérir. Les *Établissements*, l. II, c. xxiii, ne stipulent sur ce sujet que d'une manière générale; mais on trouve dans différents manuscrits de l'ancienne coutume de Normandie, qui sont conservés à la Bibliothèque royale, des tarifs d'amendes en matière de blessures, qui rappellent ceux des anciennes lois barbares et que nous croyons utile de placer ici.

N° I.

N° 10501 anc. fonds franç.

C'est le devis des droits entre les simples personnes :

D'un coup de poing.....	xii deniers.
D'un coup de poing garni de pied.....	x sols.
D'un coup de paume.....	v sols.
De prendre à la gorge à une main.....	v sols.
Et à deux mains.....	x sols.
De hurter le point cloz.....	v sols.
Et à deux poing cloz.....	x sols.
De coup de baston et d'espée.....	x sols.
Et de taille.....	xviii sols.
De simple plaie à sanc.....	xxxvi sols.
De plaie à test decouvert.....	lxxii sols.
De test entamé sans mehaing.....	vii livres iiiii sols.
D'un parbouquet.....	v sols.
De fouller à genoulx.....	x sols.
De bras ou jambe rompue.....	vii livres iiiii sols.
De plaie à sanc au dessous des denz.....	xxxvi sols.
Et au dessus des dens.....	lxxii sols.
D'un coup de baston sans sanc.....	x sols.
Et s'il y a sanc murdri.....	xviii sols.
De tirer le nez sans sanc.....	v sols.
Et s'il y a sanc.....	x sols.
De dens rompues.....	

Pour chascune dent rompue..... vii livres iiiii sols.
Et se lez quatre de devant sont rompues il est jugé à mehaing.

N° II.

N° 10501 anc. fonds franç.

Amendes des malefaçons faites à simples personnes :
premierement :

Pour coup de poing.....	xii deniers.
Pour coup de paulme.....	v sols.
Pour coup de poing.....	x sols.
Pour prinse à la gorge, pour chascune main.....	v sols.
Pour coup de baston ou d'espée sans sanc.....	x sols.
Pour caable.....	xviii sols.
Pour train.....	xviii sols.
Pour plaie à sanc.....	xxxvi sols.
Pour plaie à test decouvert.....	lxxii sols.
Pour test cassé.....	vii livres iiiii sols.
Pour bras rompu.....	iii sols.
Pour fouler o les genoiz.....	x sols.
Pour coup de pié.....	x sols.
Pour plaie à sanc au dessus des dens...	lxxii sols.

De tous ces meffais doivent les despenses estre taxés de tant de tamps come l'en a esté malade pour cause de ce.

N° III.

N° 1597, anc. fonds latin.

Taxacio emendarum secundum consuetudinem.

D'un coup de poing.....	xii deniers.
D'un coup de paulme.....	v sols.
D'un caable.....	xviii sols.
De plaie à sang.....	xxxvi sols.

Taxaci secundum usum.

De plaie à test decouvert.....	lxxii sols.
--------------------------------	-------------

CHAPITRE CXV.

Quels¹ est l'assise dou chevalier qui deit dette et la conoist; ou l'on la li preuve, et il n'a de quei paier la.

Por ce que il est² devant dit que chevalier deit paier peine moutie³ par la ditte assise, viaus ge⁴ esclarzir⁵ une ditte assise⁶ qui est faite de chevalier, ce est assaveir : que chevalier ne ne puet ne⁷ ne deit par l'assise dou reaume de Jerusalem⁸ estre aresté por dette que il deit⁹, mais l'on peut bien totes les soes choses arester et faire vendre por paier la dette que il deit, et aussi por celle qu'il deit por l'amende de l'assise, come por l'autre soe dette, quant elle a esté coneue ou¹⁰ provée en court, si come elle deit; et le fié, ce il l'a, en deit estre vendu aussi, mais qu'il seït vendu par l'assise^a.

CHAPITRE CXVI.

Quels est l'assise d'autre home que de chevalier, quant il conut¹¹ dette en court, ou vers qui l'on la preuve¹².

Se aucun¹³ autre home que chevalier^b deit dette que il ait coneue en court, ou qui li ait esté¹⁴ provée si come la court l'a esgardé ou coneue¹⁵, et le seignor li comande que il l'ait païée dedenz set jors, et il ne l'a païée¹⁶, et il a¹⁷ chose de quei il puisse paier, et le seignor la peut¹⁸ trover ou faire trover¹⁹, il la deit²⁰ faire prendre et vendre gage à abandon²¹, tant que celui à qui il deit la dette en seït païé. Et se il n'a de quei paier la que de son fié^c, et il livre son fié au seignor²², le seignor le peut et deit faire vendre par l'assise por la dite dette paier²³, et faire le metre en prison tant que il ait celle dette païée ou fait en²⁴ le gré²⁵ de

¹ *Quel que. c.* — ² *N'est. d.* — ³ *Motie. B. C. D. E. Motié. T.* — ⁴ *Veull je. B. Veull je. c. Veull. d. Veull. E. Veil. T.* — ⁵ *Osele issir. c.* — ⁶ *Une assise propre. B. C. D. E. T.* — ⁷ *B. C. D. E. T.* — ⁸ *B. C. D. E. T.* — ⁹ *Que il dit manque dans c. d. e. t.* — ¹⁰ *Et. d. e. t.* — ¹¹ *Conoist. c. t. Conoust. d. Counat. e.* — ¹² *Ou que l'on li prove. T.* — ¹³ *B. C. D. E. T.* — ¹⁴ *Ou que il ait esté. d. e.* — ¹⁵ *Ou coneue ou recordé. d. e. t.* — ¹⁶ *Dedenz vii. jors, et il ne l'a païée, manque dans B.* — ¹⁷ *Et il ait. d. e. t.* — ¹⁸ *La puisse. d. t. Le puisse. e. t.* — ¹⁹ *Prover ou faire trover. B.* — ²⁰ *Et le doit. e. t.* — ²¹ *B. A bandon. d. e. t.* — ²² *De quoi paier et il est home dou seignor, le fyé doit estre dou seignor. B.* Pour la leçon de c, voir le n° 25. — ²³ *Faire arrester por la dette. B.* — ²⁴ *B. C. D. E. T.* — ²⁵ *Et se il n'a de quoi paier la que de son fié et il est home dou seignor, le fié doit estre vendū (arresté. d. e. t.) si com est avant dit por la dete paier; et se il n'est home dou seignor, le (seignor. d.) peust et doit faire*

De test fendu..... vii livres x sols.
D'un coup de pié..... x sols.
D'un coup de baston..... x sols.
De prins à la gorge à deux mains..... x sols.
D'un bourgeois..... v sols.
D'un train..... xviii sols.
D'un barbouquet..... v sols.
D'un fouleiz à genoulx..... x sols.

^a Ces dispositions sont semblables à celles du chapitre XL, l. II des *Établissements*, où l'on voit que l'on pouvait vendre le *chastel* d'un chevalier pour le payement de ses dettes.

^b Il importe de remarquer qu'il s'agit ici, comme toutes les fois que l'auteur se sert des mêmes mots, d'un noble tenant fief, mais n'étant pas chevalier.

celui à qui il la deit, se il ne fornist l'assise. Mais se il en euffre à fornir l'assise¹, le seignor le deit faire mener et tenir selonc l'assise de ce. Et l'assise de ce est tel : que il deit jurer sur sains que il, à descovert ne à covert, n'en a que la robe² de son vestir³ et les dras de son lit, ne autre por lui. Et après cest sairement, il deit estre livré à celui à qui il deit la ditte dette; et il le peut tenir come son esclaf, tant que lui, ou autre por lui⁴, l'aient païé ou fait son gré de la ditte dette; et il le deit tenir⁵ sanz fers, mais que il ait⁶ un anel de fer au bras por reconoissance que il est au poeir⁷ d'autrui por dette que il deit⁸. Et li deit doner à mangier et à beivre souffisaument, au meins pain et aigue, et à vestir une robe l'iver et une cote l'esté, et deus chemises : et la mension que il fera deit estre contée à⁹ la dette. Et se le aresté por dette fait servise à celui⁹ en qui poeir¹⁰ il est, le servise que il li fera deit estre conté raisnablement et abatu¹¹ de la dette, tant come le servise que il aura fait vaudra. Et se il le sert tant que il s'aquitte, en servant le, vers lui de la dette, il deit estre maintenant quitte et delivre¹²; et li deit l'on oster l'aniau¹³ dou bras, et peut aler et venir quitte et delivre, come home qui est en sa delivre poesté¹⁴ b.

arester por la dete paier et faire le metre en prison tant que il ait celui païé (que il aye païé cele dete. D. T.) ou fait en le gré. C. D. E. T. — ¹ Mais se il en euffre à fornir l'assise manque dans B. — ² Que il n'a dou sien.... que la robe. C. D. E. T. — ³ Vestiment. C. — ⁴ Les mots depuis et après, jusqu'à por lui, manquent dans B. — ⁵ Faire tenir. B. — ⁶ B. — ⁷ A pooir. D. E. T. — ⁸ En. B. — ⁹ Fait servir le. T. — ¹⁰ En cui pooir. C. — ¹¹ Abas. D. Abatant com le service. E. T. — ¹² Il doit maintenant que il est acquité delivrer le. C. — ¹³ Les fers. D. Le fers. E. Le fer. T. — ¹⁴ Et puet aler quite et delivre et venir com home qui est en sa poesté. B. Et puet aler et venir quitement come home qui est en sa de lui poesté. D. E. T. (qui est en delivre poosté. T.)

* *Quod pro debitis non pignorentur vestes quotidianæ alijus, vel lectus suus in quo ipse vel familia sua jacuerunt.* Charte de Riom, ann. 1270. (*Ordonnances*, t. XI, p. 496, art. 18.)

^b La cession de biens qui était généralement admise en Europe (*Établissements*, l. II, c. XL), n'existait donc pas dans le royaume de Jérusalem, et, malgré son serment et sa misère, le gentilhomme qui ne pouvait pas payer ce qu'il devait, était réduit à l'état de serf, et en portait les signes avilissants, jusqu'à ce qu'il eût pu, par son travail, parvenir à se libérer. On trouve peu de dispositions analogues dans les Capitulaires, dans les coutumes, ou dans les chartes de communes. La loi salique était d'une extrême douceur pour les débiteurs, et ne prescrivait contre eux ni emprisonnement ni esclavage. (T. LV, art. unique.) Charlemagne plaça dans ses Capitulaires une disposition du troisième concile de Tours, qui recommandait aux seigneurs d'apporter beaucoup de modération dans la perception de ce qui leur était dû par leurs sujets. (*Capital*, l. II, art. XLIV.) Il serait facile d'établir un rapprochement entre la disposition des Assises que nous examinons, et l'article de la loi des Douze Tables; car cette loi portait que les débiteurs insolubles seraient livrés à leurs créanciers et que ceux-ci pourraient les charger de chaînes et de cordes, ce qui leur fit donner la dénomination de *nexi*, *obærat*, *addicti*. Il y avait donc beaucoup d'analogie entre la situation de ce gentilhomme qui portait un anneau de fer, et les citoyens romains qui, débiteurs insolubles, se voyaient réduits à une servitude réelle et étaient quelquefois plus maltraités que les esclaves eux-mêmes (Tit. Liv. II, 23); mais nous sommes peu disposés à croire que les Croisés aient été chercher leurs inspirations dans la législation primitive des Romains : il faut donc trouver ailleurs

l'origine d'une coutume qui ne pouvait pas être particulière aux Chrétiens d'Orient. La loi des Saxons condamnait à une amende les personnes qui se livraient à des actes de paganisme, et si elles ne pouvaient pas payer, *ad ecclesiæ servitium donentur, usque dum ipsi solidi solvantur*. (Canciani, *Barbarorum leges*, III, 68.) La loi des Bavares prononce la même peine pour un cas différent (t. I, c. XI), et ensuite stipule généralement: *Cætera vero quæcunque commiserit peccata, quousque habet substantiam, componat secundum legem; si vero non habet, ipse in servitio deprimat, et per singulos menses vel annos, quantum lucrare quiverit, persolvat, cui deliquit, donec debitum universum restituat*. (T. II, c. 1, art. 4 et 5.) Les Capitulaires de Charlemagne, l. III, c. LXV, décident aussi que celui qui ne pourra payer l'amende criminelle ou civile devra se donner lui-même en gage, jusqu'à ce qu'il ait pu payer, par les produits de son travail, la composition tout entière. A la vérité il s'agit ici non d'un débiteur, mais d'un délinquant; non du paiement d'une somme prêtée, mais d'une condamnation pécuniaire prononcée au nom de la société, ce qui établit une différence notable. Cependant le droit postérieur des Saxons fit disparaître cette différence, et le débiteur insoluble fut également remis entre les mains du créancier: *An Hand und Halfter gegeben werde*. *Speculum Saxonicum*, l. III, art. 39. Nos coutumes étaient très-variées sur ce point: les unes admettaient l'emprisonnement pour dettes, les autres le rejetaient, mais presque toutes adoptaient la cession de biens. Une ancienne coutume établie à Tournay se rapprochait plus qu'aucune autre de la disposition des Assises: *Consuetudo est in villa Tornacensi quod quando debitores pro debitis capiantur, traduntur creditoribus custodiendi, usque ad plenam satisfactionem dictorum debitorum, nec propter cessionem bonorum suorum liberantur; tamen cre-*

CHAPITRE CXVII.

Coment l'on se deit clamer de plegerie.

Qui se viaut clamer de plegerie, il se deit clamer par l'assise; et par¹ l'assise n'a l'on pas jor, car l'assise tolt le jor. Et aucuns des bons plaideors que je ais veu et oy parler, ont dit que l'on ne peut par l'assise les garenz, qui portent garentie de² plegerie, rebuter ne torner par gage de bataille³; et aucuns des autres

¹ Et à. T. — ² B. C. D. E. T. Ne. A.

ditores tenentur providere dictis debitoribus de alimentis et aliis, secundum consuetudinem dicti loci, si dicti debitores non habeant, unde sibi possint providere. Lettres de Philippe IV, ann. 1296. (Ordonnances, XI, 389.) La législation anglo-normande admettait également la saisie de tous les biens et de la personne du débiteur: *Quod corpus debitoris capiat, si laicus sit.* (Fleta, l. II, c. LXIV, art. 12.) Quand on songe au peu de garanties de payement que les Croisés pouvaient se donner les uns aux autres, on comprend que leurs législateurs aient adopté des dispositions sévères contre les débiteurs insolvables. Mais on a plus de peine à expliquer les rigueurs que certaines coutumes autorisaient en France contre les débiteurs, et dont un exemple frappant est donné par la charte suivante, qui est tirée des Archives du royaume, sect. histor. reg. XXI, pièce 14.

Hec est carta constitutionis publice, quam consules Tholose tam civitatis quam suburbii fecerunt cum communi consilio civitatis et suburbii, ut in perpetuum firmiter teneatur et observetur, que constitutio talis fuit: Quod si aliquis debitor responderit suo creditori se non habere aliquid quod ei possit persolvere, quod vicarius, si clamorem inde habuerit, eum in castello VIII^o diebus teneat, et si ad VIII^{am} diem creditor potest probare quod debitor aliquid ei possit persolvere, quod debitor illud ei persolvat. Si vero creditor hoc probare non poterit vel noluerit, si debitor ei non satisfecerit vel cum eo non convenerit, quod debitor tradatur creditori, ut habeat et teneat eum in sua potestate, et quod teneat eum in ferris absque alio malo quod ei non faciat, scilicet pro cabale, et non dimittat eum ire extra suam domum, et non teneatur ei dare ad comedendum aliud nisi panem et aquam, nisi voluerit, et ut teneat eum tam diu consules cognoverint; sed tamen non teneatur eum dimittere, si ad minus duas partes consulum illud non cognoscebant. Et si aliquis alius prior creditor voluerit eum deffendere, asserendo se habere corpus ipsius in sua potestate pre aliis hominibus, vel quod prior clamorem de eo factum habeat; si cognitum fuerit vel probatum, tradatur ei pro cabale, ita tamen ut ipse teneat eum eo modo quo predictum est. Si vero ipse nollet, ita ut predictum est, debitorem tenere, tradatur secundo creditori pro cabale; et si secundus creditor nollet, ita ut predictum est, debitorem tenere, tradatur tercio, et sic aliis per ordinem sicut de eo clamorem factum habuerint, et quod teneant eum tam diu consules cognoverint; sed tamen non teneantur eum dimittere, si duas partes consulum ad minus illud non cognoscebant. Tamen si secundus creditor, vel aliquis aliorum per ordinem sicuti de debitore clamorem factum habuerint, vellet persol-

vere cabalem illi creditori qui corpus debitoris in potestate haberet, vel quod prior de eo clamorem factum haberet, habeat licenciam hoc faciendi, et postea tradatur ei ad tenendum eo modo quo predictum est, pro tanto scilicet quantum ei debuerit de cabale, et pro tanto quantum alii creditori de cabale persolverit. Tamen si debitor evadebat et fugiebat in clauastro, quod creditor cui fugerit possit eum capere in clauastro, et habeat licenciam tenendi eum in clauastro ubi ei placuerit eo modo quo predictum est. Item si forte aliquis creditor dimitebat ire debitorem per villam, vel extra domum, quicumque aliorum creditorum eum invenerit, capiat eum, et habeat et teneat eum in sua potestate eo modo quo predictum est, et non teneatur eum alii creditori reddere. Tamen si forte debitor evadebat, et alius eum capiebat, reddat eum illi cum sacramento, quod inde habeat, si voluerit, scilicet de creditore, quod ei evasus sit et absque sua voluntate exitus de domo, et hoc totum fiat cognitione duarum parcium consulum ad minus. Hoc totum fuit factum consilio et voluntate Petri Rogerii tunc vicarii, qui totum hoc laudavit et concessit pro domino Ramundo Tolosano comite et in loco ejus et pro se ipso, et voluit quod esset factum, et alia instrumenta, que alii consules posuerant super debitore, posuerunt consules quod huic nec aliis hujusmodi factis non noscerent. Hoc totum fuit positum et statutum mense Novembris, feria sexta, regnante Philippo Francorum rege, et Ramundo Tholosano comite et Fulcrando episcopo, anno ab Incarnatione Domini M^oC^oLXXX^oVII^o.

* Les affaires de cautionnement donnaient lieu à beaucoup de débats et d'incertitude dans les cours féodales. « Grant contens avons veu moult de fois, dit Beaumanoir, c. XLIII, p. 234, de chaus qui estoient adamargié pour autrui, par plegerie. » Les liens qui unissaient entre eux les membres de l'association féodale, les forçaient de se rendre habituellement garants et caution les uns des autres. « Si debvons sçavoir que tous ceulx qui ont fait hommaige, sont tenus à plevir leur seigneur de ses debtes, » dit le *Grand Coustumier de Normendie*, c. LX, p. 25. Mais quand ces liens commencèrent à se relâcher, les obligations de la garantie et du cautionnement semblèrent pesantes, et chacun chercha à s'en affranchir ou du moins à en alléger le fardeau; de là de nombreux procès qui conduisirent les jurisconsultes du moyen âge à traiter ce sujet avec de grands développements. Voyez P. de Fontaines, c. VII, VIII, IX; Beaumanoir, c. XLIII; *Somme rurale*, t. CI, p. 576-582; *Regiam majestatem*, l. III, c. 1; Britton, c. CV, p. 403; du Cange, *Glossarium*, verbo *Plegius*.

bons plaideors, que je ais veu et oy parler, ont dit ¹ que si peut bien ², se la carrelle est dou vaillant ³ d'un marc d'argent ou de plus : mais je n'en oys onques dire as uns ne as autres, que il fust esgardé ne coneu que ce fust assise, ne que il eussent esté en court ou l'un ⁴ ne l'autre ⁵ eust esté ⁶ esgardé ou coneu ⁷. Et à mei semble que ciaux qui ont dit et qui diront que l'on peut ⁸ les garenz rebuter ou torner par gage de bataille, ont dit et dient miaus et ont ⁹ plus grant raison que ciaux qui dient que on ne les peut rebuter ne torner ¹⁰. Et les raisons por quei il le me semble sont et deivent estre tels : que il est assise ou usage ¹¹ que de carrelle d'un marc d'argent ou de plus que il y a tornes de bataille, et que l'on peut le garent rebuter ou torner par gage de bataille ¹²; et que aussi est carelle le fait de ¹³ plegerie come d'autre ¹⁴ chose, ce celui qui se clame le ¹⁵ viaut faire ¹⁶; car ¹⁷ aussi peut il en son ¹⁸ claim dire que il est son plege de treis mars d'argent ou d'or ou de plus, come de x. soz ou de v. ou de mains ¹⁹; et por ²⁰ ce le me semble il ensi come je ais dit devant ²¹. Que se ensi n'esteit que l'on ne peust rebuter ne torner ²² aucun des garenz qui portent garentie de plegerie, moult de maus en poreit l'on faire qui vodreit ²³ maligner et avoir de l'autrui à tort. Que se un home se clame d'un autre par l'assise, et deist que il fust son plege d'une quantité d'aveir ²⁴, et deist de combien, et celui neast la plegerie, ou deist que il ne fust membrant, et l'autre la ²⁵ provast par le sairement de ²⁶ deus homes, et que l'on ne peust aucun d'iaus rebuter ou torner par gage de bataille, celui que l'on direit qui fu son plege ²⁷ perdreit quanque l'on direit el claim de quei il sereit son plege, ce il neeit la plegerie : car ²⁸ puis que l'on née plegerie ²⁹ en court, et ³⁰ elle li est après provée, celui por qui il fu plege n'est pas tenu de amender li le damage que celui qui l'aura plegé en aura receu. Et ce il ne neeit ³¹ la plegerie, et diseit que il ne fust ³² membrant, et l'on li provast par ³³ deus homes qui juracent que il fust son plege, se la plegerie esteit por tant provée, et que celui por qui l'on dit que l'on est plege qui le damage recevrait ³⁴ ne peust aucuns des garenz rebuter au torner par gage de bataille, ensi poreit chascun estre destruit de si grant quantité d'aveir, come celui qui le vodreit avoir à tort vodreit dire ³⁵ en son claim ³⁶ que l'autre li fust plegé; et assés de legier troverait l'on deus ³⁷ homes qui s'esparjurereient por moneie ou por amor ou por peur o por hyne ³⁸ ou por aucune autre chose, et portereient garentie de tel quantité d'aveir come l'on vodreit dire que l'on fust plege de l'autre qui de lui c'est clamés, puis que il sereient seurs qu'il ne poreient estre rebutés ne tornés par gage de bataille de celle garentie porter ³⁹ : et ensi aureient les faus ⁴⁰ et les desleaus moult grant ⁴¹ avantage sur les proudeshomes, laquel chose ne peut ni ne deit estre par dreit ne par raison ne par assise ne par usage. Si ne me semble ⁴² que l'assise seit tel come ciaux qui

¹ Et aucuns autres bons plaideors dient. D. E. T. — ² D. E. T. — ³ B. C. D. E. T. — ⁴ Ou. B. E. — ⁵ Eussent esté en leuc ou l'un l'autre. C. — ⁶ Est. B. — ⁷ Ne que il eust esté en court ou l'un ou l'autre esgardé ne coneu. D. E. T. — ⁸ Que home peut. D. E. — ⁹ T. — ¹⁰ Par guage de bataille. D. E. T. — ¹¹ Ou usage manque dans B. Et usage. C. — ¹² Les mots depuis et les raisons, jusqu'à de bataille, manquent dans D. E. T. — ¹³ Qui se fait de. T. — ¹⁴ Come autre. D. E. T. — ¹⁵ La. C. — ¹⁶ B. C. D. E. T. — ¹⁷ D. E. T. Que. A. B. C. — ¹⁸ Ce. C. — ¹⁹ Com de v. sos ou de x. ou de plus ou de mains. D. E. — ²⁰ Et paier. B. Et paier li. D. E. T. Ou de plus et paier li. T. — ²¹ D. E. T. — ²² Retorner. B. — ²³ Qui vodront. D. E. — ²⁴ Se clame d'un autre d'avoir. B. — ²⁵ Li. D. E. T. — ²⁶ Des. D. — ²⁷ Qui seroit son pleige. D. E. T. — ²⁸ B. Que. A. C. D. E. T. — ²⁹ Puisque plegerie se née. D. E. T. — ³⁰ Se. B. C. D. E. T. — ³¹ Et se il neoit. B. C. D. E. T. — ³² Que n'en fust. B. Que il n'en fust. C. — ³³ Et l'autre l'en peut faire (faire. D. E. T.) membrant par. C. D. E. T. — ³⁴ B. C. D. E. T. — ³⁵ Com celui qui le vodroit dire en son claim. C. — ³⁶ Dire ou claim. B. Come celui qui le vodroit avoir à tort au claim. D. T. — ³⁷ Les deus. B. T. — ³⁸ B. C. D. E. T. — ³⁹ Rebutez ne tornez de cele garentie. B. C. D. E. T. — ⁴⁰ Les fors. B. D. E. T. — ⁴¹ Trop grant. C. D. E. T. — ⁴² Sembla. B.

ont dit que elle est tel que¹ on ne peut torner ne rebuter garenz de plegerie, ainz est tel come les autres ont dit. Et por ce que celui qui preste le sien n'est mie destraint de prester le, se il ne viaut, si ne le deit prester que à tel que il conoist leau² ou qu'il cuide fermement que il le seit³, ou que il li ait tel plege doné⁴ qui ne li faille⁵ de la plegerie, ou que il ne le meine à torne de bataille por damage qui li en dée avenir⁶, ou que il en receive la plegerie en la court, ou se face reconoistre la dete en court : et ensi pora estre gardé de damage. Et que se il autrement le fait, et il y a damage, se sera en sa colpe⁷. Et puisque il le peut faire en maniere que il n'i ait damage, et il le fait autrement, et damage et ennui li avient, nul n'est tant à reprendre⁸ come il est⁹. Et por¹⁰ les raisons avant dites et pluisors autres que l'on poreit encores dire, me semble il que il deit ensi estre en cest cas come je ais devant¹¹ dit^a.

CHAPITRE CXVIII.

Que deit faire celui qui est plege vers¹² autre, et il en est membrant.

Qui est plege vers aucun autre d'aucune chose, et il est membrant qui deit ce faire, ce il est proudome et leiau¹³, il deit faire come plege, et fornir le plegerie et garder le de damage tant come il a de quei¹⁴. Et quant il n'a de quei¹⁵, il le deit dire à celui¹⁶ de qui il est plege ; et c'il l'en mescreit, il li en deit fornir l'assise en la court. Et l'assise de ce est tel : que qui plege autre¹⁷, et celui à qui¹⁸ il est plege li demande gage, et il dit que il n'a de quoi¹⁹ il li puisse faire que plege, l'autre li deit dire : « Fornissies ent donc l'assise. » Et il la deit fornir ensi, que²⁰ il deit jurer sur sains que il n'a, ne autre por lui²¹, dou sien à covert ni à descovert de quei il li puisse faire que plege, que la robe de son vestir et les dras de son lit. Et se celui qui est plege fait le dit sairement, il fornist l'assise, si que l'autre²² ne le peut ne deit²³ gagier par l'assise²⁴ de la robe²⁵ de son vestir ne des dras de son lit ; si covient que il se sueffre²⁶ tant que il truisse²⁷ aucune chose dou sien de quei il le puisse gagier²⁸. Et se il set que il a dou sien autre que les avant dites choses, il le peut bien faire gagier par l'assise²⁹, et aussi bien le peut

¹ Com ceaus ont dit que ele est qui ont dit que. B. C. D. E. T. — ² A leau. C. Que il connoisse à loyal. D. E. T. — ³ Le soit. B. C. Ou qu'il cuide fermement que il le seit manque dans D. E. T. — ⁴ Ou que il en ait tel plege. B. D. Ou que il ait tel pleige. E. T. — ⁵ B. C. D. E. Fant. A. — ⁶ Que il en doie avoir. D. T. — ⁷ Ce sera sa coulpe. B. Si soit en sa coupe. C. — ⁸ A respondre. B. E. — ⁹ En maniere que il n'ait damage, et il ne le fait com il y est tenus. T. — ¹⁰ Et il le fait autrement, com il y est et pour, etc. D. — ¹¹ B. C. D. E. T. — ¹² C. — ¹³ Que doit il faire se il est proudome et leau ? B. C. — ¹⁴ Et fornir le de guages tant com il a de coi et dire. C. — ¹⁵ Et fornir le des gages tant com il aura de quoi. B. D. E. T. — ¹⁶ Vers celui. C. D. E. T. — ¹⁷ Que qui est plege à autre. B. D. Por autre. C. Et l'assise est tel de ce, que qui. E. T. — ¹⁸ De qui. B. — ¹⁹ B. D. E. T. De qui. A. De quei. C. — ²⁰ B. C. E. T. Et. A. — ²¹ Que nul ne ne autre pour lui n'a. D. E. T. — ²² Quer l'autre. B. Que l'autre. C. D. E. T. — ²³ Ne puet ne ne doit. B. T. — ²⁴ Guagier l'assise. C. — ²⁵ La robe. D. E. T. — ²⁶ S'en seuffre. C. — ²⁷ Trivisse. B. Treusse. C. Trove. D. E. T. — ²⁸ Garder. C. Que il puisse guager. D. E. T. — ²⁹ Il l'en (s'en. T.) puet gagier, et il le puet bien faire par l'assise. B. C. D. E. T.

^a Selon les *Établissements*, l. I, c. CXVIII, si la querelle était de plus de cinq sols et si celui que l'on prétendait caution niait la plévine, on en venait au duel. Si ce code avait, comme les Assises, admis dans presque toute es-

pèce de causes l'intervention des garants, il aurait certainement permis d'appeler ces garants au combat, puisqu'ils étaient les représentants de la partie. Voyez Glanville, l. X, c. v, p. 527.

gagier de ce que l'on li aura presté¹, come dou sien ; mais il ne le peut ni ne le deit gagier de ce que l'on li aura luié². Et la raison por quei est tel : que il n'est tenus de rendre³ ce qui li est presté, mais ce que il a luié est il tenus de rendre⁴ ; et la chose⁵ prestée par le prester est faite soe tant come il l'a, que il la deit⁶ amender se elle est⁷ empiriée ou perdue en quelque maniere que ce seit, ou encombrée ou empeeschiée, si que celui qui la li presta ne l'ait. Si est clere chose, se me semble, que l'on peut son pleige gagier de ce qui li est presté come⁸ dou sien, et que l'on⁹ ne le peut par raison gagier de ce que l'on li a luié¹⁰.

CHAPITRE CXIX.

Quels¹¹ est l'assise de la chose prestée que l'on pert.

L'assise de la chose prestée, quant elle est perdue par mort ou autrement, ou ele est empirée, est tele : que¹² celui à qui elle a esté prestée, se il la pert par mort ou autrement¹³ deit jurer combien il creit que elle valeit, et rendre au seignor de la chose tant com il aura juré¹⁴ que ele valoit¹⁵; et ce elle n'est perdue, et elle est empirée en la faute¹⁶ de celui à qui elle a esté prestée, il deit amender à celui qui la li presta tant come vaut ce que elle est empirée¹⁷. Et si le doit jurer¹⁸ celui à qui ele a esté prestée¹⁹. Et por ce est doné le sairement par l'assise²⁰ à celui à qui l'on a la chose prestée, que se²¹ celui de qui la chose est, et à qui²² l'on la requiert a emprést²³, ne la prestera jà²⁴, se²⁵ il ne viaut; et il ne la deit prester à home, se il n'entent ou²⁶ ne cuide que il seit tel que ce il la pert ou empire, que il la li amende, ou que il face leau seirement dou pris de la chose; et ce il n'est tel, et celui qui la chose li presta y a²⁷ damage, ce est en sa colpe²⁸, quant il preste²⁹ le sien à home qu'il ne conoisseit à proudome et à leau. Et por ce encores a été doné³⁰ le seirement à celui à qui la chose a esté prestée, que ce il se³¹ viaut esparjurer, que il ne peut faire damage à l'autre que de tant come la chose que il li presta valeit, ou de tant come elle est empirée³²: que se le seirement fust premier doné à celui qui la chose presta et il s'en voleit esparjurer³³, il poreit l'autre des-

¹ De ce que il aura presté. E. T. — ² De ce que il aura loué. B. C. Il li aura loé. E. T. — ³ Que il est tenus d'amender. C. — ⁴ Mais de ce que il a loué n'est il pas tenus dou rendre. C. Mais ce que il l'a (ce qu'il a. E. T.) loé est il tenus de le rendre. D. E. T. — ⁵ Et que la chose. C. D. E. T. — ⁶ Le doit. C. — ⁷ B. C. D. E. T. — ⁸ Si come. B. C. — ⁹ Et que l'on, etc. n'est pas dans D. E. T. — ¹⁰ Loé. B. C. — ¹¹ Qués. C. T. Quelle. D. E. — ¹² B. C. D. E. T. L'assise de la chose prestée est tel que quant elle est perdue par mort ou autrement ou elle est empirée tel que. D. E. T. — ¹³ B. C. D. E. T. — ¹⁴ Il jura. C. — ¹⁵ B. C. D. E. T. — ¹⁶ Defaute. B. — ¹⁷ Tant com ele est empirée. B. — ¹⁸ Et ce doit jurer. C. Et li doit jurer. D. Et si doit jurer. E. T. — ¹⁹ B. C. D. E. T. — ²⁰ B. C. D. E. T. — ²¹ C. — ²² A celui à qui la chose est et à qui. D. E. T. — ²³ L'on la requiert en prest. B. C. — ²⁴ Mie. B. Ne la prestera. C. D. E. T. — ²⁵ B. C. D. E. T. Ce. A. — ²⁶ Ne la doit prester se ne sait à home que entent ou. D. E. T. — ²⁷ Y ait. B. — ²⁸ A sa coupe. C. Se est sa coulpe. D. E. T. — ²⁹ Presta. B. C. D. E. T. — ³⁰ Et por ce est doné. C. Et pour ce done. D. E. T. — ³¹ S'en. B. C. D. E. T. — ³² Ou de tant come elle est empirée manque dans B. C. D. E. T. — ³³ Et il (et li. D.) se vouloit parjurer. B. C. D. E. T.

* Parce que le pleige doit rendre l'objet même qui lui a été loué, au lieu que, pour une chose prêtée, il n'est tenu que de rendre la valeur. On voit par là combien était vrai cet adage : « Pleige plaide, » c'est-à-dire que celui qui se rend caution doit compter sur un procès.

(Laurière, *Institutes coutumières*, t. II, p. 94.) En Europe la pleigerie était obligatoire pour le vassal, à l'égard des dettes du seigneur, jusqu'à la concurrence du revenu de son fief pendant un an; Ibelin ne dit pas que cette règle existât dans le royaume de Jérusalem.

truire¹, tant poreit il jurer² que ce que il li presta valeit³. Mais ce celui à qui a esté prestée la chose qui est perdue, coment que ce seit, ou empirée, ne viaut faire le seirement dessus dit, celui qui la chose li presta deit le seirement faire; et tant⁴ come il jurera que la chose valeit, celui à qui il la presta li est tenu de rendre, et le seignor li deit faire⁵ rendre come dette coneue⁶ en court. Et por⁷ les raisons avant dites est doné premier le sairement⁸ de la chose prestée qui a esté perdue, coment que ce seit⁹, ou empirée, à celui à qui elle a esté prestée¹⁰; et ce celui de qui le seirement a esté¹¹ premier ne le viaut¹² faire, et le laisse faire à l'autre et il y a damage, tel¹³ seit de lui, que nul ne le deit par raison¹⁴ plaindre¹⁵.

CHAPITRE CXX.

Quant on a dit¹⁶ à home que il est son plege, et il le née, que celui vers qui l'on est pleige deit faire¹⁷.

Se celui que l'on¹⁸ dit qui est son plege née en cort la plegerie, il covient que celui qui la li met sus li preuve par deus leaus garenz de la lei de Rome, qui jurent sur sains que celui est son plege si come il dit, ou¹⁹ que il oyrent tel²⁰ reconoistre à²¹ tel qui²² esteit present, et les noment, qu'il esteit son plege de tel chose, et dient de quei. Et se il dient que la plegerie est d'un marc d'argent ou de plus²³, et celui qu'il dient qui est²⁴ plege, si come est avant dit, en viaut²⁵ l'un lever et torner par gage de bataille, il le peut faire, et y aura bataille. Et est bien dreit²⁶, ce me semble, que il y ait bataille en cest cas par les raisons avant dittes qui sont en cest livre; et qui en est²⁷ ataint par bataille ou sanz bataille, il covient que il face come plege; et celui de qui il est plege ne li est pas tenu de rendre ne de amender les damages que il en aureit receus²⁸, puis qu'il a la plegerie neé. Et qui par bataille en est ataint, il deit souffrir la peine qui est dessus devisiée que ciaux qui perdent carelle d'un marc d'argent ou de plus²⁹ par bataille doivent souffrir. Et ce celui qui née la plegerie contre qui l'on la viaut prover par garenz torne l'un des garenz et se combat à lui, et il est vencu, on fera de lui justise come de champion³⁰ vencu, et des soes choses seient³¹ tant donées à vendre³² come gage, que celui³³ qui li aura prové que il esteit son plege, ait³⁴ eu ce de quei il li fu plege³⁵, se tant des soes choses pevent

¹ *Destraindre et détruire.* D. E. T. — ² *Dire et jurer.* B. — ³ *Valoit tant.* B. — ⁴ *Et com.* B. — ⁵ *Et le seignor li est tenaz de faire.* B. — ⁶ *Convenue.* D. E. — ⁷ *Et par.* C. D. E. T. — ⁸ *Est doné par l'assise le sairement.* B. *Est doné par l'assise premier au sairement.* C. *Est doné par l'assise premier le sairement.* D. E. *Est premier le serement.* T. — ⁹ *De la chose prestée et (ou. E. T.) perdue.* C. D. — ¹⁰ *Emprestée.* D. E. T. — ¹¹ *Est.* C. D. E. T. — ¹² *De la chose prestée perdue ou empirée à celui de qui le sairement est premier ne le veut.* B. — ¹³ *Tout.* B. — ¹⁴ C. D. E. T. — ¹⁵ *Que nul ne l'en doit preindre par raison.* B. — ¹⁶ *L'on dit.* C. D. E. T. — ¹⁷ *Et dire.* D. E. T. — ¹⁸ *Hom.* D. E. *Home.* T. — ¹⁹ *Et.* C. — ²⁰ *A tel.* D. E. T. — ²¹ *Ou à.* D. E. T. — ²² *Et que il oïrent à tel reconoistre à tel et le nomment qui.* C. — ²³ *Est de plus d'un marc d'argent.* B. C. D. E. T. — ²⁴ *Et celui qui dient qu'il est.* C. — ²⁵ *Et il en viaut.* C. E. — ²⁶ *Par gage de bataille il est bien droit.* B. — ²⁷ *Et il est.* B. *Et cil est.* C. *Et il en ait.* D. *Et il en est.* E. T. — ²⁸ *Que il en recevra.* C. *Que il en a receu.* D. E. T. — ²⁹ *Qui desus querele de plus d'un marc d'argent.* B. *Qui perdent querelle de plus d'un marc d'argent.* C. D. E. T. — ³⁰ *Campion.* B. *Champion.* C. — ³¹ *Seront.* C. — ³² *Soient vendues.* B. — ³³ *A celui.* B. C. D. E. T. — ³⁴ *Que il ait.* B. C. E. T. — ³⁵ *En ce de que il aura prové qui li fu pleige.* D. E. T.

estre trovées⁴. Que¹ ce ensi n'esteit, celui qui aureit la plegerie provée contre lui aureit damage en ce que son champion aureit la bataille vencue, et il² perdrait ce que il aureit prové de quei⁵ celui li sereit plege. Que on ne peut de plegerie rien demander à heir de plege⁴ en autre cas que en cestui, et par⁵ une autre raison me semble il que il seit dreit; que il est assise ou usage ou reiaume de Jerusalem⁶, que qui⁷ se combat por aucune carelle, et il ou son champion venque la bataille, que il a celle carelle gaaignée: si me semble bien raison que il deit ensi estre come je ais devant dit, quant tel cas avient⁸.

CHAPITRE CXXI.

Quant on dit à autre⁹ que il est son plege, et celui dit qu'il n'est mie membrant.

Se un home dit à un autre: « Vous estes mon plege por tel, » et le nome, « et de tel chose, » et die de quei; et celui¹⁰ respont: « Je ne sui mie membrant que je seie vostre plege; faites me ent membrant si come vos devés, et je ferais vers vos ce que je deverais^b; » celui li deit dire où ce fu¹¹, et¹² devant qui ce fu, et tant d'autres¹³ enseignes come il pora, por¹⁴ faire le membrant¹⁵. Et ce il, portant come il dira, ne dit¹⁶ que il est¹⁷ membrant, il se deit clamer au seignor, et le seignor le deit mander querre et comander le¹⁸ que il¹⁹ face que plege²⁰. Et ce il dit: « Je ne suis mie membrant que je seie son plege; mais se il me fait membrant²¹ si come il deit, je ferais vers lui²² ce que je deverais; » celui qui dit que il est son plege deit dire lors: « Et je sui prest que je l'en fasse membrant, si come la court esgardera ou conoistra que je faire le dée. » Et la court deit esgarder ou conoistre, se cuit, que il le face²³ membrant par recort de court, se il l'a^c, et c'il n'a recort de court, par deus leaus garenz de la lei de Rome²⁴. Et

¹ Quar. B. — ² Que il. B. C. D. E. T. — ³ Ce que il auroit de quei. C. D. E. T. — ⁴ Home de plege. C. — ⁵ Por. B. — ⁶ Ou reiaume de Jerusalem manque dans B. C. D. E. T. — ⁷ Que il. D. E. — ⁸ Vient. D. E. T. — ⁹ Quant 1. home dit à 1. autre. C. — ¹⁰ Et se il. D. E. T. — ¹¹ Où ce fui. B. Où il fu. D. — ¹² Ou. B. D. E. — ¹³ Et ce d'autres. B. Et tant d'autres raisons. C. Et assez d'autres enseignes. D. E. T. — ¹⁴ A. C. — ¹⁵ Que il le pourra faire loyaument remembrant. D. E. T. — ¹⁶ Dit. B. C. — ¹⁷ Que il n'en est. B. Qu'il n'est. C. Come il li dira que il n'est. D. E. T. — ¹⁸ B. C. D. E. T. — ¹⁹ Il li. B. C. E. — ²⁰ De ce de quoi il li est plege. C. D. E. T. — ²¹ Me viaut faire membrant. C. — ²² Je li ferai. C. D. E. T. — ²³ Et la court doit conoistre que il le doit faire. C. — ²⁴ Que il li face que plege de ce de quoi il est plege; il doit dire lors: « Et je suis prest que je li face ce que je devrai se il me fait membrant. » Celui que il dit qui est son plege doit dire lors. B. D. Et je sui prest que je l'en face membrant par recort de cort se il la; et se il n'a la recort de cort, par deus loiaus garanz de la loy de Rome. E. T.

* « Se il n'ose fere le serement, il amendera à celui tous les couts, et sera tenus à la pleuvine et fera à la justice l'amende de sa loy; et se la querele est à plus de cinq sols, et il n'ast que il ne se fust mis en la pleuvine, li autres li porroit chalangier par un champ de bataille, cors à cors, ou par deus autres champions, et cil qui seroit vaincus, rendroit à l'autre ses couts, que il auroit donnés à son champion et aux couteurs du jour, et feroit à la justice soixante sols d'amende, se il estoit coutumiers. » *Establissemens*, l. I, c. cxviii. Selon le *Regiam majestatem*, le pleige qui ne remplissait pas ses obligations, payait trois fois la somme demandée et donnait au roi une amende de huit vaches. (L. I, c. xviii, art. 2,

et l. III, c. 1.) Cf. *Quoniam attachiamenta*, c. xvii; Fontaines, c. ix, p. 86; Beaumanoir, c. xliii, p. 235.

^b A cette époque l'on écrivait rarement les actes civils ou judiciaires, et les obligations reposaient sur des engagements verbaux qui restaient soumis à l'infidélité de la mémoire des parties ou à leur mauvaise foi; de là le serment et le duel. Cependant le cautionnement étant un contrat très-commun au moyen âge, on sentit le besoin d'en écrire les stipulations, et il existe peu de collections d'actes, imprimés ou manuscrits, où l'on ne trouve, en assez grand nombre, des contrats de pleigerie.

* S'il peut prouver, par l'attestation d'hommes de cour, que le défendeur est son pleige.

ce il le fait membrant par recort de court, la plegerie est bien provée. Et ce il le fait membrant par deus leaus garenz de la lei de Rome, et la carelle est d'un marc d'argent ou de plus, celui qui deit la dette à celui qui dit que l'autre¹ li est plege, peut l'un des garenz torner per gage de bataille. Et por ce le deit celui faire en ces cas, et non le plege, que le damage sereit sien, se la garentie esteit provée² tot outre contre celui que l'on dit qui l'a plegié, et il covendreit que il amendast le damage³ dou plege⁴ qui seroit vendu por lui, que après ce que la plegerie seroit provée si com est avant dit, il ne poroit metre contens ne debat en la plegerie, puisque il seroit prové⁴, si come est avant dit, que il fust⁵ son plege : et ce me semble raison que⁶ ensi deit estre. Que ce ensi n'esteit, et que celui que on dit qui est detor⁷ ne peust torner le garent⁸ en cestui cas, ne dire à l'encontre par quei il le rebutast de la garentie porter⁹, trop de maus se poreient faire, et en poreit l'on maligner en moult de manieres, mais qu'il y¹⁰ eust deus homes de la lei de Rome qui se vosicent¹¹ esparjurer, de quei moult de maus poroient avenir ; que l'on poreit qui que l'on vodreit par ce legierement destruire¹² ; que se un home eust¹³ deus faus garenz de la lei de Rome, de quei l'on trovereit assés por moneie, et deist à aucun autre : « Vos estes mon plege de tel home, » et le nomast, « et de tant de moneie, » et deist de si grant quantité come il vodreit ; et l'autre respondist : « Je ne¹⁴ suis pas membrant ; faites m'ent membrant, et je ferais¹⁵ vers vos ce que je deverais ; » et l'autre se clamast de lui, et il deist ce meismes en la court, et l'autre l'offrist à prover si come la court esgardereit ou conoistreit qu'il prover le deust, et la court esgardast ou coneust qu'il le deust prover par recort de court ou par deus leaus garenz de la lei de Rome ; et celui qu'il direit qui li deit la dette¹⁶ ne peust¹⁷ torner l'un des garenz par gage de bataille, ne dire contre aucun des garenz chose par quei il le rebutast¹⁸ de celle garentie porter¹⁹, l'on poreit destruire qui que l'on vodreit, et avoir dou sien tant come l'on vodroit et²⁰ direit que celui²¹ desur qui l'on metreit la plegerie sereit son plege, de quei moult de maus vendreient²², et sereit tort²³ apert et pechié²⁴. Por quei il est dreit et raison, ce me semble, que ensi deit estre si come je ais dit²⁵ en cest chapitle²⁶, quant plegerie vient en tel cas²⁷. Et quant l'on euffre à faire membrant le plege en la maniere avant dite, il deit dire au seignor : « Sire, faites venir devant vos celui de qui cestui dit que je sui

¹ Il dit qui li doit la dette de quoi il dit que l'autre. B. C. D. E. T. — ² Portée. C. — ³ Le gage. B. Amendit le guage. D. E. T. — ⁴ C. — ⁵ Seroit vendu por lui que après ce que la plegerie seroit provée si com est avant dit que il fut. D. E. T. — ⁶ Et il semble bien raison que. B. C. D. E. T. — ⁷ Dette. B. Detor. C. D. T. De tour. E. — ⁸ Peut torner de garentie. T. — ⁹ Les mots depuis ne dire à l'encontre, jusqu'à garentie porter, manquent dans B. C. D. E. T. — ¹⁰ D. E. T. — ¹¹ Voreent. C. — ¹² B. C. D. E. T. Destruire. A. — ¹³ Avoit. B. — ¹⁴ N'en. B. — ¹⁵ Je ferai volontiers. C. — ¹⁶ La monoie ou la dete. C. — ¹⁷ En peust. B. — ¹⁸ Ne dire contre aucun des garans par que il le rebutast. C. D. E. T. — ¹⁹ Porter n'est pas dans C. D. E. T. — ²⁰ B. — ²¹ Que il vodroit que celuy. D. E. — ²² Avendroient. C. Venroient. D. T. Verroient. E. — ²³ Trop. B. — ²⁴ Grant pechié. B. C. D. E. T. — ²⁵ D. E. T. — ²⁶ Capistre. B. — ²⁷ Les mss. D. E. et l'édition de la Thaumassière indiquent ici un autre chapitre avec le titre suivant : *Coumant le pleige doit venir celui de qui l'on dit pour qui il est pleige, pour savoir se il vodra riens dire contre les quarens.*

* « L'en doit delivrer son plege des cous et damages que il aura eu pour le reson de la dete aüssint bien comme dou principal dete. » Beaumanoir, c. XLIII, p. 235.

¹ Parce qu'alors, comme aujourd'hui, celui qui se rendait caution d'une obligation, ne se soumettait envers le créancier à satisfaire à cette obligation que si le débiteur n'y satisfaisait pas lui-même. « Pleiges sont

« unes personnes qui se obligent à ce à quoy cil qui les met en pleige estoit tenu. » *Grand Coustumier de Normandie*, c. LX, p. 25. Saint Louis chercha à prévenir ces inconvénients en décidant par une ordonnance qui ne nous est pas parvenue, mais qui est citée dans les *Olim*, t. I, p. 520, n° v, que les débiteurs seraient exécutés avant leurs pleiges.

« son plege; si orra¹ parler les garenz par qui cestui me viaut faire membrant
 « que je sui son plege, saveir c'il vodra riens dire à l'encontre; por ce que le
 « damage sereit sien, se damage y aveit². » Et le seignor li deit mander dire³
 que il veigne à court oyr celle garentie, et faire li dire le jor et l'orre que les
 garenz li doivent celle garentie porter; et dire li⁴ coment celui a dit que⁵ l'autre
 est son plege, et a offert⁶ à faire l'avant dit membrant que il est son plege por
 lui; et dire li de quei et de combien il dit que celui est son plege por lui⁷, por
 ce que ce il viaut estre à celui jor en la court, que il y⁸ puisse estre et dire
 contre les garenz⁹, ce il viaut. Et ce il vient, et il portent¹⁰ la garentie, il en peut
 bien torner l'un par gage¹¹ de bataille, por les raisons avant dites, et combatre
 sei à lui¹². Et ce il ne vient en la court, au jor que¹³ le seignor li aura fait saveir
 que celle garentie deit estre portée, oyr ce que ciaux qui vodront la garentie
 porter diront, et porter encontre eaus, ce il viaut, ou il ne¹⁴ contremande son
 essoigne si come il deit, ce il est essoignies¹⁵, les garenz¹⁶ doivent porter la ga-
 rentie; et ce il la portent tot outre come¹⁷ il doivent, la plegerie est provée, et
 covendra que le plege face come plege à celui à qui il aura esté plege¹⁸, et que
 l'autre li amende le damage que il aura eu por lui. Et garde ce bien¹⁹ qui²⁰
 entre en plegerie, qui il sache²¹ coment²² et por qui il y entre; que ce il viaut
 faire que plege²³ leau, et il est membrant que il est son plege, si come celui qui
 li requiert le gage dit, il li deit faire que plege, quelque damage li en deie avenir;
 que ce il ne le faiseit, il fereit autre que leauté; que²⁴ souvent avient que le
 prestor²⁵ ne preste le sien, que por la fiance que il a en la leauté dou plege
 qui li deit faire que plege sans plait et sans riote; que miaux vaut au plege sa
 leauté et sa verité garder, quelque damage qu'il en dée avoir, que faire chose
 por quei il soit tenu à autre que à leau. Si se deit chascun garder d'entrer en
 plegerie fors²⁶ de court, c'il n'i entre por tel home qu'il conoist à tel qui²⁷ le
 gardera de damage²⁸ de la plegerie en que il est entrés por lui; et qui plege
 home²⁹ qu'il ne conut à leau ou tel³⁰ come est avant dit, et il y a damage, il est
 en sa colpe, si ne le deit nul plaindre, que³¹ il s'en peut bien garder, se il viaut.
 Et qui preste³² le sien, et il ne viaut avoir autre seurté que plegerie, se il est
 sage, il recevra la plegerie en court, por ce que on ne li puisse la plegerie neer
 ne maligner par torne de bataille ne autrement: que de chose faite en court et
 que on preuve³³ par recort de court, ne peut nul dire encontre qui ne viaut la
 court faussier; et qui la fauce, le perill en est si grant, come il est devisié en
 cest livre, por quei il ne me semble que nul l'osast enprendre à faire; et qui au-
 trement preste le sien par plegerie, et il y a damage, nul ne le³⁴ deit plaindre;
 que il ne le fereit mie³⁵, ce il ne voleit³⁶.

¹ Oyray. D. Oyrat. E. Oyra. T. — ² Por ce que le damage en seroit sien, se je damage i avoie. C. — ³ B. C. D. E. T. — ⁴ B. C. D. E. T. — ⁵ Qui dit que. C. — ⁶ A offert. C. — ⁷ Et dire.... por lui manque dans B. E. T. — ⁸ B. D. E. T. — ⁹ A l'encontre des guarens. D. E. T. — ¹⁰ Aportent. C. Il en portent. D. Et en portent. E. T. — ¹¹ Il en pora l'un torner par. C. — ¹² Et combatre sei à lui manque dans B. C. D. E. T. — ¹³ Au jor oir ce que. C. — ¹⁴ Doit estre portée, ou il ne. C. — ¹⁵ Ce il est essoignies manque dans C. — ¹⁶ Et se il vient et il la portent, il en puet bien l'un torner par les raisons avant dites. B. Et se il ne venoit à la court au jor (ouyr la garantie. E. T.) que le seignor li aura fait savoir que cele garantie doit estre portée, ou il ne contremande s'assoine si com il doit, les garanz, etc. B. D. E. T. — ¹⁷ La portent si com. C. E. T. — ¹⁸ Face que plege. B. E. T. A celui à qui il aura esté plege manque dans C. D. E. T. — ¹⁹ Ce bien manque dans B. Et garde ce bien n'est pas dans E. T. — ²⁰ Que qui. C. Et qui. E. T. — ²¹ C. — ²² Et qui entre en plegerie, si se garde coumant et pourquoy. D. E. T. — ²³ C. — ²⁴ B. Quar. B. — ²⁵ Porteur. B. — ²⁶ Hors. B. C. D. E. T. — ²⁷ Qu'il. C. — ²⁸ B. C. D. E. T. — ²⁹ B. C. D. E. T. — ³⁰ Qu'il ne conoisse à tel. O. T. Que il ne conoisse ou tel. E. — ³¹ Quar. B. — ³² Se il veut que il preste. D. T. — ³³ Et qui est prové. C. — ³⁴ L'en. B. C. Li. D. E. — ³⁵ B. — ³⁶ Ne le vodroit. D. Se il ne vodroit. T.

CHAPITRE CXXII.

Coment on deit faire que plege par l'assise ou l'usage dou reiaume de Jerusalem.

Se un home est plege d'aucun vers autre¹, et il li vueille faire que plege par l'assise ou l'usage dou reiaume de Jerusalem, et celui à qui il est plege li demande gage², il li deit doner gage par quinsaine, et celui le deit recevoir, et puis racreire li³ tant que la quinsaine seit passée⁴. Et quant la quinsaine sera passée, celui li⁵ demande gage, il⁶ li deit doner au tiers jor, et il le deit prendre et faire⁷ treis jors crier⁸ come gage avec le crior⁹ établi par seignor ou par visconte¹⁰, et après faire le livrer¹¹ par lendemain tote jor. Por rendre le à celui qui l'a doné à vendre, c'il le viaut recovrer¹²; et il le peut¹³ avoir por le pris que il aura esté vendu; et aussi le peut avoir¹⁴ celui por qui le gage a esté vendu, ou celui de qui le gage est recevoir le, paiant ce qu'il aura esté vendu. Mais se lendemain que le gage aura esté crié et vendu et livré passe, il ne le deit plus recouvrer, que il est encoru. Et après le terme passé¹⁵, si come est dit dessus, il deit demander gage à celui qui est son plege¹⁶, et celui li en deit tant doner, que il seit parpaïé de ce de quei il li est plege, et celui les peut¹⁷ maintenant toz faire vendre l'un après l'autre¹⁸ au criage par le dit crior, et dire les treis mous¹⁹ et livrer puis que le premier gage²⁰ est vendu et encoru, si come est dessus dit²¹. Et²² celui à qui l'on est²³ plege ne deit refuser gage que son plege li done de la value de un besant ou de plus²⁴; que se il le refuse, et son plege li peut prover si come il deit, il ne li est puis²⁵ tenu de doner gage²⁶, ainz li peut dès lors en avant refuser à doner li autre gage²⁷, par l'assise ou l'usage dou reiaume de Jerusalem; por ce que il refusa à prendre le gage que il li vost doner,

¹ Vers aucun de un autre. D. T. — ² Recroire li. C. Attendre. T. — ³ Si li. B. C. S'il luy. D. E. T. — ⁴ Et il. B. C. — ⁵ Et faire le. C. — ⁶ Au tiers jour. E. T. — ⁷ Come gage au crior. B. C. A un crieur. D. E. T. — ⁸ Viesconte. B. — ⁹ Delivrer le. D. E. T. — ¹⁰ A celui de qui il est. B. — ¹¹ Porra. B. Par lendemain tout le jor, et se celui qui le gage fait vendre le veut recevoir par lendemain tout le jor, por rendre le à celui de qui il est, il le peut avoir. C. D. E. T. — ¹² Faire. C. — ¹³ Et vendu et livré et le terme passé. B. Que le gage est provant ce qu'il aura esté vendu. Mais se lendemain que le gage aura esté livré passe, nul ne le peut pas recouvrer, se par la volonté de celui qu'il aura achetée, et après ce que le premier guage et le segont aura esté crié et vendu et livré et le terme passé. C. Payant ce que il aura esté païé et vendu et livré, et le terme passé. D. E. T. — ¹⁴ Qui est en son leuc pleige. D. E. T. — ¹⁵ Doit. B. — ¹⁶ B. C. D. E. T. — ¹⁷ Moz. B. Mos. C. Mots. D. E. T. — ¹⁸ Et le segont. C. — ¹⁹ Est encouru si est dessus dit. T. — ²⁰ Et se. C. — ²¹ Il est. E. T. — ²² Ou de plus en amont. B. Ne veut guage que son plege doit de 1. bz. ou de plus. C. Refuser que son plege lui done un besant ou plus. D. E. T. — ²³ Plus. C. T. — ²⁴ Li guage. C. D. E. T. — ²⁵ Refuser par l'assise à doner autre guage. C. Refuser par l'assise et doner autre guage. T.

* Il résulte de ce qui est dit par Beaumanoir, c. XLIII, que l'acte qui constituait la pleigerie devait contenir la désignation du gage, ainsi que cela se voit dans l'acte suivant que nous avons tiré des Archives du royaume, Trésor des chartes, carton 394, n° 32.

Ego Manasserus de Melloto notum facio universis quod ego sum plegius et ostagias erga dominum meum Philippum regem Francorum, super terra mea et super toto feodo meo quod ego teneo de ipso, videlicet quod nisi Droco de Melloto juvenis ipsi bene ac fideliter servierit, dominus Rex ex inde

se poterit capere libere et absque aliqua interceptione, ad terram meam et ad feodum meum et tandiu proventus ipsius terre mee in manu sua tenere, donec id eidem domino Regi sit emendatum. Si vero rachatum ibidem venerit occasione maritaggi inter ipsum Droconem et filiam Suplicii de Ambezia, ego constituo me plegium et debitorem erga dominum Regem de ipso rachato habendo, si illud habere voluerit. Actum Parisius, anno Domini MCCXI, mense Februario.

^b Grand Coustumier de Normendie, c. LX, p. 25.

par l'assise ou l'usage dou dit reaume¹. Et se aucun crior establi par le² seignor ou par le³ visconte vent un gage⁴ au criage, et il a le gage livré⁵, et après en cel jor il vait à l'hoste⁶ de celui qui aura le gage acheté⁷ por respiter le, et il le treuve⁸, et li dit que le gage est respité à vendre, et⁹ que il le rende, il le deit faire. Et c'il ne le treuve en son ostel, il le deit dire à sa maisniée¹⁰. Et ce celui qui a acheté le gage ne li viaut rendre, por ce qu'il ne li dist le jor, il ne deit mie por ce demorer que le crior ne recuevre le gage par¹¹ l'assise ou l'usage dou reiaume de Iherusalem; par ensi qu'il deit faire un tel sairement¹² qu'il ala en son ostel, et qu'il ne le trova mie, et qu'il le dist à sa maisnée, et qu'il esteit là venus por respiter le gage par le comandement de celui qui le faiseit vendre¹³.

CHAPITRE CXXIII.

Que l'on deit faire et dire, quant l'on¹⁴ demande gage à son plege, et il¹⁵ dit: « Faites m'ent membrant
« que je sui vostre plege, et je le voz donrai. »

Qui demande gage à son plege, et le plege dit: « Je n'en sui membrant que je
« soie vostre pleige¹⁶: faites m'ent membrant que je sui vostre plege, et je voz¹⁷
« ferai que plege; » celui qui li¹⁸ requiert le gage li peut dire, ce il viaut, et
mener le par l'autre veie devant devisiée¹⁹. Et se il ne se viaut tenir²⁰ à l'autre
veie dessus dite, si li die: « Donés mei²¹ vostre gage; et se je le vens à tort, je
« le voz rendrais²² à dreit. » Et celui li deit lors doner le gage. Et se il ne li
done, il le peut prendre, et dire li²³: « Je voz gage come²⁴ mon plege; et se je
« vens vostre gage à tort, je le vos rendrais²⁵ à dreit. » Et lors le plege li deit
laisier le gage: car ce il ne le fait, et il li rescueit²⁶ son gage à force, et l'autre
peut²⁷ mostrer, si come il deit, que il est son plege et que il ait son gage
rescous à force, il l'a ataint de force; et qui est ataint de force, il est encheu en la
merci dou seignor dou cors et de quanqu'a. Et se aucun prent gage d'autre
qu'il dit²⁸ qu'il seit son plege, et il le vent, et²⁹ celui de qui le gage est vendu
se claime de lui par l'assise de ce que il a pris son gage et vendu autrement
que il ne deit, et celui qui le gage a pris ne preuve³⁰, si come il deit, que il
seit son plege, il li deit rendre son gage cel jor sans empirement. Et ce il ne li
rent, celui de qui le gage fu deit jurer sur sains³¹ ce que³² le gage valeit, et le
seignor li deit faire rendre à celui qui le gage avait³³ fait vendre tant come

¹ B. C. D. E. T. — ² B. C. D. E. T. — ³ B. C. D. E. T. — ⁴ Veut gager. B. — ⁵ Crié livré. D. E. T. — ⁶ En l'ostel. C. D. E. T. — ⁷ Qui acheta le gage. B. D. E. T. — ⁸ Et il le tiene. E. Et il viene. T. — ⁹ Que le gage est respité à vendre et manque dans B. — ¹⁰ Maisnée. C. Mesnée. D. Mehnée. E. T. Il le doit de sa mehnée. T. — ¹¹ Et se celui qui achette le guage par. D. E. T. — ¹² Par un tel sairement. B. C. D. E. T. — ¹³ De part celui qui le faisoit vendre par son commandement. B. Por celui qui le gage faisoit vendre par son commandement. C. D. E. T. — ¹⁴ Quant home. C. — ¹⁵ Il li. C. — ¹⁶ B. C. D. E. T. — ¹⁷ Faites en moi (faites me. D. E. T.) membrant, je vos. B. — ¹⁸ B. — ¹⁹ Et mener le par l'autre veie devant devisiée manque dans B. D. E. T. — ²⁰ Et se il ne veut, il se puet tenir. B. — ²¹ Requiert le guage, li peut dire: Donez moi. C. — ²² Ferai. D. E. T. — ²³ B. C. D. E. T. — ²⁴ Contre. D. E. — ²⁵ Je le vos amenderai. B. C. D. E. Amendrai. T. — ²⁶ Rescount. B. — ²⁷ Et il le puet. B. Car se il (ne. C.) le faisoit et il rescount (requiert. D. E. T.) son guage, se il puet. C. D. E. T. — ²⁸ Qui die. B. D. E. T. — ²⁹ Se. B. — ³⁰ Et il ne preuve. B. D. E. T. Que il ne doit et il n'a prové. C. — ³¹ Sur sains n'est pas dans B. C. D. E. T. — ³² Combien. B. Que. C. D. E. T. — ³³ Aura. C.

celui de qui le gage fu vodra jurer que il valeit sans contredit que il i puisse metre, aussi ¹ come de dette ² provée ou ³ coneue en court. Et ce il ne viaut le seirement faire, l'autre deit jurer combien ⁴ le gage que il fist vendre valeit, et paier tant à celui de qui le gage fu; et atant en est quite, ou que il li rent le gage ⁵. Et ⁶ ce celui de qui il prist le gage, si come est avant dit, deist que il est empirié, tant come il jurera que il y a de damage ⁷ à l'empirement de son gage, celui qui prist le gage en la ditte maniere li rendra si come dette coneue ou provée en court. Et ce celui de qui le gage fu pris ne viaut faire le dit seirement, celui qui le prist deit jurer que vaut le damage de l'empirement dou gage, et rendre le ⁸ au seignor dou gage ⁹ en la maniere avant dite. Et celui qui prent gage d'autre qu'il dit qu'il est son pleige, et le fait vendre, fait moult que fos ¹⁰; que il en poreit ¹¹ estre destruit, se l'autre s'en viaut esparjurer ¹², por ce que en cest cas est doné le sairement à celui de qui le gage esteit qui a esté vendu ¹³, et tant come il jurera que son gage valeit, covendra que l'autre li rende come de dette coneue ou provée en court. Et por ce ¹⁴ deit chascun garder de ce faire, ce il ne ¹⁵ peut prover, si come il deit, que l'autre seit son pleige ¹⁶.

CHAPITRE CXXIV.

Quant ¹⁶ gage de pleige est vendu por plegerie, quant il se peut clamer de celui por qui le gage est vendu.

Se aucun est pleige d'autre, si tost come le premier des gages qu'il aura doné ¹⁷ est vendu, il se peut clamer au seignor par l'assise de celui por qui son gage est vendu. Et se il s'en clame, et l'autre le née, il le deit offrir à prover, si come court esgardera ou conoistra qu'il prover le deie. Et la court deit esgarder ou conoistre, se crei, que ¹⁸ la preuve deit estre tel: que ce ¹⁹ celui de qui le gage a esté vendu peut prover par recort de court ou par deus leaus garenz de la lei de Rome, qui facent que leaus garenz, que il l'eust plegié de celle plegerie, ou que ²⁰ il reconeust que il l'aveit mis pleige, la plegerie est ²¹ provée si come elle deit, et celui por qui le gage est vendu le deit amender ²²; mais il peut bien torner l'un des garenz par gage de bataille, se la carelle est d'un marc d'argent

¹ Autressi. B. Enci. T. — ² Chose. B. — ³ Et. B. — ⁴ B. Que. A. D. E. T. Quoi. C. — ⁵ Ou que il li rent le gage n'est pas dans B. E. T. — ⁶ Et se il li rent le gage, et. B. C. D. E. T. — ⁷ B. C. D. E. T. D'amende. A. — ⁸ B. — ⁹ De la chose. D. E. T. — ¹⁰ Que fou. B. — ¹¹ Car il en puet. B. — ¹² Se viaut parjurer. C. — ¹³ A celui de qui le gage a esté vendu. B. C. D. E. T. — ¹⁴ B. C. D. — ¹⁵ Ne li en. C. — ¹⁶ Se. C. D. E. T. — ¹⁷ Qu'il aura doné n'est pas dans B. Com le premier de ses guages. C. D. E. T. — ¹⁸ Et la cort esgardera ce croi que. B. Doit esgarder se croi que. C. D. E. T. — ¹⁹ Ce n'est pas dans D. E. T. — ²⁰ De la loy de Rome que il le mist en pleige de ceste plegerie ou que. B. C. De la loy de Rome que il le mist en plegerie ou que. D. E. T. — ²¹ Que il l'avoit mis en plegerie est provée. D. — ²² Et celui por qui le gage est vendu le deit amender manque dans B. C. D. E. T.

* Cet avis est également celui de Beaumanoir. Ce jurisconsulte dit que dans le comté de Clermont nul créancier ne peut prendre le gage du pleige sans l'autorisation de la justice. Il cite cependant trois localités, Creil, Sachy-le-Grand et Neuville en Hez, où une jurispru-

dence contraire était reçue; ce qui ne l'empêche pas d'ajouter: « Bien se gart chil qui prent à tort... il rent tous les damages, et si l'amande au seigneur en quele terre il a pris, de soixante sols. » C. XLIII, p. 235.

ou de plus, ce celui qui dona le gage n'ait dit à l'autre : « Faites m'ent membrant, » et l'autre l'ait fait membrant si come est devant dit. Mais se il¹ li a le gage doné² de sa volenté, sanz ce que il li ait dit : « Faites m'ent membrant, » ne que l'autre l'en ait fait membrant en la maniere devant devisiée³, et se⁴ celui por qui le gage fu vendu née dou tot⁵ que il ne fu son plege, l'autre li deit prover par deus leaus garenz de la lei de Rome, qui facent⁶ que leaus garens. Et se la carelle est d'un marc d'argent ou de plus, il en peut torner l'un des garenz⁷ par gage de bataille, et il aura⁸ bataille. Et ce il en est ataint par bataille, il en souffrira la peine qui est devisiée là où il parole des batailles, et amendera⁹ le gage en la maniere dessus dite. Et il est bien raison, ce me semble¹⁰, que ensi deit estre : que se ensi n'esteit, l'on i poreit trop maligner et faire de granz damages¹¹ à la gent. Et se il torne le garent et se combat à lui, et le garent est vencu, il sera ataint de fauceté, et fait de lui¹² come de home vencu en champ. Et le semblant de la raison por quei il deit estre ensi est si come est devant escrit¹³.

CHAPITRE CXXV.

De qui est le seirement de la value¹⁴ dou gage qui a esté vendu por plegerie.

Quant aucun est plege d'autre¹⁵, et il done gage à celui vers qui il est plege, et le gage¹⁶ est vendu, celui de qui il est plege et por qui son gage a esté vendu, li deit¹⁷ rendre tant come son gage valeit. Et en cest cas covient¹⁸ que le seirement est¹⁹ premier de celui por qui le gage a esté vendu, ne il ne peut mains jurer que tant come le gage est vendu²⁰; et se il jure que il valeit plus, il deit dire combien, et rendre le à celui de qui le gage a esté vendu. Et se il ne viaut le seirement faire, tant come l'autre jurera que son gage valeit, il li deit rendre, si come est devant dit^a.

¹ Ou de plus. Et celui pour (par. B.) qui le gage a esté vendu le doit amender. Mais se il, etc. B. C. D. E. T. — ² Li en done gage. C. — ³ Sanz ce que il l'en ait fait menbrant en la maniere avant devisiée. B. C. D. E. T. On lit après dans C. D. E. T. : Et se celui por qui le guage a esté vendu dit au plege : « Je ne suis pas membrant » que vos fusiés mon plege, » l'autre le doit faire membrant en la maniere de sus devisiée. — ⁴ B. C. D. E. T. — ⁵ Et se il dou tout née. B. C. D. E. Et se il de tant née. T. — ⁶ Feissent. B. Qui jurent et facent. D. E. T. — ⁷ L'un des garenz n'est pas dans B. — ⁸ Et i aura. B. Il en peut l'un torner et y aura. C. D. E. T. — ⁹ Et l'amendera. B. Et y amendera. C. — ¹⁰ Sembre. B. — ¹¹ Et faire d'engins et de maus. C. — ¹² Et est vaincu, il sera fait de lui. B. C. D. E. T. — ¹³ Et le semblant de (la. C.) raison por quoi il doit enssi estre, est devant escrit. B. C. Et la raison pour quoy il doit estre enci est devant escrit. D. E. T. — ¹⁴ Valor. C. — ¹⁵ Quant est plege d'un autre. C. — ¹⁶ Et il done guage et celui guage. D. E. T. — ¹⁷ Vers qui il est plege, et celui pour qui le gage est vendu li doit. B. — ¹⁸ Cuit je. C. — ¹⁹ Soit. B. D. E. T. — ²⁰ Come tant que le gage a esté venda. B.

^a Le débiteur était simplement tenu de rendre au pleige son gage, tandis qu'en France il devait l'indemniser de tout le préjudice qu'il avait pu éprouver. Ainsi, Beaumanoir rapporte, c. XLIII, p. 237, que dans deux assises qu'il tint, l'une à Clermont, et l'autre à Creil, pour réformer des abus qui s'étaient introduits dans la jurisprudence relative à la plévine, il fixa l'indemnité qui serait allouée aux bannerets, chevaliers, écuyers et hommes de poote qui, comme pleiges, auraient été mis

en prison. Cependant la différence entre les deux législations n'est qu'apparente. Dans le royaume de Jérusalem, on n'indemnisait pas le pleige, parce qu'il ne pouvait éprouver aucun dommage; en effet, la justice étant distribuée gratuitement par la Haute Cour, et l'arrestation pour dette ne pouvant être prononcée contre les chevaliers, le pleige auquel on rendait son gage n'avait rien de plus à demander.

CHAPITRE CXXVI.

Por quei home qui est semons dou servise que il deit, n'est tenus de faire que plege tant come il est en la semonce.

Se un home est plege por un autre, et il est semons de par le seignor dou servise que il li deit, il n'est pas tenus par l'assise ou l'usage du reiaume de Jerusalem de faire que plege tant come il est en la semonce; por ce que se il faiseit que plege, et il devait tot ou partie amender de son harneis¹ de quei il fait le servise au seignor, il ne poreit faire sanz harneis le servise au seignor que il li deit; et ensi poreit le seignor perdre son servise, ou le chevalier² son fié an et jor, se³ il defailleit dou servise dont il aureit esté semons; que laquel de ces deus choses⁴ avenist, elle sereit trop grevable⁵ au seignor et au plege. Si est miaus raison que celui vers qui l'on est plege se sueffre de la plegerie tant que il soit revenus de la semonce, que le seignor ne le plege y eussent damage⁶, si come il est devant dit⁷ que il poreient avoir, se ensi esteit que le pleige feist que plege⁸.

CHAPITRE CXXVII.

Qui est semons dou servise que il deit, por quei il ne deit amender gage qui ait esté vendu por lui de plegerie⁹, tant come il est en la semonce.

Se un home qui deit servise au seignor, deit amender¹⁰ gage qui ait esté vendu par lui de plegerie, et il est semons de son servise, il n'est pas tenus¹¹ ce il ne viaut, par l'assise ou l'usage dou reiaume de Jerusalem¹², de amender cel gage tant come il est en la semonce, por ce que il li covendreit son harneis à vendre ou à engagier, de quei il deit au seignor le servise, por le gage amender¹³, ou aucun autre meschief faire par quei il ne peust aler à la semonce por faire le servise que il deit au seignor; et le seignor perdrait son servise, ou il sereit deserité¹⁴

¹ Hernois. B. Harnois. D. Et il donoit à vendre tout ou partie de son harnois. C. — ² Ou le plege. B. C. D. E. T. — ³ Et se. D. E. — ⁴ Que la querele des deus choses. B. — ⁵ Ele seroit grieiable. B. — ⁶ Tel damage. B. — ⁷ Devissé. B. — ⁸ B. Tant que ils sont venus de la semonce que le seignor ne le plege, fors tant que il soient revenus de la semonce, que le seignor ne le plege eussent tel damage com est devant dit que il poroit avoir se enci estoit. D. Tant que il soit revenus (venus. T.) de la semonce que le seignor ne le pleige eussent tel damage com il est avant dit que il poroit avoir se ensi estoit. E. T. — ⁹ Pour lui deplegier. T. — ¹⁰ Mander. B. — ¹¹ De son servise. C. Tenus d'amender. D. E. T. — ¹² Doudit reaume. B. C. D. E. T. — ¹³ Son hernois à vendre por le gaige amender, ou engagier le de quoi il doit au seignor servir. B. Por ce que se il li convenoit son harnois à vendre por le gaige amender ou enguager le de quei il deit le servise au seignor. C. Por ce que il li conviendrait son harnois vendre, pour le gage amender ou enguager (anger. D. T.) le de quoi il doit au seignor servir. D. E. — ¹⁴ Desertié. B.

* L'auteur traite de la semonce avec beaucoup de détails dans les chapitres CCXII-CCXXVIII.

de son fié un an et un jor¹ come de defailli de servise², puisque il ne sereit alé à la³ semonce de son seignor si come il le deverait : laquel chose ne deit estre, par la raison avant ditte^{4a}.

CHAPITRE CXXVII^{BIS} ⁵.

Coment pleige et dete est plus fort que plegerie n'est et plus perillouse au pleige.

Se home est pleige et dete à un autre^b, celui à qui il est tel peut celui qui enci li est tenus mener par laquelle des deus manieres que il veaut mener : par celle de la plegerie, il doit dire si come est avant dit de la plegerie; et se il le veaut mener par la deraine, il conduira le clam en la maniere après devisée, et les biens de celui et de ses heirs en sont tenus après son decès^c.

CHAPITRE CXXVIII.

Quant home est semons de son⁶ servise, por quei celui qui est plege por lui ne deit mie faire que plege, tant come il est en la semonce.

Se aucun⁷ qui deit servise au seignor est semons dou servise que il li deit, et aucun est plege por lui, le plege de celui⁸ qui est semons ne deit par l'assise ou l'usage dou reiaume de Jerusalem⁹, faire que plege tant come celui por qui il est plege¹⁰ est en semonce : por ce que tant come il est¹¹ en la semonce¹², il n'est pas tenus d'amender à son plege¹³ damage que il ait¹⁴ de celle plegerie por lui; car se il le faiseit, son seignor en poreit son servise perdre, ou¹⁵ il son fié an et jor^d.

An et jor. C. D. E. T. — ² Come defailli. B. D. E. T. — ³ Puisque il ne seroit à la. D. E. T. — ⁴ Par les raisons devant nommées. B. — ⁵ Ce chapitre, qui manque dans les manuscrits de Venise et de Saint-Germain, est le chapitre cxxxii de l'édition publiée par la Thaumassière. Du reste il ne présente aucune disposition qui ne soit contenue dans les chapitres cxxxix et cxxx qui suivent. — ⁶ D'aucun. D. E. T. — ⁷ Quant home. D. E. T. — ⁸ Et aucun est plege de celui. C. — ⁹ Ou l'usage dou reiaume de Jerusalem manque dans B. C. D. E. T. — ¹⁰ Celui qui est plege soit. B. — ¹¹ Sera. B. D. E. T. — ¹² Por ce que tant come celui que il a plege est en servise. C. — ¹³ Il n'est tenaz d'amender gage qui por lui ait esté venda tant com il sera en la semonce ne demander (ne rendre. C.) B. C. N'est tenus d'amender. D. E. T. — ¹⁴ I ait. B. — ¹⁵ Et. B. C.

* Ceci est la conséquence du principe posé dans le chapitre précédent. Si la caution n'est pas tenue, en cas de semonce, de payer pour le débiteur, le débiteur, à son tour, ne peut être tenu, dans les mêmes circonstances, d'amender le gage; en un mot, la semonce suspendait les effets du cautionnement.

^b C'est-à-dire, si la caution s'est engagée comme débiteur direct et principal.

^c En France, le pleige du suzerain était de droit

pleige-dette. « Se chil de le contée (de Clermont), dit Beaumanoir, c. XLIII, p. 235, devienent pleges envers le conte, et il muerent, li hoir respondent de le plegerie, ne il n'a nule difference entre le plegerie et le deterie que li quens prent pour li de ses sougiés. » Rien n'indique que les rois de Jérusalem aient joui d'un privilège semblable.

^d On en a vu la raison dans les chapitres cxxvi et cxxvii.

CHAPITRE CXXIX.

Coment celui vers qui l'on est plege-dette, peut celui qui li est ensi tenus mener ¹ par laquel des deus voies que il vodra.

Il avient aucunes feis que l'on est plege dette², et celui à qui l'on est ensi tenus peut³ celui qui li est ensi tenus mener par laquel des deus voies⁴ qu'il le vodra mener, ou par la plegerie, ou par la detterie⁴; et se il le meine par cele de la plegerie, il doit dire et faire si com est avant dit de la plegerie⁵. Et ce il le meine par la deterie, il deit demander gage et faire le crier maintenant et livrer⁶ au tiers jor⁷, car il n'i a point de quinsaine, ne plus de terme que le tiers jor; et après ce que il a celui gage vendu, il doit vendre⁸ toz les autres gages que celui li donra ou que il meismes prendra il, si com est dit avant de la plegerie⁹. Et se il dit que il n'est mie menbrant de la plegerie et deterie, il le doit faire menbrant en la maniere desus devizée. Et se il la noie, il la doit prover si com est avant dit de la plegerie¹⁰. Et ce il muert, l'on peut requerre à celui de ces heirs qui irrite en ces biens, par la raison de la deterie, ce que l'on ne poreit pas faire à l'heir de celui qui est plege sans plus; et por ce fait il miaus recevoir¹¹ plege et dette, que plege sans plus⁴.

CHAPITRE CXXX¹².

Coment celui vers qui l'on est plege et dette, peut celui qui li est ensi tenus mener par laquel des deus voies que il vodra tenir.

Se il avient que aucun seit à autre¹³ plege et dette, celui à qui l'on est plege et dette peut celui qui ensi li est tenus mener par laquel des deux manieres de

¹ Tenir. D. E. T. — ² Et dette. B. C. D. E. T. — ³ Et celui à qui l'on est plege et dette puet. B. C. E. A qui on est tel, peut. D. T. — ⁴ Manieres. B. Choses. D. E. T. — ⁵ B. C. — ⁶ Et se il le veut mener par la dette et il li demande gage et celui li done et il le puet faire crier et livrer. B. C. Que il veaut mener, etc. D. E. T. — ⁷ Et li jurer au tiers jor. D. E. T. — ⁸ C. Vendra il. B. D. E. T. — ⁹ B. C. D. E. T. — ¹⁰ C. — ¹¹ Et se celui qui est plege de ce meurt, celui vers qui il est tenuz, puet, par raison de la dette, demander et requerre de celui de ses hoirs qui herite en ses biens, de celui qui est plege et dette, ce qui li en default de ce que l'ancestor de l'oir li estoit tenuz par la raison de la dette; car les hoirs qui habitent es biens de celui qui est plege et dette sont tenuz, par raison de la dette, de respondre l'en paier come dette (par la raison de la deterie de respondre li à paier come l'autre dete. c.); et il ne sont mie tenuz de respondre li, ne faire que plege por leur ancestor de plegerie. Et por ces raisons fait meillor recevoir. B. C. D. E. T. — ¹² Ce chapitre manque dans l'édition de la Thaumassière, mais on en trouve la substance dans le chapitre cxxxiv de cette édition, qui répond au cxxix^e du manuscrit de Venise. Ce chapitre manque dans les manuscrits c. d. e. — ¹³ Se il avient aucune foiz que l'on est. B.

⁴ La plegerie-detterie était admise par l'ancienne Coutume de Normandie, c. 1x. (*Coutumier général*, t. IV, p. 25.) Cet engagement plaçait la caution à l'égard du créancier dans la situation du véritable débiteur. Il y avait

entre le pleige et le pleige-dette la même différence qu'entre les fidéjusseurs et les coobligés; car les coobligés, quoiqu'ils ne s'engagent que pour autrui, ne laissent pas d'entrer dans l'obligation principale; au lieu

voie que il vodra. Et se il le viaut mener par celle de la plegerie, il deit dire et faire si come est avant dit de la plegerie ; et se il le viaut mener par deterie¹ et il li demande gage, et celui li done, il le peut faire crier et livrer au tiers jor : que² il n'i a en ce point de quinsaine, ne plus de terme que le tiers jor. Et après ce que il a celui gage vendu, vendra il toz les autres gages que celui li donra, ou que il meisme prendra, vendra il si come est devant dit de plegerie. Et se il dit que il n'est membrant de la plegerie et deterie, il le deit faire membrant en la maniere dessus devisiée. Et se il la née, il la deit prover si come il est avant dit que on deit faire preuve de plegerie. Et se celui qui est plege et dette muert, celui vers qui il est tenu de la deterie, peut par la raison de la dete³ demander et requerre à celui de ces heirs qui irrite en ces biens, ce qui li default de ce que l'ancestre de l'heir li esteit tenu par la raison de la deterie : car l'eir qui irrite⁴ as biens de celui qui est plege et dette, est tenu par la raison de la deterie de respondre li ent et paier le⁵ come autre dette. Et ce celui qui est plege sans plus muert, ses heirs ne responderont neent à celui de qui leur ancestre esteit plege⁶ : car il ne sont pas tenu de respondre li ent, ne faire que plege pour leur ancestre de plegerie⁴. Et por ces raisons fait meillor prendre plege et dette, et plus fort est que plege sanz plus^{7 b}.

CHAPITRE CXXXI.

Quels est l'assise de la chose mal atirée⁸, et est de prest perdu⁹, et coment l'on se deit clamer¹⁰.

Qui se viaut clamer par l'assise de chose qui li ait esté mal atirée, ce est que il l'ait perdue, et il¹¹ treuve celle chose el poeir d'autre, et il la peut arester, et il la fait¹² apporter¹³ ou amener¹⁴ devant le seignor, et¹⁵ dire li : « Sire, tel chose que « je perdis, je l'ais trovée o tel ; faites la garder tant que dreit en seit coneu entre « mei et lui. » Et se il ne la peut arester, il deit, à celui qui la chose a, dire devant genz qui li puissent garantie porter, se mestier li est : « Tel chose que voz avés, « est mée¹⁶, et je la perdi : si voz pri que la me rendés¹⁷. » Et ce il ne li rent, il deit dire : « Donc vos defent ge, de par le seignor, que voz ceste chose qui est

¹ Par la dette. B. — ² Quar. B. — ³ B. — ⁴ Car les hoirs qui habitent. B. — ⁵ De respondre et paier l'en. B. — ⁶ Et ce celui qui.... esteit plege manque dans B. — ⁷ Fait meillor recevoir plege et dette que plege sanz plus. B. — ⁸ Adirée. C. — ⁹ D. E. T. — ¹⁰ Clamer par l'assise. D. E. T. — ¹¹ De chose que il a perdue se il. B. Ce est que il ait perdue se. C. Clamer de la chose que il a prestée par l'assise, et il a été mal atirée, ce est ce que il est perdu, se il. D. Clamer par l'assise de chose que il a prestée et li a esté mal atirée, etc. E. Clamer de la chose que il a prestée par l'assise, et elle a esté mal atirée, etc. T. — ¹² Il la doit arester et faire la. C. — ¹³ Et la faire porter. T. — ¹⁴ Maintenant. B. D. E. T. — ¹⁵ D. E. T. — ¹⁶ Moie. B. C. D. E. T. — ¹⁷ Gardez. B.

que les cautions n'en sont que l'accessoire, et ne s'obligent que pour l'assurance de la dette.

^a Loysel aurait pu placer dans ses *Institutes* cette maxime : « Simple plevine ne descend pas jusques aux « hoirs, » qui est fournie par le *Grand Coutumier de Normandie*, art. LXXXIX, p. 36. Les lois romaines n'avaient pas étendu leur influence sur cette partie du droit féodal ; car, selon ces lois, la règle générale était : *Fidejussor hæredem obligatum relinquit*. Digest. l. XLVI, t. I, l. 4, § 1.

^b Sur le cautionnement féodal, voyez les *Lois d'Henri I*,

§ XLIV, et le *Regiam majestatem*, l. I, c. XVIII ; l. III, c. II. Les *Assises des Bourgeois* contiennent sur le cautionnement ordinaire des dispositions très-étendues (c. LXII - LXXX), et qui, sous une forme différente, reproduisent à peu près ce qui vient d'être dit par Ibelin ; mais ni l'un ni l'autre de ces deux recueils n'envisage la pleigerie comme un usage politique, qui établissait le vassal pleige naturel et nécessaire du seigneur. Cette sorte d'engagement était, en France, la conséquence du fief de *pléjare*. « Encore, disent les sages,

« meie, » et die quei, « ne partés de votre poeir tant que dreit en seit coneu entre
 « mei et voz. Et de ceste defence¹ que je voz fais, trais ge à garant ces proudomes
 « qui ci² sont. » Et après deit venir devant le seignor, et dire li : « Sire, tel, » et le
 nome, « a tel chose qui est mée, que je perdis ; et je li ais requise, et il ne³ me la
 « viaut rendre : si me claims à vos⁴ de lui⁵ par l'assise, et en offre à fournir l'as-
 « sise⁶, et voz pri et requier que voz me faites dreit par l'assise. » Et lors⁷ le seignor
 le deit mander querre, et dire li : « Tel, » et le nome, « m'a dit que vos avés tel
 « chose qui est soe⁸, que il perdi ; rendés li, ou faites la venir⁹ en mon poeir,
 « tant que raison¹⁰ en seit coneue entre vos et lui¹¹. » Et se il conut que il l'a, il la
 deit faire venir el poeir dou seignor, et le seignor la deit faire garder tant que
 dreit en seit coneue des deus dou quel elle devra estre. Et quant dreit en sera co-
 neu, il la deit rendre à celui de qui elle sera. Et le dreit en deit estre coneu, et
 l'assise fornée ensi : que¹² celui qui requiert la chose doit mostrer, si come il deit,
 que il a perdu celle chose, et deit prover¹³ par deus leaus garenz de la lei de
 Rome, qui jurent sur sains¹⁴ que il le virent de celle chose que il requiert saisi
 et tenant come dou sien. Et il deit après jurer que il ne l'a vendue, ne donée,
 ne prestée¹⁵, ni engagée, ni aliénée en aucune maniere, par quei il ne la puisse
 et deive recouvrer par l'assise. Et se il le preuve en la maniere avant ditte, et il
 fait le dit seirement, il a l'assise fornée, et cette chose que il requiert li deit
 estre rendue. Et ce celui o qui il a la chose trovée l'a eue d'autre part¹⁶, d'achat¹⁷
 ou autrement, il deit dire de qui il l'ot et coment il l'ot, et ce il l'ot en eschange
 d'aucune autre chose. Et quant celui qui dit qui la perdi la recuevre¹⁸ par l'as-
 sise, celui de qui il la recuevre deit recouvrer de celui de qui il l'ot par l'assise ce
 que celle chose li costa, ou ce que il li dona en eschange ou le vaillant ; que se
 autrement esteit, ce sereit tort¹⁹ apert. Et ce celui de qui il ot celle chose le née,
 l'autre le deit prover par deus leaus garenz de la lei de Rome, qui facent que
 leaus garenz ; et l'un en peut torner l'autre²⁰ par gage de bataille, se la chose
 vaut un marc d'argent ou plus. Que se autrement esteit, ce sereit contre dreit et
 raison, por quei on en poreit faire moult de maus. Et se il preuve par garens,
 ou autrement, si come il deit, que il ot celle chose de lui en achat ou autre-
 ment²¹, celui de qui il l'aura eue li deit rendre ce que il aura eu de lui por celle
 chose, ou le vaillant.

¹ Desse. B. — ² B. C. Si. A. Ici. D. E. T. — ³ B. C. D. E. T. — ⁴ A lui. D. — ⁵ E. T. — ⁶ B. C. D. E. T. — ⁷ C. —
⁸ Soue. B. C. D. E. T. — ⁹ Rendés la me et faites la me venir. C. — ¹⁰ Droit. B. C. D. E. T. — ¹¹ Entre eaus deux.
 D. E. T. — ¹² Et quant il sera coneu et l'assise fornée ensi que. B. — ¹³ La chose doit prover. B. Qui requiert ce
 que il dit que il a perdu le doit prover. C. D. E. T. — ¹⁴ Sur les saintes Evangiles. C. D. E. T. — ¹⁵ B. C. D. E. T.
 — ¹⁶ B. D. E. T. D'aucune part. C. — ¹⁷ Achet. D. E. — ¹⁸ Recouvre. C. Recouvre. D. E. T. — ¹⁹ Trop. D. —
²⁰ Et il en puet lever l'un. B. Et celui en peut l'un torner. C. De la loy de Rome, et on peut lever l'autre et torner.
 D. Et l'on en peut lever l'autre et torner. E. Et l'on peut lever l'un et torner. T. — ²¹ Ou por aucune autre chose
 (maniere. C.) C. D. E. T.

« lit-on dans la *Somme rurale* de Bouteiller, l. I, t. LXXXII,
 « p. 478, qu'il y a autre hommage qui est appelé hom-
 « mage de pleiure, car l'homme doit faire pleiure pour son
 « seigneur, pour l'honneur de luy, et tout ce est en droict
 « et par raison. » En Normandie, les vassaux étaient obli-
 gés de cautionner leur seigneur, pour délivrer ses namps
 (ses biens saisis), jusques à la concurrence du revenu
 de leur fief. (Coutume, art. ccv.) Dans la Bretagne, les
 hommes du seigneur devaient entrer en l'obligation pour
 laquelle il était arrêté. (Coutume, art. LXXXV.) Le même
 usage existait en Dauphiné. (Salvaing, *Usage des fiefs*,

p. 380.) Aucune législation n'étendait autant les obliga-
 tions du vassal que celle de la Sicile. Par une constitution
 de l'empereur Frédéric II (Canciani, t. I, p. 359, n° XIII),
 et non du roi Roger, comme le dit Salvaing, p. 380, les
 vassaux de Sicile étaient tenus généralement de caution-
 ner leur seigneur, sous peine de la privation de leur fief.
 On verra, plus tard, que dans le royaume de Jérusalem
 les vassaux devaient vendre leurs fiefs pour tirer leur
 seigneur de captivité ; mais nous ne pensons pas que,
 dans ce royaume, le fief de pléjure fût admis.

CHAPITRE CXXXII.

Quels est l'assise de ¹ qui achate esclaf ou esclave mesel ou meselle ou qui cheit dou mauvais mal.

Qui se viaut clamer par l'assise d'esclaf ou d'esclave^a que il ait acheté, qui seit mesel ou meselle ou qui cheit² dou mauvais mau, il deit venir devant le seignor en sa court dedens l'an et le jor que il l'aura acheté ou achetée, et dire au seignor ou faire dire³ : « Sire, je achetai de tel, » et le nome, « un esclaf ou une esclave, » et die le quel, « qui est malade de tel maladie, » et die de la quel des dites maladies il est malade : « si viaus recouvrer⁴ par l'assise ma monée et rendre li son esclaf ou s'esclave, » et de ce en euffre je à fornir l'assise. Et lors le seignor deit mander querre celui de qui il dit que il acheta l'esclaf ou l'esclave, et dire li : « Tel, » et le nomme⁵, « m'a dit que il acheta de voz un esclaf ou une esclave, » et die le quel, « et dit que il est malade de tel maladie; » et die la quel : « si en euffre à fornir l'assise. Et ce voz volés recevoir l'esclaf ou l'esclave, et rendre li sa moneie, il est prest de faire le; et se vos recevoir ne le volés, je li comans que il fournisse l'assise⁶, et si voz comans que⁷ quant il aura l'assise fornée, que vos li rendés sa moneie, et que voz reprenés vostre esclaf ou vostre esclave. » Et l'assise deit estre ensi fornée⁸ : que⁹ celui qui l'euffre à fornir¹⁰ deit amener deus leaus garrenz de sa nassion de quei celui est¹¹ contre qui il viaut ce qui est avant dit prouver, qui jurent sur sainz que l'esclaf ou l'esclave que celui euffre à rendre est mesel ou meselle, ou que il l'aient veu cheir¹² dou mauvais mau. Après ce que ces auront fait le dit seirement, celui¹³ qui requiert sa monée deit jurer que il n'a chose faite à celle esclaf ou à celle esclave por quoi il ou elle tel maladie deie acuellir¹⁴; et à tant est l'assise fornée, si deit¹⁵ recouvrer sa moneie, et l'autre l'esclaf ou l'esclave.

¹ C. — ² Chasie. B. Cheut. D. Chiet. E. T. — ³ Ou faire dire manque dans B. C. D. E. T. — ⁴ Avoir et recouvrer. D. E. T. — ⁵ B. C. D. E. T. — ⁶ Que il offre l'assise et fournisse. B. — ⁷ Et à vos comant je. C. D. E. T. — ⁸ Tel et ainsi fornée. D. E. — ⁹ Doit estre tel que. T. — ¹⁰ A prouver et à fornir. D. E. T. — ¹¹ De la nation de celui. B. — ¹² Cheoir. B. Chair. C. — ¹³ Et après ce, celui. B. T. Et après que celui. C. Et après ce que celui. D. E. — ¹⁴ Cele maladie ne doie acuellir. B. Ait acuellir cele maladie. C. — ¹⁵ Si doit celui. B. C. D. E. T.

* Il s'agit, dans ce chapitre, non pas de serfs tels qu'il en existait en Europe, mais de véritables esclaves que les Croisés, établis en Syrie, achetaient et possédaient de la même manière que faisaient les habitants du pays. S'il était naturel que l'esclavage existât dans des contrées où les Turcs dominaient depuis plusieurs siècles, on ne comprend pas aussi facilement que cette triste condition fût le partage des habitants de la campagne dans l'île de Chypre, c'est-à-dire dans un état dont la population était d'origine grecque. Ibelin, et les autres juriconsultes dont nous publions les écrits, s'occupant souvent de l'état civil des vilains et des esclaves, nous croyons devoir placer ici quelques explications sur la condition de cette classe de la société dans le royaume de Chypre.

En 1193, quand Guy de Lusignan et les Français prirent possession de ce royaume, les habitants de la campagne y étaient divisés en cinq classes particulières :

1° les *Parici*; 2° les *Lefteri*; 3° les *Albanesi*; 4° les *Venetiani bianchi*; 5° les *Perpirarii*. Les *Parici* (παρικοί) étaient de véritables esclaves cultivateurs; ils payaient au souverain un impôt personnel et fixe, et devaient à leurs maîtres le tiers de la récolte et deux jours par semaine de service, à peu près à leurs frais. Ces derniers avaient le droit de les vendre, de les donner, de les échanger et de les punir, mais non de les condamner à mort ou à un supplice amenant l'effusion du sang. Le sort de cette classe, qui était la plus nombreuse, ne fut point adouci par les princes de la maison de Lusignan. Les *Lefteri* (ἐλευθεροί) étaient des affranchis; ils jouissaient, eux et les enfants qu'ils avaient eus depuis leur affranchissement, d'une liberté complète; mais ils devaient rendre à leurs anciens maîtres une portion des produits de tous les biens dont ils devenaient propriétaires. Les *Albanesi* descendaient de soldats qui avaient été tirés de l'Albanie pour venir garder l'île et la dé-

CHAPITRE CXXXIII.

Quels est l'assise de dette de quei l'on n'a ne gage¹ ne plege ne garenz.

Se aucun se viaut clamer par l'assise^a en la Haute Court d'aucun autre de dette de moneie que il dit que il li deit, de quei il dit que il n'a gage ne plege ne garenz, il deit dire au seignor en sa court : « Sire, je me claims à vos par l'assise de tel, » et le nome², « qui me deit tant de monée, » et die combien il deit et de quel monée; « et voz pri et requier, Sire, que voz me faites³ dreit par l'assise. » Et lors le seignor deit mander querre celui de qui l'on ensi se claime, et dire li, quant il sera venus en la presence de la court et dou clamant⁴ : « Tel se claime de voz par l'assise, et m'a dit que voz li devés tant de tel⁵ monée, » et die la quantité et moutisse⁶ la monée : « si voz comans que voz la li paiés, se voz li devés⁷; et se voz ne li devés, que voz en fornissiés l'assise. » Et celui doit la dete conoistre ou neer; et se il la conoist, il la doit paier dedens set jors. Et se il la noie, il doit lors jurer⁸ sur sains que il celle dette de quei celui c'est clamés de lui, ne li deit; et ce il le jure, il en est quitte, que il a l'assise fornée. Et ce il ne⁹ viaut faire le seirement, et il le viaut doner au clamant, le clamant deit jurer sur sains que il li deit celle dette de quei il c'est clamés de lui; et ce faisant, le seignor li deit faire paier come dette convenue ou provée en court^{10 b}.

¹ L'on ne n'a. D. E. De dette et l'on ne n'a. T. — ² B. Le reste de la phrase, jusqu'à par l'assise, manque dans B. — ³ Facez. C. — ⁴ Et dire li en la presence de la cort dou clamant. B. — ⁵ C. D. E. T. — ⁶ Motisse. B. C. D. E. T. — ⁷ La li devés. D. E. — ⁸ C. En fornisez l'assise. Et celui doit jurer, etc. B. D. E. T. Et celui maintenant, sanz avoir jor au claim, deit fournir l'assise ou paier le. Et l'assise deit estre ensi fornée : que il deit jurer. A. — ⁹ B. C. D. E. T. — ¹⁰ Come dette conuee en cort. C. D. E. T.

fendre contre les attaques des corsaires. Ceux qui n'étaient pas employés à ce service s'adonnaient à la culture des terres aux mêmes conditions que les *Lefteri*. Les *Venetiani bianchi* étaient aussi des guerriers qui, après avoir accompagné le doge Vital Michiele à la terre sainte, préférèrent se fixer dans l'île de Chypre, plutôt que de retourner dans leur patrie. Le roi Guy leur accorda d'importants privilèges, et les terres qu'ils cultivaient étaient presque tenues en franchise, car ils ne payaient au seigneur qu'un simple droit de reconnaissance. Les *Perpigrari* étaient libres, quant à leur personne, et esclaves quant à leurs biens. Cette classe tenait le milieu entre celle des *Parici* et celle des *Lefteri*. Des *Parici*, lassés de la tyrannie qui pesait sur eux, avaient sollicité et obtenu des ducs envoyés par les empereurs de Constantinople cette demi-liberté, en s'engageant à payer, chaque année, une taxe de quinze perperins, d'où leur était venu le nom qu'ils portaient. On voit donc que quand Ibelin se sert du mot *esclave*, il veut parler d'un *parico*; et que lorsqu'il emploie l'expression de *vilain*, il désigne un cultivateur appartenant à l'une des quatre autres catégories. (Stef. Lusignano, *Chorografia dell' isola di Cipro*, Bologna, 1573, in-4°, p. 29; Loredano, *Historie de' re Lusignani*, Venetia, 1667, in-18, p. 16; Jauna, *Hist. gén. des royaumes de Chypre, de Jérusalem, etc.* Leyde, 1747, 2 vol. in-4°, t. I, p. 9.)

* C'est-à-dire, conformément à la loi.

^b Il semble résulter des dispositions contenues dans ce chapitre, que le serment du demandeur ou celui du défendeur terminait le débat; mais tout serment pouvant être faussé, on comprend que le duel était encore, dans cette circonstance, le vrai moyen de constater le droit des parties. L'auteur ne le dit pas, mais il parle avec tant de brièveté d'un des contrats les plus importants du droit civil, qu'on voit bien qu'il n'a pas voulu approfondir ici ce sujet, et qu'il n'est pas permis d'arguer de cette omission, qui, au reste, n'est pas la seule que nous puissions signaler dans ce chapitre. Ainsi, nous ne voyons pas les garants intervenir pour affirmer la dette; or, à défaut d'acte écrit, leur intervention était de droit commun : Ibelin le dit, c. LXVIII, et les *Établissements* le répètent, l. I, c. CXXII; un grand nombre de chartes de communes suivent cet exemple. On lit dans celle de Tournay, confirmée par Philippe-Auguste en 1187, et qui servit de modèle à celles de plusieurs villes du nord de la France, ces mots : *Si miles alicui civium Tornacensium debito obligatus tenetur, et civis preposito super hoc querimoniam fecerit, prepositus militem ad diem citare debet, quod justum de milite fecerit clamorem; et si super hoc duorum juratorum habuerit testimonium, querelam suam adversus militem obtinebit; et si testimonio caruerit, miles, tertia manu militum, se nihil ei debere juramento purgabit.* Ordonnances,

CHAPITRE CXXXIV.

A qui le sodeer se deit clamer de son seignor de ce que il li deit de ces sodées, et quels est l'assise de ce ¹.

Se chevalier ou sergent d'armes ou autre qui ait esté sodeer ², se viaut clamer de son seignor ou de sa dame de ce que l'on li deit de sa decerte de ces sodées ³,

¹ Et quel assise est de ce. c. — ² Soudoier. B. Sodoier. D. E. Sedeer. T. — ³ Ses soudées. B.

XII, 249. Tel était l'usage général, car presque toutes les coutumes adoptaient le nombre de trois témoins.

Les vassaux ordinaires ne devaient à leur suzerain que quarante jours de service militaire. Les vassaux liges ou immédiats étaient tenus de le servir pendant tout le temps que la guerre durait. Néanmoins, si le suzerain avait besoin du service de ses vassaux ordinaires après les quarante jours de service, il pouvait les retenir, en les soldant : telle était la règle générale des fiefs. (Brusel, I, 164.) Mais cette règle ne pouvait s'appliquer aux Croisades, qui étaient des guerres entreprises en dehors de toutes les prévisions du système féodal ; en effet, on voit que, durant ces expéditions, les hommes que les seigneurs menaient avec eux étaient soldés, et par conséquent des *sodeers*. (Joinville, p. 29.) Cette solde constituait une dépense considérable, à laquelle les rois ne pouvaient subvenir qu'en obtenant de leurs vassaux ou du clergé des subsides extraordinaires, et les seigneurs qu'en aliénant des portions de leurs domaines. La situation des Chrétiens en Orient ne leur permit pas d'établir dans cette contrée les règles sur le service militaire qui étaient suivies en Europe : l'état de guerre y étant continu, l'obligation du service militaire devint à peu près permanente. Cette dérogation aux usages féodaux, qui est trop importante pour que nous ne la fassions pas remarquer, se trouve expliquée dans une autre partie du livre d'Ibelin et dans un passage de la Chronique de Morée, que nous plaçons ici.

L'auteur de la Chronique, après avoir raconté la conquête de la Morée par Guillaume de Champlitte, dit le *Champenois*, et le partage des terres de ce pays par les vainqueurs, partage dont les dispositions avaient été consignées dans un registre semblable au *Doomsday-book* de Guillaume le Conquérant, s'exprime en ces termes : « Après avoir lu le registre, messire Geoffroy (de Ville-Hardouin, bail de Morée en l'absence du Champenois), demanda aux chefs, aux archevêques et aux évêques, leur avis sur les règlements qu'il devait établir relativement au service des nouveaux privilégiés, pour porter les armes quand il serait nécessaire, et garder le pays ; car il disait avec justice que si le pays conquis n'était gardé par les armes et par le service militaire, il serait bientôt perdu.

« On établit alors, et on régla d'un commun consentement et avec beaucoup de prudence, que ceux qui avaient quatre fiefs devaient lever bannière et faire le service de bannerets, et que chacun serait tenu d'avoir

« sous sa bannière un chevalier et douze sergents. Ceux « qui avaient plus de quatre fiefs devaient entretenir deux « sergents à cheval ou un chevalier par chaque fief. Les « chevaliers qui n'avaient qu'un fief devaient servir en personne pour leur fief ; c'est ce qui leur fit donner le nom « de sergents de la conquête (*Σεργεῖταις τῆς κοινῆς νίκης*).

« Ils déterminèrent ensuite tout ce qui avait rapport « à la guerre, d'abord en ce qui concernait la garde du « pays conquis, et en second lieu la conquête de nouveaux pays. Pendant l'année, composée de douze mois, « chacun devait faire le service pendant quatre mois, en « garnison générale dans l'endroit qu'il plairait au prince « de lui désigner. Pendant quatre autres mois, chacun « devait être à l'armée pour servir là où son seigneur « particulier le voudrait. Et enfin, le privilégié pouvait « passer les quatre autres mois restants où bon lui sem- « blait. Mais comme le prince pouvait désigner sur les « douze mois de l'année ceux qui lui convenaient le « mieux, et qu'il devait toujours avoir la préférence, on « pouvait dire qu'un chevalier était tenu de servir toute « l'année. Les évêques, l'Eglise, le Temple, les Hospitaliers ne devaient être obligés à aucun service de garnison ; seulement, dans une attaque contre l'ennemi, dans « une excursion et dans toute guerre que le prince pouvait entreprendre ou qu'exigeait le besoin du pays, ils « étaient tenus de faire partie de l'armée comme tous les « autres privilégiés. On régla encore, dans le même chapitre, que les chefs ecclésiastiques, militaires et autres, « seraient obligés à lever bannière pour cause de guerre. » P. 142, 143.

Les règles sur le service militaire, établies par les Chrétiens en Syrie et dans l'Asie Mineure, ne différaient pas de celles qui viennent d'être expliquées ; car les institutions féodales de la Syrie, de l'empire de Constantinople, de la Morée et de l'île de Chypre étaient, à peu de chose près, les mêmes ; mais, malgré la rigueur du service féodal en Orient et l'ardeur des vassaux à remplir leurs devoirs militaires, les besoins de la guerre forçaient souvent les Croisés d'entretenir des corps de soudoiers. Ainsi, Ville-Hardouin nous apprend que « une « compagnie de mult bone gens s'esmut por raler en Antioche al prince Buimont qui ere prince d'Antioche et « cuens de Triple, et avoit guerre al roi Lion qui ere sires « des Hermins ; et cele compagnie aloit al prince en soldées. » *Recueil des Historiens de la France*, t. XVIII, p. 459 B. Cf. Guillaume de Tyr, l. XXII, c. XXIII ; Albert d'Aix, l. VII, c. LVIII ; l. X, c. XLI.

il se deit clamer au conestable et par l'assise¹, et dire combien celui li deit de cui² il se claime, et nomer le. Et quant il s'est³ ensi clamés, le conestable deit mander querre celui ou celle de qui l'on c'est ensi clamés, et dire : « Tel, » et le nome, « c'est à mei clamés de voz par⁴ l'assise, et m'a dit que voz li devés tant « de sa decerte, » et die combien. « Si voz comans que voz li paiés ce que voz li « devés, et sans delai. » Et ce il dit que il ne li cuide riens deveir, le conestable li deit maintenant dire : « Paiés la dette que voz li devés⁵, ou voz en fornissies l'assise. » Et il le deit paier ou fornir l'assise. Et se il ne fait l'une des deus dites choses, le conestable deit prendre tant dou sien et faire vendre⁶, que celui qui requiert la dette soit païé de sa decerte de ce que il li requiert. Et se il née la dette, die li le conestable : « Fornissies ent l'assise. » Et il deit fornir l'assise⁷. Et qui l'assise viaut fornir, il deit jurer que il à celui qui la dette li requiert ne deit riens de sa decerte. Et se il li deit⁸ aucune chose⁹ de sa decerte de quei il c'est clamés, die : « Je ne li deis que tant, » et die combien et le jure. Si a l'assise fournie quant en cest cas¹⁰. Si le deit paier de ce que il a juré par son seirement que il li deit¹¹. Et se il ne viaut fornir l'assise faisant le dit seirement, et il done le seirement au sodoier¹², le sodoier¹³ en doit fornir l'assise, et ensi : que il jure combien son seignor li deit de sa decerte, et tant come il jurera que il li deit, le conestable le deit maintenant faire paier, se celui est parti de lui, ou faire prendre tant dou sien et vendre, que celui en soit païés. Et se il est encores o¹⁴ lui, et le terme de sa paie est passés, le conestable li deit comander¹⁵ que il l'ait païé ou fait paier dedenz set jors de ce qui sera coneue ou prové devant lui¹⁶ que il li deit, aussi come de dette coneue ou provée en court. Et se il ne le¹⁷ paie ou fait paier, ou fait son gré, et le clamant die au conestable que le terme des set jors est passé, et que il ne l'a païé ne fait paier, le conestable le deit faire paier si come est avant dit.

CHAPITRE CXXXV.

Quels est l'assise quant l'on done congié à son sodeer, et l'on ne le paie de ce que l'on li deit de ces¹⁸ sodées.

Qui done congié à son sodeer, et il ne le paie de ce que il li deit de ces sodées, et il¹⁹ li die : « Je n'acueill²⁰ le congié sans la paie²¹ de ce que voz me devez ; » de tant de tens come il sera sans sodées²², celui qui li dona congié sans paier le de ce que il li devait, le deit paier²³ par l'assise ou l'usage dou reiaume de Jerusa-

¹ Au conestable par l'assise. B. D. E. T. — ² De qui. C. D. E. T. — ³ B. Est. A. C'est. C. — ⁴ Et par. C. D. E. T. — ⁵ Paiiez le de ce que vos li devez. B. — ⁶ De ses choses et vendre. B. — ⁷ Et il doit fornir l'assise manque dans c. — ⁸ Et il deit fornir, jusqu'à et se il li deit, manque dans D. E. T. — ⁹ Riens. D. E. T. — ¹⁰ Si a l'assise fournie quant en cest cas de ce que il la née. B. — ¹¹ Si a l'assise fournie et en ce cas, et de ce que il a neé par son sairement est il quite, et se il aucune chose en conoist, l'on ne li puet riens demander, que tant com il conoist par son sairement que il li doit. c. Si le jure, et il a l'assise fournie quant en c'est cas et de ce que il a neé, etc. D. E. Et s'il le jure, il li a l'assise fournie, quant en c'est cas, etc. T. — ¹² Soudoier. B. — ¹³ Soir-doier. B. — ¹⁴ A. c. — ¹⁵ Mander. c. — ¹⁶ Ou devant court. D. T. Et devant court. E. — ¹⁷ La. B. — ¹⁸ En ses. D. E. — ¹⁹ Ce. B. c. — ²⁰ Je n'acueilli. B. Et il ne le paye. Et celui dit : je n'en accueille. D. E. Je non accueille. T. — ²¹ Paga. B. — ²² Sanz soz. B. Le congié sanz bataille de tant de tems com il sera sans soz. c. — ²³ Sans la paie, le doit paier. D. E. T.

lem¹. Que nul ne deit doner congié à son sodeer, se il ne le paie ou face paier de ce que il li deit²; et le conestable le peut³ de ce destraindre. Mais se le sodeer demande⁵ congié, et le seignor li done, il n'est pas tenu de paier le, fors de tant de tens⁴ come il l'a servi. Et se le sodeier li requiert de ce sa paie⁵, et il ne le paie⁶, il se peut clamer au conestable, et avoir ent dreit si come est avant dit.

CHAPITRE CXXXVI.

Quant jors à l'entrée⁷ dou meis le seignor peut doner congié à son sodeier sans ce que il seit tenu de paier le de cel meis; et quanz jors à l'issue le soder peut prendre congié sanz perdre⁸ les soz de cel meis.

Qui done congié à son sodeer dedenz le meis treis jors⁹^b, il le deit paier de tot le meis, par l'assise ou l'usage dou reiaume de Jerusalem. Et le sodeer qui prent congié de son seignor, et demorre dou meis treis jors¹⁰ ou plus, il pert sa decerte de cel meis, ne n'en¹¹ deit estre païé, par l'assise ou l'usage dou dit reiaume^c.

CHAPITRE CXXXVII.

Por quels¹² choses le sodeer, qui est à foi et à fiance à son seignor et a terme nommé, se peut partir de lui¹³ dedenz le terme, sans sa foi mentir¹⁴.

Quant aucun home, chevalier ou autre, demorre à seignor à fei ou à fiance¹⁵ à terme mouti, il ne se peut devant¹⁶ le terme partir dou servise son seignor¹⁷, se n'est por les choses après dittes¹⁸. Ce est : se il est pelerin, et il s'en viaut aler à son pays, il le peut faire sanz mesprendre; ou c'il a voé d'aler en pelerinage és parties d'Outremer^d, et il y vait; ou se fié li est escheu^e, que il aille hors dou pays

¹ Par l'assise ou l'usage de Jerusalem. c. — ² Doit. d. t. — ³ Prent. d. e. t. — ⁴ De paier le (que. c. d. e. t.) de tant de tens. b. c. d. e. t. — ⁵ Et se le seignor ne le paie, après ce que le sodoier li aura requis de sa paie. b. — ⁶ c. d. e. t. — ⁷ A l'entrant. c. — ⁸ Prendre. c. — ⁹ Quatre jours. d. e. t. — ¹⁰ Ce il demeure dou mois à partant v. jours. d. Et il demeure dou mois à parfaire iii. jours ou plus. e. Se il demeure dou mois à parfaire, etc. t. — ¹¹ b. c. d. Ne ne. t. Ni ne. a. — ¹² Quez. c. — ¹³ c. d. e. t. — ¹⁴ c. d. e. t. — ¹⁵ A foy et à fiance. b. d. e. t. — ¹⁶ d. e. t. Dedens. a. — ¹⁷ Il ne se puet partir de son seignor (partir dou seignor. c.) devant le terme moli. b. c. — ¹⁸ Devisées. b. c. d. e. t.

^a Joinville rapporte que les soudoiers qu'il emmenait à la terre sainte voulurent le quitter sur le simple soupçon qu'il n'avait plus d'argent. P. 29.

^b « Infra tre di del mese. »

^c Parce que le congé étant demandé et reçu, le service qu'il a continué de faire était purement volontaire. Il résulte de ce chapitre que les licenciements, et par conséquent aussi les engagements, se faisaient le premier jour d'un mois.

^d Ibelin écrivant dans l'île de Chypre, entendait par les mots *ès parties d'Outremer*, la Palestine et la Syrie.

^e Il n'y avait pas incompatibilité entre l'état de soudoier et celui de feudataire, et même l'usage de donner une solde en fief était très-usité dans le royaume de Chypre; seulement le feudataire auquel advenait un fief avait la faculté, si le fief était chargé d'un service de corps, de rompre son engagement sans manquer à sa foi.

de quei il deit¹ servise de son cors²; o se fié li est doné por le servise de son cors^{3 a}, ou se il se marie, ou se il entre en religion, ou se il prent la cruiz à estre au servise Nostre Seignor ou sien^{4 b}, ou se il vait au servise de la cruiz fors⁵ dou pays ou quel son seignor ne viaut aler⁶. Et c'il autrement se part, il ment sa fei; et c'il en est ataint ou prové, c'il est chevalier ou sergent d'armes, il deit perdre son harneis de chevau et d'armeures^{7 c}, et deit estre bani fors dou pays; et les autres genz doivent avoir persiées les paumes d'un fer chaut^d. Et le harneis de ciaux qui le perdent par tel mesfait deit estre dou seignor de celle seignorie où⁸ ce aura esté^e. Et des avans dis fei menties qui sont à soz⁹ deit estre le plait devant le conestable; et il en deit faire la justise: mais¹⁰ des escuiers deit estre le plait¹¹ devant le mareschal, et il en deit faire la justise.

CHAPITRE CXXXVIII.

Qui fait vendre chose à l'enchantement par autre que par le crior establi, por quei le seignor la peut prendre come soe.

Qui viaut faire vendre aucune chose à l'enchantement, il la deit faire crier par le crior¹² qui est establi par le seignor ou par le visconte: que¹³ nul autre ne deit crier chose au criage; et qui la fait crier par autre, le seignor, par l'assise ou par l'usage, la peut faire prendre comme soe, et celui qui la crie est en la merci¹⁴ dou seignor. Et qui la fait¹⁵ crier par le dit crior establi autrement qu'elle ne deit estre criée, et le seignor, ou celui qui est en son leuc, le seit, il la peut faire prendre comme soe. Et se le crior le set¹⁶, il est ataint de fauceté et est en la merci dou seignor de perdre quanque il a, et la laingue¹⁷ aussi^{18 f}. Et c'il ne le seit, il

¹ Il est escheu ou país de quoi il doie. B. — ² Ou se fié li est escheu que il aille requerre hors du pays, ou se fié li est escheu ou pays qui done servise de son cors. C. D. E. El pays où il donne (doit. T.) service de son cors. D. E. T. — ³ B. C. — ⁴ Ou sien n'est pas dans C. Et au sien. D. E. T. — ⁵ Ou se il prent la crois à estre ou servise de la crois hors. B. — ⁶ Ne va ne veut aler. B. En tel pays que son seignor ne vait ne ne veaut que il aille. C. D. E. T. — ⁷ Le hernais de cheval et d'armes. B. C. Il deit perdre son harneis de chevau et d'armeures manque dans D. T. — ⁸ En quoi. B. En quei. C. En ce que ce aura esté fait. D. T. En que ce. E. — ⁹ A sous. B. A ses. T. — ¹⁰ Mais que. B. — ¹¹ Mais que des escuyers desquels le plait doit estre. C. Fors que des escuyers desquels. D. E. Desquels l'aubeau doit estre. T. — ¹² Criaor. B. — ¹³ Quar. B. — ¹⁴ Est la merci. B. — ¹⁵ B. C. D. E. T. Et qui ne la fait. A. — ¹⁶ Sot. C. — ¹⁷ La lenge. B. Lengue. C. Langue. D. En la langue. E. — ¹⁸ Et la laingue aussi n'est pas dans T.

* La version italienne est beaucoup plus claire et se rapproche de la variante des manuscrits C. D. E. « Os'el succede in feudo, che'l vada o domandarlo for del paese; o s'el succede in feudo nel paese, per el quale deve servitio personale; o se li vien donato feudo per servitio personale. » P. 220. Il y avait donc trois circonstances dans lesquelles l'entrée en possession d'un fief autorisait à rompre un engagement, tandis que le texte du manuscrit de Venise n'en indique que deux.

^b Ou sien n'a aucun sens et n'est pas reproduit par la version italienne.

^c Cette peine équivalait à la dégradation. Voyez la Colombière, *Théâtre d'honneur et de chevalerie*, t. II, p. 55; H. Hildebrand, *de Equo equestri et feudali*, Altona, 1718.

^d Nous ne connaissons pas d'autres lois de cette époque qui punissent d'une peine aussi cruelle le délit dont il est ici question; et pour expliquer cette sévérité, il faut supposer que le législateur avait assimilé la rupture d'engagement à la désertion, crime qui, dans des temps plus reculés, était puni en France de la peine capitale. (Baluze, *Capitalaria*, t. I, col. 347.)

* « Dove questo seguirà. » Ainsi les armes du soudoier appartenaient à son seigneur, et non à celui qui l'avait enrôlé, parce que ce seigneur était le justicier du soudoier, et que la confiscation des armes était infligée comme une peine publique, et non comme un moyen d'indemniser le seigneur qui avait fait l'enrôlement.

^f Les ordonnances et les coutumes parlent souvent

ne portera nulle peine; et quant il en est achaisonné¹, il en deit estre creu par son seirement.

CHAPITRE CXXXIX.

Quels est l'assise de la beste vendre² sans enchantement.

Qui viaut une beste vendre sans enchantement, et le vendor dit au vendre³ qu'il la vent par l'usage dou pays, et l'acheteur dit : « Et je l'achate par l'usage dou pays, » où n'i seit jà mouti l'usage; celui qui l'achate la peut tenir la celui jour que il l'aura achetée, et⁴ la nuit et lendemain jusques à tierce⁵, mais que il ne l'abeivre⁶ ne face abever la matinée, et après rendre la ce elle ne li siet^a. Mais se il l'abeivre⁷, et⁸ tierce seit sonnée⁹ ou chantée à la mere¹⁰ yglise, ainz que il la rende, il ne la peut plus rendre par l'assise ou l'usage doudit reiaume, ce celui qui la li vendi ne la viaut recouvrer¹¹; ainz covient qu'elle li demorre, et que il paie à celui de qui il¹² l'a achetée tant come il l'acheta. Et c'il y a contens entr'iaus dou marchié, le coretier¹³, où celui qui fist le marché entre eaus de la beste deit estre cru par son seirement. Et c'il n'i a coretier ne home qui fist le marchié, et il y a garens, le vendor le deit prouver à l'acheteur par deus leaus garens¹⁴ de la lei de Rome ce que il dit que il li vendi, et l'acheteur peut l'un des garens torner par gage de bataille, se le contens est de un marc d'argent ou de plus. Et c'il n'i ot que le vendor et l'acheteur, l'acheteur deit estre creu par son sairement; por ce que se le vendeor esteit creu par son seirement, et il se voleit parjurer, il li po eit metre sus¹⁵ si grant quantité, par quei l'acheteur sereit destruit, car il ne le poreit contredire, et covendrait que le seignor le feist paier; et se l'acheteur se voleit parjurer¹⁶, ne poroit le pris amermer¹⁷ que de la valor de la beste¹⁸, que mains de un bezant^b ou de deus¹⁹ ne poreit il dire que il eust la beste achetée^c.

¹ Achasoné. B. Achoisonés. C. — ² Vendue. D. E. T. — ³ A vendre. D. E. T. — ⁴ B. C. D. E. T. — ⁵ Jusques à tierce n'est pas dans C. — ⁶ Que il ne labore ou face labourer. D. E. T. — ⁷ Laboure. D. E. — ⁸ Ou. B. C. — ⁹ Et après vendre (rendre. D. E.) la se il ne li siet, mais que il ne labore, car se il labore à tierce sonée. T. — ¹⁰ Maire. C. — ¹¹ Recevoir. C. — ¹² B. C. D. E. T. — ¹³ Couretier. D. E. T. — ¹⁴ Par loiaus garanz. B. C. D. E. — ¹⁵ C. — ¹⁶ Se il ne s'en voloit parjurer. D. E. T. — ¹⁷ Amener. B. Amenuer. T. — ¹⁸ Ne poroit il amener le pris de la beste. T. — ¹⁹ D'un besans ou d'un denier. B. E. T.

des *incantatores*, mais ces lois ne prononcent contre ceux qui commettaient des fautes dans l'exercice de leurs fonctions d'autre peine que la perte de leur office. (*Ordonnances*, t. II, p. 386. Depping, *Règlements sur les arts et métiers de Paris*, p. LX.) Les Assises, qui n'admettaient pas contre les crimes des nobles d'autre moyen de répression que le duel, déployaient contre les moindres délits des roturiers une rigueur qui souvent dégénérait en cruauté.

^a Il ne s'agit pas ici, comme dans le chapitre CXII, de l'action rédhibitoire, mais bien d'un délai d'environ trente heures qui était accordé à l'acheteur pour rendre la bête qu'il avait achetée.

^b Le besant, dont il est si souvent parlé dans les Assises, était une monnaie des empereurs de Constantinople, qui avait cours dans toute l'Asie et que les Croisés rapportèrent en France, où, par un arrêt du parlement de la Pen-

tecôte 1282, la valeur du besant d'or fut fixée à huit sols. Dans un compte des baillis de France de 1297, cette monnaie est évaluée à neuf sols. (Le Blanc, *Traité hist. des monnaies de France*, p. 171.) Le Blanc pensait que le terme de *bezant* était un nom générique que le peuple donnait à toutes les monnaies d'or; il suffit, pour détruire cette opinion, de faire remarquer qu'il y avait aussi des besants d'argent (*byzantii albi*). Cette dernière monnaie avait particulièrement cours dans l'île de Chypre, pendant les XIII^e et XIV^e siècles. Hugues, prince de Galilée, donna au couvent des frères Prêcheurs de Nicosie, où ensuite il fut enseveli, *byzancios albos de Cypro mille*. (Du Cange, *Glossarium*, verbo *Byzantium*.)

^c Ce raisonnement n'est pas moins applicable au vendeur qu'à l'acheteur, car l'un ne pouvait augmenter et l'autre diminuer le prix de la vente, que d'une valeur très-limitée.

Et se l'acheteur ne viaut faire le seirement, le vendeor le deit faire; et tant come il jurera que il li vendi sa beste ou quelque autre chose que ce seit, l'acheteur le deit paier come dette provée ou coneue en court ¹.

CHAPITRE CXL.

Ce est l'assise de quei les seignors et les homes ² se doivent plus pener de saver la ³.

Entre les assises ⁴ qui furent faites et establies ou reiaume de Jerusalem, en y ot une faite au tens dou roi Amauri ⁵ qui est preupre ⁵ des seignors as homes, et des homes à seignors; et celle assise si fu faite à la pais faire de la guerre et dou contens qui fu entre le roi Amauri et mesire Girart ⁶ qui fu seignor de Seete ⁷ et de Biaufort ^{8b}; et celle guerre mut ⁹ entr'iaus por ce que le dit Girart deserita un sien home, sans esgart et sans conoissance de court, dou fié que il tenoit de lui en la seignorie de Seette, que il tenoit dou rei, et de qui il esteit son home. Et la paix de celle guerre fu ensi faite: que le dit Girart ¹⁰ rendi à cel sien home son fié de quei il l'aveit deserité sans esgart et sans conoissance de court ¹¹, et li amenda tot le damage que il lui avoit fait, et fu par la cort ¹² dou dit rei et dou dit Girart et de toz les barons ¹³ et les haus homes dou reiaume et de toz ciaux qui avoient homes qui tenoient fiés d'iaus ¹⁴ el dit roiaume ^{15c}, et fu celle assise ensi faite et establie: que les homes ¹⁶ des homes dou chief seignor dou reiaume feissent ligece au chief seignor dou reiaume, par l'assise ¹⁷, des fiés qu'ils tenoient de ces homes, et que toz ciaux qui avoient ¹⁸ fait homage au chief seignor, fust par l'assise ¹⁹ ou autrement, fucent tenus ²⁰ les uns as autres, et aussi les homes de

¹ Come dette provée en court. B. C. D. E. T. — ² Et les homes n'est pas dans D. E. T. — ³ Et toutes manieres de gens. D. E. T. — ⁴ Les autres assises. D. E. T. — ⁵ Propre. B. C. D. E. — ⁶ Girard. D. E. Gisart. T. — ⁷ Saete. B. Saiette. D. E. T. — ⁸ Beaufort. B. C. D. E. T. — ⁹ Vint. T. — ¹⁰ Gerart. C. — ¹¹ De court son fié. D. E. Ce est son fié. T. — ¹² Et fu la court. B. Et fu l'accord. D. E. T. — ¹³ Et de tous les autres barons. C. — ¹⁴ D'iaus n'est pas dans B. — ¹⁵ Et dou royaume. T. — ¹⁶ Que touz reans homes. B. Que tous les homes. C. D. E. T. — ¹⁷ Feissent ligece par l'assise au chief seignor (dou reiaume. B. C.) dou fié. B. C. D. E. T. — ¹⁸ Auroient. B. C. D. E. T. — ¹⁹ Au chief seignor ou ligece fust par l'assise. B. C. D. E. T. — ²⁰ Furent tous tenus. C.

* Amaury I, comte de Jaffa et d'Ascalon, devint le successeur du roi Baudouin III son frère, à l'âge de vingt-sept ans, et fut couronné le 18 février 1162. Voici le portrait que Guillaume de Tyr fait de ce prince: « Amauris « li rois fu sages hom et bien porveans es choses del « siecle. Mieux savoit donner un bon conseil qu'il ne « contast une parole. Des coutumes par que li resgues « estoit gouvernez savoit plus que nus des autres barons. « Les plez qui venoient devant lui savoit bien finer par « droit et par reson, si que tuit s'en merveilloient... Letres « savoit, mès ne mie tant comme en savoit Baudouins ses « freres; mout avoit bon sens et longue remembrance; « toutes les foiz qu'il avoit loisir ne finast jà de fere de- « mandes à ceus qui savoient de clergie; en livres regar- « doit volontiers; estoires amoit à lire et à oïr plus que « autres escriptures, etc. » L. XIX, c. 11, p. 884.

^b Les historiens des Croisades sont si avarés de détails sur les relations politiques des seigneurs chrétiens entre

eux, qu'il n'est pas surprenant que nous ne possédions aucun renseignement sur cette guerre, dont cependant le résultat fut de changer la constitution des fiefs dans le royaume de Jérusalem. Les jurisconsultes n'ont pas suivi l'exemple des historiens, car tous ceux dont nous publions les écrits, ont signalé, avec insistance, les motifs et les conséquences de l'assise du roi Amaury. Gérard était fils d'Eustache Garnier ou Grenier, auquel le roi Baudouin donna en fief les seigneuries de Césarée et de Sidon. Il se trouva en 1146, avec les autres barons du royaume, à l'assemblée générale qui se tint à Acre, et où l'empereur Conrad présida, ainsi qu'au siège d'Ascalon, en 1154. Voyez Guillaume de Tyr, l. XIV, c. xiv, xv, xix; l. XVII, c. 1, xxi, xxiii, xxv.

* Ce parlement fut donc composé de tous les hauts barons et suzerains du royaume de Jérusalem. On n'avait jamais vu en France d'assemblée de ce genre.

ces homes de chascune court par sei; et que se le rei voleit avoir la feauté¹ des gens qui estoient manant ès cités, et ès chastiaus, et ès bors, que ces homes tenoient de lui, que il li juracent toz feauté², et que il li fucnt tenus par cette feauté de ce que les homes de ces homes li sont tenus par la ligece faite³ par l'assise au chief seignor. Et fut devisé et acordé lors coment il feroient la ligece par l'assise au chief seignor⁴, et de quei ils sereient tenus à lui par la ditte ligece⁵, et de quei le seignor sereit tenus à ciaux qui la ditte ligece li feroient, et de quei les homes sereient tenus les uns as autres⁶ et toz ensemble⁷. Lesquels choses le chief seignor et chascun des homes dou dit reiaume doivent metre poine dou saveir, et je les deviserai après en cest livre; mais je parlerais avant de pluisors cas de fiés et de la fei qui est⁸ entre seignor et home; et après deviserais les servises que les homes deivent as seignors, et coment les seignors deivent leurs homes semondre de leurs servises, et coment les homes pevent et deivent semondre leurs seignors destraindre d'avoir⁹ lor paies que il lor deit de leur fiés, et coment gagier de leur¹⁰ servises^b.

CHAPITRE CXLI.

Coment le chief seignor dou reiaume¹⁰ peut fié doner.

Le chief seignor dou reiaume de Jerusalem peut fié doner dou demaine de sa seignorie, fié et fiés tels come il viaut, à servise et sans servise^c. Et ciaux que il done à servise, il les peut doner por tel servise come il viaut¹¹. Et ciaux que il done sans servise^d, il les peut doner si franchement come il viaut. Et peut doner

¹ La feance. D. E. T. — ² Que ils fussent tenus par l'assise et par celle feauté. D. E. T. — ³ Faire. B. — ⁴ C. — ⁵ Et de quei ils sereient tenus à lui por la dite ligece manque dans D. E. T. — ⁶ Et de quoi le seignor serait tenu à eaus et les uns as autres. B. — ⁷ Estre doit. B. — ⁸ Pevent et doivent restraindre lors seignors d'avoir. C. D. E. T. — ⁹ Gagner lor. B. — ¹⁰ De Jerusalem. D. E. T. — ¹¹ Por tel servise come il viaut manque dans B.

* L'hommage lige ou la ligèce était un hommage qui liait le vassal au service de son seigneur suzerain d'une manière directe et étroite. Outre les obligations communes aux hommages ordinaires, l'hommage lige avait cela de particulier qu'il obligeait le vassal à servir son seigneur envers et contre tous ceux qui peuvent vivre et mourir. (Chantereau le Fevre, *Traité des fiefs*, c. XII, p. 77.) Les obligations contractées par l'hommage lige, les serments qui accompagnaient cet engagement solennel, les cérémonies avec lesquelles on l'exigeait, furent employés par les souverains pour s'assurer plus positivement de la foi de leurs vassaux. Il est probable que les seigneurs du royaume de Jérusalem, effrayés du mauvais exemple que la révolte de Gérard de Sidon venait de donner, cherchèrent à resserrer les liens féodaux qui les unissaient les uns aux autres, et tous au roi, et décidèrent que tous les vassaux qui relevaient immédiatement ou médiatement de la couronne, feraient l'hommage lige au souverain. Ce n'était, relativement aux vassaux directs, que transformer un usage particulier en règle générale; mais à l'égard des arrière-vassaux, c'était affaiblir les liens qui les attachaient à leurs seigneurs particuliers. Les périls d'une occupation militaire

sans cesse attaquée et le besoin d'unité dans le commandement firent admettre cette importante dérogation aux usages des fiefs. Lors de l'établissement du royaume de Jérusalem, les seuls vassaux liges étaient le comte de Tripoli, les sires de Barut, de Sidon, de Caypha, de Césarée; le prince de Galilée, le comte de Tibériade, le comte de Jaffa et d'Ascalon, les sires de Montréal, d'Ar-sur, d'Ibelin, cum quibusdam aliis; sed hii aliis præminabant. Sanuto, *Secreta fidelium crucis*, l. III, pars VII, c. I, p. 173.

^b Les cent dix chapitres qui suivent, forment le traité le plus complet sur les fiefs qui ait été écrit au moyen âge.

* Les fiefs mouvans immédiatement des rois sont beaucoup moins chargés que les arrière-fiefs, et ne doivent ordinairement que la bouche et les mains, ou quelque cheval, espérans ou armes pour tout relief. Ainsi les comtes de Flandre aux mutations fournissaient au roy une armure complète. T.

^d Les fiefs sans service étaient ce qu'on appelait *fiefs d'honneur*, et ne devaient au seigneur que la bouche et les mains, c'est-à-dire la foi et l'hommage; tels étaient les fiefs des Lombards, et en France ceux du Lyonnais, de la Bourgogne et de l'Auvergne.

de son demaine ce que il viaut, et à qui que il viaut, et si franchement come il viaut^a, à yglise et à religion^b et à comune et à gent laie. Et peut quitter¹ tot le servise que l'on li deit², ou partie³, dou fié que l'on tient de lui^c. Et ce que le chief seignor fait des choses avant dites, doivent estre et sont fermes et estables : car il est de sa seignorie soul seignor et chief, ne ne la tient d'aucun^d seignor que de Dieu. Ne il ne deit⁵ à home ne à feme homage ne servise, ne aucune autre redevance, por quei il ne puisse⁶ faire totes les choses avant dites et chascune d'elles : et chose que il en face, ces heirs ne pevent ni ne doivent rapeler ni desfaire, par raison ne par l'assise ne l'usage dou dit reiaume.

CHAPITRE CXLII.

Coment ciaux qui sont homes dou chief seignor, qui ont court et coins et justise, pevent fié doner.

Les homes qui tiennent fié dou chief seignor, soit baronie^d ou seignorie, et qui ont court et coins et justise, ou autre fié, et ciaux qui tiennent fié d'aucun des⁷ homes dou chief seignor, pevent toz⁸ leur fiés vendre par l'assise, et partie de leur fiés doner et desmembrer por partie dou servise^e, mais que ce soit par l'assise ou l'usage dou dit reiaume; et qui autrement le fait, chose⁹ que il en face n'est valable ni estable, soit en court¹⁰ ou fors court, par otrei ou sanz otrei dou seignor de qui il tient cel fié, se¹¹ ce n'est à aucun de ses¹² heirs¹³, et par l'otrei dou seignor, si com est après devisié en cest livre. Et qui autrement le fera, son heir l'en peut apeler^{14f}, ce il viaut; et ce il l'en apele, la chose que il fait ne vaudra ni ne sera tenue. Et se le fié vient en la main dou seignor par escheete ou par default de servise ou autrement, le seignor peut apeler et avoir ce qui en sera

¹ Oster. T. — ² Que li doit le fié. T. — ³ Ou partie n'est pas dans B. — ⁴ D'autre. C. D'aucun autre. D. E. T. — ⁵ Ne il n'en doit. C. — ⁶ De quoi il puisse. B. — ⁷ Ou autre fyé d'aucun des. B. — ⁸ Puet tout. B. — ⁹ Que chose. B. — ¹⁰ Soit faite en court. B. C. D. E. T. — ¹¹ B. C. D. E. T. Ce. A. — ¹² B. C. D. E. T. Ces. A. — ¹³ Homes. C. — ¹⁴ D. E. T. Le peut rapeler. A.

^a Il les peut même donner en propriété et aleu. Miræus, *Not. Eccl. Belg.* c. LXX, rapporte les lettres de l'empereur Othon III, de l'an 985, par lesquelles il done plusieurs choses à Thyerry comte de Hollande, en toute propriété, *in proprium*. T.

^b Les rois ont donné des heritages de leurs domaines aux eglises et monasteres, ou à la charge de les servir en guerre ou sans charge de service. De là vient que le capitulaire de Louis le Debonnaire, de l'an 819 (Baluze, I, 611), *distinguit monasteria in duas classes : una quæ dona et militas regi debebant, alia quæ nec dona nec militiam dare debebant, sed solas orationes*. Voyez du Cange, *Glossarium*, verbo de *Hoste et exercitu Episcoporum*; Galland, *Traité du Franc-Alleu*, c. XVII, p. 250, ed. de 1637. T.

^c Et convertir le fief en aleu, dont il y a un exemple dans la patente d'Othon III, que nous avons citée : *Quidquid nostro concessu hactenus in beneficium tenuit, in proprium dedimus*. T.

^d Tout seigneur qui possédait une châtellenie et avait un ressort, était réputé tenir sa terre en baron-

nie. Voyez les *Établissements*, I, c. xxv, et Brussel, II, 895.

^e Cela se doit entendre suivant le chapitre cxcii (CLXXXII), car « nul ne peut demembrer fié, se le fié ne doit service de plus d'une chevalerie. » Par charte accordée aux nobles de Champagne, 1315, il leur est permis « de donner à leurs serviteurs nobles, en recom- pense de leurs services, tant comme il leur plaist de leurs terres, et retenir à eux le fié et l'homage : et aux non nobles pension annuelle sur leurs dites terres, pourveu que leur fié ne soit trop amenuisé (art. 1), mais qu'il tiegne dou domaine en sa main, par quoy il puisse servir le seigneur, car le tout ne peut il engager ou vendre. » Voyez *li Droit et Coustumes de Champagne*, articles IV et LXI. Dans une charte pour l'abaye de Deols, il est dit : *Concedimus etiam ut quicumque ex nostris casatis, vel feodatis partem aliquam sui fisci, sive casamenti quod a nobis habet dare voluerit, hoc agere possit, ita tamen ut non totum feodum det, sed partem retineat capitis*. T.

^f C'est-à-dire, peut appeler de la vente. La leçon D. E. T. est conforme à cette explication.

fait^a sans assise et sanz usage, se le seignor ne l'a otreié en court, ou se il ne li a doné en court poeir de faire le.

CHAPITRE CXLIII.

Quels est l'assise quant l'on aliene¹ tot son fié, ou partie de son fié, sanz otrei dou seignor², autrement que par l'assise ou l'usage dou reiaume.

Qui aliene tot son fié ou partie de son fié sans l'otrei dou seignor, ou³ autrement que par l'assise ou l'usage dou dit reiaume⁴, et le met en main de yglise ou de religion ou de comune ou d'autre, le seignor de qui il tient cel fié peut prendre ce que il a aliéné, et tenir et user come la soe chose^b : car le seignor dou fié qui a tot ou partie aliéné sanz assise et sanz usage et sanz otrei dou seignor de qui il tient le fié, est por le fait que il en a fait encheu vers son seignor⁵ de perdre à tozjors, lui et ces heirs, ce que il a dou dit fié aliéné sanz assise et sanz usage, et sanz otrei dou seignor; et le peut et deit avoir le seignor de qui il le teneit en fié à lui et à ces heirs come la soe preupre chose, et faire ent totes ces volentés come dou sien^c.

CHAPITRE CXLIV.

Quel chose le conquereor dou fié peut faire dou fié que il a conquis^d.

Celui qui a conquis fié à lui et à ces heirs, seit à tos heirs ou as heirs de feme espouse^{6e}, le peut, par l'assise ou l'usage dou reiaume de Jerusalem, rendre et

¹ *Alame*. D. E. — ² *Sanz otrei dou seignor* n'est pas dans C. D. E. T. — ³ *Et*. B. C. — ⁴ *Que par l'usage du reiaume et l'assise*. D. E. T. — ⁵ *De qui il tenoit le fié*. D. E. T. — ⁶ *A lui et à ses hoirs ou à hoir de feme espouse*. B. Celui qui a fié conquis à lui et à ses heirs de feme espouse. D. E. T.

^a Pour, ce qui en aura été fait.

^b Dans le chapitre précédent, la vente est simplement annulée; ici la confiscation est prononcée, ce qui semble contradictoire, à moins qu'il ne s'agisse dans ce chapitre du fief acquêt, et dans l'autre du fief propre.

^c Par l'ancien droit des fiefs, il est deffendu aux vassaux de vendre leurs fiefs en tout ou partie sans le consentement des seigneurs, à peine de commise. *Feudorum consuet.* l. II, c. LII, LV. Ce qui est aussi décidé par le droit canonique. C. *Ex parte ext. de feud.*; C. *Nuper de donat. int. vir. et uxor.* Choppin, *de Morib. Andiam*, c. IV, n° 9, où il cite notre auteur. Et en cas que le seigneur exploite son fief, il remet en sa main ce qui a été aliéné. T. — Voyez le chapitre précédent.

^d Ce chapitre n'étant pas exempt de redites, nous placerons ici la substance des matières qui y sont contenues. Celui à qui un fief a été concédé pour lui et ses héritiers, le peut rendre et quitter au seigneur qui a fait

la concession, sans que ses héritiers aient le droit de s'y opposer; mais le plus proche héritier, quand même il aurait la saisine, ne le pourrait rendre au préjudice de ses cohéritiers. En effet, le fief est acquêt pour le conquereur et propre pour l'héritier; comme acquêt il reste disponible dans les mains de l'acquéreur, comme propre il entre dans la famille. L'auteur est conduit ensuite à traiter des fiefs de donation, et il établit que le don entre-vifs n'est valable qu'autant qu'il est suivi de la tradition, du vivant du donateur. Philippe de Navarre a traité le même sujet dans ses chapitres LXIII et LXIV.

^e Les manuscrits D. E. T. en se servant simplement des mots *à ses heirs de feme espouse*, semblent exclure des dispositions de ce chapitre les héritiers indirects; mais tout ce qui suit indique que la leçon de A. B. C. est préférable, et qu'aucun héritier direct ou indirect n'avait le droit de s'opposer à la résignation d'un fief acquêt. Voyez le chapitre CLV.

quiter au seignor de qui il le tient; et ce il le fait, ces heirs ne le pevent puis recouvrer. Mais si le fié que le conquereor a conquis escheit et vient à ces heirs, lequel se seit d'iaus, por saisine ne por teneure que il ait, ne le peut rendre ne quiter au seignor de qui il le tient; si que les heirs dou conquereor ne le puissent recovrer, tot seit¹ ce que le plus prochain en ait la saisine et la teneure, ce il la viaut requerre. Que quant aucun la requiert et l'a, il ne l'a que² por l'escheete qui lor est escheu dou conquereor; et toz les autres heirs dou conquereor sont igaus à lui, quant à ce que le fié leur est escheu, tot seit³ ce que le plus dreit heir et le plus prochain de ciaux qui le fié requierent en ait la saisine et l'a avant les autres⁴, por quei aucun d'iaus ne peut les autres deseriter, por rendre le⁵ ne por quiter au seignor de qui il le tient⁶. Mais le conquereor qui n'a ne per ne compaignon el fié^a que il a conquis, et que nul des heirs n'est en tel degré de cel fié come il est, et qui n'ont riens el fié qui lor est⁷ escheu, le peut rendre et quiter⁸ au seignor de qui il le tient, ce que⁹ nul des heirs ne le pevent faire. Que tot seit ce que il dit el prevelige, que le seignor face le don à lui et à ces heirs, n'est le don parvenu¹⁰ à ces heirs tant que il lor seit escheu. Por ce que il n'ont riens el fié tant qu'il lor seit escheu. Que se un seignor done à un home un fié, et li en fait prevelige, et dit el prevelige: « Je tel doins¹¹ à tei et à tes heirs tel ou¹² tels casaus¹³, » et les nome, « ou tant de besanz assenés en tel leu^b, » et les moutisse; et que ciaux casaus ou cel leuc où les besanz sont assenés, soient en la seignorie dou seignor¹⁴ qui fait le don en son demaine, et Sarrazins ou autres genz tienent¹⁵ ciaux casaus ou cel leuc, si que celui à qui le don en a esté fait, ou autre¹⁶ por lui, n'en a la saisine ne la teneure de tot ou de partie, ou tot seit il en la main dou seignor, et celui à qui il en a le don fait, et l'en a saisi¹⁷ d'une verge^c, et son homage receu n'en a aucune teneure ou aucun usage, ne autre por lui en son nom; et se le fié est en

¹ Si que les heirs de conquereor en soient deseritez ne les siens, por ce que l'escheet est escheue à touz hoirs (dou conquereor. c.), tout soit. B. C. Que les heirs dou conquereor, tout soit. D. E. — ² Il ne l'a mie fors que. B. — ³ Tout soit ce que le plus prochain en ait la saisine et la teneure s'il la veant requerre, que quant aucun la requiert et l'a, il ne l'a que pour. D. E. T. L'escheete qui lor est escheu et dou conquereor et tous les autres heirs dou conquereor sont ygaus à lui, quant à ce que le fié lor est escheu, tout soit. D. E. L'escheete dou conquereor sont egaus à lui, quant à ce que le fié lor est escheu, tout soit. T. — ⁴ En ait la saisine et la teneure devant les autres. C. — ⁵ C. — ⁶ Por rendre et quiter au seignor ce que il tient. D. E. T. — ⁷ Soit. B. C. D. E. T. — ⁸ B. C. T. Aquiter. A. — ⁹ Que. B. C. D. E. T. — ¹⁰ Mie venu. B. — ¹¹ Dons. B. Doing. C. Je done à toi. D. T. Je doint à tes. E. — ¹² Et. B. C. D. E. T. — ¹³ Cazeaus. T. — ¹⁴ B. C. D. E. T. — ¹⁵ Neant. D. E. T. — ¹⁶ Ou autrement. C. — ¹⁷ Et saisi l'en. B. C. D. E. T.

* On entendait par pairs ou compaignons de fief, les vassaux d'un suzerain qui tenaient leurs fiefs à un égal degré de noblesse. (Brussel, I, 260. *Olim*, t. I, p. 36, n° 1.) « Pairs, dit Loysel, *Institutes*, t. I, p. 138, sont compaignons tenans fief d'un même seigneur. » Il s'agit simplement ici d'un copropriétaire de fief.

^b C'est-à-dire, une rente foncière inféodée.

* La tradition par la verge ou par le fétu qui était en usage au temps de la loi salique (Baluze, I, 302), existait encore à l'époque où les Assises furent rédigées, mais avec moins d'autorité. « Es coustumes d'Amiens, Laon, Reims et Arthois, dit Pasquier, *Recherches de la France*, l. VIII, c. LVIII, la possession et saisine qu'ils appeloient *vest*, se faisoit par la tradition d'un baston que le vendeur mettoit dans les mains de l'acheteur. « En la coutume de Chaulny, il faut recevoir le baston par les mains du juge... Que *devest* se fist par la rupture

« d'icelluy, je n'en voy aucune qui en parle. Et toutes foys ne pensez pas que cela n'ait esté observé en quelques endroits. » Les nobles faisaient marquer de leurs armes et devises les bâtons qui servaient aux traditions; les bourgeois se bornaient à y inscrire leurs noms. Avant de déposer le bâton, le donateur l'élevait au-dessus de sa tête en s'agenouillant, faisant ainsi allusion à l'élévation de l'hostie dans les cérémonies de la messe. (Favyn, *Hist. de Navarre*, p. 731.) La tradition par le bâton se perdit en France vers le XIV^e siècle: du moins elle ne paraît plus, à partir de cette époque, que dans des circonstances rares; mais cet usage eut une existence plus longue en d'autres contrées, et se maintint en Hollande, par exemple, non comme un débris des mœurs anciennes, mais comme un acte judiciaire propre à confirmer des stipulations écrites. Dans la Gueldre et dans la Drenth il s'appelait *stoklegginge*, et était encore prati-

besanz, et que un terme ou plus seient passés de l'assenement, que il ou autre por lui, en son nom, n'en aient paie receue, et le seignor qui l'aura ensi fait muert, ou il est, par aucune chose que il mesface¹, deserité en sa vie de son fié, ou lui² ou ces heirs ne veulent le don tenir³, le don qu'il en aura fait en dit ne sera valable ne estable, ne celui à qui le seignor⁴ en quei ciaux casaus seront⁵, ou le leuc en quei le dit assenement des besanz aura esté assené, si come est avant dit, vendra par escheete ou par esgart ou par conoissance de court, ne tendra cel don⁶, ce il ne viaut, encor seit il heir⁷ dou seignor, por ce que ce n'aura esté que proumece; car le don n'aura esté que en dit et non en fait⁸: que le don n'est pas parfait qui n'est en fait que en dit sans fait⁸. Et se un seignor dit à un home ou à une feme⁹: « Je te doins le fié de tel home ou de tel feme après son decès¹⁰, » et que celui n'a nul heir, si que le fié doie escheoir au seignor par raison, et que celui qui tendra le fié au jor que il l'aura doné, survive le seignor qui le don aura¹¹ fait, et puis soit chose tel que il mesavient¹² de celui ou de celle qui le fié tient, et que le fié veigne au seignor¹³, et que il soit sien quite et delivre à faire ent sa volenté; celui à qui le don aura esté fait de cel fié après le decès de l'autre, n'aura, par l'assise ne l'usage dou dit reiaume ne par raison, point dou fié, quant l'autre morra, por ce que le seignor n'avoit ni ne tenoit cel fié, quant il le dona, ne autre por lui, ni n'en usa¹⁴ come dou sien en la vie dou doneor. Et por ces raisons et por pluisors autres que l'on poroit encores dire qui trop seroient longues à metre en cscrit en cest livre, qui en i metroit ce que l'on poreit metre, est il bien aparant que don que seignor face¹⁵ à home et à ces heirs¹⁶, n'est pas venus à ces heirs¹⁷, tant que il leur seit escheu, ainz est jusque lors¹⁸ tot preupre de celui à qui le don a esté fait, come celui¹⁹ à qui nul de ces heirs n'est igual en son fié, ne riens n'a en la propriété dou fié tant qu'il leur soit escheu. Por ce est il bien raison que le conquereor dou fié le peut rendre et quiter au seigneur de qui il le tient; et c'il le fait, que ces heirs n'i pevent puis recouvrer^b.

¹ Meffait. B. — ² B. C. D. E. T. — ³ Ne veulent le don tenir manque dans D. E. T. — ⁴ La seignorie. C. — ⁵ Ne celui à qui ceaus casaus seront. T. — ⁶ Cel fié. C. — ⁷ Soit l'oir. B. D. E. T. Soit l'air ou le seignor. C. — ⁸ Car le don n'est mie parfait qui n'est que en dit sanz fait. B. Que le don n'est pas en fait. D. E. Ceci manque dans T. — ⁹ B. Dit à l. home ou feme. C. D. E. T. — ¹⁰ B. C. T. Decet. A. Deseit. D. E. — ¹¹ Li aura. B. — ¹² Qui le don aura fait et que il aura doné soit tel chose que s'il mesavient. C. Et que celui qui tendra le fié au jour survivant le seignor qui li aura doné tel chose, que il en mesavint. D. T. Survivant le seignor que il li aura doné que le don il aura fait et que il li aura doné, soit telle chose que il en mesavient. E. — ¹³ Ou de celle qui le fié veigne au seignor. C. — ¹⁴ Ni n'ot en la vie dou seignor qui le fié li dona en dit saisine ne teneure, ne il ne autre por lai n'en usa. C. — ¹⁵ Fait. T. — ¹⁶ Et à ses heirs dou fié. C. — ¹⁷ N'est pas venus à ces heirs manque dans B. N'est parvenu. D. E. T. — ¹⁸ Pour lors. D. E. T. — ¹⁹ Et que celui. B. C.

qué il y a environ un siècle. Schukkind a écrit, en 1764, une courte dissertation sur ce sujet; il loue ce rite, parce que, dit-il, il empêche que la propriété ne reste incertaine, que l'acquéreur ne soit dans le doute sur l'instant précis où son droit a commencé, et qu'il prévient tous les procès qui naissent chaque jour de l'incertitude de la propriété (p. 21). Avant lui ce sujet avait été traité par Mollenbech, *Disp. de traditione symbolica*, Giess. 1708, et par Schaumburg, *Id. Viteb.* 1727.

* Les anciens usages symboliques qui avaient été établis pour représenter les faits et en tenir lieu, avaient perdu, à cette époque, toute leur autorité, puisque la tradition du fief par la verge ne figurait plus la mise en possession réelle du donataire, et était regardée

comme une simple promesse. La législation du royaume de Jérusalem n'offre que de rares exemples d'usages et de cérémonies symboliques, et il existe sur ce point, entre cette législation et celle d'Europe, une différence qui est à l'avantage de la première. Cependant on ne peut douter que les Croisés n'aient porté en Orient des pratiques judiciaires qui jouissaient d'une grande faveur dans leur patrie. Ces usages ne purent pas résister à l'esprit sévère et analytique de jurisconsultes tels qu'Ibelin ou Philippe de Navarre.

† Les lois du royaume de Jérusalem favorisaient la résignation des fiefs, parce que ces lois étaient faites pour une population flottante et toujours poursuivie par l'idée du retour en Europe.

CHAPITRE CXLV.

En quel maniere celui qui a fié conquis le peut doner au quel que¹ il viaut de ces heirs.

Celui qui a fié conquis le peut doner, par l'assise ou l'usage de cest reiaume, auquel que il viaut de ces heirs, mais que ce soit par l'otrei de celui² de qui il tient le fié. Et ce me distrent le seignor de Seete³, mesire Bellian⁴, et sire Nicolle Antiaume, desquels Dieu⁵ ait les armes; et je lor enquis ce, por ce que le baill d'Ermenie⁶ me manda, preant que je lor enqueysce c'il poreit, par l'assise ou l'usage dou reiaume de Jerusalem, doner le fié, que il avoit de son conquest, auquel que il vodreit de ces enfans, par l'otroi dou seignor de qui il teneit le fié. Et ce qu'il me manda que je lor enqueysce por le Corc⁷ que il diseit que il avait conquis et que il voleit doner à baron Oissin⁸ son fiz, et que baron Sembat⁹, le conestable d'Ermenie, son ainz né fiz, contrediseit¹⁰ cel don, et diseit que il ne le poeit faire. Et por ce¹¹ me manda il que je lor enqueysce¹² ce il le poreit faire¹³. Et il me distrent que oy¹⁴ bien : car aussi come le conquereor¹⁵ dou fié le peut rendre et quiter au seignor de qui il le tient, et que, ce il le fait, ces heirs n'i¹⁶ pevent puis recouvrer le fié par l'assise ou l'usage de cest reiaume, le peut il par la dite assise ou par le dit usage doner auquel que il viaut de ses heirs par l'otrei de celui de qui il tient le fié, ou à l'un de ces heirs, soit¹⁷ à son dreit heir ou à autre; et ce celui à qui il le done muert sanz heirs de feme espouse, que le fié escheit as heirs dou conquereor qui le fié¹⁸ dona. Et se le don dou fié ne fu que as heirs de feme espouse, autre heirs n'i pevent riens avoir, que celui des heirs dou conquereor à qui il done son fié par l'otrei dou seignor de qui il le tient, ensi come il est avant dit en cest livre, en est ou point¹⁹ dou conquereor, sauf ce que il ne le peut rendre ne quiter au seignor de qui il le tient. Et je, ensi come il le me distrent, le mandai au dit baill d'Ermenie, et il dona à baron Oissin le Corc, qu'il ot et tint tant come il vesqui, l'oiant et le veant dou dit conestable, son ainz né frere²⁰ qui eust mis contredit et chalonge, c'il faire le peust²¹. Et por ce me semble il encores

¹ *Au quanque.* D. T. — ² *Dou seignor.* B. C. D. E. — ³ *Saiette.* D. T. *Saiete.* E. — ⁴ *Balyan.* B. *Le sire de Seete,* Balian. c. — ⁵ *Dieu.* B. *Desquels Deux.* c. — ⁶ *Que il avoit conquis.* B. — ⁷ *Court.* c. *Courq.* D. E. T. — ⁸ *Oysin.* B. C. *Au baron Oissin.* D. T. *Au baron Oyssin.* E. — ⁹ *Senbat.* B. C. — ¹⁰ *Semblant, son amis ne fils conestable d'Ermenie, contrediseit.* D. T. *Et que le baron Semblant, son amis et fils dou conestable d'Ermenie, contrediseit.* T. — ¹¹ c. — ¹² *Enqueisse.* B. E. *Enqueise.* c. — ¹³ *Et por ce me manda il que je lor enqueysce et il le poreit faire* manque dans T. — ¹⁴ *Oil.* B. C. D. E. T. — ¹⁵ *L'enquereor.* B. *Le quereour.* D. E. — ¹⁶ *Ne.* B. C. D. E. T. — ¹⁷ *Par l'otroi dou seignor, soit.* B. *Mès que ce soit par l'otroi dou seignor à l'un de ses heirs, soit.* c. *Par l'otroi dou seigneur à l'un de ses heirs, soit.* D. E. T. — ¹⁸ B. C. D. E. T. *Don.* A. — ¹⁹ *En est il ou pooir.* B. D. E. *En cest livre el point.* c. *Est en tel pooir dou conquereor.* T. — ²⁰ *Fis.* c. — ²¹ *Chalange ou dit don s'il faire le peut par raison.* B. *Qui eust, se cuit, mis contens et chalange el dit don.* c. *Contredit et chalange dou dit don, demoura au*

⁴ Balian II, fils de Julien, seigneur de Sidon.

⁵ Constant, connétable d'Arménie, et parent d'Isabelle, fille et héritière de Livon, roi d'Arménie, fut, pendant et après la minorité de cette princesse, bail du royaume. Il fit épouser à Isabelle son fils Aïton, qu'Ibelin appelle *Oissin*; son second fils était Sembat ou Sinibald, qui lui succéda dans la dignité de connétable. Il avait en outre

deux filles dont l'une était alliée de l'auteur de ce livre.

⁷ Il s'agit ici de Churco, ville de l'Anatolie, sur la côte de Caramanie, qui possède encore aujourd'hui les ruines d'un château fort. L'histoire d'Arménie mentionne les comtes de Churco ou Curico. Voyez du Cange, *Hist. des principautés et des royaumes de Jérusalem, de Chypre et d'Arménie*, ms. c. IV.

raison¹ que ensi deit estre: que² l'on a veu pluisors preveliges en quei le seignor fait don d'un fié à un home et à ces heirs; et après ce que il a fait le don generaument à lui et à ces heirs, li done il plain poeir en celui prevelige de doner cel fié auquel que il viaut des heirs³ de celui à qui il l'a doné⁴: et l'on dit comunement que quant le prevelige est ensi fait, que celui à qui le seignor a doné le fié et le poeir de doner auquel que il viaut de ces heirs, et il le done à autre de ces heirs que à son dreit heir, que cel don vaut et est estable à celui à qui il le done de ces heirs et à ces heirs; ne que le droit heir dou conquereor ne puet faire ne dire chose par quei cel don ne soit valable à celui de ses heirs à qui il l'a doné et à ses heirs⁵. Et se le seignor done à celui à qui il a fait le don dou fié, si come est avant dit, le poeir en son prevelige de doner le auquel que il viaut de ses heirs, après ce que il a fait le don general⁶ à lui et à ces heirs, donc, di ge, que il le peut faire totes les feis que il viaut, seit en cel prevelige devisié ou en autre. Que autel poveir en a le seignor de faire le, quant il viaut, avant come après⁷ ce que il fait⁸ le don generaument à lui et à ses heirs: car aussi come il le peut faire en un horre ou en un moment après le don, le peut il faire⁹ en un meis, ou en un jor, ou en un an, ou en tant plus come il viaut; car la longuor¹⁰ de la demorre dou terme ne tolt au seignor, se me semble, en cest cas son poeir, ne faire ne le deit par raison^a.

baron Oyissin le devant dit Courcq. D. Et le neant dou dit conestable son ainsné frere en eut contredit et chalange dou dit don, se il faire l'em peust par raison, mais il ne post. Si demoure à baron Oyissin le devant dit Courcq. E. L'oyant, et le neveu dou dit conestable, son ains né frere, en eut contredit et chalongé dou dit don, et demora au baron Oissin le devant dit Courcq. T. Les manuscrits D. E. et l'édition de la Thaumassière font de ce qui suit un chapitre particulier sous cette rubrique: *Ce devise l'esclercissement coment l'on peut fié doner de son conquest auquel que il veaut de ses heirs.* — ¹ Bien raison. B. C. Il me semble bien raison. D. E. — ² Come l'on a dit au devant dit chapitre. Car. D. E. T. — ³ De ses heirs. B. E. T. — ⁴ A qui que il viaut de ses heirs ou à aucun de ses heirs par nom, et as heirs de celui à qui il le done. C. — ⁵ C. D. E. T. — ⁶ Et se le seignor done à celui à qui il a fait le don generaument. B. — ⁷ Quand il veaut, com il l'a après. D. E. T. — ⁸ Il en a fait. B. Ce que il a fait. C. D. E. — ⁹ B. D. E. T. Ou en un moment, le peut il faire après le don. A. Car ausi come il le puet faire i. hore après le don, le peut il faire, etc. C. — ¹⁰ Car la longuor, etc. Cette fin du chapitre manque dans C.

^a Nous rapporterons ici quelques extraits de chartes et de donations qui montrent comment les héritiers étaient mentionnés dans ces actes. *Notum facio, tam presentibus quam futuris, quod Jocelino de Avalone et hæredibus suis in feodo dedi villam... et quicquid idem Jocelinus acquirere poterit in eadem villa, ipsi et hæredibus suis concessi in augmento feodi illius.* Donation de Thibaud, comte de Troyes, à Jocelin d'Avalon, 1200. (Chantereau le Febvre, *Traité des fiefs*, Preuves par les actes, pag. 14.) *Notum facio, tam presentibus quam futuris, quod ego considerans et attendens longum servitium quod dilectus et fidelis meus Lamb. de Castellione charissimæ dominæ matri meæ et michi fideliter exhibuit et devote, nec non et laborem quem sustinuit in eundo ultra mare pro nobis, dedi ei in feodo et homagio, in recompensationem dicti servitii et laboris, et hæredibus ejus in perpetuum, laude et assensu prædictæ matris meæ, quicquid habebam apud Risoncort... Ipse vero Lambertus pro dono isto hominum ligium mihi fecit, salva ligeitate domini episcopi Lingonensis; et si duos vel plures habuit hæredes, ille qui prædictum feodum tenebit, erit inde homo meus ligius.* Donation de Thibaud, comte de Champagne, à Lambert de Châtillon, 1216. (*Id.* p. 87.) *Notum... quod dilecto et fideli meo Theob. de Novo Castro... dedi in feodo xx. lib. annui redditus, in nandinis Barri assignatas, et tam ipsi quam hæredibus... persolvendas.* Donation de Thibaud

de Champagne à Thibaud de Neuf-Chastel, 1223. (*Id.* p. 143.)

Ces actes ne mentionnent que les héritiers en général; en voici un où les héritiers directs sont désignés. *Hæc omnia tam fortericiam, si eam fecerit, quam alia, tenebit de me et hæredibus meis, ipse et hæredes sui de ipso descendentes, in feodum ligium. Et quam cito ipse et hæredes sui duos hæredes habuerint, unus ex illis erit meus ligius contra omnes qui possunt vivere et mori.* Échange de terres entre Thibaud de Champagne et Jacques de Durnay, 1223. (*Id.* p. 144.)

L'acte qui suit contient une donation faite à un seigneur et à son héritier le plus proche. *Ego Helizabel... notum facimus... quod nos motam et fortericiam Vaudemonti... dedimus et concessimus charissimæ dominæ nostræ Blanchæ illustri comitissæ Trecensi, et Theobaldo filio suo, et eorum hæredibus, quiete ac pacifice perpetuo possidendum.* Donation d'Elisabeth de Château-Vilain et de son fils à la comtesse de Troyes et à Thibaud son fils, 1210. (*Id.* p. 42.)

Les Établissements emploient les mêmes termes que les Assises. « Se ainsi avenoit, y lit-on, l. I, c. cxiii, que « li rois eust donné à aucun home aucun heritage à lui « et à ses heirs, que il auroit de sa fame espousée, etc. »

CHAPITRE CXLVI.

Qui a fié de son conquest et de s'escheete¹, coment il le peut² doner à son dreit heir.

Celui qui a fié de son conquest ou d'escheete le peut doner par l'assise ou l'usage de cest reiaume à son dreit heir, par l'otrei dou seignor de qui il tient le fié. Et qui ensi le fait, l'eir à qui il le done deit faire au seignor de qui il tient le fié³, quanque le fié deit de homage et de servise et totes les autres redevances que le fié deit. Et celui qui a ensi doné son fié à son dreit heir est quite vers le seignor de qui il teneit le fié, de tot quanque il deveit por cel fié : que deus homes par l'assise ne l'usage de cest reiaume ne doivent por un fié estre tenuz au seignor de ce que le fié deit. Et puisque⁴ le seignor otroie au seignor dou fié que il le doint⁵ au dreit heir que il a⁶, et il en receit de celui à qui le fié est doné l'omage et le servise et les autres redevances que le fié deit, bien est chose clere que il en quite l'autre; et se il ne le fait en dit, si est il en fait⁷, par l'assise ou l'usage de cest reiaume. Et quant le fié est ensi doné come il est devant devisié, et celui à qui il le done⁸ muert sans heirs que il ait de sa feme espouse, le fié escheit par l'assise ou l'usage de cest reiaume au plus dreit heir de celle part dont le fié muet⁹, c'est assaveir à ciaux¹⁰ heirs à qui cel fié puet escheir de par celui qui le fié li dona.

CHAPITRE CXLVII.

Qui a fié de son conquest, et il le rent et quite¹¹ au seignor de qui il le tient, et le seignor le done au dreit heir de celui qui li a rendu et quité, et à ces heirs; à qui celui fié peut escheyr, ce il muert sanz heirs de feme espouse.

Se aucun a fié conquis, et il viaut que son dreit heir ait son fié, ensi que il le rende et quitte au seignor de qui il le tient par condicion¹² que le seignor le done à son dreit heir et à ces heirs de sa feme espouse, ou à toz heirs selonc ce que le fié est, et le seignor en receit la quitance et l'a rendue, que le conquereor dou fié fait à lui, et il après le done au droit hoir dou¹³ conquereor dou fié, et le fié est à toz heirs, et celui qui a¹⁴ le don dou dit fié receu dou seignor muert sanz heirs que il ait de sa feme espouse, cel fié escharra au plus prochain de ces heirs, aussi bien à ciaux qui li apartiennent¹⁵ de par le premier conquereor dou fié, come à ciaux qui li apartiennent de par lui. Et se le fié est as heirs de feme

¹ Ou d'escheete. B. D. E. T. De conquete ou d'escheete. C. — ² Il le doit et peut. D. E. — ³ Depuis et qui ensi le fait, jusqu'à tient le fié, manque dans B. — ⁴ Puisque. B. — ⁵ Daigne. B. C. D. E. T. — ⁶ A son droit heir. D. E. T. — ⁷ Si le fait et bien en fait. B. Si et il fait en fait. D. E. T. — ⁸ A qui l'on la donné. B. C. D. E. T. — ⁹ Vient. T. — ¹⁰ A tex. B. — ¹¹ Rende quite. B. — ¹² Que il le rende par condition. C. — ¹³ B. C. D. E. T. Le done au conquereor. A. — ¹⁴ Qui ha. E. — ¹⁵ Qui ne li appartient. C. D. E. T.

espouse, et celui à qui il est doné, si come est avant dit, muert sans heirs que il ait de sa feme espouse, le fié revient au seignor, ne nul des heirs dou premier conquereor dou fié¹, qui le rendi et quita au seignor de qui il le teneit, ne peut ni ne deit, par l'assise ne l'usage de cest reiaume, irriter² el fié; por ce que il est assise ou usage ou dit reiaume, que le conquereor dou fié le peut rendre et quiter au seignor de qui il le tient, et que ce il le fait, ces heirs ne pevent après ce irriter en cel fié, por les raisons qui sont devisées en l'autre chapitle³ qui parole de cest cas. Et se le seignor le done à aucun des heirs de celui qui li a rendu et quitié, celui à qui il le done n'i a riens de par le conquereor dou fié⁴, ni de par nul que de par le seignor dou fié qui li done, si ne se deit cel fié plus estendre, que⁵ tant come il est devisié el don que le seignor en fait. Et par les raisons avant dites et pluisors autres, est il si cler à conoistre, ce me semble, que les heirs dou conquereor dou fié n'ont dreit de par lui el fié que il aveit conquis, et que il a après rendu et quité au seignor, tot soit ce que le seignor l'ait donné à aucun des heirs dou conquereor.

CHAPITRE CXLVIII.

Quant fié escheit qui deit servise de cors à home ou à feme qui a fié ou reiaume, de quei il a fait homage, et autre fié li escheit qui deit tel servise et tel homage, come est avant dit, coment il le peut avoir et deservir⁶.

Se aucun home ou feme a fié en cest reiaume, de quei il deit homage au chief seignor⁷ et servise de son cors, et il en a fait l'omage et le servise⁸ à celui ou à celle à qui il le deit, et fié li escheit ou dit reiaume, qui deit homage au chief⁹ et servise¹⁰ de cors, et il le viaut¹¹ requerre et avoir par l'assise ou l'usage de cest reiaume, faisant l'omage de cel fié qui li est escheu, et sauver la feauté¹² de celui ou de ciaux de qui il tient ou dit reiaume fié, et à qui il a fait homage avant que cel fié li seit escheu, et desservir le par un chevalier ou par pluisors¹³, selonc ce que le fié deit servise. Et se pluisors fiés li escheent en un jor ou en pluisors, il les aura par l'assise ou l'usage de cest reiaume, l'un avant l'autre, si come il li escharont, et il les requerra l'un avant l'autre, faisant homage et le servise¹⁴ en la maniere avant devisiée⁵. Et se il muert, et il n'a qu'un soul heir, il aura et

¹ *Ne nul des heirs du premier conquereor au seignor, ne nul dou fié.* C. — ² *Heriter.* B. C. D. E. T. — ³ *Chapitre.* B. *Chapistle.* C. *Chapitre.* D. E. T. — ⁴ *B. C. D. E. T. Celui à qui il le done de par le conquereor dou fié, n'i a riens.* A. — ⁵ *Si ne se doit estendre en cel don plus que.* B. *Si ne se doit en cel don à plus estendre.* C. *Si ne se doit à cel de plus estraindre.* D. E. T. — ⁶ *C. D. E. T.* — ⁷ *T. En chief.* A. et partout de même. — ⁸ *B.* — ⁹ *En fié.* D. E. — ¹⁰ *Qui doive homage et service.* T. — ¹¹ *Il le puet.* B. C. D. E. T. — ¹² *Sauve la feauté.* B. C. D. E. T. — ¹³ *Par chevaliers ou par chevalier.* B. C. D. E. T. — ¹⁴ *Ou l'usage de cest reiaume l'un avant l'autre faisant l'omage.* B. D. E. T.

^{*} Chapitre CXLIV, p. 217.

¹ C'est une regle de l'ancien droit feodal francique, que celui qui est une fois devenu home ou vassal d'un seigneur, ne pouvoit faire la foy et hommage à un autre, sans le congé de son premier seigneur; et s'il faisoit le contraire, il mentoit sa foy vers son seigneur, comme le decide notre auteur au ch. ccv (cxcv). Pour éviter cet inconvenient et le manquement de foy, on se servoit de

l'expedient porté dans ce chapitre, et dans les actes de foy et homage que le vassal faisoit à son nouveau seigneur, il exceptoit son premier seigneur, *saba ligitate prioris domini*. Il y en a divers exemples dans les chartulaires des anciennes terres, et particulièrement dans celui de Champagne. T. — Voyez Chantereau le Febvre, *Traité des fiefs*, Preuves, p. 14, et du Cange, *Glossarium*, verbo *Ligius*.

tendra¹ toz les fiés qui li seront escheus, si come celui de par qui il li escheirent les teneit quant il li escheirent, faisant ent de homage et de servise ce que celui en faiseit de par qui il li escheirent². Et ce il a pluisors heirs qui li teignent³ en un degré de celle part dont les fiés muevent, chascun deit avoir l'un des fiés⁴ par l'assise ou l'usage de cest reiaume, se il li requierent. Et se il sont plus heirs que fiés, chascun des heirs masles⁵ qui li⁶ seront apartenans en un degré aura un des fiés qui doivent homage au chief et servise de cors, et fera chascun d'iaus ce que le fié deit d'omage et de servise, et le mainz né partira les fiés⁷, et les ainz nés choisiront des dis fiés l'un avant l'autre, si come il sont ainz nés⁸. Et se il y a plus fiés qui doivent homage et servise de cors que heirs masles, et il y ait heirs femelles ataignant el dit degré à celui de par qui les fiés escheent, et il y a tantes filles come il y a fiés remès, chascune d'elles en aura un, si come est avant dit des heirs masles. Et s'il y a deus fiés, et il y a deus ou treis suers⁹ ou parentes en un degré, l'ainz né¹⁰ aura l'un des fiés à son chois, et les autres partiront l'autre, se il est de pluisors chevaliers¹¹, si come est sà avant devisié en l'autre chapitle, qui devise¹² coment suers doivent partir fiés, quant il lor escheit¹³. Et ce il n'est que d'une chevalerie, celle qui sera l'ainz née de celles qui deussent le fié partir, se il fust plus que¹⁴ d'une chevalerie, l'aura tot, puisque il n'est que d'une chevalerie : que par l'assise ou l'usage de cest reiaume, fié qui ne deit servise que d'une chevalerie, ne se part mie entre suers¹⁵.

CHAPITRE CXLIX.

Se¹⁶ pluisors fiés escheent en un jor ou en pluisors, por quei¹⁷ l'ainz né de ciaux à qui il escheent, qui est plus dreit heir de celui ou de ciaux de par qui il escheent, les peut tous avoir, ce il les requiert.

Se pluisors fiés escheent¹⁸ à home ou à feme ensemble¹⁹ ou par parties, et qu'il ne doivent homage au²⁰ chief ne servise de cors, il seront toz dou plus dreit heir à celui²¹ à qui il seront escheus après son decès, se il les viaut requerre; et il peut²² faire l'omage que les fiés doivent²³, sans ce que nul des autres i puisse

¹ Rendra. T. — ² Quant il li escheirent.... par qui il li escheirent, n'est pas dans D. E. T. — ³ Et s'il y a plusieurs qui li atteignent. D. E. T. — ⁴ Chacun d'eaus aura un des fyeu. B. C. — ⁵ Mahles. C. E. — ⁶ La. B. D. E. — ⁷ Et le mainz né partira les fiés, manque dans B. C. D. E. T. — ⁸ Serours. B. III. ou IIII. filles seurs. C. Deux ou trois ou plus seurs. D. E. T. Soeurs. E. — ⁹ Chevallries. C. — ¹⁰ Parole. B. C. D. E. Parle. T. — ¹¹ Coment sereurs doivent partir. B. D. E. T. Doivent partir fiés. C. — ¹² B. — ¹³ Quans. C. D. E. Quant. T. — ¹⁴ Por quei, n'est pas dans C. — ¹⁵ B. En un jor. B. — ¹⁶ A home ou ensemble à feme. D. E. T. — ¹⁷ D. E. T. — ¹⁸ De celui. B. C. D. E. T. — ¹⁹ D. E. T. Puisse. A. Puet. B. C.

¹ L'ainé n'avait donc, dans ce cas, d'autre avantage que de choisir le premier.

² Pour, l'ainz née.

³ On voit qu'à cette époque les filles succédaient aux fiefs. On fixe généralement au XII^e siècle, l'époque où elles commencèrent à jouir de ce droit, à défaut de fils. Si, dans les premiers temps de la troisième race, elles ont quelquefois succédé aux fiefs, ce n'était toujours qu'au défaut des mâles, tant de la ligne directe que de la ligne collatérale. (Brussel, I, 88.)

⁴ Le manuscrit B. porte *escheent en un jor*. Nous n'avons pas fait entrer cette variante dans le texte, parce qu'elle établit une restriction que le sens et le titre du chapitre excluent.

⁵ L'auteur indique qu'il va parler des fiefs qui ne doivent *homage ne servise de cors*, et en effet il a traité dans le chapitre précédent des fiefs qui devaient un service. Pourquoi donc suppose-t-il que l'ainé puisse faire l'homage *que les fiefs doivent*? c'est qu'en commençant ce chapitre il s'est mal exprimé, et qu'il n'aurait pas dû dire :

ne deive avoir dreit ne requerre : que par¹ l'assise ou l'usage de cest reiaume, l'ainz né des freres ou des suers ou des autres parens ou parentes, qui apartienent en un degré à celui de par qui le fié lor escheit, de celle part dont le fié muet², a³ devant toz les autres parenz toz les fiés qui⁴ li escheent, qui ne deivent homage ne servise de cors, se il les requiert en la court si come il deit; et c'il deivent homage, et il les peut faire si come les fiés les doivent⁵, il les deit toz avoir.

CHAPITRE CL.

Coment⁶ fié ou fiés deivent estre partis entre suers⁶.

Quant fié escheit à pluisors suers, qui deit servise de pluisors chevaleries⁷, le fié, par l'assise ou l'usage de cest reiaume, deit estre parti entre elles en tel maniere : que se elle sont deus suers, et il y a deus chevaleries⁸, chascune deit avoir une des chevaleries⁹, et la mains née deit¹⁰ partir, et l'ainz née deit choisir¹¹ et prendre laquel partie qu'elle vodra, et la mainz née tendra sa partie de l'ainz née, et li en devera faire tot quanque le fié deit de homage et de servise et de mariage¹² et de estage¹³ et de totes les autres redevances que le fié deit. Et se le fié est de treis chevaleries ou de plus, et il y a¹⁴ tant de suers come de chevaleries, chascune des suers deit avoir l'une des chevaleries, et totes deivent tenir ce que elles auront de cel fié de l'ainz née, et faire li ent quanque le fié deit; et la mainz née deit faire la partisson des fiés, et l'ainz née deit premier choisir, et après chascune des autres, si come elle est ainz née, deit avant choisir. Et se il y a el fié plus de chevaleries que de suers, chascune des suers aura une chevalerie, et tant come il y aura plus de chevaleries sera parti entre elles à chascune son avenant, tant à l'une come à l'autre dou surplus des chevaleries. Et se il y a plus de suers que de chevaleries el fié, tant come il y aura de chevaleries¹⁵ l'ainz née en aura l'une, et la mainz née après l'autre, et des autres chevaleries chascune des autres suers en aura une tant come elles se poront estendre : que¹⁶ une chevalerie ne se part mie entre suers, par l'assise ne l'usage dou dit reiaume. Et se le fié n'est de plus de chevaleries que il n'a de suers¹⁷ et la mainz née des

¹ *Ne requerre par.* B. C. D. E. T. — ² *Vient et muet.* B. E. *Vient.* T. — ³ *Là.* T. — ⁴ *Toutes les fois que.* D. T. — ⁵ *Ci orrés coument.* D. E. T. — ⁶ *Coment fié ou fiez doit ou doivent estre parti ou partiz entre serours.* B. — ⁷ *Chevaliers.* D. E. T. — ⁸ *III. chevaleries.* C. *Et il y a deux chevaliers.* D. E. T. — ⁹ *L'une (l'un. T.) des chevaliers.* D. E. — ¹⁰ *La doit.* B. *Le doit.* C. — ¹¹ B. — ¹² *Et de servise de mariage.* C. — ¹³ *D'ostage.* B. — ¹⁴ B. C. — ¹⁵ *Tant come il y aura de chevaleries* n'est pas dans B. — ¹⁶ *Car.* B. — ¹⁷ Il existe une lacune considérable dans D. E. T, depuis *chacune doit avoir une des chevaleries*, jusqu'à *que il n'a de sueurs*.

qui ne doivent homage ne service de corps; car si tous les fiefs ne devaient pas de service, si des concessions de fiefs à titre gratuit avaient lieu communément, tous les fiefs étaient tenus à l'hommage, que l'on considérerait comme une condition de l'investiture. N'a-t-on pas vu précédemment (c. cxi.) que tous les fiefs du royaume de Jérusalem devaient au roi non pas l'hommage simple, mais l'hommage lige? Il reste maintenant à expliquer pourquoi l'avantage de l'ainé était si grand quand les fiefs ne devaient pas de services, et si faible quand ils

en devaient. Dans ce dernier cas, le chef seigneur avait intérêt à ce que tous les services ne fussent pas imposés à une seule personne; car cette personne ne pouvant pas les remplir par elle-même, se serait fait suppléer, et le seigneur aurait souffert de ce remplacement. Dans l'autre cas, le seigneur étant sans intérêt, la loi laissait le principe aristocratique se développer en toute liberté et conformément aux mœurs de l'époque.

¹ C'est-à-dire, s'il n'est pas dans un des cas d'indignité qui interdisent de faire homage.

suers qui ont part el fié fait la partie ¹, et les ainz nées choisissent et prennent ² chascune sa part l'une avant l'autre, si come elles sont ainz nées les unes devant les autres³, celle qui part le fié, seit en deus parties ou en plus, a⁴ quarante jors de respit par l'assise ou l'usage de cest roiaume, de faire la partie, après ce que elle ait⁴ esté requise en court, ou que le seignor li ait comandé en court que elle la face, ou li mande comandant⁵ par court; et court est de treis homes ou de plus, quant⁶ le seignor a establi l'un d'iaus en son leuc, et les autres⁷ come court: mais que il ait ce fait en presence d'autres de ces homes⁸ qui li en puissent porter recort de court, se mestier li est. Et quant la partie dou fié est faite, celui ou celle qui l'a faite doit chascune des parties faire escrire⁹ en une chartre, et dedenz quarante jors, ou au quarantisme¹⁰ jor, il deit venir en la court devant le seignor ou devant celui qui sera en son leuc, et se il treuve celui ou celle ou ciaux ou celles qui doivent choisir, il li deit offrir les chartres des parties¹¹ devant le seignor en la court et doner li¹²; et se il ne les treuve¹³, il les deit offrir à baillier¹⁴ au seignor et à la court, et baillier li, se il les¹⁵ viaut recevoir, et traire la cour à garant de ce que il est venu à horre et à tens offrir¹⁶ les parties que il a faites dou fié que il deveit partir, et deit retenir et avoir le contre escrit¹⁷ des parties que il offrira et baillera. Et celui ou celle qui deit choisir ou¹⁸ prendre laquel que il vodra des parties, le deit avoir fait dedenz vint jors¹⁹ b; et à celui jor ou avant, deit venir en la court²⁰ devant le seignor et dire li, en la presence de celui ou de celle qui a la partie faite, ce il y est, laquel des parties il prent, et retenir²¹ cel escrit en quei celle partie qu'il a prise est écrite, et rendre l'autre à celui qui la fist, se il est en la court; et ce il n'est, baillier la au seignor et à la court. Et celui qui baille les chartres de la partie dou fié les deit faire lire en la court avant que il les baille au seignor ou à celui²² qui deit choisir; et celui qui a pris sa partie deit faire lire²³ en la court la chartre en quei sa partie est écrite, et chascun le doit faire ensi, por ce que la court en seit membrant²⁴, se mestier lor est. Et

¹ La partison. D. E. T. — ² Et prent. C. — ³ Si a. C. — ⁴ Elle li ait. C. — ⁵ Commandement. B. D. E. T. Ou li mande en court comandant par court. C. — ⁶ Que. C. E. T. — ⁷ Et les deus. B. Et les autres deus. D. E. T. — ⁸ En la presence de ses homes. B. — ⁹ Ecrire. B. — ¹⁰ X. jours, ou au quarantisme. B. — ¹¹ Des partisons. D. E. T. — ¹² Et la cour et bailler li. C. — ¹³ Ne le treuve. B. — ¹⁴ A prover. C. — ¹⁵ Il les doit offrir et baillier leur se il les veulent recevoir. B. A seignor et à la court à bailler les se il les voront resever. D. E. T. — ¹⁶ Pour offrir. B. — ¹⁷ Le transcrit. C. Le contre sein. T. — ¹⁸ Et. B. C. D. E. T. — ¹⁹ Laquele que il veut des parties à xv. jours de respit de choisir et prendre laquele que il vouldra des parties. B. C. Et prendre doit avoir xv. jours de respit de choisir laquel qu'il vodra des parties. D. E. T. — ²⁰ En la court n'est pas dans B. — ²¹ Et retient. D. E. T. — ²² Ou à celui ou à celle. D. E. T. — ²³ Qui doit choisir doit faire lire. B. — ²⁴ Estoit recordant. C. Le doit faire por ce que la court. D. E. T.

* La loi n'accordait à l'aînée d'autre avantage que de choisir la première ou que d'être préférée, s'il y avait impossibilité de partager; mais ses sœurs lui devaient l'hommage, le service, le mariage, et elle recueillait leur escheete au défaut d'enfants. En France, il régnait sur ce point une grande diversité. Dans la France proprement dite, dans l'Orléanais, le Vexin français, la Champagne, à Sens, dans le Vermandois, le Berry, le Bourbonnais, la haute Marche, l'Auvergne, le grand Perche, la Normandie et la Bretagne le droit d'aînesse n'existait pas pour l'aînée des filles; au contraire elle prenait, en outre de sa part, le manoir et le pourpris, ou recevait divers autres avantages, dans le Poitou, l'Anjou, le Maine, la Touraine, l'Angoumois,

la Saintonge, l'Artois, le Ponthieu, le Boulenois et le Loudunois. Ces usages s'étaient fixés peu à peu, car, au XIII^e siècle, le droit d'aînesse des filles existait dans la Champagne et en Bretagne (Brussel, t. II, p. 875 et 882); et on peut dire qu'il en était de même dans l'ancienne France, puisque le chapitre x du livre I des *Établissements* est ainsi conçu: «Gentishons se il n'a que «filles, tout autretant prendra l'une comme l'autre, «mès l'aînée aura les heritages en avantage et un cocq, «se il i est; et se il n'i est v. s. de rente, et guerra aux «autres parage.» Voyez le *Livre de Philippe de Navarre*, c. LXI et LXII.

^b Tous les manuscrits portent xv. jours, excepté celui de Venise qui donne vingt jours de délai.

garde sei celui ou celle qui fait la partie que il ne laisse riens à partir; que c'il en laisse riens¹ à partir² dou fié, ce qu'il en laissera sera dou seignor dou fié qui aura à choisir; et c'elles sont pluisors suers, il sera parti entre les autres suers, c'il y en a plus d'une qui deivent avoir part el fié, et ce il n'en y a que une, tot quanqui³ ne sera mis en la partie dou fié sera sien. Et quant les parties seront faites, et les chartres bailliées et receues en la court, chascun de ciaux ou de celles qui ont chartres des parties deivent prier⁴ le seignor que il face escrire en la Secrete^a les parties si come elles sont escrites en leur chartres; et le seignor le deit faire à leur requeste⁵, por avoir ent plus grant memoire et⁶ greignor⁷ seurté, se aucune des parties en a⁸ mestier⁹, à aucun de lor heirs¹⁰.

CHAPITRE CLI.

Coment et por quei le fiz ou la fille se peut metre de s'autorité el fié qui li est escheu de son pere ou de sa mere^b.

Quant fié escheit, le fiz ou la fille qui est dreit heir¹¹ de celui ou de celle de par qui il li escheit¹², se peut metre par sei, se il est d'aage à fié avoir, en la saisine de cel fié, quant le pere ou la mere en¹³ muert saisi et tenant come dou sien, sans ce que il mesprent¹⁴ vers le seignor d'aucune¹⁵ chose; por ce que il est assise ou usage en cest reiaume que le fiz ou la fille demore en la saisine et en la teneur de ce de quei leur pere ou leur mere muert saisi et tenant come dou sien; mais que de baillage, que dou baill¹⁶ ne demorre mie le fiz ne la fille en la saisine dou pere ni de la mere^c.

¹ Qui fait la partie que se il laisse riens. B. E. Que il ne laisse riens. C. — ² Qui fait la partie que si l'assise veut au partir. D. T. — ³ Tout ce qui. B. — ⁴ Prier et requerre. B. C. D. E. T. — ⁵ Requeste et priere. D. E. T. — ⁶ Mermoire. C. Pour avoir ent plus memoire. D. E. T. — ⁷ Et plus grande. D. E. T. — ⁸ En avoit B. — ⁹ Mestier et besoing. D. E. T. — ¹⁰ C. — ¹¹ Qui est droit ès hoirs. B. — ¹² Le fié li escheit. B. — ¹³ B. — ¹⁴ Mespreigne. B. Mesprene. T. — ¹⁵ De nulle. B. — ¹⁶ Dou baillier ne. B. Mais que de baillage ne. C. Mais que dou baillage, car dou baillage. D. E. T.

^a On appelait, dans le royaume de Chypre, Secrète royale, le trésor du prince. L'officier placé à la tête de cette administration se nommait le Bailli de la Secrète.

^b Ce chapitre et les vingt-cinq qui suivent forment un traité étendu et complet sur la saisine féodale, sujet très-important que les jurisconsultes français du moyen âge n'ont point cherché à éclaircir, et sur lequel les jurisconsultes anglo-normands ne donnent que des notions très-sommaires. Ibelin approfondit cette matière selon sa méthode accoutumée, c'est-à-dire en exposant sur chaque question, avec autant d'abondance que d'impartialité, les deux avis opposés, et en choisissant ensuite celui qui lui paraît le meilleur.

^c La législation du royaume de Jérusalem différait en ce point, et d'une manière grave, de l'usage général des fiefs. Le fief étant regardé comme une propriété concédée, à la mort du cessionnaire ou vassal le fief faisait retour au cédant ou suzerain; mais l'héritier du vassal en rendant foi et hommage au seigneur, obtenait la pleine et entière saisine du fief, c'est-à-dire qu'il

avait en même temps la possession de droit et de fait. Tel était l'usage universellement reçu en Europe. *Investitura proprie dicitur possessio*, lit-on dans les *Feudorum consuetudines*, l. II, t. II. La possession ne commençait donc qu'au moment de l'investiture, parce que le seigneur direct était saisi avant l'héritier. Ainsi, la saisine ne venait pas directement à l'héritier par la mort de son prédécesseur: mais l'on peut bien dire que le droit était ouvert à son égard par ce fait, en telle manière que l'hommage reçu, il pouvait, de son autorité, s'ensaisiner sans danger. (*Grand Coutumier de France*, l. II, c. XXI, p. 140 et 141.) Selon le *Regiam majestatem*, l'héritier est seulement habile à demander la saisine après la mort de son auteur: *Recte petere potest*. (L. III, c. XXVIII, n° 1.) Le système des Assises avait sur celui que nous venons de lui opposer, l'avantage de prévenir des débats souvent très-complicés, et la vacance des fiefs, toujours préjudiciable au service; mais en établissant dans la succession des fiefs le principe *le mort saisit le vif*, on réduisait l'investiture des héri-

CHAPITRE CLII.

Por quei le seignor ne deit souffrir que autre que l'ainz né des fia ou des filles de celui ou de celle de par qui le fié lor escheit, se met de sa auctorité¹ en la saisine ne en la teneure.

Se home ou feme qui a fié muert, et il a pluisors enfanz, et aucun de ces enfanz autre que son dreit heir se mete en saisine de s'auctorité² dou fié de son pere ou de sa mere, sanz requerre au seignor la saisine dou fié, come le plus dreit heir aparant et requérant de cel fié en la court, le seignor³ de qui l'om tient cest fié ne le deit souffrir, ce me semble; car⁴ se il le soufreit, le dreit heir à qui il est tenus de garder sa raison, come à dreit heir de son home, lui et ces heirs en poreent estre travailliés au recouvrer dou fié à estre ent deserité de tot le fié ou de partie. Et por garder le dreit heir de travail et de perill et de deseritement, et por maintenir l'assise ou l'usage qui est tel, que quant⁵ fié escheit à pluisors enfanz ou à pluisors parens⁶ qui sont en un degré appartenant⁷ à celui de par qui le fié est escheu, et le dreit heir ne s'i met ou ne le requiert, selonc ce que le cas escheit et que il le peut faire, selonc l'assise et l'usage dou reiaume de Jerusalem; ce l'un⁸ des autres heirs le requiert, come le plus dreit heir aparant que il ait et y aveigne⁹, et se l'assise et l'usage est tel: est il clere chose que celui des enfanz qui n'est dreit heir, ne s'i peut ni n'i deit¹⁰ metre de s'auctorité, ne non autrement¹¹ que par¹² requerre au seignor de qui l'on tient le fié, la saisine de cel fié¹³ come le plus dreit heir aparant et requérant le¹⁴ en la court. Et par raison me semble que ensi deit estre: que raison done que por souffrance que le dreit heir¹⁵ face à aucun de ces freres ou de ces suers ou de autre siens parenz, à avoir¹⁶ le fié qui li est escheu, il ne ces heirs ne deivent estre deserités ne travailliés de raveir¹⁷ le, quant il le vodront avoir; que se il esteit ensi que autres des enfanz que le dreit heir se peust¹⁸ metre en la saisine ne en la teneure dou fié de son pere ou de sa mere, de s'auctorité ne autrement que par la condicion devant dite, ce est come le plus dreit heir aparant et requérant en la court, tant que le plus dreit heir¹⁹ y veigne, et le dreit heir²⁰ vosist après avoir le fié, et celui²¹ qui de s'auctorité sereit mis en la saisine dou fié le vosist defendre²², il le poroit longuement faire par eschamps et par fuites et par delais, por ce que il covendrait que il se clamast de lui. Que puisque il n'en aureit²³ eue la saisine

¹ *En s'auctorité.* c. *De s'authorité.* B. *De s'auctorité.* D. T. — ² B. C. D. E. T. *En saissine et s'auctorité.* A. — ³ *En la court dou seignor.* T. — ⁴ *Char.* B. — ⁵ *Car quant.* D. E. T. — ⁶ *Ou à plusors hoirs.* B. D. E. T. *Echiet à plusors heirs.* C. — ⁷ B. C. D. E. T. — ⁸ *Et l'un.* B. C. D. E. T. — ⁹ *Come le plus droit hoir apparant et y vieigne.* B. D. E. T. *Com le plus dreit heir aparant en la court tant que plus dreit heir y vieigne.* C. — ¹⁰ *Ne se doit.* D. E. T. — ¹¹ *De sa auctorité ne autrement.* B. D. E. T. — ¹² *Que pour.* D. E. T. — ¹³ B. C. D. E. T. — ¹⁴ B. C. D. E. T. — ¹⁵ *Car raison done que souffrance que le droit heir.* D. E. T. — ¹⁶ *D'avoir.* B. C. D. E. T. — ¹⁷ *D'avoir.* C. — ¹⁸ *Ne peut.* D. E. — ¹⁹ *Tant que plus droit hoir.* B. C. — ²⁰ *Et le plus droit heir.* D. E. T. — ²¹ *Le fié de celui.* D. T. — ²² *Se seroit mis (et il. T.) se vosist deffendre.* D. E. T. — ²³ *Il en auroit.* B. C. D. E. T.

tiers directs à ne plus être qu'une cérémonie. Cette législation abandonnait donc un principe fondamental de la féodalité; aussi ne doit-on pas être surpris de voir

l'auteur s'efforcer, dans les chapitres qui suivent, de restreindre les effets de cette disposition légale.

par le seignor, le seignor ne sereit tenus de respondre ent au requerant¹, se il li requereit la saisine; ne autre chose² ne li aureit il à faire, que de aveer li à dreit celui qui en aureit la saisine et la teneure³, puisque il par le seignor ne l'aureit eue⁴. Que le seignor n'est tenus de respondre, se cuit, de chose que autre ait⁵ et teigne, ce celui qui est à⁶ la saisine et à la teneure de⁷ son ancestre⁸ ne l'a eue par le seignor ou par son ancestre. Et ensi poreit le dreit heir estre moult travailliés et esloigniés de son dreit, se il n'i poeit venir que par clamor⁹ que il feist de son frere ou de sa suer ou de cel sien parent à qui aureit le fié escheu¹⁰, come à dreit heir, soufert à tenir, se il li voleit defendre et le plait foyr¹¹: que plait en quei il y a claim peut l'on foyr¹² par les jors et par les fuites qui sont en plait; et por tant plus, que les dreis heirs et lor heirs en poreient estre deserités de tot le fié qui lor sereit eschu ou de partie, se autre se poeit metre en saisine et en teneure dou dit fié autrement que come le plus dreit heir aparant et requerant en la court. Car celui qui el dit fié se sereit mis¹³ autrement que par la maniere¹⁴ avant ditte, le poreit vendre par l'assise; et c'il le vendeit¹⁵, le dreit heir et ces heirs en seroient deserités de tot le fié. Et se le fié estoit de plusors chevaleries, il porroit partie dou fié doner por partie dou servise. Si seroient ensi le droit hoir et ses hoirs deseritez¹⁶ de partie dou fié¹⁷. Et ce celui qui en sereit ensi saisi¹⁸ et tenant autrement que come le plus dreit heir aparant et requerant en la court, moreit saisi et tenant¹⁹ dou fié, le dreit heir n'i poreit recouvrer ne ces heirs, se cuit, devant²⁰ les enfans de celui qui derainement²¹ en sera mort saisi et tenant, c'il avoit enfan; por ce que ces enfan sereient plus dreis heirs²² de celui qui derainement morut²³ saisi et tenant dou fié, sanz condicion de son dreit, que ne seroit²⁴ son frere ainz né: que²⁵ il est assise ou usage en cest reiaume, que l'on ne peut requerre ne avoir fié²⁶ que l'on die qui li seit escheu, qui ne le requiert de par celui qui derainement en morut saisi et tenant come de son dreit; et est assise ou usage que le fiz ou la fille demorre en la saisine et en la teneure dou fié de quei²⁷ son pere ou sa mere en morut saisi et tenant come de son dreit. Et par ces raisons et par pluisors autres, se ensi esteit, averient les enfans dou dereain saisi et tenant le fié de leur oncle²⁸ qui sereit dreit heir dou fié; et il²⁹ et ces heirs en sereient deserités à tort³⁰ et à pechié et sanz mesfait³¹. Et se aucun dit que puisque l'assise³² ou l'usage est tel que le fiz ou la fille demorre en la saisine³³ dou fié que son pere ou sa mere morut saisi et tenant come de son dreit³⁴, et que puisque ensi est, donc ne covient il mie que fiz ne fille requiert au seignor come le plus dreit heir³⁵ aparant et requerant en

¹ De respondre en autre requerant. B. D. E. De repondre à autre requerant. T. — ² Ne autrement chose. D. E. T. — ³ En auroit eu la saisine. B. — ⁴ Ne l'auroit eue. C. Heue. D. E. — ⁵ Se cuit que l'autre l'ait. E. Seroit que l'autre l'ait. D. T. — ⁶ Qui en a. B. C. E. — ⁷ Ou. C. — ⁸ De son maistre ou ancestre. D. E. — ⁹ Que par la clamour. D. E. T. — ¹⁰ B. A qui il auroit le fié escheu. A. C. A qui il avoit le fié. D. E. T. — ¹¹ Fuir. B. C. D. E. T. — ¹² Moult fair. B. C. D. E. T. — ¹³ Seroit mis. D. E. T. — ¹⁴ Que par la teneure. B. D. E. T. — ¹⁵ Vendroit. B. — ¹⁶ Le droit heir desherité de ses heirs. D. E. — ¹⁷ B. C. D. E. T. — ¹⁸ Qui seroit saisi. E. T. — ¹⁹ Et retenant. E. T. — ²⁰ Par devant. B. Et ses heirs seroient devant. T. — ²¹ Daesrainement. B. — ²² B. C. D. E. T. — ²³ Mourroit. B. En sera mort. T. — ²⁴ Sanz condicion et come de (son. D. E. T.) droit hoir qui ne seroit. B. C. D. E. T. — ²⁵ Ne que. C. — ²⁶ Que l'on ne puet requerre fié. B. — ²⁷ Le fils ou la fille dou mort se puet metre en la saisine et en la teneure dou fié de quoi. C. — ²⁸ Devant leur oncle. C. — ²⁹ Et il n'est pas dans C. — ³⁰ A tourz. B. — ³¹ Et à pechié sans meffait. D. E. T. Les manuscrits D. E. et l'édition de la Thaumassière indiquent ici un chapitre particulier, avec cette rubrique : *Comment le fils ou la fille ne demeure en saisine dou fié de quoi son pere morut saisi et tenant, se il n'est le droit heir.* — ³² Dit que l'assise. B. — ³³ B. C. D. E. T. En la saissi. A. — ³⁴ Come dou sien. B. — ³⁵ Autre que le droit heir. B. D. E. T. Ne fille autre que le droit heir le requere au seignor con le plus droit heir. C.

l'escheete ¹ qui li est escheue de pere ou de mere de fié, de quei il ou elle morut saisi et tenant come de son dreit, por quei il ne deit mie estre ensi come je ais dit devant, mais que chascun fiz ou fille se peut metre en la saisine et en la teneure de s'auctorité, sans aucune requeste faire ent au seignor; je dis que non deit, por ce que il est ² en l'assise ou en l'usage que fiz ou fille demorre en la saisine ⁵ et en la teneure dou fié de quei son pere ou sa mere muert ⁴ saisi et tenant come de son dreit heir et non à autre ⁵; que en l'assise ⁶ n'est mie que les fiz et les filles demorent en la ditte saisine, ainz est que le fiz ou la fille i demore; et puisque il n'i a que le fiz ou la fille ⁷, donc n'est ce que l'un ⁸; et puisque ce n'est que l'un, donc est ce l'ainz né des fiz, et quant il n'i a fiz, l'ainz née des filles: que par l'assise et l'usage de cest reiaume, l'ainz né de ciaux qui sont en un degré est le dreit heir. Et certes se les enfanz ou chascun d'iaus ou l'autre ⁹ que l'ainz né, se peust ¹⁰ metre de s'auctorité en saisine et en teneure dou fié, donc en poreit l'un l'autre geter totes les feis que il vodreit, et metre s'ent en saisine ¹¹, de quei guerre et contens poreit avenir et movreit ¹² entre les freres ¹³ et les autres parens por le fié qui sereit escheu au dreit heir, et por neent ¹⁴ sereit l'assise ou l'usage établi ¹⁵ que l'on a veu adès user qui est tel: que quant aucun heir autre ¹⁶ que le dreit heir viaut avoir la saisine et la teneure dou fié qui lor est escheu de pere ou de mere ou d'autre parent, et l'ainz né ne le requiert, par ce que il n'est present ¹⁷ ou autrement, que celui qui le viaut avoir le doit ¹⁸ requerre come le plus dreit heir de celui de par qui le fié est escheu, qui seit aparant et ¹⁹ requérant en la court de cel fié; et quant il ensi le requiert, que le seignor ²⁰ le deit metre en saisine, tant que le plus dreit heir ²¹ à avoir cel fié veigne avant ²² en la court et li ²³ requiert. Et puisque l'assise ou l'usage est tel, est il cler à conoistre que nul des enfanz, autre que le dreit heir, ne demore en la saisine et en la teneure dou fié que ²⁴ leur pere ou leur mere muert ²⁵ saisi et tenant come de son dreit, ne que il ne s'i peut metre de s'auctorité, ne autrement avoir ent la saisine que come le plus dreit heir aparant requérant en la court, et tant que plus dreit heir y veigne: car quant il l'a ensi ²⁶, totes les avant dites assises et toz les dis usages sont bien gardés et tenus et maintenus, et le dreit heir gardé de travail de raver le fié, quant il le viaut avoir, et lui et ces heirs gardé de deseritement. Que quant aucun est saisi dou fié ²⁷ come le plus dreit heir aparant requérant en la court, et le requiert, il ne peut ²⁸ cel fié vendre par l'assise, ne doner partie dou fié por partie dou servise; et c'il le done, quant ²⁹ le dreit heir requerra le fié et l'aura ³⁰, il ³¹ n'est pas tenu de tenir cel don, et que le dreit heir n'a à requerre le fié qui li est escheu, que au seignor de qui il le deit tenir; et c'il le requiert, que le seignor ³² ne s'en pora defendre, por chose que il ne celui qui a et tient le fié dient, que il au dreit

¹ En la court escheete. c. Et requérant l'escheete. T. — ² Por ce que se il est. B. c. — ³ Chascun fis ou fille se peut metre en saisine. D. E. T. — ⁴ Mourut. B. c. D. E. T. — ⁵ Que ce est le droit hoir et non autre. B. c. D. E. T. — ⁶ Quar en l'assise ne en l'usage. B. Que l'assise ou l'usage. D. E. T. — ⁷ Ou la fille n'est pas dans c. — ⁸ Dont est ce que l'un. B. — ⁹ Ou autre. B. Et se tous les enfans ou chascun d'eaus ou autre. c. Et certes les enfans ou chascun (de chascun. T.) d'eaus ou l'autre. D. E. T. — ¹⁰ Se pooit. B. c. — ¹¹ Et metre saisine. B. — ¹² Poroit movoir. c. Et nouvoir. D. E. T. — ¹³ Et les seurs. c. — ¹⁴ Et pur noient. B. Et por neant. D. E. T. — ¹⁵ L'assise faite ou (et. D. E. T.) l'usage établi. B. c. D. E. T. — ¹⁶ Ou autre. D. E. T. — ¹⁷ Paresent. B. — ¹⁸ B. c. D. E. T. Le dreit. A. — ¹⁹ B. c. D. E. T. — ²⁰ Le seignor. D. E. T. — ²¹ Tant que plus droit heir de lui. c. Le plus dreit heir de lui. D. T. — ²² B. — ²³ Le. B. c. D. E. T. — ²⁴ Dou quel. B. Dou fié qui lor est escheu dont. D. E. T. — ²⁵ Morut. c. D. T. — ²⁶ Il a ensi fait. B. Il a ensi. c. Il y a ensi. D. E. T. — ²⁷ Car quant (aucun. D.) est saisi et tenant. D. T. — ²⁸ En court tant come (tant aucun come. T.) le plus dreit heir de lui y viegne à avoir celui fié en la court et le requerre, il ne peut. D. E. T. — ²⁹ B. c. D. E. T. Et c'il le done que quant. B. — ³⁰ Il l'aura. T. — ³¹ Et. T. — ³² Et s'il le requiert le seignor. B.

heir¹ ne responde, et que il en saisine ne le met. Si est clere chose, ce me semble, que il deit ensi estre come je ais dit en cest chapitle, par les raisons que je ai dites, se tel cas avient en la court.

CHAPITRE CLIII.

Por quei fiz ou fille ne se deit metre de s'auctorité en saisine ni en teneure de fié de quei son pere ou sa mere² ne seient mors saisi et tenanz come de lor dreit, ou que il en aient esté les derrains³ saisis et tenanz come de leur dreit.

Se aucun fiz ou fille se met en saisine de s'auctorité sanz le seignor de qui cel fié muet⁴, d'aucune chose dont son pere ne sa mere ne morurent saisi⁵ et tenanz, et qu'il dit que ce est le fié qui fu de son pere ou de sa mere, et que il furent saisi et tenant en aucun tens; il ne le peut ni ne deit faire par l'assise ou l'usage de c'est reiaume, depuis que son pere ou sa mere ne fu le dereain qui en morut saisi et tenant⁶, et que il puisse ce prover come est devisié en cest livre que on deit tel chose prover. Et ce il ensi ne le peut⁷ prover, il est ataint de force faite⁸ au seignor, et est encheu en la merci dou seignor en qui⁹ seignorie cel fié est, come home ataint de force¹⁰. Por quei il est plus seure chose de metre sei en saisine de par le seignor que autrement de ce de quei son pere ou sa mere ne morut saisi et tenant come dou sien, se la chose n'est si clere que il puisse prover, si come il dit¹¹, que son pere ou sa mere¹² ont eue¹³ la dereaine saisine de Crestiens¹⁴.

CHAPITRE CLIV.

Por quei nul ne se deit metre de sa auctorité¹⁵ en saisine de fié qui li seit escheu d'autre que de pere ou de mere, se il ne le fait par le seignor de qui il doit tenir celui fié¹⁶.

Nul ne se peut ni ne deit, par l'assise ou l'usage de cest reiaume, saisir de chose que il die qui li seit escheue de ces ancestres ne d'aucun ne d'aucune de son lignage, autre que de par pere ou mere¹⁷, que par¹⁸ le seignor de qui le fié muet, qui ne seit encheu en la merci dou seignor come ataint¹⁹ de force; et ce

¹ C. D. E. T. *Que il est droit heir.* T. — ² *De fié que son pere et sa mere.* D. E. T. — ³ *Les derrains Crestiens.* C. — ⁴ *Vient.* C. D. E. T. — ⁵ *Par l'assise ne l'usage de c'est reiaume, se son pere ou sa mere ne fu le deerrain Crestien saisi et tenant.* B. C. D. E. T. — ⁶ *Le peut.* D. — ⁷ B. C. D. E. T. *Faire.* A. — ⁸ *En quelle.* D. T. — ⁹ *Si com il doit.* B. C. D. E. T. — ¹⁰ *Ou sa mere n'est pas dans C.* — ¹¹ *En ot heu.* D. E. T. — ¹² *Des Crestiens.* B. C. D. E. T. — ¹³ *De sa auctorité n'est pas dans C. D. E. T.* — ¹⁴ C. *Tenir le fié.* D. E. T. — ¹⁵ *Que pere ne mere.* D. E. — ¹⁶ *Que de par.* B. — ¹⁷ *Come home atteint.* D. E. T.

¹⁸ Voyez sur le sens des mots *morust seisi*, le c. LXXVII de Britton, intitulé : *Des excepcions de la seisine*, p. 329.

¹⁹ On voit reparaître ici le droit du seigneur qui avait

été, dans les chapitres précédents, complètement sacrifié à celui de l'ainé.

de quei¹ il sera saisi² deit venir en la main³ dou seignor par quelque maniere que ce seit. Et se le seignor en veüt avoir dreit, il le pora avoir par sa court⁴ : et coment il le pora avoir et quel dreit, sera après devisié en cest livre⁴.

CHAPITRE CLV.

Coment l'on deit⁵ requerre la saisine dou fié qui li est escheu de par autre que de par pere⁶ ou mere, et quei le seignor en deit⁷ faire; et coment il le⁸ peut esloignier, et coment l'on le peut ataindre.

Se fié escheit à home ou à feme de par autre que son pere ou sa mere, et celui ou celle de par qui il li est escheu, en morut saisi et tenant come dou sien, et il le viaut requerre, il deit venir devant le seignor et demander li conseil, et après faire li dire par son conseil : « Sire, tel, » et le nome, « vient devant vos come devant son seignor, et voz fait assaveir que Dieu a fait son comandement de tel, » et le nome, « qui li aparteneit en tel degré, de celle part dont le fié muet. Sire, et celui fié li est escheu, come celui⁹ qui esteit appartenant en tel degré de tel¹⁰, » et le nome, « de par qui le fié li est escheu, et qui dou dit fié morut saisi et tenant come dou sien. Sire, et se vos mescreés qu'il ne li appartenist¹¹ en tel degré come je ais dit por lui¹², et de celle part dont le fié muet, il est prest de prover le tot ensi¹³ come la court esgardera ou conoistra que il prover le dée. Si voz requiert la saisine et la teneur de cel fié¹⁴ si come je vos ais dit, et la¹⁵ viaut avoir por tant come je ais dit por lui, se la court l'esgarde. » Et se court n'esgardeit que por tant la deust avoir¹⁶, il ireit à son conseil, et direit tant que il sa raison gardereit¹⁷. Et se le seignor seit que il seit ensi¹⁸ come il dit, il le deit metre en saisine et en teneur debonairement sanz plait et sanz contens. Et se le seignor viaut maligner¹⁹ en celle chose et tenir le fié, moult i peut avoir d'eschamps et de fuites, laquel chose bon seignor ne deit²⁰ faire. Et se le seignor n'en est certain que il seit ensi come il a dit^b, il li respondra lui deleant²¹ o²² semblant de raison, que il n'entent que celui fié fust onques de celui que le requérant²³ a voé à son²⁴ ancestre; et se il avint en aucune maniere que il ot et tint cel fié, il ne l'ot mie²⁵ de don de²⁶ seignor, ne en autre maniere qu'il peust ne deust venir à lui qui le requiert ne escheir; et à ce que il euffre à prover la

¹ *Se ce de quoi.* B. C. D. E. T. — ² *Il se sera saisi.* B. *Saisi et tenant.* D. E. T. — ³ *En la maison.* D. E. — ⁴ *Et coment, etc.* manque dans D. E. T. — ⁵ *Peut.* D. E. T. — ⁶ *De part pere.* D. E. — ⁷ *Li doit.* C. — ⁸ *La.* C. *Et coment hom le.* D. E. *On le.* T. — ⁹ *Come à celui.* B. C. D. E. T. — ¹⁰ *Qui est (estoit.* C. D. E. T.) *apartenant à tel.* B. C. D. E. T. — ¹¹ *Atainsist.* B. C. *Que il ne soit ensi qu'il ne li ateinsist.* D. E. *Atenist.* T. — ¹² B. C. D. E. T. — ¹³ *Prouver tout ensi.* B. E. T. — ¹⁴ *De cel fié qui li est escheu.* B. C. D. E. T. — ¹⁵ *Et le.* B. D. E. T. — ¹⁶ *Et la court se de n'esgardeit que por tant ne le deust avoir.* B. *Et se ne l'esgarde que portant ne le deust avoir.* D. T. — ¹⁷ *Qu'il auroit la raison.* B. C. D. E. T. — ¹⁸ *Et se le seignor seit que il ensi soit.* B. C. D. E. T. — ¹⁹ *Maliner.* C. — ²⁰ *Ne doit mie.* B. — ²¹ *Il li respondra deleant.* B. *Il li puet respondre lui deleant.* C. — ²² *En.* C. *Ou.* D. E. T. — ²³ *Qui le requiert.* D. E. T. — ²⁴ *Ne à son.* T. — ²⁵ B. — ²⁶ *De son.* B. D. E. T.

^a Dans les successions qui n'étaient pas de père ou de mère, le principe féodal reprenait toute sa force, et quiconque s'ensaisina de sa propre autorité, était passible de la peine qu'il plaisait au seigneur de lui imposer.

^b L'auteur se sert de ce prétexte pour donner au seigneur les moyens les plus subtils de ne pas se dessaisir du fief.

parenté, il n'a mie orres grant talant de saveir son lignage. Mais se il fust prové que le fié eust esté doné à celui qu'il a voé à son ancestre, en maniere que il peust et ¹deust escheir à lui, se il fust descen^duz de lui si come il dit ²; adonc quant leuc et tens sereit ³, le seignor respondreit au parenté si come il devereit, et de totes les choses dessuz dites et de chascune par sei l'une après l'autre, peut le seignor qui viaut le fié tenir, et la saisine que on li requiert esloignier, metre s'ent ⁴ en esgart de court, et dire ⁵ que por tant en viaut il demorer en pais, se la court l'esgarde ⁶, et toz jors metre son retenaill ⁷ ès esgars et ès conoissances de court en quei il se metra ⁸. Et se le requereor ait prevelige ⁹ ou ¹⁰ recort de court dou don qui fu fait ¹¹ à son ancestre de cel fié ¹², ou garent qui ait veu son ancestre saisi et tenant come dou sien, si li deit ¹² soufire, ce me semble, à avoir la saisine et la teneure dou dit fié; ou c'il par prevelige et ¹³ par recort de la court le peut prover ¹⁴ si come il deit, et puis preuve la parenté que il a dit qui est entr'iaus, si come la court esgardera ou conoistra que il prover le dée. Et se il avient que le requereor n'ait prevelige, qui ait esté de son ancestre ¹⁵, de cel fié, die celui qui est à son conseil : « Sire, celui ou celle qui avait et teneit « cestui fié, de qui Dieu ¹⁶ a fait son comandement, aparteneit à tel en tel degré « de celle part dont le fié muet, et ce est il prest de prover tot ensi come vostre « court esgardera ou conoistra que il prover le dée. Sire, et il est us ou costume « ou assise ¹⁷ en cest reiaume, ou raison ¹⁸, que quant fié escheit qui est à toz « heirs, que il escheit à parenz de celui de par qui il escheit, et que le plus « preuchain ¹⁹ qui en requiert la saisine et la teneure l'a ²⁰ devant toz les autres, « se il ²¹ la requiert; et c'il n'est que as heirs de feme espouse, que il escheit à « ciaux ²² heirs, et que le plus preuchain de ciaux heirs l'a devant toz les autres, « ce il la requiert. Sire, et tel aparteneit ²³ à tel en tel degré de celle part ²⁴ dont « le fié muet et qui en morut ²⁵ saisi et tenant come dou sien; si est clere chose « que il doit avoir celle meismes saisine, selonc l'assise ou l'usage dou reiaume de « Jerusalem, ou raison. Et il est chose certaine que les fiés que l'on done orres ²⁶ « sont useement fais as heirs de feme espouse de celui à qui l'on done le fié, et « que tel est le cours ²⁷ des fiés des dons de orres ²⁸ dont il provent ²⁹ le parenté dou « dereain qui en morut ³⁰ saisi et tenant de cestui fié, et ensi qu'il seit des heirs « qui de celui sont descenduz de sa feme espouse viaut il avoir la saisine dou fié, « se la court l'esgarde. » Et se la court n'esgardast que il, por tant ³¹ come je ais dit por lui, la deust ³² avoir, il ireit à son conseil et direit ou fereit tant dire ³³, que il sa raison gardereit. Et contre ce peut le seignor trover ³⁴ moult d'es-

¹ Ne. B. C. D. E. T. — ² Si come il doit. B. — ³ Eure et tens seroit. D. Oure et tens seroit. T. — ⁴ Esloignier et metre sei. C. Ehloigner et mettre s'en. D. E. T. — ⁵ Et dira. T. — ⁶ Ne l'esgarde. D. E. T. — ⁷ Metre (son. D. E. T.) retenaill de court. B. C. D. E. T. — ⁸ Es esgars... il se metra, manque dans D. E. T. — ⁹ Preuve lige. T. — ¹⁰ B. C. D. E. T. En. A. — ¹¹ Au recort de court que le don fu fait. D. T. — ¹² Ou recort de court qui ait veü son ancestre saisi et tenant de cel fié, con dou sien fié la li doit (si li doit. D. E. T.) C. D. E. T. — ¹³ Ou. B. C. D. E. T. — ¹⁴ Le prove. D. E. T. — ¹⁵ Qui ait esté fait à son ancestre. B. C. D. E. T. — ¹⁶ Dés. C. — ¹⁷ Il est us et coutume et assise. D. E. T. — ¹⁸ Et raison. D. E. T. — ¹⁹ Prochain. B. C. D. E. T. — ²⁰ La doit avoir. B. D. E. T. — ²¹ Et se il. B. Et la teneure doit avoir devant les autres, et l'a si la. C. D. E. S'il l'a. T. — ²² A ses. B. — ²³ Sire, tel et tel apartenoit. B. Sire, tel et tel appartenant. C. Sire, tel et tel, et le nome, apartenoit. D. E. T. Sire, tel à tel, et le nome, apartenoit. T. — ²⁴ En celle part. D. T. — ²⁵ Et en moru. D. E. T. — ²⁶ Que les dons des fiés de Chipre. B. Que les fiez de Chypre. C. D. E. T. — ²⁷ B. C. D. E. T. Le cors. A. — ²⁸ Des dons des fiés de Chypre. B. C. D. E. T. — ²⁹ B. Provant. A. C. D. E. T. — ³⁰ La parenté qui en morut. D. E. T. — ³¹ N'esgarde pourtant. D. E. T. — ³² Ne la deust. B. Ne la poist. E. Ne la peust. D. T. — ³³ Deust avoir, il diroit ou feroit tant dire. B. C. Poist avoir, il diroit tant et feroit dire. D. E. T. — ³⁴ Dire et trouver. D. E. T.

champs et de fuites et de delais¹; mais il ne me semble² que il à la fin puisse defendre au requerant à avoir la saisine. Que ce il dit³ que cel fié⁴ ne fu doné en maniere que il à celui qui le fequiert peust ne deust escheir, et que por ce il ne le viaut metre en saisine, se court ne l'esgarde, ainz en viaut demorer vers lui quites et en pais, se la court l'esgardè, tant que il ait prové, si come il deit, que le fié fu doné à celui, qui le conquist en maniere⁵ que il à lui qui le requiert peust escheir, et de ce se met en l'esgart de la court, sauf son retenaill. A ce peut respondre le requerant, et dire: « Sire, certaine chose est que le cours⁶ « et l'usage des dons que les seignors ont fait des fiés⁷ en cest reiaume⁸, ont « esté à ciaux à qui il ont donés les fiés au meins à eaus et à lor heirs⁹ de feme « espouse: et je sui¹⁰ prest de prover, si come court esgardera ou conoistra que « je prover le deie, que je sui de heirs descendu de tel et de tel, » et les nome; « et « par ce¹¹ deis avoir l'escheete et la saisine et la teneur dou fié qui fu sien, qui « de par lui m'est escheu: car, par le cours qui est usé corsablement¹² des dons « des fiés qui sont adès fais acostumeement as heirs de feme espouse, est il assés¹³ « prové et coneu que le fié fu doné à mon ancestre, à lui et à ces heirs de sa feme « espouse; et se vos volés dire que cest don fust doné autrement que selonc le « cours des fiés de cest reiaume¹⁴, je dis, sauvé seit vostre honor, que non, place « Dieu. Si ne viaut¹⁵ que il demore, por chose que voz aiés faite dire, que je n'aie « la saisine dou fié que je voz ais requise et requier come mon dreit; ainz la viaus « avoir por totes les raisons que je ai dites ou por aucunes d'elles, se la court « l'esgarde; et de ce me met je en l'esgart de la court, sauf mon retenaill. » Et à mei semble que, par le cours et l'usage des fiés d'orres¹⁶, que le seignor ne peut defendre du requerant la saisine¹⁷, se il ne preuve par recort de court, si come il est dessuz dit, ou par prevelige qui seit el poeir et en la garde de l'home et que il en use à son besoin¹⁸, que le don de cel fié ne fu fait¹⁹ à l'ancestre dou requerant²⁰, si que l'escheete ne peut ni ne deit venir à lui par assise ne par usage ne par raison, tot seit ce que le privilege que le seignor²¹ fait à l'ome porte garentie encontre le seignor por son seel qui i pent, mais encontre l'ome ne porte si mie²² garentie de chose qui seit encontre lui, mais que tant que se le seignor fait aucuns preveliges de dons ou de covenans, et le prevelige seit el poeir et en la garde de l'home, et il en a usé²³ à son besoin, se il y a aucune chose qui seit au proufit dou seignor et au damage de l'home, aussi bien deit estre cel prevelige grevable à l'home come au seignor: car aussi come le don et le proufit de l'home deit estre contre²⁴ le seignor des choses qui sont el prevelige qui est en la garde de l'home et de quei il en a usé et use à son besoin, redeit estre contre l'ome à gregier le, se il y a chose qui li grieve²⁵; por ce que il est en la garde de l'home et qu'il en a usé à son proufit en la court, si en repeut le seignor user²⁶ à son proufit, puisque la court en est bien recordant de ce que il a el prevelige, ou ce celui qui derainement ot la saisine dou dit fié ne feist chose par

¹ *Moult d'eschamps.* B. *Moult d'eschampées.* T. — ² *Mais il me semble.* B. — ³ *La saisine que il dit.* D. B. T. La fin du chapitre manque dans D. E. T. — ⁴ *Que son don.* B. *Que le don.* C. — ⁵ B. C. *Fu doné à celui, et que il le conoist en maniere.* A. — ⁶ B. C. *Le cors.* A. — ⁷ *Ont adès faits des fiefs.* B. C. — ⁸ *De Chipre.* B. C. — ⁹ *Doné les fiés et à leur hoir.* B. C. — ¹⁰ *Et je qui suis.* C. — ¹¹ *Par ce n'est pas dans* B. C. — ¹² *En Chipre.* B. C. — ¹³ *Est il bien.* B. — ¹⁴ *Selonc les cours des dons des fiefs de Chipre.* B. C. — ¹⁵ *Ne ne veuill.* B. C. — ¹⁶ *Des dons des fiés de Chipre.* B. C. — ¹⁷ *L'aisine.* B. — ¹⁸ *En cort à son besoing.* B. *Ou en ait usé en court à son besoing.* C. — ¹⁹ *Que le don fu fait.* B. — ²⁰ *Dou requereor.* C. — ²¹ B. C. *Ce que le prevelige que le prevelige.* A. — ²² *Ne porte il nule.* B. C. — ²³ *Et use.* C. — ²⁴ *Encontre.* C. — ²⁵ *Redoit il estre contre l'ome et gregier.* B. C. — ²⁶ *Bien user.* C.

quei lui et ces heirs fucnt ¹ deserités de cel fié par esgart ou par conoissance de court ou par assise ou par usage. Et se l'avant dite requeste est faite ou reiaume de Jerusalem, où le cours des anciens fiés est à toz heirs, et des noviaus as heirs de feme espouse, le seignor le peut ² moult mains esloignier et defendre li la ³ saisine et la teneur dou dit fié au requereor, que ou reiaume de Chipre^a; por ce que, se il est des dons anciens qui sont à toz heirs, la preuve est plus legiere au requereor à faire dou parenté en generau, que de prover que il seit des heirs de celui de par qui ⁴ il requiert l'escheete descendu de lui et de sa feme ⁵ espouse. Car prover le parenté en generau soufist en tant, ce me semble, que ce celui qui prover le viaut ⁶, preuve par deus homes ou femes crestiens, que il oyrent que celui de par qui le requérant requiert l'escheete, le teneit à parent ⁷ et il lui, il a bien prové le parenté si come il deit. Et se le fié est des noviaus dons qui sont orres as heirs de feme espouse ⁸, la preuve dou parenté est autel come celle de Chipre. Et se le seignor née que le don ne fust fait à l'ancestre dou requérant, en maniere que l'escheete puisse à lui venir por doner li la preuve de ce, si que c'il n'en a prevelige ne recort ⁹ dou don qui en a esté ¹⁰ fait à son ancesstre, si que à lui puisse escheir, et que il faille à la preuve, et que par ce perde sa carrelle, tot soit ce que le requereor n'ait prevelige ne recort de court de ce qui est avant dit ^b, se peut il ¹¹ defendre d'acueillir la preuve à sei en cest cas, et doner la au seignor par les raisons qui avant sont dites ¹² dou don corsable des fiés, c'est assaveir des ancestres ¹³ à toz heirs et des noviaus as heirs de feme espouse; et assés ¹⁴ li devreit bien valeir les dites raisons, ce me semble : que se autrement esteit, moult de gens en poreient perdre leur raisons et estre deserités à tors et sanz raison.

¹ *Fussent estre.* B. *Furent.* C. — ² *Le seignor puet.* B. C. — ³ *Et deffendre la.* B. C. — ⁴ *Que il soit des heirs de par qui.* C. — ⁵ *De lui de sa feme.* B. C. — ⁶ *Peut prover.* C. — ⁷ B. C. *Parent.* A. — ⁸ *Qui sont de feme espouse.* B. — ⁹ *Ne recort de court.* C. — ¹⁰ *Que n'a esté.* C. — ¹¹ *Se porra.* B. C. — ¹² *Dites et devisées.* C. — ¹³ *Des anciens.* B. C. — ¹⁴ *Et à ce.* B. C.

^a Les premières inféodations avaient été faites, dans le royaume de Jérusalem, à toz heirs, afin d'appeler un plus grand nombre d'intéressés à la défense de ce nouveau royaume. Quand l'établissement des Croisés en Orient sembla consolidé, les seigneurs voulurent que les chances qu'ils avaient de rentrer en possession des fiefs concédés par eux fussent moins éloignées, et alors la loi restreignit ces concessions aux heirs de feme espouse. Le royaume de Chypre admit dès sa fondation cette restriction, et en voici le motif. Guy de Lusignan n'amena avec lui en Chypre que trois cents chevaliers français et deux cents écuyers. L'île était assez riche pour qu'il pût, sans s'appauvrir, leur distribuer des fiefs à toz heirs; mais, sur son appel, on vit accourir, du royaume de Jérusalem, de Tripoli, d'Antioche et de l'Arménie, une foule de gentilshommes auxquels il fallut aussi accorder des fiefs en terres ou en rentes. (Loredano, l. I, p. 15.) Le roi sentit donc la nécessité d'abrégier la durée des concessions, et le moyen qu'il crut devoir adopter n'empêcha pas qu'un de ses successeurs ne se soit, un jour, trouvé dans une pénurie complète. En France, les deux modes de concessions étaient également usités. Il existe

dans l'*Amplissima collectio* de D. Martene, plusieurs exemples de donations faites non-seulement *heredibus suis de uxore sua desponsata* (t. I, col. 1048, 1049, 1069), mais aussi *heredi suo masculo de uxore sua desponsata* (Id. 1068, 1112, etc.).

^b En France, la cour du seigneur intervenait également dans la mise en possession des fiefs, pour juger les questions de droit qui pouvaient naître de cette saisine, quand elle était contestée. On lit dans les *Olim* un arrêt ainsi conçu : *Johannes de Chasteluz, armiger, recepit in hominem, salvo jure suo et alieno, in plena curia, in hoc parlamento, Beatricem de Mont Gardin de hüs.... et ipsam Beatricem saisivit de premissis dictus Johannes per cerothecam suam in plena curia, salvo jure suo et alieno.* T. I, p. 758, n° xvi. Le petit nombre d'investitures de ce genre qui se trouve dans les registres du parlement, montre que cet acte n'était pas toujours entouré de formalités aussi solennelles. Lorsque personne ne contestait les droits du requérant, l'investiture était simplement donnée par le suzerain dans les formes qui sont indiquées par les *Établissements*, l. II, c. xviii.

CHAPITRE CLVI.

Por quei le seignor n'est tenus de respondre de fié que autre ait et teigne, de quei il l'a saisi, come¹ de son dreit, par assise ou par usage ou par esgart ou par conoissance de court.

Se aucun requiert au seignor saisine de fié qui li seit escheue, et le seignor dit aucune chose à l'encontre, par quei le requérant ne dée celle saisine avoir, et le requérant die raison, et tel² que court esgarde ou conoisse que il en dée avoir la saisine, et il l'a par esgart ou par conoissance de court, et un autre vient après devant³ celui seignor ou autre el tens⁴ de celui qui en aura eue la saisine par esgart ou par conoissance de court ou de son heir, et requiert au seignor cel fié, disant que il est dreit heir à cel fié avoir devant toz les autres, et offrir⁵ le à prover si come court esgardera ou conoistra qu'il prover le dée; le seignor li deit respondre que il n'a ne tient cel fié, por quei il n'entent que il li en ait à⁶ respondre⁷; mais ce il se clame de celui qui le tient, il l'avera⁷ à dreit en sa court; ne il n'entent que il autre li en ait à faire, puisque il ou son ancestre, par esgart ou par conoissance de court, ont eue⁸ la saisine dou dit fié, ne faire ne le viaut, se la court ne l'esgarde⁹: et de ce se met en l'esgart de la court, sauf son retenaill. Et après cest¹⁰ dit, se le requérant viaut son plait abregier, il se clamera de celui qui le fié tient, et requerra au seignor que il le face venir en la court faire le dreit de ce que il li requerra. Que il ne me semble que il puisse chose dire par quei la court esgarde ne¹¹ conoisse que le seignor li seit tenus de respondre de cel fié ne de faire autre que ce que il li a offert: que il est assise ou usage ou reiaume de Jerusalem, que fié de quei home ou feme ait esté saisi et tenant par esgart¹² ou par conoissance de court, et que il ou son heir teigne, que le seignor ne deit respondre, n'entrer en plait, ne autre¹³ chose faire que aver à dreit celui¹⁴ qui le tient, se l'on se clame de lui^b.

¹ Ait et teigne de quey il ait esté saisi et tenant con. c. De quoi il ait come. d. e. De quoi il ait saisine. t. —

² Raison tele. b. — ³ Revient devant. b. Revient après devant. d. e. t. — ⁴ Ou el tens. c. — ⁵ Et offrent. c. —

⁶ Que il li a à. e. Que il y a à. d. t. — ⁷ Il aura. d. e. Il l'aura. t. — ⁸ Oï. b. — ⁹ Ne le veaut esgarder. d. e. —

¹⁰ Cel. b. Ce. d. e. t. — ¹¹ Ou. c. — ¹² Par esgart ou manque dans b. c. d. e. t. — ¹³ Ne en autre. e. t. —

¹⁴ Avoir droit de celui. b.

* Cela est conforme à la coutume du royaume de France, confirmée par le jugement des pairs, en présence du roy Philippe Auguste, du mois de juillet 1216, sur le différent de Blanche comtesse de Champagne, et d'Erard de Brienne et Philippe sa femme: *Usus et consuetudo Francie talis est, quod ex quo aliquis saisitus est de aliquo feodo per dominum feodi, dominus feodi non debet aliam recipere in hominem de eodem feodo, quandiu ille qui saisitus est de feodo per dominum feodi, velit et paratus sit jus facere in curia domini feodi et prosequi.* C'est ce que dit notre auteur en ce chapitre. T. — Il ne s'agissait point, dans cette célèbre affaire, de savoir si un seigneur pouvait retirer la saisine qui avait été donnée par esgard

de cour, mais bien de décider, en fait, si la comtesse de Champagne avait fait défaut de droit à Erard de Brienne.

^b On voit ici combien, dans une matière aussi importante que la transmission des fiefs, le pouvoir des seigneurs était limité. Le seigneur recevait l'hommage, donnait l'investiture, mais tout ce qui se rapportait à la propriété du fief et aux droits des parties était dans le domaine de la cour, c'est-à-dire des pairs de la seigneurie; et un feudataire qui n'était pas ensaisiné de plein droit, ne pouvait prendre rang dans cette aristocratie guerrière, qu'avec l'assentiment de ceux près desquels il devait s'asseoir dans la cour ou combattre dans la mêlée.

CHAPITRE CLVII¹.

Quant fié escheit à pluisors genz, et aucun autre que le dreit heir en requiert la saisine au seignor come dreit heir, por quei le seignor ne le deit metre en saisine, se il ne l'en requiert come le plus dreit heir aparant et requérant en la cort.

Se aucun requiert fié qui die qui li seit escheu de par aucun sien ancestre, et il le requiert² come dreit heir de celui³ de par qui il dit que le fié li est escheu à avoir cel fié, et le seignor set⁴ qu'il y a plus dreit heir de lui à avoir le dit fié, il deit⁵ respondre : « Voz me requerés cel fié come le plus dreit heir de tel, » et le nome; « et je entens que il y a plus dreit heir à avoir le fié⁶ de voz : por quei « je à voz come à plus dreit heir ne viaus respondre, se la court ne l'esgarde, « et di por quei : por ce que je entens que il y a plus dreit hoir⁷ de voz, et que « je deis garder la raison de chascun que je entens que raison y ait, si come je « le truis escrit en ma secrete⁸; et que se je vos metoie⁹ en saisine dou fié, si « come voz me le requerés, je ne voz metré autrement que com le plus dreit heir « aparent et requérant au dit fié avoir, et je vos en euffre à faire ce que je dei¹⁰ « par ma cort; ne je n'entens que je autre vos en dée faire, ne faire ne le viaus « por les raisons que je ai dites ou por aucunes d'elles, se la court ne l'esgarde « que je faire le dée, se voz avant ne provés, si come court esgardera ou co- « noistra que voz faire le deés¹¹, que voz seiés¹² le plus dreit heir de celui de par « qui voz requerés cel fié à avoir le. Et de ce me met je en l'esgart de la court, « sauf mon retenaill. » Et après ce il ne me semble¹³ que le requereor puisse¹⁴ chose dire par quei la court dée esgarder que le seignor le met¹⁵ en saisine de cel fié à avoir le¹⁶ si con il l'a requis, ce il ne preuve, si con il doit, que il est le plus droit heir de celui de par qui il le requiert le dit fié à avoir¹⁷. Si me semble que ce il viaut son plait abregier¹⁸, que il le dée requerre come le plus dreit heir aparant et requérant en la court à avoir cel fié, ce il ne peut la preuve¹⁹ avant dite faire, et que ce il ensi le requiert, que le seignor ne li porra desfendre la saisine dou dit fié²⁰, se son ancestre²¹, de par qui il le requiert, en morut saisi et tenant con dou sien, et il preuve le parenté si con il doit, se son ancestre²² n'a chose faite par quei il et ces heirs seent deserités de cel fié, par assise ou par usage ou par esgart ou par conoissance de court.

¹ Ce chapitre répond au CLXIV^e de l'édition de la Thaumassière, et le chapitre CLXIII de cette édition répond au CLVIII^e du manuscrit de Venise. — ² Quiert. B. — ³ Com dreit heir com de celui. D. E. T. — ⁴ Croit. B. D. E. T. Cret ou set. C. — ⁵ Il li doit. C. D. E. T. — ⁶ Droit heir à aver le dit fié si ne veull. B. T. — ⁷ B. C. D. E. T. — ⁸ Que raison ait en ma secrete. B. Que raison ait en ma seignorie. C. — ⁹ Que je entens que raison est et que si je vous mettois. D. E. T. — ¹⁰ Se je vos metois en saissine dou fié si come vos me requerés (com le plus droit aparant. D. T.), il porroit torner à prejudice d'autre, se il est plus droit hoir de vos à avoir le fié; mais se vos me le requerez come le plus droit hoir apparant et requérant en la court au dit fié avoir, je vos offre à faire ce que je doi. B. C. D. E. T. — ¹¹ Le doiés. B. — ¹² Ou coneistra que vos soiés. C. — ¹³ Il me semble. B. Et il ne me semble. C. — ¹⁴ Ne puet. B. — ¹⁵ Par quoi le seignor le mete. B. C. D. E. T. — ¹⁶ A avoir la n'est pas dans C. D. E. T. — ¹⁷ C. — ¹⁸ Abergier. C. — ¹⁹ Se il ne peut prover ou à la preuve. D. E. T. — ²⁰ Def- fendre le fié. D. E. T. — ²¹ Ne li porra deffendre se son ancestre en mourut saisi et tenant come dou sien de par qui il la requiert, et il preuve le parenté si com il doit, se son ancestre. B. — ²² C. D. E. T.

CHAPITRE CLVIII¹.

Si dit dou fié que le seignor encombre, coment il deit respondre.

Se il avient² que Dieu³ feist son comandement d'aucun qui eust fié, et le seignor saisist le fié et le tenist un tens sanz ce que nul le requeist⁴, et après par tens ou tart le donast à aucun, ou l'encombrast⁴ en aucune maniere, si que autre l'eust et tenist en fié ou autrement, et il avenist par tens ou tart que aucun appartenant⁵ de celui de qui fu le fié venist devant le seignor, requeist le fié au seignor, et le seignor vosist dire⁶ qu'il n'a ni ne tient le fié, ne à lui ne⁷ viaut respondre por ce que il ne l'a ne tient, que tant soulement qu'il en fornira dreit, ce il s'en viaut clamer de celui⁸ qui le tient, le requérant peut respondre que il ne viaut ni ne deit requerre son fié que au seignor; car il a son fié enpeeschié, et il le⁹ deit delivrer. Et ce il de ce se posent sur court, je cuit bien que la court esgardera que le seignor li deit respondre.

CHAPITRE CLIX.

En quel cas le seignor est tenu de respondre à qui li requiert saisine de fié que autre ait et teigne et de quei il est son home.

Se home ou feme requiert au seignor come le plus dreit heir aparant et requérant en la court fié que il dit qui li seit escheu de par aucun de ces ancestres, et le seignor le met en saisine sans esgart et sans conoissance de court, et home ou feme veigne après ce¹⁰ devant le seignor et li requiert la saisine de cel fié¹¹ come le plus dreit¹² heir que celui qui l'a¹³, et dit coment que celui qui le fié a et tient esteit appartenant à celui de par qui le fié lor est escheu en tel degré et en tel¹⁴, et die de quel degré¹⁵ il li aparteneit, et c'il li aparteneient¹⁶ en un degré, et il est l'ainz né, ou se il est home et l'autre est feme¹⁷, si le die, et die que il est¹⁸ prest de prover, tot ensi come la court esgardera ou conoistra que il prover le

¹ Ce chapitre manque dans le manuscrit c. — ² Avenist. B. D. E. T. — ³ Dieus. B. — ⁴ Ou l'emcombrast n'est pas dans B. L'en combrast. T. — ⁵ Que aucun des appartenans. D. E. T. — ⁶ Neer. D. E. T. — ⁷ N'en. B. — ⁸ Se il le veaut retenir de celui. D. E. T. — ⁹ Li. B. D. E. T. — ¹⁰ B. — ¹¹ B. C. D. E. T. — ¹² Come plus droit heir. B. D. E. T. — ¹³ De celui qui l'a et tient. B. — ¹⁴ Et il en tel. B. C. D. E. — ¹⁵ Quez degrés. B. En quans degrés. c. De quels degrés. E. T. Des tels degrés. D. — ¹⁶ Apartient. c. — ¹⁷ Ou s'il est home ou feme. c. — ¹⁸ Et die coment que il est. c.

* L'auteur ne fixe pas la limite de ce temps; mais il est évident qu'il faut assimiler cette saisie à celle qui avait lieu pour faute d'hommage; or dans ce dernier cas, le terme était de quarante jours. (*Assises de Romanie*, c. xxxvi.) Le délai paraît avoir été, en France, de quinze jours (*Établissements*, l. II, c. xviii); mais il est

permis d'avoir quelques doutes sur ce point, d'autant plus que la coutume de Paris (art. vii) et celle d'Anjou (art. ci) qui faisaient le droit commun de la France en cette matière, avaient adopté le délai de quarante jours.

dée, que il est ataignant en tel degré à celui de par qui le fié lor est escheu en tel degré come il a dit, ou que il est ainz né de celui qui tient le fié, se il sont en un degré, à celui de par qui¹ il dit que le fié li² est escheu, et que ce provant viaut il que le seignor le met en saisine dou dit fié por tant³ come il a dit, se la court l'esgarde : et de ce se met⁴ en l'esgart de la court, sauf son⁵ retenaill. Et se le seignor⁶ li respont que il n'a le fié ni ne l'tient, por quei il n'entent que il seit tensus de respondre li ent, ne faire⁷ ne le viaut se la court ne l'esgarde ; mais ce il viaut aucune chose requerre à celui qui l'a et tient, il l'avera à dreit⁸ en sa court, ne autre chose il n'entent que il li en ait à faire, ne faire ne le viaut, se la court ne l'esgarde ; et de ce se met⁹ en l'esgart de la court, sauf son retenaill¹⁰. A ce peut respondre le requérant, et dire¹¹ : « Sire, je ne viaus « que il demore, por chose que voz aiés dite, que voz ne respondés à ma re- « queste, et me metés en la saisine dou fié que je voz requier, et di por quei : « que voz, sire, tel, » et le nome, « avés mis en saisine dou dit fié come le plus dreit « heir aparant et requérant en l'escheete¹², et ce que voz en feistes ne fu par¹³ esgart « ne par conoissance de court, et que je sui¹⁴ plus dreit heir et plus aparant de « lui au dit fié avoir ; et ce sui ge prest de prover tot ensi come la court esgar- « dera ou conoistra que je prover le dée, et que je entens que voz, qui estes sei- « gnor et à qui je deis mon fié et¹⁵ m'escheete requerre, come de celui de qui « je la deis tenir et à qui je en deis faire l'omage et le servise que le dit fié deit, « ne voz ne poés¹⁶ par l'assise ne l'usage dou reiaume de Jerusalem, ne par droit¹⁷ « ne par raison, defendre en cest cas de respondre à ma requeste, ne de metre « mei¹⁸ en saisine dou dit fié, ce provant que je ais offert à prover, et ce ensi « fust que voz en cest cas voz peussés vers mei defendre de non respondre à ma¹⁹ « requeste ; por ce que tel, » et le nome, « c'est * saisi si come je ais devant dit, trop « poroient estre les dreis heirs des fiés gregiés²⁰ et travailliez ainz qu'il eussent « la saisine, se il les covenant²¹ à clamer de ciaux qui la saisine des fiés auroient « come les plus dreis heirs aparanz et requeranz en la court, se ciaux qui auroient « tel saisine voloient maligner et le plait esloignier et foyr à ciaux qui plus dreit « heir seroient d'iaus²² : que moult peut plait foyr et esloignier qui est saisi d'au- « cune chose, et autre se claime de lui, se il foyr le viaut²³ et seit. Et, por totes « les raisons que je ai dites ou por aucunes d'elles, viaus je que voz me respon- « dés²⁴ à ma requeste, et me metés en saisine et en teneure dou fié que je voz « requier, ce provant que j'ais offert, se la court l'esgarde ; et de ce me met je « en l'esgart de la court, sauf mon retenaill. » Et après cest²⁵ dit, il ne me semble que le seignor puisse chose dire par quei il se puisse defendre de respondre au requérant, et que la court²⁶ n'esgarde que il li dée respondre à sa requeste, et qu'il a leissir²⁷ dou dire. Et après le dit esgart, le seignor deit dire, que puisque celui qui a et tient le dit fié en est son home, et qu'il le tient de lui, il entent

¹ Par qui. B. — ² Lor. C. — ³ Partant. D. E. T. — ⁴ Mette. B. *Se m'est il.* D. E. T. — ⁵ B. C. D. E. T. *Mon.* A. — ⁶ Et le seignor. D. E. T. — ⁷ De respondre ne faire. D. E. T. — ⁸ Il le li aura à droit. B. C. — ⁹ Se met il. C. D. E. T. — ¹⁰ La fin du chapitre manque dans D. E. T. — ¹¹ Puet le requérant dire. B. — ¹² En la cort. B. C. — ¹³ Ne fu mi par. B. — ¹⁴ Que je y suis. C. — ¹⁵ B. C. — ¹⁶ B. C. — ¹⁷ B. C. — ¹⁸ Et que vos me mettés. B. — ¹⁹ De ne respondre me à ma. C. — ²⁰ Grevez. B. Gregez. C. — ²¹ Convenoit. B. — ²² Voloient maligner et le plait fuir et eloigner qui est saisi. B. — ²³ Se il faire le viaut. C. — ²⁴ Veull je que vos respondés. B. — ²⁵ Ce. B. C. — ²⁶ Et se la court. C. — ²⁷ Lesir. B. Leisir. C.

* Quoique les manuscrits donnent la leçon *c'est saisi*, néanmoins nous pensons qu'il faut lire *est saisi*, car l'ensaisiné ne s'est pas mis en saisine lui-même, mais y a

été mis par le seigneur, ce qu'il importe de ne pas oublier.

qu'il en deit avoir un respit raisnable à faire assaveir à celui qui a et tient le dit fié, la requeste dou requerant et le respons que il li a fait, et l'esgart que la court a fait, saveir c'il vodra venir en la court, dire aucune chose contre le dit et la requeste dou requerant, si viaut avoir le respit, se la cort l'esgarde, et tel come court conoistra¹ qu'il avoir le dée. Et à mei ne semble que le requerant puisse chose dire contre ce par quei la court n'esgarde que le seignor deit avoir le respit, et tel come la court conoistra que avoir le dée². Et à mei semble que le respit sereit covenable, se celui qui tient le fié est en la ville, de treis jors; et se il est ou reiaume, de quinze jors; et se il est en Romanie, treis meis, ce il est esté, et ce il est yver, sis meis, et ce il est de sà mer, fors dou reiaume, quarante jors, ce il est esté, et ce il est yver, qu'il li coveigne mer à passer, treis meis³; et se il est outre mer, un an et un jor. Et quant la court aura coneu quel respit le seignor deit avoir, le seignor deit faire⁴ assaver, le plus tost que il porra, à celui qui tient le fié la requeste dou requerant et son respons et l'esgart de la court, et mander li que se il viaut venir en la court et dire aucune chose contre le requerant, que⁵ il y seit au jor que il a de respit par la conoissance de la court, et dire au requerant que il y seit à celui jor. Et ce celui qui tient le fié vient à cel jor, et die raison por quei le seignor ne deit de cel fié respondre⁶, et tel que court l'esgarde ou conoisse; si oye le plait de l'un et de l'autre, et ce il ce ne fait, ou ne vient⁷ à celui jor en la court, si responde le seignor au requerant, et li face ce que⁸ il entendra que il respondre et faire li en deie par raison et selonc l'usage dou reiaume de Jerusalem. Et ce celui qui tient le fié vient en la cour, et dit⁹ raison por quei le seignor n'est tenuz de respondre au requerant, et il dit aucune chose contre le requerant¹⁰ ou contre ces preuves, si les teigne et mainteigne¹¹ le seignor à dreit par sa court, si come il devera par l'assise et l'usage dou dit reiaume.

CHAPITRE CLX.

En quel cas ne se peut defendre le seignor de respondre à qui li requiert saisine de fié que autre ait et teigne, et que¹² il est en l'omage et ou servise de seignor^{*}.

Se home ou feme muert qui ait fié, et le fié vient en la main dou seignor, et il le tient une espace de tens quelque elle seit, et après se aucun veigne en la court devant le seignor, et li requiert cel fié, disant que il li seit escheu de par celui ou celle qui derainement en morut saisi et tenant come dou sien et come

¹ *Esgardera ou connoitra.* B. c. — ² *Et à mei ne semble.... que avoir le dée*, cette phrase manque dans B. — ³ *Et se il est au reaume de xv. jors, et se il est hors dou reaume xl. jors, et se il est en yver et il li coviegne mer passer trois mois, et se il est en Roumanie trois mois se il est en esté, et se il est en hyver demi an.* B. *Et se il est au reaume de xv. jors, et se il est hors dou reaume xl. jors; se il est yver et il li conveigne mer à passer, iii. mois, et se il est en Roumanie vi. c.* — ⁴ *Quel respit le seignor doit faire.* c. — ⁵ *Et que.* B. — ⁶ *Respondre au requerant.* B. *Au requereor.* c. — ⁷ B. c. *Ou ne viaut.* A. — ⁸ *Si responde le seignor et face au requerant ce que.* c. — ⁹ *Et il ne dit.* c. — ¹⁰ *Au requerant.* B. — ¹¹ *Et mainteigne n'est pas dans c.* — ¹² *Et de quoi.* D. B. T.

^{*} Il est évident qu'il y a erreur dans ce titre et qu'on doit lire : *en quel cas se peut defendre*; car si l'on conservait la négation, ce titre serait semblable au précédent;

or il est traité, dans ce chapitre, du cas où le seigneur n'est pas tenu de respondre.

celui qui li aperteneit de celle part dont le fié moveit en tel degré, et die quel et l'euffre à prover si come court esgardera ou conoistra qu'il prover le dée, et le preuve si come il devera, et le seignor le contrebate¹ disant raison contre² son dit tel come li semblera³ que faire le dée, et que por chose que le seignor die ne demorre que court n'esgarde ou conoist que il le dée metre en saisine, et que il le met en saisine par esgart et par⁴ conoissance de court; et aucun⁵ autre vient après devant le seignor et li requiert cel fié, disant que il est dreit heir à aver le, et que ce est il prest de prover si come la court esgardera ou conoistra qu'il prover le dée, et que celui qui l'a et tient n'i a dreit, come celui qui n'est de riens appartenant à celui de qui le fié esteit et qui derainement en morut saisi et tenant come dou sien, et que ce que il ot le dit fié fu⁶ par la preuve que il prova par fauz garenz qui s'esparjurerent⁷ et celle garentie porterent⁸ fausement, por ce que il ne cuidierent mie que il eust⁹ torne de bataille en preuve de parenté, de laquel chose il furent et sont deceus, qu'elle¹⁰ y est bien d'un home à autre en aucun cas, tot seit ce que de preuve de parenté d'ome à seignor n'a¹¹ point de tornes de bataille, et que ce il eust là esté quant les faus garenz se esparjurerent et la fauce garentie porterent dou parenté, il en eust l'un levé¹² come parjur et torné come fauz garent par gage de bataille, et que ce il esteient tels que il vosicent¹³ leur faus dis maintenir, que il est prest de torner ent l'un¹⁴ par gage de bataille¹⁵, et que ce provant, faisant ce que¹⁵ il a offert, viaut il que le seignor le met en saisine dou dit fié, se la court l'esgarde, et de ce se met en l'esgart de la court, sauf son retenaill. Contre ce peut le seignor dire¹⁶: que il cel fié, que il li requiert, n'a ni ne tient, et que celui qui l'a et tient et qui son home en est¹⁷ et qui servise¹⁸ li en deit, l'ot¹⁹ par esgart de court, ne que por chose que il deist contre son dit que il diseit le miaus que il saveit par raison à defendre li²⁰ la saisine dou dit fié, ne demora que il par esgart de court n'eust la saisine; « et puisque il²¹ par esgart de court l'ot, je n'entens²² « que je voz soie²³ tenus de respondre ne d'autre chose faire vos ent, que d'aveer « le voz à dreit, se voz voz clamés de lui, ne faire ne le viaus, se la court ne l'es- « garde. Et de ce me met je en l'esgart de la court, sauf mon retenail²⁴. » Et après cest dist, je cuit que la court deit esgarder que le seignor ne li a pas à respondre²⁵ ne autre chose faire que ce qu'il²⁶ li a offert, ce est d'aver le²⁷ à dreit en sa court. Et après cest esgart, se le requérant se clame²⁸ de celui qui a et tient le dit fié, le seignor le deit faire venir en la court le plus tost que il porra, et aver le à dreit au requérant. Et quant il sera en la court, se le requérant se clame de lui, si corera²⁹

¹ *Li contreat. B. Li contrebate la saisine. c. Li contredit. D. E. T.* — ² *Pourquoi contre. c.* — ³ *Il li ressemblera. D. E.* — ⁴ *Que il faire le doie par esgart ou par. B. D. E. T. Que faire le doie et que après il s'en saisi par esgart ou par. c.* — ⁵ *Et se aucun. B. C. D. E.* — ⁶ *Ce fu. T.* — ⁷ *Se parjurerent. B. C.* — ⁸ *Portarent. B.* — ⁹ *Et de ce que il cuidierent que il n'i eust mie. B. Fausement par seurté de ce que il ne cuidierent qu'il n'eust mie. c. De ce que ils cuidierent que il n'y eust. D. E.* — ¹⁰ *Car ele. B. Et elle. D. T.* — ¹¹ *N'ait. B. C. D. E. T.* — ¹² *Il en eust levé. B.* — ¹³ *Vousissent. B. C. Volsissent. D. E. T.* — ¹⁴ *Que il en torne l'un. B. De torner en un. D. E. T.* — ¹⁵ *Et que il ce provent et faissant que. B.* — ¹⁶ *Respondre. B.* — ¹⁷ *Qui l'a et tient en est son home. B.* — ¹⁸ *Et servise. B. C. Qui l'a et tient que son home (en. D. E.) est et service. D. E. T.* — ¹⁹ *Et l'ont. B. Il l'ot. T.* — ²⁰ *A deffendre li par raison. B. C.* — ²¹ *Il l'ot (et l'ot. D. E.) par esgart de court, et que puisque il. D. E. T.* — ²² *Il n'entent. T.* — ²³ *Que il li soit. T.* — ²⁴ *Depuis chose faire, jusqu'à sauf mon retenail, manque dans D. E. T.* — ²⁵ *Que le seignor ne le seignor ne li est mie tenuz de respondre. B. Que le seignor ne li est pas tenus à respondre. T.* — ²⁶ *Que faire ce qu'il. B.* — ²⁷ *D'avoir le li. c. E. D'avoir li là. D. D'avoir li. T.* — ²⁸ *Et après cest esgart se clame. B. D. E. T. Cil se clame. c.* — ²⁹ *Courra. B. Cora. c. Corera. D. E. Corra. T.*

* Voyez le chapitre LXXIV, page 116.

le plait entr'iaus si come il devera par l'usage de la court ¹. Et ² le requérant die ou plait que la preuve que celui fist dou parenté, quant il out la saisine dou fié ³ fu fauce, et que les garenz s'esparjurerent desleiaument et porterent fauce garentie en ⁴ seurté de ce que il cuidierent que on ⁵ ne peust torner garenz por gage de bataille qui portent garentie de parenteys, et que ce il eust esté là quant ciaux ⁶ celle fauce garentie porterent, il en eust l'un levé come parjur et torné come faus garent par gage de bataille ⁷; et se il ⁸ encores voloient leur faus dis maintenir, que il sereit prest de torner ent l'un par gage de bataille et combatre s'ent à lui et rendre le ⁹ mort ou recreant en un horre de jor : por quei il ne viaut que celle fauce garentie li vaille ni à lui griège; que il dit bien et veirs est que il ne fu onques appartenant à celui de qui le fié li eschei, mais il est ¹⁰ son parent de celle part dont le fié muet et ensi que il est à lui escheu, et que ce est il prest de prover tot ensi come la court esgardera ou conoistra que prover le dée; et que se la court esgarde ou conoisse ¹¹ que il le deit prover par garenz, que il ¹² le prouvera par bons et leaus garenz et non pas par faus garenz come ¹³ celui fist; et que por ¹⁴ les raisons que il a dites ou por aucunes d'elles viaut il le dit fié avoir ce provant et faisant que il a offert, se la court l'esgarde, et de ce se met il en l'esgart de la court, sauf son retenaill. A ce peut celui qui tient le fié respondre et dire: que il ment ¹⁵ de ce que ¹⁶ il a dit que il par fauz garenz prova le parenté, que non place Dieu, car il le prova bien ¹⁷ et leaument si come il dut et par bons garenz qui bien firent ce que il durent come leaus ¹⁸ garenz et proudomes que il sont; ne que ¹⁹ por chose que il ait dite il ne viaut qu'il ait le fié que il requiert qui est sien et que il ot ²⁰ come s'escheete ²¹ par esgart de court, et que il a et tient come ce qui est son dreit; ne que chose ²² qu'il ait dite contre ces garenz ne ²³ li vaut ne valeir ne li deit ²⁴, que puisque ces garenz ont dit ou fait dire leur garentie et il ont le sairement fait de la garentie, et il se sont levés sanz ce que nul les ait rebutés de la ²⁵ garentie ne levés come parjur, ne tornés come faus garenz, leur garentie est bien fornée si come elle deit; et de garentie fornée si come elle deit ²⁶ ne peut nul aler à l'encontre par l'assise ou l'usage dou reiaume de Jerusalem ne par raison; por quoi chose que voz aiés dite contre mes garenz ne voz vaut ni à mei ne griège ²⁷; ne por chose que voz aiés ditte, le fié que voz me requérés qui est mien, voz ne devés avoir, ne je ne viaus que voz l'aiés ²⁸ por totes les raisons que je ai dittes ou por aucunes d'elles, se la court ne l'esgarde; et de ce me met je en l'esgart de la court, sauf mon retenaill. Et après cest dit la court deit esgarder, ce me semble, que le requérant ²⁹ n'a chose dite par quei il dée avoir le dit fié, et que il a leissir de dire ³⁰. Et la raison por quei il le me semble que il est assise ou usage, si come je entens ³¹, ou reiaume de Jerusalem,

¹ Ce qui suit, jusqu'à *ne je ne viaus que vos l'aiés por, etc.* manque dans B. E. T. — ² Et si B. C. — ³ B. C. — ⁴ Et. B. — ⁵ Om. B. — ⁶ Quant il. B. — ⁷ Par gage de bataille n'est pas dans B. — ⁸ Et que se. B. C. — ⁹ C. — ¹⁰ Mais que il est. C. — ¹¹ Et la cort doit esgarder. B. — ¹² Et il. B. — ¹³ Si come. B. C. — ¹⁴ Et por. B. — ¹⁵ C. — ¹⁶ Que il de ce que. B. — ¹⁷ Prova le parenté, quar il le prova bien. B. C. — ¹⁸ Si come il dut et come la court esgarda et conut et par bons et loiaus. B. C. — ¹⁹ Loyaus guaranz que bien firent ce que il durent come loiaus guaranz et prudes homes que il sont, ne que. C. — ²⁰ L'ont. B. — ²¹ Come escheete. B. — ²² Ne chose que. C. — ²³ B. C. No. A. — ²⁴ Vent. C. Une correction porte *pent*. — ²⁵ De cele. B. C. — ²⁶ Et de garentie fornée si come elle deit manque dans C. — ²⁷ Grieve. B. — ²⁸ Vos net devez, ne je ne l'veuill que vos l'aiés. B. — ²⁹ Après les mots *l'assise ou l'usage dou reiaume de Jerusalem*, D. E. T. portent: mais se celui qui tient le fié dit que il prova bien et loiaument et que la court l'esgarda et coneut, et que les garenz furent bons, loiaus et prodomes, et autres choses semblables, se me semble que la court esgardera que le requérant. — ³⁰ Et que il a leissir de dire n'est pas dans D. E. T. — ³¹ Por quoi il le me semble est que je entent que il est assise ou usage. B. C. Pourquoi il me semble que je entens que il est assise ou usage. D. E. T.

que puisque garentie est bien¹ fornée si come elle deit, que nul ne peut aler à l'encontre², et que il me semble que la garentie avant dite fut bien fornée si come elle dut, par les raisons avant dittes, et que bien est raison et dreit que ensi deit estre; que se autrement esteit, les garenz ne vaudreient riens, se l'on poeit garenz rebuter et³ torner par gage de bataille une espace de tens après ce que la garentie sereit bien fornée si come elle devrait: si me semble que, après les erremenz⁴ avanz dis, le requérant ne peut chose dire qui li vaille au⁵ dit fié avoir; que ce celui⁶ qui l'a et tient fust ataignant à celui de par qui il eschei, et que il fust plus preuchain⁷ de lui et plus dreit⁸ heir à avoir le dit fié, por ce que il aureit dit en la court, que cestui qui le tient⁹ n'esteit de riens appartenant à celui de par qui le fié eschei; que chose dite en court ne peut estre desdite¹⁰. Si me semble que c'il aveneit que fié fust escheu et venu¹¹ en la main dou seignor, et aucun en eust la saisine requise et eue, si come est avant dit, fust parent ou autre de celui de par qui le fié fust escheu, mais qu'il en eust le parenté prové si come est avant devisié, et aucun fust¹² plus dreit heir de celui qui aureit eue la saisine dou dit fié en la maniere avant ditte, voleit¹³ cel fié requerre et avoir; que il ne devrait pas dire que celui qui la dite saisine dou fié¹⁴ aureit n'esteit pas ataignant à celui de par qui le fié eschei¹⁵, que son dit ne vaudreit riens, se cuit, par les raisons avant dites, puisque il aureit le parenté prové en l'avant dite maniere. Mais l'autre qui le fié requiert devrait dire, ce m'est avis, se il voleit le fié avoir: que il est plus preuchain parent de celui de qui¹⁶ le fié eschey et qui derainement en morut saisi et tenant come dou sien de celle part dont le fié moveit¹⁷, que celui qui l'a et tient n'estoit¹⁸; et que ce est il prest de prover tot ensi come la court esgardera ou conoistra que prover le dée, por quoi il est plus dreit heir à avoir le dit fié que celui qui l'a et tient; si le viaut avoir ce provant que il a offert, se la court l'esgarde: et de ce se met¹⁹ en l'esgart de la court, sauf son rete-naill. Et tot seit ce que le saisi dou fié puisse pluisors esloignes et eschampes trover au plait esloignier²⁰, ce il viaut et set, si ne me semble il à la parfin que il puisse²¹ le fié defendre que l'autre ne l'ait, ce provant que il a offert si come la court esgardera ou conoistra que faire le dée²², se il ne demorre par defaute de plaideer²³ que le requérant face. Et quant le plait sera à ce venu que²⁴ le requérant amenra ces garenz à prover le parenté si come il a offert, aucuns dient que l'autre en peut rebuter ou torner l'un des garenz par gage de bataille; mais aucuns de ciaux que je ais oy²⁵ tenir à bons plaideors ont dit que non peut. Et les raisons que je ais oy dire en cest cas à aucuns ont dit que²⁶ se ensi n'esteit que l'on peust²⁷ rebuter ou torner le garent par gage de bataille, moult de maus²⁸ poroient avenir, et moult de genz poroient perdre leur dreis et poreient estre deserités de ce qui sereit leur. Si est clere chose²⁹, que se aucun parent qui fust dreit heir à avoir l'escheete dou fié qui li sereit escheu et sereit en la main dou seignor, le li requereit, et offreit à prover le parenté si come court esgardereit ou conoistreit

¹ Que garantie, puisque elle est bien. D. E. T. — ² Le reste du chapitre manque dans D. E. T. — ³ B. C. Ne. A. — ⁴ Sairement. B. — ⁵ Au. B. C. — ⁶ Que celui. C. — ⁷ Au plus prochain. B. — ⁸ Et au plus droit. B. — ⁹ Qui le tient n'est pas dans B. Qui le fié tient. C. — ¹⁰ Ne peut on desdire. B. C. — ¹¹ Fust venu. B. — ¹² Et aucun qui fust. C. — ¹³ Et il voloit. B. — ¹⁴ B. C. — ¹⁵ De par qui muet le fié. B. — ¹⁶ De par qui. B. — ¹⁷ Meut. C. — ¹⁸ B. — ¹⁹ Se met il. B. C. — ²⁰ Et eschampes faire au plait faire esloigner. C. — ²¹ Si me il que il à la parfin puisse. B. Si ne me semble que il à la parfin puisse. C. — ²² Que il prover le doie. B. — ²³ De plaideor. B. Par faute de plaideor. C. — ²⁴ Sera à ce que. C. — ²⁵ Si come il a offert aucuns de ceaus que je ai oi. B. C. — ²⁶ En cest cas dient que. B. C. — ²⁷ Ne peust. B. — ²⁸ Ne peust (deust. C.) torner mout de maus en. B. C. — ²⁹ Clere raison est. B. C.

que il prover le deust et le provast si come la court l'aureit esgardé ou coneu, et eust¹ la saisine par esgart ou par conoissance de court; et un autre², qui n'apartenist mie à celui de par qui le fié escheu, venist après devant le seignor et se clamast de celui qui le fié aureit et tendreit, et deist en son claim que il est plus preuchain parent de celui qui fié aureit et tendreit³, et deist encores en son claim que il est dessendu de celui de par qui le fié⁴ lor est escheu et qui derainement en morut saisi et tenant come de son dreit⁵ de celle part dont il le fié avoit⁶ et tenoit, et l'offrist à prover si come court esgardereit ou conoistrait que prover le deust; et ce provant, il en esteit⁷ plus dreit heir à avoir le dit fié que celui qui l'aveit, por quei il le voleit avoir, se la court l'esgardast, et se meist⁸ en l'esgart de la court, sauf son retenaill; et la court esgardast ou coneust qu'il deust⁹ ce prover par deus leaus garenz de la lei de Rome; et se¹⁰ l'on ne peust en cest cas l'un des garenz rebuter ne torner par gage de bataille, donques chascun¹¹ qui vodreit maligner et qui troveroient¹² deus homes de la lei de Rome qui por lui se vosicent parjurer, desquels l'on troveroit pluisors par monée, puisque il seroient seurs que il n'auroient en celle garentie torne de bataille ne autre perill que de sei¹³ parjurer, poroient deseriter qui que il vodroient de son dreit et de s'escheete, laquel chose seroit tort apert et contre dreit¹⁴ et justise et raison: por quei il lor sembleit que en cest cas avoit torne de bataille contre le garent dou parenté; que¹⁵ l'assise ne l'usage ne toleit la¹⁶ torne de bataille en cest cas. Et les autres disoient que il n'i avoit torne de bataille contre le garent qui portoit garentie dou parenté en nul cas, et disoient por quei, por ce que l'assise ou l'usage le toleit: que il est¹⁷ assise ou usage que totes manieres de genz crestiens pevent¹⁸ garentie porter en la Haute Court de prover lignage et aage¹⁹, et que prestres et clers et genz de religions et femes pevent par l'assise dou reiaume de Jerusalem porter garentie en la Haute Court des deus dittes choses, et que il est certaine chose que prestres²⁰ ne clers ne genz de religion ne femes ne se pevent combatre de leur cors, ne prestres ne clers ne gens de religion ne pevent metre champion por eaus aleauter, que bataille de champion ne peut estre fornée ne outrée, que l'un²¹ des champions ne muire ou champ ou ne dit le mout dou recreant, por quei il deit estre pendu, ce il le dit²²: si est donc clere chose que les avans dis ne pevent gagier²³ ne faire gager²⁴ bataille, por ce que lor condicion le defent, que le prestre par qui ce aureit esté ne poreit messe chanter, ne le clerc venir à ordre de prestre; et que puisque il ne la pevent gagier, ne faire gagier, l'on ne les peut torner par gage de bataille; et se l'on les²⁵ poeit torner par gage de bataille, et l'on peust autrement leur garentie contredire ou fausser, leur garentie ne vaudreit riens; et c'elle ne valeit por neent, fust il²⁶ en l'assise ou en l'usage que il peussent porter garentie des deus dittes choses. Mais por ce que par l'as-

¹ Et le provast et eust. c. — ² Uns autres. B. — ³ Et deist en son claim.... et tendreit manque dans B. — ⁴ En son claim qu'il est plus prochain parent de celui qui le fié. c. — ⁵ Come dou sien. B. — ⁶ De cele part dont le fié movoit, estoit plus son prochain parent que celui qui le fié avoit. B. — ⁷ Et que ce provant qu'il estoit. c. — ⁸ Et de ce se met il. B. Et de se se meist. c. — ⁹ Je cuit que la cort esgarderoit que il devoit. B. c. — ¹⁰ Et que se. B. c. — ¹¹ L'un des garanz torner dont (que. c.) porroit chascun. B. c. — ¹² Trouveroit. B. c. — ¹³ Que Dieux. B. — ¹⁴ Et contre Dieu. B. — ¹⁵ Ne que. c. — ¹⁶ Le. B. — ¹⁷ Que il estoit. c. — ¹⁸ Por ce que l'assise ou l'usage le toloit ou reiaume de Jerusalem que totes manieres de genz pueent (ne pevent. c.) B. — ¹⁹ De preuve de parenté et d'aage. B. c. — ²⁰ Ne de prestres ne de, etc. B. — ²¹ De religion ne puet estre fornée ne outrée bataille por ce que l'un. B. — ²² Se il ne dit. B. — ²³ Guager la. c. — ²⁴ c. — ²⁵ c. Et se l'on ne les. A. — ²⁶ Seroit il. c.

* Voyez le chapitre CII, page 169.

sisse ou l'usage dou dit reiaume pevent les avanz dis porter garentie des deus dittes choses, et que leur garentie vaut et est receue, est il legier¹ à conoistre que il n'i a pas torne de bataille contre les garenz par qui l'on preuve le parenté ou l'aage²; et que se l'assise ou l'usage ne tolsist la bataille³, que aucune feis fust venu ou reiaume de Jerusalem ou de Chipre que il eust eu⁴ torne de bataille de parenté⁵ ou d'aage; mais por ce que l'assise ne l'usage ne le tolt⁶, ne le vit on⁶ onques nul avenir, ne ne l'oy dire⁷ que il avenist en aucun cas; et c'il ne fust assise ou usage qui la torne en tolsist, et que il eust torne de bataille contre les garenz par qui l'on preuve la parenté ou l'aage, à enuis poroit l'on trover garenz qui de ce en⁸ portacent garentie; et se l'on les trovoit, que l'on les torneroit ou rebuterait souvent; et que il n'est chose⁹, se cuit, de quei l'on puisse garent torner, que l'on ne le puisse rebuter, et que¹⁰ par ce perdroient ou seroient esloigniés lonc tens¹¹ pluisors genz de leur dreit et de leur raison avoir, laquel chose seroit mal et pechié et contre dreit et raison. Et selonc les raisons que je ais oy¹² dire, à moi¹³ semble, se il n'est preupre assise qui tolle la torne¹⁴ de bataille en cest cas ou en toz cas, je di que en cest¹⁵ cas deit avoir torne de bataille par raison; que ce elle n'i esteit, trop en poroit l'on faire de maus sanz perill de mort ne de honte que le garent ne celui de qui la carelle sereit y eussent; que assés plus de genz se garderoient, en tel cas en quei il y aureit perill à celui de qui la carelle sereit, de perdre à toz jors vois et respons en court¹⁶, se son champion esteit vencu, et au champion d'estre mort ou vencu et justisié ou avilaini come garent rebuté, que se le¹⁷ torne de bataille n'i esteit. Mais se il est assise que en tel cas n'a¹⁸ torne de bataille, ni en nul autre, de preuve de parenté, je ne¹⁹ di riens contre l'assise; ainz di que elle seit bien tenue et gardée tel come elle est, por ce que le seignor et ces homes jurent les assises à tenir et maintenir²⁰.

¹ Legiere. B. — ² Ou l'usage est tel que tousist bataille. B. — ³ Que il eust. B. — ⁴ En preuve de parenté. B. C. — ⁵ Le tolt. B. C. — ⁶ C. — ⁷ Ne oï dire. B. — ⁸ De ce qui en. B. C. — ⁹ B. C. Ches. A. — ¹⁰ Torner ne rebuter et que. B. — ¹¹ Leur tens. C. — ¹² Que je leur ai oy. C. — ¹³ Que à moi. B. C. — ¹⁴ Semble que il n'est assise propre qui torne. B. — ¹⁵ Tel. B. C. — ¹⁶ De perdre vois en court. B. De perdre vois et respons en court. C. — ¹⁷ La. B. C. — ¹⁸ Que il en tel cas n'ait. B. C. — ¹⁹ N'en. B. — ²⁰ B.

* Cette argumentation repose sur une induction qui ne nous semble pas rigoureusement exacte. En effet, la loi pouvait avoir introduit une exception en faveur des ecclésiastiques, exception conforme aux idées et aux usages du temps, et alors il ne serait pas permis de conclure de ce que les prêtres portaient garantie de parenté sans être tenus de combattre, qu'aucun garant de parenté ne pouvait être appelé en duel.

Ibelin regarde comme absolue la prohibition de recevoir les gages des clercs. En France la défense existait également : « Si que chil qui sont tenu especiaument à faire le serviche Dieu, ne soient pas empeechié par si envieus plés comme de gages. » Beaumanoir, c. LXIII, p. 326. Cependant cet auteur cite des cas dans lesquels des exceptions avaient lieu, et une constitution de Guillaume le Conquérant, de l'an 1080, porte : *Si clericus duellum sine episcopi licentia suscepit, aut assultum fecerit, episcopis per pecuniam emendatur*. Bessin, *Concil. Rotomag. prov.* p. 69.

¹ Ce chapitre, dans lequel Ibelin fait preuve d'une dialectique sévère et féconde, montre que cet auteur ne se bornait pas à recueillir et à enregistrer dans son livre

les usages qui avaient cours à l'époque où il vivait, et que quand l'occasion se présentait, il savait signaler les imperfections de la loi, tout en recommandant sa fidèle exécution. « Je ne dis rien contre l'assise, » a-t-il soin de déclarer, mais en même temps il montre que l'opinion de ceux qui admettent le duel dans le cas indiqué s'appuie sur des raisons d'ordre public, tandis que l'avis contraire ne peut être défendu que parce qu'il existe; il se décide donc pour la première opinion, et par là il introduit, avec une indépendance digne d'éloges, une exception à ce principe général, qu'on ne peut appeler au combat les garants en matière de parenté. A cette époque l'état des personnes ne reposait que sur la possession, c'est-à-dire sur un simple fait, qu'il était toujours facile aux intéressés de contester, parce qu'un fait ne prouve pas nécessairement le droit. Pour garantir l'état des familles contre l'influence de la fraude et l'intervention des faux témoins, il n'existait pas de moyen plus efficace que le duel; et quand Ibelin s'efforce de le faire admettre dans la garantie de parenté, il cherche à assurer ce qu'il y a de plus précieux pour les individus, et nullement à étendre le domaine où régnait un préjugé déplorable.

CHAPITRE CLXI.

En quel cas il n'i a torne de bataille contre le garent qui porte¹ la garentie dou parenté; et en quel cas la torne i deit estre par raison, se il n'i a preupre assise qui tolle la torne de bataille, ou que en toz cas la tolle² de preuve de parenté : car c'elle n'i estoit, moult de maus en poroient avenir et de genz estre deserités à tort et sanz raison³.

Se fié escheit et vient en la main dou seignor, par ce que celui⁴ ou celle de qui il est escheu n'avoit fiz⁴ ou fille qui fust demorré en cel fié⁵, en tel saisine et en tel teneure come le pere ou la mere avoient quant il alerent de vie à mort; et celui qui sereit plus dreit heir à avoir cel fié venist en la court por requerre le; et un autre qui ne fust son parent requereit⁶ au seignor cel fié, disant que il est à lui escheu come celui qui est le plus preuchein parent de celui de par qui le fié est escheu et le plus dreit heir à avoir⁷ cel fié, et dit coment que il est⁸ ataignant de parenté à celui de par qui le fié eschey, et de celle part dont le fié muet, et en tel degré que autre, qui ne fust⁹ fiz ou fille, ne li peust plus près ataindre, et euffre¹⁰ à prover le parenté si come la court esgardereit ou conoistreit que il prover le deust; et celui qui sereit le dreit heir à avoir le dit fié fut venuz¹¹ là por requerre le, quant il aurait ce oy, deist au seignor : « Sire, cestui qui requiert¹² cest fié n'i a point de dreit, car il n'est de riens ataignant à celui de qui¹³ le fié est escheu; mais je, Sire, suis ataignant à celui de qui le fié est escheu et son dreit heir à avoir¹⁴ le fié devant toz les autres, come celui qui li ataignoie en tel degré; et ce¹⁵ sui je prest de prover par bons et leaus garenz, tot ensi come la court esgardera ou conoistra que je¹⁶ prover le doie. Mais les garenz par qui¹⁷ tel, » et le nome, « viaut prover ce que il a dit sont faus¹⁸, se il tel garentie li veulent¹⁹ porter : car de chose qui n'est ne onques ne fu ne poreit nul porter leau garentie, disant que elle eust esté ne fust²⁰; que tel, » et le nome, « ne fu onques appartenant à tel de qui le fié m'est escheu come à son dreit heir. Por quei je voz pri et requier, come à seignor et à justise²¹, que voz sa preuve ne recevés de ce de quei il la voz euffre, et que voz la mée²² recevés come de celui qui sui dreit heir à cel fié avoir²³; et viaus que ce que je voz ais requis fassiés par les raisons que je ai dittes, se la court l'esgarde²⁴ : et de ce me met

¹ Qui a porté. c. — ² La bataille. d. e. — ³ Et celui. b. — ⁴ Fiz. b. N'ait fiz. c. Fis. d. e. t. — ⁵ Demoré à avoir de cel fié. c. — ⁶ Requeist. b. Requier. d. e. Requier. t. — ⁷ Est escheu à avoir. b. — ⁸ Coment il est. b. d. e. t. — ⁹ Qui ne li fust. b. c. Que autre que lui fust. t. Que autre ne li fust. d. e. — ¹⁰ Et ofrir. c. e. Et offrist. t. — ¹¹ b. Et venuz. a. c. d. t. Est venus. e. — ¹² Qui quiert. b. — ¹³ De par qui. b. — ¹⁴ Car il n'est de riens ataignant à celui de qui le fié est escheu et son droit heir le veant avoir. d. t. — ¹⁵ b. c. Se. a. e. Et suis je. d. — ¹⁶ Que il. c. d. — ¹⁷ Par lui. e. t. — ¹⁸ Tous faus. t. — ¹⁹ Que celle garantie veulent. d. t. — ²⁰ Est ou fut. b. Que s'elle eust été ou fust. d. e. t. — ²¹ Et justicier. d. e. t. — ²² La moie. b. La moye. c. — ²³ Et que voz la mée.... fié avoir manque dans d. e. t. — ²⁴ Et veus je que ce que (que je qui. t.) vous ay requis sois receu (faciez. d. e.) pour les raisons que je ay dites se la cour ne l'esgarde (se la cour m'esgarde. e.) d. e. t.

* L'auteur revient dans ce chapitre sur le sujet qu'il a traité dans le précédent; il donne des formules de requêtes, et développe les deux opinions qu'il a exposées, mais sans présenter aucune raison nouvelle de se décider. Son insistance à soutenir qu'il y a torne de bataille

contre le garant de parenté, et son opinion que Dieu favorisé toujours le combattant qui a le bon droit pour lui, montrent qu'au xiii^e siècle les idées anciennes sur le duel judiciaire avaient encore toute leur force dans le royaume de Chypre.

« je en l'esgart de la court, sauf mon retenaill. » Contre ce peut respondre le premier requérant et dire : « Sire, voz et la court avés oy et entendu coment je « voz ai le fié requis qui m'est escheu de par tel, » et le nome, « et coment je ais « offert à prover le parenté qui esteit entre lui et mei, et avant que tel, » et le nome, « qui cest fié, en quei il n'i a dreit, voz requiert, le voz eust requis, ne « offert preuve de parenté ne d'autre; si ne viaus¹ que il demorre, por chose que « il ait ditte, que voz, Sire, ne faites ma requeste que je voz ais premier requise, « et² que voz ne recevés ma preuve que je voz ais premiere offerte³; ainz viaus « que⁴ voz la recevés avant de la soe, se la cort l'esgarde, et dis por quei : por ce « que il est assise ou usage en cest reiaume que la premiere requeste doit avant « aler, si viaus que ma requeste aille avant la soe, et que ma preuve, que je ais « premiere offerte, soit avant receue que la soe, se la court l'esgarde : et de ce me « met je en l'esgart de la cort, sauf mon retenaill. » Et après ces dis le seignor doit dire : « Je comans à la court qu'elle esgarde ce que je⁵ en ais à faire, selonc le « dit et la requeste de l'un et de l'autre partie⁶. » Et la court doit esgarder, se cuit, que il ne doit demorer, por chose que le dereain requérant ait ditte, que la premiere requeste et l'euffre premiere offerte ne voisse⁷ avant. Et après cest esgart, il ne me semble que le dereain requérant puisse chose dire por quei la premiere requeste et l'euffre premiere offerte ne voisse avant. Et quant l'esgart aura esté fait, et la court aura esgardé ou coneu coment le premier requérant doit premier prover⁸ ce que il a offert, je cuit que la court esgardera ou conoistra que il le doit prover par deus leaus garenz crestiens, homes ou femes⁹. Et quant il les amenra en la cort à prover ce que il a offert, et il vodront¹⁰ la garentie porter, si se traie avant le dereain requérant et torne l'un des garenz si come il est avant¹¹ devisié en cest livre que on doit garenz torner. Et c'il le torne, le garent qui est torné doit respondre à celui qui le torne et dire li qu'il ment de ce que il li met sus, et que¹² il à lui ne s'en viaut aerdre¹³, se la court ne l'esgarde, et di por quei : por ce que il n'i a por l'assise ne l'usage dou reiaume de Jerusalem torne¹⁴ de bataille en preuve de parenté ne d'aage; por quei il à lui ne s'en viaut aerdre, se la court ne l'esgarde; et de ce se met¹⁵ en l'esgart de la court, sauf son retenaill. Et le premier requérant de la carelle doit dire : « Sire, tel, » et le nome, « ment de ce que il a mis sus à mon garent tel, » et le nome, « que il est parjuré¹⁶ et que il a fausse garentie portée; car il a fait bon « sairement et loyau, et bone garentie et loial apportée¹⁷, ne je n'entens que il « mon garent puisse de ceste garentie torner¹⁸, ne mon dreit ne ma raison en- « combler, ne que mon garent s'en dée¹⁹ à lui aerdre, et dis por quei : por ce que « il n'est assise ne usage en cest reiaume que l'on puisse par gage de bataille « garent²⁰ torner qui porte²¹ garentie de parenté ne d'aage; et que bien est clere

¹ Veull. B. C. Veus. D. E. Veuil. T. — ² Que voz, Sire, ne faites ma requeste que je voz ais premier requise et manque dans B. C. D. E. T. — ³ Que je vos ai à prover offerte. B. — ⁴ Et vuel que. B. — ⁵ Que ele l'esgarde en ce que je. B. Qu'ele esgarde que je n'ay. C. — ⁶ D. E. T. — ⁷ N'aille. B. C. — ⁸ Doit prover. C. D. E. T. — ⁹ De la loy de Rome. C. — ¹⁰ Ce que il a offert, je cuit que la cort esgardera que il voudront. B. — ¹¹ B. C. — ¹² Ne que. B. C. — ¹³ Aherdre. B. S'en veaut aerdre. D. E. T. — ¹⁴ Por ce il entent que par l'assise ou l'usage dou reyaume de Jerusalem n'a. C. Por ce que il est assise et usage au royaume que il n'y a. T. — ¹⁵ Se met il. B. C. D. E. T. — ¹⁶ Que il s'est parjurez. B. E. Que il est esparjuré. T. — ¹⁷ B. C. — ¹⁸ B. C. D. E. T. Porter, faire tenir. A. — ¹⁹ Se doive. C. — ²⁰ Garanz. B. — ²¹ Portent. B. C.

* Cette formule par laquelle le seigneur ordonnait à la cour de décider ce qu'il devait faire, montre clairement la relation qui existait entre l'une et l'autre de

ces deux autorités. Le seigneur possédait l'apparence du commandement; la cour en avait la réalité.

chose que il n'i a pas torne de bataille en ces deus cas, por les raisons ¹ qui sont devant dittes en l'autre chapitle, là où il dit que prestres ² et clers et genz de religion et femes pevent porter garentie de prover ³ parenté et aage, et les die si come elles sont devisiées en l'autre chapitle; et que, por totes les raisons que il a dites ou por aucunes d'elles, il n'entent que il de ceste garentie ⁴ puisse son garent torner, ne que son garent à lui l'en dée aerdre, ni ne viaut que il le face, se la court ⁵ ne l'esgarde : et de ce se met il en l'esgart de la court, sauf son retenaill. Contre ce peut le dereain ⁶ requerant dire : « Je ne viaus que il « demorre, por chose que voz aiés ditte, que le garent que je ais levé come parjure « et torné come faus garent ne s'aerde à mei ⁷, ou que sa garentie seit nulle, et il « est ⁸ tenu à faus garent et à desleau come ⁹ il est, et dis por quei : por ce que « il n'est ¹⁰ assise ne usage en cest reiaume qui tolle la torne ¹¹ de bataille en cest « cas contre le garent par qui l'on preuve aage ¹² ou lignage, se n'est ¹³ de carelle « qui est de seignor à home ou de merme d'aage contre baill qui tient son bail- « lage; mais d'un home à autre n'en est il ¹⁴ assise ne usage qui en tel cas tolsist ¹⁵ « la torne ¹⁶ de bataille; que ce ensi n'esteit que il n'eust torne de bataille en cest « cas, chascun ¹⁷ dreit heir poreit estre desherité de s'escheete ¹⁸ qui li sereit escheue, « fust grant ou petite, se aucun fust qui la vosist avoir à tort, mais que il trovast « deus garenz crestiens ¹⁹, homes ou femes, qui por lui se vosicent parjurer : et « le ciecle est orres tel que moult y a de ciaux qui feroient volentiers coment il « fucent riches, tot fust ce à tort, et que poi ²⁰ de force feroient el pechié d'avoir « un bon fié à tort, mais que il le peussent avoir sanz perill de cors et legierement; « et que par ²¹ noz pechiés de legier troveroit on ²² deus homes ²³ ou femes ²⁴ de « la lei de Rome ou d'autre nassion qui se parjureroient por monée, puisque il « seroient seurs que il n'auroient autre perill que d'iaus parjurer; que plus de « genz que mestier ne seroit font mainz de force en eaus parjurer qu'il ne de- « veroient. Si entens, por totes les raisons que je ai dittes ou por aucunes d'elles, « que je puisse ²⁵ le garent torner en cest cas, et que il à mei s'en dée aerdre, ou « que sa garentie seit ²⁶ nulle. Si viaus, que je l'ais torné come faus garent et levé « come parjure, que il s'en aerde à mei, ou que sa garentie seit nulle, se ²⁷ la court « l'esgarde : et de ce me met je en l'esgart de la court, sauf mon retenaill. » Et à mei semble que se la court seit que il est assise ou usage ou reiaume de Jeru- salem, que ²⁸ en tel cas tolle la torne de bataille ou en toz cas de parenté, que, por la dite assise ou le dit usage maintenir, deit elle esgarder que le dereain re- querant ne peut le garent torner par gage de bataille, ne que le garent à lui s'en dée ²⁹ aerdre; et que se la court ne set que ce soit ³⁰ assise ou usage qui tolle la torne de bataille en tel ³¹ cas de parenté, que elle deit esgarder selonc raison ³²

¹ B. C. D. E. T. *Et die por les raisons.* A. — ² *Devant dittes, c'est assavoir que prestres.* D. E. T. — ³ *Et prove de.* T. — ⁴ *Sont devisiées, et pour cela ne veaut il que de celle garantie.* D. E. T. — ⁵ *Son garent torner, se la court.* D. E. T. — ⁶ *Daesrain.* B. — ⁷ *Ne s'en aherde.* B. — ⁸ B. C. — ⁹ *Tel come.* B. C. D. E. T. — ¹⁰ *Il est.* D. E. T. — ¹¹ *La preuve.* C. *Qui veuille la torne.* D. T. *Qui teulle la torne.* E. — ¹² *Contre garant qui porte garantie d'aage.* B. — ¹³ *Se cest.* B. — ¹⁴ *A un autre n'est il.* B. C. — ¹⁵ *Tousist.* B. *Tosist.* C. D. E. T. — ¹⁶ *Les tornes.* B. C. D. E. T. — ¹⁷ *Tornes de bataille, car chascun.* B. *Que se il en tel cas n'avoit tornes de batailles, chascun.* C. D. E. T. — ¹⁸ *D'escheete.* B. — ¹⁹ *II. Crestiens.* B. C. — ²⁰ *Qui poi.* B. — ²¹ *Et por.* B. — ²² *Poroit estre desherités, car de legier trouveroit on.* Le passage intermédiaire manque dans D. E. T. — ²³ *Trouveroit on de legier qui faire le voudroit deus homes.* B. C. — ²⁴ *Crestiens.* C. — ²⁵ *Par raison.* C. — ²⁶ *Est.* B. C. — ²⁷ *Que.* C. — ²⁸ *Qui.* B. C. *Lacune dans D. E. T. depuis il n'auroient d'autre peril que de eaus parjurer, jusqu'à et se la court seit que il y ait.* — ²⁹ *Ne s'en doit.* B. C. — ³⁰ *Que il soit.* B. C. — ³¹ *En cest.* B. *En cel.* C. — ³² *Que il y ait assise qui en tel cas tolle les tornes de bataille, doit le dit usage maintenir, et*

que le dereain requérant peut le garent torner en cest cas, et que le garent se deit à lui aerdre, ou que sa garentie seit¹ nulle². Et por les raisons qui sont devant dittes en cest chapitle et en l'autre, me semble il et por tant plus, que se aucun viaut dire³ que se il n'i eust assise ne usage qui la torne de bataille tol-sist, si en poreit estre moult de maus fais, et de genz qui auroient droit en l'escheete, qui seroient droit heirs à avoir la, en porroient estre⁴ deserités et ahontis vilainement, et travailliés en tel maniere que, quant dreit⁵ heir requereit s'escheete au seignor et amenreit ces garenz à prover le parenté, que deus homes⁶ estranges ou champion afaitiés venist avant et deist⁷ que celui qui le fié requiert n'i a dreit el fié come celui qui de riens n'estoit ataignant à celui de par qui le fié est escheu, mais que il est dreit⁸ heir à cel fié avoir come celui qui ataigneit de parenté à celui de par qui le fié li est escheu de celle part dont le fié vient⁹ en tel degré, et deist si preuchain degré que le requérant ne autre n'en eust ledit fié devant lui, et l'offrist à prover si come la court esgardereit ou conoistreit que prover le deust¹⁰, et que por ce que l'euffre premiere offerte deit avant aler, que il l'un des garenz tornast et que il y eust torne de¹¹ bataille, en poreit moult de maus avenir; que chascun n'a pas¹² garenz aprestés à tel preuve faire, qui se peust defendre contre un champion afaitié ou contre un grant et fort home qui par tel malice vodreit cel fié avoir; si en sereit le dreit heir deserité dou fié, se son champion esteit vencu, et il ahonti¹³ come celui qui auroit perdu vois et respons en court à toz jors, puisque son champion auroit esté outré en champ, et que le champion en sereit pendu; et que se ensi esteit, l'on troveroit trop à enuis home ne feme qui portast garentie de parenté, por quei moult de genz perdroient leur dreit et leur raison^b. Contre ce di ge : que toz seit ce que les dis perills y sont, a il plus de perill en l'autre; et por ce que¹⁴ l'on deit eschiver les choses en quei il y a plus de perill¹⁵, et faire celles en quei il y en¹⁶ a mainz, quant l'on ne les peut faire sanz perill, me semble il que c'il n'en y a¹⁷ preupre assise ou preupre usage qui tolle la torne de bataille de la preuve dou parenté en cest cas ou en toz cas, que elle i deit estre par raison; que se elle n'i esteit, quiconques vodreit fié avoir, qui fust escheu et venu en la main dou seignor, le poreit avoir, se il le requereit premier et offreit à prover le parenté en la maniere avant ditte, mais que il eust¹⁸ deus homes ou femes qui por lui se vosicent parjurer, que ensi l'auroit il sans perill de mort, ni de honte ni de damage qui à lui ni à ces garenz en peust avenir, mais que dou pechié, que il auroit à tort le fié¹⁹, et dou sairement que il auroit fait faire faus, et le garent dou pechié de ce que il

que se la court (ne. d.) seit qu'il soit assise de torner le garent par gage de bataille, elle doit esgarder selon raison. D. E. T. — ¹ Est. c. — ² Après cette phrase il y a une lacune dans D. E. T. — ³ Dit ou veut dire. B. — ⁴ B. — ⁵ Que quant i. droit. B. C. — ⁶ Que un home. B. C. — ⁷ Venist et deist. c. — ⁸ Mais il est droit. B. Mais que il est le droit. c. — ⁹ Muet. B. C. — ¹⁰ B. C. — ¹¹ B. C. — ¹² Car chascun n'a mie. B. — ¹³ Et ahonti à toz jors. B. C. — ¹⁴ Sa garentie soit nulle, por ce que il poroit venir mout de maus que les vrais heirs seroient souvent desherités, et por ce que. D. E. T. Ici finit la lacune. — ¹⁵ Ce qui suit manque dans E. T. — ¹⁶ B. C. — ¹⁷ Que se il n'i a. B. Que il n'i a. c. — ¹⁸ Come il est devant dit qui eust. B. Avant dite qui eust. c. — ¹⁹ Mais dou peché, que il l'auroit à tort. B. Mais que dou peché, que il l'auroit à tort. c.

^a L'auteur semble ignorer s'il y avait sur ce point une loi ou un usage; cependant il a fait dire formellement à l'une des parties, « qu'il n'i a, par l'assise ne l'usage du « reiaume de Jerusalem, torne de bataille en preuve de « parenté ne d'aage. » Nous croyons que la loi était positive sur ce point, mais que l'auteur, désapprouvant cette loi, cherchait à jeter du doute sur son existence; et

il le pouvait faire avec d'autant plus de facilité que la législation du royaume étant coutumière, les moyens de contester l'évidence de la loi ne manquaient jamais.

^b Ces objections ont sans doute beaucoup de force, mais elles sont dirigées contre le duel en général, et non contre le cas particulier dont il s'agit.

se sereit parjuré et tolu le dreit de autrui; et que l'on trovereit trop plus de genz¹ qui s'entremetroient² dou fié requerre et avoir par ceste voie que par l'autre, puisque il le poroient³ avoir sanz bataille et si de legier, que chascun grant home et fort⁴ et chascun champion afaitié qui gage bataille n'est mie seur de vendre son aversaire; que mainte fois a l'on veu avenir à un petit home et feible vendre⁵ un grant et fort, et que aucun qui n'est⁶ mie champion afaitié vendre un autre qui est champion⁷ afaitié; et Dieu⁸ est droiturier, si ne devrait souffrir que celui qui si desleument, come est avant dit, tornast le garent, en venist au dessus par bataille; et chascun⁹ home doute la mort ou la deit douter, et deit douter d'entrer en champ à tort et en faus gages¹⁰, que il li covendrait combattre à tort et parjur¹¹; et moult de feis a l'on veu mesavenir à ciaux qui le faisoient. Et par les raisons avant dites et par pluisors autres qui se poroient dire qui trop seroient longues à metre en escrit¹² en cest livre, se¹³ que l'on en poroit metre, est il clere¹⁴ chose, se m'est avis, que il doit ensi estre come je ais dit en cest chapitle, se un tel cas aveneit en la cort¹⁵.

CHAPITRE CLXII.

En quel cas le seignor ne se puet¹⁶ defendre à celui qui li requiert saisine de fié, que il die qui li est escheue, par dire¹⁷ que il n'a ne tient cel fié, et que autre la tient, et que il l'avera à dreit en sa court, se il se viaut clamer de lui.

Se il avient que home ou feme qui a fié muert¹⁸, et le seignor se saisist de cel fié, et après le vent ou done, ou eschange, ou en aucune autre maniere le aliene et mete fors de sa main; et après le dreit heir à cel fié avoir¹⁹, ou aucun des heirs qui cel fié pevent²⁰ avoir par raison, se il le requiert²¹ come le plus dreit heir aparant et requerant en la court, venist devant le seignor en la court et li requeist la saisine de cel fié si come il deust, et ofrist à prover le parenté qui estoit entre lui et celui de qui²² le fié li sereit escheu, si come la court esgarderait ou conoistrait que il prover le deust; et le seignor li respondist que il n'a ne tient le fié, mais que tel l'a et tient et en est²³ son home; et se il se clame de lui, que il l'aveera²⁴ à dreit en sa court, ne que il dou fié qu'il n'a ne tient et que autre a et tient et dont²⁵ il est son home, n'entent il que autre li en ait²⁶ à faire, ne faire ne le viaut, se la court ne l'esgarde; et de ce se met il en l'esgart de la court, sauf son retenaill. Contre ce peut respondre le requerant et dire²⁷ : « Sire, je ne

¹ De gent. A. — ² Qui se tremeteroient. C. — ³ Porroit. B. — ⁴ Home granz et fort. B. — ⁵ Abatra. C. — ⁶ N'estoit. B. C. — ⁷ Vaincoit le champion. B. C. — ⁸ Dex. C. — ⁹ Ici finit la lacune indiquée précédemment dans E. T. Plus de peril, et cela empeschera de porter fausse garentie, parce que chascun. T. Plus de perils et faire celles en quoy il y a moins de perils et cela empeschera, etc. E. Moins de perils et cela, etc. D. — ¹⁰ Ce qui suit manque dans D. E. T. — ¹¹ Et estre parjur. C. — ¹² B. — ¹³ Ce. B. — ¹⁴ Que il est clere. B. — ¹⁵ Et pour ces raisons il semble qu'il doit estre enci, se un tel cas avenist en la court. D. E. T. — ¹⁶ Ne peut. D. E. T. — ¹⁷ Par droit. D. E. T. — ¹⁸ Muire. B. C. — ¹⁹ Vient à cel fié avoir. D. E. T. — ²⁰ Et après le droit hoir à cel fié avoir et aucun des hoirs à ce fié avoir, ou aucun des hoirs à cel fié ou que cel fié pueent. B. — ²¹ Requierent. B. C. — ²² De par qui. B. C. D. E. T. — ²³ Et en c'est. C. — ²⁴ Que il li aura. B. Que il le li aura. C. D. E. T. — ²⁵ A et tient dont. B. C. — ²⁶ N'entent que il autre l'en i ait. B. — ²⁷ Contre ce porroit dire le requerant. B.

« viaus que il demorre, por chose que voz dies, que voz ne me respondés à ma
 « requeste, et di por quei¹ : por ce que voz estes seignor, et come seignor voz
 « saisistes dou fié qui fu de mon ancestre tel, » et le nome; « et que voz, sire,
 « après l'avés encombré et parti de vostre main, sans ce que il le voz covenist à
 « faire par destrece² d'esgart ne de conoissance de court. Sire, et il est assise ou
 « usage en cest reiaume, ou raison, que l'on deit requerre son fié et s'escheete au
 « seignor de qui l'on le deit³ tenir et à qui l'on deit l'omage et le service, se ce
 « n'est fiz⁴ ou fille qui demorre en la saisine et en la teneure dou fié⁵ de quei
 « son pere⁶ et sa mere en morut saisi et tenant come dou sien; por quei je à vos
 « le deis requerre et le voz requier, ne de voz ne viaut⁷ partir de quei je deis cest
 « fié tenir, et à qui je deis l'omage⁸ et le servise; et que je entens⁹ que voz me
 « devés respondre, puisque voz, come seignor¹⁰, par raison de vostre seignorie,
 « en eustes la saisine, et que voz de vostre main le partistes¹¹ sans destrece d'es-
 « gart ne de conoissance de court¹², et puis que voz l'avez encombré sanz esgart
 « et sanz conoissance de cort¹³, voz le devés descombrer¹⁴, si viaus, por totes les
 « raisons que je ais dites ou por aucunes d'elles, que voz me respondés, et ledit
 « fié me descombrés et me metés en la saisine¹⁵, ce provant que je ais offert, ce
 « la court l'esgarde; et de ce me met je en l'esgart de la court, sauf mon rete-
 « naill^a. » Et il me semble que après ces dis¹⁶ la court deit esgarder qu'il ne deit
 demorer, por chose que le seignor ait ditte, que il ne responde dou dit fié au
 requérant, et que il ne le desencontre¹⁷, puisqu'il l'a encombré sans destrece
 d'esgart ni de¹⁸ conoissance de court, et que il le deit metre en saisine, ce pro-
 vant que il a offert, se le seignor ne dit chose por quei il en saisine ne le¹⁹ deit
 metre, et tel que court l'esgarde ou conoisse^b.

¹ *Et de pourquoi*. D. E. — ² *Par deffaute*. T. — ³ B. C. D. E. T. Le manuscrit A. répète ici la phrase qui vient de finir. — ⁴ *Fill*. B. — ⁵ B. D. E. T. — ⁶ *De qui son fié son pere*. D. — ⁷ *Ne me veull*. B. C. — ⁸ *Partir de qui je doi l'omage*. B. — ⁹ *Et je entens*. C. D. E. T. — ¹⁰ B. C. D. E. T. — ¹¹ *La preistez*. B. — ¹² *Sans esgart de court*. D. E. T. — ¹³ B. C. D. E. T. — ¹⁴ *Desencombrer*. C. D. E. T. — ¹⁵ *Et desensaisinés*. D. T. — ¹⁶ *Et après ce dit il me semble que*. D. T. — ¹⁷ *Ne li descombre*. B. *Ne li desenconbre*. C. *Ne le descombre*. D. E. T. — ¹⁸ *Sans esgart ou*. T. *Sans desccrete d'esgart ou*. D. E. — ¹⁹ *Ne l'en*. B.

^a Un praticien du xiv^e siècle, dont l'ouvrage inédit offre, sur plusieurs points, une analogie frappante avec le livre d'Ibelin, donne la formule suivante de requête en saisine d'héritage. « Je requier cele maison ou cele terre ou robe ou coute ou autre chose quele que soit, et die ensi : Elle est moie, par la raison de tel ou de tele qui estoit mon parent ou ma parente, et m'est escheoit comme à plus prochain, et en sui en saisine par la coustume de France, si comme le mort saisit le vif. Et se ledit tel ou tele connoist ces paroles dessus dit à estre vraies, je vous requier, comme à bon juge, que vous le contraigniez et condampnez à ce que ledit tel ou tele me delivre la moie chose et que j'en puisse joir par vostre commandement; et s'il le nie, je l'offre à prouver des choses dessus dites ce que souffire m'en pora et devra, sauf lor sairement avant. Et comme les choses dessus dites soient en vostre terre et en vostre seignorie, par quoy je vous requier que vous contraigniez la partie à ce qu'ele respongne ou droit, et fais protetacion et retenue de mes bonnes raisons de droit et de fait, à mon droit garder. » (Bibl. roy., fonds de Gesvres, n° 151, c. xxx.)

^b Ce chapitre confirme une idée qui a été précédem-

ment indiquée, mais que l'auteur n'avait pas exprimée positivement, savoir que le seigneur, quoique saisi du fief par le seul fait de la mort du vassal, ne pouvait faire aucun acte de propriété sans esgard ou conoissance de cour. Le service féodal exigeait qu'un fief ne restât jamais vacant; mais la saisine du seigneur n'était que provisoire et ne pouvait devenir définitive que quand la cour avait déclaré qu'il n'y avait pas d'héritiers, et que le fief faisait retour au seigneur. Voilà sans doute pourquoi l'assise ne fixait pas le terme au delà duquel la saisine provisoire du seigneur devenait définitive, cette transformation ne pouvant s'opérer que par l'effet d'un esgard. En France le droit du seigneur était plus étendu, car les jurisconsultes pensaient que, par la mort du vassal, la seigneurie utile se trouvait réunie à la seigneurie directe. (Cout. de Berry, tit. v, art. 23; d'Orléans, art. 88; de Lorris, art. 52. *Grant Coustumier de France*, l. II, c. xxviii. La Thaumassière, Remarques sur les Coutumes du Berry, tit. v, art. 23, et sur les Assises, p. 247.) En sorte que les actes de propriété faits par le seigneur pendant la durée de sa jouissance provisoire étaient reconnus valables.

CHAPITRE CLXIII.

Quant le seignor a et tient chose que autre¹ dit qui est de son fié ou de partie² de son fié, et il li en requiert la saisine, coment il deit ce prover à son fié ou à partie de son fié, et coment l'on use³ come de son fié que on a et tient.

Se aucun⁴ requiert au seignor chose que il die qui est de son fié ou partie de son fié, et que il die⁵ que lui⁶ ou son ancestre ont été saisi et tenant et usant come de leur fié, il le deit⁷ offrir à prover si come la court esgardera ou conoistra que prover le dée. Et la court⁸ deit esgarder ou conoistre, se crei⁹, que il le deit prover par le recort de la court ou de partie des homes de la court; et après ce il deit dire au seignor : « Sire, je entens que tel et tel de voz homes en sont « recordanz, » et les nome, « et pluisors autres : si voz pri et requier que voz, sire, « ciaux que je ais només faites venir en la court¹⁰, et tant de voz autres homes come « voz porés avoir; et que voz, sire, lor comandés que il facent le recort¹¹ que je « voz requier. » Et se le seignor ou autre dit que le recort de partie des homes de la court n'est ni peut estre porté come recort de court ou tenu à recort de court¹² de autre chose que de ce qui¹³ a esté fait en court, et que court n'est se¹⁴ le seignor ou home qu'il ait établi en son leuc, et que deus¹⁵ de ces homes ou plus ne sont ensemble là où les choses ont esté faites, et que court ou¹⁶ home de court le recordent; mais quant le seignor ou home qu'il ait établi en son leuc, et deus ou plus des homes dou seignor sont ensemble, ce est cort, et ce qui est fait devant eaus puet on¹⁷ bien¹⁸ recorder come recort de court, et autre chose non; por quei il ne li viaut faire ce que il li requiert, se la court ne l'esgarde. Et se court esgarde que il¹⁹ faire le dée, et ciaux des homes de la court²⁰ que il a nomez ou autres²¹ le recordent, si come il dit²², n'entent il que il li dée faire le recort²³ de court par les raisons que il a avant dittes, ni ne viaut que il li vaille à avoir ce que il li requiert, se la court ne l'esgarde. Et de ce se met il en l'esgart de la court, sauf son retenaill. Die le requérant, que en cest cas est il bien recort de court, qui preuve par pluisors homes de la court dou seignor qui recordent que il aient veu lui ou son ancestre saisi et tenant et usant de ce que il li requiert come dou sien²⁴: car se il ensi le preuve, il a bien prové par recort de court; que bien est recort de court à prover et à avoir²⁵ la saisine de ce que il a dit qui est de son fié; por quei il ne viaut que il demorre, por chose que il ait dite, que il ne li face avoir le recort que il li requiert en la maniere que il li a requis, et que cel recort li vaille aussi²⁶ come recort de court à avoir ce que il requiert, ains viaut que il li face si con il l'a requis, et que il li vaille à avoir ce que il li re-

¹ Que aucun autre home. B. Que l'autre. D. E. T. — ² Au partie. B. Qui est son fié ou partie. C. — ³ L'on en a usé. B. D. E. T. — ⁴ Quant aucun. C. — ⁵ B. C. D. E. T. — ⁶ Que la. B. — ⁷ Et doive. D. T. — ⁸ Le doie, la court. T. — ⁹ Si croi. D. E. T. — ¹⁰ En la court n'est pas dans B. — ¹¹ Le recort de la cort. C. — ¹² B. C. D. E. Ou l'on a recort de court. T. — ¹³ D'autre chose de ce qui. C. Que de chose qui. T. — ¹⁴ Où. T. — ¹⁵ Et se il. B. Et il. C. Et deus. D. E. T. — ¹⁶ B. — ¹⁷ Peut hom. D. E. — ¹⁸ B. — ¹⁹ Ne l'esgarde que il. C. — ²⁰ Dou seignor et de la court. D. E. T. — ²¹ B. C. D. E. T. Et autres. C. — ²² B. C. E. Si com est dit. D. T. — ²³ Que il li doive recort. C. — ²⁴ Come de son fié. B. C. D. E. T. — ²⁵ Par recort de court pour avoir. D. E. T. — ²⁶ Autressi. B.

quier¹, se la court l'esgarde, por les raisons que il a dittes. Et de ce se met² en l'esgart de la court, sauf son retenaill. Et je cuit que la court deit esgarder que le seignor li deit faire le recort si come il le requiert, et que il li deit valeir aussi come recort de court à avoir sa requeste, se les homes de la court le recordent si come il a dit, se il ou aucun de ces ancestres³ n'ont faite chose por quei il aient cel fié perdu par assise ou par usage ou par conoissance de court⁴. Et ce il est ensi come il a dit, ciaux qui doivent faire cel recort doivent dire, quant il sont assis en la court por le dit recort faire, que il ont veu saisi et tenant et usant celui qui fait la requeste ou son ansestre de ce que il requiert come de son fié: et doivent dire la maniere coment il l'en ont veu user come de son fié. Et les manieres que l'on use de fié⁵, selonc ce que il orres me semble, sont tels, que l'on use aussi come⁶ les autres homes dou seignor, de faire de cel fié homage au seignor, ou seoir en court et jugier o les autres homes dou seignor tenant cel fié, ou estre à faire recort de court par comandement dou seignor, ou faire aucun servise par commandement dou seignor⁷ ou par semonce de banier ou de treis homes dou seignor come court⁸, ou user dou fié en aucune autre maniere, si come l'on peut et deit user de fié, ce est de requerre en court aucune chose de son⁹ fié, terre ou vilainz ou autre chose, ou respondre en court à chose que l'on li requeist de cel fié contre genz ou vilainz¹⁰, ou autre chose, qui soient de cel fié, que il¹¹ ou ces ancestres les aient contredites ou defendues en la court come chose de leur fié^a. Et qui en l'une des dites manieres le preuve, il me semble que il ait bien prové que lui ou son ansestre l'ot et tint et usa come de son fié. Que pluisors choses qui sont faites¹² devant les homes de la court, sanz ce que le seignor seit avec eaus, pevent et doivent les homes de court recorder¹³ come recort de court, se les homes de court devant qui il est fait en sont membrant¹⁴ et le recordent; et ce est aparant, car il avient pluisors feis, en pluisors cas, que les homes de court font recort de chose¹⁵ en quei¹⁶ le seignor n'aura jà esté, et cel recort vaut et est tenu come recort de court^b.

¹ c. — ² *En la maniere que il l'a requis, et de ce se met.* D. E. T. — ³ *Que le seignor li doit faire le recort, se aucun de ses encestres.* D. E. T. — ⁴ La fin du chapitre manque dans D. E. T. — ⁵ *Que l'on use de faire.* B. — ⁶ *En use come.* B. *Que l'on en use ausi con.* c. — ⁷ B. c. — ⁸ *Come de court.* B. *Ou de III. homes dou seignor ou par senonce do seignor come cort.* c. — ⁹ *De cel.* B. c. — ¹⁰ *De cel fié soit terre ou vilains.* B. c. — ¹¹ *Ou que il.* B. c. — ¹² *Que plusieurs choses sont faites.* B. — ¹³ *Eaus. Quar les homes de court pevent et doivent recorder.* B. — ¹⁴ *Come recort de court, et doivent par raison estre apelés recort de court, avant que il est fait en sont menbrant.* c. — ¹⁵ B. c. *Les homes de court de court de chose.* A. Cette variante, comme tant d'autres, montre que le copiste du manuscrit de Venise, après avoir achevé son travail, ne l'a point collationné; car s'il eût pris ce soin, il aurait vu sans peine que ce membre de phrase, manquant de verbe, était intelligible. Le manuscrit de Saint-Germain, exécuté et revu avec beaucoup d'attention, nous fournit heureusement le moyen de rectifier ces inexactitudes. — ¹⁶ *A quoi.* B. *A quey.* c.

^a Les preuves extrinsèques de la possession d'un fief étaient donc au nombre de cinq, savoir: 1° l'hommage, 2° séance en cour, 3° service militaire de fief, 4° réception de semonce, 5° acte de propriété fait en cour. Une seule de ces preuves, comme le dit l'auteur, suffisait, non pour démontrer le droit, mais pour certifier la saisine.

^b Quoi qu'en dise Ibelin, il n'y avait point de cour là où le seigneur ou son représentant ne se trouvait pas; mais l'assise accordait à l'attestation donnée par quelques membres de la cour, l'autorité nécessaire pour servir de base à un véritable record. Ces membres de la cour préparaient et dictaient, pour ainsi dire, le record.

La nécessité d'étendre la preuve testimoniale qui seule pouvait remplacer les actes authentiques, fit donner aux juges le droit de certifier en justice des faits dont ils avaient acquis la connaissance extrajudiciairement. Cependant il est digne de remarque que l'assise n'ait pas fixé un nombre de juges nécessaire pour déterminer le jugement de la cour. Il n'en était pas ainsi en France. A l'échiquier de Pâques, tenu à Rouen, en l'an 1227, « il fut jugié que cil qui demande recort de VII. hom de « que li troi sont sachant de la chose, et li quatre non sa- « chant, il pert à fin. » (Marnier, *Établis. et Cout. etc.* p. 150.) Voyez ce que nous avons dit sur ce sujet, p. 80, note a.

CHAPITRE CLXIV.

Coment l'on deit prover contre son seignor tot son fié ou partie de son fié ¹.

Qui viaut prover contre son seignor tot son fié ou partie de son fié, il le deit prover par prevelige que le seignor ou son ² ancestre ait doné ³ à lui ou à son ancestre doudit fié ⁴ ou dou confermement de cel fié; ou le deit prover par le recort de la court de celle seignorie dont le fié muet ⁵. Que home d'autre court ne peuvent porter recort de court des choses de celle seignorie, ni seyr ⁶ en court, ne faire esgart ne conoissance de court, se le chief seignor ne les a donés en efforsement ⁷ de celle court, à la requeste ⁸ dou seignor de celle court ⁹, se se n'est en la Haute Court, et que ce seit de ciaux homes qui ont fait au seignor ligece par l'assise : mais en la Haute Court ¹⁰ pevent toz les homes des autres court dou reiaume qui ont fait la ligece par l'assise au chief seignor estre ès esgars ¹¹ et ès connoissances que la court fait, et recorder ¹² et avoir vois et recort ¹³ en totes choses, aussi come les preupres homes de celle court, por ce que il sont tenus ou chief seignor de fei por la ligece qu'il li ont faite par l'assise ¹⁴. Et les haus homes ¹⁵ de la court ne pevent seyr n'esgarder ne faire les autres choses que les homes de court pevent et doivent faire ès cours des homes dou seignor, se le chief seignor ne les a donés en efforsement de celle court par la requeste dou seignor de la court, por ce que il ne li sont tenuz de foy, ne ne sont pers ¹⁶ des homes de cele court ¹⁷ quant ès choses avant dites faire ¹⁸. Et qui viaut prover contre son seignor saisine de fié, que il dit que lui ou son ancestre aient eue, il la deit prover par le recort des homes de celle court dont le fié muet. Que nul ne peut prover par recort aucune chose, se les homes qui portent cel recort ne sont homes de la court dont cel fié muet, et l'estoit ¹⁹ au jor de quei ce fu fait de quei ²⁰ il deveit ²¹ porter le recort, ou ce il n'ont esté donés en efforsement ²² de celle court par le chief seignor, à la requeste de son home qui est seignor de celle court ²³.

¹ De son fié, coment il le peut prover. B. — ² Ou si. B. — ³ Ont fait. B. C. D. E. T. — ⁴ Dou don dou fié. c. — ⁵ Vient. D. E. T. — ⁶ Ne seoir. B. — ⁷ En l'efforsement. B. — ⁸ Et à la requeste. B. — ⁹ A la requeste, etc. manque dans c. — ¹⁰ Par l'assise mise en la Haute Court. B. — ¹¹ Seir as esgarz. B. C. D. E. T. — ¹² Et as connoissances de recorder. D. E. T. — ¹³ B. Vois de court. c. — ¹⁴ De foi au chief seignor par l'assise. D. E. T. — ¹⁵ Et les autres homes. D. E. T. — ¹⁶ Ne sont il mie. c. — ¹⁷ B. c. — ¹⁸ Quant à faire les choses devant ditez. B. En efforsement de celle court quant as choses. D. E. T. — ¹⁹ Et l'estoient. B. c. — ²⁰ Au jor que ce fu de quey. c. D. E. T. — ²¹ Il doivent. B. C. D. E. T. — ²² En forcement. c. — ²³ Qui estoit de celle court. D. T.

* Cette faculté était particulière aux vassaux du royaume de Jérusalem, qui, en vertu de l'assise du roi Amaury, étaient tous vassaux liges du chef-seigneur. En France, la ligèce ne donnait pas le droit de siéger dans la cour du roi, au moins à l'époque où les conditions d'admission dans cette cour étaient maintenues; mais il faut reconnaître qu'au XIII^e siècle, tout le monde y pouvait entrer, et que les réclamations fréquentes des seigneurs qui avaient seuls le droit d'y siéger, ne furent jamais sérieusement examinées.

^b Lorsqu'un seigneur n'était pas en état de réunir un

nombre d'hommes suffisant pour composer sa cour, il avait le droit d'emprunter des juges à son suzerain, mais à la condition de les payer; quand il ne pouvait pas remplir cette condition, la cause était dévolue au jugement du suzerain. (Beaumanoir, c. LXII, p. 322. Montesquieu, *Esprit des lois*, l. XXVIII, c. xxviii.) C'est là ce que l'auteur entend par donner des hommes en *efforsement*. Le manuscrit c. indique le véritable motif qui empêchait les hauts hommes d'aller siéger dans les cours des vassaux, en disant qu'ils ne sont tenus de foi à ces vassaux ni pairs des hommes de ces cours. Dès le

CHAPITRE CLXV¹.

Coment l'on deit requerre à son seignor son fié ou ce qui est de son fié.

Quant l'ome requiert au seignor chose², se il ne doute³ que il ne seit esloigné au chief de sa requeste⁴, peut dire que ce que il a requis viaut il que le seignor li face, ce provant come⁵ il a dit ou⁶ fait dire, se la court l'esgarde : et retenaill y seit toz jors⁷. Et ce il ensi le fait de la saisine, ce il la requiert⁸, faisant ce que il a offert de preuve⁹ ou d'autre chose, son esgart premier requis irra avant par raison.

CHAPITRE CLXVI.

Qui viaut requerre au seignor¹⁰ casal¹¹ ou terre ou autre chose que rente de besanz¹², disant que ce est son¹³ fié ou partie de son fié, coment il le deit requerre, et par qui il le deit offrir¹⁴ à prover; et coment et de quei¹⁵ et por quei le recort des homes de la court de chose où le seignor n'est present, est porté come recort de court¹⁶, et est tenu aussi come recort de court¹⁷ là où le seignor n'est¹⁸ present.

Qui viaut fié requerre, et avoir dou seignor saisine de fié¹⁹, qui est en casau ou en terre, ou en autre leuc que en besanz, que il die que lui ou son ancestre avait eue²⁰, et prover la vers lui si come il deit, il deit venir devant le seignor en la court²¹ et demander conseil²², et puis faire dire par son conseil : « Sire, « l'ancestre de tel, » et le nome, ou lui, selonc ce que il aura esté si die, « a esté

¹ Ce chapitre manque dans le manuscrit c. — ² Chose n'est pas dans B. — ³ Quant home requiert au seignor son fié, ou ce qui est de son fié, se il doute. D. E. T. — ⁴ Que il soit ehoigné de sa requeste. B. — ⁵ Li face portant come. B. D. E. T. — ⁶ Et. D. T. — ⁷ Et mete son retenaill. B. L'esgarde sauf son retenaill. D. E. T. — ⁸ Requite. B. E. T. Requist. D. — ⁹ De prover. D. E. — ¹⁰ A son seignor. C. — ¹¹ Casau. D. Cazau. E. T. — ¹² B. C. D. E. T. Biens. A. — ¹³ Sun. B. — ¹⁴ Coment il le doit offrir. C. — ¹⁵ Et de qui. D. E. T. — ¹⁶ La fin du sommaire manque dans B. — ¹⁷ Recort de court des homes de court. D. T. Recort de court et des homes de court. B. — ¹⁸ Est. C. — ¹⁹ Qui veut requerre et avoir dou seignor saisine de fié. B. C. — ²⁰ Aient eue. B. C. T. Ayent eu. D. E. — ²¹ En la court n'est pas dans B. C. Devant le seignor en la court n'est pas dans C. D. E. T. — ²² Li conseil. D. E. Le conseil. T.

moment qu'on s'écartait de la règle de droit qui voulait qu'un tribunal féodal ne fût composé que de pairs, et depuis longtemps cette règle était méconnue en Europe, si toutefois elle a jamais été nulle part appliquée strictement aux cours supérieures, il est évident qu'en admettant dans la Haute Cour les arrière-vassaux du chef-seigneur, on commettait une infraction aux usages moins grave, qu'en laissant les hommes de la Haute Cour aller juger dans les juridictions inférieures; car les arrière-vassaux liges devaient service au chef-seigneur, et ils étaient, non pas incapables de siéger, mais sans

droit pour siéger dans sa cour; or la volonté du seigneur suffisait pour les relever de cette inhabilité : au contraire les hommes de la Haute Cour, supérieurs en dignité aux chefs, et à plus forte raison aux juges des cours inférieures, ne pouvaient siéger dans ces cours, sauf le cas d'efforcement, sans détruire l'ordre hiérarchique de la féodalité; en un mot, il paraissait plus naturel d'élever un vassal au-dessus de sa position légale que d'abaisser un suzerain au-dessous de la sienne; mais, dans un cas comme dans l'autre, on se plaçait hors de l'usage véritable des fiefs.

«saisi de tel chose come¹ de son fié; et se voz, sire, le² mescreés, il est prest
 «de prover le par le recort de partie des homes de vostre court. Si voz prie et
 «requiert, come à son seignor³, que voz en saisine de cel fié⁴, » et die de quei,
 «le metés; que il entent que voz le devés faire, se provant que il a offert à pro-
 «ver, se voz de ce que je ais por lui dit le⁵ mescreés; si viaut que voz le fassies
 «por tant come je ais dit por lui, se la court l'esgarde. Et de ce se met il⁶ en
 «l'esgart de la court, sauf son retenaill. » Et se le seignor viaut riens dire ou⁷
 esloignier celle requeste⁸, il li peut respondre: «Je n'entens que je en saisine de
 «ce que voz me requerés voz en doie metre, se voz ne provés avant par preve-
 «lige ou par recort de court la saisine que voz me requerez et por ce⁹ que voz
 «ditte que voz¹⁰ ou vostre ancestre en eustes¹¹, por ce que je entens que preuve
 «d'ome¹² à seignor de fié ne puisse ni ne deit¹³ estre faite si que elle vaille, c'elle
 «n'est faite par prevelige ou par recort de court; et que ce que voz offrés¹⁴ à
 «prover la saisine de voz ou de vostre ancestre de ce que voz me requerez, par
 «le recort de partie des homes de la¹⁵ court, je n'entens que je¹⁶ tel recort voz
 «dée faire¹⁷, ne que il voz vaille ne dée valeir à avoir la saisine que voz me re-
 «querés, tot l'eussés vos ensi prové come¹⁸ voz dittes, se mei¹⁹ ou mon ancestre
 «ne fumes o les homes de nostre²⁰ court, par quei²¹ voz volés prover en dit²²
 «ou²³ ce fu fait que²⁴ voz offrés à prover; que²⁵ je n'entens que court seit, se le
 «seignor et deus de ces homes ou plus ne sont ensemble, ou se le seignor n'en
 «establist²⁶ un home en leuc de lui et autres deus o²⁷ lui come court à oyr et
 «aveyr ou à dire ce qu'il lor comande que il en facent come court; et que
 «puisque court n'en est²⁸ ni ne peut estre sanz seignor ou sans home qu'il ait
 «establi en son leuc, si n'entent je, por chose que voz aiés ditte ne offerte à
 «prover, que je voz en dée faire le recort que voz me requerés, ne que il voz
 «vaille ne dée valeir à la saisine avoir que voz me requerés²⁹, por chose que voz
 «aiés dite, se la court ne l'esgarde: et de ce me met je en l'esgart de la court,
 «sauf mon retenaill. » Contre ce peut le requérant dire: «Sire, à ce que voz dittes
 «que court n'est que là où le seignor et deus de ces homes ou plus ne sont³⁰,
 «voz dites vostre volenté; mais je entens que si est que ensi fust come³¹ vos dites,
 «il n'aureit jamais³² esgart ne conoissance ne recort de court; car seignor ne
 «peut ni ne deit estre ne seyr à la court o les homes de la court as esgars ne as
 «conoissances ne à recors que il font, ainz le³³ font il sanz le seignor; et quant
 «il les ont fais et il les ont retrais³⁴ devant le seignor, ce que la court a fait, soit
 «esgart³⁵ ou conoissance ou recort, celui qui le retrait en la court³⁶ dit: Sire, la
 «court a ce fait. Et por ce que la court le fait, si est clere chose que les homes
 «sont court en aucun cas sans le seignor, et puisque il le sont en aucun cas sanz

¹ Et selonc ce qui aura esté le dit (si die. D. E. T.) come de tel chose come. B. C. D. E. T. — ² Ce. B. C. E. Se. D. — ³ Com à seignor. B. — ⁴ De tel chose. B. C. — ⁵ L'en. C. — ⁶ Me met je. T. — ⁷ B. — ⁸ Quarele. D. E. T. — ⁹ B. D. E. T. — ¹⁰ La saisine que vos. C. — ¹¹ B. C. D. E. T. En en eustes. A. — ¹² D'om. B. — ¹³ Doie. B. C. Doive. D. E. — ¹⁴ Et que se vos offrés. B. — ¹⁵ De ma. B. C. Par le recort des homes de ma. D. E. T. — ¹⁶ Que il. C. — ¹⁷ Faire à faire. B. Faire faire. C. — ¹⁸ B. C. D. E. T. Tot l'euffrés voz ensi à prover come. A. — ¹⁹ Se je. B. D. E. T. Se vos. C. — ²⁰ Vostre. D. E. — ²¹ Par qui. B. C. D. E. T. — ²² C. Provez dites. D. E. Et dites. T. — ²³ Là où. B. C. D. E. T. — ²⁴ Et que. B. — ²⁵ Car. B. — ²⁶ N'establit. B. C. — ²⁷ A lui. D. E. — ²⁸ Et que cort n'est. B. C. D. E. T. — ²⁹ Ne que il.... me requerés manque dans B. D. T. A la saisine avoir que vos requerés, si ne veull faire recort ne metre vos en saisine de ce que voz me requerez. C. — ³⁰ Ou plus sont. B. C. D. E. T. — ³¹ Mais je entens que si est que se ensi ne fust, mais fust come. B. Mais je entens que si est, que se ensi fust com. C. Mais je entens que enci est, que se ensi (ne. D. E.) fust com. D. E. T. — ³² Il ne seroit jamais fait. B. — ³³ Les. B. — ³⁴ Il les ont faiz, il les font retraire. B. C. D. E. T. — ³⁵ Devant le seignor, soit esgarz. B. — ³⁶ B. C. D. E. T.

« le seignor ¹, ne il n'est assise ne usage qui vaille ² que ³ en tel cas les homes
 « de la court, dont le fié muet, ne puissent et deivent recorder en la court ce il
 « ont veu celui qui requiert la saisine dou fié ou son ancesstre saisi et tenant ou
 « usant de ce que il requiert come de son fié, ne autrement que par le recort des
 « homes de celle court ne peut l'on prover la saisine de lui ou de son ancesstre dou
 « fié ⁴ que il requiert; que le recort ⁵ d'autre gent ne seroit mie recort de court;
 « et que se l'on doit prover sa saisine ou cele de son ancesstre par recort de cort ⁶,
 « et l'on ne peut ce prover que ce soit ⁷ recort de court que par le recort des
 « homes de celle court ⁸, dont il est clere chose que je offre à prover la saisine de
 « moi et de mon ancesstre par le recort des homes de vostre cort, la dont ⁹ le
 « fié ¹⁰ muet dont je voz requier ¹¹ la saisine; que je l'euffre bien à prover si come
 « je deis, et que en cest cas est bien recort de court ce que les homes de la court
 « en recordent. Por quei je ne viaus que il demorre, por chose ¹² que voz aiés dite,
 « que voz ne me fassiez ¹³ avoir le recort que je vos ais requis; et que il y a des
 « homes de vostre court qui recordent qui aient veu moi ou mon ancesstre saisi
 « et tenant de ce come de son fié, et que leur recort que je voz requier à la sai-
 « sine avoir ne vaille ¹⁴, si la viaus avoir ¹⁵, ce provant que je ais offert à prover,
 « por totes ¹⁶ les raisons que je ai dites ou por aucunes d'elles, se la court l'esgarde.
 « Et de ce me met je en l'esgart de la court, sauf mon retenaill. » Et selonc ce qui est
 devant dit, il me semble que la court devroit ¹⁷ esgarder que le seignor n'a chose
 dite por quei il dée demorer que il ne face avoir au requerant le recort que il li
 requiert ¹⁸. Et ce il y a ¹⁹ des homes de la court qui soient recordant que il veisent
 le requerant ou son ancesstre saisi et tenant ou usant de ce que il li requiert come
 de son fié, et il le recordent en la court; que cel recort li vaut ²⁰ et deit valeir à
 la saisine avoir que il requiert, et que le seignor le deit en la saisine metre, se ²¹
 provant que il a offert à prover. Que se autrement esteit, moult à enuis ²² poreit
 l'on prover nulle saisine de fié ²³ de lui ou de son ancesstre; por quei moult de
 genz perdreient leur dreit et leur raison par defaute de recort de court, laquel
 chose sereit contre dreit et raison et tort apert. Et se le fié, de qui l'on viaut prover
 la saisine de lui ou de son ancesstre, est assené en besanz, et le requerant peut
 prover par la secrete dou seignor que lui ²⁴ ou son ancesstre aient paie receue de
 cel fié, il me semble que il preuve souffissamment la saisine et la teneure dou fié.
 Ou se il poeit prover par le recort de partie des homes de la court ²⁵ qui aient
 veu ²⁶ lui ou son ancesstre recevoir paie de cel fié, il a bien prové si come il deit
 la saisine ²⁷ et la teneure de cel fié ²⁸: mais l'usage dou fié covient que l'on preuve
 par les homes de la court, si come est devisié el chapitle qui vient après cestui ^b.

¹ c. — ² Qui toille. B. C. — ³ Quoique. D. E. T. — ⁴ Le fié. B. — ⁵ Le recort. C. — ⁶ B. C. — ⁷ Si que ce soit. B. — ⁸ Que ce soit recort de court des homes dou seignor de celle court. C. — ⁹ B. C. De la dont. C. — ¹⁰ Des homes de vostre court, de la dont. A. — ¹¹ Ne sereit mie le recort de court que par le recort des homes de vostre court, de là où le fié vient, donc vous requiers je. D. E. T. — ¹² Pour ce que je ne veuill pour chose. D. E. T. — ¹³ Que vos aiés dite que vos dites que vos ne me faciez. C. — ¹⁴ De ce que je vous requiers com de fié, que lor recort ne vaille à la saisine avoir que je vous requiers. D. E. T. — ¹⁵ Saisi et tenant et usant de ce que je vous requier, si la veuill avoir. B. — ¹⁶ A prover toutes. D. E. — ¹⁷ Doie. B. Doit. D. E. T. — ¹⁸ Que il requiert. C. D. E. T. — ¹⁹ Et que se il y a. B. C. — ²⁰ Li vaille. C. — ²¹ Ce. B. D. E. T. — ²² A enci. D. — ²³ Porroit nus prover saisine. B. C. D. E. T. — ²⁴ Que celui. B. — ²⁵ Des homes dou seignor ou (et. E.) de la court. D. E. T. — ²⁶ Que il aient veu. C. — ²⁷ De cel fié si con il doit, il a bien prové la saisine. C. — ²⁸ Si con il doit. C.

* Les vassaux ne formaient pas une cour sans le seigneur; mais il y avait des actes judiciaires que la cour, constituée régulièrement, c'est-à-dire sous la pré-

sidence du seigneur, pouvait faire sans l'intervention du seigneur, et le record était de ce nombre.

^b On lit dans les anciennes coutumes manuscrites

CHAPITRE CLXVII.

Qu'il covient à dire as homes de court qui recordent saisine et teneure et usage de fié, si que le recort¹ à avoir la saisine du fié à celui² ou à celle qui l'a offert à prouver par leur recort li vaille³.

Qui viaut prouver la saisine de fié de lui ou de son ancestre, par le recors des homes de la court, il covient que ciaux qui tel recort feront⁴ soient recordanz que il aient⁵ veu celui qui requiert la saisine dou fié ou son ancestre saisi et tenant de ce que il requiert come dou sien, et que il l'en ont veu user come de son fié, et ensi que il li aient veu de cel fié faire homage au seignor ou servise, en tel maniere que il tenant cel fié l'aient oy semondre au banier de servise ou aler en aucune semonse de servise⁶ o les autres homes dou seignor, ou seyr⁷ en court et jugier ou conoistre ou recorder ou esgarder o les autres homes dou seignor, ou faire o les autres homes⁸ dou seignor aucunes des autres choses que les homes de court⁹ pevent et doivent faire, ou à requerre¹⁰ vilains ou vilaines de cel fié, ou aucune autre chose de cel fié come soe, ou que autre li requiest en la court et que il le defendist¹¹ come chose de son fié. A moi semble¹² que qui a et tient aucune chose et il en use en aucune des manieres devant dites, que il est clere chose que il en a usé¹³ come de son fié¹⁴.

CHAPITRE CLXVIII.

Coment on deit¹⁵ prouver son fié ou partie de son fié contre autre que contre son seignor.

L'on peut contre autre que contre son seignor prouver son fié et partie de son fié par prevelige ou par recort de court ou par garenz; et l'on peut prouver la saisine dou fié de lui ou de son ancestre en la maniere que il est devisié en l'autre chapitle devant, que l'on la peut prouver contre son seignor. Et par garenz ne la peut l'on prouver¹⁶ contre son seignor¹⁷. Mais la saisine de l'usage¹⁸ dou fié ne peut l'un home contre l'autre prouver, qu'en la maniere avant ditte. Et qui viaut prouver par prevelige ou par recort de court, contre autre que contre

¹ Si que le cort. B. — ² Vaillable à celui. B. — ³ Par leur esgart. B. — ⁴ Font ou feront. B. — ⁵ Soient que il aient. B. — ⁶ B. C. D. E. T. — ⁷ Ou soit. B. — ⁸ Ou recorder avec les autres homes. B. — ⁹ Que les homes dou seignor. C. — ¹⁰ Ou requerre en la court. C. D. E. T. — ¹¹ B. C. D. E. T. Il a defendist. A. — ¹² B. Que à moy senble. C. D. E. T. — ¹³ Que il en use. C. D. — ¹⁴ Com dou sien. D. E. T. — ¹⁵ L'on puet. B. C. D. E. T. — ¹⁶ La puet on. B. C. — ¹⁷ Contre autre. B. C. — ¹⁸ Mais l'usage. B. C. Contre son seignor par garens, mais l'usage. D. E. T.

d'Amiens une disposition analogue : « Derechief, tout
• quanque doi (deux) eskieuin tesmoignent et recor-
• dent est ferme et estable, et passe sans che que nus
• puist dire ne faire rien encontre ne à loi de bataille

• venir. » (Biblioth. roy. fonds franç. n° 1189, f° 32.)

* Ce chapitre ne contient que la répétition de ce qu'on a lu dans le CLXIII*, page 252.

son seignor, tot son fié ou partie ou la saisine ou la teneure avant dite, faire le peut¹. Et qui la² viaut prover par garenz, il la deit prover par deus leaus³ garenz de la lei de Rome et qu'il seent tels qu'il puissent garentie porter sanz estre rebutés ne contredis. Et quant il vodra ce prover que il a dit⁴ par garenz, se son aversaire ne torne l'un des garenz ou contredit ou rebute à orre et à tens, si come il est devisié en cest livre que l'on le deit faire, celui qui l'a ensi prové l'a bien prové si come il deit. Et quant il l'a prové, il deit venir⁵ devant le seignor et dire li : « Sire, je ais tel chose provée si come je deis, à mon fié ou à partie de « mon fié ou à la saisine de moi ou de mon ansestre de cest fié ou⁶ l'usage dou- « dit fié; » et die ce que il aura prové : « faites le moi delivrer⁷. » Et le seignor le deit faire sanz delai⁸. Et se son aversaire torne l'un des garenz, si en deit estre bataille con de querelle de plus d'un marc d'argent⁹ : et la bataille¹⁰ en tel cas est devisiée¹¹ en cest livre, là où il parle des batailles. Et se il le contredit ou rebute, si s'en defent le garent et aleaute¹² si come est avant dit, en cest livre, des garenz et des garenties.

CHAPITRE CLXIX.

Coment enfant à qui fié escheit, tant come il est¹³ merme d'aage, puet¹⁴ avoir cel fié quant il est d'aage.

Se fié escheit à enfant merme d'aage, et le seignor ou autre teigne son bail- lage, quant il a quinze¹⁵ anz complis¹⁶, ce il viaut entrer en saisine de son fié¹⁶, il deit venir devant le seignor en sa court et dire li : « Sire, je ais quinze¹⁷ anz « complis ou plus d'aage, et se voz, sire, ou autre le mescreés¹⁸, je sui prest de

¹ Tout ou partie ou la saisine ou la teneure de lui ou de son ansestre de cel fié et l'usage, il le doit faire en la maniere avant dite. C. — ² Le. C. D. E. T. — ³ Et qui le veaut prover par deus loyaus. D. E. T. — ⁴ Que il dit. B. — ⁵ Si come il doit, et il doit venir. C. D. E. T. — ⁶ Et. B. C. D. E. T. — ⁷ Doudit fié, faites le moi delivrer. B. C. D. E. T. — ⁸ Sanz nul delement. B. — ⁹ C. — ¹⁰ Et de la bataille. D. Si doit estre la bataille en tel cas com il est, etc. D. E. T. — ¹¹ Si en doit estre la bataille con de querelle de plus d'un marc d'argent et la maniere de la torne de bataille en tel cas est devisé. C. — ¹² Aloyaute. B. D. T. — ¹³ Entretant come il fu. B. Tant com il fu. C. D. E. T. — ¹⁴ Pour. T. — ¹⁵ XXV. E. Vint cinq. T. — ¹⁶ Entrer en son fié. C. — ¹⁷ XXV. E. Vint cinq. T. — ¹⁸ M'en mescreez. B. Me mescreés. D. E. T.

* Il s'agit ici de la fixation de l'âge nécessaire pour tenir un fief, c'est-à-dire d'une des dispositions les plus importantes du droit féodal. « Chaque seigneur, dit Houard, *Institutes de Littleton*, I, 163, fixa dans son ressort la « majorité à l'âge qui lui parut le plus convenable à la « rareté ou à l'abondance des hommes dépendants de son « bénéfice, propres au service militaire; et de là dans nos « coutumes la majorité, quant aux fiefs chargés de ce « service, est fixée tantôt à dix-huit, tantôt à vingt, tantôt « à vingt et un ans. » Malgré cette variété, qui est incontestable, on ne peut douter que le plus grand nombre des coutumes n'admit, pour le service des fiefs, la majorité de vingt et un ans, réservant la majorité de quatorze ans, qui était l'âge parfait, selon l'ancienne coutume de France, pour les enfants des bourgeois, qui n'avaient pas besoin d'atteindre un âge plus avancé, pour *denarios numerare*

et *pannos ulnare*. (*Fleta*, l. I, c. II, § 7.) La majorité de quinze ans pour les nobles fut conservée en Orient, soit par fidélité aux anciens usages des fiefs, soit que la situation des Chrétiens dans cette contrée les forçât d'appeler même des enfants sous les drapeaux. Des motifs semblables firent maintenir longtemps en Espagne la majorité de quatorze ans pour les hommes et de douze ans pour les femmes. Voyez les *Établissements*, l. I, c. XL; le *Grand Coustumier*, l. II, c. XLI; de Laurière, *Institutes*, t. I, p. 33; t. II, p. 337; *las Siete Partidas*, t. II, 6^e part. p. LIV, ed. de 1550.

Le texte de la Thaumassière et le manuscrit E. portent vingt-cinq ans au lieu de quinze; mais l'accord des autres manuscrits pour adopter ce dernier nombre, et ce qu'on va lire, montrent que la majorité féodale était fixée à quinze ans.

« prouver le, tot ensi come la court esgardera ou conoistra que je prouver le dée. » Et après cest dit, se le seignor tient le baillage et seit que il a quinze anz ou plus¹, il li² deit dire : « Je vos en croi bien et metés vous en vostre fié quant « vos voudrés. » Et se autre tient le baillage de cel fié, ou se le seignor ne set que il ait quinze ans ou plus, il doit dire³ : « Je viaus bien que la court conoisse « comment voz devés vostre aage prouver. » Et celui li deit dire : « Sire, comandés à « la court qu'elle face ceste conoissance. » Et le seignor le deit comander, et la court la deit faire, se cuit, ensi⁴ : qu'elle deit⁵ conoistre que il le deit prouver par deus leaus Crestiens⁶, homes ou femes, qui jurent que il a quinze⁷ anz ou plus d'aage et que il le jurent⁸. Et se il ensi le preuve, il aura bien⁹ prové son aage si come il deit. Et quant il l'aura prové, il se peut metre en son fié totes les feis que il viaut, sanz ce que nul qui baillage teigne de cel fié l'en dée¹⁰ ne puisse¹¹ contredit metre por achaison de baillage. Que nul baill ne peut nulle chose dire qui li vaille contre la preuve de l'aage de l'heir¹². Et ce il n'est chevalier quant il a prové son aage, c'il fait que sage, il dira au seignor, quant il aura prové son aage : « Sire, donnés moi un respit raisnable¹³ de moi faire chevalier, por faire voz le servise que je vos doi de mon fié. » Et le seignor li deit doner le respit, se cuit et il me semble raisnable¹⁴, de quarante jors, se le seignor n'a besoin hastif de chevaliers¹⁵ por affaire d'armes¹⁶, et se il l'a¹⁷, selonc le besoin, le respit¹⁸. Et je cuit que celui qui euffre son aage à prouver, si come est avant dit, fereit que sage se il se faiseit faire¹⁹ chevalier, puisque il aureit quinze²⁰ anz complis²¹ et ainz que il offrist son aage à prouver; et que maintenant que il seroit chevalier et que il auroit prové son aage, que il offrist au seignor son homage de cel fié, tel come le fié le deit ou ensi come il le peut et deit faire par l'assise ou l'usage de cest reiaume. Et se le seignor le voleit recevoir, que il le feist en nom de Dieu fut receu²¹; et c'il ne le voleit recevoir ou le desleast de recevoir le, que il traisist²² la court à garant de ce que il a offert son homage à orre et à tens, si come il deit. Et que se le seignor por quei il n'entendist que il deust son homage recevoir si come il a offert, que il deist raison contre le²³ seignor por quei il entent que il ensi le deit recevoir, et se meist²⁴ en esgart ou en la conoissance de la court.

¹ Que il ait quinze anz acompliz. B. Que il a xv. ans complis. C. Que il a vint cinq (xxv. D. xv. E.) ans complis. D. E. T. — ² B. C. D. E. T. — ³ B. C. — ⁴ Le doit faire ensi ce cuit. B. C. Comandés à la court (et la court. D. E.) doit ensi faire ce cuit. D. E. T. — ⁵ Que il doit. B. Que elle ne doit. C. — ⁶ Par II. loiaus garanz crestiens. B. C. D. E. T. — ⁷ Vint cinq. T. xv. D. E. — ⁸ C. D. E. T. — ⁹ C. — ¹⁰ Qui le baillage tiegne li doive. B. — ¹¹ Li en puisse. D. E. T. — ¹² Contre la preuve de l'oir. B. — ¹³ Regnable. T. — ¹⁴ Et le respit me semble resnable. C. — ¹⁵ B. C. E. T. — ¹⁶ Hastif de chevaliers por fait d'armes. B. T. Hastif des chevaliers pour faire d'armes. D. E. — ¹⁷ A. B. — ¹⁸ Et se il l'a, etc. manque dans D. E. T. — ¹⁹ B. C. D. E. T. — ²⁰ Vint cinq. T. — ²¹ D. E. T. — ²² Le deleast de recevoir, lequel il traisist. C. — ²³ Contre son. B. — ²⁴ Son homage recevoir, il se mist. E. T.

* L'âge de vingt et un ans étoit, dit Sainte-Palaye, celui auquel les jeunes gens, après tant d'épreuves, pouvoient être admis à la chevalerie; mais cette règle ne fut pas toujours constamment observée. La naissance donnoit à nos princes du sang et à tous les souverains, des privilèges qui marquoient leur supériorité; et les autres aspirants à la chevalerie l'obtinrent avant l'âge prescrit par les anciennes lois, lorsque leur mérite les avoit rendus vieux et meurs en cela. » Premier Mémoire sur l'ancienne Chevalerie. (*Mém. de littér. et de belles-lettres*, t. XX, p. 612.) L'auteur, dans une note très-savante, rapporte des exemples de chevaliers faits à quatorze ou à

quinze ans, et cite Foulques comte d'Anjou, qui, en 1060, reçut à l'âge de dix-sept ans la chevalerie des mains de son oncle Geoffroy; il ajoute : « Il semble même qu'on eût fait une nouvelle loi qui admettoit les jeunes gens à la chevalerie dès leur quinzième année. » P. 714 S'il n'avait pas été induit en erreur par l'édition fautive de la Thaumassière, il aurait vu que cette loi existait réellement et était très-ancienne. La nécessité de pourvoir à la défense du royaume de Jérusalem força plus d'une fois les seigneurs de passer par-dessus toutes les conditions d'âge, de naissance et même de religion, pour l'admission à la chevalerie.

CHAPITRE CLXX¹.

Coment², quant pere ou mere muert, et il ont fié et enlanz mermes d'aage, qui doit avoir le baillage³ et qui doit garder l'eir dou fié⁴.

Quant il avient chose que Dieu fait⁵ son comandement d'aucun ou d'aucune qui ait fié, se il a fiz ou fille de leau mariage qui seit d'aage, il se peut saisir dou fié sanz parler au seignor : car l'on⁶ dit clerement que de ce dont pere et⁷ mere muert saisi et tenant come de la soe chose, fiz ou fille demorre en tel saisine et en tel teneure come pere ou mere aveit. Et se il avient que l'eir seit merme d'aage, et aucun ou aucune, qui li apartient de là dont le fié muet, vient avant requerre⁸ le baillage si come il deit, il le deit avoir dou fié⁹; mais l'enfant ne deit mie estre en sa garde, se le fié li peut escheir : car en cest endroit a une assise qui dit, que baill ne deit mie garder mermiau^{*}. Et ce fu establi por ce que l'eir fust gardé de damage et de perill, et le baill de honte et de pechié. L'enfant deit estre en la garde¹⁰ dou plus preuchein de ces parens ou amis, à qui le fié ne peut escheyr; et deit avoir¹¹ son vivre covenablement de son fié¹²^b. Et ce il est seignor de terre^c, par acort dou comun¹⁵ de ces homes deit estre gardé son cors et ces fortereces^d; et deit avoir son vivre honoreement, et ces fortereces fornies

¹ Ce chapitre manque dans c. — ² Coment qui veaut fié requerre. D. E. T. — ³ Dou fié. B. — ⁴ Et qui l'enfant en garde. D. E. T. — ⁵ Et quant Dame Dieu fait. B. Quant il avient que Dieu fait. D. E. T. — ⁶ Au seignor pourquoi que il soit le droit heir à avoir cel fié si com il contient en cestui livre, car. D. E. T. — ⁷ Ou. B. D. E. T. — ⁸ Dont le fié vient, viene avant et requere. D. E. T. — ⁹ Il l'a dou fié. B. — ¹⁰ Se le fié li puet escheoir, por ce que l'on doute que pechié ou convoitise ne le feist faire de l'enfant la garde dou loup. Et por ce doit estre l'enfant en la garde. B. — ¹¹ Et requere le bailliage si com il doit, et un autre sien parent qui li apartiegne de l'autre partie si que à lui ne puisse le fié venir ne escheir, si doit avoir l'enfant en garde. D. E. T. — ¹² Le CLXXVII^e chapitre de l'édition de la Thaumassière, qui commence ici, n'est pas entièrement conforme à ce qui suit dans le manuscrit de Venise, ainsi qu'on le verra tout à l'heure. Ce chapitre a dans la Thaumassière et les manuscrits D. E. le titre suivant : *Coment il doit estre gardé se il est seignor de terre*. — ¹⁵ Quemun. B.

* L'auteur ne parle pas ici d'une coutume particulière au royaume de Jérusalem, car on admettait généralement, et par des motifs semblables à ceux qu'il donne, que l'héritier du mineur ne pouvait pas être son gardien. (*Regiam majestatem*, l. II, c. XLVII. Glanville, l. VII, c. XI. *Établissements*, l. I, c. CXVII.)

³ Cet usage dérivait de la constitution des fiefs. Le feudataire transmettait, après sa mort, son fief à ses héritiers. Si ceux-ci étaient mineurs, il fallait pourvoir au service militaire, inséparable des fiefs, et dont les mineurs ne pouvaient s'acquitter par eux-mêmes. D'abord il fut réglé que le seigneur jouirait du fief pendant la minorité féodale de son vassal, et en percevrait les fruits pour payer une personne qui s'acquitterait auprès de lui du service militaire; le seigneur était tenu de veiller à l'éducation de son vassal mineur, de le nourrir et de l'entretenir suivant son état : ces soins et d'autres circonstances dégoutèrent les seigneurs de la garde de leurs vassaux mineurs; ils l'abandonnèrent à ceux des parents ou des amis qu'ils croyaient les plus propres à faire le service, et insensiblement la garde noble fut

réglée sur le pied où nous la voyons dans ce livre. Dès l'origine, la garde du fief fut distinguée de la garde de la personne : la première était appelée *bail* ou *bailliage*, et la seconde *garde*. Plus tard ces mots eurent des acceptions différentes, comme on peut le voir dans le *Grand Coustumier*, l. II, c. XLI, et dans le *Glossaire* de de Laurière, t. I, p. 112. Mais nous ne parlons que du temps où Ibelin écrivait.

^c C'est-à-dire s'il est souverain ou seigneur suzerain, car tous les seigneurs étaient seigneurs de terre.

^d Quand le mineur était appelé à gouverner une principauté, la garde de sa personne et de ses forteresses n'appartenait de plein droit à aucun parent : le choix des vassaux était libre, et pouvait se porter sur le seigneur qui leur semblait le plus propre à remplir cette fonction. A la mort d'Amaury, roi de Jérusalem, la couronne fut recueillie par Baudouin qui avait à peine treize ans. *Interrea*, dit Guillaume de Tyr, *comes Tripolitanus, ad dominum regem accedens, apud principes, qui tunc forte aderant, regni procuracionem petit, allegans domini regis adhuc infra pabertatis annos degentis, tutelam legitimam, jure*

covenablement des rentes de sa seigneurie¹. Et quant l'eir dou vavassor est de l'aage de quinze anz complis,² il deit requerre son fié si come est devant dit. Baillage ne peut nul avoir se le fié ne li peut escheir³, fors que en une maniere: ce est se l'eir a pere ou mere; lequel que il ait des deus, celui enporte le baillage devant toz les autres parenz par l'assise. Et est bien aparant que ce est assise: car dreit ne donast mie que celui qui n'ataint au conquereor dou fié eust le baillage et le proufit par devant ciaux qui li ataignent et à qui le fié peut escheir. Et le baillage de pere ou de mere est enterin, car il a le fié et l'enfant en garde, por ce que l'escheete dou fié ne peut venir à lui^{5 b}.

¹ Après les mots *forteresses fournies raisonnablement des rentes de la seigneurie*, qu'on lit dans l'édition de la Thaumassière, la même édition et les manuscrits B. E. finissent ainsi le chapitre: *et tel à qui eschiet le baillage ne doit garder l'enfant, por ce que se l'eir moroit, il en seroit heir dou fié, et mescreu en seroit de la mort de l'enfant, et auci tost mauvaise convoitise il fairoit faire la garde dou loup*. Vient ensuite le chapitre CLXXVIII^o, sous la rubrique: *Ci dit à qui le baillage de fié doit escheir, et qui le doit requerre*. Le chapitre commence par ces mots: *Baillage ne doit nul avoir se le fié ne li peut escheir, etc.* — ² Voici la fin du chapitre d'après B: elle diffère totalement de A: *il ne doit mie requerre son fié à son baill, ainz doit offrir son homage à son seignor; et doit dire que se le seignor ou son baill mescroit que il ne soit d'eage, il l'ofre à prover au seignor si come la cort esgardera ou conoistra que il prover le doie; et la preuve doit estre tele come vos avez di autrefois desus, com l'on doit prover aage. Et le seignor qui est tenu as deus, et doit garder le baill en son baillage jusques au parfait de xv. anz, et doit metre l'oir en son heritage. Et quant il est d'eage, il doit recevoir la prove de l'oir; se il est mescreu ou se il le mescroit por son servise ou dou baill por son profit, l'oir le doit prover ensi come il est dit desus. Et se il n'est mescreu de l'eage, le seignor doit tantost recevoir son homage, et li doit comander et abandoner que il voist à son heritage dont il est en saisine par son droit, por ce que son pere ou sa mere en morut saisi et tenant. Et il doit aler en son heritage. Son baill ne peut riens dire contre lui qui rienz vaille, car l'oir ne se doit partir dou seignor.* — ³ Le chapitre CLXXVIII^o de l'imprimé et les chapitres des manuscrits D. E. contiennent de plus la phrase qui suit: *Et qui veaut avoir baillage de fié qui li est escheu par l'assise, il doit amener ou apporter en la presence de la court, où il celui baillage requiert, l'enfant de par qui il le requiert, et se il ne li amene, l'on ne li peut ne ne doit par raison metre en teneur se on ne li veaut faire grace; car se estoit autrement, trop de gens en poroient par ce perdre lor raison et lor droit, et estre desherités.*

agnationis sibi deberi. Et hanc multiplici ratione sibi dicebat competere, tum quia consanguineorum suorum omnium erat proximus, tum quia ditissimus et potentissimus erat omnium regis fidelium: tertium quoque annectebat rationem validissimam, quod dum ipse captus fuisset, ex ipso carcere, fidelibus suis, sub obtentu fidelitatis, præcepit, quatenus domino regi Amalrico patri hujus, universam terram suam, arces et castella traderent... Dilata est ad has domini comitis allegationes responsio, eo prætextu, quod paucos haberet dominus rex de regni majoribus secum, quorum consilio in præsentì uteretur... Eodem quoque tempore, convocatis regni principibus, et ecclesiarum prælatis, dum rex esset Hierosolymis, comes Tripolitanus iterum rediit, auditorus super petitionibus suis de obtinenda regni procuracione, quas porrexerat prius, responsum. Iteratoque verbo, dum eisdem insisteret, habita rex per continuum biduum deliberatione, novissime de communi omnium coniventia, in capitulo Domini Sepulchri tradita est ei universa regni, post dominum regem, populo acclamante, procuratio et potestas. L. XXI, c. III, v. Le choix du comte de Tripoli fut donc le résultat d'une élection, et lui-même n'alléguait qu'accessoirement son titre de parent. Souvent aussi les seigneurs désignaient eux-mêmes la personne qui devait avoir la garde de leurs enfants; mais cette désignation n'étant pas l'effet d'un droit, devait être soumise à l'approbation du suzerain, qui y mettait telle condition qu'il lui plaisait. Voyez dans les Archives du royaume, reg. J. 190, n° 15 et 17: 1° une permission accordée par Louis de France à Guillaume l'Archevêque, seigneur de Parthe-

nay, en août 1242, de donner le bail et la garde de ses enfants mineurs à Geoffroy de Rancon, et, en cas de prédécès dudit Geoffroy, à tel autre des hommes liges du comte Alphonse de Poitiers que désignerait ledit l'Archevêque; 2° la promesse dudit Guillaume de rendre au roi et au comte son frère bon et fidèle service pour son château de Parthenay et ses autres forteresses, et de leur remettre lesdits châteaux à grande et petite force, toutes les fois qu'ils l'en requerront. Besly, dans son *Histoire des comtes de Poitou*, p. 397, a publié des lettres datées du mois de février 1243, par lesquelles Geoffroy de Rancon, comme tuteur des enfants de Guillaume de Parthenay, fait hommage lige au comte de Poitiers pour ledit château, déclare qu'il a payé le rachat pour le fief, et promet de livrer au comte les places qu'il tient comme tuteur.

^a Les motifs qui excluaient l'appel de la garde, le rendaient propre au baillage; car la loi devait supposer qu'il administrerait le fief comme un bien qui pouvait lui échoir.

^b La coutume de Paris et le plus grand nombre des autres donnaient également la garde noble au père et à la mère, à l'aïeul et à l'aïeule. (Art. CCLXV.) La mère en se remariant perdait la garde. « Il fut jugié que aucuns prouchiens del lignage Guillaume de Goniz, qui morz est, gart sa fille qui est dedanz aage, e que ce soit tiex à qui li heritage à la pucelle ne puisse escheoir par la mort à la pucelle ou de ses suers; e cil qui l'aura en garde, fera seur ce qe il ne la mariera pas sanz le consseill à ses amis, je di de ses amis de par son pere:

CHAPITRE CLXX^{BIS}¹.

Ci esclaircisse le fait, par quel raison l'on peut demander bailliage.

Car se aucun venist en court et deist : « Tel ot² de moi un enfant, lequel enfant est vef, et je requiers son bailliage com qui son pere ou sa mere suis, » et l'enfant ne fust en la court present au jour et à l'oure que l'on requiert le bailliage pour lui, le seignor et la court ne seront pas certains par tel maniere de dit que enfant y eust; car encore que amenast un enfant en court de par qui l'on requist le bailliage, si conviendrait il que il offrist à prover, si com court esgarderoit ou conoistroit que prover le deust, que celui ou celle de qui l'on diroit que l'escheete seroit venue à celui enfant, l'eust tenu à son fis ou à sa fille ou à son parent, et prover le se il fust qui contredist ou mescreust. Car trop seroit contre toutes manieres de droit et d'assise, qui autrement recevrait hom à baill, ne ne li soffriroit à bailliage avoir : car ce enci n'estoit : l'on en poroit requerre bailliage et avoir pour enfant sans que l'on l'eust oncques eu; et se l'on l'eust eu et il fust mors, si le poroit l'on por le mort requerre et avoir, et par ce seroient les freres et les seurs, ou les autres parens à qui aucunes des dites choses seroient escheues, desherités, et seroit tort apert et contre raison et droit.

CHAPITRE CLXXI.

Por quei celui ou celle, qui tient le baillage de damoiselle, le doit tenir tant que elle soit mariée, tot ait elle douze anz ou plus; et coment elle peut avoir le fié qui li est escheu, quant elle a passé douze anz³.

Se fié escheit à damoiselle qui ait douze anz ou plus⁴, celui ou celle qui devoit tenir son baillage, se elle eust mains de douze anz, le devra tenir, par l'assise

¹ Ce chapitre, qui manque dans les manuscrits de Venise et de Saint-Germain, est le chapitre CLXXIX de l'édition de la Thaumassière. — ² Et. τ. — ³ Et est mariée. B.

« e si fu jugié que sa mere qui a pris autre seigneur, n'en aura pas la garde. » Échiquier de Falaise, Pâques 1219. (Marnier, p. 136.) « Il fu jugié que puisque fame est mariée, elle n'aura pas la garde de ses emfanz de quel aage que il soient. » Échiquier de Rouen, Pâques 1243. (Id. p. 194.) Cependant le droit des père et mère n'était pas si sacré qu'on ne pût quelquefois les priver de la garde; car « il fu jugié que Guillaumes de Sanclin chevaliers et sa fame doivent rendre leur fille qui estoit en la garde Robert de Canteloir, el lieu et en la meson où il la prinstrent par force, et se il ne le font, ill i seront contrainst; et sont en merci por la force qu'il firent de nuiz. » Échiquier de Rouen, Saint-Jean 1245. (Id. p. 197.)

⁴ L'âge parfait des femmes nobles, c'est-à-dire l'âge auquel elles pouvaient se marier, tenir un fief, etc., n'était pas réglé, en France, d'une manière précise et uniforme; car saint Louis, en le fixant à quatorze ans pour les provinces du Maine et de l'Anjou, s'exprime en ces termes : *Quia vero super ætate feminarum certa consuetudo non inveniebatur, statuimus, etc.* (Ordonnances, I, 59.) Nous voyons, en effet, qu'à l'échiquier tenu à Rouen, Pâques 1238, « il fu jugié que la mere à la fille Quatin aura la garde de sa fille o toute sa rente tant que elle ait vii. anz (le manuscrit latin corrige cette faute, et porte *vel xvii. annos*), et puis porra aler là où elle voudra, etc. » (Marnier, p. 161.)

ou l'usage de cest reiaume, tant que elle soit mariée, tot seit ce que elle a¹ douze anz passés. Et puis que elle² aura douze ans passés, le seignor la peut semondre de prendre baron³. Et c'il la⁴ viaut semondre, il le doit faire ensi come il est devisié en cest livre que l'on deit feme faire semondre de tel chose. Et se il ensi la semont, et elle ne prent baron⁴ à la semonce dou seignor, il en peut avoir dreit: et coment et quel sera après devisié en cest livre⁵. Et se aucun tient le fié qui seit tel que le seignor aime miaus que il le teigne que marier la damoiselle, et les parenz et les amis de la damoiselle veulent que elle soit mariée et que elle entre en son fié, il doivent venir devant le seignor et dire li: « Sire, nostre parente tel, qui fu fille de « tel, » et noment li et son pere, « a passé⁶ douze anz; et elle prouvera bien son aage, « se aucun la en mescreit. Si voz prions et requérons que il voz plaise que noz « la puissions marier, si que elle entre en son fié et que voz en aiés le servise. » Et se le seignor ne fait leur priere, laquel je ne cuit pas que il face volentiers ce il n'est moult tenus à eaus⁷, por ce que le fait des mariages est une chose⁸ de quei le seignor peut avoir plus de proufit, et l'a⁹ souvent^b, si li dient: « Sire, « noz voz donrons tant, c'il voz plaist et soufrés que noz la marions. » Et dient tel quantité de moneie qu'il puissent souffrir, et que il entendent que le seignor le dée faire. Et ce faisant, ce il entendent que il la puissent bien marier à tel de qui seit¹⁰ le proufit et l'onor de la damoiselle, si le facent. Et se le seignor ne viaut finir à eaus de cel mariage, si li dient: « Sire, donc voz prions noz et requérons que voz la mariés si come voz devés par l'usage de cest reiaume^c. » Et se le seignor ne le fait, par ce que il teigne le fié, que il aime miaus avoir le proufit des rentes dou fié que ce que il auroit por le mariage, ne que la damoiselle

¹ Elle ot. B. Elle ait. c. — ² De cestui royaume, et pour ce qui a esté usé longuement et se use encore que puisque damoiselle a compli douze ans peut requerre son fié au seignor et avoir le, se ladite demoiselle le veant requerre le doit avoir et le seignor, puisque elle. D. E. T. — ³ L'en. B. C. D. E. T. — ⁴ Tel chose; et se elle ne veant prendre baron. D. E. T. — ⁵ Après ces mots, il y a une lacune dans D. E. T. — ⁶ Et nomer la, et son aage a passé. c. — ⁷ A eaus. B. A iaus. c. — ⁸ Des choses. B. c. — ⁹ Et les a. B. — ¹⁰ A tel qui soit. B.

* Cet usage n'étoit pas particulier au royaume de Jerusalem, et il s'observoit en France, où les vassaux du roy ne pouvoient pas se marier, ou marier leurs heritiers apparens, sans le consentement du roy. Les *Etablissements*, l. I, c. LI, notes de M. du Cange. Les histoires et chartes anciennes nous en fournissent divers exemples. La Chronique de Robert moine de Saint-Marien d'Auxerre, [s'exprime en ces termes:] *Anno 1199. Philippus rex Petri Nivernensis filiam tradidit in conjugem Herveo de Giemo, et cum ea comitatum Nivernensem, qui eam hereditario jure continebat.* Le même Hervé comte de Nevers jura au roy Philippe-Auguste, qu'il ne mariroit pas Agnès sa fille, sans le consentement et permission du roy, et spécialement à aucun des enfans de Jean roy d'Angleterre, de Thibaut comte de Champagne, du seigneur de Bourgogne, et d'Enguerand de Coucy, et donna ses vassaux pour pleges de sa promesse, par charte de l'an 1200. Le même roi receut Blanche vefve de Thibaut comte de Troyes à luy faire hommage lige, comme de bail et de douaire, de tout le fief que son mary tenoit de luy, et le roy promit qu'il ne mariroit sa fille qu'elle luy avoit donné en garde, qu'aprez l'aage de douze ans, et sans l'avis de sa mere et des barons denomez en la charte du mois de fevrier 1201. Robert de Courtenay jura au même roy: *Quod si dilecta neptis sua, Mathildis comitissa Nivernensis, deficeret de bono et fideli servitio faciundo domino regi, et se maritaret absque licentia et volun-*

tate ejusdem, ipsum juvaret contra dictam comitissam, donec id esset emendatum. (*Histoire de Courtenay*, Preuves, p. 29.) Thibaut comte palatin de Champagne et de Brie, consentit au mariage de Jean seigneur de Joinville seneschal de Champagne, et de Gillette fille du comte de Grandpré, et Beatrix dame de Vaucouleur declara à Thibaut roy de Navarre comte de Champagne, que son fils Jean seigneur de Joinville avoit juré au même seigneur qu'il ne s'alliroit point par mariage avec la fille du comte de Bar, le premier jour du mois de mars 1239. La seule maison de Suilly en pourroit fournir quatre ou cinq exemples que je passe sous silence, pour éviter la prolixité. Littleton, l. II, c. IV; Glanville, l. VIII, c. XII; Hautessere, l. III, c. I. T.

^b On voit que le droit de mariage (*maritagium*) étoit payé au seigneur non-seulement par les serfs, mais aussi par les gentilshommes. Du Cange cite le passage suivant d'une charte de l'an 1348: *Willielmus Searich ad habendum in uxorem Johannam que fuit uxor Willielmi Toul, venit in curiam et dat domino de fine pro eadem in maritagio habenda X sol.* (*Glossarium*, t. IV, col. 553.)

* En France, le seigneur n'avoit pas le droit de marier sa vassale. Ce droit appartenait à la mère veuve; mais elle n'en pouvoit faire usage *sans le conseil au seignor, et sans le conseil au lignage devers le pere.* (*Etablissements*, l. I, c. LXIII.) Il en étoit de même en Angleterre. (*Regiam majestatem*, l. II, c. XLVIII, num. 5 et 6.)

eust baron laquel chose bon seignor ne fera jà, se Dieu plaist, ou por aucune chose delleast le mariage; se les parens de la damoiselle¹ veulent tot outre que elle soit mariée, la damoiselle deit venir devant le seignor en la court et demander conseil, et faire dire par son conseil: « Sire, tel, » et la nome, « qui fu fille de tel, » et le nome, « est venue devant voz come devant son seignor²; et voz fait assaveir que elle a douze anz passés: et se voz, sire, ou autre se mescreés, elle est prest de prover le, tot ensi come la court esgardera ou conoistra qu'elle prover le dée. » Et se le seignor dit que il viaut bien que la court li conoisse, si li die: « Sire, comandés à la court qu'elle le face. » Et le seignor le deit comander, et la court le deit ensi faire, se cuit, come il est devisié, en l'autre chapitle, que l'on deit prover aage. Et se le seignor li eschampist ou delaie la conoissance, si le destraigne d'avoir la conoissance de court³, si come est devisié⁴ en cest livre, que l'on doit le seignor destraindre⁵. Et quant la dite conoissance sera faite, et elle⁶ aura prové son aage⁷ si come la court l'aura coneu, si die celui qui est à son conseil: « Sire, tel, » et la nome, « a bien son aage prové si come elle deit; si voz prie et requiert et semone⁸, come à son seignor, que voz de hui en quinze jors, ou de demain en quinze jors, ou de plus demain en quinze jors⁹, li aiés offert, par l'assise¹⁰ de cest reiaume, trois barons souffisant à lui, par ledit usage; et elle entent que voz faire le devés par ledit usage, et se¹¹ voz ne le faites, qu'elle se¹² peut marier sanz congé prendre vers voz¹³. Si voz requiert que vos li fassies conoistre à vostre court se voz, dedenz ledit terme, ne li ais fait ce que elle voz requiert et semont, et elle¹⁴ après se marie, se elle le peut faire, sanz ce que elle d'aucune chose vos mesface, ne que¹⁵ voz d'aucune chose la puissies achaisonner de son mariage. » Et le seignor, qui ne deit faillir d'esgart ni de conoissance de court, deit comander à la court que elle celle conoissance li face, ou offrir li maintenant baron par ledit usage. Et se le seignor comande à la court qu'elle li face¹⁶ celle dite conoissance, je cuit que la court deit conoistre que, se le seignor ne li euffre baron, si come il deit, dedenz le terme devant dit, et ledit terme passé, que elle se peut¹⁷ marier à sa volenté¹⁸ sanz ce que elle de riens mespreigne vers le seignor. Que se autrement esteit, les seignors qui ce vodroient¹⁹ maligner, poroient tot tens mais tenir le baillage des fiés des damoiselles²⁰ quant il²¹ seroient en leur mains, ou ce il le voloient faire tenir à celui ou à celle qui le tendroient en baillage; que se la damoiselle²² se marie sanz le congié de celui ou de celle de qui elle deit tenir le fié, elle perdra le fié, si come il est devisié en cest livre que l'on deit perdre son fié por tel mesfait²³. Et quant la court aura ladite conoissance faite, se le seignor ne li a offert le baron²⁴ dedenz ledit terme, selonc ledit usage, elle se peut marier à

¹ Ou la damoisele. c. — ² Est venue devant son seignor. c. — ³ D'avoir la conoissance de court n'est pas dans c. — ⁴ En l'autre chapitle.... si come est devisié manque dans B. — ⁵ Que on doit destraindre d'avoir conoissance de court. B. — ⁶ Et cele. B. — ⁷ En cestui livre (voyez p. 264, note 5). Et après que la damoiselle aura prové son aage, doit faire demander au seignor devant la court trois barons suffisans pour se marier à aucun d'eaus, et se le seignor li refuse, elle peut le faire sanz ce que le seignor la puisse achaisonner de son mariage, mais le seignor doit comander à la court de offrir li maintenant par ledit usage, dans le terme de quinze jours plus ou moins. D. E. T. Voyez la suite, note 22. — ⁸ Et semone n'est pas dans B. — ⁹ Ou de plus demain en xv. jors n'est pas dans B. C. — ¹⁰ Par l'usage. c. — ¹¹ Et que se. B. C. — ¹² Ele se. B. C. — ¹³ Marier à son gré sanz mesprendre envers vos. B. C. — ¹⁴ Requiert que vos li faciez conoistre que ele. B. — ¹⁵ B. — ¹⁶ Conmande que la court face. B. — ¹⁷ Dedenz ledit terme que ele après se puet. B. C. — ¹⁸ C. — ¹⁹ Qui voudroit. B. Qui vodroient. c. — ²⁰ Le baillage des damoiseles. B. — ²¹ Quant eles. B. — ²² En cestui livre (voyez plus haut, note 7) et après, etc., plus ou moins, que se la damoiselle. D. E. T. — ²³ La fin du chapitre manque dans D. E. T. — ²⁴ Offert baron. B. C.

sa volenté; que le seignor ne la en pora de riens achaisonner. Et tot seit ce que il me semble que se la damoiselle semont le seignor si come il est devant dit, et le seignor ne li euffre dedenz le dit terme baron par le dit usage, qu'elle se peut¹ marier à sa volenté sanz ce que le seignor la en puisse de riens gregier. Et por ce que il me semble que il est plus seure chose de ladite conoissance requerre² avant le mariage qu'après l'ai ge³ dit en cest chapitle⁴.

¹ Offert baron dedenz ledit terme selonc ledit usage ele se puet. B. — ² Que ladite conoissance requiere. C. — ³ Tot l'aie je. B.

⁴ L'auteur soupçonne le seigneur de vouloir, dans des vues d'intérêt, conserver l'administration du fief au delà de l'âge parfait de la pupille. Il est vrai que, durant le moyen âge, les bailliages n'étaient guère, pour les bails, que des occasions de bénéfices illicites. Entre tant d'exemples que l'histoire fournit de cette triste vérité, nous en choisisons un qui devait être présent à la mémoire d'Ibelin quand il écrivait ce chapitre.

Le bailliage de l'île de Chypre donna souvent lieu à des débats animés. Le roi Hugues I mourut en l'année 1219, laissant pour héritier Henri I, âgé seulement de neuf mois. Philippe d'Ibelin, un des oncles de ce jeune prince, fut déclaré bail du royaume. Ce seigneur mourut en 1228, et son frère, le sire de Baruth, le remplaça. L'empereur Frédéric II ayant pris la croix, malgré les défenses du pape Grégoire, forma le dessein, à l'instigation des ennemis de la famille d'Ibelin, de s'emparer de l'île de Chypre, et, dans ce but, débarqua à Limisso. Il écrivit au sire de Baruth, l'appelle son très-cher oncle, et l'engage à venir le trouver avec le jeune roi, ses enfants et ses amis. Le bail, malgré l'avis de ses conseillers, se rend à cette invitation. L'empereur après lui avoir prodigué de faux témoignages d'amitié, le somme de lui remettre Baruth, et tout ce qu'il a perçu comme bail du jeune Henri, depuis la mort du roi Hugues, c'est-à-dire depuis dix ans, parce que c'est à lui qu'appartient le bailliage du roi et du royaume, et que tous les fruits de la tutelle doivent lui revenir, selon le droit des Allemands. Philippe répond qu'il n'a rien perçu en vertu du bailliage. La discussion s'animant, des personnes sages interviennent, et il est convenu que le sire de Baruth donnera en otage ses fils et vingt chevaliers, et qu'il s'en rapportera au jugement de la cour de Chypre, sur l'affaire du bailliage. Mais ayant appris que l'empereur, mécontent de cette transaction, voulait s'emparer de sa personne, il fait armer ses amis et se retire à Nicosie, où il soutient un siège contre l'empereur. Une nouvelle transaction intervint, par laquelle l'empereur obtint ce qu'il voulait, car la cour décida qu'il percevrait les revenus du royaume jusqu'à la majorité du jeune roi, c'est-à-dire jusqu'à ce que ce prince eût atteint sa vingt-cinquième année. Philippe d'Ibelin devait conserver l'autorité de bail; mais l'empereur finit par l'en dépouiller et par en revêtir cinq seigneurs de Chypre, qui étaient: Camerino Barlas, Almeric de Bessan, Gavano de Rossi, Guillaume Rivet et Hugues de Giblet. Ces événements donnèrent naissance à une longue guerre, dont le jurisconsulte Philippe de Navarre avait consigné les détails dans un ouvrage qui paraît être perdu. (Sanudo, *Secreta fidelium Cracis*, l. III, pars x1, c. x1, p. 212; Loredano, l. I, p. 47-103; *Art de vérifier les dates*, I, 460.)

Ce qui se passait dans l'ordre politique se reproduisait souvent dans l'intérieur des familles, et comme l'indiquent les manuscrits B. et C, l'usage était reçu de comparer la tutelle de certains seigneurs à la garde du loup; car le vers de Térence:

Scelerata, lupo ovem commisiisti, etc.
(*Ænæch. act. V, sc. 1.*)

a donné naissance à un proverbe, qui n'avait pas moins de cours au moyen âge qu'il en a de nos jours.

Si l'on veut trouver des exemples de tutelles véritablement désintéressées, il faut tourner ses regards vers les villes en communes. La disposition suivante de l'ancienne coutume d'Amiens mérite d'être conservée et d'être mise en regard de l'exemple que nous avons précédemment cité. « Li enfant qui sont orfelin de pere et de mere sont à le vile à conseiller et au maieur et as eskievin. Derechief le enfant desaagié orfelin, qui n'ont ne pere ne mere, seront livré à conseil et à warder à le vile, et seront li enfant et tout lor bien en le warde au plus prochain oir. » F^o 27 v^o.

Le passage suivant d'un vieux coutumier de Normandie, montre qu'au XIII^e siècle, le respect pour le privilège des seigneurs en matière de garde, n'empêchait pas qu'on ne jugeât avec sévérité leur administration.

« Qui gardera l'oir orfelin que il covient estre en autrui garde? La mere ne le gardera pas. Porquoi? Porce que se elle prenoit mari et elle avoit emfanz, li emfant, por la covoitise de l'eritage, ocirroient leur einz né frere, et seroient oirs, ou li mariz meismes ociroit som fillastre pour doner à ses filz l'heritage. Qui le gardera donc? Le garderont si cosin? Nanil. Porquoi? Que il ne beent par aventure à sa mort et covoient son heritage, par que il ocient l'innocent. Por oster donc tel desleauté, et por eschiver tel cruelté fu il establi, que li orfelins soit en la garde à celui à qui ses peres estoit liez par homage. Qui est cil? ce est li sires de la terre, qui l'eritage ne peut avoir en domaine; quar cil oir qui sont de noble lignage ont pluseurs oirs, et par desus ce il doivent estre norri en buenes mesons et ensegniez d'onestes ensaigmenz, et quant il sont norri ès mesons lor seigneurs, il sont tenus à servir les plus lealment, et à amer les plus en verité. E coment pueent li seigneur haïr ceus que il ont norriz? i les ameront par noretur de pure amor, et garderont feelment lor lois et leur tenemenz, et mettront les oissues de lor terres en lor avancement; mès avarice est orandroit si montée, que li seigneur gastent les biens as orfelins. » Marnier, *Établ. et Cout.* p. 11. Cette théorie si belle de la garde seigneuriale, qui aboutit à l'aveu d'une réalité fort triste, nous fait connaître la véritable pensée des jurisconsultes du moyen âge.

CHAPITRE CLXXII.

Coment la damoiselle qui a passé douze anz¹ peut avoir baillage qui li escheit.

Se baillage escheit à damoiselle qui ait douze anz ou plus d'aage, et elle le vueille avoir et tenir et user^a, c'est ce que li et ces amis doivent² faire et dire, et de son aage³ prover, et dou seignor prier que⁴ il lor doint poeir de marier la ou⁵ de finer à li de son mariage; et elle doit⁶ requerre et semondre⁷ le seignor qui la⁸ marie, et de conoissance de court requerre, et des autres choses requerre si come il est devisié ou chapitre⁹ devant, que la demoiselle qui a douze anz ou plus, et fié¹⁰ li escheit, et ces amis le doivent faire. Que il me semble¹¹ que en cest cas doit estre mené¹² le fait dou baillage à celui à qui il escheit come¹³ celui dou fié.

CHAPITRE CLXXII^{BIS 14}.

Coment nul ne peut avoir escheete qui escheue li soit, se il ne se saisit personament.

Il est us et coustume et usage au royaume de Jerusalem, que se aucun a droit en aucune chose qui escheue li soit dont il soit le plus droit heir aparant, se il ne vient audit royaume, et ne requiert s'eschete si com il doit, et là où il doit, que l'on n'est pas tenu de respondre ne de rendre l'escheete à autre que pour lui la requiere, puisque celui à qui l'escheete sera escheue n'aura esté en pays ne en la presence de la court où l'on doit l'escheete requerre, ne l'aura requise si com il doit, ne ne sera mis personament en saisine de l'escheete qui li sera escheue de son pere ou de sa mere; et que se un des autres heirs de celle part dont l'escheete meut, vient en la presence de la court où l'on celle escheete doit requerre, com le plus droit heir aparant qui en la court soit, et il l'euffre à prover, s'il est nul qui le mescroie, il en doit avoir la saisine tant que l'autre en ait prové que il soit le plus droit heir^b.

¹ xv. ans. c. — ² Et user por lui, ses amis doivent. B. Et user ent li et ces amis doivent. C. D. E. T. — ³ Dire et faire son eage. B. Faire et dire de son aage. c. Faire dire de son aage. T. — ⁴ Et le seignor prier et requerre que. B. C. — ⁵ Et. B. C. D. E. T. — ⁶ B. — ⁷ Marier la, et se elle requiert et semont. D. E. T. — ⁸ Que il. B. D. E. T. — ⁹ B. C. D. E. T. — ¹⁰ C. D. E. T. Fi. A. Baillage. B. — ¹¹ Li eschiet; il me semble. B. — ¹² B. C. D. E. T. — ¹³ Le fait dou baillage aussi come. B. Dou baillage à celui con. C. D. E. T. — ¹⁴ Ce chapitre, qui porte le n° CLXXXII dans l'édition de la Thaumassière, manque dans le manuscrit de Venise.

^a La demoiselle ne requérait pas le baillage pour le tenir en personne, mais pour en transmettre l'exercice au mari qu'elle demandait. Il ne faut donc pas supposer qu'une femme de douze ans pût être réellement tutrice.

^b L'origine de cet usage se trouvait dans l'obligation imposée au vassal de faire son acte d'hommage en personne et non par procureur: tel était le droit commun

de la France et de l'Allemagne. (Cout. de Paris, art. LXVII, § 2; Boehmer, *Princ. jur. feud.* n° 109, p. 98.) Le droit Lombard tenta d'introduire une doctrine opposée (*Cons. feud.* l. II, t. III, § 1), mais qui pouvait d'autant moins être admise par les Croisés, que si la loi avait permis aux héritiers des fiefs situés en Orient de faire leur hommage par procureur, beaucoup d'entre eux seraient restés en

Europe, et le royaume de Jérusalem aurait manqué de défenseurs. Ce point de droit fut appliqué, par la cour de Morée, dans l'affaire de la baronnie d'Acova. Les détails de ce curieux procès méritent de trouver place ici, car, en éclairant le principe posé dans ce chapitre, ils nous montrent en action plusieurs des règles de procédures établies par Ibelin dans diverses parties de son livre.

Guillaume de Ville-Hardoin prince de Morée, ayant été vaincu au mois d'août 1261, et fait prisonnier par Jean Paléologue sébastocrator, fut conduit à Constantinople, et mis dans les fers. Cependant un traité intervint entre l'empereur et lui, et il put recouvrer la liberté et ses états, en donnant pour otages la sœur du grand connétable de Morée, Jadre, et la fille du seigneur de Passava, protostrator de la principauté. Pendant que ces dames étaient à Constantinople pour le prince, il arriva que le seigneur d'Acova, messire Gautier de Rosière, mourut sans enfant qui pût hériter de ses domaines. Il ne laissa après lui qu'une jeune nièce, fille de sa sœur et du protostrator messire Jean de Passava. Cette fille s'appelait Marguerite. A l'époque de la mort du seigneur d'Acova, dont elle était héritière, elle se trouvait à Constantinople où le prince l'avait envoyée en otage. Cette circonstance l'ayant empêchée de se présenter au prince dans le terme légal pour en obtenir l'investiture de la seigneurie d'Acova, son héritage, le prince saisit cette seigneurie; et lorsque plus tard elle revint de Constantinople et réclama cette seigneurie, le prince lui répondit que puisqu'elle avait laissé écouler l'année et le jour fixés par les usages du pays, en cas de succession, sans se présenter à la cour pour la réclamer, elle avait perdu tous les droits qu'elle pouvait y avoir, et qu'il n'avait rien à lui donner. Cette réponse surprit vivement la dame, qui s'attendait d'autant moins à une pareille réponse que c'était à la place du prince qu'elle avait été mise en otage, que lui-même l'y avait envoyée, et qu'il devait bien savoir qu'il n'y avait aucune faute de sa part; car si elle fût restée tranquille en Morée, elle n'eût jamais manqué aux lois relatives à la succession des fiefs.

Lorsque la dame Marguerite et ses conseils se furent assurés que le prince refusait de lui rendre justice, elle partit et revint chez elle profondément affligée. Un mois et quelques jours après, elle retourna vers le prince, accompagnée d'un conseil et de quelques amis, et réclama encore une fois la place d'Acova avec ses dépendances, ainsi que toute la baronnie. Elle répéta une seconde et une troisième fois ses réclamations; mais le prince lui fit toujours la même réponse. La dame Marguerite reconnaissant enfin qu'il lui était impossible d'obtenir justice du prince, pria tous ses amis et parents de l'aider de leurs conseils, et de lui indiquer ce qu'elle avait à faire pour reconquérir ses droits et ne point être déshéritée. Les plus sages de ses amis lui conseillèrent d'épouser un homme puissant et sage, et d'une haute naissance, qui, par sa propre puissance et le secours de ses parents, pût la remplacer dans son héritage. La dame en femme prudente consentit à ce mariage. Les principaux membres de sa famille y contribuèrent de tous leurs efforts, et elle épousa enfin un homme d'une haute naissance, messire Jean de Saint-Omer, frère de Nicolas de Saint-Omer, seigneur de Thèbes.

Jean de Saint-Omer ne voulut pas laisser s'écouler un long temps sans faire ses réclamations sur l'affaire d'Acova. Il pria ses frères de l'accompagner, et ils vinrent avec lui en Morée. Ils trouvèrent le prince à Glarentza,

occupé avec ses chefs à mettre ordre à l'administration de la principauté. Jean se présenta devant lui avec ses frères et sa femme l'héritière d'Acova. La dame déclara alors au prince qu'elle venait pour réclamer l'héritage de tous les biens de sa famille, et qu'elle désignait messire Jean, son mari, comme son avoué (*advocat*), conformément aux usages reçus. Messire Jean adressa aussitôt la parole au prince et lui dit :

« Mon seigneur, prince de Morée, je vous prie en votre qualité de suzerain et d'héritier, de vouloir bien convoquer tous les chefs, bannerets et chevaliers liges de Morée, pour entendre la requête que j'ai à vous présenter, et prononcer sur mon affaire une décision conforme aux principes de la justice. Que ce jugement soit rendu d'après les usages de la Morée, je ne veux aucune grâce et ne demande que mon droit. » Le prince lui répondit : « J'y consens avec plaisir. Puisque vous ne réclamez que la justice, je suis prêt, avec ma cour, à vous satisfaire. »

D'après les ordres du prince, les bannerets et tous les chevaliers de la Morée se réunirent dans l'église de Sainte-Sophie, à Andravida, où le prince se rendit aussi. Alors messire Nicolas de Saint-Omer, seigneur de Thèbes, se leva. Il prit de sa main droite sa belle-sœur madame Marguerite, et dit au prince de la Morée :

« Tous les hommes de la principauté savent que ma belle-sœur, qui se présente ici devant la cour, est réellement la nièce du seigneur d'Acova, étant fille de sa sœur. A la mort de ce seigneur, qui ne laissa aucun enfant pour hériter de lui, cette dame se trouvait à Constantinople en qualité d'otage, ainsi que le sait mon seigneur, pour le compte duquel elle y était. Par suite de cet empêchement, ne se trouvant pas dans le pays lors du terme voulu, elle ne put se présenter devant le prince dans le délai de quarante jours fixé par les usages de toute la principauté. Il n'y a en cela nulle faute de sa part, car retenue en otage par l'ordre du prince, elle ne pouvait venir se conformer aux usages que quand le prince l'aurait fait revenir dans son pays. Aussitôt son retour, elle se présenta en effet devant vous et réclama son droit; mais vous, vous lui répondîtes qu'elle n'en avait plus aucun. Plusieurs fois elle a répété ses réclamations, et jamais vous n'avez voulu convoquer une cour pour prononcer sur sa réclamation. Vous lui parliez en maître absolu; et elle, comme une femme faible et sans mari, elle s'en retourna chez elle désespérée, attendant que la Providence lui envoyât ses secours. La Providence lui a enfin envoyé ces secours, et elle appartient à un homme illustre et de noble maison qui saura, comme tout gentilhomme doit le faire, lui faire rendre les biens qui lui reviennent. C'est dans cette intention qu'ils se présentent tous deux devant vous. Je me présente avec eux et, en ma qualité de frère, je leur offre mes services, à l'un comme héritier, à l'autre comme avoué, et je réclame de vous justice. Ils vous prient donc instamment par mon organe, de leur rendre ce qui leur est dû, et de les remettre en possession de leur héritage de famille, c'est-à-dire de la place ainsi que des dépendances d'Acova. Ils sont prêts de leur côté à faire pour vous tout ce qu'ils vous doivent relativement à leur service et à leur hommage lige. »

Le prince répondit : « Nous venons d'entendre en détail, ainsi que notre cour, le discours que vous avez prononcé et l'affaire que vous nous présentez. Nous avouons et déclarons qu'il est bien vrai que c'est à cause de nous, et pour une affaire qui nous est personnelle,

« que cette dame a perdu ses droits et a été privée de son héritage de la seigneurie et de la forteresse d'Acova. Maintenant, nous vous demandons si vous désirez que je vous fasse justice selon la loi, ou si vous réclamez une faveur et une grâce de moi, comme de votre prince, en faisant valoir que c'était à cause de moi qu'elle était hors du pays, et n'avait pu se présenter dans la principauté pour faire valoir son droit, au terme prescrit par les usages. »

Nicolas de Saint-Omer fit au prince la réponse suivante : « Seigneur, prince de Morée, je vous prie de croire que si j'étais convaincu que la dame Marguerite ne fût pas fondée dans ses réclamations du fort et de la baronnie d'Acova, je n'aurais pas dédaigné de vous les demander comme une grâce. Mais ici ses droits sont évidents, ainsi que vous le savez bien vous-même. C'était pour vous que ma sœur était détenue, et elle ne pouvait sortir de Constantinople pour venir réclamer en Morée son héritage d'Acova. Je ne vous demande donc pas une grâce, mais une justice, conformément à ce que la loi prescrit. »

Le prince lui dit alors : « Puisque vous n'avez pas besoin d'une grâce de ma part, et que vous n'invoquez que la justice de la cour, je vous déclare en vérité que ce serait pour moi un péché devant Dieu et un juste sujet de blâme aux yeux des hommes, si je ne me conformais pas à la demande que vous me faites de vous rendre justice. Je veux donc que la chose soit décidée d'une manière régulière, et que les usages du pays soient consultés avec attention et discernement; mais pour ne tomber dans aucune erreur et éviter tout reproche, je veux convoquer tous les bannerets, prélats et chevaliers de la principauté de Morée, et leur soumettre cette affaire pour qu'ils prononcent un jugement avec la crainte de Dieu et conformément aux usages que l'empereur Robert (Pierre de Courtenay, dont la fille avait épousé Geoffroy de Ville-Hardoin II) nous a transmis lors de son arrangement avec son gendre. »

Le prince fit alors écrire des lettres à tous les bannerets, chevaliers et liges de la principauté, qui arrivèrent à Glarentza et se réunirent pour juger l'affaire conformément aux usages. Le prince dit alors à Nicolas de Saint-Omer : « Je désire savoir quel est l'avocat qui doit défendre votre sœur et parler pour elle devant la cour. » Nicolas de Saint-Omer répondit qu'il voulait l'être lui-même, et qu'il se chargeait de faire valoir pour elle tout ce que la loi lui offrait de favorable relativement à l'affaire de la baronnie d'Acova. Le prince lui dit alors : « Puisque vous vous chargez des fonctions d'avocat dans l'affaire de la dame Marguerite, moi, de mon côté, par amitié pour vous et pour vous tenir compagnie, je me déclare l'avocat chargé de défendre les droits de la cour. » Il s'adressa alors au logothète, messire Léonard, originaire de la Pouille, qui était un homme sage et très-instruit, ami intime du prince et son premier conseiller. Il lui remit la verge du commandement qu'il tenait entre ses mains, et que portent tous les princes et les seigneurs, et lui dit : « Je vous confère la puissance que je possède, afin que vous présidiez la cour et rendiez justice conformément à la loi avec l'avis et l'assistance de tous ceux qui siègent dans cette cour, de tenir autant aux droits de la dame Marguerite qu'à ceux de la cour. Ne vous laissez entraîner ni par la crainte ni par l'ambition. Je vous enjoins, sur votre âme, de prendre garde à ne pas vous laisser induire en erreur; car moi, par affection pour messire Jean de Saint-Omer, et pour lui

« tenir compagnie, je vais faire le rôle d'avocat, et soutenir contre lui les droits de la cour. »

Messire Nicolas commença ensuite le premier à exposer l'affaire dès son origine, c'est-à-dire en racontant comment la seigneurie d'Acova était échue à la protostratresse madame Marguerite, ainsi que nous l'avons rapporté plus haut, enfin tous les motifs, tous les incidents et toute la marche de l'affaire.

Quand messire Nicolas eut terminé son discours, le prince prit la parole à son tour et exposa tous ses motifs et toutes ses raisons en opposition à ce que messire Nicolas avait avancé, ainsi que cela est établi par les règlements suivis dans les tribunaux, et de manière à ce que chacun puisse dire ce qu'il croit utile à sa cause. Après que chacun eut parlé longtemps et abondamment, le prince fit apporter le *Livre des Usages*, et il expliqua en détail ce qui y était contenu; comment, au cas où le suzerain serait fait prisonnier par l'ennemi et jeté dans les fers, son homme lige doit, si le suzerain le réclame, se rendre en prison, comme otage en sa place, pour obtenir sa mise en liberté, et comment le suzerain doit ensuite, de son côté, employer tous ses moyens pour faire sortir de prison son homme lige qui a pris sa place. (Voyez les *Assises de Romanie*, c. III, p. 500, t. II de Canciani, *Barbarorum leges antiquæ*.)

Tous ceux qui siégeaient alors dans la cour é mirent l'avis, que puisque c'était pour lui que la protostratresse avait été mise en otage, elle était fondée par cette circonstance particulière à revendiquer son héritage. Mais le prince ouvrit de nouveau le livre de la loi, et développa un chapitre (c. cxvi) par lequel il prouva, que selon les termes de l'assise, elle était engagée par un devoir indispensable à se constituer otage, et que, d'un autre côté, il était déclaré formellement par l'assise, que puisqu'elle ne s'était pas trouvée en Morée dans les termes voulus par l'usage, elle n'avait plus aucun droit à réclamer son héritage.

Les juges changèrent alors d'opinion, et reprenant la parole ils déclarèrent, que puisque la dame était tenue d'entrer en prison lorsque son seigneur lige le demandait aux termes des assises, et qu'elle ne s'était pas présentée, dans le délai voulu en Morée, au prince pour réclamer ses droits, elle avait perdu tous ses droits du jour même où ce délai était expiré. Ils déclarèrent donc toutes les réclamations de la dame mises au néant. Le prince et messire Nicolas furent alors invités à se présenter devant la cour. Le logothète, qui tenait la place du prince, prit la parole et leur annonça que la cour du seigneur avait gagné le fort d'Acova, ainsi que cela était prouvé d'une manière précise par le Livre des Usages, tel qu'il avait été rédigé dès le principe. Quand le prince eut entendu cet arrêt, il remercia la cour, ainsi que cela est usité, et prit congé; mais le protostrator, messire Jean de Saint-Omer, ne voulut pas remercier la cour. Tous les grands et les bannerets prirent congé du prince, et chacun se retira comme il voulut, et où l'appelaient ses affaires.

Le prince dit ensuite au logothète avec un grand discernement : « Je vous jure devant le Seigneur, mon logothète, que le jugement qui vient d'être rendu, et par lequel la dame Marguerite a été déshéritée de la seigneurie du fort et des dépendances d'Acova, m'a fait d'autant plus de peine, que je sais fort bien que c'est moi qui l'ai envoyée en otage à Constantinople, et que c'est là ce qui l'a empêchée de se présenter, dans le délai voulu, devant ma cour pour réclamer son héritage. Voici comment il m'est arrivé d'être cause de

CHAPITRE CLXXIII.

Se aucun seignor done fié en besanz^a à home ou à feme, et le assene en aucun leuc mouti; et se de la faut¹ sur totes ces autres rentes que il a² et aura, et après done à un autre home fié, et l'en assene en aucun leuc mouti; et ce il li defaille dou leuc où le premier est assené par nom, et il vueille estre païé avant de l'autre dou luec où il est assené avant : lequel des deus doit estre avant païés de celui leuc.

Se un home ou pluisors sont assenés de leur fiés en un leuc mouti par le seignor, et se de la default³ sur totes les autres rentes que il a ou aura en celle seignorie, et que le⁴ seignor, qui lor dona les fiés en la maniere avant dite, dit

¹ De la default. B. C. D. E. T. — ² Que il y a. B. — ³ Moti et de la defaute. B. C. — ⁴ Et se le. c.

« ce malheur : Lorsqu'on m'apprit, pendant l'époque de l'emprisonnement de la dame Marguerite, que le seigneur d'Acova venait de mourir, l'idée me vint de prendre entre les mains le Livre des Assises, et de lire le passage que je vous ai fait entendre devant la cour. En lisant cet article, je vis que la protostratressse se trouvant à Constantinople comme otage en ma place, et ne pouvant venir se présenter à la cour dans le délai fixé par les usages, il était conforme aux arrêts de la justice qu'elle fût déshéritée de ses droits. Je fis cependant une distinction, et je me dis à moi-même, que puisque c'était en mon nom qu'elle était en prison et perdait l'héritage qui lui était échu, ce serait un grand péché et un grand blâme pour moi de lui faire ce tort. Je pensai donc que pour réparer le préjudice que je lui causais, je devais lui donner la moitié de la baronnie d'Acova, et conserver l'autre moitié en propriété, pour ma plus jeune fille Marguerite. Mais vous avez vu avec quelle audace et quelle présomption ces Saint-Omer se sont présentés ici. Leur conduite m'affecta vivement, et mon cœur en murmura, et c'est pour cette raison que je demandai à messire Nicolas si c'était une faveur ou une justice qu'il venait solliciter de ma cour. Il me répondit avec fierté qu'il n'avait pas besoin d'une grâce de ma part, et venait demander ce qui appartenait de droit à la dame Marguerite. J'ordonnai donc qu'on apportât le Livre des Assises et Usages de Morée, pour que l'on prononçât entre nous, et que son orgueil fût confondu, et vous voyez que, d'après la déclaration des droits des liges, la dame Marguerite a été déshéritée. Je sais d'une manière certaine, d'après mon registre, qu'il est parfaitement exact que la baronnie d'Acova avec ses dépendances contient quatre fiefs de chevaliers. Prenez avec vous Colinet qui est le protostrator de toute la principauté, réunissez les anciens de la baronnie d'Acova, faites-leur apporter le livre de leurs archives, et partagez ensemble toute la baronnie. Divisez-la en trois parties, et placez la meilleure partie dans l'une des trois. Par exemple, sur huit fiefs, séparez-en cinq et les meilleurs pour le revenu. Sur les hommages, choisissez et mettez de côté les trois plus hauts, et faites dresser un privilège franc, qui portera que j'offre ces

fiefs d'Acova, contenant le tiers de la baronnie, à la dame Marguerite, comme une faveur que j'accorde à elle et à ses enfants. » Le logothète exécuta avec empressement l'ordre du prince. Il scella lui-même ce privilège et le lui apporta. Le prince le lut et l'approuva de tout point. Il leva la couverture de son lit, le plaça par-dessous, et dit ensuite au logothète : « Allez en personne, et faites venir ici la dame Marguerite. Dites-lui que j'ai besoin d'elle et désire lui parler. » Le logothète partit aussitôt pour exécuter son message. La dame étant venue, le prince lui répéta, que d'après l'arrêt de la cour, elle n'avait aucun droit; mais que prenant en considération la cause de sa déchéance, il voulait bien diviser la baronnie d'Acova et lui en donner le tiers à titre de nouvelle inféodation. Le logothète prit alors le privilège et le remit entre les mains du prince, qui de son côté fit approcher la dame Marguerite pour lui donner l'investiture. La dame s'approcha de lui et reçut l'acte. Le prince alors tira son gant et la revêtit.

Nous avons extrait et placé ici ce long passage de la Chronique de Morée (p. 354-370), parce qu'il serait impossible de trouver ailleurs un commentaire plus intéressant de tout ce qu'Ibelin dit sur les fonctions des cours féodales, des seigneurs, de leurs suppléants, ainsi que sur la formalité de l'investiture. La coïncidence parfaite entre les divers détails donnés par l'historien et les prescriptions du jurisconsulte sont le meilleur témoignage de l'exactitude de l'un et de l'autre.

Encore que les fiefs consistent naturellement et originellement en héritages, donnés par le seigneur à son homme à la charge du service convenu, il est néanmoins certain que les seigneurs ont quelques fois donné en fief certaines rentes, provisions ou pensions annuelles; en voici des exemples. Henry comte Palatin de Troyes reconnut l'an 1158 que Thibaut comte de Blois son pere avoit donné en fief six vingts livres par an à Archambaud de Suilly son neveu, par titre du mois d'avril 1200. Hugues comte de Vaudemont devient homme lige de Blanche comtesse de Troyes, et de Thibaud comte de Champagne, luy a donné en fief et hommage lige, cent livres de rente sa vie durant sur les foires de Saint-Aigulfe de Provins. T.

el prevelige¹ qu'il lor fait des fiés, que il les assene dès lors de ce² qui lor³ defaudreit de lor diz⁴ fiés, fust de tot ou de partie, sur totes ces autres rentes de sa seignorie que il a et aura⁵; et après une espasse de tens il done à aucun autre fié et l'assene sur⁶ aucun leuc mouti, autre que⁷ celui que il a les autres assenés moutiement, et celui qui aura le dereain don a receu aucune paie de son fié dou leuc où il est assené, et il default dou leuc où les premiers⁸ sont assenés par nom, et celui ou ciaux à qui sa paie⁹ sera defaillie requiert au seignor que il le face paier de ce que il est defaillant¹⁰ de son assenement¹¹ des rentes dou leuc où le dereain est assenés par¹² nom, por ce que il contient¹³ en son privilege que se il default de là où il est assené par nom¹⁴, par quelque maniere que ce seït que il est assené dès que le seignor fist le don dou fié à son ancestre ou à lui sur totes les rentes que le seignor avait au jor et aureit en celle seignorie; et que il avait celle rente¹⁵ au jor que il le fié dona à lui ou à son ancestre, porquoi il dit que il est assené sur cel leu qui estoit dou seignor au jor que il dona cel fié à lui ou à son ancestre¹⁶, si viaut¹⁷ estre païé des rentes de cel leuc devant celui qui après est¹⁸ assené par nom, por ce que son don et son assenement fu fait avant dou sien, se la cort conoist¹⁹ que il estre le dée²⁰; et de ce se met il en la conoissance²¹ de la court, sauf son retenaill. Celui qui est assené par nom en cel leuc²² où l'autre demande à estre païé, le peut bien contredire et defendre par raison, ce me semble, que il ne sera pas païé de ce que il li default de son fié des rentes de cel leuc où il est assené par nom, tant que il seït avant païé de son fié, se le requérant ou son ancestre ne furent onques païé dou default de leur assenement²³ en cel leuc, et se il le viaut defendre, je cuit que il le peut ensi faire. Quant celui le requiert au seignor²⁴ en la maniere avant dite que il le face paier sur l'assenement de l'autre²⁵, die au seignor celui qui le²⁶ viaut defendre : « Sire, je n'entens que voz tel, » et le nome, « puissies « ne deés faire paier dou default de son fié des rentes de mon assenement tant « que je soie avant païé de mon fié enterinement, por chose que il die, et di « raison por quei : por ce que je sui assené en tel leuc moutiement, et il ne l'est « mie; et que le seignor qui li dona son fié l'assena de ce qui en defaudreit de « son assenement sur les²⁷ autres rentes, il ne l'assena mie sur mon assenement « ne sur²⁸ mon fié. Et je viaus bien que de ce que voz avés celui assené que « vos l'en²⁹ païés, se il voz plaist; mais de ce qui est de mon fié ne viaus je mie « que voz le païés, ainz vos pri et requier et defent, come à mon seignor, que « vos, de ce qui est de mon fié, ne le païés ne faites paier, car je entens que il « n'a³⁰ riens en mon fié ne en mon assenement, se ce n'est après ma paie; que « assenement que il ait eu en general, sans avoir paie, ne li vaut ne valeir ne li « deit, quant à ce que il receive paie devant mei; que son don ne li fu fait en maniere que l'assentement ou leu³¹ où je sui assené, li vaille³² à estre païé devant « moi³³; que il ne fu mie assené par nom, ne il n'ot de l'assenement qu'il dit qui

¹ Dite as privileges. D. E. T. — ² B. C. D. E. T. — ³ De ce que il leur. C. D. E. T. — ⁴ B. C. — ⁵ Que il a et aura en sa seignorie. B. — ⁶ B. D. E. T. — ⁷ Une espasse de tens il doit à aucun autre que. C. — ⁸ Où les autres. B. — ⁹ La paie. T. — ¹⁰ Failli. C. — ¹¹ Sa paie sera defaillie de son assenement. B. Ce qui li defailli de son assenement. D. E. T. — ¹² Où le derain asené est par. C. Ou le derain assené est assené. D. E. T. — ¹³ Convient. D. E. — ¹⁴ B. C. D. E. T. — ¹⁵ En celle rente. D. E. T. — ¹⁶ B. C. D. E. T. — ¹⁷ Ancestre, pourquoi il dit que il veut. B. — ¹⁸ Fu. D. E. T. — ¹⁹ Ne conoist. D. E. T. — ²⁰ Que il le doie. D. E. T. — ²¹ En l'esgart. a. — ²² En cel leuc n'est pas dans B. — ²³ De l' (de son. D. E. T.) assenement. B. C. — ²⁴ B. C. — ²⁵ La fin du chapitre manque dans D. E. T. — ²⁶ La. B. — ²⁷ Ses. B. Ces. C. — ²⁸ B. — ²⁹ Vos avez on lea que vos l'en. B. — ³⁰ Car je n'entent qu'il y ait. C. — ³¹ Que il eust asenement en leu. C. — ³² Que il li vaille. C. — ³³ B. C.

« li fu fait el leuc où je sui assené que proumece; que tant come il fu vostre, sanz
 « ce que voz y eustes ¹ riens doné ne assené et que il estoit en vostre main tot
 « delivre, il ne ressent aucune paie, ne son ancestre ne autre por aucun d'iaus; por
 « quei après ² ce que voz ou vostre ancestre avés doné à moi ou à mon ancestre,
 « et assené moutiement sur celui leuc, et que ³ moi ou mon ancestre avons ⁴
 « receu paie de cel leuc et en avons usé come dé nostre fié; il ne peut ni ne deit
 « paie recevoir devant moi. Ne raison n'est ne assise ne usage que il faire le doie:
 « car trop seroit desrainable ⁵ chose et contre raison, se le ⁶ seignor donoit au-
 « cun ⁷ fié et l'en assenast, si come il dit que il est assené, que il après ⁸ ne peut
 « doner aucune chose de sa seignorie de quei celui ne fust là païé ⁹, se il vosist,
 « se aucune chose li defailloit de sa paie dou leuc où il seroit assené par nom.
 « Et se ensi esteit, les seignors qui auroient un tel don ¹⁰ fait, auroient aservi
 « trop malement tote leur seignorie; laquel chose ne peut ni ne deit estre par
 « assise ne par usage ne par raison. Et por tant plus, di ge, que il ne doit estre
 « païé par raison devant moi ¹¹ de mon assenement, que il ne fu assené que sur
 « les rentes dou seignor; ne il ne deit faire ne ¹² requerre ne avoir paie d'aillors
 « que dou leu où il est assené par nom, tant que il li defaille de là; ne il ne deit
 « recevoir ¹³ paie dou default de son assenement, que des rentes ¹⁴ que le seignor
 « a au jor que il li default de sa paie. Ne mon fié ne mon assenement n'est mie
 « des rentes dou seignor; donc ¹⁵ est il clere chose que il ne deit mie estre païé
 « dou default de sa paie et ¹⁶ de son assenement sur mon fié. Si ne viaus, sire, por
 « totes les raisons que je ai dittes ou por aucunes d'elles, que voz le faites paier
 « sur mon ¹⁷ assenement, se vostre court ne conut que voz faire le deés: et de ce
 « me met je en la conoissance de la ¹⁸ court, sauf mon retenaill. » Et le seignor
 deit lors respondre ¹⁹: « Et je viaus et comans à ma court qu'elle conoist se je, por
 « la requeste de tel, » et le nome, « le dée faire paier de tel leuc, » et le moutisse,
 « si come il me requiert, par les raisons que il a dittes; ou se je por la defence
 « que tel ²⁰, » et le nome, « m'a fait, ne le dée ²¹ faire paier de son fié ne de son as-
 « senement, por les raisons que il a dittes. » Et la court deit faire la ditte co-
 noissance, puisque le seignor le comande. Et à mei semble que la court deit
 conoistre que le seignor ne deit mie faire paier le requérant dou default de l'as-
 senement où il est assené par nom sur le fié de l'assenement de l'autre ²², se il
 ou son ancestre n'ont receue paie dou default de leur assenement de celui leuc
 où le dereain est assené par nom, et dont il ou son ancestre ont receu paie, ainz
 que le don fust doné au dereain ou après ^b.

¹ Y eussiez. B. c. — ² Il après. c. — ³ B. c. — ⁴ B. c. Et avonz. A. — ⁵ Descovenable. c. — ⁶ Se un. B. c.
 — ⁷ A aucun un. B. c. — ⁸ Après ce. c. — ⁹ Jà païé. B. — ¹⁰ Qui auroient aucun tel don. B. c. — ¹¹ Païé de-
 vant moy. c. — ¹² c. — ¹³ Resoivre. c. — ¹⁴ Ne des rentes. c. — ¹⁵ Dont. c. — ¹⁶ B. — ¹⁷ De mon. c. —
¹⁸ De vostre. B. c. — ¹⁹ Lor doit maintenant respondre. B. — ²⁰ c. De tel. A. — ²¹ De tel et le nome ne le
 doie. B. — ²² De l'asenement où il est assené de l'autre. c.

* Cette raison est celle qui décide véritablement la question. On ne peut aliéner deux fois la même chose; or, *res quas alienari prohibetur, ex regula in feodari non potest.* (Boehmer, *Principia juris feudalis*, p. 51, n° 56.) Le second assenement ne pouvait donc pas prévaloir contre le premier; de même que, de nos jours, une seconde hypothèque ne peut pas restreindre la première, quels que soient du reste les termes de sa constitution.

^b Tout ce qui, dans l'ouvrage d'Ibelin, se rapporte aux fiefs en besants doit être étudié avec intérêt, car

aucun jurisconsulte d'Europe n'a traité cette matière. Lorsque l'usage de constituer des rentes seigneuriales se répandit en Europe, le fief était devenu patrimonial; l'hommage existait bien encore, mais comme une simple cérémonie, et le service militaire n'était plus exigé; dès lors ces rentes n'avaient de féodal que leur nom, et elles étaient régies par les règles ordinaires du droit civil. Les ouvrages, et le nombre en est très-grand, où il est traité de ce sujet, sont donc conçus d'après des idées étrangères à celles qui ont dicté le livre d'Ibelin.

CHAPITRE CLXXIV.

Qui est assené de son fié en un leuc mouti, et il default de cel leuc une année ou pluisors, si que celui qui est assené n'en a peu¹ estre païé de son fié, et il rent² une autre année après el tens d'autre seignor ou baill tant que il puisse estre païé de quanque l'on li deit de son fié de vieill et de novel, coment et en quel cas il en deit estre païé, sanz ce que le seignor ne le baill ne se puisse defendre por dire, « que se l'on voz deit aucune chose³, ce n'est mie de mon⁴ tens; » por quei je ne voz viaus paier que ce que l'on vos deit de mon tens. »

Se un home est assené de son fié que il a en besanz sur un leuc mouti, seit casal ou terre ou rente, et cel leuc ne rent tant de quei il puisse estre païé, et il domorre à estre païé un an⁵ ou plus ou mains, par ce que le leuc où il est assené n'en a tant rendu⁶ que il ait peu⁷ estre païé; et il en cel tens que sa paie li default, si come est avant dit, ne gage⁸ son seignor dou servise que il li deit, ainz tient et fait le servise adès si come il deit atendant sa paie; et après une espasse⁹ de tens cel leuc vaut tant de quei il¹⁰ puisse estre bien païé de ce que il est là assené de son fié de celle année; et il y a autres genz que lui assenés en cel leuc de lor fiés après lui, et il a¹¹ tant de rente en cel leuc par quei il seient païés de ce que l'on lor deit de celle année, ce c'est casal, et il y a plus de rente el casal de celle année que la paie des assenés ne monte de celle année : celui qui premier est assené, de ciaux¹² à qui il a premier defailli de la paie¹³, peut requerre à celui qui à cel jor tendra cel fié¹⁴, seit dreit seignor¹⁵ ou baill, ce qui li sera defailli de sa paie de son tens ou el tens d'autre; et il la deit avoir, ce me semble, par raison, selonc l'assise¹⁶ ou l'usage dou reiaume de Jerusalem. Que le seignor ne se peut defendre par dire : « Ce que l'on voz deit de vostre fié n'est pas de mon tens, ainz est dou tens de tel, qui lors esteit¹⁷ seignor, ou de tel, qui adonc esteit baill; ne je ne sui tenus de paier voz de ce qu'il voz doivent de vostre fié. » Ne le baill ne se peut defendre par dire : « Ce que l'on vos devoit de vostre fié¹⁸ et de quei¹⁹ voz me requerés paie n'est pas de mon baillage²⁰, ainz est dou tens de tel seignor ou de tel baill, qui fu baill ou seignor devant mei; ne je ne sui tenus ni ne vos en viaus paier²¹, se la court ne l'esgarde : et de ce me met je en l'esgart de la court, sauf mon retenir. » Et à ce porra respondre au seignor ou baill celui qui requera sa paie : « Sire, voz dites²² ou ferés dire vostre volenté, mais, por chose que voz aiés dite²³, je ne viaus que il demorre que voz ne me fassiez paier de mon fié de ce que l'on me deit, de quei je sui assené en tel leuc et de quei je ais esté mermé de ma paie, par ce que le leuc ne rendoit mie²⁴ tant de quei je peusse

¹ N'ait peu. B. N'ait pou. C. N'ait pu. D. E. T. — ² Tient. D. — ³ B. — ⁴ Por dire ce que l'on vos doit n'est mie de mon. C. — ⁵ Que il puisse estre païé un an. B. D. E. T. — ⁶ N'a mie tant valu. B. N'a tant rendu. D. E. T. — ⁷ Que il puisse. B. D. E. T. — ⁸ N'a gaigié. B. — ⁹ Et fait le service un espace. D. T. — ¹⁰ Que il. T. — ¹¹ Et il ait. C. — ¹² Ciaux. C. — ¹³ A qui il est failli premier de sa paie. B. — ¹⁴ Cel leu. B. C. — ¹⁵ Tendra le leuc son (soit. E.) droit seignor. D. E. T. — ¹⁶ Par raisson, ce me semble, par l'assise. B. — ¹⁷ Qui adonc fu. B. De celui qui lors estoit. D. E. T. — ¹⁸ C. — ¹⁹ Et ce dont. B. — ²⁰ Qui n'est pas de mon baillage. A. Paie, n'est mie dou tens de mon baillage. B. C. D. E. T. — ²¹ Ne je ne sui tenuz de paier ce que il doivent, pourquoi je ne vos en voill paier. B. C. D. E. T. — ²² Direz. D. E. — ²³ Que vos diés. C. — ²⁴ B.

« estre païé¹ de ce qui m'est defailli de ma paie; et puisque il adonc ne rendi
 « tant² et il a orres rendu³, et que il a el leuc⁴ où je sui assené de quei je puisse
 « estre assené⁵ de mon fié, et que je ais adès tenu et bien fait le servise que je
 « deveie si come je deis et doi⁶ de cel fié, ne je⁷ ne fui onques defaillant dou
 « servise faire que je devée et doi⁸ de cel fié⁹; por quei je entens que je deis
 « estre païé de mon fié ce qui m'est defailli¹⁰ de ce que¹¹ le leuc où je sui assené
 « n'a rendu puis¹²; et puisque il a orres tant rendu de quei je puis estre païé, je
 « le viaus estre por totes les raisons que je ais dites ou por aucunes d'elles, se la
 « court l'esgarde: et de ce me met je en l'esgart de la court, sauf mon retenaill. »
 Et à mei semble que le seignor ni le baill, qui se met en esgart de ce, puisse¹³
 chose dire contre ce, par quei la court ne dée esgarder que le requérant deit¹⁴
 estre païé de ce qu'il y a esté defailli de sa paye de son fié, puis que le leu a tant
 rendu de quey il peut estre païé¹⁵ de tot ou de partie. Que fort chose sereit, ce
 me semble¹⁶, et contre dreit et raison, que, por changement de seignor ou de
 baill¹⁷, celui qui est assené en leuc mouti de son fié et a adès fait le servise si
 comé il deit, et une¹⁸ espasse de tens a esté par guerre ou autrement, que le leuc
 où il est assené n'a tant rendu de quei il puisse estre païé de ce que on li deit
 de son fié¹⁹ de quei il est assené en cel leuc, puisque le leuc le rent, et que il
 n'a son seignor de son servise gagié²⁰, ne defaillant n'a esté de servise²¹; et qui
 est assené sur rente de besanz, si come est fonde²² ou cheene²³ ou loge ou bou-
 cherie ou pescherie ou molins ou monée ou aucune autre rente, à estre païé de
 treis meis en treis meis, ou de demi an en demi an²⁴; et les rentes de cel leuc où
 il est assené sont apautées ou le seignor les a en sa main, et il est defailli²⁴ une
 espasse de tens d'estre païé de ce que l'on li deit de son fié, et il fait²⁵ le servise
 que il deit de cel fié, si come est avant dit; et celle rente vaille après tant²⁶ que
 toz ciaux qui sont²⁷ assenés soient païés dou terme enterinement de ce de quei
 il sont assenés sur celle rente de cel fié²⁸, et il y a remanant²⁹; le premier assené
 de ciaux à qui l'on devera de son fié en la maniere avant ditte, le deit avoir, se
 cuit, par raison, c'il le requiert si come est avant dit, por ce que l'on li deit de
 son fié de quei il est assené en cel leuc; et c'il ne le requiert, celui des autres
 qui le requerra et sera premier assené, le devra avoir; que aussi, come il est avant
 dit, de l'année dou casal, por ce que les rentes dou casal se refont³⁰ et se parfont
 en l'année deit estre, ce me semble, de la rente des besanz de treis meis en treis
 meis ou de demi an en demi an, selonc ce que les assis sont assenés³¹ en cel
 leuc d'estre païés. Et ensi³² croi ge que l'on a³³ usé³⁴ ou reiaume de Jerusalem.

¹ Je me peusse paier. B. — ² B. — ³ Bien rendu. D. E. T. — ⁴ Et que il y a au leuc. D. E. T. — ⁵ Estre païé. B. C. D. E. T. — ⁶ B. D. E. Et dés. A. Et doy. C. Et dois. T. — ⁷ Car je. B. C. — ⁸ Voyez note 6. — ⁹ Ne je, etc. manque dans D. E. T. — ¹⁰ B. — ¹¹ Por ce que. B. — ¹² N'a tant valu ne rendu. B. — ¹³ Ne puisse. C. — ¹⁴ Ne doie. B. C. Ne doit. D. E. T. — ¹⁵ C. — ¹⁶ Que tort seroit. D. T. Que fort seroit. E. — ¹⁷ Ou de baillage. C. — ¹⁸ Et après un. D. E. T. — ¹⁹ Et après le rende que celui qui est asené ne deust estre payé de ce que l'on li doit de son fié. C. — ²⁰ Et que il n'a son servise guagé. C. D. E. T. — ²¹ Le rent ne que il n'a esté gagié de son servise ne defaillant. B. N'a esté de service. D. E. T. qui continuent ainsi: se doit (il le doit. E.), cuit, avoir par raison si com est devant dit; et se il ne le requiert, celui des autres qui le requerra et sera assené premiers le devra avoir. — ²² Funde. B. — ²³ Chaine. B. — ²⁴ Et il li est defailli. C. — ²⁵ Et il a fait. B. Et il ait fait. C. — ²⁶ Y tant. C. — ²⁷ Y sont. C. — ²⁸ De leur fié. B. C. — ²⁹ Remant. C. — ³⁰ S'en revont. B. Se revont. C. — ³¹ Sont assis. B. Les assenés sont assenés. C. — ³² Le devra avoir. Et ensi, etc. D. E. T. — ³³ Que on l'a. B. Que l'on l'a. C. — ³⁴ Usé et use. C.

* C'est le fief que les jurisconsultes appellent *feudum annuæ præstationis*, qui devint très-commun dans les bas temps de la féodalité. (Boehmer, *Princ. jur. feud.*

p. 69, n° 76.) Le principe posé par le droit lombard: *Sciendum est feudum, non nisi in rebus soli, aut solo coherentibus, aut in iis quæ inter mobilia connumerantur, posse*

CHAPITRE CLXXV.

Quant home ou feme qui a et tient seignorie muert, et il a pluisors parenz et parentes d'aage qui il appartient ¹ à qui le fié puisse escheir, à qui il escheit ², et ³ le quel deit avoir celle escheete devant toz les autres parenz ⁴.

Se home ou feme qui ait et teigne seignorie ou fié muert, et a pluisors parens ou parentes d'aage qui li appartient de celle part dont la seignorie ou le fié ⁵ muert, qui lor est escheue ⁶, si que il puissent irritier ⁷ par l'assise ou l'usage de cest reiaume, la seignorie escheit à toz ces parenz et parentes qui de celle part dont le fié muert li appartient; mais l'ainz né de ciaux qui sont en vie et li sont plus près ataignant en un degré, la deit ⁸ avoir devant les autres par l'assise et l'usage de cest reiaume, et l'a, ce il ⁹ la requiert ^a. Mais que tant que l'eir femelle ne la deit avoir par ainzneece ¹⁰ devant ¹¹ l'eir masle, quant il sont en un degré appartenans à celui ou à celle de par qui l'escheete ¹² lor est escheue, que l'ainzneece de l'eir femelle ne li vaut noient ¹³ à avoir l'escheete de l'irritage devant l'eir masle, quant il sont en un degré appartenanz ¹⁴ à celui ou à celle de par qui l'irritage lor est escheu ¹⁵: car l'eir masle irrité en toz irritages devant l'eir femelle, par l'assise ou l'usage de cest reiaume, se la femelle n'appartient de plus près que l'eir masle à celui de par qui le fié ou la seignorie ou l'irritage lor escheit de celle part ¹⁶ dont le fié muert ^{17 b}.

¹ B. — ² *A qui eschiet il?* B. *A qui il escheent.* C. D. — ³ B. C. D. E. T. — ⁴ B. — ⁵ B. C. — ⁶ *Meut ou eschiet.* B. C. *Vient ou eschée.* D. E. T. — ⁷ *Heriter.* B. C. D. E. T. — ⁸ *Le doit.* B. C. D. E. T. — ⁹ *Dou royaume de Jerusalem, se il.* T. *Royaume et se il.* D. E. — ¹⁰ *Par ains nete (ains nece).* B. E. — ¹¹ *Ne la doit avoir devant.* T. — ¹² *L'eritage.* T. — ¹³ B. — ¹⁴ B. C. D. — ¹⁵ *Que l'ainz née, etc.* manque dans T. — ¹⁶ *Et de celle part.* C. — ¹⁷ *De par qui le fié ou la seignorie muert ou l'eritage leur eschiet.* B.

consistère (*Feud. cons.* l. II, t. I, § 2; t. XXIII, § 2), ne fut respecté ni en France, ni en Allemagne, ni en Angleterre; partout on varia à l'infini la nature des choses qui pouvaient devenir l'objet d'un fief. Quoique Ibelin s'attache plus à l'application qu'à la théorie des lois féodales, on peut induire de ce qu'il dit, que, dans le royaume de Jérusalem, où les fictions légales avaient peu de crédit, il n'existait que des fiefs immobiliers et des rentes féodales. Voyez la dissertation de G. Sturm, intitulée: *De rebus quæ in feudum dari possunt*; Vit. 1735.

^a Le droit d'aînesse entre parents au même degré et vivants, est ici, comme dans les Assises de Romanie (c. XXXII), reconnu d'une manière absolue, et sans réserve en faveur des puînés. Les motifs qui portèrent les Chrétiens d'Orient à maintenir chez eux toute la rigueur du principe aristocratique, sont trop faciles à reconnaître pour qu'il soit nécessaire de les énumérer.

^b On a vu (c. CL, p. 225) comment les fiefs se partageaient entre sœurs. Ibelin traite ici des droits de l'héritière venant en concurrence avec un cohéritier mâle, et établit qu'à égalité de degré, le mâle l'emporte; c'est ainsi qu'on lit dans le *Regiam majestatem*, l. II, c. XXXIV, n° 2: *Si non reperiantur fratres, vocandæ sunt sorores.* Ce

principe, qui s'appliquait aux seigneuries comme aux fiefs particuliers, fut contesté dans un débat relatif à la royauté de Jérusalem. Hugues II, roi de Chypre et de Jérusalem, étant mort, Hugues III, son cousin, se fit couronner roi de Jérusalem, à Tyr, le 24 septembre 1269. Marie, fille de Boémond IV, prince d'Antioche, s'y opposa, soutenant qu'elle devait lui être préférée, parce qu'elle était, par sa mère Melissende, petite-fille du roi Amaury I, et que Hugues ne pouvait alléguer aucune parenté directe, puisque Hugues II était décédé sans enfants. Le roi de Chypre répondait que, par l'usage du royaume, le requérant devait prouver qu'il était le plus proche parent du dernier saisi, et que, se trouvant dans ce cas à l'égard de Hugues II, il devait seul lui succéder. Hugues III était petit-fils, par Henri son père, de Boémond IV, prince d'Antioche, et par Isabelle sa mère, de Hugues I, roi de Chypre; il était donc, de ce côté, au même degré que Marie. Cette affaire fut longuement discutée et enfin soumise à la décision du concile de Lyon, en 1276; mais Marie, dont les prétentions étaient repoussées par le patriarche de Jérusalem et par les barons du royaume, céda ses droits à Charles, roi de Sicile, qui essaya vainement de les faire valoir. (Sanuto, l. III, pars XII, c. XIII, xv.)

CHAPITRE CLXXVI.

Quant aucun home ou feme qui a et tient seignorie ou fié muert, et il a pluisors fiz ou filles ou autres parent à qui cest fié puisse escheyr, et l'ainz né des fiz en a après lui la saisine et ¹ la teneure; et ces freres ou ces suers ont enfanz, et muerent ² avant de celui qui a et tient la seignorie ou l'irritage, et il muert après sanz heirs qui de lui soient dessenduz : le quel des heirs, qui sereient descenduz de ces freres ou de ces suers ou des autres parenz, deit avoir l'escheete d'irritage ou de baillage.

Se home ³ ou feme qui a et tient seignorie ou fié ⁴ a pluisors enfanz ou freres ou suers ou nevous ou nieces ou autres parenz appartenanz ⁵ en un degré, et ces enfanz ou les autres enfanz desuz dits ⁶ ont enfanz né de leau mariage, et les enfanz de celui qui a et tient la seignorie ou le fié, ou ces autres diz parenz muerent ainz de lui, et il après une espasse de tens muert, et les fiz ou les filles de ces fiz ou de ces filles ou de ces freres ou de ses seurs ⁷ ou de ces nevous ou de ces nieces ou d'aucun ⁸ des autres parens, qui requierent ⁹ s'escheete, et que l'un des requeranz soit le fiz ou la fille de l'ainz né ¹⁰ des devant dis enfanz ou parenz de celui de par qui le fié est escheu, et set ¹¹ mains né de l'autre requerant, et que l'autre requerant ¹² soit fiz ou fille des autres diz enfanz ou parenz ¹³ de celui par qui ¹⁴ le fié est escheu, et soit ainz né de l'autre requerant et les deus apartainsent en un degré de celui de qui le fié est escheu ¹⁵, et que leur ancestre ait survescu leur peres ou leur meres ¹⁶, ou ¹⁷ n'aient eu saisine ne teneure de ce que il requierent et que le fiz de l'ainz né ou de l'ainz née ¹⁸ dit que il viaut avoir celle escheete devant son parent qui est ainz né de lui par l'ainzniece de son pere ou de sa mere, disant raison por quei il le viaut ¹⁹ avoir; et l'autre viaut aver l'escheete par la soe ainzniece ²⁰ et dit por quei : je dis que, se chascun dit en sa requeste ce que l'on ²¹ peut miaus dire à avoir ladite escheete, que l'ainz né des deus requerans qui sont en un degré appartenanz à celui ou à celle de par qui l'escheete ²² est escheue, la deit avoir par l'assise ou l'usage dou reiaume de Jerusalem, devant celui qui est mainz né de lui, tot ait esté ²³ son pere ²⁴ ou sa mere ainz né dou pere ou de la mere de l'autre requerant; por ce que à mort ou à morte ne peut aucune chose escheir; que par l'usage dou reiaume le fiz ne la fille ne demorre en la teneure ²⁵ des dreis ²⁶ de ²⁷ son pere ou de sa mere que de ce quei ²⁸ il muert saisi et tenant come de son dreit ou de ce quei il ou elle ont esté les dereains Crestiens saisi et tenant come de leur dreit ²⁹; et por ce que, par l'assise ou l'usage doudit reiaume, ne peut l'on requerre ne avoir escheete que on die qui li soit

¹ La seignorie et. D. T. La seignorie, et la saisine et la teneure. E. — ² Ou lor enfanz meurent. B. — ³ Quant aucun home. D. E. — ⁴ Seignorie de fié. C. — ⁵ Ou appartenanz. C. — ⁶ B. C. Dis. D. T. Autres dis. E. — ⁷ B. C. D. E. T. — ⁸ B. D. E. T. Ou de ces nieces, ou de ces filles ou d'aucun. A. — ⁹ Parens qui requiert. C. — ¹⁰ De l'ains né soit l'ains né. D. T. Ou la fille soit l'ains né. E. — ¹¹ Et sont. B. Et soit. D. E. T. — ¹² D. E. T. — ¹³ Enfans, parens. C. — ¹⁴ De par qui. B. C. D. E. T. — ¹⁵ C. — ¹⁶ Et que lor peres ou leur meres aient survescu l'ancestre. B. C. D. E. T. — ¹⁷ Et. B. — ¹⁸ B. C. D. E. T. — ¹⁹ Il le doit. B. D. E. T. Porcoy il por ce le doit. C. — ²⁰ Antiennece. E. — ²¹ Que se aucun en sa requeste que l'on. D. E. T. — ²² De par qui la seignorie. B. De par qui ele. C. E. — ²³ De tout ait esté. D. T. — ²⁴ Que son pere. E. — ²⁵ C. — ²⁶ Ne demore es dreis. B. D. E. T. — ²⁷ C. D. E. T. — ²⁸ De ce que. D. E. T. — ²⁹ Ou de ce de quei.... dreit manque dans B. T.

escheue qui ne la requiert de par le dereain saisi et tenant come dou sien, et que l'ainz né des deus avanz dis requerans est plus preuchain de celui qui derainement en morut saisi et tenant que le mainz né et qui miaus deit ¹ l'escheete avoir, puisque il li ataignoient en un degré, puisque les heirs ne leur peres ne leur meres ² ne autre por eaus ³ n'en orrent ⁴ saisine ne teneure en leur vies ⁵, et que l'on, par assise et par usage doudit reiaume, ne peut escheete requerre ne avoir, que par celui ⁶ ou celle qui derainement en morut saisi et tenant come dou sien, ou qui a esté derainement saisi et tenant d'autre Crestien ⁷; car qui de par autre le ⁸ requiert, le seignor, ou autre à qui il le requiert, ne li est tenus de respondre par l'usage doudit reiaume. Et en cest cas deit estre aussi dou bailage, si come il est dit qu'il deit estre de seignorie ou de fié ^a.

CHAPITRE CLXXVI^{BIS} ⁹.

Ci dit que se vos avez à requerre au seignor aucune chose qui escheue vous soit, et vos avez preuve vaillable contre le seignor, et le seignor vos en veut faire grace, ne la recevez pas, ainz le provez si come cort esgardera que prover le doiez.

Se il avient que fié vous soit escheu de par aucun vostre parent ou parente qui en soit mort saisi et tenant, et vos voulez cele escheete avoir, vos la devez requerre, si com il est devisé en cest livre que l'on doit escheete requerre, et offrir à prover le parenté. Et se il avient que maintenant, ou après un espace de tenz ^b,

¹ Et miez doit. B. C. D. E. T. — ² En un degré que leur pere. B. C. Que l'eir ne lor mere. D. E. T. — ³ B. C. D. E. T. — ⁴ Ne n'orent. C. D. E. T. — ⁵ Ne ourent onques en leur vie saisine ne teneure. B. — ⁶ Que de par celui. C. — ⁷ Ou qui, etc. manque dans T. — ⁸ La. B. C. — ⁹ Ce chapitre manque dans le manuscrit de Venise; il nous est fourni par le manuscrit de Saint-Germain, où il porte le n° CLXXVII, et par l'édition de la Thaumassière, où il forme les chapitres CCLXVI et CCLXVII.

^a Il existait au moyen âge, et il existe encore dans plusieurs pays de l'Allemagne, trois modes de succession féodale : 1° L'ordre de primogéniture, 2° le majorat, 3° le séniorat. Dans l'ordre de primogéniture, le fief est recueilli par l'ainé ou, à son défaut, par sa descendance jusqu'à ce qu'elle s'éteigne, auquel cas le fief est délégué dans le même ordre aux puînés et à leurs lignes. En vertu du majorat, le fief, s'il n'existe pas de fils, appartient au plus âgé des plus proches parents du défunt, sans acception de lignes. Ainsi le fils succède au père, et entre plusieurs fils, l'ainé obtient la préférence; mais si l'ainé meurt avant le père, le second fils succède, et non le fils de l'ainé; et entre les enfants de plusieurs frères défunts, tous par conséquent au même degré, le plus âgé est préféré aux autres. Le séniorat fait passer le fief au plus âgé de la famille, sans tenir compte de la prérogative du degré ni de la ligne de parenté. (Boehmer, *Princ. jur. feud.* p. 144, 146, n° 151-153.) Les Assises qui, comme on l'a vu, n'admettaient pas la représentation en ligne directe ni en ligne collatérale, devaient nécessairement adopter l'ordre de succession fixé par le majorat; c'est en effet ce système qui est développé dans ce chapitre. Il régnait sur cette matière si grave une grande diversité, non-seulement dans tous les états de

l'Europe, mais dans les diverses provinces de chacun de ces états. Chaque pays adopta le mode de succéder qui était le plus en rapport avec ses mœurs et sa situation. Si les Croisés embrassèrent un ordre de successibilité qui excluait la représentation, quoiqu'elle fût admise dans la plus grande partie de la France et même de l'Europe, on a lieu de croire que leur but était, comme nous l'avons déjà dit, de rendre moins fréquentes les tutelles. L'ordre de primogéniture étant plus éloigné du droit naturel que le majorat, puisque la représentation n'est qu'une fiction légale que des considérations politiques ont seules pu faire admettre, Ibelin rattache avec facilité aux principes de la saisine, et présente, comme la conséquence naturelle de ces principes, l'ordre de successibilité qui avait été adopté par les Assises. Voyez, sur ce sujet, l'ouvrage de Danz, intitulé : *Essai d'explication historique du droit commun dans les successions féodales*; Stuttgart, 1793 (en allemand).

^b L'auteur ne dit pas combien de temps l'ensaisiné sans preuves ni esgart restait exposé à l'action de l'héritier du seigneur ou du bail. L'intervention de cet héritier indique que la jouissance d'an et jour, et même celle de dix ans, ne suffisaient pas pour assurer la propriété du fief à celui qui n'en avait que la possession.

le seignor droit hoir ou baill, quel que il soit, vos souffroit à avoir la saisine et la teneur que vos li auriés requis en la cort et offert à prover, sanz esgart et sanz conoissance de court et sanz preuve que vos feissiés, ne le faites, car vos ou vos hoirs en pouriez estre travailliez en aucun tenz; et ensi le pourés vos entendre, que l'oir dou seignor ou dou baill qui cest saisine vos auroit soufferte à avoir, le pouroit requerre à vos ou à vos hoirs en tel maniere en sa court: « Vos, « tel, qui avés ore et tenez cel fié, lequel fié je entent qui est de mon droit, por « quoi je requier à avoir la saisine; et quant je serai en la saisine, je offre bien de « faire ce que je devrai par la cort, se vos le me requérés. Et la raison por quoi « je requier la saisine si est tele, que au tenz de mon ancestre ou de mon baill, « cestui fié eschei par la mort de tel, qui fu mort sanz hoir qui fust descendu « de lui, si que mon ancestre ou mon baill ont la saisine et la teneur de cestui « fié por son droit, et fu bien voir que vostre ancestre vint en la presence de mon « ancestre et requist la saisine de l'escheete de cestui fié, et dist ses raisons teles « come il vost, coment il estoit droit hoir à avoir le, et offri aucune foiz à prover « le parenté de là où il le requeroit. Et après ce que mon ancestre ou mon baill « ont tenu une espace de tens cel fié, il fu de sa volenté que il mist ou souffri « celui à metre en saisine et en teneur doudit fié, sanz ce que vostre ancestre « provast ne mostrast en la court ensi come il dut que il fust hoir à avoir cestui « heritage; et puisque il le firent de leur volenté ou par negligence, ou se mon « baill le fist par grace, il est bien chose certaine que je ne sui mie tenuz de tenir « les graces que mon baill fist. Et ce sui je prest de prover par le recort de la « cort, se l'on mescroit que il ensi ne fust. Et ce faisant, je requier à avoir la « saisine, se la cort l'esgarde: et de ce me met je en l'esgart de la cort, sauf mon « retenaill. » A ce pourés vos respondre en tel maniere: « Sire, je ai entendu ce « que vos a pleu à dire et à retraire en la presence de vostre cort, et, se vostre « plaisir est, je dirai et mostrerai tot avant, et puis responderai as paroles que vos « avez ditez. Je mostrerai tout premier le privilege dou donatif et le feroie lire, « et puis proveroie, si come la cort esgarderoit, le parenté venant tresques à « mon ancestre. Et que tot ce que je di soit pure verité, fu bien apareillié mon « ancestre et garni de prover tout, quant il requist la saisine dou fié, se il en fust « mescreu; mais vos savés que riens ne sauve ne ne garit le seignor vers l'ome, « ne l'ome vers le seignor, que la foi qui conoist la droiture ou de son seignor ou « de son home, il ne li mette ne dalay ne empeeschement, qui le veut faire de « nete conscience et de pure si come la foy doit estre tenue. Et se mon ancestre « vint avant et requist l'escheete qui escheue li estoit et reconta le parenté dont « il estoit descendu et l'offri à prover, se il en estoit mescreu; et vostre ancestre, « come seignor de nete conscience, et par le bon conseil que il avoit et usoit, fu « certifié que mon ancestre disoit voir et requeroit droit; et il de bonté et de loiauté « de lui ne vout la chose enpeeschier ne encombrer, ainz la vout delivrer come « la chose dont il estoit certain, et espargnoit la court de travail de faire cognois- « sance de ce dont il ne covenoit. On ne doit mie por ce entendre que vostre « ancestre feist grace au mien, ainz doit l'on entendre que il feist ce que il dut, « et garda son honor et sa conscience: car quant on requiert aucune chose que « l'en a usé à soue, l'on doit toz jours au daesrain, se l'on estoit mescreu, que « ensi ne fust que on l'offre bien à prover si come la cort conoistra que faire le « doive. Et se l'on est mescreu, bien fait à conoistre la maniere de la preve à la « cort; et se l'on ne l'est, quel conoissance ne quel preuve y covient il? certes

« nule. Et por ce doit l'on entendre, que puisque mon ancestre requist l'escheete
 « et son droit, et offri à prover le parenté se il fust mescreu, et que la verité estoit
 « si clere et si palese, come chascun set et conoist, et vostre ancestre, por s'enour
 « et por sa conscience sauver, ne vout deleer ne empeschier ne la cort travailler
 « dou droit de mon ancestre, puisque il fu certifié, on doit entendre que il fist ce
 « que il dut, mais non mie que il feist grace à mon ancestre de chose si palese
 « et si certaine come ceste est. Et de ce que l'on savoit que mon ancestre estoit
 « garni, se il fust mescreu de quanque mestier li estoit, l'on ne doit mie dire que
 « la saisine fust de grace. Et por toutes les raisons que je ai ditez, ou por aucunes
 « d'elles, je n'entent que vos doiez avoir la saisine de ce que vos requerés, ainz
 « doi je demorer en ma saisine et en ma teneure, fournissant par vostre court droit
 « à vos. et à tot autre qui riens me vodra demander. Et portant come je ai dit,
 « veull je demorer quites et en pais, se la cort l'esgarde; et de ce me met je en
 « l'esgart de la cort, sauf mon retenaill. » Et ce que la court doit esgarder, ne
 que l'on puet après tout ce dire, n'en dirai je ores plus; mais por traire se hors
 de tout cest perill, ne se devroit nul metre en saisine sanz preuve de parenté,
 ne sanz esgart ne conoissance de court.

CHAPITRE CLXXVII.

De quel maniere de fié feme deit au seignor de qui elle le tient, le mariage de sei marier¹ par
 semonce; et de quel maniere de fei² elle ne se peut marier sanz l'otrei dou seignor; ne il ne la
 peut marier ne esforsier de marier³ par semonce ne autrement se ele ne veut⁴.

Quant feme a et tient fié qui deit servise de cors, et elle le tient en irritage ou
 en baillage⁵, elle en deit le mariage au seignor, par l'assise ou l'usage dou
 reiaume de Jerusalem, de qui elle le tient, se il la semone ou fait semondre, si
 come il deit, de prendre baron. Et feme qui a et tient doaire de fié qui doit⁶
 servise de cors, ne deit pas le mariage au seignor de qui elle tient le doaire de cel
 fié, ne elle ne se peut marier sanz le congié de celui ou de celle de qui elle tient
 le doaire de cel fié; et se elle le fait, elle perdra⁷ ledit fié que elle tient en
 douaire. Et le seignor ne peut destraindre feme de marier⁸ qui tient fié qui ne
 deit servise de cors, ne elle ne se peut marier sanz son congié; et se elle le fait,
 elle deit perdre son fié. Et il sera après devisié en cest livre coment le seignor de
 qui feme tient son fié la peut semondre ou faire semondre de prendre baron;
 et se il la semont ou fait semondre si come il deit, et elle ne le prent⁹, ou ne
 dit raison por quei elle ne le deit prendre, et tel que court l'esgarde ou conoisse,
 quel amende le seignor en deit avoir, et quel de celle qui se marie sanz le con-
 gié de celui ou de celle de qui elle tient son fié, soit d'irritage¹⁰ ou de baillage
 ou de doaire. Et par l'assise ou l'usage dou reiaume de Jerusalem, chascune

¹ Doit au seignor mariage, de qui ele tient, de marier soi. B. — ² Et de quelque maniere de fié. C. — ³ B.
 C. D. E. T. — ⁴ B. — ⁵ Ou en baillage n'est pas dans C. — ⁶ B. C. D. E. T. Ne det. A. — ⁷ Ele doit perdre. C. —
⁸ C. D. E. T. — ⁹ Baron, et elle ne le prent. B. — ¹⁰ Soit de mariage. C.

* Le manuscrit A. porte *ne det*; les autres manuscrits et la version italienne adoptent la leçon opposée.

franche dame ¹ a en doaire la moitié ² de tot quanque son baron a à l'hore que il vait de vie à mort ³, mais que la royne et les femes des quatre baron ⁴ dou reiaume ⁵, que il est ⁶ preupre assise et usage et costume ⁷ ou dit reiaume, que reiaume ne aucune des quatre baronies ne peut ni ne deit estre parti por doaire ni entre suers ⁸.

CHAPITRE CLXXVIII.

De qui ⁷ les femes qui ont doaire le deivent tenir, et à qui le baillage peut et deit escheir par raison.

Les femes qui ont doaire en fié le deivent tenir, par l'assise ou l'usage dou reiaume de Jerusalem, de celui ou de celle qui ⁸ a et tient come son fié le fié de quei elle a en doaire la moitié ou en irritage ou en baillage. Et quant home qui a fié muert, et il a feme et enfanz mermes d'aage, la mere deit avoir le baillage de ces enfanz de tot quanqui est escheu ⁹ de par leur pere : car il est assise ou

¹ Feme. B. C. D. E. T. — ² Meyté. C. — ³ B. C. D. E. T. Baronies. A. — ⁴ C. Qui est. A. D. E. T. — ⁵ Et usage (et. D. E. T.) usé et acoustumé. B. C. D. T. — ⁶ Por douaire entre seurs. B. — ⁷ De quoi. D. E. T. — ⁸ De qui. B. — ⁹ De tout ce qui lor est escheu. B.

* Par la general coustume, dit Beaumanoir, l. XIII, c. 75, la fame emporte en douaire la moitié de tout l'hiretage que ses barons avoit de son droit, au jour que il l'espousa. Les *Établissements* fixent le douaire de la gentilfame au tiers des propres du mari, en laissant à celui-ci la faculté de donner à sa femme tous ses acquêts (l. I, c. xiii), et en même temps accordent à la femme coutumière la moitié de l'héritage de son mari en douaire (id. c. cxxxiii). Laurière explique cette différence en disant que le noble étant obligé de laisser les deux tiers de sa terre à son aîné, il n'y avait que le seul tiers dont il pût disposer. (*Ordonnances*, t. I, p. 220, note a.) La règle établie par Beaumanoir n'était donc pas aussi générale qu'il le pensait; et si l'on considère que les Anglo-Normands reconnaissaient en principe que : *minus tertia parte scilicet tenementi sui potest quis dare in dotem, plus autem non* (Glanville, l. VI, c. 1), ce qui est confirmé par le vieux coutumier de Normandie (c. ci), on pensera, sans doute, que les efforts tentés par Philippe-Auguste, pour élever la quotité du douaire au taux où il est fixé par les Assises, eurent peu de résultat, et que l'ancien usage fut conservé. Cette différence n'est pas la seule qui existe entre l'usage de la France et celui du royaume de Jérusalem. En France, le mari pouvait donner tous ses acquêts à sa femme; en Orient, la femme prenait la moitié de tout ce que son mari possédait, propres ou acquêts, à l'instant de sa mort. Enfin le douaire n'était pas légal ou de droit en France, avant l'année 1214, et il l'était en Orient. Serait-ce trop bien augurer des sentiments qui animaient les Croisés, que de dire qu'ils avaient cru devoir se montrer généreux envers des épouses qui s'associaient avec tant de dévouement aux privations et aux dangers de leur existence aventureuse?

² Il est digne de remarque que les Croisés suivirent,

pour le partage et l'organisation de leurs conquêtes, l'exemple qui avait été donné par les seigneurs français lors de la destruction de l'empire des Carlovingiens. Tout le territoire de la France fut divisé entre les sept plus puissants seigneurs, dont l'un prit le titre de roi, sans en avoir l'autorité, puisqu'il demeura simplement seigneur suzerain du duché de France. Les Croisés partagèrent leurs conquêtes en quatre comtés ou principautés, qui étaient : le comté d'Édesse, la principauté d'Antioche, le comté de Tripoli et la principauté de Jérusalem; et ils attribuèrent au chef de cette dernière principauté une souveraineté qui n'était pas plus effective que celle dont jouissait le duc de France, relativement aux six autres grands vassaux de la couronne. L'établissement des Croisés en Syrie s'opéra sous l'empire des lois de la féodalité primitive, et il est à regretter que nous n'en connaissions pas plus exactement les diverses circonstances.

* Li general coustume des douaires de che que la fame emporte la moitié de che que hons i a au jour que il l'epousa, si comme je ai dit dessus, si commenche par l'establisement le bon roy Phelipes roy de Franche, le quel regnoit en l'an de grace 1214; et chest establisement commanda il à tenir partout le roiaume de Franche, exceptée la couronne et pluriex baronies tenues dou roiaume, lesquelles ne se partent pas à moitié pour le douaire. Beaumanoir, c. xiii, p. 76. Parce que ces baronnies étaient de leur nature indivisibles. (*Établissements*, l. I, c. xxiv. P. de Fontaines, c. xxi, n° 52. *Grand coutumier*, l. II, c. xxvii, p. 181. Du Cange, *Notes sur les Établissements*, p. 165.) Sur les quatre baronnies du royaume de Jérusalem, voyez Guillaume de Tyr, l. XVI, c. xxix; Jacques de Vitry, l. I, c. xxx et xxxi; Sanuto, l. III, pars vii, c. 1.

usage ou reiaume de Jerusalem, que le pere ou la mere deit avoir le baillage de l'escheete de ces enfanz, et que nul autre que pere ou mere ne deit avoir ne tenir baillage de fié, se le fié ne li peut escheir, ce il mesavient de l'enfant merme d'aage à qui le fié est escheu, et por qui l'on requiert le baillage. Et est assise ou usage el dit reiaume que le plus dreit heir à avoir le fié, se ¹ il escheit, deit ² avoir le baillage de cel fié devant toz les autres heirs, se il le requiert si come il est devant devisié en cest livre ³.

CHAPITRE CLXXIX.

Quant baillage escheit à feme, coment elle se peut garder que le seignor, de qui elle le deit tenir, ne la puisse marier por le baillage ⁴.

Se feme à qui ⁵ baillage et doaire de fié escheit ensemble por la mort de son baron, et elle ne viaut que le seignor de qui elle deit tenir son doaire ait poeir en li ⁶ marier; ou quant baillage de fié escheit à feme qui a doaire d'autre fié, et elle ne viaut que le seignor la marie, elle le ⁷ peut faire ensi. Que quant son baron est trespasé ⁸, que elle veigne devant le seignor avant qu'elle requiert son baillage de ces enfanz, et li die ou face dire: « Sire, Dieu ⁹ a fait son comandement de mon baron, et je deis avoir la moitié de son fié en doaire, et l'autre moitié por le baillage de mes enfanz ¹⁰. Sire, et le baillage de mes enfanz de cel fié ¹¹ je ne le ¹² viaus ores ¹³ retenir ni decervir, ni ne voz requiers orres de cest fié que mon doaire; si voz porrés orres faire servir ¹⁴ come seignor de ce qui est dou baillage ¹⁵ de mes enfanz, et je tendrais orrés mon doaire sanz plus; et de mon doaire voz euffre je l'omage ¹⁶ et le servise que je en deis. » Et après cest dit, il ne me semble que le seignor puisse la feme destraindre dou baillage tenir ne de li ¹⁷ marier, por ce que elle n'aura ni ne tendra le baillage qui deit le mariage. Mais se la feme tient ¹⁸ le baillage, ou s'i met ¹⁹ et elle en use ²⁰, et ²¹ elle le viaut puis laisser et tenir ce au doaire sanz plus, elle ne le peut faire ²² sanz la volenté dou seignor de qui elle le tendra, tot seit ce que elle die les raisons avant dites ou autres; que puisque elle l'a requis par court ²³ et eu par court ou autrement, et que elle l'a tenu, elle l'a assés otroié el tenement que elle a fait par le tenir ²⁴; por quei elle ne le peut mais laisser ²⁵ par sa volenté sanz celle dou

¹ B. C. Ce. A. — ² Que le plus droit heir deit avoir. D. — ³ Doit avoir le baillage (de cel fié. C. D. E. T.) devant touz les autres (heirs. E.), se il le requiert. B. C. D. E. T. — ⁴ Ne la puisse contraindre de marier par baillage. B. — ⁵ B. C. D. E. T. Qui a. A. — ⁶ En ele. B. — ⁷ Ele ne. B. — ⁸ Tres païé. E. — ⁹ Dés. C. Dieus. E. — ¹⁰ En baillage por mes enfanz. B. D. E. T. — ¹¹ B. C. D. E. T. — ¹² B. — ¹³ B. C. D. E. T. — ¹⁴ Si vous ores prie faire servir. D. E. T. — ¹⁵ De ce qui est le baillage. C. De ce qui n'est pas dou baillage. D. T. — ¹⁶ Eusse je l'omage. D. T. — ¹⁷ Ne de soi. B. — ¹⁸ Requiert. C. — ¹⁹ B. C. D. E. — ²⁰ On en use (huse. D. E. T.) B. D. E. T. — ²¹ Ou. D. T. — ²² Ele ne le peut laisser. C. — ²³ En court. C. Devant le seignor en court. D. E. T. — ²⁴ Ou tenement de tenir le parfait que ele en a fait. B. — ²⁵ Ele l'a assés otroyé clerement de tenir le par le fait que ele en a fait, porcoy ele ne le peut plus laisser. C. Assez otroié le autrement de tenir par fait que elle en fait, par quoi elle ne le peut puis laisser. D. E. T.

* Saint Louis publia, en 1246, une ordonnance touchant le bail dans les coutumes du Maine et de l'Anjou, qui avait été délibérée avec les barons et les seigneurs de ces provinces. Le roi, en quelques articles concis, fixe

tout ce qu'il était nécessaire de savoir sur le bail, la garde, le rachat et l'âge parfait des mâles et des filles. (Ordonnances, I, 58.) Le bailliage avait en France un caractère beaucoup moins patrimonial qu'en Orient.

seignor, en maniere que elle soit quite dou mariage que elle deit au seignor jusque elle a¹ et tient le baillage, et après le laisse, et la seignor la semont ou fait semondre si come il deit de prendre baron, et elle ne le prent ou ne dit raison por quei elle ne le deit prendre, et tel que court l'esgarde ou conoisse, le seignor en aura amende de li come² de default de servise, et aussi de douaire come de baillage³.

CHAPITRE CLXXX.

Por quei celui qui ne viaut decervir son fié le deit comander au seignor de qui il le tient, avant que estreer le⁴.

Qui se viaut partir⁵ dou pays, ou en aucune autre maniere laisser son fié, il le deit comander au seignor⁶; car la comande est plus seure chose, et meins y a de perill que en l'estreer, par tel raison que se home comande son fié par l'assise ou l'usage dou reiaume de Jerusalem, il le peut avoir totes les feis que il le requerra, après un an et un jor, sanz autre amende que le seignor i peust avoir, se il ne le comande el point que il fust semons d'aucune des semonces, qui après sont devisiées, par quei on pert son fié à sa vie⁷ qui en default. Et se le seignor l'a en sa main par la comande, et aucun autre se viaut metre, le seignor li deit garentir que autre ne s'i met. Et qui comande son fié à seignor ou à son baill, par l'assise ou l'usage doudit reiaume, le seignor ou le baill à qui l'on le comande⁸, le deit recevoir ou dire que il ne viaut le fié recevoir, se court n'esgarde que recevoir le deie, et dire aucune raison porquoi : car il est plus seure chose au seignor de recevoir le par esgart ou par conoissance de court, que autrement. Et se il l'esgart ou la conoissance ne⁹ viaut avoir, si le deit avoir¹⁰ par l'assise; et le seignor¹¹ ou le baill qui ensi ne le fait¹², vait¹³ contre l'assise ou

¹ Et que ele a. c. d. b. t. — ² Amende ausi come. b. — ³ Avant que estrer. b. — ⁴ Departir. d. t. — ⁵ b. c. Toute sa vie. d. b. t. — ⁶ A qui l'on veaut comander. c. — ⁷ En. b. — ⁸ Recevoir. c. — ⁹ Et se le seignor. c. d. b. t. — ¹⁰ Qui autrement le fait. b. Ensi ne le fait, il. c. d. — ¹¹ Et vait. t.

¹² Ibelin n'a point traité avec tous les développements désirables le sujet de la garde noble : il ne dit rien, par exemple, sur les fruits du bailliage, sur la faculté accordée au père, sauf la sanction du suzerain, de désigner le bail de ses enfants; sur les obligations féodales du bail, sur sa révocation en cas d'infidélité, etc. Les *Établissements*, l. I, c. xvii, lxxiii, cxxxvii; l. II, c. xviii, suppléent en grande partie à ces omissions; mais rien de plus curieux n'a été écrit sur ce sujet, durant le moyen âge, que les chapitres xv, xvi et xvii de Beaumanoir.

¹³ C'est-à-dire, laisser son fief en la garde du seigneur. Les vassaux qui se devoient absenter et faire de longs voyages, avant leur depart donnoient leurs terres en garde à leurs amis ou à leurs seigneurs. Il étoit plus expédient d'en donner la garde aux seigneurs, et c'étoit la plus seure voye. Si la garde étoit donnée à un étranger, le consentement du seigneur étoit requis. Pour cette raison Guillaume comte de Sancerre étant sur le point de passer outre mer, supplia Blanche comtesse de Cham-

pagne, de laquelle il étoit le vassal lige, de trouver bon qu'il donnast la garde de son château et ville de Sancerre à Robert de Courtenay pendant quatre années, à condition que s'il decedoit pendant ce temps, il tiendrait sa terre comme baillistre de Louis son fils, jusques à ce qu'il fût en âge; ce que cette dame luy ayant accordé, Robert de Courtenay lui fit le serment de fidélité. (Voyez le Commentaire de la Thaumassière, p. 251.) Si la commande se faisoit à un étranger, il faisoit pendant l'absence du vassal le service qui étoit dû au seigneur, et par ce moyen empêchoit que le fief fût saisi ou tombât en commise : si le fief étoit commandé au seigneur, il ne pouvoit accuser son vassal de default de service, et il devoit garentir le fief à son vassal, et empêcher qu'aucun ne s'en saisist. Le seigneur ne pouvoit refuser la commande, si le vassal ne la faisoit en fraude, pour se dispenser du service. T. — Ibelin, dans le chap. ccxxv, montre que le vassal qui n'est pas payé par son seigneur, peut l'obliger à reprendre son fief en commande.

l'usage doudit reiaume. Et se le seignor ou le baill dit raison por quei il ne le viaut recevoir, et se met en esgart ou en conoissance de court, die celui qui li comande, raison por coy il entent que il le doive resevoir et por coy il viaut que il le resoive, et s'en mete en esgart ou en conoissance de court; que se il ensi ne le fait, sa comande¹ ne vaudra riens, ainz sera nulle. Et quant home comande au seignor son fié, il le deit comander par l'assise ou l'usage doudit reiaume, car elle est² la plus seure chose³ à faire. Mais gart ce bien en quel point il comandera ou estreera son fié, car en tel point le poreit il faire que il en porcit le fié perdre à⁴ sa vie, par les raisons qui après sont dites en cest livre. Ne il ne le peut comander par raison puis que il est semons dou servise, ne le seignor n'est tenu de recevoir⁵ le, ce il ne viaut, puis que il l'a semons dou servise⁶ tant come celle semonce dure. Et qui comande son fié par l'assise ou l'usage de cest reiaume, il ne le peut recouvrer⁷ sanz la volenté de celui à qui il l'a comandé tant que l'an et le jor passe⁸ a; et maintenant que il est passé, totes les feis que il requiert son fié, celui qui l'a receu en comande le deit rendre sanz eschampe et sanz delai. Et ce celui à qui l'on a le fié comandé muert dedenz l'an et le jor, son heir⁹ deit le fié tenir jusque au parfait¹⁰ de l'an et dou jor que celui qui l'a comandé ne le peut recouvrer devant lors¹¹. Et se celui qui l'a comandé muert dedenz l'an et le jor, son heir le peut avoir totes les feis que il le requerra après la mort de son ancestre, tot ne seit l'an et le jor passé, ne la comande dou fié acomplie¹²: car il est¹³ assise ou usage en cest reiaume que la comande dou fié ne s'estent à plus¹⁴ que à la vie de celui qui l'a comandé^b.

CHAPITRE CLXXXI.

Coment l'on¹⁵ se peut et deit metre el fié estreé¹⁶; et quel perill et quel damage a et peut avoir celui qui estre son fié plus que celui qui le comande.

Qui estrée son fié, et le seignor le viaut avoir, il le deit faire semondre de son servise si con il est devisé en cest livre que l'on doit home semondre de son servise¹⁷; et se il ne vient à la semonce, le seignor deit faire venir en la presence de sa court ciaux qui la semonce ont faite, et il la deivent dire¹⁸; et puis

¹ C. — ² Car ce est. c. Car telle est. D. E. T. — ³ Voye. D. E. T. — ⁴ B. Et. c. Toute. D. E. T. Que il en perdroit. E. — ⁵ De servir. c. — ⁶ Ne le seignor, etc. manque dans D. E. T. — ⁷ Avoir. c. Faire. D. E. T. — ⁸ Soit passé. B. C. — ⁹ Sanz hoir. B. — ¹⁰ Jusqu'au prouffit. T. — ¹¹ Que celui, etc. manque dans c. — ¹² L'an et le jor la comande dou fié a compli passé. B. — ¹³ C. D. E. T. — ¹⁴ C. D. E. T. — ¹⁵ Coment le seignor. B. C. D. E. T. — ¹⁶ Ou fié qui est estradé. B. — ¹⁷ C. — ¹⁸ Et dire la semonse que il ont faite (a fait. D. T.) B. D. E. T.

^a Et non plutôt, afin que la commande ne soit pas à charge au seigneur et qu'il se récompense des frais qu'il pourra faire pour la garde du fief.

^b La commande des fiefs, ou la faculté accordée au vassal de remettre, pour un temps, son fief au seigneur, était un usage général, que les Croisades rendirent plus fréquent. Dans le procès qui eût lieu, en 1268, entre Thibaut, comte de Bar, et le comte et la comtesse de Luxembourg, saint Louis rendit un jugement dans lequel on lit: *Per quam restitutionem memoratus rex, a*

predictis comite et comitissa remaneat liberatus a quibus ipsum castrum in commenda receperat. (Brussel, I, 364.) La commande qui, dans les Assises, n'est permise que pour un temps très-court, se prolongeait quelquefois beaucoup et devenait même héréditaire: *Et illud (castrum) debemus habere et tenere a te et Rogerio filio tuo, et ab omni vestra posteritate per comendam.* (Hist. du Languedoc, t. II, col. 588, Pr.) Alors ce n'était plus une commande, mais bien une tenure révocable. Voyez du Cange, *Glossarium*, verbo *Commendari*.

que le jor de la semonce est passé, le seignor peut dire à sa court, que il viaut¹ que elle conoisse quel dreit il en deit avoir de celui qui est defailli² de servise, si come il ont oy que la court l'a retrait³. Et la court deit conoistre, se cuit, que le seignor se peut faire servir dou fié tant que le semons soit venus en la presence de lui et de sa court, et que il ait le fié requis; et que si tost come il le requerra, qu'il le mete en saisine sanz delai; et puis se il li set riens que demander, qu'il li requiert droit par sa court, et que celui li face. Et se le seignor⁴ se clame lors à sa court si come il deit, de celui qui a son fié estreé⁵, et qu'il en a la saisine recouvrée, il aura puis le fié par conoissance de court un an et un jor en amende de ce que il li defailli dou servise de quei il le fist semondre⁶, si come est avant dit⁴. Encor y a greignor perill à celui qui estrée son fié, que se le seignor n'i viaut metre main, et aucune autre persone s'i met, et le seignor le sueffre, et celui qui est mis⁷ l'a et tient, quant⁸ celui de qui le fié est revendra, ou aucun de ces heirs après son decet, il covendra que il requiert à celui le fié qui saisi s'en sera, et il en respondra et en plaidera come saisi⁹; et porra metre moult d'eschampes et avoir moult de fuites à cel fié defendre, par quei celui qui l'aura estreé sera lonc tens esloigné de raver son fié, ou¹⁰ ces heirs après lui. Et por les raisons avant dites me semble il plus seure chose et meillor¹¹ le comander dou fié que l'estreer¹².

CHAPITRE CLXXXII.

Coment l'on peut et deit fié desmembrer, par l'assise ou l'usage dou reiaume de Jerusalem.

Nul ne peut desmembrer fié, par l'assise ou l'usage dou reiaume de Jerusalem, se le fié ne deit servise de plus d'une chevalerie^b. Et qui viaut desmembrer¹³ fié qui deit servise de pluisors chevaleries¹⁴, il deit doner partie de son fié por partie de son servise que le fié deit: et ensi que le plus dou fié demorre¹⁵ au seignor qui le desmembre en la maniere avant dite, et en tel maniere ou par le semblant de ce. Que qui a n. m. besanz, et il doive servise de son cors et de un autre¹⁶ che-

¹ Quant il viaut. c. — ² Defaillant. b. Qui li est defailli. c. — ³ Le recorde. b. L'a recordé. c. d. e. t. — ⁴ Et que le seignor. b. — ⁵ Destruié. c. — ⁶ De ce que il le semons ou fist semondre de servise, et il li defailli. b. — ⁷ Qui s'i est mis. b. c. — ⁸ Et quant. b. — ⁹ Et tenant. c. — ¹⁰ Et. c. — ¹¹ Et meylor. c. Et meillour. d. e. t. — ¹² La commande que estreer. d. La coumande que l'estreer. e. Le comander que l'estreer. t. — ¹³ Desmembrer. c. — ¹⁴ Chevaliers. d. e. t. — ¹⁵ En demore. c. — ¹⁶ D'un autre. c.

^a Chapitre précédent, page 283.

^b D'après l'usage général, on ne pouvait pas démembrer un fief, c'est-à-dire faire plusieurs fiefs d'un seul, sans avoir obtenu la permission du seigneur. Cette division avait lieu dans les partages successifs, mais ce n'était pas là ce qu'on appelait un démembrement. (Beaumanoir, c. XLVII, p. 263. *Grand Coutumier*, l. II, c. XXVII, n° 1.) L'usage du royaume de Jérusalem permettait de démembrer un fief, et même de le démembrer sans la permission du seigneur, ce qui peut sembler contraire aux idées féodales; mais en y réfléchissant, on voit que cette faculté favorisait l'intérêt public, sans blesser l'intérêt privé. Un fief de plusieurs chevaleries était nécessairement desservi par le vassal et

par des soudoiers, et même uniquement par des soudoiers, si ce n'était pas un fief de corps. Cependant l'intérêt général voulait que chaque fief fût servi par un chevalier intéressé à la sûreté et à la prospérité de ce fief, or ce résultat ne pouvait être obtenu que par un démembrement. Quant au suzerain, on supposait, avec raison, qu'il préférerait commander à des gentilshommes plutôt qu'à des hommes payés pour combattre sous ses ordres. La crainte du morcellement des fiefs fit rejeter ce système en Europe; mais en Orient les fiefs avaient été, dès le principe, subdivisés, afin d'attirer dans cette contrée un plus grand nombre de guerriers: l'inconvénient indiqué n'y existait donc pas.

valier ou de deus sanz son cors, il en peut doner les viii. cenx besanz por le servise d'un chevalier et que les m. et c. ¹ li demorrent. Et c'il y a iii. m. besanz de fié por le servise de soi tiers ², il peut bien doner les m. por le servise d'un chevalier et tenir les ii. m. por lui et por un sodoier ³. Et aucuns de ciaux que l'on tient à bon plaideors dient que celui qui a les iii. m. besanz de soi tiers ⁴ de servise ⁵, peut bien doner de cel fié à deus chevaliers, à chascun viii. c. ⁶ besanz por le servise de son cors ou de un chevalier ⁷, et que les m. et cc. besanz des iii. m. li demorrent; et que ce il le fait ensi, il a fié desmembré si come il doit ⁸, par l'assise ou l'usage dou reiaume de Jerusalem, et que ciaux dons sont valables. Et aucuns des autres qui sont bons ⁹ plaideors dient, que qui a fié de iii. m. besanz por le servise de soi tiers ¹⁰, et il viaut doner les deus chevaleries ¹¹ en fié, que il ne peut doner à deus fiés ¹² que meins ¹³ de m. et v. c. besanz, et les partisse si come il vodra; por ce, se dient ciaux qui à ce s'acordent, que il covient que le seignor dou fié reteigne plus por son cors doudit fié, que n'est quanque il done en fié por le servise ¹⁴ que le fié deit, et que autrement ne demore mie le plus dou fié au seignor dou fié. Et qui autrement le fait, que les dons ne sont mie valables, por ce que le fié n'est mie desmembré si come l'on peut et deit desmembrer fié, par l'assise ou l'usage doudit reiaume. Et les autres dient que puisque il done totes les chevaleries ¹⁵ que il deit dou servise en fié ¹⁶, et il en retient plus à son cors ¹⁷ que il ne done à celui à qui il done plus de cel fié, et que il desmembre bien son fié por l'assise ou l'usage ¹⁸ doudit reiaume, et que ciaux dons sont valables, por ce que le fié est desmembré si come il deit, par ladite assise ou ledit usage. Et en la maniere avant ditte a esté le descort dou fié desmembrer entr'iaus, et sont esté ciaux que je ais oy ¹⁹ tenir à plus sages plaideors de mon tens, et aussi bien ²⁰ les uns ²¹ come les autres, dou grant fié come dou petit, que il n'i a autre tache en l'un que en l'autre. Combien on peut doner de son fié que le seignor en reteigne le plus dou fié, ne le descort qui a esté entre eaus de ²² ce que je ais oy n'est que en ce qui est ²³ dessus devisié: car toz ²⁴ s'acordent à ce, que le seignor done tant de son fié, por le servise que le fié deit, qu'il li en remaigne ²⁵ plus que n'est tot quanque il en a doné, qu'il ²⁶ a son fié doné et desmembré par l'assise osi com il doit, et que les dons sont valables et estables, ne l'eir ne le chief seignor ne pevent rapeler ceaus dons par l'assise ²⁷ ou l'usage dou reiaume de Jerusalem. Por quei il me semble que l'on peut moult de bones raisons et de vives dire et montrer por l'une et por l'autre partie; et por ce ne viaus je orres dire à laquel des parties je m'acort, mais espoir je le dirai après en cest livre ^a.

¹ Et que les xi. B. — ² De son hers. D. E. T. — ³ Chevalier sodoier. D. E. — ⁴ De ses hers. D. T. — ⁵ Por le servise de soi tierz. B. — ⁶ viii. c. 900. D. E. Neuf cens. T. — ⁷ Ou de un chevalier n'est pas dans B. — ⁸ B. C. D. E. T. — ⁹ Que on tient à bons. C. — ¹⁰ De son heirs. D. E. T. — ¹¹ Chevaliers. D. E. T. — ¹² As ii. fiés C. — ¹³ Des mains. D. T. De mains. E. — ¹⁴ Dou servise. T. — ¹⁵ Tous les chevaliers. D. E. T. — ¹⁶ De servise en vie. C. — ¹⁷ C. Ers. A. Eus. B. — ¹⁸ Selonc l'assise. B. C. E. T. — ¹⁹ Entre ceaus que je ai oy. B. C. D. E. T. — ²⁰ C. — ²¹ Et avec les uns. D. E. T. — ²² B. C. D. E. T. — ²³ De ce qui a esté que je aie oy qu'an se qui est. C. D. E. T. — ²⁴ Trop. B. — ²⁵ Qu'il li en retieigne et en maigne (remaigne. E.) D. E. T. — ²⁶ Quar il. B. — ²⁷ C. D. E. T.

^a Sans prétendre résoudre une question que, pour le moment, l'auteur laisse indécise, nous dirons que le but de la loi était d'autoriser le vassal à démembre son fief, mais sans qu'il lui fût permis d'altérer les relations qui existaient entre lui et son seigneur; or pour atteindre ce but, il fallait que le vassal conservât la plus grande portion de son fief, afin de rester le chef de ce fief et l'homme du seigneur. Admettre qu'il suffisait que

cette part fût plus grande que celle de chacun des concessionnaires, serait supposer que la loi, préoccupée des intérêts du vassal et de ses rapports avec les concessionnaires, ne prenait aucun souci des droits du suzerain. Une telle supposition n'est pas permise. Le système de la supériorité relative nous paraît contraire à l'esprit des Assises.

CHAPITRE CLXXXIII.

En quantes manieres l'on peut son fié eschangier, et coment l'on peut fié eschangier, si que l'eschange seit estable ¹.

L'on peut son fié eschangier en pluisors manieres : que l'on peut son fié eschangier à tot le fié d'autre, ou partie de son fié à partie dou fié d'autre ², mais que l'on le face par le seignor ³. Et qui le viaut faire par ledit usage, ciaux qui font l'eschange le doivent faire en la court et par l'otrei dou seignor de qui il tiennent les fiés. Et quant il veulent faire l'eschange de leur fiés, il deivent venir devant le seignor en la court et dire li : « Sire, nos somes concordés de faire de nos fiés « tel eschange, » et dire quel. « Si vos prions et requerons, come au nostre seignor ⁴, que il voz plaise que nos fassiens cest eschange, et que voz l'otroïés. » Et le seignor le deit otroier, se il ne set que il facent cel eschange por le deseritement de lui ou de ces heirs ⁵ de cel servise ou d'escheete qui li peust venir de aucun des fiés de ciaux qui ont fait l'eschange, ou qu'il le facent por le deseritement d'aucun à qui ⁶ aucun des fiés deit ⁷ escheir. Et se le seignor otroie l'eschange, et l'eschange est de tot le fié de l'un à tot le fié de l'autre, chascun deit dire au seignor, quant il ont fait l'eschange : « Sire, je voz sui tenus de tel fié « que je ais en eschange dou mien, de ce que je voz estoie tenus por le mien « d'omage et de servise et de totes autres choses que je vos deveie por ledit fié que « je ais eschangié à cestui que je ais ores ⁸ : et ce voz otroie je ⁹ en la court. » Et se l'eschange est de partie de l'un fié à partie de l'autre, chascun de ciaux qui font l'eschange deivent dire à l'eschange faire : « Sire, je atrais tel chose à mon « fié que je ais eu de tel, en eschange de tel chose qui estoit de mon fié. » Et deit chascun d'iaus dire quel la chose est que il atrait à son fié, et quel celle est qu'il li a ¹⁰ donnée en eschange por celle qu'il a atraite à son fié ¹¹. Et se le seignor n'otroie l'eschange à la requeste d'iaus, celui à qui l'eschange ¹² plaist plus et qui plus i cuide faire son proufit, li deit dire : « Sire, je entens, par ¹³ l'usage « dou reiaume de Jerusalem, que les homes qui on fié pevent leur fiés eschangier « les uns as autres tous ¹⁴ ou partie, mais que le servise dou seignor i soit sauf*, et « que l'eschange ne soit trop ¹⁵ descovenable, ensi que ce que l'un done à l'autre « ne vaille au jor que l'eschange est fait trop plus de l'autre ¹⁶. Sire, et cest es- « change que noz volons faire est assés comunau ¹⁷; que poi vaut plus ce que l'un « de nos done ¹⁸ à l'autre, que ce que il en a ¹⁹ d'eschange; et ce il vaut orres « plus en aucune chose, l'autre cuide bien tant esvansier ²⁰ en cest eschange come

¹ Soit valable. c. — ² Ou à partie dou fié d'autre. b. — ³ Par l'usage dou reiaume de Jerusalem. c. d. A partie d'autre par l'usage. t. Mais le face hom par usage dou royaume de Jerusalem. e. — ⁴ A nostre chier seignor. d. e. t. — ⁵ Cel eschange por lui ou ces heirs. c. d. e. t. — ⁶ Por qui. c. — ⁷ Qui ont fait l'eschange, etc. manque dans d. e. t. — ⁸ d. e. t. — ⁹ Otroie je si. c. — ¹⁰ Et que cele est que il a. b. Et quel cele est que il a. c. — ¹¹ La chose quelle est, et que il a trait à son fié. d. e. t. — ¹² De ceaus à qui l'eschange. b. c. d. e. t. — ¹³ Que par. b. c. d. e. t. — ¹⁴ c. d. e. t. — ¹⁵ Ne doit estre. d. e. t. — ¹⁶ Que l'autre. b. — ¹⁷ Assez communal. b. Assez convenau. e. Assez convenant. t. — ¹⁸ Ce que l'on done. e. — ¹⁹ Vaut plus se que il en a d'eschange. c. — ²⁰ Tant valoir. t.

* Il résulte de ces paroles que l'échange ne pouvait avoir lieu qu'entre deux vassaux du même suzerain.

« se vaut¹ et plus. Si entent chascun de nos à avoir proufit en l'eschange; ne
 « voz, sire, n'estes mermé de vostre servise en cest eschange. Et puis, sire, que
 « voz n'estes mermé de vostre servise, et que² chascun de noz cuide faire son
 « proufit en l'eschange, voz ne le devés desvoleir³, ainz vos doit plaire, et le
 « devés otroier: si viaus que voz l'otroïés et qu'il soit estable, por totes les raisons
 « que je ai dites ou por aucunes d'elles, se la court le conoist. Et de ce me met je
 « en la conoissance⁴ de la court, sauf mon retenaill. » Et à mei semble que se
 le seignor ne dît raison por quei il ne deit⁵ cel eschange otroier, et tel que la
 court le conoisse que il ne la doit otroier⁶, ne que l'eschange ne deit estre es-
 table, que la court deit conoistre que il deit l'eschange otroier⁷, et est l'eschange
 estable⁸.

CHAPITRE CLXXXIV.

Por quel chose l'on peut perdre son fié an et jor⁹, et por quei tote sa vie, et por quei¹⁰ lui et¹¹
 ces heirs.

L'on peut, par l'assise ou l'usage dou rejaume de Jerusalem, perdre son fié
 en trois manieres: l'une, est¹² an et jor; l'autre, tote sa vie; la tierce, lui et ces
 heirs. An et jor le peut on¹³ perdre et pert, par defaute¹⁴ de servise; et par défaut
 d'omage, à sa vie¹⁵, et par autres choses qui seront après devisées en cest livre.
 Et l'on le peut perdre et pert lui et ces heirs¹⁶, par Dieu¹⁷ reneer et par estre traïtor
 vers son seignor de qui ont tient le fié et à qui l'on fait l'omage de cel fié, et par
 vendre le par l'assise. Et coment on le pert¹⁸ par Dieu reneer et par estre traïtor
 vers son seignor, sera après devisié en cest livre¹⁹.

¹ Com il vaut. D. T. — ² B. C. D. E. T. — ³ Contredire. B. — ⁴ En l'esgart. D. E. T. — ⁵ Il en doit. C. — ⁶ C.
 — ⁷ Et qu'il doit estre estable et après ladite conoissance le seignor le doit otroier. C. — ⁸ I. an et I. jour. B. —
⁹ Et por quel raison. B. — ¹⁰ Et por quel sa vie et. C. — ¹¹ D. E. T. — ¹² Le peut home. D. E. T. — ¹³ Por defail-
 lement. B. — ¹⁴ Toute sa vie le puet on perdre por défaut d'omage. B. C. D. E. T. — ¹⁵ Lui et ces heirs n'est pas
 dans B. C. D. — ¹⁶ Deu. C. — ¹⁷ A lui et à ces heirs par vendre le par l'assise et. C.

* Voyez des actes d'échange dans le *Traité des fiefs* de
 Chantreau le Febvre, Preuves, p. 16 et 18.

* Par l'ancien droit féodal, le vassal perdoit le fief,
 qui étoit acquis au seigneur par faute d'hommage, un
 an après l'acquisition du fief par succession ou autre-
 ment. Gunther, lib. VIII, *Ligur*.

Successor feudi totum si forte per annum
 Atque diem, tacto primæ jam tempore pubis,
 Sive dolo, seu desidia, seu mente superba,
 Spreverit a domino feudalia poscere jura,
 Perdat, et hæc proprios dominus assumat in usus.

Les *Établissements* de saint Louis, c. LXV (l. I) de-
 sistent plusieurs sommations hors jugement et en juge-
 ment. T.

* Ibelin se contente de poser ici des principes géné-
 raux, sur lesquels il reviendra plus tard avec l'attention
 qu'exige une matière aussi importante. La confiscation
 ou *commise* des fiefs avait lieu, dans tous les états de
 l'Europe, pour deux causes: 1° le désaveu du vassal;

2° la félonie. (*Cons. feud.* l. I, t. XXI; l. II, t. XXVI,
 § 17, etc. *Assises de Romanie*, c. XVIII. *Établissements*,
 l. I, c. L, LI; l. II, c. XXIX. *Regiam majestatem*, l. IV,
 c. XXXIV. *Las Siete Partidas*, IV^e part. t. XXVII, ley x.)
 Mais toutes ces législations n'admettaient pas l'exhé-
 redation des héritiers (*Jus feud. Alem.* c. LXXXIX, § ult.
Assises de Romanie, loc. cit. *Las Siete Part.* loc. cit.), et il
 est même digne de remarque, que les *Assises* de Ro-
 manie citent l'exemple suivant, comme une protestation
 contre un usage trop sévère: « Messire Nicolas de Tri-
 mola, coupable de trahison, n'ayant pas été dépouillé de
 « ses biens pendant sa vie, messire Aimond de Reims et
 « la dame Marguerite de Céphalonie succédèrent à un de
 « ses fiefs, qui est nommé Micopoli. » C. XVIII, p. 502. Si
 les *Assises* d'outre-mer déployent en cette occasion plus de
 sévérité que les lois de l'Europe, il faut chercher le motif
 de cette rigueur dans la nécessité où se trouvaient les sei-
 gneurs d'Orient, de lutter contre l'insubordination trop
 fréquente de leurs vassaux.

CHAPITRE CLXXXV.

Coment et por quei l'on ne peut vendre, par l'assise, partie de son fié; et coment et por quei l'on le peut vendre tot, par la dite assise, et coment il deit estre vendu; et coment on deit fournir l'assise; et coment, quant le fié est vendu, coment¹ et dedenz quel terme² le seignor deit faire paier la³ dette de celui de qui le fié a esté vendu, et les quels dettes. Et que celui à qui⁴ l'on a dette coneue en court ou qui l'a provée par garanz ou autrement, doit dire et faire quant il en veut estre païé⁵. Et quant home ou feme de qui le fié a esté vendu, crié à vendre par l'assise, ne veaut fournir l'assise, quoy le seignor en doit faire⁶.

Home ou feme qui a fié ne puet, par l'assise ou l'usage dou reiaume de Jerusalem, vendre partie de son fié^a; mais tot son fié puet l'on bien⁷ vendre, par laditte assise^b. Et l'assise de la vente dou fié⁸ est tel que l'on peut et deit fié vendre, por dette coneue ou provée en court^c, se celui de qui est le fié n'en a

¹ B. C. D. E. T. — ² Et en quel tens. D. E. T. — ³ Paier les. B. C. D. E. T. — ⁴ Et lesquels dettres que l'on doit à celui à qui. T. — ⁵ B. C. D. E. T. — ⁶ C. D. E. T. — ⁷ Peut bien. T. — ⁸ Des ventes des fiez. B.

^a Par les anciennes coûtumes l'on ne pouvoit vendre ses heritages sans nécessité jurée, et sans l'approbation des seigneurs, ou des maire et echevins. L'art. 8 de la Cout. de Vervin de l'an 1233, rapportée au ch. cxi de nos *Anciennes coûtumes (du Berry)*, y est formel. La coûtume de la Perouse de l'an 1275 decide la même chose : « Tos homes de la Paerose qui devient ren à autre hom de ceste ville, si ne le pot paer, doit vendre de la soe chose, por le regard de baele (maire) et de cossors (consuls), à paer son dete. » Il y en a deux exemples dans les Preuves de l'*Histoire de Bethune*, l. II, c. vii : *Johannes dictus de Strata, ob urgentem paupertatem, cognitam et a paribus suis judicatum, vendidit, anno 1256, etc.*, et au l. IV, c. i : *Johannes de Ypra miles, dominus de Renenghes et de Vastina, decimam vendidit ecclesie de Marchiennes, presentibus paribus suis, dicentibus per judicium quod bene et legitime poterat fieri ista venditio, cum eis constaret quod prefatus Johannes inopia et paupertate coactus vinditionem faciebat, mense Martio 1238.* M. du Cange, in verbo *Paupertatem probare*, dans son *Glossarium*, en rapporte d'autres exemples et cite notre auteur. T. — Voyez le *Supplément* de D. Carpentier au même mot. Les pairs intervenaient nécessairement dans des actes de ce genre, quoique les Assises ne le disent ni ici ni ailleurs, parce qu'il résultait de la vente qu'un nouveau compagnon ou pair leur était donné, ce qui ne pouvait pas être fait sans leur assentiment. Ces usages avaient cessé en France à l'époque où écrivait Ibelin, et les exemples que cite la Thaumassière ne doivent être considérés que comme des exceptions; car le droit commun était que « homs puet vendre tout son tenement, si que le sires n'i ait damage. » (Marnier, p. 78.) Beaumanoir, c. xxvii, p. 137, confirme cette opinion, et montre que la tendance des fiefs à devenir patrimoniaux, avait déjà, de son temps, fait tomber la plus grande partie des obstacles qui s'opposaient à la libre circulation des terres féodales.

^b Dans les premiers temps de la féodalité la vente des fiefs était interdite, non pas que le fief fût de sa na-

ture regardé comme une propriété de mainmorte, mais parce que le législateur ne croyait point que le seigneur pût être contraint à accepter un vassal contre sa volonté : la prohibition avait donc lieu *ratione exercitii*. (Boehmer, *Princ. jur. feud.* p. 241, n° 261.) L'influence du droit lombard introduisit la doctrine opposée dans presque toute l'Europe. C'était porter atteinte aux principes fondamentaux de la féodalité; aussi les pays où ce régime était solidement établi dans les mœurs, repoussèrent-ils ou modifièrent-ils beaucoup la liberté d'aliéner introduite par le droit lombard. Ainsi, comme nous l'avons déjà dit, les empereurs Lothaire II et Frédéric firent de la prohibition de vendre et d'engager les fiefs, sans l'autorisation du suzerain, un principe de droit féodal pour toute l'Allemagne, et ce principe y resta si longtemps en vigueur, que l'on entend Rodolphe de Habsbourg déclarer, en 1290, dans la cause de l'abbé de Werthin, que les fiefs aliénés sans le consentement du seigneur lui font retour. (Schatenius, *Annales Paderbonenses*, pars II, p. 169.) Il n'en était pas de même en France, où la faculté d'aliéner sans permission fut reçue de très-bonne heure. (Laurière, *Institutes*, II, 129.) Les Croisés portèrent l'usage lombard dans l'Orient, en prohibant seulement la vente des fiefs par parties, quoique cette défense fût contraire à leurs intérêts; car en permettant de vendre un fief de plusieurs chevaleries par parties, ils auraient attiré en Orient un plus grand nombre de personnes. Peut-être sera-t-on surpris de voir qu'il fût permis de démembrer un fief par chevaleries, et non de le vendre de la sorte : nous ferons remarquer que ce démembrement était une véritable sous-inféodation, et que l'inféodation n'était pas une vente.

^c La preuve devant la cour était requise, parce qu'à cette époque les obligations se prouvaient à l'aide de témoins et rarement par des actes, qui n'étaient passés que pour des affaires d'un grand intérêt, et seulement entre seigneurs d'un haut rang. On a vu précédemment comment cette preuve s'administrail, c. cxliiii, p. 217.

autre¹ de quei il puisse la dette paier fors² que de la vente dou fié. Et quant aucun deit dette à un home ou à plusors, et celui ou ceaus à qui il doit la dette³ la li⁴ requiert en la court où il se claiment de la ditte dette, et il la conoist ou l'on la li preuve, le fié deit estre vendu por paier celle dette, ce⁵ il n'a autre chose de quei paier la, ou ce celui⁶ ou ciaux à qui il l'a coneue⁷ ou qui li ont provée ne se veulent souffrir ou deporter le⁸. Et ce il née la dette à la requeste que l'on li fait en la court⁹ ou au claim que l'on fait de lui, et l'on la preuve vers lui si come l'on deit, le fié deit estre vendu¹⁰ por la dette paier. Et quant la dette est coneue ou provée en court, celui ou ciaux à qui il la deit¹¹, quant il en veulent estre paies, si deivent requerre au seignor que il les face paier come dette coneue ou provée en court¹²; et le seignor deit comander à celui qui la dette deit que il les ait¹³ paies dedenz set jors; et c'il dedenz cel terme n'a paie celui ou ciaux à qui il deit, dit¹⁴ au seignor que les set jors sont passés¹⁵, et que il ne sont paies, le seignor le deit faire semondre de venir en sa court; et quant il sera venus, il li doit dire: « Voz coneustes en ma court tel dette à tel et à tel, » ou « tel » et tel proverent en ma court si come il durent que voz lor deveés tant, » et les nome, et die combien la dette est. « Et après il me requistrent que je les feysce » paier come de dette coneue ou provée en court; et je voz comandai que voz les » eussieés paies dedenz set jors, et il me dient que voz ne l'avés fait: si viaus sa- » veir por quei ce a esté. » Se celui dit que il n'a de quei paier celle dette que de son fié, et que il li livre¹⁶ son fié à vendre por¹⁷ ladicte dette paier, le seignor li deit respondre: « Je sui prest de recevoir le, se ma court conoist¹⁸ que je faire » le dée, et faire quanque elle me conoistra. » Et après dire à la court que elle li conoist que il en a à¹⁹ faire après les erremenz qui ont esté. Et la cort li deit conoistre, se cuit, que il doit le fié recevoir et faire le crier et vendre par l'assise. Et après le seignor deit le fié recevoir et faire le crier et vendre par l'assise²⁰. Et l'assise en est tel: Que il le deit faire crier par treis cités dou reiaume et par treis quarantaines²¹. Et les criers qui le crient par les treis cités le deivent²² ensi crier le premier jor: « Qui viaut acheter et metre ou faire metre²³ au fié de tel, » et le nome, « que je crie par le comandement de mon seignor tel, » et le nome, « à » vendre par l'assise o totes ces appartenances et ces raisons et ces dreitures, ou » que elles soient, et quels que elles soient; lequel fié est à toz heirs » ou « as heirs » de feme espouse, » selonc ce qu'il sera, « et deit tel servise à tel, » et die quel servise il deit et à qui il le deit: « Si seit de hui en quarante jors en tel²⁴ leuc » où le fié sera crié et livré par l'assise; et qui plus i metra, si l'aura; » et moutisse le leuc où il sera livré. Et le segont jor crie en la maniere avant ditte jusque au quarantisme jor, et lors die: « De yer en quarante jors, et de hui en quarante » jors, et de demain en quarante jors; » et au tiers jors: « De avant yer²⁵ en qua- » rante jors, et de yer en quarante jors, et de hui en quarante jors. » Et au jor

¹ N'a autre chose. B. C. — ² B. — ³ B. C. D. E. T. — ⁴ Et on la li. B. — ⁵ Car. T. — ⁶ Se celui. B. C. Et celui. B. — ⁷ A qui il a la dette coneue. B. A qui il la doit et à qui il l'a coneue. C. — ⁸ Deportier s'en. D. E. T. — ⁹ En la court à la requeste que hom lui fait. D. E. — ¹⁰ B. C. D. E. T. Paie. A. — ¹¹ C. D. E. T. A qui on la deit, à qui il la deit. A. — ¹² Celui ou ceaus.... en court manque dans B. — ¹³ Que il l'ait. B. C. Que il ait. D. E. T. — ¹⁴ Ne la paie celui ou ceaus à qui il doit, dient. B. — ¹⁵ Dedans sept jours, et se les sept jours sont passés. D. T. — ¹⁶ De son fié, il doit livrer. B. — ¹⁷ Son fié au seignor pour. B. — ¹⁸ B. C. D. E. T. Conut. A. — ¹⁹ A la court que il en a à. B. C. D. E. T. — ²⁰ Et après.... par l'assise manque dans B. D. T. — ²¹ Faire crier par trois quarantaines. B. E. Est tele que il le doit faire comencer à crier par iii. quaranteines. C. — ²² Faire crier par les trois cités le doivent. D. T. — ²³ B. — ²⁴ Si soit de hui en xl. jors, de demain en (ou depuis demain en. D. E. T.) xl. jors, en tel. C. D. E. T. — ²⁵ Devant hier. B. C. Dez avant hier. D. E. T.

qu'il deit estre livré, le seignor deit estre¹ el leuc où il deit estre crié à livrer; et le deit faire crier par celle ville deus ou treis feis le jor; et le crior, qui lors le crie, le deit ensi crier² par la ville où il sera livré, ainz que il soit livré³: « Qui vodra metre à tel fié, veigne devant mon seignor tel, » et le nome, « et en tel leuc et à tel horre, » et dire l'orre quant il sera livré et le leuc meismes. Et à laditte orre le seignor et la court doivent estre ensemble⁴ là où le fié deit estre livré; et le fié deit estre crié une piece en la court, tant que il soit⁵ monté à ce que il porra, selonc les acheteors qui y metront. Et puis doit dire le crior, par le comandement dou seignor, les treis mous « par l'usage en la court⁶. » Et au livrer dou fié, deit dire le seignor à celui qui a livré son fié à vendre, se il est present⁷, que il fornist l'assise si come il deit. Et celui ou celle qui vent son fié doit fornir l'assise ensi, que il deit jurer sur saintes Evangilles de Dieu que il deit celle dette que il conut en la court que il devoit, par quei il livra son fié à vendre, et que il celle dette ne fist⁸ por achaison de son fié vendre, et que il⁹, ne autre por lui, n'a dou sien à covert ne à decovert, là ne aillors, dont il puisse celle dette paier, que de la vente¹⁰ de son fié. Et ce il¹¹, ou autre por lui, a dedenz les ditte quarantaines aucune chose païé de celle dette que il conut en la court, ou que l'on li prova en court¹², il deit dire ou faire le seirement: « Je ou autre por mei avons païé de celle dette tel quantité, » et nome celui qui l'a païée et die la quantité¹³. Et après le seignor deit comander à livrer le fié. Et lors le crior deit livrer au seignor le baston que il tient en sa main¹⁴, et le seignor deit livrer cel fié par cel baston à celui qui plus y a mis, ce il est tel persone que fié puisse et doie acheter¹⁵ par l'assise, selonc ce qui est après dit. Et quant le seignor a le baston receu dou crior, il deit demander¹⁶ à la court que elle li conoist se l'assise est bien fornée si come elle deit; et la court li deit conoistre; et lors le seignor deit le fié livrer¹⁷ par le baston à celui qui plus y a mis; et celui, ce il a tant de monée aprestée come il a le fié acheté, il la deit livrer au seignor¹⁸; et ce il ne l'a tote aprestée, et il en a partie, et il en fait seur le seignor à son gré¹⁹ de ce qui en défaut, ou fait vers les deteors tant que il s'en teignent à païé de la²⁰ dette. C'elle monte tant come le parfait²¹ des besanz est, le seignor li deit livrer le fié et recevoir la monée, et le peut faire sanz delai et sanz perill après la ditte conoissance: et por ce ais ge avant dit que le seignor deit requerre la conoissance à la court²² se l'assise est fornée si come elle deit de la vente dou fié; que le seignor est tenu par son sairement de tenir et faire tenir les assises et les usages dou reiaume de Jerusalem; et fié ne peut ni ne deit estre vendu, que par l'assise, si deit le seignor à son pooir des fiés qui li sont livrés à vendre par l'assise faire ent fornir l'assise; et il le fait bien si come il deit, quant il le fait par conoissance de cort. Et toz les quas²³ qui viennent en sa court deit il mener et

¹ D. E. T. Est. A. — ² Faire crier. C. — ³ B. C. — ⁴ Asemblé. B. — ⁵ Et le crior doit crier tant que il soient. D. E. T. — ⁶ Les III. mos: selonc l'usage de la court. C. D. E. T. — ⁷ En present. B. — ⁸ Coneut en court et que celle dethe ne feist. D. E. T. — ⁹ Et que lui. D. E. Et que celui. T. — ¹⁰ Que la vente. C. D. T. Fors que la vente. E. — ¹¹ Et se celui. D. E. T. — ¹² En court ou prova. D. T. — ¹³ Et die la quantité et à qui il l'a païée. B. Avons tant payé de cele dete (avons païé tant que celle dethe. E. T.), et die la quantité de ce qui en a esté payé et qui le paia. C. E. T. — ¹⁴ Après ce mot, il existe une lacune considérable dans D. E. T. — ¹⁵ Comander. C. — ¹⁶ B. C. Doit faire livrer. A. — ¹⁷ Fié acheté, la doit paier. B. Se il a là tant de monée aprestée de payer con il li a le fié acheté. C. — ¹⁸ B. C. — ¹⁹ Leu. A. — ²⁰ Le fait. B. — ²¹ Après ladite conoissance de la court. B. — ²² Et toutes les cas. C.

* La remise du bâton indiquait, non l'investiture du fief, mais la translation de la propriété ou l'ensaisine-

ment de l'acquéreur. La vente étant achevée, l'investiture avait lieu avec ses cérémonies particulières.

faire mener selonc les assises et les usages doudit reiaume. Et se le seignor, par obli ou autrement, ne requiert à la court laditte conoissance, celui qui plus y a mis ou fié la deit requerre ainz qu'il receive le fié ne que il paie la monée. Que se la court conoist, à sa requeste ou à celle dou seignor, que l'assise de la vente¹ dou fié est bien fornée si come elle deit, il est fors² dou perill de l'achat dou fié, por ce que après la conoissance de la court nul ne peut dire chose qui li griège, que le fié n'ait esté vendu si come il deit par l'assise, por ce que les esgars et les conoissances et les recors que la court fait deivent estre et sont tenus et maintenus fermes et estables. Et le seignor deit faire garder la monée que le fié a esté vendu set jors, por faire paier ciaux à qui celui de qui le fié a esté vendu devoit³. Et quant⁴ le fié est vendu, le seignor deit faire crier par la ville où le fié a esté vendu, que ce celui qui le fié a vendu devoit aucune chose⁵, que il soit⁶ à tel jor devant lui por estre paies si come il devront de ce que tel, et le nome, lor devoit, et nomer le setisme jor. Et quant les avanz dis auront prové⁷ si come il devront que il lor deust aucune chose, il deivent estre paies de la monée⁸ que le seignor a faite garder de la vente dou fié, se la vente⁹ est tant ou plus come la dette⁴. Et se aucune chose en demorre après ce que les set jors seront passés, le seignor deit faire¹⁰ rendre à celui de qui le fié fu, qui a esté vendu, ce qui sera demoré¹¹, c'il a l'assise fornée. Et se la dette est plus que la monée, le seignor la deit faire paier par karobles¹² à chascun son avenant¹³. Et se il vient que celui qui a livré son fié à vendre par l'assise, por dette coneue ou provée en court, se destorne de venir en la court fornir l'assise, ou se il est en la court et il ne viaut le seirement avant dit faire à l'assise fornir, por tant¹⁴ ne me semble il mie qu'il dée demorer d'estre le fié vendu, puisque la dette a esté coneue ou provée en court si come elle deit, se il n'a autre chose de quei la ditte dette soit païée : car il y a preupre assise que fié se peut vendre por dette coneue ou provée en court, se celui qui la conoist ou vers qui l'on la preuve¹⁵, n'a¹⁶ autre chose de quei paier la, que de la vente de son fié. Et si a une autre assise, que dette coneue ou provée en court deit estre païée dedenz set jors, et que le seignor deit comander à celui qui la deit, que il l'ait païée dedenz set jors. Et ce il dedenz le terme ne la paie, et celui à qui il deit la dette le fait assaveir au

¹ C. — ² Il est hors. c. — ³ VII. jors, etc. jusqu'au mot devoit, n'est pas dans B. — ⁴ Que le fié puisse acheter. Et quant. D. T. — ⁵ Que ceaus à qui celui de qui le fié a esté vendu, devoit aucune chose que il soient. B. E. — ⁶ A esté vendu que il soient. D. E. T. — ⁷ Le seteime jor que le fié a esté vendu, et à cel jor tous ceaus à qui il aura dete coneue en court avant que le fié ait esté vendu, et tous ceaus qui dedenz les VII. jors avant dis auront prové. c. — ⁸ En la monée. c. — ⁹ Se la monoie. c. — ¹⁰ La doit faire. B. C. — ¹¹ Ce qui sera demoré n'est pas dans B. C. — ¹² Por carobles. B. Quarobles. c. Caroubles. D. E. Carables. T. — ¹³ Nomer le septieme jour, et quant il auront prové la dethe si com il doivent, il doit les faire paier de la monoie de la vente dou fié; et se aucune chose en demore, après que les sept jours sont passez, le seignor le doit faire rendre à celui de qui le fié fu; et se la dethe est plus que monoie, le seignor la doit rendre par carables à chascun son avenant. D. E. T. Dans les manuscrits D. E. et dans l'édition de la Thaumassière, un chapitre particulier est indiqué ici sous cette rubrique: *Ci dit coment celui qui a livré son fié à vendre, quant il est destourné de fournir l'assise, comment l'on le doit conduire.* — ¹⁴ Fornir l'assise, pourtant. D. E. T. — ¹⁵ L'a provée. c. — ¹⁶ En court ne n'a. D. E. T.

* Il n'était pas possible de prendre plus de précautions pour que la vente eût toute la publicité désirable et que les créanciers fussent mis en demeure de faire valoir leurs droits. L'exécution de ces nombreuses formalités suppléait, autant qu'il se pouvait, au système de l'hypothèque, que la loi des fiefs ne permettait pas d'établir, quoiqu'elle autorisât l'engagement des revenus d'un fief

au paiement d'une dette. Voyez dans les Preuves du *Traité des fiefs* de Chantereau le Fevre, p. 93, un acte par lequel Ansel de Garlande, seigneur de Tournon, déclare qu'il a emprunté, de trois marchands italiens, 900 livres parisis, et que s'il manque à les rendre dans les termes marqués, il consent qu'on saisisse les produits de son fief.

seignor et li requiert que il le face paier si come il deit par l'assise, que le seignor deit faire prendre de celui qui deit la dette son fié et faire¹ le vendre tant que la dette soit païée². Et puisque lesdites assises sont tels, donc est il clere chose que le seignor puet le fié de celui qui a la dette coneue en court, ou qu'elle soit provée³, faire vendre par l'assise, ce il ne peut tant recovrer de ces autres⁴ choses autre que le fié, de quei la dette soit païée, tot seit ce que celui qui deit la dette se destorne por non fornir l'assise ou por autre chose, ou que il soit present en la court et ne vueille le sairement faire de l'assise fornir : que se ensi n'esteit, les deus assises ne seroient pas tenues, ainz seroient faites de droit à l'encontre, puisque fié ne seroit vendu por dette⁵ coneue ou provée en court, ou celui qui l'a coneue ou vers qui l'on l'a provée ne livreroit son fié à vendre; et il ne faisoit l'avant dit sairement à la vente dou fié, fié ne sereit jamais vendu por dette, se celui de qui le fié est ne voleit; que nul ne li poreit faire livrer son fié à vendre, ce il ne voleit; et ce il l'aveit livré, ne le poreit autrui esforsier de faire le dit seirement; por quei fié ne sereit jamais vendu por dette, se celui de qui le fié est ne voleit, laquel chose sereit contre les avant dittes assises. Mais por ce que les avant dittes assises doivent estre tenues et maintenues fermement, et⁶ que il ne me semble que elles le puissent estre, se le seignor ne peut faire vendre le fié selonc l'assise por dette coneue ou provée en court, fust livré ou non livré à vendre par l'assise, puisque il autre chose ne troveroit à faire vendre que le fié de celui qui la dette devoit, por la dette⁷ paier, me semble il⁸, se il fait le seignor le fié vendre, crier⁹ et livrer por la ditte dette paier, si come est uzé que on le fait de fié que on vent par l'assise, que la vente est estable, ne que celui de qui le fié est ensi vendu, come est avant dit, ne ces heirs, n'i pevent puis recouvrer audit fié. Que, par l'assise ou l'usage de cest reiaume, se un home qui a fié muert, celui de ces heirs qui a son fié est tenu de paier sa dette, se la dette dou mort a esté coneue ou provée en court, à sa vie ou après sa mort, si come elle doit⁴. Et se son heir ne la paie¹⁰, et celui ou ciaux à qui il la deivent requierent au seignor¹¹ que il les face paier de celle dette si come il deit par l'assise, et le seignor comande à l'heir de celui qui doit¹² laditte dette¹³ et qui tient le fié qui fu sien, que il ait païée la dette dedens set jors, et il¹⁴ ne le fait, le fié de celui¹⁵ qui deit la dette deit estre, se me semble, vendu selonc l'assise, por la ditte dette paier, aussi bien après sa mort come à sa vie, puisque il conut la dette à sa vie ou que elle li fu provée si come elle dut : si est clere chose que fié peut et deit estre vendu selonc l'assise ou l'usage doudit reiaume por dette coneue ou provée en court, tot seit ce que celui qui la dette devoit n'a fait l'avant dit seirement de fornir l'assise; que il est¹⁶ certaine chose que le mort ne peut fornir l'assise par le seirement avant dit; ne por ce ne de-

¹ Qui doit la dete tant des soes choses et faire. c. — ² Se il dedenz le terme ne l'a païé, on doit faire vendre son fié pour la dette paier. B. Païée dedans sept jours, et se elle ne l'est, le seignor doit prendre son fié et le faire vendre tant que la dethe soit païée. D. E. T. La fin du chapitre manque dans D. E. T. — ³ Ou vers qui ele est provée. c. — ⁴ B. Ses. B. — ⁵ Que se fié ne pooit estre vendu par l'assise pour dete. B. — ⁶ c. Fermement, il ne me. B. — ⁷ Se celui de qui le fié seroit à la dete. B. De celui de qui le fié seroit à la dete. c. — ⁸ Ne me semble il. B. — ⁹ Se le seignor fait le fié crier. c. — ¹⁰ Et son heir n'a la paie. c. — ¹¹ A qui il la devoit requiert son heir au seignor. c. — ¹² De celui à qui il devait. B. — ¹³ Ladite conoissance et dete. c. — ¹⁴ Et s'il. c. — ¹⁵ Qui fu de celui. B. c. — ¹⁶ Qui est. c.

* Remarquons que parmi les morts on plaçait les personnes entrées en religion. « De dete à mort, il fu jugié « que li quens de Bolongne ne puet pas demander sa

« dete à celui qui est en religion entrez, mès praigne s'en « as oirs et à la terre. » Échiquier de la Saint-Michel, Rouen 1208. (Marnier, p. 116.)

morre que le fié qui a esté sien ne seit vendu en la maniere avant ditte, por sa ditte dette paier. Si ne peut demorer par raison, selonc l'assise ou l'usage doudit reiaume, que fié ne seit vendu si come est avant dit, tot seit ce que celui de qui le fié est ne fait l'avant dit seirement de fornir l'assise. Et se aucune home ou feme qui ait fié ait la dette coneue en court, ou il la née et elle li ait esté prouvée si come l'on deit par l'assise¹, et l'on a livré son fié à vendre por laditte dette paier; ou ce il est destorné² après laditte dette coneue en court, et le seignor a fait vendre³ son fié par conoissance de court ou autrement⁴, et faire le crier à vendre par la maniere avant ditte, por laditte dette paier⁵; ou ce celui⁶ de qui le fié est morust ains que le fié soit vendu⁷, et il n'a nul heir à qui le fié puisse ni dée escheyr que le seignor⁸, à moi semble que cel fié deit estre vendu por laditte dette paier, se le seignor ne la paie à qui il devreit revenir, ou se il ne fust en la maniere avant ditte que il trovast tant des choses de celui de qui le fié fu, que celle dette fust païée⁹: car puisque celui de qui le fié esteit le livra en court, por la ditte dette paier, ou que le seignor l'ot saisi par conoissance et par aveement¹⁰ de court, et fait crier si come est avant dit, por laditte dette paier, il me semble que il ne deit por la mort de celui demorer de qui le fié fu, ne por ce que¹¹ il seit escheu à aucun de ces heirs, ou que il seit revenus au seignor, que il ne seit vendu¹² por laditte dette paier, ce celui à qui le fié est escheu, ou le seignor à qui le fié est revenu, ne paie laditte dette d'autre part, ou ce celui de qui le fié fu n'aveit autre chose que le fié de quei la dette fust païée, puisque le fié fu oblegié en aucune des avant dittes manieres à la dette paier, avant que celui de qui il fu moreust. Et ce celui ou celle¹³ qui a fié a dette coneue en cort, ou elle li est prouvée en court, morust sanz heir à qui son fié puisse et deive revenir¹⁴, et il n'a livré en sa vie son avant dit fié à vendre par l'assise por laditte dette paier, ou le seignor ne l'a saisi par esgart ou par conoissance ou par aveement de court, por faire vendre por laditte dette paier¹⁵, ledit fié ne deit mie estre vendu, ce me semble, por celle dette paier, por ce que il est revenus au seignor dont il mut, sanz ce que il seit en aucune desdittes manieres oblegié à la dette paier: car le seignor n'est pas tenu, par l'assise ne l'usage dou reiaume de Jerusalem, de paier la dette que son home conut en court ou que l'on li prova, tot seit ce que le fié que celui avait qui la dette conut ou vers qui elle fu prouvée en court, li seit revenus par ce que il seit mort sanz heirs. Mais par¹⁶ l'assise ou l'usage dou reiaume, son heir^b qui a ces biens est tenu de laditte dette paier; et por ce ai ge devant dit que le fié qui escheit à l'heir deit

¹ c. — ² *On se il s'est destorné.* B. — ³ *Saisir.* B. c. — ⁴ *Par conoissance ou avoient de court.* c. — ⁵ *En la maniere avant dite de dete paier.* B. c. — ⁶ *Et celui.* B. c. — ⁷ c. — ⁸ *Mais que au seignor.* B. c. — ⁹ *Doit estre vendu pour la dete paier, se le seignor à qui il devoit revenir ne paie cele dete.* B. c. — ¹⁰ *Ou par avoient.* c. — ¹¹ *Por ce que.* c. — ¹² *Vendus.* c. — ¹³ c. — ¹⁴ *Et doie escheir.* B. c. — ¹⁵ *Ou le seignor ne l'a saisi, etc.* manque dans B. — ¹⁶ B. c. *Sanz heirs.* Mar. A.

^a Le manuscrit B. ne contient pas les mots *ou le seigneur ne l'a saisi, etc.*, et nous voyons là moins une omission qu'une suppression fondée. En effet, le fief devant faire retour au seigneur en cas de décès du tenant *sanz heir*, comment supposer que le seigneur, qui n'est pas tenu de payer les dettes de son vassal, saisira du vivant de ce vassal le fief, et le fera vendre pour acquitter ces dettes? Mais ce que le seigneur ne faisait jamais de son propre mouve-

ment, il devait le faire à la requête des créanciers.

^b L'auteur emploie le mot *heir* dans deux sens différents. D'abord ce mot s'applique à l'héritier direct, successible au fief, ensuite à l'héritier indirect, successible à l'universalité des biens du défunt, mais non à son fief qui avait été probablement constitué à lui et à ses heirs de legitime épouse, et qui dès lors ne pouvait pas sortir de la ligne directe.

estre vendu par l'assise por paier la dette de celui de qui le fié fu, qui conut¹ en court ou que l'on li prova en court que il deveit².

CHAPITRE CLXXXVI³.

Coment celui⁴ à qui l'on a dette coneue en cort ou qui la preuve en court⁵, deit dire et faire, quant il en viaut estre païé par le seignor⁶.

Quant genz⁶ à qui l'on a dette coneue en court ou qui l'ont provée⁷ si come il deivent, veulent estre païés de celle dette, celui qui en viaut estre païé deit venir devant le seignor en sa court, et dire li et requerre que il le face paier si come il deit par l'assise, come de dette coneue ou provée en court, de tel dette que tel li conut en la court, ou de tel dette que il prova vers tel en la court⁸; et le nome et die la dette⁹. Et le seignor li deit respondre qu'il en fera volentiers ce qu'il en devera par l'aveement de sa court. Et après doit dire à la court qu'elle li conoisse ou avée¹⁰ qu'il en a à faire. Et la court, ce me semble, deit de ce aveer¹¹ ensi le seignor, que il mande¹² semondre par treis de ces homes, come court, celui ou celle qui la dette conut en la court, que il veigne¹³ devant lui en la court à orre moutie ou à jor nommé, faire à celui à qui il deit la ditte dette ce que il devera. Et se les semoneors ne le treuvent, que il le dient¹⁴ as genz de son ostel. Et ce il y vient, quant il y sera, le seignor li deit comander que il ait laditte dette païée dedenz set jors à celui ou à celle à qui il la deit ou à son comandement quant il counut la dete en la court¹⁵. Et ce il ne le fait dedenz cel terme après le comandement dou seignor, et celui à qui il doit la dette vient devant le seignor après les set jors que le seignor li aura fait ledit comandement, et dit que celui ne l'a mie païé, si come il comanda, dedenz le terme des set jors, et les set jors sont passés, si li prie et requiert que il le face paier de celle dette, si come il faire le deit par l'assise. Et le seignor deit faire semondre en la maniere avant ditte celui qui doit la dette que il seït devant lui à jor mouti et bref. Et ce il n'i vient, et il a en la seignorie de celui seignor autre chose à vendre que son fié, que le seignor puisse avoir, il le deit faire prendre et vendre gage abandon, et payer ent la dette coneue ou provée en court. Et ce il de ce ne peut faire paier laditte dete, et celui ou celle qui la dette deit n'a autre chose dou sien que son fié de quei laditte dette puisse estre païée, et il ne vient à court livrer au seignor son fié à vendre par l'assise, por laditte dette paier; ou se il se destorne si que le

¹ B. *De celui de qui le fié fu conut.* A. *Paier la dete que celui de qui le fié fu, conut.* C. — ² Ce chapitre, dans le manuscrit C, est à la suite immédiate du chapitre CLXXXV, et le sommaire du CLXXXV, dans le même manuscrit, comprend ceux des deux chapitres CLXXXV et CLXXXVI du manuscrit A. — ³ *Et que celui.* C. — ⁴ B. — ⁵ *Et quant home ou feme, etc.* (voyez le sommaire du chapitre CLXXXV.) — ⁶ *Et quans gens.* C. D. T. *Et quant gent.* E. — ⁷ *Ou que l'on prove.* D. E. T. — ⁸ *Ou de tel dette, etc.* manque dans B. — ⁹ *Ou de tel dette, etc.* manque dans D. E. T. — ¹⁰ *Que ele li avoie.* B. *Que ele l'avoie.* C. *Que elle avoie.* D. E. T. — ¹¹ *Avoir.* C. D. *Avoer.* T. *Avoier.* E. — ¹² *Que il doit mander.* C. — ¹³ *Et il viegne.* T. — ¹⁴ *Et que les semoneors doivent faire ensi, et se il ne le truevent, que il dient.* B. — ¹⁵ C. *Que il la doit ou à son comandement, se il ne fait son comandement, et il coneust en la court la dethe.* D. E. T.

* Ce chapitre ne traite que de la vente des fiefs par expropriation forcée. L'auteur parle ailleurs de la vente des fiefs en général.

seignor ne le puisse trover à faire semondre de venir en la court faire ce que il doit de la dete paier¹, ou se le seignor le fait semondre et il ne vient à la semonce, et celui² à qui il deit la dette requiert au seignor que il li face paier si come il deit la dette³ qui a esté coneue ou provée devant lui en court, ou que il li en face ce que il li en deit par l'assise ou l'usage de cest reiaume, le seignor li deit dire en la presence de la court, que il ensi fait, et que⁴ por ce que il ne viaut mesprendre⁵ envers aucune des parties, ne faire chose que il ne doive, est il prest de faire ent ce que la court⁶ conoistra que il faire en dée. Si comande à sa court que li conoisse qu'il en a à faire; et quant le seignor aura comandé à sa court⁷ que elle li face laditte conoissance, et la court la doit faire, et deit conoistre⁸, ce me semble, que le seignor deit faire saisir le fié⁹ de celui ou de celle qui a la dette coneue en court, et livrer le au crior à crier et à vendre si come l'on crie fié que l'on vent par l'assise. Et après ladite conoissance, le seignor deit comander le fié à crier en la maniere avant devisiée¹⁰. Et se le seignor ou la dame dou fié¹¹ ne vient dedenz le terme des treis quarantaines que le fié sera crié à livrer et à paier, ou face¹² paier celui à qui la dette est coneue en court, ou que il a provée, de ce que il li a provée en court, ou¹³ faire li en¹⁴ son gré, si que le fié soit par lui respité à vendre, ou dire chose por quei le fié ne deit estre vendu, que le seignor peut et deit faire vendre le fié par les treis quarantaines que il aura esté crié en treis cités, si come fié que l'on vent par l'assise deit estre crié à livrer¹⁵. Et à cel jor que le fié aura esté crié à livrer¹⁶ le seignor deit estre¹⁷ el leuc où il l'a fait crier que le fié deit estre livré, et deit celui jor faire le fié crier par celle ville où il est deus ou treis feis¹⁸, et dire le leuc où cel fié sera livré et à quel orre, et à cel orre y deit estre là, et avoir ce que il porra de ces homes, et i doit avoir le crior de la ville, et faire crier deus feis ou treis le dit fié en sa presence et de la court¹⁹. Et quant le fié sera monté à ce que il porra, il deit faire dire les treis mous; et quant les treis mous²⁰ seront dis, le crior deit livrer le baston, que il tient au crier dou fié, au seignor, et lors le seignor deit dire à celui qui plus y a mis: « Venés avant, recevés cest fié « qui a esté crié selonc l'assise, en qui²¹ voz avés plus mis que nul des autres; « et paies ce que vos y avés mis, et après faites ce que voz devés por le dit fié. » Et celui qui plus y a mis doit au seignor respondre: « Sire, il est veir que je ai « plus mis en cest fié que nul autre, et je sui prest de paier tant come je ai mis « et de faire les autres choses que le fié deit, se la court l'esgarde ou conoisse « que l'achat que je ai fait²² soit valable et ferme et estable, à moi et à mes heirs, « à toz tens: car je n'i voi pas si present celui ou celle de qui le fié est, qui en « fournisse l'assise; si voz pri et requier que voz me faites faire à vostre court la « ditte conoissance. » Et le seignor deit comander à la cort que elle li face. Et il me semble par les raisons avant dittes que la court deit conoistre que la vente est estable, et que la vente deit estre valable²³ à celui qui a acheté le fié et à ces heirs, à tot tens. Et ensi sera la vente parfaite si come elle deit, et les deus

¹ B. C. D. E. T. — ² Celui. B. — ³ De la dete. C. D. E. T. — ⁴ C. — ⁵ Respondre. B. — ⁶ B. C. D. E. T. — ⁷ C. D. E. T. — ⁸ Doit faire, et dire, et conoistre. B. — ⁹ Doit saisir son fié. B. — ¹⁰ Et après laditte, etc. manque dans D. E. T. — ¹¹ De qui le fié est. D. E. T. — ¹² Ou faire. C. Crié à livrer, paie ou faire. D. E. Crié à livrer, paie ou face. T. — ¹³ Ou que il a provée en court, ou. B. — ¹⁴ C. — ¹⁵ B. — ¹⁶ Et livré. C. — ¹⁷ Par les trois quarantaines que il aura esté crié à livrer, et le seignor doit estre. D. E. T. — ¹⁸ Où il le fait crier par celle ville où il est, deus fois ou trois, com il a été dit dessus. D. T. La fin du chapitre manque dans D. E. T. — ¹⁹ Où cel fié sera livré en la presence de la court. B. — ²⁰ Mos. C. — ²¹ En quez. C. — ²² a. Que je en fais. A. Que je en fai. C. — ²³ Et que l'achat doit estre estable. B. C.

avant dittes assises tenues et maintenues fermes et estables, se m'est avis. Et ce celui qui achate le fié en aucune des avant dittes manieres fait que sage, maintenant que il aura receue la saisine doudit fié, il en ¹ offrira son homage au seignor, et li fera, se il le viaut receveir, por ce que le seignor li seit tenus de fei, et il à lui; et que se aucun le vosist metre en plait de cel fié par aucune maniere, que le seignor li fust plus tenus à aider le et à defendre par raison. Et le seignor deit receveir l'omage de celui qui a le fié acheté en aucune des avant dittes manieres, se il li euffre à faire tel come le fié deit². Que quant le fié a esté vendu en aucune des avant dittes manieres, le seignor est quitte de sa fei vers celui de qui le fié fu, et celui est ausi quite de sa foy³ que il deit au seignor de cel fié por l'omage que il li avoit fait de cel fié⁴; que puisque un home pert son fié tote sa vie, ou lui et ces heirs, par assise ou par usage ou par esgart ou par conoissance de court, il n'est plus tenus de fei au seignor por cel fié que il teneit et qu'il en aveit fait homage⁵, ne le seignor à lui : car se aucun home ou feme a livré son fié à vendre por dette conoue ou provée en court, et le fié a esté crié si come est avant dit que on deit fié crier que on vent par l'assise, et celui qui le livra se destorne de venir⁶ à court quant le fié deit estre vendu, por ce que il ne fournisse l'assise ou por autre chose, et le fié est vendu por plus que la dette n'est, et il après vient devant le seignor et li requiert ce qui est demoré en sa garde, outre la paie des detors⁷ de ce que le fié a esté vendu, le seignor li deit respondre que il li en fera volentiers ce qu'il devera par sa court. Et quant il requerra en sa court, si die⁸ le seignor: « Je n'entens que je ⁹ ceste monée, que « voz me requerés, voz dée rendre, se voz avant ne fornissies⁸ l'assise de la vente « de vostre fié⁹ que voz livrastes à vendre por dette coneue ou provée en court, « et qui a esté selonc l'assise vendu par conoissance de court; ne faire ne le viaus, « se la court ne conut¹⁰ que je faire le doie : et de ce me met je en la ¹¹ conois- « sance de la court. » Et à mei ne semble que celui qui requiert la monée puisse chose dire par quei la court ne dée conoistre que il deit fornir l'assise, faisant

¹ B. c. — ² c. — ³ De foy au seignor pour ce que il ne tient mie ce dont il avoit fait l'omage. B. De foy au seignor de ce que il tenoit et à qui en avoit fait homage. c. — ⁴ De non venir. B. c. — ⁵ Des detours. B. — ⁶ Si responde. B. — ⁷ B. c. Que vos. A. — ⁸ Ne faites et fornissez. B. — ⁹ Dou fié qui vostre fu. B. — ¹⁰ Ne conoist. c. — ¹¹ En l'esgart et en la. c.

* On a vu précédemment que l'adjudicataire du fief en offrira son homage au seignor, et li fera, se il le viaut recevoir, et maintenant l'auteur dit que le seigneur deit receveir l'omage, se il li euffre à faire tel come le fié deit. De ces deux dispositions en apparence contradictoires, il résulte que le seigneur pouvait refuser l'hommage, mais seulement dans le cas où il n'aurait pas été fait tel que le fié deit; ainsi il ne le pouvait refuser *ratione personæ*, et c'était là ce qui, établissait la différence entre le droit lombard et le droit germanique. Dans ce chapitre sur l'expropriation forcée des fiefs, qui au surplus contient des renseignements précieux et qu'on ne trouve pas ailleurs, les inconvénients du système lombard paraissent dans toute leur force, et l'on voit un fief passer de mains en mains, comme une propriété de nos jours, et cependant c'était moins une portion du sol qu'on mettait aux enchères et qu'on adjugeait au plus fort et dernier enchérisseur, qu'une part de la souveraineté. Mais ce qui doit le plus frapper dans cette législation, c'est l'affaiblissement des liens féodaux, qui en était le résultat. Nous ne comprenons même pas que les effets de ce relâchement qui se

faisait sentir dans un pays où la féodalité semblait s'être conservée intacte, n'aient pas été plus rapides.

^b Nous avons dit dans l'Introduction de ce volume que le manuscrit de Venise offre souvent des lacunes, qui sont comblées par les manuscrits B. et C., et nous avons tiré de ce fait plusieurs conclusions. L'occasion se présente de prouver cette assertion. On lit dans le manuscrit de Venise: *Quant le fié a esté vendu en aucune des avant dittes manieres, le seignor est quitte de sa fei que il deit au seignor de cel fié*. Cette phrase n'offre aucun sens raisonnable; car qu'est-ce que le seigneur qui est quitte de la foi qu'il doit au seigneur du fief? Il est évident qu'entre les mots *de sa fei* et *que il*, il manque un membre de phrase. On le retrouve dans le manuscrit C. où nous lisons: « Quant le fié a esté vendu en aucune des avant « dittes manieres, le seigneur est quitte de sa fei vers « celui de qui le fié fu, et celui est ausi quite de sa foy que « il deit au seignor de cel fié. » Ici la phrase est correcte, le sens complet. Des cas semblables se présentent trop souvent pour que nous croyions utile de les noter ailleurs que dans les variantes.

le sairement que l'on fait au fornir de l'assise quant les fiés sont vendus si come est avant dit, ainz que il ait sa monée que il requiert. Et quant la court aura ce coneu, le seignor li doit requerre et dire que il fournisse l'assise. Et ce il la viaut fornir, il deit faire l'avant dit sairement. Et ce il le fait, le seignor li deit faire rendre sanz delai ce qui en demorra de la vente de son fié après la paie de ciaux à qui il devoit et qui en furent paiés si come il durent. Et ce il après ceste conoissance ne fornist l'assise, ou se il est present en la court à vendre dou fié, et le seignor li dit que il fornist l'assise, et il ne le fait, ou ne dit raison¹ por quei il ne la deit fornir, et tel que la court l'esgarde ou conoisse, la ditte monée, se me semble², remaint au seignor quitte et delivre; et le seignor peut celui qui a refusé de fornir l'assise faire prendre³ et laidir à sa volenté, puisque son fié a esté par esgart ou par conoissance de court crié et vendu en aucune des avant dittes manieres, por ce que il ne li est plus tenus de fei, et que il a son fié livré à vendre par barat et malicieusement, et est alé à son poeir contre l'assise, laquel le seignor est tenus par son sairement de tenir et de faire tenir en son reiaume. Si n'est mie⁴ merveilles se le seignor après le punit, puisque il est quitte de sa fei vers lui, et que il a fait si lait barat et en court et encontre l'assise, que le seignor deit tenir et faire tenir en sa seignorie.

CHAPITRE CLXXXVII.

Quel genz ne pevent fié acheter par l'assise, et la raison por quei il ne le pevent acheter; et quel feme peut fié acheter, et quel non⁵, et par quel raison elle le peut acheter⁶.

Par l'assise ou l'usage dou reiaume de Jerusalem, qui a fié ne peut fié acheter qui ne peut faire ce que le fié que il viaut acheter doit⁷ d'omage et de servise; mais qui le peut faire le peut bien acheter, qui n'en a en lui autre chose par quei ou ne puisse ne deive fié acheter par l'assise ou l'usage devant dit⁸. Ne fiz de chevalier et de dame né en leau mariage ne peut fié acheter tant que il ait quinze anz complis; ne damoiselle, fille de chevalier et de dame, née en leau mariage, por aage que elle ait, ne peut fié acheter: car le fiz merme d'aage n'a vois ne respons en court, ne chose que il face n'est valable ne estable tant que il ait quinze anz complis⁹; ne chose que la fille face, de quelque aage qu'elle seit, n'est mie estable en la Haute Court, tant que elle seit mariée. Mais à mei semble que la dame veve, fille de chevalier et de dame, née en leau mariage, peut bien fié acheter par l'assise ou l'usage doudit reiaume. Et la raison por quei si est tel, que je crei⁹ que en l'assise est que nul ne peut¹⁰ fié acheter de chevalier qui n'est chevalier, fiz de chevalier¹¹ et de dame, né en leau mariage^b;

¹ *L'assise et il ne dit raison.* B. — ² C. — ³ *Qui la refuse à fornir l'assise prendre.* C. — ⁴ *Si n'i est.* C. — ⁵ B. — ⁶ *Acheter le fié ou non.* C. — ⁷ B. C. D. E. T. — ⁸ *Ou l'usage doudit reiaume.* B. — ⁹ *Si est que je croi.* B. — ¹⁰ *Que en l'assise de quoi home ne puet.* B. C. *Que l'assise pour quoi hom ne peut.* D. E. T. — ¹¹ *Acheter de chevalier, fils de chevalier.* B. *N'est chevalier, ou fils de chevalier ou de dame.* D. E. T.

^a On a vu précédemment (c. CLXIX, p. 259) que les Assises avaient fixé à quinze ans l'époque de la majorité féodale.

^b Comme le service militaire a donné le premier établissement aux fiefs, les roturiers incapables de ce service ont été jugés incapables de posséder les fiefs. Beau-

et se ensi est, donc n'est mie la feme degetée par l'assise dou fié acheter, et puis-que elle ne l'est, elle le peut bien acheter¹. Et se aucun dit que il est assise que nul ne peut fié acheter par l'assise, ce il n'est chevalier, fiz de chevalier et de dame, né en leau mariage², et puisque il n'i a³ que nul autre le puisse acheter que chevalier, que feme ne le puet acheter par l'assise, je di⁴ contre ciaux qui le⁵ dient, que si peut; que tot seit il ensi come il dient que en l'assise est que nul ne peut fié acheter qui n'est chevalier, fiz de chevalier et de dame, né en leau mariage, ne se raporte⁶ le nul que en home⁷ seulement, que par le nul ne deit estre entendu, ni n'en est, que à home seulement⁸; que ce ciaux qui firent l'assise vosicent et eussent establi que les femes ne peussent fié acheter par l'assise⁹, il eussent¹⁰ clerement¹¹ dit en l'assise que feme ne peut fié acheter¹², si come il ont dit des pluisors autres qui ne pevent fié acheter par l'assise; ou au meins dit que NUL NE NULLE ne peut fié acheter de chevalier, que chevalier, fiz de chevalier et de dame, né en leau mariage; mais en nul endroit de l'assise il ne me semble¹³ qu'il seit, que feme ne puisse fié acheter par l'assise, por les raisons avant dittes: por quei il me semble, par lesdittes raisons, que elle le peut bien acheter¹⁴ par laditte assise. Selonc¹⁵ ce que je ais entendu, que il¹⁶ me semble raison que, quant l'assise fu faite, il y ot treis choses gardées espessiaument: l'une le servise dou seignor; l'autre que les dettes fucent¹⁷ païées de la vente dou fié, se la vente s'estendoit à tant que les dettors peussent estre païés, ou se non, par karobles¹⁸; la tierce que celui de qui le fié esteit¹⁹ peust avoir le surplus de ce qui sereit de la vente²⁰ dou fié por la chevance de lui et de ces heirs. Et se la dame vevé, fille de chevalier et de dame, née en leau mariage, met el fié qui se crie par l'assise plus que home qui puisse fié acheter, je di que totes les treis avant dittes choses i sont bien gardées et maintenues: que le servise dou seignor y est premierement bien gardé, et y a l'avantage²¹ au prouffit²² dou seignor, car il la peut maintenant marier que elle aura le fié acheté, mais que il ne la desparage²³; et peut metre à son servise qui que viaut, selonc la valor²⁴ dou fié, ou avoir ent deniers et homes²⁵ assés covenables. Et se un home achate le fié²⁶ qui soit coneu à vil et recreant, coart, ou qu'il soit bossu, ou qu'il

¹ D. E. T. — ² Et se ensi est, etc. manque dans B. — ³ Il y a. B. C. Il ne n'a. D. E. T. — ⁴ Nul autre ne le peut acheter par l'assise, je dis. D. E. T. — ⁵ B. E. T. Se. A. C. — ⁶ Ne sera porté. D. E. T. — ⁷ Que home. B. D. E. T. Que à home. C. — ⁸ B. — ⁹ C. — ¹⁰ C. L'eussent. A. — ¹¹ C. — ¹² C. — ¹³ Ne peussent fié acheter, si com il ont dit de pluisors autres qui ne pevent fié acheter (par l'assise. D. T.), ou à mains en nul endroit de l'assise et ne me semble. D. E. T. — ¹⁴ Et portant plus le me semble il qu'ele le peut bien acheter. C. — ¹⁵ Que selon. C. D. E. T. — ¹⁶ Et que il. C. — ¹⁷ Deussent estre. B. D. E. T. — ¹⁸ Se la vente s'estendoit. C. A tant ou plus come la dette monte. Et se la vente ne s'estendoit à tant que les detours fassent paiez, fussent paiez par karobles. B. C. Se ladite vente s'estendoit tant que les dethours fussent paiez par les karoubles. D. T. Se la vente s'estendoit autant au plus come la dette monteroit et se elle n'estendoit tant que les dethours fussent paiez par les karoubles. E. — ¹⁹ Que celui par qui le fié estoit (livré. T.) D. T. — ²⁰ Le plus que il porroit de la vente. B. C. E. T. — ²¹ L'avantage. A. — ²² Bien gardé à l'avantage et au profit. B. Et y a l'avantage et le prouffit. C. Et il a l'avantage et au prouffit. D. Et il a l'avantage et au prouffit. E. T. — ²³ Desparaige. D. E. Despariage. T. — ²⁴ Selonc l'avoir. B. — ²⁵ Ou avoir ont (ent. E.) deniers à home. D. E. T. — ²⁶ Et se un home a fié. B. Et se un home met à fié. C. Et se home qui a fié. B. D. T.

manoir, c. XLVIII: « Selon l'establisement le roy, li home de poole ne poent ne doivent tenir fief, ne rien acroistre en fief. » Entre les privileges accordez par le roy Philippes au vicomte de Turenne, l'an 1289, est celui de dispenser les roturiers, et de les rendre capables de tenir fiefs: *Aid eum pertinet concessio feodorum nobilium, quod per ignobiles valeant teneri et retineri, etiamsi sint cum alta*

justicia. Par les anciennes Coutumes de Champagne, article 16, « Sergans ne puet ne ne doit acquerir en franc-fié qui ne perde l'argent et l'iretage, se il ne l'aqueste par le congié dou seigneur. » T. — A l'époque où écrivait Ibelin, les vilains pouvaient tenir des fiefs en France, et les officiers royaux prétendaient même les soumettre aux services féodaux. (*Les Olim*, t. I, p. 740, n° IV.)

soit mahaignié de aucun des membres, ou yvroigne, ou entechié¹ d'aucun mauvais et vilain visce, mais que il soit fiz de chevalier et de dame, né en leau mariage, l'on ne li peut pas contredire que il n'achate le fié de quei le seignor peut estre empirié et amermé de son servise. Si est donc clere chose que le servise dou seignor y est sien sauvé et amendé de la dame, se elle achate² le fié, par les raisons avant dittes; et de tant come elle metra plus el fié que nul autre, est il le proufit de ciaux à qui le seignor dou fié deit, por quei dette paier³ est le fié vendu, ou dou seignor dou fié; si me semble que totes les treis avant dites choses⁴ y sont bien gardées et maintenues. Et se aucun dit que feme ne peut fié desservir, por quei elle ne le peut acheter, je di que si peut; que souvent est avenu et avient que fié qui deit servise de cors escheit à feme, et que elle le decert par un chevalier tant que il plaise au seignor de marier la, et lors ele le desert⁵ par le mariage, se elle est à marier, que elle deit au seignor, et, quant elle est mariée, par le seignor son baron qui decert⁶ le fié por li et en fait au seignor tout⁷ quanque le fié deit: si est chose certaine⁸ que feme peut bien decervir fié; et puisque elle le peut decervir, donc ne deit mie por ce remaneir que⁹ la dame veve, fille de chevalier et de dame, née en leau mariage, ne puisse fié acheter par l'assise; que aussi le peut elle decervir come celle à qui il escheit. Et puis que à la feme¹⁰ n'est en nul leuc¹¹ de l'assise contredit que elle ne puisse fié acheter, et que feme peut fié decervir, et que les treis avant dittes choses y sont bien gardées et sauvées, se laditte dame achate le fié, je di que la dame veve, fille de chevalier et de dame, née en leau mariage, peut bien fié de chevalier acheter par l'assise ou l'usage dou reiaume de Jerusalem. Et toz homes fiz de chevalier et de dame, né en leau mariage, peut bien fié de chevalier acheter¹², mais qu'il soient tels qu'il aient vois et respons en court, et que il¹³ puissent faire ce que le fié deit d'omage et de servise; mais à ciaux qui ne pevent fié acheter n'est mie la dame veve¹⁴.

¹ Entaché. B. Entesché. D. T. — ² Et amendé se la dame achete. B. C. D. E. T. — ³ Por qui de ce paier. C. Pour qui de the paier. D. E. T. — ⁴ Raisons. D. E. T. — ⁵ C. — ⁶ Son baron desert. D. E. T. — ⁷ C. — ⁸ Si est clere chose certaine. C. — ⁹ Por ce que. C. — ¹⁰ Et puisse que. A. Et puisque celle feme. D. T. — ¹¹ Endroit. B. E. Droit. D. T. — ¹² Et toz homes, etc. manque dans B. Et toutes manieres de genz pevent bien fié de sergent acheter par l'assise ou l'usage dou royaume de Jerusalem. C. D. E. T. — ¹³ Et que eles. B. — ¹⁴ Mais à ceaus, etc. n'est pas dans B. Mais que ceaus qui ne pevent fié acheter et chevaliers et dames veves (de chevalier et de dame vefve. D. E. T.) C. D. E. T.

* Les conditions requises pour pouvoir acheter un fief étaient donc : 1° la naissance légitime, 2° la noblesse de père et de mère, 3° la majorité de quinze ans pour les hommes, et pour les femmes d'être mariées ou veuves; de plus les hommes devaient avoir réponse en cour et être habiles à faire l'hommage et à s'acquitter du service de fief. L'auteur reviendra sur les incapacités légales; ici son but est principalement de montrer que les femmes peuvent tenir, et par conséquent acheter, un fief; et il fonde son opinion sur ce que la femme mariée fait desservir le fief par son mari, et que non mariée elle le fait desservir par un chevalier. Cependant l'ancien droit germanique les excluait des fiefs comme incapables *militiæ agendæ*. (*Feud. cons.* l. I, t. VIII, § 2, et l. II, t. XXXVI. *Vetus auctor de beneficiis*, § 4. *Jus feudorum Alemanicum*, c. 1, § 4.) On dérogea peu à peu à cet ancien usage, et les femmes furent admises aux fiefs, non pas de plein droit, mais *domini voluntate*, et à la condition de se faire représenter par un chevalier. (*Jus feud. Alem.* c. CIII, § 2, 3, 4.) Cette législation s'établit dans toute l'Eu-

rope, et la distinction entre les fiefs masculins et les fiefs féminins, qui compliqua beaucoup l'ordre des successions féodales, fut admise. Par fiefs féminins (*Schleierlehen*, *Spindellehen*) on entendait soit les fiefs achetés par les femmes, soit les fiefs constitués aux descendants de la femme premier acquéreur. (Boehmer, *Princ. jur. feud.* p. 82, n° 91.) Ce chapitre nous apprend qu'au XIII^e siècle, certains jurisconsultes d'outre-mer contestaient encore aux femmes un droit dont elles étaient partout ailleurs, et depuis longtemps, en pleine possession. Les lois de la Morée leur étaient, sous divers rapports, plus favorables que les Assises; ainsi elles pouvaient, en vertu de ces lois, non-seulement tenir, acheter ou vendre des fiefs, mais si le mari absent recueillait un héritage, la femme était autorisée à se présenter devant le seigneur et à prendre provisoirement l'investiture (c. XLIV). On comprend la faveur de ces lois, quand on songe qu'elles furent rédigées par des gentilshommes venus de la Champagne, c'est-à-dire d'une province de la France où régnait, à l'égard des femmes, un privilège unique.

CHAPITRE CLXXXVIII.

Que¹ on deit faire de celui ou de celle de qui le fié a esté vendu, se la dette que il ou elle a coneu ou que on li a provée en court est plus² que la vente dou fié.

Se chevalier ou dame qui a fié deit dette, et il la conut en court, ou c'il la née et l'on la li preuve en court si come l'on deit, et son fié est vendu por laditte dette paier en aucunes des manieres qui sont avant⁵ dittes el chapitle lequel parle de la vente des fiés, et que⁴ la vente dou fié ne peut parfaire⁵ laditte dette, et que ciaux à qui il deit soient paies par karobles⁶ à chascun son avenant, por tant n'est mie il ou elle quitte de ce qu'il remaint à paier de celle dette. Et por ce qu'il⁷ y a une preupre assise, que chevalier ne dame ne deit⁸ mie le seignor faire arester por dete quelque ele soit, ne le seignor ne doit mie faire arrester chevalier ne dame⁹ por leur dette qui demorre à paier de la vente de leur fié¹⁰ ne pour autre dette que il ou ele¹¹ deivent. Mais se home ou feme autre que chevalier ne dame ait fié, et il ou elle deit dette et la conoist en court, ou elle li est provée c'il la née, et son fié en est vendu en aucune des avant dittes manieres, si que la vente¹² de son fié n'est pas tant come la dette; et les genz à qui celui ou celle de qui le fié est vendu ne sont paies¹⁵ de la vente dou fié de leur dettes que par karobles, et celui ou celle qui deit la dette ne fait le gré à ciaux à qui il deit la dette, et il requierent au seignor celui ou ciaux à qui il deit la dette que il¹⁴ les en face paier ou face faire leur gré, ou que il lor face ce que il en doit par l'assise ou l'usage dou reiaume de Jerusalem, le seignor lor doit respondre que il lor en fera ce que la court conoistra que il faire lor en deie, et lors deit comander à sa court que elle li conoisse que il lor en a à faire. Et quant le seignor a comandé¹⁵ à la court de faire laditte conoissance, elle la deit faire. Et ensi ce m'est avis que la cort deit conoistre que le seignor deit comander à celui ou à celle de qui le fié a esté vendu que il paie celle dette ou qu'il face le gré de ciaux à qui il la deit, ou que il les face seurs covenablement de paier lor celle dette dedenz un terme raisnable¹⁶. Et se il lors lesdittes choses ne fait, le seignor le deit faire garder en prison, tant que lui, ou autre por lui, l'ait fait, ou que il le livre à ciaux à qui il deit la dette si come l'on deit livrer par l'assise prisonier qui doit dette qu'il ne peut paier, ne faire le gré de ciaux à qui il la doit. Et à mei semble que en tel cas seroit la seurté raisnable¹⁷ de laditte dette et le terme covenable¹⁸, ce il lor donoit pleges¹⁹ de celle dette as uz ou à costumes dou reiaume, ou gagiére²⁰ que aucun de ces amis li prestast d'aver les paies dedens un an et un jor. Et la raison por quei il le me semble

¹ Com. D. — ² Monte plus. B. — ³ C. — ⁴ Et se. B. — ⁵ Et la vente de son fié 1. ne peut pas paier. C. — ⁶ Varouble. D. T. Karouble. E. — ⁷ Por ce qu'il. B. D. E. T. — ⁸ Ne peut. D. T. — ⁹ B. C. D. E. T. — ¹⁰ A paier de son fyé. B. — ¹¹ B. C. D. E. T. — ¹² Et la vente. B. C. T. La vente. E. — ¹³ Sont paies. D. E. T. — ¹⁴ Le gré de ceaus à qui il doit dete qui (de ce que il. D. E. T.) lor demoure à paier, et celui ou ceaus à qui il doit cele dete requierent au seignor que il. B. C. D. E. T. — ¹⁵ Comande. B. C. D. E. T. — ¹⁶ Convenable. D. E. T. — ¹⁷ Convenable. D. E. T. — ¹⁸ La seurté de la dette covenable, et le terme resnable. B. La seurté de la dete payer covenablement et le terme resnable. C. — ¹⁹ Se il lor devoit dethe de doner pleige. D. T. On lit dans E : se il lor devoit dethe et donoit pleige; mais les mots devoit dethe et sont bâtonnés. — ²⁰ Ou plegerie. B. Ou quagier. C.

que la court deit faire la conoissance en la maniere avant ditte si est tel, que il y a une preupre assise que le seignor peut arester por dette home ou feme qui n'est chevalier ou dame à qui il n'est tenus de fei^a; et que il y a une autre assise, que quant home est aresté por dette que il ne puisse paier, et celui¹ ou ciaux à qui il deit la dette que il ne peut paier² requierent au seignor que il lor livre par l'assise celui qui lor deit la dette, le seignor lor deit livrer³, et que il le pevent tenir en fers ce il ne les paie, ou en prison tote sa vie, donant li à mangier et à boivre souffisaument à sa vie sostenir, au meins pain et aigue et robe à vestir, si que il ne muire de froit par defaute de robe^b; et ce il le^c font laborer⁵, que son labor soit conté au fuer corsable des laborors⁶ qui laborent de tel labor come il le feront⁷ laborer, et abatre de sa dette ce que il desservira de son labor. Et puisque lesdittes assises sont tels come il est avant dit, ce celui⁸ ou celle qui deit la dette n'est chevalier ou dame, ne le seignor⁹ ne lor est tenus¹⁰ de fei par les raisons qui sont devisées el chapitle où il devise coment et par quel raison le seignor est quitte de sa fei vers ciaux et vers celles de qui les fiés sont vendus en aucune des avant dittes manieres qui devant sont devisées, coment et por quei l'on peut et deit fié vendre, me semble il que il deit ensi estre come je ais devant dit.

¹ Et que celui. B. — ² Et ne peut payer. D. E. T. — ³ A qui il doit requierent au seignor que il lor livre par l'assise celui qui lor doit la dete que le seignor leur doit livrer. B. A qui il doit et que il ne paie requierent au seignor que il lor doit la dete que le seignor lor doit livrer. C. — ⁴ C. D. E. T. — ⁵ Labourer. D. E. T. — ⁶ A feur corsable des laboranz. B. Au feur corsable des laborans. C. Au feur corable des laborans. D. E. T. — ⁷ Come l'en li fera. B. Con l'on le fera labourer. C. — ⁸ Et celui. C. — ⁹ Le seignor. B. — ¹⁰ A qui le seignor li est tenus. D. E. T.

* Les mots à qui il n'est tenus de fei, font penser que le seigneur pouvait arrêter un chevalier qui n'était pas son vassal et à qui par conséquent il ne devait pas de fidélité. Cette induction ne peut être admise. Le privilège des chevaliers résultait de leur condition, et non des rapports qui existaient entre eux et leurs seigneurs. On doit, au surplus, remarquer qu'Ibelin, au commencement de ce même chapitre, cite cette assise sans y introduire la restriction que nous trouvons ici.

^b L'obligation de payer les aliments du débiteur incarcéré remonte à une époque reculée, car on lit dans l'*Ancienne Coutume d'Amiens* : « Il li doit trover pain et jae à se vie soustenir, et se il ne li veut trover, il n'a droit en retenir le, ains le doit laisser aler; car nus hom n'a droit à laisser autre morir em prison por dete. » F^o 32 v^o. Cette coutume proclame un principe dicté par l'humanité, et entièrement opposé à la loi barbare des Assises : *Il le pevent tenir en prison tote sa vie*. Lorsque les Croisés passaient d'Europe en Asie, ils devaient sentir vivement la différence des lois qui, relativement aux dettes, régissaient l'une et l'autre de ces deux contrées. En Europe, la législation devenait de jour en jour plus douce, parce que l'influence du droit canonique s'étendait sur toutes les parties de la législation civile. Saint Louis rendit, en 1256, une ordonnance qui porte : « Nous deffendons que nos subgiez soient mis en prison pour debte nulle que il doient, que pour la nostre. » (*Ordonnances*, t. I, p. 80.) On lit dans les *Établissements*, l. II, c. XXI : « Nostre sires li roy est en sesine et en pos-

session generalement de prendre et de tenir pour sa dette conneue et prouvée, cors et avoir et heritages, selon l'usage de la cort laie, ne l'en ne met pas l'home en prison pour dete, se ce n'est pour la seue, selon droit escrit en Decretales, etc. » Les lois anglaises ne montraient pas moins de douceur (*Littleton*, c. ix, sect. 212; c. xii. *Reg. majest.* l. I, c. v. *Quoniam attach.* c. XLIX.), et l'on en peut dire autant des lois de la Sicile (l. I, tit. LXIV) et de l'Espagne. (*Las Siete Partidas*, IV^e part. t. II et III.) Les créanciers qui montraient le plus de dureté pour leurs débiteurs, étaient précisément les Croisés, avant leur départ pour l'Orient. Placés, par leurs privilèges, en dehors du droit commun, ils se livraient à des rigueurs dont bientôt ils allaient eux-mêmes éprouver les effets. Dans l'échiquier tenu à Falaise, à la Saint-Michel 1214, « Il fu jugié que uns Croisiez randist un emfant que il disoit que il tenoit en gage por sa dete, et que il suissist sa dete en la cort de l'igglyse. » (Marnier, p. 128.) Voyez le chapitre CXVI, et la note b, p. 189, où nous montrons que certaines coutumes de la France conservaient, au XIII^e siècle, des restes de la rigueur excessive avec laquelle on traitait les débiteurs à une époque plus ancienne. Lorsque l'on compare les diverses coutumes de la France ou de tout autre pays de l'Europe, au moyen âge, il ne faut pas oublier ce mot de Montesquieu : « Dans ce temps-là, il n'y avait guère d'usages qui fussent précisément les mêmes. » *Esprit des lois*, l. XXVIII, c. XXVII.

CHAPITRE CLXXXIX.

Sur lesquels¹ des fiés des homes dou seignor son prevelige ne peut ni ne deit porter garentie qui soit valable, et sur lesquels² fiés des homes le prevelige de leur seignor peut porter garentie qui soit vaillage³.

Prevelige dou chief seignor ne peut ni ne deit valeir à porter garentie sur le fié de ces homes, ce est assaveir de ciaux qui ont cours et coins⁴ et qui pevent faire prevelige donantif, se le donatif dou seignor en cui seignorie ce est de quei le prevelige du chief seignor parole n'est avoé⁵, ou que celui qui li requiert puisse prover que il eust la saisine et la teneur en pais ou tens⁶ de quei le prevelige parole. Et c'il celle saisine ne peut prover, por ce que tote la gent de tel⁷ tens seent mors, et il puisse prover⁸ la saisine et la teneur longue en pais et sanz chalonge en tens dou seignor de cel leuc, ensi li poreit valeir le prevelige du chief seignor sanz le donatif dou seignor de qui on⁹ tendroit le fié, et autrement non. Que se le prevelige dou chief seignor peut, de tot en tot, garentie porter et avoir force sur les fiés des seignors de ces homes qui ont, dou don dou seignor, les seignories qui ont¹⁰ court et coins et justise¹¹, et ensi ne lor auroit il riens doné, ne nulle seignorie ne vaudroit¹², se les seignors par leur preveliges¹³ pevent sur les seignories¹⁴ de leur homes, sanz leur preveliges, doner fiés ou garentir que il les peussent¹⁵ doner^a; et se ensi esteit¹⁶, por noient lor auroit il donés ne court ne coins, se les homes qui ont court et coins donoient¹⁷ à aucune persone fié ou aucune chose, bien devroient requerre et avoir celui à qui le fié est doné de celui qui dou don¹⁸ li aureit fait prevelige, que sanz prevelige¹⁹ ou le recort de sa court ne devroit estre²⁰ estable vers ces heirs que il deist il li eust²¹ doné. Mais les preveliges des seignors pevent²² et deivent porter force de garentie des²³ dons des fiés et²⁴ des autres convenances que les homes font de leur fiés, c'est assaveir de ciaux qui n'ont ne court ne coins : car bien semble²⁵ raison que totes manieres de dons de fiés et des autres choses que l'on viaut faire estable, que l'on les deit faire en court por avoir le recort de la court, et por ce que la memoire des genz est escolorian²⁶ et que chascun n'est pas bien membrant des lointaines choses et que les genz sont mortels et durent petit en cest tens, fait on²⁷ de dons et d'autres

¹ Lesqueles. B. Lesqués. C. — ² Lesqués. C. — ³ B. Porter garentie. A. Porter garentie con vos avez oy. C. — ⁴ C. — ⁵ D. E. T. Ausé. A. Auvé. B. Aveué. C. — ⁶ Entens. C. — ⁷ De celui. B. — ⁸ Qui le requiert puisse prover que il eust. D. E. T. — ⁹ Home. D. E. T. — ¹⁰ B. C. — ¹¹ Et justise n'est pas dans B. C. D. E. T. — ¹² N'en auroient. D. E. T. — ¹³ Par les seignories par lors privileges. D. E. T. — ¹⁴ B. C. D. E. Seignors. A. D. T. — ¹⁵ Que il les eussent. B. C. D. E. T. — ¹⁶ N'estoit. D. E. T. — ¹⁷ Devoient. B. Doivent. C. D. E. T. — ¹⁸ B. Que le don. A. C. E. Qui le done. D. T. — ¹⁹ Sans son prevelige. C. D. E. T. — ²⁰ Ne n'en est. D. E. T. — ²¹ Que il li eust. C. D. E. T. — ²² Portent. C. — ²³ B. C. Les. A. — ²⁴ C. — ²⁵ Resemble. D. E. T. — ²⁶ Escoulorgant. B. — ²⁷ Petit, et en cest tens fait on. C. Petit, et pour ce fait hom. D. E. T.

^a Voici le sens de ce qui précède : Le privilège ou la charte de concession d'un chef-seigneur ne peut servir de garantie à ceux de ses hommes qui, ayant cour de justice, peuvent aussi faire des chartes de donation, à moins que la concession du chef-seigneur ne soit avouée ou que le vassal ne prouve une longue et paisible jouis-

sance. Pourquoi enlever aux chartes des seigneurs suzerains leur autorité ? parce que si ces seigneurs avaient pu disposer à leur gré de la propriété de leurs vassaux, ils se seraient trouvés ne leur avoir rien donné. L'auteur montre ensuite dans quel cas les privilèges des seigneurs peuvent et doivent avoir force de preuves.

covenances des fiés preveliges por estre en leuc de recort de court^a, et ciaux qui n'en ont court ne coins et donent¹, aucune chose de leur fié, seït en fié ou en aucune autre maniere, il le doivent faire en la court dou seignor de qui il tiennent cel fié, et le prevelige qui en sera fait doit estre coigné dou coin² dou seignor de qui celui tient³ le fié de quei il done partie de son fié⁴ por partie de son servise, si come il deit par l'assise. Et ce celui de qui il tient cel fié n'a court ne coins et que il le teigne d'autre, le prevelige deit estre coigné des coins dou chief seignor dou fié qui a court et coins, ou que il⁵ garentisse le don que son home a fait en sa court et l'otree et conferme, puisque celui qui fait le don ou le covenant n'a court ne coins, ne son seignor^b; et puisque il ne les a, ne son seignor, miaus est estable ce qui sera fait par la court ou par le prevelige dou chief seignor de cel fié, que par autre chose, por ce que il tient cel fié dou seignor, et que le seignor est tenu à lui de fei come à son home, et les homes de celle court li sont tenus come à leur per⁶.

CHAPITRE CXC.

Por quantes choses et por quels l'on peut et doit⁷ estre deserités, lui et ces heirs.

Se sont les choses de quei il me souvient orres par quei⁸ on peut et deit, par l'assise ou par l'usage dou reiaume de Jerusalem, estre deserité lui et ces heirs^c:

¹ Et doivent. B. C. D. T. — ² Des coins. B. C. D. E. T. — ³ De celui qui tient. D. E. T. — ⁴ De quoi celui done partiere son fié. B. — ⁵ En quey il. C. — ⁶ Come deu per. B. — ⁷ C. D. E. T. — ⁸ Pourquoi. D. E. T.

^a Le record de cour était le seul moyen de constater les concessions et les conventions féodales; mais, comme le dit l'auteur, la mémoire et la vie des hommes sont choses fragiles; on comprit donc la nécessité d'écrire les actes judiciaires et de les sceller, non pas pour qu'ils fissent foi péremptoire en justice, mais pour qu'à une époque éloignée, ils pussent servir de base ou suppléer au record, si les juges qui avaient rendu le jugement n'existaient plus; car lorsque l'auteur a dit que les privilèges étaient rédigés pour estre en leuc de recort de court, son intention n'a pas été de montrer qu'une charte dispensait du record. Quand il en fut ainsi, la jurisprudence féodale avait changé de caractère, et la mutation de propriété des fiefs, au lieu d'être placée sous la surveillance de ceux qui avaient intérêt au maintien des traditions féodales, était abandonnée à des officiers constitués et payés à cet effet. (Voyez le chapitre LXVIII, page 111.) Si le record n'avait pu être fait que devant les juges qui avaient rendu le jugement, reçu l'acte ou vu le fait, ce moyen judiciaire n'aurait pu avoir d'action que dans un espace de temps nécessairement très-limité; mais il n'en était pas ainsi, et le record s'étendait souvent à des faits anciens. A l'échiquier de Caen, tenu à la Saint-Michel 1223, « Il fu jugié que li rois puet fere enqueste de sa droiture del tens del coronement au roi Richard. » (Marnier, p. 146.) Or Richard ayant été couronné le 3 septembre 1189, il s'ensuit que l'échiquier fit recorder des faits passés depuis trente-quatre ans. A la vérité les records sur des faits aussi anciens étaient rares.

^b Le feudataire et le suzerain pouvaient donc n'avoir ni l'un ni l'autre une cour de justice; ce qui montre que, dans le royaume de Jérusalem comme en France, la justice n'était point annexée au fief. Cette distinction entre le fief et la justice était contraire à l'usage ancien (*Cons. feud.* l. I, t. XVIII; l. II, t. XV, XVI, XXXIV, XXXIX, XLVI, LV) et ne fut point admise en Allemagne, où la juridiction a toujours été regardée comme une conséquence du *dominium directum*. (Weber, *Manuel du droit féodal reçu en Allemagne*, t. IV, p. 288, f.)

^c L'auteur indique, dans ce chapitre, divers faits qui constituaient le crime de félonie, dont il est si souvent question dans les auteurs du moyen âge. On désignait sous le titre générique de *félonie*, en anglais *felony*, en allemand *lehns-fehler*, dans le droit lombard *culpa*, certains actes desquels résultait pour le seigneur la perte de sa suzeraineté, et pour le vassal la perte de son fief. A l'égard du vassal, ce délit se divisait en félonie proprement dite et quasi-félonie: la première comprenait les faits qui portaient atteinte aux droits du seigneur; la seconde résultait de faits qui rendaient le vassal indigne de tenir un fief, mais qui étaient étrangers au seigneur. Les cas de félonie ont été plus ou moins étendus par les lois des divers peuples de l'Europe, qui, sur ce point, se sont éloignées de la loi lombarde, dont le principe était de restreindre les causes de privation de fief. (*Cons. feud.* l. II, t. XXIII, XXIV, § 9; XXVIII, § 1.) Voyez, dans leurs Glossaires, au mot *Felonia*, du Cange, Spelmann, Haltaus et Wachter.

qui est herege^{1 a}; qui se renée²; qui met main sur le cors de son seignor^b; qui qui vient as armes contre son seignor en champ^c; qui rent, sanz le congié de son seignor, sa cité ou son chasteau⁵ ou sa forterece à son ennemi, tant come

¹ B. C. D. E. T. *Errege*. A. — ² *Renoie*. B. D. E. T. *Renoye*. c. — ⁵ *Sa cité, ou son cheval*. c.

Les Assises admettent trois genres de privation de fief: 1° la privation absolue, sans réserve pour les héritiers; 2° la privation pendant la vie du délinquant, avec réserve pour les héritiers; 3° la privation pendant an et jour. Les deux derniers cas n'étaient que des saisies destinées à punir soit une félonie moindre, soit des délits distincts de la félonie. Toutes les législations de l'Europe ont admis des saisies de ce genre, de même que toutes ont prononcé qu'en cas de privation de fief pour cause de félonie, le fief faisait retour au seigneur.

* L'auteur place au premier rang des cas de félonie un fait qui ne constituait cependant qu'une quasi-félonie. La croisade encore récente contre les Albigeois, à la suite de laquelle un grand vassal de la couronne de France et presque tous ses feudataires avaient été dépossédés pour crime d'hérésie, fit placer ce crime au rang des cas de félonie, quoique aucune loi ancienne ne l'y ait compris. Les *Établissements*, l. I, c. LXXXV, prononcent la même peine, en s'autorisant des Décrétales, c'est-à-dire d'une bulle adressée par Innocent III, en 1215, au comte de Toulouse.

^b « Se gentishom met main à son seigneur par mal de pit, avant que ses sires l'ait mise à lui, il perd son fié par droit. » *Établissements*, l. I, c. XLVIII. Cf. *Feud. cons.* l. I, t. v et xvii; l. II, t. xxiv, § 1. *Lois d'Édouard le Confesseur*, l. IX, c. 1. *Reg. majest.* l. II, c. LXIII, § 5. *Las Siete Partidas*, IV^e part. t. xxv, ley 8.]

* Nous trouvons dans la Chronique de Morée, p. 194-204, la relation d'un procès sur un fait de ce genre, qui s'éleva entre Guillaume de Ville-Hardouin, prince de Morée, et Guillaume de la Roche, seigneur d'Athènes, qui, à ce titre, portait la qualification de *mégas-kyr*; procès qui, né dans la principauté d'Achaïe, fut cependant jugé par le parlement de Paris, vers l'année 1270. Cette circonstance extraordinaire, qui montre combien il existait de relations entre les cours d'Orient et celles d'Occident, nous décide à placer ici quelques détails sur cette affaire, qui n'éclaircit pas moins que celle de la baronnie d'Acova, les usages judiciaires qui sont l'objet du livre d'Ibelin.

Boniface, marquis de Montferrat et roi de Salonique, avait accordé, en hommage lige, à Guillaume de Ville-Hardouin, Athènes, l'Euripe et Bodonitza. Quand Ville-Hardouin se fut établi en souverain dans sa principauté d'Achaïe, il somma le mégas-kyr de venir lui faire hommage. Il fit dire la même chose aux seigneurs de l'Euripe et de Bodonitza. Ces derniers se réunirent pour délibérer sur cette demande, et lui répondirent qu'ils ne le reconnaissaient que comme compagnon d'armes, et que quant à l'hommage qu'il réclamait, ils ne lui en devaient aucun, et ne consentiraient jamais à lui céder sur ce point. Le prince ayant reçu cette réponse, prit l'avis de sa cour, et se prépara à combattre ces trois seigneurs, comme des rebelles qui manquaient à la ligèce. Une bataille eut lieu sur la montagne de Carydi, et la victoire se décida pour le prince. Le mégas-kyr reconnut alors le peu de fondement de son refus, sollicita son pardon et offrit de faire son hommage. Le prince se laissa fléchir

et pardonna au mégas-kyr, qu'il baisa sur la bouche: la réconciliation fut complète. Cependant Guillaume de Ville-Hardouin avait envoyé un rapport écrit sur la conduite du mégas-kyr au roi de France, et le mégas-kyr lui-même s'était rendu en toute hâte à Paris. La chronique dit que le renvoi au roi de France avait été fait pour honorer ce monarque aux yeux du monde; mais la réconciliation ayant été complète, on ne comprend pas l'objet de ce renvoi, à moins qu'il n'ait eu pour but de faire fixer la réparation à laquelle le mégas-kyr devait être tenu, à la suite d'une guerre qui avait eu des suites funestes. Quoi qu'il en soit, le roi appela à son conseil tous les barons qui se trouvaient réunis à Paris à l'occasion de la fête de la Pentecôte, et après leur avoir exposé en détail la faute commise par le mégas-kyr envers le prince de Morée, et le tort qu'il lui avait fait, il leur demanda leur avis. Ils délibérèrent quelque temps, jusqu'à ce qu'ils fussent parfaitement informés des faits; adressèrent ensuite la parole au mégas-kyr et au chevalier qui avait apporté la lettre du prince, et firent ensuite mettre par écrit la réponse qu'ils venaient de leur faire de vive voix. Le mégas-kyr se tenait debout pendant cette allocution. Un baron fut ensuite chargé de prendre la parole au nom de la cour, et dit à l'envoyé du prince:

« Écoutez bien, frère et ami, la réponse que vous fait la cour de France: Si le mégas-kyr eût fait hommage à son seigneur le prince Guillaume, et qu'ensuite il eût porté les armes contre lui et l'eût combattu sur le champ de bataille, et face à face, d'après la loi, ses biens seraient confisqués, et la justice exigerait qu'il fût déshérité, lui et ses oirs, de tous les biens et de toute l'autorité qu'il tenait de son suzerain. Mais d'après le rapport écrit que vous nous avez apporté et l'exposé que vous avez fait vous-même de vive voix, il ne paraît pas à la cour que le mégas-kyr ait jamais fait hommage au prince de Morée son seigneur, d'où il suit que sa faute n'entraîne pas la confiscation. Toutefois, comme le mégas-kyr savait bien avoir reçu l'ordre de son premier souverain, le roi de Salonique, de faire hommage au prince, il ne devait pas prendre les armes contre lui et combattre son seigneur; mais considérant que le prince Guillaume a envoyé le mégas-kyr à la cour de notre seigneur, que celui-ci s'est empressé d'offrir un dédommagement, qu'il est venu en France avec beaucoup de dépenses et de fatigues, et que le voyage de Romanie en France est long et pénible, et, de plus, en l'honneur d'un aussi grand seigneur que le roi de France, nous croyons que cette réparation suffit, et nous vous déclarons absous. » Lorsque le baron eut achevé ce discours, le mégas-kyr ôta son chaperon, fit une réponse modeste, remercia le roi et la cour, et pria ensuite la cour de vouloir bien écrire au prince sa décision et l'arrêt qu'elle venait de rendre.

On voit par cet exemple combien était importante la cérémonie de l'hommage, puisque quand elle n'avait pas eu lieu, bien qu'elle fût due, les actes de rébellion du vassal contre son suzerain perdaient la plus grande

il ait à mangier et à boivre tant ne quant^a; qui traïst¹ son seignor et livre à ces ennemis^{2 b}; qui porchasce la mort et le deseritement de son seignor, et est de ce ataint ou prové; qui vent⁵ son fié contre⁴ l'assise^c; qui est apellé de trayson⁵ et vencu en champ^{6 d}, ou defaillant de venir sei defendre en la court de son seignor de la trayson que l'on li met sus, se il en est semons si come il deit^e.

CHAPITRE CXCI.

Por quantes choses⁷ l'on peut et deit estre deserité de son fié toute⁸ sa vie, et por quelles choses on le pert an et jor.

Se sont les choses que il⁹ me semble por quei l'on peut et doit estre¹⁰ deserité sa vie : se un home tient un fié dou seignor dou quel il li deit homage, et il ne li fait ou ne li euffre à faire, si come il deit, dedenz un an et un jor^f; mais ciaux qui deivent homage à baill et ne le font dedens l'an et le jor ou ne l'euffrent à faire si come il deivent, il perderont leur fiés tant come celui baill tendra le baillage, ce il en viaut avoir dreit par l'assise¹¹; et se un home fait murtre ou homecide, et il est semons par court de venir faire dreit, et il n'i vient au jor de la semonce, se il n'a¹² essoine tel par quei il ne peut venir et ne la contremende si come il deit, il est encheu en la merci dou seignor con ataint de cel claim¹³ et pert le fié toute¹⁴ sa vie, se le seignor viaut^g. Et qui est

¹ *Trahit.* B. *Traït.* D. *Tient.* T. — ² *Henemis.* B. C. — ³ *Qui ne veat.* C. — ⁴ B. *Par.* A. — ⁵ *De raison.* B. — ⁶ *Ou vaincu en court.* B. — ⁷ *Raisons.* D. E. T. — ⁸ D. E. T. — ⁹ *Dont il.* B. *Perquoi il.* D. E. T. — ¹⁰ *L'on puet estre.* B. — ¹¹ *Par la court.* B. C. D. E. T. — ¹² B. C. *Ce il eu.* A. *Se il ne n'a.* D. E. T. — ¹³ C. — ¹⁴ D. E. T.

partie de leur criminalité. Nous ne terminerons pas cette note sans faire remarquer que l'on ne trouve, ni dans les *Olim* ni dans aucun monument historique du XIII^e siècle, autant de renseignements sur la forme des délibérations de la cour du roi, que dans cette chronique grecque qui, à nos yeux, offre le tableau le plus animé et le plus exact des mœurs féodales.

* Ce crime était très-commun, et, entre tant d'exemples, nous en choisisons un qui est fourni par les arrêts de l'échiquier : « Il fu acordé par les mestres de l'eschequier que la fame Thomas de Gorges n'aura pas doere de la terre à celui Thomas, por ce que cil Thomas, qui estoit homs liges le roi et estoit en garnison, bailla le chastel le roi en la main à ses anemis, et s'en ala en Engleterre contre le roi; et ce fu fet par conseil. » (Marnier, p. 175.)

^a Dans ce cas, il était nécessaire qu'un jugement reconnût et qualifiât les faits. (*Ass. de Romanie*, c. vi.)

* Le feudataire n'était point propriétaire du fief, mais seulement usufruitier, puisque le *dominium* appartenait au suzerain. S'il vendait son fief sans remplir les conditions imposées par la loi, il commettait un acte de stellionat et était punissable. Voyez le chapitre CLXXXV, p. 288.

^d La trahison brisant tous les liens féodaux, le fief n'était point confisqué, mais faisait directement retour au seigneur.

* La procédure devant la Haute Cour étant longue et compliquée, on n'avait pas à craindre qu'un accusé qui s'obstinait à ne point comparaître, pût être condamné injustement; il était donc naturel que, conformément aux principes généraux, le défaut fût considéré comme un aveu. Aucune législation n'a autant multiplié les délais que celle du royaume de Jérusalem.

^f Cette règle ne recevait pas une application rigoureuse : les circonstances, le rang des personnes et la jurisprudence particulière de chaque cour y apportaient des tempéraments. Le comte de la Marche et d'Angoulême mourut à la première croisade de saint Louis, en 1249. Ses successeurs n'ayant pas encore, en 1270, fait l'hommage au roi de France, le sénéchal du Périgord saisit le château d'Angoulême. Cependant la cour du roi cassa la saisie. (*Les Olim*, t. I, p. 854, n° VIII.) Dans le royaume de Jérusalem, les souverains tenaient mieux la main à l'exécution de la loi. En 1277, Roger, bail du royaume, ayant éprouvé un refus d'hommage de la part des barons : *Eis peremptorie mandat ut feuda dimittant, hospitia, et universa bona sua, vel ei homagium faciant.* (Sanudo, p. 227.) Voyez la note sur l'affaire de la baronnie d'Acova, p. 268.

^g Le droit lombard était bien moins rigoureux. Si *quis interfecerit fratrem domini sui, non ideo beneficium amittit, sed si fratrem suum interfecerit ad hoc, ut totam*

ataint de fei mentie vers son seignor^a, il pert son fié sa vie, se le seignor viaut^b, come celui qui est encheu en la merci dou seignor de cors et de fié et de tot quanque il a^c; mais ces heirs ne deivent mie estre deserités por estre ataint de fei mentie, c'il n'est ataint en la fei mentie^d de trayson. Et se le seignor semont ou fait semondre aucun de ces homes dou servise que il li deit que il y aille o^e lui por combatre sei à ces ennemis qui sont en sa terre entrés, ou por defendre que il n'i entrent, ou por entrer^f en une forterece qui est assegiée ou deit estre assegiée de ces ennemis, ou por desassigier la contre ciaux^g, et il n'i vait, ce il n'a essoine aparant, et qu'il le contremande^h à orre et à tens, si come court conoisse que il peut por ce demorrer; ou se il meutⁱ o son seignor, et il le laist alant ou demorant en un des fais devant dis, se n'est par essoine qui li aveigne el chemin, tel qu'il puisse et deive demorer, par esgart ou par conoissance de la court son seignor il pert le fié à sa vie, se le seignor en viaut avoir dreit par sa court, ce il n'en est demoré ou parti de la semonce par le seignor^j. Et de totes autres manieres de choses de quei l'on est ataint de fei mentie, et le^k seignor en viaut avoir dreit par sa court, celui qui a sa fei mentie^l pert son fié à sa vie.¹⁰ Et de toz autres défaut de servise¹¹ pert l'ome¹² son fié un an et un jor sans plus^c, par esgart ou par conoissance de court, après ce que le seignor c'est de lui clamés, et l'on l'a ataint¹⁵ si come l'on deit¹⁴.

¹ Se il n'est ataint o la mentie. B. — ² B. C. D. E. T. Ou. A. — ³ O lui. c. — ⁴ Desangier la contrée de ceaus. B. — ⁵ Et qu'il ait contremandé. D. E. T. — ⁶ Vient. B. D. E. T. — ⁷ Se il n'est demoré de la semonce ou parti (par. D. E. T.) le seignor. C. D. E. T. — ⁸ Se le. D. E. T. — ⁹ Celui qui a sa fei, etc. manque dans D. E. T. — ¹⁰ Et toutes autres dou deffaunt dou servise. D. E. T. — ¹¹ Et le seignor en viaut, etc. manque dans B. C. — ¹² De quoi l'on est ataint de foy mentie, pert l'ome son fié sa vie, se le seignor vers qui l'on a sa foy mentie, en veut avoir droit par sa court; et de touz autres faiz de défaut de servise pert l'ome. B. C. — ¹³ Et l'en a ataint. C. T. Et l'on a ataint. D. E. — ¹⁴ Si com il doit. D. E. T.

hereditatem habeat, vel aliam feloniam commiserit, v. g. hominem tradendo, ut in curia amplius stare non possit, privabitur beneficio. Quia tamen erga dominum non fuerit facta, ad agnatum proximorem feudum pertinebit si paternam fuerit. Cons. feud. l. II, t. xxxvii.

* On peut appliquer à la foi mentie la définition que les feudistes donnent de la félonie en général : *Violatio fidelitatis vel reverentiae specialis vasallitiae.* (Boehmer, *Princ. jur. feud.* p. 318, n° 351.) Ce délit comprenait donc toutes les infractions aux devoirs de fidélité, de respect et de dévouement qui unissaient le vassal au suzerain, et, comme on voit, la trahison même y était comprise. C'est aussi sous ce nom qu'il faut placer plusieurs méfaits dont Ibelin ne parle pas ici, mais dont il s'occupe ailleurs, et qui sont mentionnés dans les *Établissements*, l. I, c. XLVIII-LI, tels que de pêcher dans les étangs du seigneur ou de chasser dans sa garenne sans sa permission, de forfaire à sa femme ou à sa fille pucelle, de mettre la main sur lui, etc. Ibelin, en énumérant les obligations de l'hommage, fait, par cela même, connaître les faits dont l'omission constituait la foi mentie. Voyez le chapitre cxv, et surtout le ccvi*, où cette énumération est donnée très au long.

* Les mots *se le seignor viaut* montrent que la poursuite du meurtre ou de l'homicide était facultative, ce qui explique pourquoi l'histoire présente une si énorme quantité d'homicides qui ne furent pas suivis de la confiscation du fief des coupables.

* *Echeoir en la merci dou seignor*, de manière qu'il pouvait faire de la personne et du fief du délinquant ce

qu'il voulait, était la punition de divers actes judiciaires inspirés par la déloyauté et le mensonge. Ibelin a soin, dans beaucoup de circonstances, de signaler aux plaideurs les faits qui pourraient les placer dans cette dangereuse situation. Il est cependant surprenant qu'il ne les ait pas indiqués dans ce chapitre avec exactitude. Voyez c. lxix, p. 106; c. ccvii, etc.

* *Consuetudines feudorum*, l. II, t. xxiv, § 2. *Assises de Romanie*, c. vi. *Las Siete Partidas*, IV^e part. t. xxv, ley 6.

* En France, au XIII^e siècle, le refus de se rendre à la semonce du seigneur n'était puni que d'une amende. *Les Olim*, t. I, p. 887, n° xvii.

* L'énumération des cas de félonie donnée par Ibelin est trop peu précise; il rapproche trop souvent des faits particuliers de faits collectifs, pour qu'il soit possible de dire quels étaient les manquements de service que l'on punissait simplement de la saisie du fief pendant un an. Nous ne pouvons croire, par exemple, que le refus de service de cour fût passible d'une peine aussi faible; nous en disons autant de la détérioration du fief, dont l'auteur ne parle pas. La législation lombarde était plus sévère, mais plus précise: elle prononçait la privation absolue contre tout vassal qui avait refusé *debita servitia*, et l'usage déterminait quels étaient ces services. (*Cons. feud.* l. I, t. xxi; l. II, t. xxiv, § 7, 8; t. lv, § 1.) Alphonse IX n'admet, dans ses *Siete Partidas*, IV^e part. t. xxv, ley 8, que la perte du fief à vie, et désigne avec beaucoup d'exactitude les actes qui entraînaient l'application de cette peine.

La matière de la confiscation des fiefs est une des

CHAPITRE CXCI.

Quant un home est forjugié¹ par court come traytor por trayson² que il a faite vers son seignor, coment et por quei ces heirs doivent estre deserités dou fié ou des fiés dou traïtor.

Se un home ou pluisors ont faite trayson vers leur seignor, et il sont forjugiés par esgart ou par conoissance de court come traïtor³, à mei semble que eaus⁴ et toz les heirs de celui ou de ciaux qui sont ensi forjugiés sont deserités dou fié et de l'irritage qui estoit dou forjugié, ainz qu'il feist la trayson, et aussi des heirs qui ont esté nés ainz qu'il feist la trayson⁵, come ciaux qui puis furent nés⁶, et aussi toz ces heirs costieres⁷ come ces heirs dessendans de lui⁸. Et la raison por quei il le me semble est tel que l'on dit que, par⁹ l'assise ou l'usage dou reiaume de Jerusalem, peut l'on son¹⁰ fié perdre en trois manieres : l'une, an et jor; l'autre, tote sa vie; la tierce, lui et ces heirs. Por defaute de servise le pert on an et jor; por defaute d'omage, et por les choses qui devant sont dittes en l'autre chapitle desus escrit¹¹, le pert on tote sa vie; por estre traïtor vers son seignor et por aucunes¹² des choses qui avant sont dittes en l'autre chapitle, le pert on lui et ces heirs à toz jors¹³. Ne il n'est mie en l'assise ne en l'usage, quant il dit que le traïtor et ces heirs doivent estre deserités, que ciaux qui sont engendrés et naistront puis la trayson sont deserités sanz plus, ou ciaux qui de lui dessenderont ou sont decendus sanz plus¹⁴, et que les heirs qui, devant ce que il feist la trayson, furent nés, ne furent mie deserités ne les heirs costieres¹⁵; ainz est en l'assise ou en l'usage doudit reiaume, que nul¹⁶ des heirs dou traïtor forjugié n'est excepté d'estre deserité; ainz en est l'assise ou l'usage tel, que le traïtor et ces heirs doivent estre à tozjors deserités dou fié et de l'irritage que il teneit dou seignor avant que il feist la trayson contre lui. Por quei il est clere chose, se me semble, que toz les heirs dou traïtor doivent estre deserités de tot quanque il tiennent dou seignor vers qui il a faite la trayson et de quei il est

¹ Quant aucun home est jugé. c. — ² Par raison. B. — ³ Que il. B. Que ceaus. c. — ⁴ Cele raison. B. Cele trayson. c. — ⁵ Feist la traïson, com ceaus qui y furent puis nés. D. E. T. — ⁶ Heirs crestiens. D. T. — ⁷ Pourquoi il me semble que il est que l'on dit (que l'on doit. T.), par. D. E. T. — ⁸ C. — ⁹ B. — ¹⁰ Et pour l'une. D. E. T. — ¹¹ Il y a, après ce mot, une lacune considérable dans D. E. T. — ¹² Ou ciaux, etc. manque dans B. — ¹³ Coustoiers. B. Costiers. c. — ¹⁴ Coustoiers ne par l'assise ou l'usage doudit reaume nul. B. c.

plus curieuses de la jurisprudence féodale. Nos jurisconsultes s'en sont peu occupés, parce qu'en général ils ont négligé l'histoire de la jurisprudence; mais il a été publié en Allemagne, sur ce sujet, plusieurs dissertations très-intéressantes que nous croyons utile d'indiquer ici. G. C. Schuler, *De vasallorum delictis amissionem feudi ingerentibus*; Altona, 1734. Hommel, *De nobili vasallo in dominum committente*; Leipsick, 1764. L. Mencken, *De insidiis vasalli in dominum*, dans ses *Dissertat. juridic.* n° XXIII. (Cet auteur et le précédent ont encore écrit, sur des matières analogues, d'autres dissertations non moins dignes d'attention.) I. H. Schwartz, *De feloniam vasalli ex causa adulterii et stupri*; Leipsick, 1731. G. Schleenstein, *De feloniam cucurbitationis*; Wittenberg, 1676.

* L'auteur a défini les cas de trahison dans le chapitre cxc, p. 303.

¹⁶ *Vasalli feudum delinquentis, licet ad agnatos quandoque pertineat, filius tamen ad id nullatenus aspirabit, nisi id iterum a domino licite acquirat sibi gratiam faciente.* Cons. feud. I. II, t. xxxi. Le droit germanique adopta des adoucissements à cette loi rigoureuse, et réserva le droit des agnats. (*Id.* tit. xxvi, § 17; tit. xxxi.) L'assise du royaume de Jérusalem excluait tous les successibles, de quelque ligne qu'ils fussent, mais n'anéantissait pas le droit des personnes étrangères à la trahison, qui avaient un *jus in feudo* distinct de celui du vassal. Si l'auteur ne le dit pas positivement, cela résulte au moins de l'énumération qu'il fait des personnes exclues. Le droit germanique admettait une semblable réserve.

forjugié come traïtor par esgart ou par conoissance de la court ¹ dou seignor : et por tant plus me semble il que les heirs dou traïtor forjugié deivent estre deserité, si come je ais devant dit. Que il est assise ou usage ou reiaume de Jerusalem et de Chypre, que nul ne peut avoir ne requerre escheete que il dit qui li seit escheue, que de par celui ² ou celle qui derainement en ot la saisine et la teneure come de son dreit irritage, se le seignor ou celui qui la tient la viaut defendre^{*}; et bien est la raison que ensi deit estre. Que se ensi n'estoit ³ que l'on peust avoir et eust escheete que l'on requiert de par autre que de par le dereain saisi ⁴ et tenant come de son dreit, les ventes des fiés ne vaudroient riens, que les heirs dou conquereor li requeroient le fié de par le conquereor dou fié, ou de par aucun des autres qui l'auroient eu et tenu ainz que de celui qui l'auroit vendu par l'assise, puisque ⁵ l'on ⁶ poreit requerre et avoir escheete de par autre que de par le dereain saisi et tenant, ne les enfans de l'ainsné fiz dou conquereor n'entreroient ⁷ pas ou fié dou conquereor devant les autres enfans dou conquereor, tout eust est l'ainsné fiz dou conquereor ⁸, après son decet, qui seroient saisi et tenant come d'escheete qui lor ⁹ seroit escheue come à dreit heir dou conquereor et l'aureit tenu tant come il aureit vescu et en seroit mort saisi et tenant come de son droit, que ¹⁰ son frere ou sa suer sereit plus dreit heir et plus preuchain dou conquereor, qui en aureit esté saisi, que le fiz de son ainsné fiz ne seroit que nevou dou conquereor dou fié qui auroit esté premier saisi ¹¹ et tenant come de son dreit, et ensi perdrait le fiz de l'ainzné fiz dou conquereor le dreit que il aureit aquis dou conquereor de par son pere à qui le fié escheit come à droit heir dou conquereor qui en morut saisi et tenant derainement come de son dreit, laquel chose sereit tort apert et contre l'assise de cest reiaume : car il est assise ou usage en cest reiaume, que quant un home ou une feme qui a fié muert et il a pluisors heirs qui requierent ¹² l'escheete de cel fié, que ¹³ le plus prochein de ces heirs requérant de celle part dont le fié muert ¹⁴, l'a devant ¹⁵ toz les autres heirs. Et ce ensi n'estoit, la requeste que on fereit de s'escheete vaudroit à requerre la de par le premier saisi et tenant come de son dreit, donc si aureit ¹⁶ le frere ou la suer de l'ainzné fiz dou conquereor ¹⁷ le fié, devant le fiz de l'ainzné fiz dou conquereor ¹⁸, tot fust le fié dou conquereor escheu ¹⁹ à son pere come à l'ainzné fiz dou conquereor et son dreit heir, et il eust esté ²⁰ en saisine et en teneure tote sa vie jusque à sa mort; car le fiz ou la fille dou conquereor dou fié seroit plus preuchain de celui qui premier en auroit esté saisi et tenant dou fié, que le fiz de son ainsné ²¹ fiz, et ensi perdrait le fiz de l'ainzné fiz dou conquereor dou fié ²² son droit et s'escheete, laquel chose seroit tort apert et contre l'assise ou l'usage de cest reiaume, qui est tel, que quant home ou feme muert saisi et tenant d'un fié ou d'un irritage come de son dreit, que son fiz ou sa fille demorre en tel saisine et en tel teneure come son pere ou sa mere avoit quant il morut. Et par les raisons avant dittes, et por ce que l'on ne peut, par l'assise ou l'usage de cest reiaume, requerre ne avoir escheete qui ne la requiert de par celui ou celle qui derainement

¹ De la Haute Court. c. — ² Escheue de part celui. B. — ³ Car se ensi estoit. B. — ⁴ Que de part celui qui derainement en morut saisi. B. — ⁵ c. — ⁶ Conquereor dou fié ou depuis que l'on. A. — ⁷ N'entendroient. c. — ⁸ B. — ⁹ Qui li. B. c. — ¹⁰ Car. c. — ¹¹ c. — ¹² Et il y a pluisors requierans. B. — ¹³ Come. B. — ¹⁴ Dont cel fié li est venu. c. — ¹⁵ Devant est répété dans A. — ¹⁶ Dont auroit. B. — ¹⁷ Dou requereor. B. De l'ains né fiz de l'ains né dou conquereor. c. — ¹⁸ B. c. — ¹⁹ B. c. — ²⁰ Et son droit en eust esté. B. — ²¹ Premier. B. — ²² c.

* Voyez chap. CLV, p. 232.

en morut saisi et tenant come de son dreit, a l'on vu et voit on¹ totjors avenir, que quant le conquereor dou fié muert saisi et tenant dou fié que il a conquis, que son ainzné fiz a son fié devant toz les autres heirs, come celui qui en demorre en la saisine et en la teneure de son pere, et que c'il y entre et en use come de s'escheete, ce il ne fait² chose par quei lui et ces heirs en puissent estre deserités, par assise ou par usage ou par raison, que ces enfanz irritent en cel fié devant totes autres manieres de genz, et come ciaus³ qui en demorent en tel saisine et en tel teneure come le pere⁴ esteit. Et par les raisons avant dittes et par pluisors autres que on i poreit dire, est il cler⁵ à conoistre que l'on deit requerre l'escheete de son fié que l'on dit qui li est escheu de par le dereain saisi et tenant et usant come de son dreit, et non par autre; et qui de par autre le requiert, le seignor⁶, ne autre qui le fié teigne, ne li est tenu de respondre. Et par les avant dittes raisons est il cler à conoistre que l'eir dou traïtor ne peut par raison requerre le fié dou traïtor forjugé, que de par celui qui derainement en morut saisi⁷ et tenant et usant come dou sien, et il, de par autre, ne le puet requerre, dons est il clere chose que il ne le puet avoir, puisque⁸ lui et ces heirs en sont deserités par esgart ou par conoissance de court: car⁹ se un comun^a a en la seignorie dou seignor faite franchise, ou court^b ou rente ou casal ou irritage ou quelque possecion que se seit, et il l'ait eu de don ou autrement, et cel comun est traytor vers le seignor de celle seignorie, ou il le guerrient¹⁰ aparaument par comun¹¹, ou prenent ou assaillent le cors dou seignor ou aucune¹² soe forterece, ou sont contre lui as armes par comun; il perderont à tozjors perpetuelment, par l'assise ou l'usage dou reiaume de Jerusalem et par droit escrit¹³, tot quanque il ont des choses devant dittes en la seignorie de celui seignor en une des manieres avant dittes; et puisque le comun qui n'est tenu de fei au seignor, le pert par lesdittes choses à tozjors, si que aucun de cel comun n'i pevent jamais recouvrer par droit et par raison, doivent miaus toz les heirs de l'home dou seignor qui li est tenu de fei, et que lui ou ces ancestres orrent le fié que il tiennent de don de seignor, estre deserités, quant il est traïtor vers celui seignor et forjugié par esgart ou par conoissance de cort¹⁴, que le comun n'en est qui n'est mie tenu de fei au seignor¹⁵. Et el code de l'empereor Justinien¹⁶, qui est un des meillors livres de leis des empereors que il firent ancienement, establirent il¹⁷ que il vorent que il¹⁸ fucnt tenu par le monde, et que cel livre fu des autres livres de leis concuilli, et amendé et fait par grant sens¹⁹ et par grant estuide^c, et devise²⁰ que les heirs dou traytor deivent plus grant peine²¹ souffrir que estre deserités dou fié dou traytor for-

¹ B. — ² Il ne fait. B. Et il ne fait. c. — ³ Come ceaus. c. — ⁴ Lor pere. c. — ⁵ Est il clere chose. B. — ⁶ Et non de par autre la requiert, que le seignor. B. c. — ⁷ En fu saisi. c. — ⁸ B. c. — ⁹ Et. B. c. — ¹⁰ Guerrient. B. Requierient. c. — ¹¹ Et par comun. B. c. — ¹² En aucune. B. — ¹³ Estroit. B. — ¹⁴ Par esgarant de court. B. c. — ¹⁵ Tout ce qui précède, depuis la note 11 de la page 307, manque dans D. E. T. Ce qui suit forme un chapitre particulier sous cette rubrique: *Ci dit coment as livres des empereors dient coment les traïtors doivent estre desherités.* — ¹⁶ Coude de l'emperere Justignien. c. — ¹⁷ Ancienement et establissement. c. Et establirent, que. D. E. T. — ¹⁸ Que eles. B. — ¹⁹ Soin. T. Sein. E. — ²⁰ Par grant estude estudiée, est devisé. D. E. T. — ²¹ Mout plus grief poine. B. C. D. E. T.

^a Un comun est ici pour une communauté d'habitants.

^b Court indique ici non pas un tribunal, mais une exploitation agricole, une ferme, *curtis*.

^c Voici la première citation de droit romain qui soit faite par Ibelin, et les mots *je cuit*, qu'on lit plus bas, autorisent à penser qu'il citait par ouï-dire, ou du

moins qu'il n'avait pas, dans le moment où il écrivait, le code des lois romaines à sa disposition. Nous avons montré, dans notre Introduction, que le droit romain était peu connu des jurisconsultes de la Haute Cour, et n'avait exercé presque aucune influence sur leurs écrits.

jugié¹. Et ce que l'empereres Achades¹ en dist as codes² trovera l'on, qui querre le vodra, el noveime livre³ dou code, en la lei qui est apelée la lei Julie⁴. Et je cuit que il dist en celle lei, que le traytor deveit morir de mort hontouse, et que toz ces biens deivent venir à l'empeoreor; et pluisors autres raisons y a par quei l'on deit entendre, que les heirs dou traytor sont et deivent estre de tos ces biens deserités. Et por les raisons qui devant sont dittes et por pluisors autres que l'on poroit⁵ encores dire et mostrer, me semble il que toz les heirs de celui qui est forjugié come traïtor deivent estre deserités à tozjors de quanque le traïtor aveit en la seignorie dou seignor vers qui il fist la trayson au jor que⁶ il la fist; aussi ciaux qui estoient nés et engendrés ainz que il fist la trayson⁷, come ciaux qui puis nasquirent⁸ qu'il ot la trayson faite; et aussi ces heirs costieres⁹ come les dessendans de lui¹⁰. Que celui qui est forjugié come traïtor, par esgart ou par conoissance de court¹¹, n'a ni ne peut avoir heir qui irrite après lui en ce¹² dont il est deserité, por ce que il a esté forjugié par esgart ou par conoissance de court; car il le pert à lui et à ces heirs, por la trayson¹³ que il a faite de quei il a esté forjugié come traïtor, le fié que il teneit dou seignors vers qui il fu traytor: et cel fié que il teneit revient ou seignor de qui il le tenoit¹⁴ et à ces heirs, et en peut le seignor et ces heirs faire toute¹⁵ leur volenté come de leur preupre chose.

CHAPITRE CXCIH¹⁶.

Si devise quel sairement deit faire le chief seignor dou reiaume¹⁷, quant il entre premierement en sa seignorie, avant que l'on li face homage.

Voz avés oy coment et quel sairement le chief seignor dou reiaume fait au patriarche quant il receit la corone^c, et or orrés quel sairement il fait à ces homes

¹ Achades n'est pas dans B. *Acades*. D. E. *L'empeoreor Arcade*. T. — ² B. — ³ C. *El noviau livre*. A. *Ou novuime livre*. B. *El nomé*. D. *El novime*. E. *El meime livre*. T. — ⁴ B. C. *Julien*. A. — ⁵ *Purroit*. B. — ⁶ *A l'or que*. D. *Alors que*. T. — ⁷ *La raison*. B. — ⁸ *Vesquirent*. B. — ⁹ *Costoiens*. B. *Costées*. D. E. T. — ¹⁰ D. E. T. — ¹¹ *Descendanz de lui, quar forjugé ne traïtour par conoissance ou par esgart de court*. B. *Descendans de lui, que forjugé à traytor, etc.* C. *Descendanz de lui, que forjugé ne traïtour, etc.* D. E. T. — ¹² *En son fié*. C. — ¹³ *La raison*. B. — ¹⁴ B. C. T. *De qui il le tient*. D. E. — ¹⁵ C. — ¹⁶ Ce chapitre manque dans D. E. T. — ¹⁷ B.

^a Ibelin, qui ne connaît pas d'autre droit que le droit féodal, appelle *fief* ce que le législateur romain nomme *hereditas*.

^b *Cod. l. IX, t. VIII, l. 5, § 1.*

^c Le roi de Jérusalem prêtait deux serments: l'un au patriarche, et l'on en trouve la teneur dans le chapitre VII, p. 29; l'autre à ses hommes. Le premier était purement religieux, le second était à la fois religieux et politique. La formule de ces actes variait, car le serment d'Amaury II, que nous plaçons ici, diffère, sur plusieurs points, du modèle qui est donné par Ibelin.

« Ego, Aimericus, divina permissione rex Hierusalem coronandus, promitto tibi domino patriarcha Monacho, tuisque successoribus, sub testimonio omnipotentis Dei et totius ecclesie, quod ab hac die in antea, ero fidelis adjutor vester et defensor et omnium personarum regni Hierosolymitani. Pos-

sessiones Hierosolymitanæ ecclesiæ omniumque ecclesiarum ad eam principaliter respectum habentium, quas olim habere consueverunt, et in futuro nostris temporibus juste sunt adepturæ, eisdem manutenebo et defendam. Canonica privilegia, debitasque leges, atque justitias earundem, et pristinas libertatem consuetudines, et usus tam earum quam universi populi terræ, sicut rex Amalricus et rex Balduinus filius tenuerunt, conservabo, et defensionem quantum potero, adjuvante Domino, exhibebo. Novasque superinductas, maxime post excidium terræ, determinabo, prout rex Christianus et fidelis, in suo regno unicuique episcopo, et ecclesiæ sibi commissæ, atque que populo, per rectum exhibere debet. Sic me Deus adjuvet et hæc sacrosancta Evangelia. » Deinde imposita capiti regis corona, accipiet patriarcha manum ejus dextram et promittat in hunc modum: « Et ego te juro coronam tuo capiti impositam, juste manutenebo atque defendere, salvo meo or-

avant que il li facent homage. Il deit premierement jurer sur sainte Evangilles de Dieu¹, come Crestien, que il gardera et sauvera et aidera et defendera et maintendra de tot son leau poer sainte Yglise et veves et orfenines² en leur dreit et en leur raison³ par tot cestui reiaume. Et encores, par son dit sairement, tendra et fera tenir et acomplir et maintenir de tot son leau poer les bons uz et les bones costumes et les assises qui furent ordenées et faites ou dit reiaume, ce est à entendre⁴ por tot le reiaume. Et encores, par son dit sairement, que il tendra et maintendra, et fera tenir et maintenir les dons et les preveliges que ces ancestres ont donés et fais⁵ en cest reiaume; et se aucuns contens⁶ y eust ès dons ou ès preveliges que il ont donés et fais, que voz ciaux contens⁷ ferés deter-

¹ De Deu. B. — ² Orphenins. B. — ³ En leur raisons et en leur droitures. B. — ⁴ Endre. A. — ⁵ Que ses avantiers dounarent et firent. B. — ⁶ Et que se aucun contès. B. — ⁷ Ces contès. B.

«dine,» dato ei osculo. Ceteræ vero personæ eodem modo ei promittant et dent ei osculum. (Cartulaire du saint Sépulcre, p. 267, mss. de du Chesne, Bibl. roy.)

La promesse de maintenir les lois et usages du pays se retrouve également dans la formule de serment de tous les souverains; mais ce qui ne s'y trouve pas, et ce qui rend digne d'attention le serment des rois de Jérusalem, c'est l'engagement de tenir, maintenir et faire maintenir les dons et privilèges, c'est-à-dire les inféodations accordées par les prédécesseurs du souverain qui prêtait le serment. On chercherait en vain dans les serments des rois de France, des rois d'Angleterre ou des empereurs d'Allemagne une clause semblable, quoique le pouvoir de ces souverains reposât, comme celui du roi de Jérusalem, sur des engagements synallagmatiques qui étaient l'objet et le résultat de concessions féodales; parce que dans toute l'Europe, et même en Angleterre, la concession primitive des fiefs était un fait sanctionné par le temps et si peu exposé à être attaqué, que les seigneurs ne songeaient pas à en demander aux souverains la reconnaissance. En Orient, au contraire, ce fait était récent et encore présent à la mémoire de chacun, puisqu'à l'époque où écrivait Ibelin, les concessions primitives remontaient, tout au plus, à la quatrième génération. Il n'est donc pas étonnant que les vassaux de la couronne crussent encore nécessaire de faire confirmer leurs titres et leurs droits par le serment solennel du souverain. Les communes de France, nées à peu près dans le temps où les premières concessions de fiefs eurent lieu en Orient, faisaient, dans le même but, sanctionner leurs privilèges par les successeurs du prince ou du seigneur qui était l'auteur de la concession primitive: l'appui du temps manquait aux communes comme aux Croisés. Cet exemple, et d'autres que présentent les Assises, montrent que la plus grande partie des lois et des usages contenus dans ce recueil, appartiennent à un temps où la féodalité jouissait, dans le royaume de Jérusalem, de tous les caractères de la jeunesse, caractères qu'elle n'eut pas, il faut le dire, le temps d'y perdre.

Dans l'Europe, le serment était devenu une simple formalité, un acte qui pouvait engager la conscience, mais qui ne gênait aucunement le pouvoir du souverain. Dans les possessions des Chrétiens d'Orient, le serment était resté un engagement réel, en l'absence duquel les sujets rentraient dans leur pleine et entière indépendance. L'histoire de la Morée offre un exemple, curieux à plus d'un égard, de cette autorité du serment, et que nous allons rapporter.

Après la mort de Guillaume de Ville-Hardoin, la principauté de Morée échoit à Charles I d'Anjou, roi de Sicile. Ce prince envoya Rousseau de Sully en qualité de bail et de gouverneur de ce pays. Sully étant arrivé à Glarentza, adressa aux prélats et à tous les seigneurs des lettres dont le roi l'avait chargé, et par lesquelles il leur ordonnait de faire hommage lige de leurs fiefs au bail, comme s'il était le roi lui-même. « Les prélats et les ban-nerets, à la réception de ces ordres, délibérèrent aussitôt sur ce qu'ils avaient à répondre. Le métropolitain de Patras, nommé Benoît, fut choisi pour porter la parole au nom de tous. Il dit alors au bail: Que tous les seigneurs de la Morée, grands et petits, se soumettaient aux ordres transmis par les lettres du roi; qu'ils acceptaient toutes ses conditions, accueillant le bail qu'il leur envoyait, le tenaient comme l'image du roi lui-même; mais que quant à l'hommage lige que le bail exigeait d'eux, ils ne le feraient jamais, attendu que cela était contraire aux Assises et Usages de la Morée, rédigés et jurés, lors de la conquête, par ceux qui avaient conquis le pays. Ces Assises et Usages portent que quand le prince ou seigneur du pays viendra dans le temps fixé prendre sa souveraineté, il devra se présenter en personne dans l'intérieur de la principauté, et jurer avant tout au peuple de la Morée, en mettant la main sur l'Évangile du Christ, de le gouverner avec justice et conformément aux usages du pays, et de n'inquiéter personne dans ses privilèges; et ce n'est que quand le prince a prêté serment conformément aux Assises, que les liges de la principauté viennent lui faire leur hommage. Dans le cas où le prince se trouve éloigné et dans un autre pays, et se fait remplacer par un fondé de pouvoir, chargé de recevoir l'hommage dû par ses liges, les hommes liges de Morée ne sont pas tenus de faire cet hommage et ce service, car ils ne le doivent qu'à lui-même, en personne, dans l'intérieur du pays. » *Chronique de Morée*, p. 374-378. C'est à tort que l'on s'est servi de ce passage de la Chronique pour montrer que les Assises de Jérusalem avaient été transportées dans la Morée; car il résulte au contraire de ce qu'on vient de lire, qu'il existait une différence très-grande, et sur un point fort important, entre les lois de ces deux pays, puisqu'en Morée le prince devait recevoir l'hommage lige en personne et sans pouvoir se faire représenter, sauf probablement le cas de minorité, tandis qu'on ne trouve rien, ni dans ce chapitre des Assises ni dans le suivant, qui puisse faire penser qu'une telle condition existât dans le royaume de

miner par l'esgart ou la conoissance de sa ¹ court. Et encores est tenus, por son-dit sairement, de tenir et de faire tenir et d'acomplir de tout son leau pooir ² justise.

CHAPITRE CXCIV ³.

Si devise quel sairement deit faire baill quant il receit baillage de reiaume, et coment il se deit contenir.

Quant le reiaume escheit à baill et il entre ⁴ à tenir le baillage, il deit jurer et jure sur saintes Evangilles, que il bien et leaument sauvera et aidera et maintendra et defendera à tot son leau poeir, contre totes riens qui vivre et morir puissent, le dreit heir dou reiaume; et que il gardera et sauvera et maintendra et defendera, et fera garder et sauver et maintenir et defendre de tot son leau poeir ledit reiaume dont il est baill au dreit heir et à ces heirs après lui; et que il tendra et maintendra, et fera tenir et maintenir les dons et les preveliges que les dis reis et ces ancestres ⁵ ont donés et fais ou dit reiaume; et se aucuns contens eust ès dons ou ès preveliges que il a donés et fais, que il ciaux contens fera determiner par l'esgart ou la conoissance de la court doudit reiaume, c'il en est requis en court; et que il menra et fera mener les homes doudit reiaume par l'esgart ou la conoissance de la court doudit reiaume; et que il ne dessaisira ni ne fera dessaisir aucun des homes doudit reiaume de aucune de leur teneures, se ce n'est par l'esgart ou la conoissance de ladite court; et que il audir reiaume tendra et maintendra, et fera tenir et maintenir justise; et que il tendra et maintendra, et fera tenir et maintenir audit reiaume les bons uz ⁶ et les bones costumes et les assises que ces devansiers ⁷ firent et establirent ⁸; et que il de totes les choses dessus dittes, ensemble et de chascune par sei, il jure sur les saintes Evangilles de Dieu de tenir et de garder et faire acomplir, come baill, à bone fei, sans aucune maniere d'engin, tant come il tendra le baillage dou dreit heir dou reiaume; et que il à l'encontre ne venra en aucune chose, ni ne souffrira à son poeir que autre aille; et que les chastiaus et les fortereces, qui sont dou dreit heir dou reiaume, seront en la garde et en la porveance des barons et des homes doudit reiaume, et que il fera avoir as chastelains, que les avans dis establiront, le forment ⁹ des chastelains ¹⁰ des dis chastiaus et des fortereces raisnablement en totes choses, par la conoissance des avanz dis ou de la plus grande partie d'eaus ¹¹.

¹ De vostre. B. — ² B. — ³ Ce chapitre manque dans D. E. T. — ⁴ Et il entendre. B. — ⁵ Les diz rois ses ancestres. B. — ⁶ Ous. B. — ⁷ Avanciers. B. — ⁸ Et stablirent. B. — ⁹ Le forniment. B. — ¹⁰ B. — ¹¹ B.

Jérusalem, et que l'histoire témoigne positivement du contraire; car, en 1240, Alix, veuve de Hugues I, roi de Jérusalem, et tutrice de ce royaume pour son fils Henri I, ayant épousé Raoul, comte de Soissons, ce seigneur demanda de gouverner le royaume de Jérusalem au lieu et place de son épouse, prétendant qu'elle y avait droit par sa naissance. Les barons du royaume s'étant assemblés, répondirent que la reine Isabelle, épouse de l'empereur, avait laissé pour héritier Conrad, et

que le royaume appartenait à ce prince par droit d'héritage, mais que, puisqu'il n'était pas présent ni ne voulait venir prendre possession du trône, ils reconnaissent pour seigneur la reine Alix, *feceruntque homagium viro suo : salvo semper jure Conradi prædicti*, ajoute l'historien; ainsi, Alix n'obtint qu'un simple bailliage, que son mari devait exercer, et cependant le comte de Soissons reçut l'hommage des barons. (Sanudo, l. III, pars XII, c. XVI, p. 216.)

CHAPITRE CXCV.

Coment l'on deit faire homage au chief seignor dou reiaume, et coment à celui qui n'est chief seignor; et de quei l'ome est tenu à son seignor par l'omage que il li a fait¹.

Quant home ou feme² fait homage au chief seignor dou reiaume, il deit estre à genoills devant lui et metre ces mains jointes entre les soes et dire li : « Sire, « je deviens vostre home³ lige de tel fié, » et dire quel fié il est⁴ por quei il fait l'omage; « et vos promet à garder et à sauver⁵ contre totes riens⁶ qui vivre et « morir puissent^a. » Et le seignor li deit respondre : « Et je vos en receis en Dieu « fei⁷ et en la meie, sauve mes dreis⁸ b. » Et le deit baisier en fei en la bouche^c. Mais se celui qui fait homage, si come est dessus dit, au chief seignor, a fait avant ligece ou homage à home ou à feme qui ne seit home dou chief seignor, ou à home qui seit home dou chief seignor⁹, il le deit sauver à l'omage faire; por ce que nul qui est home d'autrui ne peut après faire homage à autre, ce il ne sauve son premier seignor, ou se il ne le fait par son congié, que il ne mente¹⁰ sa fei vers celui de qui il est¹¹ avant home. Et qui fait homage de chose qui seit ou reiaume à autre que au chief seignor, il le deit faire en la maniere¹² dessus devisiée, mais que tant que il ne li deit pas faire ligece¹³; por ce que nul home ne peut faire plus d'une ligece^d; et que toz les homes des homes dou chief sei-

¹ Le manuscrit c, qui réunit en un seul les chapitres cxcv et cx cvi, porte après les mots *que il li a fait*, ceux et de quoy le seignor à son home. D. E. T. donnent également ces derniers mots. — ² B. C. D. E. T. — ³ B. C. D. E. T. — ⁴ *Que le fié est*. B. *Ce est*. c. — ⁵ *Et saluer*. B. — ⁶ *Contre tous ceaus et toutes riens*. D. E. T. *Et toutes gens*. T. — ⁷ *En Drea foy*. B. *En Dieu foy*. c. D. E. T. — ⁸ *Sauve mes dreis* n'est pas dans B. c. *Et la moie de vos drois, sauve les miens*. D. E. T. — ⁹ *Ou à home qui seit, etc.* n'est pas dans c. D. E. T. — ¹⁰ *Seignor que il ne mente*. B. — ¹¹ *Il fu*. D. E. T. — ¹² *Magnere*. B. — ¹³ *Il li doit parfaire ligece*. c.

^a *Contra omnes.... etiam contra fratrem et filium et patrem*. Feud. cons. l. II, t. xxviii, § 4. « *Contra tutti homeni che possa viver et morir*. » *Assises de Romanie*, c. LXVIII.

^b Cette formule s'est longtemps conservée dans les mêmes termes. Les *Établissements*, l. II, c. xviii, ne donnent que la formule de l'hommage simple, qui était ainsi conçue : « Sire, je devien vostre homme, et vous « promet feauté d'orenavant, comme à mon saigneur, « envers tous hommes, en telle redevance, comme li fiés « la porte, en fesant vers vous de vostre rachat, comme « vers saigneur. » Le seigneur répondait : « Je vous reçois « et preing à hons et vous bese en nom de fei, sauf mon « droict et l'autrui. »

^c On lit dans la *Chronique de Morée*, p. 378 : « L'hom- « mage lige se fait en s'embrassant sur la bouche, et cet « hommage est réciproque, car le prince doit foi à son « lige, aussi bien que le lige la lui doit de son côté, et il « n'y a aucune différence dans la nature de leurs obliga- « tions. » Les cérémonies de l'hommage n'étaient pas partout les mêmes. Les vers suivants de la *Chronique des ducs de Normandie*, par Benoît, t. I, p. 317, montrent qu'à une époque ancienne les vassaux, en France, bai- saient les pieds de leurs seigneurs :

Qui l'om tel don done u menur,
Cum de feu, de terre e d'onor,
Si est raisuns qu'en la saisine
L'en baist le pié, la teste encine.

En Espagne, le vassal baisait la main du seigneur : « Vassalo se puede fazer un ome de otro, segund la anti- « gua costumbre de España, en esta manera, otorgan- « dose por vassalo de aquel que lo reçibe, et besandole la « mano por reconocimiento de Señorío. » *Las Siets Parti- das*, IV^e part. t. xxv, ley 4. Voyez du Cange, *Glossarium*, verbo *Osculum*, et la dissertation de Wiesand : *De osculis juris symbolis*, Leipsick, 1757.

Le baiser sur la bouche indiquait l'union intime des deux parties, et comme nulle part cette union n'était plus grande que dans le royaume de Jérusalem, il est naturel qu'on y ait adopté et conservé une cérémonie plus familière que respectueuse de la part du vassal.

^d Il n'en était pas ainsi en Europe, où les seigneurs croyaient pouvoir, en réservant les obligations de la première ligece, en faire successivement plusieurs autres. Les vassaux engagés ainsi à un grand nombre de seigneurs, ne l'étaient par le fait à aucun. En 1196, Baudouin, comte de Flandre et de Hainaut, fait hommage lige au roi de France de son fief de Flandre, *salva fi-*

gnor dou reiaume li deivent faire ligece par l'assise; et puisque l'on li deit la ligece, l'on ne la peut à autre faire sanz mesprendre vers lui¹. Et home ou feme qui fait homage à autre est tenus à son seignor, par la fei que il li deit et par l'omage que il li a fait, de lui garder et sauver contre tote riens² qui vivre et morir³ puissent, et ce lui promet il à l'homage faire; et por ce me semble il que il li est tenus de non metre ne faire⁴ metre main à son cors, ne consentir ne souffrir à son poeir que autre li met, ni ne deit prendre ne faire prendre ne retenir aucune chose de son seignor sanz son congié ne outre son gré⁵, se il⁶ ne le fait par l'esgart ou par la conoissance de la court de son seignor de celle seignorie où son fié est pour quei il li a fait l'omage, ni ne deit home ne feme conseilier⁷ contre son seignor, se son seignor ne l'a doné à son conseil⁸, ne ne doit⁹ pour home ne pour feme parole mostrer en court se il n'est à son conseil¹⁰ de quei il se met en esgart ou en conoissance de court de chose que soit contre son seignor¹¹, ni ne deit porter armes contre son seignor, se ce n'est¹² avec un autre sien¹³ seignor à qui il seit tenus de fei ainz que à lui¹⁴. Ni ne deit faire à son essient¹⁴ ne querre¹⁵ ne porchassier la honte ne le damage de son seignor, ne souffrir ne consentir à son essient ne à son poeir que autre li face. Ni ne doit à la feme de son seignor ne à sa fille requerre vilainie de son cors, ne gesir o lui¹⁶ charnelement coment que se seit¹⁷, se se n'est par mariage, ne à sa suer tant come elle est damoiselle en son ostel, ne souffrir ne consentir à son poeir que autre li face, et deit conseilier leaument son seignor à son essient de ce que il li demandera conceill¹⁸.

¹ Devant lay. c. A lui. D. E. T. — ² Gens. D. T. — ³ Murir. B. — ⁴ De non metre ANT^u (sic) ne faire. B. — ⁵ Ne outre son gré n'est pas dans B. C. — ⁶ Senz congié cōtræ (sic) se il. B. — ⁷ Conceller. c. — ⁸ Ne li a doné son conseil. B. — ⁹ A son conseil ne ne doit. D. E. T. — ¹⁰ B. C. D. E. T. — ¹¹ B. C. D. E. T. — ¹² Que soit contre son seignor, se ce n'est. c. — ¹³ Son. B. — ¹⁴ Escient. B. C. D. E. T. — ¹⁵ B. Ne faire faire. c. — ¹⁶ B. c. A lui. A. Vilainie de son cors, ne souffrir ne consentir à son essient ne à son poeir que autre li face, ce est assavoir de gesir o li. D. E. T. — ¹⁷ Que cel soit. B. — ¹⁸ c. De ce dont il demandera conseil. B.

delitate imperatori et episcopo Leodiensi debita. (Galland, *Mém. pour l'hist. de Navarre et de Flandre*, Pr. p. 144.) Thibaud de Champagne reçoit, en janvier 1200, l'hommage lige de Joscelin d'Avalon, *salva tamen ligeitate Girardi de Arceio et ducis Burgundie*. (Chantereau, Pr. p. 14.) En 1255, Jean l'Aleman, seigneur de Césarée, s'engage à défendre l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem « contre « toutes personnes qui vivre et morir puissent, sauf nos « seigneurs et nos enfants, et nos homes que nos avons « et aurons, et sauf cels à qui nos sommes tenus devant « vos par sairement. » (Paoli, *Codice diplomatico del sacro ordine Gerosolimitano*, t. I, p. 146.) Souvent le vassal exceptait une personne déterminée, dans l'engagement qu'il prenait de défendre son seigneur contre qui que ce fût. Théobald de Châteauneuf fait ligèce à Thibaut, comte de Troyes, en 1212, sauf sa précédente ligèce au comte de Bourgogne et à Guillaume de Châtillon, et reçoit de lui le château de Selle, dont il l'aidera *contra omnes homines, præterquam contra Hugonem de Rubemonte*. (Chantereau, Pr. p. 46.) La ligèce était donc devenue un usage banal, qui ne produisait plus aucun effet. En Allemagne, où la ligèce était la loi générale des fiefs, la réserve de la foi due à l'empereur ou au premier seigneur était de droit. (*Feud. cons.* l. II, t. XXVIII, § 4.)

¹ Voyez les chapitres xv et xvi, pag. 44 et 45.

² Ainsi la priorité d'hommage donnait droit à la priorité de service. Selon les lois de Castille, si un baron

était expulsé du royaume pour cause de méfait, ses vassaux devaient l'accompagner et le défendre, mais ils ne devaient demeurer que trente jours hors du royaume. Si le baron prenait du service chez un autre souverain, il pouvait faire, ainsi que ses vassaux, la guerre à celui qui l'avait banni. (*Las Siete Partidas*, IV^e part. t. xxv, ley 11.)

³ La législation française ne comprenait pas ou ne comprenait plus ce délit, commis à l'égard de la sœur du seigneur, parmi ceux qui constituaient des infractions à la fidélité; elle n'assimilait pas, non plus, le complice du viol au coupable. (*Établissements*, l. I, c. LI, LII.) Le vassal n'était pas puni simplement par la perte de son fief: après avoir été dépouillé de ce fief, il devait encore se défendre contre l'accusation, soit par la voie du duel, soit par tout autre moyen usité. On lit dans le *Grand Coutumier de Normandie*: « Il se purgera par jugement d'aveu, se « il veut. » (Marnier, p. 35.) Selon les *Établissements*, si la jeune fille avait été confiée à la garde du vassal, et qu'il en eût abusé, il devait être pendu. (L. I, c. LI.)

⁴ Les *foi-mentis* étaient placés au rang des criminels. On lit dans une charte de Livon, roi d'Arménie, de l'an 1210: *Volumus ut habeat prædicta Domus Hospitalis plenariam potestatem ad accipiendum, per totam terram nostram, omnes suos fide mendaces, fures, et apostatas, ut secundum justiciam Domus de ipsis faciant.* (Paoli, *Codice diplom.* t. I, p. 100.)

CHAPITRE CXCVI¹.

Si dit coment le seignor est tenu à son home et de quei, por l'omage qu'il en a receu².

Le seignor³ ne doit metre main, ne faire metre main el cors ni el fié de son home, se ce n'est par l'esgart ou par la conoissance de sa court; et est tenu à son home, se me semble, par la fei qui est entr'iaus de totes les choses avant dittes de quei home est tenu à son seignor; car entre seignor et home n'a que la fei⁴, et la fei deit estre coneue et gardée entre eaus ès choses avant dites⁵. Mais que tant que l'ome deit au seignor reverence en totes choses, et chascun deit garder sa fei l'un vers l'autre fermement et enterinement⁶, chascun en dreit sei, por sa fei et s'onor garder et sa leauté et sa bone renomée: et l'ome deit tant plus au seignor par la fei que il li est tenu, que le seignor à l'home^{6b}: que⁷ l'om deit entrer en ostage por son seignor geter⁸ de prison, c'il l'en requiert ou fait requerre par certain message. Et chascun qui fait⁹ homage à autre est tenu par sa fei, ce il treuve son seignor en besoin d'armes, à pié, entre ces ennemis ou en leuc que il soit en perill de mort ou de prison, de faire son leau poeir de remonter¹⁰ le et geter¹¹ le de cel perill; et c'il autrement ne le peut faire, il

¹ Ce chapitre, dans le manuscrit c, n'a pas de rubrique et vient immédiatement après les mots *demandera conseil* du précédent. — ² *Et de quel chose par l'omage et la ligece que il li a fait*. B. *L'omage que il li a fait*. D. E. T. — ³ *Et ce le seignor*. C. T. *Et le seignor*. D. E. — ⁴ *Quar entre l'ome et le seignor a foy*. B. C. — ⁵ *Entermement*. B. — ⁶ *Que le seignor à lui*. C. D. E. T. — ⁷ *Quar*. B. — ⁸ *Et geter*. C. — ⁹ *Et chascun (home*. D. E. T.) *qui a fait*. B. C. D. E. T. — ¹⁰ *De remettre*. C. — ¹¹ *Et de rejetter le*. D. E. T.

* *Dominus in his omnibus vicem fidei suo reddere debet*. Cons. feud. l. II, t. VI, et t. XXV, § 22. « Fidélité et félonie sont réciproques entre le seigneur et le vassal. » Loysel, *Institutes*, t. II, p. 205.

* Il est notoire que, par l'ancien droit féodal, il y avoit une si étroite liaison entre le seigneur et le vassal, qu'ils se secouroient mutuellement en leurs besoins; le seigneur cautionoit son vassal quand il empruntoit de l'argent, jusques à concurrence de la valeur du fief servant, et le vassal reciproquement étoit obligé de cautionner son seigneur d'entrer en prison pour luy; et s'il le trouvoit en peril entre ses ennemis, il étoit tenu de le remonter et de luy doner son cheval; et s'il étoit pris prisonnier, ou souffroit autre damage, le seigneur étoit tenu de payer sa rançon, et de lui rendre tous ses coûts et dommages. C'est ce que dit notre auteur en ce chapitre. L'*Ancienne Coustume de Normandie*, c. XXIX, confirme la même chose: « A homage est adjointe plevine; car l'homme doit plevir son seigneur en toutes cours, s'il est suy de meffait qui appartienne à sa personne, et qu'il sera à droict aux termes qui luy seront mis, et de ses namps délivrer et d'emprunter, tant comme la rente qu'il lui doit d'un an, se peut estendre. » Voyez Bouteiller, l. I, c. LXXXII; du Cange, *Glossarium*, verbo *Obsidam præstatio*. Il y a divers exemples de ces cautionemens dans le Chartulaire de Champagne, dans lequel Jean de Montmirel donne au comte de Champagne ses hommes liges pour fidejusseurs du cautionement auquel il est entré

pour lui, par acte du mois de mars 1200. Le même, par acte du mois de may, *posuit comitem Campaniæ et ejus successoribus obsides super feodum quod ab eo tenebat de dote quam reddit Helvidi uxori suæ, pro excambio de Sonnois, et hujus rei posuit omnes suos homines ligios plegios*. Hugues chastelain de Vitry consent que sa dame lige Blanche comtesse de Troyes se puisse prendre au fief qu'il tient d'elle, sans pour cela violer la foy qu'elle luy doit, au cas qu'elle reçoive du dommage du cautionnement qu'elle a fait pour lui, au mois de janvier 1203. Pierre de Joigny declare que la même comtesse s'est rendue caution pour lui, envers son pere le comte de Joigny, pour 300 livres de terre, et que s'il manque à tenir la convention, elle s'en pourra prendre à son fief sans mentir sa foy. Thibaud comte de Blois et de Clermont reconnoît devoir à la comtesse de Champagne 4000 livres, et a donné pour plege le roi de France, avec tous les barons, chevaliers et bourgeois de sa terre, au mois de septembre 1212. « Jehans cuens de Soissons reconnoist que il a ostagié monseignor Henry de Hans chevalier, et s'est obligié envers noble prince Thibault roy de Navarre, de Champagne et de Brie, cuens palazin, de faire revenir ledit Henry en la prison le roy devant dit, ou leu et en l'estat où il estoit quant ces lettres furent faites, et que se cil messire Henrys ne revenoit en la prison ledit roy, que il se metroit en la prison doudit roy. Le mardy aprez la Pentecôte 1267. » T.

li doit doner son cheval ou sa beste sur quei il chevauche¹, c'il la requiert², et aider le à metre sur, et aider le à son pooir à son cors sauver. Et qui faut vers son seignor d'aucunes³ des avant dittes choses, il ment sa fei vers lui; et se le seignor l'en peut prover par recort de court, il pora faire de lui et des soes choses come d'ome ataint de fei mentie. Et qui fait aucunes des dittes choses por⁴ son seignor, le seignor est tenu par sa fei de delivrer à son leau poeir celui ou ciaux de ces homes qui le remontent, ou celui ou cele ou ceaus de ses homes que il a mis⁵ en ostage por sa delivrance. Et ce celui ou ciaux de ces homes qui le remontent, si come est dessus dit, sont por achaison⁶ de ce pris et⁷ enprisonés, il est tenu de delivrer les à son poeir. Et chascun qui tient fié d'autre de quei⁸ il est son home⁹, est tenu à son seignor d'entrer por lui en tel point en hostage¹⁰ por dette ou¹¹ en plegerie de tant vaillant come le fié que il tient de lui et de quei il est son home, vaudreit raisnablement à vendre par l'assise^a. Et qui default¹² à son seignor, je crei que il perdrait¹³ à sa vie le fié que il tient de lui. Et se le seignor laisse encorre son home de tel maniere d'ostage ou de plegerie, et il y a damage, il est tenu de restorer li tot le damage que il aureit eu par ce¹⁴. Et celui¹⁵ de ces homes que il laisse encorre d'ostage¹⁶ por dette ou por plegerie quelque la quantité seit, petite ou grant, n'est tenu d'entrer por lui en ostage ni en dette ni en plegerie¹⁷, tant que il li ait amendé tot le damage que il aura por lui receu: et le seignor doit croire son home dou damage que il dira par la foi que il li deit que il a receu, et restorer li ou amender tant come il aura dit en la maniere dessus ditte que il en a eu de damage^b.

¹ Chevauche. B. — ² Se il la li. B. — ³ Et qui (ne. T.) fait à son seignor aucune. D. T. — ⁴ A. D. T. — ⁵ B. C. D. E. T. Ou ciaux à qui il a mis. A. — ⁶ Pour achaison. B. D. E. T. — ⁷ Ou. D. T. — ⁸ De quoi. B. — ⁹ Ou emprisonés, il. D. E. T. — ¹⁰ B. C. D. E. T. — ¹¹ Et. B. C. D. E. — ¹² Et qui de ce faut. B. C. T. Et qui ce default. D. E. — ¹³ Que il doit perdre. B. C. D. E. T. — ¹⁴ Eu pour lui pour ce. T. — ¹⁵ Et ce celui. D. E. T. — ¹⁶ Qu'il a laissé core d'ostage. C. — ¹⁷ En hostage ne en plegerie de dete. B. En ostage por dete ne plegerie. C. En hostage de dete ne de plegerie. D. E. T.

^a Ibelin n'a point parlé de cette obligation dans la partie de son livre où il traite de la plegerie (p. 190-193); et, en effet, la quotité de l'engagement montre, malgré les termes dont se sert l'auteur, qu'il s'agit ici, non d'un cautionnement véritable, mais d'un droit conservé par le seigneur sur le fief qu'il a donné, droit excessif, auquel tous les fiefs du royaume de Jérusalem étaient soumis, et qui différait essentiellement de la simple caution d'une année de revenu, admise par quelques coutumes de France, à l'égard de fiefs constitués sous cette condition, et qui s'appelaient *fiefs de pléjure*.

^b Les dispositions contenues dans ce chapitre méritent d'être remarquées, parce que les lois féodales et les ouvrages des jurisconsultes insistent beaucoup plus sur les obligations des vassaux que sur celles des seigneurs. Ces lois se bornent à poser le principe de la réciprocité (*Getreuer Herr, Getreuer Knecht*). Mais l'absence de toute détermination en rendait l'application difficile, et l'on recueillerait dans l'histoire bien peu d'exemples de seigneurs qui aient perdu leurs fiefs pour avoir manqué à la foi due à leurs vassaux. Ibelin en précisant et en qualifiant les faits, appelait pour ainsi dire ceux-ci à porter à la connaissance des cours, des actes de leurs seigneurs que les jurisconsultes lombards n'ont pas craint de qualifier de *félonie* (*felonia domini*). *Domino comittente fe-*

loniam, ut ita dicam, lit-on dans les *Consuet. feudor.* l. II, t. XXVI, § 22, *per quam amitteret feudum, si eam comitteret, quid obtinere debeat de consuetudine, quaeritur? Et respondetur, proprietatem feudi ad vasallum pertinere: sive peccaverit in vasallum, sive in alium*. On ne peut douter qu'un tel principe, adopté et mis en pratique rigoureusement, n'eût porté le trouble dans la société féodale. L'usage admettait la réciprocité de certains devoirs, mais non pas de tous les devoirs, puisque les devoirs n'étaient pas tous communs au seigneur et au vassal, et que le contrat passé entre l'un et l'autre établissait le vassal dans un état d'infériorité et de dépendance à l'égard de son seigneur; car, comme le dit Beaumanoir, c. LVIII, p. 299, « li sires a, par reson de seignorie, pluriex droictures seur son homme, que li « hons n'a pas seur son seigneur. » Nous pensons donc, avec plusieurs jurisconsultes allemands, qu'il faut plutôt s'occuper de l'application de la peine que de l'existence du principe posé par les Lombards. Voyez Boehmer, *Princ. jur. feud.* n° 359, p. 327; Schweder, *de Felonia domini*, dans ses *Disputationes variae*, t. II, p. 57; C. Thomas, *de Felonia domini*; dans ses *Selectæ feudaliæ*, t. II, p. 275; H. Hildebrandt, *De usu et non usu juris circa feloniam domini*, dans l'ouvrage de Gundling, intitulé *Gundlingiana*, pars XLII, n° 1, p. 104; Bocris, *de Felonia domini directi*, dans les *Analecta juris feudalis* de Zepernick, t. I, p. 70.

CHAPITRE CXCVII.

Coment les homes des homes dou chief ¹ seignor dou reiaume de Jerusalem ² li deivent faire la ligece par l'assise, et de quei il li sont tenus par laditte ligece; et coment les autres genz dou reiaume deivent jurer feaument ³ au chief seignor ⁴.

Quant les homes des homes dou chief seignor dou reiaume font au chief seignor la ligece par l'assise, celui qui la fait deit estre à genoills devant lui et metre ces mains jointes ⁵ entre les soes, et dire li : « Sire, je voz fais ⁶ la ligece par l'assise de tel fié que je tiens de tel, » et nomer celui de qui il tient le fié et dire quels est le fié; « et voz promet à garder et à sauver contre totes riens ⁷ qui vivre et morir puissent, si come je faire le dei de ligece faite par l'assise. » Et le seignor li deit respondre : « Et je ensi voz receis en Dieu fei et en la meie come je faire le doi de ligece faite par l'assise ⁸. » Et baisier le en la bouche en foi. Et quant la ligece est ainsi faite, les homes qui l'ont faite sont tenus au seignor de garder le et de sauver contre totes riens qui vivre et morir puissent, mais que encontre leur seignor de cui il tiennent le fié, por quei il ont faite la ligece par l'assise; et en tel maniere ⁹, que ce il avient ¹⁰ que le chief seignor ait contens ou guerre à aucun des seignors de ces homes ¹¹ qui li ont fait la dite ligece, ciaux homes deivent venir à leur seignor et dire li ¹² : « Sire, voz savés que noz somes homes liges dou chief seignor dou reiaume devant voz; por quei noz ne devonz estre contre lui, se en lui ne remaint : si voz prions et requérons que voz voz adres-siés vers lui, et que voz li mandés que il voz maint ¹³ par l'esgart de sa court. Et se vos ce ne faites dedenz quarante jors, nos vos guerpironz et ironz à lui aidier et conseilier contre voz, se en lui ne remaint. Et se voz faites ¹⁴ ce que noz voz requeronz, et il voz faut ¹⁵ de droit faire par sa court, nos ne voz guerpironz ¹⁶ pas. Mais se voz dedenz ceaus ¹⁷ quarante jors feissiés chose qui fust contre lui, noz ne le ¹⁸ souffriens pas se nos le poriens amender ne destorber son mal ¹⁹; et se noz ne le porieens destorber ²⁰, noz voz guerpirieens lors et iriemes ²¹ à lui ²² et feriens vers lui ce que nos deverieens ²³. »

¹ Les homes dou chief. C. — ² B. — ³ Feauté. B. C. D. E. T. — ⁴ C. D. E. T. — ⁵ C. — ⁶ B. C. D. E. T. Fas. A. — ⁷ Gens. T. — ⁸ Et le seignor, etc. manque dans B. — ⁹ Mais que contre lor seignor de qui il ont fait la lige (ce) par l'assise en tal maniere. B. En tel maniere com vous trouverez ci après en escrit. D. E. T. Ce qui suit forme un chapitre particulier sous cette rubrique : Ci orrés quès est l'assise, pourquoi l'ont fait la ligesse par l'assise. — ¹⁰ Et se il avient. D. E. T. — ¹¹ A aucun des seignor. A. As seignors de ses homes qui ont homes. B. Au seignor de ses homes qui ait homes. C. A aucun de ses homes qui ait home. D. E. T. — ¹² Leur. C. — ¹³ Que il nous mene. D. E. T. — ¹⁴ Faite. A. Ne faites. B. — ¹⁵ Et il nous fait. D. T. Et il nous faut. E. — ¹⁶ Grepironz. C. — ¹⁷ B. C. — ¹⁸ Nos ne le vos. B. C. — ¹⁹ Se nos le porons (poons. C. poissens. E.) amender. B. C. — ²⁰ Amender ne dertorber son. B. C. E. T. — ²¹ Ne destorber son mau, nous vous guerpironz lors et (puis. T.) iriens. D. E. T. — ²² Grepiriens et yre lors et yriens à lay. C.

* La ligèce, comme l'auteur nous l'apprend dans le chapitre CLXVI, était le droit commun des fiefs du royaume de Jérusalem. Il en fut de même en Allemagne, où le fief était, et est encore dans quelques états, toujours présumé lige. (Zepernick, *Analecta*, t. II, obs. 32, 56, 57.) Le serment qu'on vient de lire confirme l'opinion que la ligèce affaiblissait l'autorité du seigneur intermédiaire

au profit du suzerain, et révèle le but de cet usage, qui était de rendre les guerres privées moins faciles, et dès lors moins fréquentes. Les quarante jours de délai donnés par le vassal lige à son seigneur pour s'accorder avec le suzerain, rappellent la *Quarantaine le Roy*, qui existait en France au XIII^e siècle. (*Ordonnances des Rois de France*, t. I, p. 56.)

CHAPITRE CXCVIII¹.

Si dit et devise² coment et en quel maniere³ les homes des homes dou chief seignor se deivent contenir vers le chief seignor, quant il li ont faite la ligece par l'assise.

Se le chief⁴ seignor fait semondre son home⁵, si come il deit, de venir li faire dreit par sa court⁶, et il n'i vient ne ne contremande son essoine si come il deit, ou mande⁶ par ces homes en la court dou chief seignor dire raison por quei il n'i deit aler, et tel que court l'esgarde ou conoisse, et le chief seignor requiert ou fait requerre les homes de celui qui defailli li est de venir⁷ faire dreit par sa court⁸, que il facent vers lui ce que il deivent, il deivent toz venir devant leur seignor et dire li : « Sire, tel, » et le noment, « à qui nos avons faite la ligece par l'assise des fiés que noz tenons de vos, noz a tel chose requise ou fait requerre, » et dient li quei⁹ : « si voz prions et requerons que voz ne failliés au nostre seignor et au vostre de dreit faire si come voz devés par sa court. Et voz requerez que voz, dedenz quarante jors, aillés en la court dou nostre seignor et dou vostre faire li droit par sa court¹⁰ si come vos devés. Et se voz i¹¹ volés aler, noz irons o voz, se il voz plaist, et voz aiderons et maintendrons et conseillerons si come noz devons¹² come au nostre seignor. » Et ce il y vait, et il viaut que il aillent o lui, il y doivent aler et aider le et conseilher et maintenir contre le chief seignor, tant come il vodra faire dreit par sa court. Et se il dit¹³, quant le chief seignor le fait semondre de venir li faire dreit en sa court, ou quant ces homes li requierent que il y aille si come est devant dit, que il n'est mie asseur¹⁴ de son cors, por quei il n'ose aler; mais se le seignor le viaut aseurer et faire aseurer¹⁵ de tel, et le nome, de quei il est en regart¹⁶ de son cors, il irra. Et le seignor le deit lors faire aseurer¹⁷, et c'il ne le fait, ces homes ne le deivent mie laisser et aler au chief seignor^b. Mais ce il ne dit ce, et les quarante jors passent, et lor seignor n'a fait ce que il li ont requis, ou ne dit raison por quei il ne le deit faire et tel que court esgarde ou conoisse que ensi deit estre,

¹ Dans le manuscrit c, ce chapitre vient immédiatement après le dernier mot du précédent, sans division ni sommaire. — ² B. — ³ B. — ⁴ Et se le chief. C. D. E. T. — ⁵ Ses home. B. — ⁶ B. C. D. E. T. Ou mander. A. — ⁷ Qui default à venir. D. E. T. De venir. E. — ⁸ Par l'esgart de sa court. B. — ⁹ De quoi. B. Coy. C. — ¹⁰ D. E. T. — ¹¹ B. C. D. E. T. — ¹² Porons. C. — ¹³ Il li dit. C. — ¹⁴ Assuré. D. T. Asseuré. E. — ¹⁵ B. C. Le viaut aseur. B. Et faire seur. D. E. T. — ¹⁶ Et nome celui de qui il est en l'esgart. D. T. Et nome celui de qui il est en regart. E. — ¹⁷ B. C. D. E. T. Lors aseur. A.

^a Par l'ancien usage des fiefs, les vassaux pouvoient aider leurs seigneurs et les servir en guerre contre leur souverain, en cas d'oppression et de refus de leur faire droit par la cour des pairs. *Ego Galterus de Avenis comes Blesensis notum facio, etc. me supra Sacrosancta jurasse domino Philippo Franciæ regi, quod si dominus meus Theobaldus comes Campaniæ deficeret domino regi de bono et fideli servitio faciendo et de jure faciendo in curia ejusdem domini regis per eos qui eum possent et deberent judicare, ego, cum omnibus feodis et dominiis meis quæ de dicto Theobaldo teneo, essem in auxilium domini regis, donec id esset emendatum domino regi, ad judicium curiæ suæ et eorum qui*

eum possent et deberent judicare, etc. A. D. 1222. Ego Theobaldus, etc. notum facio universis me supra Sacrosancta jurasse carissimo domino meo ligio, quod bene et fideliter serviam contra omnes homines et fœminas qui possent vivere et mori, et quod ei non deficiam de bono et fideli servitio, quandiu ipse mihi faciet rectum curiæ suæ, per judicium eorum qui me possunt et debent judicare. Ann. 1220. T.

^b Jean-sans-Terre, roi d'Angleterre, avait précisément demandé ce sauf-conduit à Philippe-Auguste, lors du procès que ce prince lui intenta au sujet de la mort de son neveu Arthur de Bretagne. On voit que le refus du roi de France était contraire aux usages.

il se deivent toz partir de lui et aler au chief seignor à cheval et as armes ou à tel servise come il deivent de leur fiés¹, et dire li : « Sire, noz vos somes venus servir à cheval et as armes² et aidier et conseilher come nostre seignor lige, se par vos ne remaint, puisque noz veons et conoissons que nostre seignor voz default de droit faire par vostre cort. Si voz requérons que voz nos maintenés ou restorés noz fiés au vaillant, et nos amendés le damage que noz avons eu de noz choses por achaison de ce que nos somes venus à vos. Et ce vos ce nos faites dedenz quarante jors, noz serons o vos contre nostre seignor; et se vos ce ne noz faites, nos retournerons arriés³ à noz fiés et aiderons et maintendrons nostre seignor contre vos : et ce ne sera pas par nos defautes, ains sera par les vos, se vos⁴ ne faites vers nos ce que voz devés⁵ de nos fiés et de nos damages amender et restorer. » Et se le chief seignor lor fait ce que il li requierent, il ne le deivent pas⁶ guerpir tant come le contens durera⁷. Et ce il ne fait lor requeste, ciaux à qui il ne le fera deivent⁸ retourner à leur seignor et aidier le et maintenir et conseilher contre le chief seignor, tant come le contens durera. Et le chief seignor, ce il fait lor requeste, les⁹ doit croire de la value de leur fiés, sur leur foi¹⁰ que il li doivent; et dou damage qu'il auront eu de leur choses, par lor sairement sur l'Evangille¹¹.

CHAPITRE CXCIX¹².

Encores dit coment les homes des homes dou chief seignor deivent faire à la requeste dou chief seignors, et sans requeste¹³, por sauver¹⁴ la foi de quei il li sont tenus par la ligece¹⁵.

Tot ce qui est dessus escrit est ce que l'on deit faire¹⁶ à la requeste et à la semonce dou chief seignor. Et plus y¹⁷ a, ce il¹⁷ avient que le seignor de cui tienent lor fiés ciaux qui ont fait la ligece, porchace ou fait chose de quei il se mesface vers le chief seignor, et ciaux qui ont faite la ligece se pevent aparceveir, jà seit ce que le chief seignor le sache ou non, encores ne les ait il requis ne semons de riens, por ce que il se contient en la foi que il deivent le seignor garder et sauver contre totes riens qui vivre et morir puisse, il doivent dire et faire ce qui est dessus¹⁸ escrit, aussi bien come se le chief seignor les en eust requis et semons, le deivent il garnir au plus tost qu'il poront. Et se le seignor de cui il tienent lor fiés ne fait la requeste dessus escrite de ces homes, il deivent aler au chief seignor et servir le enterinement contre celui de qui il tienent; et il lor deit

¹ La fin du chapitre manque dans D. E. T. — ² A cheval et as armes n'est pas dans C. — ³ B. — ⁴ B. C. — ⁵ Devez faire. B. C. — ⁶ C. — ⁷ Durra. B. — ⁸ Leur requeste il doivent. B. — ⁹ Et le chief seignor les. B. C. — ¹⁰ Par lor dit par la foy. B. Par lair dit sur la fey. C. — ¹¹ Sur saintes Evangiles. B. — ¹² Ce chapitre manque dans C. — ¹³ Sans sa requeste. B. — ¹⁴ Sauver et garantir. B. — ¹⁵ B. — ¹⁶ Tout soit ce que dessus est escrit que l'on doit faire. D. E. T. — ¹⁷ Que s'il. D. E. T. — ¹⁸ Desouz. B.

* Le refus d'obéir à l'assignation du seigneur ne constituait pas, dans tous les cas, un manquement de foi féodale, et une peine n'était prononcée contre ce refus, qui devait naturellement amener une guerre, que quand l'assignation était donnée pour cause de meurtre ou de trahison; et alors, en vertu de la ligece, le sei-

gneur intermédiaire perdait le service de ses vassaux.

La Thaumassière a placé, dans son commentaire sur les Assises, plusieurs notes relatives à la ligece (p. 255-263) où cette matière est traitée avec une grande érudition; l'étendue de ces notes ou plutôt de ces dissertations, nous a empêchés de les reproduire ici.

restorer bien et largement tot ce que il auront perdu por venir à lui, et lor deit faire avoir leur fiés enterinement, ce il sont en leuc où il ait force et pooir. Et se le seignor de qui il tiennent ait forterece ou poeir¹, tel que il peust arester les fiés, le chief seignor lor deit restorer dedenz quarante jors, et se il ne le fait, les homes pevent retorner au seignor de cui il tiennent sans mesfaire², et servir le contre le chief seignor tant que il lor ait restoré lor fiés et lor pertes³. Et se il avient que le chief seignor se doute⁴ d'aucun de ces riches homes qui ait chastel ou cité ou ville en quei il ait peuple⁵ d'armes, le seignor dou leuc est tenus par l'assise de faire tant que le peuple jure⁶ feauté au chief seignor par celle condicion de requeste⁷ et de restorer et de tot ce qui est dessus devisié de ciaux qui ont faite la ligece. Et quant ceste assise fu faite, ciaux de Seete⁸ et de Biaufort⁹ jurerent toz au rei Amauri, quant la pais fu faite dou contens qui estoit entr'iaus, et par l'assise fu la traitement¹⁰ de la pais si come voz avés oy. Et les avantages¹¹ que le chief seignor a en la ligece de ces homes, après orrés l'eschange et l'avantage que les homes liges ont encontre ce. Le rei¹² otroia en l'establisement de l'assise que toz ces homes liges qui tenoient de lui ou de ces homes, quels¹³ que il fucnt, granz ou petis, seent tenus de fei l'un à l'autre de ce qui est dessus escrit, et que chascun d'iaus en peust requerre les autres come ces pers¹⁴; et les homes en sont tenus l'un à l'autre, aussi au plus petit come au plus grant, par quei il ne seit entechié¹⁵ d'aucun des vices par quei l'on pert vois et respons en court¹⁶.

¹ La forteresse à ou. D. E. pooir. T. — ² Mesprandre. B. — ³ Se doive. D. T. — ⁴ Peuple. D. T. — ⁵ Jure de faire. B. — ⁶ Et de requeste. D. E. T. — ⁷ Saete. B. Saiette. D. E. T. — ⁸ Beaufort. B. D. E. T. — ⁹ La traitement. B. — ¹⁰ De la paiz. Vos avez oï les avantages. B. Au roy Amauri, selon ce que je ais entendu, quant il ot guerre avec messire Gisart de Saiette, et par l'assise fu le traitement de la pais. Vous avez oy les avantages. D. E. T. — ¹¹ Ont contre ce. Le roy. D. E. T. — ¹² Quez. B. — ¹³ Come pers. B. — ¹⁴ Entagié. B. — ¹⁵ Vois en court. D. E. T.

* Cette législation était peu efficace, car il suffisait à un seigneur, pour faire tomber l'effet de la ligece, de saisir les fiefs de ses vassaux et de maintenir sa saisie durant quarante jours. Si le chef-seigneur se trouvait dans l'impossibilité de rétablir ses liges dans leurs fiefs, l'effet de l'hommage lige cessait, c'est-à-dire que le chef-seigneur perdait l'appui de ses liges, précisément à l'instant où il en avait le plus besoin. Le principe de la réciprocité s'était établi dans une sorte de contrat qui, par sa nature comme par ses termes, le repoussait. L'assise du roi Amaury n'était pas en harmonie avec les institutions du royaume de Jérusalem, qui s'efforçaient de resserrer les liens par lesquels le vassal était uni à son seigneur, et cette loi ne resta pas étrangère aux troubles qui agiterent cet état, et plus encore le royaume de Chypre, où la trahison et le mépris de la foi promise paraissent avoir été des crimes si communs que la Haute Cour renonçait le plus souvent à les poursuivre. Quand l'empereur Frédéric II vint, en l'année 1228, attaquer le roi de Chypre, il trouva, pour seconder ses desseins, cinq des plus puissants seigneurs de l'île, qui, soutenus par leurs vassaux, trahirent la cause du roi Henri I, et commirent contre ce jeune prince tous les méfaits que les Assises énumèrent. Cependant ce fut seulement en 1231 que la Haute Cour les déclara rebelles et prononça la confiscation de leurs fiefs. (Loredano, I, II, p. 99.) Durant cette longue guerre civile, l'impuissance de l'assise d'Amaury fut clairement démontrée; mais elle se révéla bien davantage dans les sanglantes discordes

qui, pendant toute la durée du XIV^e siècle, ne cessèrent d'affliger ce pays.

^b On a vu précédemment (c. cXL, p. 214), dans quelles circonstances cette assise fut rendue; mais l'auteur n'avait pas dit que tous les vassaux liges du roi de Jérusalem eussent été déclarés pairs les uns des autres. L'introduction de cette nouveauté donna un caractère particulier aux institutions féodales du royaume de Jérusalem, et sous ce rapport elles ne ressemblaient à aucune de celles qui existaient en Europe. Tous les arrière-vassaux de la couronne étaient vassaux liges du roi; de plus, ces arrière-vassaux étaient unis les uns aux autres par les liens de la foi, et pairs entre eux; d'où il suit que cette foule de vassaux formaient une association qui, placée sous la protection du roi, laissait en dehors de la hiérarchie féodale, et comme isolés, les seigneurs intermédiaires, c'est-à-dire ceux qui relevaient immédiatement du roi. Sous le rapport judiciaire, cette loi donnait à la juridiction royale une généralité qu'elle n'obtint, en France, qu'à la suite de longs efforts et de débats animés. Le temps dénonça aux Croisés l'imperfection d'une loi qui augmentait la puissance royale aux dépens du pouvoir sur lequel elle s'appuyait directement; et les événements des règnes de Baudouin III et de Baudouin IV ont montré qu'elle avait jeté des germes de désunion dans les établissements chrétiens de la Syrie, de même qu'en Chypre. Les conquérants de la Morée n'établirent pas chez eux cette institution, et rien n'indique qu'ils aient eu lieu de s'en repentir.

CHAPITRE CC.

De quei le chief seignor est tenus à ciaux des homes de ces homes qui li ont faite la ligece par l'assise; et coment et de quei tos les homes sont tenus les uns as autres par l'assise.

Le chief seignor est tenus as homes des homes¹ dou reiaume de Jerusalem² qui li ont faite la ligece par l'assise³, que il ne deit⁴ metre main ne faire metre en leur cors ni en lor fiés de quei il li ont faite la ligece, se ce n'est par esgart ou par conoissance de sa⁵ court; ni ne deit souffrir à son poeir que autre li mete. Et se aucun de leur seignors met main en leur cors ni en lor fiés, ce il ne le fait⁶ par l'esgart ou par la conoissance de sa court, le chief seignor ne le deit souffrir, ainz le doit faire delivrer le plus tost qu'il pora, ce il est pris et aresté⁷; et deit celui de ces homes qui se aura fait, mener à quanque il porra et devra par sa court⁸. Et se aucun de leur seignor faut à aucun d'iaus de faire li dreit par sa court, ou ne li tient ou fait tenir ce que sa court a esgardé ou coneu ou recordé, ou le dessaisist de son fié sans esgart ou sanz conoissance de court, et celui à qui l'on a fait aucune des dittes choses le mostre au chief seignor et li requiert que il à son seignor li face faire dreit par sa court, ou que il li face à son seignor tenir⁹ ou faire tenir ce que sa court a esgardé ou coneu ou recordé, ou le face metre en la saisine de son fié de quei il l'a dessaisi sanz esgart ou sanz conoissance de court¹⁰, le chief seignor deit faire celui venir devant lui en sa court; et quant il i¹¹ sera, il li deit dire : « Tel, vostre home, » et le nome, « m'a tel chose dit, » et die ce¹² que celui li a dit. « Si voz comanz si destreitement come je puis et doi, que voz « li faites¹³ droit par vostre court, si come voz devés, dedenz quarante jors; » se il li default de droit faire par sa court¹⁴, et ce ce est d'esgart ou de conoissance ou de recort que il ne li fait faire, si come la court l'a esgardé ou coneu ou recordé¹⁵. « Si voz comans, come à mon home, si destreitement come je puis et doi, que « voz li fassies ou¹⁶ faites faire ce que vostre court a esgardé ou coneu ou recordé « dedenz quarante jors, et de ce voz semons je en la presence de mes homes et « de ma court qui si est, et les en trai à garant. » Et se celui à qui le seignor aura fait ledit comandement et qu'il aura ensi semons come est avant dit, ne le fait dedenz le terme ou ne dit raison por quei il ne le deit faire et tel que court l'esgardera ou conoistra, et se celui à qui il a fait aucunes des dittes choses revient devant le chief seignor et li mostre que son seignor ne li a fait ce que il li comanda et de quei il le semonst, ne n'a dit chose par quei court ait esgardé ou coneu que il ne li deive faire, si li prie et requiert, come à celui qui est le chief seignor dou reiaume de Jerusalem¹⁷, que il li en face ce que il doit par l'assise ou l'usage dou reiaume de Jerusalem, le seignor deit mander querre son home et dire li en sa court ce que le sien home li a dit; et se il le conoist et ne mostre, par les

¹ B. *De ces hommes*. C. D. E. T. — ² B. — ³ B. C. D. E. T. — ⁴ *Que il doit*. B. — ⁵ B. C. D. E. T. — ⁶ *Se il fait*. B. — ⁷ C. E. — ⁸ *Que il pora, se il est pris et arresté de ses homes que il aura ce fait mener, et quant que il pora et vodra par sa court*. C. D. — ⁹ *Et li requiert que il li face à son seignor tenir*. C. — ¹⁰ *Ou le face metre, etc.* manque dans B. La fin du chapitre manque dans T. — ¹¹ *Quant il li*. A. — ¹² *Et die li cen (ce?)* B. C. Ce. C. — ¹³ *Facez*. B. *Faciez*. C. — ¹⁴ B. — ¹⁵ *Si li die : « Tel vostre home, » et le nome, « m'a dit que vostre « court a esgardé ou coneu ou recordé.* » B. C. — ¹⁶ *Et*. B. C. — ¹⁷ B.

homes de la soe cort, que il seit¹ autrement que celui ne li a fait assaveir, et ensi que il li fait ce que le seignor li comande, le chief seignor le deit dès lors en avant faire remetre en saisine² de ce de son fié de quei son seignor l'aveit des-saisi sans esgart et sans conoissance de court, et maintenir le tant come il vodra dreit faire³ à son seignor par sa court⁴. Et se il li a defailli de faire ce que sa cort a esgardé ou coneu ou recordé, et il, dedenz quarante jors, n'a fait à son home⁵ ce que sa court a esgardé ou coneu ou recordé et que le seignor li a comandé et de quei il l'a semons, si come est avant dit, il deit perdre sa court à sa vie⁶, se le seignor⁷ le viaut mener à ce que il pora par sa court; por ce, se me semble⁸, que il est assise ou usage que le seignor deit tenir et faire tenir les esgars et les condissances et les recors que sa court fera⁹, et por ce que le chief seignor est tentis par son sairement de tenir et faire tenir en sa seignorie les assises et usages de son reiaume, me semble il que puisque son home qui a la court⁹ dou don de lui ou de son ancestre n'en euvre¹⁰ si come il deit par l'assise ou l'usage dou reiaume, que il la deit perdre¹¹, et que le seignor li peut tolir à sa vie, ce il viaut, par la conoissance¹² de sa court, se il requiert à sa court que elle li conoist quel dreit en deit avoir. Et après¹³ ce que il aura les avans dis erremenz retrais ou fait retraire en sa court, que il ne me semble que celui qui sera defaillant de l'avant ditte semonce puisse chose dire par quei la court ne conoisse que il ne deit plus avoir court en sa seignorie à sa vie et après¹⁴ le comandement et la semonce dou chief seignor, puisqu'il a defailli à son home de faire li dreit par sa court ou de faire li ce que sa court a esgardé ou coneu ou recordé¹⁵.

¹ Que il est. B. c. — ² En sa saisine. c. — ³ Con il vouldra que il doit faire. c. — ⁴ c. — ⁵ A sa vie n'est pas dans c. — ⁶ Le chief seignor le doit de lors en avant faire, et celui qui ne fait son dit comandement ne sa dite semonse perdra sa court, se le seignor. B. — ⁷ Por ce que il me semble. c. — ⁸ Que sa court dit et fait. c. — ⁹ Qui la court. B. — ¹⁰ Ne euvre. B. Non euvre. c. — ¹¹ Prendre. B. — ¹² Par l'assise conoissance. c. — ¹³ Doit avoir amprès. B. c. — ¹⁴ Sa seignorie amprès. B. c.

^a Ainsi, en cas de défaute de droit, le suzerain n'appelait pas, selon l'usage de France, la cause à sa cour, mais, sans examiner le fond de l'affaire, il rétablissait le vassal dans sa saisine.

^b Les mots *ce me semble*, dont l'auteur se sert au commencement de ce paragraphe, indiquent que l'opinion qui y est développée lui appartient, et qu'elle est fondée plutôt sur une interprétation qu'il fait de l'assise, que sur le texte même de cette assise. En effet, d'après le droit commun, un seigneur, pour n'avoir pu ou voulu rendre justice à son vassal, perdait la connaissance de l'affaire dont le vassal voulait saisir sa cour, et le jugement était déferé à la cour du suzerain. La défaute de droit n'avait pas d'autre conséquence, et le seigneur défailli n'était point dépouillé, pour ce motif, de la plus belle prérogative de son fief. (Beaumanoir, l. LXII, p. 319. De Fontaines, c. XXI, n° 30, 31, 32, p. 123.) Ibelin conclut de ce que les lois du royaume de Jérusalem imposent à chaque justicier l'obligation de rendre la justice, que si l'un d'eux manque une seule fois à ce devoir, il peut perdre son droit de justice pour tout le reste de sa vie. Cette conclusion nous paraît beaucoup trop sévère, et malgré la tendance marquée de la législation du royaume de Jérusalem à concentrer dans les mains du roi et des hauts-barons le pouvoir seigneurial, nous ne pensons pas que cette législation se soit éloignée d'une façon si prononcée, et dans une matière aussi grave, de l'usage général de la féodalité. Pierre de Fontaines explique avec

beaucoup de soin la procédure que le vassal devait suivre en cette circonstance : « Encore se peut on départir de se court à le premiere defaute ke on trouveroit par droit : nekeden je ne lō mie à plaideurs ki sunt si home, ki s'en partent si tost, pour le reverense ke on doit à son sengneur. Mais s'il ont atendu trois quinzaines, ou quatre, continuées, et tous les jors le traient en defaute, je crois kil s'en puet partir et aler à la court à l'avenant sengneur. Et soit finés li pais en la forme par devant dite. Et se li sires faisoit deus quinzaines de defaute, et puis venist, et puis defaillist, si k'il ne peust avoir trois quinzaines, ou quatre, de continueus defautes, kant tens baras seroit aperceus deux fois, ou trois, bien s'en porroit on ensi partir de se court. Car baras ne tricherie ne doit à nului valoir. Quant aucuns se veut partir de le court son sengneur, pour le defaute ke il treuve, face son aversaire ajorner en le court le roi. » C. XXI, n° 30 et 31, p. 123. Dans les deux contrées, l'autorité royale était le recours légal, mais en France ce recours constituait la peine. Jusqu'à la destruction de la féodalité, il fut reçu, dans ce pays, qu'un seigneur pouvait perdre sa juridiction pour deux fautes : 1° s'il ne rendait pas la justice à ses sujets ; 2° s'il les maltraitait. Mais cette peine ne devait pas être prononcée contre un seigneur coupable seulement de négligence ou d'injustice légère ; il appartenait au juge d'apprécier le caractère des faits avec équité. (Guy-Pape, *Decis. Gratian. parl. Quæstio LXII.*)

CHAPITRE CCI¹.

Si esclarsisse coment² toz les homes des homes³ dou chief seignor⁴ sont, par ladicte assise, tenus les uns as autres, si come est devant dit; et coment il se doivent aider et conseilher⁵.

Toz les homes doudit reiaume sont par ladicte assise tenus les uns as autres, si come est avant dit, et en tel maniere, que se leur seignor met ou fait metre main el cors ou el fié d'aucun d'iaus sanz esgart ou sanz conoissance de sa court, que toz les autres homes doivent venir devant leur seignor, se il a son home aresté ou fait arester sanz esgart ou sanz conoissance de court, et le tient ou fait tenir en prison, et se⁶ aucun des parens ou des autres amis de celui qui est aresté⁷ les requiert de par lui que eaus⁸ le facent delivrer, et que il en euffre à faire dreit par eaus come par ces pers⁹, il doivent toz venir devant le seignor et dire li : « Sire, noz avons entendu que voz tel nostre per avés aresté; si voz « prions et requérons si destreitement come noz poons et devons, que se il est « aresté en vostre poeir¹⁰, que voz le faites delivrer sans delai, et que vos le « menés par l'esgart de vostre court¹¹. » Et se le seignor le fait delivrer, tant come celui qui aura esté aresté vodra faire dreit par ces pers, il le doivent maintenir à droit come leur per. Et se le seignor ne le fait delivrer à leur requeste, ou ne dit chose par quei il ne le deit faire et tel que court l'esgarde ou conoisse, tos les homes ensemble doivent aler là où il sevent que il est aresté et delivrer le à force ou autrement, se le cors de leur seignor ne lor defent as armes, contre le quel il ne pevent ni ne doivent porter armes ne faire chose à force, et dire li que tant come il vodra faire droit par ces pers, que il le maintendront come leur per. Et se le seignor le defent contre eaus as armes ou autrement à force, il li doivent¹² dire : « Sire, voz estes nostre seignor, ne contre vostre cors noz ne porteremes « armes, ni ne feriens chose à force. Et puisque voz noz defendés à force à de- « livrer¹³ nostre per qui est pris et enprisonés sanz esgart ne sanz conoissance « de court, noz voz gaions toz ensemble et chascun par sei dou servise que noz « vos devons tant que voz aiés nostre per¹⁴ tel delivré ou fait delivrer, ou dite « raison por quei voz ne le devés faire et tel que court l'esgarde ou conoisse¹⁵. »

¹ Les chapitres cci, ccii, cciii et cciv ne font qu'un seul chapitre dans c. — ² *Et en quel maniere*. B. *Coment et de quoy*. c. — ³ *Touz les homes*. B. c. — ⁴ D. E. T. — ⁵ *Et coment, etc.* n'est pas dans B. c. — ⁶ B. c. D. E. T. — ⁷ *Pris*. B. c. D. E. T. — ⁸ *Que il*. B. — ⁹ *Ou par ses pers*. B. D. E. T. — ¹⁰ *Que se il est arresté en vostre poeir* n'est pas dans D. E. T. — ¹¹ *Par vostre court*. B. c. D. T. *Et que voses le faites mener*. E. — ¹² *Yaus li doivent*. c. D. E. T. — ¹³ c. D. E. T. — ¹⁴ *Pier*. B.

* Rien dans ce chapitre ne s'éloigne des idées généralement reçues sur la pairie. Tous les covassaux d'un seigneur étaient pairs entre eux et juges les uns des autres, dès lors il était naturel qu'ils prissent fait et cause pour l'un d'eux injustement détenu, et sommassent le seigneur de le présenter à leur jugement. Mais que dire de la distinction établie par Ibelin, entre la délivrance du prisonnier exécutée hors de la présence ou en la présence du seigneur, et déclarée légale dans un cas et illégale dans l'autre? Cette distinction peut paraître plus

subtile que fondée; cependant il faut remarquer que, dans l'origine de la féodalité, le pouvoir des seigneurs était inhérent à leur personne et n'admettait pas de délégation; dès lors résister, les armes à la main, aux agents du seigneur, n'était point forfaire contre le seigneur. Il fallut que les idées de droit eussent fait des progrès, pour que l'on comprît la nécessité de déléguer le pouvoir seigneurial, et, comme conséquence de ce principe, que le délégué du seigneur représentait le seigneur lui-même.

CHAPITRE CCII¹.

Se le fié d'aucun des homes est aresté par le seignor sanz esgart ou sanz conoissance de court, coment celui qui est aresté² le peut³ destraindre par l'esconjurement de ces pers.

Et se le seignor a le fié d'aucun d'iaus⁴ aresté ou fait arester sanz esgart ou sanz conoissance de court, celui de qui le fié est ensi aresté deit assembler tant de ces pers come il porra et dire lor et mostrer⁵ coment leur seignor et le sien a son fié aresté sans conoissance de court⁶; si lor prie⁷ et requiert et conjure, come à ces pers, que il li facent son fié rendre, ou que il se portent vers lui si come il deivent come vers leur per, et bien euffre à faire droit par eaus, come par ces pers, quant il aura⁸ son fié. Et lors toz ensemble et chascun par sei dēivent venir devant le seignor et dire li : « Sire, nostre per tel, » et le noment, « noz a tel chose ditte et nos a ensi requis et conjuré⁹, » et dire li coment. « Si voz prions et requerons que voz à nostre per¹⁰ tel rendés sanz « delai son fié, et le remetés ou faites remettre en saisine; et se voz après li savés « que demander, que voz li demandés par vostre court et que vos le menez par « vostre court¹¹. Et se voz ne le faites, nos ne porons muer que noz ne fassieens « ver lui ce que noz devons. » Et se le seignor ne le fait, et il en requiert ces pers qui li¹² doignent force et poeir de remettre se en sa saisine, il le deivent faire et metre¹³ le en sa saisine par force ou autrement, et maintenir le contre toz homes, mais¹⁴ que contre le cors dou seignor¹⁵ ou d'autre home à qui il seent tenus de fei. Et se le seignor lor defent as armes ou autrement que en dit, et il est là present, il li deivent dire : « Sire, voz estes nostre seignor, et contre vos ne porons nos mie armes ne forsegerons¹⁶ tant come voz serés present, mais contre « toz autres que voz ferieus noz nostre leau pooir¹⁷ de remettre nostre per en saisine de son fié, et maintenir le en sa saisine tant¹⁸ come il vodra faire droit. « Et puisque ensi est, que voz, qui estes nostre seignor et contre qui noz ne poons « porter armes ne faire chose à force là où vostre cors est, et noz defendés à force « que nos ne metons¹⁹ nostre per en saisine de ce de quei il a esté dessaisi sanz « esgart et sanz conoissance de cort, noz toz ensemble, et chascun par sei, voz « gaions²⁰ dou servise que noz vos devons, tant que vos aiés rendu à nostre per « tel, » et le noment, « son fié, ou dite raison por quei vos ne le devés faire, et tel « que court l'esgarde ou conoisse. » Et après il²¹ ne li deivent faire servise ne chose que il lor comande tant que il ait fait ce que il li ont requis.

¹ Ce chapitre, dans le manuscrit c, vient immédiatement après les derniers mots du chapitre précédent, sans division ni sommaire. — ² B. — ³ De court, celui le doit. D. E. T. — ⁴ D'aucun des homes. D. E. D'aucun de ses homes. T. — ⁵ C. — ⁶ Doit assembler, etc. manque dans B. — ⁷ Est enci arresté sanz esgart ou sanz conoissance de court, si lor prie. D. E. T. — ⁸ Quant il en ravra. C. E. — ⁹ Dit et conjurés. D. E. T. — ¹⁰ Pier. B. — ¹¹ C. D. E. T. — ¹² Que il li. C. D. E. T. — ¹³ En sa saisine et que il le maintiennent si con il doivent, il doivent touz aler o luy et remettre. C. — ¹⁴ Ne mais. C. Remetre le en saisine, et que il li maintiegnent, si com il doivent, il doivent tous aler à lui et metre le en saisine et maintenir le contre tous homes, ne mais. D. E. T. — ¹⁵ Que contre le chief seignor. D. E. T. — ¹⁶ Ne forcerons contre vos. B. C. Ne poons mie armes porter, ne nous efforcerions contre vous. D. E. T. — ¹⁷ B. C. D. E. T. — ¹⁸ Nostre pair en la saisine tant. D. E. T. — ¹⁹ Et vous defendez à force que nous ne remettons. D. E. T. — ²⁰ Gageons. T. — ²¹ Et amprès ce il. B. C. D. E. T.

CHAPITRE CCIH¹.

Se le seignor faut à aucun de ces homes de faire li faire², si come il deit, esgart ou conoissance ou recort de court, ou ce que court³ a esgardé ou coneu ou recordé, ou aucune autre chose⁴ le seignor⁵ ne li tient ou ne li fait tenir, et celui à qui le seignor faudra d'aucune des avant dittes choses, requerra ces pers que il facent vers lui ce que il doivent⁶, il deivent leur seignor requerre que il le face, ou⁷ gagier⁸ le de leur servise en la maniere avant dite, tant qu'il l'ait fait⁹.

Se le seignor faut de paier si com il doit¹⁰ à aucun de ces homes de son fié, et celui li requiert sa paie, et après le semont¹¹ si come il deit par les termes qui sont establis à ce, et il ne le paie par lesdis¹² termes; se celui¹³ qui aura son seignor ensi semons, si come il deit, de avoir sa paie et ne l'aura eue, requiert et conjure¹⁴ ces pers, si come il deit, que il le facent paier de ce que son seignor li deit de son fié¹⁵, les homes en deivent faire ce qui est après devisié en cest livre qu'il deivent faire quant tel cas avient. Et je qui ais fait cest livre, ai veu pluisors des avant dittes choses faire en la Haute Court dou reiaume de Jerusalem et aucunes en celle de Chypre; et aucunes ais oy¹⁶ dire à pluisors sages homes de mon tens. Car au tens que l'empereor Federic¹⁷ teneit le baillage dou reiaume de Jerusalem, fu fait à monseignor mon oncle le vieill seignor de Barut^{18a}, et au seignor de Cesaire^{19b} mon cosin, et à mei et au seignor de Kayphas²⁰ mesire Robart²¹, et à sire Phelippe l'Asne²² et à sire Johan Moriau²³, que nos pers à nostre requeste noz donerent force de noz res-saisir de nos fiés, de quei le seignor de Seete²⁴ mesire Beleem²⁵, qui estoit baill de l'empereor Federic, nos aveit dessaisi de nos fiés sanz esgart et sanz conoissance de court, par le comandement que ledit empereor li fist. Et vis et oys as homes doudit reiaume ledit seignor de Seete qui estoit baill doudit empereor²⁶ gagier dou service qu'il devoient à l'empereor, por ce que il ne teneit ni ne faiseit tenir²⁷ à la princesse Aalis, qüi fu mere dou prince Rupin^{28c}, ce que

¹ Ce chapitre, dans le manuscrit c, vient immédiatement après le précédent, sans division. — ² *De faire*. D. E. T. — ³ *Ou se court*. B. *Si com court*. D. E. T. — ⁴ *En aucune chose*. C. — ⁵ *Et le seignor*. D. E. T. — ⁶ *Ses pers de ce que il devront*. D. E. T. — ⁷ *Et*. D. E. T. — ⁸ *Guarder*. D. E. — ⁹ *En la maniere que il ait fait*. B. Le titre de ce chapitre du manuscrit A. semble, dans B. c, être la suite du chapitre précédent; et après les mots *en la maniere que il ait fait*, le manuscrit B. seul porte pour titre du présent chapitre: *Se le seignor faut de paier aucun sien home de son fié puisque il l'aura requis, coment il doit conjurer ses pers*. — ¹⁰ B. — ¹¹ *L'en semont*. C. — ¹² *As diz*. B. — ¹³ *Et les dits termes passent, celui*. D. E. T. — ¹⁴ *Doit requerre et conjurer*. D. E. T. — ¹⁵ *Conjurer ses pers, si com il doit, que il destraignent le seignor, si com pevent et doivent, que il le facent paier, si com il doit, ce que il li doit de son fié*. B. C. D. E. T. — ¹⁶ *Et les autres oï*. B. C. D. E. T. — ¹⁷ B. *Frederit*. A. *Fedric*. C. *Federic*. D. E. T. — ¹⁸ *Baruth*. B. *Baruch*. D. E. T. — ¹⁹ *Sezare*. D. E. — ²⁰ *Caïphas*. B. *Caïfas*. C. D. E. T. — ²¹ *Richart*. B. — ²² *Et à sire Phelippe l'Asne* n'est pas dans B. *Et à sire Felipe Lahne*. C. *Filipie la Hue*. D. *Felipie la Hue*. E. *Phelippe la Hue*. T. — ²³ *Messire Jehan Morian*. D. E. T. — ²⁴ *Sete*. B. *Sayete*. C. *Saiette*. D. E. T. — ²⁵ *Balian*. B. D. E. T. *Balean*. C. — ²⁶ *Dou dit royaume*. D. T. — ²⁷ *Tenir et par-faire*. B. *A parfaire*. C. D. E. T. — ²⁸ *Dou prince dou Pin*. T.

^a Voyez pages 103, 112 et 113.

^b Ce seigneur de Césarée était probablement Jean, fils de Gauthier, qui épousa Alix, nièce d'Eustorge, arche-

vêque de Nicosie. Nous ne pouvons dire par quel côté il se trouvait parent d'Ibelin.

^c Ce seigneur était Robart II, sur lequel on lit dans

la Haute Court doudit reiaume aveit esgardé dou plait qui estoit entre li et les freres de l'Hospitau des Alemans de la seignorie dou Thoron¹, laquel elle desraina vers eaus par l'esgart de la Haute Court doudit reiaume²; ne por ce que le dit seignor de Seete diseit que il ne se poeit de cel fait entremetre, que l'empereor li aveit mandé desfendant qu'il ne s'entremeist de cel fait³, et mostreit le comandement qu'il en aveit eu par letres de l'empereor, ne remest mie⁴ que les homes⁵ doudit reiaume, à la requeste de laditte princece, ne le gaiacent⁶ dou servise que il deveient audit empereor, tant que il eust fait à ladite princece ce que la court aveit esgardé. Et après, par le gré et l'otrei de ladite princece et desdis homes, il se relaissierent de cel gagement, et retournerent audit servise⁷ que il deveient audit empereor⁸. En Chipre⁹, au tens le roi Henri¹⁰, vi ge¹¹, à la requeste mesire Phelippe de Gibelet, à qui le rei deveit de son fié, et que le terme¹² de sa paie esteit passé, et que il aveit sa paie requise au seignor¹³ pluisors feis, en court et fors court¹⁴, et après semons par les treis quinsaines et les treis quarantaines, qui sont establies à son seignor semondre de faire le paier de son fié, et que elles esteient passées¹⁵ et toz les termes qui sont establis que l'on deit son seignor atendre de sa paie par l'assise¹⁶, que toz les homes¹⁷ qui là furent vindrent devant le rei, et li prièrent et requistrent qu'il feist paier ledit Phelippe de ce que il li deveit de son fié ou paiast¹⁸ ou feist faire son gré, et que le rei le fist et ne vost atendre que l'on le gaiast¹⁹, si come l'on deit faire par l'assise, ainz li fist maintenant son gré de ce que il li deveit. Et lor ledit Phelippe mercia les homes liges²⁰, et lor dist que le rei aveit²¹ tant fait de sa paie que il s'en teneit apaié²²: et par²³ ce demorra que les homes ne gagierent le roi de leur servise²⁴.

¹ Des Alemans de la seignorie qui estoit dou Touron. D. E. T. — ² De cel plait. B. D. E. T. — ³ Ne por ce ne remeist. D. E. T. — ⁴ Qu'il en avoit par les littres de l'emperour, ne pour ce ne demoura que les homes. B. — ⁵ Gaiassent. B. Jaiassent. C. Guaiassent. D. E. Gageassent. T. — ⁶ Il se lessierent au dite servise. B. — ⁷ Les manuscrits D. E. et l'édition de la Thaumassière indiquent ici un chapitre sous cette rubrique : *Comment ce gagement dessus dit fu fait meismes en Chipre, à tens dou roy Henry.* — ⁸ Et en Chypre. C. — ⁹ Ai je veu. B. C. D. E. T. — ¹⁰ Que le termen. B. Dont le terme. D. E. T. — ¹¹ Au roy. B. C. D. E. T. — ¹² Et sanz court. C. — ¹³ Paiés. B. — ¹⁴ Establiz par l'assise com doit seignor atendre de sa paie. B. C. — ¹⁵ Et les trois querantaines qui sont establis par l'assise que l'on doit son seignor ataindre (*destraindre*. T.) de sa paie, que tous les homes. D. E. T. — ¹⁶ Ou paiast n'est pas dans C. D. E. T. — ¹⁷ Gagast. B. Gaagast. C. Guajast. D. E. Gageast. T. — ¹⁸ Mercia les homes de ce que il li avoient fait. B. Mercia tous les homes de ce que il avoient fait. C. — ¹⁹ Li avoit. C. — ²⁰ Et lors le dit Philippe mercia les homes de ce que il avoient fait de sa paie et que il se tenoit à paié. D. E. T. — ²¹ Por. B. T.

le manuscrit de du Cange intitulé : *Histoire des principautés et des royaumes de Hiérusalem, de Cypre et d'Arménie* (Suppl. franc. n° 1224) : « Rohart II du nom, seigneur de Cayphas, épousa Églantine, fille de Raymond, seigneur de Nefin, dont il eut trois filles : Helvis, dame de Cayphas; Alix, femme de Jean d'Ibelin, seigneur d'Arsur, et Agnès mariée à Bouveret Grimaldi ou de Grimaut, noble Génois. Il n'est pas bien constant si c'est ce seigneur de Cayphas qui perdit la vie en une bataille contre les infidèles, l'an 1244, ou quelqu'un de ses successeurs, l'histoire ne marquant pas exactement le temps auquel ils vivoient; et, par la même raison, il est incertain si ce fut de son temps que Conradin, sultan de Damas, détruisit cette place, laquelle le roi saint Louis, étant en la Terre-Sainte, répara et re-fortifia de nouveau, vers l'an 1252, et enfin si ce fut sur lui que Bendocdar la prit en l'an 1265 et qu'il la ruina. » (*Assises de Hiérusalem*; c. ccvi. Math. Paris,

ann. 1244, p. 419. *Cartulaire du S. Sépulch. de Hier.* aux Preuves de l'*Hist. de Béthune*, p. 358. Hoveden, p. 543, 636. Sanut. l. III, part. II, c. 10. Nangis, in *S. Ludovic.* p. 359. Raynald. *hoc anno*, n° 43.)

* On lit dans le même ouvrage : « Balian, sire de Sagette, fils de Renaud, gouverna le royaume de Hiérusalem sous l'empereur Frédéric, qui lui rendit la ville de Sagette après qu'elle lui eut été remise par les Sarrazins... Il épousa une dame Marguerite, que le *Lignage d'Outremer* dit avoir été nièce de Jean de Brienne, roy de Hiérusalem. »

²² Henri I régna de 1219 à 1253.

* Saint Louis éprouva un pareil refus de service, et pour la même cause, des chevaliers qui défendaient Acre. Il fut contraint, pour les retenir et les satisfaire, d'emprunter à des marchands siennois une somme de 2400 livres. (*Trésor des chartes*, carton J, n° 208.)

CHAPITRE CCIV¹.

Si devise coment toz les homes gagierent le roi Aymeri², quant il congea dou reiaume mesire Raou³ de Thabarie⁴.

Et je ay⁵ oy dire à monseignor mon oncle le vieill seignor de Baruth⁶, que⁷ quant le rei Henri⁸ congea mesire Raou⁹ de Thabarie^b dou reiaume de Jerusalem, que mesire Raou¹⁰ requist et conjura ces pers que il le maintenient¹¹ à dreit come leur per, et que il li offreit à faire dreit par eaus come par ces pers, se il esteit aucuns¹² qui riens li demandast en la court; et offreit à aleauter sei¹³, en la court le rei, de ce que il li meteït sus : si les requereit et semoneit et conjureit que il alacent o lui devant le rei, que il lor voleit ce offrir devant eaus en la court¹⁴. Et que monseignor¹⁵ mon oncle fu un de ciaux que mesire Raou semonst et conjura, si come est avant dit, et¹⁶ que il et les autres homes le rei¹⁷ alerent en la court¹⁸ o lui; et que quant il furent devant le roi, que mesire Raou li dist : « Sire, vos m'avés congeé de vostre reiaume sans esgart et sans conoissance de court; laquel chose voz ne devés ni ne poés faire, par l'assise ne l'usage¹⁹ de cest reiaume, tant come je vodrai faire dreit par vostre court. Sire, et je euffre si en vostre court de faire dreit si come je deïs par mes pers, c'il y a aucun qui aucune chose me requiert en vostre court, et me offre à aleautre en vostre court²⁰ de ce que voz m'avés mis sus que je ai fait contre voz, se il est home qui metre en avant le vueille²¹, dès le plus bas home de vostre reiaume jusque au plus haut. Et tant come je euffre ce à faire par²² vostre²³ court, voz ne me devés congeer de vostre reiaume sans esgart ou sans conoissance de court. Si vos requier et conjur come mon seignor, que voz, après ce que je ai offert en vostre court, ne me congeés de vostre reiaume, et que voz me tenés à dreit en vostre court come vostre home, et me menés par l'esgart de mes pers. » Et que por chose que il deïst, que le rei²⁴ ne s'en vost souffrir, et que il requist et conjura là ces²⁵ pers qui²⁶ le maintenient à dreit si come il deveient come leur per, puisque il aveit offert et offreit en la court ce que il avoient oy. Et que lors²⁷ toz les homes dou

¹ Ce chapitre, dans les manuscrits c. d. e. et dans l'édition de la Thaumassière, vient après le précédent, sans division ni sommaire. — ² Le roi Aymeri. B. — ³ Raoul. B. — ⁴ Dou reaume de Jerusalem et coment il l'esconjura. B. — ⁵ C. — ⁶ Baruch. B. D. E. T. Barut. C. — ⁷ B. C. D. E. T. — ⁸ Haimeri. B. Heimeri. c. Aimeri. D. E. T. — ⁹ Raul. B. — ¹⁰ Raoul. B. — ¹¹ Que il le menassent. D. E. T. — ¹² Se il y avoit nul. D. E. T. — ¹³ Aleauter s'en. c. Que il estoit prest d'aloiauter soi. D. E. T. — ¹⁴ Se offrir devant yaus et que il y alassent. c. D. E. T. — ¹⁵ B. C. D. E. T. — ¹⁶ Et et. A. — ¹⁷ Le rei n'est pas dans B. D. E. T. — ¹⁸ Alarent devant le roy. B. — ¹⁹ Et l'usage. D. E. — ²⁰ B. D. E. T. — ²¹ Qui le veuill maintenir. B. Metre avant et maintenir. c. D. E. T. — ²² A prover et à faire en. B. — ²³ En vostre. c. D. E. T. — ²⁴ Haymeri. B. Heimeri. c. Que il deïst le roy Heimeri. D. E. Que il deïst le roy Aimeri. T. — ²⁵ Et conjura à ses. B. Et conjura ces pers. c. — ²⁶ Qu'il. c. Que ils. D. E. T. — ²⁷ B. C. Et lors. D. E. T.

* Tous les manuscrits, excepté A, portent Aimeri (Amaury) au lieu d'Henri. Amaury II étant mort en 1205, Balian III de Baruth, qui mourut en 1240, avait vécu sous le règne de ce prince. Il est donc difficile de dire quelle est la leçon préférable.

^b Raoul de Thabarie, troisième fils de Guillaume de Bures et de la princesse Eschive, et qui, malgré le nom qu'il portait et l'affirmation des *Lignages d'Outremer*, ne fut pas seigneur de cette principauté. Voyez du Cange, *Hist. des principautez du royaume de Hiérusalem*.

rei li respondirent que ce feroient il volentiers. Et il les en mercia et s'en parti de la court. Et que toz les homes dou rei requistrent ou rei que il s'en souffrist de ce que il aveit ensi leur per congeé, et que se il ne s'en souffrist et ne meneit mesire Raou par l'esgart de sa court, que il le gageroient¹ toz ensemble et chascun par sei dou servise que il li deveent, tant que il eust faite leur requeste; et que bien seust il que il maintendroient contre lui mesire Raou si come il deveent² come leur per. Et que pluisors granz paroles y ot dittes au rei, et à tant laissierent le rei³ et alerent à mesire Raou, et li distrent coment il aveient le rei gagié de leur servise, et que il li offreient toz ensemble et chascun par sei de lui aider et maintenir en cel fait si come il deveent come leur per. Et il les en mercia moult, et lor dist qu'il s'en souffriroit lors de sa requeste et dou conjurement que il lor aveit fait; que puisque le rei esteit de tel portement vers lui, que il ne le servireit ni ne demorrereit en son reiaume, por chose qu'il li seust doner ne qu'il li feist⁴. Et que il s'en parti dou reiaume dedenz le terme⁵ que le roi li aveit mis, et que le gagement⁶ de quei il aveient le rei gagié demora⁷, par ce que mesire Raou s'en soufri de la requeste que il lor aveit dit et fait et dou conjurement que il les aveit conjurés. Et oy dire à monseignor mon oncle, de cui Dieu ait l'arme, que se un tel cas avenist come est devant dit, come celui de mesire Raou de Thabarie et dou rei Henri⁸, que les homes de la court comunaument⁹ le doivent ensi faire come il est devisié que il et les autres le firent, quant le rei Henri¹⁰ congea mesire Raou dou reiaume de Jerusalem sanz esgart et sanz conoissance de court.

CHAPITRE CCV.

Se le seignor congee son home de sa seignorie sans esgart ou sanz conoissance de la court de là où il est¹¹ son home, que¹² l'ome qui est ensi congeé deit dire et requerre à son seignor et quei à ces pers, et que ces pers en doivent dire et faire.

Se il avient que un seignor de sa volenté congee un de ces homes de sa seignorie, sans ce que il l'ait ataint des choses par quei il le face¹³ congeer par esgart ou par conoissance de court, il me semble que il deit dire au seignor et¹⁴ en la presence de partie de ces hommes : « Sire, je sui vostre home et apresté « sui¹⁵ de dreit faire en vostre court, se voz ou autre me savés que demander; et « tant come je sui dreit offrant par vostre court, voz prie je et requier et conjur « come à mon seignor, que voz ne me congeés de vostre terre, ni ne viaus¹⁶ que « voz le fassiés, se vostre court ne conut¹⁷ que voz faire le deés, et de ce voz re- « quier je l'esgart ou la conoissance de la court. » Et mete¹⁸ son retenaill^a. Et se le

¹ B. C. D. E. T. *Gagereent*. A. — ² *Devroient*. C. D. E. T. — ³ *Et atant se (s'en. C. D. E. T.) partirent de devant le roy*. B. C. D. E. T. — ⁴ *Por chose que il li fist*. D. E. T. — ⁵ *Termen*. B. — ⁶ *Que le roy li dona, et le gagement*. D. E. T. — ⁷ *Demorra*. A. — ⁸ *Aymeri*. B. T. *Heymeri*. C. *Heimeri*. D. E. — ⁹ *Comunalment*. C. *Communement*. D. E. T. — ¹⁰ *Aymeri*. B. *Heimeri*. C. D. E. *Aimeri*. T. — ¹¹ *De la court de là ont celui est*. D. E. *De la court de là dont celui est*. T. — ¹² *Car*. D. E. — ¹³ *Il le puisse*. C. — ¹⁴ D. E. T. — ¹⁵ B. C. D. E. T. — ¹⁶ *Ne ne voul*. B. — ¹⁷ *N'esgarde*. B. C. *Ne l'esgarde ou conoist*. D. E. T. — ¹⁸ *Et metre*. C.

^a Il résulte d'une lettre d'Innocent III à Philippe-Auguste, qu'en France, *ex generali consuetudine regni, fide-*

lis a domino sine iudicio spoliatus, nec diem ab ipso vel alio super spoliacione sua recipere teneatur, nec in ipsius curia

seignor ne se sueffre por tant de lui congeer, ne cel esgart ne celle conoissance ne li fait faire, il deit venir à ces pers, et lor deit dire : « Seignors, mon seignor « et le vostre m'a congeé¹ de sa seignorie sur ce que je li ais offert à faire dreit « par sa court, et esgart ou conoissance li en ais requis; » et dire li coment il li a requis; « ne il l'esgart ne la conoissance ne me viaut faire², ne de mei « congeer ne se sueffre. Por quei je voz pri et requier et conjur come mes pers « que vos aillés à mon seignor, et li priés et requerés qu'il ne me congée de sa « seignorie tant come je vodrai³ faire dreit par sa court, come celui qui euffre à « faire dreit⁴ par voz, qui mes pers estes, à lui ou à aucun qui riens me saura « que demander, et ce li euffrés de par mei⁵; et tant come je euffre à faire dreit « par mes pers, je n'entens que il me puisse ne dée par raison congeer de sa sei- « gnorie. Por quei je vos pri et requier et conjur, come à mes pers, que voz ne « me soufrés si à surmener⁶, tant come je euffre dreit à faire par voz, ainz me « maintenés, si come voz devés, come vostre per. » Et à mei semble que après ce toz les homes deivent venir devant le seignor et dire li : « Sire, tel vostre home⁷, » et le noment, « est venu à nos, et noz a dit que voz l'avés congeé de vostre sei- « gnorie sur dreit offrant; et dit que il voz a offert à faire dreit par ces pers en « vostre court, et à noz meismes l'a il offert⁸, et prié et requis que noz⁹ le voz « offrons de par lui : et nos le vos offrons de par lui¹⁰; et noz a conjuré que noz le fas- « sions tenir à dreit par l'esgart de la court, ou que noz le maintenons si come noz « devons come nostre per¹¹. Por quei noz voz prions et requerons, come le nostre « seignor, que voz nostre per tel tenés¹² à dreit, et menés par l'esgart de vostre « court¹³, et li faites faire l'esgart que il voz a requis, ou que vos vos sueffrés de « lui congeer de vostre seignorie, tant que voz li aiés fait faire l'esgart que il voz a « requis, ou ditte raison por quei voz ne li devés faire et tele¹⁴ que vostre court « l'esgarde ou conoisse. Et se voz ce ne faites, noz toz¹⁵ ensemble, et chascun par « sei, voz gaions¹⁶ dou servise que noz voz devons; et bien sachiés que tant « come il vodra faire dreit en vostre court par ces pers, noz ne souffririons que voz « le surmenés, ainz le maindrons à dreit si come noz devons. » Et se le seignor li viaut après ce mau faire, il le deivent aider et defendre¹⁷ contre totes genz¹⁸, sauf le cors dou seignor, tant come il vodra dreit faire par ces pers¹⁹.

¹ Mon seignor ci m'a congeé. T. — ² Par sa court, et esgard li en ay requis et il ne me le viaut faire. C. Je li ais dit et offert à faire droit par sa court, et li a (et je li ay. T.) requis, et il ne me (il ne le. T.) ueant faire. D. E. T. — ³ Je vodrais et devrais. D. E. T. — ⁴ A faire dreit par sa court, come celui qui offre à faire droit. B. — ⁵ Et si le en ferés de par moi. D. E. T. — ⁶ Formener. B. Soufrés eni à formener. C. — ⁷ D. E. T. — ⁸ La où il a ofert. C. Et à vous meismes a il offert. D. E. T. — ⁹ Et requis nos a que nos. C. D. E. T. — ¹⁰ B. — ¹¹ Pier. B. — ¹² Menés. T. — ¹³ Et menés, etc. n'est pas dans D. E. T. — ¹⁴ Tele. B. Tel. C. — ¹⁵ Que co- noisse, nous tous. D. E. T. — ¹⁶ Gaions. C. — ¹⁷ Aider à defendre. D. E. T. — ¹⁸ Tous homes. C. D. E. T.

experiri; c'est-à-dire que le vassal devait, avant tout, être remis en saisine et ajourné ensuite devant la cour du seigneur, ce qui était juste, et ce qui ne résulte pas du mode de procéder indiqué par Ibelin, où le vassal offre de venir dessaisiné devant la cour, et par conséquent de subir tous les inconvénients de cette situation peu avan- tageuse. (*Innocentii III epistolæ*, t. II, p. 614.)

* En voyant combien, dans le royaume de Jérusalem, l'union des pairs entre eux était intime, solide et fé- conde en résultats, en considérant que les obligations qui résultaient de cette puissante association balançaient, dans plus d'un cas, les devoirs du vassal envers le suze- rain, on ne peut s'empêcher de remarquer avec regret

que rien de semblable n'existait plus en Europe, où le pouvoir des souverains avait partout renversé les obsta- cles qui s'opposaient à ses accroissements, et réduit la pairie à ne plus être qu'une institution judiciaire. En France, le mot *pairie* indiquait un fait, et non plus un droit: des seigneurs étaient égaux ou *pairs* entre eux, parce qu'ils relevaient au même titre du même seigneur, et il n'en résultait pour eux d'autre prérogative que celle de ne pouvoir être jugés que par leurs égaux, préroga- tive qui ne résista pas à l'établissement des bailliages, et que la cour du roi contestait obstinément, par les mo- tifs les plus faibles, même à ces douze pairs de France, chez lesquels il semblait que les anciens privilèges de la

CHAPITRE CCVI.

Coment et de quei l'ome ment sa fei vers son seignor, et coment et de quei le seignor ment sa fei vers son home; et coment l'un peut ataindre l'autre, et quel amende l'un en deit avoir de l'autre par l'assise¹.

Se home² ment sa fei vers son seignor ou³ le seignor à son home, et il⁴ l'ocit ou fait ocirre ou porchassier sa mort⁴, ou la consent⁵ ou la sueffre, se il la seit, et il le peut garder ou defendre à son poeir; et se il faire ne le peut, que au meins l'en garnisse le plus tost qu'il porra por sei garder; ou se il le⁶ prent ou fait prendre ou porchace⁷, ou consent ou sueffre que il seit pris par ces ennemis, c'il le peut defendre ou garder, se il ne le fait à son poeir; et se il faire ne le peut, que il l'en garnisse par sei ou par autre le plus tost qu'il porra; ou se il le tient ou fait tenir come en prison, ou sueffre que autre le teigne, c'il l'en peut geter et il ne le gete à son poeir à bone foy⁸; ou c'il le fiert par irre ou fait ferir, ou consent ou sueffre à son pooir⁹ qu'il seit ferus ou laidis, et il le peut defendre et ne le fait à son pooir; ou se il li cort sus ou fait corre¹⁰, ou mete¹¹ main en son cors ou en ces choses de sa seignorie, de celle dont il est son home^b; ou se le seignor met main ou cors de son home ou el fié, ou por lui deseriter, tot ne le face il, ou se il le fait ou fait faire, ou c'il li met sus qu'il y a esté ou est ou a volu estre ou viaut estre mesprenant¹² vers lui de sa fei; ou que il fist trayson vers lui, ou porchassa ou souffri ou consenti ou sot et ne l'en garda ou au meins ne l'en garni, ou aucune autre maniere de trayson vers lui ou de fei mentie li mete sus¹³, et il ne l'en ataint, si come est devisié en l'autre chapitle^c, que le seignor peut son home ataindre de sa fei, ou l'ome son seignor; ou c'il gist charnellement o sa fille, ou la requiert de folie; ou le¹⁴ porchace por autre afaire; ou ce il quiert¹⁵ ou fait ou porchace l'une des choses dessus ditte à la fille dou seignor¹⁶ ou à la suer, tant come elle est dameiseille¹⁷ en l'ostel de son frere¹⁸, ou sueffre ou con-

¹ B. — ² L'ome. C. — ³ Et. B. C. D. E. T. — ⁴ Se il l'ocit. C. — ⁵ B. C. E. T. Cunoissent. A. — ⁶ B. C. D. E. T. — ⁷ Ou porchacer. C. — ⁸ C. Ou à bone foy. D. E. T. — ⁹ C. Au son pooit. B. — ¹⁰ Correr. B. Coure. C. — ¹¹ Pour metre. C. D. E. T. — ¹² B. C. D. E. T. Mesprent. A. — ¹³ B. C. D. E. T. — ¹⁴ Ou la. B. Ou li. D. E. T. — ¹⁵ Ou se il requiert. C. — ¹⁶ A la fille son seignor. C. A la fille de son seignor. D. E. T. — ¹⁷ Damoiselle. B. C. D. E. T. — ¹⁸ En son hostel. B. C. D. E. T.

pairie avaient dû se réfugier. En Angleterre, en Italie et en Allemagne le principe du jugement par pairs s'était sans doute mieux conservé; mais il n'y restait plus de traces de cette ancienne association politique des pairs, établie comme une barrière aux injustices des seigneurs dominants. (*Cons. feud.* l. I, t. x, xi; l. II, t. II, xvi, xxxii, xxxiv, lv. *Jus feudale Alemanicum*, c. cxx. *Quoniam attachiamenta*, c. lxvii.)

* L'auteur complète ici l'énumération des faits qui constituaient la foi mentie. Il est difficile de dire en quoi ce crime différait de la félonie, et le passage suivant du *Roman du Renard* montre que ces deux mots servaient, dans le langage ordinaire, à désigner des actes à peu près semblables:

Par Dieu se vos aiez avant,
Vos en rendrez, ce est la pure,
En la cort Dant-Noble, droiture,
Que là serez-vos apelez
De ce dont vos vos parjurez,
Et de plus que de foi mentie:
Si doublera la felonie.

T. I, p. 93.

^b A moins qu'il n'y ait eu un engagement positif sur ce point entre les parties. Voyez la Charte de Pierre de Joigny, ann. 1208 (Chantereau le Febvre, *Traité des fiefs*, Pr. p. 34), et la Charte de Jean et d'Helvis de Montmireil, ann. 1209 (*Id.* p. 32).

* Chapitre cxci, p. 306.

sent que autre li face c'il le peut destorner¹ et il ne le fait ou au meins en² face son poeir; et de laquel des choses dessus dites que l'un mesprent vers l'autre, il ment sa fei vers l'autre^{3a}. Et se le seignor en ataint son home, il est⁴ encheu en sa merci de cors et de fié et de quanque il a; et se il en viaut avoir dreit et il le requiert à sa court qu'elle li conoisse quel dreit il en doit avoir, je cuit que la court conoistra⁵ qu'il en peut de son cors faire justise, selonc ce que le mesfait sera, de trayson ou de fei mentie, et que il peut son fié et totes ces autres choses prendre et faire ent come de chose de⁶ traïtor ou de fei mentie. Et se l'ome ataint son seignor en court que il a mespris vers lui de sa fei, et il en requiert à avoir dreit par esgart ou par conoissance de court, je cuit que la court esgardera ou conoistra que l'ome est quitte vers lui de sa fei, et a son fié⁷ sans servise tote sa vie^b. Et se l'ome met sus à son seignor en court que il a mespris vers lui de sa fei et il ne l'en ataint si come il doit, il aura sa fei mentie⁸ vers lui et sera encheu en la merci dou seignor come de fei mentie. Et bien se gart le seignor que il ne met⁹ sus à son home en court que il a sa fei mentie vers lui; que c'il le fait¹⁰ et il ne l'en ataint si come il est devant dit, il mentira sa fei vers lui, et l'ome aura de lui l'amende dessus dite, ce il viaut. Ne l'un ne peut de ce ataindre l'autre, se n'est par reconoissance qu'il en ait faite en court¹¹ ou par quei l'un mespreigne vers l'autre en court¹² de aucunes des devant dites choses¹³: car seignor ne peut prover vers son home aucune chose qui monte à sa fei, ne l'ome vers son seignor, autrement que par le recort des homes de la court dou seignor^c. Mais un home peut bien metre sur un autre¹⁴ home qu'il est traïtre vers son seignor ou qu'il a mespris vers¹⁵ lui d'aucune des avant dites choses; et se la trayson est aparant, en tel maniere le peut il apeler qu'il y aura bataille; et c'il en est ataint ou prové par bataille ou autrement, il en sera fait de lui come de traïtor ou de fei mentie, selonc ce que le cas sera: et la maniere coment ce se¹⁶ peut faire est devant devisié là où il parle¹⁷ coment on doit bataille gager de fei mentie ou de trayson aparant^d.

¹ B. C. D. E. T. *Dester. A.* — ² *N'en. C. D. E. T.* — ³ *L'un vers l'autre. C.* — ⁴ C. D. E. — ⁵ *Esgardera. C. D. T. Esgardera et conoistra. D.* — ⁶ C. D. E. T. — ⁷ B. C. D. E. T. — ⁸ *Il l'a mespris vers lui de sa foy. B.* — ⁹ *Dou seignor que il ne mete. B. C. D. E. Qui mete. T.* — ¹⁰ *Que se il ne faut. B.* — ¹¹ *Par conoissance que en fait la court. D. E. Que en fait la court en fait. T.* — ¹² B. C. — ¹³ *Ou par quei, etc.* manque dans D. E. T. — ¹⁴ *Sus à un autre. B. D. E. T.* — ¹⁵ B. C. D. E. T. *Ver. A.* — ¹⁶ B. *Ce ce. A. Se ce. C. En la maniere com se peut. D. T. Et la maniere come ce peut. E.* — ¹⁷ *Parla. C.*

^a *Établissements*, l. I, c. XLVIII-LI.

^b Ainsi, la législation du royaume de Jérusalem, qui ne reconnaissait pas les alleux, admettait cependant des fiefs qui n'étaient tenus à aucun service. Il eût été plus conforme aux lois féodales de l'Europe, de déclarer, en accordant au vassal le *dominium*, qu'il ferait hommage au suzerain du seigneur dépossédé; car, en définitive, ce suzerain souffrait de la faute de son vassal.

^c La position du seigneur ne différait donc en rien de celle du vassal: sans doute les obligations réciproques, et les peines en cas d'infraction à ces obligations, étaient différentes, mais l'égalité restait complète dans tous les actes qui se passaient devant la cour, et les deux parties plaidaient, non comme un supérieur avec son inférieur, mais comme deux personnes du même rang et unies par des liens réciproques. Le caractère synallagmatique de l'engagement féodal apparaît dans toutes les législations du moyen âge, et on peut même dire qu'il est la base de ces législations; toutefois, dans plusieurs, ce principe est atténué au profit du suzerain, dans d'autres il semble relégué au nombre des axiomes de droit qu'il est bon

de publier et dangereux d'appliquer; nulle part il n'est proclamé avec autant de force et de franchise, nulle part son application n'est rendue plus usuelle que dans les Assises, et cet exemple suffirait à lui seul pour montrer que c'est sous l'influence de l'esprit primitif de la féodalité que ce recueil a été écrit.

En Europe, les seigneurs se défiant de leurs vassaux, exigeaient d'eux, par des actes particuliers, l'engagement de remplir les obligations stipulées dans leur hommage. Ainsi, en 1224, Hugues de Châtillon promit à Thibaud, comte de Champagne, de l'aider et de le faire servir, par ses vassaux et ses parents, contre la reine de Chypre. (Chantereau, p. 154, Pr.) Cependant Hugues était le vassal de Thibaud, et obligé, par son hommage, à faire ce service.

^d « Nous disons, et voirs est selonc nostre coustume, « que tout autant comme li hons doit à son seigneur de « foi et de loiauté par le reson de son hounage, tout au- « tant li sires en doit à son houme. » Beaumanoir, c. LXI, p. 311. L'auteur explique et développe ce principe important avec sa sagacité habituelle.

CHAPITRE CCVII¹.

Si dit qui fait justise en sa terre, c'il ne le fait par comandement dou seignor de qui la seignorie est, ou se le chief seignor ou son ancestre n'ait donée à lui ou à son ancestre la justise, il se mesfait² vers son seignor; et quel amende le seignor en deit avoir³, et à quel le seignor le peut mener par sa court, sera devisié si dessout en cest chapitre⁴.

Et qui est home d'autre⁵ et fait justice d'ome ou de feme ou d'enfant⁶ en la seignorie de son seignor, c'il ne le fait par son comandement, ou se le seignor ou son ancestre n'ont doné à lui ou à son ancestre la justise dou leuc où celui la fait, il mesprent⁷ de sa fei vers son seignor, et le seignor en pora avoir de lui dreit et amende par sa court come de fei mentie, ce il en est ataint ou prové. Et se autre que home dou seignor fait justise d'ome ou de feme ou d'enfant, en la seignorie dou seignor, s'il ne le fait par son comandement⁸, le seignor de la seignorie où il fait la justise peut par⁹ raison faire de lui ou tel justice come il a fait de celui ou de celle qu'il a justisié sanz congié, et plus grant, ce il viaut. Que par le mesfait qu'il a fait est il encheu en la merci dou seignor, en qui il a faite la justise¹⁰, de son cors et de tot quanque il a: si le peut le seignor prendre et avoir ent quanque il a en sa seignorie, et son cors justisier¹¹ à sa volenté⁴.

CHAPITRE CCVIII.

Se le seignor fait prendre son home et enprisonner sans esgart ou sanz conoissance de court¹², que les pers de celui qui est ensi enprisonné¹³ doivent faire et dire à lui delivrer¹⁴.

Se aucun seignor¹⁵ prent ou fait prendre aucun de ces homes, se ce n'est par l'esgart ou par la conoissance de sa court de la seignorie dont celui est son home, il mesprent de sa fei vers lui, et ces autres homes ne le doivent souffrir; ainz doivent toz ciaux qui le sauront, maintenant qu'il l'auront seu qu'il l'a pris ou fait prendre un ou pluisors de ces homes, venir devant le seignor et dire li:

¹ Ce chapitre, dans le manuscrit c, vient immédiatement après le suivant, sans division ni sommaire. — ² A son ancestre, il mesfait. B. — ³ Ci dit que nul ne doit faire justice d'autrui en sa terre, et cil qui le fait si mesfait vers son seignor, et quel amende le seignor en doit avoir. D. E. T. La fin de la rubrique manque dans D. E. T. — ⁴ Vers son seignor, et en doit avoir amende tele com il voudra. B. — ⁵ D'autrui. D. E. T. — ⁶ B. — ⁷ Il me semble que il mesprent. D. E. T. — ⁸ C. D. E. T. Dou seignor sans son commandement. D. E. T. — ⁹ Ou d'enfant en la seignorie où il fait la justice peut par. B. — ¹⁰ En qui (en cui. D. E. T.) seignorie il a fait la justise. B. C. D. E. T. — ¹¹ C. Justisié. A. A justicier. D. E. T. — ¹² De sa court. C. — ¹³ Pris. C. Pris et emprisonné. D. E. T. — ¹⁴ Doivent faire et dire quanque il porront por lui delivrer. B. — ¹⁵ Se le seignor. D. E. T.

⁴ L'usurpation de justice constituait une usurpation de souveraineté. La faiblesse des souverains ayant laissé impuni un semblable envahissement, on vit, dans les ix^e et x^e siècles, le pouvoir judiciaire passer aux mains

des bénéficiers. A l'époque où écrivait Ibelin, le temps avait, en Europe, légitimé cette grande usurpation, et le fait dont il parle ici ne pouvait plus guère s'y reproduire.

« Sire, l'on nos a dit que voz tel nostre per, » et le noment, « ou noz pers tels¹, » se il sont pluisors, « avez pris ou fait prendre² et arester sanz esgart ou sans conoissance de court. Si vos prions et requérons que se vos l'avés pris ou fait prendre ou arester, ou se il est en vostre poeir³, que voz maintenant le faites delivrer et le faites venir en la court; si saurons c'il euffre à faire dreit par vostre court à voz ou autre qui riens li saura que demander; et noz le maintendrons, si come noz devons, come nostre per, tant come il vodra dreit faire par ces pers. Ne voz ne poés par l'assise ne l'usage de cest reiaume metre main ne faire metre sur lui, se ce n'est par esgart ou par conoissance de court, ne tenir le pris ni aresté, tant come il euffre⁴ à faire dreit en vostre court par ces pers; que sa fei et son fié le plege. » Et se le seignor l'a pris ou fait prendre, il le deit maintenant faire laisser aler, et garder sei que il ne die devant ces homes que il l'ait pris ne fait prendre, ne que il le teigne en prison ne aresté, c'il ne peut mostrer par recort de court que il l'ait fait par esgart ou par conoissance de court; que ledit son home⁵, que il a ensi aresté, en aura, ce il viaut, tel amende de lui, qu'il sera quitte vers son seignor tote sa vie de la fei et dou servise que il li deveit, et aura son fié sanz servise⁶; et por ce ne sera pas quitte le seignor de sa fei vers lui que il li doit⁷: et por ce est il ensi, que le seignor a sa fei mentie vers son home, et que l'ome ne l'a pas vers son seignor⁸. Car qui ment sa foi l'un à l'autre⁹, celui à qui l'on la ment est quitte de sa fei que il deit à celui qui li a la fei mentie, et celui qui la ment n'est mie quitte por tant, ainz en est aussi bien tenus come devant. Et se il avient que le seignor die qu'il le delivrera, si li dient quant; et se il lor met jor ou terme, et il à cel jor a dit que¹⁰ il le delivrera¹¹ et ne le delivre et le tient plus en prison, il li doivent dire: « Sire, voz avés entendu coment noz voz avons requis que vos faites¹² tel qui est nostre per delivrer, que voz tenés en prison¹³, et que voz noz otroiastes de delivrer; et voz ne l'avés fait encores, que noz sachons; si voz requérons et conjurons, come au nostre seignor, que voz, par la fei que voz noz devés, come à voz homes, que voz delivrés ou faites delivrer sans delai nostre per tel, » et le noment, « que voz tenés ou faites tenir en prison. Et sachiés, sire, que se vos ne le faites, noz ne porons laisser que noz ne fassiens ce que noz devons. » Et se le seignor née que il ne l'a pris ne fait prendre, ni ne le tient ne fait tenir en prison, si li doivent dire: « Sire, donc nos abandonés que noz le puissions querre en toz les leus où noz cuiderons que il soit enprisoné; et se nos le trouvons, que noz le delivrerons¹⁴, c'il viaut faire droit par vostre court à qui li saura riens que demander¹⁵ ». Et le seignor le deit faire. Et c'il l'abandone, il le doivent querre en toz les leus où il cuideront que il soit enprisoné. Et si il le trevent, il¹⁶ li doivent dire: « O voz tel, vos estes nostre per: se voz volés faire dreit par la court dou nostre seignor et dou vostre; de ce que l'on voz requerra ou que l'on voz metra sus¹⁷, noz voz delivrerons et maintendrons come nostre per. » Et c'il l'euffre, il le doivent delivrer et maintenir come leur per, tant come¹⁸ il offrira¹⁹ à faire dreit par ces

¹ *Tex. B.* — ² *En prison fait prendre. B. Fait prendre et arester. D. E. T.* — ³ *Que se vos, etc. manque dans D. E. T.* — ⁴ *Offrera. B.* — ⁵ *Que se il le dit à son home. B. Que se il le dit, son home. C. D. E. T.* — ⁶ *Sanz servise n'est pas dans C. Que il li devoit de son fié. T.* — ⁷ *B.* — ⁸ *Est il ensi que l'ome n'a mie sa foy mentie vers son seignor et que le seignor l'a mentie vers son home. C.* — ⁹ *Car quant l'un ment sa foy à l'autre. C.* — ¹⁰ *Se li die quant, et se il (il se et. T.) met jor et terme que il lor a dit que. D. E. T.* — ¹¹ *C. D. E. T.* — ¹² *Facez. B.* — ¹³ *En vostre prison. D. E. T.* — ¹⁴ *Delivrons. C. D. E. T.* — ¹⁵ *Par qui riens li saura que demander. T.* — ¹⁶ *D. E. T.* — ¹⁷ *De ce que vos l'on metra sus. B. Requerra et metra sus. D. E. T.* — ¹⁸ *Et maintendrons com nostre per, et il le doivent faire tant com. T.* — ¹⁹ *Et maintendrons com nostre per, tant come il offrira. D. E.*

pers. Et c'il ne l'euffre, il le deivent laissier en prison, ne plus ne se deivent de lui entremetre. Et se le seignor ne lor viaut abandoner à querre, il ne le deivent mie por ce laissier que il ne le quierent, ainz le deivent querre en toz les leus où il cuideront¹ que il seit en prison. Et c'il le treuvent, et il vueille offrir à faire dreit par ces pers, il le deivent delivrer à force ou autrement, se le cors de leur seignor ne le defent à force, à armes² ou autrement, car il ne pevent porter armes contre le cors de leur seignor, ne faire li force. Et se le seignor le defent contre eaus à force ou autrement, il li deivent dire : « Sire, puisque voz, qui estes « nostre seignor, noz defendés à force nostre per à delivrer et maintenir à dreit « en vostre court, tant come il vodra faire dreit par ces pers, nos qui somes voz « homes et qui ne poons armes porter contre voz ne faire force, voz gaions³ toz « ensemble, et chascun par sei, dou servise⁴ que noz voz devons, jusque à tant « que vos aiés tel nostre per, » et le noment, « delivré et remis en sa lige poesté⁵. » Et de celui jor en avant, il ne li deivent obeir ne faire servise que il li deivent, ne faire comandement qu'il leur face, tant que il aie leur per delivré, si come il li ont requis. Et se le seignor ne le delivre à leur requeste, et⁶ ne leur defent, si come est avant dit, et il le delivrent, il le deivent maintenir contre chascun, tant come il vodra dreit faire par ces pers, mais que contre le cors dou seignor, contre cui nul de ces homes ne deit autre maintenir, se n'est⁷ aucun autre⁸ sien seignor à qui il ait avant fait homage⁹.

CHAPITRE CCIX⁹.

Si devise¹⁰ autre maniere de conjurement, quant aucun home est menassié¹¹, coment il deit conjurer son seignor, se il est en doutance de son cors¹².

Quant¹³ aucun home est menassié ou en perill d'aucun contens que il a eu à aucun riche¹⁴ home ou povre, il deit¹⁵ venir devant le seignor et dire li : « Sire, « tel home me menace, ou je sui en tel perill, et je entens que je ais dreit, et « celui tort, et sui prest que par voz, qui estes mon seignor, ou par vostre court « ou par vostre comandement, ou par mise¹⁶ de bone gent, en soie à dreit, tot « ensi come vos comanderés. Et ce faisant, je vos prie et requier et conjur, come « à mon seignor, par la fei que voz me devés, que de ce me fassiés asseurer et me « maintenés à dreit, selonc vostre poeir. » Et le seignor¹⁷ li deit respondre que il enquerre celui fait et le adressera, se il peut, ou par pais¹⁸ ou par aucunes des manieres qu'il li a offertes. Et se l'ome viaut ce faire que il li a offert, et l'autre est home dou seignor, il deit bien requerre¹⁹ l'autre que il l'asseure, et en receive

¹ Tendront. B. — ² C. D. E. T. Ne le deffent à armes. D. E. T. — ³ Guagons. C. Guagions. D. E. Gagions. T. — ⁴ De servises. B. — ⁵ Et remis en sa lige poesté n'est pas dans D. E. T. — ⁶ Ou. D. E. T. — ⁷ Se ce n'est. B. D. E. T. — ⁸ Se aucun autre. C. — ⁹ Ce chapitre manque dans C. — ¹⁰ Li orrés. D. E. T. — ¹¹ Menacié. B. Menacé. D. E. T. La fin du sommaire n'est pas dans D. E. T. — ¹² B commence ainsi : Autre conjurement y a que home ne peut faire au seignor. — ¹³ D. E. T. — ¹⁴ A aucun autre riche. D. E. T. — ¹⁵ Il peut. D. E. T. — ¹⁶ Por mise. B. — ¹⁷ Je entens que le seignor. D. E. T. — ¹⁸ B. D. E. T. Pars. A. — ¹⁹ B. D. E. Requerra. A. Enquerre. T.

* On verra, dans le chapitre ccxi, p. 336, quelles étaient les obligations du vassal qui avait fait hommage à plusieurs seigneurs.

dreit par aucunes des manieres dessus dittes, et li deit faire grant defence que il outre ce riens ne face. Et se riens en avenist sur ce, il en deit faire counoissement quanque il porra¹ par sa court². Et se il n'est son home, il deit maintenir celui qui est home et defendre le à bone fei, ce il ne default de faire ce que³ il a offert au comensement, ce il n'est plus tenus à celui à qui il a à faire que à lui^{4a}.

CHAPITRE CCX⁵.

Se le seignor ne fait tenir à son home esgart ou conoissance que la court a fait, ou defuit⁶ à l'home de faire ce qu'il li a requis en la court, coment celui peut conjurer ces pers por avoir l'esgart⁷.

Quant l'ome requiert au seignor escheute qui escheue li seit ou aucune autre requeste, et en la fin⁸ de sa parole en requiert esgart, et le seignor le delée en aucune maniere et ne se prent à l'esgart de l'ome que il a premier requis, et l'ome li requiert par pluisors feis, et le seignor sur ce par aucun point le defuit, l'ome peut bien requerre et conjurer ces pers⁹ qui sont en la court, que il li doivent prier et requerre le seignor, si destroitement¹⁰ come il pevent et deivent, que il li face avoir l'esgart que il a premier requis, et que il le maint raisnablement par sa court come son home et leur per. Et les homes liges en deivent requerre le seignor tot ensi come leur per les en a requis. Et ce il a en la court poi d'omes liges, celui qui requiert peut aler fors de la court et assembler les homes liges là où il porra. Et se il ne les peut¹¹ assembler, il peut aler à chascun là où il le trouvera, et requerre leur et conjurer les, come ces pers, que il veignent en la court et prient et requierent au seignor qu'il escoute et entende sa requeste et le maint¹² à dreit par l'esgart de sa court, et ce il a requis esgart, que il li face avoir son esgart premier requis ou li fournisse dreit par l'esgart de sa court¹³. Et ces pers le deivent faire tot ensi sanz faille. Et ce il avenist que le seignor ne les escoutast et par leur esgart ou par leur conoissance ne vosist fournir dreit à leur per ou li fausist d'esgart, il pevent¹⁴ et deivent aussi bien gager le seignor de leur servise¹⁵ por ce, come il pevent por aucun esgart, se il l'ont fait. Et se le seignor ne le tient et fornist, se leur per le requiert¹⁶, que il ensi le facent, et que eaus¹⁷, de tot ce que il en auront veu et seu, se conteignent vers lui come vers leur per^b.

¹ B. D. T. *Conousement*. E. — ² *Curiosement par sa court*. A. — ³ *Se il ne default à ce que*. D. E. T. — ⁴ *Que celui*. D. T. — ⁵ Ce chapitre manque dans C. — ⁶ *Ou va defuiant*. B. *Ou default*. D. E. T. — ⁷ B. — ⁸ *Et en la foi*. D. T. — ⁹ *Piers*. B. — ¹⁰ B. *Destreiment*. A. *Estroitement*. D. E. T. — ¹¹ *Et se il pouet ou n'es pouet*. B. — ¹² *Maintient*. E. *Maintiene*. T. — ¹³ *Ou li fournisse, etc.* n'est pas dans D. E. T. — ¹⁴ *Ne les escoutast, il pevent*. D. E. T. — ¹⁵ *De lors services come est devant dit*. D. E. T. La fin du chapitre manque dans D. E. T. — ¹⁶ *Et se le seignor ne tient et fornist à leur per ce que il li requiert*. B. — ¹⁷ *Et que il*. B.

^a L'assurement, dont l'auteur parle ici en peu de mots, était un usage que la nécessité de réprimer les guerres privées et les violences habituelles au régime féodal, avait fait admettre, particulièrement en France. Au XIII^e siècle les bourgeois étaient, aussi bien que les nobles, soumis à l'assurement, et il existe peu d'anciennes coutumes ou de chartes de communes qui ne contien-

nent des dispositions précises et sévères sur ce sujet. Voyez, dans le Glossaire de du Cange, au mot *Assurementum*, un extrait de la coutume inédite d'Amiens.

^b En France il y aurait eu simplement défaut de droit, et la cause eût été portée à la cour du suzerain, sans aucune autre peine pour le seigneur auteur du déni de justice, que la perte du droit de prononcer sur l'af-

CHAPITRE CCXI.

Coment et por quei home qui a pluisors seignors peut porter armes contre son¹ seignor, sans mesprendre vers lui de sa foi.

Se un home a pluisors seignors, il peut, sanz mesprendre de sa fei, aidier son premier seignor, à qui il a fait homage devant les autres, en totes choses et en totes manieres, contre toz ces autres seignors, por ce que il est devenu home des autres sauf sa feauté²; et aussi peut il aidier à chascun des autres sauve le premier et sauve ciaux à qui il a fait homage avant que à celui à qui il vodra aidier. Car à moi semble que se un seignor eust un home ou pluisors qui fust home ou fucent homes de autre seignor devant lui³, et il l'eust semons de venir li aidier à defendre sa terre contre ces ennemis mortels qui venicent por deseriter lui et ces homes, et que se il n'i vient, il est en perill d'estre deserité, car il li⁴ covient sei combatre à eaus sanz delai. Et quant il fust⁵ venus à sa semonce, et il fust armés el champ, aprestés de soy combatre, et il seust certainement que un de ces seignors de qui il seroit home devant celui o qui il seroit el champ⁶ par semonce si com est desus dit⁷, et son premier seignor fust armé⁸ d'autre part en la compagnie de ciaux qui venroient⁹ celui deseriter et à tort, cel home, por garder soi de mesprendre vers son seignor¹⁰ de sa fei, devrait venir devant son seignor, quant il sereit venus el champ, et dire li en la presence de ces homes : « Sire, je « sui vostre home sauve la feauté¹¹ de tel, » et le nome, « et il vient as armes¹² « contre voz, et moult me peise que¹³ je ne voz puis aidier à cest besoin, qui est « vostre et mien, por ce que celui qui est mon seignor devant vos est de celle « part, ne je ne deis¹⁴ ni ne puis porter armes contre lui en leuc où son cors seit : « por laquel chose je me trais¹⁵ à une part et n'aiderais de mon cors¹⁶ à cest besoin « ne à voz ne à lui. Mais je vians bien que mes genz¹⁷ voz aident contre celui qui « voz vient deseriter et qui est chief¹⁸ de la guerre contre voz. » Et son seignor li

¹ L'un des. B. — ² Sa loyauté. D. E. T. — ³ B. D. E. T. — ⁴ Se il li. B. Si li. C. — ⁵ Seroit. C. — ⁶ Ou que il seroient venus à champ. D. E. T. — ⁷ C. D. E. T. — ⁸ A la semonse, si come il est desus dit, fust armé. B. Si com est desus dit, fust arrivés (armés. E.) D. E. T. — ⁹ Voudroient. B. Veroient. D. E. Vendroient. T. — ¹⁰ C. — ¹¹ Le foi. D. E. T. — ¹² Et il vent armes. T. Et il vient armés. D. E. — ¹³ Poise de ce que. B. D. E. T. Poise de ce que. C. — ¹⁴ Ne je ne dois de cele part. C. — ¹⁵ Je m'enterai. C. — ¹⁶ B. C. D. E. T. — ¹⁷ Que totes mes genz. C. D. E. — ¹⁸ Contre lui et contre tous ceaus qui vous viennent desheriter et qui sont chief. D. E. T.

faire. Pour s'assurer contre cet inconvénient, le vassal avait la précaution de ne s'engager envers son suzerain, que *quandis sibi in curia rectam facere voluerit*. (Charte du comte de Tonnerre, ann. 1199, dans Leunoy, *Opera*, t. I, pars II, p. 789.) Cette réserve prévenait les dénis de justice. Un tel mode de procéder était plus conforme aux principes féodaux que celui qui est décrit par Ibelin, et il rendait l'administration de la justice plus prompte; car le déni de justice étant constaté, l'affaire allait de plein droit au suzerain, et le seigneur n'aurait pu la rappeler à son tribunal en offrant de juger. En 1224, la comtesse de Flandre refusa de rendre justice, en France, au sire de Nesles son vassal, sous le motif que ce seigneur ayant ses pairs en Flandre, devait y être

jugé dans la cour du comte. Le sire de Nesles appela à la cour du roi de défaut de droit, et la comtesse de Flandre fut condamnée, quoiqu'elle offrît de rendre justice. (Bressel, *Usage des fiefs*, t. I, p. 261.) La procédure que l'on suivait devant la cour de Jérusalem était plus longue, et offrait plus de prise au mauvais vouloir du suzerain. Les seigneurs de ce pays ne tenant pas autant que ceux de France au droit de rendre la justice, qui n'était pas chez eux une source abondante de revenu, il est probable que l'espoir de voir arriver à son tribunal ses arrière-vassaux n'aurait pas été, pour le suzerain, un motif suffisant d'administrer la justice avec plus d'équité que le seigneur immédiat. On ne peut expliquer autrement cette dérogation aux usages de l'Europe.

peut dire ¹ : « Voz savés que je voz semons que voz me venissieés aidier à defendre
 « moi et ma terre contre mes mortels ennemis qui à tort me vueulent deseriter, et
 « voz mandai que se voz ne me venissiés aidier, que je ne me combatereé pas à
 « eaus, et vos venistes à ma semonce. Et sur cest mandement et par fiance de vos,
 « me sui je venu combattre à eaus. Et voz me volés orres guerpir ² en champ,
 « por dire que vostre seignor est venus o mes ennemis. Et c'il i ³ est venus, il est
 « venus par son outrage ⁴, sanz ce que la guerre amonte de riens à lui. Por quei je
 « n'entens pas ⁵ que voz por ce me deés guerpir en champ, qui ⁶ por vostre fiance
 « me sui si venus combatre à mes ennemis. Et je voz pri et requier et conjur par
 « la fei que voz me devés, et semons sur quanque voz tenés de mei, que vos ne
 « me guerpissieés en champ, ainz voz venés combatre o mei à mes ennemis. Et voz
 « vos poés bien garder de metre mains el cors de vostre seignor, et ensi poreit
 « escheir que voz li aureés ⁷ besoin. » A ce peut l'ome respondre : « Sire, voz en-
 « tendés si come il vos plaira, et dirés ce que voz vodrés ⁸, mais sachieés que je
 « ne porterais jà ⁹ armes por voz en champ où celui qui est mon seignor devant
 « vos seit armés ¹⁰ de l'autre part ¹¹ : car quant ¹² je devins vostre home, si i fu
 « sauve sa feauté ¹³. Por quei je ne puis porter armes contre lui por voz. Mais vés
 « si que je vos lais tot le servise que je vos deis ¹⁴ dou fié ¹⁵ que je tiens de voz,
 « mais que mon cors ne plus; ne voz ne me poés ¹⁶ requerre autre par raison,
 « car je ne vos sui pas tenus de aidier contre lui; et n'entent que faire le puisse
 « sanz ma fei mentir. Et por ce que je n'acueill ni ne viaus acueillir la semonce
 « ne le conjurement que vos me avés fait. Et ¹⁷ voz di come vostre home, sur la foi
 « que je voz dei, come à mon seignor, que ce que je ne voz aide ¹⁸ à cest besoin de
 « mon cors et que je part de cest champ, n'est que por ¹⁹ garder ma fei vers tel, »
 et le nome, « qui est mon seignor devant vos, et que on ne me puisse de trayson
 « arreter ²⁰, se je portioie armes en champ contre lui. » Et à tant se part et se traie
 à une part dou champ. Et se il ensi le fait, je cuit que il fera ce que il devera
 vers chascun de ces seignors : car c'il ne le fait ensi, il mentira sa fei vers son
 premier seignors, et l'on poreit l'on apeler de trayson, et son seignor avoir ent
 dreit par sa court. Et se il ensi le fait, le segont seignor ne le peut, ce me
 semble, par raison ataindre de sa fei ni de fei mentie ne de default de servise ^{*}.

¹ Et se son seignor li dit. B. C. D. E. T. — ² Par grepir. C. — ³ B. — ⁴ Et se il i est venuz por son outrage. B. C. Et ci (si. T.) est venus par son otrage. D. E. T. — ⁵ A lui, je n'entens. B. C. A lui, ne je n'entends pas. D. E. T. — ⁶ Car. D. E. T. — ⁷ Auriez. B. — ⁸ Sire, vos dites ce que vos volez. B. Sire, vos direz quanque vos vodrez. C. D. E. T. — ⁹ B. C. D. E. T. — ¹⁰ Seit à armes. B. D. E. T. — ¹¹ Contre celui qui est mon seignor devant vos, puisque il est armés de l'autre part. C. — ¹² Et quant. D. E. T. — ¹³ Sa feyance. C. — ¹⁴ Mais veu que je vous fais tout le service que je vous dois. T. — ¹⁵ B. C. D. E. T. Servise. A. — ¹⁶ Que mon cors, ne plus ne me poés. D. E. Ne poés. T. — ¹⁷ Ainz. B. — ¹⁸ Aiderai. B. D. E. T. Que se que je vos aide. C. — ¹⁹ Et que je me part de cest champ tant soulement por. B. Et pour ce que je despars de cestui champ, n'est pour autre que pour. D. E. T. — ²⁰ B. Reter. A. C. Appeller. D. E. T.

* L'opinion que soutient Ibelin, offrait de grands inconvénients et amenait une contradiction. Il n'était ni juste ni loyal qu'un vassal eût le droit d'abandonner son seigneur au moment de l'action. Un seigneur ne pouvait pas connaître tous les liens qui unissaient ses vassaux à d'autres seigneurs; car un fief incorporel ou *en bezans*, ne révélait son existence par aucun signe extérieur : à l'instant d'en venir aux mains avec son ennemi, il était donc exposé à voir se dégarnir les rangs de ses partisans, des vassaux sur lesquels il devait compter, qu'il avait semoncés, et qui avaient répondu à sa se-

monce. Cet usage, si réellement il existait, nous semble en désaccord avec la franchise et la loyauté des principes féodaux; et la remontrance qu'Ibelin place dans la bouche du seigneur abandonné, est seule dictée par ces principes. D'un autre côté, le vassal qui abandonnait, au moment du combat, son second seigneur, n'était pas plus fidèle envers le premier, car il laissait dans l'armée du second tous les hommes qu'il avait amenés avec lui. Il ne se retirait véritablement que de sa personne, de telle sorte qu'il ne servait en réalité ni l'un ni l'autre de ses deux seigneurs.

CHAPITRE CCXII.

Coment seignor deit faire semondre home ou feme de faire¹ dreit en sa court, quant l'on se clame² de lui; et quant l'on est ensi semons et l'on³ a essoine, coment on deit⁴ contremander son essoine, et par qui; et ce il ne vient au jor que il est semons⁵, ou ne contremande son essoine si come il deit, que son aversaire deit requerre au seignor, et que le seignor li en deit faire.

Se aucun se clame au seignor d'aucun de ces homes de quelque chose que se seit⁶, le seignor ne le peut ni ne deit, par l'assise ou l'usage dou reiaume de Jerusalem, faire le semondre, que en sa preupre persone, de venir faire dreit. Et se le seignor mande semondre un de ces homes par treis de ces homes, come court⁷, de venir faire dreit⁸ maintenant d'aucune chose dont on se clame de lui, et il die au message: « Je suis essoignés, je ne puis orres aler; » et cel li mete⁹ jor ou orre, et il mande, au jor ou à l'horre que le seignor li aura mis de venir à court, qu'il est essoignés, si qu'il ne peut aler à court, il deit estre creu la premiere feis par sa simple¹⁰ parole. Et se le seignor le fait semondre par letres ou par banier¹¹, et il est essoignés, il deit son essoine faire assaveir au seignor par son message. Et quant les treis homes avant dit le semonent, c'il li metent¹² jor de venir à cort, et il mande, au jor que les semoneors qui¹³ l'auront semons li ont mis et semons¹⁴ de venir faire dreit à celui qui de lui c'est clamés par un home¹⁵, qu'il est essoignés, si que il ne peut venir à court¹⁶, et celui qui se dit au seignor, euffre¹⁷ à faire ce que court esgardera ou conoistra que il faire en dée, que il est message de celui qui a esté semons à ce dire que il a dit por lui; c'il est nul qui le mescreé, il deit estre creu de sa simple¹⁸ parole, aussi come celui seroit qui là l'a envoyé, se il estoit present, puisque¹⁹ il euffre à faire ce que la court conoistra que il doie faire, qu'il est son message et que il li a enchargié ce que il a dit por lui²⁰. Mais ce il²¹ ne l'euffre, il ne me semble que son dit deit estre acuiilli come de message; por ce que²² se ensi n'estoit que le message ne fust tenu en tel cas de offrir ce qui est avant dit, à poines²³ sereit jamais home ne feme ataint de defaute de venir faire dreit par semonse de seignor. Quar qui seroit semons de venir faire droit²⁴ à jour nommé ou²⁵ à orre motie, et il ne veneit²⁶ ni ne mandeit²⁷ au seignor ne à la court faire assaveir son essoigne, qui onques²⁸ vodreit poreit dire: « Sire, tel voz mande que il est essoignés, si que il ne peut venir à court faire dreit à celui qui se clama de lui. » Et ensi sereit que celui de qui l'on se sereit clamés et qui aureit esté semons de venir faire dreit,

¹ Por faire. B. — ² S'est clamé. C. D. E. T. — ³ Et l'om. T. — ⁴ Il doit. B. D. E. T. — ⁵ Et par qui il est semons. B. — ⁶ De qui que ce soit. D. E. T. — ⁷ Par treis, etc. n'est pas dans B. — ⁸ Et se le seignor, etc. manque dans D. E. T. — ⁹ Et se il y met. C. — ¹⁰ Plaine. B. — ¹¹ Par le her ou par le banier. D. E. T. — ¹² Et li metent. C. — ¹³ T. — ¹⁴ D. E. T. — ¹⁵ C. D. E. T. — ¹⁶ C. D. E. T. — ¹⁷ Plaine parole quant il a dit à ceaus qui le semonent, et se il au jor ou à l'ore que il aura esté semons, mande au seignor par une home que il est essoignez, si que il ne puet venir à court, et celui qui ce dit au seignor offre. B. — ¹⁸ Plaine. B. C. — ¹⁹ Simple parole, puisque. D. E. T. — ²⁰ Et que il, etc. n'est pas dans B. — ²¹ Son message, mais se il. D. E. T. Et que il li a enchargié ce que il a dit por lui n'est pas dans D. E. T. — ²² De messagé, et que il li a enchargié, et pour ce que. D. E. T. — ²³ A paines. C. E. A peines. D. A peine. T. — ²⁴ B. C. — ²⁵ Ne. D. E. T. — ²⁶ Vient. B. D. E. T. — ²⁷ Mande. B. Ou ne contremande. D. E. T. — ²⁸ Qui conques. B. C. D. E. T.

sanz ce que il fust essoignies ne que il eust dit ne mandé que il fust essoigné, sereit quitte de celle semonce¹. Et se sereit, ce me semble, contre l'assise ou l'usage dou reiaume de Jerusalem : que en l'assise ou en l'usage est, que qui est semons de venir faire dreit de claim que on fait de lui, que il deit estre creus à la premiere fois de son essoine par sa simple² parole. Et se ensi esteit que celui qui dit qu'il est essoignies³ ne deust certefier le seignor en la court⁴, chascun qui vodreit se poreit faire⁵ son message et sereit⁶ escusé de la semonce dou seignor de venir à court faire dreit, sanz ce que il fust essoigné ne que il eust dit ne mandé que il fust essongniez⁷ : si ne sereit pas⁸ l'assise ou l'usage avant dit tenue ne maintenue. Et por maintenir l'assise ou l'usage⁹, me semble il que celui qui dit, de par le semons, de venir faire dreit, que il est essoignies, deit certefier le seignor et la cort, si come est avant dit, que il est son message, et que se il ne le fait, que son dit ne doit valoir riens à celui¹⁰ à qui il dit que il est message¹¹, si que il seit creus de ces essoines par le dit de celui qui a dit que il estoit son message. Et ce celui de qui l'on est clamés et que le seignor a fait semondre de venir faire dreit au clamant, dit au premier¹² que il est essoignies si que il ne peut aler¹³, ou le mande faire assaveir au seignor et à la court si come il deit, il en est creus. Et se le clamant après aucun jor dit au seignor que il n'entent¹⁴ que il lors seit essoignies, si li prie et requiert que il l'ait à droit, le seignor le deit mander semondre¹⁵ de venir faire dreit à celui qui de lui c'est clamés. Et c'il dit qu'il est essoignies, et le clamant dit que il ne le croit, le seignor deit mander treis de ces homes, l'un en leuc de lui et les deus come court, et ciaus le deivent semondre¹⁶ que il aille à court faire dreit à tel de tel chose; et nomer la persone et dire de quei. Et c'il dit qu'il est essoignies que il ne peut aler, il li deivent dire que celui ne le¹⁷ croit mie, et qu'il sont venus de par¹⁸ le seignor come court semondre le¹⁹ que il aille à court, ou que il s'escondisse²⁰ en leur presence si come il deit par l'assise ou l'usage dou reiaume. Et il deit faire l'un des deus, aler au mandement dou seignor ou faire le sairement qui est establi à faire de ce. Et c'il dit lors que il est essoignies si que il n'en peut aler à court, il li doivent dire : « Faitez nos en certains si com vos devez. » Et il doit jurer sur sains que il est essoignez si que il ne puet aler à cort²¹ : et c'il fait ce, il en est creus à celle fois. Et ce il ne le fait ou ne vait maintenant à court, il est encheu come de defailli de semonce et de dreit faire, et pert²² sa carelle en tel maniere come il est devisié en cest livre que home qui default de venir faire droit la pert. Et après aucun jor, se le clamant entent que il se fait²³ essoignies et ne le soit, ou que il soit garis de cel essoine que il avoit quant il fist le dit seirement, il deit venir devant le seignor et dire li : « Sire, je me clamai de tel, » et le nome, « un jor qui passés est; et il dist lors que il esteit essoignies; et je voz di que je ne le creieé pas, et voz enveastes lors à lui si come voz

¹ Sereit quitte, etc. manque dans B. Et ensi seroit quite celui de cele semonce, de quei l'on ce seroit clamé et qui auroit esté semons de venir (de venir faire droit de clam. D. E. T.), sanz ce que il fust essoinés. D. E. T. — ² Plaine. B. C. D. E. — ³ Que le message delle essoigne. D. E. Que il est message de l'essoigne. T. — ⁴ Et la court. D. E. T. — ⁵ Faire faire. T. — ⁶ Feroit. B. — ⁷ B. C. D. E. T. — ⁸ Se me semble que ce ne seroit. D. E. T. — ⁹ Et por le maintenir. C. — ¹⁰ Ne le fait, son dit ne vaut riens, et celui. B. Que son dit ne doit valoir, ne à celui à qui. D. E. T. — ¹¹ B. C. D. E. T. — ¹² Dit la premiere foiz. B. C. D. E. T. — ¹³ Si que il ne peut venir à faire droit. D. E. T. — ¹⁴ Ne croit. B. C. D. E. T. — ¹⁵ Querre et semondre. B. — ¹⁶ B. C. D. E. T. — ¹⁷ C. D. E. T. — ¹⁸ D'a part. B. — ¹⁹ Que il sont venus depars (devant. T.) le seignor semondre le. D. E. T. — ²⁰ Ou que il l'escondisse. D. E. Ou que il les conoisse. T. — ²¹ B. C. D. E. T. — ²² Come defaillant de droit et a perdu. B. Con defailli de droit et pert. C. Come de defailli de droit et pert. D. E. T. — ²³ Que il face. B.

« deustes¹ ; mais je ne crei pas² que il orres seit essoigniés : por quei je voz pri
 « et requier que voz le m'aiés à dreit³ ensi come voz devés, que je me claims de
 « lui tot ensi come je autrefois me sui clamés. » Et le seignor deit mander lors
 chiez celui⁴ treis de ces homes, come court, et un fisicien⁵ ou un selorgien⁶,
 selonc le dehait⁷ que il dit que il a, qui seit⁸ son⁹ home lige, et conjurer¹⁰ le,
 par la fei que il li deit, que il li die veir de l'essoine de celui¹¹. Et se nul n'i a¹²
 qui seit son home lige, si en envoit un¹³ qui seit tenus par son seirement de dire
 voir à son essient de cel dehait. Et les trois de ces homes le doivent semondre de
 par le seignor que il aille à court faire dreit à tel de tel chose, et nomer la per-
 sone et dire de quei. Et c'il dit qu'il est essoigniés, celui des treis homes de court
 qui est là en leuc de seignor, li deit dire : « Mostré vostre essoine¹⁴ à cest miege¹⁵. »
 Et il le deit faire, et le miege le deit veoir et taster son pos¹⁶ et veoir¹⁷ s'orrine.
 Et ce c'est de chose que le selorgien dée conoistre, il li deit montrer la bleceure
 en la presence des treis homes que le seignor aura envoiés. Et se le miege dit, par
 la fei et le seirement de quei il est tenus, que il est¹⁸ essoigniés, l'on ne le peut
 à plus mener tant come il demorrera en son ostel et dira que il est essoigniés.
 Mais se le fisicien ou le selorgien¹⁹ ne conut en lui aucun dehait²⁰ por quei il
 dée demorer d'aler à court, il y deit aler faire dreit, ou il est ataint come home²¹
 defailli de venir faire dreit; si pert celle carelle, si come est avant dit²² en cest
 livre que home qui default de venir faire dreit la pert²³.

CHAPITRE CCXIII.

Se le seignor fait semondre aucun home²⁴ de son servise, et l'ome est merme²⁵ de son fié de
 aucune chose que le seignor ait et teigne sanz esgart ou sanz conoissance de court, ou que le
 seignor li doive aucune chose parfaire de son fié que il li ait requis en court que il li deust
 parfaire²⁶, et il ne li a fait, coment il se peut defendre d'acuellir celle semonce, tant que le
 seignor li ait son fié parfait ou rendu de ce que il tient²⁷ en la maniere avant dite²⁸.

Se aucun est merme d'aucune chose de son fié que le seignor ait et teigne sanz
 esgart ou sanz conoissance de court, ou ce seit de chose²⁹ que le seignor li deive
 parfaire de son fié, et il a celle chose requise en court au seignor, et le seignor

¹ Et vos y envoiastes trois de vos homes, et il leu dist que il estoit essoigniez, et en fit lors ce que il
 dat. B. C. — ² Que il estoit essoignés, et en fit lors ce que il dit (dat. T.), mais je ne crois. D. E. T. — ³ Le
 menez à droit. D. E. T. — ⁴ B. C. D. E. T. — ⁵ Fesecien. B. D. E. Fisisien. C. T. — ⁶ Serorgien. B. D. E. T. —
⁷ Selon le delait. D. E. Selon delait. T. — ⁸ Qui son. B. Qui soit. C. Que il soit. D. E. T. — ⁹ D. E. T. — ¹⁰ Escon-
 jurer. B. C. — ¹¹ Que il li die la verité de celui se il est essoignés. D. E. T. — ¹² N'en i a. B. C. D. E. T. — ¹³ Lige
 anvoit i un. B. Lige, en jure un. D. E. T. — ¹⁴ Soigne. B. — ¹⁵ A cest mege. C. — ¹⁶ Pouz. B. Pous. C. — ¹⁷ Et
 regarder. B. — ¹⁸ C. D. E. T. — ¹⁹ Serargien. B. — ²⁰ Aucune chose ou aucune dehait. D. E. T. — ²¹ C. D. E. T.
 — ²² Com est dessus dit. D. E. T. La suite n'est pas dans D. E. T. — ²³ Aucun de ses homes. B. — ²⁴ De son
 servise ou il est merme. T. D. E. — ²⁵ B. Que il li (li la. E.) par face. C. D. E. T. — ²⁶ Ou rendu ce que il en-
 tent. D. E. T. — ²⁷ Ou rendu ce que il entent que il li tient de son fié. B. Se il li en tient en la maniere avant
 dite. C. — ²⁸ Ou que ce soit cose. B. Et que se soit chose. C. Et que il se soit. D. E. T.

²⁹ Ce chapitre complète ce qui a été dit sur les excuses,
 chap. LIX et LX, p. 96-108. On voit ici que, par une loi
 du royaume de Jérusalem, la première excuse était re-
 çue sur simple parole. Cependant l'auteur avait dit, p. 97,

que si les porteurs de l'excuse ne voulaient pas prêter
 serment, le défaillant perdait son procès; du reste, la
 forme de procéder était, en grande partie, la même dans
 ces deux genres de semonce.

le fait semondre de aucun des servises que il li deit, et il ne viaut celle semonce acueillir ne faire cel servise de son seignor, il deit dire à celui qui le semont : « Je n'entens que je doie ceste semonce acueillir, tant que mon seignor m'ait rendu « tel chose que il tient de mon fié sanz esgart et sanz conoissance de court, laquel « chose je li ais requise en sa court, » et dire que ce est; « n'acueillir ne la viaus, « se la court ne l'esgarde¹. » Et ce il li faut de chose que le seignor li doie par- faire de son fié, si li die que il n'entent que il celle semonce deie acueillir, tant que il li ait parfait ce que il li faut de son fié, et die quel chose ce est; « laquel « chose je li ais requise en sa court, ne acueillir ne la viaus, se la court ne l'es- « garde. » Et après il deit venir devant le seignor et dire li : « Sire, voz m'avés fait « semondre de tel servise, » et die quel, « et voz tenés sanz esgart et sanz conois- « sance de court tel chose de mon fié, » et die quei²; « et je la vos ai requise³ en « vostre court, et voz ne me l'avés encores⁴ rendue, ne dit raison por quei court « ait esgardé ou coneue que vos ne la me doiés rendre, si n'entens que je doie vostre « semonce acueillir, tant que voz m'aiés ce rendu qui est de mon fié, que voz tenés « sanz esgart ou sanz conoissance de court, ou que voz aiés ditte raison, tel que « court esgarde ou conoisse⁵ que voz faire ne le deés; ne acueillir ne la viaus, se « la court ne l'esgarde que je acueillir la dée, et di por quei : por ce que je ne voz « dei servise que de mon fié, et je sui merme de mon fié de tel chose, laquel⁶ je « voz ais requise en vostre court, et die quei, et que je suis⁷ merme⁸ de mon « fié ne voz dei servise⁹, si ne le veuill faire por les raisons que je ai dites¹⁰, se la « court ne l'esgarde. Et de ce me met je en l'esgart de la court, sauf mon rete- « naill. » Et ensi se couvrira il d'esgart de court. Et puisque il ensi se sera couvert, il ne me semble que il soit tenus de laditte semonce acueillir, ne faire le servise de quei il ait esté semons, tant que la cort ait ledit esgart fait. Et il ne me semble que le seignor puisse chose dire par quei la court dée esgarder que il dée celle semonce acueillir, tant que le seignor li ait rendu ce que il a et tient de son fié, si come est avant dit, puisque il autre feis li a requis en court, et que le seignor n'a ditte chose par quei court ait esgardé ou coneue que il ne li doie rendre¹¹.

CHAPITRE CCXIV¹².

Si dit quant¹³ le seignor semont son home dou servise que il li deit, et il li deit¹⁴ de son fié, coment l'ome se peut defendre de acueillir sa semonce; et coment il le deit faire, se le seignor n'a essoine aparant, come de estre assegié de ces ennemis ou d'autre perill.

Se le seignor deit de son fié à aucun de ces homes, ou il est merme¹⁵ d'aucune chose de son fié, et il le fait semondre de son servise, et il ne viaut la semonce acueillir tant que il soit paiés, il deit dire la raison por quei, et puis venir le

¹ Et dire que, etc. manque dans T. — ² Et die de quoi. B. Et vos tenés sanz esgart, etc. manque dans D. E. T. — ³ Et je vous ai requis tel chose que vous me tenés de mon fié, et die quel. D. E. T. — ⁴ Et vous en jour (en cour. E.) ne me l'avés. D. E. T. — ⁵ Ait esgardée ou coneue. B. — ⁶ Que de mon fié, et que tel chose que vous tenez (que vous me devés. D. E. T.) est de mon fié, laquel chose. B. C. D. E. T. — ⁷ C. — ⁸ Et die pour-quoi (et di pourquoi. T.) et que je merme. D. E. T. — ⁹ Servir. B. D. E. — ¹⁰ B. C. D. E. T. — ¹¹ Doie faire. D. T. — ¹² Ce chapitre manque dans C. — ¹³ Coment quant. B. Coument quant. D. E. T. — ¹⁴ Et se le seignor li doit. D. E. T. — ¹⁵ Homes mermen. B.

plus tost que il porra devant le seignor en la court et dire li : « Sire, voz m'avés fait semondre de tel servise, » et dire quel. « Sire, et voz me devés tant de mon fié de quei je voz dei le servise, de quei le terme ¹ de ma paie est passé. Faites mei ce que voz devés, et je aquiaudrai ² vostre semonce si come je devrais : « car je n'entens que je deie vostre semonce acueillir, se voz ne me paies ou faites paier se que voz me devés de mon fié, de quei le terme de ma paie est passé ; « ne acueillir ne la viaus, se la court ne l'esgarde : et de ce me met je en l'esgart de la court, sauf mon retenaill. » Et après ce il ne me semble que le seignor puisse chose dire, par quei la court deie ³ esgarder que l'ome dée ⁴ la semonce acueillir, tant que il soit paie de ce que l'on li deit de son fié, de quei le terme de sa paie est passé, se ce n'est à defendre cité ou bourc ou ville ou chastiau ⁵ qui soit dou seignor en quei il se treuve quant il est semons : car à tel servise ⁶ ne me semble il mie que le défaut de la paie l'escuse, selonc l'assise ou l'usage dou reiaume de Jerusalem. Que, selonc ce que je ais oy dire, cestui servise deit chascun à son seignor, et paie et sanz paie. Et c'il est essoignié avant le jor ⁷ de la semonce, que il ne puisse venir en la court, face assaveir au seignor son essoine ou le contremande ⁸ si come il deit. Et qui viaut faire assaveir au seignor son essoigne, quant il est semons de son servise et il est essoignés, il le deit faire assaveir ⁹ par Crestien ; et celui par qui il le fait assaveir, deit dire au seignor en la presence de deus homes ¹⁰ ou plus, mais que il seent homes dou seignor : « Sire, tel vostre home, » et le nome, « vos fait assaveir par mei que il est essoignés, si que il ne peut faire le servise de quei vos l'avés fait semondre. Sire, et « se voz mescreés que je ne seie son message, et qu'il ne m'ait enchargié à dire ce que je ais dit por lui, je sui prest que je en face ce que la court conoistra que je faire en deie. » Et se le seignor l'en mescreit, et il comande ¹¹ à la court qu'elle face laditte conoissance, la cort deit conoistre, se cuit, que il deit jurer que il est ¹² message de celui qui là l'a envoyé ¹³, et que il li a enchargié à dire ce que il a dit por lui. Et se le seignor viaut qu'il le jure, il le deit faire. Et c'il le jure, ou le seignor l'en croit sanz seirement, l'essoignié ¹⁴ aura contremandé s'essoine si come il devera ¹⁵. Et se ¹⁶ treis homes dou seignor ou le banier semont aucun home ou feme de venir faire droit ou de servise que il deit au seignor à faire le maintenant, et il lor dit qu'il est essoignés, il ne covient mie après ce faire assaveir au seignor son essoine, por ce que il l'a dit en court, ce il l'a dit as treis de ces homes ¹⁷ ; et se il le dit au banier, que le banier ¹⁸ est tenus en sa leauté de dire au seignor le respons que l'ome a fait à la semonce de quei il le semont, et que le seignor le deit creire par la fei de quei il li est tenus. Mais ce il semons par letres à une chose faire maintenant, et il est essoignés, si qu'il ne la puisse faire, ou se les treis dis homes ou le banier ¹⁹ le semont à jor nommé, et il dedenz cel jor est essoignés ²⁰, il deit au jor ou un jor devant contremander s'essoine en la ma-

¹ Termen. B. — ² Aqueudra. B. Faites moi paier et je acueillerai. D. E. T. — ³ Doie. B. D. E. T. — ⁴ Que le semons doie. B. D. E. T. — ⁵ Cité, ville, bourc ou chastel. B. — ⁶ Semonse. B. D. E. T. — ⁷ Essoignés le jor. D. E. T. — ⁸ Assavoir ou contremande la. B. Il doit faire assavoir au seignor s'essoignes, ou contremander. D. E. T. — ⁹ S'essoignes ou contremander, si com il doit, il la doit faire assavoir. D. E. T. — ¹⁰ De deus de ses homes. B. D. E. T. — ¹¹ Et se le seignor comande. B. T. Et se le seignor comanda. D. E. — ¹² Que il deit jurer (sur sains. T.), se le seignor veut, que il est. B. D. E. T. — ¹³ Qui l'a (li. E.) enques envoyé. D. E. T. — ¹⁴ Le semons. B. — ¹⁵ Et se le seignor le semont sans seirement, il aura contremandé s'essoignes si com il devra. D. E. T. Les manuscrits D. E. et l'édition de la Thaumassière indiquent ici un chapitre particulier, avec cette rubrique : *Coment le banier doit semondre les homes dou seignor.* — ¹⁶ A. D. E. T. — ¹⁷ A trois homes de la court. D. E. T. — ¹⁸ Le banier. B. — ¹⁹ Puisse faire ou le banier. B. — ²⁰ Si qu'il ne la puisse, etc. manque dans D. E. T.

niere devant devisiée¹. Et se le banier² semont aucun de aucune chose faire maintenant, et il dit qu'il est essoignés, et le banier ne le dit au seignor, ou le seignor ne le viaut croire et il vueille avoir dreit ou amende de celui qui aura esté semons, et celui dit que il dist au banier, quant il le semonst, qu'il estoit essoignés, se le banier li porte garentie de ce, le seignor l'en deit creire⁵ par la fei qu'il li est tenus⁴. Et ce il née que l'ome ne li deist, et l'ome dit, par la foi que il doit au seignor, que il li dist, l'ome en sera creu et le banier non contre l'ome; por ce que il n'est mie tenus à l'ome de fei, et que l'ome est tenus au seignor de fei⁵. Et se le seignor fait semondre aucun de ces homes d'aler fors dou reiaume d'autre servise que de l'une des treis après dittes⁶ choses, de quei les homes deivent servise au seignor hors dou reiaume⁷, sanz ce que son cors y aille, il ne li deivent pas tel servise ni ne deit⁸ sa semonce acueillir, ainz deit dire, celui qui ensi est semons, qu'il n'entent qu'il deive au seignor tel servise, por quei il ne viaut celle semonce acueillir, se la court n'esgarde ou conoisse que il acueillir la dée, et de ce se met il⁹ en l'esgart de la court, sauf son¹⁰ retenaill. Et ce il ensi le fait, je cuit que la court esgardera ou conoistra que il ne doive¹¹ celle semonce acueillir, por ce que il ne li deit mie le servise de quei il l'a semons par l'assise ou l'usage dou reiaume de Jerusalem¹².

CHAPITRE CCXV.

Se home se viaut defendre d'acueillir semonce de servise que il deive, quant le seignor a et tient aucune chose de son fié sanz esgart et sans conoissance de court, ou que il li doive parfaire aucune chose de son fié, ou ce il li doit¹⁵ dette de son fié¹⁴, et il n'a au seignor aucune desdites choses requises, que il doit¹⁵ dire et faire, quant il est semons dou servise que il deit.

Se le seignor fait semondre aucun sien home d'aucun des servises que il li deit, et il est merme de son fié d'aucune chose¹⁶ en aucune des manieres avant dittes, et il n'ait celle chose requise au seignor en la court avant que il ait esté semons, et il ne vueille celle semonce acueillir ne faire le servise de quei il est semons, se il n'a ce de quei il est merme de son fié, il deit dire à celui qui le semont: « Mon seignor¹⁷ « tient tel chose de mon fié, ou me deit tel chose parfaire de mon fié¹⁸, » ou « il « me deit d'un terme¹⁹ ou de plus de la paie de mon fié, » et die quei. « Sé il²⁰ la me « rent, ou il me parfait mon fié, je ferais vers lui ce que je deverais. » Et après deit venir devant le seignor et dire li: « Sire, voz m'avés fait semondre de tel servise, » et die quel, « et voz tenés tel chose de mon fié sanz esgart et sanz conoissance de

¹ Les manuscrits D. E. et l'édition de la Thaumassière indiquent un chapitre particulier, sous cette rubrique: *Encor de ceste raison meimes, et se le seignor semont aucun d'aucune chose.* — ² *Et se le seignor.* D. E. T. — ³ *Et il vueille droit ou amender de celui qui aura ensi esté semons, que il estoit essoigniez, se banier li porte garentie de ce, le seignor l'en doit croire.* B. — ⁴ *L'en doit croire de quoi il li est tenus.* B. — ⁵ *Et que l'ome, etc.* manque dans D. E. T. — ⁶ *Avant dites.* D. E. T. — ⁷ *As seignors dou reiaume.* B. *Au seignor dou royaume.* D. E. T. — ⁸ *Ne ne doivent la.* D. E. T. — ⁹ *Me met je.* D. E. T. — ¹⁰ *Mon.* D. E. T. — ¹¹ *Ne doit mie.* B. *Que il ne doit.* T. — ¹² *Por ce que il, etc.* manque dans D. E. T. — ¹³ B. — ¹⁴ *Sanz esgart, etc.* manque dans T. *Ou ce il li doit dette de son fié* n'est pas dans D. E. — ¹⁵ *Que doit il?* B. — ¹⁶ *Merme d'aucune chose de son fié.* D. E. T. — ¹⁷ *Monsieur.* D. — ¹⁸ B. G. D. E. T. — ¹⁹ *De mon fié d'un terme.* D. E. T. — ²⁰ *Et die que se il.* D. E. T.

« court, » ou « vos me devés tel chose parfaire de mon fié, » ou « vos me devés de tel chose parfaire de mon fié¹ d'un terme ou de plus; » et die li laquel de ces choses ce est. « Se voz la me rendés ou parfaites, je sui prest d'aler et de faire vostre servise si come je dei. Et se vos ne la me rendés ou ne parfaites ou ne me paiés² ou ne dittes raison por quei vos ne le devés faire, et tel que court l'esgarde ou conoisse, je n'entens que je dée vostre semonce acullir ne faire vostre servise, tant que voz l'aiés fait³, ne faire ne le viaus, sela court ne l'esgarde, et di porquoi : « por ce que je ne voz dei servise que de mon fié, et que ce que je vos requier est de mon fié⁴; et se voz mescreés que ce ne seit de mon fié, je sui prest de prover le si com court esgardera ou conoistra que je prover le dée. Et de ce me met je en l'esgart de la court, sauf mon retenaill. » Et qui ensi le fera come est avant dit, il ne me semble que le seignor puisse chose dire par quei la court dée esgarder que l'ome dée sa semonce acullir ne faire son servise, tant que il li ait rendu ce qu'il tient de son fié, ou parfait⁵ ce qu'il li en défaut, ou paié⁶ ce que il li en deit dont le terme est passé de sa paie, ou dit raison por quei il ne le deit faire et tel que court l'esgarde ou conoisse⁷.

CHAPITRE CCXVI.

Quant le seignor fait semondre aucun par treis de ces homes come court, et celui⁷ qui fist la semonce el leuc dou seignor n'est present en la court, se les deus qui furent come court là où il la fist, le recordent⁸ sanz lui en la court, se la semonce vaut ou ne vaut. Et ce celui qui est en leuc dou seignor est en la cort, et l'un de ciaux qui furent court, se elle vaut ou non⁹.

Se le seignor fait semondre aucun de ces homes dou servise que il li deit ou autre chose, ou il fait semondre aucun autre que son home par treis de ces homes come court, l'un en leuc de lui et les deus come court, et celui qui est en leuc dou seignor muert ou forspasse¹⁰ ainz que la semonce seit retraite devant le seignor et devant les autres de ces homes tant que se seit court, ou le seignor¹¹ ait mestier de recort de court¹² de ciaux qui furent à la semonce faire come court, et celui qui fist la semonce n'est present en la court quant il en aura mestier, il deit les deus qui furent com court là où la semonce fu faite faire venir devant lui, et devant tant de ces autres homes que ce seit court, à dire¹³ leur : « Je « établi, un jor qui passés est, tel en mon leuc et voz deus¹⁴ come court, à faire « tel semonce. » Et deit nomer celui et deviser la semonce. « Je voz comanz que « vos recordés come court, si¹⁵ en la presence de moi et de ma court, ce qui fu « fait de celle semonce. » Et il doivent lors recorder ce que il en virent et oyrent. Et ce que il en diront deit estre tenu¹⁶ et maintenu come recort de court. Que

¹ B. C. D. E. T. — ² C. — ³ Ne faire votre servise, etc. manque dans T. — ⁴ B. C. D. E. T. — ⁵ Ou partie. c. — ⁶ Ou partie. c. Ou par paié. D. E. T. — ⁷ Se celui. B. C. D. E. T. — ⁸ La rendent. c. La recordent. D. E. T. — ⁹ Et l'un de ceaus qui fu come cort quant il fist la semonce, et il recordent en la court la semonce qu'il a faite, se cel recort doit valoir. c. Et l'un de ceaus qui furent com court faut, se le recort vaut ou ne vaut auci. D. E. T. — ¹⁰ B. Fors païse. A. C. D. E. T. — ¹¹ Ou se le seignor. B. C. — ¹² D. E. T. — ¹³ Et dire. C. D. E. T. — ¹⁴ Et puis deus. B. — ¹⁵ Ici. D. E. T. — ¹⁶ Creu. B. C. D. E. T.

* Ce chapitre ne contient que la répétition abrégée de ce qui se trouve dans le précédent.

se le seignor¹ peut prover par recort de court que il establi à faire celle semonce celui que il mist en son leuc² et ciaux deus come court, que le seignor peut faire en la court ce que celui que il establi en son leuc feist ce il i fust, est de dire³ que il semonst tel de par le seignor en tel maniere, et nomer celui que il semonst et dire la maniere. Et se les deus qui sont court le garentissent, la semonce est faite en court et vaut; mais se il ne le garentissent⁴, elle ne vaut⁵, ne il ne sera creu de chose que il en die come court ne come recort de court, en maniere que son dit ait force come court, ne come d'ome qui ait vois de court⁶; ne son dit ne vaut que de raconter⁷ ce que il a dit⁸ por le seignor. Et puisque son dit n'a force d'autre, se le seignor le dit en quel leuc ce fu à sa semonce faire, mais que il⁹ dit que celui que je mis¹⁰ en mon leuc à tel semonce faire la fist ensi, et dit la maniere, il vaut autant come c'il estoit present et le deist, se les deus devanz dis le recordent en la court. Que la force de la garentie n'est que à deus¹¹. Mais se les deus¹¹ avanz dis le recordent en la court¹² ensemble, ou que l'un recorde si come l'autre¹³ le recorde, sanz aucun mermement¹⁴ faire, et se l'un des deus fu en leuc de semonce, le seignor ne pora¹⁵ celle semonce prover par recort de court, se il est qui la née, tot fu ce que les deus de ciaux qui furent à la semonce faire le recordacent come court¹⁶, et que l'un de ciaux deus fust celui qui estoit en leuc dou seignor à la semonce faire: por ce que, puisque il aureit esté en leuc dou seigner, il n'aureit pas vois de recort à court, puisque le seignor¹⁷ ne l'a; ne il la poreit pas avoir en tel cas, puisque le seignor ne l'a.

CHAPITRE CCXVII.

Quel maniere de servises doivent ciaux qui doivent servise de leur cors au seignor à qui il le doivent, et en quel leuc il doivent le servise.

Se sont les servises de quei je suis orres membrant que les homes doivent à celui de leur seignor¹⁸ à qui il doivent le servise de leur cors por les fiés que il tiennent de lui, quant il les semont ou fait semondre si come il deit^b. Il doivent

¹ Et se le seignor. c. — ² Come regort de cort que il establit à faire cele semonse, celui que il a dit en son leuc. B. c. Com recort de court, que il establi à faire celle semonce, celui que il a establi a esté en son leuc. D. E. T. — ³ A dire. B. c. D. E. T. — ⁴ Guernissent. c. — ⁵ La fin du chapitre manque dans D. E. T. — ⁶ Qui ait court. c. — ⁷ Reconter. B. — ⁸ Fait. B. c. — ⁹ c. — ¹⁰ Mais que il dit que tel que je mis. c. — ¹¹ N'a force d'autre se le seignor le dit en quel leuc il fu à la semonse faire. Mais que il dit: « tel, que je mis en mon leuc à (ces) te semonce faire, la fist ensi, » et dire la maniere, il vaut autant com se il estoit present et le deist. Se les deus. B. — ¹² B. — ¹³ Si con la court. c. — ¹⁴ Amermement. B. c. — ¹⁵ Amermement faite, le seignor ne porra. c. — ¹⁶ En la cort. B. c. — ¹⁷ A cort porter que le seignor. B. — ¹⁸ A leur seignor. B.

^a C'est en vertu de ce principe que l'on faisait témoigner le garant vivant pour le garant mort, afin qu'il y en eût toujours deux en cour. Les lois barbares exigeaient un nombre de témoins beaucoup plus grand; mais leur influence avait cessé.

^b Ce chapitre parle du service que doivent les hommes à leur seigneur en guerre, ce que les *Establissemens de France* appellent *ost et chevauchée devers le roy*. L. I, c. LIX. « Li baron et li home le roy doivent le roy suivre en son ost, quand il les en semondra, et le doivent servir

« LX. jours et LX. nuits, et tant de chevaliers come chascun li doit, etc. Et se li roy le voloit tenir plus de LX. jours au leur, il ne remaingdriert mie, s'il ne voloient par droit, et se li roy les voloit tenir au sien pour le royaume deffendre, il devroient bien remaingdre par droit; mais se li roy les voloit mener hors du royaume, il n'istroient mie, se il ne voloient, puisqu'il auroient fait LX. jours et LX. nuits. » Henry comte de Champagne ayant servi le roy Louis VIII pendant quarante jours au siege d'Avignon, refusa de servir plus long temps, au

servise d'aler à cheval et as armes^a en sa semonce, en toz les leus dou reiaume où il les semondra ou fera semondre, o tel servise come il deivent à aler en besoigne d'armes, se il sont semons si come il deivent^{1 b}; et demorer y² tant come il les semondra ou fera semondre jusque à un an^c : que plus que un an de terme ne peut on³ accueillir semonce par l'assise ou l'usage dou reiaume de Jerusalem. Et celui qui deit servise de son cors et de chevalier ou de sergent, deit faire le servise par tot le reiaume^d, o lui ou sanz lui, se il en est semons si con il

¹ A aler en besoigne, etc. n'est pas dans c. d. e. t. — ² Li. b. — ³ Ne doit l'on. b. c. Et de demorer jusques à un an, que plus d'un an de terme ne doit l'on (home. t.) pas. c.

raport de Mathieu Paris : *Venit ad eum Henricus comes Campanie, cum jam quadraginta dies in obsidione peregrisset, petens, de consuetudine Gallicana, licentiam ad propria remeandi; cui cum licentiam rex vetuisset, respondit comes, quod factis quadraginta dierum excubiis non tenebatur, nec voluit diutius interesse.* Le même auteur raporte que les barons de France après avoir demeuré quarante jours au siege d'Angers, se retirèrent : *Qui omnes, impetrata licentia a rege Francorum, completis in obsidione Andegavie quadraginta dierum excubiis, reversi sunt in patriam suam.* Ce qui étoit aussi observé en Angleterre, suivant le témoignage de Littleton, l. II, c. III. T. — Voyez les *Assises de Romanie*, c. XXII, XXIV, XXVI, LXI, et le *Regiam majestatem*, l. II, c. LXXIII.

L'objet de la constitution des fiefs étoit le service militaire, et dans les premiers temps de la féodalité, on n'aurait pu concevoir un fief sans service; de plus, le service étoit essentiellement personnel. Mais ces deux principes furent modifiés quand les femmes et les roturiers cessèrent d'être incapables de tenir des fiefs. Le service n'étant plus personnel, les femmes et les ecclésiastiques firent acquitter leurs obligations par des soudoiers. Cependant, il est juste de dire que, dans le royaume de Jérusalem, le plus grand nombre des ecclésiastiques feudataires remplissaient eux-mêmes les devoirs de leurs fiefs. L'histoire des Croisades en offre une infinité d'exemples. En France, les prélats sollicitaient et obtenaient du roi de se faire remplacer, tout en reconnaissant que l'obligation étoit personnelle. (Charte de Guillaume, évêque d'Auxerre, ann. 1212; Martene, *Ampl. Collect.* t. I, col. 1110. Diplôme de Philippe II qui lui accorde cette faveur; *id.* 1109. Charte de Manassès, évêque d'Orléans, même année; *id.* 1110.) Quand il fut permis aux roturiers d'acheter et de tenir des fiefs, il fallut bien dispenser ces fiefs du service militaire; alors on déclara que les fiefs de haubert y étoient seuls soumis. *Judicatum fuit quod auxilium de militia non debetur alicui, nisi teneat per feodum lorice.* (Marnier, *Assises et Arrêts*, p. 110.) Ce nouveau régime des fiefs retira à la féodalité une grande partie de sa force, et les Croisés agirent avec sagesse en ne l'admettant pas entièrement dans leurs possessions d'outre-mer. Voyez du Cange, *Glossarium*, verbo *Auxilium militie*; Brussel, *Usage des fiefs*, p. 128; Galland, *Traité du franc Alleu*, p. 241; *Id. De l'usage des fiefs*, p. 58; Chantereau, *Traité des fiefs*, p. 85; Ant. Borriani, *De cavalcata et vassallorum servitiis pacis et belli tempore præstandis*, Turin, 1609; André Kohl, *De servitiis feudalibus*, Francfort, 1722.

^a Ces mots indiquent que tous les frais de la chevauchée devaient être supportés par le vassal. Voyez une charte de Renaud d'Amiens, où il reconnaît devoir à Enguerrand de Pinchon, vidame d'Amiens, dont il est

l'homme lige, six semaines de service, *cum armis, sine uxore, ad custum suum.* (Du Cange, *Observ. sur les Établissements*, p. 172.) « Il est chertaine chose, dit Beaumanoir, c. XXVIII, p. 141, que tuit chil qui tiennent de fief en le contée de Clermont, doivent à leur seigneurs pour chascun fief, un roucin de serviche, se li seigneurs les vuelent penre. » Cet auteur explique ensuite comment le vassal doit présenter et faire accepter son cheval par le seigneur, et dans quel cas celui-ci peut repousser ou ne pas repousser le cheval présenté. Ces détails complètent ce qui a été dit ici par Ibelin. Beaumanoir termine par ces mots : « Li roys ne chil qui tiennent baronnie, ne doivent lever nus roucins de serviche, pour che que il pueent penre les cors tous armés, et moutes toutes fois que il vuelent, et que il en ont mestier. » Il résulte de cette opinion : 1° que du temps où écrivait le jurisconsulte de Clermont, le service féodal étoit, dans le Beauvoisis, réduit à la prestation temporaire d'un cheval; 2° que le service personnel, qui continuait d'être dû au roi et aux seigneurs qui tenaient en baronnie, étoit illimité. Loin de prendre, avec Brussel, le XIII^e siècle comme l'époque où les principes de la féodalité ont atteint leur plus haut degré de développement, nous dirions plutôt que, dans les dernières années de ce siècle, la décadence de ces principes suivit une progression rapide.

^b Il n'étoit pas permis au vassal d'examiner si la guerre étoit juste ou injuste; le droit lombard lui accordait cette faculté. (*Feud. cons.* l. II, t. XXXVII, § 2.)

^c Dans les pays conquis, il étoit naturel que le service militaire durât plus longtemps qu'en Europe. Ainsi le service étoit en Morée, comme en Syrie et en Chypre, d'un an, ou pour mieux dire, continu. « Pendant l'année composée de douze mois, lit-on dans la *Chronique de Morée*, p. 142, chacun devait faire le service pendant quatre mois en garnison générale, dans l'endroit qu'il plairait au prince de lui désigner. Pendant quatre autres mois, chacun devait être à l'armée pour servir là où son seigneur particulier le voudrait. Et enfin le privilégié pouvait passer les quatre autres mois restants où bon lui semblerait. Mais comme le prince pouvait désigner sur les douze mois de l'année ceux qui lui convenaient le mieux, et qu'il devait toujours avoir la préférence, on pouvait dire qu'un chevalier étoit tenu de servir toute l'année. Les évêques, l'Eglise, le Temple, les Hospitaliers ne devaient être obligés à aucun service de garnison; seulement, dans une attaque contre l'ennemi, dans une excursion et dans toute guerre que le prince pouvait entreprendre, ou qu'exigeait le besoin du pays, ils étoient tenus de faire partie de l'armée comme les autres privilégiés. »

^d « En cele saison (1272), sordi discorde entre le roi de Chypre et ses hommes por le servise que le roi lor

deit¹. Et quant il est à court, d'aler au conseil de celui o de cele² à qui le seignor le done à conseil³, se il n'est au conseil⁴ de son aversaire, ou se la carelle n'est contre lui meismes, quar nul ne doit plaidier contre lui par⁵ comandement de seignor ne d'autre*. Et deivent faire esgars et conoissans et recors de cort, se le seignor le comande à faire. Et deivent aler veoir murtre ou homecide, se le seignor leur comandé de aler veoir come court. Et deivent, par comandement dou seignor, veyr les cos de quei l'on se claime de lui⁶, que l'on viaut mostrer à court. Et deivent aler par tot le reiaume semondre come court se que l'on dira devant eaus⁷, quanque le seignor lor comandera⁸, et oyr come court ce que on lor dira devant eaus, se le seignor lor comande. Et faire la messagerie⁹ que le seignor leur enchargera¹⁰ par tot le reiaume¹¹. Et li deivent servise d'aler faire¹² devises de terres ou d'aigues entre genz qui ont contens, quant le seignor leur comandera à faire. Et doivent faire enquestes quant l'on requiert au seignor que il les face enquerre et il leur comande à faire¹³. Et deivent veyr¹⁴ mostres de terres¹⁵ ou d'autre chose, quel que elles seient, que le seignor lor comande à veyr come court. Et deivent servise de faire¹⁶ totes les autres choses que les homes de court deivent faire come court, quant le seignor leur comande. Et toz les dis servises li deivent il faire par tot le reiaume, en toz les leus là où leur seignor ou le chief seignor vait ou ne vait, quant il sont semont si come il deivent. Et hors dou reiaume sont il tenus d'aler et de faire treis choses por le seignor¹⁷: l'une est por le mariage de lui ou de aucun¹⁸ de ces enfanz; l'autre por sa fei et s'onor garder et defendre; la tierce por le besoing aparant de sa seignorie ou le comun proufit de sa terre. Et celui ou ciaux que le seignor semont ou fait semondre si come il deit de l'une des treis dittes choses, et il aquiaut la semonce et vait ou servise dou seignor, le seignor li deit doner ces estouveirs¹⁹ souffisaument tant come il sera en cel²⁰ servise, tot seit ce que il n'a mie estoveirs ens et hors²¹. Et celui ou ciaux

¹ B. C. D. E. T. — ² B. C. D. E. T. — ³ *L'a doné à consiller.* c. — ⁴ *Le donra, se il n'est au conseil.* D. E. T. — ⁵ B. C. D. E. T. *Ne doit plaidoir par comandement.* D. E. T. — ⁶ D. E. T. — ⁷ c. — ⁸ *Se le seignor leur comande.* c. *Quant le seignor lor comandera.* D. E. T. — ⁹ *Le messagerie.* B. — ¹⁰ *Eschagera.* c. — ¹¹ *Et faire la messagerie, etc.* manque dans D. E. T. — ¹² *D'aler veir.* c. — ¹³ B. C. D. E. T. — ¹⁴ *Venir.* B. C. — ¹⁵ *Mostrer des terres.* T. — ¹⁶ B. C. D. E. T. — ¹⁷ *Par tot le reiaume, et li doivent servise hors dou reiaume, en toz les leus là où leur seignor ne le chef (seignor. D. E. T.) ne va de (por. c.) trois choses.* B. C. D. E. T. — ¹⁸ *D'aucune.* c. — ¹⁹ *Estovons. B. Estoviers. c. Estouviers.* D. E. T. — ²⁰ *Celui sien.* B. C. D. E. T. — ²¹ *Il n'ait mie en fié estovoirs enz (hens. D. E.) et hors.* B. C. D. E. T.

« demandoit fors de l'isle de Chipre, qu'il ne li cuidoient
« pas devoir... Et fu fait concorde du roi de Chipre et de
« ses barons, qui le devoient servir hors du roiaume de
« Chipre, là où il li plairoit, u roiaume de Jerusalem, ou
« autre part deçà mer, quatre mois de l'an, et là propre-
« ment où il son cors ou son fil seroit. » (*Ampl. Collect.*
t. V, col. 746.) Il faut remarquer que les rois de Chypre
étaient aussi rois de Jérusalem, car, en principe, le feu-
dataire n'était pas obligé de servir hors du royaume. (*As-
sises de Romanie*, c. LXV.) Le vassal ordinaire n'était tenu
au service que dans l'étendue du fief de son seigneur;
mais le vassal lige d'un souverain devait le servir dans
tout son royaume et contre tout le monde. Ces principes
n'étaient pas reçus en Espagne, où ils auraient trop res-
treint le pouvoir des nombreux souverains qui régnaient
sur ce pays. (*Siete Partidas*, t. XV, part. IV^a, ley 6.)

* Les seigneurs rendoient la justice en personne (Odo
Cluniacensis, *Vita S. Geraldii*, l. I, c. xix), et ils étoient
assistés de leurs vassaux (Gunther, *Ligur.* l. VIII):

Inter vassallos unius forte patroni,
Questio de feudo quoties agitur eodem,
Quo feudi domino gaudent, hoc iudice certent.

Dans le registre des hommages du comté de Tholose,
il y a cette clause dans plusieurs hommages, et parti-
culièrement dans celui de Dieudonné de Lestang, du
7 des kal. de juillet 1223: *Quod autem pro prædicto feudo
vobis fidelis existam et fidele servitium faciam, videlicet guer-
ram et placitum, ad commonitionem vestram, vel certi nuncii
vestri.* Dans l'acte de foy et hommage de Pierre de Panac
damoiseau, à Henry comte de Rhodès, des terres de Pierre
Brune du Copoy, et autres du mois de juillet 1280, il y a
cette clause: *Debemus vos et ego et successores mei adjuvare
de placito et de guerra.* T. — Voyez, sur le service de cour,
du Cange, *Glossarium*, verbo *Servitium placiti*; Brussel,
p. 128, 820; Boehmer, *Princ. jur. feud.* n° 243, p. 224.

^b *Justam namque est, ut illi consequantur stipendium,
quo tempore suum commodare reperiuntur obsequium.* Cons.
Feud. l. II, t. cvii. « Se lo signor non volesse dar stivoria
44.

que le seignor a semons ou fait semondre dou dit servise, et il ¹ ne aquiaut la semonce ou ne die ² raison ³ por quei il ne la deit accueillir, et tel que court l'esgarde ou conoisse, le seignor en peut avoir dreit come de defailli de servise; que chascun ⁴ home dou reiaume ⁵ qui deivent servise de leur cors, deivent, par l'assise ou l'usage de cest reiaume, de ces treis ⁶ dites choses, servises ⁷ hors dou reiaume à celui à qui il deivent le servise de leur cors. Et au chief seignor deivent toz les avans dis servises, si come il est avant devisié. Et feme qui tient fié qui deit servise de cors, deit au seignor tel servise, qu'elle se deit marier à la semonce dou seignor, quant il la semont, si come il deit de sei marier ⁸; et quant elle c'est mariée, son baron ⁹ deit au seignor les servises avant devisiés ^a.

CHAPITRE CCXVIII.

Coment et où les seignors pevent et deivent faire semondre leur homes de leur servises que eaus leur doivent.

Se sont les manieres, selonc ce que à mei souvient ¹⁰ orres, coment les seignor pevent et deivent leur homes et leur femes faire semondre dou servise que il li deivent, et que il les en peut semondre si que la semonce soit valable. Le seignor les peut semondre ¹¹, mais que ¹² il ait court là où il les semont, c'est assaveir, deus de ces homes ou plus. Et les peut faire semondre par treis de ces homes dou reiaume ¹³, desquels il establisce l'un en son leuc ¹⁴ et que les deus seent come court, et que se soit establi devant deus de ces homes ou plus ¹⁵. Et les peut faire semondre par son banier. Et est devisié ¹⁶ en cest livre quel dreit le seignor deit avoir de celui ou de ciaux de ces homes qui li defaillent dou service, et coment il en peut avoir dreit ^b.

¹ B. C. D. E. T. — ² Et il ne dit. C. — ³ B. C. D. E. T. — ⁴ Que aucun. B. — ⁵ Que chascun des homes dou seignor dou royaume. D. E. T. — ⁶ B. C. D. E. T. — ⁷ C. D. E. T. — ⁸ Et se feme tient fié qui doit servise de cors au seignor, elle li doit tel service que elle se doit marier. D. E. T. — ⁹ Son mari. B. — ¹⁰ Semble et souvient. D. E. T. — ¹¹ Que il lor doivent, et que il les en pevent faire semondre. D. E. — ¹² En peut semondre, mais que. C. — ¹³ B. — ¹⁴ Que il lor doivent, et que il les en pevent faire semondre par trois de ses homes, un en son leuc. T. — ¹⁵ Devant autres de ses homes. B. C. — ¹⁶ Et deus com court, ou bien par son banier, com il est devisé. D. E. T.

« al so feudatario, a lo qual lo li è tegnudo, over lo successor so, lo feudatario non è tegnudo de darli alcun servixio. » *Assises de Romanie*, c. LXXXVII, p. 513.

^a Le service féodal se divisait en service militaire et en service de cour. Le droit allemand subdivisait le service militaire en *servitium equestre* (Ritter-Lehn) et en *servitium castrense* (Burg-Lehn). (*Jus feud. Saxon.* c. LXXV; *Jus feud. Aleman.* c. CXXXIX et CXLVI.) Mais cette subdivision ne paraît pas avoir été admise par les feudistes français. (Littleton, c. III, IV, et les notes de Houard, t. I, p. 128.) En France le service était de l'essence du fief; chez les Lombards et chez les Allemands, la loi présumait seulement que le fief était chargé de service. (*Feud. cons.* l. II, t. XXI, LV, § 1; *Jus feud. Alem.* c. CXIII.) Mais le droit allemand accordait, plus qu'aucune autre législation, la faculté de restreindre par des conventions

particulières le service féodal. Le service était le but des inféodations; et quand on calcule l'étendue de ce service, et que l'on voit les seigneurs faire à la fois l'office de guerriers, d'administrateurs des intérêts communs de leurs vassaux, de juges, d'arbitres, de défenseurs, etc., on comprend difficilement qu'un auteur qui a approfondi ces matières (Guizot, *Hist. de la civilisation*, t. III, p. 340), ait pu les accuser d'oisiveté. Le chapitre qu'on vient de lire donne une tout autre idée de la vie féodale; et ce qui doit étonner, c'est plutôt que les seigneurs eussent la volonté et le temps de remplir des fonctions aussi variées et aussi difficiles.

^b L'auteur a dit, c. CLXXXI, p. 283, et c. CLXXXIV, p. 287, que le vassal perdait son fief pendant un an et un jour, pour défaut de service.

CHAPITRE CCXIX.

Por quei le seignor ne deit son home faire¹ semondre de son servise, se il n'a mestier; et por quei l'ome ne se deit faire essoigniez, ce il ne l'est quant il est semons dou servise que il doit au seignor.

Le seignor ne deit son home semondre ne faire semondre de son servise faire², se il n'en³ a besoin. Et l'ome ne se deit faire essoigné, quant son seignor le semont ou fait semondre de son servise⁴, se il ne l'est: et lequel des deus qui le fait autrement, ne fait pas ce que il deit, ni ne garde sa fei vers l'autre si come il deit⁵.

CHAPITRE CCXX.

Coment le seignor peut et deit semondre et faire semondre ces homes dou servise que il li doivent, et où; et quant il les a semons ou fait semondre, que il deit faire et dire, quant l'ome faut dou servise que il deit, après ce que il en a esté semons si come il doit; et quel droit le seignor en doit avoir, et coment il le peut avoir; et se le seignor ne le fait si come il deit, quel amende l'ome en deit avoir; et qui est semons dou servise que il deit, et il est essoignés, coment et par qui⁶ il deit contremander s'essoine.

Se le seignor a besoin dou servise de toz ces homes⁷ ou d'aucun d'iaus, il les peut, si come est devant dit, semondre ou faire semondre⁸, et il meismes les peut semondre⁹. Et c'il meismes fait la semonce, il la deit faire devant deus de ces homes ou plus, por ce que il ait recort de court, se mestier li est. Et quant le seignor semont son home, il deit dire à celui que il semont: « Je voz semons¹⁰ de tel chose¹¹, en tel maniere, » et dire de quei, et coment il le semont, et où il le semont; et face la semonce en la maniere¹² après devisiée. Et quant il l'aura

¹ C. D. E. T. — ² B. — ³ C. — ⁴ B. C. D. E. T. — ⁵ Et pourquoi. D. T. Et pour qui. E. — ⁶ A besoing de tos ses homes. C. — ⁷ B. D. E. T. — ⁸ T. Et il les meismes la fait semondre. D. E. — ⁹ Semoing. B. — ¹⁰ De tel service. T. De tel home. D. — ¹¹ B. C. D. E. T.

* Ibelin, dans ce chapitre et dans les neuf qui suivent, s'occupe uniquement de la semonce de service; cette matière n'a été l'objet de l'étude d'aucun jurisconsulte de cette époque, car les écrivains français et anglais, quand ils traitent de la semonce et de l'essoine, n'entendent parler que de l'assignation et de l'excuse ordinaires, telles qu'on les emploie dans les tribunaux civils. Nous excepterons cependant le *Grand Coustumier de Normandie*, c. XLIV, où on lit: « Aulcun ne se peut excuser par exoine de l'aide de l'ost, à quoy il est tenu du fief qu'il tient; car il n'y peut avoir aucun delayement. Mais se aulcun est si malade qu'il ne puisse accomplir le service de l'ost qui doit estre fait au prince, il doit envoyer homme

« suffisant en son lieu. » L'affaiblissement des usages féodaux, en Europe, se révèle par le silence presque complet que gardent, sur le service, Fontaines, Beaumanoir, Britton, Hornes et les autres jurisconsultes du XIII^e siècle, tandis que, dans des ouvrages qui remontent à une époque plus ancienne, et particulièrement dans les usages recueillis par Littleton (c. III et IV), on trouve sur le service féodal des renseignements plus nombreux et plus précis. Du Cange, dans son Glossaire, aux mots *Auxilium militie*, *Escuagium*, *Hostis* et *Servitium*, a traité ce sujet de manière à ne rien laisser à ajouter.

faite, traire à garanz ciaux de ces homes qui là seront où il fait la semonce. Et se il la fait faire par treis de ces homes, l'un en leuc de lui et les deus come court, die celui qui est establi en leuc dou seignor à celui que il viaut semondre : « Je « voz semons de par mon seignor tel, » et le nome, « que vos soiez à tel jor en tel « lieu, » et die le jor¹ et nome² le leuc, « aprestés de tel servise faire come voz « devés à mon seignor : et aiés ce que besoin voz est à demorer³ là jusque à tel « terme⁴, » et die le terme, « et seés à comandement de tel, » et le nome, « que « mon seignor a establi à estre là en son leuc. » Et se le besoin est hastif, le seignor peut bien faire semondre son home à orre moutie ou à moveir maintenant, selonc ce qu'il en aura besoing. Et se il le viaut ensi semondre, le semoneor le deit semondre si come est devant dit, mais que tant que il li die l'orre à quei il le semont et le leuc. Et se⁵ le seignor le fait semondre par banier, le banier deit faire la semonce en la maniere devant devisiée. Et se aucun des homes dou seignor default dou servise de quei il a esté semons en la maniere devant ditte, par le seignor ou par home en son leuc ou par banier⁶, et le seignor en vueille avoir dreit, le banier en deit estre creu c'il dit qu'il l'a semons, se celui ne dit⁷, par la fei qu'il deit au seignor, que le banier ne le semonst de celle semonce si come il dit; et à tant en est quitte⁸ : ou se non, il pert son fié, tant come il est devisié en cest livre que l'on pert son fié par defaute de servise⁹. Et se le seignor le semont devant deus de ces homes ou plus, ou le fait semondre par treis de ces homes, l'un en leuc de lui et les deus come court, il pert son fié en la maniere après ditte, car escondite¹⁰ que le semons¹¹ face ne li vaut neent, ce il n'estoit essoigniés si qu'il ne peust¹² aler à la semonce, et qu'il a s'essoine faite assaveir au seignor à orre et à tens si come il deit, ou que il l'a contremandée si con il doit ou que il a hore et a tens¹³. Et quant le seignor a semons son home ou fait semondre par treis de ces homes, si come est avant devisié, en sa persone ou en son hostel ou en son fié, de son servise que il deit, il deit faire retraire¹⁴ en la court à ciaux de ces homes qui ont esté là où la semonce fu faite; et celui qui l'a faite¹⁵ deit retraire en la court coment il a la semonce faite, et les autres le deivent garentir. Et quant il ont ce dit à la court, le seignor deit commander à la court que elle soit bien membrant de celle semonce que la court a recordée; et après que le terme de la semonce est passé, se celui qui a esté semons dou ser-

¹ B. C. D. E. T. — ² B. C. *Et die.* A. — ³ A *la demorer.* B. — ⁴ *Jusques à tant.* B. *Jusques à tel service.* T. — ⁵ B. C. D. E. T. — ⁶ *Par le seignor, etc.* manque dans D. E. T. — ⁷ *Et se luy dit.* D. E. T. — ⁸ *Si com il dit et atteint, (il. T.) en est quite.* D. E. T. — ⁹ Après ce mot, il y a dans D. E. T. une lacune étendue. — ¹⁰ *Escondit.* B. C. — ¹¹ *Que le seignor.* C. — ¹² *Si que nul n'i peust.* C. — ¹³ C. — ¹⁴ *Rester.* B. *Reter.* C. *Que il doit faire reter.* C. — ¹⁵ *Qui li a faite.* B.

* Mathieu Paris, *ad ann.* 1213 : *Tunc rex Francorum accinxit se ad pugnam, atque omnes suæ ditionis homines, duces videlicet, comites et barones, milites et servientes cum equis et armis, jussit in octavis Paschæ sub nomine Culvertagii apud Rothomagum, ita potenter convenire, ne crimine læsæ majestatis damnum exheredationis incurrere viderentur.* Le même auteur, *ad ann.* 1242, rapporte que Henri III roy d'Angleterre priva Guillaume de Ros de ses fiefs, à défaut de luy avoir rendu le service qu'il luy devoit, quoyqu'il s'excusât sur sa pauvreté; il est vray qu'il adjoûte qu'il fut blâmé de l'avoir fait sans le jugement de ses pers. Voicy un autre exemple de cet usage, tiré de Rigordus, *ad ann.* 1209 : *Cum omnes barones et episcopi vocati ad hunc exercitum convenissent apud Medontam, et misissent ad mandatum regis homines suos, prout debebant,*

in expeditionem illam, Aurelianensis et Altissiodorensis episcopi cum militibus suis ad propria sunt reversi, dicentes se non teneri ire vel mittere in exercitum, nisi quando rex ipse personaliter proficiscitur, et cum nullo ad hoc privilegio se tueri possent, generali consuetudine contra eos faciente, petiit rex ut hoc emendarent : ipsis autem emendare nolentibus, rex eorum regalia confiscavit, scilicet ea tantum temporalia, quæ ab eo feudaliter tenebant, decimas et alia spiritualia in pace dimittens. T. — Voyez dans le Mire, *Opera diplomatica*, t. I, p. 565, une charte de l'an 1202, par laquelle la paix est rétablie entre Henri, duc de Lorraine, et Othon, comte de Gueldre, son homme lige, qui lui avait plusieurs fois refusé le servise. Le chapitre de Littleton, relatif au *Scuage* (Houard, t. I, p. 127), fournit sur cette matière d'utiles éclaircissements.

visé que il doit au seignor n'est venuz ou alez là où il estoit¹ semons ou² ditte³ ou mostrée au seignor s'essoine, ou à celui qui est en son leuc, ou contremandée la si come il deit à orre et à tens, le seignor en peut avoir dreit par sa court totes les feis que il vodra. Et se il viaut avoir dreit, si face dire ensi, en la presence de sa cort: « Je fis semondre tel en tel maniere, » et die coment. « Laquel semonce fut retraite, en la presence de moi et de ma court, par tels, » et les nome, « qui furent present⁴ là où la semonce fu faite. Et celui qui fu semons n'a fait ce de quei il fu semons, ne contremandé n'a à orre ne à tens s'essoine si comme il doit, se il ot essoine. Si voz requier, si come je dei, que vos me connoissies quel dreit je en deis avoir. » Et la court li deit conoistre, se cuit, que il se peut saisir dou fié de quei il deit le servise de quei il l'a fait semondre, et faire s'ent servir un an et un jor, se il a esté semons en persone; mais se il a esté semons en son hostel ou en son fié, la court deit conoistre que le seignor peut son fié saisir et faire s'ent servir tant que celui qui a esté semons en son hostel ou en son fié⁵ si come est dessus dit, veigne en la presence de lui et de la court et li requiert la saisine de son fié, et que le seignor li deit maintenant rendre la saisine de son fié quant il la requerra dou defau dou servise, se celui est defailli dou servise si com est avant dit, requierre la saisine de son fié⁶. Et quant le seignor l'aura saisi de ce dont il ot la saisine, si come est avant dit, le seignor se peut maintenant, se il viaut, clamer de lui de ce quei il li est defailli de servise, de quei il le fist semondre en la maniere avant ditte. Et quant il se clamera, celui de qui il se clame n'aura pas jor à cel claim. Et se il née que il n'est defailli de servise, le seignor le doit prover par le recort de la court; et se il le preuve ensi, la court deit esgarder que il se peut ressaisir de son fié et faire s'ent servir⁷ un an et un jor. Et por ce qu'il est plus seure chose au seignor, quant il a semons devant deus de ces homes ou plus, ou fait semondre par treis de ces homes come cort, aucun⁸ de ces homes, et il est defailli de servise, que il face la semonce retraire en la cour à ciaux de ces homes qui furent là où il le semonst ou as devanz dis homes; que se il se clame et la semonce a esté retraite, ciaux de la court sont certains que la semonce a esté faite, si pevent et deivent les garenz faire⁹ si come est devant dit. Mais se le seignor ne fait la semonce retraire en la court as avans dis, et dit que il a fait semondre tel son home, et le nome, si come il deit, et il est defailli de servise, et requiert à la court que elle li conoist quel dreit il en deit avoir, la court deit conoistre, ce me semble, que se il est ensi come il dit, que il se peut saisir de son fié et faire s'ent servir an et jor, ou tant que celui que il dit qui li est defailli de servise li requiert¹⁰ la saisine de son fié, selonc ce que la semonce aura esté faite, à son cors ou à son fié ou en sa maison. Et quant celui que le seignor a dit qui li est defailli de servise et de qui fié il est saisi¹¹ en laditte maniere, vient en la court et requiert la saisine de son fié et l'a¹², et le seignor se clame de lui si come est avant dit, et il née que le seignor ne l'a fait semondre si come il a dit, ne que il ne li est defailli de son servise que il li deit, et le seignor ne le peut prover par recort de court, ce est assavoir de ciaux siens homes devant qui il fu semons, celui ne sera pas ataint de default de servise¹³. Et qui se clame dou seignor de ce que il aura mis main en son fié autrement que il ne deit, et que il en viaut avoir tel amende¹⁴ come la court

¹ Où il a esté. c. — ² B. c. — ³ A ditte. A. — ⁴ B. c. — ⁵ C. — ⁶ B. — ⁷ Son servise. c. — ⁸ Et aucun. B. — ⁹ L'esgart faire. B. c. — ¹⁰ Qui est. B. — ¹¹ Et de qui le fié est saisi. c. — ¹² Et l'a n'est pas dans B. — ¹³ Celui n'est mie atant de faute de servise. B. — ¹⁴ En mende. B.

conoistra que il avoir en dée, la court conoistra, se cuit, que il deit estre quitte vers le seignor¹ tote sa vie de la fei et dou servise que il li deit de cel fié, et que le seignor n'est mie quitte vers lui de la soe fei. Et por ce ais ge dit devant que le seignor deit faire retraire à sa court la semonce à ciaux treis de ces homes, si come il l'ont faite, ou à ciaux qui furent là où il le semonst, que ce il le fait ensi, il est hors de celui devant² dit perill. Et se le seignor fait semondre ces homes par banier ou par treis de ces homes come court, d'aler à court et il n'i vont, il sont defailli de servise, ce il ne sont essoigniés et il ne facent assaveir leur essoine as treis homes ou au banier. Et se il vont en la court par la semonce dessus ditte, celui qui se partira de la court son seignor³ sanz son congié, tant come elle se tendra à celle feis, sera defaillant de servise : car ce est un preupre servise que toz ciaux qui doivent servise au seignor dè leur cors li doivent; que se il tel servise⁴ ne li deussent, et les autres qui sont devant devisiés en cest livre⁵, il ne poreit tenir cort ne faire dreit ni justise à ciaux qui la li requeroient. Et por ce sont lesdis servises establis, que il peust⁶ ces homes destraindre de venir à court et demorer y et des avant dites choses faire, por les plais et les carelles oyr et jugier : car court ne vaudreit, ne plais ne seroient oyr, se le seignor ne poeit ces homes destraindre d'estre y et faire⁷ en la court les avant dites choses; que le seignor ne peut jugement faire ne estre au jugement. Et se le seignor semont ou fait semondre aucun de ces homes dou servise que il li deit, et il ne le fait⁸ en la maniere avant dite, et il en default, et le seignor en viaut avoir dreit, il le deit faire en la maniere avant dite⁹. Et se le seignor fait semondre aucun de ces homes qui seit essoigniés, il li deit faire assaveir sa essoine, et dire ensi à celui qui le semont¹⁰ : « Je ai tel essoine, » et die quel; « porquoi je ne viaus acueillir ceste semonce, se court n'esgarde ou conoisse¹¹ que je acueillir la deie¹² : et de mon essoine et de mon respons voz trais ge à garanz. »

CHAPITRE CCXXI.

Quant home à qui le seignor deit de son fié est semons dou servise que il deit, et il ne viaut¹³ acueillir la semonce, coment il le deit faire, si que il n'i ait damage; et coment l'ome qui est semons dou servise¹⁴ deit faire assaveir sa essoine, et à qui.

Se le seignor deit de son fié à aucun home¹⁵ aucune chose¹⁶, ou il est merme d'aucune chose de son fié, et il le fait¹⁷ semondre de son servise, et il n'entent que il dée la semonce acueillir tant que il seit païé, il deit dire la raison por quei il ne viaut la semonce acueillir, et metre¹⁸ sei en esgart ou en conoissance de court se il la deit acueillir ou non. Et ce il est essoigniés¹⁹ avant le jor de la semonce, si que il ne puisse venir à cort²⁰ faire assaveir au seignor sa essoine si come il deit, contremande la. Et qui viaut contremander sa essoine si come il

¹ B. C. — ² B. *De cel desus*. C. — ³ B. *Dou seignor*. C. — ⁴ *Et se cel servise*. B. *Et se il sel servise*. C. — ⁵ *Devant devisé doivent en cest livre*. C. — ⁶ *Puisse*. B. *Puissent*. C. — ⁷ *A faire*. C. — ⁸ *Et il le fait*. C. — ⁹ Ce qui précède, depuis la page 350, note 9, manque dans D. E. T. — ¹⁰ *A ceaus qui le semonent*. B. C. D. E. T. — ¹¹ *N'esgardeit ou conoissoit*. B. — ¹² *La deusse*. B. — ¹³ *Et il en veaut*. D. E. T. — ¹⁴ *Semons de son seignor*. C. — ¹⁵ *De ses homes*. B. C. D. E. T. — ¹⁶ D. E. — ¹⁷ *Et il le doit ou fait*. D. E. — ¹⁸ *Que il doie la semonce acueillir ne metre*. D. E. T. — ¹⁹ *Si essoigné*. C. — ²⁰ B.

deit, si deit faire¹ assaveir sa essoine au seignor à sa court, avant² un jor de la semonce³, par deus homes de la lei de Rome, tels qui aient vois en court⁴. Et ciaux doivent venir devant le seignor en sa court, ou devant celui qui sera en son leuc, et avoir avec eaus deus ou plus des homes dou seignor, et dire ensi : « Sire, voz avés tel de voz homes fait semondre dou servise que il voz deit, » et nomer le. « Il voz mande par noz que il est essoignies, si que il ne peut aler⁵ en vostre servise. Et se voz, sire, ce mescreés, noz somes prest de faire ent ce que la court conoistra que nos en deons faire. » Et se le seignor comande à la court que elle conoisse que il⁶ en doivent faire, la court deit conoistre, se cuit, qu'il doivent jurer sur sains que celui qui a fait assaveir par eaus son essoine est si essoignies come il dient⁷. Et se le seignor lor dit que il le jurent, il le doivent faire si come la court l'a coneu⁸. Et se le seignor fait semondre aucun de ces homes de aler fors dou reiaume d'autre servise que de l'une des treis avant dittes choses de quei les homes doivent servise au seignor hors dou reiaume, sans ce que son cors y soit⁹, il ne le doivent faire ne aler : car il ne li doivent¹⁰ pas tel servise, ni ne doivent sa semonce accueillir. Ainz deit dire celui qui est ensi semons, qu'il n'entent qu'il deive au seignor tel servise; por quei il ne viaut¹¹ celle semonce accueillir, se la court ne l'esgarde ou conoisse qu'il accueillir la dée : et de ce se met il en l'esgart de la court, sauf son retenaill. Et ce il ensi le fait, je cuit que la court esgardera ou conoistra que il ne deit la semonce accueillir, por ce que il ne li deit mie le servise de quei il l'a semons par l'assise ne l'usage dou royaume de Jerusalem¹².

CHAPITRE CCXXII.

Que deit perdre l'ome qui est en un leuc par semonce, et il s'en part sans le congié dou seignor ou de celui qui est en son leuc.

Se aucun des homes dou seignor est semons dou servise que il deit de demorer en un leuc mouti une espasse de tens, et il s'en part avant le tens et¹³ le terme de la semonce sans le congié dou seignor ou de celui qui est en son leuc, il est¹⁴ defaillant dou servise, et¹⁵ pert son fié, selonc ce que le leuc et le besoin est^b dont il s'en part, si come est avant dit.

¹ Assavoir au seignor ne contremander s'essoigne si com il doit, si doivent (doit. T.) faire. D. E. T. — ² Ou avant ou. D. E. T. — ³ B. T. En sa court, avant dou jor de la semonce. C. — ⁴ Tex qui aient cort. B. — ⁵ Si que il ne peut venir devant vous, ne aler. D. E. T. — ⁶ Que yaus. C. D. E. T. — ⁷ Come il a devant dit. B. Est essoignies, si com ils dient. D. E. T. — ⁸ B. C. D. E. T. — ⁹ Y aille. B. C. D. E. T. — ¹⁰ Y aille : il ne li doivent. B. C. D. E. T. — ¹¹ Viaus. A. — ¹² D. E. T. — ¹³ D. E. T. — ¹⁴ Ou il est. D. E. T. — ¹⁵ Il. B. C. D. E. T.

* La cour était compétente pour toutes les affaires de service militaire; elle seule décidait. On disait même, dans le langage légal, qu'un feudataire relevait, pour son service, de telle cour. Nous lisons, dans une donation de l'an 1160 : *Servitium videlicet hujus supradicti doni, Rainaldus Masuerii filius super se et suos heredes, et super feodum suum, ad faciendum curie Antiochene, retinuit.* (Paoli, *Codice diplom.* t. I, p. 206.) Il faut considérer les cours féodales comme des assemblées de guerriers,

et non de légistes, et se rappeler que les cours d'Orient conservèrent, pendant toute la durée de leur existence, ce caractère militaire.

^b Le texte italien porte seulement « secondo el bisogno del loco; » c'est-à-dire que le vassal défaillant sera puni avec plus ou moins de sévérité, qu'il perdra son fief ou entièrement ou pour un temps plus ou moins long, selon que son refus de service aura eu des conséquences plus ou moins graves.

CHAPITRE CCXXIII.

Coment le seignor peut¹ faire semondre son home en son ostel, et por quel chose; et que ciaux qui le semonent doivent dire et faire à la semonce et après.

Quant le seignor a besoing de ces homes² por son servise et il ne les³ peut trouver, ou il ne les vueille faire querre⁴, ou celui de qui il a besoin est alé⁵ hors de sa seignorie sanz son congié, il le peut faire semondre par treis de ces homes en son ostel, et ce il n'a ostel en la ville, en l'ostel où il a usé de demorrer⁶; et se il n'a maneir estable, en la ville où il a usé de demorer⁷; ou se il n'a maneir en la ville où il deit⁸ son estage tenir⁹, il le deit¹⁰ semondre en l'ostel où il fu derainement manant en celle ville, ou en son fié où que il soit¹¹; et les homes qui le semonent doivent venir à la porte où qu'il seit doudit ostel¹², et dire: « A il arme¹³ seens? » Et ce il treuvent aucune persone, eaus¹⁴, en la presence de celui doivent faire la semonce¹⁵. Et ce il n'a arme en l'ostel ou il ne viaut respondre, dient le à la porte de cel maneir, ou là où le fié est de quei il deit le servise de quei il a esté semons. Et die celui qui est establi en leuc dou seignor: « O voz tel, » et nomer celui qui il doivent semondre, « mon seignor tel, » et le nome, « voz semone, et je por lui, que voz de hui en quinze jors, ou de demain en quinze jors¹⁶, ou de plus¹⁷ demain en quinze jors¹⁸, seiés en tel leuc apresetés de tel servise come voz li devés, et aiés ce que besoing voz sera jusque à tel terme: » et moutir le terme à combien il le semont demorrer el leuc que il aura nommé. Et se le seignor ne viaut que il aille autre part¹⁹ que devant lui, si le semonent ensi come le roi²⁰ lor enchargera. Et celui qui dit la parolle si la die treis feis, et puis deit dire as autres deus: « Je vos trai à garant de ce que j'ai tel semons de quei et coment je l'ai semons. »

CHAPITRE CCXXIV.

Qui est semons dou servise que il deit au seignor²¹, et le seignor li deit de son fié de quei le terme de sa paie est passé, que il deit dire et faire, ce il ne viaut celle semonce accueillir, tant que il seit païé de ce que l'on li deit de son fié.

Se le seignor semont ou fait semondre aucun de ces homes dou servise que il li deit, et il li deive aucune chose de son fié de quei le terme de sa paie est passé, et il ne vueille accueillir la semonce ne aler là où il a esté semons d'aler,

¹ Petit. A. — ² De son home. B. C. D. E. T. — ³ Le. C. D. E. T. — ⁴ Requerre. C. — ⁵ Querre ou il est alé. B. C. D. E. T. — ⁶ Et se il ne n'a ostel où il ait usé de demorer. D. E. T. — ⁷ Et s'il n'a maneir n'est pas dans B. C. — ⁸ Manoir estable en la ville où il doit. D. E. T. — ⁹ D. E. T. — ¹⁰ On le doit. B. — ¹¹ B. — ¹² A la porte doudit hostel. B. — ¹³ Arms. B. Armes. C. — ¹⁴ B. T. — ¹⁵ Et ce il treuvent n'est pas dans C. — ¹⁶ Ou de demain, etc. n'est pas dans B. — ¹⁷ Ou de puis. B. C. — ¹⁸ Ou de plus, etc. n'est pas dans D. E. T. — ¹⁹ En autre part. B. — ²⁰ Le seignor. B. C. Si com leur seignor. D. E. T. — ²¹ A son seignor. C.

se il n'est païés, il deit dire à celui qui le semont : « Mon seignor tel me deit de
 « mon fié de quei le terme de ma paie est passé; face me paier, et je ferais vers
 « lui ce que je faire¹ deverais. Et tant que il ne m'en ait² fait paier, je n'entens
 « que je sa semonce dée acueillir³ : n'acueillir ne la viaus, se la court ne l'esgarde. »
 Et après ce il deit venir le plus tost que il porrà devant le seignor, ou devant
 celui qui est en son leuc, avant le jor de la semonce, et dire li : « Sire, voz
 « m'avés semons ou fait semondre, » selonc ce que il aura esté semons. « Et voz,
 « sire, me devés de mon fié de quei le terme de ma paie est passé. Faites me
 « paier de ce que vos me devez⁴ de mon fié, et je ferais vers voz ce que je deve-
 « rais. Que tant⁵ que voz ne m'en aiés fait paier de ce que voz me devés de mon
 « fié de quoi le terme de ma paie est passez⁶, je ne viaus acueillir vostre semonce
 « ne voz servir, se vostre court ne l'esgarde. Et di por quei : por ce que je ne voz
 « dei servise que de mon fié, ni ne voz dei servir sanz la paie de ce que voz me
 « devés de mon fié, de quei le terme de ma paie est passé⁷. Por quei je ne dei
 « ceste semonce acueillir, se la court⁸ ne l'esgarde; et de ce me met je en l'esgart
 « de la court, sauf mon retenaill. » Et après ce il ne me semble que le seignor
 chose dire, par quei la court deie esgarder que il dée sa semonce acueillir ne puisse
 faire le servise, tant que il seït païé de ce que il li deit de son fié de quei le terme
 de sa paie est passé. Si se peut l'on ensi defendre de la semonce avant ditte
 acueillir, quant l'ome ne la viaut faire. Et se le seignor li deit de son fié si come
 est avant dit, il ne deit la semonce acueillir ne le servise faire, se le seignor ne
 le paie⁹ ou fait paier, avant dou jor de la semonce, ce que il li deit de son fié
 de quei le terme de sa paie est passé. Mais se il le paie ou fait paier, il ne
 peut la semonce ne le servise refuser. Que ce il est païé¹⁰ et il default de la
 semonce ou dou servise, le seignor en peut avoir dreit come de defailli de
 servise¹¹.

¹ B. — ² Et tant que il m'en ait. c. — ³ Que je doie nule semonce acueillir. c. — ⁴ B. C. D. E. T. — ⁵ Et je ira
 volontiers à vostre semonse et jusques à tant. B. C. Et je iray à vostre semonce mout volontiers, car jusques à
 tant. D. E. T. — ⁶ B. C. D. E. T. — ⁷ Je n'entent que je vos doie servir, si le veuill faire, tant que je soie paiez
 de ce que vos me devez de mon fié de quei le terme de ma paie est passé. B. — ⁸ Le terme de ma paie est pasé,
 ne vos veuil je servir se la court. c. Le terme de ma paie est passé, je ne iray à vostre semonce se la court. D.
 E. T. — ⁹ Quant l'on ne la veaut faire et le seignor li doit de son fié et ne la paie. c. Le veut faire et le seignor
 li doit de son fié, se le seignor ne le paie. D. E. T. — ¹⁰ Passé. D. T. — ¹¹ Come d'ome de servise. B. Come home
 deffant de service. D.

* Dans la principauté de Morée, le chevalier obligé
 à un service personnel, quel que fût le lieu de son do-
 micile, recevait, à la fin de l'année, 800 perpérins, et
 l'écurier 400. S'ils étaient habitants de la principauté,
 le chevalier recevait 600 perpérins, et l'écurier 300. Les
 feudataires, auxquels le prince devait une solde, rece-
 vaient : pour deux chevaux, 8 perpérins par mois; pour
 trois, 12 perpérins par mois. (Canciani, t. III, p. 530.)
 Il est difficile de déterminer quel était le montant de la
 solde dans les royaumes de Jérusalem et de Chypre; ce-
 pendant il y avait sur ce point une règle générale,
 l'auteur l'affirme dans le chapitre suivant; et cela ré-
 sulte clairement d'un diplôme de Balian d'Ibelin, sire
 d'Arsur, de l'an 1261, où se trouvent énumérés les ser-
 vices dus, dans la seigneurie d'Arsur, à l'hôpital de Saint-
 Jean de Jérusalem, avec les noms et la solde des cheva-
 liers et sergents. Nous placerons ici quelques passages
 de cet acte. « Dimenche d'Arsur a c. bisanz et iiii. livre-
 « son, et estoveirs à iiii. chevaucheurs. Iohan de Margat
 « a cc. besanz et l. muis de forment, et cxx. muis d'orge,

« et x. muis de leuns (lentilles), et l. livres d'huile, et deit
 « tenir iiii. chevaucheurs. Odde de Selouquie a cc. be-
 « sanz et l. muis de forment et c. muis d'orge, et vi. muis
 « de leuns, et l. livres d'huile, et deit tenir iiii. cheva-
 « cheurs..... Et ce sont les serjans : Raou de Merlo a
 « lxxii. besanz et ii. livreison et estoveirs à iii. bestes se il
 « les tient et restor de ii. chevaucheurs. Maistre Pierre
 « le charpentier a l. besanz et ii. livreisons, et estoveirs et
 « restor à i. chevaucheur.... Adam a xxiiii. besanz et une
 « livreisons et estoveirs, et restor à une beste et l'escr-
 « vanage de la terre por le servise d'un escrivain.... Et
 « toz ces devant dix fiés, si com il sont dessus devisés,
 « sont tenuiz de payer perpetuaument le devant dit maere
 « et le dit convent por eaus; sauf ce que ce aucuns des
 « devant nomez, fust chevalier ou serjant, eust ou deust
 « avoir de son fié plus ou meins de ce qui est devant dit
 « que eaus le doivent avoir, selonc la tanor de lor preve-
 « liges, ou celonc ce que il le porront mostré, si com il
 « devront, par l'usage dou reaume de Ierusalem, etc. »
 (Paoli, *Codice diplom.* t. I, p. 171.)

CHAPITRE CCXXV.

Qui deit servise de compaignon au seignor, et il le fait semondre de tel servise come il li deit ou de servise dou compaignon, et le compaignon est essoigné, si qu'il ne puisse le servise faire, que le seignor deit faire à garder ce ¹, si que le seignor ne puisse avoir de lui amende, come de default de servise ².

Se le seignor semont ou fet semondre aucun de ces homes qui li doivent servise de compaignon ³, un ou pluisors, et que celle semonce seit à jor mouti que il aille en aucun leuc si come il deit ⁴ le servise ⁵, et aucun de ces compaignons est essoignés, il le deit dire à celui qui ⁶ le semont et venir devant le seignor et dire li: « Sire, vos m'avés fait semondre que je aille en tel leuc o tel servise come « je dei. Sire, et tel de mes compaignons que je teneie por vostre servise est de- « haitiés ⁷, si que il ne peut o mei aler ⁸. Se il vos plaist à deporter vos ⁹ ent de « son servise, tant que il seit ¹⁰ gari, il vendra après moi quant ¹¹ il sera gari et « fera son servise: et se il ne vos en plaist à souffrir, je en querais un autre. Et ¹² « se je le puis trover à retenir ¹³, je le retiendrai à tes soz ¹⁴ come celui qui est de- « heitié esteit o mei, ou à soz ¹⁵ comun de cest reiaume; et le menrais ¹⁶ o mei en « vostre servise: et se je ne le puis trover, je le voz ferais assaveir. » Et se le sei- gnor ne s'en viaut souffrir dou servise de celui qui est deheitiés, celui qui a esté ensi semons come il est devant dit, deit querre un autre chevalier à retenir ¹⁷ à soz qui sont uzés ¹⁸ de doner comunaument ou pays, se le deheitié n'aveit plus grant soz; mais se il les aveit plus granz, et il ne les peut trover à retenir ¹⁹ à soz comuns de la terre, il li deit tant doner come celui aveit qui est demoré por son dehait. Et se il ne peut trover chevalier à retenir ²⁰ en la maniere avant ditte dedens le terme de la semonce, il deit venir devant le seignor et dire li: « Sire, « je quis ²¹ chevalier ²² à retenir por faire vostre servise, et je ne truis qui demorre « o mei por teles sodées ²³ come celui qui est essoignés avoit de moi, ne por les « soz comuns de cest reiaume. Sire, et ce voz dis ge par la foi que je voz dei « come à mon seignor. Et vez si la monée des soz dou chevalier selonc les cors « des sodées comunes ²⁴ de cest reiaume, de tant de terme come vos m'avés fait « semondre dou servise que je voz dei. Faites la ²⁵ recevoir et tenir un chevalier ²⁶,

¹ Que doit dire et faire le semons à garder soi. B. Quey le semons doit dire et faire à garder se. C. D. E. T. — ² Amende nule con de default de son servise. C. Com de home qui default de service. D. E. T. — ³ Où il li doit. B. C. — ⁴ Où il li doit le servise, o le servise que il li doit. B. Que il aille, etc. manque dans D. E. T. — ⁵ Il le doit dire quant aucun (home. E.) D. E. T. — ⁶ Essoignés. D. E. T. — ⁷ Ores aler. B. C. D. E. T. — ⁸ Nos. C. — ⁹ Sera. B. — ¹⁰ Après quant. D. E. T. — ¹¹ C. D. E. T. — ¹² A recevoir. B. — ¹³ Tex sous. B. Tel sos. D. E. T. — ¹⁴ Et à ces. B. Com celui est deheitiés qui estoit à moi à sos. D. E. T. — ¹⁵ Et le metrai. D. E. T. — ¹⁶ Et retenir le. B. D. E. T. — ¹⁷ B. C. D. E. T. Qui son uzé. A. — ¹⁸ Tenir à trover. D. E. T. — ¹⁹ B. C. E. T. Et retenir. D. — ²⁰ C. Je ai quis. D. E. T. — ²¹ Je ais. A. B. — ²² Tex souz. B. C. Tes sos. D. E. Pour les sos. T. — ²³ Le comun cors des sodées. B. Le cors des sodeers communs. C. Les jours des sodées comunes. D. T. — ²⁴ Le. B. — ²⁵ Et retenir en un chevalier. B.

* Le service de compaignon ou plutôt de compagnie était le service militaire que le vassal devait acquitter conjointement avec un ou plusieurs chevaliers à sa solde. Il n'y avait guère que les vavasseurs qui ne fussent tenus

qu'à un simple service personnel. Les fiefs chargés de ce service collectif n'en restaient pas moins des fiefs de corps. Voyez Bracton, l. V, tract. I, c. 1, § 1, et du Cange, Glossarium, verbo *Servitium socii*.

« ou faites ent vostre volenté. » Et ait au dire la monée aprestée là ¹, et baillier la au comandement dou seignor, ce il la veut receveir ²; et ce qui est dit devant si li die et euffre à faire devant ³ deus ou plus de ces homes, por ce qu'il en ait recort de court, se mestier li est. Et se le seignor fait son dit home semondre en la ditte maniere à moveir maintenant, die l'essoigne de son compaignon à celui qui le semont ⁴, et veigne maintenant devant le seignor, et li die et face ce qui est devant dit. Et se il fait ce à la quel que seit des semonces, il ne me semble que le seignor le puisse achaissoner de default de servise, en maniere que il en ait amende come de default de servise; qu'il s'en aquite bien ⁵ si come il deit, ce me semble.

CHAPITRE CCXXVI.

Qui est semons dou servise que il deit de son cors à aler ⁶ en un leuc mouti à cheval et as armes, et il n'a que un cheval et le cheval est essoigniés, que il deit faire et dire à garder soi que son seignor n'ait de lui amende come de defailli de servise.

Se le seignor semont ou fait semondre aucun de ces homes qui li deit servise de son cors, d'aler à cheval et as armes en aucun leuc mouti, et la semonce seit maintenant à moveir ou à jor mouti, et celui qui est semons n'ait que un cheval et cel cheval est essoigniés, il le deit dire à celui qui le semont, et doit ⁷ porchassier un autre ⁸ cheval, se il le peut avoir; et ce il avoir ne le peut dedenz le terme de la semonce, il deit venir devant le seignor ou devant celui qui sera en son leuc, et dire li: « Sire, je ais esté semons d'aler à cheval et as armes en tel « leuc, » et die où, « à moveir à tel horre, ou à tel jor, » selonc ⁹ ce que la semonce sera. « Sire, et mon cheval est essoigniés, si que je ne le puis mener en vostre « servise, et je ais fait mon leau poeir de recovrer un autre et je ne l'ai peu recouvrer ¹⁰: et ce ¹¹ voz di ge par la fei que je vos dei come à mon seignor. Sire ¹², et « en mei ne demorre que n'aille en vostre servise, si com vos m'avez semons ou « fait semondre ¹³, que por defaute de chevau ¹⁴. Et se voz, sire, me volés un « prester ou faire prester, tant que le mien seit garis ou que je en ais un autre ¹⁵ « recouvré, je irais en vostre servise si come je ais esté semons. Que sanz cheval « je n'entens que je voz doie servir de tel servise come voz m'avés fait semondre, « n'acueillir vostre semonce, après ce que je voz ai dit et offert en la court. Por « quei je faire ne la vueill por les raisons que je ai dittes devant, se la court ¹⁶ ne « l'esgarde: et de ce me met je en l'esgart de la cort, sauf mon retenaill. » Et après lesdis erremens il ne me semble que le seignor, ne celui qui est en son leuc ¹⁷, puisse chose dire par quei la court dée ¹⁸ conoistre ni esgarder que il dée sa semonce accueillir ne faire le servise, tant que son cheval soit gari, ou que il en ait un autre, coment que ce seit, de prest ¹⁹ ou d'achat ou en aucune autre

¹ Et ais atiré la monoie aprestée y leuc. D. E. T. — ² Faire recevoir. B. C. D. E. T. — ³ Et euffre devant. C. — ⁴ B. C. D. E. T. — ⁵ Que il sera quite bien. D. E. T. — ⁶ Dou servise de son cors ou aler. C. Dou service de son cors à aler. D. E. T. — ⁷ B. C. En doit. D. E. T. — ⁸ B. C. D. E. T. — ⁹ En tel leuc ou à tel jour selon. D. E. T. — ¹⁰ B. — ¹¹ B. Se. A. C. T. — ¹² C. — ¹³ B. C. — ¹⁴ Que de moi ne demore que par faute de cheval. D. E. T. — ¹⁵ B. T. — ¹⁶ Ne accueillir vostre semonce ne veuill, se la court. D. E. T. — ¹⁷ B. — ¹⁸ Puisse. D. E. T. — ¹⁹ En preste. B. En prest. C. Emprést. D. E. T.

maniere. Que il est tenus, par la fei que il deit au seignor, de faire ent son leau poeir d'aveir le au¹ plus tost que il porra, covenablement, un cheval; et quant il l'aura, d'aler² faire le servise de son seignor le plus tost que il porra³, se le terme de la semonce à quei il a esté semons dure encores. Et se le seignor li preste ou li fait prester un cheval, il deit aler à la semonce sanz delai et sans eschampe⁴ querre; et c'il ne le fait, le seignor le porra mener come home de-failli de servise. Et c'il deit servise de un chevalier ou de plusieurs⁵, et le seignor le semont ou fait semondre dou servise qu'il li deit de ces compaignons d'enveer les à cheval et as armes en leuc mouti, et le cheval d'aucun d'iaus est essoigniés, il deit⁶ faire et dire, si come est devant devisié, que il deit faire et dire de son cheval⁷. Mais c'il peut recovrer cheval⁸, il le deit baillier à son compaignon, et enveer le au servise dou seignor sanz eschampes querre⁹.

CHAPITRE CCXXVI^{BIS}⁹.

Quant l'ome a passé aage ou est maaignez de mahaing apparant, quel service il doit au seignor¹⁰^b.

MANUSCRIT C.

ÉDITION DE LA THAUMASSIÈRE ET MANUSCRITS D. ET E.

Il est en l'assise ou en l'usage dou reaume de Jerusalem, que puisque l'ome a passé quarante anz de age ou que il soit mahaigné, si que il ne puisse chevauchier ne armes porter, il est quite dou servise de son cors, et ne doit au seignor de servise que tenir hernois, c'est assavoir et armes que le seignor

Il est assise et usage que tous chevaliers qui ont passé soissante ans d'aage ou que il sont mehaignés de mehain aparant, sont quites dou service de lors cors; et se il s'en vont escuser par ce que il ont passé aage, le seignor en aura le cheval et les armes en eschange de lor cors à son besoing, toutes les fois

¹ D. E. T. le. B. — ² Il doit aler. B. — ³ Convenablement, etc. manque dans D. E. T. — ⁴ Eschampées. T. — ⁵ D. E. T. Ou de plus. A. B. C. — ⁶ Le seignor de celui chevalier de qui le cheval est essoigniez, doit. B. C. D. E. T. — ⁷ Devant devisé dou sien cheval. C. — ⁸ D. E. T. A cheval. A. B. C. — ⁹ Ce chapitre, qui est le CCXL^r dans l'édition de la Thaumassière et le CCXXVIII^r dans C, se trouve également dans D. et E., mais manque dans A. et B. La leçon de C. et celle qui est fournie par D. E. T. différant sur plusieurs points importants, nous croyons utile de les imprimer l'une et l'autre. — ¹⁰ Ou il est mehaigné de mehaint aparant, doit estre quite dou service. T.

^a L'arrêt suivant, rendu au parlement de la Chancelier 1260 (Les Olim, t. I, p. 129, n° VIII), servira de commentaire à ce chapitre.

Inquesta facta inter dominum de Bailleul, ex una parte, et dominum de Caumont, ex altera, super equo quem dominus de Bailleul debet ipsi domino de Caumont, redditum in domo sua apud Caumont quolibet anno, super quo dominus de Caumont facit eum submoneri quolibet anno ad primas Cruces, et debet reddi infra Nativitatem sancti Johannis Baptiste, et, quando equus sibi missus non placet domino de Caumont, ipse remittit eum, et dominus de Bailleul mittit ei alium, et si ille videtur ei insufficiens qui sibi mittitur, homines sui debent inspicere utrum sit sufficiens annon, et, quando dicunt ipsum esse insufficientem, ipse remittit eum quousque dominus de Bailleul remiserit ei alium qui sit sufficiens per dictum hominum suorum; et

nisi idem dominus de Bailleul taliter mittat ei equum suum, dominus de Caumont potest capere de suo inter Caanche et Autye, sine ullo forisfacto, et dominus de Bailleul reddat ei postmodum equum et expensas. Ita dicebat dominus de Caumont; hec negabat dominus de Bailleul, dicens quod inde poterat se aquittare pro uno roncino de centum solidis: probatum est pro domino de Caumont; habeat roncinum suum, ut solet.

^b Ces deux versions diffèrent sur un point très-grave: le manuscrit C, auquel nous avons l'habitude d'accorder une grande autorité, fixe à quarante ans la limite du service féodal; tandis que D. E. T. et même A. (C. CCXXVIII) reculent cette limite jusqu'à soixante ans. Et comment supposer que l'on ait pu, dans le royaume de Jérusalem, c'est-à-dire dans un établissement tout militaire, déclarer inhabiles au service de corps, des hommes qui

puet prendre ou faire prendre en son besoing.

que il l'en vodra semondre; et se il est appellé ou appelle de chose en que il affiert bataille, que il ne s'en deffendra par champion, se de son gré ne le veaut faire.

CHAPITRE CCXXVII.

Coment et où et par qui le seignor deit¹ faire semondre feme qui tient fié qui li deit servise de cors, de prendre baron; et quant la feme est semonce si come elle deit de prendre baron² et ne le prent, quel amende le seignor en deit³ avoir⁴.

Quant le seignor viaut semondre ou faire semondre, si come il deit, feme de prendre baron, quant elle a et tient fié qui li deie servise de cors, ou à damoiselle à qui fié seït escheu qui li deit servise de cors⁴, il li deit offrir treis barons⁵, et tels⁶ que il seient à li aferans de parage ou à son autre baron; et la deit semondre en la presence de deus des⁷ homes ou de plus, ou faire la semondre par treis de ces homes, l'un en son leuc et les deus come court. Et celui qu'il a establi en son leuc⁸ à ce faire, doit dire ensi: « Dame, je vos euffre, de par mon seignor « tel, » et le nome, « treis barons, tel et tel et tel, » et les nome, « et voz semons de « par mon seignor tel, » et le nome, « que voz, dedenz tel jor, » et li moutisse le jor, « aiés pris à baron l'un des treis que je vos ais només: et de ces trais ge⁹ à garant « ces homes de mon seignor qui sont si come court. » Et ensi le die en leur presence treis feis. Et se le seignor la semont, si li euffre treis barons, et la semone¹⁰ en la maniere avant ditte¹¹; et se on ne la treuve où semondre¹² en sa persone, on la deit semondre en son ostel ou en son fié, ou en l'ostel où elle fu derainement, se elle n'a ostel sien en quei elle maigne. Et qui la vodra semondre en un des dis leus, si le face¹³ si come est devisié devant en cest livre que l'on semont l'ome¹⁴ de son servise¹⁵ en son ostel, disant les paroles avant devisiées que l'on deit dire¹⁶ au semondre de la feme¹⁷. Et quant feme est ensi semonce, et elle ne prent el dit¹⁸ terme l'un des treis barons que l'on li a offers et de quei l'on la semonce d'espouser l'un d'iaus, ou elle ne vient, dedens le jor qui li est doné à baron prendre, devant le seignor c'elle le treuve, et die raison por quei¹⁹ elle ne

¹ *Coment et pourquoi le seignor peut.* D. E. T. — ² *Et quant, etc.* manque dans D. E. T. — ³ *Peut.* C. — ⁴ *Ou à damoiselle, etc.* n'est pas dans B. — ⁵ *Offrir barons.* B. — ⁶ *Et tios.* C. — ⁷ *Et la doit semondre de deus de ses.* E. D. T. — ⁸ D. E. T. — ⁹ *Ten je.* C. — ¹⁰ *Somoigne.* B. — ¹¹ *Et se le seignor, etc.* manque dans D. E. T. — ¹² *A semondre.* C. *A la semondre.* D. E. T. — ¹³ *En quoi elle puisse maindre en 1. des diz leus, et si le face.* B. — ¹⁴ C. — ¹⁵ B. C. — ¹⁶ *Dire et faire.* B. — ¹⁷ *Et qui la vodra, etc.* manque dans D. E. T. — ¹⁸ *Dedenz ledit.* C. *Dedans le.* D. E. T. — ¹⁹ *Devant le seignor por dire raison por quoi.* B.

entraient dans la force de l'âge? Reconnaissons ici une erreur de copiste, erreur d'autant plus pardonnable, qu'elle a pu être causée par la simple transposition d'une seule lettre. Les *Assises de Romanie*, c. LXXXIX, donnent, à la vérité, le même nombre que C. Mais Canciani a soin de dire dans ses notes: *Forte rectius tum hic, tum in lemmate*: ad anni LX. P. 513. La législation

d'Europe était positive sur ce point. (*Cons. feudorum*, l. II, t. XIV; *Établissements*, l. I, c. CLXVIII; Beaumanoir, c. LXI, p. 308; Laurière, *Gloss. du droit franç.* au mot *Service de foy et homage*.)

* Voyez les chapitres CLXXVII et CLXXIX, p. 279 et 281, où l'auteur pose les principes qu'il développe et met en action dans ce chapitre.

vueille sa semonce acueillir et tel que court l'esgarde ou conoisse; ou c'elle ne treuve¹ le seignor en sa court, qu'elle le die² en la presence de deus³ homes de la court ou de plus, qu'elle estoit là venue où elle cuidoit trouver le seignor, et que⁴ c'elle l'eust trové, elle eust ditte raison por quei elle n'entent qu'elle deie sa semonce acueillir de prendre baron si come il l'a faite semondre, et que de ce trait elle la court⁵ à garant, et lor prie et requiert qu'il en seient recordant dou jor qu'elle est là venue et des parolles qu'elle a dittes, si qu'il les puissent recorder en la court, se mestier li est. Ou c'elle est⁶ essoignée dedens les jors de la semonce, que elle face assaveir au seignor son essoine par tel qui li euffre, en la presence de deus de ces homes ou de plus, à certefier le qu'il est⁷ son message et qui elle li a enchargié ce que il a dit por lui et qu'elle a mandé faire assaveir son essoine par message, et que le message deit dire: « Sire, tel, » et la nome, « voz fait assaveir par moi que elle est si essoignée qu'elle ne peut venir devant » « voz respondre voz de vostre semonce, et dire vos⁸ por quei elle ne li deit « faire⁹; » ou dire qu'elle est si essoignée, qu'elle ne peut faire ce de quei il la semone, et dire ce por quei elle ne le peut faire¹⁰. « Sire, et se voz mescreés que je « ne sée son message et qu'elle ne m'ait enchargié ce que je ais por lui dit, je en « euffre à faire ce que la court esgardera ou conoistra que je en dée faire. » Et se le seignor l'en mescroit, il deit comander à la court qu'elle li conoisse qu'il en deit faire¹¹. Et la court deit conoistre, ce me semble, qu'il deit jurer sur sains que il est son message et qu'elle li a enchargié à dire ce que il a dit por li. Et ce il le fait, il deit bien estre¹² creus, et elle a bien contremandé son essoine si come elle deit. Et c'il ne fait ce que la court aura coneu, elle n'aura mie contremandé son essoine si come elle deit: si sera defaillant¹³ au seignor dou servise que elle li deit de sei marier à sa semonce. Que celui¹⁴ qui se fait message en court d'ome ou de feme qui a esté semons de servise ou de venir faire dreit, n'en euffre à faire ce qui est devant dit et ne le fait, ne deit estre creus ne tenus à message¹⁵. Et c'elle ne vient¹⁶ dedens le dit terme en la court devant le seignor, et elle ne dit ou fait dire chose par quei court esgarde ou conoisse qu'elle n'est tenue d'acueillir la semonce de quei le seignor l'aura faite semondre, elle sera defaillant dou servise que elle deit au seignor: si en pora le seignor aver dreit et amende d'elle, ce il viaut, si come de default¹⁷ de servise de baron prendre. Et c'elle fait assaveir au seignor son essoine si come est devant dit, et le terme de la semonce passe, le seignor la deit faire semondre de rechief si come est devant devisié¹⁸. Et se la feme qui est semonce de prendre baron, si come est avant dit, ne le prent dedenz le jor de la semonce, ou elle ne fait l'une des choses devant devisiées par quei elle n'est defaillant dou servise se elle le fait¹⁹; et elle, après ce que le jor de la semonce sera passé, ait le seignor saisi son fié par esgart ou²⁰ par conoissance de court, ou ne l'ait, vient devant le seignor et li dit: « Sire, vos me feistes, un

¹ Et que se ele ne treuva. B. — ² Le doie. C. — ³ De trois. B. — ⁴ C. — ⁵ Les trait ele. B. C. D. E. T. — ⁶ B. C. D. E. T. — ⁷ Ce que il est. T. — ⁸ B. Dirre por quei. A. — ⁹ Ele ne la doit acueillir. B. C. Elle ne la doit. D. E. T. — ¹⁰ Faire ce de quei vos l'avés semonce ou faite semondre. C. Faire ce de que il la fait semondre. D. E. T. — ¹¹ Et se le seignor, etc. manque dans D. E. T. — ¹² Il en doit estre. B. C. E. T. — ¹³ En aura coneu, ele sera defaillant. B. C. Et se il ne fait ce que la court aura coneu, il (elle. T.) sera defaillant. D. E. T. — ¹⁴ Que ce celui. C. — ¹⁵ Que celui, etc. manque dans D. E. T. — ¹⁶ Et se elle vient. B. C. D. E. T. — ¹⁷ Se il veant com feme qui deffaut. D. E. T. — ¹⁸ Les manuscrits D. E. et l'édition de la Thaumassière indiquent ici un chapitre particulier avec ce sommaire: *Encor dit comment feme qui est semonse de baron prendre, coment elle doit respondre*. Ce chapitre a dans la Thaumassière le n° CCXLIII. — ¹⁹ Ou elle le fait. D. E. T. — ²⁰ Es-gart n'est pas dans C. D. E. T.

« jor qui passés est, offrir des treis barons et semondre que je en preysce l'un
 « dedenz tel jor, » et li moutisse. « Et ce, sire, que je ne le fiz, fu par essoine que
 « je os¹ ou par mauvais conseil, et je suis ores preste de faire vostre comande-
 « ment et de espouser l'un des treis barons que voz m'offristes. » Et se le seignor
 s'en tient à païé, et il a le fié saisi, il li deit rendre, et elle deit faire son coman-
 dement. Et se il ne s'en tient à païé, ainz vueille miaus avoir l'amende dou défaut
 de servise, si li die : « Dame, il est veir² que voz me devés servise de vos marier,
 « et je voz en³ fiz semondre si come je dus⁴ et à jor nommé, et voz dedenz cel jor
 « ne me feistes le servise que vos me deveés, ni ne deistes en court raison por
 « quei vos ne le deveés faire, et tel que court l'esgardast ou couneust; ni ne fustes
 « essoignée par quei voz ne deussés ma semonce acueillir ne mon servise faire⁵ :
 « por quei je entens que voz me soiés defaillie dou servise que voz me devés de
 « baron prendre, si en viaus avoir tel dreit et tel amende come je dei par la co-
 « noissance de ma court; ni ne viaus que il demorre, por chose que vos aiés ditte,
 « que je ne l'aie, se ma court ne conoisse⁶ que je avoir ne le deie⁷. Et de ce me
 « met je en la conoissance⁸ de ma court, sauf mon retenaill. » Et après il ne me
 semble que la feme puisse chose dire par quei la court ne deie conoistre que le
 seignor en peut et deit avoir, ce il le viaut, tel amende come de défaut⁹ de servise.
 Et après ladicte conoissance, se le seignor comande¹⁰ à la court qu'elle conoisse
 quel dreit et quele amende¹¹ il en deit avoir, la court li deit conoistre, se cuit,
 qu'il s'en peut faire servir dou fié un an et un jor, et après l'an et le jor, totes
 les feis¹² qu'elle requerra son fié, que elle l'ait. Et quant la feme aura recouvré
 son fié¹³, le seignor la peut de rechief semondre¹⁴ de prendre baron en la ma-
 niere avant dite, et en sera si come est avant devisié¹⁵.

¹ Oï. B. Oï. c. — ² Voir. B. C. D. E. T. — ³ B. — ⁴ Duis. c. Dois. D. E. T. — ⁵ Ma semonce faire ne acueillir
 D. E. T. — ⁶ Se ma court l' (n'. T.) esgarde. c. T. — ⁷ Ne la doie. B. Que je faire le dée. c. — ⁸ Me met je en
 esgart la conoissance. B. En l'esgart et conoissance. D. E. — ⁹ Avoir tel con de défaut. c. — ¹⁰ Demande. T. —
¹¹ B. C. D. E. T. — ¹² Un an et un jour, toutes les fois. T. — ¹³ Aura le fié recours. c. — ¹⁴ Faire semondre. B.
 C. D. E. T.

* En France, la veuve, mère d'une demoiselle en âge
 d'être mariée, se rendait devant son seigneur et les pa-
 rents paternels de sa fille, et leur disait : « Saignors, l'en
 « me requiert ma fille à marier, et je ne la voel pas ma-
 « rier sans vostre conseil : ore metés bon conseil, car un tel
 « homme la me demande. » Le seigneur répondait : « Je
 « ne voel mie que cil l'ait, quar tiex hons la me demande
 « qui est plus riches et plus gentishons assez, que cil de
 « qui vous parlés, qui volentiers la prendra. » Si les pa-
 rents disaient à leur tour : « Encore en savons nous un
 « plus riche et plus gentishons que nuls de cels, » on
 devait choisir entre ces trois partis le meilleur. (*Établis-
 sements*, l. I, c. LXIII.)

Ces formalités n'étaient suivies que dans les cas or-
 dinaires; quand il s'agissait de marier l'héritière d'une
 principauté, on ne lui présentait pas trois barons. On lit
 dans le continuateur de Guillaume de Tyr (Martene,
Ampl. Coll. t. V, p. 680) : « Il avint chose que le cuens Henri
 « (Amaury II) fu mort (le 1^{er} avril 1205), et que la terre
 « (le royaume de Jérusalem) eschai à la fille le marquis,
 « que li Hassisis occistrent (Marie, fille de Conrad et
 « d'Isabelle). Ele n'ot point de seignor, ains fist l'en d'un
 « sien oncle baillif de la terre, jusques à tant qu'il aroit
 « trouvé à qui il la donroient, et de qui il feroient sei-
 « gnor. Cil chevalier de qui l'en fist baillif et qui estoit

« son oncle, avoit nom Jehan d'Ibelin, et fu fil de Balian
 « et la roine Marie qui fame fu au roi Amauri. Cil fu
 « baillif de la terre ançois c'on eust trouvé à cui donner
 « la damoiselle, et bien tint en pès la terre envers les
 « Sarrazins. Il avint chose que li patriarche et li evesques
 « et li chevalier de la terre et li Templier et li Hospi-
 « taliers s'assemblerent ensemble et pristrent conseil à
 « cui il porroient donner la demoiselle et faire roi de
 « la terre. Là estoit un chevalier, quant ensemble estoient,
 « et se leva en piés, et lor dist qu'il savoit un chevalier
 « en France qui n'avoit point de fame et estoit haut hons
 « et prodons, s'il s'i voloient accorder, il li estoit bien
 « avis que le roiaume li afferroit bien, et qu'ele i seroit
 « bien employée. Il demanderent qui il estoit et comment
 « il avoit nom. Il lor dist qu'il avoit nom le cuens Johan
 « de Brene (Jean de Brienne). Il en parlerent ensemble
 « et s'en conseillerent et i ot assés de ceus qui bien le
 « connoissoient et avoient oï parler de li, si s'accorderent
 « tuit de mander le querre et de donner li la damoiselle,
 « et de faire le roi. Ils pristrent messages et l'envoierent
 « querre. »

Voyez, sur le mariage féodal, les *Assises de Romanie*,
 c. LXXX; Littleton, c. cx; *Regiam majestatem*, l. II,
 c. XLVIII; *Flota*, l. I, c. ix, § 5; *Constit. regni Sicili*,
 l. III, t. XXI.

CHAPITRE CCXXVIII¹.

Si dit, quant feme est semonce de prendre² baron et elle a passé aage, coment elle peut et deit la semonce refuser, que jà le seignor n'aura amende de li de default de servise.

Quant le seignor semont ou fait semondre, si come il deit, feme de prendre baron, quant elle a et tient fié qui deive servise de cors, et elle a passé aage; et la semont ou fait semondre, si come il est devant dit, que on deit feme semondre de prendre baron³, elle deit venir⁴ devant le seignor ou devant celui qui sera en son leuc⁵ et demander conseil, et puis faire dire par son conseil : « Sire, « à ce que voz avés fait semondre madame⁶ telle⁷, » et la nome, « dou servise « que voz entendés qu'elle vos deit de son cors⁸ come dame, por le fié que elle a « et tient de voz; à ce, sire, vos repont elle, et je pour elle⁹, en tel maniere : « qu'elle n'aquiaut vostre semonce, n'acuellir ne la viaut, se court ne l'esgarde. Et « dit por quei; por ce que elle entent à estre quitte de son servise qu'elle deveit « de son cors come dame; et dit coment. Tot premierement elle entent qu'il seït « uz¹⁰ ou costume ou assise ou raison ou reiaume de Jerusalem ou en cestui de « Chipre¹¹, que quant les genz, qui servise deivent de leur cors, ont passé soïs- « sante¹² anz d'aage, qu'il sont quittes de celui servise : et ce euffre elle bien à prover « tot ensi come la court esgardera ou conoistra que prover le dée; ne se n'est mie « doute, ains est chose certaine et manifeste que chascun a dit et tozjors a esté « dit¹³ des sages qui ont esté et seu des usages de la court, et des anciens qui plus « sorent¹⁴, selonc la renommée d'iaus, que puis que l'on a soissante anz d'aage « passés, que l'on est quitte dou servise de son cors. Et se il n'i a par aventure en « vie orres aucuns qui aient veu tel maniere de cas avenir ne determiner¹⁵ en leur « tens, por ce ne se remue dreit ne l'usage ne l'assise qui fu jadis usé ou tens des « proudes homes qui furent, et bien semble et deit sembler à chascun qui ce « orra, que il y a usage ou assise ou raison de ce por quei persone qui a passé « soissante ans ne deit plus servir de son cors par destrece, se de son gré ne le « fait¹⁶. Car il est bien chose certaine, ne jà ne se trovera que en cestui reiaume « de Jerusalem ne en celui de Chipre que nulle persone, puis qu'elle eust passé « soissante anz, fust contrainte de servise de son cors outre son gré, par nulle « des seignories¹⁷ qui lors furent là où¹⁸ la persone s'en vosist defendre par au- « cunes des avant dittes raisons. Et bien mostre madame¹⁹ tel, » et la nome, « que « il est²⁰ ensi come elle a fait dire par le semblant cas : car il est bien chose seue « corsablement²¹, et pluisors feïs est avvenu, que se un home qui a soissante anz

¹ Ce chapitre manque dans c. — ² Quant feme est semonsse, si com ele doit, de prendre. B. D. E. T. — ³ Et la semont, etc. n'est pas dans B. — ⁴ Se le seignor semont ou fait semondre feme qui ait passé aage, et elle ne veant la semonce acuellir, elle doit venir. D. E. T. — ⁵ D. E. T. — ⁶ D. E. T. — ⁷ B. Tel. A. D. E. T. — ⁸ D. E. T. — ⁹ D. E. T. — ¹⁰ Vois. B. Hus. D. E. T. — ¹¹ Ou assise où reiaume de Jerusalem, ou raison en cestui de Chipre. B. Ou en cestui de Chipre n'est pas dans D. E. T. — ¹² XL. A. — ¹³ Oï dire. B. Aïs oy dire. D. E. T. — ¹⁴ Des sages qui ores sont, des hazages de la court et de ceaus qui furent et qui plus sorent. D. E. T. — ¹⁵ Ne terminer. B. — ¹⁶ Et se il n'i a par aventure, etc. manque dans D. E. T. — ¹⁷ Nul des seignors. B. — ¹⁸ Nul seignor là où. D. E. T. — ¹⁹ B. D. E. T. — ²⁰ Tele et la men que ce doit estre. B. — ²¹ Convenablement ou corsablement. D. E. T.

« passés apelle ou il est apelés de chose où il aïerre¹ bataille, que il se defendent
 « ou mostrent par champion, [se de son gré² ne le viaut faire de son cors; et
 « puisque son aage escuse son cors de bataille, donc est il bien semblant que
 « miaus le deust³ escuser dou servise. Et se euffre elle bien à prover madame tel, »
 et la nome, « que li est à prover⁴ tot ensi come la court esgardera ou conoistra
 « qu'elle prover⁵ le dée, se aucun vosist dire que ensi ne fust. Et bien a l'on
 « tozjors oy dire corsablement, et aucune fois l'a l'on veu avenir, que aucun
 « chevalier, quant l'on le semoneit⁶ de servise de son cors et il s'en⁷ voleit escu-
 « ser par ce qu'il aveit passé aage, que le seignor en aveit le cheval et les armes
 « en eschangé de son cors à son besoin, totes les feis que il le voleit semondre. Et
 « se aucun vosist dire que non, place Dieu, ne que son aage l'escusast, ne que le
 « seignor eust le cheval et les armes; se aucun deist ceste raison, madame tel, »
 et la nome, « direit que non, place Dieu qu'il seit ensi, et bien le⁸ mostre par le
 « semblant cas que ce ne devereit ensi estre entendu⁹: car se il esteit ensi, donc
 « ne sereit le chevalier escusé de son servise que par l'essoine de son cors, et l'on
 « set bien certainement, ne en ce n'a il nulle doute, que nul n'est si juene¹⁰ ne
 « si fort, que c'il eust essoine de son cors, que il ne s'escusast bien dou servise,
 « ne por ce ne donreit¹¹ il mie son cheval et ces armes au seignor en eschange
 « dou servise, si come le vieill chevalier fait: car chascun peut bien saveir que
 « raison deit estre comune¹², et puisque raison est comune¹³, se le vieill chevalier
 « ne se peut escuser dou servise vers son seignor par autre raison que par le
 « essoine de son cors, donc ne devereit avoir le seignor de lui son chevau ne ces
 « armes, non plus que il l'a dou juene, si come je ai devant dit. Et donc est il
 « bien aparant que puisqu'il a le cheval et les armes dou vieill chevalier, que il
 « les a par la raison de l'aage qu'il a passé, ne mie par l'essoine ne par la feblece
 « de son cors; et por une autre vive raison¹⁴ doit l'on entendre que l'aage l'en
 « escuse¹⁵ dou servise, ne mie¹⁶ selonc l'usage des essoines; et puisque ce ne se
 « conduit selonc ledit usage, donc est il certaine chose que il sereit à la volenté
 « dou seignor de faire le servise ou de prendre le cheval et les armes: mais por ce
 « semble il bien chose certaine que le seignor n'a le cheval et les armes dou vieill
 « home¹⁷, que por l'aage qu'il a passé, ne mie por l'essoine ne por la descheance
 « de son cors. Et encores vos fait elle assaveir que, sauve seit vostre grace, elle
 « n'entent que voz la puissiés contraindre ne deés de prendre mari selonc raison,
 « et dit coment¹⁸. Que il est bien chose seue et veraie¹⁹, que mariage ne fu establi
 « que por multeplier le ciecle²⁰ sanz pechié; et si est bien clere²¹ chose, el tens
 « qui court orres et qui a jà coru lonc tens a, que feme qui a soissante anz passés
 « a perdue la porteure selonc nature; et puisque feme pert porteure²² selonc
 « nature, se sereit bien contre dreit et raison de contraindre²³ la de prendre
 « baron outre son gré, et sur que tout²⁴ puisqu'elle viaut tenir chasteté à garder
 « sei de pechié²⁵: por quei, sire, madame tel voz fait assaveir que elle a soissante
 « ans passés, et, selonc nature, perdue porteure, et si n'a talent ne volenté de

¹ Fiere. B. Afere. D. E. T. — ² Par champion de son bon gré. D. E. T. — ³ Se doit elle. D. E. T. — ⁴ D. E. T. — ⁵ Mover. B. — ⁶ Quand le chevalier le semonoit. B. Quant le seignor le semont. D. E. T. — ⁷ Et s'il s'en. B. — ⁸ B. — ⁹ Et se aucun vosist, etc. manque dans D. E. T. — ¹⁰ Jeune. B. Ne n'est si jeune. D. E. T. — ¹¹ De-
 vroit. B. D. E. T. — ¹² Coneue. D. E. T. — ¹³ Coneue. T. — ¹⁴ Une autre unie raison. T. — ¹⁵ L'on escuse. D.
 E. L'ome escuse. T. — ¹⁶ Non mie. B. D. E. T. — ¹⁷ Dou viell chavalier. B. C. D. E. T. — ¹⁸ Et di pour quoi. D.
 E. T. — ¹⁹ Verable. D. E. T. — ²⁰ Monteplier le monde. B. — ²¹ Bien seure. D. E. — ²² A perdu portaure. B. —
²³ Constandre. B. — ²⁴ Et en seur que tot. B. — ²⁵ Tenir chaste et tenir soi de pechié. B. Chasteté, et garder
 soi de pechié. D. E. T.

« mari prendre, et a ferme propos de tenir chasteté de son cors et garder sei de
 « pechié. Et encores voz dit elle et je pour lui ¹, à maniere de point de plait, que
 « c'il esteit ensi que homes ou femes, qui servise deivent de lor cors, fussent toz
 « jors tenus de faire le seignor, ne vieillece ne feblece de cors, por aage qu'il
 « eussent, ne les en peust escuser ne defendre, un mau seignor ² poreit deseriter
 « chascun ou chascune, et especiaument semble il chose impossible ³; car se sereit
 « contre Dieu et contre raison, se seignor par destrece ⁴ de servise peust marier
 « les femes qui auroient quatre vint ou quatre vint dis ou cent anz, qui seroient
 « si descheues come se ⁵ elles fucent demi ⁶ porries; et c'il esteit ensi, un mau
 « seignor poreit legierement deseriter ou raembre ⁷ pluisors bones dames ou autres
 « bones femes : por quei l'on ne deit mie entendre que se puisse estre; ainz deit
 « l'on creire ⁸ sainement ⁹, que l'usage et la raison seit tel come l'on a devant
 « dit. Por quei elle ¹⁰, por totes les raisons qu'elle voz a fait dire ¹¹ ou por aucunes
 « d'elles, entent que elle seit quitte ¹² dou servise de son cors qu'elle vos deit por
 « le fié qu'elle tient de vos, ce est ¹³ assaveir de mari prendre; ni n'entent, por
 « chose que voz fachiés ¹⁴ dire ne orres ne autre feis, qu'elle ait à acueillir vostre
 « semonce; ne faire ne le viaut, por ¹⁵ les raisons que elle a faites dire, se court
 « ne l'esgarde. Et de ce se met elle en l'esgart de la court, sauf son retenaill. » Et
 je ne cuit que le seignor puisse chose dire par quei la court dée esgarder qu'elle
 puisse ne dée sa semonce acueillir de prendre baron ¹⁶.

CHAPITRE CCXXIX.

Quant feme tient pluisors fiés de pluisors seignors, dou quel fié elle deit le mariage, et au quel
 seignor ¹⁷.

Se feme a et tient pluisors fiés de pluisors seignors ¹⁸, et aucun des fiés deit
 servise de cors, elle deit le mariage ¹⁹ à celui ou à celle de qui elle tient le fié qui
 deit servise de cors. Et se toz les fiés que elle tient ou partie d'iaus deivent ser-
 vise de cors, et elle en decert l'un de son cors et les autres sanz plus ²⁰, come d'es-
 cheete, elle deit le mariage ²¹ à celui de qui elle tient le fié que elle decert de son
 cors. Et quant feme qui a et tient pluisors fiés de pluisors seignors ²² se marie par
 la semonce de celui de qui elle tient le fié qui deit servise de cors, nul des
 autres ne peut ni ne deit avoir amende de li de ce qu'elle est mariée sanz leur
 congié; por ce que, par l'assise ou l'usage dou reiaume de Jerusalem, feme ²³ qui
 tient fié qui deit servise de cors, deit de cel fié ²⁴ le mariage ²⁵ au seignor de qui

¹ D. E. T. — ² Un mal seignor. B. Un mauvais seignor. D. E. T. — ³ En possible. B. — ⁴ Pour dettece. T. —
⁵ B. D. E. T. — ⁶ B. La moitié. D. E. T. — ⁷ Raembier. D. E. T. — ⁸ Entendre. B. — ⁹ B. D. E. T. Semement. A.
 — ¹⁰ Et la raison si est tel com la devant dite dame qui ci est, requiert pour quoi elle. D. E. T. — ¹¹ Que ele
 a dites ou fait dire. B. — ¹² Veut ele estre quite. B. — ¹³ Que elle vous doit com dame, ce est. D. E. T. —
¹⁴ Sachiez. B. Que vous aiés faite. D. E. T. — ¹⁵ Que ele doie vostre semonse acuellir, ne ne la veull acuellir
 por. B. — ¹⁶ Doie esgarder que feme li doie tel maniere de service, puis que elle aura soixante ans passés. D.
 E. T. — ¹⁷ B. Ele doit le mariage de qui ele tient le fié. C. D. E. T. — ¹⁸ A et tient fiés de pluisors gens. C. —
¹⁹ Le servise et le mariage. B. — ²⁰ B. — ²¹ Après mariage, on lit sans plus dans A. — ²² De pluisors gens. A.
 — ²³ Por ce que l'assise ou l'usage dou reaume est tele : que feme. B. D. E. T. Por ce qu'en l'assise ou l'usage
 dou reiaume de Jerusalem est que feme. C. — ²⁴ B. D. E. T. — ²⁵ Deit deveir le mariage. A.

elle le tient; que autre servise ne deit feme de fié que elle teigne, que de sei marier; et puisque elle à celui seignor de qui¹ elle tient le fié qui doit servise² de cors deit le mariage, et as autres non, et elle³, par semonce de celui ou de celle à cui elle deit le servise de sei marier⁴, se marie, elle mesprent⁵ mie vers les autres. Que feme ne peut deveir mariage qu'à un seignor⁶: car elle ne peut avoir deus maris ne plus ensemble, et c'elle deveit son mariage à pluisors, chascun de ciaux à qui elle le devreit, la poreit semondre de baron prendre, et de divers barons et elle ne peut espouser qu'un; et ensi perdroit ces autres fiés⁷, laquel chose sereit contre dreit et raison et tort apert⁸: si est raison clere et aperte que ensi deit estre come il est devisié en cestui chapitle⁹.

CHAPITRE CCXXX.

Quant feme tient un fié ou pluisors de un ou de pluisors seignors, et elle se marie sans le congié de celui à qui elle deit le mariage, quel amende il et les autres seignors en doivent avoir par l'assise⁹.

Quant feme qui a et tient un fié ou pluisors d'un seignor ou d'une dame ou de pluisors¹⁰, en irritage ou en doaire ou en baillage, se marie sanz le congié de celui à qui elle deit le mariage¹¹, et celui ou celle ou ciaux¹² de qui elle tient le fié ou les fiés en pevent¹³ avoir dreit et amende. Et tel, se me semble, que il aura, ce il viaut, cel fié que elle tient en fié, par la conoissance de sa cort, tant come elle sera en celui mariage. Et quant le seignor viaut avoir fié de feme por tel mesfait, il le deit, se m'est avis, ensi faire. Que quant il est certain que elle est ensi mariée, si deit faire assembler sa court et dire ou faire dire à ciaux de la court: « Tel feme, » et nomer la, « qui a et tient de mei tel fié ensi, » et dire quel le fié est, et coment elle le tient de lui, et ce qu'elle deit¹⁴ de cel fié, « c'est mariée sanz mon congié. Dont je vos comans¹⁵ que voz me conoissiés quel amende et quel dreit je en deis avoir. » Et la court deit faire celle conoissance; et ensi, se cuit, que le seignor se peut¹⁶ saisir dou fié que elle tient de lui et faire s'ent servir tant come elle sera en cel mariage, se la feme a coneu en la court que elle ensi se soit¹⁷ mariée. Et se la court n'en est certaine que par le dit dou seignor, elle deit faire la conoissance ensi, se me semble: que c'elle c'est mariée¹⁸ sanz le congié de celui¹⁹ de qui elle tient le fié, si come il dit, que il peut saisir son fié et faire s'ent servir tant come elle sera en celui mariage. Et se feme tient pluisors fiés de pluisors seignors²⁰, et elle se marie en la maniere avant ditte, je cuit que chascun de ciaux de qui elle tient fié peut avoir ce que elle tient de lui en

¹ Et puis que ele au seignor celui de qui. C. — ² D. E. T. De servise. A. B. C. — ³ Se elle. T. C'elle. D. — ⁴ De son mariage. B. — ⁵ Respont. B. — ⁶ Que à celui, c'est assavoir à un seignor. B. — ⁷ Et enci porroit prendre les autres fois. D. T. Porroit perdre les autres fiés. E. — ⁸ Contre Dieu et contre raison, et seroit tort apert. D. E. T. — ⁹ B. — ¹⁰ Ou de pluisors n'est pas dans C. D. E. T. — ¹¹ Sanz son congé. C. — ¹² Ou ciaux n'est pas dans C. — ¹³ Sans le congié de celui ou de celle de qui elle tient les fiés en peut. D. E. T. — ¹⁴ Qui a et tient le fié de lui ce que elle. D. E. T. — ¹⁵ Si vos comant. C. D. E. T. — ¹⁶ Se doit. T. — ¹⁷ Que ele si soit ensi. B. Que elle enci se soit. D. E. — ¹⁸ B. C. D. E. Marié. A. — ¹⁹ Dou seignor. B. C. D. E. — ²⁰ Gens. C. D. E. T.

* Voyez dans le *Quoniam attachiamenta*, le chapitre xciv, intitulé: *De maritagio hæredis habentis plures dominos*.

fié, en amende dou mesfait que elle a fait¹ de marier sei de s'auctorité^a : et qui en vodra avoir l'amende, il la peut avoir par la court dou seignor^b en la maniere avant devisiée^c.

CHAPITRE CCXXXI.

Quant home dou seignor prent feme qui tient fié dou seignor, et il l'espouse sanz son congié, que il deit faire, que² le seignor ne autre ne le puisse³ rester⁴ de sa fei.

Se home dou seignor espouse feme qui tient fié dou seignor de quei elle li deit le mariage ou ne se puisse marier sanz le congié dou seignor, et il ne le fait par le comandement dou seignor, il ne se deit saisir⁵ ne tenir le fié de la feme, c'il ne le fait par le seignor; ainz le deit laissier estreé⁶; por ce que ce il tient le fié de la feme que il a espousée sanz le congié dou seignor, il c'est mis autrement que il ne deit es dreit de son seignor; si a mespris vers lui de sa foi⁷, ce me semble; et me semble que le seignor en porra avoir dreit come de fei mentie. Mais ce il espouse la feme sanz le congié dou seignor, et il ne s'en saisist ne prent le fié de la feme⁸, il me semble⁹ que le seignor ne porra avoir dreit de lui ne amende par sa court; por ce que la feme ne deit au seignor le mariage qu'elle li deit, que por le fié qu'elle tient de lui; et puisque por autre chose elle ne li deit le mariage que por le fié¹⁰, et que son home qui a la feme espousée sanz son congié ne c'est mis el fié de sa feme, donc ne c'est il mie mis el dreit dou seignor¹¹ autrement que il ne deit, ne mespris vers lui de sa fei; et puisque il ne s'i est mis ne n'a mespris vers lui de sa fei, le seignor ne peut ni ne deit avoir dreit ne amende¹² par sa court, ce m'est avis, de la feme¹³, autre que d'avoir le fié qu'elle tient de lui : car feme n'est mie serve¹⁴ por son fié, qu'elle ne se puisse marier sanz le congié dou seignor là où elle vodra; et c'elle le fait, et le seignor viaut avoir le fié, si le face si come est devisié el chapitre qui est devant cestui. Et se autre que home dou seignor, à qui il ne soit¹⁵ tenu de fei, espouse feme qui teigne fié dou seignor de qui elle li deive¹⁶ le mariage, ou tel que elle¹⁷ ne se

¹ *Li a fait.* C. D. E. T. — ² *Si que.* C. D. E. T. — ³ *Ne le doie.* B. — ⁴ B. *Reter.* A. C. *Getter.* D. E. T. — ⁵ *Il ne deit saisir.* C. D. E. — ⁶ *Estér.* D. E. T. — ⁷ B. C. D. E. T. — ⁸ *Et il ne saisist le fié de la feme.* D. E. T. *Ne ne prent.* B. — ⁹ *Il m'est avis.* C. D. E. T. — ¹⁰ *Qu'elle tient de lui, etc.* manque dans D. E. T. — ¹¹ *Sans son congé ne c'est mie mis el droit de son seignor.* C. — ¹² *Avoir amende.* B. C. — ¹³ B. C. D. E. T. — ¹⁴ *Seure.* B. — ¹⁵ *A qui il soit.* D. E. T. — ¹⁶ *Et se autre que home dou seignor de qui ele tient et doit.* B. — ¹⁷ *Ou tel qui.* B. *Ou que ele.* C.

* Cette disposition était peu équitable. La femme ne devant qu'un seul service de corps, ne doit le mariage qu'à un seul seigneur; et en se mariant sans le congé de ce seigneur, elle commet une infraction à son égard, mais non envers tous les autres seigneurs, auxquels elle ne doit que le service simple. L'auteur établit dans le chapitre précédent, avec beaucoup de précision, que les seigneurs qui ne peuvent exiger le service de corps, n'ont rien à voir au mariage de la femme, fait avec l'aveu du seigneur qui jouit du service de corps. Comment l'absence de cet aveu peut-il leur donner le droit de saisir les fiefs? Et quand l'auteur ajoute que c'est « en amende dou mesfait que elle a fait de marier sei de

« s'auctorité, » ne peut-on pas répondre que la femme n'a commis aucun méfait envers les seigneurs ordinaires, et que selon l'adage,

Nus n'amende s'il ne mesfait.

Romant du Renart, v. 7734.

^b De quel seigneur? Il semble que ce doit être le seigneur de qui la femme tient le fief sujet au service de corps.

* Voyez dans le livre de Philippe de Navarre la divergence d'opinion qui existait entre Raoul de Tibériade, le sire de Baruth et celui de Sidon, sur la peine à infliger à la femme qui se mariait sans la permission de son seigneur.

puisse marier sanz son congié, et se met¹ ou ne se met en saisine dou fié, le seignor, se m'est avis, le peut prendre ou faire prendre, ce il viaut, et justisier le à sa volenté, puisque la feme qui² deveit au seignor le mariage ou qui ne se poeit sanz son congié marier, a espousée sanz son congié; que se il se saisist dou fié, il se met el dreit dou seignor; et c'il ne s'en saisist, si a il desprisié³ le seignor et fait contre sa seignorie, quant il la⁴ feme qui li deveit⁵ le mariage ou qui sanz son congié ne se poeit marier a espousée: et por ce me semble il que le seignor en peut avoir droit et⁶ en peut faire sa volenté, puisque il n'en ést de fei tenus à lui^a.

CHAPITRE CCXXXII.

Se aucun des homes dou seignor⁷ espouse feme, qui tient fié dou seignor⁸, sans son congié, et⁹ il s'en saisist dou fié de la feme¹⁰, quel amende le seignor en deit avoir, et coment un de ces pers¹¹ le peut apeler de fei mentie¹².

Se aucun des homes dou seignor espouse feme qui tient fié dou seignor de quei elle li deit le mariage, et il l'espouse sanz le congié dou seignor, et il s'en saisist dou fié de sa feme, se se n'est par le seignor, et le seignor s'en deporté¹³ de mener lui et sa feme à ce que mener¹⁴ les en poreit par sa court, et ne li otreie ne consent le mariage¹⁵ ne le fié à tenir; et aucun des homes dou seignor ou aucun autre viaut celui qui ensi c'est marié et mis ou dreit de son seignor autrement que il ne deit, le peut apeler¹⁶ par gage de bataille, il le pora faire, ce me semble^b. Et qui faire le vodra, il li deit faire ensi. Qu'il deit venir devant le seignor en la court, et li deit demander conseil. Et quant il sera païé de conseil, se¹⁷ celui qu'il vodra apeler n'est en la court, si face dire au seignor par son conseil: « Sire, je voz pri et requier que voz fassiés tel¹⁸ venir en la court, si orrés coment je li viaus metre sus que il a sa fei mentie vers vos, de ce que il c'est mis en vostre dreit¹⁹ autrement que il ne le deit. » Et se le seignor viaut la bataille sou-

¹ Et mete soi. B. — ² C. D. E. T. — ³ Desprosié. B. Desprisé. C. D. E. T. — ⁴ Il a la. A. — ⁵ Que il a la feme prise qui li devoit. B. — ⁶ D. E. T. — ⁷ Quant aucun home dou seignor. C. — ⁸ Feme dou seignor qui tient fié. B. T. — ⁹ C. — ¹⁰ C. — ¹¹ Un autre home dou seignor qui soit son per. B. Un des homes dou seignor. D. E. T. — ¹² Dou fié de la feme; coment il peut aver tornes de bataille. C. — ¹³ Par le seignor se deporté. B. — ¹⁴ Et ce qui mener. D. E. T. — ¹⁵ Et ne li otroie coment le mariage. C. — ¹⁶ Que il ne deit apeler. C. D. E. T. — ¹⁷ B. C. D. E. T. — ¹⁸ Tal. D. — ¹⁹ De ce que il est marié en vostre droit. B.

^a Il est difficile de donner une bonne raison de la différence qui existe entre la position du mari qui est homme du seigneur et celle du mari qui ne l'est pas. Les motifs présentés par Ibelin dans le premier cas, sont applicables au second; et on ne peut comprendre que le mari qui, n'étant pas homme du seigneur, ne lui devait aucune foi, soit traité plus sévèrement que le mari, homme du seigneur. Ibelin dit que le seigneur peut faire sa volenté, puisqu'il n'est pas tenu de foi envers celui qui n'est pas son homme; mais la foi était réciproque, et si le seigneur ne devait rien au mari qui n'était pas son vassal, le mari ne lui devait pas davantage; et en se mariant sans son congé, mais

sans prendre le fief de sa femme, on ne peut dire qu'il l'ait desprisié.

^b Il existait entre tous les covassaux d'un seigneur une association intime; la faute commise par l'un d'eux rejaillissait sur tous les autres; il était donc naturel de permettre à chacun d'eux de tirer vengeance de l'outrage commis contre leur chef, quand ce chef, par un motif quelconque, n'usait pas du droit que la loi lui accordait. Ajoutons que les dispositions de ce chapitre semblent avoir eu pour but de fournir à un prétendant dont les espérances auraient été déçues, les moyens d'obtenir une satisfaction qui n'était que trop dans les mœurs du temps.

frir, il deit faire celui semondre de venir en la court à jor mouti à respondre à ce que celui li metra sus. Et quant il sera en la court, si die ou face dire par son conseil celui qui apeler le viaut en sa presence¹: « Sire, tel, » et le nome, « qui est vostre home et tenu de fei à voz, a sa fei mentie vers voz, come celui qui fausement et desleument c'est mis en vostre dreit² autrement que il ne deit, de ce que il³ tel feme, » et la nome, « a espousée sanz vostre congié, laquel vous deit mariage dou fié qu'ele tenoit de vos, et il en celui fié c'est mis autrement que il ne doit, lequel fié la feme a meffait vers vos, par se qu'ele c'est mariée sans vostre congié⁴. De quei je die que il a sa fei mentie vers voz et c'est mis en vostre dreit autrement que il ne deit. Et ce il ce viaut neer, je suis prest que je li preuve de mon cors contre le sien et que je le rende mort ou recreant en une horre de jor: et veés ent si mon gage. » Et s'agenoille devant le seignor et li tende son gage. Et se celui que l'on apele ensi le desment mout à mout⁵, et s'en euffre, sanz esgart ou sanz conoissance de court, à defendre de son cors contre le sien, et en tent son gage, et le seignor receit les gages⁶, la bataille deit estre à quarante jors⁷, ce il sont chevaliers, à cheval armés et appareilliés⁸ come chevaliers champions. Et se il sont serjanz, si doivent estre en ensi appareilliez et adoubez come serjanz champions⁹. Et ce celui¹⁰ que l'on apele ensi desment celui qui l'apelle¹¹ mout à mout de ce que il li met suz, et s'en euffre à defendre¹², tot ensi come la court esgardera ou conoistra que il defendre s'en dée, je cuit que la court deit esgarder ou conoistre que il s'en deit defendre de son cors contre le sien, puisque la chose que il li met sus est aparant et manifeste, de ce que il a la feme espousée sanz le congié dou seignor à qui elle deveit le mariage¹³ dou fié que elle teneit de lui, et c'est mis el fié de la feme, de quoi¹⁴ la feme a mesfait au seignor por ce qu'elle c'est mariée sanz son congié; lequel fié le seignor deit avoir¹⁵, par l'assise ou l'usage dou reiaume de Jerusalem, tant come la feme¹⁶ est en celui mariage. Et por ce meismes me semble il¹⁷ que la court deit faire laditte conoissance ou ledit esgart, que je entens que par¹⁸ l'assise ou l'usage de cest reiaume, que il y a bataille de murtre aparant mostré à court et de trayson aparant et de carelle d'un marc d'argent ou de plus et de totes choses de quei l'ont pert vie ou membre et vois et respons en court, qui en est ataint ou prové; et à mei semble¹⁹ que celui qui aureit la feme espousée qui deit le mariage au seignor et se sereit mis el fié, aureit fait vers son seignor un raim²⁰ de trayson, et celle trayson sereit bien aparant et manifeste^a: por quei il me semble que la bataille i deveroit bien estre; et por tant plus, que moult miaus i deit il

¹ En la presence de celui que il viaut apeler. C. D. E. T. — ² B. C. D. E. T. — ³ Que il. C. D. E. T. — ⁴ C. D. E. T. — ⁵ Et celui que l'en apele ensi le doit desmentir mot à mot. B. — ⁶ Et le seignor les reçoive ambedus. B. — ⁷ Au quarantesme jor. B. C. D. E. T. — ⁸ A armes apareilliés. C. D. E. T. — ⁹ B. C. — ¹⁰ Come chevaliers champions, et se il sont sergens champions, et se celui. D. E. T. — ¹¹ Devant celui qui l'a appelé le dement. T. — ¹² A prover. C. — ¹³ Qui devoit mariage au seignor. B. C. D. E. T. — ¹⁴ B. El fié et que la feme. A. El fié que la feme. C. D. E. T. — ¹⁵ Doit avoir, se cuit. C. D. E. T. — ¹⁶ Tant come le fié. D. — ¹⁷ C. — ¹⁸ En celui mariage, et par ce que par. D. E. T. — ¹⁹ Bataille de traison aparant, à moi semble. D. E. T. — ²⁰ Un raim. B. C. Un raint. D. T.

^a Jusqu'ici Ibelin n'a considéré l'acte du mari que comme un cas de foi mentie simple, maintenant il l'envisage comme un cas de foi mentie de trahison. Ce nouveau point de vue paraîtra sévère et peu en harmonie avec ce qui précède; mais on sait qu'il existait beaucoup d'incertitude sur les faits qui constituaient la trahison, et la forme dans laquelle Ibelin présente son

opinion, montre que l'appréciation des faits appartenait à la cour. Il est surprenant que sur des matières aussi importantes, il n'existât pas dans le royaume de Jérusalem une jurisprudence positive et claire. Les inconvénients qui devaient résulter du trop grand empire accordé dans ce pays à la jurisprudence sont ici évidents. Voyez le chapitre cxcī, p. 305.

avoir bataille de chose de quei l'on pert vie ou membre ou son honor qui en est ataint ou prové¹, que de carelle d'un marc d'argent ou de plus; que ce celui que on aureit apelé si come est avant dit, ne se poeit defendre par gage de bataille, il sereit ataint de fei mentie², et c'il en esteit ataint, il sereit en la merci dou seignor, si le poreit faire morir vilainement ou³ si come li plairoit, ou tolir li tant⁴ des membres come il vodreit; et c'il li souffreit la vie, il aureit honor perdu à tozjors et sereit deserité de quanque il tendreit de celui seignor, se le seignor le voleit avoir, qui monterait à plus grant chose que n'est⁵ carelle d'un marc d'argent ou de plus. Car ce il n'eust bataille es dittes choses, qui vodret maligner ou vodreit metre sus à qui que l'on vodreit aucune⁶ chose de quei il perdrait vie ou membre ou son honor, c'il en estoit ataint, laquel chose ne sereit aparant ni manifeste, et l'offriroit⁷ à prover par garenz, et il trovast deus homes tels qui peussent garentie porter, et il feissent ce que guarans doivent faire à garentie porter⁸, et ce celui contre qui il vodreient la garentie porter, ne peust⁹ l'un torner par gage de bataille, il sereit ataint de ce que l'on li aureit mis sus; si en perdrait vie ou membre ou s'onor, selonc ce que l'on li auroit mis sus¹⁰: lesquelz choses chascun deit miaus defendre par torne¹¹ avoir de bataille¹². Et par les raisons avant dittes¹³ et par pluisors autres que on i poreit encores dire, me semble il que il peut et deit avoir bataille en tel cas, come il est¹⁴ avant dit.

CHAPITRE CCXXXIII¹⁵.

Ce sont ciaux qui pevent gagier ou semondre le seignor ou conjurer de sa fei, et coment, et lesquelz non, par l'assise ou l'usage dou reiaume de Jerusalem.

Se sont ciaux qui pevent gagier ou semondre le seignor ou conjurer de sa fei. Celui à qui le seignor deit aucune chose de son fié, le peut semondre ou gagier dou servise que il li deit de celui fié, ou conjurer le de sa fei, ce est assaveir en la maniere après devisiée, et son heir aussi. Mais c'il mesavenoit de¹⁶ celui à qui l'on deit de son fié, et son heir est merme d'aage, et aucune persone tient le baillage, le baill ne peut semondre ne gagier ne conjurer le seignor por la dette que il deveit¹⁷ à l'ancestre de celui por qui il tient le baillage: mais quant l'eir sera d'aage, il peut gagier ou semondre ou conjurer le seignor por la dette que il deveit à son ancesstre, ou por ce¹⁸ que l'on li deveit de son fié, ou por force que l'on

¹ De chose où l'on pert vie ou membre qui en est ataint ou prové. B. — ² C. — ³ Et por tant plus que moult miaus, etc. manque dans D. E. T. — ⁴ Tantes. B. — ⁵ B. C. D. E. T. — ⁶ Ou vouldroit aucune. B. — ⁷ Et l'on offriroit. D. E. T. — ⁸ C. — ⁹ Puissent garentie porter, ne peust. D. E. T. — ¹⁰ Si en perdrait, etc. manque dans B. — ¹¹ Que tornez. B. — ¹² Par torne, etc. manque dans C. — ¹³ Que torne avoir. Par les raisons. D. E. T. — ¹⁴ B. C. D. E. T. — ¹⁵ Ce chapitre, dans le manuscrit C, vient après le chapitre CCXXVI. — ¹⁶ Mais se il ne s'avenoit à. B. — ¹⁷ Conjurer por la dete (dite. B.) que le seignor devoit. B. C. D. E. T. — ¹⁸ Ou por chose. B. C. D. E. T.

* Ainsi, le mari qui aurait perdu, pour un délit antérieur, le droit de relever le gage de bataille, se serait trouvé, dans le cas présent, passible de la peine de mort. Pour ne pas juger trop sévèrement une semblable législation, il faut remarquer que, dans le système pénal du royaume de Jérusalem, les peines n'étaient point obli-

gatoires, et que le seigneur pouvait toujours en appliquer de plus douces que celles qui étaient adoptées par l'usage, ou même n'en appliquer aucune; ce qu'Ibelin a le soin de rappeler soit en termes formels, soit en se servant d'expressions qui dénotent que le seigneur avait le droit de punir ou de ne pas punir.

li face, si come est devant dit^a. Et se le seignor deit aucune chose au baill dou fié que il tient en baillage, le baill peut gager ou semondre ou conjurer por la dette que le seignor li deit¹ dou fié qu'il tient en baillage^b: mais l'eir, quant il sera d'aage, ne peut gager ne semondre ne conjurer le seignor por dette que on deust à son baill. Et se le seignor deit à aucun de ces homes aucune chose de son fié et le seignor muert, celui à qui la dette sera due², ou son heir, peut gager ou semondre ou conjurer l'eir dou seignor ou son baill^c, se l'eir⁵ est merme d'aage. Et se le baill dou seignor deit de son tens⁴ à aucun de ces homes aucune chose de son fié, celui à qui la dette sera due, ou son heir⁵, peut gager ou semondre ou conjurer celui baill, et autre non, tant come il tendra le baillage.

CHAPITRE CCXXXIV⁶.

Coment l'en deit seignor⁷ destraindre que il le face paier ce que il li deit⁸ de son fié; ou de raveir, ce il tient aucune chose de son fié; ou de faire li abatre force que Crestien li fait de son fié ou partie de son fié.

Qui viaut son seignor destraindre qu'il le face paier de ce qu'il li deit de son fié de quei le terme de sa paie est passé, ou de raveir ce que il tient de son fié, sanz esgart⁹ ou sanz conoissance de court, ne sanz l'assise ne l'usage dou reiaume de Jerusalem, ne sanz ce que il l'ait recommandé ni estree ni eschangié, ne perdu par mesfait que il ou aucun de ces ancestres aient fait, ou de faire li abatre force que Crestien li fait de son fié ou de partie de son fié¹⁰, si le face si come est après devisié. Mais avant que je die coment on peut son seignor destraindre des avant dittes choses, dirais ge contre ce que aucuns de noz granz maistres plaideors a pluisors feis dit: que qui viaut son seignor destraindre de aucune desdittes choses, qu'il le deit ensemble conjurer de sa fei et semondre par les quinsaines et les quarantaines¹¹ qui sont establies au seignor semondre; et après ce que les quinsaines et les quarantaines, qui sont establies au seignor semondre¹², sont passées, que il le peut gager de son servise. Je dis que ensi ne le peut l'on ne ne deit faire par l'assise ne l'usage dou reiaume de Jerusalem, ne par raison; et qui le fera, il ne fera mie que sage. Et di por quei: por ce que qui conjure son seignor de sa fei autrement qu'il ne deit, ou dit ou fait chose par quei son seignor

¹ Ou conjurer le seignor pour la dette que il li doit. T. — ² A qui devra la dette. c. La dette est detreue. D. E. T. — ³ Se l'or. B. — ⁴ B. C. D. E. T. — ⁵ En son heir. c. A son heir. D. E. T. — ⁶ Ce chapitre, comme le précédent, est placé, dans le manuscrit c, après le chapitre cxxvi. — ⁷ Com veut son seignor. B. Coment l'on (l'ome. T.) doit son seignor. c. D. E. T. — ⁸ Se il li doit. B. D. E. T. — ⁹ Est passé de sa paie de son fié sanz esgart. B. Que il li doit de son fié sanz esgart. D. E. T. — ¹⁰ Ou de partie de son fié n'est pas dans B. D. E. T. Ces mots sont écrits dans c, mais ils ont été bâtonnés postérieurement. — ¹¹ Quartaines. B. Les iii. quinzaines et les iii. quarantaines. c. — ¹² Qui sont establies au seignor semondre; et après, etc. manque dans D. E. T.

* Le droit de gager le fief était une action personnelle, que le feudataire transmettait en mourant à son héritier, et qui, pendant la minorité de cet héritier, restait suspendue.

^b Le bail n'était point un simple administrateur du fief du mineur; il entraînait en foi, et tant que le bailliage

durait, on le réputait vassal du seigneur. (Laurière, *Institutes*, t. I, p. 246.) Dès lors toutes les actions nées du fief lui étaient personnelles pendant la durée du bailliage, et ses droits ne passaient pas au mineur devenu majeur.

* Le bail était tenu des dettes.

set ou deit estre¹ vilainement diffamé, il ne garde mie bien sa fei vers son seignor; ou qui ensemble le conjure de sa fei et semont par² les treis quinsaines et par les treis quarantaines, il ne le conjure pas si come il deit, par l'assise ou l'usage de cest reiaume³; et qui après ce qui l'a semons ou conjuré de sa fei, le gage de son servise, il ne le fait si come il deit, et le diffame⁴ de fei vilainement, ou en lui ne remaint mie qu'il ne le diffame vilainement ou que il ne seit par lui vilainement diffamé; que quant il⁵ conjure son seignor de sa fei de l'une⁶ des avant dittes choses, et il après le gage de son servise, il done bien à entendre à chascun que il entent que son seignor⁷ n'a pas bien sa fei gardée vers lui ou que il ne se fie mie bien en la fei de son seignor, ne que il ne l'a mie bien gardée vers lui⁸, quant il après ce que il l'en a conjuré et encore⁹ le gage de son servise; par quei il le diffame vilainement¹⁰ de sa fei, ou il ne remaint en lui que il vilainement ne l'ait diffamé. Si me semble que celui qui conjure ensemble et semont son seignor de sa fei et après le gage de son servise, mesprent vers lui de sa fei, et que le seignor en peut avoir dreit par sa court, se il veut¹¹, come de fei mentie. Et se l'ome le peut faire ainsi, come celui maistre plaideor le dit, sanz mesprendre vers son seignor de sa fei, je di que il ne le peut ni ne deit faire par raison: car nul des homes dou seignor ne deit, par l'assise ne l'usage dou reiaume de Jerusalem, par ces deus destreces destraindre ensemble¹² le seignor à faire¹³ l'une desdittes choses, aussi come, par l'assise ou l'usage doudit reiaume, le seignor ne peut faire d'un mesfait deus justices¹⁴. Et ce est aparant que le seignor ne le peut ni ne deit faire, par ladicte assise ne par ledit usage: car se un home se clame d'un autre par l'assise d'un cop aparant que il li ait fait d'arme¹⁵ esmolue ou d'autre chose, et celui de qui il se clame conut en la court que il li ait fait cel cop et en fornist l'assise, et celui qui a le cop muert puis de cel cop, aucun sien parent ne autre¹⁶ ne peut riens demander à celui qui conut en la court, si come est avant dit, que il li avait le cop fait, ne le seignor ne deit faire justise, por ce que de un mesfait ne deit nul deus peines souffrir, et por ce que le clamant vost miaus avoir la justise par l'assise, de celui qui le cop le¹⁷ fist, que autrement; et puisque sa volenté fu tel et l'on li acompli, il, ne autre por lui, ne peut riens demander à celui de qui il ensi se clama. Et aussi voz dis ge, par le semblant de ce, que se un home est merme de son fié¹⁸, que il peut son seignor destraindre, par pluisors vées de faire li sa requeste, qui sont establies de faire par l'assise ou l'usage de cest reiaume, lesquelles sont après devisiées en cest livre. Et il est au chois de l'home de destraindre son seignor desdittes choses par laquel des deus voies qu'il vodra, aussi come il est au chois dou clamant avant dit de clamer se par laquel des manieres que il vodra; que se il se clame par l'assise, il ne se peut pas clamer¹⁹ autrement; ou c'il autrement se clame, ne se peut clamer

¹ En doie estre. D. E. T. — ² Por. B. — ³ La fin du chapitre manque dans D. E. T. — ⁴ Et qui après ce que il doit et le difame. C. — ⁵ On. B. — ⁶ Por l'une. B. C. — ⁷ A chascun que son seignor. C. — ⁸ Ne que il, etc. manque dans B. — ⁹ Conjuré en court. C. — ¹⁰ Malement. B. — ¹¹ B. C. — ¹² Par II. Crestiens ensemble destraindre. C. — ¹³ Son seignor de faire. B. — ¹⁴ D'armeure. B. C. — ¹⁵ Ne autre n'est pas dans B. — ¹⁶ B. C. — ¹⁷ B. C. — ¹⁸ Que il vouldra par l'assise ou autrement. Et aussi com se le clamant se clame par l'assise, il ne se puet mie clamer. B. C.

* « Uns homs ne puet estre sivil de II. choses. Il fu jugié que uns chevaliers qui estoit suiviz de ses membres, ne respondra pas de son heritage, tant comme la suite durra. » Échiquier de Caen, de la Saint-Michel 1227. Marnier, p. 152.) « Pour crime, on ne peut tenir le

« corps et les biens, » dit Loysel, *Institutes*, l. VI, t. 1, n° 13. L'auteur a déjà donné au vassal le conseil de ne point gager le service du seigneur, parce que celui-ci serait resté plus d'un an sans le payer. Voyez le chapitre CLXXIV, p. 273.

par l'assise. Ne peut l'ome destraindre son seignor de l'une des avant dittes choses, que par l'une des voies après devisiées. Et il est cler à conoistre à chascun que ensi deit estre : por quei à mei semble, par les raisons que je ais dittes et mostrées et pluisors autres que on i poreit dire et mostrer qui trop seroient longues à metre en cest livre qui y metroit totes celles que on i poreit dire et mostrer, di ge, que celui ou ciaux qui dient que on deit ensemble son seignor semondre et conjurer de sa fei et après gager de son servise, ne dient, sauve leur pais, se me semble, bien ne dreit ne raison, ne l'on ne le deit mie faire si come il dient, mais l'on le deit faire si come est devisié¹ si après en cest livre. Car qui ensi le fera come il est devisié, il le fera si come il deit, par l'assise ou l'usage de cest reiaume et par raison² et en tel maniere que nul ne porra dire par dreit que il ait mespris de sa fei vers son seignor, par ce que il l'ait conjuré de sa fei autrement que il n'en deit, ne par ce que il l'ait diffamé ne volu diffamer³ de sa fei ne d'autre chose⁴.

CHAPITRE CCXXXIV^{BIS}⁴.

Se celui qui aliene tout son fié ou partie de son fié sanz l'otroi et le congié de son seignor, que en doit estre.

Qui aliene tot son fié ou partie de son fié sanz l'otroi de son seignor et autrement que par l'assise ou l'usage dou reaume de Jerusalem, et le met en mains de genz d'iglise, ou de relegion, ou de comunes, le seignor de qui il tient celui fié puet prendre et avoir ce qui il a aliéné et tenir et user come de soue chose. Quar le seignor dou fié qui l'a tout ou partie aliéné sanz assise, et sanz usage, et sanz otroi dou seignor de qui il tient le fié, est encheu, par la faute que il a faite vers son seignor, de perdre à toz jors mais, à lui et à ses hoirs, ce que il a aliéné doudit fié, et le seignor de ce qui il le tenoit le puet et doit avoir en fié, à lui et à ses hoirs, come la soue propre chose^b.

¹ Ne l'on ne le deit mie faire si con est devisé. c. — ² B. c. — ³ Ne volu diffamer n'est pas dans c. — ⁴ Ce chapitre manque dans A, et est fourni seulement par B, où il porte le n° CCXXXVII.

^a En élaguant de la discussion contenue dans ce chapitre plusieurs considérations accessoires, qui sont susceptibles de contestation, on arrive à cette simple question : Un vassal mesprend-il envers son seigneur, quand, à la fois, il le conjure de tenir ses engagements, et lui assigne un délai, à l'expiration duquel il lui refusera le service ? Ibelin déclare que cette manière de procéder est contraire à l'assise, et que plus tard il fera connaître la véritable voie qu'il convient de suivre ; il ajoute qu'elle est opposée à la raison, parce qu'un homme ne peut en même temps conjurer et semondre son seigneur. Les granz maistres plaideors qui étaient d'un avis différent, pensaient sans doute que le conjurement et la semonce ne constituaient pas, dans ce cas, deux actes distincts, entre lesquels il fût permis de choisir, comme le veut Ibelin ; mais on verra ailleurs qu'il s'agit bien plutôt d'une omission de formes que d'une atteinte portée aux droits du seigneur.

^b Cette défense d'aliéner son fief contre l'assise, avait

déjà été prononcée généralement dans le chapitre cxc ; mais ici l'auteur l'applique d'une manière directe aux gens d'église et aux communautés. Quoique l'inconvénient de laisser passer les fiefs dans les mains des ecclésiastiques fût moins grand en Orient qu'en Occident, puisque dans la première de ces contrées les ecclésiastiques feudataires desservaient le plus souvent leurs fiefs en personne, il est digne de remarque que les Croisés aient mis obstacle, dans leurs possessions d'outre-mer, à un usage qui avait produit de grands abus dans leur patrie, mais qui y était encore plein de force, comme le montre l'ordonnance de saint Louis de l'an 1269. (*Ordonnances*, t. I, p. 102.) En Normandie, on ne pouvait donner que le tiers de son héritage en aumône, et la coutume interdisait même de donner certains ténements dont les gens d'église ne pouvaient faire le service. (*Marnier, Établ. et Cout.* p. 40, 78.) Au surplus, l'assise n'interdisait pas l'aumône ; elle se bornait à exiger l'octroi du seigneur et l'accomplissement des formalités ordinaires,

CHAPITRE CCXXXV.

Se un home est assené de son fié, en un leuc mouti, qui ne rende tant que il en puisse estre païé enterinement de son fié si come il est assené de estre païé, il peut¹ le seignor gagier de son servise, si come il est après devisié².

Se un home est assené de son fié en un leuc moti³ qui ne rende tant que il puisse estre païé enterinement de son fié si come il est assené à estre païé de treis meis en treis meis ou de demi⁴ an en demi an ou autrement, et que le seignor⁵ prent⁶ ou fait prendre aucune chose de cel leuc⁷ où celui est assené de son fié, mais que ce qui li defect de sa paie d'un terme ou plus, il peut gagier le seignor de son servise en tel maniere que il deit⁸ devant lui venir et dire li : « Sire, le terme de ma paie en tel leuc est passé, et je ne puis estre païé ; si vos pri et requier, come à mon seignor, que voz me faite paier de mon fié par les termes si come je sui assené. » Et ensi le face deus ou treis feis, ainz que il li requiert en court. Et se le seignor ne le fait por tant paier⁹, il deit après venir en sa court une feis ou deus et faire li la requeste dessus ditte. Et se por tant le seignor ne le fait paier, il deit après venir devant lui¹⁰, en la presence de sa court, et demander conseil et faire dire par son conseil : « Sire, tel, qui est vostre home de tel fié qui est assené en tel leuc, de quei il voz deit le servise¹¹, » et nome le leuc où il est assené et die quel le fié est et quel servise il deit, « n'a pas esté païé de son fié si come son assenement le devise, ainz li deit l'on d'un terme et¹² de plus ; et il voz a pluisors feis prié et requis en court et hors court que voz le feissies paier de son fié, et vos ne l'avez encores fait. Si vos prie et requiert encores, come à son seignor, que voz le fassies paier de ce que on li deit de son fié, si que il vos en puisse faire le servise que il voz deit : car sans la paie de son fié ne voz peut il servir. » Et lors celui de qui le fié est, deit dire au seignor : « Sire, je vos semons que voz m'aiés païé ou fait paier de ce que voz me devés de mon fié de hui en quinze jors, ou de demain en quinze jors, ou de plus¹³ demain en quinze jors. Et de ceste semonce que je

¹ Il doit. D. E. T. — ² Ce chapitre a pour rubrique dans c : *Comment l'on doit son seignor semondre de faire le paier de ce que il li doit de son fié de quei le terme de sa paie est passé, et coment guager.* — ³ B. D. E. T. — ⁴ Dime. B. — ⁵ Que se le seignor. C. — ⁶ Ne prent. A. — ⁷ De celui fié. D. E. T. — ⁸ Que il peut. D. E. T. — ⁹ C. — ¹⁰ C. D. E. T. — ¹¹ Tel servise. B. C. — ¹² Ou. B. — ¹³ Ou depuis. D. E. T.

sans doute pour que les donateurs ne pussent pas faire d'aumônes pures, c'est-à-dire déchargées de tout service féodal, libéralités qui auraient diminué les moyens de défense du royaume de Jérusalem. Le Cartulaire de l'église du Saint-Sépulcre de Jérusalem, montre que la générosité des rois pour les principales églises de la Palestine éprouvait peu d'entraves ; et lorsqu'on entend le roi Foulques déclarer, dans l'acte d'une donation de l'an 1138, faite à l'église de Jérusalem, que ce don a lieu pour le repos de l'âme de ses compagnons d'armes, qui sont morts en défendant les saints lieux, on comprend qu'aucune loi ne pouvait contraindre l'expression de sentiments aussi nobles. (*Cart. du S. Sépulcre*, ms. p. 253, n° xxxiii.) Guillaume de Quevillier

explique en ces termes, dans une charte de l'année 1227, les motifs touchants qui l'ont porté à faire une donation à l'Hôpital. Il apprend que son père est prisonnier chez les Sarrasins ; aussitôt il se rend auprès du prieur de l'ordre de Saint-Jean en France, et lui offre une rente, s'il veut contribuer à la libération de son père : *Pergens*, ajoute-t-il, *ad partes Syrie pro negotio memorato*, D. *Fratrem Guarinum de Monte Acuto magistrum venerabilem Hospitalis adivi, qui pocius pietatis intuitu, quam alia causa inductus, promisit ad patris mei liberationem auxilium impertiri. At ubi de liberatione tractaremus, contigit patrem meum carni debitum solvere, qui si paulo plus vizisset, procul dubio ipsius magistri foret auxilio liberatus.* (Paoli, *Cod. diplom.* t. I, p. 219.)

« voz ai faite, en trais je votre court à garant. » Et à tant se taist tant¹ que les treis quinsaines seient passées, qui sont dis set jors²; et quant elles seront passées, si reveigne³ devant le seignor en sa court et li face dire par son conseil coment il li a sa paie requise amiablement, par pluisors feis, en court et fors court, et coment après ce, por ce que il ne l'en a païé ou fist⁴ paier, il le semonst par les treis quinsaines qui sont establies dou seignor semondre⁵, et elles sont passées, et il ne l'en a païé ou fait paier; et encores li prie et requiert, come à son seignor, que il le face paier de ce que⁶ il li deit de son fié. Et lors celui qui requiert sa paie die : « Sire, et je voz semons que vos m'aiés païé ou fait paier de ce que voz
 « me devés de mon fié de hui en quarante jors, ou de demain en quarante jors, ou
 « de plus demain en quarante jors : et de ce trais je vostre court à garant. » Et se les treis quarantaines⁷, qui sont quarante deus jors, passent que il ne l'ait païé ou fait paier de ce que il li deit de son fié, il deit venir devant le seignor en sa court et dire li : « Sire, je voz ai pluisors feis requise ma paie de ce que
 « vos me devés de mon fié, et vos ne m'avés païé ne fait paier de ce que vos me
 « devés de mon fié⁸, et autres je vos⁹ semons, par les treis quinsaines et les treis
 « quarantaines, que voz me feissés paier¹⁰ de ce que voz me devez de mon fié, et
 « vos ne l'avés fait; et les dittes quinsaines et quarantaines sont passées, ne je ne sui
 « païé. Si vos gage dou servise que je voz dei de cest fié, tant que voz m'aiés fait paier
 « ce que vos me devés de cest mien fié, si come je suis assenés; et viaus¹¹ que le gage-
 « ment vaille, se vostre court l'esgarde, por tant come je ais dit et fait. Et de ce me
 « met je en l'esgart de la court. » Et mete son retenaill¹². Et le seignor deit respon-
 dre à ce, ce il viaut le¹³ gagement contrebatre : « Il est veir que vos estes assené de
 « vostre fié en tel leuc, ne je n'ai pris ne fait prendre nulle chose de vostre assene-
 « ment; et se autre l'a pris, dittes le mei, et je le vos ferai rendre, ou je vous aveerai
 « celui qui pris l'a à dreit¹⁴. Et je ai comandé, et commande¹⁵ encores, que voz seiés païé
 « de vostre fié en vostre assenement si come voz estes assené. Et c'il y a de quei, et se
 « il est demorré que vos n'avés esté païé, ce n'est pas demorré en la faute de mei¹⁶
 « ne d'autre, ainz est por ce que le leuc ne l'a pas rendu. Et puisqu'il n'est remès par
 « la defaute de mei ne d'autre, que voz¹⁷ ne seiés païés, ne par autre chose, que
 « por ce que le leuc¹⁸ où vos estes assené n'a tant rendu que voz puissiés estre
 « païé, je ne viaus que vostre gagement vaille, se la court ne l'esgarde. » Et metre son retenaill. Et lors celui qui le gage deit dirre, ce il viaut que son gagement vaille : « Sire, voz dittes¹⁹ vostre volenté, mais je ne viaus que il demorre, por
 « chose que voz diés²⁰ ou fassiés dire, que mon gagement ne vaille, et di por quei :
 « por ce que je sui assené de mon fié de treis meis en treis meis²¹, » ou selonc ce
 que l'assenement sera, « et le terme de ma paie est passé, et je n'ais esté païé,
 « ne je ne vos deis ne puis servir de mon fié²², se je ne sui païés coment il²³ me
 « faille, seit par vos ou par autre, ou par le leuc qui ne vaille tant; que sanz

¹ Por tant. c. — ² xviii. jors. t. — ³ Et à tant se taise tant que les trois quinzaines soient passées, si viegne. B. — ⁴ Ou fait. D. E. T. — ⁵ Establies pour semondre son seignor. D. E. T. — ⁶ Et il ne l'en a païé ou fait paier de ce que. D. E. T. — ⁷ Et se les quarantaines. c. — ⁸ Et vos ne me feistez paier. B. C. D. E. T. — ⁹ B. C. D. E. T. — ¹⁰ Que vos me paissiez ou feissiez paier. B. C. D. E. T. — ¹¹ Me devés de cestui fié, et veuill. D. T. E. — ¹² Sauf mon retenail. D. E. T. — ¹³ Et se le seignor respont à se. c. — ¹⁴ Ou je vos avra à droit celui qui pris l'a. B. — ¹⁵ Et comanderai. B. C. D. E. T. — ¹⁶ Ce n'est mie en la defaute de moi. B. — ¹⁷ Assenés, se il y a de quoi, et se il n'en est demoré en vie (en vice. t.), ne en la faute de moi ne d'autre n'est demoré que vous. D. E. T. — ¹⁸ Ne por autre chose fors que por le leu. B. Ne par autre chose que par le leu. c. Ne par autre chose fors que le leuc. D. E. T. — ¹⁹ Vos ferez dire vostre volenté. c. D. E. T. — ²⁰ Que vos doiez. B. Que vous aiés dite. D. E. T. — ²¹ Les iii. mois. c. — ²² Servir que de mon fié. D. E. T. — ²³ Coment que il. B. C. D. E. T.

« paie¹ de mon fié, je ne voz puis ne deis servir. Et puisque le terme de ma paie
 « est passé et que je ne sui païé, je n'entens que je servise vos en dée faire de cel
 « fié, tant que je en seie païé si come je suis assené. Por quei² je entens que
 « mon gagement vaut et deit valeir, et viaus que il vaille, après ce que je ais dit
 « et fait, par les raisons que je ai dittes ou por aucunes d'elles, se la court l'es-
 « garde; et de ce me met je en l'esgart de la court. » Et mete son retenaill³. Et je
 entens que la court deit esgarder que cel gagement vaut. Et quant l'esgart sera fait,
 celui peut son seignor ensi gagier que il ne li fera servise de aler ne de venir
 à semonce que il face. Mais il covendra que il teigne chevaus et armes⁴, et se
 le fié deit servise des compaignons, que il teigne le servise en piés de tant de
 compaignons come⁵ le fié deit, tant que le leuc où il est assené vaille tant de
 quei il puisse estre païé; et qu'il seie païé, de là ou d'ailleurs, de tot quanque l'on
 li devra⁶ de son fié devant la semonce, et, après, de tant de termes come il
 aura de termes de paie passés⁷. Et ce celui qui ensi gage⁸ son seignor voit et
 conut que le leuc où l'on l'a assené ne vaille ou ne dée valeir, d'un lone tens,
 tant de quei il puisse estre païés, et il peut trover⁹ chevance covenable de so-
 dées ou d'autre chose¹⁰; se il fait que sage, il comandera son fié au seignor, et
 prendra la chevance, tant que le leuc où il est assené vaille tant que il puisse
 estre païé de tot quanque l'on li deveit de son fié ou de ce que il decervira :
 que il poreit tant demorer à estre païé tout quanque l'on li doit¹¹ de son fié,
 que il auroit¹² grant damage en tenir le seignor gagié de son servise et tenir
 les compaignons et le cheval et les armes qu'il deit tenir, tant que il seie
 païés. Et ce celui qui a gagié le seignor de son servise, si come est avant
 dit, viaut commander son fié, il le deit ensi faire : que il deit venir devant le
 seignor et dire li : « Sire, un jor qui passés est, je voz gajai de mon ser-
 « vise, et la court l'entendi de quei et coment. Sire, et dou gagement je m'en
 « relais et m'en suefre¹³ orres, et entre el servise¹⁴, et en trai¹⁵ vostre court à
 « garant. » Et quant il aura ce dit, si li die après aucun jors : « Sire, je voz comans
 « mon fié par l'assise ou l'usage de cest reiaume. » Et li deit tendre aucune
 chose par quei il li comande son fié. Et se le seignor le resseit, si ne die plus.
 Et se il ne le receit, sans dire¹⁶ raison por quei il ne le deit receveir, si li die :
 « Sire, je voz ai comandé mon fié et par l'assise ou l'usage de cest reiaume, et
 « encore le voz comans, et en trais la court¹⁷ à garant coment je le vos ais re-
 « comandé. Et encor le voz comans, et vaille ce que valeir devera. » Et se part à

¹ Ne le vaille sans paie. D. E. T. — ² De ma paie est passés. Pourquoi. D. E. T. — ³ De la court, sauf mon
 retenaill. B. D. E. T. — ⁴ Le cheval et les armes. B. Cheval et armes. C. D. E. T. — ⁵ Se le fié doive service de
 compaignons come. D. E. T. — ⁶ Il devra. B. — ⁷ La fin du chapitre manque dans D. E. T. — ⁸ A gagié. B.
 Aura guagé. C. — ⁹ Se il peut trover. B. C. — ¹⁰ Con d'autre fié. C. — ¹¹ C. — ¹² Estre païé de son fié. Quar
 il auroit. B. Que il i auroit. C. — ¹³ Suffre. B. Seufre. C. — ¹⁴ Et rentre lou servise. B. Et rendre el servise. C.
 — ¹⁵ Trais. B. — ¹⁶ Et s'il ne le reçoit si die. C. — ¹⁷ Vostre court. C.

* Cette longue et obséquieuse procédure ressemble en effet bien peu à celle que, dans le chapitre ccxxxiv, Ibelin a si sévèrement condamnée. Dans ce chapitre, il suppose un vassal qui, n'étant pas payé par son suzerain, requiert son paiement et assigne un délai, passé lequel il gagera son service. Ici, au contraire, la forme de procéder est lente, compliquée, et toujours respectueuse de la part du vassal. 1° Demande en cour; 2° délai de trois quinzaines; 3° seconde demande en cour; 4° délai de trois quarantaines; 5° troisième demande en

cour et déclaration de gagement; 6° esgard de cour. En réunissant les jours de délai aux jours d'audience, on trouve que cette procédure ne pouvait pas durer moins de six mois ou 180 jours; et si ensuite on suppose que le seigneur mette en pratique certains moyens qu'Ibelin a développés au commencement de son livre, on pourra se former une idée de l'extrême lenteur de la procédure civile dans les cours féodales, et penser que si ces cours avaient été composées de gens de loi et non de militaires, l'abus n'aurait pu être plus grand.

tant. Mais quant il comande le fié au seignor, se le seignor dit aucune raison por quei il ne le viaut receveir, et se met en l'esgart ou en la connoissance de la court, sauf son retenail¹, celui qui fait la comande² die raison por quei il viaut que sa comande vaille, et se met en l'esgart ou en la connoissance de la court, sauf son retenaill : que c'il ne le fait, sa comande ne vaudra riens. Et quant il aura son fié comandé, il porra aler là où il voudra ou³ cuidera faire son miaus, se la court esgarde ou conut⁴ que la comande dou fié seit valable si come il l'a faite⁵.

CHAPITRE CCXXXVI⁵.

Se un home ou une feme est assenée de son fié en un leuc qui ait tant valu que il puisse estre païé, et le seignor l'ait pris et que par ce li est sa paie defaillie, il le deit requerre au seignor par la maniere si après devisiée.

Se un home ou une feme est assenée de son fié en un leuc qui ait tant valu de quei il puisse estre païé, et le seignor l'ait pris ou fait prendre, et que par ce li est sa paie defaillie⁶, et que un terme ou plus li default de sa paie, et il vueille destraindre son seignor que il le paie⁷, il deit venir devant lui et requerre entre lui et lui sa paie, et dire li : « Sire, voz me devés mon fié, et le leuc où je sui assenés a tant valu que je puis estre bien païé⁸ de ce que l'on me deit de mon fié; si voz prie et requier, come à mon seignor, que voz me fassiez paier de mon fié, si que je vos en puisse servir si come je deis. » Et se le seignor ne l'en paie ou fait paier, il deit puis venir devant lui en sa court et requerre li sa paie en la maniere devant ditte, une fois ou deus ou trois. Et c'il por tant ne le fait paier, il deit venir en la court et demander conseil; et quant il sera païé de conseil, son conseil deit dire por lui : « Sire, tel, » et le nome, « voz dit, et je por lui, que il est assené de son fié en tel leuc, » et die où, « à estre païé en tel termine de l'assenement; et l'on li deit⁹ de son fié d'un termine ou de plus; et il entent que le leuc où il est assené de son fié a bien tant valu et plus de quei il peust estre païé de son fié. Si vos pri et requier come à son seignor que vos le fasiez paier¹⁰ de ce que l'on li deit de son fié, de quei le terme de sa paie

¹ c. — ² *Se celui qui fait.* B. — ³ B. — ⁴ *Ou conoist.* c. — ⁵ Ce chapitre a dans c. le titre suivant : *Coment l'on doit son seignor destraindre de ce que il li doit de son fié de quei le terme de sa paie est passé, et coment conjurer ses pers et coment guager.* — ⁶ *La paie li est defaillie.* B. c. — ⁷ *Coment il le paie.* B. c. D. E. T. — ⁸ *Que je puis bien estre païé.* B. D. E. T. — ⁹ *Que l'on li doit.* D. E. T. — ¹⁰ c. D. E. T.

* La commande était dans l'intérêt du vassal, puisque le fief coûtait plus qu'il ne rapportait, et que si cet état de choses venait à changer, le vassal pouvait reprendre son fief. Dans les autres cas de commande, cet acte maintenait les parties dans leurs droits réciproques et les replaçait, pour un temps, dans la situation où elles étaient avant l'inféodation. (Du Cange, *Glossarium*, verbo *Commendari*.) Les rois de Jérusalem qui étaient peu riches, s'efforçaient de prévenir, par des mesures prudentes, de fâcheuses discussions avec leurs vassaux; et la plupart du temps ils ne pouvaient pas y parvenir.

Amaury II, quand il réunit la couronne de Jérusalem à celle de Chypre, « manda tous les chevaliers qui rentes avoient dedens Acre, et lor dist qu'il eslussent deus chevaliers, avec ses baillis, qui fussent as rentes d'Acre garder et recueillir, por departir entr'eus et rendre à chascun ce qu'il devoit avoir, s'il pooit estre : car il ne voloit mie perdre ne metre du sien en lor rentes paier, ains vivoit il et si chevalier, des rentes de sa terre, et il vesquissent des rentes où il estoient assenés. » Continuateur de Guillaume de Tyr, l. XXIV, c. xxiii. (Martene, *Amplissima Collectio*, t. V, col. 645.)

« est passé. » Et lors celui qui requiert doit dire : « Sire, je voz ais requise ma paie
 « pluisors feis dehors court et en court amiablement, si come mon conseil le voz
 « a dit por mei, et vos ne m'avés païé ne fait paier : si voz semons, come mon
 « seignor, que voz m'aiés païé ou fait paier de ce que voz me devés de mon fié,
 « de hui en quinze jors ou de demain en quinze jors ou de plus demain en
 « quinze jors¹. Et de ce trais je vostre court à garant coment² je vos ai semons,
 « si come je deis, par les treis quinsaines qui sont establies que home doit son sei-
 « gnor semondre de avoir le païé de ce que il li doit de son fié, puis que le terme est
 « passé ; et le leuc où il est assené de son fié a tant valu que il puisse³ sa paie avoir. »
 Et à tant se taist⁴. Et se les treis quinsaines⁵, qui sont dis set jors⁶ passent,
 que le seignor ne l'ait païé ou fait son gré de sa paie, il doit revenir devant le
 seignor⁷ en la presence de sa court, et faire que il ait lors de ciaux homes qui
 furent là où il le semonst par les treis quinsaines, et faire li dire par son conseil :
 « Sire, tel, » et le nome, « voz a pluisors feis entre vos et lui, et puis en court,
 « requise sa paie de son fié dont il est vostre home et de quei il est assené en
 « tel leuc, lequel a bien tant valu que il peust bien estre païé⁸, et voz ne le feistes
 « paier. Et après, sire, il voz semonst par les treis quinsaines, qui sont establies
 « que home doit son seignor semondre⁹ que il le face paier de son fié, que vos le
 « feissies paier de son fié ; et les quinsaines¹⁰ sont passées, et vos ne l'avés fait paier¹¹ :
 « si vos prie et requiert, come seignor, que vos le faites paier ce que vos li devés
 « de son fié. » Et lors celui qui requiert sa paie doit dire : « Sire, et je vos semons,
 « come à mon seignor, que vos, de hui en quarante jors ou de demain en qua-
 « rante jors ou de plus demain en quarante jors¹², m'aiés païé ou fait paier de
 « ce que voz me devés de mon fié, de tant come le terme de ma paie est passé ;
 « et de ceste semonce trais ge vostre court à garant. » Et à tant se taist¹³. Et se les
 treis quarantaines passent, qui sont quarante deus jors, que le seignor ne l'ait
 païé ou fait paier ou fait son gré de sa paie, ce il viaut le seignor gagier de son
 servise, il le peut faire ensi : que il veigne en la presence dou seignor et de sa
 court, et faire li dire par son conseil¹⁴ : « Sire, tel, » et le nome, « vint pluisors feis
 « devant voz et voz requist pluisors feis en court et hors court sa paie de ce
 « que l'on li doit de son fié ; et vos ne le feistes paier. Après il voz semonst par
 « les treis quinsaines, qui sont establies que l'on doit semondre son seignor que
 « il le face paier de ce que il li doit de son fié, que voz le deussés¹⁵ faire paier
 « de ce que voz li devés de son fié ; et terme passa, et vos ne le feistes paier¹⁶.
 « Après il voz semonst par les treis quarantaines¹⁷ qui sont establies que l'on doit
 « son seignor semondre que il le face paier de son fié, et elles sont passées et vos
 « ne l'avez fait. Et encore voz prie il et requiert come son seignor, que voz le

¹ *Ou de plus demain, etc.* n'est pas dans B. *Ou de demain, etc.* n'est pas dans C. — ² *Come.* B. *Si come.* D. E. T. — ³ *Que il puet.* B. — ⁴ *Se taise.* B. *Si come je deis, par les, etc.* manque dans D. E. T. — ⁵ Voyez plus bas, note 14. — ⁶ B. C. *Qui sont xvii. jors* n'est pas dans D. E. T. — ⁷ *Et il ne soit païé, il doit dire au seignor.* D. E. T. — ⁸ *Et a bien tant valu le leuc que il peust estre bien paé.* B. — ⁹ *Qui sont establies par les quez home doit semondre son seignor.* B. — ¹⁰ *Et les iii. quinsaines.* C. — ¹¹ *Païé ne fait paer.* B. — ¹² *Ou de plus demain, etc.* n'est pas dans B. — ¹³ *Se taise.* B. C. — ¹⁴ *Et se les trois quinzaines passent et il ne soit païé, il doit dire au seignor, en la presence de se court :* « Sire, je suis venus pluisors fois devant vous et vous ai requis
 « en court et hors de court ma paie de ce que vous me devez de mon fié, et vous ne m'avez fait paier ; si vous
 « gage dou servise que je vous dois, si que je ne vous veuill servir, ne tenir cheval ne armes, ne compagnons
 « dou service que je vous dois de celui fié, tant com vous m'aiez païé de ce que vous me devez de cel fié se la
 « court ne l'esgarde, et de ce me met je en l'esgart de la court, sauf mon retenaill. » D. E. T. — ¹⁵ *Que home doit semondre son seignor que il le face paier de ce que vos le deussiez.* B. — ¹⁶ C. — ¹⁷ *Quinzaines.* B. *Par les quarantaines.* C.

« faites paier. » Et lors celui qui l'a semons doit dire : « Sire, je vos aïs requise ma
 « paie de ce que vos me devés de mon fié, et semons que voz me feissés paier, si
 « come mon conseil voz a dit por mei, et voz ne l'avés fait; si voz gage dou ser-
 « vise que je voz dei de cel fié, en tel maniere que je ne voz en viaus servir ne
 « tenir cheval ne armes ne compaignon dou servise que je vos dei de cest fié, tant
 « que vos me paiés de ce que vos me devés dou dit fié, se vostre court ne l'esgarde;
 « ainz viaus que le gagement vaille si come je l'ai fait, se vostre court l'esgarde;
 « et de ce me met je en l'esgart de la court, sauf mon retenail¹. » Et se le seignor
 dit aucune chose contre son dit, por quei il n'entent que celui gagement vaille,
 si face dire à son conseil ce que il cuidera que mestier li est contre le dit dou
 seignor à ce que cel gagement vaille. Que ce il respont ce que mestier li sera,
 il ne me semble que le seignor puisse chose dire par quei la court ne dee esgar-
 der que le gagement vaut en la maniere que il l'a fait². Et quant il l'aura ensi
 gagié³, il ne doit puis faire le servise au seignor, ne tenir le cheval et les armes
 ne compaignons, se le fié doit servise de chevalier⁴, et doit attendre un an et un
 jor. Et après ce que il l'aura ensi gagié et que l'an et le jor sera passé, il peut
 faire lequel que il mias cuidera que li doie valoir : ou conjurer son seignor de
 sa fei que il le paie ou face paier de ce que il li doit de son fié; ou⁵ conjurer
 ces pers que il destraignent le seignor, si come il doivent, que il le paie ou face
 paier de ce que il li doit; ou prendre fié ou sodées⁶ ou reiaume ou aillors, là
 où il li plaira et où il cuidera son mias faire. Et c'il prent fié d'autre, il doit
 sauver la fei de son seignor à l'omage faire. Et ce il le fait ensi, il covendra que
 son seignor le paie de quanque il li devera de son fié, ce il viaut avoir son ser-
 vise, aussi dou tens passé que il aura eu le fié d'autre ou les sodées après lesdis
 erremens, come dou tens devant ce que il l'eust semons ne gagié. Et c'il aime mias
 le seignor destraindre⁷ coment il le paie ou face paier de ce que il li doit de son
 fié, que prendre fié ou sodées de autre en la maniere dessus devisée; il doit as-
 sembler tant des homes dou seignor come il porra, et puis lor doit dire coment
 le terme de sa paie passa, et que le leuc où il est assené rendi l'an⁸ tant ou plus,
 que il peust avoir sa paie en son assenement, et qu'il requist à son seignor plu-
 sors feis sa paie amiablement dehors court et en court, et il ne l'en paia ne fist
 paier; et après ce il le semonst, si come il dut, par les quinsaines et les qua-
 rantaines qui sont establies à son seignor semondre⁹ por la paie de son fié; et
 les quinsaines et les quarantaines passerent, et il ne le paia ne fist paier de ce
 que il li devoit de son fié; et amprès ce il le gaga de son servise ne por tant il ne
 le paia ne ne fist paier de ce que il li devoit de son fié¹⁰, ne il ne viaut ni ne peut
 plus¹¹ souffrir de sa paie : si les prie et requiert et conjure toz ensemble et chas-
 cun par sei, come ces pers, qu'il destraignent leur seignor, si come il pevent et
 doivent, que il le paie ou face paier ce qu'il li doit de son fié. Et lors toz les
 homes dou seignor doivent venir devant lui et dire li : « Sire, tel qui est nostre
 « per, » et le noment, « nez a dit tel chose et ensi conjurés; » et dire li ce que il
 leur a dit et coment il les a conjurés. « Si vos prions et requerons que voz le paiés
 « ou fassiez paier ce que voz li devez de son fié. Et toz ensemble et chacun par

¹ Voyez page 377, note 14. — ² Doie esgarder que celui gagement ne vaille. D. B. T. — ³ Et quant il
 aura ensi fait et ensi gagié. B. — ⁴ Il ne doit plus faire le servise de chevalier. D. B. T. — ⁵ Et. G. — ⁶ Fié
 de sodoier. C. — ⁷ A destraindre par ses pers. B. Faire destraindre le seignor par ses pers. G. D. B. T. — ⁸ B.
 Rendi bien. C. D. B. T. — ⁹ Qui sont establies com home doit semondre son seignor. D. B. T. — ¹⁰ B. G. — ¹¹ Se
 il veut ne ne peut plus. B.

« sei, voz gajons dou servise que nos voz devons, tant que voz aiés nostre per
 « tel, » et le noment, « païé ou fait paier ce que voz li devés de son fié, ou que
 « voz aiés dite raison en cort ¹ por quei ² vos ne le devés faire, et tel que cort
 « l'esgarde ou conoisse. » Et après ce, aucun des homes ne li deit faire servise
 tant que il ait païé ³ ce por quei il l'ont gagié ⁴. Et ce il ne viaut ces pers conju-
 rer de son seignor destraindre de faire le paier si come il est devant dit, et il
 aime miaus querre sa chevance aillors, si come ⁵ est devant devisié, il deit faire
 ensi : qu'il deit venir devant le seignor et dire li coment, après ce que le terme
 passa de sa paie de son fié, il li requist pluisors feis amiablement dehors court
 et en court sa paie, et coment il après le semonst par les dittes quinsaines et
 quarantaines, et coment il après le gaja de son servise, et coment il après de tot
 ce a attendu un an et un jor; ne il encores par tot ce ne l'a païé ne fait paier
 ce qu'il li deit de son fié : si ne se peut ⁶ plus souffrir de querre sa chevance.
 Si li covient à querre là où il cuidera son miaus faire; et il entent que il le puisse
 faire, après les erremens avant dis, par l'assise ou l'usage dou reiaume de Je-
 rusalem, ou par raison, jusque à tant que il l'ait païé ou fait paier ce que ⁷ il li
 deit de son fié. Si le prie et requiert, come à son seignor, que il ensi le face co-
 noistre à sa court, se il ensi le peut faire sans mesprendre vers lui come il dit ⁸
 et sans avoir damage de la paie de son fié. Et se le seignor, qui ne deit faillir à
 son home d'esgart ne de conoissance de court, deit comander à sa court qu'elle
 li face ladite conoissance. Et c'il le comande, je crei que la court conoistra que
 il le peut bien faire ⁹ si come il a dit. Et se le seignor le refuse ou delaie de faire
 laditte conoissance de court, si le destraigne si come devant dit ¹⁰. Et mei semble
 que qui viaut son seignor faire gager à ces pers ¹¹ dou service que il li deivent,
 por ce que il ne l'a païé ne fait paier de ce que il li deit de son fié, qu'il le peut
 faire ¹² en moult plus brief terme que n'est devant devisié. Et qui faire le viaut,
 si le face ensi. Que quant lesdittes quinsaines et quarantaines sont passées, si
 die au seignor : « Sire, vos me devés de mon fié de tant de tens ¹³ dont les termes ¹⁴
 « sont passés de ma paie, » et die quans; « et je vos ai pluisors feis requise ma
 « paie en court et hors court, et après voz ai semons par les quinsaines et les
 « quarantaines qui sont establies que l'on deit son seignor semondre de sa paie
 « avoir; ne vos, por tot ce, ne m'avés païé ne fait paier, et puisque lesdittes quin-
 « saines et quarantaines sont passées, je entens que voz me devés paier ou faire
 « paier sanz delai de ce que voz me devés de mon fié, de quei je sui vostre home
 « et de quei je vos ai le servise et fais ¹⁵. Si viaus, sire, que puisque laditte se-

¹ B. C. D. E. T. — ² Raison en court tel par quei. B. — ³ Compli. D. E. T. — ⁴ Sa chevance, si come.
 B. C. — ⁵ En court et dehors court sa paie, et les autres choses dessus dites, si ne se peut. D. E. T. — ⁶ De tot ce
 que. B. De tot quanque. C. D. E. T. — ⁷ B. Le peut faire com il a dit, sans mesprendre. C. D. E. T. — ⁸ De cort
 le comande à faire, je cuit que la cort doit conoistre que il le puet faire. B. — ⁹ Ou delée ladite conoissance
 faire, il le doit destraindre, si com est devisé en cestui livre que hom peut son seignor destraindre de faire
 li faire conoissance de court. D. E. T. Ce qui suit forme un chapitre particulier dans D. E. T. sous ce titre:
 Ci devise coment l'on peut son seignor gager et faire gager dou servise por la paie de son fié en plus brief
 terme. — ¹⁰ Ladite conoissance, il le doit destraindre si come il est devisé en cest livre que on puet son sei-
 gnor destraindre ou gager ou faire gager à ses pers. B. Ou delaie de ladite conoissance faire, il le doit des-
 traindre, si com il est devisé en cest livre que on peut son seignor destraindre de faire li faire conoissance de
 court, et à moi senble que qui veaut son seignor guager et faire guager à ces pers. C. — ¹¹ Quar il ne puet faire.
 B. — ¹² T. Termes. A. B. C. D. E. — ¹³ De tant de termes, et les termes. C. — ¹⁴ D. E. T. Fas. A. Ai fait. B. Fis. C.

* Ainsi le seigneur, pour n'avoir pas payé la rente
 féodale due à un seul de ses vassaux, se trouvait privé
 du service de tous ses hommes, et ne pouvait plus ac-

quitter le service auquel il était lui-même tenu envers
 son suzerain, ni rendre la justice. Au surplus, ces rentes
 féodales étaient peu élevées, même en Chypre, pays bien

« monce de quei je voz ai semons est passée des treis¹ quinsaines et des treis
 « quarantaines por quei je vos semons, si come je dei, que voz sanz delai me
 « paiés ou faites paier de ce que vos me devés de mon fié de quei le terme
 « de ma paie est passé; et je entens, sire, que vos faire le me devés, si viaus que
 « vos me le fassiés, por totes les raisons que je ai dittes ou por aucunes d'elles²,
 « se vostre court esgarde ou conut que vos faire le me devés. Et c'elle n'esgarde
 « ou conut que voz faire me le devés³, je irai à mon conseil et dirai ou ferai dire⁴
 « tant que je ma raison garderai. Et de ce que je ai dit me met je en l'esgart
 « de la court, sauf mon retenaill. » Et se le seignor se met en esgart de ce, il ne
 me semble que il puisse chose dire par quei la court n'esgarde, après les erre-
 mens avans dis, que il le deit faire paier. Et quant la court aura ce esgardé, se
 il ne le fait paier si come elle⁵ l'aura esgardé⁶, si die à ces pers : « Seignors, vos
 « avés oy et entendu l'esgart que la court a fait; ne je ne sui encores païé si come
 « la court l'a esgardé : si vos prie et requier et conjur, come à mes pers, que vos
 « destreigniés mon seignor, si come vos poés et devés, que il teigne et face tenir
 « et parfaire ce que sa court a esgardé. » Et lors toz les homes dou seignor doivent
 venir devant lui et dire li : « Sire, nostre per tel, » et le noment, « nos a prié et
 « requis et conjuré, come ces pers, que nos fassiens tant vers vos que voz faites⁷
 « ce que vostre court a esgardé. Si vos prions et requerons que vos ensi le fassiés
 « paier come vostre court l'a esgardé; et nos vos gajons toz ensemble et chascun
 « par sei dou servise que nos vos devons⁸, tant que vos l'aiés païé ou fait paier de
 « ce que vos li devés de son fié, ensi come vostre court l'a esgardé. » Et il deit
 dire aussi : « Sire, et je aussi vos gage dou servise que je vos dei, tant que voz
 « m'aiez païé ou fait paier ce que voz me devez de mon fié. » Et après ce, il ne nul
 des autres homes dou seignor ne li doit faire servise⁹, tant que il l'ait païé ou
 fait paier ce que il li deit de son fié, si come la court l'a esgardé. Et se le sei-
 gnor refuse l'esgart dessus dit ou l'en delaie, si le destraigne d'avoir le si come
 l'on deit seignor destraindre de avoir l'esgart de sa court, en la maniere come
 est devisié là où il parle de cest cas¹⁰ en cest livre¹¹.

¹ De trois. B. D. E. — ² Aucunes de lesdites. B. — ³ Et c'elle, etc. manque dans D. E. T. — ⁴ B. C. D. E. T.
 — ⁵ Il. B. — ⁶ Se il ne le fait, etc. manque dans D. E. T. — ⁷ Faciez. B. — ⁸ B. C. D. E. T. — ⁹ B. C. D. E. T.
 — ¹⁰ Cast. A. — ¹¹ Et la maniere est devisée en cest livre là où il parole de cestui cas. B. C. D. E. T.

cultivé et riche. Selon Florio Bustron (*Historia overo commentarii di Cipro*, Biblioth. roy. n° 10493, anc. fonds, p. 74), Guy de Lusignan régle, ainsi qu'il suit, le montant des inféodations : chevaliers, 80 ducats; écuyers, 60; sergents, 40; tricopliers avec plusieurs chevaux, 40; tricopliers avec un seul cheval, 20. Le *restor* du cheval et des harnais était à la charge du seigneur. Le trop grand nombre de vassaux put seul rendre difficile le paiement de ces rentes.

Le seigneur condamné par la cour pouvait rappeler son vassal, mais en lui payant ce qu'il lui devait, même ce qui était échu depuis qu'il servait sous un autre seigneur, en vertu de cette règle, que celui qui manque à son obligation, dégage les autres envers lui, sans être déchargé lui-même.

En Espagne, le vassal jouissait du même droit, mais il ne le pouvait exercer qu'en employant des paroles et des formes respectueuses. Le vassal était libre d'abandonner son seigneur après un an de service, s'il n'avait pas été exactement payé (por quel pagasse mal la ssoldada); mais au lieu de parler avec hauteur, comme les

vassaux d'outre-mer, il se rendait en sa présence, et après lui avoir baisé la main, il disait : « Espidome de vos, et « beso vos la mado, et de aquí adelante non sso vuestro « vassallo. » Cependant si le vassal avait lieu de craindre quelque violence de son seigneur, il pouvait se faire remplacer dans cette cérémonie, « por otro que fuesse « fidalgo, » et qui parlait en ces termes : « Fulano caval- « lero sse espide de vos, et beso vos la mano por el. E « digo vos de ssu parte, que de aquí adelante, non es « vuestro vassallo. » (*Las Siete Partidas*, IV^e part. t. xxv, ley 7.) Après cette séparation, tous les liens n'étaient pas rompus entre le seigneur et le vassal. Celui-ci ne pouvait pas, dans un combat, frapper ou blesser son ancien seigneur, à moins que ce ne fût pour défendre la vie du nouveau, et même, en cette circonstance, il ne devait faire usage ni des armes ni du cheval que son premier seigneur lui avait donnés. (*Id.* ley 8.) L'esprit de chicane fit disparaître ce que la féodalité d'Orient possédait, dans l'origine, de noble et de chevaleresque; mais la féodalité conserva plus longtemps, en Espagne, ce vernis brillant des mœurs du moyen âge.

CHAPITRE CCXXXVII.

Qui viaut son seignor destraindre d'avoir sa paie de ce que il li deit de son fié, por lui semondre et conjurer de sa fei, il ne le deit pas faire ne dire tot¹ ensemble, ainz deit faire l'un avant l'autre².

Qui viaut son seignor destraindre d'avoir sa paie de ce que il li deit de son fié, par lui semondre et conjurer de son fié³, il ne le deit pas faire ensemble, ainz deit faire l'un après l'autre, et ensi : que il deit avant pluisors feis prier et requerre son seignor hors court et en court que il le face paier de ce que il li deit de son fié; et c'il ne le fait, il le deit semondre par les quinsaines et les quarantaines qui sont devisiées devant, et en celle maniere. Et quant les quinsaines et les quarantaines sont passées, c'il ne le fait paier ou fait son gré de la paie, si le die : « Sire, je voz ai pluisors feis requis hors court et en court que vos me feissieés paier de ce que vos me devés de mon fié, et vos ne le feistes; et après je vos semons par les quinsaines et les quarantaines qui sont establies à son seignor semondre d'avoir ce que il li deit de son fié, et elles sont passées, et vos ne m'avés païé ne fait paier⁴; et je en sui vostre home de cest fié et vos en dei servise, le quel servise⁵ je vos ai fait et fais encore⁶ si come je dei; et vos sui tenus de fei doudit fié, et voz à mei come à vostre home. Sire, et je n'ai de quei je vos puisse bien servir, se ce n'est de mon fié. Si vos conjur, come à mon seignor, par la fei que vos me devés come à vostre home, que vos m'aiés païé ou fait paier dedens tel jor⁷ : » et li met si raisnable⁸ jor, que il entent que il dedens cel jor l'ait païé. Et avant que il face ce, il deit estre bien certain que le seignor li deit de son fié ce qu'il⁹ li requiert; et garde se bien que ce que il requiert seit si cler que il le puisse prover, se le seignor née la dette. Que nul ne deit son seignor conjurer de sa fei de chose qui ne seit tel come il dit, et qu'il ne le puisse bien¹⁰ prover si come il deit : que qui le fait et il en est ataint ou prové, il en deit faire amende au seignor¹¹; et quel amende on fait¹² au seignor de ce et de pluisors autres choses, est devisié en cest livre si après cest chapitle. Et quant tel cas avient et qu'il a¹³ conjuré¹⁴ son seignor si come est dit, il ne le deit mie gagier de son servise et après de sa fei¹⁵, par les raisons avant devisiées : car l'on ne peut ni ne det par raison ces deus choses faire ensemble; et qui les fait, le seignor le peut moult gregier¹⁶, ce il viaut et set; et de quei et coment le seignor le peut gregier¹⁷, sera devisié en cest livre¹⁸. Et qui conjure¹⁹ son seignor de sa fei de nulle des choses qui sont devisées en cest chapitle²⁰, par quei on peut son seignor destraindre par conjurer le de sa fei, et le seignor ne fait ce de quei son home le conjure, ne ne dit raison por quei il ne le deit faire

¹ B. — ² De sa foy coment il le doit faire. c. — ³ Et corjurer de sa foi. B. Et conjurer le de sa foi. c. Et conjurer de sa foi. D. E. T. — ⁴ Et après je vos semons, etc. manque dans D. E. T. — ⁵ D. E. T. — ⁶ Laquel chose. B. — ⁷ La suite manque dans D. E. T. — ⁸ Covenable. B. — ⁹ Et que il. B. — ¹⁰ B. — ¹¹ C. — ¹² Et quel amende en doit estre que on fait. c. — ¹³ Et qui a conjuré. T. — ¹⁴ En cest livre, là où il parle des amendes que les homes doivent au seignor quant tel cas avient. Et qui a conjuré. B. c. — ¹⁵ De son servise après ce. B. Et après ce, de sa foi. c. De son servise aprez sa foi. D. E. T. — ¹⁶ Gagier. B. — ¹⁷ Gagier. B. — ¹⁸ Gagier est assez seu. B. — ¹⁹ Le peut moult gregier qui viaut et seit et qui conjure. c. — ²⁰ Livre. B.

et tel que la court l'esgarde ou conoisse¹, je ne sui mie bien² certain à quei son home le peut mener par sa court ne quel amende il en deit avoir par sa cort, et³ por ce ne le viaus je metre en cest livre⁴, mais que tant come vos orrez amprès⁴; mais à mei semble que le seignor qui est leau et doute Dieu et aime s'arme et s'onor et sa bone renommée, est plus⁵ destraint de faire ce que l'on li requiert quant il en est conjuré de sa fei de chose que il deit faire⁶, que quant il est gagié dou servise que celui li deit, ne que quant toz ces homes le gagent de leur servise; que trop plus le deit destraindre par raison le lien de sa fei, que le gagement de servise ne autre chose par quei son home le puisse destraindre. Et se le seignor n'est tel come il est devant dit, l'ome qui le viaut destraindre des choses avant dittes par conjurer le n'est pas sage: car tel seignor vaut miaus gagier et faire gagier à ces pers, ou querre sa chevance, que conjurer le; que il plus tost le fera sanz requeste⁷ par le gagier et par ce que il quiert⁸ sa chevance aillors, que par conjurer le; et à la fin covendra que il le paie de tot quanque il li devra⁹. Que le seignor qui ne doute Dieu ne honte ne pechié, fera plus tost por estre destraint de l'une desdittes destrecs¹⁰, que par celle d'estre conjuré de sa fei¹¹.

CHAPITRE CCXXXVIII¹².

Si dit quel deit estre l'amende que l'ome deit faire au seignor, quant il le destraint ou conjure autrement que il ne deit, sanz ce que il l'en ait à faire.

Quant home conjure ou destraint son seignor autrement que il ne deit, si li deit tel amende: que il se deit¹³ agenoillier devant le seignor en la court, avec tant¹⁴ de ces amis come il porra trover illeuc, et li deit crier merci et dire, par la fei que il li deit, que il le peust faire resnablement por ce¹⁵ que il entendeit estre certain de la dette, et que il ne la fist selonc son essient à l'amermement de l'honor dou seignor¹⁶, et adonc deit prier toz ces pers que il doivent prier au seignor que il li pardoint. Et il li doivent prier, et il li deit pardonner ce que il le conjura avant que il eust¹⁷ en court sa dette pluisors feis sans semonce et sans

¹ Et tel que la court, etc. n'est pas dans B. Ce il viaut et set, etc. manque dans D. E. T. — ² Et certes je ne suis mie bien. D. E. T. — ³ B. — ⁴ B. — ⁵ Est moult. C. Moult plus. D. E. T. — ⁶ La fin du chapitre manque dans D. E. T. — ⁷ Li fera sa requeste. B. C. — ⁸ Par le gagement ou par ce que il querra. B. C. — ⁹ Querra aillors chevance, et, en la fin, covendra il le paie de tot ce que il li devra que par conjurer le de sa foy. B. C. — ¹⁰ Por estre destraint de l'une des deus dites choses ou des treites. B. — ¹¹ D'estre destrait par le conjurement de sa foy. B. — ¹² Ce chapitre manque dans le manuscrit C. Il forme dans D. E. T. la fin du chapitre CCLVI, et le chapitre précédent correspond à la fin du chapitre CCXL de B, qui manque dans le manuscrit de Venise. — ¹³ Amende que le seignor doit avoir de celui qui le destraint ou conjure autrement que il ne doit, sanz ce que il en ait à faire, si est tele: que l'ome se doit. B. L'amende que le seignor doit avoir, si com je entens, ci est tel que l'ome se doit. D. E. T. — ¹⁴ Devant tant. D. E. T. — ¹⁵ B. D. E. T. — ¹⁶ A l'amermement dou seignor ne de son honor. B. — ¹⁷ L'eust. A.

* On voit combien était illusoire la réciprocité des obligations entre le seigneur et le vassal. Les devoirs étaient sans doute les mêmes, mais avec cette différence, que si le vassal y contrevenait, une peine précise et connue de tous devait lui être infligée; tandis que si l'infraction venait du seigneur, la législation était alors si incertaine, qu'Ibelin lui-même n'ose pas

exprimer un avis. Lorsque le fief du vassal était en terres, il semble qu'il ne devait pas y avoir de doute, et que, conformément à ce qui a été dit ailleurs par Ibelin, le fief devenait libre de tout service. Quand le fief consistait en rentes, la peine encourue par le seigneur était certainement une amende: mais Ibelin n'en connaissait pas la quotité.

conjurement. Mais ce il avient que il peust¹ estre prové, si come il est dit dessus, que l'ome seit païé de la quantité dont il a conjuré son seignor ou de partie, il perdra l'une partie por l'autre, se le seignor viaut, et pis² y a encores : car se il y a en la court aucuns des homes dou seignor qui vueille gregier³ celui, il li peut metre sus et dire⁴ que il a sa fei mentie vers son seignor, et y aura bataille, se le seignor la viaut souffrir, si come est devant dit, ou ce celui qui est apelé s'en set et viaut defendre⁵. Et por ce se deit chascun garder de riens requerre au seignor, ce il n'en est bien certain avant que il requiere riens au seignor, ne destraigne ne conjure de sa fei.

CHAPITRE CCXXXIX⁶.

Si orrés coment je qui ais fait cest livre, sos⁷ certainement coment ces esconjuremens et ces destreces⁸ dessus dittes se doivent faire de l'home au seignor par le fait de lor fies⁹.

Tout ce qui est dessus escrit des conjuremens queles homes font as seignors dou fait de leur fiés et la force des paroles dessus dittes, soz je¹⁰ et apris de mon seignor mon oncle le vieill seignor de Baruth. Et avint en Chipre que après le siege de Cherines¹¹, que le rei fu moult en dete et devait moult à ces homes, que de son tens que dou tens de sa mere¹²; et moult de ciaux à qui il devait entendirent¹¹ simplement que l'ome poeit conjurer son seignor de ce dont il esteit merme de son fié, selonc l'usage dou reiaume de Jerusalem. Et avint que la

¹² Vairs fu que je oys plusiors fois dire à monseignor mon oncle le viel seignor de Baruch, et retraire ces esconjuremens que les homes pevent et doivent faire à lors seignors pour la paie de lors fiés tels com je les vous ay ci arieres retrais, et me disoit plusiors fois que ce que il savoit, savoit il par le roy Heimery, et par messire Raoul de Tabarie, et il meismes les retrait en Chipre en la presence de plusiors sages; car il avint après le siege de Cheimes que le roy Henry devoit grant dethe à ses homes, que

¹ Puisse. B. D. E. T. — ² Pys. B. — ³ Grever. B. D. E. T. — ⁴ B. D. E. T. — ⁵ Ne s'en veut ou ne s'en set deffendre. B. — ⁶ Ce chapitre manque dans le manuscrit d. — ⁷ Soi. B. *Soit. r. Soit. d. e.* — ⁸ Ces esconjuremens d'estre ce ces. D. E. T. — ⁹ B. — ¹⁰ Soi je. B. — ¹¹ Entendoient. B. — ¹² Ce chapitre, qui est fourni par D. E. T., diffère entièrement de celui que l'on trouve dans A. B. C. Ces deux chapitres se complètent l'un par l'autre.

* Henri I, né le 3 mai 1218, était fils du roi Hugues I, et devint son successeur à l'âge de neuf mois, sous la régence d'Alix sa mère, et des seigneurs d'Ibelin ses oncles. Comme nous l'avons dit p. 266, note a, l'empereur Frédéric II fut appelé en Chypre, lors de son passage en la Terre Sainte, par quelques barons, jaloux de l'autorité des Ibelins. Ce prince mit garnison dans toutes les places fortes de l'île, et la laissa au pouvoir des ennemis de cette famille; mais en l'année 1232, Jean d'Ibelin, auquel il avait enlevé à la fois le bailliage du royaume et le château de Baruth, attaqua les Impériaux et les mit en une telle déroute qu'une partie abandonna l'île pour passer au service du roi d'Arménie, et que l'autre se retrancha dans Cérines,

place forte de l'île de Chypre. Après un siège qui dura depuis le mois de juillet 1232 jusqu'après Pâques 1233, Jean d'Ibelin et Henri se rendirent maîtres de cette ville. On trouve le récit de cette guerre dans le continuateur de Guillaume de Tyr (Martene, *Amplissima Collectio*, t. V, col. 712-714), et dans F. Bustron, p. 96-169.

¹ Sa mère était Alix, fille de Henri, comte de Champagne et roi de Jérusalem; elle épousa, en 1208, Hugues I, roi de Chypre, et elle eut de cette union Henri dont il est ici question. Forcée par les Ibelins de quitter le royaume de Chypre, elle se retira à Tripoli, où elle épousa en 1222 Boémond IV, prince d'Antioche; mais ce mariage fut cassé en 1228, pour cause de parenté.

court fu pleniére, et que grant partie de ciaux à qui le rei deveit lors vindrent devant le rei en la presence de sa court; un d'iaus por toz conjura lerei et semonst por lui et por toz les autres. Et mon seignor mon oncle, qui moult ameit lors les homes doudit reiaume, si lors dist: « Biau seignors, le rei n'a talant de vos « gregier ne prendre à point: car sauve « seit vos honors, il semble¹ que vos ne « savés mie bien les uz et les assises dou « reiaume de Jerusalem; et por ce vos « retrais ge volentiers en cest endreit ce « que je entens et que je en ais oy et « seu par le rei Heymeri, qui moult en « saveit, et par mesire Raou² de Tha- « barie et par autre pluisors sages. Et « se je i faill ou je en ais riens oblié, il « a saiens pluisors sages homes qui y « amenderont et diront ce que il enten- « dront. » Et lors retrait il en la pleniére court par deus feis l'une après l'autre ce qui est dessus devisié; et là ot pluisors plaideors que tuit s'i acorderent et distrent que il entendoient que tot ensi estoit come il l'aveit retrait³. Il i fu mesire Guillaume visconte⁴ et mesire Arneis de Gibelet⁴ et mesire Renaut Forson⁵ et mesire Pol de Naples et mesire Phelippe le Biau et sire Raimont de Conches qui esteit moult sage borgeis et qui veneit souvent plaideer en la Haute Court. Et tote la court l'en mersierent moult; et ciaux qui aveent conjuré le rei s'agenoillierent devant lui, et il les en releva moult cortoisement^b.

des fiés, que des estoviers, si s'assemblerent une grant masse de ces homes, dont tout le plus estoient sergens, poi y avoient des chevaliers, si vindrent devant le roy en la court, et ot entre eaus un chevalier qui avoit nom messire Guillaume Reimont qui moult y avoit servy le roy, et parla pour tous les autres, com celui qui assés savoit des assises et des usages de la court. Et quant mon oncle vist et coneust la simplece de lui et autres, si se levat et dit: « Messire Guillaume, monseignor le « roy se peut moult louer de vous, et de « tous ces autres, speciaument de vous « qui moult avés servi, pourquoi il ne « n'a talent de vous prendre à point ne « grever, car il semble bien que vous « savés prou des assises et des usages « dou royaume de Jerusalem, et je, qui « moult me looe de vous, retirerais vo- « lentiers en cestui endroit ce que je « entens. » Lors retrait deus fois en la court l'une aprez l'autre ce qui est sus devisé; et lors le dit Guillaume et tous les autres l'en mercierent.

¹ Il semble. B. — ² Raul. B. — ³ Come il le recordoit et retraist. B. — ⁴ Erneis de Gibelet. B. — ⁵ Forsson. B.

^a Lorsque l'empereur Frédéric II fit sommer le roi de Chypre de bannir de ses états Jean d'Ibelin et toute sa famille, ce fut Guillaume qui répondit aux envoyés, au nom du conseil du jeune roi. (Martene, *Amplissima Collectio*, t. V, col. 706.) Ce personnage, qui était très-consideré dans le royaume de Chypre, fut, pendant la guerre contre les Lombards, chargé de traiter plusieurs affaires d'un ordre élevé. (Bustron, p. 141.)

^b Il est difficile de ne point se rappeler, quand on lit ce chapitre, que, dans les mêmes lieux et presque à la même époque, Joinville se rendant en Palestine fut sur le point d'être abandonné par ses dix chevaliers, qui craignaient qu'il n'eût plus d'argent pour les payer.

(*Vie de saint Louis*, p. 29, ed. de Capperonier.) Ces vassaux du roi Henri, qui après une guerre longue, il est vrai, mais heureuse, viennent en foule déclarer à leur souverain que n'ayant pas été exactement payés, ils abandonnent son service, et auxquels ce souverain ne trouve rien à répondre, sinon que leur requête est irrégulièrement présentée, offrent un spectacle qui s'éloigne beaucoup de ces idées de dévouement et de foi réciproque qui, dans le principe, étaient la base des relations féodales. Depuis longtemps un usage s'était établi en Europe qui altérait la féodalité dans ce qu'elle avait d'essentiel. Les souverains et les grands vassaux ne pouvant plus inféoder de terres, parce qu'ils avaient pré-

CHAPITRE CCXL.

Se le¹ seignor tient aucune chose dou fié de son home autrement que par assise ou par usage ou par esgart ou par conoissance de court, coment il le deit requerre au seignor et par sa cort².

Se le seignor tient aucune chose dou fié de son home autrement que par assise ou par usage ou par esgart ou par conoissance de court ou par eschange³ ou par ensens⁴ ou par apaut ou par comande, ensi que celui de qui le fié est le viaut avoir, il le deit requerre au seignor⁵ deus ou treis feis entre lui et lui, et après en la court autant ou plus sanz plait, et en tel maniere que il deit dire : « Sire, je voz pri et requier come à mon seignor que voz me rendés ou faites « rendre tel chose que je entens qui est de mon fié : » et die quel chose ce est que

¹ Lei. A. — ² Il le doit requerre au seignor par sa cort. B. D. E. T. — ³ Eschampe. B. D. E. T. — ⁴ Ensons. B. Contens. D. E. T. — ⁵ B.

cédemment inféodé celles qui étaient disponibles et que le dangereux usage de vendre les fiefs se répandait de jour en jour davantage, prirent le parti d'offrir des rentes en fief. Le vassal s'engageait comme s'il eût reçu une terre, faisait hommage et acquittait le service accoutumé; c'était là ce que l'on appelait fiefs de *soudées*, de *solde*, ou de *bourse*. (Du Cange, *Glossarium*, verbis *Feudum nummorum*, *Feudum soldatæ*.) Mais il est facile de comprendre que ce prétendu vassal n'était, dans le fait, qu'un soudoyé, qui, lorsque l'expédition pour laquelle il avait été enrôlé, était terminée, ne résidait plus auprès de son suzerain et n'entretenait avec lui que des relations éloignées. Entre des vassaux de ce genre, dont le nombre pouvait toujours être augmenté, et qui souvent ne se connaissaient pas les uns les autres, les obligations et les droits de la pairie n'existaient qu'accidentellement et tant qu'ils étaient sous la bannière de leur chef. Si l'abus que nous venons de signaler faisait sentir ses effets dans toute l'Europe, il produisait des résultats encore plus funestes dans le royaume de Chypre. Les souverains ou les bails de ce pays appelaient de la Syrie des aventuriers que la puissance des Musulmans forçait de fuir, et les enrôlaient pour appuyer leurs droits ou leurs prétentions dans les guerres qu'ils soutenaient contre les étrangers ou contre les partis qui divisaient le pays. Pouvait-on attendre de semblables vassaux beaucoup de témoignages de fidélité ou de désintéressement? Il ne faut donc pas croire que les principes de droit féodal qui sont développés par Ibelin, reçussent dans ce qu'on appelait, de son temps, le royaume de Jérusalem, une application rigoureuse, ni s'étonner si les faits rapportés par cet auteur contredisent quelquefois ses propres théories.

A la fin du XII^e siècle, les rois de Chypre étaient véritablement tombés dans la pauvreté, et ne pouvaient plus donner de fiefs ni même entretenir de soudoyés. Le continuateur de Guillaume de Tyr nous a transmis, sur la situation de ces souverains, des détails qui peuvent servir de commentaire aux discussions d'Ibelin, et que, pour ce motif, nous plaçons ici :

« Or vous dirai que le roi Gui (Guy de Lusignan) fist, quant il ot l'isle achetée. Il envia en Ermenie et en Antioche ses messages, et en autre liues, et manda à ceus du pais qu'il venissent en l'isle qui venir vodroient, et il lor donroit terres et garnisons à grant plenté. Li chevaliers qui deserités estoient et à cui les Sarrazins avoient lor terres tolues, et les pucelles et les dames veves i alerent. Le roi Gui lor donna terre à grant avoir; tant qu'il fiefa ccc. chevaliers en la terre, et cc. serjans à cheval, sans les borgois, cui il dona grant terre et grant garnison. Quant il ot tant donné, il ne li demora mie dont il peust tenir xx. chevaliers de maisnié. Ainsi puepla le roi Gui l'isle de Chipre; et quant il l'out ainsi pueplée, ne demora guaire après qu'il fut mort. La terre eschai au conestable Aimeri son frere. Il vit qu'il avoit poi de terre, et que les terres que son frere le roi Gui avoit données por mille besans, valoit au double, que chascun en avoit pris tant com il voloit. Il manda tous les chevaliers de la terre, et lors dist : Seignors, le roi Gui mon frere vous dona tant que rien ne li demora. La terre m'est eschue, et sire en sui, tant com Dieu plaira. Vous estes mi homes, et je n'ai point de terre. Il i a tex de vous qui plus en ont que je n'ai; et coment serai je povre et vous puissans et riches, et n'aurai que despendre? il n'afiert pas. Prenés conseil entre vos, et me rendés chascun tant que je puisse estre entre vos come sire, et vous puisse aidier com à mes homes. Il pristrent conseil et li donna chascun de sa terre tant comme au cuer li vint. Tant fist le conestable Aimeri, que par force que par amor, que quant il fu mort, li valoit les terres de Chipre deux cens mille besans. » (*Amplissima Collectio*, t. V, col. 638.)

Ibelin n'avait pas dit, et rien dans son livre n'autorisait à penser que le seigneur, quand il tombait dans la pauvreté, pût reprendre à ses hommes une portion des fiefs qu'il leur avait donnés; nous n'avons même vu nulle part cette faculté clairement exprimée; mais il est naturel de penser que, dans un cas pareil, l'équité suppléait au silence de la loi.

il li requiert. Et ce il ne la li rent après ce que il l'aura requize si come est avant dit, il deit venir en la court et ¹ demander conseil et faire dire par son conseil: « Sire, tel voz prie et requiert come à son seignor ² que voz li rendés ou faites « rendre tel chose qu'il vos a pluisors feis requise dehors court et en court, que « il entent qui est de son fié; » et die quei. Et se le seignor respont que il n'entent que ce que il requiert seit ³ de son fié si come il dit, die celui qui la requiert por son fié que il est prest de prover que ce que il requiert est de son fié si come la court esgardera ou conoistra que il prover le deie. Et je cuit ⁴ que la court deit esgarder ou conoistre que il le deit prover ensi come il est devisé en cest livre que on deit prover fié ou partie de son fié vers son seignor, quant son seignor le tient. Et ce il ensi le preuve, quant il l'aura prové, se le seignor ne li rent ou ne dit raison por quei il le tient et ne le deit rendre, et tel que court esgarde ou conoisse que il ne le deit faire, si le destraigne celui qui le requiert, si come est avant dit que l'on deit son seignor destraindre d'avoir sa paie ⁵.

CHAPITRE CCXLI.

Se aucun ⁶ Crestien fait à aucun des homes dou seignor force de tot son ⁷ fié ou de partie, il se deit clamer au seignor de qui il tient cel fié, qui li abate la force; et c'il ne le fait, il le deit destraindre par ces pers ⁸.

Se aucun Crestien fait à aucun des homes dou seignor force de tot son fié ou de partie, ou de chose qui soit de son fié ⁹, il se deit clamer au seignor de qui ¹⁰ il tient le fié; ce il a court, que il li face abatre la force, et ce il n'a court, au chief seignor ¹¹. Et qui de force se viaut clamer, il deit demander conseil, et après faire dire par son conseil au seignor: « Sire, tel se clame à vos de tel qui « li fait force de tel chose que il tient et ne li viaut rendre, laquel chose est de « son fié: » et die quel chose ce est. Et après die ce il le née: « Il est prest de prover tot ensi come la court esgardera ou conoistra que il prover le deie. Si vos « prie et requiert, come à son seignor de qui il tient le fié de ce dont l'on li a fait « force ¹² et douquel fié il est vostre home et à qui il deit et fait le servise de cel « fié, que voz li abatés ou faites abatre la force que tel, » et le nome, « li fait, ou « que vos l'aiés à dreit en vostre court; et il entent que vos li devés faire et viaut « que voz li fassies, por tant come je ais por lui dit, se vostre cort l'esgarde. Et « de ce voz requiert l'esgart de vostre court ¹³, sauve son retenail ¹⁴. » Et le seignor,

¹ B. — ² T. — ³ Est. c. d. e. t. — ⁴ Est de son fié, et die que il entent que il le prove, si com la court esgardera et conoistra que il prover le doie, je cuit. d. e. t. — ⁵ Quant aucun. c. — ⁶ Sun. b. — ⁷ Ou de partie à qui il se doit clamer et coment il se doit clamer. c. — ⁸ c. d. e. t. — ⁹ De lui. t. — ¹⁰ L'on li fait faire. c. d. e. t. — ¹¹ Et de ce se met je (il. t.) en l'esgart de la court. d. e. t. — ¹² Ce qui suit manque dans d. e. t. Voyez page 387, n° 9.

¹³ Ibelin ne dit rien dans ce chapitre qu'il n'ait déjà expliqué dans les précédents.

¹⁴ Le silence que l'auteur garde ici et dans tout le reste de son livre, sur le droit de guerre privée, montre que ce droit n'était point légalement reconnu dans le royaume de Jérusalem. Cette négation du droit n'ayant

pas empêché les guerres d'y devenir très-fréquentes, on doit s'étonner que les Croisés n'aient pas transporté en Orient, avec le droit de guerre privée, qui existait dans toute l'Europe, les principes sur l'assurement, la paix et la quarantaine, qui en étaient le correctif nécessaire et efficace.

qui ne deit faillir à son home de dreit ne d'esgart de court, li deit respondre que il avera à dreit en sa court volentiers celui de qui il se clame à tel jor, et nome le jor; et après le deit faire semondre de venir faire dreit, à tel jor, à celui qui de lui c'est clamés. Et ce il y vient, il deit faire dreit au clamant par sa court. Et se il est semons et il n'i vient au jor de la semonce, ou ne contremande son essoine si come il deit, se il est essoigniés¹, le seignor deit le clamant metre en saisine de ce de quei il c'est clamé de lui, tant que celui veigne faire dreit au clamant de ce de quei il c'est clamés de lui. Et ce celui de qui l'on c'est clamés est tel que le seignor ne puisse ou ne vueille faire ce qui est devant dit, le clamant li deit dire² en la court : « Sire, voz et la court oystes et entendistes, un jor qui « passés est³, que je me clamai de tel : et coment et de quei je me clamai, la court « l'entendi. Sire, et voz me deistes lors que vos le m'avereés⁴ à dreit en vostre « court; et je entens que vos le feistes semondre à jor nommé de me⁵ venir faire « dreit de ce de quei je me clamai de lui; et il n'i vint ni ne contremanda son « essoine si come il dit : si vos pri et requier que vos me metés ou faites metre « en saisine et en teneur de ce de quei je me clamai de lui, si come raison⁶ « le done, puisque il a esté semons de me venir faire dreit et il n'est venus, ne « son essoine n'a contremandé si come il deit. Et viaus que voz le fassiés por « les raisons que je ai dittés ou fait dire, se vostre court l'esgarde : et de ce me « met je en l'esgart de la court, sauf mon retenaill. » Et se le seignor qui ne deit faillir d'esgart à son home, se met de ce en esgart de court⁷, il me semble⁸ que la court deit conoistre ou esgarder que le seignor li deit faire abatre la force et metre le en saisine de ce de quei il se clama, tant que celui de qui il se clama li veigne faire dreit, puis que il n'i vint ni contremanda cessoine si con il dut⁹. Et quant la court a fait ledit esgart ou ladicte conoissance, si requiert le clamant au seignor que il li face ce¹⁰ que la court a esgardé. Et se le seignor ne li fait, et il le viaut destraindre de faire, il deit requerre et conjurer ces pers, si come est avant dit, que il destreignent le seignor, si com il deivent, que il li fase ce que la court a esgardé et coneu; et lors tot ses pers¹¹ deivent venir devant le seignor et dire li coment et de quei celui les a requis, et prier li et requerre que il teigne et face tenir l'esgart ou la conoissance de sa court, et gagier de leur servise en la maniere avant ditte, tant que il ait fait ce de quei il l'ont requis; et le clamant le deit en cest cas aussi gagier come ces pers; ne nul d'iaus après ce ne li deit faire servise tant que il ait fait ce que la court a esgardé ou coneu, ou rendu tant à celui come vaut ce de quei il se clama de quei l'on li faiseit force¹² de son fié : que bien li abat sa force quant il li rent tant come vaut ce de quei on li a fait force; que de force¹³ atainte ou provée en court n'a celui à qui on fait amende, autre que ce que l'on li¹⁴ rent ce de quei l'on li a fait force; mais l'amende dou mesfait est au seignor por l'outrage et le mesfait que l'on li a fait de faire force en sa seignorie¹⁵. Et puisque celui à qui on fait la force ne deit avoir autre amende¹⁶, le seignor li a bien la force abatue et l'esgart de la court¹⁷ tenu, quant il¹⁸ li a restoré ce de quei il se clama¹⁹ de quei on li aveit fait force²⁰ ou le vaillant. Et

¹ Se il est essoigniés. c. — ² Doit dire au seignor. b. — ³ c. — ⁴ Oistes et entendistes lors que vos que vos m'auriez. b. — ⁵ b. c. — ⁶ Droit. b. c. — ⁷ c. Et se le seignor, etc. manque dans τ. — ⁸ Il ne me semble. b. — ⁹ c. Et il n'i vient ne ne contremande s'essoigne si com il doit. d. e. τ. — ¹⁰ Se. a. — ¹¹ c. — ¹² Se clama ou tant come il vaut de quoi l'on li faisoit force. b. — ¹³ De quei il li fase force. c. — ¹⁴ Fors que l'on li. b. Que de que l'on li. c. — ¹⁵ c. Que l'on li a fait de la force. a. Que l'en li a fait la force, ne doit avoir autre amende. b. — ¹⁶ c. — ¹⁷ Cour. a. — ¹⁸ De la court, tot quant que il. c. — ¹⁹ Quant il li a abatue la force dont il se clama. b. — ²⁰ Ce de quei l'on li avoit fait force. c.

le seignor deit faire celui restor au gré dou clamant ou par la conoissance de treis de ces homes. Et après ce toz les homes qui ont le seignor gagié de leur servise, si come est avant dit, deivent de cel jor en avant faire le servise que il li deivent: que il a bien tenu l'esgart de la court si come il deit, quant il a rendu ou fait rendre ce de quei il se clama ou le vaillant, au gré dou clamant ou par la conoissance de treis de ces homes ^{1 a}.

CHAPITRE CCXLII.

Ci orrés coment ² se un home ou une feme est assené de son fié ³, de tout ou de partie ⁴, sur les rentes d'un casau ou d'un autre leuc ⁵ que autre que le seignor tieigne ⁶, et le terme de sa paie est passé et il n'a esté païé, il la deit requerre au seignor, et le seignor le deit faire paier ⁷.

Se un home ou une feme est assené de son fié ou de partie de son fié sur les rentes d'un casau ou d'autre leuc que autre que le seignor tieigne ^{8 b}, et le terme

¹ D. E. T. finissent ainsi le chapitre: *Si com il doit, et le clamant doit encor faire que nul de ses pers face le service au seignor tant que il ait fait ce que la court a esgardé.* — ² D. E. T. — ³ B. C. — ⁴ C. — ⁵ C. — ⁶ *Que le seignor tieigne.* c. — ⁷ *Est passé, et il requiert ou fait requerre sa paie à celui qui tient le leuc, et il ne le paie ou fase paier, que il doit faire et dire si que il soit païé.* c. — ⁸ *Leuc que le seignor tieigne.* c. D. T.

Les règles en vertu desquelles un vassal pouvait être privé de son fief, intéressaient si vivement tous les feudataires, qu'il n'est pas étonnant de voir ceux du royaume de Chypre les invoquer dans les temps de violence et de désordre, qui étaient, à peu près, l'état ordinaire de ce royaume. Lorsqu'en 1232 l'empereur Frédéric II envoya dans l'île de Chypre une armée sous les ordres de Richard Felingher, pour enlever de nouveau à la famille d'Ibelin l'autorité dont, après une guerre heureuse, elle s'était remise en possession, Richard s'empara, sans motif, du château de Baruth qui appartenait à Jean d'Ibelin. Les barons résolurent de lui faire des représentations sur cette injustice, et Balian de Sidon, chargé de porter la parole, s'exprima en ces termes: « Il m'ont enchargié que je vos die, por moi et por eus, une parole. Il vos font assavoir que quant cette terre fu conquise, ce ne fu pas par nul meschief de seignor, ains fu conquise par croisierie et par pelerins et de gens assemblées; et quant il l'orent conquise, il firent seignor, par accort et par election, et li donerent la seignorie du roiaume; après, firent par accort et par conoissance des prodomes, establissemens et assises, que il vouldrent qu'il fussent tenues et usées u roiaume, por le sauvement du seignor et des autres gens, et por maintenir raison; et puis le jurerent et firent jurer au seignor; et dès lors en ça, tuit li seignor qui ont esté u roiaume, l'ont juré jusque à ore, et tot aussi le doit jurer l'empereor. Entre les autres establissemens et les assises, i est ceste assise: que nus sire ne puet ne ne doit des-saisir son bien sen autrui. Et veés li Johan d'Ibelin, sire de Baruth, qui est hons l'empereor, et sus à vous qui estes, en lieu de lui, por la terre garder et droit maintenir, avés mis main sus ces choses et sus ses te-

neures, et l'avés dessaisi de la cité de Baruth et des terres entor, et avés assegié son chastel, sans esgart de cort et sans jugement: por quoi nos vos requérons, par droit et par raison, et por sauver le serement et la foi de vostre seignor l'empereor, que vos departés vos et vos gens de Baruth; parquoi le sires de Baruth resort en sa saisine. Et se vos li volés n'en mettre sus ne demander, si le faites semondre par l'usage du roiaume et le menés par l'esgart de la terre; et s'il par esgart de cort en chiet, nos somes près de vous aidier à nostre pooir, et de faire tant qu'il soit amendé. » Ces plaintes n'ayant produit aucun résultat, Jean d'Ibelin écrivit à ses amis, c'est-à-dire à ses pairs, et au « commun de la terre » une lettre ou plutôt une requête, qui se termine ainsi: « Je vous pri et requier et semon, si comme mes freres et mes amis, que vous me maintenés, selonc l'us et les coustumes du roiaume de Jerusalem, et que vos m'aidiés à recorre et à delivrer ma cité et mon chastel et ma terre. » (*Ampl. Collect.* t. V, col. 707, 710.)

Des fiefs de ce genre étaient nombreux dans les royaumes de Jérusalem et de Chypre et dans la principauté de Morée. Les vainqueurs partagèrent le territoire de ces États; mais ils ne déposèrent pas les anciens habitants, qui seuls se livraient et pouvaient se livrer à la culture des terres: ils se contentèrent de leur imposer des redevances, et se mirent simplement à la place des Turcs et des Grecs. L'auteur de la *Chronique de Morée*, après avoir décrit l'organisation féodale qui fut imposée à ce pays, ajoute (p. 125): « Quant aux habitants des campagnes, ils devaient rester sur le même pied qu'ils étaient sous la domination grecque. » Beaucoup de seigneurs déléguaient à leurs hommes, et à titre de fief, une portion de leurs revenus, à rece-

de sa paie est passé, et il requiert ou fait requerre sa paie à celui qui tient le leuc¹, et celui qui tient le leuc ne le paie, il deit venir devant le seignor en sa court et dire li: « Sire, je sui assené de mon fié ou de partie de mon fié en tel leuc, » et le nome, « et le terme de ma paie est passé, et je ai requise ma paie à tel, » et le nome, « qui tient le leuc où je sui assené, et il ne m'a païé ne fait paier; » si vos pri et requier, com à mon seignor, que vos me faites paier de mon fié « dou leuc où je sui assené². » Et lors le seignor deit comander ou mander à celui qui le leuc tient, ce il n'est present, que il dedenz quinse jors ait celui païé, ou que il dedenz cel terme soit devant lui en la court por dire et mostrer raison por quei il ne le deie paier. Et ce celui ne le paie dedenz ledit terme, ou ne vient devant le seignor ou ne dit³ raison por quei il ne le deit paier, et tel que court l'esgarde ou conoisse, le seignor deit mander el leuc où celui est assené qui li a sa paie requise, et prendre⁴ tant des choses de cel leuc qui bien vaillent tant ou plus come l'on deit à celui qui a sa paie requise, et faire les vendre gage abandon, et de ce que ces choses seront vendues faire le paier de ce que l'on li deit de son fié. Et se le seignor faut⁵ à la requeste dou requerant, si li requiere l'esgart ou la conoissance de la court se il li deit ce faire ou non. Et je cuit que ce il de ce li requiert esgart ou conoissance de court, et le seignor s'i met, la court⁶ esgardera ou conoistra que le seignor li deit ensi faire. Et après ce⁷, se le seignor ne li viaut faire, si le⁸ destraigne par l'esgart ou par la conoissance que la court aura fait.

CHAPITRE CCXLIII.

Se le seignor ne tient ou ne fait tenir l'esgart ou la conoissance que sa court a fait, coment celui por qui l'esgart ou la conoissance aura esté fait, peut le seignor destraindre par treis manieres qui sont si dessous devisiées⁹.

Se la court fait esgart ou conoissance, et le seignor ne le tient et fait¹⁰ parfaire, et celui por qui l'esgart ou la conoissance aura esté fait viaut le seignor destraindre à tenir li et faire li parfaire ce que la court aura esgardé ou conieue, il le peut de ce destraindre en l'une des treis manieres après devisiées : l'une par conjurer le de sa fei et dou seirement que il a fait¹¹ de tenir les assises et les usages de cest reiaume, es quels¹² assises ou es quels¹³ usages il est que chascun seignor qui a court et coins et justise¹⁴ ou reiaume deit tenir et faire tenir¹⁵ les esgars et les conoissances que sa court fait; l'autre par semondre et conjurer ces pers, si come est avant dit, que il facent au seignor tenir l'esgart ou la conoissance que sa court a fait; la tierce par lui gagier de son servise en la ma-

¹ B. C. D. E. T. — ² C. D. E. T. — ³ B. Et dit. A. — ⁴ Et faire prendre. C. D. E. — ⁵ Fait. B. Ne le fait. C. D. E. T. — ⁶ Conoissance de court, et le seignor si (li. T.) met, je cuit que la court. D. E. T. — ⁷ Se. A. — ⁸ Et l'en. C. — ⁹ Coment l'on doit destraindre le seignor de faire li tenir et faire esgart ou conoissance que la court aura faite. C. — ¹⁰ Ne la tient ne fait. B. — ¹¹ B. C. D. E. T. Que il fait. A. — ¹² B. C. Lesquels. A. Asquels. D. E. T. — ¹³ B. C. Lesquels. A. — ¹⁴ B. C. D. E. T. — ¹⁵ B. C. D. E. T.

voir des habitants du pays qui exploitaient leurs terres, et qui, selon Guillaume de Tyr, l. XVIII, c. xxviii, p. 868, « ne s'entremetoient que de gaeugnaches et de

« norretures de bestes. » C'est de ce genre de fiefs, que l'on peut assimiler à des rentes hypothéquées, qu'il est question dans ce chapitre.

niere devant devisée, o ces pers ou sans ces pers¹. Et qui par l'une de ces voies² vodra destraindre son seignor, il le deit avant requerre pluisors feis, en la presence de sa court, que il li face tenir et parfaire ce que la court aura esgardé ou coneu, et die quei. Et se le seignor ne le fait, et il le viaut gagier de son servise, il le deit ensi faire come il est devant dit por la paie ou por les autres³ choses⁴ qui defaillent dou fié, fors tant que deit dire: « Je voz gage dou servise que je « voz dei, jusque à tant que vos m'aiés tenu et fait parfaire ce que la court aura « esgardé⁵ ou coneu, » et die quei, « se court esgarde⁶ que je gagier vos en puisse « et deive: et de ce vos requier je l'esgart de la court; » et met son retenaill. Et qui le viaut conjurer de sa fei, il li deit requerre pluisors feis, dehors court et en court, que il li dée faire tenir et parfaire ce que la court a esgardé ou coneu, et die quei. Et se il ne li fait, si veigne devant lui en sa court et li die: « Sire, « je voz ai pluisors feis requis dehors court et en vostre court que voz me feissiés « tenir et parfaire ce que vostre court a esgardé ou coneu, » et die quei, « et vos ne « me l'avés fait; si voz conjure, come mon seignor, que par la fei que vos me devés « come à vostre home, et par le seirement que voz avés fait de tenir les bons uz « et les bones costumes et les assises dou reiaume de Jerusalem, que voz m'aiés « tenu et fait parfaire, dedenz tel jor, ce que vostre court a esgardé ou coneu; » et die quei, et li met un jor si raisnable que il entende que le seignor li puisse avoir fait ce que il li requiert. Et il ne deit⁷ son seignor conjurer de sa fei ne de son sairement de chose que il n'entent que il ne le puisse ou doie faire. Et qui vodra son seignor destraindre par ces pers, si le requiert pluisors feis en la court que il li face tenir l'esgart ou la conoissance que sa court aura fait, et die quel; et c'il ne le fait, assemble tant des homes dou seignor come il en pora avoir et lor die: « Seignors, voz savés que la court a fait tel esgart ou tel conoissance, » et die quel et de quei l'esgart ou la conoissance a esté faite; « et j'ai pluisors feis prié et⁸ requis « le seignor⁹ en sa court que il l'esgart ou la conoissance que la court a fait me « face tenir et parfaire¹⁰, et il ne l'a fait¹¹: si vos pri et requier et conjur, come « mes pers, que voz destraigniés mon seignor, si come voz poés et devés, que il « l'esgart ou la conoissance que sa court a fait me teigne et face parfaire¹². » Et lors toz les homes dou seignor sont tenus de venir devant lui et dire li: « Sire, nostre « per tel, » et le noment, « est venu à nos et nos a prié et requis et conjuré come « ces pers, que noz vos destraignons, si come noz poons et devons, que voz li « teignés et¹³ faites parfaire l'esgart ou la conoissance que vostre court a faite. « Et noz toz ensemble, et chascun par sei, vos gajons dou servise que nos vos devons, « tant que vos aiés tenu et fait parfaire l'esgart ou la conoissance que vostre court « a fait¹⁴. » Et celui por qui il dient ce si¹⁵ deit dire: « Et je, sire, vos gage aussi « come mes autres pers ont fait. » Et nul des homes, d'en qui¹⁶ en avant, ne deit aucune chose faire dou servise au seignor, jusques à tant que il ait l'esgart ou la conoissance que la court a fait, tenu et fait parfaire^a.

¹ Ou sans ces pers, etc. n'est pas dans c. — ² De ses forscs. c. — ³ D. B. T. — ⁴ Ou par l'eschange. B. — ⁵ Aura esgardé que je gager vous en puisse, et metre son retenaill. D. B. T. Le chapitre finit ici. — ⁶ A esgardé. c. — ⁷ Et nul ne doit. c. — ⁸ B. c. — ⁹ Mon seignor. c. — ¹⁰ Me tiegne et face parfaire. B. — ¹¹ Et se il ne le fait. c. — ¹² Et il ne l'a fait, etc. manque dans B. — ¹³ Ou. c. — ¹⁴ Et nos toz, etc. manque dans B. Et fait parfaire à nostre per tel, et le noment, ce que vostre court a esgardé ou coneu. c. — ¹⁵ Enssi. c. — ¹⁶ De qui. c.

^a Quoique le vassal semble libre de choisir celle de ces trois voies qu'il croit la plus directe, il n'en est pas moins vrai qu'Ibelin les a disposées selon leur importance, et qu'en plaçant le gagement par pairs au dernier

rang, il a voulu montrer que l'emploi de ce moyen était un parti extrême, que le vassal ne devait prendre que quand il avait reconnu l'impossibilité de se faire rendre justice par une voie plus respectueuse.

CHAPITRE CCXLIV.

Coment celui qui n'est mie home dou seignor le peut par ces homes contraindre¹ et faire destraindre de faire tenir l'esgart ou la conoissance que sa court aura fait².

Se aucun qui ne seit home dou seignor le viaut destraindre de tenir et faire tenir l'esgart ou la conoissance ou le recort que sa court a fait, il li deit requerre pluisors feis, en sa court, que il li teigne ou face tenir et parfaire l'esgart ou la conoissance ou le recort que sa court a fait, et die quel et de quel chose il a esté³. Et c'il ne le fait, si die en sa court : « Sire, il est uz ou costume ou assise ou reiaume de Jerusalem, que seignor deit tenir et parfaire les esgars et les conoissances que sa court a fait : si vos prie et requier que, ensi come voz estes tenus de tenir et garder les bons uz et les bones costumes et les assises dou reiaume de Jerusalem, que vos me tenés et parfaites ou faites tenir et parfaire sanz delai l'esgart ou la conoissance ou le recort que vostre court a fait : » et die quel. Et se le seignor ne le fait, si assemble⁴ tant des homes dou seignor come il pora et lor die : « Seignors, la court dont vos estes⁵ a fait tel esgart ou tel conoissance ou tel recort, » et die quel ; « et je ai pluisors feis prié et requis le seignor que il ledit esgart ou laditte conoissance ou ledit recort⁶ me feist tenir et parfaire, et il ne l'a fait ; et je li ais prié et requis que ensi come⁷ il est tenu de tenir les bons uz et les bones costumes et les assises dou reiaume de Jerusalem, que il le me feist sanz delai, et il ne me l'a pas fait. Si vos pri et requier et conjure, si come je puis et dei, come à ciaux qui estes homes de celle court, et estes tenus de garder l'onor de voz et de la court dont vos estes, et qui estes et devés estre tenus par seirement de tenir et maintenir les assises et les usages dou reiaume de Jerusalem, que voz destraigniés, tant come voz poés et devés, vostre seignor que il me teigne et parfâce et face⁸ tenir et parfaire l'esgart ou la conoissance ou le recort que sa court, dont vos estes, a fait : » et die lequel, ce c'est esgart, ou conoissance ou recort. Et adonc toz les homes deivent venir devant le seignor et dire li : « Sire, tel, » et le noment, « est venus devant nous et⁹ nos a dit que vostre court a fait tel esgart ou tel conoissance ou tel recort, » et dient lequel ce est ; « et que il vos a pluisors feis requis que voz li fassiés tenir et parfaire ce que vostre court a esgardé ou coneu ou recordé, » et dient lequel ce est, « et que voz ne li avés fait ne fait faire ; et nos a prié et requis et conjuré, si come il peut et deit, come home de¹⁰ court, que nos¹¹ vos prions et requérons et destraignons¹², si come nos poons et devons, que vos li teignés et parfaites ou faites tenir et parfaire¹³ ce que vostre court a esgardé ou coneu ou recordé. Et por ce que nos somes homes de vostre court et que nos somes tenus de garder et faire garder à nos pooirs l'onor de la court dont

¹ *Destraindre.* D. E. T. — ² *Coment l'ome qui n'est home dou seignor, qui viaut destraindre le seignor de tenir ou faire tenir l'esgart ou la conoissance ou le recort que sa court a faite, coment il le doit faire.* C. — ³ *Se il a esté.* D. E. *Se a esté.* T. — ⁴ *Assembles.* A. — ⁵ *Estel.* A. — ⁶ C. — ⁷ *Et l'ais encor prié, si com.* D. E. T. — ⁸ B. C. *Faire.* A. — ⁹ D. E. T. — ¹⁰ *De vostre.* C. — ¹¹ *De quoi nos.* B. — ¹² *Deffragnons.* B. — ¹³ *Et il vous a souvent requis, et vous ne li faites tenir ou parfaire.* D. E. T.

« nos somes, et de maintenir les assises et les usages dou reiaume de Jerusalem, « nos toz ensemble, et chascun par sei, voz gajons dou servise que nos voz devons, « tant que vos aiés à tel, » et le noment, « tenu et parfait ou fait tenir et parfaire « ce que vostre court, dont nos somes homes ¹, a esgardé ou coneu ou recordé, « ou dit en la court tel raison que la court esgarde ou conoisse que voz ne le devés « faire. » Et après ce il ne deivent faire au seignor aucun servise, tant que il ait tenu et parfait ou fait tenir et parfaire ce que la court a esgardé ou coneu ou recordé, ou dire ² chose en la court tel que court esgarde ou conoisse que il ne li deit tenir ne parfaire, ne faire tenir ne parfaire, ce que la court a esgardé ou coneu ou recordé³.

CHAPITRE CCXLV.

Se home est semons dou servise que deit au seignor, et il lors viaut son fié comander au seignor ou livrer le à vendre por aucunes des choses devant dites, por quei l'on peut son fié ⁵ vendre, le seignor n'est pas tenu de recevoir le fié et faire le vendre, ne la comande dou fié, puisque il l'a avant semons de son servise, tant que celle semonce soit passée, ainz li peut bien refuser par raison.

Se celui qui est ⁴ semons comande son fié par l'assise au seignor tant come il est en la semonce, et le seignor ne le resseit ⁵, disant li que il ne le viaut recevoir puisque il l'a semons et que il a besoin de son servise, por quei il n'entent que il li puisse ne doive comander son fié tant come il est en sa semonce; et celui dit : « Sire, vostre court a bien oy et entendu coment je vos ais mon fié comandé, « et voz ne le volés recevoir : vaille ce que valeir devera. » Et se il se taist ⁶, et le seignor li respont : « Et ma court a bien entendu coment et por quei je ai dit que « je la comande de vostre fié je ne viaus recevoir; et vaille ce que valeir devera. » Et se le seignor se taist et l'ome se taist aussi ⁷, et il ne vait ⁸ à la semonce ⁹ de quei il aura esté semons, il sera defailli de servise et perdra son fié an et jor ou sa vie ¹⁰, selonc ce que il aura esté semons et selonc le besoin que son seignor aura de lui, si come est avant devisié en cest livre que on pert son fié qui default de servise; por ce que, par l'assise ou l'usage doudit reiaume, nul ne peut son fié comander tant come il est en semonce, se par la volenté dou seignor n'est. Car se ensi n'esteit trop sereit contre raison ¹¹, se un home qui aureit fié qui li

¹ B. — ² Ditte. A. — ³ Son fié. B. C. D. E. T. — ⁴ Qui sera. C. D. E. T. — ⁵ Le resseit. C. Reçoit. E. Ne le recort. T. — ⁶ Et se il ce fait. T. — ⁷ Et se le seignor ce fait et l'ome auci. D. E. T. — ⁸ Et l'ome ne vait. D. E. — ⁹ Et ne veut faire la semonce. B. — ¹⁰ A sa vie. B. — ¹¹ Contre droit et contre raison. B.

* La fidèle exécution des jugements est la première condition d'une bonne administration de la justice, et les Assises avaient trouvé, dans la pairie, un moyen simple et efficace de triompher de la mauvaise volonté des seigneurs, quand, mécontents des arrêts rendus par leurs hommes, ils cherchaient, par leur inaction, à en paralyser les effets. Nous ne voyons pas qu'en Europe les mêmes dangers eussent appelé un semblable remède. Beaumanoir dit, c. LXVI, p. 335 : « Chil qui tient en baronnie doit estre durement viguerous de fere tenir les

« choses jugiées, dont li jugemens a esté fès autrefois en « se court; » mais il ne suppose pas le cas où le seigneur refuserait de faire ce qu'il enseigne. Les jurisconsultes anglo-normands ne s'expliquent pas davantage sur ce point. Ce silence se comprend quand on réfléchit que les liens de la pairie étant à peu près disjoints en Europe, le soin d'assurer l'exécution des jugements appartenait au suzerain, auquel recourait le vassal qui avait obtenu le jugement. Le refus de faire exécuter un arrêt était assimilé à une défaute de droit.

sereit donné por servise mouti, ou qui li sereit escheu de par ces ancestres, le teneit et en useit et en joysseit une espasse de tens sans faire servise au seignor, por ce que il n'en aureit eu besoin, ou por ce que le seignor l'aureit de la semonce et ¹ dou servise esparaignié; et quant le seignor aureit besoin de son servise et il le semondreit, que il li peust son fié comander et non accueillir la semonce de son seignor et non aler² à son besoin; et ce ensi esteit, les seignors sereient trop gregiés et en poroient lor servise perdre, par quei il poreient estre deserités. Et por ce et por pluisors autres raisons, est il bien aparant que l'assise est bone et juste en cest cas.

CHAPITRE CCXLVI.

Qui viaut son fié comander et il le viaut faire sanz perill, quant il le comande au seignor, se le seignor ne le receit, si li die que il viaut que il le resseit³ par esgart⁴.

Qui est semons et il viaut son fié comander, et il le viaut faire sanz perill, quant il le comande au seignor, se le seignor ne le resseit, si li die: « Sire, je entens que voz le devés faire, por tel et por tel raison, » et die quels. « Por quei je viaus que voz le recevés, se vostre court l'esgarde; et de ce me met je en l'esgart de vostre court, sauf mon retenaill⁵. » Et le seignor deit dire lors: « Et je ne le viaus recevoir, por tel et por tel raison, » et die totes les raisons que il cuidera qui li vaillent à ce que court esgarde ou conoisse que ne dée la comande recevoir; et de ce se met en l'esgart ou en la conoissance de la court, sauf son retenaill. Et por ce que il ne me semble que celui qui le fié comande, puisque il est semons, puisse chose dire par quei le seignor le resseive par esgart ou par conoissance de court, ce il se viaut se defendre⁶ et set, ne viaus je si aleguer ne dire ce que il me semble que les deus parties poroient dire, ne ce que la court deveroit esgarder de ce; car riote sans proufit n'est pas bone⁷: mais por ce di ge que celui qui en tel point viaut son fié comander, se deit metre en esgart ou en conoissance de court. Car qui ensi le fait, il ne peut avoir perill de son fié perdre sa vie, ne an et jor⁸, ce il ne fait contre ce que la court aura esgardé ou coneu⁹.

¹ Ou. B. D. E. T. — ² Ne aler. C. D. E. T. — ³ Reçoive. B. D. E. T. — ⁴ Quant 1. home est semons et il veaut son fié comander, coment il le doit faire sanz perill. C. — ⁵ B. C. — ⁶ Et se defendre. A. C. — ⁷ Ne veaut riens. D. E. T. — ⁸ Ne an ne jor. B. C. E. — ⁹ C. D. E. T.

* La commande des fiefs, dont l'auteur a déjà parlé (c. CLXXX, CLXXXI, CCXXXV), était un usage peu pratiqué en Europe. Dans cette contrée, le vassal éprouvait rarement le besoin de remettre, pour un temps, son fief au seigneur, car le service y était peu assujettissant, et le vassal aurait pu s'absenter sans que le suzerain en éprouvât un préjudice sensible. On ne voit pas que, lors des Croisades, les vassaux, avant de se mettre en route, fussent dans l'usage de commander leurs fiefs à leurs seigneurs. Il en était autrement en Orient; là les seigneurs avaient chaque jour besoin du service de leurs vassaux, et ceux-ci, rappelés souvent dans leur première patrie par leurs affections et par leurs intérêts, ou bien entraînés dans des expéditions éloignées, ne pouvaient user de leur liberté, et conserver cependant leurs droits et

leurs honneurs, qu'en recourant à la commande. La commande des fiefs fonciers était beaucoup plus rare que la commande des fiefs en rentes. On comprend que la remise d'un fief foncier ne pouvait s'opérer sans beaucoup de formalités, tandis que quelques mots prononcés devant la cour suffisaient pour effectuer la remise d'une rente inféodée. Il est, au reste, surprenant que les législateurs d'Orient aient adopté un usage qui devait entretenir dans l'esprit de leurs sujets ce besoin d'agitation, de changement, d'entreprises aventureuses et lointaines, qui les poursuivait dès qu'ils avaient mis le pied en Syrie. Nulle part les fiefs n'étaient aussi mobile, que dans les possessions chrétiennes d'Orient, et cette cause contribua grandement à la prompte décadence et à la ruine de ces colonies.

CHAPITRE CCXLVII¹.

Si dit coment l'on deit requerre devise² de terre et coment le seignor deit comander à faire la, et coment ciaux à qui il la comande la deivent faire et dedens quel termine.

Quant aucun viaut avoir devise de terre à son veisin, il deit venir devant le seignor en la court et requerre la selonc l'assise ou l'usage dou reiaume de Jerusalem. Et que ce elle a esté faite, que elle soit porhaussée³; et ce elle n'en a esté faite, que elle le soit, sauf son previlege⁴ et le pris de son fié : et doit⁵ moutir le leuc de quei il⁶ la requiert et sauf à cui il la requiert. Et ce celui à qui l'on la requiert entent que il marchise au requereor des leus⁷ moutis, il deit otroier la devise, et doit autresi dire et sauver⁸ por sei meismes se que l'autre a dit et sauvé por sei. Mais ce il n'entent que il marchisse à lui des leus moutis, il peut requerre et avoir respit, ce me semble⁹, por aler en sa terre enquerre et saveir de quei¹⁰ il marchisse à lui; et la devise deit estre¹¹ des leus abitiés¹², de leur appartenances; et le seignor ne deit souffrir que devise requise soit delée, se court ne la respitast en aucune maniere. Ne baillage ne doaire ne deivent¹³ devise¹⁴. Le seignor y deit establir treis de ces homes liges, et ciaux treis deivent jurer sur sainz¹⁴, que eaus, à bone fei, selonc leur conscience, feront celle devise selonc l'assise ou l'usage dou reiaume de Jerusalem¹⁵. Le seirement deit estre fait en la presence dou seignor et de la court et des parties. Et se aucune des parties fust requise de venir en la court au seirement et n'i venist, totes voies deivent jurer les deviseors, et ce deivent acorder d'estre sur la devise à un jor moti; et deivent avoir parfaite la devise dedens quarante jors, dou jor que il l'ont jurée. Et le seignor lor deit doner escrivain¹⁶ et sergenz por assembler les genz de la contrée; et les parties deivent jurer devant les deviseors, que il n'ont doné lui¹⁵ ni ne donront, ne n'ont¹⁶ chose faite¹⁷ ni ne feront, ne porchassié ni ne porchasseront, par eaus ne par aucun de leur amis¹⁸, ne de l'autrui n'ont consenti ne consentiront chose par quei la devise ne peust estre faite bien et leaument¹⁹, sans aucune maniere d'engin ni de tort. Les deviseors deivent venir en la marche de la devise, et là deivent assembler les plus anciens de la contrée et totes manieres de genz par cui il cuident estre assenés²⁰, et lor deivent faire jurer que il diront et mostreront verité et se contendront leaument²¹ ou fait de celle

¹ Ce chapitre manque dans c. — ² D. E. T. *Requerre partison*. B. — ³ *Porchauchée*. B. *Pourchassée*. D. E. T. — ⁴ *Son retenaill*. B. — ⁵ B. D. E. T. *Et donc*. A. — ⁶ *Les leus où il*. B. — ⁷ *Des biens*. T. — ⁸ *Et savoir*. D. E. T. — ⁹ *Respit resnable*. B. D. E. T. — ¹⁰ *Ce que*. T. — ¹¹ *Estres*. A. — ¹² *De leus habitanz*. B. — ¹³ *Ne tient*. B. *Ne doit estre devisé*. D. E. T. — ¹⁴ *Sur la saintes Evangiles de Dieu*. B. — ¹⁵ *Loier*. B. *Loyer*. D. E. T. — ¹⁶ B. — ¹⁷ *Ne devront chose faire*. T. — ¹⁸ *De leur avoir*. D. E. — ¹⁹ B. *Laument*. A. — ²⁰ *Avées*. D. E. T. — ²¹ *Diront loiaument*. B.

* L'action en bornage était une action réelle, et un bail ou une douairière, dont la jouissance allait expirer auraient été mal reçus à l'intenter. Cependant, malgré les termes explicites dont l'auteur se sert, il n'est pas douteux qu'un bail n'eût le droit, dans les cas ordinaires, d'intenter ou de soutenir une action en bornage.

¹ Ce serment est remarquable de la part d'hommes

liges, tenus de foi envers le seigneur, et qui pouvaient s'en référer à leur serment de fidélité.

* L'écrivain était, non pas seulement un scribe, mais aussi un interprète. Parmi les témoins d'un acte de vente passé, en 1265, entre Raoul de Baruth et Amaury Barlais, on voit : « Nasser, l'escvain Sarrazinois; Pouz de la « Blanche-garde, escvain Sarrazinois. » (Paoli, *Codex diplom.* t. I, p. 182.)

devise, ce il riens en sevent. Et quant il auront ce juré, les deviseors doivent apeler chascun à une part et doivent oyr son dit, se il riens en seit, et faire le dit escrire, et requerre li destreitement ¹ coment il set ce que il dit. Et c'il treuvent ² home de la lei de Rome qui dit qu'il seit la devise et fu au faire ³, et il est tel que les deviseors li doignent fei; et lor semble, par son dit et par les leus que il mostrent, que il face acroire, il le doivent sivre et porchauchier ⁴ la devise et boner la. Et c'il ne treuvent Franc de la lei de Rome, et il treuvent Suriens à cui il doignent fei, si come est dit dessus, il le doivent sivre. Et c'il ne treuvent Surien, et il treuvent Grec; et c'il ne treuvent Grec, et il treuvent aucun autre Crestien de quelque generacion que il seit; ou c'il ne treuvent Crestien, et il treuvent Sarrazin qui jure selonc sa lei; et ce il li donent ⁵ fei, si come il est dit dessus, sivre le doivent et porchauchier et boner la devise. Et ce ne il treuvent devise qui ait esté ⁶ faite, les deviseors la doivent faire à bone fei, selonc leur conscience, tote nouvelle. Et la maniere de la nouvelle devise est tel, se me semble, que il doivent regarder les teneures des deus parties et enquerre des leus abités que les parties tiennent, quels il furent ancienement et que il soleient tenir, et ce il sont leus translatés et remués ⁷ d'une place à autre, et se le leuc de quei il sont remués estoit grant ou petit, et quels appartenances il semble que il deust et peust avoir, et que la teneur que les leus abités sont ⁸ orendreit raisnablement à gastines et murailles abatues qui, par semblant ⁹, quant les leus esteent abités, deussent avoir grant appartenances ou petites. Et quant les deviseors auront ce enquis et regardé ¹⁰ les leus et places, il doivent parler à l'une partie et à l'autre; et se il par assenement ¹¹ les ¹² pevent acorder, il doivent marchier la devise là où il sont assenti, et boner la come devise nouvelle. Et ce il ne treuvent assentement, il la doivent faire selonc leur semblant tote nouvelle et boner la. Et à ce faire deit l'on apeler tant de juene gent ¹³ come l'on peut avoir de la contrée, por avoir longue remembrance et garantie. Mais tot avant doivent estre les deviseors certefiés que les parties marchissent ensemble: car ce il y a leuc gasté que l'on appelle chemin reau qui est dou seignor ¹⁴, l'on le deit sauver au seignor tot premierement; et c'il y a leuc d'autre persone entre deus et que les parties marchissent ensemble, de riens de ce ne peut estre devise. Et c'il avenist que il y eust discort entre les deviseors au porchauchier ¹⁵ ou à faire la devise, en tel maniere que les deus s'acordacent à une chose et les autres deus à une autre, le seignor i deit establir le quint; et dès le comensement le ¹⁶ peut il metre, ce il viaut. Et c'il avenist que aucune des parties mostrast son privilege ou le pris de son fié as deviseors au faire la devise ou avant, sauver li doivent en fait, ce il l'a sauvé en dit, quant il se mist en la devise. Et se l'autre partie dit que il n'a mie son privilege ne le pris de son fié apareillié et il en demande aucun court respit, avoir le deit, et si court que la devise peust estre devisiée ¹⁷ dedens les quarante jors dessus moutis. Or voz ai devisiée l'assise et tot ce que ¹⁸ je entens que les seignors et les parties et les deviseors doivent faire et dire ^a.

¹ Estroitement. D. E. T. — ² Ne treuvent. D. E. T. — ³ Et que il furent au faire. D. E. T. — ⁴ Il li doivent faire à porchaucher (pourchasser. D. E. T.) B. D. E. T. — ⁵ Doivent. D. E. — ⁶ Et se il treuvent que devise n'ait esté. B. Et se il ne trouvent que devise ait esté. D. E. T. — ⁷ Que les parties tiennent, et se il sont trois lancés et remuez. B. — ⁸ Et se en la teneur que les leus ont. B. Avoir en ce en la teneur que les leus habités ont. D. E. T. — ⁹ Par semblance. B. — ¹⁰ Ce vehu et enquis et regardé. D. E. T. — ¹¹ Assemblament. B. — ¹² Le. D. E. Se. T. — ¹³ De bone jeune gent. B. — ¹⁴ Leuc gaste ou terre qui soit estrange dou seignor ou de autrui. B. Leus gastes outre qu'il soit dou seignor. D. E. T. — ¹⁵ Pourchassier. D. E. T. — ¹⁶ Y. D. E. T. — ¹⁷ Delivré. B. D. E. T. — ¹⁸ Motis et ce est ce que. B.

^a En France le bornage ou cerquemanement ne pouvait se faire qu'en justice; mais quand les parties étaient

d'accord, il leur était permis de borner sans justice, pourvu que les terres ne fussent pas situées en diverses

CHAPITRE CCXLVIII.

Ce sont¹ les choses que le seignor à la requeste de son home le² peut et deit delivrer sanz clamor.

Il est costume, assise et usage par droite, vive raison ou reiaume de Jerusalem et en celui de Chipre quant l'ome fait requeste au seignor d'aucune choze de fié, que le seignor la li doit delivrer et faire avoir sanz clamor, se le seignor conoist la raison de l'ome ou se l'ome la peut prover; et les chozes ce sont que le seignor est tenus par les desus dites raisons à delivrer sanz clamor, seront si desous³ devisées en cest chapitle⁴. La premiere chose que l'on peut requerre au seignor, par usage ou par raison ou au plus près de la raison⁵, et⁶ que le seignor peut et deit⁷ delivrer sanz clamor⁸, est cele⁹ que le seignor a et tient; et après, celle⁹ qu'il¹⁰ a empeeschiée ou emcombrée; et aussi celle que l'on requiert d'eschete come dreit heir, se aucun autre heir meindre de lui ou meins preuchain de celui qui ot la dereaine saisine, est entrés¹¹ en la saisine de celle chose de s'auctorité ou par le seignor, requerant¹² come le plus dreit heir aparant qui en la court fust; et aussi cele¹³ de la nouvelle dessaisine¹⁴ dont le seignor est esclarsi par l'enquesicion¹⁵, et met le noviau dessaisi en tel saisine come il avait devant ce que il fust dessaisi, par l'assise usée de la novele desaisine¹⁶. Et ces sont les choses que l'on peut requerre au seignor sanz clamor; et totes autres quarelles se deivent conduire par point de plait et par forme de raison¹⁷: car chascun sera plus curious de son avantage que le seignor qui dit toz jors par dreit: « Sur la court seit¹⁸; » et ensi deit il faire, car il est balance¹⁹ apareilliée de faire ce que la court esgardera²⁰ b.

¹ Desus. c. — ² c. — ³ Ques sont. c. — ⁴ Li. B. C. — ⁵ Ou au plus près de la raison n'est pas dans B. Par usage, etc. n'est pas dans c. — ⁶ c. — ⁷ Et deit n'est pas dans c. — ⁸ c. Clamor; ensi la chose. D. E. T. — ⁹ Sanz clamor est cele. B. — ¹⁰ Que le seignor. c. — ¹¹ Ou que il soit entré. D. E. T. — ¹² La request. B. — ¹³ c. D. E. T. — ¹⁴ B. D. E. T. Dessaine. A. — ¹⁵ Doit le seignor fait enquisition. c. Par la question. D. E. T. — ¹⁶ c. — ¹⁷ Par forme de plait. B. C. — ¹⁸ Soit. B. C. D. E. T. — ¹⁹ Baillance. D. Baillene. T. — ²⁰ Appareilliée de ce que sa cort esgardera ou conoistrera. B.

seigneuries. (*Établissements*, l. I, c. cxxxiv; Beaumanoir, c. xxx, p. 151; *Somme rurale*, t. LVII, p. 366; du Cange, *Glossarium*, verbo *Circamanaria*.) Ibelin n'accorde pas cette faculté aux parties. Le bornage des fiefs était une opération difficile pour les Chrétiens de la Syrie, qui n'adoptèrent jamais la langue des habitants du pays, et qui n'avaient sur la délimitation des propriétés, au temps des Turcs, que des notions confuses. Cependant leurs chartes contiennent des descriptions de lieux, en général fort précises. Entre tous les actes qui pourraient être apportés en preuve de cette vérité, nous en choisissons un, où le nom de notre auteur est cité. En 1232, Jean d'Ibelin, le *viel* sire de Baruth, se rend avec Jean, sire de Césarée, pleige, principal débiteur et défenseur de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, pour des maisons que son neveu Jean d'Ibelin, fils de Philippe, avait vendues, par-devant la Haute Cour du royaume de Jérusalem, à cet ordre, et que la mère et la sœur d'Ibelin revendiquaient. *Quibus domibus*, lit-on dans la charte, *coheret ab*

uno latere domus dicti Hospitalis; ab alio latere domus ejusdem Hospitalis quas inhabitat principissa, et quedam domus domini Menaboi; retro vero dogra fossati civitatis; ante vero via publica. Quas domos cum omni jure suo et pertinenciis suis promittimus vobis.... defendere legitime ac garantire a domina Ælisia, uxore quondam dicti domini Philippi de Ybelino, et a Maria ejus filia. (Paoli, *Codice diplom.* t. I, p. 292.)

* C'est-à-dire sans l'intervention de sa cour, et sur simple requête.

^b L'action immédiate du seigneur s'exerçait seulement sur des cas qui demandaient une prompte décision, et qui, par leur nature, donnaient, après cette première décision, matière à une nouvelle action. C'était un faible remède opposé à la lenteur excessive de la procédure d'outre-mer; mais les mœurs avaient, sur ce point, corrigé l'imperfection de la loi, en admettant les sentences arbitrales, dont cependant Ibelin ne parle pas, de préférence aux jugements des cours. (Paoli, *Id.* t. I, p. 146, 154, 262, etc.)

CHAPITRE CCXLIX.

Coment et por quei l'on peut¹ vendre le fié de sa feme sanz son otrei avant² que le sien, laquel vente est encontre l'assise.

Se il avenist que le rei³ chevauchast à ost bani contre les ennemis de la fei⁴, et il avenist par aventure que l'ost fust desconfit, et le seignor fust pris en celle desconfiture⁵ ou en forterece où il fust receté⁶, et fust mené en prison⁷, et après venist à fin de raenson, et l'on mandast amasser la quantité de⁸ la raenson, por la delivrance dou seignor, et il avenist que la raenson fust si grant que l'on ne la peust trover à amasser de son tresor et meuble⁹, et ne trovast l'on en enprunt la quantité de ce qui en defaudreit de la raenson¹⁰, les homes sont tenus de foagier¹¹ leur fiés par comun accord, chascun¹² i. bezanz por c.¹³ Et se o tot ce ne fust amassée la raenson enterinement, et il y avoit aucun des homes qui tenist fié de par sa feme franchement ou por servise de cors ou de compaignon, d'un ou de plus¹⁴, celui deit venir en la presence des homes liges qui sont ces pers¹⁵, et faire les assembler tant con il porra, et se doit haster dou faire; et quant il seront assenblés, celui qui ensi a et tient un fié par sa feme, com est après devisé¹⁶, deit dire¹⁷, l'oiant de ceaus qui là sont assenblés¹⁸, en tel maniere¹⁹: « Biau seignor²⁰, voz savés coment nostre seignor le rei²¹, de qui nos somes homes, est venu²² à tel quantité de raenson, laquel l'on ne peut trover tote enterine, ne par enprunt²³ ne autrement qui en defaut²⁴; et por ce que je sui home de mon seignor le rei et tiens de lui tel fié que je ai par ma feme, dont je li ai fait homage et li dei servise de mon cors

¹ L'on doit. c. — ² Ou avant. c. — ³ Chose que le rey. c. — ⁴ De la crois. d. e. Et ot bain contre. d. e. — ⁵ En cele chevauchée ou desconfiture. c. — ⁶ Recheté. b. Où il ce fust receté. c. Ou en forteresse il fust rejeté. d. t. — ⁷ c. Et on mandast pour assembler. t. — ⁸ De tresor ne de meuble. b. Dou tresor ne dou meuble dou seignor. c. Tresor meuble. d. e. — ⁹ A enprunter ce qui en defaudreit de la quantité de ladite raenson. c. — ¹⁰ Feagier. b. Foager. d. e. Fouyer. t. — ¹¹ c. — ¹² Par centenar. c. — ¹³ Ou de plusors. c. — ¹⁴ Des homes dou seignor ses pers. c. — ¹⁵ c. — ¹⁶ Et deit dire. a. — ¹⁷ Des homes dou seignor qui tenist fié de ses homes liges, qui sont ses pers, et dire en ceste maniere. d. e. t. — ¹⁸ c. — ¹⁹ Beaus seignors. d. e. t. — ²⁰ Coment le roy qui est nostre seignor. c. Le rey n'est pas dans d. e. t. — ²¹ A finé de sa delivrance. c. — ²² Emprunt. b. — ²³ c.

* La fortune trahit plus d'une fois le courage des chefs chrétiens de l'Orient. On compte deux rois de Jérusalem, un roi de Chypre et trois princes d'Antioche qui tombèrent au pouvoir des Sarrasins:

Baudouin II, en février 1124;

Guy de Lusignan, le 3 juillet 1187;

Jean II, roi de Chypre, en 1427;

Bohémond I, prince d'Antioche, en 1101;

Renaud, *id.* le 23 novembre 1160. et le 3 juillet 1187;

Bohémond III, *id.* en 1165.

Les historiens qui parlent de la captivité de ces princes et des sommes qui furent payées pour les en tirer, ne disent rien d'où il soit permis de conclure que les principes posés par Ibelin eussent reçu leur application; et, en y réfléchissant, on trouve que ce qui était facile pour quelques vassaux qui voulaient racheter leur seigneur, devenait à peu près impossible quand il s'agissait

d'un roi et d'une rançon très-forte. La vente de tous les fiefs du royaume de Jérusalem, en supposant que l'on eût pu trouver des acquéreurs, aurait occasionné une véritable révolution dans le gouvernement de ce pays. Il faut donc penser que la loi qui ordonnait aux vassaux de vendre leurs fiefs pour payer la rançon du roi, n'avait d'autre effet que de stimuler la reconnaissance et le dévouement des principaux feudataires et d'amener des actes isolés de générosité; c'est ainsi que Jean Podochataro, gentilhomme chypriote, vendit tout ce qu'il possédait pour racheter Jean II et payer la rançon de 12000 besants que lui avait imposée Boursbai-Asraf Seifeddin, sultan d'Égypte. Lusignan qui rapporte ce fait (*Chorografia dell'isola di Cipro*, p. 60), ne dit pas que Podochataro, en cette occasion, n'eût fait que se conformer à une loi du royaume, ce qui aurait diminué le mérite d'un fait auquel il accorde de justes éloges.

« ou de conpaignons, » selon ce qu'il en devra de servise ou franchement s'ensi est, « la mée espouse feme¹, laquel n'en a heirs preuchains ne costiere ne lontains à « qui le fié puisse ne dée escheir ne venir que au rei² et à ces heirs, ne mei ne « ma feme n'en avons ni ne devons avoir que la joye³ des biens à nostre vie; « et por ce que au rei deit cestui fié escheir après le decet de ma feme, je très « orendreit en deget⁴ mei et ma feme espouze, de quey ledit fié meut⁵, fors de « tot le fié, et le voz livre à vendre por la raenson de mon seignor acomplir. « Et vueuill que il soit vendu. Se la court l'esgarde ou conoisse que je plus en doive « faire que se que je ai fait, je suis apareillé del faire por mon seignor aidier à de- « livrer et geter de prison. » La court doit lors, se cuit, conoistre ou esgarder que celui a bien sa foy guardée vers son seignor, ne que nul ne l'en peut mais reter de sa foy, et que il⁶ deivent⁷ recevoir ledit fié⁸ et faire crier et livrer au tiers jor, come fié qui se vent contre l'assise. Et se⁹ celui qui a et tient fié en ceste maniere ne le faiseit ensi come il est dessus devisié, et le seignor après sa delivrance se vosist clamer à lui et à sa court de celui qui li enssi¹⁰ li auroit defailli de ce dont il li est tenu de faire par l'assise dou rei Amauri, qui fu faite à Sur, por la desconfiture qui fu des Crestiens ou fait de Naples^a: si fu lors establi, ordené et asis que quand tel fait avendroit com est avant dit de prise de seignor, que tos ceaus qui auroient et tenroient tel maniere de fié com est dessus dit par leur feme, le doivent ensi faire com est avant devisé, et livrer à vendre por la delivrance dou seignor. Et tos ceaus qui ne le feroient et auroient et tenroient en tel maniere fié, fucnt encheus vers le seignor de tel paine con vos orez après¹¹. L'amende que le seignor aureit et la paine que l'ome souffriroit¹², sereit tel que l'ome sereit forspaisé tote sa vie hors dou reiaume¹³, dedens sept jors, et perdra ledit fié que il n'aura enssi livré as homes de la court à vendre; et aussi feroit il autre fié un ou plusors se il les avoit ou tenoit lui et ces heirs à tot tens; et il me senble que ce est droit et raison, porce que ce est maniere de traïson aperte, car assés est clere choze à conoistre que ce soit traïson. Que se le seignor fust enssi pris et aresté, com est avant dit, et se le seignor venist à raançon motie à terme et jor nommé, et l'on ne peust trover raançon dedens ledit terme ou ce qui en defaudreit, et aucun tenist tel maniere de fié et ne livrast à vendre dedens le terme nommé, et sur ce les henemis dou seignor qui l'auroient et tenroient en lor poeir, nel vosisent rendre, par achoison dou terme qui seroit pasé, et ensi le vosisent tenir por avoir greignor raançon, et celui qui avoit tel fié ou ceaus et ne le livrassent lors à vendre, bien les doit chascun tenir à traïtors et puis que il auroit ou auroient si malement failli vers lor seignor, et bien est traïson aparant^{14b}. Et la feme aussi perdrait le fié. Si fereit l'ome ce il avait nul autre fié

¹ c. — ² Que au seignor. D. E. T. — ³ Que l'issue. B. Que la joiete. C. Que la roiette. D. T. Que la joiette. E. — ⁴ En deget. B. C. Je trais orendroit, et en degete. D. E. T. — ⁵ c. — ⁶ c. — ⁷ De mon seignor acomplir; et ensi deit livrer son fié à vendre, et ciaux le deivent. A. D. E. T. — ⁸ c. — ⁹ c. D. E. T. — ¹⁰ c. D. E. T. — ¹¹ c. — ¹² c. — ¹³ Seroit païsé fors toute sa vie de tout le reiaume. c. — ¹⁴ c.

^a Aucune bataille ne fut livrée sous les murs de Naplouse; il est donc probable que l'auteur parle ici d'Amaury II et de la bataille de Tibériade, dans laquelle Guy de Lusignan et les principaux seigneurs du royaume tombèrent au pouvoir de Saladin, et qui, à la vérité, amena la reddition de Naplouse.

^b Cette extension rigoureuse du crime de trahison apparente était particulière au royaume de Jérusalem, et nécessitée par les périls et les chances de captivité qui

menaçaient les seigneurs de ce pays. On lit dans Guillaume de Tyr, l. XXI, c. XI: *Rainaldus de Castellione, qui domino Raimundo, principi Antiocheno, in eodem principatu successerat..... post multos annos captivitatis suæ, quam apud Halapiam duram nimis passus fuerat, intervenientibus amicis suis, et multæ quantitatis pro eo numerata pecunia, libertati restitutus, simulque cum eo Joscelinus, Joscelini comitis Edessani filius, domini regis avunculus, studio et industria Agnetis comitissæ, uxoris Rainaldi Sy-*

de son conquest ou d'escheete¹. Mais se l'ome faiseit en la maniere avant ditte² dou fié livrer à vendre, et le fié fust vendu³ et le seignor fust delivré de la prison et dou pooir de ses henemis⁴, le seignor est tenu de restorer le fié⁵ à son home, qui ensi aura esté vendu, ou le vaillant de la rente dou fié, chascun an, tant come sa feme vivra. Ne le fié ne deit estre vendu à maison⁶ de religion n'a commune, n'a yglise qui acheter le vueille⁷, ne à home qui ne puisse fié acheter⁸; et ce il le fust⁹, le seignor le peut recouvrer dedenz¹⁰ l'an et le jor, rendant ce qu'il fu vendu à celui qui l'acheta, quitant li et laissant li les biens¹¹ que il en aureit receus. Et se l'an et le jor passe que il n'ait le fié le seignor rechaté¹², il demorre quitement en pais à celui qui l'acheta¹³; que le seignor ne autrè ne le poreit rechaté¹⁴ ne avoir, que par la dreite assise de la vente des fiés. Mais dedenz l'an et le jor peut le seignor faire treis choses: l'une si est que il peut le fié dessus dit racheter, ou eschangier à autre sien¹⁵ fié, ou vendre dou sien fié por celui recouvrer¹⁶. Et ces treis choses sont contre l'assise, tot aussi come est la vente dou fié¹⁷: car, por nulle autre assise¹⁸ que por ceste¹⁹, le seignor ne peut rien vendre de son fié, ne eschangier à autrui fié, ne acheter fié qui ne soit contre l'assise²⁰; et la vente meismes qui est dou fié franc, qui ne doit point de servise ne d'omage ne de redevance, est contre l'assise²¹. Quar nul fié ne se vent par l'assise que celui qui se vent por dete conuee en court ou à qui l'on l'a pruvé²².

¹ Et la feme aussi, etc. n'est pas dans c. — ² Mais se l'ome le faiseit en la maniere avant ditte. A. — ³ C. — ⁴ C. — ⁵ Mais se l'ome, en la maniere avant dite, done ledit fié (faisoit doudit fié. D. E.) et delivre le seignor, le seignor est tenu de restorer li le fié. D. E. T. — ⁶ Ne doit estre refusé à vendre à nulle maison. C. — ⁷ C. — ⁸ Ne à home, etc. n'est pas dans c. — ⁹ Fait. T. Feist. E. — ¹⁰ Qui acheter le vueille. Et se aucun des avant dis l'acheteit, (la) condicion de la vente dou fié por tel besoin, doit estre motie ou livrer dou fié, c'est à sàveir que le fié doit estre livré dedenz le tiers jor où il aura esté crié à vendre, et que, se le seignor le veant ravoit dedenz. C. — ¹¹ Les rentes. C. — ¹² Passe que le seignor n'a le fié rechaté. B. C. D. E. T. — ¹³ Qui acheté l'aura. C. — ¹⁴ Recouvrer. B. C. D. E. T. — ¹⁵ C. — ¹⁶ B. Ravoit. C. D. E. Recevoir. T. — ¹⁷ Tot aussi, etc. manque dans c. — ¹⁸ Chose. C. — ¹⁹ Que por ces III. dessus dites. C. — ²⁰ C.

doniensis, sororis suæ, matris videlicet regis, ereptus à vinculis, in pristinam libertatem se recipit. Les mots *intervenientibus amicis suis*, ne peuvent être regardés comme une preuve de l'exécution de la loi, qui d'ailleurs ne fut rendue qu'après l'an 1187, car l'intervention des amis était une chose naturelle. La rançon de saint Louis fut payée par les seigneurs de l'armée et complétée par le trésor des Templiers. (Joinville, p. 73, 76.) La France resta étrangère à cette glorieuse dépense. Cependant il ne faut pas croire que la captivité des seigneurs fût sans influence sur leurs sujets d'Europe, et nous étonnerons peut-être les lecteurs, en disant que cette influence fut souvent heureuse; ainsi, on possède une charte de Renaud de Dampierre, de l'an 1233, qui accorde à ses vassaux certaines franchises, pour remercier Dieu de l'avoir délivré de la prison des Sarrasins. (*Archives de Joursanvault*, t. I, p. 161, n° 928.)

* La prohibition est ici absolue, tandis que dans le chapitre ccxxxiv^{me}, p. 372, elle ne porte que sur les fiefs aliénés *sanx assise, sanz usage et sanz otroi dou seigneur*. Il convient de remarquer que le manuscrit c. présente une leçon diamétralement opposée à celle du manuscrit de Venise, si suspect quand le sens d'une phrase tient à une particule.

²¹ Ibelin donne ici, et accessoirement, une notion importante, qu'il convient de noter, savoir que le seigneur ne pouvait que dans un seul cas vendre ou échanger

son fief, ou en acheter un autre, tandis que cette faculté était accordée, sous certaines conditions, à chacun de ses vassaux. Le but de cette prohibition était de maintenir dans les colonies chrétiennes d'Orient l'organisation féodale qui y avait été établie lors de la conquête. Il importait peu au législateur que des vassaux vendissent ou échangeassent leurs fiefs, car il ne devait en résulter que des changements de personnes; mais si l'on eût permis à un seigneur riche et puissant de réunir de nouveaux domaines à ceux qu'il possédait déjà, des principautés seraient nées et se seraient éteintes sous l'influence d'intérêts privés et en dehors des vues politiques qui avaient présidé à l'organisation du royaume de Jérusalem. La défense portée par l'assise était donc très-sage.

* Les alleux pouvaient être, dans toute l'Europe, l'objet d'une vente, et il nous paraît difficile d'expliquer le motif de la prohibition qui est indiquée ici; car si l'on dit que le franc tenancier, n'ayant pas fait hommage au seigneur, n'était pas justiciable de sa cour, et dès lors ne pouvait pas prouver sa dette devant cette cour, ni par conséquent vendre son fief, on répondra, avec bien plus de raison, que s'il jouissait d'une liberté parfaite, il devait avoir le droit de vendre son fief.

²² En limitant de la sorte la faculté de vendre un fief, l'intention du législateur était de retenir les feudataires en Orient; mais on se tromperait si l'on croyait que cette assise fût fidèlement exécutée.

CHAPITRE CCL.

Coment seignor et home se pevent¹ entrequiter li uns li autres de la fei qu'il s'entredeivent et rendre et quiter le fyé que l'ome tient do seignor².

Quant seignor et home sont engrigniés ou en bone volenté li uns vers l'autre, et il avient que l'ome qui tient fié dou seignor de don qui deive servise de cors, et l'ome ne viaut plus tenir celui fié, porce que il se sent gregié dou servise, ou porce que il viaut forpaysier³ et servir autre seignor, fors dou reiaume de Jerusalem⁴; se l'ome a le fié dou don dou seignor⁵, il le peut rendre et quiter au seignor ou à l'eir dou seignor; et se il a fié d'escheete, il ne le peut rendre ne quiter au seignor ne à son heir por la translacion qui devant a esté: car aussi bien sont heirs dou fié ciaux qui sont après lui⁶ come il est⁷, sauve ce que il a et tient le fié, porce que il est plus preuchein⁸ et devant les autres dont le fié muet. Mais se le seignor et l'ome d'un assent et d'une volenté s'acordent⁹ à ce que il se veulent entrequiter de la fei dont il se sont promis et entremis l'un l'autre¹⁰, l'ome deit rendre et quiter au seignor quanque il tient de lui, et en tel maniere come vos orrés. Le seignor et l'ome doivent priveement¹¹ apeler le chamberlain¹² dou reiaume ou celui qui sera en son leuc, et ce il n'i a nul, celui qui acostumeement¹³ garde la parole dou rei¹⁴; et quant tot ce faut, si doivent avoir¹⁵ aucun des homes liges¹⁶ dou seignor, qui bien sache parole mostrer, et li deit le seignor comander, et l'ome prier¹⁷ coment il, en plaine¹⁸ court, devise¹⁹ la quitance de la fei dou seignor à l'home et de l'home au seignor, par ensi que le seignor et l'ome se doivent acourder et pener que par la fei qu'il s'entredeivent, qu'il se conduiront²⁰ à quitance²¹ l'un vers l'autre, et otroieront le dit de celui qui la parole deit mostrer. Après ce que il se seront ensi acordés, le seignor deit faire la court assembler; et quant elle sera ensemble, celui qui la parole deit mostrer deit dire en la presence dou seignor et de la court: « Biau seignors, qui si estes assemblés en la presence de mon seignor de qui voz estes homes²², je voz fais assaveir que le tel home, » et le deit nomer, « qui est vostre²³ » per et home de mon seignor, ne viaut plus estre tenus à lui²⁴, ainz li rent le fié que il tient de lui et quitte la fei que il li deit; et mon seignor receit le fié²⁵ et la quitance de la fei, et le quitte aussi tot ce dont il li est tenus et quanque il peut et deit quiter, sauve sa fei et s'onor. » Et puis deit maintenant dire au seignor et à l'home: « Est il ensi come je ais retrait en la presence de la court? »

¹ Se doivent. c. — ² c. — ³ Il veit fort paier. t. — ⁴ c. — ⁵ Se l'ome a, etc. n'est pas dans d. e. t. — ⁶ Ceaus qui aprez lui l'auront (s'auront. e.) d. e. t. — ⁷ Come lui. b. — ⁸ Preucheit. a. — ⁹ Sont d'un assent et d'une volenté acordanz. b. — ¹⁰ Et entredonés (et entretenus. d. e. t.) l'un à l'autre. c. d. e. t. — ¹¹ Premièrement. d. e. t. — ¹² Le chamerlain. d. e. t. — ¹³ Acoustumierement. t. — ¹⁴ Et se le leu de la chamberlainie est vacant, si doivent apeler celui qui tos jors est retenus à la parole dou seigneur garder. c. — ¹⁵ Si doivent apeler. b. c. t. — ¹⁶ b. c. d. e. t. — ¹⁷ b. c. d. e. t. Le seignor comander et l'ome comander et l'ome prier. a. — ¹⁸ Peuse. d. Pleuse. t. — ¹⁹ Doit deviser. c. — ²⁰ Par ensi que il doit avoir paine mise entre le seignor et l'ome qu'il ne repairont de la quitance, ains se conduront. c. — ²¹ Que il s'entredoivent à quitance. d. e. t. — ²² Seignors, vos qui estes home dou seignor, de qui ceste court est. c. — ²³ Nostre. c. — ²⁴ Ne le veaut plus estre. d. e. t. — ²⁵ La foi. d. t.

Et le seignor et l'ome doivent adonc dire ensemble ¹ *oyl* ², por ce que l'un ne puisse prendre l'autre à point : car se l'un diseit *oyl*, et l'autre *non*, ensi aureit l'un l'autre pris à point, et aureit sa fei blessiée et sereit encheu de la peine qu'il aureit mise ³, si come il avint dou prince d'Antioche et de mesire Raou de Thabarie. Et aucun de noz grant maistres dit ⁴ que l'un ne peut l'autre quiter par autrui ⁵, ne que l'on ne peut conjurer son seignor ⁶ par autre que par soi ⁷. Et mei semble que si peut, et di por quei l'on le peut et deit faire : car tot aussi come l'ome fait homage et aliance de foi ⁸ par autrui qui l'omage devise, tot aussi peut l'on rendre le fié que l'on a et tient de don au seignor ⁹ ou à l'eir dou seignor et quitter la fei dont il li est tenus, car l'on n'a le fié que por le servise, et la fei est en la proumece ¹⁰ et ou contenment ¹¹ et en la devise de l'homage ¹².

CHAPITRE CCL ^{BIS}.

Coment et en quel maniere il n'i a point de bataille en chose qui monte à plus d'un marc d'argent, et coment et en quel maniere il puet et doit avoir bataille des uns garanz as autres par l'assise ¹².

Celui à qui on devra la dette doit venir en la cort et dire au seignor : « Sire, je me claim à vos de tel, » et le nome, « qui tel quantité de monoie me doit, » et motisse la quantité, « et se il le noie, je sui prest que je li prove tout ensi come la cort esgardera que je prover li doie. » Se l'autre née la dette, la cort doit esgarder que celui qui l'offre à prover le doit prover par deus loiaus garanz de la loi de Rome. Et lors celui doit demander jor d'amener ses garanz et le

¹ *Andeus ensemble*. B. C. D. E. T. — ² *Oïl*. D. E. T. — ³ *Qui seroit mise*. D. E. T. — ⁴ *Et aucuns veulent dire*. B. *Et aucuns.... dient*. C. — ⁵ *Par l'autre*. D. E. *Par autre*. T. — ⁶ B. C. — ⁷ B. *Par autre ne por autrui*. C. *Dit que l'on ne peut l'autre quiter par autre, ne que l'un ne peut conjurer par autrui*. D. E. T. — ⁸ B. C. *Et la ligesse*. T. — ⁹ *De l'om au seignor*. T. — ¹⁰ *En la presence*. C. — ¹¹ *Et ou contenment* n'est pas dans B. — ¹² Voici ce chapitre d'après l'édition de la Thaumassière, dans laquelle il porte le n° CCLXIX, tandis qu'il a, dans le manuscrit B, le n° CCLV :

Se il avint que aucun se clame d'un autre de querelle de deniers qui monte plus d'un marc d'argent, et l'euffre à prover si com la court esgardera ou conoistra que prover le doie, et la court esgarde que il le doit prover par deus loiaus garens de la loi de Rome, sitost com il amenera ses garens à prover celle garantie, l'apelleor, se il veant getter l'un des garens de celle garantie porter et passer s'en sans bataille, il le peut getter en la maniere avant dite coment l'on gette garens de la garantie, à mettre li sus une des choses qui avant sont devisées en cestui livre, parquoi l'on ne peut garantie porter en la Haute Court, et offrir à prover ce que l'on li met sus si com la court esgardera ou conoistra que il le doive prover; car autrement son dit ne vaudroit riens. Et ce face il ains que il face le sarement si com est devisé en cestui livre que hom le doit faire, et enci sera hors son cors de bataille, et sera la bataille des garens se celui qui enci gete, ose geter un des garens qui garantiroient contre lui, et se il ne l'ose faire, s'en passera tout le fait sans bataille.

* Ce chapitre montre, mieux qu'aucune autre partie du livre d'Ibelin, combien on a eu raison de dire que les vrais principes de la féodalité s'étaient maintenus sans altération dans le royaume de Jérusalem. Le contrat qui unissait le vassal et le seigneur était un contrat synallagmatique, que l'accord des deux parties pouvait annuler. Quand les fiefs n'étaient encore que des bénéfices, l'application de ce principe n'éprouvait point de difficulté. L'hérédité des fiefs, sans détruire le caractère du contrat primitif, rendit si rare, et même si

peu probable la circonstance où un vassal jugerait de son intérêt d'abdiquer son fief, que la législation d'aucun des pays de l'Europe ne la prévoit. La vénalité des fiefs acheva ensuite ce que l'hérédité avait commencé. Ces usages régnaient, sans doute, dans le royaume de Jérusalem, mais ils n'y avaient pas acquis assez de force pour ravir au contrat féodal son caractère résolutoire. Il convient toutefois de remarquer l'influence des usages de l'Europe dans cette disposition qui interdit de rendre un fief reçu par héritage.

doit avoir, si come est escrit, livré que on a le jor selonc les leu où l'en les voche. Et se celui de qui l'en s'est clamez, s'en veut partir sainz bataille, il doit venir en la cort avant dou jor que son aversaire doit ses garanz amener, et clamer se ou faire aucun autre clamer d'aucun de ceaus que il saura qui devront la garantie porter contre lui, et au claim li mete ou face metre aucun malfait et tel que il coviegne à prover par garanz, en qui il ait tornez de bataille, et offre à prover ce que il li metra sus si come la cort esgardera : ce croi que il le doit prover par deus loiaus garanz. Et quant la cort aura ce esgardé, vouche ses garanz si loins que il ait si lonc jor à ses garanz amener que le jor que la cort aura doné à son aversaire soit ainz passé. Et puis que il aura ce fait, se son aversaire amoine à son jor celui à qui il aura mis sus le malfait et offert à prover par garanz, et il veull porter garantie contre lui; quant son adversaire l'offrera à garant por la garantie porter, die li maintenant que il s'agenoillera por faire le sairement que garant doit faire : « Tien toy, » par non. Et puis dire au seignor : « Sire, « je ne veull que cestui soit receu à garant ne que il porte garantie contre moi, « tant que il se soit aleauté dou malfait que l'on li met sus, et que l'on li a offert « à prover par garanz en vostre cort, si come vostre cort l'a esgardé. Car home à « qui a mis malfait sus et offert à prover par la cort si come à cestui, ne doit por- « ter garantie par l'assise ou l'usage dou reaume de Jerusalem tant que il se soit « aleauté si come il doit dou malfait, » et se mette en l'esgart de la cort; le garant ne celui qui l'a amené, ne porron chose dire par quoi la garantie vaille, et enssi passera celui sanz bataille, et son aversaire ne li aura mie prové la dette^a. Se il veut que la bataille soit des uns garanz as autres, si le face enssi : que quant celui qui a offert à prover la dette par garanz, amenera ses garanz en la cort, et il seront agenouilliez por le sairement faire, il le doit rebuter et dire que il n'est tel que il garantie puisse porter contre lui, et l'offre à prover, si come la cort esgardera ou conoistra que il prover le doie. Et la cort doit conoistre que il le doit prover par deus loiaus garanz de la loi de Rome. Le garant que l'on a ensi rebuté se doit aleauter et puet torner lequel que il veut des garanz qui portent cele garantie contre lui et combatre se à lui. Et enssi sera la bataille entre les garanz^b.

CHAPITRE CCL^{TBR}.

Ci orrés coment celui de qui l'on se clame puet atraire à soi la preuve, et tolir le au requérant.

Se home vient en la cort, devant le seignor et li dit : « Sire je me clame à vos « de tel qui a tolie à mon home mon cheval ou ma mule que il pormenoit, le tel « jor, entor la ville. Si vos pri et requier com à mon seignor que vos le doiez des- « traindre come il me rende mon cheval, et s'en passera briefment. » Le respondant dira au seignor et neera que il n'a le cheval pris, et est chose que il ne porroit avoir faite en aucune maniere por quoi; quar au jor que celui dit que il perdi son cheval ou sa mule, il estoit en tel leuc, et nomer un leu loins une journée

^a L'auteur présente comme efficace un moyen qui était propre, tout au plus, à retarder la bataille. Il est évident que tant que le débiteur n'aura pas produit

ses garants, l'affaire ne sera pas engagée contradictoirement.

^b Voyez le chapitre LXXIV, p. 116.

au plus, celui jor. Et ce est il prest de prover tot ensi come la cort esgardera ou conoistra que prover le doie. Et ensi cherra la prove sur lui, non mie sur celui qui se clame¹.

CHAPITRE CCLI².

Si dit coment l'on deit tenir l'assise et l'establisement des vilains et des vilaines³, et coment l'on en deit user; et premier coment l'on les deit requerre.

Por ce que noz avons parlé des fiés des homes, est il bien que noz devisons l'assise des vilains⁴. Se aucun demande vilains ou vilaines par l'assise, et celui à qui il les demande conut que il sont en sa terre⁵, il les deit faire venir devant⁶, dedenz huit jors⁷. Et ce celui dit qu'il⁸ ne les a ne qu'il ne sont en sa terre, il deit jurer que c'il les peut avoir⁹ en sa terre ou en son poeir, que il les fera venir, dedenz quinze jors, devant le seignor ou devant ceaus qui seront establis à ce faire, dou jor que il aura juré¹⁰. Et se les quinze jors passent et eaus ne vienent¹¹, il est tenu par seirement que totes les feis que il les pora avoir, il meismes les fera venir devant le seignor ou devant les devant només. Et ce il ne les fet venir, et il peut estre coneu¹² que il soient¹³ en sa terre, le seignor ou son comendement a poeir de prendre les en sa terre et de rendre les sans plait à celui qui les requiert; et celui l'aura desrainié¹⁴, et l'autre perdu^b.

¹ Voici ce chapitre d'après T, où il a le n° CCLXX. Dans B. il forme le CCLVI^e. Le texte de D. et de E. est semblable à celui de T.

Se il avient que home se clame d'un autre, et dit enci : « Sire, je me clame à vous de tel, et vous fais assavoir que un home mien menoit mon cheval hors à chans, et tel, de qui je me clame, le toli à me home et l'enmena, » porque je vous requiers com à seignor que vous me faites rendre mon cheval. » A ce peut respondre le deffendeur que il le cheval ne n'avoit pas pris, et ce est chose que il ne poroit avoir pris, ne fait en nulle maniere, et disoit raison pourquoi : « Que au jour que tel, » et le nome, « dit que je pris son cheval, je estois en tel leac, » et nome le leuc lointain, « tout celui jour, et suis apareillé de prover le tout enci com court esgardera ou conoistra que je prover le doie; » et por ce que il est assise et husage que l'euffre premiere offerte doit avant aler, il doit prover ce que il a offert, et le clamant ne pora chose dire que li vaille à ce que le deffendeur ne n'ait la prove que il a premiere offerte.

² Ce chapitre manque dans C. — ³ Si orrés l'assise et l'establisement des vilains et des vilaines. B. D. E. T. — ⁴ Por ce que, etc. n'est pas dans D. E. T. — ⁵ Se aucun requiert à autre vilains ou vilaines, et dit que il sont en sa terre. D. E. T. — ⁶ D. E. T. — ⁷ Les deus jours. D. T. — ⁸ Et deffendre les se il y entent d'avoir droit; et se il dit que il. D. E. T. — ⁹ Trover. B. — ¹⁰ Dedens les quinze jors que il aura juré. D. E. T. — ¹¹ Ne jurent. D. E. — ¹² Coneus. A. — ¹³ Soient. B. D. E. T. — ¹⁴ Car il aura desrainié par l'assise. D. E. T.

^a Le traité de l'usage des fiefs, qu'Ibelin avait entrepris d'écrire, se termine avec le chapitre précédent; il va maintenant compléter son ouvrage en parlant, non pas des bourgeois, qui étaient placés en dehors de la hiérarchie féodale, mais des vilains, c'est-à-dire des esclaves des seigneurs, des hommes qui cultivaient ces fiefs, dont il vient d'expliquer le régime avec tant de développements et de science.

^b L'état des cultivateurs n'était pas en Syrie aussi varié qu'en Chypre, et ressemblait beaucoup à l'esclavage pur. Les seigneurs chrétiens trouvèrent, dans cette partie de l'Asie, les terres exploitées, pour le compte des Turcs et des Syriens, par des esclaves indigènes qui étaient Musulmans, Grecs ou Chrétiens. Il existait, en outre, dans les campagnes, des tribus nomades de Bé-

douins qui étaient divisées en familles et les familles en tentes (*tentoria*), et qui se livraient également aux travaux agricoles. L'esclavage étant partout le même, cette classe de la société n'éprouva pas de changement, en passant de la domination musulmane sous celle des Chrétiens. La charte suivante prouve que la législation sur les esclaves d'Orient était pareille à celle qui régissait les serfs d'Occident.

PRIVILEGIUM DE LACRYDON IN CYPRO.

In nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti, amen. Notam sit omnibus tam presentibus quam futuris, quod ego Hugo, Dei gratia rex Cypri, dono, concedo, et confirmo Deo et ecclesie Dominici Sepulcri, canonicis videlicet ejusdem presentibus et futuris, in perpetuam elemosynam, pro ani-

CHAPITRE CCLII¹.

Si dit quant les vilains s'enfuient ou partent de la terre de leur seignors, coment il les deivent recouvrer.

Se aucun vilain s'en vait de la terre de son seignor ou fuie, et il apaute² aucun apaut ou il a sodées³, il deit torner en la terre de son seignor dreiturier par la conoissance des enqueuers. Et en ceste assise, toz ciaux qui auront delivré vilainz ou vilaines d'autrui poeir, il deivent doner, por chascune⁴ persone, deus besans à ceaus qui sont enqueuers⁵.

CHAPITRE CCLIII⁶.

Si dit quant les vilains se marient en autrui⁷ terre à autrui vilains⁸ que ciaux de son seignor⁹.

Se aucune vilaine s'en vait d'un casau à autre qui ne seit de la terre¹⁰ de son seignor, le seignor dou leuc où elle sera venue n'a poeir de li marier; et se il la marie, il deit doner à son seignor une autre vilaine en eschange¹¹, à la conoissance¹².

¹ Ce chapitre manque dans c. — ² Aupaute. B. — ³ De son seignor, et vait en autre terre et demore aici com par apaut ou sodoées dou seignor. D. E. T. — ⁴ Auchane. B. — ⁵ En la terre de son seignor, se il est com (si tost come. E.) il le requerra, que celui qui l'a en sa terre ne le peut ne ne doit retenir par l'assise. D. E. T. — ⁶ Ce chapitre manque dans c. — ⁷ En autre. B. — ⁸ Ou vilaines. B. — ⁹ Se marient hors de la terre de lor seignor sans le commandement dou seignor de la vilaine. D. E. T. — ¹⁰ B. — ¹¹ Exçange. B. — ¹² A la vailance par la connoissance. B.

mahus patris mei et matris meæ, omniumque antecessorum meorum, in territorio Paphi, prastiam quæ dicitur Lacridon, cum omnibus suis pertinentiis, in terris, agris et villanis, et cum omnibus juribus et consuetudinibus eidem prastiæ pertinentibus; et quinque villanos cum eorum uxoris et liberis habitis et habendis et cum omnibus eorum rebus, cum stagiis eorum atque chevagiis. Nomina vero prædictorum quinque villanorum hæc sunt: Vassilius de Liqueitima, Vassilius, filius uxoris Vassilii de Liqueitima. Ut autem hæc mea donatio rata et incontussa jure perpetuo permaneant, præsentem paginam sigillo meo plumbeo muniri et subscriptorum virorum testimonio corroborari feci: quorum hæc sunt nomina: Galterius Cæsariensis conestabularius Cypri, Aimericus de Rivet senescalcus Cypri, Rainaldus Suessionensis marescalcus Cypri, Galterius de Bethsan, Galterius de sancto Bertino, Simon Paph, Petrus Chape, Galterius juvenis. Factum est anno ab Incarnatione Domini mccc, mense Novembri. (Cartul. ms. du Saint-Sépulcre, p. 267 v°.)

Dans une charte de Baudouin III, roi de Jérusalem, de l'an 1155, on lit: *Quorundam suggestionem super villanis de Bethsuric, videlicet: Selmen filio Maadi, Habderamen, Selim, Hasem, Nasen, Mekerlen, Seleremen, Sade, Brahine, Raimet, Nasser, Hariz, Mahmut, Zafir, Dimsis, Resselem,*

Tameth, Roseth, Sahe, Salem filio Sahe, et reliquis omnibus. (Id. p. 260 v°.) Ces noms suffisent pour faire connaître l'origine de la population agricole qu'Ibelin désigne sous le nom de vilains.

On doit s'étonner que les seigneurs se soient regardés comme assez maîtres des tribus errantes de Bédouins, qui venaient camper sur le sol de la Syrie, pour les donner et les vendre, comme ils le faisaient des esclaves nés sur leurs fiefs. Baudouin IV allait même plus loin, car il confirma, en 1178, une charte où on lit: *Preterea si aliquis de heredibus supradictorum Beduinorum, de terra Sarracenorum ad terram Francorum aliquo tempore venerint, vobis easdem concedimus. (Paoli, I, 65.)* Mais que dire de Baudouin III qui, en 1160, donna à l'hôpital de Saint-Jean cinquante tentes de Bédouins: *Illorum videlicet qui mihi vel predecessoribus meis nunquam servierunt, et qui huc usque nostri non fuerunt? (Id. 37.)* Il faut conclure de cette générosité peu coûteuse, que les tribus de Bédouins, fixées dans les possessions chrétiennes, étaient toujours en relation avec les tribus nomades du désert, et que les seigneurs s'attribuaient, sur les unes comme sur les autres, un pouvoir qui, le plus souvent, n'avait aucun effet. Remarquons que la classe agricole

de ciaux qui tiennent l'assise. Et le seignor deit metre par les contrées et par les seignories, en chascun leu, treis homes liges à tenir l'assise; et se aucun des juges defaillent ou il se remue de son leuc en autre leuc, l'on deit metre en son leuc un autre; et doivent jurer ciaux qui sont establis à tenir l'assise en bone fei ¹.

CHAPITRE CCLIV ².

Si dit quant les vilains se marient fors de la terre de leur seignor, sanz le comandement dou seignor de la vilaine ³.

Se aucun vilain dou seignor ou de chevalier ou de dame veve ou d'autre se marie à vilaine de autre leu, sanz le comandement dou seignor de la vilaine, le seignor dou vilain à cui sera mariée la vilaine estrange, rendra au seignor de la vilaine une autre en eschange à la vaillance et de tel aage, par conoissance de ciaux qui tiennent l'assise. Et ce il ne treuvent vilaine qui la vaille, il donra la meilleur que il trouvera d'aage à marier. Et se cil qui sera marié à la vilaine estrange muert, le seignor dou vilain deit avoir son eschange, se la vilaine torne à son premier seignor; et se la villaine est alée en la terre de l'autre, son seignor a poeir de prendre la; et ce son seignor i mete defence, celui qui l'aura donée la deit garantir. Et se le seignor dou vilain dit au seignor de la vilaine qu'elle est mariée par son comandement, le seignor de la vilaine deit jurer sur saintes Evangilles que elle ne fu mariée par son comandement, et ensi prendra ⁴ l'eschange; et c'il ne veut jurer, le seignor dou vilain en est quittes et nul restor ne deit doner ⁵.

¹ Voici, d'après D. E. T, ce chapitre, qui a dans T. le n° CCLXXVIII : *Se aucun vilain de que que ce soit, se marie avec vilaine d'autre leuc, sanz le comandement dou seignor de la vilaine, le seignor dou vilain à qui sera mariée la vilaine estrange, rendra au seignor de la vilaine un autre, en eschange à la vilaine, de tel aage, par la conoissance de bones gens; et se il ne trovent vilaine qui la vaille, il li donra le meilleur vilain qu'il aura d'aage de marier; et cil qui sera marié à la vilaine estrange meurt, le seignor dou vilain doit avoir son eschange, se la vilaine torne à son premier seignor; et se la vilaine est alée en la terre de l'autre, son seignor a pooir de prendre la; et se son seignor y mete deffence, celui qui l'aura donnée la doit garantir. Et se le seignor dou vilain dit au seignor de la vilaine que elle est mariée par son comandement, le seignor de la vilaine doit jurer sur sains Evangiles que elle ne fu mariée par son comandement, et enci prendra l'eschange, et se il ne veaut jurer, le seignor dou vilain en est quite, et nul restor ne doit doner.* — ² Ce chapitre manque dans C. — ³ Dou seignor de qui la vilaine est. B. — ⁴ Perdra. B. — ⁵ Voici le chapitre d'après D. E. T : *Se aucune vilaine vait de aucun cazal en autre qui ne soit de son seignor, et le seignor dou leuc où elle sera venue n'a pooir de li marier, et se il la marie, il doit doner à son seignor une autre vilaine en eschange, à la vaillance, par conoissance des bones gens, sanz faillir.*

de la Syrie, quoiqu'elle ait eu beaucoup à souffrir sous la domination des Turcs ou sous celle des Syriens, dont Jacques de Vitry trace un portrait si odieux (*Gesta Dei per Francos*, p. 1089), fut toujours ennemie des Croisés. Le patriarche de Jérusalem, racontant l'invasion des Khouahreamiens, disait, en 1244 : *Rustici, incolæque Christianis hostes effecti et rebelles, dictis Chorosminis universaliter adhæserunt.* (Matheus Parisiensis, p. 632.) La différence de religion, de mœurs et de langage explique cette inimitié.

⁴ La seconde partie de ce chapitre nous apprend que le seigneur, indépendamment de sa cour, qui siégeait le plus souvent dans son château ou au chef-lieu de

ses fiefs, faisait tenir des assises dans ses domaines, par trois hommes liges, dont un le représentait. L'existence de ces assises locales avait déjà été révélée par divers passages du livre d'Ibelin; mais cet auteur n'avait pas encore dit qu'elles dussent être établies *par les contrées et par les seignories, en chascun leu*. Cette notion complète ce qu'il importait de savoir sur l'organisation de la justice seigneuriale en Orient.

⁵ En Europe le serf était seul responsable de son for-mariage et passible d'une amende. Dans le royaume de Jérusalem, au contraire, le for-mariage donnait lieu à une revendication de personnes, qui se passait entre les seigneurs respectifs des serfs mariés, et à laquelle ceux-

CHAPITRE CCLV¹.

Si dit quel amende deivent faire ciaux qui defaillent de dreit de vilains ou de vilaines dessus dites.

Quant aucun c'est clamé d'autre as juges qui tiennent l'assise, et il n'est present, les juges li deivent mander par leur letres que il veigne et mande² le vilain ou les vilains ou vilaines dedens un terme mouti, lequel terme il li manderont escrit ès letres, selonc le leuc où il sera : et ce il ne vient dedens ledit terme ou n'envée les persones qui seront requises, ou c'il est³ essoigné, il ne contremande son essoine si come il est devisié en cest livre que l'on deit son essoine contremander, il deit perdre c. bezans. Et ce il née qu'il n'a eues les letres ne receues⁴, il deit jurer sur sains qu'il n'a celles letres eues; et ce il ne le viaut jurer, il deit payer les c. bezans dessus dis. Et quant celui de qui l'on se⁵ sera clamé⁶, sera enssi semons⁷, son seignor à qui il sera tenu d'omage et à qui il fera le servise, li deit doner congié de venir devant les juges; et ce il n'i vient après le congié, il est encheu en la peine dessus dite. Et ce il avient que celui vilain que l'on requiert fuit, il deit jurer sur sains que celui que l'on requiert⁸ ne s'enfoi par son comandement, et que totes les feis qu'il le pora avoir ou trover, il le fera venir devant les juges; et ce il ne viaut venir⁹ jurer, il deit doner en eschange un autre vilain à la vaillance par la conoissance des juges. Et totes les feis que les juges manderont querre vilains ou vilaines pour faire enquete, et il n'i viennent dedenz le terme qui lor sera mis, chascun deit paier x. bezans d'amende¹⁰.

¹ Ce chapitre manque dans c. — ² Ou que il mande. B. — ³ Se il n'est. B. — ⁴ Que il n'a les lettres receues. B. — ⁵ B. — ⁶ B. Clamés. A. — ⁷ B. — ⁸ Que celui vilain qui li est requis. B. — ⁹ B. — ¹⁰ Voici, d'après D. E. T., ce chapitre, qui a dans T. le n° CCLXXX. Ceaus qui requierent vilains ou vilaines doivent venir devant le seignor, ou devant celui ou ceaus que il aura establi à ce faire, et ceaus doivent semondre celles persones de qui l'on se clamera, qui doivent venir devant eaus, dedens un terme moti; et se il non y viennent dedans ledit terme, il doit paier une peine motie; et se il le noie que il n'en ait esté semons, il doit jurer sur sains, et se il ne veaut jurer, il paiera la peine, si com est avant dit; et se il est essoigné, il doit contremander s'essoignes, et se il n'i vient et il envoie ceaus vilains ou vilaines que l'on li requiert dedens ledit terme, il en est quite. Et quant il est enci semons, toutes semonces de service le delivrent, se il n'a propre comandement dou chief seignor; et puisque il sera venus devant ceaus qui sont establis à ce faire, il fera venir les vilains que l'on li requiert, dedans un terme moti, et se il ne les fait venir, il doit paier une peine motie; et se il dit que il sont fuis par son comandement et par son seus, et que toutes les fois que il les pora trover ne avoir à son pooir et comandement, il les fera venir devant les juges qui y sont establis; et se il ne veaut jurer, il doit doner d'autres en eschange, à la vaillance. Et se les vilains que l'on requiert viennent devant les juges, et dient que il ne sont mie de celui qui les requiert, il ont à besoin d'envoyer querre d'autres vilains pour faire enquete, il doivent venir dedans le terme que il lor sera mis, et se il n'i viennent, il doivent paier une peine motie.

ci restaient étrangers. Il ne faut pas supposer que les Croisés eussent introduit, avec intention, quelque adoucissement aux rigueurs de l'esclavage. Dans le mariage de deux serfs appartenant à deux seigneurs différents, ils ne voyaient qu'une seule chose, la propriété des enfants qui devaient naître de ce mariage.

* Ibelin donne très-peu d'explications sur l'état civil des serfs, et ne s'occupe même que de la poursuite de ceux qui étaient fugitifs. Ce laconisme tient à la situation qu'occupait cette classe de personnes dans la société féodale, telle qu'elle existait en Orient. Le pou-

voir des seigneurs sur leurs hommes de corps étant le fruit de la victoire et d'une victoire récente, n'avait pas de limites légales. La matière manquait donc au jurisconsulte. Tous les serfs d'Orient étant dans la position de ceux dont Beaumanoir a dit : « Li uns des sers sont si somyes à leur seigneur, que leur sire puet penre quanques que il ont à mort et à vie, et les cors tenir en prison toutes les fois que il leur plect, soit à tord soit à droit. » (C. XLV, p. 257.) Quel commentaire pouvait-on faire sur des lois aussi claires et aussi dures ?

CHAPITRE CCLVI.

Nos voz dirons si après les offices dou reiaume de Jerusalem et après les servises, et comenserons premièrement à l'office dou seneschau ¹.

Le jor dou coronement dou rei qui est comensement de toz les officiaus, le seneschau deit et peut ordener le mangier dou jor et coment on servira celui jor en la maniere que miaus il li semblera, se le rei ne li fait aucun espessiau comandement ². Et celui jor meismes, si tost come le rei istra de sa chambre où il sera vestu, por aler au mostier, le seneschau deit tenir le ceptre et porter le devant lui jusque dedenz l'yglise et tenir le là jusque que il le preigne ³ en sa main. Et si tost come il sera coronés, le seneschal deit aler avant à l'hostel et faire ⁴ ordener les choses ⁵ qui li sembleront bien à faire; et deit ordener ⁶ ciaux qui porteront les escuelles le rei ⁷ et qui serviront à sa table. De ce qui monte au mangier, le seneschal peut ordener ciaux qui meillors li sembleront, se le rei ne li fait aucun espessiau comandement; ciaux qui serviront par les tables dou mangier, il les peut ordener et metre tels come il li plaira. Quant le rei vodra mangier, le seneschau deit faire comander au chamberlain ⁸ que il li porte l'aigue as mains, et comander as autres par le palais que il doignent l'aigue. Quant le rei vodra mangier ⁹, ce il ne viaut tenir le ceptre au mangier en sa main, il le deit baillier au seneschau, et le seneschau le peut baillier à tenir devant le roy ¹⁰ à qui qui li plaira, tant come il mangera, se le rei ne li en faiseit aucun espessiau comandement. Le seneschau deit servir le cors dou rei le jor dou correnement de dresser ¹¹ devant lui toz ces mès; et deit comander de faire ¹² lever les tables, quant il li semblera tens, et faire li doner l'aigue, si come il est dessus dit. Et quant le rei aura mangié, ce il ne viaut tenir le ceptre en sa main, le seneschau le deit tenir devant le rei, et porter le devant lui jusque en la chambre où il se vodra aler despoillier de sa robe reiau ¹³; et puis deit le seneschau aler mangier. Et totes les escuelles et les greaus en quei il aura servi le cors dou rei dou premier mès, doivent estre soes, plaines de tels viandes ¹⁴ come le cors dou rei aura esté servi cel jor, et il doit mangier dedens. Et ¹⁵ à quatre festes annels de l'an ou as autres granz sollempnités ¹⁶, ou quant le rei vodra porter corone, le seneschau est tenus de dresser devant lui au mangier et de ordener et de faire servise ¹⁷ en son ostel en la maniere dessus devisiée. Toz les baillis ¹⁸ et les escrivains dou rei dou reiaume de Jerusalem ¹⁹, sauf ciaux de l'ostel le rei ²⁰, doivent estre au comandement dou

¹ Nos vos dirons ci amprès les offices des officiaus dou reaume, premierement dou seneschal. B. Ce est assavoir l'office dou seneschal et la devise des choses qu'il est tenuz de faire le jor do coronement le roi et après. c.

— ² Le porgne. T. — ³ Por faire. B. — ⁴ Les chose. A. — ⁵ B. — ⁶ Au roy. D. E. T. — ⁷ Chamberlai. A. —

⁸ Voudra laver. B. C. D. E. T. — ⁹ C. D. E. T. — ¹⁰ Et dressier. D. E. T. — ¹¹ B. — ¹² Roial. B. C. Royalle. T. —

¹³ Vivande. B. — ¹⁴ C. — ¹⁵ Ou as autres granz sollempnités n'est pas dans B. — ¹⁶ De faire servir. B. C. D. E. T. — ¹⁷ C. — ¹⁸ Sauf ciaux de l'ostel le rei n'est pas dans B. Sans ceaus. D. E. T.

¹⁹ Sur le couronnement du roi et le festin royal, voyez le chapitre vii, p. 29.

²⁰ Les baillis étaient, comme en Europe, les agents

particuliers du roi, chargés de faire exécuter ses ordres dans les provinces. On ne voit pas qu'ils aient exercé une grande influence sur l'administration de la justice.

seneschau et respondre à lui por lui¹ de ces baillies et de ces acontes qu'il tendront², et lor peut comander et recevoir leur aconté et mestre les et oster les, et user ent des choses dessus dites au miaus que li semblera au proufit dou rei, sauve³ le comandement dou rei ou de ciaux qui tendront son leuc, ce il li font aucun especiau comandement. Les rentes dou roy⁴, quels que elles seient, defors ou dedenz, quant il ou celui⁵ qui tendra son leuc vodra que elles seient apautées, il li doit comander; et le seneschau les doit faire crier et monteplier au miaus que il porra. Et quant ce vendra au livrer, ce il ou celui qui tendra son leuc viaut entendre que il soit fait par devant lui, il y doit estre; et ce il ne viaut ou ne peut estre⁶, le seneschau en peut faire le miaus que il saura. Et encores soit que la chose se face par devant lui ou par devant celui qui sera en son leu, quant ce⁷ vendra au livrer, le seneschau les doit livrer par son office⁸ par le comandement dou rei ou de celui qui tendra son leuc, de toz les preupres apaus dou reiaume⁹, por ce que l'on ne puisse estre de trop engignié: et que il sache lor value de toz les gaains que les apautors gaaigneront. En chascun apaut le seneschau doit avoir ii. karobles franchement. Les chastiaus et les fortereces dou rei ou reiaume, le seneschau les peut et doit revisiter et faire leur avoir ce que mestier lor y ert, et changier et remuer sergenz et totes manieres d'offices qui dedenz les chastiaus ou les fortereces seront, sauf les cors des chestelains ou sauf le comandement dou rei ou de celui qui tendra son leuc, ce il aucun preupre comandement en faiseit. Et les devans dis chastiaus et chastelains¹⁰ doivent estre obeissant à lui et¹¹ à son comandement¹², sauf le comandement dou rei ou de celui qui tendra son leuc. Et le seirement de ces baillis et de ces escrivains le seneschau peut et doit recevoir por lui; et au seneschau doivent estre tenu de ce qui montera¹³ à son office, tant come il seront ès baillées et ès escrivainnages. Se le rei ou celui qui tendra son leuc ne viaut entendre ou ne peut les plais¹⁴, il les peut cometre au seneschau; et le seneschau i doit entendre¹⁵ et faire les¹⁶ delivrer par l'usage de la court. Se il avient que le rei ne soit ou reiaume, ne home qui teigne son leuc, le seneschau doit et peut par son office, sauf ost ou chevauchiés¹⁷ estre en son leuc, c'est assaveir de ce qui appartient as rentes et as plais et à la justise, et user ent par le cours¹⁸ dou reiaume selonc l'usage, sauf treis choses: les cors des homes liges chevaliers, et leur honors, et leur fiés. Et de ces treis choses et de totes autres quarelles quel qu'elles seient, se le plaist en fust comincié¹⁹ devant le rei et entamé et atachié²⁰ d'enqui en avant, celui plaist, se le rei se parteit dou pays sans ordener un home en leuc de lui, celui plaist poreit estre déterminé devant le seneschau²¹ par la court; ou ce il n'y²² esteit ou²³ il n'i poeit entendre et il le vosist comander au seneschau. Se le rei ou celui qui²⁴ tendrait son leuc est en ost en chevauchée, et il y a tant de gent dont il puisse²⁵ avoir bataille à la conoissance de lui²⁶ ou de celui qui tendra son leuc, le seneschau la doit avoir; et c'il ne peut avoir bataille, il doit estre en la bataille en quei le cors dou rei ou de celui qui tendra son leuc sera. Dou gaain que on fera en ost ou²⁷ en chevauchée, tote la part dou rei le seneschau la doit faire recevoir et

¹ Por lui est pointé dans c. Por lui n'est pas dans t. — ² Rendront. c. — ³ Sans. d. e. t. — ⁴ c. d. e. t. — ⁵ Ou ceaus. b. — ⁶ Ne peut entendre. c. Ne veaut estre, ou ne veaut entendre. d. e. t. — ⁷ c. d. e. t. — ⁸ Ce il ou celui qui tendra son leuc, etc. manque dans b. — ⁹ Dou roy. b. d. e. t. — ¹⁰ d. e. t. — ¹¹ d. e. t. — ¹² A lui et en son. b. — ¹³ De ce qui affiert. b. — ¹⁴ As plais. b. d. e. Ès plais. c. — ¹⁵ On ne peut entendre as plais, et faire les. t. — ¹⁶ As plais. d. e. — ¹⁷ Sauf d'ost et de chevauchée. b. Sauf ez aus sevauchées. t. — ¹⁸ Par les cours. c. d. e. t. — ¹⁹ b. c. d. e. t. — ²⁰ Entaché. d. e. t. — ²¹ b. c. d. e. t. — ²² d. e. t. Y. a. b. c. — ²³ d. e. t. Et. a. b. c. — ²⁴ b. c. d. e. t. En. a. — ²⁵ Paist. d. Peut. t. — ²⁶ Dou roy. b. — ²⁷ b. c. d. e. t. En. a.

garder. Les assenemenz qui se feront en la secrete le rei et les paies se deivent faire par le seneschau ou par son comandement^a.

CHAPITRE CCLVII.

Si dit quel est l'office dou conestable et la devise des choses qu'il est tenus de faire le jor dou coronement le roi, et après¹.

Le jor dou coronement le rei, le conestable deit venir au matin en la herberge² le rei, et le mareschal o lui en sa compaignie, et faire porter le gonfanon reiau devant lui; et si tost come il sera descendu à pié, le mareschal deit porter le gonfanon devant lui³, jusque⁴ à la porte de la chambre où le rei se vestira, et là se deit arester o tot⁵ le confanon. Et quant le rei istra fors de la chambre, le conestable deit prendre le confanon de la main dou mareschal et aler devant le rei, entre le cheval et ciaux qui portent les autres offices devant lui, jusque au mostier, et tenir le devant le rei tant come il sera en⁶ l'yglise, et raporter le devant lui à l'issir⁷ jusque à la porte dou mostier, et tenir le devant le rei tant come il y sera, et le bailler⁸ au mareschau, et prendre le chevau le rei et tenir par le frain⁹ et par l'estrier¹⁰ tant que il seït montés. Et puis deit le conestable aler devant la chere dou cheval dou rei areant¹¹ les deus¹² qui le menront¹³ par le fraim, et deit comander au mareschau par quel voie il irra; et au dessendre dou rei deit tenir le cheval par les rennes et par l'estrier jusque à tant que le rei seït dessendu. Le cheval tot ensi come il sera atirié deit estre dou conestable. Et entre le rei et le confanon deit aler le conestable jusque en la chambre où le roi

¹ C. — ² Heberge. c. En la chambre. d. e. t. — ³ d. e. t. — ⁴ Le gonfanon royal devant lui jusques. B. — ⁵ A tout. B. — ⁶ Devant. d. e. t. — ⁷ A loisir. d. e. t. — ⁸ Dou mostier, et là le bailliez. B. c. d. e. t. — ⁹ Par la raisne. c. Par les reignes. d. e. t. — ¹⁰ L'estrief. B. — ¹¹ Esreant. c. Errant. d. e. t. — ¹² Ces deus. d. t. — ¹³ Tenront. t.

^a Les listes des grands officiers de la couronne des royaumes de Jérusalem et de Chypre, que nous plaçons dans nos notes, sont extraites de l'ouvrage manuscrit de du Cange intitulé : *Histoire des principautez et des royaumes de Hierusalem, de Cypre et d'Armenie et des familles qui les ont possédées* (Biblioth. roy. Supp. franç. n° 1224). Nous avons fait nos efforts pour compléter ces listes.

SÉNÉCHAUX DU ROYAUME DE JÉRUSALEM.

Miles de Plancy, seigneur de Montréal, sous le roi Amaury, 1169.

Gérard de Ridefort, chevalier flamand, grand maître du Temple, tué à la bataille de Tibériade, en 1188.

Joscelin III, comte d'Édesse, exerçait cette charge sous Baudouin III son neveu, en 1176. Il vivait encore en l'année 1190.

Raoul de Tibériade, 1194, 1217.

Geoffroy de Sargines, chevalier, laissé par saint Louis dans la Terre Sainte avec des troupes, prend la qualité de sénéchal, dans une charte de 1265 et dans un titre de l'an 1267, qui est au Trésor des chartes.

SÉNÉCHAUX DU ROYAUME DE CHYPRE.

Guy de Lusignan, le premier qui ait été revêtu de la charge de sénéchal de Chypre.

Aimery de Rivet, 1210.

Baudouin d'Ibelin, second fils de Jean d'Ibelin, seigneur de Baruth, 1247.

Robert de Creseque, 1269.

Guy d'Ibelin, 1366.

Jacques de Lusignan, fils du roi Hugues IV, sénéchal en 1368. Il devint lui-même roi de Chypre.

Eudes de Lusignan, créé sénéchal par le roi Jacques son père.

Jacques de Lusignan, fils puîné de Jean, roi de Chypre.

Paul Zappe, sénéchal sous la reine Charlotte.

Onuphre de Roquesens, chevalier espagnol, sénéchal sous Jacques le Bâtard.

Carreran de Roquesens, fils du précédent, décédé en 1549.

Eugène Synclitique, comte de Rohais, gendre et successeur de Carreran, dernier sénéchal.

devra entrer, et aler celui jor en son ostel. Il deit aler sur le cheveu le rei tot ensi atiré come il sera quant il l'aura eu, et le mareschal devant lui portant le confanon jusque à son ostel. Et deit faire faire¹ dreit par l'usage² dou reiaume à ciaux qui se clameront à lui por leur sodées, soient chevaliers ou sergens ou escuiers. Et quant cort est ensemble por jugement ou por recort faire ou por conseil ou por avoient³, sanz le rei ou sanz celui qui est en son leuc, il peut et deit demander l'avis de chascun, ou faire le demander au mareschal, ce il viaut; et peut destraindre chascun de dire ou de soi aquiter si come il est usage: et peut comander à retraire l'esgart ou la conoissance ou le recort ou l'aveement que la court a fait, auquel que il vodra de ciaux de la court⁴. Et quant le rei ou celui qui sera en son leuc est en ost ou en chevauchée, le conestable deit ordener les batailles et totes les genz d'armes sont soute lui⁵, et le chevauchier et l'aler et le retorner, par le comandement dou rei ou de celui qui sera en son leuc; et se le rei ou celui qui sera en son leuc ne li font especiau⁶ comandement, il en fera⁶ à son sens. Et il peut avoir dis chevaliers avec sei en sa compaignie tels come il li plaira⁷, de totes les genz de l'ost ou de la chevauchée, sauve ciaux de l'ostel le rei ou de sa bataille ou de celui qui sera en son leuc. Et peut aler par les batailles devisier et ordener ce qui li semblera⁸ bon, sauf le comandement dou rei ou de celui qui sera en son leuc, et revenir et estre en la bataille le rei delaquel il est: et deit estre chevetaine⁹ après le rei et sauf son comandement ou de celui qui sera en son leuc. Et quant l'on devra poindre¹⁰, il deit comander la pointe¹¹ au mareschal, par le comandement dou rei ou de celui qui tendra son leuc. Les chevaliers que le rei vodra¹² faire retenir en ost, le rei les li deit comander, et il au mareschal; et peut¹³ veir la mostre, quant il li plaira ou quant il li sera comandé. Se le rei n'est en ost ou en chevauchée, ne home en son leuc, le conestable peut et deit estre, en leuc dou rei, chevetaine de totes les genz de l'ost qui vivent d'armes et qui por fait d'armes sont en ost; et sur la justise d'iaus faisant la¹⁴ faire par le conseil des homes le rei, sauf le cors¹⁵ des homes liges le rei; et¹⁶ il en areant peut ferir et poncer¹⁷ de mace ou de baston toz ciaux qui sont souz sa chevetainerie, sauf¹⁸ les chevaliers homes liges, mais à ciaux peut il bien ferir les chevaus et occirre desouz eaus¹⁹. Des chevaliers ou d'autre gent que le rei ou celui qui sera en son leuc²⁰ li comandra à semondre de tel servise come ce sera, il les peut semondre ou faire semondre au mareschal tels come il li plaira, se le rei ou celui qui sera en son leu ne les li moutist²¹. Le conestable ne deit point avoir de bataille, ce il ne plaist au rei ou à celui qui sera en son leuc, et que il lor semble besoin²². Il deit comander au mareschal à departir²³ le gaain, et²⁴ quant le rei ou celui qui sera en son leuc le li comandra; et peut estre au partir, ce il li plaist. Il deit comander de prendre herberge²⁵ quant l'on chevauche; il le doit comander au mareschal, quant il en aura comande-

¹ Et doit faire. c. Faire à faire. d. e. t. — ² La raison. b. — ³ Ou pour conoissance ou pour conseil ou autrement. t. — ⁴ b. — ⁵ b. — ⁶ Et se ne font son comandement, il en peut faire ses volentés à son sens. d. e. t. — ⁷ Plaire. a. — ⁸ Raison ou. b. — ⁹ Chevtainne. b. — ¹⁰ Prendre herberge. c. Vodra poindre. d. e. t. — ¹¹ A poindre. d. e. t. — ¹² Devra. c. — ¹³ Et il et le mareschal en pora. d. e. t. — ¹⁴ b. c. d. e. t. Et. a. — ¹⁵ Sanz les cors. b. c. Sans le tort. d. e. t. — ¹⁶ Et quant. c. — ¹⁷ Et puisser et bouter. b. Ferir et poser et bouter. c. Ferir ou pousser. d. e. t. — ¹⁸ Sans. c. — ¹⁹ b. c. Et occire de honte ceaus. d. e. t. — ²⁰ b. c. d. e. t. — ²¹ Ne les semont. d. e. t. — ²² Bon. c. — ²³ A departi. a. De partir. d. e. t. — ²⁴ c. e. t. — ²⁵ Le herbergier. c.

* Le personnage qu'Ibelin, dans tout le cours de son livre, désigne sous le nom de *seigneur*, et qu'il montre occupé sans cesse à lutter contre les vices d'une procé-

dure-tortueuse, était donc le connétable, que le maréchal suppléait en cas d'absence; car lorsque l'auteur se sert des mots: « le rei ou celui qui est en son leuc, » il veut dési-

ment dou rei ou de celui qui sera en son leuc. Et si deit avoir l'omage dou mareschau, sauf le rei et les autres persones à qui il est tenus de fei, ce est assaveir de ce dont l'office de la mareschausie est tenus à celui de la conestablie. Les defaus des servises de ciaux qui ne tendront chevaliers ou sergens qui deivent servise, il les deit recevoir en sa main por le rei ou faire ¹ les recevoir au mareschal de toz ceaus de qui il sera certefié par le mareschau ², qui auront defailli de chevalier ou de sergent que il devront tenir ³.

¹ Fare. A. — ² B. C. D. E. T.

gner le bail, qui, pendant la minorité du roi, exerçait le pouvoir souverain. On comprend que les rois et les bails de Jérusalem fussent dans l'impossibilité de remplir habituellement leurs fonctions judiciaires; mais les rois de Chypre jouissaient d'une plus grande liberté, et cependant on ne voit pas qu'ils aient, à l'exemple des rois de France, compris qu'à l'aide de leur autorité judiciaire, ils pouvaient reconquérir la puissance que l'aristocratie leur avait enlevée. Ils ne paraissaient dans la Haute Cour que quand des affaires politiques d'un grand intérêt y étaient portées, et laissaient les principaux seigneurs diriger une institution qui faisait toute la force du gouvernement.

CONNÉTABLES DU ROYAUME DE JÉRUSALEM.

* Eustache Grenier, prince de Césarée et de Sidon, sous le roi Baudouin II, en 1123.

Guillaume de Bures, prince de Tibériade, succéda dans cette dignité à Grenier, en 1223.

Manassès, nommé et dépouillé ensuite de cette dignité par Baudouin III.

Humfroy, seigneur du Thoron, nommé par Baudouin III, vers l'an 1145, occupait encore cette charge en 1179.

Amaury de Lusignan, connétable, 1182, 1190.

Jean d'Ibelin, seigneur de Baruth, reçoit cette qualification en 1198.

Gauthier de Montbéliard, bail du royaume de Chypre, est qualifié connétable en 1211.

Eudes de Montbéliard, 1231, 1234.

Jean d'Ibelin, seigneur d'Arsur, 1251, 1257.

Balian d'Ibelin, seigneur d'Arsur, succède à son père, 1269.

Amaury de Lusignan, prince de Tyr, frère de Henri, roi de Chypre, en 1290 et 1300.

Guy de Lusignan, père de Hugues III, roi de Chypre.

Eudes de Dampierre, 1324.

Hugues de Labaume, 1395.

CONNÉTABLES DU ROYAUME DE CHYPRE.

Amaury de Lusignan, frère du roi Guy. Il fut depuis roi de Chypre.

Gauthier de Baruth, seigneur de Césarée, 1210, 1217.

Jean d'Ibelin, seigneur d'Arsur, nommé connétable en 1227.

Guy d'Ibelin, fils puîné de Jean d'Ibelin, seigneur de Baruth, et de Mélissende d'Arsur, 1247.

Philippe d'Ibelin, fils de Baudouin, maréchal de Chypre, succéda à Guy son oncle.

Guy de Lusignan, frère du roi Henri II, et père du roi Hugues IV, mourut en 1303.

Camerin ou Aimery de Lusignan succéda à Guy son frère.

Hugues de Lusignan, fils de Guy, 1319, 1324.

Guy de Lusignan, prince de Galilée, fils aîné de Hugues IV, roi de Chypre, 1328.

Jean de Lusignan, prince d'Antioche, fils du roi Henri II, 1355, 1368.

Jacques de Lusignan, connétable en 1371, plus tard roi de Chypre.

Hugues de Labaume, créé connétable par le roi Jacques en 1384.

Calderan Suarez, sous le règne de Jean III, vers l'an 1456.

Pierre d'Avila, gentilhomme espagnol, nommé connétable héréditaire par Jacques II, dit *le Bâtard*, ou selon d'autres, par Catherine, épouse de ce prince.

François d'Avila, fils du précédent. Le sénat de Venise lui refusa la jouissance de cette charge.

Antoine d'Avila, fils de François. Il se retire à Venise après la prise de l'île par les Turcs.

Les séries des grands officiers sont plus complètes pour le royaume de Chypre que pour le royaume de Jérusalem, parce que depuis la conquête de l'île par Richard I, roi d'Angleterre, en 1191, jusqu'à son acquisition par les Vénitiens, en 1489, le royaume de Chypre eut une existence fixe et non interrompue, tandis qu'après la prise de Jérusalem par Saladin, en 1187, le royaume de Jérusalem n'exista plus que de nom, et consista simplement en quelques villes maritimes. Lorsque les rois de Chypre prirent le titre de rois de Jérusalem, ils conférèrent à leurs officiers les grandes charges de l'ancien royaume de Jérusalem, ou plutôt les titres de ces charges, en ayant le soin de ne pas les laisser devenir héréditaires. Il nous sera permis de rappeler ici cette remarque d'Étienne de Lusignan, que la plus grande partie des gentilshommes de l'île de Chypre étaient des Français. « Il re Guido, dit-il (*Chorografia*, p. 80), si partì « da Hierusalem et andò in Cipro con tutta la sua corte, « et molta nobiltà di Hierusalem et di Francia venuti di « nuovo con quelli re; laqual nobiltà era quasi tutta « di baroni francesi : et quando poi in Hierusalem perdevano le città et le terre, la maggior parte andava « in Cipro. Ma poi al tempo del re de Cipro bastardo « (Jacques II, 1464-1473), furono molti nobili di Cipro « morti, et altri fugivano, et altri furono disnabilitati per « le privationi delle loro facultà..... però nel luogo di essi « erano venuti di Italia molti nobili et ignobili, quali il « re bastardo hà essaltati et nobilitati, donandogli uffici « cii et casali. Et altri nobili vennero al tempo de' Venetiani da Venetia. Eccovi adunque tutta l'origine de' « nobili : ma la maggior parte sono nobili discesi di « Francia. » Ce peu de mots résume exactement les variations qu'éprouva l'ordre de la noblesse, pendant les 302 ans que la maison de Lusignan occupa le trône de Chypre.

CHAPITRE CCLVIII.

Si après porés oyr l'office dou mareschau ¹ et la devise des choses que il est tenus de faire le jor dou coronement le roy et après ².

Le jor dou coronement le rei le mareschal deit venir en la compaignie dou conestable en l'ostel le rei ³ et faire porter le confanon reiau devant lui; et si tost come il sera descendu à pié, il deit prendre le confanon royal devant lui ⁴ et porter le devant le conestable, jusqu'à la porte de la chambre où le rei se vestira, et là se deit arester o tot le confanon. Et si tost come il istra fors de sa chambre, il deit bailler le confanon au conestable, et deit aler tenir le cheval le rei par la resne ⁵ et mener le jusque au mostier. Et quant le rei sera corroné et. tourné ⁶ à la porte dou mostier por monter à cheval, il deit baillier au conestable le chevau dou rei et deit prendre le confanon de la main dou conestable. Et quant le rei sera monté, le mareschal deit monter sur le chevau dou conestable tot covert ⁷ et porter le confanon devant le rei à cheval. Et si tost come le rei sera descendu, il deit descendre et porter le confanon devant lui, si come le conestable li ordonera, jusque au leuc où il devra mangier; et tant come le rei mangera, il deit tenir le confanon devant lui. Et quant il aura mangié, deit porter le confanon devant lui, jusque à la chambre où il devera entrer por oster ces vestimenz reiaus. Et puis deit aler devant le conestable sur le chevau dou conestable, tot ensi atirié come il est, jusque à l'ostel dou conestable; et deit estre sien le cheval ⁸. Et quant le conestable sera descendus en son ostel, le mareschal deit faire porter le confanon devant lui jusque en son ostel. Et ce il a ⁹ contens dou seignor à l'escuier ou de l'escuier au seignor ¹⁰, sauf de sodées ou de chose qui apartaigne à mort, il le deit determiner par l'usage des sodeers ¹¹. Chevaliers ou sergens que le rei vodra faire retenir, sauf ciaux de son ostel, le mareschau les deit retenir par le comandement dou rei ou de celui qui sera en son leuc ou dou conestable; et deit veyr leur mostre et receveir leur sairement, et faire mostrer leur mostre au rei ou à celui qui sera en son leuc ou au conestable, quant il la vodront veyr ¹². Et deit ¹³ avoir des soz de chascun sodeier chevaliers ¹⁴ dou rei, III. bezans Sarrazinas l'an ¹⁵, sauf ciaux de son ostel ¹⁶. Les chevaliers qui deivent ¹⁷ avoir restor, soient chevaliers ¹⁸ homes liges ou sodeiers, li deivent mostrer leur bestes, et il les deit faire regarder et receveir les, ce est assaveir celles qui sont raisnables à estre à restor, selonc l'usage dou pays, et faire les escrire à son escrivain à la grant secrete le rei. Et se le rei ou celui qui tendra son leuc ou le conestable li comande à faire semondre chevaliers ou sergens, il les peut faire semondre si come il li plaira, se il ne

¹ Si dit de l'office dou mareschan et la devise. B. *Ce est assavoir l'office, etc.* C. — ² C. — ³ A la herberge dou roy. B. C. D. E. T. — ⁴ B. — ⁵ Le regnes. B. *Les reignes.* T. — ⁶ Retourné. B. C. *Et issu.* D. E. T. — ⁷ Tout court, T. — ⁸ Le cheval dou conestable. C. — ⁹ Et se il y a. B. C. — ¹⁰ Ou de l'escuier à l'ome. B. — ¹¹ Des soudées. B. T. — ¹² Et au conestable quant il l'auront veu. C. — ¹³ Et quant il la voront veir, il doit. D. E. T. — ¹⁴ C. — ¹⁵ Sarrazinas l'an n'est pas dans B. — ¹⁶ De son hostel. Quant le conestable n'est present, il peut et doit prendre connaissance des quareles qui sont entre gens de guerre. Quant l'on doit herbergier, etc. D. E. T. — ¹⁷ Lesquels qui doivent. C. — ¹⁸ C.

les¹ li moutissent par nom. Des sodeers que l'on euffre au rei ou au conestable ou à lui à metre en servise, il deit veir leur armeures, quant le rei ou le conestable ont receu la persone, et recevoir les harneis, ou comander à faire le amender² ce que il y a à amender; et se le rei ou celui qui sera en son leuc ou le conestable le veulent veyr devant eaus, faire le pevent. Le defaut de ciaux qui devront tenir chevaliers ou sergenz et ne les retienent, le mareschal les deit avoir en escrit et mostrer le fait³ au rei ou au conestable, por faire les cuillir; et se le conestable viaut, le mareschal les deit cuillir ou faire cuillir et faire baillier à lui ou à son comandement por le rei; et se le conestable n'esteît ou reiaume, ou il n'en eust home establi en leuc de lui par le rei, le mareschal les peut cuillir et recevoir⁴ par son office, por le rei ou por celui qui sera en son leuc. Et des clamors de sodeers, seient chevaliers ou sergenz ou escuiers⁵, se le conestable n'est ou pays ou il n'en y a nul home establi por le conestable par le rei, ou persone⁶ qui tenist son leuc, le mareschal en peut et deit faire dreit par l'usage dou pays, aussi come le conestable fereit, se il y esteit. Quant court est ensemble por jugier ou por recort faire ou por conseil ou por aveement, sanz le rei ou sanz celui qui sera en son leuc, le mareschal peut demander l'avis de chascun, se le conestable n'i est, et peut destraindre chascun de dire ou de sei aquiter, si come il est usage; et peut comander à retraire l'esgart ou la conoissance ou l'aveement au quel que il vodra de ciaux de la cort. Se le rei ou home qui est en son leuc est⁷ en ost et en chevauchée ou en quelque autre leuc que ce seit en quei le confanon reial seit porté, ce il y est et le conestable n'i est⁸, il deit estre en son leuc en la bataille dou rei ou de celui qui sera en son leuc, et deit porter apointes et à toz besoins le confanon reial; et deit poindre, quant le rei ou celui qui tendra son leuc ou le conestable li comanderont. Et quant le conestable n'est en la bataille dou rei, le mareschal deit estre en celle bataille en son leuc, jusque à tant qu'il li coveigne à prendre le confanon; et de celle bataille ne se deit partir por aler en nul autre leuc, se le rei ou celui qui sera en son leuc ou le conestable ne li font preupre comandement. Quant le rei ou celui qui sera en son leuc ou le conestable⁹ sera en ost ou en chevauchée, la justice dou peuple et des escuiers deit estre faite par le mareschal, faisant la par le rei ou par celui qui sera en son leuc, ce il sont present¹⁰; et se il ne sont present¹¹, par le conseil dou conestable ou des autres homes le rei. Quant¹² l'on deit herbergier, si tost come l'on¹³ aura eu comandement dou rei ou de celui qui sera en son leu ou dou conestable, le mareschal deit comander à herbergier et faire partir les places. Le guaaïn¹⁴ que on fera en ost ou en¹⁵ chevauchées, le mareschal le deit faire partir, quant il aura le comandement dou rei ou de celui qui sera en son leuc, et faire baillier¹⁶ la partie dou ré au seneschau. Et deit avoir le mareschal totes les bestes groces qui seront vairiées dou gaain¹⁷, et deit avoir toz les chevaus rendus qui seront au restor¹⁸ dou rei, sauf ciaux de son ostel. Et deit faire homage au conestable, sauf le rei et les autres persones à qui il est tenus de fei, ce est

¹ c. — ² Ou faire le comander à amender. B. c. — ³ c. — ⁴ Et se le conestable viaut, le mareschal les doit cuillir et recevoir. B. — ⁵ Clamors des soudées ou escuers. B. — ⁶ Ou par persone. c. — ⁷ Vait. B. Va. c. — ⁸ Et le mareschal i est. c. — ⁹ B. c. — ¹⁰ Presenz ou. B. — ¹¹ c. — ¹² Ce qui précède, depuis les mots les chevaliers qui deivent (voyez page 412, note 16), manque dans D. E. T. — ¹³ Come le mareschal. c. — ¹⁴ Les places et le gaing. D. E. T. — ¹⁵ B. c. D. E. T. En en. A. — ¹⁶ Ou en chevauchée, et faire. D. E. T. — ¹⁷ Bestes grosses dou gaain qui seront vaires (vairées. D. E.) B. D. E. Qui seront venues dou gaing. T. — ¹⁸ Qui seront à coster. T.

assaveir de ce dont ¹ l'office de la mareschausie est tenu à celui de la conestablie ^a.

CHAPITRE CCLIX.

Si après voz dirons l'office dou chamberlain et ce que il est tenu de faire le jor do coronement le roy et après ².

Le jor dou coronement le rei, le chamberlain deit venir au matin en la herberge le rei, et deit entrer en la chambre le rei ³ et atirier tous les vestimenz reaus que le rei deit vestir por faire soi ⁴ coroner. Et quant le rei vait au mostier, le chamberlain deit aler o les autres ⁵ officiaus devant ⁶ le seneschau, et deit porter l'espée ⁷ et entrer o les autres officiaus ou cuer et tenir l'espée tant que le rei la preigne ⁸; et puis deit prendre les autres choses que les autres officiaus tiennent et doner les au rei. Et quant le rei est coronés, il deit aler en l'ostel et faire appareillier ce que besoin li sera par son office, c'est assaveir l'aigue qu'il deit doner as mains dou rei, quant il vodra mangier ⁹: et se deit il faire quant le seneschau li comandera, et avant mangier ¹⁰ et après. Et deit servir le rei à son mangier ¹¹ de sa coupe, se le roy ne li en fait aucun especial commandement ¹². Et quant le rei aura mangié, il deit aler mangier ¹³ o les autres officiaus; et la coupe de quei il aura servi le rei deit estre soe, et deit beivre le jor dedenz et tenir la devant lui à la table ¹⁴ où il mangera ¹⁵. Et as quatre festes annels et as granz solempnités ou quant le roy vodra porter corone ¹⁶, le deit il ensi faire et servir come il est dessus dit ¹⁷. Et quant aucun viaut faire homage au rey ¹⁸, le chamberlain est tenu de devisier l'omage ou celui ¹⁹ qui sera en son leuc, se le chamberlain n'est ou n'i peut estre ²⁰; et deit avoir totes les despoilles de ciaux ²¹ qui feront l'omage au rei ou à celui qui tenra son leuc ^{22 b}.

¹ De ce qui affiert dont. D. E. T. — ² C. — ³ Venir le matin en la chambre dou roy. D. E. T. — ⁴ B. C. D. E. T. Ce. A. — ⁵ Devant les autres. B. — ⁶ Et devant. B. — ⁷ Et doit porter le septe et la pome et l'anel et la corone. c. — ⁸ Et tenir toutes ces choses, treuques à tant que le roi les preigne. c. — ⁹ Seir au mangier. c. — ¹⁰ C. — ¹¹ C. — ¹² C. — ¹³ C. D. E. T. — ¹⁴ B. C. D. E. T. — ¹⁵ C. — ¹⁶ C. — ¹⁷ Porter corone, le chanberlain est tenaz de servir le de la coupe, en la maniere desus devisée, par son ofise. c. — ¹⁸ C. — ¹⁹ L'omage à lui ou celui. D. T. O lui ou celui. E. — ²⁰ C. — ²¹ Les afubails de tos ceaus et toutes celes. c. Les depouilles et robes. D. E. T. — ²² C.

* MARÉCHAUX DU ROYAUME DE JÉRUSALEM.

Eudes de Saint-Amand, maréchal sous le roi Baudoïn III.

Guillaume, 1160, 1169.

Gérard de Pugy, sous le roi Amaury.

Jean de Gibelet remplissait cette charge en 1262.

Simon de Tinory, 1368.

Guy de Labaume, nommé maréchal par le roi Jacques en 1384, possédait encore cette dignité en 1395.

Baldin de Norès paraît avec ce titre en 1482.

MARÉCHAUX DU ROYAUME DE CHYPRE.

Renaud de Soissons, 1210, 1217.

Adam de Gaures, dit d'Antioche.

Jean d'Antioche, en 1247, fils du précédent.

Ansiau.

Guillaume de Canet, 1269.

Simon de Montolif, tué au siège d'Acre, en 1296.

Thomas de Montolif, 1328.

Guy d'Ibelin, 1330.

Jean du Morf, 1361 et 1368.

Renaud de Mimars, 1384 et 1397.

Jacques de Cafran, 1432.

Bernard de Rinzon, chevalier sicilien.

Janus de Montolif, 1458 et 1463.

Rinzon de Marin.

Nicolas Morabit, chevalier sicilien, vicomte de Nicosie. Après sa mort, la charge fut supprimée.

b CHAMBELLANS DU ROYAUME DE JÉRUSALEM.

Stabulon ou Stabelon et Gérard reçoivent le titre de *camerarii*; mais on ne sait pas s'ils étaient chambellans

CHAPITRE CCLX.

Ces sont les servises dou reiaume de Jerusalem et les ayes que chascun fait ¹, quant besoing est, au dit reiaume; et les leus ² qui ont oourt et coïns et justise; et toz les prelas ³ dou dit reiaume et leur suffragans, deviserai ysi les uns après les autres, tot par chapitle ⁴.

Il y a ⁵ ou reiaume de Jerusalem deus chiefs ⁶ seignors, l'un esperituel, et l'autre temporel: le patriarche de Jerusalem est le seignor esperituel, et le rei dou reiaume de Jerusalem le seignor temporel doudit reiaume.

CHAPITRE CCLXI.

Si dit quanz suffraganz a le patriarche de Jerusalem.

Le patriarche de Jerusalem a cinq arcevesques ⁷ suffraganz, ce est assaveir: l'arcevesque de Sur, l'arcevesque de Cesaie ⁸, l'arcevesque de Bessan ⁹, qui est dit de Nazereth ¹⁰; l'arcevesque dou Bessereth ¹¹, l'arcevesque dou Babbat ¹² que les Grex apelent Filadelfe, qui, au tens le rei Amauri, fu translaté au Crac ¹³, et est apellé l'arcevesque de la Pierre dou Desert. Et si a treis ¹⁴ evesques suffragans: l'evesque de saint Jorge ¹⁵ de Lidde, l'evesque de Bethleem ¹⁶, l'evesque de Ebron ¹⁷, que on dit de saint Abraham. Et si a sis abbés et un prior suffragans: l'abé del Mōnt de Syon ¹⁸, l'abbé de la Latine, l'abbé dou Templi Domini ¹⁹, l'abbé de Mont Olivete ²⁰, l'abbé de Josafas ²¹: et ces cinq portent mitre et croce et anel; et l'abbé de saint Samoel ²² qui est de la Monjoie ²³, qui porte croce et non mitre ni anel; et le prior dou Sepulcre, qui porte mitre et anel et non croce. Et si a treis ²⁴ abaece suffragans: l'abaece de Nostre Dame ²⁵ la Grant, l'abaece de sainte

¹ Doit faire. B. C. D. E. T. — ² B. Les lés. A. Et les gens. D. E. T. — ³ Perlas. D. E. T. — ⁴ Ci dit quanz chief seignor il i a au reiaume de Jerusalem. C. — ⁵ B. C. D. E. T. Il a. A. — ⁶ Chief. A. D. E. T. — ⁷ C. — ⁸ Cesazie. B. — ⁹ Bethsem. C. Besain. D. E. T. — ¹⁰ Nazareth. B. D. E. T. Nazeret. C. — ¹¹ Besseret. B. Beisseret. C. Bizereth. D. E. Beihsereth. T. — ¹² Rabbat. B. Babet. C. Bqbat. D. B. Barach. T. — ¹³ Au Irat. D. En Irat. E. T. — ¹⁴ III. B. — ¹⁵ Saint Grege. B. — ¹⁶ Beileem. T. — ¹⁷ Ebron. B. Bron. D. E. T. — ¹⁸ L'abbé de Monte Syon. B. De Montecion. C. De Montasion. D. E. T. — ¹⁹ Temple Domini. B. C. D. E. T. — ²⁰ Montelimbe. T. — ²¹ Josaphas. B. D. E. T. Jozaphat. C. — ²² Samuel. B. C. D. E. T. — ²³ Mongoie. C. — ²⁴ III. B. — ²⁵ Dama. B.

des rois Godefroy et Baudouin ou chambellans du royaume.

Renaud de Cayphas, fils puiné de Payen, seigneur de Cayphas, transmit à sa postérité les fonctions et le surnom de chambellan.

Amaury, depuis roi de Jérusalem, avait été chambellan avant de devenir connétable.

CHAMBELLANS DU ROYAUME DE CHYPRE.

Geoffroy le Tort occupait cette charge en 1247, sous le roi Henri.

Philippe de Cossé, 1269.

Pierre Marcel, 1368.

Oudard de Provane, 1395 et 1399.

Hugues Soldan, 1432.

Carteran Suar ou Suarez.

Rinzon de Marin, Sicilien, fut le dernier chambellan de Chypre.

Ibelin ne parle ni des bouteillers ni des chanceliers du royaume de Jérusalem. Il passe également sous silence les amiraux, les auditeurs, et les baillis de la Secrete.

Anne ¹, l'abace de saint Ladre. Et si a suffragant l'arcevesque des Ermins ², qui est ou reiaume de Jerusalem ³, et l'arcevesque des Jacopins ⁴ et le maistre de saint Ladre des Mesiaus ⁵.

CHAPITRE CCLXII.

Si dit quanz suffraganz a l'arcevesque de Sur.

L'arcevesque de Sur a quatre evesques ⁶ suffraganz : l'evesque de Baruth, l'evesque de Seete ⁷, l'evesque de Belinas ⁸, l'evesque d'Accre ⁹.

CHAPITRE CCLXIII.

Si dit quanz suffraganz a l'arcevesque de Cesaire.

L'arcevesque de Cesaire a un suffragant, ce est assaveir ¹⁰ l'evesque dou Sabast ¹¹.

CHAPITRE CCLXIV.

Si dit quanz suffraganz a l'arcevesque de Bessan ¹².

L'arcevesque de Bessan ¹³, qui est dit de Nazareth, a deus suffragans, l'evesque de Thabarie et le prior de Monte Thabor ¹⁴.

CHAPITRE CCLXV.

Si dit quanz suffraganz a l'arcevesque dou Besseret ¹⁵.

L'arcevesque dou Bessereth ne fu grant tens a en main de Latins ¹⁶, et por ce ne set on ces suffragans.

¹ Saint Aime. D. E. T. — ² Ermines. D. E. T. — ³ B. *Et l'arcevesque des Ermines, qui est el royaume, a deus suffragans.* T. — ⁴ L'evesque des Jacobins. T. — ⁵ Meseaus. B. Mezeaus. D. T. — ⁶ Vesques. B. — ⁷ Sayete. B. Saïete. C. Saïette. T. Saïte. D. — ⁸ Belinas. C. D. E. T. — ⁹ D'Acre. B. C. D. E. T. — ¹⁰ C. — ¹¹ Sebast. B. Pabach. D. Babath. E. Pabacq. T. — ¹² Becem. C. Besain. D. E. T. — ¹³ Bassan. A. Betheem. C. Besain. D. E. T. — ¹⁴ Thabor. B. Tabar. D. E. — ¹⁵ Bessereth. B. Bethsereth. D. E. Beihsereth. T. — ¹⁶ De Crestiens. B.

* Le Quien (*Oriens Christianus*, t. III, p. 529) ne paraît pas avoir connu ce chapitre du livre d'Ibelin.

CHAPITRE CCLXVI.

Si dit quanz suffraganz a l'arcevesque dou Babbat ¹.

L'arcevesque dou Babbat, qui est dit de ² la Pierre dou Desert, a un suffragant, l'evesque dou Faran ³ qui ores est au mont Synay ⁴.

CHAPITRE CCLXVII.

Quanz suffraganz a l'evesque ⁵ de saint Jorge ⁶ de Lidde ⁷.

L'evesque de saint Jorge de Lidde a cinq suffraganz : l'abbé de saint Joseph d'Abarimatie ⁸, qui est orres apelés Rantis; l'abbé de saint Abaccu de Cantie ⁹, le prior de saint Johan l'Evangeliste, le prior de sainte Katerine de Mongisart ¹⁰, l'abaece de Treis Ombres ¹¹.

CHAPITRE CCLXVIII.

Si dit quanz suffraganz a le evesque d'Accre.

L'evesque d'Accre a deus suffraganz, la Trinité ¹² et les Repenties ¹³.

CHAPITRE CCLXIX.

Si dit quantes baronies il y a ou reiaume de Jerusalem.

Il y a ou reiaume de Jerusalem quatre baronies et pluisors autres seignories qui ont cort et coins et justise ¹⁴. Des baronies est l'une le conté ¹⁵ de Japhe ¹⁶ et d'Escalone, et la seignorie de Rames et de Mirabel ¹⁷ et de Ybelin ¹⁸; l'autre est

¹ Babast. B. Babeth. C. Babach. D. E. Pabach. T. — ² B. C. D. E. T. — ³ De Faraon. C. Dou Fran. D. E. Dou Franc. T. — ⁴ Qui est à Monte Synay. B. A Mont Sinai. D. E. T. — ⁵ L'arcevesque. B. — ⁶ George. B. — ⁷ De Lile. D. E. T. — ⁸ D'Arimathie. B. Josep d'Arimatie. C. De Barmatie. D. E. De Darmatis. T. — ⁹ Abacuch de Quantie. B. Abacu de Cancie. C. Abatut de Cansie. D. Abacuc de Cansie. E. Abatut en Cansie. T. — ¹⁰ Mont Gisart. B. C. — ¹¹ Des III. Umbres. B. C. Des trois Ombres. T. — ¹² La Latine. C. — ¹³ Les Nonains des Repenties. B. Les Repentes. T. — ¹⁴ B. D. E. T. — ¹⁵ La Conté. B. — ¹⁶ Jaffe. D. E. T. — ¹⁷ Mirable. B. — ¹⁸ Yblin. D. E. Ibelin. T.

le princé¹ de Galilée; la tierce la seignorie de Seete² et de Cesaïre et de Bessan³; la quarte, ce dient les uns, si est le conté⁴ de Triple, et les autres se dient, si est la seignorie dou Crac et de Mont Reau⁵ et de saint Abraham: mais je croi miaus, selonc ce que je ais oy dire à ciaux que on teneit as sages, qui devant nos ont esté, que le conté de Triple seit miaus la quarte baronie dou reiaume, que ne seit la seignorie dou Crac et de Mont Reau et de saint Abraham. Et avec ce le⁶ me semble il plus por deus raisons: que il n'i a nulle des autres baronies dou dit reiaume qui ne deive servise de c.⁷ chevaliers et qui n'en ait⁸ conestable et mareschal, ce que nulles des autres seignories n'a: et le conté de Triple a bient c.⁹ chevaliers, et si a conestable et mareschau; ne la seignorie dou Crac et de Mont Reau et de saint Abraham n'est que de LX.¹⁰ chevaliers, ne je n'oy onques dire qu'il y eust conestable ne mareschau; por quei il ne me semble mie qu'elle seit des quatre baronies¹¹. Et la hautece et la franchise¹² que les quatre baronies ont plus que les autres homes dou reiaume de Jerusalem¹³ est tel: que nul des seignors de ces quatre baronies ne puet ne¹⁴ ne deit estre, par l'assise ou l'usage de cest reiaume, jugié de son cors ne de s'onor ne de son fié, c'est à entendre des choses de sa baronie, que par ces pers, c'est l'un desdis barons par les autres, ce il defendre s'en viaut. Et aucunes gens dient que le seneschau et le conestable¹⁵ dou reiaume pevent et doivent jugier o les autres¹⁶ barons devans dis, et le plus dient que ne font¹⁷, ne je n'oy onques dire certainement qu'il peussent¹⁸ ne deussent avec eaus jugier. En chascune des dittes¹⁹ baronies deit avoir conestable et mareschal. Et toz les autres homes dou chief seignor dou reiaume pevent estre jugiés par les homes de la Haute Court dou reiaume et par ciaux des autres cours²⁰ qui ont faite la ligece au chief seignor, par l'assise^d, fors que tant que home qui n'est chevalier et de bone renommée

¹ La princé. B. La princée. T. — ² Saete. B. Saïete. C. Saïette. D. E. T. — ³ Bethen. C. Besain. D. E. T. — ⁴ La conté. B. Le conté. T. — ⁵ Et de Mont Royal. B. Dou Crac de Monreal. C. D. E. T. — ⁶ Ceux là. T. — ⁷ De 500. D. T. — ⁸ Et qui n'ait. B. C. D. E. T. — ⁹ 200. D. E. T. — ¹⁰ XL. B. — ¹¹ C. indique ici un chapitre particulier, avec ce titre: *Ci orés la hautece et la franchise que les IIII. baronies ont plus que les autres homes dou roiaume.* — ¹² Et la hautece de la franchise. D. E. Et la hautece de franchise. T. — ¹³ C. — ¹⁴ B. C. D. E. T. — ¹⁵ S'en doit. D. E. T. Dans le manuscrit B, la suite forme un chapitre particulier, sous le n° CCLXXXI, et ayant cette rubrique: *Ci dit coment le conestable et le seneschal doivent estre au jugement o les autres barons.* — ¹⁶ Que le conestable et le mareschal. C. D. E. T. — ¹⁷ C. — ¹⁸ Que non font. B. — ¹⁹ Peust. A. — ²⁰ Des 4. D. E. T. — ²⁰ Et par ciaux des autres cours n'est pas dans B.

* Ces seigneuries n'étaient point réunies, mais les seigneurs de Césarée et de Bethsan ou Bessan relevaient du seigneur de Saette.

† Nous croyons que ceux qui soutenaient, contre Ibelin, que le comté de Tripoli n'était pas une des quatre baronnies de la principauté de Jérusalem, avaient raison. Nous apercevons ici une confusion qui a été également commise par Sanudo, et ensuite par les historiens, et qu'il importe de signaler. Le comté de Tripoli était un grand fief du royaume de Jérusalem, et non une baronnie de la principauté de Jérusalem. Après la conquête, la Syrie chrétienne fut divisée en quatre grandes principautés: les principautés de Jérusalem et d'Antioche, et les comtés d'Édesse et de Tripoli. (Sanudo, p. 174.) Le prince de Jérusalem, comme roi, était le suzerain des trois autres grands vassaux. Cette organisation politique était absolument semblable à celle de la France, après l'établissement de la féodalité. Si l'on classe le comte de Tripoli parmi les vassaux du prince de Jérusalem, alors le nombre des grands vassaux de la couronne se trouve

réduit à deux, et ce nombre est repoussé par une quantité infinie de preuves. Au surplus, Ibelin et Sanudo constatent eux-mêmes leur erreur, car ils donnent l'un et l'autre un état très-détaillé des services dus par les vassaux de la principauté de Jérusalem, et le nom du comte de Tripoli n'y est pas porté; en effet, comme vassal direct de la couronne, il était tenu aux obligations de son hommage, mais non à la prestation d'un nombre d'hommes déterminé.

• Les questions de droit féodal qui avaient préoccupé les esprits en Europe, se reproduisaient en Orient. Ainsi, dans le procès entre le sire de Nesle et la comtesse de Flandre, porté à la cour du roi de France, en 1224, la question se présenta de savoir si les grands officiers de la couronne avaient le droit d'assister et de donner leur voix dans cette cour, au jugement d'un pair. La question fut décidée à l'avantage des grands officiers. (*Amplissima Collectio*, t. I, col. 193.)

† Les principes de la pairie étant dans toute leur vigueur, il en résulte que les quatre barons formaient une

et né¹ en leau mariage, ne peut franc home jugier des choses dessus dites, se les frans homes^a ne le veulent souffrir de leur gré. Et les barons pevent toz les autres jugier de totes choses², et les frans homes les autres aussi fors les barons. Et de totes autres carelles peut chascun jugier, mais que il seit home de court, ce il n'a esté ataint ou prové d'aucun des crimes³ par quei on pert vois et respons en court.

CHAPITRE CCLXX.

Ces sont les leus qui ont court et coins et justise ou reiaume de Jerusalem.

Tot premierement le chief seignor dou reiaume a court et coins et justise, de qui est⁴ la Haute Court; et il la peut tenir en toz les leus où il la viaut tenir⁵ ou reiaume^b.

En Jerusalem a court de borgesie et justise.

Et en Naples a court de borgesie et justise.

Et en Accre et au Daron⁶ a court de borgesie et justise.

La conté⁷ de Japhe⁸ et d'Escalone a court et coins et justise.

Et à Japhe a court de borgesie et justise.

Et à Escalone⁹ a court de borgesie et justise.

Et le seignor de Rames a cort et coins et justise.

Et à Rames a court de borgesie et justise¹⁰.

Le seignor de Ybelin¹¹ a court et coins et justise.

Et à Ybelin a court de borgesie et justise.

Le prince de Galilée¹² a court et coins et justise.

Et à Thabarie a court de borgesie et justise.

Et au Saphet¹³, qui est de la princé de Galilée, a court de borgesie et justise.

¹ Et fis de chevalier et de dame né. C. D. E. T. — ² Pevent tous les autres homes juger en toutes choses. D. E. T. — ³ Termes. T. — ⁴ Qui est. D. E. T. — ⁵ Ou il la veaut tenir justice. D. E. — ⁶ B. C. D. E. T. — ⁷ Le conté. B. C. D. E. T. — ⁸ Jaffe. D. E. T. — ⁹ Escalogne. D. E. — ¹⁰ B. C. T. — ¹¹ Ibelin. T. — ¹² Gualilée. C. — ¹³ Safet. C. A Japhet. T.

cour particulière, pour juger leurs propres débats. Ibelin ne parle pas ailleurs de ce tribunal dont la juridiction était plus illustre qu'étendue, et qui devait rarement être appelé à rendre des décisions. Après cette cour venait la Haute Cour et puis les tribunaux des seigneurs ayant cour, coins et justice. Les vassaux du royaume de Jérusalem étaient tous liges du roi, et pairs les uns des autres; dès lors les cours seigneuriales ne différaient pas, quant à leur composition, de la Haute Cour, qui devait son illustration et le titre qu'elle portait à ce qu'elle exerçait des fonctions politiques et était placée sous la présidence du roi ou d'un grand officier de la couronne. Ibelin a donc traité dans

son livre, non pas seulement de la jurisprudence qui était suivie dans la cour du roi, mais de celle qui régissait toutes les cours du royaume; aussi se sert-il, pour désigner le chef d'une cour, de l'expression générique de *seigneur* et jamais de celle de *roi*. S'il emploie quelquefois les mots *chief seignor*, c'est pour indiquer le roi agissant en cette qualité, dans des circonstances particulières.

^a Les mots *frans homes* désignent ici les vassaux d'un suzerain.

^b L'auteur entend par *reiaume* la principauté de Jérusalem. Le roi n'aurait pu tenir sa cour à Antioche, à Édesse, ni à Tripoli.

Le seignor de Seete et de Biaufor¹ a court et coins et justise.
 Et à Seete a court de borgesie et justise.
 Et à Biaufort a court de borgesie et justise.

La seignorie de Cesaire a court et coins et justise.
 Et à Cesaire a court de borgesie et justise.

La seignorie de Bessan² a court et coins et justise.
 Et à Bessant a court de borgesie et justise³.

Le seignor dou Crac et de Mont Real⁴ a court et coins et justise.
 Et à Mont Real a court de borgesie et justise.
 Et au Crac a court de borgesie et justise.

Le seignor de saint Abraham a court et coins et justise.
 Et à saint Abraham a court de borgesie et justise.
 Et en Bethleem a court de borgesie et justise.
 Et en Jerico⁵ a court de borgesie et justise.
 Et en Bethgibelin⁶ a court de borgesie et justise⁷.

La seignorie de la Blanche Garde a court et coins et justise.
 Et à Gadres⁸ a court de borgesie et justise.

L'evesque de saint Jorge⁹ de Lidde a court et coins et justise.
 Et à Lidde a court de borgesie et justise.

Le seignor d'Arsur a court et coins et justise.
 Et à Arsur¹⁰ a court de borgesie et justise.
 Et à saint Johan¹¹ dou Sabast¹² a court de borgesie et justise.
 Et au Merle a court de borgesie et justise¹³.
 Et à Chastiau Pelerin a cour de borgesie et justise¹⁴.

Le seignor de Cayphas¹⁵ a court et coins et justise.
 Et à Cayphas a court de borgesie et justise.

Le seignor dou Caymont¹⁶ a court et coins et justise.
 Et au Caymont a court de borgesie et justise.

L'arcevesque de Nazereth a court et coins et justise.
 Et à Nazareth a court de borgesie et justise.

La seignorie¹⁷ dou fié dou conte Jocelin a court et coins et justise.
 Et au chastiau dou Rei, qui est de celui fié, a court de borgesie et justise.

¹ De Saete et de Beaufort. B. De Saïete et de Beaufort. C. D. E. T. — ² Betcem. C. Bessan. D. E. T. — ³ La seignorie de Bessan manque dans B. — ⁴ Dou Crac de Montreal. C. — ⁵ Gerico. B. C. — ⁶ Et à Bet Gibelin. C. — ⁷ Et en Betleem, Jericot et Gybelin. D. E. Et en Bethleem, etc. manque dans T. — ⁸ Gardres. B. Guadres. C. — ⁹ B. Jorde. A. Jorge. C. T. Jorges. D. E. — ¹⁰ B. C. D. E. T. Arsuf. A. — ¹¹ George. B. Jorge. C. D. E. T. — ¹² Sabath. D. E. Sabach. T. — ¹³ Et au Merle, etc. n'est pas dans T. — ¹⁴ Et (de, D. E.) la seignorie de Cesaire au Chasteau Pelain a court et coins et justice. D. E. T. — ¹⁵ Et de la seignorie de Cesaire, le seignor de Caïphas. D. E. — ¹⁶ De Caïmont. C. Dou Caïmont. D. E. T. — ¹⁷ Le seignor. B. C.

La seigneurie d'Escandelion¹ a court² et coins et justise.
Et à Escandelion a court de borgesie et justise³.

La seigneurie de Sur a orres⁴ court et coins et justise.
Et à Sur a court de borgesie et justise.

La seigneurie dou Thoron⁵ a cort et coins et justise.
Et au Thoron a court de borgesie et justise.

La seigneurie de Belinas a court et coins et justise.
Et Belinas a court de borgesie et justise⁶.

La seigneurie⁷ de l'Assebebe a court et coins et justise.
Et à l'Assebebe a court de borgesie et justise.
Et à Chastiau Neuf a court de borgesie et justise⁸.

Le seignor de Barut⁹ a court et coins¹⁰ et justise.
Et à Barut a court de borgesie et justise.

Et il peut estre que il ait aucune autre seigneurie ou reiaume qui ait court et coins et justise, et aucun autre leuc qui ait court de borgesie et justise¹¹; mais je ne sui orres menbrant d'autres que de ciaux que je ais orres devisié^a. Si deviserai après les servises que chascun des seignors desdis leus doivent au chief seignor dou reiaume, ainz que la terre fust perdue, et les autres genz doudit reiaume, et les aydes que les yglises et les religions et les gens des cités et des chastiaus doudit reiaume devoient¹² et faisoient au chief seignor dou reiaume, quant il aloient à ost bani contre les ennemis de la fei por defendre ledit reiaume^b.

¹ D'Escadelon. c. — ² Cout. A. — ³ La seigneurie d'Escandelion a cort de borgesie et justise. B. — ⁴ Orres n'est pas dans c. — ⁵ Toron. c. Touron. T. — ⁶ Le seignor dou Thoron et de Belinas et de la Sabele et de Chastia Neuf, a cort et coins et justise. Et au Thoron a cort de borgesie et justise. Et à Belinas et à Chastia Neuf a court de borgesie et justise. B. C. D. E. T. — ⁷ Signori. A. B. — ⁸ La seigneurie de l'Assebebe, etc. n'est pas dans B. C. T. — ⁹ Baruth, D. E. Baruch. T. — ¹⁰ Et coins n'est pas dans c. — ¹¹ Et aucun autre leuc, etc. n'est pas dans B. D. E. — ¹² Et les religions doudit royaume et les gens dou chateau devoient. D. E. T.

^a Cette organisation judiciaire n'existait plus depuis soixante ans, lorsque Ibelin écrivait ce chapitre; mais les Chrétiens d'Europe et d'Orient espérant toujours voir renaître le royaume de Jérusalem, il importait de conserver le souvenir d'institutions qui, d'après les principes des Croisés, auraient été rétablies en même temps que ce royaume.

^b Il existait, dans la principauté de Jérusalem, vingt-deux cours seigneuriales et trente-sept cours de bourgeoisie. Si l'on considère l'étendue et la population de ce royaume, on trouvera ce nombre de tribunaux très-considérable; mais la féodalité créait les juridictions dans l'intérêt des juges et non des justiciables.

Les actes émanés des justices seigneuriales étant rares, nous croyons qu'on lira avec intérêt la mention de quelques-uns de ces actes.

Raymond, comte de Tripoli, dit, dans une charte de 1145 : *Quod autem hoc sit scambium per singula enucleari atque pateferi volo atque jubeo, nunc igitur ostendam seriatim scambium quod W. de Crato, coram universa curia feci.* (Paoli, I, 24.) Hugues de Flandre fit une

donation, en l'année 1181, devant la cour de Baudouin de Rames, lequel confirme en ces termes la donation : *Et quia in curia mea et in presentia mea hoc factum fuit... contra omnes homines munire et garentire debemus.* (Id. p. 282.)

En 1241, les Hospitaliers « en la presence de l'avant « dit B. pnce d'Antioch et conte de Triple, et en la presence de la cort, ont promis et promettent sur lur habit « et sur lur armes, de tenir et de garder les convenenz « devant dis. » (Id. p. 132.)

Souvent, dans les actes judiciaires, les noms des membres de la cour sont rapportés. On lit dans l'acte de la donation du Casal Robert, faite, en 1054, par Julien de Sidon aux Hospitaliers : *Idem dominus Julianus, et religiosus vir frater Guillelmus de Castro Novo, magister domus Hospitalis predicti, cum decenti comitiva, et etiam dominus Johannes de Ybiline dominus Arsarii, comestabulus regni Hierosolimitani, Giraudus de Paikignin, Raul dominus Blance Garde, Gualterius Alemannus, Jacobus Vitalis, et Raul Alemannus milites et homines ligii signorie, tanquam curia regni Hierosolimitani, una cum eis accedentes*

CHAPITRE CCLXXI.

Ce est le servise que les barons et les autres gens dou reiaume de Jerusalem deivent au chief seignor dou dit reiaume ¹.

La baronie de la conté de Japhe et d'Escalone, de qui Rames et Mirabel et Ybelin sont, deit c. chēvaliers²; et la devise :

De Japhe³, xxv. chevaliers.

De Escalone, xxv. chevaliers.

De Rames et de Mirabel, xl. chevaliers.

De Ybelin⁴, x. chevaliers.

La baronie de la princē⁵ de Galilée deit c. chevaliers⁶; la devise :

De la terre de sà le flum Jordain⁷, lx.⁸ chevaliers.

De la terre de là le flum, xl. chevaliers.

La baronie de Seete⁹, de qui Biaufort¹⁰ et Cesaire et Bessan¹¹ sont, deit c. chevaliers¹²; la devise :

De Seete et de Biaufort, xl. chevaliers.

De Cesaire, xxv. chevaliers.

De Bessan, xv. chevaliers.

La seignorie dou Crac et de Mont Real et de saint Abraham¹³ deit lx. chevaliers; la devise :

Dou Crac et de Mont Real¹⁴, xl. chevaliers.

De saint Abraham, xx. chevaliers.

La seignorie dou conte Jocelin deit xxiiii.¹⁵ chevaliers; la devise :

Le chastel dou Rei, iv. chevaliers.

Saint Jorge, x. chevaliers.

La terre sire Jofrei le Tor¹⁶, vi. chevaliers.

La terre sire Phelippe le Rous¹⁷, ii. chevaliers.

La Chamberlaine, ii. chevaliers.

C'est le servise que les evesques dou reiaume de Jerusalem doivent, et la devise¹⁸ :

L'evesque saint Jorge de Lidde, x. chevaliers.

¹ Ci orrés que les baronies, le servise que il doivent au chief seignor do reiaume de Jerusalem. c. — ² 500. chevaliers. T. — ³ Jaffe. D. E. T. — ⁴ Ibelin. T. — ⁵ De la princée. D. E. T. — ⁶ 500. chevaliers. T. — ⁷ Jordaym. B. Fleuve. T. — ⁸ xl. B. — ⁹ Sayete. B. Saïete. C. D. E. Saïette. T. — ¹⁰ Beaufort. B. C. D. E. T. — ¹¹ Bethcem. C. Besain. D. E. T. — ¹² 500. chevaliers. T. — ¹³ B. C. D. E. T. Et deit Abraham. A. — ¹⁴ Dou Crac de Monreal. c. — ¹⁵ 500 chevaliers. D. E. 50. chevaliers. T. — ¹⁶ Giefroi le Tort. B. Joffroi le Jour. D. E. T. — ¹⁷ De Rous. c. Phelippe Dous. T. — ¹⁸ c.

ad prefatum Casal Robert. (Paoli, t. I, p. 144.) Garsias Alvarès, sire de Cayphas, termine en ces mots une donation de l'an 1250 : « De ce sunt garenz : Guillaume Cairar,

« Balian Antiaume, Johan Coste et Renaut le juene, mes « hommes. » (Id. p. 140.) Voyez, dans le recueil de Paoli, t. I, p. 72, 217, 246, d'autres actes du même genre.

L'arcevesque de Nazareth ¹ deit vi. ² chevaliers.

Le Thoron et le Marron ³ deit xviii. ⁴ chevaliers; la devise :

Le Thoron, xv. chevaliers.

Le Maron, iii. chevaliers ⁵.

De Belinas et de l'Assebebe ⁶ et de Chastiau Nuef, quel servise il deivent ne saige mie ⁷ la certaineté, por ce que il ne furent grant piece a ⁸ en mains de Crestiens ⁹.

Ce sont les servises que les cités dou reiaume de Jerusalem doivent ¹⁰.

Ce est le service que la sainte cité de Jerusalem doit ¹¹.

La sainte cité de ¹² Jerusalem deit xli. ¹³ chevaliers; la devise :

Lorens de Francleuc, iv. chevaliers.

Ancel ¹⁴ Babin, v. chevaliers.

La feme Johan Comain ¹⁵, iv. chevaliers.

Reimont le Bufile, iii. ¹⁶ chevaliers.

Henri des Mons, i. chevalier.

Nicolle d'Arrais ¹⁷, i. chevalier.

Simon fiz Pierre l'Ermin, ii. chevaliers.

André dou Temple, ii. chevaliers.

Pierre d'Antill ¹⁸, i. chevalier.

Amauri le fiz Arnal ¹⁹, iii. chevaliers.

Baudoyne de saint Gille ²⁰, iii. chevaliers.

Simon de Belleem ²¹, i. chevalier.

Engeram Pinquegni ²², ii. chevaliers.

Dame Gille ²³, la feme de Johan de Valence ²⁴, i. chevalier.

Pierre le Neir ²⁵, ii. chevaliers.

Fouque le Neir, i. chevalier ²⁶.

Ancel ²⁷ le Borgne, i. chevalier.

Hue le Petit, i. chevalier.

Les enfans Robert de Pinquegni ²⁸, ii. chevaliers.

Estate Patric ²⁹, i. chevalier.

Ci dit quans chevaliers deit la cité de Naples ³⁰.

Naples deit lxxxv. ³¹ chevaliers; la devise :

Le vesconte, x. ³² chevaliers.

Reniers Rohart ³³ et sa mere, viii. chevaliers.

¹ Nazeret. B. *Le vesque de*. c. — ² X. B. — ³ Maron. B. c. Toron. c. — ⁴ 15. D. E. 15. T. — ⁵ *L'evesque de S. Jorge de Lidde, l'arceveque de Nazareth, le Thoron et le Maron* sont placés dans T. comme faisant partie de la devise de la seigneurie du comte Jocelin. — ⁶ *De Belinac et de la SSebebe*. A. *Et de la Sabele*. B. *De Belinas de la Sebele*. c. *Et de la Sebele*. D. E. T. — ⁷ *Ne sai je dire*. c. — ⁸ *Grant tens*. D. E. T. — ⁹ *Des Crestiens*. C. D. E. — ¹⁰ C. — ¹¹ D. E. T. — ¹² D. E. T. — ¹³ 43. D. E. T. — ¹⁴ *Ancian*. D. E. *Ancion*. T. — ¹⁵ *Jahan Coman*. B. *Johan Gomans*. c. *De Jean Amaury*. D. E. T. — ¹⁶ *Raimont*. B. *Beimont*. c. 5. *chevaliers*. D. E. *Raymont le Bufile* 5. T. — ¹⁷ *Nicole d'Artois*. B. *D'Artais*. c. D. E. T. — ¹⁸ *D'Antil*. B. *D'Ancil*. D. E. T. — ¹⁹ *Arnaut*. D. E. T. — ²⁰ *Gile*. B. c. *Baudin*. c. *Bauduin de saint Giles*. T. — ²¹ *Bethleem*. B. *Betleem*. c. *Beileem*. T. — ²² *De Pinquigni*. B. *Pinquegnin*. c. *Engerain de*. D. E. T. *Pinquegnin*. D. E. — ²³ *Guile*. c. — ²⁴ *De Valente*. c. *De la Vente*. D. E. *De la Ventie*. T. — ²⁵ *Le Noir*. B. — ²⁶ *Fouque* est porté dans B. à l'article de Naples. Voyez page 424, n° 17. — ²⁷ *Ancian*. D. E. T. — ²⁸ *De Pinquigni*. B. *De Pinquegnin*. c. *Pinquegni*. D. E. — ²⁹ *Wistace*. B. *Patin*. T. — ³⁰ C. *Ce est le service que la cité de Naples devoit*. D. E. T. — ³¹ LXXX. C. 102. D. T. 52 *chevaliers*. E. — ³² *Le visconte*. B. c. D. E. 50. T. — ³³ B. *Reniere Rohart*. A. *Richart*. c. *Reignier Rohart*. D. E. T.

Johan Belarnier¹, v. chevaliers.
 Eude² dou Merle, iiii. chevaliers.
 La feme Hue de Mimars, iv. chevaliers.
 La feme Baudoyne le Prince, iiii. chevaliers.
 La feme Reimont³, i. chevalier.
 Johan de saint Bertin, i.⁴ chevalier.
 Constantin le frere Raimont⁵, i. chevalier.
 Guillaume le Queu, i. chevalier⁶.
 Henri le fiz Gui Rays⁷, i. chevalier.
 La feme Baudoyne de Paris, i. chevalier.
 Ysaac de la Pessine⁸, i. chevalier.
 Rogier l'Ahne⁹, i. chevalier.
 Ayberi de Roi¹⁰, ii. chevaliers.
 Bernart Fouchier¹¹, i. chevalier.
 Richart de Nazareth, i. chevalier.
 Reymont¹² Babin, i. chevalier.
 Baudoyne de Rotrines¹³, i. chevalier.
 La feme Robert Salibe, i. chevalier.
 La feme Michel le Grant¹⁴, i. chevalier.
 Berrart¹⁵ Passerel, i. chevalier.
 Baudoyne de Ybelin, por ii. lignées de Bedoyns, en reconnoissance do fié¹⁶, iiii. chevaliers.
 La dame de Cesaire, ii. chevaliers¹⁷.
 Henri l'Aubalestrier¹⁸, i. chevalier.
 Gui de Naples, i. chevalier.
 Arnaut¹⁹ de Triple, i. chevalier.
 Renaut de Saisson²⁰, i. chevalier.
 Amauri de Landre²¹, i. chevalier.
 Phelippe de Nazeret, i. chevalier.
 Jorge²² l'Escrivain, i. chevalier.
 Sire Belleem²³ de Ybelin, por la terre qu'il tient à Naples, xv. chevaliers.
 Simon de Darrian, ii. chevaliers²⁴.

Ci dit quans chevaliers doit la seignorie d'Acre²⁵.

La seignorie²⁶ d'Accre deit lxxx.²⁷ chevaliers; la devise:

Le conestable, x. chevaliers.

Belleem²⁸ le Chamberlain, vii.²⁹ chevaliers.

¹ Jehan Bellarmer. D. E. T. — ² Heude. B. E. Neude. D. T. — ³ Bermont. B. Beimont. C. E. Reimont. D. T. — ⁴ iiii. C. D. E. T. — ⁵ Beimont. B. C. D. E. T. — ⁶ Guillaume, etc. n'est pas dans D. E. T. — ⁷ Guirrais. B. Gerars. D. E. T. — ⁸ Isaac de la Pissine. B. Ysac de la Pissine. T. D. — ⁹ L'Asne. B. L'Hane. D. E. Roger. T. — ¹⁰ Auberi de Roy. B. Aubri dou Roy. C. Auberin dou Roy. D. E. T. — ¹¹ Fouger. D. T. — ¹² Ramon. B. Beomont. D. E. T. — ¹³ De Rotienes. D. T. — ¹⁴ Michiel. B. Lagent. D. E. Layent. T. — ¹⁵ Girart. B. C. Giral. T. — ¹⁶ C. — ¹⁷ A la suite, on trouve dans le manuscrit B : Fouques le Noir, i. chevalier. Voyez page 423, n° 26. — ¹⁸ L'Arbalestrier. B. L'Abalestrier. D. E. T. — ¹⁹ Hernaut. B. Ernaud. D. E. T. — ²⁰ Soissons. B. Soison. C. Saisons. D. E. T. — ²¹ De Lassandre. D. E. T. — ²² Gerge. B. George. D. E. T. — ²³ Belyan. B. Balian. C. E. Aalian. D. T. — ²⁴ Simon, etc. n'est pas dans B. De d'Arcian. C. Darcian. D. E. Darcien. T. — ²⁵ C. Ce est le service que la cité d'Acre doit au royaume de Jerusalem. D. E. T. — ²⁶ La cité. D. E. T. — ²⁷ 72. chevaliers. D. E. T. — ²⁸ Belyan. B. Balcan. C. Belian. D. E. T. — ²⁹ vi. B.

Païen, le sire¹ de Kayphas², vii. chevaliers.
 Reymont d'Escandelion, vii. chevaliers.
 Phelippe le Rous³, i. chevalier.
 La feme Hubbe⁴, ii. chevaliers.
 Girart Espinal, i. chevalier.
 Dame Gile, iii. chevaliers⁵.
 Guillaume de Mallenbec⁶, ii. chevaliers.
 La feme de Guillaume d'Antioche, i. chevalier⁷.
 Gautier de saint Denis, ii. chevaliers.
 Rohart Thabor⁸, i. chevalier.
 Raou⁹ de Nazereth, i. chevalier.
 Simon des Molins¹⁰, i. chevalier.
 Jocelin¹¹ dou Conte, i. chevalier.
 Jordan de Terremonde, i. chevalier.
 Michel de Sinay¹², i. chevalier.
 Dreue¹³ le frere de Gillebert de Florri¹⁴, i. chevalier.
 Gautier de la Blanche Garde¹⁵, ix. chevaliers, ce est assaveir¹⁶ : la Blanche
 Garde¹⁷, viii. chevaliers; Arnaut¹⁸ de Brie, i. chevalier.
 La feme de Adam Coste, i. chevalier.
 Gautier le Bel, i. chevalier.
 Eudde de la Midde¹⁹, i. chevalier.
 Gace²⁰ le fiz Robert²¹, i. chevalier.
 Gille de Collavardi²², iii. chevaliers.
 Le seneschau, iii.²³ chevaliers.
 Gozertin Bonet, ii. chevaliers²⁴.
 Arnaut²⁵ de Difolle, i. chevalier.
 Le visconte, i. chevalier.
 Jodan Harenc²⁶, i. chevalier.
 Johan de Rains²⁷, i. chevalier pelerin²⁸.

Ci dit quans chevaliers doit la cité de Sur²⁹.

La seignorie de Sur deit xxviii.³⁰ chevaliers; la devise :
 Les Veniciens³¹, iii. chevaliers³².
 Simon de Marrini, iii. chevaliers³³.
 La feme de Guillaume le Grant³⁴, ii. chevaliers.
 La feme de Gobert Vernier³⁵, i. chevalier.

¹ Païon, le seignor. B. *Païem*, sire. D. E. T. — ² *Caïfas*. C. *Caïphas*. D. E. T. — ³ *De Rons*. C. *Dous*. D. T. *Rous*. B. — ⁴ *La feme de Eude*. C. *De Nubbe*. D. T. — ⁵ C. Une dame Gille figure dans le rôle de Jérusalem, taxée à i. chevalier. — ⁶ *Molenbec*. C. manque dans D. E. T. — ⁷ Manque dans D. E. T. — ⁸ *Tabour*. B. *Robert Tabour*. C. *Rahart*. T. — ⁹ *Raoul*. B. C. E. manque dans D. T. — ¹⁰ *De Molins*. B. D. T. — ¹¹ *Rocelin*. C. — ¹² *De Monte Sinay*. C. — ¹³ *Drae*. C. *Dreus*. T. — ¹⁴ *De Flori*. B. *De Flouri*. C. D. E. T. *De Gibert*. T. — ¹⁵ *De la Franche Garde*. D. T. — ¹⁶ *Et la devise*. B. Cette devise n'est pas dans D. E. T. — ¹⁷ *Mesire de la Blanche Garde*. B. *Le sire de*. C. — ¹⁸ *Ernaut*. B. *Alart*. C. — ¹⁹ *Heude de la Mide*. B. *Heude de la Nude*. D. E. T. — ²⁰ *Mace*. C. *Masse*. D. E. T. — ²¹ *Rohart*. C. — ²² *Calanadri*. B. *Calevadri*. C. *Calavadri*. D. E. *Kalavadri*. T. — ²³ iii. C. — ²⁴ *Quastrin Benoit*. C. *Gobertin*. D. T. — ²⁵ *Ernaut*. B. *Ernaut de Difoille*. C. — ²⁶ *Haran*. C. *Jehan Areng*. D. E. T. — ²⁷ *Reins*. B. *D'Arains*. C. *Jehan Derains*. D. E. T. — ²⁸ B. C. — ²⁹ C. *Ce est le service que la cité de Sur doit au royaume de Jerusalem*. D. E. T. — ³⁰ 20. D. E. 25. T. — ³¹ *Veneciens*. B. C. D. E. T. — ³² i. chevalier. B. — ³³ i. chevalier. B. *De Martini*. C. *De Mertain*. D. *De Martain*. E. *De Mentain*. T. — ³⁴ C. *De Guille*. D. E. T. — ³⁵ C.

Fouque de la Falaise¹, II. chevaliers.
 Ancel le fiz Charle², I. chevalier.
 Girart³ Gazel⁴, II. chevaliers.
 Henri de Machelin⁵, I. chevalier.
 Adam d'Arsur⁶, I. chevalier.
 Denis le fiz de Jofrei⁷, I. chevalier.
 Raoul le Boutillier⁸, II. chevaliers.
 Rogier Sauveri⁹, VII. chevaliers.
 Simon dou Molin¹⁰, I. chevalier.
 Rogier le Gast, botillier¹¹, I. chevalier.

Le Daron¹² deit II. chevaliers; la devise :
 Gerart de Doai¹³, I. chevalier.
 Renaut de Mongisart¹⁴, I. chevalier.

La seignorie de Baruth deit XXI. chevaliers.

La some des chevaliers dou reiaume de Jerusalem si est VC. et LXXVII.¹⁵

CHAPITRE CCLXXII.

Ces sont les aides que les yglises et les borgeis doivent, quant le grant besoin est en la terre dou reiaume de Jerusalem.

Et ce est la devise :
 Le patriarche de Jerusalem deit : sergenz v. cenx.
 Le chapitle dou Sepulcre deit : sergenz v. cenx.
 Josaphas¹⁶ deit : sergenz c. et L.
 Montecion¹⁷ deit : sergenz c. et L.
 Mont Olivete deit : sergenz L.¹⁸
 Temple Domini deit : sergenz L.¹⁹
 La Latine deit : sergenz L.
 Le evesque de Thabarie deit : sergenz c.²⁰
 L'abé de Monte Tabor deit : sergenz c.²¹
 La cité de Jerusalem deit : sergenz VC.
 La cité d'Accre deit : sergenz VC.
 La cité de Sur deit : sergenz c.
 La cité de Naples deit : sergenz CCC.
 La cité de Cesaie deit : sergenz L.

¹ B. *De Falaise*. A. *De Falendes*. C. — ² *Chaire*. D. E. T. — ³ C. — ⁴ *Guabel*. D. T. — ⁵ *Maschelai*. C. — ⁶ *Adan dou Cerne*. C. — ⁷ *Le fiz Giefroi*. B. — ⁸ *Boutellier*. B. *Bouteillier*. C. — ⁹ *Savari*. C. *Haimeri*. T. — ¹⁰ *Des Molins*. C. — ¹¹ *Gaste*. C. *Guasse*. D. *Gnasse*. T. — ¹² *La seignorie dou Daron*. D. E. T. — ¹³ *Girart de Doay* (*Donai*. D. E. T.) B. D. E. T. — ¹⁴ *Mont Gisart*. B. C. — ¹⁵ VI^eCLXVII. A, mais l'addition ne donne que 577. VI^e LXXVII. B. C. 666. D. E. T. — ¹⁶ *Josaphat*. B. D. E. T. *Jozafas*. C. — ¹⁷ *Monte Syon*. B. *Montesion*. D. E. T. — ¹⁸ *Montelivete* 150. *sergens*. D. E. T. — ¹⁹ 150. D. E. T. — ²⁰ 500. D. T. — ²¹ 500. D. T.

Le evesque de Bethleem¹ deit : sergenz cc.
 Rames et Ybelin² et Mirabel deivent : sergenz c. et L.
 Le evesque de saint Jorge³ de Lidde deit : sergenz cc.
 Arsur⁴ deit : sergenz L.
 Le evesque dou Sabast⁵ deit : sergenz c. ⁶
 L'evesque d'Accre deit : sergenz c. et L. ⁷
 L'evesque de saint Abraham deit : sergenz L. ⁸
 L'arcevesque de Sur deit : sergenz c. et L.
 L'arcevesque de Nazareth deit : sergenz c. et L. ⁹
 Le evesque de Seete¹⁰ doit : sergenz L.
 L'arcevesque de Cesaie deit : sergenz L. ¹¹
 Escalone deit : sergenz c. et L. ¹²
 Japhe deit : sergenz c. ¹⁵
 Le Lyon¹⁴ deit : sergenz c. ¹⁵
 Le Gerin¹⁶ deit : sergenz xxv.
 Kayphas¹⁷ deit : sergenz L.
 Thabarie deit : sergenz cc.
 La some des sergenz dessus diz si est vm. et xxv. ¹⁸^a

¹ Belleem. D. E. T. — ² Ibelin. T. — ³ George. B. — ⁴ Arsar. T. — ⁵ Sebast. B. Sabach. T. — ⁶ CL. B. 500. D. T. — ⁷ 550. T. — ⁸ 550. T. — ⁹ L'arcevesque de Nazereth n'est pas dans D. T. — ¹⁰ Saete. B. Saïete. c. Saïette. D. E. T. — ¹¹ L'arcevesque de Cesaie, etc. n'est pas dans c. — ¹² 100. D. E. T. — ¹⁵ Japhe n'est pas dans D. E. T. — ¹⁴ Le Leon. D. E. T. — ¹⁵ Et le Lion qui doit c. serjanz. B. — ¹⁶ Le Gerill. c. Le Legerin. D. E. T. — ¹⁷ Caïphas. D. E. T. — ¹⁸ vm. et c. et lxxv. A, mais il y a erreur dans l'addition. 7075. D. E. T.

^a Voici l'état des services, dus au roi de Jérusalem, tel qu'il est présenté par Marin Sanudo. (*Secreta fidelium crucis*, l. III, pars VII, c. I, p. 174.) Cet état diffère de celui fourni par Ibelin.

	milités.	armigeri.
Jerusalem.....	XLI	D
Baronie de Jopen, Ascalon, Rama, Mirabel et Ybelyn.....	C	
Baronia principatus Galilee.....	C	
Dominium Montis Regalis.....	LX	
Comitatus Jocellini.....	XXIV	
Neapolis.....	LXXXV	CCC
Ptolomayda.....	LXXX	D
Tyrus.....	XXVIII	C
Patriarcha.....		D
Capitulum Sepulchri.....		V
Josaphat.....		CL
Mons Syon.....		CL
Templum Domini.....		CL
Latina.....		L
Episcopus Tabarie.....		C
Abbas montis Tabor.....		C
Cæsarea.....		L
Episcopus Bethlehem.....		CC
—— Ybelyn et Mirabel.....		C
—— Sancti Georgii.....		CC
Arsur.....		L
Episcopus Sabadoit.....		C
—— Ptolomensis.....		CL
—— Sancti Abraham.....		L
Archiepiscopus Tyri.....		CL
—— Nazareth.....		L
—— Sydonis.....		L
—— Cæsarea.....		L
Summa.....	DXVIII	

	armigeri.
Ascalona.....	C
Leluon.....	C
Leyrim.....	XXV
Cayphas.....	L
Tabaria.....	CC
Summa.....	IVMCCCLXXX

Sanudo, dans l'addition duquel il y a, au surplus, une erreur de calcul, que nous avons corrigée, donne 59 chevaliers et 745 sergents de moins qu'Ibelin.

Sanudo conçoit que l'on s'étonne de voir les barons contribuer si faiblement à la défense du royaume; mais il fait remarquer que les souverains exigeant strictement ce qui leur était dû, et plutôt plus que moins, il avait été convenu que, dans le cas d'une nécessité urgente, les barons seraient tenus de fournir des secours plus considérables; et que quand ils allaient à la guerre avec le roi, ils devaient, en outre, entretenir une garde de chevaliers armés, convenable et proportionnée aux moyens de chacun d'eux. Ce qui le conduit à regretter qu'on ait permis aux femmes non mariées de tenir des fiefs dans le royaume, car elles n'en remplissaient aucun des devoirs, et les moyens de défense se trouvaient ainsi diminués. Il cite, comme preuve, ce qui se passait encore de son temps dans le royaume de Chypre et dans la principauté de Morée.

On ignore quel était le nombre exact des chevaliers qui devaient le service militaire au roi de Chypre. Sanudo fixe ce nombre à mille (*Secreta fidelium crucis*, p. 212); mais son autorité nous paraît, en cette circonstance, devoir être soumise à l'examen de la critique. L'île de Chypre était, au XIII^e siècle, riche, florissante et très-peuplée; cependant il est difficile d'admettre

CHAPITRE CCLXXIII.

Ce est le dereain chapitle de cest livre ¹.

Vos avés oy dessus les assises et les usages dou reiaume de Jerusalem, lesquels² comensa premierement Godefroi³ de Buillon, qui fu le premier roi de Jerusalem; mais il ne vost onques porter corrone d'or⁴, si come il se contient ou prelogue⁵ de cest livre. Il ne regna que un an⁶. Après lui regna Baudoyne son frere, xviii. ans⁶. Cil fu⁶ le premier roi Latin qui porta corrone ou reiaume de Jerusalem.

¹ Ci orrés auquel aage et de quant rois furent faites et ordenees les assises que vos avez otes en cest livre. B. Ici orés quel aage et desquels roys furent les assises que vous avés leues en cestui livre, et coment elles furent faites et ordenées. D. E. T. Ce chapitre manque dans C. — ² Lequels. A. — ³ Le duc Godefroi. D. E. T. — ⁴ D. E. T. — ⁵ Se com il convient au privilege. D. T. Si come il contient au provelige. E. — ⁶ Fai. B.

qu'elle ait eu un état militaire deux fois plus considérable que celui du royaume de Jérusalem. Ce doute serait levé si l'on retrouvait un document historique très-précieux, dont Florio Bustron, qui vivait à la fin du xvi^e siècle, s'est servi pour composer son histoire de Chypre : nous voulons parler des comptes de la Secrète, qu'il signale en ces termes : « Mi sono accommodato ancho di molte cose d' ai Libri delle Remembrance de la Secreta. » Ne pouvant pas comparer les services militaires du royaume de Chypre à ceux du royaume de Jérusalem, nous recourrons aux détails que l'histoire fournit sur l'organisation féodale de la principauté de Morée. On verra, par le moyen de ce rapprochement, que l'application des principes de la féodalité amenait, malgré la différence des temps et des lieux, des résultats analogues.

Le territoire de la Morée, ou plutôt de la partie de la Morée qui avait été conquise, fut partagé en fiefs. On régla que ceux qui auraient quatre fiefs, lèveraient bannière et feraient le service de bannerets, et que chacun serait tenu d'avoir sous sa bannière un chevalier et douze sergents. Ceux qui avaient plus de quatre fiefs, devaient entretenir deux sergents à cheval et un chevalier par chaque fief. Les chevaliers qui n'avaient qu'un fief, devaient servir en personne pour leur fief; c'est ce qui leur fit donner le nom de sergents de la conquête.

La répartition des fiefs eut lieu de la manière suivante :

	fiefs.	chevaliers.	sergents.
Messires Gaultier de Ronchères...	xxiv	xxiv	xlviij
Hugues de Brières.....	xxii	xxii	xliv
Guillaume Alaman.....	"	"	"
Rémond.....	i	iv	"
Guillaume.....	vi	vi	xii
Guy de Nevelet.....	vi	vi	xii
Raoul de Tournay.....	xii	xii	xxiv
Hugues de l'Isle.....	viii	viii	xvi
Lucas.....	iv	iv	viii
Jean de Neuilly.....	iv	iv	viii
Robert de la Trémouille.	iv	iv	viii
L'Hôpital de Saint-Jean.....	iv	iv	viii
A reporter.....	xcv	xcviii	clxxxviii

	fiefs.	chevaliers.	sergents.
Report.....	xcv	xcviii	clxxxviii
Le Temple.....	iv	iv	viii
Les Hospitaliers allemands.....	iv	iv	viii
Le métropolitain de Patras.....	viii	viii	xvi
L'évêque d'Olène.....	iv	iv	viii
— de Modon.....	ii	ii	iv
— de Coron.....	ii	ii	iv
Les chapitres de ces trois évêques.	vi	vi	xii
L'évêque de Veligosti.....	iv	iv	viii
L'évêque d'Amyclée.....	iv	iv	viii
— de Lacédémone.....	iv	iv	viii
Total.....	clxxxviii	clxxxviii	clxxxviii

Ce total est incomplet, parce que la *Chronique de Morée* (p. 48, éd. de 1840), d'où sont extraits ces détails, ne donne pas les noms de plusieurs chevaliers et sergents qui avaient reçu le privilège d'un seul fief. Les dispositions de ce partage furent consignées dans un registre dont le chroniqueur parle souvent. Un semblable registre était tenu dans le royaume de Jérusalem et dans celui de Chypre; et les fonctions du bailli de la Secrète consistaient à exiger des vassaux le paiement des droits et l'acquittement du service auxquels ils étaient tenus. Cependant nous ne pensons pas qu'il y ait jamais eu, dans cette partie de l'administration, autant d'ordre à Jérusalem qu'à Nicosie ou à Andravida. La conquête de la Morée par les seigneurs champenois fut si facile et si prompte, que ces seigneurs purent régler l'administration de leur conquête avec une liberté d'esprit qui manquait aux conquérants de la Syrie. Par un sentiment de confiance ou de présomption, que l'événement justifia, la Morée avait été partagée avant d'être conquise. (*Id.* p. 50.)

Quoique le système féodal n'existât pas dans les États de la république de Venise, cette puissance, après la conquête de l'île de Candie, partagea et inféoda ce pays, en l'année 1212, et suivit exactement ce qui avait été fait en Syrie et en Morée. (Muratori, *Scriptores Italiae medii ævi*, t. XXII, p. 540.)

^a Du 28 juillet 1099 au 18 juillet 1100.
^b De Noël 1100 au mois de mars 1118.

Il trespassa en la terre d'Egypte¹ et fu porté en Jerusalem et mis souz Monte Calvaire devant Golgatas², de près son frere Godefroi; sur laquel sepulture sont escriés ces vers :

Rex Baldewinus, Judas alter Machabeus,
Spes patrie, vigor ecclesie, virtus³ utriusque;
Quem formidabant, cui dona, tributa ferebant
Cedar et Egyptus⁴, Dan ac homicida Damascus.
Proh dolor! in modico clauditur hoc tumulo⁵.

Après lui fu coronés Baudoyne de Borc⁶, que l'on apeloit en surnom l'Aguillon⁷, lequel regna xviii.⁸ anz^a, en belle vie et en bone, et à la mort se rendi chanoine dou Sepulcre. Après lui fu coronés Fouque, qui fu gendre doudit Baudoyne; lequel regna xii. anz^b, et morut devant Accre⁹, à la chace d'un lievre¹⁰, et fu portés en Jerusalem. Et après lui regna Baudoyne son fiz, xx. anz^c. Et après lui regna Amauri son frere, xi. anz^d. Et après lui regna Baudoyne son fiz, le mezel, xi. anz^e; et en sa vie fist il corroner le petit rei¹¹ qui avoit nom Baudoyne : fiz estoit dou marquis. En l'aage des vii. rois¹² dessus dis, qui fu lxxxvi. anz¹³, furent les assises faites et establies. Et avant que la terre fust perdue en usoit l'on miaux que l'on ne peut orres faire^f : car noz les savons assés povrement; et ce que noz en savons, noz ne le savons que par oyr dire et par usage. Et nos tenonz¹⁴ por assise ce que noz avons veu user come assise, disant que l'on entent que tel est celle assise, et que l'on ne set ce elle est fornée ou non; mais l'on le dit¹⁵ à nete conscience, selonc son¹⁶ entendement. Moult en pooient miaux user et ouvrir seurement ou reiaume de Jerusalem, ainz que la terre fust perdue, là où les assises estoient, si come il¹⁷ devise ou prelogue de cest livre : et après la terre perdue¹⁸, fu tot perdu. Et veirs¹⁹ est que les anciens noz en laissierent assés de leur science. Le rei Heymeri²⁰ de cuis noz trovons ou Livre dou Conquest^g, que le rei Amauri²¹ rechata²² de la prison de Damas, qui estoit un povre vallet et gentis-

¹ Au royaume de Egipte. D. E. Au royaume de Chipre. T. — ² Galgota. T. — ³ Virtus n'est pas dans B. — ⁴ Virtutis quia quem formidabant timebant, tributa faciebant, dum Cæsar Egiptus. T. — ⁵ On lit dans le manuscrit de Venise, au lieu de *spes patriæ*, *spes partue*; au lieu de *vigor*, *jugor* : le mot *virtus* qui suit est passé. Au lieu de *dona*, on lit *danat*; et pour *ferebant*, *fedebant*; puis *Cesar et Egittus hac homicidam Damascus. Pro dolor, etc.* On lit dans D. E. T. : *Rex Balduinus, alter Judas Machabæus, spes patriæ, vigor ecclesiæ, virtutis quia quem formidabant timebant, tributa faciebant, dum Cæsar, Egiptus ac homicida Damascus. Proh dolor! clauditur hoc tumulo. Roy Bauduin second, Judas Machabée, esperance dou pays, vigour de l'eglise, la vertu de tous daquel fermoient, à cui tuit rendoient don, et presens portoient ceaus de Cesar et de Dam en Egipte, Damas homicide. Allas! quel doulour! en poi d'ore est sur lui chose ceste sepulture.* E. — ⁶ Dou Bourc. D. E. T. — ⁷ L'Aquillon. T. — ⁸ 13. anz. B. D. E. T. — ⁹ Acres. D. E. T. Acre. B. — ¹⁰ Dou lievre. D. E. T. — ¹¹ Son fils le petit roi. D. E. T. — ¹² Dou marquis. En l'aage de 7. anz roys. T. — ¹³ 26. anz. D. T. — ¹⁴ Tenoz. A. — ¹⁵ Mais on ne doit. B. — ¹⁶ Nostre. D. E. T. — ¹⁷ Si com je. T. — ¹⁸ Perda. A. Et à perdre la terre. B. — ¹⁹ Voirs. B. D. E. T. — ²⁰ Haimeri. B. Neimeri. D. Heimeri. E. Aimeri. T. — ²¹ Neimeri. D. Heimeri. E. Aimeri. T. — ²² Fu racheté. T.

^a De Pâques 1118 au 11 août 1131.

^b Du 14 septembre 1131 au 13 novembre 1144.

^c De Noël 1144 au 10 février 1162.

^d Du 28 février 1162 au 11 juillet 1173.

Du 15 juillet 1173 au 16 mars 1185. Plusieurs de ces dates ne correspondent pas exactement avec le nombre d'années assignées par Ibelin aux règnes de ces princes.

^f Voir dans l'Introduction ce qui a été dit sur ce chapitre du livre d'Ibelin.

^g Il s'agit ici d'Amaury II, roi de Jérusalem et de Chypre. Aucun historien ne fait mention de sa capti-

tivité à Damas. Le *Livre du Conquest* dont Ibelin extrait ce qui suit, était, comme le montre cette citation, une histoire de la conquête de Jérusalem, et non le registre du partage des terres, ainsi que le titre semble l'indiquer. Cette histoire n'est point celle de Guillaume de Tyr, puisque cet écrivain interrompt son récit au règne de Baudouin IV, en 1183. Aucun historien ne rapportant sur Amaury II les particularités qui se trouvent dans ce chapitre, il faut en conclure que, malgré le grand nombre d'historiens des Croisades que nous possédons, l'ouvrage du plus accrédité d'entre eux, le livre qu'Ibelin cite comme si chacun devait le connaître, n'existe plus.

hom, puis ot il toz les offices dou reiaume, dès la chamberlainie jusque à la conestablie¹, et puis fu il roi des deus reiaumes, premierement de Chipre et puis de Surie, et ambedeus² les gouverna bien et sagement jusque à la mort : il sot miaux les uz et les assises³ que nul autre, se tesmoingnent ciaux qui le virent, et moult les avoit en memoire. Mais mesire Raou de Thabarie⁴ estoit plus sutil de lui, si que ledit roi pria moult mesire Raou⁵, ainz que il fust mau de lui, que il vosist que entre eaus deus et autres deus vavassors⁶, feissent escrire⁷ et renouveler les assises, et diseit ledit rei que il entendait que il les recorderait moult bien, si que poi en faudreit⁸. Mesire Raou respondi que de ce que il savait ne fereit il ja son pareill nul borgeis ne nul bas home⁹ letre. Et tot ce que je en ais dit et fait, se je en aucune chose ais failli ou mespris¹⁰, je pri à toz ciaux qui le liront¹¹ que il prient nostre Seignor que il, par sa douce¹² mesericorde, conduie les devans dis et mei meismes et toz Crestiens à veraie repentance et à droite confession et à parfaite peneance et à honorable fin. Amen¹³.

¹ Constablie. E. D. — ² Et ans 2. D. E. — ³ Dou reaume de Jerusalem. B. — ⁴ Mesire Raul de Baruch. B. Dans D. et E. le mot *Baruch* est écrit à la marge en écriture du temps. — ⁵ Le devant dit Raoul. B. D. E. T. — ⁶ Et entre autres deus vavassours. D. E. T. — ⁷ Escire. A. — ⁸ Deffaudroit. D. E. T. — ⁹ Sage home. D. E. T. — ¹⁰ B. D. E. T. Or mesere. A. — ¹¹ Qui ce orront. B. D. E. T. — ¹² D. E. T. — ¹³ Après ce chapitre, le manuscrit de Venise en donne un autre, qui a pour rubrique : *Vous avés oy devant coment on doit coroner le rei; c'est assaveir quant il est d'aage, après la mort de son pere ou de sa mere ou de celui qui a le reiaume par irritage. Et or orrés quant les enfanz demorrent merme d'aage, que l'on doit dire et faire.* Les détails personnels que contient ce chapitre, où il est traité de la régence du royaume, ne permettent pas de douter qu'Ibelin en soit l'auteur; cependant nous ne pouvions pas le laisser à la place que le copiste du manuscrit de Venise lui a donnée, c'est-à-dire entre un chapitre qui a pour titre : *Ce est le dereain chapille de cest livre*, et une table des matières; d'un autre côté, il ne nous était pas possible de l'intercaler dans le texte de l'ouvrage, car ces mots de la rubrique : *Vous avés oy devant coment on doit coroner le rei*, nous auraient forcés de le placer entre les chapitres VII et VIII, dans un endroit où il n'est aucunement question de bailliage, et où ce chapitre aurait rompu l'ordre des idées. Nous nous sommes donc décidés à le rejeter dans l'Appendice, à côté d'autres documents politiques, qui, par les matières qui y sont traitées, ont de l'analogie avec ce chapitre.

TABLE

DES

PRINCIPAUX CHAPITRES DISTRIBUÉS EN QUATRE LIVRES¹.

LE PREMIER.

Le prologe..	I
Coment doivent savor les assises..	V
Coment doit couronner le roy..	VII
Coment doivent estre les seignors e les barons..	VIII
Coment on doit demander conseil..	XI
Coment on doit pladoier en court..	XXII
Quel bon pladeour doit estre..	XXVI
Coment on doit avor jour à clain..	XXXII
Les fuitess principals..	XXXIII
Les atentes après les fuites..	XLVI
Quant les parties sunt ajournés..	LIII
Qui met sus malfeite à atre doit respondre..	LXII
De nouvele desasine..	LXIII
Coment on doit prover la negative..	LXVI
Coment on doit prove en la Haute Court..	LXVIII
Quel gens pevent porter garentie en court..	LXXI
Coment on peut enpachier garens..	LXXIII
Coment garent vif porte garentie pour mort..	LXXVIII
Qui cognot deite à la presence du seignor..	LXXVIII
Quels choses tot le jour..	LXXX
Desquels choses il a bataille..	LXXXI

LE SEGOUNT.

Murtre de tutes magnieres..	LXXXII
Qui se clame d'oume qui est en fers..	LXXXIX
De murtre apel..	XCI
Qui s'en clame de multre et d'oumecide..	XCI
D'un hume osis peit avoir batalies..	XCI
De traïoun de totes magnieres..	XCIV
Des armes des champiouns..	CI
Quans jurs a de fere bataille..	CIII
De rap et de briseure..	CIII
De forse..	CVII
Du pere et de deus freres qui veont batalie..	CIX
Qui viet la court faucer..	GX

LE TIERS.

Coment les assises se tiegnent..	CXI
Des bestes restives..	CXII

¹ Nous avons ajouté ce titre qui ne se trouve pas dans le manuscrit. Cette table est de deux écritures différentes, qui sont l'une et l'autre moins anciennes que celle du texte de l'ouvrage.

De cop apparant.....	CXIII
De chevalier arresté qui doit dire.....	CXV
De plegerie.....	CXVII
De la chose prestée que l'on pert.....	CXIX
De chose mal atirée.....	CXXXI
D'esclaf ou d'esclave mesel.....	CXXXII
Qui non a gaigne ne plege ne garans.....	CXXXIII
A qui se doivent clamer les soudoyers.....	CXXXIII
Qui veult acheter chose sans crieur ordonné.....	CXXXVIII
Vendre bestes sans enchantement.....	CXXXIX
De ligesse par l'assise.....	CXL
Dons de fiefs que les seigneurs donnent.....	CXLI
Qui alienne son fief sans assise.....	CXLIII
Que puet faire le conquereur du fief.....	CXLIII
Des eschoites des fiefz.....	CXLVIII
Du fief que le seigneur encombre.....	CLVIII
Bailliaige des fiefz.....	CLXX
De quoy les femmes doivent le mariaige.....	CLXXVII
Commande des fiefz.....	CLXXX
Estreement des fiefz.....	CLXXXI
Desmembrement des fiefz.....	CLXXXII
Change des fiefz.....	CLXXXIII
Perde des fiefz.....	CLXXXIII
Vente des fiefz.....	CLXXXV
Desheritemens d'ommes.....	CXC
Forjuement d'ommes.....	CXCII

LE QUART.

Le sairement de chief seigneur.....	CXCIII
Sairement de bail.....	CXCIII
L'ommaige aux hommes au seigneur.....	CXCV
La ligesse des hommes.....	CXCVII
Se le seigneur ne fait son devoir à ses hommes.....	CCIII
De foy mentie.....	CCVI
Qui fait justice en aultrui terre.....	CCVII
De conjuremens.....	CCIX
De pourter armes contre le seigneur non faillant.....	CCXI
De semonces.....	CCXII
Les services que les hommes doivent.....	CCXVII
Semonce de mari et femes.....	CCXXVII
Qui marie femme de seigneur sans congié.....	CCXXXI
Destendre seigneur pour la paye de l'omme.....	CCXXXIII
De sairement des fiefs.....	CCXLI
Quant seigneur ne tient esgart de court.....	CCXLII
Commande de fief seigneur, semonce de seigneur.....	CCXLV
Devise de terres.....	CCXLVII
Les choses que le seigneur delivre sans clamour.....	CCXLVIII
Vendre fié de sa femme.....	CCXLIX
Entrequittement du seigneur et homme.....	CCL
Establissemens de villains.....	CCLI
Les offices principaulx.....	CCLVI
Les services que les terres de Jerusalem doivent.....	CCLX

FIN DE LA TABLE.

II.
LIVRE DE GEOFFROY LE TORT.

II.

LIVRE DE GEOFFROY LE TORT.¹

CES SONT PLUSORS CHAPITLES D'USAGES ET D'ASSISES DE LA HAUTE COURT DOU REIAUME DE JERUSALEM, QUE MESIRE JOFREI LE TOR, QUI ESTEIT TENUS À MOULT BON PLAIDEOR ET ANCIEN CHEVALIER, MIST EN UN SIEN LIVRE, QU'IL FIST SELONC CE QU'IL AVOIT VEU ET USER ET ENTENDU DES ANCIENS RICHES HOMES ET AUTRES CHEVALIERS QUE IL AVEIT VEUS, ET QUI LES AVEENT SEUS PAR CIAUS QUI AVEENT ESTÉ DEVANT EAUS².

I. Que il esteit usage ou assise ou reiaume de Jerusalem, que quant heir merme d'age n'a ne pere ne mere qui puisse tenir son baillage, que le plus dreit heir et le plus preuchain des parenz qui sont en vie, à qui l'escheete puisse escheyr, a la garde et le baillage de ces biens devant totes autres genz, quant il les requiert, et avoir les deit : car il aureit l'irritage ce il li escheeit³.

II. Et si est usage ou assise que quant aucune escheete escheit d'irritage ou de baillage à plusors parenz qui sont en un degré de parenté à celui ou à celle de par qui l'escheete lor vient de celle part dont elle muet, que l'ains né de ciaux qui sont en vie l'a par devant les mainz nés, ce il la requiert; por ce que,

¹ Ce titre et les numéros des chapitres ont été ajoutés par nous.

* La famille le Tort ou de Tort paraît avoir pris son nom de la ville de Tur, qui était un port situé sur la mer Rouge. Elle passa en Chypre, comme tant d'autres familles chrétiennes de la Syrie, non pas avec le roi Guy de Lusignan, mais sous le règne du roi Henri (1219-1253), qui donna à Geoffroy le Tort un fief considérable, et le nomma ensuite chambellan du royaume de Chypre.

La difficulté pour déterminer quel est celui des membres de cette famille qui composa un livre sur les usages de la Haute Court, tient à ce que, selon un usage commun au moyen âge, les chefs de cette maison portaient le même prénom. Ainsi nous trouvons dans les historiens, ou dans les actes publics, quatre personnes désignées par le nom de Geoffroy le Tort, ce sont :

1° *Gaufridus Tortus*, qui souscrivit, avec les grands officiers du royaume de Jérusalem, un titre du roi Baudouin II, de l'année 1123. (*Cartul. ms. du Saint Sépulcre*, p. 257, n° xxx.)

2° *Gaufridus Tortus*, qui contre-signa également un titre du roi Amaury I, en l'année 1169 (Ughelli, *Italia sacra*, t. III, p. 475), et qui, au mois de septembre de la même année, concéda à l'abbaye du Mont-Thabor une rente de douze besants, à percevoir sur son casal de Manueth, pour obtenir la restitution d'un vilain. (Paoli, I, 209.) Peut-être est-ce le même personnage qui, sous le nom de *G. Torsus*, souscrivit un titre du roi Guy de Lusignan, donné au siège d'Acre, en 1189. (*Annales de Marseille*, p. 336.)

3° Geoffroy le Tort, qui souscrivit, avec le titre de chambellan, un acte du roi Henri, de l'an 1247. L'histoire fait mention de deux missions très-importantes qui furent confiées à la sagesse de ce chevalier, par les sei-

gneurs du royaume de Chypre. (*Amplissima Collectio*, t. V, col. 702, 717.) Il épousa Alix, fille de Jean de Troyes, et, en secondes nocces, Bienvenue, fille de Philippe de Caffran.

4° Geoffroy le Tort, petit-fils du précédent, qui épousa Estiennette, fille de Jean du Plessi.

Nous pensons que l'auteur du livre de jurisprudence était le troisième de ces personnages : en effet, il est qualifié d'*ancien chevalier*, aussi bien par le continuateur de Guillaume de Tyr que dans l'intitulé de ce livre; et les missions diplomatiques dont il fut chargé, révèlent en lui un homme dont les lumières et l'expérience étaient généralement reconnues. Cependant les fragments du livre sur les usages de la Haute Cour, qui sont fournis par les manuscrits A. et B, et que nous publions ici, ne sont que des analyses sommaires de certaines parties du Livre d'Ibelin. On peut d'autant moins avoir de doute sur ce point, que souvent l'on retrouve, dans ces fragments, les propres expressions de cet auteur. Au surplus, Jean d'Ibelin et Philippe de Navarre citent les personnages qui, de leur temps, s'étaient illustrés, en Orient, par l'étude et la pratique des lois, et ils ne font aucune mention de le Tort. Il faut donc penser qu'il rédigea, sans nulle intention scientifique, une analyse de l'ouvrage du comte de Jaffa, et que cette analyse, qui n'est pas donnée par les manuscrits d'une manière uniforme, ne nous est parvenue qu'incomplète. L'ouvrage de le Tort devait offrir aux praticiens des deux Hautes Cours, et sous une forme concise, les lois et les usages dont Ibelin n'établit l'existence qu'à la suite de longues discussions; mais, pour nous, ces fragments présentent peu d'intérêt.

² *Livre d'Ibelin*, c. CLXX, p. 261.

par l'usage ou l'assise, fié ne seignorie qui escheit ne se part entre freres ni entre autres parenz masles, ainz la deit avoir l'un d'iaus, c'est assavoir l'ainz né de ciaux qui sont en vie devant les mainz nés, ce il la requiert^a.

III. Et si est assise ou usage que le fiz et la fille demorre au point de son pere et de sa mere, quant il muert, à avoir ces biens et ces escheetes, mais que de baillage: car baillage n'escheit ni ne peut escheyr au fiz ne à la fille de celui qui a tenu le baillage, ce il y a plus preuchain parent de lui à l'heir de par qui l'on tient le baillage, de celle part dont le fié muet^b.

IV. Et si est assise ou usage que on deit requerre et requiert on escheete de par le dereain saisi et tenant, et non de par autre qui avoir le deit^c.

V. Et si est assise ou usage que nul ne peut ni ne deit desmembrer son fié ne doner partie, se se n'est por servise faisant, et de tel servise come le fié deit à celui de qui il tient son fié, ce il deit servise de pluisors chevaliers: car, par l'assise ou l'usage, on peut bien doner partie de son fié por partie dou servise que il deit, si come il est devant dit. Et totes choses qui servise deivent, si est fié^d et deit estre mené come fié, ne l'on ne le peut alier que ensi come l'on aliene fié ou chose qui deit servise, en autre maniere que par l'assise ou l'usage de cest reiaume ou par l'otrei dou seignor de qui il tient le fié; et c'il autrement le fait, ce que il a fait est encor à estre preupre dou seignor de qui il tient le fié ou de ces heirs, à tot tens, par l'assise ou l'usage dou reiaume de Jerusalem^e.

VI. Et si est assise ou usage, quant l'on viaut destreitement semondre home de venir faire dreit en court, et il est ou reiaume, l'on le mande semondre tot avant par treis homes liges, dont l'un est en leuc dou seignor et dit la parole de la semonce, et deit moutir de quei on le semont et le terme de la semonce qui est quinze jors; et les deus deivent porter la garentie come ciaux qui y vont come court et sont court; et ce que il retraient en la plaine court, que il ont dit et fait por la semonce faire là où il alerent, est apelé recort de court. Et ce il avient que celui qui est semons dit que il est essoigné de son cors, en maniere par quei il ne peut venir en la court à la semonce que l'on li a faite, il en deit estre creu la premiere feis par sa pleine parole; et ce il est semonz la seconde feis, et il reit que il est si essoigné que il ne peut venir, jurer le deit sur la sainte Evangille; et par ce en deit estre creu; et ce il après est semons la tierce feis, et il reit que il est si essoigné, par quei il ne peut aler, les devanz dis homes liges le deivent veyr et bien esgarder come essoigné, et c'il conoissent aparaument l'essoine de son cors tel que il ne peut venir à court dreit faire, assés est. Et ce il dit que il a essoine tel que les homes liges ne pevent pas bien conoistre, il deivent avoir avec eaus miege qui seit tenus au seignor ou à la court de leauté dire; et le miege en deit estre creu de ce qu'il en dira.

^a *Livre d'Iselin*, c. cxliix, p. 224.

^b *Id.* c. lxxviii, p. 125.

^c *Id.* c. cli, p. 227.

^d On a donné beaucoup de définitions du fief; mais nous n'en connaissons pas de plus simple, de plus exacte, ni qui reproduise mieux le vrai caractère de la nature du

fief que celle-ci. On voit que le service militaire est l'unique fondement du contrat féodal, peu importe l'objet donné pour prix du service: voilà ce qu'il importait le plus de savoir. Les feudistes modernes ont fini par ne tenir aucun compte de cette base de la convention féodale.

^e *Livre d'Iselin*, c. clxxxii, p. 284.

Et totes les feis que le clamant le mescrea et dira que il entent que il est orres en point de venir dreit faire, aussi deit estre veu par les homes liges et par le miege. Et c'il avenist à la premiere feis ou à la seconde ou à la tierce que il fust defaillant ou reviau en ce que il ne vosist venir ou faire ce qui est devant dit, la court peut bien conoistre que le clamant deit estre mis en la saisine de la propriété de la carelle, en tel maniere, que si tost come il vendra avant por fornir dreit, que il soit remis en la saisine tot avant, sanz delai ^a.

VII. Et si est assise ou usage que si tost come le sodeier, quel que il soit, chevalier ou sergent à cheval ou à pié, ou escuier^b, se claime par l'assise de son seignor de sa decerte, son seignor le deit paier sanz delai, ou jurer sur sains que il ne li deit ce que il li requiert; et se il ne viaut jurer, et il vueille metre le seirement sur le sodeer, faire le peut; et le sodeier deit jurer sur sainz que celui li deit ce qu'il li demande en la maniere que il li met sus; et quant il a ce juré, le chief seignor de cel leuc le deit faire paier en l'orre; et ce celui ne le paie en l'orre, le chief seignor le deit faire gagier et faire prendre tant dou sien, partot là où l'on le trouvera, neis en son ostel, par quei celui soit enterinement païé sans delai^c.

VIII. Et si est assise ou usage des vilainz que l'on requiert où il y a debat dou fait de la nayté ou dou remuement des leus que l'on a et tient, que l'on les deit delivre par enqueste; et ce il avient que la chose veigne en court, le chief seignor la deit delivrer par enqueste que il fait faire^d.

IX. Et¹ si est assise ou usage que, se aucun quel que ce soit, qui teigne fié d'aucun dont il li deit homage, et il ne li a fait, ne offert à faire l'omage que il li deit, dedenz l'an et le jor que il ressut le fié; ce celui en est ataint si come il deit, l'amende en est tel, que le seignor peut tenir le fié dont il li est defailli de l'omage, tant come les deus vivent, et le quel qui muer avant, la peine faut^e.

X. Et² quant la seignorie escheit dès le jor que le seignor requiert les homages au comun de ces homes³, c'est à dire au plus, il n'ont de respit de faire les homages que quarante jors; et ce il dedenz ce ne le font, la peine en est tel que la court peut bien conoistre que le seignor peut tenir⁴ les fiés tant que celui

¹ Ce chapitre forme la première moitié du septième dans le deuxième livre de le Tort, d'après A. Voyez page h. — ² Ce chapitre est la fin du septième dans le deuxième livre. — ³ Des homes. B. — ⁴ La poine en est tele que le seignor puet tenir. B.

^a On trouve dans ce paragraphe le résumé de la matière qu'Ibelin développe très-longuement dans le chapitre ccxx, p. 349.

^b Il aurait été plus régulier de dire *chevalier ou esouier*, ou *sergent à cheval ou à pié*, parce que l'écuyer était d'un ordre plus élevé que le sergent à cheval, qui n'occupait aucun rang dans la hiérarchie féodale.

^c Livre d'Ibelin, c. cxxxiv, p. 209.

^d Id. c. ccli, p. 403.

^e C'est-à-dire que la peine cesse d'avoir son effet à la mort du seigneur ou du vassal. Si le seigneur vient à mourir, le vassal rentre dans la propriété de son fief; si le vassal meurt le premier, ses héritiers sont mis en jouis-

sance du fief. On a vu, dans le Livre d'Ibelin (c. cxci, p. 305), une disposition différente; et les preuves historiques que nous avons citées, montrent que dans le royaume de Jérusalem, comme dans tout l'Europe, la peine, en cas de défaut d'hommage dans l'an et jour, était la confiscation du fief pendant toute la durée de la vie du feudataire. Cette règle était reçue uniformément, et nous craignons que le Tort n'ait confondu l'hommage dû au bail avec l'hommage dû au seigneur. Le vassal qui manquait de faire hommage au bail, perdait son fief pendant toute la durée de la vie du bail; et c'était seulement dans ce cas que l'on pouvait dire que le premier mourant, faisait faillir la peine.

ou ciaux li facent homage, ou li euffrent à faire; et adonc¹ lor deit rendre leur fiés, ce ciaux ou celui ne fust hors dou pays, ou ce il n'eust² essoine de son cors³: et ce il a l'essoine⁵, il le deit faire assaveir si come il deit au seignor; et si tost⁴ come il est en point que il le peut faire, il le deit faire dedenz les quarante jors⁵; et ce il ne le fait, il encheit, si come il est devant dit, trusques à tant que il le face^{6b}.

XI. Et⁷ se aucun tient fié d'autre que dou rei, et il ne fait ou n'en n'euffre à faire au rei la ligece par les termes dessus devisiés, et il passast l'an et le jor⁸, et le rei s'en plainsist à sei et à sa court, et celui en est ataint en court; la peine en est tel que celui de qui il tient le fié, le deit avoir et tenir le tant come le rei est vif⁹, et celui est forspaysié dou reiaume tote la vie du rei^c.

XII. Et l'usage coment le seignor deit semondre son home lige de servise faire, quant il en a besoin, si est tel que le seignor deit mander treis de ces homes liges à celui qu'il viaut faire semondre, dont il deit establir en presence de la court l'un en leuc de lui et enchargier li la parole à dire; et as deus deit dire que il voissent come court o celui por garentir ce que il dira. Et deit dire celui à qui la parole est enchargiée à dire à celui, c'il le treuvent: « Mon seignor tel, » et le deit nomer, « noz envée sà à vos come court, et voz semons de par lui que voz de hui en « quinze jors, ou de demain en quinze jors, ou de plus demain en quinze jors, li « fassiés en tel leuc, » et li deit moutir, « tel servise come voz li devés dou fié que « voz tenés de lui. Et ceste semonce, si come je l'ais devant devisiée, voz fais je « en la presence et o la garentie de ces deus homes liges qui si sont venus o mei, « come court, par le comandement de mon seignor tel. » Et ce il viaut nomer les deus homes liges par leur noms, faire le peut: et tot ensi come il est devant mouti, le deit on dire par treis feis. Et se l'on ne treuve en persone celui que l'on viaut semondre, les treis devant dis homes liges deivent aler en l'ostel où il maint et dire le tot ensi come il est dessus devisié, for tant que en leuc de ce que l'on dit « Je vos semons tel, » et nomer le, por ce que il est present, on dira: « Je semons tel, » et nomer, por ce qu'il n'est pas là present. Et se il n'aveit hostel ne leu où il fust estaiant en celle ville, on deit aler au leuc où il est assené de son fié, ce il est assené sur aucune rente en bezans; et ce il est assené en terre, si le deit on là semondre et ou miaus aparant leuc de sa terre; et deit l'on dire: « Je

¹ Et lors. B. — ² Rendre le fié, se celui n'a essoigne de son cors. B. — ³ Et se il ne la. B. — ⁴ Il le doit faire et lors li doit rendre le seignor son fié, ou se il est hors dou país; et si tost. B. — ⁵ xv. jors. B. — ⁶ Treusques à l'ore que il le face ou offre à faire. B. — ⁷ Ce chapitre est le viii^e dans B, où il a cette rubrique: *De celui qui tient fié d'autre que dou roi.* — ⁸ Et il passast l'an et le jor n'est pas dans B. — ⁹ Tant come le roy vivra.

* Ne fust est pour fût, n'eust pour en eût. Il est évident que ce n'était pas quand le défaillant manquait d'excuses valables que le seigneur devait lui restituer son fief.

^a Livre d'Ibelin, c. cxv, p. 313.

* Cette disposition importante, qu'Ibelin a omis de rapporter, était sans doute tirée de l'assise du roi Amaury, sur la ligèce des vassaux du royaume de Jérusalem, et servait de sanction pénale à cette loi. La peine contre l'arrière-vassal qui n'avait pas fait, dans l'an et le jor, sa ligèce au roi, était la saisie du fief et l'exil. La saisie était faite par le suzerain, et durait, non pas pendant

toute la vie du vassal, mais seulement aussi longtemps que le roi vivait. Pourquoi la saisie n'avait-elle pas lieu en faveur du roi, qui seul éprouvait réellement un préjudice du défaut d'hommage lige? Parce que le fief retournant à un seigneur qui avait fait hommage, et le vassal réfractaire étant expulsé du royaume, tout rentrait dans l'ordre, et le roi ne pouvait plus se plaindre. Lorsque le royaume de Jérusalem eut été confondu avec celui de Chypre, l'autorité du chef de ce dernier royaume était si faible qu'une peine aussi sévère devait recevoir rarement son application: il est donc naturel qu'Ibelin se soit cru dispensé de la mentionner.

« semons tel, » et nomer le, « par le comandement de mon seignor tel, » et nomer le seignor aussi, « en cest leuc où tel est assené de son fié que il tient de mon seignor tel, » et puis dire le remanant qui est devant mouti de la semonce. Et se le seignor treuve celui que il viaut faire semondre en la presence de lui et de sa court, ou il le face là venir, tot aussi le peut il meismes semondre ou faire semondre si come il est dessus mouti. Et se le seignor a besoin de lui à cheval et as armes, il li deit faire dire en la semonce, et deit moutir le leuc où il vodra que il voisse et le terme de combien qu'il vodra que il y seit^a.

XIII. Et si est assise ou usage que de ce qui monte à fait de fié dont seignor se treuve saisi et tenant, que bailli ne deit oyr plait ne question de privilege devant lui^b.

XIV. Et tot aussi est il de ce dont l'ome se treuve saisi et tenant en tens de seignor, que il ne deit respondre devant baill, fors devant son seignor qui est tens à lui de fei.

XV. Et si est assise ou usage que puis que deus fiés ou plus sont escheus de par un home et il deivent homage en chief^c et servise de cors, et il a pluisors heirs qui les peussent desservir de leur cors tot ensi come les fiés les deivent; que l'ainz né deit avoir un des fiés à choïs, et l'autre heir après deit avoir l'autre fié, et le tiers heir deit avoir l'autre fié, et ensi le deit estre de l'un heir après l'autre, de tant d'eirs come se trovereit en un degré de parenteys des fiés qui sereient escheus de par un home, et qui homage en chief et servise de cors devront. Et c'il ne deveent homage en chief ne servise de cors, l'ainz né les aureit toz, puisque il poreit faire ce que les fiés devreient.

XVI. Et si est assise ou usage que celui qui a fié de son conquest le peut rendre et quiter à celui meismes qui li a doné, en tel maniere que il, ne heir que il ait, n'i aura jamais riens : et ce et aucunes autres choses peut l'on faire de son conquest, que on ne peut pas faire de ce qui aucune feïs fust venu jusque à heir ou d'eir en heir^d.

XVII. Et si est usage ou assise que se deus freres esteient, et leur pere morust qui eust un fié qui servise de cors deust, l'ainz né l'aureit devant toz. Et ce après ce leur mere moreust qui eust un autre fié qui servise de cors deust et homage en chief, si l'aureit aussi l'ainz né come d'escheete et le fereit desservir d'un chevalier, et l'omage fereit si come il devreit, c'est assaveir sauf ciaux à qui il aureit fait devant homage. Ne jà tant ne poreient ensi escheyr de fiés en cest reiaume, mais que l'un fust après l'autre, que celui qui l'ainz né sereit ne les eust toz, et son frere mains né de lui n'en aureit riens. Mais ce il escheeient ensemble de par une persone, l'ainz né aureit l'un à choïs, et le mainz né aureit l'autre, là où il deussent servise de cors. Et si tost come pere ou

^a *Livre d'Ibelin*, c. ccxx, p. 349.

^b Cet article et le suivant montrent que le bailli ou vicomte n'était incompétent pour connaître des affaires de fiefs que quand le seigneur ou le vassal était saisi et tenant. Voyez, sur les fonctions du bailli, les *Assises des Bourgeois*, c. III et IV.

^c Par les mots *homage en chief*, il faut entendre l'hommage plein ou lige qui avait lieu dans le royaume de Jérusalem comme ailleurs, mais toujours sauf la lige due au roi, qui était de droit. Cet hommage est nommé, par les *Assises de Romanie*, *plan homagio*.

^d *Livre d'Ibelin*, c. cxliv, p. 217.

mere muert, le fiz ou la fille est saisi de s'escheete par son dreit qui l'en saisisist ^a.

XVIII. Et si est usage ou assise que pere ou mere a le baillage dou fié qui est dou dreit de son fiz ou de sa fille, qui est merme d'aage, devant toz autres parens, jusqu'à ce que l'eir ait son parfait aage, c'est assaveir, le fiz quinze anz, et la fille mariée. Et se le pere ou la mere requist le baillage de l'enfant, et l'enfant ne fust present en la court au jor et à l'horre que l'on requist le baillage por lui, le seignor ne la court ne l'aureient pas à oyr, por ce qu'il ne sereient pas certains par tel maniere de dit que enfant y eust: car encores amenast l'on l'enfant à court de par qui l'on requeyst le baillage por lui, celui ou celle qui le baillage requereit, devreit offrir à prover, si come court esgardereit ou conois-treit que prover le deust, que celui ou celle de qui l'on direit que l'escheete sereit venue à cel enfant, l'eust tenu à son fiz ou à sa fille ou à son parent, et prover le, c'il fust qui le contredeyst ou mescreust. Car ce ensi n'esteit, l'on poreit requerre et avoir por enfant sanz ce que l'on l'eust onques eu; et se l'on l'aveit eu et il fust mort, si le poreit on por le mort requerre et avoir, et par ce sereient les freres ou les suers ou les autres parenz, à qui aucunes des dittes choses seroient escheues, deserités de leur dreit, et sereit tort apert et contre raison ^b.

XIX. Et si est assise ou usage que se aucun a dreit en aucune chose qui escheue li seit et dont il seit le plus dreit heir, ce il ne vient en cest reiaume et ne requiert s'escheete, si come il deit et là où il deit, que l'on n'est pas tenu de respondre à autre qui la requiert por lui; et que ce un des autres heirs de celle part dont l'escheete muet, vient en la presence de la court où l'on celle escheete deit requerre, et la requiert si come le plus dreit heir aparant qui en la court seit, et l'euffre à prover, c'il est nul qui l'en mescreit, il en aura la saisine et en usera come de son dreit, tant que autre seit venu en cort qui ait prové, si come il deit, qu'il en seit plus dreit que celui qui l'a et tient ^c.

XX. Et si est usage ou assise que qui tient fié d'autre en cest reiaume, que il li deit en chief l'omage, sauf la ligece dou chief seignor, ce il ne peut mostrer que il à autre deit l'omage en chief, ou c'il ne peut mostrer, si come il deit, que il en seit quitte ^d.

XXI. Et si est usage ou assise que qui se clame d'autre en court, celui de qui l'on se clame, à la premiere clamor deit avoir jor de quinsaine, c'il le requiert si come il deit, se assise ne li tolt ^e.

XXII. Et les assises qui tolent le jor sont cestes:

^a *Livre d'Ibelin*, c. CXLVIII, p. 223.

^b *Id.* c. CLXX ^{bis}, p. 263.

^c *Id.* c. CLV, p. 232.

^d Tout fief était tenu aux obligations résultant de l'hommage. Si, par exception, un fief en était dispensé, le vassal devait en fournir la preuve, et jusqu'à la production de cette preuve, le seigneur avait le droit d'exiger le service. On pourrait supposer cette disposition superflue, puisque l'hommage était une obligation imposée à tous les feudataires, et que leur jouissance ne

datait même que du jour de leur hommage; mais il faut se rappeler que dans certains cas particuliers, l'ensaisinement avait lieu de plein droit, et on comprend qu'un vassal ensaisiné de la sorte pouvait, plus tard, se prétendre dispensé de l'hommage. Pour prévenir toute incertitude, la législation d'Orient, conforme sur ce point à celle d'Europe, avait mis la présomption du côté du seigneur. Voyez le c. LXVIII de Britton, intitulé *de Homages*, p. 279; et Littleton, sect. 85, t. I, p. 107.

^e *Livre d'Ibelin*, c. XXXII, p. 56.

L'assise de la clamor dou murtre,
 Et celle de trayson,
 Et celle de force aparant,
 Et celle d'esforsier feme,
 Et l'assise dou rei Baudoyne de cop aparant,
 Et l'assise de plegerie,
 Et quant le seignor se clame de default de servise,
 Et quant le sodeier se clame de ces sodées,
 Et l'assise des bestes restives,

Et de la force aparant dit on qu'elle ne peut estre aparant, se celui de qui l'on se clame ne la conut et otreie, ou ce il ne la fait en la court, ou se elle n'est provée sur lui par garenz, et il en peut bien lever et torner l'un des garenz : car qui est ataint de force, son cors est en la merci dou seignor^a.

XXIII. Et qui viaut lever garent, si tost come il le veit agenoillier por jurer la garentie que il a dite en parole, il le deit saisir par le poin destre et dire : « Lieve tei sus, car je te lieve come faus parjure; que en tei ne remaint que « tu ne t'esparjure : et ce sui ge prest que je le te mostre et preuve de mon cors « contre le tien, tot ensi come la court esgardera et quant. » Et adonc se deit agenoillier devant le seignor et tendre son gage, et l'autre s'en deit defendre. Et adonc deit le seignor receveir les gages et comander à la court qu'il esgardent la maniere de la bataille et le jor. Et se aucun des deus est mahaigüé de mahaing aparant, ou il a passé aage de soissante anz, il peut metre en leuc de lui champion; et ne covient pas que il le nome, mais die que ce mostrera il par un home encontre l'autre, par ce que il est mahaigüé ou par ce que il a passé aage^b.

XXIV. Et ce celui qui lieve le garent est sergent, et le garent est chevalier, l'apeleor se deit faire chevalier et se deit combatre à lui come chevalier. Et se le chevalier qui est garent viaut dire que il ne se viaut prendre au sergent, por ce que il n'est pas son per, le sergent peut respondre que ce ne peut riens aidier au chevalier en tel cas : car ensi sereient moult maubaillis toz ciaux qui ne sont chevaliers, se les chevaliers peussent garentir quanque il vodreient sur eaus et l'on ne les peust torner, et donc sereit l'assise faillie, qui dit que de totes carelles ou damages ou perills de la value d'un marc d'argent en amont, si a torne de bataille encontre le garent : et en l'assise n'est sauvé ne chevalier ne autre^c.

XXV. Et de totes carelles de murtre ou d'autres choses de quei chevalier appelle sergent, ou sergent chevalier, l'apeleor se deit combatre à celui à cui il a apelé, à la lei de bataille de celui qui est apelé^d. Et bien se gart celui qui s'avoe por mahaigüé ou por avoir passé aage, que il seit garni de champion au jor que l'on li दौरa : car c'il ne l'eust, il sereit ataint; et se il meismes se vosist combatre, ne le poreit il faire, se il n'eust moult maistree au doner des gages^e.

^a Ibelin donne une énumération plus étendue des cas où le délai était refusé. (C. LXXX, p. 128.)

^b *Livre d'Ibelin*, c. LXXIV, p. 119; c. CVI, p. 176.

^c *Id.* c. LXXV, p. 120.

^d Beaumanoir, c. LXIV, p. 331.

^e L'auteur entend par *moult maistree*, se donner toutes

les peines nécessaires pour se procurer les moyens de fausser la loi sans péril. C'est ainsi qu'il a conseillé (§ XXIII) de ne point nommer le champion, au *doner des gages*, afin que, si ce champion venait à lui manquer, il pût se prévaloir de l'ambiguïté des termes dont il s'était servi, pour combattre en personne.

XXVI. Et quant feme gage bataille, elle est en ce point meismes : et feme peut lever garent, et peut apeler de murtre^a.

XXVII. Et à bataille de murtre n'a que treis jors de respit. Et ce elle est de chevalier, il se deivent combatre à pié aussi come autres genz, sauf ce que, en leuc dou tanevas et dou baston, il deivent avoir une targe que on apelle harasse, et une lance et deus espées, l'une seinte et l'autre atachiée à la harasse. Et de totes autres carelle que de murtre tant soulement, se combatent chevaliers à cheval armés de totes armes, se il n'apelle sergent^b.

XXVIII. Et si est usage ou assise que le plus preuchain heir aparant de celui qui en la dereaine saisine dou fié fu, ce il est de celle part dont le fié muet, deit avoir celle meisme saisine, provant le parenteis dou dereain qui morut saisi et tenant de celui fié. Ne le seignor ne li peut riens dire à l'encontre qui li vaille, se le requereor peut prover par privilege ou par recort de court que le don dou conquereor ou la teneure de son ancestre ou dou dereain qui morut saisi et tenant, se celui qui devant tint le fié ne fist chose dont le fié seit perdu par assise ou par usage, ou se le seignor ne peut prover par recort de court que celui qui en morut saisi et tenant avait eu le don à sa vie sanz plus. Et son don et s'escheete ne deit on requerre que à son seignor, ne le parenteys prover que à son seignor^c.

XXIX. De preuve de parenté ne d'aage n'a nul torne de bataille^d.

XXX. Et sis choses sont por quei les homes pevent gagier leur seignors de leur servises, jusque à ce que il ait compli leur requeste :

1° L'une si est, que se un home lige vient devant le seignor et li face aucune requeste et li requiert esgart de court, et le seignor ne li feist avoir ou ne se delivrast de lui par esgart de court meismes.

2° Ou se il avenist que l'on ne le laissast venir devant le seignor, et ensi fust deleé de venir à son dreit.

3° Ou se il avenist que la court eust fait aucun esgart, et le seignor ne le vosist tenir ne autre por lui.

4° Ou se il avenist que le seignor, ou autre por lui ou en achaison de lui, dessaisist sans esgart de court aucun de ces homes de tot ou de partie de son fié : celui qui est dessaisi peut requerre ces pers qui li aident à recouvrer sa saisine, fournissant dreit, se l'on li set riens que demander.

5° Ou se le seignor met main sur son home et le fait arester sanz esgart de court.

6° Ou c'il aveneit que le seignor congeast de son reiaume aucun de ces homes sans esgart de court, et l'ome li requeyst que il le menast par sa cort et le seignor ne le vosist faire^e.

XXXI. Et por chascune de ces devant dittes choses peut l'on venir à ces pers, ou, c'il ne peut venir, mander là où il les porra trover et requerre lor, par

^a *Livre d'Iselin*, c. LXXII, p. 130. La femme ne devait naturellement exercer cette action que par l'intermédiaire de son mari. Un bail n'aurait pu, dans ces circonstances, agir pour sa pupille.

^b *Livre d'Iselin*, chapitre CII, p. 165.

^c *Id.* c. CLV, p. 232.

^d *Id.* c. CLXI, p. 246.

^e *Id.* c. CCVIII, p. 332, etc.

la fei que il li deivent, que il voissent devant le seignor et le requierent que il le maint par sa court come son home : et il y deivent aler et faire ce que leur per lor a requis. Et se le seignor ne vosist faire leur requeste, il deivent et pevent dire au seignor que il ne feront riens por lui tant que il ait fait leur requeste; et par treis feis li deivent dire : et c'il por tant ne le fait outreement, il le pevent gagier de leur servises tant que il aient acompli leur requeste^a.

XXXII. Les genz qui ne pevent porter garentie en la Haute Court contre Frans, si sont :

Toz ciaux qui ne sont de la lei de Rome;
 Et toz forjugiés;
 Et toz parjures;
 Et toz ciaux qui sont fei mentie;
 Et toz champions vencuz;
 Et toz ciaux qui ont reneié Dieu;
 Et toz ciaux qui ont servi Sarrazins ou autre mescreanz as armes contre Crestiens, plus d'un an et un jor;
 Et ciaux qui ne sont nés de leau mariage;
 Et toz sers de quelque lei que il seient;
 Et toz ciaux qui sont parti de religion, se il ne l'ont par jugement de l'Yglise;
 Et toz ciaux qui sont entechiés des vices devant dis, perdent vois en court, se l'on les viaut oster^b.

^a *Livre d'Ibelin*, chapitre ccxxxix, p. 383.

^b *Livre d'Ibelin*, chapitre lxxi, p. 114.

LIVRE DE GEOFFROY LE TORT¹,

SELON LE MANUSCRIT B.

Ci comence le livre de messire Jeuffroy le Tort, des assises.

I.² Cest livre est fondez sur deus vers dou Sauter, lesquell sont divers et contraries l'un de l'autre. Quar l'un des vers est à porsevre sa matiere à touz ceaus qui en bien faire veulent entendre; et de l'autre vers devrait chascun eschiver la soue matiere. Icelui vers, dont l'en doit la matiere porsivre, si est celui qui dit: *Inicium sapiencie timor Domini*^a. La matiere de cestui vers sievent ceaus qui entendent à bien et à maintenir loiauté, droiture et justise et jugement, sanz amor et sanz hayne et sanz covoitise. Quar qui doute Dieu, il se poine de faire tout ce qui est desus devisé, et se garde de faire le contraire. L'autre vers, de quoi l'on doit eschiver la matiere, si dit: *Quid gloriaris in malicia, qui potens es iniquitate*^b? Ceaus qui cestui vers porsivent, il lor avient, por ce que il ne doutent Dieu et por ce que il n'ont nulle doute de Dieu, se glorefient en leur malice et sont puissanz en leur felonies. Et de ce avient que il metent toute leur sens et leur entendement en eaus assoutilliés, de querre poinz de plaiz, par quoi il puissent tolir et conquerre les autruis droiz en pointeant. Et por ce font il nouveaux jugemenz, contraires au droit et as bons usages. Et pour ce que je veaus sivre la matiere de celui vers qui dit: *Inicium sapiencie timor Domini*, et eschiver la sentence de l'autre mauvais vers, me veull je garder d'enseigner à plaidoier et mostrer les soutillances et les poinz des plaiz. Quar la malice et la covoise des genz est si granz, que qui leur enseigneroit ces choses, et en feist livre, il feroit aussi come celui qui donroit au serpent venin à boivre; quar il crestroit mal sur mal. Et por toutes ces raisons et celes devant dites, ne veull je metre en cest livre nulles choses, mais que celes de quoi et par quoi l'en puisse delivrer à droit les quereles et les contens qui sont à conoistre et à jugier sur la cort, de ceaus que la court devra delivrer et determiner par les assises et par les bons usages et les bones costumes dou reaume de Jerusalem, les queles l'on doit tenir ou reaume de Chipre. Et de celes choses, de quoi l'on ne trouvera que il ait assise, ne usage, ne costume, je n'en veull rienz dire de moi, selonc leur sens à leur conoissance, si come l'on doit faire de novele chose. Se ge ne puis metre en cestui livre toutes les assises et les bons usages et les bones costumes dou reaume de Jerusalem, il n'est mie merveille, quar mout a lonc tens que eles furent faites, et que l'om les comença à user. Mais je metrai ce que je ai veu user, et que je ai oï retraire et raconter en court et hors court. Et bien porra avenir que touz ceaus qui orront cest livre ne s'i acorderont mie: et si porra bien estre que aucuns seront qui verront le damage d'eaus, où il de leurs amis y sera, si leur sera à poy dou droit encontre le profit; ne à aucuns autres qui vorront mostrer que il

¹ Ce livre n'est fourni que par le manuscrit B, qui ne contient pas celui qui se trouve dans A, ou du moins qui n'en contient que deux chapitres, intercalés dans celui-ci. Il est facile de voir que la leçon du manuscrit B. donne le texte même du livre de le Tort, dont il n'existe dans A. qu'une analyse incomplète. — ² Les numéros des chapitres ont été ajoutés par nous.

^a *Psalm. cx, 10.*

^b *Psalm. li, 3.*

soient sages, si se paineront de metre poinz et sotillances encontre ces diz qui sont en cest livre. Et en ce ne me met je mie en force; quar qui voudra, il donra foy à moi et à mon livre, et qui ne le voudra croire, tel soit de lui ^a.

II. Ci comence le secont chapistre. Des homages.

Je comenceraï au chief, c'est au seignor. Si dirai des homages. A l'omage recevoir, le seignor se doit seoir, et l'ome agenoillier, et metre ses mains jointes dedenz les mains dou seignor. Et uns autres qui devise l'omage doit dire : « Vos » « devenez home lige dou roi, et li prometez à porter foy, com à vostre lige, de » « lui garder et sauver, contre toutes riens qui vivre et morir puissent. » Et puis doit dire au seignor : « Et vos, le recevez en la Dieu foy et en la vostre, come » « vostre home lige. » Et les deus doivent dire : « Oïl; » et se doivent entre baisier en foy. Et celui qui fait homage à autre que le roy, le doit faire en cele meismes maniere come il est desus devisé, fors tant que il doit dire : « Je deviens vostre » « home, sauve la ligece dou roy. » Et se il a autre seignor en celui reaume, ou pluseurs, si les doit sauver l'un amprès l'autre.

III. Le tierç chapistre. De quoi le seignor est tenu à son home.

C'ez de quoi le seignor est tenu à son home, par la foy en quoi il l'a receu. Si est : que il le doit garder et sauver, lui et ses raisons. Et se doit garder que il ne li face, ne ne face faire, ne porchace, ne consente honte ne daumage ne guegement, se il ne le fait par esgart de court, ne ne le doit rester ne appeler de sa foy. Et ce de quoi l'ome est tenu à son seignor par sa foy : que il le doit garder, sauve et defendre, lui et ses raisons. Ne li doit faire, ne faire à faire, ne consentir que on li face, ne honte ne damage ne guegement. Et se il set que aucun le li face, ou veulle faire, il le doit destorner et deffendre, à son pooir; et se il ne le puet destorber, il l'en doit garnir son seignor et si ne le doit rester ne apeler de sa foy.

IV. Le quart chapistre, si est de ce quant le seignor faut vers son home.

Se il avient que le seignor faille vers son home d'aucunes des choses desus devisées, et que la faute soit coneue par la cort, l'amende que l'ome en doit avoir est tele : que il est quite vers le seignor de l'omage et dou service que il li devoit tant come les deus vivront. Et lequel qui muert avant, si demoure l'amende et retorne la chose à l'oir, en tel point come ele avoit esté devant le mesfait. Ne pour l'amende desus dite, le seignor n'est mie quite de sa foy vers l'ome. Et tenra l'ome ce que il a sanz homage et sanz servise, toute sa vie ^b.

V. Le quint chapistre. Dou defaut de l'ome, quant il faut vers son seignor des choses avant ditez.

Se l'ome faut vers son seignor de aucune des choses devant moties, et la faute est coneue en cort, sans ce que aucun de ses pers l'en ait apelé de traïson, mais que le seignor s'en soit plaint ou clamé à soi et à sa cort, l'amende en est tele :

^a Ce chapitre est le prologue du véritable ouvrage de le Tort. On y voit combien l'abus qui se faisait dans les cours d'Orient de la science du droit, inspirait de

scrupules aux jurisconsultes honnêtes et prudents.

^b Voyez, sur les obligations du seigneur, le chapitre ccvi du Livre d'Ibelin, p. 330.

que l'ome pert le fié, que il tient de lui, et est forspaisié toute sa vie de celui reaume, et le seignor est quite de sa foy vers lui; et il n'en est mie quite de la soue foy vers li sien seignor. Et en tout ce, les hoirs de celui n'ont nul damage. Et l'ome doit estre assent quarante jors pour isir dou reaume. Et se aucun de ses pers l'apele de cele faute, dont il est ataint ¹, il pert le cors et quanque il a, se le seignor veut, car il est encheu en sa merci.

Le ² seignor ne doit son home arrester, ne metre main sur lui, se ce n'est que il soit ataint et jugié par ³ court, et de traïson ou de murtre. Et lors en puet faire de lui aussi come d'un autre home.

VI. Le siziesme chapistre. De desaisir home de saine ou de teneure.

Le seignor ne doit dessaisir son home de sa teneure sanz esgart ou sanz conoissance de sa court ⁴.

VII. Le vii^e chapistre. Dou respit de l'omage quant on le requiert.

Se le seignor se plaint à soi et à cort d'aucun qui tiegne fié de lui, dont il li doie homage, et se il dit que celui ne li a fait, ne offert à faire, l'omage que il li doit, dedenz l'an et le jour que il receut le fié; se celui en est ataint, l'amende en est tele: que le seignor puet tenir le fié dont il li est failli de l'omage, tant come les deus vivront. Et le qui muert, la poine faut ⁴.

VIII. Le viii^e chapistre. De celui qui tient fyé d'autre que dou roi ⁵.

IX. Le ix^e chapistre. De ce quant le seignor se plaint de son home.

Se le seignor se plaint de son home, que il li doit servise, et il li met sus que il li soit defailli de son servise, se il en est ataint par conoissance de la court, l'amende en est tele: que le seignor tient le fié, dont il li est defailli dou servise, un an et un jour. Mais se celui ne vit dedenz l'an, son hoir n'i pert riens ⁶.

IX^{me}. Ancore dou seignor, quant il se plaint de son home.

Se le seignor se plaint de son home, et dit que il tient aucune chose dou sien, qui soit chose d'eritage, se l'ome dit que cele chose est de son fié, et il ne le puet prover par privilege ou par recort de court, se il atrait à son fié, et le puet prover par son sairement et jurer sur l'Evangile que cele chose est de son fié, et atant li remaint quite vers le seignor. Mais un de ses pers l'en puet lever, en l'oure que il a juré, come desloyau et parjur et foy mentie vers son seignor, et en ce afiert bataille, quar le traïson est apparant come de sa foy mentie, en voullant deserter son seignor. Et se il en est vaincu, il est encheu dou cors et de quanque il a. Et les hoirs n'i perdront riens, mais que la querele dont le plait aura esté. Et se

¹ Atant. B. — ² Cet alinéa est indiqué dans le manuscrit. — ³ Part. B. — ⁴ Cette partie du chapitre vii^e de B. forme le ix^e chapitre de A. La fin de B, que nous ne rapportons pas ici, forme le x^e chapitre de A. Voyez page 437. Plusieurs différences existant entre le texte de ces deux chapitres, nous avons cru devoir les rapporter l'un et l'autre. — ⁵ C'est le xi^e chapitre de A. Voyez page 438.

⁶ Livre d'Ibelin, chapitre ccii, p. 324.

⁷ Livre d'Ibelin, chapitre cxci, p. 305.

l'ome ne le veut prover par son sairement, le plait en est aussi come dou seignor à un autre home ^a.

X. Le x^e chapistre. De l'ome qui requiert à son seignor chose qu'il tient, et dit que ele est de son fyé.

Se l'ome requiert à son seignor chose que il tiegne, et l'ome dit que ele est de son fié, et que il ou ses ancestres en ont été saisis et tenanz come de partie de leur fié, et il n'en a privilege ne recort de cort, il doit prover la teneure par deus loiaus garanz de la loy de Rome. Et le seignor puet faire lever l'un des garanz à un tel home come le garanz est chevalier ou serjant. Et se la querele est d'un marc d'argent, il y aura bataille. Et en ce ne garentist mie la foy, quar ce n'est mie de la querele, ce n'est que de la saisine. Quar se il en avoit la saisine conquise, si la porroit il perdre par aucune raison ^b.

XI. Le xi^e chapistre. De l'ome qui requiert au seignor de son fyé.

Se l'ome ¹ requiert à son seignor chose que il die que est de son fié et que il l'a requise en court, et le seignor ne li veaut rendre ne ne la moine par sa court, et amprès ce le seignor le fait semondre d'aler à son servise, il puet dire au seignor en la cort : « Je n'accuill mie votre semonse, ne acueillir ne la veull, se la court ne l'esgarde, treusques vos m'aiez rendu tel chose, de quoi je sui merme de mon fié, dont je vos doi servise, ou que vos m'aiez fait avoir l'esgart de vostre court. Et selonc ce que je ai dit, je m'en met en l'esgart de la court. » Le droit est tel : que il ne li doit faire servise ² tant que il li ait fait des deus choses l'une. Et laquele des deus choses que li seignor li face, ou rendre li ou mener par sa court, il doit ravoir son servise de qui en avant. Et se le seignor ne fait conte de son servise et veut chose tenir, l'ome puet venir ³ en la court et dire : « Seignors, vos savez coment je ai requis mon seignor que il tel chose qui est de mon fié me rende ou me maint par sa court, se il veut riens dire contre ma requeste, et si veez coment il me moine, pourquoi je vos requier et semons come mes pers que vos me mainteigniez à droit. » Lors les homes de la court doivent dire au seignor : « Sire, nos i requirons que vos cestui qui vostre home, » ou nostre, « partinez à droit et li faciez l'une des deus choses que il vos requiert, et de ce vos donons jour de trois quainzaines, qui sont dis sept jours. » Et le seignor ne l'amende dedenz le terme nomé, les homes de la curt doivent venir devant lui et dire li : « Sire, sachiez que treusques à tant que vos aiez fait à vostre home, tel, qui est nostre per, l'une des deus choses que il vos requiert, que nos ne ferons rien pour vos. » Et se le seignor passa trois quinzaines, qui sont dis sept jours, sanz amender la chose, les homes de la court doivent celui metre en la saisine de cele chose dont le contens a esté ^c.

XII. Le xii^e chapistre. Dou seignor qui a pris et arresté son home.

Se le seignor a pris et arresté aucun sien home, les homes de la court se

¹ *Se l'omo.* B. — ² *Servise.* B. — ³ *Tenir.* B.

^a *Livre d'Ibelin*, chapitre xci, p. 305.

^b *Id.* c. clxv, p. 255.

^c *Livre d'Ibelin*, chapitres ccxiii, ccxiv et ccxv, p. 340-344.

doivent assembler et requerre au seignor que il le delivre et maine par sa court. Et de ce li doivent doner jour de trois quinzaines. Et amprès les trois quinzaines, se il ne le fait, si le doivent gagier aussi come il est dist en l'autre capistre. Et se il, amprès ce, passe quarante jurs que il ne le delivre et maint par sa cort, les homes de la court doivent aler là où celui est, et traire l'en et delivrer^a.

XIII. Le xiii^e chapistre. Coment le seignor puet semondre son home.

Le seignor puet semondre son home dou servise que il li doit par banier, ou par autre home, ou par ses lettres. Et se l'ome ne vait à la semonse, et le seignor se plaint ou clame à soi et à sa court pour ce que il li est deffailli dou servise, et que il en veut avoir par la conoissance de sa court d'amende, se l'ome respont que il n'en out onques semonse, ne n'en receut comandement, et est prest de faire en ce que la court conoistra que faire en doie, se droit est tele: que il doit dire à son seignor que il cele semonse, que son seignor dit, n'out, ne ne reçout, et atant est quite. Et se il ce ne fait, le seignor puet tenir celui fié, dont il li est defailli dou servise, un an et un jour. Et se il dit que il reçeut la semonse et un jusques au termen que il fu semons, il en doit avoir deus leaus garanz homes de la court qui doivent en leur verité que il dit voir. Et i se il s'en parti de la semonse devant le terme resnable, le chevetaine de la semonse li doit agarrantir que il s'en parti par son sen, ou se non, deus homes de la court le li doivent garantir que il, par le sen dou chevetaine, s'en parti et par essoigne; et se il ce n'en puet avoir, il encheiet, si come il est dit, de defaute^b.

XIV. Le xiiii^e chapistre. De l'ome qui est semons d'aler en un servise.

Et se aucun home est semons d'aler en un servise soul, et le seignor dit¹ que il n'a mie esté là où il fu semons, ou que il s'en parti devant le terme de la semonse, il doit dire que il y fu jusques au terme, et de ce est il prest de faire selonc l'esgart de la court. Le droit en est tel: que il doit à son seignor que il fu en la semonse jusques au terme, et atant en est quite, se il dit que il n'i ala mie, oue que il i ala et puis s'en parti, et que ce fu pour maladie, et que il le fist asavoir au seignor ou à celui qui estoit en son leuc; et ce doit il dire par la foy que il doit au seignor. Et se il ne le fait, il enchiet aussi come il est dit des autres.

XV. Le xv^e chapistre. Lesquex sont pers l'un de l'autre.

Pour ce que j'ai parlé des pers, si veull esclarcir que ce est. Tout ceaus qui sont de la Haute Court, chevaliers homes liges dou roy, sont pers, qui que il soient, hanz au bas, povres ou riches^c, en tant come de garder les uns les autres en leurs raisons, et de maintenir les à droit, et meismes quant il sont as conseils et as jugement et as recors. Et porte au tel force le dit des uns come des autres.

¹ Doit. B.

^a *Livre d'Iselin*, chapitre ccviii, p. 332.

^b *Id.* c. ccxviii, p. 362.

^c On ne doit pas donner à cette phrase un sens restrictif, ni croire que pour jouir des privilèges de la pairie,

il fallût être lige du roi, et, en outre, membre de la Haute Cour, car ces deux qualités se trouvaient réunies dans les mêmes personnes et inséparables. La Haute Cour était l'assemblée de tous les liges.

XVI. Le xvi^e chapistre. Si parole des douaires des chevaliers¹.

L'usage des douaires par l'assise est tel : que quant l'ome muert, de toutes les choses, queles que eles soient, muebles et stables, que l'on li truve, se il chevalier est, sa feme en doit avoir la moitié, puis que l'on aura païé la dette dou mort. Et la dette doit estre païée dou mueble. Et se il ne fornist à paier la dette, ée que est en defaute², l'oir en paie la moitié, et la feme l'autre moitié. La feme ne puet riens faire de ce que ele a en douaire, qui fié ou heritage, mais que joïr des rentes sa vie. Et ceste assise est des chevaliers.

XVII. Le xvii^e chapistre parole de desmembrer et de partir le fié et porquoi.

Nul fié ne doit estre parti ne desmenbré, se ce n'est par trois choses. L'une, que l'on en doinst partie pour partie dou servise faisant, se il doit autre servise que d'un escu, selonc le servise que le fié doit, et si en doit mains doner de la moitié. L'autre maniere por quoi fié se part, si est pour douaire; quar la feme en a la moitié pour son douaire, que que le fié soit. La tierce maniere, quant il n'i a hoir et y a filles, plus d'une escu, si part par chevaliers, selonc ce que il y a filles et chevaliers. Mais une chevalerie ne se part mie, ainz l'a toute l'ains née, quant le fié n'est que d'un escu³.

XVIII. Le xviii^e chapistre parole de l'assise de la vente des fiez et porquoi il se vendent.

L'assise dou fié vendre est tele : que fié ne puet estre vendu par dette. Et enssi : que ceaus à qui l'ome doit, doivent venir devant le roy et clamer soy de celui qui leur doit l'avoir. Et se celui conoist la dette, ou il en est ataint par preuve, le roy li doit comander que il paie cele dette dedenz sept jors. Celui puet dire lors, ou amprès les sept jors : « Sire, je n'ai de quoi paier « ceste dette que de mon fié, je le vos livre, que le vendez par l'assise et « en paiez ma dette. » Le roy le doit faire recevoir et faire crier en trois citez, par quatre jours. Et le criour doit nommer toutes les choses qui sont dou fié, et le servise que il doit, et à chascun jour dire : « De hui en quarante jours. » Et amprès les quarante deus jours, ceaus qui veulent metre doivent venir devant le roy en la court, et lors doit le criaor dire le plus que on y a mis⁴ et crier le à tant, et motir les choses dou fié, et le servise et l'omage à quex hoirs. Et quant nul n'i met plus, le roy doit comander que il le livre à celui qui plus y a mis. Et le criaor doit dire les trois moz et livrer le à celui qui plus y aura mis; et celui, livrer les besanz au roy. Et lors celui de qui le fié fu, jure sur la sainte Evangile que cele dette, qui est motie et coneue en la court, doit, et que il n'i a fait barat ne malice. Et puis jure que il n'a autre chose, à couvert ne à descouvert, mueble ne estable, que le fié, de qui il puise paier cele dette qui est motie. Mais se il a ou reaume autre fié, il puet bien dire : « Fors tel fié. » Et

¹ Ce chapitre est le cclxx^e de la Thaumassière. Le manuscrit de Venise, qui ne contient pas le second livre de le Tort, donne cependant ce chapitre, mais en le plaçant dans le Livre de Jacques d'Ibelin. Ne pouvant pas déterminer s'il appartient plutôt à le Tort qu'à Ibelin, nous avons pris le parti de l'imprimer deux fois. — ² *Ce qui en faut.* T. — ³ *Mais.* B.

⁴ *Livre d'Ibelin*, chapitre clxxxii, p. 284.

se il a privilege de celui, il le doit rendre à l'acheteur. Et se il dit que il ne l'a, il le doit jurer **que quant il l'aura, que il le rendra à celui ou à ses hoirs.** Et le roy doit faire à l'acheteur privilege des errementz de l'achat, et que celui l'achate à tel **homage** et à tel servise et à tel hoirs, come celui qui le vendit l'avoit. Ne nul home ne püst acheter fié, qui ait autre fié, se il n'est fiz de chevalier et de dame espouse. Le roy reçoit les besanz, en paie la dette, et le remanant garde, pour savoir se celui doit autre chose, jusques à sept jours; ampès rent le surplus des besanz au chaitif qui a vendu son fié^a.

XIX. Le xix^e chapistre. Coment et de quoi l'on doit jour avoir.

En l'assese est que, que de toutes clamors a l'on jor la quinzaine, fors que de murtre apparant et de coup apparant et de force apparant et de chevaucheure restive; et de touz croissemenz et changemenz de parole en la clamor, a l'on jour.

^a Livre d'Ibélín, chapitre cLxxxv, p. 288.

EXPLICIT.

III.
LIVRE DE JACQUES D'IBELIN.

III.

LIVRE DE JACQUES D'IBELIN.¹

VOZ AVÉS OY ET ENTENDU SI AVANT LES ASSISES ET LES USAGES DOU REIAUME DE JERUSALEM EN PLEIDEANT,
ET OR LES PORÉS OYR PUREMENT, SANS PLAIT; LESQUELS ASSISES FIST MESIRE JAQUE DE YBELIN : QUE DIEU
FACE VERAIE MERCI À S'ARME².

Selonc ce que je ais piessà veu et oy et que je entens certainement quels sont les bons usages et les bones costumes³ dou reiaume de Jerusalem, je les voz deviserai à dire⁴ par chapitle, tot ensi come il sera si après escrit; et si comenserais au premier fait.

I. Quant le reiaume de Jerusalem escheit à aucun home qui seit dreit heir dou dit reiaume, il deit assembler le plus et les miaus des homes liges doudit reiaume^b, et lor deit faire saveir coment le reiaume li est escheu, et raconter coment et par quel raison; por ce espoir que il y aureit aucun qui ne le saureit⁵ mie devant ce que il l'aureit de lui oy. Et puis requerre leur en generau que il li facent come à seignor et à dreit heir ce que eaus faire li doivent faire por leur fiés, les homages et les autres redevances, et après les servises, si come chascun les deit. Et il euffre bien tot premier à faire à eaus quanque le seignor deit faire, quant il entre et receit tel seignorie; et les homes lors doivent toz aler à une part et recorder ce que le seignor lor a requis et offert. Et ce il sont certains que il seit dreit heir, ensi come il s'avoe^c, il doivent maintenant venir devant le seignor et dire li : « Sire, noz

¹ Ce titre et les numéros des chapitres ne se trouvent pas dans le manuscrit. — ² Voici la rubrique de B : *Puisque nos avons parlé ci desus des assises et des usages de la Haute Court, lesquelz fist le bon Jahan d'Ybelyn, conte de Japhe et d'Escalone, nos vos dirons aucunes assises, lesquelz messire Jaque d'Ibelyn, à qui Dieux pardoint, fist ou lit de la mort.* A la suite de cette rubrique; le copiste a laissé un espace en blanc, pour peindre une petite miniature, comme l'indique le mot *istorie*, écrit plus tard à la marge du manuscrit; au-dessous est une autre place bien distincte pour faire l'S ornée, qui commence le premier mot du chapitre. — ³ *Et les assises.* B. — ⁴ *Atire.* B. — ⁵ *Por ce que il i a espoir aucuns qui ne le sevent.* B.

^a Jacques d'Ibelin, fils de Balian d'Ibelin, prince de Thabarie, et d'Alix, fille de Hugues III, roi de Chypre, vécut sous les règnes de Hugues II et de Hugues III. L'histoire ne nous apprend rien sur la vie de ce personnage, dont le livre contient un exposé clair et précis, *purement et sans plait*, des principes de droit féodal qui étaient reçus dans le royaume de Chypre. Quoique cet abrégé ne puisse pas avoir beaucoup d'importance aux yeux des personnes qui ont lu le traité d'Ibelin, cependant on y rencontre, sur plusieurs questions intéressantes, des notions qui ne se trouvent pas ailleurs et qui méritent d'être recueillies.

^b Le prétendant à la couronne n'adressait pas sa requête seulement aux grands barons, ou aux riches hommes ayant cour, coins et justice, mais *au plus et au mieux* qu'il pouvait d'hommes liges du royaume; or, comme tous les vassaux et arrière-vassaux étaient liges, il en résulte que sa requête s'adressait au corps

entier de la noblesse. Cet usage, particulier au royaume de Jérusalem, était la conséquence de l'assise du roi Amaury sur la ligèce. Les détails relatifs au couronnement du roi Pierre II, qui se trouvent dans la préface du livre d'Ibelin (p. 3), présentent une application exacte de toutes les règles qui sont indiquées par l'auteur.

^c Ce droit de délibérer sur la demande du prétendant à la couronne, reçut une application rigoureuse en plusieurs circonstances. « Aelis, la reine de Cypre, « mere le roi Henri, vint en Acre et requist le royaume « de Jerusalem, com le plus droit hoir qui fust aparant, « du roi Aemery son aiol. Les gens de la terre orent « conseil, et li respondirent qu'il estoient home de l'em- « pereur Federic, qui tenoit la terre par le baliage de « son fil Corant, por quoi ne pooient mie faire ce com « lor requeroit. » (*Amplius. Collect. t.V, col. 702.*) Au milieu des discordes et des violences qui, à partir du XIV^e siècle, accompagnèrent presque régulièrement la transmission

« conoissons bien que voz estes tel come voz avés dit¹, et somes prest et apareillés
 « maintenant de faire ce que voz avés requis, faisant voz tot premier, si come voz l'avés
 « offert, ce que vos faire noz devés. » Lors deit estre aportée l'Evangille, et le seignor
 se deit agenouillier et metre la paume destre dessus, et un des homes deit deviser ensi
 et dire : « Sire, voz jurés sur les saintes Evangilles de Dieu, come Crestien, que voz
 « garderés et sauverés, et maintendrés et defenderés de tot vostre leau poeir sainte
 « Yglise et veves et orfenins, partot² cestui reiaume, en leur dreis³. Et encores, par vostre
 « dit sairement, tendrés et ferés tenir et accomplir de tot vostre leau poeir les bons uz
 « et les bones costumes et les assises qui furent ordenées et faites ou dit reiaume, c'est
 « à entendre par tot le reiaume. Et encores, par vostre dit seirement, de tenir et de
 « maintenir et faire tenir les dons et les privileges que voz ancestres⁴ ont donés et fais
 « en cest reiaume; et se aucun contens y eust ès dons ou ès privileges que il ont fais,
 « que voz ciaux contens ferés determiner par l'esgart ou la conoissance de vostre court.
 « Et encores estes tenus, par vostre dit seirement, de tenir et de maintenir et de faire
 « tenir et d'accomplir, de tot vostre leau poeir, justise⁵. » Et après que ces dessus dites
 choses seront complies, le seignor se deit seyr; et les homes l'un après l'autre doivent
 venir devant lui, et chascun à faire son homage se deit agenouillier et metre ces mains
 jointes dedenz celles dou seignor; et un autre des homes deit dire⁶ : « Tu fais lige ho-
 « mage à mon seignor le rei, por le fié que tu as et tiens, lequél tu deis tenir de lui; et
 « li promès de garder le et de sauver come ton seignor lige contre totes riens qui vivre
 « et morir puissent⁷. Et il t'en receit en Dieu fei et en la soe come son homelige, de voz
 « dreis sauvé les siens. » Et chascune des parties deit comfermer le dit et dire « Oyl, »
 et puis se⁸ doivent baisier en fei. Et toz les homes liges qui ou reiaume sont ou seront
 doivent avoir fait ou offert à faire ou seignor, dedenz les quarante jors, leur ho-
 mage. Et encores doivent les dis homes⁶, à la requeste dou seignor, faire feauté,
 c'est assaveir jurer sur les saintes Evangilles de Dieu de garder et de sauver et de
 defendre contre totes riens le cors dou seignor et ces villes et ces chastiaus et son
 reiaume à lui, et, après lui, à ces dreis heirs⁴.

II. Et les homes liges chevaliers⁶, qui doivent servise de cors por leur fiés,
 doivent servir le seignor as armes d'un cheval et d'autre deus⁷ chevaucheurs;
 et encores deit servir à venir faire⁸ ces comandemenz, espessiaument à estre à la
 court as plais et as requestes, et aler au conseil de celui à qui le seignor le

¹ Requis. B. — ² Pat. A. — ³ Et en toutes lors raisons. B. — ⁴ Devantiers. B. — ⁵ Et le chamberlain doit dire. B. — ⁶ Les borgois. B. — ⁷ Et d'autres trois. B. — ⁸ Servir et faire. B.

de la couronne de Chypre, on voit toujours les princes chercher, par des largesses, des menaces ou des confiscations, à obtenir l'assentiment des seigneurs qui s'étaient déclarés contre eux. L'autorité des barons, en cette matière importante, devint pour eux une source de maux.

Ce serment diffère peu quant au fond, mais beaucoup par sa forme, du texte que l'on trouve dans Ibelin, c. VII, p. 29; ou dans le Cartulaire du Saint Sépulcre, p. 310, note d. Ainsi, selon Jean d'Ibelin, le serment était prononcé par le roi; tandis que Jacques d'Ibelin fait lire la formule de ce serment par un des seigneurs. Le temps dut amener des changements dans la teneur de cet acte, ainsi que dans les cérémonies qui l'accompagnaient.

⁸ Ce qui caractérisait l'hommage lige, était cette phrase : *Contre totes riens qui vivre et morir puissent*, ou

Contra omnem creaturam que possit vivere et mori (Chantreau le Febvre, *Traité des fiefs*, Preuves, p. 32); aussi la retrouve-t-on dans toutes les formules d'hommages liges prêtés en Occident ou en Orient.

⁷ Lisez *la*, car les vassaux baisaient le roi, mais ne se baisaient pas les uns les autres.

⁴ L'hommage et le serment de féauté ou de fidélité étaient deux actes distincts, comme l'auteur a soin de le faire remarquer. Dans les temps postérieurs, le serment de fidélité cessa d'être distingué de l'hommage. L'article LXIII de la *Coutume de Paris* , qui prescrit les solennités de la foi et de l'hommage, ne donne pas la formule du serment de fidélité; ce qui autorisait les fau-
distes à soutenir que le vassal pouvait se dispenser de le prêter formellement. (Hervé, *Théorie des matières féodales*, t. I, p. 352, 357. Renauldon, *Dictionnaire des fiefs*, au mot *Hommage*.)

donra par le comandement dou seignor; et faire les esgars et les conoissances et les recors que la court fera, et retraire les; et aler veir cops ou murtre que maufaitors ont fais; et semondre aucune persone, se le seignor le comande; et faire devise ou partisson d'aigue et de terre¹, quant genz sont en contens; et de veir mostre d'aucun leuc mouti; et de faire requestes²; et de garder champ de³ champions; et le compaignom de l'home, ce il l'a, deit servir d'un cheval et de autres deus chevaucheures⁴. Et l'home est tenu au seignor por l'omage et la pomece que il li a faite, tot ensi come il est dessus devisié au faire de l'homage; et deit l'on entendre que c'est à garder et à sauver et à defendre et à maintenir son cors et ces honors, et de non faire ne de souffrir à faire ne consentir que on li face ne honte ne amerance. Et le seignor est tenu à son home, sur la fei que il le receit et par le comferement dou baisier, quant il li fist homage, de garder le et de sauver come son home, et de non faire li ne porchassier ne consentir que on li face honte ne damage là où il le puisse destorber.

III. L'ome deit faire au seignor, quant il entre en⁵ sa seignorie, ou offrir li à faire son homage, por le fié que il tient de lui, dedenz les quarante jors, tot ensi come il est dessus dit. Et c'il esteit essoigné, il deit faire assaveir au seignor son essoine dedenz ledit terme; et se il ne le faiseit et le terme passeit, le seignor peut avoir, ce il viaut, par la court⁶, son fié, et tenir le et joyr des biens trusque à tant que celui veigne et que il li face ou euffre à faire son homage : et de l'essoin on le deit conduire tot ensi come les autres essoines sont conduis ès autres cas. Et celui qui ne sera ou reiaume, mais que on sache que il seit en la terre de sà la mer⁵, il deit avoir de respit, dessus la quarantaine, treis quinzaines qui sont disset jors, se il est esté⁶; et se il est yver, treis meis; et ce il est outremer, un an et un jor. Et se les homes des homes qui deivent la ligece au chief seignor, selon l'assise, ne font ou n'en eufrent à faire, dedenz un an et un jor, au chief seignor lor dite ligece, et le seignor le viaut mener par sa court; il deit perdre tot l'avantage et le proufit qu'il en eust, se il eust faite ou offerte à faire ladite ligece : lequel proufit est devisié en l'assise qui fut faite, quant le contens fu dou rei Amauri et de mesire Girart de Seete⁶.

¹ B. — ² Enquestes, B. — ³ Champ et champions. B. — ⁴ Entent en. B. — ⁵ En la terre qui se nome deçà la mer. B. — ⁶ B.

* Le chevalier devait avoir au moins deux chevaux, l'un pour son service, l'autre pour porter son armure, lorsqu'il ne combattait pas. (Bustron, p. 133.) On voit qu'ici il en est exigé trois.

* Hervé a eu tort de dire (*Matières féodales*, t. II, p. 159) : « Autrefois la saisie féodale n'exigeait aucune formalité. Le seigneur pouvait, de son autorité privée, se mettre en possession du fief, par lui-même ou par ses gens; » on voit, au contraire, qu'il n'y était mis que par la court.

* Il est aisé de deviner quel était l'avantage stipulé par l'assise du roi Amaury en faveur des arrière-vassaux. La rupture qui éclata entre ce prince et Gérard de Sidon eut lieu parce que ce dernier avait dépossédé, sans esgard de cour, un de ses vassaux. L'assise devait donc établir, qu'en pareil cas le souverain qui avait reçu l'hommage lige de l'arrière-vassal, était tenu de le protéger et de lui faire obtenir justice. L'auteur, en parlant de l'assise d'Amaury, se sert de ces mots : « lequel proufit

« est devisié en l'assise, » ce qui peut faire croire que le texte même de cette loi importante existait encore, et qu'il l'avait sous les yeux. Aucun autre jurisconsulte ne s'exprime d'une manière aussi positive. Nous pensons toutefois que cette loi périt avec les Lettres du Sépulcre, mais que la renommée qui entourait les lois d'Amaury, dut maintenir dans la mémoire des peuples, et avec exactitude, leurs principales dispositions. C'est ainsi qu'un historien nous révèle l'existence d'une assise d'Amaury, dont les jurisconsultes ne parlent pas. Au siège de Célines, en 1232, les trois fils du vieux sire de Baruth furent blessés. « Biasmo se medesimo, » dit Bustron, p. 167, « perche non s'haveva ricordato di osservar l'assisa del re Almerico, fatta nella citta di Belfeis in Babilonia, che cavalier alcuno non sia tenuto far servitio alla espugation de citta o de castello, ne in loco dove non lo potesse portar il cavallo, se non fusse asediato o per defender la sua persona. » Cette assise était cependant d'une haute importance.

IV. Et le seignor est tenus de totes les quarelles ou discors, quels que il seient, qui sont ou seront entre lui et son home, ou de l'un home à l'autre de quelque home que ce seit, à son home de faire les determiner par l'esgart¹ de sa court, se il ou autre li requierent esgart. Et il ne deit metre main sur son cors ne sur son fié ne sur les soes choses, se la court ne conut tot avant que il faire le puisse.

V. Et le seignor deit recevoir les homages des homes de son reiaume de ciaux qui faire le deivent, quant il li euffrent, tel come le fié le deit. Et se il ne le fait ou ne dit raison por quei il ne le deit² recevoir, et tel que court esgarde ou connoisse que il le refuse à dreit, ce il le fait autrement, et un an et un jor passe, l'ome ne li deit plus faire homage, ne offrir li à faire, tant come il vivent ensemble; et si deit avoir son fié enterinement, jusque audit terme, sanz servise; et le quel qui muert avant, l'amende demorre; et si ne pert mie por cel³ à estre per des autres homes liges⁴. Et l'ome deit faire ou offrir à faire l'omage à son seignor tel come le fié le deit; et se il ne le fait, et un an et un jor passe, le seignor peut avoir son fié tant come il vivent⁵: et⁶ le quel qui muert avant, l'amende demorre⁷.

VI. Et se celui qui deit la ligece selonc l'assise l'euffre à faire au seignor si come il deit, et un an et un jor passe sanz que il ait receu ou ditte raison qui vaille por quei il ne l'ait receu, le seignor pert tot l'avantage⁸ que il deust avoir de lui, se il eust receue saditte ligece, tot ensi come l'avantage est devisé à la pais qui fu faite, quant le contens fu dou rei Amauri et de mesure Girart de Seete: et l'ome ne pert neent des avantages ne des proufis, si come il est devisié que il deit aver en la ditte assise.

VII. Le seignor ne deit faillir à son home d'esgart ce il li requiert, et si deit faire tenir les esgars et les connoissances et les recors que la court fait, quant ciaux por qui il sont fais le li requierent. Et c'il le fait autrement, l'ome à qui le fait touche le deit faire saveir à ces pers, et requerre les en tel maniere, après ce que il aura conté les erremens: que il les prie et requiert et conjur et semont que il constraignent le seignor que il li face avoir son esgart que il a requis, ou tenir l'esgart ou la connoissance ou le recort que la court aura fait; et se le seignor portant ne le viaut faire, si facent vers lui, come vers leur per, ce que il deivent. Et les

¹ De mener son home par l'esgart. B. — ² Il ne le veut. B. — ³ B. — ⁴ Tant come il demorra à venir; et. B. — ⁵ Tout l'omage. B.

⁶ Le refus du seigneur ne changeait pas la nature du fief, ni la position du vassal, qui seulement était dispensé de tout service pendant la vie du seigneur. Si le vassal mourait avant le seigneur, son héritier devait l'hommage et le service, parce que le seigneur n'avait eu aucun tort à son égard.

⁷ Cette disposition semble contraire à ce qui a été dit § III: mais en rapprochant et en combinant ces deux paragraphes, on voit que l'hommage était dû dans les quarante jours; que s'il n'avait pas lieu dans ce délai, le seigneur saisissait le fief et le tenait provisoirement pendant un an et un jour; après l'expiration de ce second délai sans hommage, le seigneur se mettait en

possession du fief, pour tout le temps de la vie de son vassal. Ces principes diffèrent peu de ceux qui sont adoptés par les jurisconsultes français du XIII^e siècle. (*Établissements*, l. I, c. LXVII; Beaumanoir, c. XIV, p. 81; *Grand Coutumier*, l. II, c. 27.) Mais les coutumes adoucirent plus tard la rigueur de la saisie féodale et en abrégèrent la durée.

⁸ Ainsi la peine durait plus longtemps, dans ce cas, que quand le refus d'hommage venait du vassal (le Tort, p. 437, § IX); car l'héritier du vassal continuait de tenir le fief en franchise aussi longtemps que le seigneur vivait. On ne voit pas facilement le motif de cette différence.

homes doivent venir devant le seignor et doivent retraire ce que leur per lor a dit et requis, et prier et requerre le seignor que il face ce que leur per a requis. Et se le seignor por tant ne le fait, un des homes deit dire por toz, et toz doivent otreer son dit, quant il l'aura pardit¹ : « Sire, puisque vos ne le faites selonc l'assise², noz
« voz gajons dou servise que noz vos devons; en tel maniere que voz ne ferons
« neent por vos qui audit servise apartaigne, jusque à tant que vos aiés fait à nostre
« per ce que il voz a requis, et noz por lui³. »

VIII. Et se le seignor meist main à aucun de ces homes ou sur son fié, sanz esgart de court; et cel home ou autre por lui, c'il n'est en son poeir, le face saveir à ces pers et les en requiert qu'il facent vers lui ce que il doivent, les homes doivent venir au seignor et faire li assaveir ce que il ont entendu, et prier et requerre le que il delivre leur per et que il le meine par sa court, si come il deit. Et se le seignor por tant ne le fait, il doivent aler et delivrer le à force où qu'il seit et où il le poront saveir, se le seignor en sa persone ne lor vait defendre; et se le seignor le fait, il ne se doivent mie prendre à lui à force as armes, mais il li doivent dire, un por toz : « Sire, puisque voz en vostre persone noz faites force, à
« qui noz ne voz poons prendre, noz, selonc l'assise, noz gajons dou servise que
« noz vos devons; en tel maniere que noz ne ferons aucune maniere dou servise
« por voz trusque à tant que voz aiés delivré nostre per^b. »

IX. Et dou fié, ce il l'a aresté, si come est dessus dit, le doivent il conduire si come il est dessus devisié que il l'ont conduit por le cors de l'home; ce est assaveir, à remettre le à force en saisine et en teneure de ce dont l'on l'aura geté, se le cors dou seignor ne le defent; et c'il le defent, tenir la vée dessus devisiée^c.

X. Et quant l'assise fu faite par la cort, qui fu por le contens dou rei Amauri et de mesire Girart de Seete, si fu ordené par l'assise que tot le peuple des villes et des chastiaus des homes dou rei doivent faire au rei, à la requeste de lui ou de son comandement, feauté, ce est assaveir de garder et de sauver son cors, et de non estre vers lui contraire ne rebel, tant come il seront en son reiaume; et les homes des barons et des autres vavassors⁵ doivent faire au rei ligece selonc l'assise. Et ou fait de la ligece doivent dire ensi : « Sire, je voz fais ligece, selonc
« l'assise, et voz promet de garder et de sauver contre tote riens qui vivre et
« morir puissent. » Et cest assise fu ensi acordée, que por tant, come il a esté dit, que l'ome a fait au seignor ligece^d, est il^e tenu à lui de fei come à son home, et le deit garder et sauver et conduire quant à la fei, tot ensi come il est contenu en cestui livre, que⁶ il est tenu à ces autres homes liges; et si est per des homes de la Haute Court^d.

XI. Et ledit home est tenu au seignor de qui il tient le fié, tot autant come il esteit tenu devant, et à conseilier et à aidier et à defendre et as armes et en totes manieres contre le chief seignor à qui il a fait la ligece, aussi bien come il esteit devant tenu⁷, tant se come son seignor se vodra maintenir à dreit vers

¹ *Perfeni.* B. — ² B. — ³ *Et les homes des barons et les pouvres vavassors.* B. — ⁴ B. — ⁵ *Le seignor est.* B. — ⁶ B. — ⁷ B.

^a *Livre d'Ibelin*, c. ccx, p. 335; c. ccxliii, p. 389.

^b *Id.* c. ccviii, p. 332.

^c *Livre d'Ibelin*, c. ccii, p. 324.

^d Voyez précédemment, § iv et v, p. 456.

le chief seignor; mais si tost come l'ome s'aparsevera que son seignor se mesface vers le chief seignor, il le deit requerre et avertir que il s'en adrece; et se il ne le fait dedenz quarante jors, ou il avant¹ des quarante jors porchassast ou feist le damage dou chief seignor, l'ome, se il le seit, se deit maintenant partir et venir au chief seignor, et dire li por quei et coment il vient à lui; et deit aidier et conseilier et defendre le chief seignor as armes et autrement contre son autre seignor; et le chief seignor li deit restorer son fié que il aura perdu et les damages qu'il aura receu por venir à lui; et se il ne le fait dedenz quarante jors, l'ome se peut retorner² au seignor de cui il tient le fié, et servir le et aidier le de sa guerre, jusque à pais ou à guerre finée: et ce est la force de l'ordenement de l'assise³.

XII. Et toz les homes liges sont tenus de jurer sur les saintes Evangilles de Dieu de tenir et de maintenir, et de faire tenir et acomplir, de tot leur leau poeir, les bons uz et les bones costumes et les assises⁴ dou reiaume de Jerusalem ou dit reiaume⁵.

XIII. Et toz les homes liges chevaliers, selonc l'assise, sont pers et tenus l'un à l'autre espessiaument en preupre cas, ce est assaveir de garder et de sauver et d'entraidier l'un l'autre, se le seignor les voleit mener de leur cors ou de leur fiés ou de leur teneures autrement que par leur jugement, qui sont pers et court quant le seignor y est; et la maniere de la teneur que il ont, si est que il se conduisent selonc l'assise, tot ensi come il est devisié en un des dessus dis chapitle que les homes le doivent faire quant il en sont requis.

XIV. Et se le seignor met sus à son home que il li est defailli de servise, et il en est ataint, le seignor, ce il viaut, peut avoir le fié dont l'ome li est defailli et tenir le un an et un jor.

XV. Les batailles qui se pevent faire par la court, selonc l'assise ou l'usage, si est:

La premiere de trayson aparant, quant l'ome lige est contre son seignor en champ as armes, se aucun de ces pers de ce li viaut metre sus et apeler.

Et l'autre trayson si est quant la ville ou le chastiau dou seignor est tray aparaument: de ce en peut un de ces homes metre le sus et apeler le quel que il vodra de ces pers.

¹ Ou se il avant. B. — ² Recouvrer. B. — ³ B.

* Ces détails complètent les notions qui avaient été données par Jean d'Ibelin sur l'importante assise du roi Amaury. Les Croisés avaient promptement reconnu que, dans leur organisation politique, une part trop faible était faite à l'autorité royale; ils crurent parer à cet inconvénient en établissant des rapports directs de fidélité et de foi entre le roi et les arrière-vassaux. L'histoire du royaume de Chypre, si féconde en discordes et en révoltes, montre que cette assise avait affaibli l'autorité des vassaux directs, introduit dans les rangs des vasseurs des habitudes d'insubordination, et privé le souverain de ses défenseurs naturels. On ne peut donc pas signaler comme une innovation heureuse cette al-

tération des principes hiérarchiques sur lesquels reposait la féodalité. Nous apprenons ici que le peuple des villes et des châteaux était soumis à l'assise d'Amaury.

^b Nul serment de ce genre n'était exigé des seigneurs en Europe, parce que, dans aucun des états d'Occident, la constitution ne reposait sur des lois écrites. Au surplus, des lois de ce genre étaient si peu dans l'esprit de la féodalité, que celles du royaume de Jérusalem tombèrent bientôt dans l'oubli, et furent remplacées par des coutumes et des usages dont Jean d'Ibelin et les autres jurisconsultes nous ont révélé l'autorité et auxquels il était très-inutile de faire prêter serment, puisque leur nature était variable et incertaine.

Et se le rei est à conseil, et son secré est descovert¹, de chose dont il a damage receu ou peut avoir receu², et la chose est paleise, un des homes liges peut apeler lequel que il vodra de ciaux qui sont dou conseil dou rei, ne qui cest secrei auront seu par lui ou par autre persone que³ par lui⁴.

Et se aucun des homes dou seignor ment sa fei vers lui par quelque maniere que ce soit ou que ce fust, et il en est ataint, un des homes le peut apeler, ce il viaut, de desleauté.

Et se un murtre aparant est present ou a esté presenté⁵, et court l'ait veu, on le peut metre sus à qui que l'on viaut apeler.

Et de carelle d'un marc d'argent en amont peut on metre sus à qui que l'on viaut apeler.

Et por totes ces devant dittes choses et por chascune d'elles y a bataille.

XVI. Et por totes les manieres dessus dittes se combattent chevaliers à cheval, mais que de murtre⁵.

Et totes autres manieres de genz, à pié.

Et se chevalier apelle sergent, il se deit combattre à lui à la lei dou sergent.

Et se le sergent apelle chevalier, il se deit faire adober⁶ chevalier et combattre se à lui à la lei dou chevalier^b.

XVII. Et celui qui viaut apeler d'aucune des choses dessus devisiées, deit dire à celui sur qui il viaut metre la mallefaite, que ce que il a mouti que il l'a fait mauvasement et desleument; et ce il le viaut neer, il est prest de mostrer li de son cors contre le sien et rendre le mort ou recreant en une orre de jor, tot ensi come la cour esgardera que faire le dée. Et de ce en deit requerre esgart por offrir son gage devant le seignor. Et se l'aversaire fait que sage, il neera et defendra ce que l'on li met sus et desmentira l'apeleor mout à mout de quanque il aura dit de lui, et offrira son cors por le defendre, et en requerra la court dou si et dou *quant*, et poroffrira son gage au seignor.

XVIII. Et se l'apeleor ou le defendeor est mahaignié ou a passé aage de soissante anz, si peut dire celui qui l'une des deus essoines aura, que il le mostrera vers l'autre par un home, ou que il se defendera vers lui⁷ au jor que la court ly aura mis. Et c'il font que sage, il ne nomeront pas l'ome^{8 c}. Et por tant se peut l'on defendre par champion.

XIX. Et toz homes vencus en champ de tex batailles⁹ deivent estre pendus. Mais le cas de la carelle se conduit en autre chose autrement que les autres homes¹⁰: car de la carelle il li covient clain ou mostre, et le requerant si deit prover par garenz^d; et ce celui à qui l'on demande viaut, il en peut bien lever l'un.

¹ Et se le secré dou roy est descovert. B. — ² B. — ³ B. — ⁴ B. — ⁵ Mais que de murtre non. B. — ⁶ B. — ⁷ Que il le mostrera, ou l'autre que il s'en deffendra vers l'autre par un home. B. — ⁸ Les homes. B. — ⁹ B. — ¹⁰ Se conduit en aucune chose autrement que les autres choses. B.

^a Cette cause de trahison apparente et de duel n'a point été indiquée par Ibelin.

^b Livre d'Ibelin, c. cviii, p. 178. Livre de le Tort, § 24.

^c Afin que l'adversaire ne puisse pas récuser le champion, ou agir secrètement près de lui pour qu'il ne combatte pas.

^d Il faut retrancher quelques mots de cette phrase pour la rendre intelligible, et lire comme il suit: « Mais le cas de la carelle (procès civil) se conduit en autre chose autrement; car de la carelle il covient clain ou mostre, etc. » Cette correction est autorisée par la leçon du manuscrit B.

XX. En totes choses covient, avant que bataille ~~de~~ soit faite, que l'on face seirement. L'apeleor se doit agenouillier et jurer sur les saintes Evangilles de Dieu, come Crestien, que ce que il a dit et mis sus à son avversaire, que il est veir. Et le defendeor doit estre esveillie que si tost come celui a juré, avant que il se lieve, il le doit prendre par le poin ou par le bras au plus près dou poin que il pora, et dire: « Ge t'en lieve come faus et parjur. » Et se le defendeor ne le fait ensi, et celui qui a fait le seirement s'en lieve quites, le defendeor a perdue sa carelle^a.

Et quant les garens jureront dou fait de la carelle, celui qui se defende peut lever lequel que il vodra des deus garens; car l'un jure avant de l'autre: et se il ne le fait tot ensi come il est dessus devisié ou devant¹ dit chapitle, il a sa quarelle perdue.

XXI. Et la court doit conoistre que le si si est la maniere coment on doit estre apareillie de combatre, et le quant le jor.

XXII. Et le jor dou murtre n'est que treis jors; et de totes autres quarelles quarante jors.

XXIII. Et celui qui met champion dou fait dou murtre, se son champion est vencu, le cors de celui qui l'a mis est aussi bien justisié come est le vencu^b.

XXIV. Home qui a son fié par don de seignor, et il l'a par l'une des deus manieres: ou à lui et à ces heirs de feme espouse, ces heirs ne pevent perdre le fié tot outre por nulle maniere que l'ome mesface, que par treis: la premiere si est de vendre le par l'assise si come il se doit vendre por dette; la seconde par trayson aparant contre son seignor, ce il en est ataint par jugement de court; la tierce por Dieu reneer, ce il en est ataint^c.

XXV. L'ome peut perdre par pluisors manieres son fié à sa vie, mais ces heirs n'i ont point de damage. L'une des manieres si est, ce il ne fait son homage ou il ne l'euffre à faire avant que un an et un jor passe; l'autre, ce il a sa fei mentie vers son seignor par quelque maniere que ce soit, et il en est ataint; et se il est ataint par bataille, si come il est dessus dit que un des pers peut apeler, le cors et quanque il a est encheu en la merci dou seignor; et ce il est ataint par autre maniere, le meuble ne le cors ne les autres choses ne pert il mie, mais que le fié: mais il est fors payse, et a de respit quarante jors à voidier le pays^d.

XXVI. Et encores peut l'on eschangier son fié, tot ou partie, mais que ce soit par l'otrei dou seignor de qui l'on le tient, ou dou chief seignor, ce il le tient de lui; mais il covient que le chief seignor le consente.

¹ B.

^a Livre d'Iselin, c. lxxiv, p. 116.

^b Id. c. civ, p. 175.

^c Id. c. cxxxiv, p. 287.

^d La peine du bannissement, après la confiscation du

fief, était fréquemment appliquée dans le royaume de Jérusalem. Souvent le coupable mettait fin, par un exil volontaire, aux poursuites dont il était l'objet. (Bustron, *Commentarii de Cipro*, p. 91.)

XXVII. Et si peut on doner de son fié, qui a fié qui deit pluisors servises, partie dou fié por partie dou servise^a.

XXVIII. Et si peut on doner de son conquest un fié ou pluisors, ce il les a, à celui ou à ciaux de ces heirs que il vodra^b.

XXIX. Et si peut on doner à son dreit heir le fié qui fu de son patremoine, mais que le seignor l'otree^c.

XXX. Et les fiés qui se perdent à vie d'ome, si come il est dessus dit, si est à entendre que le quel qui muert avant, ou le seignor ou l'ome, le fié revient là où il deit, car l'amende faut.

XXXI. Et se le fié escheit à un home par la mort de son pere ou de sa mere, il se peut bien metre en la saisine et en la teneure dou fié, sanz parler au seignor^d.

XXXII. Et totes autres manieres d'escheete deit l'on requerre au seignor, et le seignor le deit metre en saisine, ce¹ il entent que celui qui le requiert ait dreit^e.

XXXIII. Et se escheete escheit à merme d'aage et il a pere ou mere, il peut requerre son baillage et avoir le, se l'eir est present en la court; et ce il n'est present et il a essoine par quei on ne le puisse aver ne amener, et le seignor le mescreit, il le peut bien faire veir par treis de ces homes come court, à saveir ce il est vif, et puis peut metre le requérant en saisine et en teneure dou fié²; et pere et mere deit avoir la garde de l'enfant et ses biens enterinement trusque à son parfait aage ou à sa mort, ce il avant moreit^f.

XXXIV. Et c'il n'a pere ne mere, le plus preuchain de son lignage qui li tient de là dont le fié muet, ce il requiert le baillage, avoir le det, et un autre de ces parens dou qu'il li teigne en deit avoir la garde de l'enfant, c'il la requiert: et le plus preuchain l'enporte par devant les autres, ce il viaut. Et quant l'enfant vient en son aage et il viaut avoir le fié, il deit venir devant le seignor et deit dire: « Sire³, je sui tel, » et se deit nomer; « et si ai quinze anz complis, dont je sui en mon aage⁴. Et se mon baille ou autre mescrust que il ne seit ensi, je suis prest de faire ent ce que la court conoistra que je faire en dée. » Et ce il est mescreu, il deit avoir deus leaus garenz de la lei de Rome, homes ou femes, qui doivent jurer sur sains que il a quinze anz complis; et ce faisant, il se peut aler saisir dou fié et uzer come dou sien, car à son baill⁵ n'a il riens que demander.

XXXV. Et quant il n'i a heir qui baillage puisse tenir par parenté, le seignor deit tenir le baillage.

¹ Ce se. B. — ² B. — ³ B. — ⁴ En nom d'aage. B. — ⁵ Quar au seignor. B.

^a Livre d'Ibelin, c. CXLII, p. 216.

^b Id. c. CXLV, p. 220.

^c Id. c. CXLVI, p. 222.

^d Livre d'Ibelin, c. CII, p. 227.

^e Id. c. CII, p. 228.

^f Id. c. CLXX, p. 259; c. CLXX, p. 261.

XXXVI. Et quant aucun home requiert aucune chose que il ait et teigne, et dit que celle chose est de son dreit et de son fié, car ce fu de ces ancestres ou soe¹, et que il ait esté aucun tens tenant; le parenté se deit prover en toz endreis vers le seignor par deus leaus garenz de la lei de Rome, homes ou femes; et ne deivent plus dire que tant: «Je oy que tel teneit à tel son heir leau².»

XXXVII. Et de la teneure, ce il a privilege ou recort de court ou garentie d'ome de court, ces treis choses sont valables sanz contredit.

XXXVIII. Et se aucun home ait et teigne aucune chose de rente, et le seignor le mete à raison, et dit que il entent que cest chose seit soe: por quei il l'avertist de sa fei come à son home, et le conjure sur la fei que il li deit que il li dée rendre, se l'ome n'entent que il seit ensi, il peut tenir des deus voies l'une, laquel que il vodra tenir. L'une si est que il die: «Sire, sauve seit vostre grace, je n'entens que je teigne riens dou vostre; et se je l'entendeie, je le voz rendereie² volentiers. Et se voz me savés riens que demander, je voz fornirai dreit par la court.» Et l'autre si est à dire: «Sire, je entens certainement que ce que vos me requérés est de mon fié, et je l'aquiaus et atrais à partie de mon fié; et sui tot prest, se je en sui mescreu, de faire ent ce que la court conoistra que je faire en dée.» Et se l'on se met en la court, elle deit conoistre que il deit jurer sur l'Evangille, que quanque il a dit de cest cas est veir: et, ce faisant, la chose li demorre en pais. Mais c'il y a aucun de ces pers en la presence, quant il fait le sairement, et il set que il le fait mauvasement, il le peut lever come parjure; et por tant il y a bataille, car ce est desleauté.

XXXIX. Et nul home lige ne deit dire parole en court por nullui, ce il ne viaut^b.

XL. Les jugemenz se deivent faire en seant.

XLI. Et se le seignor semont son home de son³ servise, et il li deit aucune quantité de son fié, ce est asseveir de treis meis en sus, l'ome peut respondre tot brief: «Je entens que vos me devés de mon fié tel quantité de deniers ou plus: faites me paier, et je voz servirai volentiers. Et se voz ne le faites, je n'entens que je voz dée servir; ne faire ne le viaus por les raisons que j'ai dittes, se vostre court n'esgarde que je faire le dée. Et de ce requiert esgart.» Sachiés, se le seignor viaut avoir son servise, il li fera son gré ou il s'en delivrera de lui par esgart, ou autrement l'ome ne perdra riens^c.

¹ Ou sien. B. — ² Renderé. A. — ³ B.

^a Puisqu'on ne pouvait pas appeler en duel le garant de parenté (*Livre d'Ibelin*, c. CLXI, p. 246), il aurait été juste de lui imposer l'obligation de fournir des preuves; car l'autorité accordée à sa simple affirmation était une excitation donnée au faux témoignage.

^b Si l'on rapproche de ce paragraphe le chapitre ix du Livre de Philippe de Navarre, on verra que le privilège dont il est ici question n'était point complètement reconnu. Le silence d'Ibelin nous autorise à ne

voir dans ce prétendu droit qu'une prétention des liges, que plus tard ils abandonnèrent. Au surplus, si les liges avaient la faculté de ne point parler en cour, ils ne pouvaient pas refuser les fonctions de conseil, sauf à eux à faire porter la parole par un avocat. Le *Livre au roy* donne sur ce sujet des notions curieuses.

^c Cette rapide manière de procéder ressemble peu aux formes révérencieuses qu'Ibelin, dans son chapitre CCXXXVI, p. 376, conseille d'employer.

XLII. Et se l'ome a requis aucune feis ou pluisors feis en court à son seignor chose que il ait et teigne, et que il entent que celle chose est de son fié, et come de son fié l'a adès requise, et le seignor l'a adès desleé et passé par pluisors manieres de respis que l'on peut faire, ou il en ait aucune feis plaideé de ceste chose, et aucun des respis a esté par la court; se le seignor a sur ce besoin dou servise de son home, et il le semont, l'ome ne le servira pas, ce il ne viaut, devant ce que le seignor a fait son gré de sa demande; ou il s'en delivrera ¹ par l'esgart de sa court, se il a autrefois requis esgart ou se il le requiert encores.

XLIII. Et se le seignor failleit de sa fei vers son home et il en fust ataint, l'ome aureit son fié sanz servise tant come le seignor ou lui vivereent; et si sereit quitte de la fei dont il sereit tenus, et le seignor ne sereit mie quitte de la soe vers lui; et si ne perdrait riens l'ome de l'avantage de la court ne de la teneur de ces pers.

XLIV. Et le seignor peut semondre son home de sa bouche, c'il est en la court; et si le peut semondre par un home, qui sera en leuc de lui, et deus come court; et si le peut semondre par son banier, et par ces letres, là où son seau ² sera: et de laquel des semonces que il faille, se il est ataint, il perdra son fié an et jor, se le seignor viaut. Et de la semonce des letres et dou banier, se l'ome vient à court et viaut dire, par la fei que il deit au seignor, que il n'a pas esté semons, il en est quitte ³.

XLV. Et le seignor peut bien semondre, selonc ce que le besoin le semont, ou hastivement ou à tort: il en est à sa volenté ou à sa discretion.

XLVI. Et la semonce est hastive, et il a chevalier ou sergent dont il deit le servise; et aucun a essoine de son cors, ou il n'est mie present en la ville, ainz est ou reiaume sur aucune besoigne soues ou ⁴ de son seignor; ou le cheval de l'ome, ce il n'a que un, ou le chevau dou compaignon, ou la beste d'armes dou sergent ait essoine, tel que elle ne peust aler; l'ome deit dire au seignor: « Sire, « vos m'avés semons, » et moutir de quei et coment, et dire son essoine tel come il l'aura. « Et par la fei que je vos dei, come à mon seignor, que je ais l'essoine « que je voz ai si retraite. Et se il voz plaist que ję voisie, je irai volentiers au « jor que voz m'avés semons, sauve l'essoine que je voz ai moutie. Et ce il ne « voz plaist de ce faire, et voz me donés respit covenable, tant que je puisse re- « couvrir ce qui me faut, je sus apareillié de faire vostre comandement sanz delai. « Et ce se ⁵ il ne voz plaist, je voz baillerais tant de deniers, » et avoir les present, « come le chevalier ou le sergent me costereit à retenir le, qui le troverait ⁶. »

XLVII. Et se aucun home est semons d'aler en un servise soul, et le seignor dit que il n'a mie esté là où il a esté semons ou que il s'en parti devant le terme de la semonce, il deit dire que il i fu trusque au terme: et de ce est il prest de faire droit par ⁷ esgart de la court. Et le dreit est tel, que il deit dire, par la fei que il deit à son seignor, que il fu en la semonce jusques au terme: et à tant en

¹ Ou il se delivre de lui. B. — ² Soel. B. — ³ B. — ⁴ B. — ⁵ B.

⁶ Livre d'Ibelin, c. CCXVIII, p. 348.

⁷ Livre d'Ibelin, c. CCXXVI, p. 352.

est quite. Et c'il dit qu'il n'i ala mie, ou que il y ala et s'en parti, et que ce fu par maladie, et que il fist assaveir au seignor ou à celui qui est en son leuc; et ce deit il dire par la fei qu'il deit à son seignor. Et c'il ne le fait, il encheit aussi come il est dit des autres par devant ^{1 a}.

XLVIII. Nul fié ne peut estre departi ne desmembré, se ce n'est par treis choses: l'une, que l'on en doint partie por le servise faisant, se il deit autre servise que d'un escu, et selonc le servise que le fié deit; et si en deit l'on doner mains de la meitié. L'autre maniere por quei fié se part si est por doaire; car la feme en a la moitié por son doaire quel que le fié seit. La tierce maniere, quant il n'i a heir et il y a fille plus d'une, et le fié est plus d'un escu, se part par chevaleries ² selonc ce que il y a filles et chevaleries ³: mais une chose ⁴ ne se part mie, ainz l'a tote l'ainz née, quant le fié n'est que d'un escu ^b.

XLIX. L'assise de la vente dou fié est tel que le fié ne peut estre vendu que por dette, et ensi: que ciaux à qui l'ome deit, doivent venir devant le rei et clamer se ⁵ de celui qui lor deit la dette; et ce ⁶ celui conut la dette, ou elle li est provée par preuve, le rei li deit comander que il paie celle dette dedenz set jors. Et celui peut dire lors, ou après les set jors: « Sire, je n'ai de quei paier ceste « dette autre chose que de mon fié. Je le vos livre ⁷, que voz le vendés par l'assise « et en paiés ma dette. » Et le seignor ⁸ le deit recevoir et faire crier en treis cités par treis jors. Et le crier deit nomer totes les choses qui sont dou fié et le servise que il deit; et à chascun jor deit dire: « De hui en quarante jors. » Et, après les quarante deus jors, ciaux qui veulent metre, viennent devant le seignor ⁹ en la court. Et lors deit le crier dire le plus que l'on y a mis et crier à tant, et moutir les choses dou fié et le servise et l'omage et à quels heirs. Et quant nul n'i met plus, le seignor deit comander que il le livre à celui qui plus y a mis; et le crier deit les treis mous dire, et livrer ¹⁰ à celui qui plus y a mis. Et celui deit doner les besanz au seignor. Et lors celui de qui le fié fu, deit jurer sur la sainte Evangille que il deit celle dette qui est moutie et coneue en la court, et que il n'i a fait barat ne malice; et puis jurre que il n'a nulle autre chose à couvert ne à decouvert ¹¹ que son fié, meuble ne estable, de quei il puisse paier celle dete qui est moutie. Mais c'il a au reiaume autre fié, il peut dire: « Fors tel fié. » Et ce il a privilege de cel fié, il le deit rendre ¹² à l'acheteur; et se il dit que il ne l'a, il le deit jurer sur sainz, et que, quant il l'aura, il le rendra à celui ou à ces heirs. Et le seignor deit faire à l'acheteur privilege des erremenz de l'achat. Et celui qui l'a acheté a tel homage et a tel servise et a tel heirs come celui qui le vendi l'aveit. Ne nul home ne peut acheter fié qui a autre fié, c'il ¹³ n'est chevalier, fiz de chevalier et de dame, né en leau mariage ¹⁴. Le seignor receit les besanz et en paie la dette, et le remanant garde jusque à set jors, por saveir ce celui deit autre chose; après rent le surplus des besanz à celui ¹⁵ de qui le fié fu ^c.

¹ B. — ² *Par chevaliers*. B. — ³ *Chevaliers*. B. — ⁴ *Mais une chevaleries*. B. — ⁵ B. — ⁶ *Ce se*. B. — ⁷ B. *Lure*. A. — ⁸ *Le roy*. B. — ⁹ *Le roy*. B. — ¹⁰ B. *Livre*. A. — ¹¹ B. — ¹² *Et se il a privilege il le doit baillier*. B. — ¹³ *Et cil*. A. — ¹⁴ *De dame espouse*. B. — ¹⁵ *Au chaitif*. B.

^a *Livre d'Ibelin*, c. CCXXII, p. 353.

^b *Id.* c. CLXXXII, p. 284. Jean d'Ibelin examine dans ce chapitre comment un feudataire peut démembrer volontairement son fief; tandis que Jacques d'Ibelin

recherche ici les faits qui doivent nécessairement amener le démembrement du fief. Les deux juriconsultes ont agité deux questions différentes.

^c *Livre d'Ibelin*, c. CLXXXV, p. 288.

L. En l'assise est que à totes clamors a l'on jor de quinsaine, for de murtre aparant et de chevaucheur restive et d'aucunes autres choses. Et à toz creissement et changement de la parole en la clamor¹ a l'on jor.

LI. Et est coneu par l'assise, de quei il me souvient, s'aucun home se claime de cop aparant, il covient qui se claime par l'assise dou rei Baudoyne^a : se il viaut jurer sur sainz que il n'a le cop fait, si en est quitte; et se il ne le viaut jurer, et l'autre le jure ou celui qui a fait le cop le conut, il paie c. besanz et c. soz, cent besanz au seignor et c. soz au batu.

LII. Et se autre que chevalier bate ou fiert chevalier, il pert le poin^b.

LIII. Et se un home se claime d'un autre par l'assise de dete; se celui de qui l'on se claime viaut jurer que il ne li deit riens, il en est quitte; et se il ne viaut faire le sairement, et le clamant viaut jurer, il deit estre païé de sa dette^c.

LIV. Se un home a maladiré aucune soe chose, il la peut arester quelque part que il la truisse et amener devant la justise². Et se il se claime par l'assise come de³ chose maladirée, il deit jurer sur sains que il ne l'a prestée ne vendue ne donnée ne aliénée en aucune maniere, ainz li a esté preuprement maladirée. Et deit avoir deus garenz qui facent ce que garenz doivent faire, que il le virent saisi et tenant come dou sien : et ce faisant, il recuevre la soe chose^d.

LV. Se aucun home m'est plege as uz et à costumes dou reiaume de Jerusalem, et je me viaus clamer par l'assise; se je ensi me claime, il ne deit avoir jor, ainz me deit respondre^e en l'orre. Et c'il neeit la plegerie, et je puis prover par deus leaus garenz que il m'est plege, il m'est tenu de paier sur toz ces biens ce dont il m'estoit plege, come principau detor. N'a garent de plegerie n'i a nul tor nes de bataille. Et se il conut la plegerie, ou il est ataint qu'il soit plege, et il n'a de quei il puisse fornir la plegerie des choses muebles, il covient que il le face des choses estables, de celles sanz servise, ce il les a, ou de celles à servise, come de dette coneue^f.

LVI. Et l'eir dou plege n'est pas tenu de fornir la plegerie de son pere après son decet; ne les choses de lui ne de son pere ne sont obligées^g.

¹ B. — ² Devant la seignorie. B. — ³ B. — ⁴ Ainz doit avoir respondre. B.

^a Livre de Geoffroy le Tort, § 22, p. 400. Livre d'Ibelin, chapitre cxiii, p. 185; c. cxiv, p. 186.

^b « Le tiers jugement que je vi rendre à Cezaire, si fu tel, que un serjant le roy qui avoit à non le Goulou, mist main à un chevalier de ma bataille. Je m'en alai pleindre au roy. Le roy me dist que je m'en pooie bien souffrir se li sembloit, que il ne l'avoit fait que bouter. Et je li dis que je ne m'en soufferoie jà; et se il ne m'en fesoit droit, je leroie son servise, puisque ses serjans bateroient les chevaliers. Il me fist fere droit; et li droit fu tel, selonc les usages du pais, que le serjant vint, en ma herberje, deschaus et en braies, sanz plus, une espée toute nue en sa main, et s'agenoilla devant le chevalier, et li dit : Sire, je vous amende ce que je mis main à vous, et vous ai aportée ceste espée, pour ce que vos me copez le poing, se

« il vous plet. Et je priaï au chevalier que il li par donnast son maltalent; et si fist il. » (Joinville, p. 106.) Ce passage du livre de l'historien de saint Louis nous révèle un fait important, savoir, que les Croisés restaient, pendant la durée de leur séjour dans la Terre Sainte, soumis, comme les Européens établis en Orient et que l'on nommait *Poulains* (Jacques de Vitry, *Historia Hierosolimitana*, l. II, c. lxxviii, p. 1086), aux lois du royaume de Jérusalem, et, en outre, qu'à une époque où le duel était si puissamment établi dans les mœurs, on ne l'employait pas pour obtenir le redressement des injures personnelles.

^c Livre d'Ibelin, c. cvi, p. 176.

^d Id. chapitre cxxxi, p. 205.

^e Id. c. cxxi, p. 195.

^f Id.

LVII. Et ciaux de qui l'on se clame, qui sont pleges et dettes, il covient à conduire le claim si come il est devisié dessus^a, sanz¹ ce que il n'i a point de quinsaine; et que les biens de celui et de ces heirs en sont tenus après son desset².

LVIII. Et un home qui requiert devise à un autre devant seignor ou devant baill, l'autre ne se peut eschampir que il ne li face devise: et le seignor met de ces homes deviseors à sa volenté, ce est assaveir ou cinq ou treis; lesquels jurent sur sainz, en la presence de la court et des parties, que il feront bien et leaument la devise dedenz quarante jors, selonc l'usage dou reiaume de Jerusalem. Et l'usage en est tel que ce il treuvent que devise en ait esté faite, il la deivent porchassier; et c'elle n'a esté faite, il la deivent faire. Recort d'ome de court vaut en ce devant totes choses, et après, privilege de seignor, et après, leaus garenz de la lei de Rome, et après, totes gens crestiens de quelque nassion que il seient, et après, mescreans, qui faut à ce trover. Les deviseors sont tenus de faire la devise en leur conoissance, regardant³ les teneures dou leuc et les anciens irritages: et ce que ciaux en diront seit tenus^b.

LIX. Et des requestes que on fereit au seignor par privilege que les ancestres dou seignor auront fait as ancestres dou requérant, le seignor peut respondre que il n'entent pas que ces ancestres en orrent onques teneure aparant, et que ce n'est pas don, ainz est promece^c. Et se le requérant proveit vers le seignor, si come il devreit, la teneure, si poreit dire le seignor que il n'entent que il seit son parent de là où le fié meut. Et à^d prover le parenté⁵, il covient que l'on preuve par autel garens come il est uzé de prover lignage; en tel maniere que il facent ce que garenz deivent faire; que il virent et oyrent que celui à qui le fié fu doné et qui en ot teneure, tint le requérant à fiz leau, et il lui à pere. Et se autre que le fiz qui de lui fust dessendu le requeyst, deit venir à la preuve dessendant jusques à lui, en la maniere que il est dessuz devisié.

LX. Et la preuve de la teneure vers le seignor deit estre par recort de court ou par privilege ou par home de court. Et les homes de court deivent jurer et faire ce que leaus garenz deivent faire. Ne entre seignor et home n'a nulle torne de bataille^d.

LXI. Se aucun home aporte privilege et requiert par celui privilege chose de quei autre seit en teneure que le seignor, il deit ensi respondre: que il ne viaut respondre à ce que celui li demande par celui privilege. Et dit raison por quei: que le seignor qui fist le privilege, se il fust en presence, et il de sa vive vois confessast ou garentist que les choses qui sont ou privilege furent faites par lui et qu'il les fist faire, ne vaudreit son dit, ne que d'un autre home^e, s'oultre contre la teneure. Et puisque ce que il direit ou garentireit en sa preupre persone et de sa vive vois ne vodreit riens, donc est il aparant que son seel, lequel est en son poeir, que on peut faire et uzer à sa volenté, deit mains valoir que son dit^e.

¹ Sauf. B. — ² Son defionement. B. — ³ Tenant. B. — ⁴ B. — ⁵ B. Le parent. A. — ⁶ B.

^a § L et LV.

^b Livre d'Ibelin, chapitre CCXLVII, p. 394.

^c Id. c. LXXII, p. 115.

^d Livre d'Ibelin, chapitre xcix, p. 163.

^e La législation d'Orient accordait à la saisine beaucoup plus d'autorité qu'à un acte écrit.

LXII. Se je requier fié que mon seignor teigne, lequel ait esté doné à mon ancestre ou à mei, et je ai preuve valable contre le seignor, je me dei garder de non recevoir la teneur par grace, ainz la deis avoir par la preuve que je en aurai faite, contre le seignor, par esgart de la court: car se je l'ai ensi, je ne respondereie à nul home qui me demandast riens en celui fié¹, ce il ne le me demandast de par celui de qui je aureie fait la preuve^a.

LXIII. Se il y a carelle de un home à autre de fié, l'on deit offrir à prover que son ancestre en morut saisi et tenant come dou sien, si come la court esgardera et conoistra que prover le dée. Et la preuve deit estre par deus leaus garens: et l'autre de qui l'on se clamera en peut torner l'un^b.

LXIV. Se aucun home a et tient aucune chose laquelle il acuille à son fié, et son seignor l'en mescreit, il est tenu de jurer sur sains, de son poin destre, que il² est de l'appartenance de son fié. Et un de ces pers le peut lever come parjure, ce il viaut: et chascun en est tenu par sa fei de faire ce, se il seit qu'il seit parjure; et por tant y aura bataille^c.

LXV. Feme por nul doaire ne deit mariage à celui de qui elle le tient, ne elle ne se deit marier sanz son congié^d.

LXVI. Et de totes escheetes de fié et de baillage elle deit le mariage au seignor.

LXVII. Et quant le seignor semont feme de prendre baron, il la deit faire semondre par treis de ces homes come court; et li deivent offrir treis barons, et que elle en ait l'un pris dedenz quarante jors, ou dit raison por quei elle ne le deit faire, et tel que cort l'esgarde ou conoisse: et c'elle ne le fait, elle est encheue de default^e.

LXVIII⁴. L'usage des doaires par l'assise est tel: que quant l'ome muert, que de totes les choses quel qu'elles soient, meubles et estables, que l'on li treuve, ce il est chevalier, sa feme en deit avoir la meitié, ce est puisque l'on a païée la dette dou mort. Et la dette deit estre païée dou mueble; et ce il ne fornist à paier⁵ la dette, ce qu'il en faut, l'eir en deit paier la moitié et la feme l'autre mitié. La feme ne peut riens faire de ce que elle a en doaire, seit fié ou irritage, mais que joyr des rentes sa vie. Et ceste assise est des chevaliers^f.

¹ B. — ² Ele. B. — ³ En defau. B. — ⁴ Ce chapitre, qui se trouve à cette place dans le manuscrit B, a été inséré également, dans le même manuscrit, parmi les chapitres du Livre d'Ibelin; on le trouve aussi dans les manuscrits D. E. et dans l'édition de la Thaumassière. Il a dans B. le n° CCLVII, et dans la Thaumassière le n° CCLXXI. — ⁵ B. D. E. T.

^a On voit ici pourquoi, dans l'affaire de la baronnie d'Acova (p. 268, note b), les frères de la dame Marguerite déclarèrent au prince de Morée qu'ils ne voulaient rien recevoir par grâce. L'historien n'aurait pas dû signaler cette déclaration comme un acte de fierté; car une tenure par grâce était exposée à trop d'incertitudes pour qu'une personne convaincue de son droit pût l'accepter.

^b Livre d'Ibelin, chapitre CLIII, p. 231.

^c Qu'arrivait-il si, malgré les obligations de la foi, aucun homme du seigneur ne se présentait pour lever le parjure? Jean d'Ibelin fournit la réponse à cette question, dans son chapitre CLXV, p. 232.

^d Id. c. CLXXVII, p. 279; c. CLXXVIII, p. 280.

^e Id. c. CCXXVIII, p. 362.

^f Id. c. CLXXVII et CLXXVIII, p. 279 et p. 280.

LXIX. Quant fié se partist por doaire ou entre suers¹, la mainz née deit faire la partisson, dès le jor qu'elle en sera requise trusqu'au quarantisme jor; et lors le deit offrir en deus chartres escrites à l'ainz née, en la court, et l'ainz née a quinze jors de choisir².

¹ *Se part entre seurs pour douaire. B.* — ² *De respit. B.* Le Livre de Jacques d'Ibelin est suivi, dans le manuscrit de Venise, du Livre des Lignages d'Outre-mer, d'un livre peu étendu sur le duel dans la Cour des Bourgeois, et du retrait du roi Hugues III (f° cxcj-ccv); mais, pour ne pas séparer ce qui appartient à la jurisprudence, nous avons rejeté le premier et le dernier de ces documents dans l'Appendice, et nous joindrons le second aux ouvrages relatifs à la jurisprudence de la Cour des Bourgeois.

EXPLICIT.

IV.
LIVRE DE PHILIPPE DE NAVARRE.

SOMMAIRES DU LIVRE DE PHILIPPE DE NAVARRE¹.

PROLOGUE. Ici orrés le livre de forme de plait que sire Felippe de Novaire fist pour un sien ami aprendre et enseigner coument on doit plaidoyer en la Haute Court.

I. Ici orrés le coumencement des plaiz.

II. Ici orrés coment li clamant puet doner jour à celui dont il se clame.

III. Ici orrés coument l'om doit doner jour à celui de qui l'om se clame.

IV. Ici orrés coument le requerant ne se met en esgart qui puisse passer nuit.

V. Coument le clamant vient à son jour.

VI. Ici orrés coment le clamant garde son jour.

VII. Ici orrés que se le clamant fait que sages, que il ne creisse riens à sa clamor.

VIII. Ici orrés quant la clamor est de deniers.

IX. Ici orrés quant la querelle est de deniers, coment l'om puet lever l'un des guarens.

X. Ici orrés coment l'om puet lever l'un des guarens.

XI. Ici orrés de heritage qui est dedens ville close ou dedens vile desclose.

XII. Ici orrés des batailles des champions; coment il doivent estre armés par l'assise.

XIII. Ici orrés coument l'om doit apeler de murtre champion.

XIV. Ariere apel de trahison.

XV. Ici orrés de plaiz qui sont entre le seigneur et houme.

XVI. D'autre apel de murtre mout grant.

XVII. Des plaiz qui sont entre seignor et home qui sont mout perillous.

XVIII. Ici orrés quant on est garni de previlige.

XIX. Ici orrés coument l'om requiert à son seignor son fié ou partie de son fié.

XX. Ici orrés coment les heirs entrent en saizine de heriter fiés ou de leurs yritages.

XXI. Ici orrés quant l'air est de quinze ans, coment il doit requerre dou roy son fié, non mie dou baill.

XXII. A qui le bailliage dou fié puet et doit venir.

XXIII. Ici orrés des requestes qui se font par recort de court.

XXIV. Ici orrés dou jugement des forsjugiés qui ont esté.

XXV. C'est de l'air costoyer.

XXVI. Ici orrés de ceaus qui sont ajornés à cort et ne pevent venir pour aucun essoing que il ont de leur cors.

XXVII. Ici après orrés l'assise des ventes des fiés come elle se fait.

XXVIII. Ici orrés quels pevent porter garentie en court et quels l'on puet oster dou jugement par cort.

XXIX. Des parenz à qui le fié puet et est escheu; coment il doivent requerre leur droit dou seignor.

XXX. Des fiez que le seignor saisist et tient lonc tens avant que il soit requis et que il l'ait doné à autrui.

XXXI. De ceaus qui aquirent terre ou autres plusors choses pour croistre lor fiez.

XXXII. Ici orrés de ceaus qui requierent à leur seignor l'amermement de leur fiés.

XXXIII. Coment l'ome puet conjurer son seignor et semondre, et pourquoi.

XXXIV. [De ce meismes.]

XXXV. Quant hom conjure ou contraint ou semont son seignor autrement que il ne doit, sanz ce que il ne l'ait à faire, quel amende le seignor en deit avoir.

¹ Cette table n'existe pas dans les manuscrits; nous avons cru devoir la composer, en recueillant les rubriques placées dans ces manuscrits en tête des chapitres, et en suppléant, par de courtes indications, aux rubriques qui manquent, afin de rendre les recherches aussi faciles dans le Livre de Philippe de Navarre qu'elles le sont dans celui d'Ibelin.

- XXXVI. Ici orrés autre maniere de conjurer son seignour.
- XXXVII. D'autre maniere de conjurement à son seignour, quant aucun home est manacé d'aucun autre.
- XXXVIII. Des conjuremens que les homes font as seignours.
- XXXIX. Ici orrés coment l'on peut et doit conjurer ses pers.
- XL. Ici orrés de celui que li sires dessaisist ou fait dessaisir de son fié, sans esgart de court.
- XLI. Ici orrés se aucun des homes liges fust mis en la prison dou seignour sans esgart ou conoissance de court, coment sa feme ou ses enfanz pevent prier ses pers.
- XLII. Si est se le seignour se corroce à aucun de ses homes liges, et sanz esgart et sanz conoissance de court le veut geter de toute sa seignorie et de tout son pooir.
- XLIII. Coment et de quoi le seignour puet conjurer ses homes.
- XLIV. Ici orrés de l'ome qui recomande son fié au seignour.
- XLV. Ici orrés quant le seignour semont aucun de ses homes par ses lettres ou par son banier.
- XLVI. Ici orrés coument le seignour semont son home ou fait semondre de son servise.
- XLVII. [Les assises ne seit om mais que par oï dire et par usage.]
- XLVIII. [Comment celui qui dit que aucune choze est assise, le deit prover.]
- XLIX. [Des grans plaideors de qui fui moult acointé.]
- L. [De l'assise dou rei Amauri.]
- LI. [Ce que l'om deit faire à la requeste et à la semonce dou chief seignour, et les avantaiges que le chief seignour a en la ligece de ses homes.]
- LII. [De ce par quei les homes liges sont tenu l'un à l'autre.]
- LIII. [Coment les homes dou seignour doivent sauver et garder lor per et ses raizons.]
- LIV. [Coment l'on doit semondre home de venir faire droit en court.]
- LV. Le chapistre est des soudoiers, quant il se clament de leurs seignors.
- LVI. Le chapistre est des viles et des chasteaus qui se vendent as gens de religion.
- LVII. Le chapistre est de l'omage que l'on fait des fiez.
- LVIII. Le chapistre est de la paie des chevaliers fievez.
- LIX. Si est dou seignour qui met son home en prison sanz esgart de cort.
- LX. [De l'assise de murtre.]
- LXI. [De l'assise de la vente des fiés.]
- LXII. [Ci orrés l'assise des devises des terres.]
- LXIII. [Privelege dou seignour.]
- LXIV. [Coment seignour peut requerre la saisine de son pere.]
- LXV. [Ci orrés queils est la preve de l'un à l'autre de choze de fié.]
- LXVI. [Se un fié est doné à un home et à ses heirs, il peut venir à tous ceaus qui sont descendu de li qui est sa souche.]
- LXVII. [Ci orrés de l'assise du servise de cors.]
- LXVIII. [De ce meismes.]
- LXIX. [De ce meismes.]
- LXX. [De ce meismes.]
- LXXI. [Coment les seurs partent.]
- LXXII. [De ce meismes.]
- LXXIII. [Ci orrés des fiés que les seignours donent et que cil meisme à qui il les donent, les rendent.]
- LXXIV. [Ci orrés dou fié dou conquest.]
- LXXV. [Ci orrés de l'assise dou rei Baudoin.]
- LXXVI. [Ci orrés du cos aparant.]
- LXXVII. [Ci orrés de la force aparant.]
- LXXVIII. Ce sunt manieres de seurtés que l'on peut faire de l'enprunter à celui qui preste.
- LXXIX. [De guage de plege.]
- LXXX. [De la vente de bestes.]
- LXXXI. [L'om ne peut demembrer fié de servise que par partie de servise.]
- LXXXII. [Coment l'en peut faire avoir en sa vie tout son fié à son dreit heir.]
- LXXXIII. [Dou default de servise.]
- LXXXIV. [Se aucun recomande son fié à son seignour en court.]

- LXXXV. [De celui qui estraie son fié.]
LXXXVI. [Ci orrés les assises des mariages.]
LXXXVII. [Ci orrés l'assise qui est contre ceaus qui faussent la court.]
LXXXVIII. [Coment les dis et les fais se deivent conduire.]
LXXXIX. [De poser esgart.]
XC. [Coment l'om deit neier et deffendre.]
XCI. [Les cinq manieres dou soutil plaidoir.]
XCII. [Que le soutil plaidoir conseille bien et loiaument tant come il sera en court.]
XCIII. [Que le bon eur vaut meaus que naturel sens et soutil coneissance.]
XCIV. [Que le mestier des plaideors si est de moult grant auctorité.]

PROLOGUE.¹

ICI ORRÉS LE LIVRE DE FORME DE PLAIT QUE SIRE FELIPPE DE NOVAIRE² FIST POUR UN SIEN AMI
APRENDRE ET ENSEIGNER COUMENT ON DOIT PLAIDOIER EN LA HAUTE COURT³.

Por ce⁴ de nouvelle et vieille et tendriere amisté et longue priere de celui
à cui je sui moult redevable, et la grant esperance que je ais en son subtil
engin et sa discrecion et en sa bone⁵ volenté de bien aprendre et meaus ovrer,
si Dieu plaist; toutesvoies⁶, ces raizons desus dites me font enprendre à ens-
senger à mon seignor et ami⁷ ce que je porai dou mestier dont je meismes
sai moult poi, ce est le mestier de forme de plait, dont il fait bon saver et
mal user, se bezoing de celui ou de son ami n'est tel qui l'en face ovrer⁸
par estoveir. Et por ce que c'est folie et grant outrage d'enseigner come
maistre ce de quei l'on n'est mie moyen desciple, je vous pri que vous m'en

¹ Ce titre et le précédent manquent dans les manuscrits. — ² *Ci comence le Livre de messire Phelippe de Nevaire, des plaiz de la Haute Cour, selonc les usages dou reaume de Jerusalem.* B. A la suite de cette rubrique, on a laissé un espace en blanc pour peindre une vignette. Le mot *hystorie* est placé, comme indication, à la marge. — ³ Ce prologue et le chapitre premier de A. forment le chapitre premier dans le manuscrit B. — ⁴ B. — ⁵ B. — ⁶ *A mon ami.* B. — ⁷ *Ou de son ami n'est qui en set et user en veut, et le fait ouvrer.* B. La fin du chapitre manque dans B, et le chapitre premier du manuscrit de Venise forme le second alinéa du chapitre premier du manuscrit B.

* On possède sur la vie et sur les écrits de Philippe de Navarre des renseignements nombreux, mais qui n'ont pas encore été réunis et coordonnés. Loredano (l. II, p. 61-80) et Jauna (I, 555-753) ne l'ont considéré que comme guerrier et homme d'état. Lévesque de la Ravalière a parlé de ses ouvrages (*Poésies du roy de Navarre*, t. I, p. 175), mais sans savoir précisément qui il était; et les auteurs de l'Histoire littéraire de la France ont publié sur lui une notice (t. XIII, p. 95) qui fait penser qu'ils ne connaissaient pas mieux les circonstances de sa vie que ses écrits. Notre intention n'est pas de placer ici une biographie complète de ce personnage, et nous nous bornerons à rappeler les faits de sa vie qui, à nos yeux, méritent particulièrement d'être recueillis, parce qu'ils donnent l'explication de divers passages du livre que nous publions.

Philippe de Navarre naquit vers la fin du xii^e siècle, sans doute dans la province dont il portait le nom. Il vint, étant encore très-jeune, dans la Terre Sainte. Il raconte qu'il se trouva, en 1218, au siège de Damiette, et que pendant les loisirs de ce long siège, il faisait la lecture de romans à Raoul de Tibériade et à Pierre Chape, guerriers très-versés dans la connaissance des lois. Les affaires des Chrétiens en Syrie déclinant de jour en jour, il suivit l'exemple d'une foule de gentilshommes français et passa au service du roi de Chypre. Nous le perdons de vue pendant un assez long espace de temps; mais nous le voyons reparaitre lors de la guerre que l'empereur Frédéric II fit à Jean d'Ibelin, bail du roi de Chypre, Henri I, comme un des seigneurs les plus puissants et les plus considérés de la cour de Chypre. « Filippo di Navarra, dit Loredano, l. II, p. 61, *huomo insigne di nascita e di ricchezza, che*

« con la varietà delle scienze e con la santità dei costumi « obligava gli affetti di tutti, ed era in veneratione de « gli stessi tiranni. » L'historien désigne ainsi les cinq bails que l'empereur avait imposés au royaume, à la place de Jean d'Ibelin, et qui étaient: Camerino Barlas, Almerico de Bessan, Gavano de Rossi, Guillaume de Rivet et Hugues de Giblet. En effet, Navarre montra le plus grand zèle et versa même son sang pour la cause de Henri I, ou plutôt de la maison d'Ibelin, qui régnait sous le nom de ce prince. Les bails ayant exigé de lui un serment de fidélité dans la Haute Cour, il le refusa et fut mis en prison; ils lui rendirent peu après la liberté, se proposant de le faire assassiner; mais il sut, avec l'aide de ses amis, déjouer leurs projets. La guerre ayant éclaté entre les deux partis, Philippe fut chargé par Ibelin du siège de Buffavento. Dans une sortie des assiégés, il reçut une blessure grave qui mit ses jours en danger. Lorsque Ibelin voulut abandonner l'île, pour aller défendre sa ville de Baruth, assiégée par les Allemands, Navarre s'opposa avec beaucoup de raison, mais sans succès, à une expédition qui était dirigée dans l'intérêt personnel d'Ibelin, et qui mit la cause du roi dans une situation désespérée. Pendant tout le cours de cette longue guerre, qui de la Syrie fut ensuite reportée en Chypre, Navarre ne cessa de donner des preuves de son courage et de sa prudence, car on le voit toujours chargé des opérations qui exigeaient la réunion de ces deux qualités. La paix ayant été conclue à Cérines, en 1233, les Allemands évacuèrent l'île. Aucun événement important ne se passa dans ce pays, jusqu'à l'arrivée de saint Louis, en 1248; il ne faut donc pas s'étonner si l'histoire ne fait plus aucune mention de Navarre; mais les écrits de ce

celés, pour ce que je vous fais ce que je ne vos onques faire à seignor ni à ami, dont je vous pri que vous ne mostrés ni enseignés cest escrit à nului : car je ne trovai onques seignor ni ami, qui ce me vozist faire; et tel porroit apprendre de moi que en aucun point me porroit abatre de mon tort meismes ou soi deffendre.

guerrier, et particulièrement son livre sur les Assises, nous donnent des notions suffisantes sur les derniers temps de sa vie. Ne pouvant plus employer son épée à la défense des saints lieux ou de son souverain, il se livra, avec une ardeur qui était particulière aux seigneurs du royaume de Chypre, à l'étude des usages d'outre-mer et à l'application de ces usages dans les cours d'Acre et de Nicosie. La conformité de goûts et d'occupations le lia intimement avec Balian III d'Ibelin, fils aîné de Jean d'Ibelin, et avec le sire de Sidon. Renier et Arnaud de Giblest, Rostain Aimar et le vicomte Guillaume sont également signalés par lui comme des jurisconsultes habiles, qui surent mettre à profit sa science et sa longue expérience. Dans un pays qui manquait de lois écrites et où toute la législation se composait de traditions, les lumières d'un juriste savant étaient nécessaires *en court et en dehors*; aussi voyons-nous que Navarre, qui siégeait régulièrement dans la Haute Cour de Chypre, était sans cesse consulté par ses compatriotes ou par les Chrétiens de la Syrie, ses réponses, qu'il a eu le soin de conserver, sont dictées par une sagacité que la prudence dirige toujours. Navarre parvint à un âge très-avancé, partageant ses occupations entre l'étude de la jurisprudence et des travaux d'un genre différent. Le manuscrit de la Bibliothèque royale coté 198, fonds franç., contient un traité de morale de cet auteur, qui est intitulé *les Quatre tens d'aage d'ome*, et à la fin duquel on lit cette sorte de péroraison, où l'auteur rend compte de ses nombreux écrits et de l'emploi de ses dernières années : « Philippes de Navare qui fist cest livre, en fist autre deus. Le premier fist de lui meemes une partie; car là est dit dont il fu et comant et porquoi il vint de çà la mer, et comant il se contint et maintint longuement par la grace nostre Seigneur. Après i a rimes et chançons plusors que il meismes fist; les unes de granz folies dou siecle, que l'an apele amors; et assez en i a qu'il fist d'une grant guerre qu'il vit à son tens, antre l'emperor Fredri et le seignor de Barut,

« monseignor Jehan de Belin le Viel; et un moult biau conpe i a il de cele guerre meismes, dès le comancement, jusques à la fin, où que il sont devisé li dit et li fait et li grant consoil des batailles et des sieges atiriez ordeneement; car Philippes fu à touz. Après i a chançons et rimes qu'il fist en sa vieillesce, de nostre Signor et de nostre Dame et des saints et des saintes. . . . Le second livre fist il de forme de plait et des us et des costumes des Assises d'outremer et de Iherusalem et de Cypre : ce fist il à la proiere et à la requeste d'un de ses seignors qu'il amoit, et après s'en repanti molt, par doute que aucunes mal gens n'an ovrassent malement de ce qu'il avoit ansaigné por bien et loiaument ovrer; et de ce s'escusa il au comancement et à la fin dou livre, etc. »

De tous ces ouvrages, nous n'en possédons que deux : le livre de jurisprudence et le traité de morale; mais il est permis de penser que des recherches bien dirigées feraient découvrir plusieurs de ceux qui semblent perdus. Florio Bustron s'exprime en ces termes, dans la préface de son Histoire de Chypre, pag. 3 : « Ho poi trovato particolarmente li gesti de Ciprioti, in francese scritti da Philippo da Navarra, huomo universale, et il quale intervene in molti fatti et di guerra et di patti de pace. » Il est, en effet, facile de reconnaître que tout le premier livre de son histoire a été composé à l'aide du poème de Navarre sur la guerre des Lombards; or Bustron vivait au milieu du xvi^e siècle, et il est peu probable que les documents dont il a fait usage soient complètement anéantis. Mais l'ouvrage qu'on doit désirer le plus vivement de retrouver est celui que notre jurisconsulte avait composé sur les événements de sa vie.

Philippe de Navarre mourut vers l'année 1270. Le rôle politique qu'il ne cessa de jouer pendant sa longue carrière, les qualités de son esprit, la variété de ses connaissances et son talent d'écrire, dont le Livre des Assises et le manuscrit des *Quatre âges de l'homme* fournissent la preuve irrécusable, sont les motifs qui nous autorisent à le placer au premier rang des écrivains du xiii^e siècle.

IV.

LIVRE DE PHILIPPE DE NAVARRE.

CHAPITRE PREMIER ¹.

Ici orrés le coumencement des plais.

Au coumencement, quels que soient les paroles, longues ou courtes, à moustre ou à plainte, puis que l'om vient à clamour, dites si brief come vous porrés : « Sire, cist hom se plaint de celui, » et motissiés de quei, « et en atent aver raizon par vous et par la cort. » Car en brief clamour si a deus profis : l'un est que la cort retient meaus brief demande ² que la longue; l'autre si est, se l'aversaire veaut noier, l'om peut meaus prover la courte ³ que la longue.

CHAPITRE II.

Ici orrés coment li clamant ⁴ puet doner jour à celui dont il se clame.

Se il avient que celui de cui l'om se clame demande ⁵ jor, le clamant doit dire que il ne veaut que il ait point de jor, se la cort ne l'esgarde. Et se il y a aucunes des assises en celui cas qui tolent le jour, le clamant li doit metre avant; que les assises, dont ores me souvient qui tolent le jour, sont cestes ⁶ : l'assise de murtre et cele de traïzon apparant ⁷ et cele de force apparant et cele de rap de feme, l'assise dou roy Baudoyne de cop apparant; et quant le seignour se clame de faute de servize; et l'assise des bestes restives, et cele de plegeries, et quand le sodoier se clame de ses soudées : et de force apparant dit l'om que elle ne peut estre apparant, se celui de cui l'om se clame ne la conoist et otroie, ou se il ne la fait en cort, ou se ele n'est provée sour lui par garens : et il n'en ⁸ peut lever et torner l'un des garens par bataille. Et qui est ataint de force, son cors et son aver est en la merci dou seignour. Et se il n'i a nulle des assises qui tolent le jor, toutevois doit dire le clamant que il ne veaut que l'autre ait jour, se la cort ne l'esgarde; et dire ensemble toutes les raisons que il porra à la defense dou jour, et metre sur ⁹ esgart, pour ce que l'autre ait le jour par esgart. Et se il ne vient au jour, et le clamant vient et garde son jour, ensi porra desresner sa querele. Mais quant l'esgart dou jour sera fait, le clamant doit faire ¹⁰ dire au seignour : « Où « coumandés vous que il gart son jour? » Et pour ce que il a mestier d'ataindre ¹¹, il doit prier ses acointés de la court que il leur soviengne des propres paroles de la clamour, et quant ce fu et où ce fu ¹² et qui y fu, et à quans jours dou mois

¹ Ce chapitre forme le second alinéa du chapitre premier de B. Voyez page 471, notes 2 et 3. — ² *L'un est que la court retient meaus la brieve clamor et la brieve demande.* B. — ³ *La courte demande.* B. — ⁴ B. *Clamans.* A. — ⁵ *Demandoit.* B. — ⁶ *Et se il a aucune des assises en cel cas qui li tollent le jor, le clamant li doit metre en avant. Et les assises dont moi sovient ores, qui tolent le jour, sont cestes.* B. — ⁷ B. — ⁸ *Et il en.* B. — ⁹ *Ssur.* A. — ¹⁰ B. — ¹¹ *D'entendre.* B. — ¹² B.

fait le jour¹ de la quinsaine, et metre y aucune enseingne. Et quand le jour vendra, faite le dire² priveement devant partie de ceaus qui là furent; et se il ensi les avoie, ils le sauront meaus recorder, se mestier est^a.

CHAPITRE III.

Ici orrés coument l'om doit doner jour à celui de qui l'om se clame.

Celui de qui l'om se clame selon Dieu doit conoistre la verité; et se la clamour est de chose de quei il puisse recevoir mort ou deseritement ou grant honte, ou se ce est choze de quei il veille plaidier⁵, soit à tort, soit à droit, disant à son conseil que il a droit, si peut demander jour tout simplement par aucune foible raizon, et de ce requiert esgart, et mete son retenail^b. Et se il pert celuy esgart, requiere jour par aucune autre huyssouze⁴. Et ce porra il faire pluizours fois: aucune fois porra il dire que il veaut aver jour, pour ce que de ceste clamor ne fu onques mais en cort; autre fois dira que ce est⁵ nouvelle clamour; autre fois dira que de toutes claimours doit l'om aver jour, se assise ne le teaut⁶. Et se le clamant li met devant aucune des assises, l'autre respondra que non, plaize Dieu, que celle soit des assises qui tollent le jour et que de tele claimor come celle est, à l'om jor en la court⁷ au royaume de Jerusalem; et ce offre il à prover par celle meisme cort; et l'om est tenu en Chypre de tenir les us et les assises dou royaume de Jerusalem: et por tant veaut aver jour, se la cort l'esgarde; et tous jors y mete retenaill. Autres deus manieres y a de fuie⁸ que je ne los⁹ pas. L'une est, quant le requérant requiert esgart d'aucune choze, responde li en paroles; et quant vient au poser sour esgart, ne se preigne pas de droit à ce que le requérant a dit, mès costie le et se mete¹⁰ en esgart d'autres paroles semblables à cele; et se la court l'entent bien, quant elle sera assise, elle dira qu'il n'i a point d'esgart. A l'autre fois dira que il ne li veaut respondre devant qu'il ait eu son esgart premier, et de ce meisme requerra esgart, et y metra retenaill. Toute voie la droite forme dou plait si est tele: que l'om doit respondre au requérant que l'om ne veaut faire sa requeste, se la court ne l'esgarde, et dire aucune raizon à l'encontre ou aucune parole qui se cuevre de semblant de raizon; encores metre retenail¹¹, et venir d'un à autre, tant que l'om ait tout dit. Et en ce peut aver lonc espace: une fois pour seignor, autre fois por cort, autre por essoine; et dedens ce qui a tort, si doit finer ou fuir^c.

¹ *Sera le jor.* B. — ² *Face lire l'escrit.* B. — ³ *Il veuille fuir.* B. — ⁴ *Oisouse.* B. — ⁵ *Que ceste.* B. — ⁶ *Ne la tout.* B. — ⁷ B. — ⁸ *De fuite.* B. — ⁹ *Loie.* B. — ¹⁰ *Mais costioie le et vos metez.* B. — ¹¹ *Et tous jors metre retenaill.* B.

^a *Livre d'Ibelin*, chapitre XLII, p. 66; c. XLIII, p. 67; c. LXXX, p. 128.

^b Philippe de Navarre n'adresse pas moins souvent qu'Ibelin, aux plaideurs, la recommandation de mettre leur retenail à toute demande ou réponse qu'ils font en cour. Cette recommandation était dictée, non par la prudence de ces juristes, mais par un usage admis généralement dans les tribunaux et qui existait de même en France; car nous lisons dans les anciennes Coutumes du Châtelet, publiées par de Laurière, le conseil suivant: « En ton plait entamer pren te garde qu'il barre tu porras tantost metre avant pour toi

« deffendre, car on ne barroie en court laie c'une fois; « et fai tout jors protestacion et bone retenue par l'amen- « dement de ton conseil. » (§ 16.) Nous saisissons cette occasion de signaler l'erreur que nous avons commise, page 251, note a, en présentant cet ouvrage comme inédit: il a été publié par de Laurière, à la suite de la Coutume de Paris, 1698, in-12.

^c Il faut rendre à Jean d'Ibelin cette justice, qu'il s'efforce de dissimuler ce que sa théorie des fraudes dilatoires a de peu honnête, et qu'il ne conseille pas, au moins ouvertement, l'emploi de *parole qui se cuevre de semblant de raizon*.

CHAPITRE IV¹.

Ici orrés coument le requérant ne se met en esgart qui puisse passer nuit².

Le meaus que puisse faire le requérant si est de soi garder que il ne se mete en esgart qui puisse passer nuit, et que que le fuiant die, le requerer die tousjors que, pour choze que l'autre ait dite, ne veaut il que il demuert en pais, ains veaut por tant com il a dit ores et autrefois avoir sa requeste, se la court l'esgarde, et metre il retenail. Et tousjors face ensi, tant que il l'ait ataint³.

CHAPITRE V⁴.

Coument le clamant vient à son jour.

Se le jor est doné par esgart, le clamant vendra au jour et fera dire que il a gardé son jor de la clamor qu'il fist de tel, si com la cort l'entendi. Ensi la fera dire deus feis ou treis; et que il soit venus toutesvois ains le souleil couchant, et y demuere tant que il i⁴ ait o ciel estoile aparant. Et adonc die au signor qu'il a gardé son jor si com il doit et tant com il doit; et requiere au signor que il viaut là hors veir se il a estoile aparant o ciel. Le signor y doit mander deus de ceaus de la court; et se ensi est, et l'autre⁵ n'i est venu jusque à cele houre, le clamant a por tant desraignée⁶ sa querelle^b.

CHAPITRE VI⁷.

Ici orrés coment le clamant garde son jour.

Et se celui de cui l'om se claime vient au jor, il fera dire qu'il a gardé son jor vers celui de la clamor qu'il fist de lui; et se il veaut riens requerre, il respondra ce qui il devra, et de ce trait la cort à garent. Et ensi le face dire deus fois ou

¹ Ce chapitre et les deux suivants forment le chapitre iv de B. — ² *Coment le requereor ne semont por riens en esgart.* B. — ³ Ce chapitre est la suite du chapitre iv dans B, sans rubrique ni séparation. — ⁴ B. *Il ait.* A. — ⁵ *Mander deus de ceaus de la court por veir se ensi est. Et se l'autre.* B. — ⁶ *Desraigné.* B. — ⁷ Ce chapitre, comme le précédent, forme la suite du chapitre iv dans B.

^a Les mots *qui puisse passer nuit* semblent indiquer que le demandeur doit faire tous ses efforts pour empêcher que l'esgart ne soit remis du jour au lendemain. Mais on doit remarquer que le demandeur n'avait aucun moyen d'empêcher cette remise, s'il plaisait à

la cour de la prononcer. Sans s'arrêter au sens apparent des mots, il ne faut donc voir, dans ce chapitre, que le conseil donné au demandeur de presser le jugement de sa requête.

^b *Livre d'Ibelin*, chapitre LII, p. 81.

trois devant l'estele aparant, si com il est dit dessus, si aura desresnée sa querele, se le clamant n'i est venus. Et se il sont andui en la presence de la cort, quant chascun aura fait dire que il garde son jor, et en trait la cort à garent, le clamant doit faire dire que, tout ensi come il se clama de luy et la cort l'entendi que le jor fu requis de quei il sont ajornés, encore se clame¹. Et l'autre peut respondre que il veaut que il li esclarisse² de quei il se clame et clama de luy, se la cort l'esgarde. Se la cort n'esgarde que esclarzir le doie, il respondra tant que tort ne li enprendra³.

CHAPITRE VII.

Ici orrés que se le clamant fait que sages, que il ne creisse riens à sa clamor³.

Se le clamant fait que sage, jà seit ce que il die assés de tant com il dit dessus, toutevoie, por ataindre, il recordera et esclarira sa clamor; et bien se gart qu'il n'i creisse rien; car se il y creist, l'autre raura jor. Se il veaut dire que il a creu en sa clamor, et por⁴ ce demande jor, le clamant dira que non, place Dieu; et cil qui demande le jor porra dire que il y a cressance, et de ce se met ou recort de la cort; car la premiere clamor fu dite et entendue en la cort et en la cressance aussi; et par le recort de la cort sera provée la cressance; et pour tant veaut il que il soit recordé en la cort, se la cort l'esgarde : et metre y retenail, quar par la cort sera provée la croissance⁵. Le clamant porra dire que trop aureit la cort à faire, se elle deust recorder tout ce que l'om dit en cort, à la requeste de l'une partie et de l'autre, sans motir la cressance; ne pour tel eschampe ne doit mie son avversaire aver jor ne recort de cort, se il ne motist de quei il a creu en sa parole : et de ce se mete bien en l'esgart de la cort; et y met retenail. Se celui qui le jor veaut aver motist la parole de la cressance, et le clamant la née, adonc doit estre sur⁶ le recort de la cort. Et se il vient au recort, l'un des deus profis dessus motis porra valeir : car se les paroles de la clamor furent courtes, plus tost seront recordées^b. Et se il par escrit ou⁷ par dit ait tant fait que il y ait plusors de la cort qui en soient menbrant, bien li porra valoir : car par tout fait il bon⁸ aver amis, qui aver les puet, et tousjors en a l'on mestier por venir à sa raizon, et por eschiver que l'om ne receive tort; et qui a querele doit prier ses amis que il soient, dès le coumen cement dou plait jusques à la fin, en cort, pour retenir et entendre et retraire et à droit jugier, fin que il ait⁹ sa querelle desraignée; car souvent avient que ceaus à cuy n'en chaut, n'entendent mie bien les paroles; et qui mal les entent, mal les set saver dire et recorder et jugier; et souvent avient, quant la querele est de gent qui ont poi d'amis, que la cort est si feble, et si poi de gent y viennent, que l'on respite moult legierement les clamors et les esgars por achaizon d'esforcier la cort. Et bien est ver que le seignor doit la court assembler et esforcier. Mais parmi tout ce en

¹ Quant le jour fu requis de quoi il sont ajornés hai et adonc, et encore se clame. B. — ² Esclarcisse. B. — ³ Coment le clamant se doit bien garder que il ne croisse riens en son dit. B. — ⁴ L'autre raura jour en ce que il a creu sa clamour, et por. B. — ⁵ B. — ⁶ Ssur. A. — ⁷ B. Out. A. — ⁸ Et por ce fait bon. B. — ⁹ Jusques que il ait. B.

^a Livre d'Ibelin, chapitre LIV, p. 83.

^b Livre d'Ibelin, chapitre LIII, p. 82.

avient moult souvent ce que om a dessus dit de la febleté de la cort : l'om a tous jors veu que les riches homs et les puissans, qui ont amis et pevent aver souvent et de legier grans assamblées d'omes liges en cort, delivrent ¹ plus tost et meaus lor quereles^a. Et quant la riote² dou jour est passée, qui viaut maligner, assés y a d'autres eschampes^b.

CHAPITRE VIII.

Ici orrés quant la clamor est de deniers³.

Selonc la maniere de la requeste, se la clamor est de deniers, l'on peut requerre celui qui les esclarzisse⁴ où ce fu, que celui dit qui li presta, et quant ce fu, et qui y fu; et assés d'autres poins et riotes⁵ que je n'use pas volentiers ne ne veil enseigner; car de chascune choze peut l'om requerre esgart et metre y retenail. Et se la clamor est de terre ou de leu moti, l'om puet requerre mostre, et après la mostre jor, et l'on a le jor en la Cort de Visconte, mais en la Haute Cort n'a l'on mie jor après la mostre; ne la mostre meisme n'a l'om pas de pluziors chozes, et d'aucune l'a l'om. L'om n'a mie mostre d'un casal nommé et coneu, ne d'un leu moti qui a partenances et de qui⁶ il n'a en la terre que un; mais se il y a pluziors leus només d'un nom, l'om doit aver mostre; et de maisons et de heritages qui sont dedens ville, et de leus et de terres qui sont dedens autrui appartenances, doit l'om bien aver mostre de toutes ces chozes; et de chascune par soi peut requerre esgart celui qui viaut foïr, venant d'un à autre par retenail^c. Et se le clamant veaut exploiter, il otroiera, sans riote et sans esloingne⁷, tout ce que il entendra que l'autre auret par esgart; et quant son aversaire ne porra plus foïr, se il née ce que il li demande, il doit dire que il est prest de prover tout ensi come la cort esgardera.

¹ Por delivrer. B. — ² La riote. B. — ³ Comment doit estre esclarcie la clamor se ele est de deniers, qui i fu et où ce fu. B. — ⁴ Que celui esclarcisse. B. — ⁵ Et notes. B. — ⁶ Et de quoi. B. — ⁷ Esloigne. B.

* Ibelin (c. XLVI, p. 73) donne aussi le conseil d'amener à la cour le plus d'amis qu'il est possible. Cet usage était la conséquence du jugement par pairs, et de la liberté, laissée à chaque vassal, de siéger ou de ne pas siéger dans la cour du seigneur, quand trois juges y siégeaient déjà. Cette brigue s'exerçait aussi en France, où cependant les principes du jugement par pairs n'étaient pas respectés comme en Orient. Dans le procès, qui eut lieu, au parlement de Paris, sous le règne de saint Louis, entre Charles, comte d'Anjou, et un chevalier, oncle du comte de Vendôme, « Monseigneur Challes avoit amené avec soi plusieurs conseillers et avocaz des parties d'Anjou, et avecques ce il avoit plusieurs de son conseil, de touz les meillours de Paris : et quant li chevaliers les vit assemblez contre soi, dist au benoiet roy (saint Louis) que il ne seroit nul homme de sa condicion qui ne peust douter, se il avoit tant et si granz et si sages aversaires contre lui; de quoi ilquist au benoiet roy que il feist avoir conseil et avocaz; meesmement que, si comme l'en disoit, il ne pooit autres avoir, pour la poer dudit conte ou pour sa faveur. De quoi il avint que le benoiet rois ordena aucuns sages au conseil du

chevalier, et leur fist jurer qu'il metroient loial conseil en la besoigne dudit chevalier. » (Confesseur de la reine Marguerite, *Vie de saint Louis*, p. 381.)

^b Les jurisconsultes français ne s'occupent nullement de fournir des moyens de droit à ceux qui veulent *maligner*, et on aime à entendre Pierre de Fontaines déclarer (c. XXI, n° 29) que « en loiauté ne doit point avoir fuite ne destorbement. » Tout l'ouvrage de Beaumanoir respire cette honnêteté et cette franchise qu'on devait s'attendre à retrouver dans les écrits des jurisconsultes d'outre-mer, qui n'étaient pas des gens de loi de profession, mais des gentilshommes vieilliss dans les camps.

* « Qui fet veue, dit Beaumanoir, c. XI, p. 19, il doit monstrier toutes les choses qui sont demandées ou plet, en chascun lieu et en chascune piece; car se il gaigne la querelle, il ne gaigne fors che qui a esté monstrier, et pour che est il bon que il ne soit pas negligent de monstrier tout che qui est en la querele. » Navarre ne mentionne pas ici cette règle importante du droit français : « Un seigneur n'est tenu faire vue ou montrée à son vassal ni sujet. » (Loysel, *Institutes*, t. II, p. 235.) Voyez du Gange, *Glossarium*, verbo *Ostentio*, et les *Olim*, t. I, p. 173, n° XIII.

CHAPITRE IX.

Ici orrés, quant la querelle est de deniers, coment l'om puet lever l'un des guarens ¹.

Et quant à ce couvient que il soit garnis de deus loiaus guarens de la loy de Rome; et se la querelle est de deniers ou de autre choze qui ne soit de fié, il covient que les garens facent tant por l'amor de luy, qu'il portent garentie de lor gré sans requeste et sans coumandement dou seignor ne d'autre. Et se la querele est plus d'un marc d'argent, son avversaire en peut lever et torner l'un, lequel que il vodra, par bataille. Et quant le clamant dira que il est prest de prover si come la cort esgardera que prover le doie². Et quant la cort doit dire et esgarder que se il le³ peut prover par deus loiaus garens de la loy de Roume, et l'autre souffrir le veulle, que ce est assés. Et se l'autre en veut lever l'un des garens, faire le peut, se la querele est plus de un marc, et à ce que il a dit quant, le quant⁴ enporte le jor; et por ce la cort li doit demander où sont ces garens. S'il les avée⁵ et il dit qu'il sont en Chypre, la cort li donra jor de quinzeine de prover. Et se il dit qu'il sont en la Surie⁶, et il est en esté, il aura quarante jors de respit de prover; et se il est yver, trois mois. Et se il dit que il sont outremer, il aura un an et un jor de respit à prover⁷. Et pour ce que l'om a souspit que se d'outremer ne soit barat, il doit nomer priveement ces garens à trois⁸ de ceaus de la cort, et si le doivent celer jusques au chief de l'an et dou jor⁹. Et tout ce est dit et entendu en la⁹ Haute Cort; mais à la Cort des Borgoïis li demande l'om bien¹⁰ se si guarent sont en la vile où le plait est; et se il dit oïl, n'i a que huit jors de respit¹¹; et se il sont aillors, si est ensi come il est dit dessus¹². Et quant les garens viennent avant en la Haute Cort, le conseil de celui qui doit prover, doit dire au seignor : « Sire, veeis ci les garens dou tel; et « il vous requierent conseil tel qui sache mostrer leur parole et leur garentie, si « com il enchergeront¹³; » et s'il de ce obliast rien que les garens peussent crestre et oster¹⁴, se mestier fust, pour loyaument guarentir la pure verité, le seignor lor doit doner conseil. Et j'ai veu que lor conseil solet mostrer lor parole, et se il ne volet faire por ce que l'om dit que les homes liges ne doivent servize de moustrer parole¹⁵, toutesvoies doivent il aver conseil, et il porchasant avant parler. Ce

¹ Le manuscrit B. n'indique la division du chapitre qu'après les mots : *la cort esgardera que prover la doie*. Voyez note 2. — ² B. C'est ici qu'est placée la rubrique dans le manuscrit B : ce qui précède forme la fin du chapitre vi^e du manuscrit B, ou viii^e du manuscrit A. — ³ B. *Se*. A. — ⁴ *Le garant*. B. — ⁵ *Se il est avoie*. B. — ⁶ *En Hermenie*. B. — ⁷ B. — ⁸ *A deus*. B. — ⁹ *De la*. B. — ¹⁰ *En la Haute Court, car la Court des Borgoïis li demande bien*. B. — ¹¹ B. — ¹² *Si come il li en chargeront*. B. — ¹³ *Et mermier*. B.

* Ces dispositions sont, en effet, semblables à celles que nous avons lues dans le chapitre lxxvi d'Ibelin, sauf toutefois que ce jurisconsulte ne parle pas de l'obligation de nommer les garants à trois des hommes de la cour; car, au contraire, Ibelin regarde comme une chose très-habile de tenir secrets, aussi longtemps qu'il est possible, les noms des garants, afin que la partie adverse ne puisse pas les reprocher. (C. lxx, p. 113.)

^b Sans entrer dans des détails qui seraient prématurés, nous pouvons dire que les différences qui existaient entre la procédure suivie devant la Haute Cour

et celle qui était reçue à la Cour des Bourgeois, prenaient leur origine dans la coutume plutôt que dans les privilèges des nobles. Ainsi, la Cour des Bourgeois accordait un délai de huit jours pour produire un garant qui habitait la ville où le plait avait lieu, tandis que la Haute Cour ne donnait qu'un délai de quinze jours pour faire venir un garant qui résidait sur un point quelconque de l'île de Chypre. Le délai était donc plus étendu et la loi plus favorable aux parties, dans le système adopté par la Cour des Bourgeois.

^c *Livre de Jacques d'Ibelin*, § 39, note b, p. 462.

avient en la Haute Cort; car à la Cort dou Vesconte dit chascun sa garentie. Et se l'om ne peut aver deus garens et l'on a un qui die que il seit celui fait et que cel autre y fu qui mors est; « Et se il fust vis, il tesmoigneroit ¹ ce meisme; et « je porte la garentie por moi et por le mort; » autant vaut com se il en eust deus. Et ce est en l'une cort et en l'autre; et le lever et le torner dou garent ausi.

CHAPITRE X.

Ici orrés comént l'om puet lever l'un des guarens ².

Se celui contre qui l'om porte guarentie veut lever et torner l'un des guarens, faire le peut douquel que il vodra en tel maniere come vous orrés. Quant li garent auront dit lor garentie en parole, l'on li demande se il veullent jurer que ³ ce que il ont dit seit voir, et il respondent que oyl; et se celui qui en viaut l'un lever seufre tant que il aient andui juré, lor garentie sera ferme ⁴, et il aura sa querele perdue. Ains, si tost com il veit agenoillier celui que l'on veaut ⁵ lever, il le doit saisir par le poing destre et dire: « Lieve sus ⁶, car je t'en lieve come faus et par-
« jure; car en toi ne remaint que tu ne te parjures: et je sui prest què je te mostre
« et preuve de mon cors encontre le tien tout ausi come la cort esgardera, et
« quant. » Adonc se doit agenoillier devant le seignor et tendre ⁷ son gage, et l'autre se doit deffendre. Adonc doit le seignor recevre les gages et comander la cort à esgarder la maniere de la bataille et le jor. Se celui qui lieve le garent est mahaingné de mahaing ⁸ aparant, ou se il a passé l'age de soissante ans, il peut metre en leuc de lui champion; et ne covient pas que il le nome ⁹, mès die que ce moustrera il bien par un home contre l'autre, por ce que il est mahaingié ou que il passe age. Et en tel maniere le peut faire celui qui se desfent et dou mahaing et de l'age. Se celui qui lieve le garent est chevalier, et le garent serjant, le chevalier doit aler à pié à la bataille et combatre soi à lui à ley de sergent. Et se celui qui lieve le garent est sergent, et le garent chevalier, l'apellour se doit faire chevalier et se doit combatre à lui come chevalier. Et se le chevalier qui est garent veut dire que il ne se doit prendre à sergent, ne il ne veut respondre pour ce qu'il n'est son peir, le sergent peut respondre au chevalier que ce ne li peut riens valoir en tel cas; car ensi seront mort ¹⁰, et destruit tuit cil qui ne sont chevalier, se li chevalier porreent garentir quanque il vaudroient sur eaus, et l'on ne se peust ¹¹ torner; et l'assise seroit fallie, qui dit que de toutes quereles de un marc d'argent ¹² en amont y a tornes de bataille contre les garens; et en l'assise n'est sauvé chevalier ne autre; et de toutes quereles de murtre ou de quelque ¹³ autre chose ¹⁴ de que chevalier apele sergent, et sergent chevalier, l'apeleir se doit combatre à celui que il apele à la ley de bataille de celui qui est apelés. Et bien se gart celui qui s'avoe ¹⁵ por mahaingné ou pour avoir passé aage, que il soit garni de champion: car

¹ Tesmoigneroient. B. — ² Comént celui contre qui l'on veut prouver, puet lever un des garanz par bataille. B. — ³ B. — ⁴ Fornie. B. — ⁵ Il en veut. B. — ⁶ Ssus. B. — ⁷ B. Et rendre. A. — ⁸ Est maharginez de mahargyn. B. — ⁹ B. Houme. A. — ¹⁰ Serioient morz. B. — ¹¹ Et l'on ne les en peust. B. — ¹² B. — ¹³ B. — ¹⁴ S'auce. A.

* Le marc d'argent valait en Chypre, au XIII^e siècle, 25 besants ou 200 sols tournois. (Bustron, p. 426.)

se il ne l'eust au jour, il seroit ataint, et se il meismes se vozist combatre, il ne porroit, se il avant n'eust moult maistreié ou doner des gages. Et quant feme guage bataille, elle est en cest point meismes, et bien peut lever garens et apeler de murtre ^a.

CHAPITRE XI.

Ici orrés de heritage qui est dedens ville close ou dedens ville ¹ desclose.

Se la querele est d'iritage clos qui est dedens vile desclose, ou desclos dedens vile cloze, celui qui l'on se clame peut respondre que il a heu et tenu celui heritage quitement, en pais, come le sien, an et jor et plus; et por tant en veaut demorer en pais, par l'assise de la teneure, se la cort l'esgarde; et mete y retenail. Se le clamant dit que ce est de son fié, et que fié ne se peut vendre ne aliener que par l'assise des ventes ², ou pour partie de servize, s'il y a servize de pluizors; et de cestui heritage n'i ot onques vente faite par assise ne don pour servize; et por tant le veaut aver, se la court l'esgarde: et mete retenaill. L'autre respondra que chascun peut dire: « Ce est de mon fié, et ce ne se peut vendre que par l'assise. » Bien se gart qui l'alienera, vendra ou donra, et la court qui le souffrira; car l'assise est toute parée ³, qui ⁴ dit que, par teneure d'an et de jor quitement et en pais a l'on desresnée tel maniere d'iritage, come il est dit devant; et ceaus à qui l'on vent ou donent ou alienent heritage dedens vile, ne pevent pas saver se il est de fié ou non, ou se il est en previlige ou non, celui qui le vent ⁵: si doit garder por la foi que il doit au seignor: car ce que est de fié ou de servize ne doit il pas vendre ne aliener franchement, ne la court où il assene ⁶ ne le doit pas souffrir, por que elle le sache; et se il peut estre seu dedens an et jor, bien peut estre rapelé, et por ce porte l'on garentie d'an ⁷ et de jour. Bien est donc aparant, que se l'an et le jor passe, que le heritage ne soit calengié ⁸, que l'assise de la teneure le delivre tout outre, se celui qui a tenu l'iritage n'est parent de celui qui le requiert. Mais la parentés brise l'assise par tout, fors en deus leus soulement, c'est assaveir, quant celui qui a tenu le iritage an et jor, l'a de son pere ou de sa mere qui en soit mort saizi et tenant, et que il l'ait tenu an et jor devant sa mort, veiant et oïant celui qui ores le requiert. Après ce ne vaut rien le parentés contre l'assise. Tout autretel est l'autre point: car se celui ⁹ qui tient l'iritage l'a tenu an et jor, voiant et oïant le pere ou la mere de celui qui ores le requiert; se l'iritage meut de cele part dont le pere ou la mere dou requérant vint, et cil ou cele à qui il pot adonc escheir ne le requist dedens an et jour, li fis n'i peut riens aver par parentés contre l'assise ^b. Mais de cestui desrain point ne sui je pas si certain come dou premier ^c. Se celui ou cele

¹ B. — ² B. *Des votes*. A. — ³ *Est apareillée*. B. — ⁴ B. *Que*. A. — ⁵ Il n'y a dans le manuscrit B. aucun signe de ponctuation après *vent*; et avant le mot *celui*, qui est écrit par un C majuscule, se trouve un point. — ⁶ B. — ⁷ *Et por ce fait l'on corte d'un an*. B. — ⁸ *Chalagé*. B. — ⁹ *Quant celui*. B.

^a Ibelin a reproduit (c. LXXV, p. 120) presque textuellement la fin de ce chapitre, depuis les mots: *se celui qui lieve le garent*. Voyez aussi le Tort, § xxv, p. 441.

^b Ce qui précède forme le chapitre XXXVIII, p. 63 du Livre d'Ibelin.

^c Ibelin dit: « Mès je ne suie mie si bien membrant

qui requiert l'iritage est merme d'age, en tant come l'autre l'a tenu, et il, dedens an et jour après ce que il fu en son dreit aage, est venus à sa requeste, bien le peut faire et requerre, et de tant come il fu mermes d'aage, la teneur de son aversaire ne li grieve riens^{1a}. Se aucuns est forpaïsé, et il revient et requiert aucun eritage que aucun autre ait tenu an et jor, aucune gent dient que l'assise de la teneur ne li grieve, por ce que il a esté² forpaïsé et que l'autre n'a tenu, lui veiant et oïant; et pluizours autres dient que por ce fu establi si lonc espace come d'an et de jor, et que en tant de tens peut l'om bien venir d'outremer³ qui veaut. Et je ai oï dire que ceste assise fu faite espessiaument por ceaus qui ont les heritages ou royaume de Jerusalem: car quant la terre estoit en mauvais point, il aloient outremer, et l'on n'avoit qui defendist la terre; et quant il savoient bones nouvelles, si revenoient: et pour ce fu establi l'an et le jour. Et l'en⁴ dit que aucune feis le faisoit on des fiés meismes; et après demora et torna l'assise as heritages; et se celui qui forpaïsa en viaut aver esgart, avoir l'en peut^b.

CHAPITRE XII.

Ici orrés des batailles des champions, coment il doivent estre armez par l'assise⁵.

Et por ce que je vous ais parlé dessus des batailles, si vous dirai ce dont il me souvient ores, à mon avis, de quei il a bataille en la court, par les us et les assises dou royaume de Jerusalem, ou par raizon, selon le dit des parties, se le seignor veaut recevre les gages^c. La premiere si est de murtre aparant: ceste si est selon l'assise; et jà soit ce que il y ait assise, moult y a soutil plait et grant besoning de bon conseil. Home et feme peut apeler, por quoi le murtre soit aparant en la court, ou que il ait esté aparant et veu par homes de court, par le coumandement de seignor^d. Et home et feme se peut deffendre. La feme doit avoir champion. Et se l'apelor ou le defendor est mahaigné ou a passé aage de soissante ans⁶, si doit estre ausi com vous avés oy dessus au fait des batailles. A la bataille de murtre n'a que trois jors de respit. Se elle est de chevaliers, il se doivent combatre à pié, et sera chascun vestu d'une robe⁷ d'estanfort, les manches reoignées jusques as coutes, et en chauses de saie, sans avantpiés; les testes decouvertes de toutes armeures. Et doit chascun avoir une targe et une lance et deus espées. Se chevalier appelle sergent, ou sergent chevalier, si doit estre si com il est dit dessus au fait des batailles. Et de toutes autres quereles que de murtre tant seulement, se combat chevalier à cheval, armé de toutes armes come chevalier, se il n'apele sergent, com il est dit dessus^e.

¹ B. — ² Estei. A. — ³ B. — ⁴ L'on. B. — ⁵ B. — ⁶ De XL. ans. B. — ⁷ D'une cotte. B.

« come de cestui. » Il est étonnant que ce jurisconsulte ait adopté jusqu'aux incertitudes de son prédécesseur.

^a Ibelin forme de ce qui précède, jusqu'à se celui ou cele qui requiert l'iritage, un chapitre particulier. (C. xxxix, p. 65.)

^b Livre d'Ibelin, chapitre xl, p. 65.

^c Le duel, déterminé en général par la loi, pouvait

aussi avoir lieu par la volonté des parties; mais, dans ce cas, le consentement du seigneur était nécessaire.

^d C'est-à-dire qu'il y ait eu, sur les circonstances du meurtre, une enquête faite par des hommes de cour.

^e Ibelin a traité ce sujet, avec beaucoup plus de développements, dans ses chapitres lxxxii, p. 130, et cii, p. 165.

CHAPITRE XIII.

Ici orrés coument l'om doit apeler de murtre champion.

A l'apel de murtre se doit mout garder l'apelor : là est la soutillance de plait, car l'assise est de murtre proprement. Et celui qui est tué en place ou devant gent ou à meslée, n'est pas murtri¹ : car murtre si est choze faite à repos ou à celé^a. Et por ce que l'om ne peut aver garens d'ome murtri, fu faite l'assise. Et le cors murtri porte partie de la garentie. Et le champion preuve et mostre de son cors de celui que il apele l'a murtri. Et se celui n'est murtri, cil qui appelle done faus gages. Et se il veaut dire que celui qu'il a appellé dona le cop dont celui qui là gist reçut mort, se l'appelé se set deffendre, il dira tant soulement : « Non ! place Dieu ; » et que il est prest que il s'en defende tout ausi come la court esgardera. Se l'apelor a dit murtre, l'apelé done son guage à droit. Et se il dit que il li dona le cop de quei il ressut mort, et il le née et se euffre à deffendre tout ensi come la court esgardera ; se la court est bien entendant, elle esgardera que il n'i a point de bataille, se l'apelor ne l'offre à prover par garens^b. Et se il euffre à prover par garens que celui li dona le cop dont il reçut mort, il en peut bien lever lequel qu'il vodra ; et de ce y peut bien aver bataille² contre le garent. Contre garent a il batailles de toutes chozes qui montent plus d'un marc d'argent. Et quant l'om se clame de force, et celui de qui l'om se clame la née, et l'apelor l'offre à prover par garens, le deffendor peut bien lever l'un des garens ; por ce que se il fust ataint, il seroit³ en la merci dou seignor : et ce est trop plus grant choze que d'un marc⁴ d'argent^c. Et en nostre cort ne peut sergent ne bourgeois ne nul autre home des chevalier en aval apeler chevalier, se il s'en seit deffendre ; mais bien est veir que de murtre, se l'apelor est sergent, et il se viaut faire chevalier et combatre soi à la lei de bataille que chevaliers se combatent por murtre, faire le peut. Et chevalier peut apeler sergent, se il se viaut combatre come sergent, si com il est dit devant, en chapistle de garens^d.

¹ B. *Murtre*. B. — ² *Tout outre bataille*. B. — ³ *Son cors et son avoir seroit*. B. — ⁴ *Que n'est un marc d'argent*. B. La suite manque dans B.

^a Cette définition diffère de celle qui est donnée par Ibelin, c. LXXXV, p. 133.

^b L'histoire présente cependant des exemples de duels, dans lesquels les plaignants ne produisirent pas de témoins. Nous citerons un de ces exemples, qui est fourni par F. Bustron.

« In ditto tempo (1313), fu uccisa una dama, in casa sua, ch'era moglie di Giacomo d'Artude, la madre della quale si querelò contra suo genere, Giacomo preditto, dicendo che lui l'aveva morta, et denegando il genero, la madre domandò un campione per provarlo. Il re ch'era tenuto di vardar le vidue et orfani, fece cavalier uno di suoi vassali ditto Giovannin Pansan, et lo fece entrar nel steccato a combatter con Giacomo preditto..... In questi combattimenti s'hanno veduto grandissimi miracoli di giustitia a favor di quelli ch'avevano la raggione dal canto loro, tra li quali e stato anchora

« questo ; che Giacomo uscito fuora delli termini del campo, anchor che lui haveva ferito Giovannin di spada nella spalla, non dimeno fo terminato da li giudici di corte, ch'era vinto, et menandolo alle forche confessò che lui non haveva uccisa la moglie, ma fatto ucciderla da un' altro, con intention di giurar il vero. Se stato fosse di bisogno, ecco ch' Iddio haveva mandata la verità in luce, et la malitia del mal operate non valse, peroche fu appeso nelle forche. » (Bustron, *Commentarii*, p. 425.)

^c Cette induction est peu naturelle et d'ailleurs inutile. S'il y avait bataille, ce n'était pas parce que *tomber en la merci du seigneur est plus grande chose qu'un marc d'argent* ; car aucun rapport n'existe entre ces deux choses, et la fixation du marc d'argent était établie seulement pour les affaires civiles, mais bien parce que la loi avait autorisé le duel en matière de meurtre.

^d *Livre d'Ibelin*, chapitres LXXXII-XCV, p. 130-155.

CHAPITRE XIV¹.

Ariere apel de traïson.

L'autre maniere de bataille qui peut estre par us ou par costume ou par assise, si est de traïson aparant encontre son seignor. En ceste y a moult soutil plait; et pluizours feis est avenu que l'om si atache moult legierement, por ce que il semble grant honte se l'on ne s'en deffent largement et franchement. Quant hom est apelé de traïson à son seignor, mais que il n'a talent de combatre, il peut desmentir l'apellor mot à mot et neier et defendre tout ensi come la cort esgardera, tout ce que celuici aura mis sus, et dire que il est prest de noier et de deffendre² que neier et deffendre le deie. Et adonc se l'apelor ne motist comment la traïson est apparant, il n'i aura point de bataille. Et pluisors dient que traïson n'est apparant se celui qui la fait ne le conoist, ou se elle n'est provée par garens ou par bataille³ : et des garens peut il l'un lever; et la bataille ne peut estre, s'il ne euffre son cors. Et aucune gent dient que la traïson est bien apparant quant le seignor a esté trahi aparaument d'aucune choze, ou de fortrese qu'il a pardue, ou de conseil qui ait esté descouvert; ou de son cors qui a esté encombré, alant et venant en ses besoingnes; ou assailli nuitancré³; ou se il a receu aucune maniere de damage, en quei il semble apparammed⁴ qu'il ait esté trahi. Et de ce ne oï je onques faire esgart ne que il en fust fait^b; car le plus de ceaus qui sont apelé dient que il deffendront volontiers de lor cors contre celui de l'apelor, et le seignor receit volontiers les gages, et ensi vient avant la bataille legierement. Un autre maniere de bataille y a, en laquele n'a us ne assise; mais de volenté des deus parties et par l'otroi dou seignor, a plusors feis esté tele bataille; et puet bien estre, quant aucuns a esté naffré ou assailli ou mal-

¹ Ce chapitre est réuni au précédent, sans rubrique particulière, dans le manuscrit B. — ² B. — ³ A l'anuitant. B. — ⁴ B.

* Ibelin n'essaye pas de donner une définition générale du crime de trahison et se contente d'énumérer les actes qui le plus souvent constituaient ce crime. (C. xcviij, p. 158.) Philippe de Navarre regarde comme un caractère distinctif de la trahison apparente d'être reconnue par le coupable ou prouvée par le moyen de garants ou par bataille. Cette définition présente une véritable pétition de principe, car elle suppose résolu ce qui est mis en question. Comment, en effet, pourrait-on poursuivre quelqu'un comme coupable du crime de trahison apparente, si cette qualification ne doit être donnée au fait dont on l'accuse, qu'après son aveu ou qu'après un jugement?

^b Parce que s'il y avait esgard, cet esgard ne pourrait être qu'une condamnation pure et simple contre le coupable. (Ibelin, c. xcviij, p. 159.) L'histoire a conservé le souvenir d'une affaire de trahison, jugée par la Haute Cour de Chypre, sur la poursuite de Navarre lui-même. Voici les faits. En 1231, le roi Henri I et Jean d'Ibelin assiégeaient le château de Cérines, qui

était défendu par les Impériaux sous les ordres de Cenardo. Le commandant de la place parvint à lier des intelligences avec un chevalier de l'armée royale, nommé Martin Rosel, que le sire d'Ibelin affectionnait particulièrement. Il fut convenu que Rosel préviendrait le commandant du jour qu'il serait de garde, afin que celui-ci pût attaquer les assiégeants sans danger. Rosel se trouvait à Nicosie, quand un émissaire qui lui apportait une lettre de Cenardo fut arrêté. Le roi, sans approfondir cette affaire, envoya sur-le-champ Philippe de Navarre à Nicosie pour qu'il se saisît de Rosel et de ses complices. Cette mission fut remplie avec mystère et succès, et tous les conjurés furent arrêtés, quoiqu'ils appartenissent aux plus puissantes familles du pays. « Condotti nel campo, dit Loredano, « l. II, p. 101, et conventi di reità con la confessione « del delitto, rimasero d'all' Alta Corte sententiati all' « ultimo supplicio. » Les mots *condotti nel campo* montrent que le duel eut lieu, ou du moins que les accusés furent mis en demeure de se défendre par cette voie.

mené, ou damage d'aucune grant choze, il peut bien venir devant le seignor et clamer soi de celui cui il le met sus, et dire que il li a ce fait fausement et desloiaument, en traïzon, sans deffiance et nuitancré, se ce fu de nuit¹. Et se il veaut ce neier et deffendre, il est prest de moustrer li de son cors contre le sien, tout ensi com la court esgardera. Et quant se l'autre veaut respondre et desmentir le mot à mot, faire le peut, et dire que il née et deffent tout ce que il li a mis sus, et que il est prest et appareillié² de soi deffendre de son cors contre le sien tout ensi come la court esgardera. Et se³ le seignor veaut retenir⁴ les gages, faire le peut; et peut coumander à la cort que il esgardent le *si* et le *quant*, c'est assaver la maniere de la bataille et le jor. Et⁵ la cort le⁶ doit esgarder. S'il est chevalier, il se doit conbatre à cheval, armé de toutes armes come chevalier. Et le jor si est ou chief de quarante jors. Se celui n'a talent de conbatre que l'autre apele, il peut desmentir l'apelor mot à mot et dire que il née et deffent tout ce que il li a mis sus, et est prest de neier et deffendre tout ensi come la cort esgardera que neier et deffendre le doie. En ceste maniere n'a il point de bataille, si come je entens, puisque il ne offre son cors: et plusors feis ai veu que la cort le disoit que point ne y avoit. Et en la maniere meismes qui est devizée là où chascun offre son cors, n'en a il point, se le seignor veaut; car le seignor peut dire: « Je ai oï et entendu que chascun de vos offre son cors contre l'autre à bataille; » ne nul de vous n'i a voé ne nomé assise ne usage ne esgart de court, que tant seulement à la maniere de la bataille et au jor. Et je ne veull que bataille soit faite en ma seignorie, se assise ou usage ou esgart de cort ne le done. » La cort dira tout de dreit que tel maniere de bataille ne doit estre, se le seignor ne le veaut⁴.

¹ *Sanz deffiance et de nuit.* B. — ² B. — ³ B. *Et quant se.* A. — ⁴ *Recevoir.* B. — ⁵ B. — ⁶ B.

* A ces deux moyens d'empêcher le duel, il faut ajouter la paix, dont Ibelin parle peu et que Philippe de Navarre n'indique même pas. Nous ne pouvons mieux suppléer au silence de ces écrivains qu'en plaçant ici la traduction d'un passage de l'Histoire des rois de la maison de Lusignan, par Loredano, l. I, p. 40.

Jean d'Ibelin, seigneur de Baruth, et bail de Chypre pendant la minorité du roi Henri I, célébra par des fêtes magnifiques, en 1227, l'admission de ses deux fils, Balian et Baudouin, au grade de chevaliers. « Pendant que quelques chevaliers jouaient à la civette, un chevalier toscan, cousin du sire d'Ibelin, frappa avec la main, selon l'usage de ce jeu, Camerino Barlas, qui prit cet acte à injure, quoique le chevalier toscan affirmât qu'il s'était conformé à la coutume du jeu. Camerino se répandit en paroles blessantes, que le chevalier releva avec une vivacité égale à son courage et à la sécurité que lui donnait le lieu où il se trouvait. Camerino quitta la fête; mais le lendemain, il alla avec quatre de ses amis, Amaury de Bessan, de Rossi, Guillaume Rivet et Hugues Gible, attendre le chevalier, qui était imprudemment sorti sans armes et sans suite; ils l'assaillirent, et après lui avoir fait plusieurs blessures, le laissèrent pour mort. Il ne mourut pas cependant, mais il resta estropié, et plusieurs jours s'écoulèrent avant que les médecins pussent affirmer qu'il vivrait. Philippe d'Ibelin fut indigné d'une action semblable, parce qu'ami de la justice, il ne pouvait tolérer les assassinats et qu'il se regardait comme attaqué personnellement par l'offense faite à un

parent aussi proche : ces sentiments étaient entretenus chez lui par les amis et par les parents de la victime, qui ne cessaient de demander la punition des coupables. Ceux-ci se vantaient de leur action, comme y ayant été provoqués par l'injure du chevalier toscan, et faisaient tous leurs efforts pour retarder la sentence. Cependant ils se retirèrent à Tripoli, afin de ne pas exciter davantage, par leur présence, les rigueurs de la justice. Le sire de Baruth les présenta au jugement et sollicita si vivement son frère, qu'il obtint pour eux une entière absolution. Le chevalier toscan résolu de ne pas consentir à la paix, et sans force pour se venger, s'exila volontairement de Chypre. »

Peu de temps après, un fait analogue ramena devant la Haute Cour un des meurtriers du Toscan.

Camerino Barlas, après avoir supplanté un instant Philippe d'Ibelin dans le gouvernement du royaume, fut contraint de lui restituer le pouvoir et de quitter l'île.

« Les amis de Camerino éprouvèrent un vif déplaisir de son départ, et Gavano de Rossi, baron très-puissant, donna, pendant la nuit, plusieurs coups d'épée à Guillaume de la Tour, chevalier chypriote, qui s'était laissé aller à dire que, depuis l'absence de Camerino, Chypre jouissait de la félicité. Guéri de ses blessures, Guillaume se plaignit à la cour de Gavano, le qualifiant de traître et offrant de le lui prouver. Gavano accepta la bataille; et ils donnèrent des gages conformément à l'usage du temps. Mais, conduits au champ, et beaucoup de personnes s'étant

CHAPITRE XV.

Ici orrés de plais qui sont entre le seignor et houme ¹.

Je vous ai dit que moult a grant soutilance en plait de murtre, et vous en ai esclarzi partie là où je parlai coment on peut entrer en ley de bataille loiaument ou fausement au doner des gages; ore vous esclarzirais ce que je en ai entendu et que à moi semble que peut apeler et qui non, parent ou parente, prochain ou lointain. Et la feme de murtre ² peut apeler, se elle est veve; et se elle a mari, elle ne peut apeler, se son mari n'est en la presence et dou seignor et de la court et l'otroie: et se autrement fust, son mari l'en porroit oster et delivrer. Nus qui n'appartient au murtri, s'il n'est ³ de ceste païs, ne peut apeler de murtre, se celui que l'om apele s'en seit deffendre; meis toutesvoies covient il que il née et deffende le murtre, et die que il est près que il se deffende tout ensi come la court esgardera, et que à celui que rien n'appartient au murtri, ne se veaut il prendre, se la court ne l'esgarde. Et bien est aparant que ce est traïzon ⁴; car, se ce ne fust, por nient ⁵ apeleroit home ou feme qui ont passé aage: car le champion que il metent porroit apeler por eaus meismes por lor deniers ⁶, et les femes et cil qui ont passé aage seroient delivré de la justice que l'on fait d'eaus

¹ Ce chapitre, qui forme les chapitres XXI et XXII de B, a dans ce manuscrit la rubrique suivante: *De ceaus qui pevent apeler de bataille et de ceaus qui ne pevent apeler.* — ² Dou murtri. B. — ³ Se il est. B. — ⁴ Raison. B. — ⁵ Noient. B. — ⁶ B. Ds. A.

« interposées, ils firent la paix dans la lice même et
« la confirmèrent par un mariage. Gavano conserva ce-
« pendant du ressentiment d'avoir été provoqué au com-
« bat par un inférieur. »

Le parti opposé aux Ibelins, ranimé par l'espoir de voir bientôt l'empereur Frédéric arriver dans l'île, reprit courage, et Camerino Barlas reparut à Nicosie. Il accusa devant la Haute Cour Ansiau de Bries, chevalier de grande naissance, qui précédemment l'avait chargé de mille injures, l'appelant traître, déloyal, et offrant de le lui prouver par l'épée.

« Camerino espérait que l'empereur serait arrivé avant quarante jours, délai qui, à cette époque, était accordé pour terminer les querelles. L'empereur n'arrivant pas, Camerino fut forcé d'entrer en lice pour défendre sa cause, car Ansiau ne voulait entendre à aucun accommodement, quelque avantageux qu'il pût être. Tous ses amis faisaient les plus grands efforts pour qu'il y acquiesçât, doutant beaucoup de l'issue de l'entreprise, non-seulement parce qu'il était jeune et sans l'expérience des armes, mais parce que Camerino était maître en fait de batailles, et qu'il était toujours sorti victorieux des duels où il avait combattu. Le sire de Baruth, cousin paternel d'Ansiau, l'instruisit de beaucoup de choses, et lui recommanda particulièrement de porter la main droite à son casque, s'il se sentait blessé ou assez fatigué pour qu'il dût craindre de succomber; qu'averti par ce signal, il mettrait fin à la bataille, sans que son honneur eût rien à

« en souffrir. Les champions ayant franchi les barrières, le combat commença, et après plusieurs coups portés de part et d'autre, Camerino tomba de cheval et ne put y remonter, mais il se retira contre la barrière, et plaçant son cheval devant lui, il s'en fit un rempart. Ansiau touchait à la victoire; par malheur, il voulut replacer sa visière, et, sans se rappeler ce qui avait été convenu, il porta la main à son casque et fit croire au sire de Baruth et aux assistants qu'il était blessé ou accablé de fatigue: aussitôt ils entrèrent dans les barrières et réconcilièrent de vive force les champions. » (P. 46.)

Ces curieux détails nous apprennent que les lois sur le duel, telles qu'elles sont expliquées par Philippe de Navarre et par Ibelin, ne recevaient pas, dans toutes leurs dispositions, une exécution rigoureuse, et que le seigneur et les hommes de la cour pouvaient accorder, refuser ou interrompre le duel, selon qu'ils le jugeaient convenable. Ajoutons enfin que, dans les temps de guerre ou de troubles, le crime de trahison était puni immédiatement, et sans qu'on recourût aux règles posées dans ce chapitre. Lorsque le roi Henri I revint en Chypre, pour en chasser les Allemands qui s'en étaient rendus maîtres pendant son absence, Philippe de Navarre, chargé de faire lever le siège de Dieu-d'Amour, trouva parmi les prisonniers qu'il fit dans la Casa Blesia, trois chevaliers qui avaient trahi et abandonné le roi à Giblest; il les fit sur-le-champ et publiquement mettre à mort. (Loredano, l. II, p. 95.)

et des champions, quant le champion est vencu. Et autre peril y a moult grant, se chascun peut apeler : car se un home grant et fort et delivre, ou un champion qui seit descremié^a peut apeler de chascun murtre que l'on fait en la vile, aucun grant riche home, feble de cors et non puissant, ausi¹ le porroit raembre à son gré, et chascun porroit apeler son ahemi plus feble de lui. Mais le seignor, qui a juré de tenir et maintenir, de faire justice, ne doit mie souffrir choze que ne soit juste²; et especiaument des gens de cest país que le seignor conoist par soi ou par autrui³. Mais ensi n'est il pas des pelerins et des gens d'outremer qui n'ont point de linage en ce país de Chypre et de Surie⁴ : se aucun d'eaus est murtri, chascun de ciaux qui vindrent au passage où il vint, et chascun de ceaus qui sont dou país ou de la province⁵ dont il estoit, et chascun de ses compaignons qui fu en aucun establissement de compaignie o lui, peut apeler⁶, se le murtre est aparant^b. Toutesvoies la consience dou seignor doit estre clere et nete et pure⁷, por son serement que il a fait de faire justize; et se il entent que ce soit barat, il ne doit soffrir l'apel, se l'apelor ou le murtri ne soient homes lieges : car si le fust, il couvendroit que il fornist l'assise par les garens⁸ de la court; et se celui que l'on apele est⁹ son home liege, et se le seignor peut estre certefié, en maniere que sa consience ne l'en repreigne¹⁰, que celui ait fait le murtre^c. Souvent ai veu bons seignors et sages qui en faisoient justize sans esgart et sans assise, pour ce que il avoient juré de faire en bon fei justize^d.

CHAPITRE XVI.

D'autre apel de murtre mout grant¹¹.

Autre grant soutilance a en plait de murtre. Se aucuns apelast pluizours homes ensemble d'un murtre, il s'en iroient tous quites : que d'un murtre ne peut om apeler que un murtrier^e. Et se un estrange ou parent lointain apelast un home de murtre aparant, et il respondist maintenant que il se deffendrait selonc l'assise, et les gages fussent doné et receu, et il avenist après que pais en fust faite

¹ Ensi. B. — ² Ne le doit mie souffrir quar ce n'est mie justise. B. — ³ Ici commence, dans le manuscrit B, le chapitre XXII sous cette rubrique : *De l'apeau de la bataille des gent qui sont d'outremer.* — ⁴ De Chypre et de Surie n'est pas dans B. — ⁵ Qui est dou pays où il fu nez, ou de la province. B. — ⁶ Tex gens peuvent apeler. B. — ⁷ B. — ⁸ Par l'esgart. B. — ⁹ N'est. B. — ¹⁰ B. Repnge. A. — ¹¹ B. Ce chapitre est le XXIII^e dans le manuscrit B.

^a C'est-à-dire un champion de profession.

^b Livre d'Ibelin, chapitre LXXXII, p. 130.

^c Parce que les hommes liges avaient mis, pour ainsi dire, leur honneur en commun, et que celui qui commettait un méfait, devait en répondre à quiconque de ses pairs voulait l'accuser.

^d L'auteur nous donne ici l'explication de ces répressions promptes et sévères que les seigneurs infligeaient, sans l'intervention des cours, à ceux de leurs hommes qui avaient commis un crime. Si, dans tous les cas, la justice avait dû, pour atteindre les coupables, se plier aux règles d'une procédure que la ruse des gens de loi avait rendue obscure et compliquée, on

conçoit que la punition des crimes serait devenue en quelque sorte illusoire. Les seigneurs avaient cherché et ils avaient trouvé, dans la teneur de leur serment, l'autorisation nécessaire pour suppléer à une législation devenue inefficace.

^e Parce que l'appelant aurait été forcé de combattre contre chacun des meurtriers, si le meurtre avait été commis par plusieurs personnes, et que nécessairement il aurait fini par succomber. Plutôt que de placer le plaignant dans une position aussi périlleuse, le législateur préférerait laisser tous les complices du crime jouir de l'impunité. Voilà où conduisait la théorie du duel.

sans ce que cos y eust donés en bataille; et puis avenist que un plus prochain de lui venist avant et dist que l'apel de l'autre et le¹ pais fu barat, et que celui qui estoit estrange ou lointain fist l'apel et la pais por tricherie, por delivrer le murtrier et tolir le droit² dou prochain, à cui le murtre touche et taint plus que celui; et disant ce se clamast par l'assise dou murtrier qui auret pais faite; aucunes gens dient que par estoveir couvendroit que il se prist à lui, à ce, enten je, que celui qui est apelé peut bien mestroier³ quant le premier apelor l'apele; car il peut neier le murtre et offrir que il s'en deffendra tout ausi come la cort esgardera, et dire que à celui qui l'apele ne se veaut il prendre, se la court ne l'esgarde; por ce: car⁴ il est estrange et lointain dou murtri, et que plus prochain de luy y a qui par aventure vendreit avant et l'apelleret. Et quant la court aura ce entendu et ce que le premier apelor dira, se la court esgarde qu'il se doie prendre à lui, coment que il seit, après de pais ou d'autre choze que l'apelor en face: que plusors chozes en peut faire⁵; car il peut dire que il ne savet pas la verité, quant il l'apela, et que il est ores certifié qu'il n'i a coulpe, et est prest de paier la fause clamor. Ou se il s'en peut fouir et ne vienge⁶ au jour de la bataille que la court aura doné jà por choze que le premier appelor en face de pais ou d'autre choze, se la court aura esgardé que celui qui est apelés s'en doie prendre à lui por riens que li aveinge d'autre apelor, la court n'esgardera que cil qui fu apelé et par esgart de court se prist à l'autre appelor, s'en doie prendre à autre, et ensi s'en ira quites dou seignor et de la court. Se le seignor veaut bien faire, il doit tousjours aver champions et armes de bataille⁷. Et se il avient que aucun ou aucune de ceaus ou de celes qui pevent apeler par champion veaut apeler, et il n'a poer de que il le puist faire, le seignor, pour son honor et pour ce que il est tenu de faire justize et de secorre les besoingnous, de ce qu'il a ou il peut recovrer lor doit doner. Et se aucun apelor, qui ne soit home dou seignor, veaut apeler aucun ou aucune souffraitouse de ceaus ou de celes qui pevent metre champion, et le seignor entent que la persone apelée n'est coupable, ausi bien doit il aider à l'apelé come à l'apelour.

CHAPITRE XVII.

Des plaiz qui sont entre seignor et home, qui sont mout perillous⁷.

Selonc ce que je ais entendu par plusors sages qui jadis furent, dont Dieu ait les armes, par sa misericorde⁸, et por ce que je ais veu et oï et selonc mon avis meismes; par ces trois⁹ raizons ou par aucune d'elles, si come je suis remembrant et par mains¹⁰, vous dirai aucunes paroles de plaiz qui pevent estre entre le seignour et home, qui moult sont eniouses et parillouses. Et tousjours dit l'om que entre seignor et home n'a que la fei, c'est à entendre que moult doit estre espeluchée¹¹

¹ La. B. — ² Le mur. B. — ³ Mostrer. B. — ⁴ Por ce que. B. — ⁵ Ce que plusors en pevent faire. B. — ⁶ Ou s'en puet fuir que il ne viegne. B. — ⁷ B. Ce chapitre est le xii^e dans B. — ⁸ B. — ⁹ Quatre. B. — ¹⁰ Et par main. B. — ¹¹ Espurgées. B.

* Cette recommandation de tenir toujours à la disposition des parties, des champions et des armes, ne doit pas surprendre quand on voit Godefroy Blondel faire

hommage, en 1256, en qualité de champion attitré, aux magistrats de la commune de Beauvais. (Bouquet, *Droit public de la France*, t. I, p. 437, Pr.) ●

et esclarzie et nete lor consience, si que la fei y soit sauvée ains que il entrent en querele; et je los et conseil à bone fei à tous mes amis, aussi as seignors come as autres, que il ne soient querelous ne anguissous¹ ne riotous ne volontous de plaidoyer et que il laissent avant partie de lor raizon ou toute, teil peut elle estre; car de bien petit ochoizon avient grant mal en court et dehors as quereleors et as riotous; et l'on dit tousjours que les souffrans vainquent², se ce ne n'est choze³ de quei om ait grant honte ou damage, et celui qui plaidie en court de son cors ou de son heritage porte son chief en son giron et le heritage en la paume⁴: car maintes fois est l'on mal conseillé, et set l'om mal requerre et mal respondre, et aucune fois est mal entendu et mal jugié par non sachance la querele⁵ ou autrement; et coment que ce soit, de legier peut cheir ce que est ou giron⁶ et ce de la paume espandre. Et je fai bien acrer de ce sermon, car je sui envieilli en plaidant por autrui, et par la grace de nostre Seignor m'est avenu que je ne plaidiais onques de querele moie qui fust conduite par esgart de court⁷: et Dieu par sa pitié me deffende que faire ne le me⁸ covienge.

CHAPITRE XVIII.

Ici orrés quant on est garni de previlige⁹.

Celui qui requiert à son seignor choze qui seit de fié, il doit estre garni, s'il peut, de previlege ou de⁹ recort de cort. Le recort peut estre en deus manieres. L'une est dou don, l'autre se la court a veu et saisi et tenant de celui heritage et usant come de son fié, celui qui le requiert ou son ancestre. Et se ce est de l'ancestre, et le seignor veut dire que il ne seit que celui fié fust de son ancestre, il esteut¹⁰ que le requérant preuve le parentés: et s'il le peut prover par deus loiaus garens de la loi de Rome, homes ou femes, bien baste: en garentie de parentés ou d'aage n'a nules tornes de bataille de querele qui soit de seignor à home et d'ome à seignor¹¹. Et les garens ne sont mie tenu de dire: « Nous savons que « teil fu parent de teil; » tant sans plus doivent dire: « Nous veimes et oïmes que « teil tenoit por son fill loial tel, et il lui pour son pere¹². » Et ensi clamoient l'un l'autre. Et qui est garni de tout ce qui est dit dessus peut requerre seurement ce

¹ Anguissous. B. — ² De chose. B. — ³ Porte son chief en son giron et le tient en sa paume. B. — ⁴ B. — ⁵ Et coment que ce soit legierement peut cheoir ce qui est en giron. B. — ⁶ Jusques à esgart de cort. B. — ⁷ B. Ne l'me. A. — ⁸ Coment l'on doit estre garniz de privilege ou de recort de court. B. Ce chapitre est le xiii^e de B. — ⁹ De privilege n'est pas dans B. — ¹⁰ Estuet. B.

* Navarre répète ce proverbe dans les *Quatre tens d'aage d'ome* (Bibl. roy. fonds franç. n° 198), où on lit: « Li bon soufreor vainquent tout. »

¹¹ D'où il résulte que le combat pouvait avoir lieu, en matière de parenté, entre vassaux; ce qui est contraire à l'opinion qu'ibelin développe en divers endroits. (C. clxi, p. 246-250.) Les motifs qu'il donne de la prohibition du combat en ce cas étant généraux, nous ne voyons pas ce qui pourrait justifier la restriction introduite par Navarre. Il faut d'ailleurs remarquer que cette défense de lever un garant de parenté, était une concession faite par la juridiction sécu-

lière à la juridiction ecclésiastique, à laquelle appartenait, le plus souvent, la connaissance des cas de parenté, et que les limites de cette concession auraient été fort restreintes, si elles n'avaient compris que les affaires dans lesquelles un seigneur et un vassal plaidaient l'un contre l'autre.

¹² Dans ce cas, les garants étaient de véritables témoins, qui déclaraient ce qu'ils avaient vu, sans émettre aucun jugement; car s'ils avaient exprimé leur opinion personnelle, il n'aurait plus été possible d'empêcher la partie adverse de les démentir, et le combat s'en serait suivi.

que est fié ou de fié. Et jà ne soit il garni de ce, se le seignor veaut errer à bone foi, il peut saver par gent aucune¹ ou par vois comune ou par ancienne² renommée que ce heritage a esté dou lignage au requerant, et que par longe teneur de mescreans ou d'autres ennemis en ait esté longement dessaisi le requeror ou ces ancestres, rendre li doit, s'il ne veaut maligner³.

CHAPITRE XIX.

Ici orrés coument l'om requiert à son seignor son fié ou partie de son fié⁵.

Quant l'ome requiert au seignor, se il doute que il ne soit eslongiés au chief de sa requeste, peut dire que ce que il li a requis veaut il que il li face pour tant com il li a dit ou fait dire, se la court l'esgarde : et y mete retenail. Et se il ensi le fait de la dessaisine, se il l'a requise faizant ce que il li a offert de preuve ou d'autre choze, son esgart premier requis ira avant par raizon; et se le seignor n'a ne tient⁴ ce que l'on li requiert, il peut respondre que il ne l'a ne ne⁵ tient. Mais se le requeror veaut requerre et demander à celui qui l'a et tient, il l'en fornira raison⁶ par sa court, et, ce faisant, il en veaut demorer en pais, se la court l'esgarde : et mete retenaill. Mais s'il avenist que le seignor ou aucun de ces ancestres en ait mis en saisine en aucune maniere celui qui le tient ou son ancestre, coument que il ait le fié enpeschié sans esgart et sans coinessance de court, le re-

¹ Par gen anciennes. B. — ² Ou par aucune. B. — ³ B. Ce chapitre est le XIV^e dans B. — ⁴ B. — ⁵ B. — ⁶ B.

* Philippe de Navarre est disposé à placer l'autorité des seigneurs au-dessus des assises et des usages, en alléguant toujours des motifs très-raisonnables, mais qui étaient en contradiction avec les principes de la féodalité. Ibelin, qui définit avec tant de précision l'autorité d'un record, ou d'un privilège, n'admettait pas que la volonté du seigneur, fondée uniquement sur sa conviction personnelle, pût tenir lieu de ces deux sortes de preuves judiciaires. Cette diversité d'opinion repose-t-elle sur des changements qui se seraient opérés dans la jurisprudence du royaume de Chypre, pendant l'espace de temps qui sépare les époques où ces juriscultes écrivaient, ou bien est-elle le résultat de leurs opinions individuelles ? Il est difficile de répondre avec certitude à cette question. Cependant nous dirons que Navarre étant né, et ayant été élevé dans un pays où l'autorité royale avait pris de grands développements, devait être naturellement enclin à étendre le pouvoir du seigneur au delà de ce que permettaient les assises et les usages du pays où il écrivait; tandis qu'Ibelin obéissait entièrement à l'impulsion des idées aristocratiques.

Il est permis de supposer que Philippe de Navarre, quand il exprimait cette opinion, avait présente à la mémoire une circonstance que l'histoire a recueillie, et où Philippe Auguste, qui se trouvait alors en Palestine, restitua aux anciens propriétaires tous les héritages dépendants de la ville d'Acre, en s'éclairant, non sur des records ou des privilèges, mais sur de simples déclarations de témoins : genre de preuve qu'Ibelin ni Phi-

lippe de Navarre n'admettent pas en semblable matière.

Après la reprise de Saint-Jean d'Acre, en 1191, « Li bourgeois d'Acre et les gens qui heritages i avoient devant ce que les Sarrazins l'eussent prise, se traistrent à lor heritages et les vodrent avoir, mès li chevalier soudoier qui prises les avoient, distrent qu'il n'en rendroient point, car il ne les connoissoient, et qu'il les avoient conquis sus les Sarrazins. Les bourgeois d'Acre vindrent au roi de France et li crierent merci, qu'il ne ne fussent deserités; car il n'avoient lor heritages engagés ne vendus, mès li Sarrazins lor avoient tolus, et puisque Dame Dieu l'avoit rendue as Crestiens, n'estoit pas raison, à lor avis, qu'il les deussent perdre, mès por Dieu meist il conseil. Le roi dist que si feroit il volentiers. Il manda le roi d'Engleterre et les barons de l'ost. Quant il furent venus le roi lor dist, que ainsi l'avoient les bourgeois d'Acre requis de mettre conseil en lor heritages ravoir. Après lor dist qu'il n'estoit mie en la terre venu por maisons ne por heritages acquerre, mès por la terre secorre et metre en mains des Crestiens, et bien li estoit avis, puisqu'il avoient la terre conquise, que cil qui heritages i avoient ne les devoient par droit perdre et tel estoit son conseil. Il s'i accorderent tuit et distrent que bien estoit à faire. Là otroierent les diu rois et tuit li autre, que quiconques porroit mostrer, par bons tesmoins, que l'heritage eust été sien, com li delivreroit. » Continueur de Guillaume de Tyr, l. XXIV, c. ix. (Martene, *Amplissima Collectio*, t. V, col. 634.)

queror peut dire au seignor : « Sire, à voz qui estes mon seignor, doi je requerre
 « et requier mon fié. » Le seignor peut respondre plusors manieres de raizons, se
 elles sont en celui cas, se le requeror ou son ancestre a vendu ou doné le fié par
 l'assise ou l'a encombré en aucune maniere en la court; ou se il l'a recomandé au
 seignor an et jor, et l'an et le jor n'est encore passé; ou s'il est defailli de servize,
 et le seignor s'en est claimé, et l'a eu par court et ne l'a encores tenu tant come
 l'amende porporte. Pour chascune¹ de ces raizons se peut le seignor deffendre par
 esgart de court, s'il entent que il le puisse faire loiaument. Et se il a esté forjugié,
 lui ou son ancestre, ou que il fu né après se que son ancestre fu forjugié, deffendre
 se peut le seignor par esgart; et se il fu nés avant que son ancestre fu forjugié, le
 seignor le peut metre sur² esgart, et metre retenaill. Et se il est heir costier qui ne
 soit mie dessendu de celui qui fu forjugié, et il requiert le heritage come droit
 hair de celui qui fu seignor de fié avant que l'autre fust forjugié, de celui ne di
 je ores rien, ne oï ne non³.

CHAPITRE XX.

Ici orrés coment les heirs entrent en saizine de heriter fiés ou de leurs⁴ yritages.

Quant Dieu fait son coumandement d'aucun ou d'aucune qui ait fié, s'il ait fil
 ou fille loial qui soit d'age, il se peut bien saisir dou fié sans parole au seignor:
 car l'on dit clairement⁴ que de ce dont pere ou mere meurt saisi et tenant come
 de la soe choze, fil ou fille demeure en autel saizine come pere ou mere avoit
 quant il ala de vie à mort⁵. Et s'il avient que l'eir soit mermes d'age, et aucuns
 ou aucune qui li partienge de là dont le fié meut, vient avant et requiert le bai-
 liage⁵ si com il doit, il a le fié⁶; mais l'enfant ne doit mie estre en sa garde, se le
 fié li peut escheir⁷: en cest endreit a une vielle⁷ assise rimée⁸ que l'om dit come
 proverbe,

Ne doit mie garder l'aigüel
 Qui en doit avoir la pel⁹.

L'enfant doit estre en la garde dou plus prochain de ses parens ou amis à cui le
 fié ne peut eschair, et doit aver son vivre covenablement de son fié. Et se il est
 seignor, par acort del coumun de ses homes doit estre gardé son cors et ses forte-
 reces et doit avoir¹⁰ son vivre honoreement, et les fortereces garnir covenable-
 ment des rentes de la seignorie¹¹.

¹ Come l'amende pour ce. Pour chascune. B. — ² Ssur. A. — ³ B. Ou deluet. A. Ce chapitre est le xv^e de B. —
⁴ Derement. B. — ⁵ Le baillage dou fié. B. — ⁶ Il l'a. B. — ⁷ B. — ⁸ B. Rimeiet. A. — ⁹ Vielle assise rimée qui
 dit touz jours come proverbe : Ne doit garder l'eignel qui veut aver la pel. A. — ¹⁰ B. Ail. A. — ¹¹ Son vivre
 covenablement de son fié. B.

¹ Livre d'Ibelin, chapitre clv, p. 232.

² Id. c. cli, p. 227.

³ Id. c. clxx, p. 261. On lit dans Littleton, *Institutes*, section 123 : « Item, en tielx tenures en socage, « si l'tenant ad issue et devie son issue esteant deins l'age « de xiv. ans, donques le procheine amy de l'heir à que

« l'heritage ne poit discender, avera la gard de la terre et « del heir. Si la terre descendist à l'heire de part le pier, « donques la mer ou auter procheine consen de part la « mere, avera la garde. Et si le terre descendist à l'heire « de part la mere, donques le pier ou le prochein amy de « part del pier, avera la garde. »

CHAPITRE XXI¹.

Ici orrés quant l'air est de quinze ans, coment² il doit requerre dou roy³ son fié, non mie dou baill.

Quant l'air dou vavasour est d'aage de quinze ans complis, il ne doit mie requerre son fié à son bail, mais au seignor⁴ doit offrir son homage et son servise; et si doit dire, se le seignor⁴ ou le bail mescreet que il ne soit d'aage, il l'offre à prover au seignor si come la court esgardera: et la preuve doit estre teil com vous avés oï autrefois dessus que l'hom doit prover aage. Le seignor qui est tenus as deus, doit garder le bail en son bailliage jusques au parfait de quinze ans; et doit metre l'eir en son heritage, quant il ert d'aage; et de l'eir doit recevoir preuve, se il est mescreu dou seignor por son servize, ou dou bail por son profit. L'eir le doit prover ausi com il est dit dessus; et se il n'est mescreu de l'aage, le seignor doit tantost recevoir son homage, et li doit comander que il voist en son heritage dont il est en saisine par son dreit, pour ce que son pere ou sa mere en morut saisi et tenant; et il doit aler en sa teneure, puisque il est d'aage: son bail ne peut rien dire contre l'eir qui vaille, car l'eir ne se doit partir dou seignor⁵.

CHAPITRE XXII⁵.

A qui le bailliage dou fié puet et doit venir⁶.

Bailliage⁶ ne doit⁷ nus aver, se le fié ne li peut escheir, fors que en une maniere, se l'eir a pere ou mere: lequeil qu'il ait⁸ des deus, celui enporte le bailliage de tenir le fié⁹ devant tous autres parens, par l'assise. Et bien est aparant que ce est assise: car dreit ne donast mie que celui qui ne taint au conqueror dou fié, eust le bailliage et le profit par devant ceaus qui li taingnent et à qui le fié peut escheir. Et le bailliage de pere ou de mere est enterin; car il a le fié et l'enfant en garde, pour ce que l'escheite dou fié ne peut venir à lui^d.

¹ Ce chapitre est le xvi^e de B. — ² B. — ³ Dou seignor. B. — ⁴ B. — ⁵ Chapitre xxxiii de B. — ⁶ B. — ⁷ Ne puet. B. — ⁸ Que il voudra. B. — ⁹ B.

* L'auteur a employé dans la rubrique le mot *roy*, et il se sert ici du mot *seignor*. On ne peut douter que, pour lui, ces deux expressions ne fussent synonymes. Cependant, nous ne croyons pas que Philippe de Navarre, Jean d'Ibelin, le Tort et Jacques d'Ibelin aient employé habituellement le mot *seignor*, sans avoir eu une intention, qu'il est bon de faire connaître. Les assises de la Haute Cour étaient destinées à servir de loi à la juridiction supérieure dont le roi était le chef; mais elles recevaient également leur application dans les tribunaux de tous les seigneurs qui jouissaient de *cour, coins et justice*. Ces tribunaux étant nombreux, avaient plus souvent que la Haute Cour l'occasion de détermi-

ner l'usage et de fixer la jurisprudence; il ne faut donc pas s'étonner si, dans leurs enseignements, les juriscultes semblent plutôt s'adresser aux chefs de ces cours qu'au souverain lui-même. Voyez page 410, note a.

Philippe de Navarre commence, dans ce chapitre, par s'arrêter sur une idée qui était nécessairement sous-entendue. Dès que le bail faisait lui-même hommage au seigneur pour son bailliage, évidemment le pupille ne devait pas adresser sa requête au bail.

^b *Livre d'Ibelin*, chapitre clxix, p. 259; Beaumanoir, c. xv, p. 86.

^c Ce chapitre est la fin du clxx^e d'Ibelin.

^d Ibelin ni Philippe de Navarre ne s'expliquent pas

CHAPITRE XXIII¹.

Ici orrés des requestes qui se font par recort de court.

S'il avenist que aucun requist au seignor choze qu'il acoillise à son fié², et dist que il ou³ son ancestre en fu saisi et tenant et usant come de son fié; et ce provera il bien par le recort de la court, et de ce se met il en recort de la court, et requiert au seignor que il li face recorder; et il avenist que le seignor, ou autre en leu dou seignor, dist que recort de court ne peut estre porté ne tenu à recort de cort d'autre choze ne autrement que de ce qui se fait ou dit en la presence dou seignor ou de celui qui est en leu de lui, le requeror peut dire et je meisme di, que en cestui endroit baste bien, s'il y a pluisors homes lieges qui en aient veu lui ou son ancestre saisi et tenant et usant come de son fié, et que ce est bien recort de court et prove couvenable à avoir la saisine, se il ou son ancestre n'a choze fait ou dit par quei il ait perdu tout ce que il requiert par assise ou par usage ou par raizon. Et je di pourquoi ce est assés recort: car cil qui recorderont et diront que il l'en ont veu saisi et tenant et usant come de son fié, covendra que il dient coment et s'il l'en ont veu user com home de seignor, si come l'om fait en pluisors manieres, c'est assaver quant l'om fait homage si come raizon le done, ou quant l'om siet en court au jugement, ou quant l'om vait à conseil par comandement dou seignor; ou quant l'on receit comandement dou seignor d'aucun servize faire, si come de voir cos apparans ou murtre; ou d'aler faire aucune devise, ou d'aler en servize dou seignor à armes ou sans armes: tout ce est fait en cort⁴, et tout ce peut estre recordé que il le virent saisi et tenant de ce come de son fié, et useit ausi come li autre home dou seignor. Assés y a d'autres chozes que l'on use de son fié. Aucune feis requiert l'om devant le seignor, en court, vilains en terre⁴, ou autre choze est qui aparteinert à son fié, et l'om requiert la choze que l'om requiert ores; et aucune feis requiert l'on devise, et motist l'en le leu que l'on requiert ores; et aucune feis requierent aucunes gens en court à lui meismes aucune des chozes que il requierent ores, et il ou son ancestre les a deffendues en cort come son fié: bien

¹ Ce chapitre est le xvii^e de B. — ² *Requist au seignor son fié*. B. — ³ B. A. A. — ⁴ B.

sur un point important de la matière du bailliage, c'est-à-dire sur le compte de la gestion que le bail devait rendre lorsque son pupille devenait majeur. Il semble résulter des dispositions de leurs écrits, que le bail avait la jouissance, sans aucune responsabilité. L'histoire fournit des preuves du contraire.

Amaury, roi de Chypre, laissa en mourant sa couronne à Hugues son fils, qui n'était point en âge de monter sur le trône. La Haute Cour confia le gouvernement du royaume et le bailliage du jeune prince à Gauthier de Montbelliard, mari d'Isabelle et le plus proche parent de Hugues. Ce seigneur se livra aux plus coupables dilapidations, et quand, à sa majorité, Hugues eut été reconnu comme roi, il trouva le trésor royal non pas vide, mais obéré. Il se plaignit à la Haute Cour que six années d'une paix profonde n'eussent amené

que des résultats aussi tristes, et rendit plainte contre Gauthier, lui demandant compte de son administration et du trésor laissé par Amaury. Gauthier reçut jour pour comparaître. Il demanda un conseil, « in vece d'avocato, » dît Loredano, l. I, p. 32, « come all' hora si costumava. » A cette époque les conseils ne remplaçaient pas les avocats: dans toute cause un conseil était nécessaire, et on pouvait lui adjoindre un avantparlier. Gauthier demanda, en outre, un délai de huit jours pour présenter ses comptes et fournir ses défenses; mais se sentant coupable, il quitta Nicosie la nuit même avec sa femme et tout ce qu'il put emporter de ses trésors, et se retira à Acre. Cette ville était le refuge ordinaire de tous les délinquants du royaume de Chypre.

* L'auteur nous apprend que la sommation de service militaire se faisait en cour.

est donc apparant que il estoit saisi et tenant, et en usoit come de son fié. En autre maniere peut encore estre apelés recort de cort par droit ce que homes lieges¹ garentissent : car couneue choze est que les homes lieges², quant le seignor y est ou n'i est, portent tousjors la garentie et la recordent, et le seignor non ; et quant il sont au jugement, et il font esgart, le seignor n'i est pas ; et quant il viennent devant le seignor, si dient il : « La cort a esgardé teil choze, » bien est donc aparant que elle est court en aucun leu et en aucun endroit où le seignor n'est pas ; et quant l'om vient devant le seignor, si dit l'on : « Je sui venus en la presence de « vous et de la cort, » ici motist l'en le seignor par sei et la court par sei³. Autres raizons y a assés⁴. L'une si est que toutes saisines et teneures, d'autre choze que de fié, preuve l'on par deus loiaus garens de la loi de Rome ; et saisine de fié ne peut l'on prover que par les homes liges qui doivent foi au seignor et portent garantie en aucun leu contre⁵ le seignor : et ce enten je que ce soit assise ou usage⁶. Et aucune feis dit aucun qui veaut prover⁷ aucune choze, que ce prouvera il bien par le recort de partie des homes de la court⁸ : et souvent a esté dit et recordé ensi. Et aucune feis avient que aucun est ajorné par court en leu moti, et il vient là et garde son jor ou le contremande par un autre, que le seignor ne treuve pas là où le jor est moti. Celui⁹ qui est ajorné garde son jour devant ceaus des homes lieges qu'il peut trover et mener là, et celui qui le contremande fait dire devant les homes lieges ce que il diroit¹⁰ devant le seignor, se il fust, et de ce traie¹¹ la cort à garent. Et quant ce vient au plait, celui qui a ce fait, dit que il garda son jour aussi com il dut, et de ce a il recort : dont il avient tousjors que le seignor coumande à ceaus qui y furent que il le recordent, et il si font et sont apelé cort, et lor dit recort de court, et vaut. Et pour toutes les raizons dessusdites, di je que ce est assise et usage¹², se le requeror a pluisors homes lieges qui dient et recordent que il en virent li ou son ancestre saisi et tenant et usant come de son fié¹³.

CHAPITRE XXIV¹¹.

Ici orrés dou jugement des forsjugies qui ont esté¹².

S'il avenist que un home liege fust forjugié outreement que il n'i eust point de si, et il venist devant le seignor pour requeste ou¹³ por autre choze requere, le seignor le peut justiser selonc le jugement que a esté ; et se il ot au jugement aucun si, le jugement doit estre pourseu. Et se l'encestre dou requeror forjugié

¹ Les homes gages. B. — ² Liges. B. — ³ Y a plusors. B. — ⁴ Et pour ce sont il creu contre. B. — ⁵ Et aucune foiz de celui qui veut prover. B. — ⁶ Par le recort de la cort de partie des homes. B. — ⁷ Et le seignor ne se treuve là ou leuc où le jour est moti, celui. B. — ⁸ B. Dirent. A. — ⁹ Requiere. B. — ¹⁰ Que ce est assez. B. — ¹¹ Chapitre XVIII^e de B. — ¹² Dou jugement de ceaus qui ont esté forsjugié par court. B. — ¹³ B.

¹ Livre d'Ibelin, chapitre CLXIII, p. 252.

² Id. c. CLXIV, p. 254.

³ Nous avons examiné, précédemment (p. 80 note a), la cause et l'effet du pouvoir donné à quelques membres de la cour de faire des actes qui étaient revêtus du caractère de records. Nous nous contenterons donc d'ajouter que ces hommes isolés, auxquels appartenait le droit de

faire de véritables records de cour, ne pouvaient faire des esgards ni des connaissances ; l'assise restreignait le privilège aux actes qui avaient pour but de constater ou d'éclaircir des faits ; parce que, dans ce cas, exiger la présence d'une cour complète eût été rendre les enquêtes trop difficiles ; mais quand il s'agissait d'apprécier les faits, l'intervention de la cour était de droit.

avant que celui qui ores requiert fust engendré ne nez s'il est dessendu de celui, le seignor peut dire que il meisme est forjugié de l'iritage que il requiert, que au jor que son ancestre fu forjugié il estoit en lui, et est de lui descendu après ce que il fu forjugié, et por ceste raizon sont les deus une meisme choze et encor et forjugié ensamble et le seignor requiert de ce esgart jà soit ce que celui pora dire que il est eir dou conqueror¹ de fié, et de part lui requiert : je enten que tout ce ne li vaudra rien, car plusors manieres y a par lesquels celui qui tient le fié² peut desiriter les eirs de celui qui conquist le fié et de lui meisme, et ce est bien l'une des manieres. Mais se le requerer fust engendré et né avant que son ancestre fu forjugié, là peut avoir grant plait : car le seignor peut dire que toutevoie est il engendré et descendu de celui qui est forjugié, et que il entent que ce est assise ou usage que l'eir engendré et descendu de celui qui est forjugié est aussi bien deserité come est l'air de celui qui vent son fié par l'assise. Le requerer peut dire que il estoit engendré et né avant que celui jugement fu fait, de quoi l'on dit que son ancestre fu forjugié, et il est heir dou conqueror dou fié et de part lui³ le requiert; et avant que ce avenist que l'om dist dou forjugiement de son ancestre, estoit il heir. Mais por tant que celui qui fu son ancestre estoit par devant lui, il ne pooit ne devoit aver l'iritage en la vie de celui qui avoit eu la saisine pardevant lui. Et bien est aparant⁴ que l'on est heir de l'iritage avant que celui fust deserité qui a esté en l'iritage⁵. Mais la teneure ne peut l'om aver jusques après le decet de celui qui a esté par devant lui, et que ce soit voir que l'om soit heir vivant son ancestre, les privileges le garentissent où il se contient : « Je doing et otroi à toi et à tous heirs que tu as « et que auras. » En cestui cas peut l'on aleger assés d'une part et d'autre, mais je n'en vi onques esgart faire, ne faire ne l'en veull, tant puis je bien dire vraiment que devant que la gerre⁶ que⁷ l'emperour comensast en Chipre n'en Surie⁷, avoie je oï dire à moult de gent tousjours que les heirs engendrés et nez⁸ avant que lor ancestre fust forjugié ne devoient pas estre deserités⁹.

CHAPITRE XXV⁹.

C'est de l'air costoyer.

S'il avenoit que aucun heir costier qui ne soit mie descendu de celui qui fu forjugié, requist au seignor l'iritage come droit heir de celui qui fu conqueror dou fié avant qu'il fust forjugié, le seignor peut dire que celui qui est forjugié

¹ *Hoir et conquereour.* B. — ² B. — ³ B. — ⁴ *Et jasoit ce que il soit apparant.* B. — ⁵ *Cele guerre.* B. — ⁶ B. De. A. — ⁷ *En Chipre n'en Surie n'est pas dans B.* — ⁸ B. — ⁹ Chapitre XIX^e de B.

^a L'incertitude venait de ce que, dans les jugements qui prononçaient la confiscation d'un fief, la formule était : *deserité lui et ses heirs de feme espose*; la loi n'ajoutant pas au mot *heirs*, ceux *présents et à venir*, il était juste de restreindre la sévérité de la peine aux héritiers procréés après le jugement. C'est ainsi qu'en Chypre, quand un esclave ou *parico* passait dans la classe des affranchis ou *lefteri*, ses enfants nés après l'affranchissement étaient libres, et ceux qui étaient nés

avant restaient esclaves. Rien ici ne s'écarte des règles ordinaires du droit commun.

^b La guerre de l'empereur Frédéric contre la famille d'Ibelin occasionna des confiscations et des violences de tout genre dans l'île de Chypre; il n'est pas surprenant que, pendant ces luttes malheureuses, on ait, de part et d'autre, oublié les principes que l'auteur, qui lui-même avait joué un rôle dans ces événements, vient de développer. Voyez Jauna, *Hist. de Chypre*, t. I, p. 534-594.

de l'iritage deserite tous les heirs dou fié aussi bien come celui qui le vent, et que il entent que ce est assise ou usage ou raizon, et que il y a loi escrite en laqueil il contient¹, que les appartenans de celui qui est forjugiés de traïson sont deserités en pluisours degrés. Le requeror² peut dire que il est heir et estoit devant que l'autre fust forjugiés et aleger toutes les raizons que sont en l'autre chapistle devant, assés y peut on dire d'une part et d'autre, ne je ne sai que esgart en fust onques fait³. Mon entendement⁵ est que l'eir costier ne doit mie estre deserité; mais se je oïsse⁴ meaus dire et le couneusse, je m'i acorderoie⁶.

CHAPITRE XXVI⁵.

Ici orrés de ceaus qui sont ajornés à cort et ne pevent venir pour aucun essoing que il ont de leur cors.

Se aucuns est ajornés par cort et il a essoine de son cors por quei il ne peut venir à son jor, il peut faire saver son essoine et contremander son jor par un home de la loi de Rome, s'il y est; et s'il n'est là où l'essoine li vient, il peut ce faire par autre home de quelque loi crestiene⁶ que il soit; et se il n'a Crestien, l'on dit que par Sarasin le peut faire : et porquoi? Por ce que en teil leu li porroit venir l'essoine en chemin, venant au jor, ou aillors que Crestien ne se troveret là, et por ce dit l'om que par tout home le peut l'on faire⁷. Celui doit venir au jor devant le seignor en la cort et demander conseil, et faire dire : « Sire, tel home qui est ajorné par court à huy, de tel querele, encontre teil, vos fait assaver par moi que il est essoinié de son cors en teil maniere que il ne peut venir à son jour : si contremande son jour par moi. Et se vous ou la cort mescreés que il ne soit essoiniés et que je ne soie son message proprement à contremander cestui jor, je sui appareillié de faire en cour ce que la court conoistra que faire en doie. » La court doit conoistre, selon mon avis, que le message le doit jurer de teil maniere de serement com sa loi porporte⁷. Celui message doit saver en quel leu celui qui le mande est ajorné, et là doit venir; et se le seignor n'i est ne vient le jor, il doit porchacier pluisours homes lieges et faire tant que il viengent au leu où cil est ajorné, et doit dire : « Seignors, teil hom est ajornés à hui de teil querele contre teil, et se dut garder⁸ son jor. Je vos fais assaver que il est essoiné de son cors, si qu'il ne peut venir; et contremande son jor par moi. Et se le seignor fust en la court, je deisse ce devant lui; et se il ou la cort mescreist que il ne fust essoniés de son cors et que je ne soie son message proprement à contremander cestui jor, je en offrisse tout ce que la court coneust que faire en deusse. Et por ce que le seignor n'i

¹ Est contenu. B. — ² Le conquereour. B. — ³ Mais li miens entendement. B. — ⁴ Osoie. B. — ⁵ Chapitre xx^e de B. — ⁶ Par autre home crestien de quelque loy ou nation. B. — ⁷ Porte. B. — ⁸ Et zaens dut garantir. B.

* Si une pareille question n'avait jamais été soumise à la décision de la Haute Cour, il en faut conclure que les procès portés à cette juridiction supérieure étaient en petit nombre.

¹ L'auteur ne crée pas une exception en faveur de

l'héritier collatéral, il l'assimile simplement à l'héritier direct, et, comme pour celui-ci, il déclare que si ses droits sont ouverts avant la condamnation du forjugé, il ne doit pas être déshérité.

* Le porteur de l'excuse n'était qu'un simple messenger

« est, je en trai vos à garent, qui estes court ou partie des homes de la court. » Et se il trove ou ne trove le seignor, il doit dire en la fin que se le seignor et la court l'en creient ou mescreient, toutevoie il offre à faire tout ce que la court conoistra que faire doie^a.

CHAPITRE XXVII¹.

Ici après orrés l'assise des ventes des fiés, come elle se fait.

Quant il avient que l'om se claime de dete de celui qui a fié, se il reconoist la dete en court ou se il la née, et l'on peut prover qu'il la doit, l'on li doit comander qu'il ait cele dete païé dedens set jors; et se il ce ne fait, et ceaus à qui il doit la dete ne s'en veullent soffrir, le seignor le doit gager de tout ce qu'il a, meuble et estable solement², sans son fié. Et se il n'a de quoi il puisse paier que de fié, il doit livrer son fié en la court³ au seignor à vendre par l'assise⁴. Le seignor le doit recevoir et faire crier en trois cités par trois quarentenes qui sont quarante deus jours. Celui qui crie le fié doit dire : « Le fié de teil, qui doit teil servize, qui y vaudra metre vienge⁵ avant « d'hui en quarante jours, ou de demain en quarante jours, ou d'après demain « en quarante jors. Et que dedens ces trois quarantaines n'i vendra, jà puis n'i « ataindra. » Et si dedens les quarantaines ne fait celui qui doit la dete le gré de ceaus à qui il doit, ou au chief de trois quaranteines⁶ ou puis que elles son passées, le seignor le doit livrer à celui qui plus y aura mis. Et se il y a parent ou parente d'aage ou merme d'aage, qui apartienge à celui qui vent le fié de cele part dont le fié vient ou meut, avoir le peut devant tous les estrainges, pour autant come le fié monte^b. Et s'il a pluisors parens qui aver le veullent, le plus prochain le doit aver⁷. Celui qui acheite le fié doit estre teil qu'il puisse faire ce que le fié doit d'omage et de servize. Se le seignor dou fié doit servize de son cors come chevalier, l'achetor doit estre chevalier, fis de chevalier et de dame et né de loial mariage, et qu'il n'ait fait choze, qui sur lui soit provée et coneue, par quoi le seignor et la court le puissent reffuser par raison^c. Et aucunes gens dient que enfans mermes d'aage, fis de chevalier et de dame, et feme qui est sans mari et est aussi fille de chevalier et de dame, peut acheter fié⁸, se le seignor à cui le fié doit servize le veut : car le seignor peut tenir, ce dient, le fié ou fuir⁹ dou servise au valet, tant que il soit chevalier, et à la feme

¹ Chapitre xxxiv^a de B. — ² B. — ³ B. — ⁴ B. — ⁵ Si viengne. B. — ⁶ Et se dedenz les trois quarantaines le seignor dou fié ne fait ce que il doit à celui à qui il doit la dette et le gré de touz ceaus à qui il doit au chief des trois quarantaines. B. — ⁷ La suite forme dans B. le chapitre xxv, avec cette rubrique : *Quel doit estre celui qui achate fié.* — ⁸ B. — ⁹ Ou tenir. B.

^a Ibelin (c. lxx, p. 96) veut que l'excuse soit apportée par deux hommes; c'est, au surplus, la seule différence qui existe entre ce qu'il dit et ce qu'on vient de lire.

^b Le retrait féodal existait dans le royaume de Jérusalem; et on voit que l'assise accordait une préférence aux parents sur tous ceux qui voulaient acheter le fief. Cependant Navarre et Ibelin n'entrent dans aucun détail sur cet usage, qui en Europe avait tant d'importance et était si répandu.

^c Les fiefs d'Orient n'étaient pas entrés, comme les fiefs d'Europe, dans la libre circulation, puisque, indépendamment des conditions précises qui étaient imposées aux acquéreurs, le seigneur et la cour faisaient sur eux une sorte d'enquête morale. C'est à la fidèle exécution de ces obligations qu'il faut, en grande partie, attribuer le maintien du système féodal dans l'île de Chypre, jusqu'à l'époque où la république de Venise s'empara, par adresse, de ce royaume.

tant qu'elle soit mariée par le seignor. Mais endroit moi ne sai je pas ne l'ai entendu vraiment, que valet ne feme puist achater par l'assise, se il n'est parent ou parente dou vendor; mais bien peut estre que ceaus qui le dient le seivent meaus de moi, et fait a esté aucune feis; mès je ne fui onques en leu où la court coneust que l'assise fust¹ fornée de teil maniere d'achat. Et quant vient au fié livrer, avant que le seignor le livre à l'achetor, il doit estre certefié par le criour de la ville où le seignor est et par lettres des baillis des autres deus cités ou par autre garentie, qu'il ait esté criés as trois cités et que les trois quarentenes, qui sont quarante deus jors, soient complies; et en l'ore que le fié se doit livrer, il doit estre crié par la vile as leus où plus a de genz et où plus en repaire; et doit estre criez² en la court : le criour doit tenir un baston en sa main, et doit dire les deuz mouz derains; et quant il ne peut plus motir³, il doit livrer le baston en la main dou seignor⁴, et celui qui seignor estoit dou fié doit jurer sor la sainte Evangile que il, ne autre por lui, n'en a meuble ne estable, à covert ne à desouvert, ne autre choze de quoi il puist paier cele dete, que de son fié qui est crié à vendre par l'assise⁵. Et quant il a ce juré, se le seignor, qui a juré de tenir et faire tenir ces assises, veaut faire que sage, il peut comander à la court que elle li coneisse se l'assise est fornée de celui fié et⁶ de celui achat, selon les erremens que ont esté. Et se il ne le veaut faire, l'achetor le doit faire ou faire le faire, s'il est sages. Le seignor⁶ le peut segurement livrer, et l'acheteur recevoir. Et maintes fois est avenu que l'on n'en feist point⁷ et que le seignor le livret si tost come le vendor avait juré. Le seignor le doit livrer, et en doit saizir l'achetor par le baston dou criour, et doit recevoir son homage et en doit doner privilege à l'achetor⁸. Ensi peut l'on vendre fié par l'assise, devant bail come devant seignor : et s'il y a plus en l'assise, je ne l'ai ou ne m'en membre.

CHAPITRE XXVIII.

Ici orrés quels pevent porter garentie en court, et quels l'on puet oster dou jugement par cort.

Les gens qui ne pevent porter garentie en nostre court encontre Frans si sont : toutes les gens qui ne sont de la ley de Rome et tous forjugiés et tous parjures et tous ceaus qui sont feimentie, et tous champions vencus, et tous ceaus qui ont Dieu reneié et devindrent d'autre lei, et tous ceaus qui ont servi Sarasins et autres

¹ Que jà ce fust. B. — ² B. — ³ Crier ne motir. B. — ⁴ Pour qui son fié se crie à vendre et est livrez par l'assise. B. — ⁵ De cele vente ne. B. — ⁶ Selonc les erremenz qui ont esté. Et se la court le conoist, le seignor. B. — ⁷ Que l'on n'en faisoit riens. B. — ⁸ Et se le vendour à l'acheteur. B.

* La tradition par le bâton était la plus usitée en Orient. On lit dans une charte de Gauthier de Césarée, de l'an 1182 : *Ipsam Domum et magistrum ac fratres in dominium ac possessionem predicti casalis, per manum et auctoritatem domini mei regis Balduini, mitto et instituo, qui baculo suo eos investivit, etc.* (Paoli, t. I, p. 72.) De même, dans un acte d'investiture de l'an 1273 : *Predictus Richardus, in presencia ejusdem episcopi postmodum constitutus, per baculum quod tradidit in manibus ejusdem episcopi, de dictis*

domibus se dissaisivit, secundum morem et consuetudinem civitatis Acconensis. (Id. p. 195.) Après l'investiture venait la prise de possession, dont une charte de Julien de Sidon indique très-bien les formalités : *Magister Hospitalis equitans per idem casale, pedes descendens, intravit altiorem et meliorem domum ipsius casalis, stando atque sedendo in ea, portam ejus aperiendo et claudendo ac de ligno parte auferendo; deinde accepit de ramis ac foliis arborum casalis jam dicti, nomine suo et fratrum dicte domus, etc.* (Id. p. 145.)

gens mescreans, contre Crestiens, à armes, plus d'un an et un jour⁹. Et aucunes gens dient que ensi est il des Latins qui servent les Grés contre les Frans; mais ce ne sai je mie de veir. Et tous ceaus qui ne sont nés de loiau mariage aussi et tous ceaus¹ de quel que lei que il soient, et tous ceaus qui ont esté de religion et sont venu au siecle, se il n'ont laissé lor ordene² par le jugement de sainte Yglise. Mais encontre Grés et Suriens et tous autres Crestiens qui ne sont de la ley de Rome, pevent porter garentie les gens³ de leur lei, s'il ne sont entechié de vices dessus motis, et tous ceaus qui en sont entechié perdent vois⁴ en cort, se l'om les en viaut oster. Et trois maineres de gent les en pevent oster de la court, se il s'aseient au jugement⁵. L'un des trois est le seignor, se il ou son ancestre ne l'a mis en cort; l'autre si est la court meisme qui peut dire à celui, se elle veaut: « Ostés vous de ci, car vous n'estes pas nostre per; » le tiers si est celui de qui est la querele⁶: celui peut venir en la court et dire: « Ostés vous de ci, car vous n'estes mie mon per, ains estes teil, et por ce ne me devés jugier; et je pri et requier à mes pers qui ci sont que il ne seuffrent ne consent que vous ensemble avec ceaus me jugiés. » Et ce que est dit dessus peut avenir⁷ quant la court siet; et esgart et en plaidant s'en peut cil delivrer de cui la querele est, se il veaut, et de tous ceaus qui sont entechié des vices dessus només. Mais il couvient que il motisse le vice à point⁸ et que il en euffre à prover. Et bien peut estre que il a plus ou mains en ce que est dessus escrit, mais de plus ne me souvient or por mains: et ce est ce que je en ai entendu et que je en cuit et tant y a plus, selon mon entendement. Sè le seignor a doné feme⁹ au serf ou à un autre enteché d'aucun des vices dessus dis, et il le vozist faire seir en la cort, dizant que il est son¹⁰ home liege^a, et la court ou celui de cui seroit la querele le vozist oster, bien porroit dire au seignor: « Sire, vous en dret le poés franchir, puisqu'il vos plot¹¹; et s'il est vostre home, voz garderés bien vostre fei vers lui si come vous devriés, mais en dreit vous ne vers nous. Sauve seit vostre henor, ne le¹² poés vous ne devés franchir le, ne¹³ nostre per faire. » Et se ensi est dit, je cuit que tout ensi sera il jugié. Et, en nostre court, ne peut nul serjant ne borgois, ne nul autre home de chevalier en aval apeler chevalier, se il s'en set deffendre. Mais bien est voir que de murtre, se l'apeleour est serjant, et se veut faire chevalier, et combatre soi à loy de bataille que chevaliers se combatent, faire le puet. Et chevalier peut apeler serjant se il veut combatre à lui come serjant, si com il est devant dit où je parlai des apeaus des batailles^{14 b}.

¹ *Serrs. B.* — ² *Leur religion. B.* — ³ *A leur gens. B.* — ⁴ *Entachiez par droit ne doivent avoir vois. B.* — ⁵ *Se l'on les veut oster de la court, se il, s'avoient au jugement. B.* — ⁶ *Doit l'on dire. B.* — ⁷ *A houre et à tens. B.* — ⁸ *B.* — ⁹ *A done fié. B.* — ¹⁰ *Som. A.* — ¹¹ *Plout. B.* — ¹² *La. A.* — ¹³ *B.* — ¹⁴ *B.*

^a Le serf marié par son seigneur à une femme libre, devenait donc libre. Un tel ordre de choses n'existait pas en Europe, et rien même n'indique qu'il ait existé en Chypre, ni qu'un seigneur pût y concevoir la pensée de faire siéger cet affranchi dans sa cour. Les affranchis et les vilains pouvaient, à la vérité, tenir des fiefs (*Etablissements*, l. I, cc. xxx, cxli); mais ils n'étaient réputés nobles et par conséquent habiles à siéger dans une cour, qu'à la tierce foi ou à la troisième génération. (Perreciot, *De l'état civil des personnes dans les Gaules*, t. I, p. 206.) Cette règle était si peu contestée en Europe, qu'on doit s'étonner d'entendre un jurisconsulte sorti de cette contrée, admettre une hypothèse entièrement contraire, surtout quand on songe qu'il avait sous

les yeux ces *lefteri* ou affranchis de l'île de Chypre, qui étaient libres de leur personne et non de leurs biens. La réclamation vive et précise que l'auteur met dans la bouche des hommes de la cour, contient l'expression des véritables principes en cette matière.

^b La barrière qui séparait les chevaliers des bourgeois tombait après si peu d'efforts, qu'il n'est guère possible de tenir compte de ce que l'auteur vient de dire. On lit dans la continuation de Guillaume de Tyr: « Il n'avoit adonc à la cité que deus chevaliers qui estoient eschappés de la bataille. Lors fist Belien d'Ibelin cinquant fils de borgois chevaliers » (Martene, *Amplissima Collectio*, t. V, p. 609.) Un tel fait n'aurait pu se passer en France.

CHAPITRE XXIX¹.

Des parenz à qui le fié puet et est escheu, coment il doivent requerre leur droit dou seignor².

Se fié escheit à aucun hair qui ne soit fis ou fille de celui et de cele qui est mort saisi et tenant de celui fié, teil³ heir doit venir devant le seignor et requerre la saisine, disant : « Sire, je sui venus devant vous come devant seignor, et vos fai assaver que Dieu a fait son coumandement de teil qui m'apartenoit en tel degré de cele part dont le fié muet. Celui fié qui fu sien m'est escheu, pour ce que je sui descendu de celui qui le fié conquist. » Et se il avient que ce seit trop ancienne choze dou conquest dou fié, et l'ot et tint⁴, il porra dire que il est descenduz de celui qui fu son seignor dou fié⁵, et doit dire que, se le seignor l'en mescreist, il est prest dou prover tout aussi come la court esgardera que l'on doit prover parenté, et, ce faizant, il requiert et veaut aver la saisine, se la court l'esgarde. Et se la court n'esgardast, que por tant le deust aver, il iroit à son conseil et diroit tant que sa raizon auroit. Et s'il avenist que le seignor vausist maligner et tenir le fié, ce que ne sera jà, se à Dieu plaist, ne je enseigner ne veull, moult y peut aver d'eschamps et de fines⁶. Mais ce que le seignor peut dire se il entent par raizon ou par semblant de raizon, die que il n'entendoit que celui fust onques heir de celui que le requeror avée à son ancestre⁷; et se il avient en aucune maniere que il l'ot et tint, il ne l'ot de seignor en maniere que il peust ne deust venir ne escheir à celui qui le requiert et à ce que il offre à prover le parentés, le seignor peut dire que il n'a ores mie talent de saver le linage de celui. Mais s'il fust prové que le fié eust esté doné à celui que le requeror a nomé, en maniere que il deust escheir au requeror; et se il fust prové que il fust descendu de lui si come il dit, adonc, quant leus et tens seroit, le seignor respondroit au parentés si com il devret de toutes chozes dessus dites et de chascune par sei, l'une après l'autre. Peut le seignor requerre esgart et dire que por tant veaut demorer en pais, se la cort l'esgarde; et tousjors metre retenail. S'il avient que le requeror set⁸ garni de previlige ou de recort de court dou don qui fu fait à son ancestre, ou de recort qu'il ait veu son ancestre saisi et tenant et usant come de son fié, c'est assés, car le recort vaut par les raizons qui sont dites (corrigende là où l'en me fist les questions⁹). Et se il avient que le requeror ne soit garni de previlege ne de recort dou don, ne de recort de la teneur dou conqueror dou fié, por ce se il n'ot¹⁰ previlege que il ait perdu, ou est ou pooir de tel dont il ne le puet avoir à son besoing, ou se il n'ont onques previlege fait¹¹ de celui fié, si com il avint au conquest où l'en dona mains fiés¹² sans previlege^b, et après est

¹ Chapitre xxxiv^e de B. — ² B. — ³ Tiel. A. — ⁴ Et l'ot et tint n'est pas dans A. — ⁵ B. — ⁶ De fuites. B. — ⁷ De celui de qui le conquereor avoit esté son ancestre. B. — ⁸ Soit. B. — ⁹ Les raisons qui sont dites là où l'on me fist les questions. B. — ¹⁰ Se il ont. B. — ¹¹ B. — ¹² Enssi fiez. B.

^a Cette phrase, que nous avons placée entre parenthèses, indique une correction projetée par l'auteur.

^b Ibelin qui a emprunté à Philippe de Navarre la totalité de ce chapitre, n'avait point fait cette observation, qui est peu d'accord avec ce que l'histoire nous apprend

sur l'établissement de la féodalité en Chypre, mais qui peut se rapporter à ce qui se passa dans le royaume de Jérusalem. Guy de Lusignan paraît, au contraire, avoir apporté beaucoup de prudence et de soins dans l'organisation de son royaume. « Guido, dit Loredano, l. I.

avenu ce meisme souvent¹; ou se le don n'est si ancien que les homes lieges de celui tens soient tous mors; ou se la teneur dou derain des ancestres dou requerror soit si ancienne que il n'en peust aver recort de court, il peut dire au seignor: « Sire, celui ou cele qui tenoit et aveit cestui fié, de qui Dieu a fait son coumandement, m'apertient en tel degré de cele part dont le fié muet; et je sui prest de « prover les parentés si come il est dessus dit. Et il est us ou assise ou raizon que « le plus prochain heir aparant de celui qui a eu la desraine saisine dou fié, doit « aver cele meisme saisine, selon l'usage dou reaume de Jerusalem. Et bien est « veir que les dons de Chypre² sont as heirs de feme espouze de celui à qui l'on « done le fié: et ce est le cours des dons des fiés³ de Chypre. Dont je, provant « les parentés dou dariain qui morut saisi et tenant de cestui fié, veull aver la saisine, se la court l'esgarde. » Et se la court esgardast que pour tant ne la deust avoir come il a dit, il iroit à son conseil et diroit tant que sa raison auroit⁵, et metre i retenail. Se teil fait avenist au royaume de Jerusalem, je entens que riens ne vaudroit au seignor tout ce qui est dit dessus, se le requerror peust prover, si com il est dit devant, par privilege ou par recort de cort, le don dou conqueror⁴ en⁵ la teneur dou desrain qui en morut saisi et tenant, provant⁶ les parentés si com il est dessus devizé que l'on doit prover parentés, aver devroit la saisine, se celui qui devant tient le fié et la saisine ne fist choze dont li fiés soit perdus par assise ou par usage, ou se le seignor ne peust prover par recort de cort que celui qui en morut et saisi et tenant avoit eu le don en sa vie⁷, sans plus. Et se le seignor veaut dire ausi, com il est dit dessus, que non place Dieu que cestui fié fust doné par teile maniere que il doie venir et escher au requerror, cil qui requiert peut dire: « Sire, coneue choze est que le cours de la communauté⁸ « des dons des fiés de Chypre sont as conquereors et à lor heirs de feme espouze; « et je, qui sui prest dou prover que je sui de ceaus heirs, si com l'on doit « prover parentés, veull por tant aver la saisine, se la court l'esgarde. » Et metre retenaill. « Et se vous volés dire que cestui don fust doné autrement « que selon les cours de la communauté des dons de Chypre, je di, sire, « sauve vostre honor, que non place Dieu. » En cest endroit entens je, par le cors et par l'usage, que le dit dou seignor ne vaut rien, se il ne preuve par le

¹ B. — ² B. — ³ B. — ⁴ Dou requereour. B. — ⁵ Ou. B. — ⁶ Provera. B. — ⁷ En saisine. B. — ⁸ Et la communauté. B.

« p. 15, non meno singolare nell' armi, che dotato di « grandissima prudenza, si diede subito a riordinare tutte « le cose. Prima con publicli bandi invitò ognuno alle « proprie habitationi, altramente passato certo termine, « li dichiarava incapaci de loro beni, poiche con la « lontananza ne ricusavano tacitamente il possesso. Of- « ferse poi a tutti quei gentilhuomini, che l'avevano ac- « compagnato, feudi e stipendio, o in contanti, o in ter- « reni, secondo il loro piacere. Fece publicare lo stesso « nelle terre e paesi circonvicini, perloche dal reame di « Gierusalemme, da Tripoli, da Antiochia et dall' Ar- « menia vennero molti nobili e molti borghesi, o as- « tretti dalla necessità della guerra che li teneva in per- « petua inquietudine, o pure credendo di potere con la « mutatione del luogo far cangiar faccia alla loro mal- « vagia fortuna. Vennero ancora di quelli, che temendo « per qualche delitto commesso, o delle forze della gius- « titia e della potenza dei loro nemici, credevano in « un nuovo governo sicurezza per le lor vite, e forse

« libertà per le coscienze. » On conçoit combien de désordres seraient résultés d'inféodations faites verbalement à cette foule de nouveaux venus, dont les mœurs et les intérêts étaient si opposés. Guy se trouva dans la même position que Guillaume le Conquérant ou que Guillaume de Villehardouin, et tout porte à croire qu'il n'agit pas, dans le royaume de Chypre, avec moins de précautions que ces princes ne firent en Angleterre et en Morée.

* Nous avons expliqué les motifs du changement de la législation du royaume de Jérusalem en cette matière (p. 235, note a). Nous nous bornerons donc ici à faire remarquer un point de droit sur lequel les usages de la Syrie différaient de ceux de l'île de Chypre. Sans doute ces usages s'éloignaient peu les uns des autres. Cependant la population indigène de ces deux états différant par la religion et par les mœurs, les lois des vainqueurs se ressentaient sur quelques points de ce contraste. On ne doit pas perdre de vue cette observation.

recort de cort, si com il est dessus dit, ou par privilege qui soit au poeir et en la garde de l'home, et que il en use ou ait usé en cort à son bezoing : car veir est que le privilege de l'home porte garentie contre le seignor pour son seel qui y pent, mès contre l'ome ne porte il nule garentie de choze qui seit à son profit¹. Mais se privilege est de dons ou de covenans, et il² est o poeir et en la seignorie de l'home, et il en ait usé à son besoing, en court³, s'il y a aucune choze que seit au profit dou seignor et au damage de l'ome, aussi bien doit estre estable contre l'ome, come le don et le profit de l'ome doit estre encontre⁴ le seignor, por ce que il est en la garde de l'ome. S'il avenist que aucun houte eust cele maniere de saisine, com il est dit dessus, et il eust prové que il fust le plus prochain et le plus dreit heir aparant que en la cort fust; ou s'il avenist que le seignor sans plait l'eust⁵ en teile maniere de saisine come le plus dreit heir aparant, et uns autres plus dreit⁶ heir aparant de celui i venist devant le seignor en la cort et requesist au seignor meismes la saisine de son fié, et le seignor vauzist eschamper, dizant que il n'a ne tient celui fié et que il li fornira dreit de celui qui le tient, jà por tant celui qui requiert come plus dreit heir aparant de l'autre ne se partira dou seignor, se il veaut, par raizon, mais bien doit aver le seignor un curt respit de faire venir en la court celui qui le tient por oïr et veir⁷ que il dira; et se le seignor le vausist autrement faire, le requeror offrant à prover les parentés come le plus dreit heir aparant, peut dire que il ne se veaut partir dou seignor, se la court ne l'esgarde; et mete retenaill. Je entens que la court esgardera que il ne se doit partir dou seignor. Et s'il avenoit puis que aucun seret saisi de teil maniere de saisine si com il est dit dessus, ou com le plus dreit heir, et que la saisine fust faite par esgart de court, et un autre venist après devant le seignor et dit : « Sire, teil home que vous avés mis en saisine de teil fié, je vos faiz à savoir « que il⁸ n'i a dreit, et les garens qu'il amena devant vous porterent fausse garentie, « à seurté⁹ de ce que l'om dit en garentie des parentés n'a nules tornes de bataille. « Et ce peut estre entre seignor et home, mais d'un home à autre n'est il¹⁰ mie « ensi. Mès je sui le dreit heir ou le plus dreit aparant, et de ce sui je prest à « prover tout ensi come la court esgardera. Et se je eusse esté present quant les « faus garens distrent lor dit, je en eusse l'un levé; et s'il veulent maintenir leur « faus dit, encores sui je tout prest de lever l'un d'eaus et de monstrier li par bataille « que il est faus et parjure. » Por tant doit bien faire venir le seignor l'autre partie fornir li droit par cort, se il receiver le veaut. Et se cil dit que il ne se veaut partir dou seignor, li sires peut respondre que tout ce que il en a fait à l'autre fu par esgart de cort, ne à cestui ne veaut il respondre autre choze que de lui fornir dreit de l'autre qui en est son home et saisi par esgart, se la court ne l'esgarde. Cestui esgart cui je bien que le seignor desrenera. Et se le requerant se clame de celui qui en est en la saisine, le saisi peut respondre que il prova les parentés si come la court esgarda, et que sa garentie fu fornée et parfaite quant les garens orent juré enterinement, et que après ce que garens ont juré, dou tout n'en peut l'on lever ne torner par bataille, et que il desrena sa querele par esgart de court sans retenaill. Le requeror peut moult de choses dire, et moult peut aver fort plait, selon la soutillance des conseillers¹¹ et des juges. Et le seignor se doit moult garder au coumencement que il ne receve l'omage de nul requerant, que sauf¹² ses dreis

¹ Qui soit toute encontre l'ome. B. — ² Et le privilege. B. — ³ B. — ⁴ Doit estre estable encontre. B. — ⁵ Eust aucun mis. B. — ⁶ Plus prochain ou plus droit. B. — ⁷ B. — ⁸ B. — ⁹ B. Eseurté. A. — ¹⁰ B. Nel il. A. — ¹¹ B. — ¹² B. Sans. A.

et les autruis, et que il ne receve garentie des parentés, se les garents ne sont coneus et de loial renon, ou se ce n'est de choze coneue et manifeste, ou se esgart de court ne l'en constreint. Mais s'il aveneit, quant le premier requeror fait sa requeste de la saisine et offre à prover les parentés, que nus¹ autres venist avant et dist au seignor : « Sire, ne place Dieu que cestui qui requiert ceste saisine apar-
« tienge à celui qui fu seignor dou fié : mais je sui le dreit heir aparant dou fié; et
« ce sui je prest de prover tout ensi come la cort esgardera; » le premier peut dire que il offri sa preuve avant, et por ce veut qu'elle voist avant, se la court l'esgarde. Queque l'autre die, je cuit bien que la premiere preuve ira avant. Et quant les garents vendront avant por jurer, si tost com il s'agenoilleront por jurer, celui qui dit que le premier requerant n'i a dreit peut venir avant et saisir par le poing destre le garent que il en veaut lever et torner par bataille, et dire : « Je t'en leve come
« faus et parjure; car en toi ne demeure que tu ne te parjures. » Le garent le peut desmentir et dire que en garentie de parentés n'a nule torne de bataille, et pour ce ne s'en veaut prendre à lui, se la court ne l'esgarde : et metre retenail. Et cil meismes de qui est la querele, doit bien dire que il ment de ce que il dit que il n'a dreit en la querele et que il apele son garent faus; mès son fié et s'eschete ne deit il requerre à son seignor², ne le parentés prover; que au seignor ne prove de parentés ne d'aage, n'a nules tornes de bataille. L'autre puet dire³ : « Sire, je dis
« voir, et il ment, et ses garents sont faus; et je sui prest de prover le mien parentés⁴
« par deus loaus garents de la loi de Rome et teis qui bien se deffendront et con-
« bateront, se il ne autres lor met sus fauseté. » Et forte choze sereit se une grande eschete escheist à un home, et un plus fort et plus riche de lui, par malice pour-
chasast faus garents por loer ou por amistié, disant lour⁵ et asseurant que garents de parentés ne peut l'om⁶ lever ne conduire à bataille; et l'autre que sereit dreit heir aparant et averet loiaus garents qui vaudroient fornir garentie et eaus deffendre, se l'om lor mist fauseté sus, que celui perdist sa querele, por ce que celui se seroit hasté d'offrir ses faus garans avant que il peust offrir les siens, ou, par aventure, avant que il seust que l'autre fesist sa fause requeste, et por tant veaut lever le garent et conduire à bataille, se la court l'esgarde, disant et moustrant au seignor et requerant que il les garents ne receve de la querele qui est soe et non dou seignor : car ce n'est mie de choze que l'on die : « Je y ai⁷ gregnor droit que tu ne as; » ce est choze que l'om dit : « Je ai dreit tout outre, et l'autre neent. » Le premier requerant peut dire que il ne se veaut partir dou seignor, et tout ce qui est dit devant; et autres plusors choses peut dire l'un et l'autre : et selonc ce que chascun sera plus soutillement conseillé, se poent pozer sur esgart et metre un retenail. Et je vous di, en droit moi⁸, que je ne oï onques esgart de teil choze, mès moult me semble fort, et grant parole y a, se teil querele fust et il avenist que les deus fussent requerant en la presence de la court, disant les paroles devant dites, que le seignor peut receiver les garents en maniere que il n'i eust tornes de bataille, puisque la querele et le profit et le damage n'est mie dou seignor, se ce est fait avant que court ait fait esgart, que⁹ garentie seit fornée ne saisine faite¹⁰.

¹ Que un. B. — ² Que au seignor. B. — ³ B. — ⁴ Prover mon parent pour bon. B. — ⁵ Leur. B. — ⁶ L'on. B. — ⁷ B. A. A. — ⁸ B. — ⁹ Ne que. B. — ¹⁰ B. Faire. A.

* Voyez les chapitres clv-clx du Livre d'ibelin, p. 232-240. Ces détails sur la reconnaissance des fiefs sont d'autant plus précieux, qu'on les cherche en vain dans nos anciens praticiens, et que les coutumes qui

traitent de cette matière importante, ayant été rédigées après l'extinction des usages féodaux, ne présentent que des formalités dénuées de toute espèce d'intérêt pour nous, parce que l'esprit de féodalité n'y apparaît même plus.

CHAPITRE XXX¹.

Des fiez que le seignor saisist et tient lonc tens avant que il soit requis et que il l'ait doné à autrui².

Se il avenist que Dieu feist son coumandement d'aucun home qui eust fié, et le seignor saisist le fié et le tenist un tens, sans ce que nus le requist, et après, par tens ou tart, le donast à aucun ou l'encombrast en aucune maniere, si que autre l'eust et tenist en fié ou autrement; et il avenist par tens ou tart que aucun appartenant de celui à qui fu le fié venist devant le seignor et le requist au seignor, et le seignor vozist dire que il n'a ne tient le fié, ne à lui ne veaut respondre, pour ce que il ne l'a ne tient; que tant soulement qu'il li fornira dreit se il veut recevoir³ de celui qui le tient; le requeror peut respondre que il ne veaut ne deit requerre son fié que au seignor, car il ly a son fié enpechié⁴, et li deit delivrer. Se il de ce le mete sur court, je cuit bien que la court esgardera que le seignor li doit respondre⁵.

CHAPITRE XXXI⁵.

De ceaus qui aquirent terre ou autres plusors choses pour croistre lor fiez⁶.

Se il aveneit que aucun home dou seignor, qui ait fié heu et tenu longement il ou ces ancestres, et son fié a esté coneu et usé; et après avenist que il eust terre ou autre choze de nouveau et en usast come de la soie choze, et de cele novele choze n'eust privilege ne recort de court de don de seignor; et il avenist que le seignor li requist celle choze et dist qu'il n'entent que ce soit de son fié; et son fié est bien coneu lonc tens a; l'ome peut respondre au seignor⁷ : « Sire, « sauve soit vostre henor, ce est de mon fié, et je l'acueil et atrai à mon fié; et « sui prest de prover ausi come home deit prover vers seignor, tout ausi come « la court esgardera que prover le doie. Et à ce que vos dites que mon fié est « coneu lonc tens a, sovent est avenu que l'on creist le fié et que seignors do- « nent plusors chozes qui⁸ sont petites; et aucune feis a l'on privilege ou recort « de cort, quant l'on pert⁹ le privilege et le recort faut par obli ou par mort^b « de ceaus qui y furent¹⁰, mais bien fait à creire que l'ome qui deit fei au seignor « ne tent pas ce que fu dou seignor, se il ne l'a dou seignor resnablement. » Le

¹ Chapitre xxxv° de B. — ² B. — ³ B. — ⁴ *En patillé*. B. — ⁵ Chapitre xxxvi° de B. — ⁶ B. — ⁷ *Se l'ome veut respondre au seignor, si die*. B. — ⁸ *Que les seignors donent et accroissent par parties san privilege et sanz recort de court por les choses qui*. B. — ⁹ *Et avient que l'on*. B. — ¹⁰ B.

^a *Livre d'Ibelin*, chapitre CLIX, p. 238.

^b Ces deux mots dénoncent la fragilité du record et l'insuffisance de ce mode de décision, qui cependant servait de base à l'administration de la justice. On ne peut expliquer l'autorité du record, qu'en disant que la

nature des obligations féodales ne permettait pas que la propriété d'un fief restât longtemps incertaine. Un procès ne s'élevait jamais sur des faits dont le temps pouvait avoir effacé le souvenir de la mémoire des hommes de cour, et alors le record était facile.

seignor peut dire que il de cele choze ne fist onques don ne vente, ne son an-
cestre que il sache, se ce est chose que l'on ait tenu en tens de l'ancestre dou
seignor¹. Assés peut dire l'un et l'autre, mais, selonc forme de plait, que qu'il
dient, se ce est posé sur esgart, je cuit que la cort esgardera, se l'oume veaut
jurer sor sains de son poing destre, que ce est de son fié, por tant li remendra
si com il l'a et tient, sauf ce que les homes lieges dou seignor, qui seront pre-
sent au serement, en pevent dire et faire par assise ou par usage. Mais bien se
gart l'oume d'une choze, se il a en la court, quant il fera le serement, aucuns
des homes lieges dou seignor qui sache ou veuille dire que il seit² bien que ce
n'est dou fié de celui, ains li fu presté ou apauté ou baillié en aucune maniere,
non mie en fié, se celui qui se³ vaudra dire vient avant si tost come l'autre sera
agenoillié por jurer, et il l'en lieve par le poing destre, et die : « Je t'en lieve
« come feimentie vers mon seignor, et te tien come parjure : car en toi ne de-
« more que tu ne te parjures. Et ce sui je prest de prover et mostrer de mon cors
« contre le tien, tout ausi com la court esgardera, et au jor que la court esgar-
« dera et nos dopra. » Se ensi est dit et⁴ fait, je entent que la court esgardera
que la bataille sera par esgart de court⁵ des deus ou de champion, se aucun
d'eaus est mahaingié ou a passé aage de soissante⁶ ans.

CHAPITRE XXXII⁷.

Ici orrés de ceaus qui requierent à leur seignor l'amermement de leur⁸ fiés.

Se aucun des homes⁹ dou rei ou d'autre seignor est merme de son fié, de sa
paie ou d'autre choze, que le seignor ait et tienge sans esgart de court, sans
usage ou sans assise¹⁰, il doit requerre à son seignor ce de quei il est mermes de
son fié, amiablement entre lui et lui¹¹; et c'il por tant ne l'peut aver, il le doit
requerre en la court deus fois ou trois, et se il por tant ne le fait paier¹², il doit
venir en la court et requerre conseil, et faire dire par son conseil ce que vous
orrés après; car trop fait grant folie cil qui dit en court de sa bouche et espe-
ciaument contre le seignor : car à ce que l'om dit ne peut l'om amender, mais
à ce que conseil dit peut l'on amender devant jugement, se l'on n'a otreé ce
que le conseil a dit*. Le conseil deit dire : « Sire, tel qui ci est vous requiert,
« et je pour lui, que vous le faciés paier de teil quantité que il entent que vous
« li devés, ou de teil choze que vous aveis que il entent qui est de son fié : et de
« tant entent il que il est merme de son fié, Et se vous ensi ne l'entendés, il vous

¹ B. — ² Set. B. — ³ Ce. B. — ⁴ B. — ⁵ B. — ⁶ De XL. ans. B. — ⁷ Chapitre XXXII^e de B. Ce chapitre se re-
trouve dans le même manuscrit, parmi les assises de la Haute Cour, chapitre CCXL. Les variantes ou addi-
tions qu'a fournies cette leçon sont désignées ici par la lettre b. Ce chapitre est aussi dans la Thaumassière,
sous le n° CCXLV. Les manuscrits D. et E. le donnent également. — ⁸ Luer. A. — ⁹ Se un home ou une fame.
D. E. T. — ¹⁰ Ou sanz conoissance. B. — ¹¹ D. E. T. — ¹² D. E. T.

* Cette explication fait comprendre le but et l'utilité
de l'intervention continuelle des conseils dans les dé-
bats judiciaires. Le sort des affaires dépendant le plus
souvent des formules qui étaient employées, les par-
ties, en ayant soin de faire parler des conseils, se ré-

servaient la faculté de pouvoir revenir sur une parole
imprudente qui leur serait échappée ou de les désa-
vouer quand ils avaient intérêt de le faire. Cette double
intervention devait multiplier les incidents et ralentir
l'expédition des procès.

« prie et requiert come à son seignor, que voz le facés enquerre et esclarzir¹, et
 « delivrer son fié. » Se le seignor dit qu'il l'enquera, le conseil dou requeror²
 doit dire : « Sire, quant coumandés vous que il vienge devant vos? » Le seignor
 sans faille doit dire : « A teill jor. » Et se le jor est couvenable, l'ome le doit
 souffrir. Et quand le jor sera venu ou passé, il doit revenir devant le seignor
 s'il n'est païé; et doit³ requerre ou faire requerre⁴ sa paie, dizant que le jor est
 passé. Se le seignor veaut dire qu'il l'avoit oblié ou que il ne le peut aver encores
 esclarzi, et il sur ce en demande un court respit, aver le peut. Et se ce passe⁵
 et l'ome vient avant en la court, il peut faire dire : « Sire, je vous ais requise
 « ma paie en⁶ teill choze, que est de mon fié, amiablement : premierement hors
 « de court et après en court, et pluisours feis; et vos en avés heu plusors respis;
 « et de ce trais je bien la court à garent de ci en avant⁷. » Il peut⁸ conjurer et
 semondre le seignor aussi com voz orrés après. Et ce covient il que il die de sa
 bouche; et son conseil li peut dire belement en l'oreille mot à mot⁹ : car nus ne
 peut conjurer son seignor par autrui que par soi meismes. Le requerour peut et
 doit dire : « Sire, je vos ai requis teill choze que est de mon fié, et vous en ai de-
 « porté tant com je dui, et plus selon mon entendement, dès ores ne vous en
 « veull plus deporter : dont je vous pri et requier et semon et conjur, come mon
 « seignor, en quanque je puis et dei, que vous de huy en quinze jours, ou de de-
 « main en quinze jours, ou de près demain en quinze jours, m'aiés païé et delivré
 « de ce que je vous ais requis. Et de ce trai la cort à garent. » Les treis quinzaines
 sont dis set jours. Se les dis set jours passent sans delivrance, il deit revenir en
 la court; et bezoing y est que il y ait⁹ plusours de ceaus de la court¹⁰ qui y furent
 au comencement, et que il sachent que les quinzaines soient passées. Adonc
 doit dire : « Sire, je vous semons et conjurai et requis, si com la cort l'entendi,
 « que vous m'eussies delivré ce dont je sui merme de mon fié par les treis quin-
 « zaines qui sont passées; et vous ne l'avés fait. Dont je vous pri et requier et
 « semons et conjur, com mon seignor, en quanque je puis et doi, que de hui
 « en quaranté jours, ou de demain en quarante jours, ou d'après demain en qua-
 « rante jours, m'aiés païé et delivré ce que est de mon fié. Et de ce trai la court
 « à garent. » Se les treis quarantenes passent sans delivrance, qui sont quarante
 deus jors, le requerant peut venir en la court, et dire ou faire dire, que par
 tant com il a requis et semons et conjurré son seignor de ce de que il est mermes
 de son fié, le seignor, si com il entent, est tenu de lui delivrer, et veaut que por
 tant le face, se la court l'esgarde ou conoist. Et se le seignor ne peut dire ou
 moustrer, par raizon, à l'encontre de ce por quei demeure, la cort peut bien
 esgarder et conoistre que assés en a fait le requerant, et que sa paie ou la deli-
 vrance de ce de quei il est mermes de son fié, doit aver sans delai.

¹ Esclazir. A. — ² Dou seignor. D. T. Dou conquereor. E. — ³ Et faire. B. — ⁴ b. D. E. T. — ⁵ Et se le terme
 passe. B. Et se il passe le jor. B. — ⁶ Ou. b. D. E. T. — ⁷ Le chapitre xxviii^e du manuscrit B, dans Philippe
 de Navarre, commence aux mots : *Desci en avant*, sous cette rubrique : *Coment l'ome puet conjurer son sei-
 gnor et semondre et pourquoi*. Il s'étend jusqu'au chapitre xxxviii^e du manuscrit A. inclusivement, sans com-
 prendre cependant les chapitres xxxvi et xxxvii, qui forment les chapitres xxix et xxx de B. — ⁸ De ci en
 avant l'ome puet. B. — ⁹ B. b. Aent. A. — ¹⁰ B.

* Il y avait, dans les procédures judiciaires, des de-
 mandes ou des réponses qui étaient sacramentelles, et
 que les parties devaient articuler elles-mêmes; mais
 on voit que, dans ce cas, les conseils soufflaient encore
 aux parties les propres paroles qu'elles devaient em-

ployer. Pour comprendre que la cour permit ainsi aux
 conseils de s'interposer entre elle et les plaideurs, et
 d'annuler, par le fait, la disposition de l'assise qui or-
 donnait que telle parole fût dite par la partie, il faut se
 rappeler que les conseils étaient les pairs des juges qui

CHAPITRE XXXIII¹.

Coment l'ome puet conjurer son seignor et semondre, et pourquoi.

Quant² la cort a ce esgardé ou coneu, le requérant sera à choiz de deus chozes. L'une si est qu'il peut dire ou faire dire en la court : « Sire³, come choze « est⁴ par les erremens qui ont esté, que la cort a esgardé que, par usage ou par « assise, ai mon seignor mené à ce que je doi de ce que⁵ je sui mermes de mon « fié, et que il me doit paier et delivrer sans delai; laquel choze il n'a encore « faite : dont je, par l'assise, se elle y est, ou par l'usage dou servize que je li doi, « de cestui fié le guage; et de ce trai la cort à garent. » Et ensi peut on⁶ gaiger renablement⁷ son seignor de son servize; et jusqu'à l'oure que il ait ce delivré il ne li fera servize de son cors ne de compaignon, se il le deit, de celui fié, ne hernés⁸ tenir, se il ne veaut. Et quant le seignor li rendra ce que il li deit de son fié, il covendra que il li rende aussi bien la quantité dou tens qu'il n'a servi, puis qu'il le guaga, com il fera la quantité dou tens que il servet, se il peut aver recort de court de ce qui est dessus dit. Mès por ce que tens esloingne et court, si oblie plus tost pluisours chozes que une soule; se il fait que sage, quant les treis quinzaines et les treis quarantenes seront passées, et il veaut guager son seignor dou servize, il dira ou fera dire, que, por tant com est venu, il veaut guager son seignor de servize que il li doit⁸, se la court l'esgarde ou conoist que faire le puisse ou doie. Et se la cort fait esgart ou conisance, de ce legierement sera recordé, se besoing est, et l'ome sera hors de perill. Et se le seignor seuffre⁹, un an et un jor après ce que l'ome l'aura guagié si resnablement, com il est dit dessus, que il ne l'ait delivré enterinement de ce que il est mermes de son fié, il peut, s'il veaut, forpaïser¹⁰, ou servir, s'il veaut, autre seignor en la terre où il est, ou en autre, sans mesfaire au seignor. Et couvendra que il seit en la fin païé aussi bien dou tens qu'il n'a mie servi, come dou tens qu'il aura servi le seignor ains¹¹ que il le guagast dou servize^b.

¹ Le titre de ce chapitre est celui que nous avons indiqué précédemment. — ² Dans B. (voyez p. 508, note 7), ce chapitre est à la suite immédiate du précédent, sans division; les autres, jusqu'au XXXV, suivent également. — ³ B. — ⁴ *Ce neve chose se est.* B. — ⁵ *Et de ce que.* B. — ⁶ B. b. — ⁷ *Resnablement.* B. b. — ⁸ B. b. *Que il li doit de celui fié.* b. — ⁹ *Demore.* b. — ¹⁰ *Forpasser.* B. — ¹¹ *Que il n'a mie servi le seignor et que a servi à autrui ou païs ou dehors, come dou tens que il a servi le seignor, ains.* b.

siégeaient, et que ceux-ci n'avaient aucune juridiction sur eux. L'autorité nécessaire pour maintenir ou faire rentrer les conseils dans la stricte exécution de la loi, manquait aux cours d'Orient.

^a Par *hernés*, il faut entendre les chevaux de guerre et tout ce qui était nécessaire pour le service militaire; cependant les chevaliers qui avaient leurs chevaux *au restor*, c'est-à-dire dont le roi devait remplacer ou payer les chevaux, quand ils venaient à les perdre, n'étaient tenus qu'à se fournir d'armes et de harnais; voilà pourquoi, dans le langage ordinaire, on distinguait la chevauchure du harnais. Nous lisons dans l'acte de renonciation de Gibert d'Assaly, grand maître de l'ordre de

Saint-Jean de Jérusalem : *Post istam quippe appellationem et preceptoris invocationem, preceptor O. nominatum prefatum P. et socium suum F. P. de equitaturis et arnesio suo spoliavit.* (Paoli, t. I, p. 231.)

^b On voit combien étaient faibles les liens qui unissaient le possesseur d'un fief de soudées à son seigneur. Des feudataires de ce genre n'étaient que de simples soudoiers, servant pour une solde annuelle et retrouvant leur indépendance dès l'instant que le paiement de leur solde était arriéré.

Ibelin a reproduit et développé, dans ses chapitres CCXXXV et CCXXXVI, p. 373-380, l'opinion que Narvarre présente dans ce chapitre et dans le précédent.

CHAPITRE XXXIV¹.

[De ce meismes.]

En² ce peut aver grant damage le seignor, et l'ome profit, se il³ tient grant partie de son fié et est mermes de poi. Et se il est mermes dou plus, et l'ome ne veaut sivre⁴ l'autre maniere dessus dite, il se peut prendre à l'autre qui est desous devizée. Tantost come l'esgart est fait que le seignor le⁵ doit delivrer son fié et de ce dont il est mermes sans delai, se le seignor ne li fait, il peut prier et requerre et semondre et conjurer ses pers, que il constraignent le seignor que il li tiegne ce qu'il ont esgardé; et que il face à celui qui est lor per ce que faire li deit par lor esgart. Et se le seignor ne le fait, il le devient guager de lor servise jusques à l'oure qu'il ait parfaitement forni lor esgart. Et por la foi qui est entre seignor et home, l'ome ne doit riens faire de tout ce que est dessus dit, se il n'entent certainement que il le puisse faire leiaument. Et se le seignor entent que son home li requiert raizon, et il a pooir de l'amender, il ne deit nient souffrir ne atendre⁶ ce que est dessus escrit, ains le deit delivrer tantost por sa fei aquiter. Et s'il n'a poeir dou delivrer, il ne l' deit encombrer par point de plait, ains deit souffrir que l'ome parveigne à sa raizon et à son profit par les assises et par les us où il deit querre fin, s'il la peut trover. Mais au commencement de la requeste, ains que le seignor soit semons ne conjuré, il se deit travailler de saver la quantité certainement. Et se l'ome requiert outrage, il le peut faire esclarzir en la court : le seignor y aura henor, et honte l'ome. et se il avenist que l'ome se hastast de conjurer son seignor avant que il l'eust requis⁷ si com il est dit devant, ou avant que la quantité fust esclarzié, se il ne fust demoré ou seignor si come il est devant dit, le seignor⁸, se il veaut, il se peut clamer de l'ome à lui et à sa cort, et dire que il entent que l'ome le semont et conjure autrement que il ne deit, come celui qui devant ne l'avoit requis si come il deust, et que il l'a conjuré de choze⁹ qui n'est coneue et esclarziée, et par lui n'est demoré que ele ne le seit¹⁰ : dont il veaut aver tel raizon come la court esgardera que aver l'en doie. L'ome peut respondre que il l'a fait à boune fei, come celui qui entent estre certain que l'on li deit; et peut dire que la dete de l'ome dou seignor¹¹ est tousjors provée par son assenement^a. Et se le seignor veaut dire que il entent que l'ome est païé par bailli ou par apautor, le bailli ou l'apautour le deit prover par apodixe ou par garens convenables. Et se la paie est faite devant le grant bailli ou devant les escrivains en la secrete^b, se est assés.

¹ Voyez p. 510, note 2. — ² Et. B. — ³ Se l'ome. B. — ⁴ Et est merme dou plus, l'ome ne veut ne ne doit sivre. B. — ⁵ Li. B. b. — ⁶ Ni entendre. B. — ⁷ Que la requeste. B. — ⁸ b. — ⁹ De dette. A. — ¹⁰ Que ele ne li soit mise desus. B. — ¹¹ De lui qui est fievé. B. b.

^a L'assenement prouvait que le seigneur devait une rente annuelle et non qu'il ne l'eût pas payée.

^b Du Cange n'a pu retrouver que quatre personnages qui aient été revêtus de la charge de grand bailli de la Secrète du royaume de Chypre; ce sont : Jacques de Flory, en l'an 1315; Thomas de Picquigny, en 1330;

Philippe Prevost, en 1376, et Rénier de Scolar, en 1383. (*Hist. des princ. de Chypre, etc. ms. Glossarium, verbo Secreta.*) Loredan, l. IX, p. 399, qualifie ce dernier « capitano della Secreta. » Il est probable, mais nous n'osons pas l'affirmer, qu'une pareille fonction existait dans le royaume de Jérusalem.

CHAPITRE XXXV¹.

Quant hom conjure ou contraint ou semont son seignor autrement que il ne doit, sanz ce que il ne l'ait à faire, quel amende le seignor en deit avoir².

Quant le seignor et l'ome entendent³ tout ce que est dessus escrit, se il se metent sur cort en esgart ou en coneissance, se il est ensi que l'ome ait semons et conjuré son seignor avant que il l'ait requis par plusors feis en cort, si com il deit, de ce de quei il est mermes de son fié, si com il est dit au coumencement; je entens que la cort dira que son conjurement est⁴ nul, et que de ce ne feront il jà recort ni esgart ne coneissance encontre le seignor, jusques l'ore qu'il l'ait amendé au seignor, et qu'il l'ait requis tout avant⁵ sans semondre et conjurer si com il deit⁶, et l'amende que le seignor en deit aver, se come je entent, si⁷ est que l'ome se deit agenoillier devant le seignor en la court, aveuc tant⁸ de ses amis com il porra avoir, et il deit crier merci, et dire, par la fei que il li deit, que il l'entendeit qu'il le peust faire resnablement; et por ce meismes que il qui deit⁹ estre certain de la dete, et qu'il ne l'fist à son ensient, por l'amerment dou seignor. Et adonc doit prier tous ses pers¹⁰ que il deient prier¹¹ le seignor qu'il li pardoinst. Et il l'en doivent paier, et il li deit pardonner ce que il le conjura avant que il li eust requis en cort sa dete plusors feis sans semonse et sans conjurement. Et s'il avenist qu'il peust estre prové, si com il est dit dessus, que l'ome ait esté païé de la quantité, si com il est dessus devisé, dont il a¹² conjuré son seignor, ou de partie, perdra l'une partie pour l'autre, se le seignor veaut. Et pis y a encore que se il a en la court aucun des homes dou seignor qui vozist celui grever, il li peut metre sus et dire que il est foimentie vers son seignor¹³ et li volet tolir le sien, come celui qui li a requis en court ce que il ne li devait et l'en a semons et conjuré autrement qu'il ne deust, et en lui n'est demoré que il n'ait le seignor disfamé; car il n'est pas henour au seignor quant il ne paie son home sans conjurement. Et se il veaut dire que il ne saveit ne entendeit qu'il fust païé, et que celui ment mot à mot de ce que il li met sus, l'autre peut dire qu'il deit neier¹⁴ et celui ment, et il est prest de moustrer li de son cors contre le sien tout ensi come la court esgardera, et quant ce. Se l'autre¹⁵ s'en veaut deffendre franchement et il offre son cors si come l'autre, et il tendent andeus lor guages, le

¹ Voyez p. 509, note 2. — ² Ce chapitre se trouve placé dans D. E. T. parmi les assises de la Haute Cour, avec cette rubrique. Il a dans la Thaumassière le n° cclvi. Voyez p. 508, note 7. — ³ *Auront dit.* b. d. E. T. — ⁴ *N'est.* b. — ⁵ *Que il ait fait amende au seignor de ce que il a requis.* b. — ⁶ Le chapitre ccl de b, dans les assises de la Haute Cour, finit ici. La suite forme le chapitre ccxlii du même manuscrit, correspondant au ccxxviii^e de A. — ⁷ b. b. d. E. T. — ⁸ *Tans.* A. — ⁹ *Que il entendoit.* b. b. d. E. T. — ¹⁰ *Touz ceaus qui sont en sa compaignie.* b. — ¹¹ *Qu'il prient.* b. — ¹² *Dont il l'a.* A. — ¹³ Ce qui suit n'est pas dans T, qui finit ainsi le chapitre, après les mots *vers son seignor : Et il y aura bataille se le seignor le veaut souffrir, si com est devant dit, ou se celui qui est appelé s'en seit et veaut deffendre. Et, pour ce, se doit chascun garder de rien querre dou seignor, se il n'est mout certain avant que il requiere riens au seignor, ne destraigne, ne conjure de sa foi.* — ¹⁴ *Peut dire que il dit voir.* b. — ¹⁵ *L'esgardera et quant. Se l'autre.* b.

* Depuis les mots *l'ome se deit agenoillier*, tout ce qu'on lit ici se trouve exactement dans le chapitre ccxxviii d'Ibelin, p. 382. La plus grande partie de nos renvois

au Livre d'Ibelin indiquent, non de simples paraphrases de cet auteur sur divers endroits du livre de Navarre, mais des emprunts textuels.

seignor peut bien recevoir les guages, se il veaut, et la court peut bien esgarder la maniere de la bataille et le jor. Mais se le seignor veaut, il peut bien resnablement desfaire celle bataille, et cortoisement peut paier les deus parties ¹ : car il peut dire à l'apelour : « Je enten bien que tu, por ta fei aquiter vers moi et por mon profit, » a ce dit ² et offre come celui qui cuide bien que ce soit veir; et je entens bien « que celui qui me demanda ce de que il est mermes de son fié le fist à bone fei, » por ce que il entendeit ensi : et je vous tiens andeus à proudes homes et loiaus. » Et coument que ce soit la querele ³ est meu ⁴ et le proufit ou le damage, se il y est. Et nus ne se deit conbatre d'autrui querele, se le seignor de la choze ne veaut. Ensi peut ⁵ li sires desfaire la bataille avant les guages dounés, et après, se à lui plaist. Et ensi le doit bon seignor faire, se il n'entent certainement que son home soit vers lui mesfait. Et au coumencement de l'apel peut bien celui qui est apelez ⁶ eschiver la bataille, se il veaut, s'il ne laisse por doute de honte, il peut dire que il ne requiet à son escient que ce que il entendit que ⁷ son seignor li deveit, et peut desmentir l'apelor mot à mot de quanqui li a mis sus, et neier et deffendre, et dire que il est prest de neier et deffendre tout ensi come la court esgardera que neier et deffendre le doie. Et se ensi le fait, la cort n'esgardera jà que bataille y ait, à mon escient.

CHAPITRE XXXVI⁸.

Ici orrés autre maniere de conjurer son seignour ⁹.

Autre maniere de conjurement y a, que plusors homes ont fait maintes fois as seignors, et dient ¹⁰ : « Sire, vous me devés tant ou teil choze qui est de mon fié; ou « vous me faites teil outrage de teil choze, ou vous ou vos gens : et de tant sui « mermes de mon fié. » Aucun l'ont dit ensi, et aucuns dient si com j'entens : « Dont je vos pri et requier et semons et conjure, come mon seignor, par la fei « que vous me devés, que vos, ains que vos mangiés ne beveis, ou ains que vous « parteis de çaens ¹¹; » et teil y a qui dit : « ains que vous remués vos piés, » ou « ains « que vous partiés de cest palais ou de cest païs, » se le seignor est sus muete ¹², « me facés delivrer, ou paier, ou amender, ou rendre ce que est de mon fié. » Teil conjurement est moult mauvais ¹³ et outrageus ¹⁴; mais toutevoie le seignor, par sa fei garder, se sa conscience li done que l'ome le requiere dreit, il ne deit regarder à l'otrage de l'home, ains li deit amender et faire sa requeste maintenant, se il peut; et se il ne peut, il le ¹⁴ deit requerre respit covenable, et l'ome li doit doner. Et se le seignor n'est cleir de la requeste, il li peut demander respit covenable et d'enquerre et esclarzir le fait, et il deit aver respit. Et se le seignor entent vraiment que son home li requiert tort, il se peut clamer de lui, si com il est dit

¹ B. — ² *As cé (assez), dit.* B. — ³ B. *La gere.* A. — ⁴ *Est moie.* B. — ⁵ *Tout en ceste maniere puet.* B. — ⁶ B. — ⁷ B. — ⁸ Chapitre xxix^e de B. Voyez p. 510, note 2. — ⁹ *D'autre maniere de conjurement à son seignor et que il soit par devant court.* B. — ¹⁰ B. — ¹¹ *Ceens.* B. — ¹² *Ce est se le seignor est sur mente.* B. — ¹³ *Chaitif.* B. — ¹⁴ *Li.* B.

* C'est le conjurement extrajudiciaire, ou *de lui à lui*, faire trois fois, mais non pas dans les termes absolus qu'Ibelin recommande au vassal (c. ccxl, p. 385) de et irrévérents que Navarre rapporte.

en l'autre chapistre dessus, et aura l'amende motie, se l'ome ne li aveit faite la requeste de cele meisme choze en cort, si com il est dit devant, ains que il le conjurast de teil maniere ¹ de conjurement, où il n'a quinsaines ne quaranteines, ne peut l'ome guager son seignor de servize, ne conjurer ses pers que il le guagent ².

CHAPITRE XXXVII³.

D'autre maniere de conjurement à son seignor, quant aucun home est manacé d'aucun autre⁴.

Un autre maniere de conjurement y a que l'ome peut faire au seignor. Quant un home est menacé ou est en peril d'aucun content ⁵ que il a aucun autre riche home ou povre, il peut venir devant le seignor et dire li : « Sire, teil home me menace, ou je sui en teil peril; et je entent que je ai dreit, et celui tort; et sui prest que par vous, qui estes mon seignor, ou par vostre court, ou par vostre comandement, ou par mise de bone gent, en soie à dreit, tout enssi com vous commanderés. Et ce faisant, je vous pri et requier come mon seignor, et par la fei que vous me deveis, que vous de ce me faites assaver ⁶ et me maintenés à dreit, selonc vostre poer. » Je enten que le seignor li deit respondre que il enquerre celui fait, et que il l'adrecera, s'il peut, ou par cort ⁷ ou par aucunes manieres qu'il li a offertes. Et se l'ome veaut ce faire qui li a offert, et l'autre home est dou seignor, il deit bien requerre l'autre que il l'asseure et en receive dreit par aucunes des manieres desus dites; et li deit faire grant deffense que il outre ce rien ne li face; et se rien en avenist sur ce, il en deit faire curiouslyment raison et ⁸ quanque il porra, par sa court. Et s'il n'est son home, il deit maintenir celui qui est son home et deffendre le en bone fei, se il ne defaut de ce que il a offert au comencement, ou s'il n'est plus tenu à celui à qui il a plus à faire⁴.

¹ *Que il le conjurast. Et de cele maniere.* B. — ² *De leur servise.* B. — ³ Chapitre xxx^e de B. — ⁴ B. — ⁵ *Contenz.* B. — ⁶ *Assurer.* B. — ⁷ *Ou par paiz.* B. — ⁸ B.

* Il s'est trouvé à toutes les époques de cette période de l'histoire moderne, que tant d'écrivains se sont étudiés à peindre sous les couleurs les plus noires, des gentilshommes qui, étant versés dans la connaissance des lois, ont fait entendre aux seigneurs les conseils de la modération et de l'équité; et cette longue série de nobles écrivains qu'ouvre Navarre, a été fermée dans le siècle dernier par le prince de Conti, dont le *Traité des devoirs des seigneurs*, à la suite du *Traité du gouvernement des communes*, par Fréminville, Paris, 1760, in-4°, témoigne des efforts que les chefs de la société féodale n'ont cessé de faire pour subordonner l'exercice de leur pouvoir aux règles de la charité chrétienne. Il était malheureusement dans la nature du système féodal de sanctionner l'asservissement de la classe la plus nombreuse de la société; mais il serait injuste de ne pas reconnaître que les doctrines publiées, sans contestation, par Ibelin et par Philippe de Navarre, eussent pour résultat de limiter le pouvoir seigneurial, et de mettre, en regard de ce pouvoir, des obligations qui devaient lui servir de justification. Les Assises nous montrent toujours une cour

féodale placée près du seigneur et chargée par la loi de l'éclairer et de le diriger. Il est difficile de comprendre que la violence pût devenir un moyen usuel de gouvernement quand la délibération était ainsi unie à l'action, et quand les passions du seigneur avaient pour contre-poids une assemblée de vassaux, dans le sein de laquelle régnaient les idées qu'Ibelin et Philippe de Navarre recueillent et développent avec un soin religieux. Les livres de jurisprudence sont, par leur nature, placés hors de l'influence des passions politiques qui trop souvent dénaturent le caractère des compositions historiques. Un jurisconsulte commente une loi obscure, éclaircit une jurisprudence ambiguë, répand des idées utiles, mais abstraites, et ne songe ni à attaquer, ni à défendre le mérite des institutions politiques. Il serait donc à désirer que l'on consultât davantage des écrits de ce genre, quand on veut se former une opinion sur des temps qui ne sont guère jugés que d'après des faits exceptionnels. Voyez, sur les devoirs des seigneurs, les belles paroles de Pierre de Fontaines, c. 11, p. 78, et le chapitre viii d'Ibelin, p. 31.

CHAPITRE XXXVIII¹.Des conjuremens que les homes font as seignours^{*}.

Tout ce que est desus escrit des conjuremens que les homes font as seignours dou fait de lour fiés, et la force de toutes les paroles dessus dites, devisa et dist le preudome monseignor de Baruth le vieill, deus feis, l'un après l'autre, en la plaine court, devant le rei Henri, ou grant palais et bas², et là out³ plusors plaidours, qui tous s'acorderent et distrent que il entendeient que tout ensi esteit veir com il ot retrait. Ce sont les tesmoins qui y furent : messire Guillaume visconte, messire Herneis, messire Renaut Forsson, messire Pol de Naples et sire Phelippe le Beau, sire Raymon de Conches, qui estoient moult sages borgeis, et qui veneit et plaidoit moult souvent en la Haute Court. Et je y fu qui l'oï et entendî tout ensi. Et pluisours feis mis je puis mon seignor à raizon d'aucun de ces poins, et il, qui Dieu face veraie merci, dist et enseingna⁴ volontiers son avis, et me souvient bien por que ce avint : car le rei et li home liege avoient juré à tenir les us et les assises dou royaume de Jerusalem. Et le rei Henri⁵ esteit povre⁶ et avet moult despendu au siege de Cherines, et devoit à ses homes qui ont les assises et à ceaus qui ont les esteveirs⁷; et l'om li queret moult de detes dou tens de sa mere; et pluizors gens, qui avoient entendu que l'oume peut conjurer son seignor, selon l'usage dou royaume de Jerusalem, de ce dont il est mermes de son fié, veneient en court et le conjurerent, et ne saveent coment. A cele feis avint que sire Guillaume Raimont vint devant le rei et la court, et une grant masse⁸ de gent o lui, dont aucuns furent chevaliers et le plus sergens, qui avoient estovers à court. Sire Guillaume, qui cuida bien faire, conjura le rei et le semont por lui et pour les autres. Adonc se leva monseignor de Barut et dit : « Messire Guillaume, mon seignor le rei se deit⁹ moult loer de vos et de tous les autres, et especiaument de vous, qui l'avés aussi come norri, et il n'a talent de vos prendre à point ne de vos grever. Mais, sauve vostre henor, il senble que vos ne savés mie bien les us et les assises dou royaume de Jerusalem, et je, qui moult me lo à Dieu et à tout le siecle de vos et des autres homes, le rei vous retraira volontiers en cest endret ce que l'on en entent et ce que je en ai oï et seu par le rei¹⁰ Aymeri¹¹, qui moult en savet, et par messire Rau¹² de Tabarie et par autres sages gens plusors. Et se je rien y fail ou oblie, il y a saens¹³ pluizors sages homes qui y amenderont et en diront ce qu'il entendront. » Quant il ot ce dit, sire Guillaume Raimont et toute la court l'en mercierent moult; et sire Guillaume s'agenoilla

¹ Fin du chapitre xxviii^e de B. Voyez p. 510, note 2. — ² B. — ³ B. Ou. A. — ⁴ Et plusors foiz le mis je puis de ce à raison, et monseignor de Baruth meismes aussi mis je à raison d'aucuns poinz de ce, à qui Diez face merci; et il m'en dist et enseigna. B. — ⁵ B. — ⁶ Y estoit pour ce. B. — ⁷ Estovoirs. B. — ⁸ Amassée. B. — ⁹ Se opuet. B. — ¹⁰ Ré. A. — ¹¹ Haymeri. B. — ¹² Raoul. B. — ¹³ Ceenz. B.

* Ibelin copie ce chapitre (c. ccxxxix, p. 383); seulement il y introduit quelques changements indispensables; ainsi il appelle le sire de Baruth *monseigneur mon oncle*. Navarre ayant assisté à ce débat important, il est surprenant qu'Ibelin, qui puisait avec tant de li-

berté dans son ouvrage, ne l'ait pas seulement cité. Le comte de Jaffa paraît, au surplus, s'être imposé la loi de ne jamais rendre hommage à la science de son prédécesseur, de l'ami le plus ancien et le plus dévoué de sa famille.

devant lui, et il l'en leva moult cortoiselement. Adonc vint en la plaine court, et par deus feis, l'une après l'autre, dist tout ce que est dessus devizé et dit ^a.

CHAPITRE XXXIX ¹.

Ici orrés coment l'on peut et ² doit conjurer ses pers.

Vous avés oï les sermones et les conjuremens que l'om peut faire au seignor, quant il est mermes de son fié, après orrés coment et de quei home liege peut requerre et conjurer ses pers. S'il avient que l'ome requiert au seignor escheite qui escheue li seit, ou aucune autre requeste, et en la fin de sa parole en requerre esgart, et le seignor le delaie en aucune maniere et ne se prent à l'esgart de l'ome que il a premier requis, et l'ome li requiere par pluisors feis; se le seignor sur ce par aucun point le defuit, l'ome peut bien requerre et conjurer ses pers, qui sont en la court, que il doivent prier et requerre le seignor, si destretement com il pevent et doivent, que il li face aver son esgart premier requis, et que il le maint ³ raisonablement par sa court com son home; et li home liege ⁴ en doivent requerre le seignor tout ensi come lor per en a requis. Et s'il a en la cort poi d'omes lieges ^b, celui qui requiert peut aler hors de la court et assembler ses pers là où il porra ⁵; et se il ne les peut assembler, il peut aler à chascun, là où il le trouvera, et requerre et conjurer les come ses pers, que il veignent en la court, priant et requerant au seignor que il l'entende et escoute sa requeste, et le maint à dreit par esgart de sa court ^c; et s'il li a requis esgart, que il li face aver, ou il en fournisse dreit par l'esgart de sa court. Et ses peirs le doivent faire tout ensi sans failli. Et s'il avenist que le seignor ne les en escoutast, et par lor esgart et par lor coneissance ne vausist fornir dreit à lor peir, ou li fauzist d'esgart, il pevent et doivent aussi bien guagier leur seignor ⁶ de lor servizes por ce com il fereient par aucun ⁷ esgart, se il l'ont fait, et le seignor ne le tient et ne fornist, se lor per les requiert que il ensi le facent. Et que il de tout ce que il en auront veu et seu se contiegent ⁸ vers lui come vers lor per ^d.

¹ Chapitre xxxi^e de B. — ² B. — ³ B. Il maint. A. — ⁴ Et les pers et les homes liges. B. — ⁵ Tant come il en porra avoir. B. — ⁶ B. — ⁷ Pour ce que il covient pour aucun. B. — ⁸ Se contiegnent. B.

^a Cette intervention des pairs était un moyen simple et efficace de maintenir les droits des vassaux et de prévenir les actes arbitraires des seigneurs, mais l'emploi d'un semblable moyen n'était nécessaire que dans un pays où l'autorité royale n'avait pas assez de force pour garantir à chacun l'usage de son droit. Dès qu'en France la royauté eut reconquis ses prérogatives, à elle seule fut imposé le devoir de réprimer les dénis de justice des seigneurs. « Quant aucun seigneur subiect du roy, lit-on dans le *Grant Coustumier de France*, l. II, c. XXI, refuse à aucun son vassal de le mettre en sa foy, il peult impetrer unes lettres de iustice par laquelle il est mandé au iuge royal comme au baillif que à la requeste du complaignant il commande au seigneur qu'il le reçoive. »

^b Une cour était légalement constituée par la présence de trois liges.

^c Il y avait d'autres moyens d'assembler une cour (*Livre d'Iselin*, c. CCXVIII, p. 348), mais ces moyens étaient à la disposition du seigneur, et l'assise pensait, avec raison, que le seigneur les voudrait d'autant moins employer, que la cour était légalement constituée, et qu'il s'agissait d'obtenir justice contre lui. Elle laissait donc au vassal le soin de garnir la cour de ses amis.

^d Voyez le *Livre d'Iselin*, c. CCII, p. 324; c. CCIII, p. 325; c. CCX, p. 335. Cet usage du conjurement avait quelque chose de noble et de fier, mais il réduisait à rien le pouvoir des seigneurs. Le refus du seigneur de faire droit ou d'exécuter un jugement reposait sur des motifs que ce seigneur croyait valables; or il ne pouvait recourir à aucune autorité pour faire apprécier ces motifs et décider entre lui et ses vassaux, tandis que ceux-ci étaient, par le moyen du conjurement, admis à se faire justice par eux-mêmes.

CHAPITRE XL¹.

Ici orrés de celui que li sires dessaisist ou fait dessaisir de son fié sans esgart de court.

Se il avient que aucun seignor dessaisist son home de son fié, de tout ou de partie, sans esguart de court, et le seignor fust present en cest païs; ou s'il avenist que le seignor fust hors dou païs, et mandast comandement ² à son bailli que il dessaisist son home sans esgart de court; celui qui est dessaisi peut requerre et conjurer ses pers que il viengent avant le seignor, et s'il l'a fait, ou devant son bailli, se le seignor n'i est ³, et li requierent d'estre à jugement ⁵ que il remete lor per en la saisine et en teneure de ce que il l'a dessaisi sans esgart de court. Et se il ce ne fait, le desaisi ⁴ peut requerre et conjurer ses pers, par l'assise qui fu faite au roiaume de Jerusalem quant l'om fist les legietes au chief seignor des vavassours des riches homes por le content qui fu entre le rei Amauri et messire Girart seignor de Saiete, que ses pers voient avec lui et li aident et donent force et pooir, que il puisse entrer en sa saisine: et sans faille enssi le deivent il faire, et ensi fu il fait à Acre, quant l'emperour manda que monseignor de Baruth et ses nevous et ses autres amis fussent dessaisi de lor fiés d'Acre. Et là fu recordée et retraite l'assise si come vos l'orrés entre les autres.

CHAPITRE XLI⁵.

Ici orrés se aucun des homes liges fust mis en la prison dou seignor sans esguart ou conoissance de court, coment sa fame ou ses enfanz pevent prier ses pers ⁶.

Se il avenist que aucun home liege fust mis en prison dou seignor sans esgart de cort, et la feme ou les anfans ou aucun de ses amis le feist assaver as homes lieges et lor requist, de par lui qui est lor per, que il ce ne souffrissent, il doivent requerre au seignor que il le delivre; et se il ne le ⁷ veaut faire, il doivent aler aveuques lui qui est message de lor peir, et li doivent doner force et poeir que il le gietent ⁸ de la prison, se le cors dou seignor ne le deffent; et se il le deffent, il le deivent gagier de lor servizes tant que il l'ait delivré. Et se aucun bailli l'eust mis en prison et le seignor ne fust au païs, ou s'il avenist que aucun autre riche home ou povre l'eust mis en prison, quant ⁹ le seignor sereit hors dou païs, ses pers meismes le deivent delivrer si tost come il en seront requis; et se le seignor est present, à lui deivent requerre que il le delivre.

¹ Chapitre xxxii^e de B. — ² B. *Comandant*. A. — ³ *Et li requierent destroitement*. B. — ⁴ B. *Le saissi*. A. — ⁵ Chapitre xxxvii^e de B. — ⁶ B. — ⁷ B. *Ne l'*. A. — ⁸ *La force et le pooir que il porront de mettre le hors*. B. — ⁹ *Tant come*. B.

^{*} En l'absence du seigneur, le bailli pouvait réunir une cour et y remplir les fonctions du seigneur, ainsi que cela avait lieu en Europe; mais la présidence de

la Haute Cour appartenait au connétable, quand le roi était absent ou empêché. (*Livre d'Ibelin*, c. cclvii, p. 410.) Cependant l'autorité royale ou seigneuriale n'ayant jamais

CHAPITRE XLII¹.

Si est se le seignor se corroce à aucun de ses homes liges, et sanz esgart et sanz conoissance de court, le veut geter de toute sa seignorie et de tout son pooir².

Se le seignor se corouce à son home, et entent et dit que l'ome li a mesfait ou fait mesfaire, et sur ce, sans esgart de cort, le congée³ et le veaut geter de toute sa seignorie, l'ome peut venir à ses pers, là où il les trouvera, en court et hors de court, et dire lor que de ce que son seignor li met sus il n'i a coulpes et que il est prest de soi aloiauter et de former en dreit par lor esgart : et, ce faizant, il lor prie et requiert et conjure, come ses pers, que il de ce se portent vers lui si come il deivent. Si peir deivent venir devant le seignor et prier le et requerre que il maint son home à dreit par sa court. Et se il ne le fait, il deivent dire que il ne feront riens pour lui tant que il ait fait ce ou laissié son home en pais. Et tant plus deivent il dire au seignor, car il⁴ garderont et meintendront lor per fornissant dreit, si come il affiert⁵, contre tous les homes, sauve le cors dou seignor ou d'autre seignor, s'il l'ont, ou d'autre persone à qui il soient plus tenu que à lui ou⁶ avant que il fust tenu⁷ à lui. Tout ce avint dou rei Heymeri et de messire Rau de Tabarie, quant il le geta dou reaume de Jerusalem : car messire Rau conjura ses pers, et il le conduistrent devant le rei, et il dist au rei ce meismes que il aveit offert à ses pers, et tant plus que il se deffendreit de ce que le rei li metet dessus contre tous homes, dou coitron de la cuisine jusques⁸ au cors le rei^a. Et le rei se corsa⁹, et n'en vost riens faire. Les homes l'en requistrent aigrement, et il distrent tout ce que il durent, si com il est dit dessus et devisé que l'on doit dire par son per. Et messire Rau les en mercia moult et fu moult liès de ce que il se contindrent si bien, et dist que il ne covet mie que il fussent en present¹⁰ de lui garder et meintener; car s'il teneit dou rei Heymeri trente reaumes, si le guerpiret il tous, ne jamais ne le serviret. Et tout ce que est en cest endroit si est une des branches de l'assise qui fu faite por le contens dou rei Amauri et de messire Gerart de Saiete. Adonc retraist messire Rau celle assise; et vous orrés l'assise toute enterine entre les autres^b.

¹ Chapitre xxxviii^e de B. — ² B. — ³ Et se corroce à lui sanz conoissance de court et le congée. B. — ⁴ Que il. B. — ⁵ Il a offert. B. — ⁶ B. — ⁷ B. — ⁸ Contre toz homes, neis contre le coistron de la cuisine, jusques. B. — ⁹ Courrouça. B. — ¹⁰ En cusençon. B.

eu en Orient une grande étendue, les baillis, qui étaient les représentants du roi ou des seigneurs, n'y obtinrent que peu d'influence. Ils sont rarement cités dans les actes; et parmi toutes les chartes publiées par Paoli, il en existe très-peu où il soit parlé des baillis. Nous signalerons cependant un diplôme de Baudouin III, de l'an 1156, dans lequel on lit : *Addens etiam ut regii bailiti prædicta cantaria racemorum in torcular memorati Hospitalis perhenniter afferre faciant.* (T. I, p. 35.)

^a C'est-à-dire depuis le marmiton de la cuisine jusqu'à la personne du roi.

^b Tous ces détails sur l'affaire de Raoul de Tibériade se trouvent, avec quelques légères différences

de forme, dans le chapitre cciv^e d'Ibelin, p. 327.

Raoul de Tibériade, dont nos jurisconsultes parlent souvent, et qui exerça de l'influence en Syrie et en Chypre, plus encore par son esprit turbulent que par sa connaissance du droit d'outre-mer, est rarement cité dans l'histoire. Villehardouin le nomme parmi les seigneurs qui vinrent de Syrie à Constantinople, après la prise de cette ville : « De la terre de Surie, dit-il p. 470, « n° 168, ed. de Brial, vint Hue de Tabarie et Raoul ses freres. » Raoul fut revêtu de la charge de sénéchal du royaume de Jérusalem, et signa, avec ce titre, en 1194, une charte de donation de Henri, comte de Champagne. (Paoli, t. I, p. 87.)

CHAPITRE XLIII¹.Coment et de quoi le seignor puet conjurer ses homes².

Vous avés oï comment et de quei les³ homes pevent conjurer le seignor et coment il pevent conjurer lor pers, après orrés coment et de quei les seignors pevent entreconjurer lor homes, selon ce que j'ai entendu et que il me semble et que il me membre ores⁴. Se le seignor entent que son home ait et tienge aucune choze dou seignor⁵, si come vilains, bestes ou aucun autre meuble; et le seignor li ait requis ou fait requerre, et l'ome a dit que il ne seit que ce seit en sa terre ne en son poeir, et se il peut cele choze aver, que il la rendra volentiers; et ensi s'en passe; le seignor l'en peut bien conjurer de ce meismes de sa foy, et li peut dire⁶, por la fei que il li deit, se il l'a ou peut aver en son pooir, ores ou autre feis, la choze que il li requiert, que il la li rende. Et se le seignor requiert à son home terre ou villains ou assise de bezans⁷ ou aucune autre choze que l'ome tienge aparaument, et l'ome s'en passe legierement, disant que il entent que ce est sien et de sa raïzon, le seignor le peut bien conjurer de ce meismes de sa fei, et de ce il peut doner jor que il li ait rendu ou l'en ai forni dreit. Et s'il laisse passer le jour sans plus dire ou faire, le seignor a cele choze desresnée; et pis y a encores que aucun des homes dou seignor le peut de sa fei apeler⁸. Mais se l'home dit que ce que le seignor requiert est de son fié et que il l'aqueist à son fié, et est prest de prover, come home vers seignor, tout ensi come la court esgardera, il doit estre ensi come il est dessus devizé en un chapitre qui est proprement de ce fait⁹. Et se le seignor entent que son home li default en aucunes chozes de service que il li deit, et que il seit mermes de servize de chevalier ou de sergent ou de cheval ou d'autre herneis, le seignor peut⁷ dire : « Je t'ai vertis come mon home et por ta « fei garder l'om m'a dit que tu es mermes de teil choze que est de mon servize⁸, dont je te conjur, par la fei que tu me deis, que tu me conoisses la « verité, et se defaute y a, que tu le me amendes. » L'ome le deit faire tout ensi come le seignor le requiert. Mais se l'ome cuide ou entent que il n'est pas ensi, il peut respondre au seignor : « Sire, je sui vostre home, et ai gardé et garderai « bien ma fei vers vous, si com je doi; et sachés que chascun peut dire sa vo- « lenté, jà ne seit il veir⁴. Quant il vous plaira de moi semondre de mon servise, « se de riens vous deffailloie, la paine dou default est estable et coneue. » Se celui qui a ce dit au seignor est present, paroles y peut aver et plait teil com il est devisé ès autres chapitres : mais de l'ome au seignor demeure tout sur la fei, et le seignor n'en peut aver amende, se il ne l'a semons⁹.

¹ Chapitre xxxix^o de B. — ² B. — ³ Le. A. — ⁴ B. — ⁵ Ou assise de bestes. A. Ou aucune quantité de bezanz. B. — ⁶ Egigner. B. — ⁷ B. Puet dire. B. — ⁸ De mon fié. B.

* Philippe de Navarre fait toujours reposer les opinions qu'il présente, sur ce qu'il avait entendu plaider dans les deux Hautes Cours ou sur son expérience, et ne développe jamais ses propres idées qu'avec une grande circonspection.

² C'est-à-dire aucune chose qui lui appartienne.

* C. xxxi, p. 507.

⁴ Le droit de dire en cour une parole fausse est ici formellement reconnu.

* Conformément aux principes généraux qui régissaient la foi, à l'assise et à ce que l'auteur dit dans les chapitres xlv et xlvii, pages 520 et 521.

CHAPITRE XLIV¹.

Ici orrés de l'ome qui recomande son fié au seignour².

Se aucun des homes dou seignor vient devant lui et li recomande son fié, ou se le seignor entent que aucun veaut estraire ou laisser son fié et partir de son servize en teil maniere, et le seignor est en celle heure en peril aparant de son cors ou de sa seignorie, ou se il est en champ encontre ses ennemis, le seignor li peut dire que il li requiert et deffent et conjure come son home, par la fei que il li deit, que il ne le guerpist en teil point; et de ce trait la cort à garent. Et s'il avient que l'ome s'en parte sur ce et le seignor après veaut aver dreit par conoissance de la court, et la cort coneist que le peril fust teil, bien peut coneistre que celui a perdu son fié toute sa vie³.

CHAPITRE XLV³.

Ici orrés quant le seignor semont aucun de ses homes par ses lettres ou par son⁴ banier.

Se le seignor semont aucun de ses homes par ses lettres ou par son banier ou par treis de ses homes, si com il est usé, et il i creist tant que il le conjure, par la fei que il li deit, que il au jor moti soit en son servize, et il li motist le peril en quei il est por quei il le conjure; se l'ome ne fait ce por quei il est semons, ou il ne contremande, ou dit ou fait tant que il s'en delivre par la cort, se le seignor en veaut aver dreit⁵ par la cort, l'ome pardra son fié toute sa vie, se la court conoist et entent que le peril que le seignor moti fust teil que il por ce porte teil amende. Et se il le conjura, disant que il a grant besoing de celui, sans motir de quei, le seignor n'en peut aver nule amende que celle qui est establee por le default de servize d'un an et d'un jor. Et le seignor ne deit conjurer son home, se il n'i a bien le porquoi. Et quant il dient ou font dire en la semonse et en conjurement : « Sor quanque vous tenés dou seignor, venés à teil jour; » tout ce ne monte rien, se le perill n'est moti et aparant. Et de toutes les semonces que le seignor fait par lettres ou par banier, l'ome s'en peut delivrer par son serement, se il veaut jurer qu'il ne fust semons : mais bien se gart que la fei y soit sauve, et le seignor et l'ome à semonsse et sans semonsse, à requeste et sans requeste, en dit et en fait.

¹ Chapitre XL^o de B. — ² Qui recomande son fié ou estraye ou laisse, et part de son servise. B. — ³ Chapitre XL^o de B. — ⁴ B. — ⁵ Avoir esgart. B.

* La punition n'était pas en rapport avec le délit; car le vassal ne perdait que la faculté de rentrer plus tard en possession de son fief, tandis qu'il pouvait avoir causé un grave préjudice à son seigneur en l'aban-

donnant quand il se trouvait en péril de son corps ou de sa seigneurie. Un tel acte aurait été mieux placé parmi les cas de foi mentie. Voyez le *Livre d'Iselin*, c. ccxlv, p. 392.

CHAPITRE XLVI¹.

Ici orrés coument le seignor semont son home ou fait semondre de son servise.

Se il avient que le seignor semont son home de son servize et l'ome respont : « Je n'acueil pas ceste semonsse, car le seignor me doit de mon fié, ou je sui mer-
mes de mon fié ou de teil choze qui est de mon fié; » le seignor peut bien res-
pondre, ce se est devant lui, et dire qu'il a semons ains qu'il li ait ce comandé;
et le seignor² dit que il de ce ne d'autre ne li est defaili de dreit; et se il li fait
son servize, il le recevra; et s'il ne le fait, si en sera ce que estre en devra. Se
l'ome s'en passe, por tant³ ne fera pas come sage : car jà soit ce que il soit mer-
mes de son fié, si com il dit, se il devant ne l'a requis, le seignor le porra mener
moult estreit, et moult li covendra aver fort conseil, s'il s'en puet ne⁴ s'en seit
delivrer. Mais s'il veaut estre hors de peril, il respondra à la semonse : « Mon
seignor me det tant; face moi paier, et je ferai volontiers son servize. Et se il ce
ne fait, je n'aqueil pas la semonse, ne acueillir ne la veull, se la cort ne l'esgarde.
Et se, por tant que j'ai dit, n'esgardast la cort que je deusse demourer en pais,
je yreie à mon conseil et direie et fereie tant que tort ne m'en prendret⁵. »

CHAPITRE XLVII⁵.

[Les assises ne seit on mais que par oï dire et par usage.]

Je vous ais fait mencion des assises en plusors leus, si com il se contient
dessus, et aucunes vous en ai retraites enterinement, selon mon entendement;
après voz en deviserai plusors à bone fei; et à grant doute le fai, car le seignor
et nos avons jurées les assises et les bons us et les bones costumes dou royaume
de Jerusalem, et nous les savons asseis povrement; car les assises ne seit om
mais que par oïr dire et par usage; et tenons pour assise ce que nous avons veu user
com assise, disant que l'on entent que teil est teil assise; et aucunes feis, à la
vente des fiés ou en aucun autre endroit, dit on que l'assise est fornie, que nous
ne le savons mie bien; mais qui le dit à nete consience, selon son entendement,
il ne peut autre faire^b. Moult en pevent meaus user et ouvrer plus seurement
au royaume de Jerusalem, ains que la terre fust perdue : car toutes les assises

¹ Ce chapitre suit immédiatement le précédent dans le manuscrit B, sans division ni rubrique parti-
culière. — ² B. — ³ A tant. B. — ⁴ B. — ⁵ Ce chapitre manque dans B.

^a Ibelin a approfondi la matière de la semonce dans les
chapitres CCXII-CCXXVIII de son livre, p. 338-362. Ce
que Philippe de Navarre dit ici, suffit pour faire com-
prendre combien les formalités et les causes de nul-
lité dont la semonce du seigneur était entourée, devaient

susciter de procès et affaiblir l'autorité des seigneurs.

^b Ibelin répète ces propres paroles (c. CCLXXIII, p. 429).
Cet auteur ne croyait pas que ses travaux ni ceux de ses
prédécesseurs eussent fixé les principes de la législation
d'outre-mer. Ses concitoyens pensèrent différemment.

et bons us et bones costumes, c'est assaveir aucuns us de grant auctorité, qui estoient en escrit et en garde au Sepulcre, et les apeloit om les *Letres dou Sepulcre*, por ce que chascune assise et us et costume estoit escrete par sei en un grant parchemin franchois; et si y estoient aussi bien les us et les assises de la Cort des Borgoïs, come de la Haute Court; et en chascune chartre avait le seau et le signau dou roi et dou patriarche aussi, et dou vesconte de Jerusalem aussi; et toutes les lettres estoient grans lettres tornées, et la premiere lettre dou commencement estoit une grant lettre enluminée d'or, et toutes les rebriques vermeilles. Les us et les costumes qui là estoient en escrites, furent faites par grant conseil et par grant esgart et par grant estude et par grant ordenement : car après ce que les premieres assises furent faites au conquest de la terre, avint il par maintes feis, quant les grans passages venoient, où il avoient grant plenté des sages homes, que par le rei et le patriarche, et par les preudomes dou passage, et par les homes de la seignorie, faiseit om asseis et us et costumes noveilles, et teils que en aucun cas quasset om aucunes des premieres, selonc ce que l'on entendist que profit et amendement estoit ^a. Et se aucune assise avoit esté faite à bone entencion, et aucunes gens, soutil de malice, avoient trové aucun barat porquoi l'assise fust empirié, om y osteit le barat et y meteit l'on l'amendement à l'encontre. Il y avait plusors cas ^b qui touchoient à la juridicion de l'Iglize, dont l'Iglize de Jerusalem avoit fait otroi que se teil cas venoit devant eaus, que il n'i alegeroient decrès ne decretale ne lei, ains jugeroient selon l'usage et l'assise de la terre. Et le rei et ses homes estoient tenu de plusors chozes à l'Iglize, qui bien valoient autant. Et quant il avenoit aucunes feis que aucun debat estoit en la cort d'aucune assise ou usage, par quei il convenist que l'om veist l'escrit, l'enovroit la huce où estoient les lettres à mains de neuf persones : par estoveir covenait que le rei ou aucun de ses haus homes y fust en leu de lui, et deus de ses homes lieges et le patriarche ou le priour dou Sepulcre en leu de lui, et deus de ses chanoines et le visconte de Jerusalem et deus jurés de la Court des Borgoïs ^c. Et tout ce ais je oï retraire à plusors qui ce virent et sorent ains que la lettre fust perdue ^d, et as plusors autres qui bien le savoient : car aucuns de ceaus qui les lettres garderent en aucun tens; et tout ce fu perdu, quant Saladin prist Jerusalem, ne onques puis n'i ot escrete assise ne us ne costume, par acort, ne en garde. Ce ai je oï conter et retraire meintes feis que le rei Aymeri pria

^a Tous ces détails se retrouvent dans le Livre de Jean d'Ibelin, c. III, p. 24, et c. IV, p. 25. Philippe de Navarre aurait pu ajouter que les rois de Jérusalem ne se contentaient pas de consulter leurs vassaux sur les lois à publier ou sur les réformes à introduire dans la législation, et qu'ils adressaient souvent, sur ce sujet, des consultations aux souverains d'Europe; ainsi, on possède des lettres datées de Compiègne, mars 1214, par lesquelles Louis, fils du roi Philippe-Auguste, explique au roi de Jérusalem, Jean de Brienne, la coutume du royaume de France qui portait, qu'un mineur ne pouvait être mis en cause avant qu'il eût atteint vingt et un ans, pour les biens que tenait son père à l'instant de son décès, et qui ne lui étaient pas contestés. (Chantereau le Febvre, *Traité des fiefs*, Preuves, p. 52.) Il ne faut pas en conclure qu'un accord parfait existât toujours dans les lois féodales des deux pays; il y avait trop de différence entre l'organisation politique du royaume de Jérusalem et celle de la France, pour que de nombreuses oppositions ne se manifestassent pas.

^b Les mots *plusors cas* sont essentiels pour bien comprendre le sens de cette phrase et ne pas penser que l'église de Jérusalem eût laissé abroger les lois canoniques. Il ne s'agit sans doute ici que de quelques points de juridiction contentieuse, qui ne purent être abandonnés qu'avec l'autorisation des souverains pontifes, dont la sollicitude pour les intérêts de l'église de Jérusalem ne se démentit pas un seul instant.

^c Cette manière de conserver le code des lois du royaume de Jérusalem empêcha que la connaissance de ces lois se répandît; et la jurisprudence devait, avant même la prise de Jérusalem par Saladin, avoir empiété sur le droit écrit. S'il était facile à la Haute Cour de recourir au texte de la loi, quels moyens les juges des cours seigneuriales avaient-ils de s'éclairer sur l'existence d'une assise?

^d Cette assertion de Philippe de Navarre fournit les moyens de déterminer l'époque où il écrivit, et des calculs très-simples montrent que cette époque doit être placée entre les années 1240 et 1250.

messire Rau de Tabarie, ains qu'il fust mal de lui, que il vausist que entre eaus deus et autres dis vavassors feissent escrire et renoucher les us et les costumes et assises. Et le rei disoit que il entendoit que il recorderoient bien tout et moult poi en faudreit. Et messire Rau respondi que de ce que il savoit ne i feroit il jà son pareil Remont Anciaume ne autre soutil borgeis ou bas home letré; et sans faille l'on disoit que le rei Ameri savet et avoit plus en memoire les us et les assises que nul home, mais messire Rau estoit plus soutil de lui; et por ce ne se vost entremetre le rei sans lui^a. Et quant ce que l'on faizoit si seurement, ains que la terre fust perdue, et ores y a si grant doute, si com il est dessus dit, ne voz en merveillés se je m'en doute; mais tant y a de confort, com vous orrés enprès.

CHAPITRE XLVIII¹.

[Coment celui qui dit que aucune choze est assise le deit prouver.]

Quant aucun dit que aucune choze est assise et l'autre la desoit, coment celui le deit prouver et quels est la preve. Je enten que celui qui dit que ce est assise, doit dire que les assises sont seues et provées par usage : car ce que est usé en la court, disant que ce est assise, et ce que l'on en a oï et entendu des sages homes qui jadis furent et qui asseis sorent dou fait de la court, ce tient l'on por assise^b. Ne autrement ne peut l'on saver ne prouver les assises, car elles furent en escrit ne en garde puis que Saladins prist Jerusalem^c. Et celui qui dit que ce est assise ou auteil fait ou semblant d'auteil est usé com assise au reame de Jerusalem et de Chipre où l'en tient les us et les assises dou reame de Jerusalem, d'où il requiert au seignor et à tous ces de la court, qui là sont, s'il ont veu auteil cas, com celui est, delivrer et user come assise, que il li delivrent cestui si com il en sont tenu; et se cil de la court qui là sunt ne sunt remembrant que il aient

¹ L'ordre des chapitres étant tellement interverti, dans le manuscrit de Venise, que le dernier, celui qui est terminé par une note du copiste et par le mot *amen*, se trouve être le LXXIX^e, nous avons cru devoir disposer les chapitres suivants d'une manière plus régulière, en ayant soin de rappeler les numéros du manuscrit de Venise. Ce chapitre est le LXXXI^e de A.

^a Ibelin rapporte les mêmes circonstances dans son dernier chapitre, page 430; toutefois il ne parle que de deux vavasseurs au lieu de dix, que le roi Amaury proposait à Tibériade de s'adjoindre, pour procéder à une nouvelle rédaction des Assises.

^b Les jurisconsultes d'Orient renonçaient, comme on voit, à retrouver, nous ne disons pas le texte, mais l'esprit des assises primitives, et ils acceptaient pour loi l'opinion des anciens, sanctionnée par l'usage. Ailleurs, Navarre abandonne même cette autorité, et il proclame que la seule loi des cours de justice est l'opinion de la majorité des juges, en ne craignant pas d'ajouter : « Nos livres et nos avis ne valent riens. » (C. LXVI, p. 536.) Ce n'était pas ainsi que les jurisconsultes français comprenaient le pouvoir de la jurisprudence, et le chapitre dans lequel Beaumanoir s'applique à définir l'usage et la coutume (c. xxiv, p. 122), montre combien, sur ce point,

ils étaient plus avancés que leurs émules d'outre-mer.

^c D'où il suit que la cour du royaume de Jérusalem, lorsqu'elle fixa le lieu de ses séances à Acre, commença à juger sur la tradition. On comprend que ce tribunal ait agi ainsi, car il se composait de personnes qui, peu auparavant, jugeaient encore sur une loi écrite et ne pouvaient pas avoir oublié ses dispositions; mais comment expliquer que le roi Guy, lorsqu'il établit dans le royaume de Chypre deux cours, sur le modèle de celles du royaume de Jérusalem, ne leur ait pas imposé l'obligation de se conformer à une loi positive? Cette négligence apparente s'explique par l'autorité dont jouissait la jurisprudence. Cette autorité était déjà très-grande lorsque les *Lettres du Sépulcre* existaient, car ce recueil n'était consulté que dans des cas rares et avec des formalités très-difficiles à remplir. (*Livre d'Ibelin*, c. iv, p. 26.)

ce veu, il est prest de prover tout aussi come la court esgardera que prover le doit; que ensi est usé et fait en la court dou reame de Jerusalem et en la court de Chipre^a: et provant ce, il veaut et requiert que ensi soit fait, seit assise ou usage, car aussi bien a l'on juré les us come les assises. Ores vous ai dit ce que le requérant peut dire, après voz dirai ce que à moi en semble, sauf ce que se oye meaus dire et je le coneusse, volentiers m'i acorderoie. Se la court entent que ce soit usé, si com le requérant dit, elle doit dire au seignor: « Sire, nous et « voz avons juré de tenir les bons us et les assises dou reame de Jerusalem; et « nous entendons que ce que le requérant dit est usé: dont noz dizons que ensi « le devons faire fornir. » Et se la court qui là est n'est clere que ensi seit, toutes-voies, pour ce que le requérant a dit que il est prest de prover par l'une court ou par l'autre tout aussi com la court esgardera, la court doit dire au requérant: « Vous aveis offert de prover ou par l'une court ou par l'autre: couneue chose est « que voz ne poés amener la court dou reame de Jerusalem en nostre court et « prover vostre dit, se elle n'i vausist venir de son gré; ne la vostre meisme ne « pocis voz assembler por prover; dont nous requérons au seignor que il esforce « sa court au plus que il porra à teil jour; et quant nous serons ensemble, se nous « poons le fait delivrer, nous le delivrerons; et se nos n'en somes cler et noz l'en- « tendons que noz le puissions estre par la court dou reame de Jerusalem, nous « y manderons^b. Ne autrement ne noz semble que nostre preuve puisse aleir « avant ne cheir en autre dreit. »

^a *Livre d'Ibelin*, c. cx1, p. 183.

^b La cour d'Acre conservait, sur celle de Nicosie, une supériorité de convention; car tout indique qu'il existait dans le royaume de Chypre plus de connaissances sur le droit, que dans ce qu'on appelait, à cette époque, le royaume de Jérusalem. Mais le respect de la tradition faisait considérer, à un homme aussi éclairé que Philippe de Navarre, la cour d'Acre comme le tribunal qui avait été fondé par Godefroy de Bouillon, et le portait à s'incliner devant les décisions que ce tribunal rendait, quoiqu'il fût en état lui-même d'en faire rendre d'aussi bonnes par la cour de Chypre.

Pour comprendre combien était peu fondée l'autorité de la cour d'Acre, il est utile de connaître sous quel régime existait cette cité qui, comme nous l'avons dit, p. 24, note b, était restée une propriété commune aux Croisés. Nous choisisons l'époque où cette ville retomba au pouvoir des Musulmans, et entraîna dans sa chute les derniers débris de la puissance chrétienne en Syrie. Le roi de Chypre possédait une partie de la ville, et dans l'autre il n'avait aucun pouvoir, ou du moins n'y exerçait qu'une juridiction volontaire. Les Hospitaliers ou l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, les Templiers et les Allemands ou l'ordre Teutonique, suivaient leurs règles et ne reconnaissaient pour supérieurs que leurs grands maîtres. Le roi de Sicile, Charles II, entretenait à Acre un résident chargé de protéger ceux de ses sujets que le commerce y attirait, et en outre de protester, à raison de ses prétentions au trône de Jérusalem, contre les actes de souveraineté que le roi de Chypre pourrait faire. Le roi de France y avait également envoyé un maréchal pour défendre les droits de ses sujets. Le roi d'Angleterre, le prince d'Antioche, le comte de Tripoli, les Vénitiens, les Génois, les Florentins, les Pisans, les Arméniens et les Syriens indigènes suivaient leurs lois ou leurs coutumes particulières,

avaient leurs magistrats et leurs tribunaux, et concouraient par leurs votes aux délibérations publiques. Dans l'ordre religieux il n'existait pas une plus grande harmonie, car en face du patriarche de Jérusalem se trouvait le légat du Saint-Siège. « Non è dunque maraviglia, dit Loredano, l. IV, p. 153, se la mostruosità di questo corpo producesse effetti cattivi. » En admettant que la Haute Cour ait pu établir son autorité au milieu de ce conflit de juridictions rivales, il faut avouer que cette autorité devait s'exercer bien difficilement. Aussi la cour de Syrie, qui siégea cent quatre ans à Acre et seulement quatre-vingt-huit à Jérusalem, entretenait-elle avec celle de Nicosie des relations fréquentes et directes. Lorsqu'une question de droit embarrassait une des deux cours, elle envoyait consulter les magistrats de l'autre, et de cette façon l'unité de jurisprudence se maintenait en Syrie et en Chypre, comme si ces deux états n'eussent formé qu'un seul royaume. Quand le gouvernement vénitien voulut, en 1531, faire traduire du français en italien les livres de jurisprudence qui avaient cours dans l'île de Chypre, les commissaires chargés de ce travail signalèrent, dans un rapport adressé à ce gouvernement, l'existence et l'importance d'un volume qui contenait les sentences rendues par les Hautes Cours d'Acre et de Chypre depuis la prise de Jérusalem, et en outre les consultations adressées par une cour à l'autre, et qui avaient été mises par écrit peu de temps après la perte des anciennes assises de Jérusalem. (Canciani, *Barbarorum leges antiquæ*, t. V, p. 131.) Quoiqu'il y ait tout lieu de penser, ainsi que nous l'avons dit dans notre Introduction, qu'Ibelin connut ce livre et en fit un usage avantageux, il n'en serait pas moins très-utile pour l'histoire et pour l'étude de la jurisprudence féodale, de retrouver un ouvrage qui serait pour les Hautes Cours d'outre-mer, ce que les *Olim* sont pour le parlement de Paris.

CHAPITRE XLIX¹.

[Des grans plaideors de qui fui moult acointé.]

Il avint que je fui au premier siege de Damiete*, o messire Piere Chape, et messire Rau de Tabarie menga un jor o lui; après mengier, messire Piere me fist lire devant lui en un romans : messire Rau dist que je lisoie moult bien. Après fu messire Rau malade, et messire Piere Chape, à la requeste de messire Rau, me manda lirre devant lui. Issi avint que trois mois et plus y fu; et moult me desplaioit ce que moult me deust pleire : messire Rau dormet poi et malvaisement; et quant je avoie leu tant com il voleit, il meismes me conteit moult de chozes dou royaume de Jerusalem et des us et des assises, et disoit que je les retenisse. Et je, qui moult doutai sa maniere, otreai tout. Après usai entour monseignor de Baruth le viell jusqu'à sa mort, qui moult de chozes m'aprist la soie merci, à ma requeste : car de se ne disoit il mie si volontiers come messire Rau faisoit. Après fui moult acointé de monseignor de Saeste à Baruth et à Acre et en Chypre; et moult de chozes m'aprist la soie merci volentiers. Et après tous ces grans seignors et sages, usai moult en cort entor messire Guillaume vesconte et messire Harneis et messire Guillaume de Rivet le jeune, qui moult estoient grans plaideors. Et au reaume de Jerusalem fui je moult acointé de messire Nicole Anteume et de sire Phelippe de Baisdoin, qui estoient grans plaideors en cort et hors court. Et à fiance et de ceaus que je ais oïes dessus nomées, et de ce que j'ai aucunes feis veu et oï, et de ce que j'entens, selon ma consience vous en deviserai ce que voz oreis ci après. Et comenceraï une assise qui est moult souvent motie et n'est mie sovent devisée; et fu faite moult ordeneement à grant pourveance au sauvement dou seignor et des homes.

CHAPITRE L².

[De l'assise dou rei Amauri.]

Ceste assise fu faite pour une grant guere qui fu entre le rei Amauri et messire Girart, le seignor de Saeste. A la pais faire fu faite l'assise, et par l'assise fu re-

¹ Ce chapitre manque dans B, et est le XLVIII^e de A. — ² XLIX. A.

* L'auteur entend ici par *premier siège*, celui qui eut lieu en 1218, et qui dura depuis le mois de mai de cette année jusqu'au 9 novembre 1219. (*Ampl. Collect.* t. V, col. 1060; Muratori, *Script. Italiæ*, t. VIII, p. 1074.) Sa manière de s'exprimer était juste, car Damiette fut de nouveau assiégée et prise en 1222, et sur la sommation de saint Louis, les Musulmans l'évacuèrent, le 4 juin 1249. Le siège de 1218, entrepris par le roi Jean de Brienne, à la tête d'une armée composée de Croisés venus de France, d'Italie et d'Allemagne, ayant duré plus d'un an et demi, on conçoit que le jeune Philippe de Navarre ait pu employer une partie de ce temps à lire des romans et à s'instruire dans la science des lois.

traite la pais¹. Ce est l'assise por que² les homes des barons et des riches homes, et des autres homes dou seignor qui ont homes, font liegece au chief seignor des fiés que il tiennent de ces homes : et tousjors dit l'on au faire, que il li fait ligese selon l'assise. Et teil la mosist qui ne la seit mie bien. L'assise est teile³.

CHAPITRE LI⁵.

[Ce que l'om deit faire à la requeste et à la semonce dou chief seignor, et les avantaiges que le chief seignor a en la ligece de ses homes.]

Se il avient que guerre ou content sourde entre le chief seignor et son home, qui ait homes qu'il tiennent de lui, et le seignor semont ceaus qui li ont fait liegece par l'assise, que il li viengent aidier ou consellier ou servir à armes, se il en a besoing, cels qui sont semons deivent venir à celui de qui il tiennent et dire li : « Sire, nos vos prions et requérons, por vostre henor et por vostre fei et por « les voz⁴, que vous nous adreceis vers le chief seignor, à qui nous avons fait lie-
« gece et qui vos a requis⁵, dont nos vous loons, que vous li faciés dreit et prendés
« dreit de lui par sa Haute Cort, se vos li avés riens à requerre; et se vos ce volés
« faire, nous irons o vous devant lui en la court et li requérons ensemblement o
« vous que il vous maint par l'esgart de sa court; et requérons à tous ces homes
« lieges qui sont nos peirs, par l'establisement de l'assise, que il ce meisme re-
« querent au chief seignor por nos et por vos; et vous meismes lor requereis enssi.
« Et se vous doutés d'aler devant li, nous irons pour nous et pour vos meismes,
« et li requérons pour vous et por nous ce qui est dessus dit. Et se vous ce voleis
« faire, nous ne vous guerpérons jà, ains vous conseillerons et aiderons et servirons
« come nostre seignor. Et nos vous requérons que vous aiés ce parfait dedens
« quarante jours prochains venant, ou plus tost, se vous poeis; et se ce vous ne
« faites, sachés que nous le conseillerons et aiderons et servirons come nostre
« seignor liege et encontre vous. Et s'il avenist, que Dieu ne consente⁶, que dedens
« les quarante jors feissiés ou porchaissiés choze qui tornast à damage ou à peril
« au chief seignor contre dreit, si tost com le porrons aperchever, nous serons et
« irons⁷ contre vous. » Ce qui est dessus escrit est ce que l'om deit faire à la requeste
et à la semonse dou chief seignor. Et plus y a⁸ s'il avenist que le seignor, de qui
tiennent ceaus qui ont faite la ligece, porchace ou fait choze de quei il se mesface
vers le chief seignor, et ceaus qui ont faite la ligece s'en pevent apercevre; jà
soit ce que le seignor le sache ou non encores ou ne les⁹ en ait requis ne semons
de rien, por ce que il se contient en la fei, que il deivent le seignor garder et
sauver contre toute rien qui puisse vivre ou morir, il doivent dire et faire tout

¹ *Fu le traitement de la pais entre aus.* B. Ces deux premières phrases du chapitre XLIX^e forment la fin du chapitre XLI^e dans le manuscrit B, et ce qui suit est la rubrique du chapitre XLII^e. — ² *Par quoi.* B. — ³ Ce chapitre répond au I^e de A. et au XLII^e du manuscrit B, dont la rubrique forme la fin du chapitre précédent du manuscrit A. — ⁴ *Et por les voz* n'est pas dans B. — ⁵ *Et nos a requis.* B. — ⁶ B. — ⁷ *Irons.* B. — ⁸ Cette phrase, mise entre deux traits — —, forme dans le manuscrit B. la rubrique du chapitre XLIII^e, qui commence à ces mots : *Se il avenoit.* — ⁹ B. *Nes.* A.

* *Livre de Jean d'Ibelin*, c. CCIV, p. 327; *Livre de Geoffroy le Tort*, § xv, p. 448; *Livre de Jacques d'Ibelin*, § x, p. 457; et plus bas, c. LII, p. 527.

ce qui est dessus escrit, aussi bien come se le seignor les en eust requis ou semons, et il en doivent garnir le chief seignor au plus tost que il porront; et se le seignor¹ de qui il tiennent ne veaut faire la semonsse² de ses homes dessus escrite, il deivent aler au chief seignor et servir le enterinement contre celui de qui il tiennent, et il lor deit restorer bien et largement tout ce que il auront perdu por venir à lui, et lor deit faire aver lor fiés enterinement, se il sont en leu où il ait pooir. Et se le seignor de qui il tiennent a forterece ou pooir teil que il peust arester lor fiés, le chief seignor lor deit restorer lor fiés dedens quarante jors; et se il ce ne fait, les homes pevent retorne au seignor de qui il tiennent, sans meffaire, et servir le contre le chief seignor, tant que il lor ait restoré lor fiés et lor pertes³. Et⁴ s'il avenist que le chief seignor se doute d'aucuns de ses riches homes qui ait chasteau ou cité ou vile, en quei il ait peuple d'armes, le seignor dou leu est tenu, par l'assise, de faire tant que le peuple jure fiauté au chief seignor, par cele meisme condition de restor et de requeste et de tout ce que est dessus devisé de ceaus qui ont faite la ligece. Et quant ceste assise fu faite, ceaus de Saeste et de Beaufort jurerent au rei Amauri⁴, selon ce que j'ai entendu, quant il ot guere au seignor de sa cité⁵ et par l'assise à la maniere⁶ de la pais^b. Vos aveis oï les avantages que le chief seignor a en la ligece de ses homes, après orreis l'eschange et l'avantage que les homes lieges ont à l'encontre de ce⁷. Le rei otroia, à l'establisement de l'assise, que tous ses homes liges qui tenoient de li ou de ses homes, queis qu'il fussent, grans ou petis, fussent tenu de fei l'un à l'autre de ce que est dessus escrit, et que chascun d'eaus peust requerre les autres come ses peirs en teil endreit. Et les homes en sont tenu l'un à l'autre, aussi au petit come au plus grant, por quei il ne seit entechié⁸ d'aucun des vices por quei l'on pert vois en cort. La devise⁹ de ce par quei les homes liges sont tenu l'un à l'autre, est desus escrite et devisée par chapitres^c.

CHAPITRE LII¹⁰.

[De ce par quei les homes liges sont tenu l'un à l'autre.]

S'il avenist que aucun des homes liges venist devant le chief seignor en la Haute Cort, et il feist aucune requeste et le seignor delaiast¹¹, et l'ome li requist esgart de cort et le seignor ne li feist aver ou s'en delivrast par esgart de cort meisme; ou s'il avenist que l'on ne le laissast entrer devant le seignor et aussi le

¹ B. — ² La requeste. B. — ³ Ici commence dans B. le chapitre XLIV^e, avec cette rubrique : *Le XLIII^e chapitre est, se le seignor se doute d'aucun de ses homes qui ait pueple d'armes.* — ⁴ Aymeri. B. — ⁵ Quant il avoit guerre à messire Girart de Saete. B. — ⁶ Et par l'assise fu le traitement. B. — ⁷ La phrase, depuis *vos aveis oï*, jusqu'à *de ce*, forme, dans le manuscrit B, la rubrique d'un chapitre qui se trouve entre le XLIV^e et le XLV^e chapitre et qui commence à ces mots : *Le roy otroia.* — ⁸ Entaché. B. — ⁹ Cette dernière phrase est la rubrique du chapitre XLV^e dans le manuscrit B. — ¹⁰ Ce chapitre répond au LI^e de A. et au chapitre XLV^e dans le manuscrit B, où il a pour rubrique la dernière phrase du chapitre I^e du manuscrit A. — ¹¹ Le deleast. B.

^a Livre d'Ibelin, c. cc, p. 321.

^b Cette sorte de serment était depuis longtemps très-usitée en France, où, à la vérité, l'autorité royale avait beaucoup plus de force qu'en Chypre. Les rois exigeaient

surtout ce serment des villes en commune, dans le sein desquelles régnait toujours une agitation qui les forçait d'intervenir dans leurs affaires.

^c Le chapitre indiqué est placé à la suite de celui-ci.

deloiast¹ on de venir à son dreit, l'ome peut venir à ses pers là où il les porra trover, et requerre lor, par la fei que il li doivent, come à lor peir, que il viengent avant² le seignor o lui et li requerent que il le maint par sa cort come son home, et se il li a requis esgart, que il li face aver; il y deivent aler et faire ce que l'ome lor a requis. Et s'il avenist que le seignor ne vosist otroier ne faire lor requeste, il deivent et pevent dire au seignor que il ne feront riens por lui tant qu'il ait fait lor requeste. Par treis feis li doivent ce dire, et s'il por tant ne le fait outreement, li pevent guagier de lor servises tant que il³ li ait acomplie lor requeste⁴. Et s'il avenet que la cort aiet fait aucun esgart, et le seignor ne le veut tenir, aussi le doivent guagier de lor servises tant que il ait acompli lor esgart. Et⁵ se il aveneit que le seignor, ou autre por lui, en aichoison de li, dessaisist sans esgart de cort aucun de ses homes de tout ou de partie de son fié, celui qui est dessaisi peut requere ses pers que il li aident à recovrer sa saisine, fournissant dreit au seignor, et⁶ se le seignor, ou autre por lui, li seit que demander et il est prest de fornir raison⁷; les homes en deivent requere le seignor, se il est au païs, ou le bailli, se le seignor n'i est. Et se il ne fait lor requeste, il pevent et doivent aler à lor per et doner li force et pooir de recovrer sa saisine et les rentes dou tens passé, c'est assaver despuis que il fu dessaisi dou fié sans esgart de court. Et ce meisme vi ge avenir de monseignor de Baruth à Acre, quant le seignor de Saeste dessaisi li et ses nevous et ses amis, par le comandement de l'emperour, de lor fiés que il avoient à Acre^a. Et adonc fu recordée et retraite l'assise enterinement; et toute la court dist et otroia que il entendoient que teil estoit l'assise. Et là ot pluisors homes liges qui l'avoient oï retraire autrefois en cort, por le content qui fu⁸ entre le rei Aimeri⁹ et messire Rau de Tabarie.

CHAPITRE LIII¹⁰.

[Coment les homes dou seignor deivent sauver et garder lor per et ses raizons.]

S'il avenoit que le seignor congiast aucun de ses homes liges¹¹ sans esgart de cort, et il li comandast que il li vudast¹² toute sa seignorie, et l'om li requist que il le menast par l'esgart de sa cort, et le seignor nel vausist faire; celui peut requere ses pers que il le conduissent devant le seignor et li requerent que il le maint par sa cort, disant et offrant à ses pers que il se conduira par lor esgart enterinement¹³: ses peirs deivent faire la requeste, et se le seignor ne veaut ce otroier ne faire, aussi li deivent il dire que il ne feront rien pour lui tant que

¹ *Deleast.* B. — ² *Devant.* B. — ³ B. *Tant qui.* A. — ⁴ La phrase suivante forme, dans le manuscrit B, le chapitre XLVI^e, avec cette rubrique : *De l'esgart que la court aura fait.* — ⁵ Le chapitre XLVII^e de B. commence ici sous cette rubrique : *Dou seignor ou d'autre par lui qui desaisist son home sanz esgart.* — ⁶ B. — ⁷ B. — ⁸ B. — ⁹ *Amauri.* B. — ¹⁰ LII. A; XLVIII. B. — ¹¹ B. — ¹² *Vuidast.* B. — ¹³ *Outreement.* B.

^a Balian de Sidon était du parti des Ibelins, et ce fut lui qui adressa au maréchal Felingher la belle et courageuse harangue que nous avons rapportée dans la note a de la page 388; cependant on le voit, vers la fin de la guerre, embrasser, à l'instigation de l'évêque de Sidon, la cause de l'empereur. Ayant voulu exiger des habitants

d'Acre le serment de fidélité à ce prince, Jean de Césarée appela aux armes la confrérie de Saint-André, et sans la protection de ce seigneur, Balian et ses partisans eussent été massacrés. (Bustron, p. 168.) Nous rappellerons que Navarre et Ibelin citent ce seigneur comme un des plus habiles jurisconsultes d'Orient.

il ait ce fait. Et plus y a que il deivent dire au seignor, fornissant ce que lor per a offert et eaus por li, que il sauveront et garderont et maintendront lor per et ses raizons et ses droitures contre tous homes, sauf le cort dou chief seignor ou d'autre seignor, s'il l'ont, ou d'autre persone à qui il soient plus tenu ou avant¹ que à lui. Et tout ce avint dou rei Aimeri et de messire Rau de Tabarie, si com il est dit dessus, là où je fis mencion de ce².

CHAPITRE LIV³.

[Coment l'on doit semondre home de venir faire droit en court.]

Quant l'on veut semondre home destroitement de venir faire droit en court, l'on le mande semondre par trois homes liges; l'un est en leuc de seignor et doit dire la parole de la semonse et doit motir de quoi, et les deus portent garantie et sont cort. Et ce que il retraient en plaine cort, que il ont dit ou fait, là où il alerent por la semonse, est apelé recort de cort. Et se il avient que celui qui est semons dit que il est essoigniez de son cors, si que il ne puet venir en la cort, il en doit estre creu la premiere foiz par sa simple parole. Et se il est semons la seconde foiz, et il reedit que il est essoigniez, jurer le doit sur la sainte Evangile. Et amprès, se il est semons la tierce foiz et se refait essoigniez, les homes liges le doivent veoir et regarder lui et son essoigne. Et se il conoissent apparantement l'essoigne de son cors, que il ne puisse venir en cort faire droit, assez est. Et se il dit que il a essoigne tele que les homes liges ne pevent mie conoistre, il doivent avoir avec eaus aucun miege qui soit tenuz enssi come eaus de leauté dire. Et le miege en doit estre creuz. Et totes les foiz que le clamant le mescrera et dira que il entent que il est ores bien en point de venir faire droit, aussi doit estre veu par les homes liges et par le miege. Et se il avenoit à la premiere, ou à la seconde, ou à la tierce foiz que il fust reviau que il ne voulist venir ou faire ce qui est devant escrit, la cort puet bien conoistre que le clamant doit estre mis en saisine de la propriété de la querele, en tel maniere que si tost come l'autre vendra avant por fornir droit, que il soit remis en la saisine tout avant.

CHAPITRE LV⁴.

Le chapistre⁴ est des soudoiers, quant il se clament de leurs seignors.

Le chapistre qui est de soudoiers, usons nos tozjors si souvent que chascun le devroit savoir, ce me semble⁵. Et tozjors a esté fait que sitost come le soudoier se clame de son seignor de sa deserte par l'assise, le seignor le doit paier,

¹ B. — ² B. — ³ Les chapitres LIV, LV, LVI, LVII et LVIII ont été fournis par le manuscrit B. — ⁴ Le 1^{er} chapistre. B.

⁵ Au XIII^e siècle, le plus grand nombre des fiefs du royaume de Chypre étaient des fiefs de soudées.

ou jurer sur sainz que il ne doit au soudoier ce que il li requiert. Et se il avient que aucun seignor die que il n'est mie certefié de ce, por ce que il ne fait mie totes les paies par sa main des soudoiers, por quoi il ne peut mie bien savoir la verité, ne jurer ne le veut; mais se le soudoier veut jurer que il li doie, il li paiera. Par ceste raison puet il bien torner le sairement au soudoier.

CHAPITRE LVI.

Le chapistre ¹ est des viles et des chasteaus qui se vendent as gens de religion.

Se ce que l'on dit de faire homage au roy que il seroit profit, que les autres seignor qui venroient ne leur porroient rienz demander, il n'est mie enssi, car enssi seroit il plus damage que profit. Par cele raison, que en cest país est l'usage, autant vaillable come l'assise, et l'on set bien que en cestui país a esté tozjors usé au temz des rois et des seignors, que les homes des roys si ont doné, vendu et eschangié plusors choses as religions, chasteaus et viles et casaus et autres rentes, de quoi il ne firent onques homage ne nulle redevance, et l'ont tozjors enssi usé. Et se il avenoit que il en feissent aucune redevance ou damage, les hoirs à qui cele chose devroit escheoir ou le roy qui venroit après cestui, le porroit demander, et dire coment il ne l'avoient par assise ne par usage; et est bien apparant, quar il ont totes les choses par usage et n'en firent nulle redevance. Et por ce que eaus meismes ont mostré que il ne l'ont pas par usage, quant il ont fait redevance et chose novele, et quoi nos ne volons que ce que le roy leur aura fait de grace, que il ne nos puisse torner à prejudice, quar les choses qui n'ont esté faites par usage ou par assise ne nos pevent ne ne doivent torner à damage: quar je di por ce que nul homage, ne nulle fin, ne nulle redevance ne puet estre faite qui ne soit au damage de la maison et au profit des hoirs.

CHAPITRE LVII.

Le chapistre ² est de l'omage que l'on fait des fiez.

Et les deffenses dou tenz d'ores sont teles, quar l'assise et l'usage est tel que qui eschange son fié et le seignor fait fin ou lui, et le reçoit à home, l'eschange est vaillable, et le seignor ne les hoirs n'en pevent puis rienz demander. Et il est verité que le roi pardona à messire Julien de Saete^{*} son mesfait, et le reçut à home de

¹ Le LI^e chapistre. B. — ² Le LII^e chapistre. B.

^{*} Julien était seigneur de Sidon, quand, en 1253, le sultan de Damas ruina cette place, qui fut rétablie par saint Louis, pendant sa première croisade; mais Julien voyant qu'il ne pouvait pas la conserver, la vendit, en 1260, avec le château de Belfort, qui était une dépendance de cette principauté, aux chevaliers du Temple.

Cette vente suscita une violente querelle entre Julien et le roi d'Arménie, Aïton, dont il avait épousé la fille en 1252. Il eut de cette alliance Balian II, dont il est question dans ce chapitre, et deux autres enfants. C'est la vente aux Templiers que l'auteur qualifie d'échange. (Sanudo, l. III, part. XII, c. 4 et 6.)

l'eschange que il fist por Saete, et li fist homage et fina ou lui en tel maniere que à sa vie il li devoit faire servise de chevaliers; et amprès son decès, messire Balian devoit faire servise de son cors et d'une quantité de chevaliers et avoir vii. mille besanz, et Johannin frere^a li devoit faire aussi et avoir iv. mille besanz; por quoi il n'en puet mais riens demander à entrenos ne damage nes d'un servise, par tel raison, quar il a receu en homage messire Julien et ses enfanz de l'eschange; quar il n'est mie usé que d'un fié l'en ne puet mie faire deus homages ne deus servises^b. Et entre vos n'en puet il rienz demander, quar vos n'estez mie ses homes, que il puisse dire que vos li aiez rienz meffait. Quar à celui qui estoit son home, il li pardona et fina o lui. Et por ce que il ne cuide mie que ces choses ne soient soues, cuide il guaighier l'omage et est bien apparrant que avant que il eust finé à messire Julien, coment il se tenoit dur.

CHAPITRE LVIII.

Le chapistre¹ est de la paie des chevaliers fievez.

Se la paie des chevaliers fievez est ensi que il doivent tenir hernois ensi com tenir le doivent. Mais se il avient que ire de Dieu ou pestilence qui ardist touz les blez et tous les biens dehors, ou que Sarradins venissent qui preissent tout ce dont li rois le devoit paier et dont il fornisoit sa terre, la raison juge que li roys n'est point tenus de paier ses homes liges, se non de tant come il aura receu et tenu les rentes en son pooir, et non de plus, par droit ne par l'assise².

CHAPITRE LIX³.

Si est dou seignor qui met son home en prison sanz esgart de cort⁴.

Se il jà avenist, que jà Dieu ne consente! que aucun mal seignor, ou fel ou joune ou mal conseillé, prist aucun de ses homes sans esgart de cort, la feme de celui ou ses enfans ou aucun de ses amis peut venir as pers de celui, se il les treuvent ensemble ou chascun par sei, là où il les troveront, et requere lor, de par celui, que il ne soffrent que lor per soit en prison, come celui qui offre à faire dreit par lor esgart et qui a esté pris sans esgart: les homes en deivent requere le seignor. Et se il ne fait lor requeste, il le deivent delivrer à force, sauvant et gardant le cors dou seignor, si con il est dit devant, fornissant dreit par la court, se le seignor li seit rien que demander. Et se aucun bailli ou aucun autre riche

¹ Le LIII^e chapistre. B. — ² On lit à la fin de ce chapitre dans B: *Ci fenissent les assises de messire Philippe de Nevaire dou reaume de Jerusalem.* — ³ LIII. A. — ⁴ Ce titre est, dans B, placé mal à propos en tête du chapitre XLIX de ce manuscrit et manque dans A.

^a Ce frère de Balian se noya en traversant une rivière de l'Arménie.

^b On faisait un seul hommage: *unum osculam pro omnibus homagiis.* (Olim, t. II, p. 71, n° x.)

home prist aucun des homes liges, si tost com il le sauront, il doivent requere le seignor, se il est au païs, que il le delivre, fornissant dreit, s'il li seit que demander; et se le seignor n'i est, il le doivent delivrer à lor poeir^a.

CHAPITRE LX¹.

[De l'assise de murtre.]

L'assise de murtre est devisée et escrite devant, là où je dis coment l'om deit faire bataille de murtre^b.

CHAPITRE LXI².

[De l'assise de la vente des fiés.]

Et l'assise de la vente des fiés est aussi devisée et escrite là où je dis que gent pevent achater fié. Après orrés l'assise des devises des terres^c.

CHAPITRE LXII³.

[Ci orrés l'assise des devises des terres.]

Se aucuns vient devant le seignor et requere de son voisin selon^d l'usage ou l'assise dou royaume de Jerusalem, l'autre deit dire que il la requiert aussi; et se ele a esté faite, il veaut qu'elle soit porchauchée, et s'ele n'a esté faite, qu'ele seit, sauf son privilege et le pris de son fié. Et cil deit motir les leus de que il la requiert et à qui il la requiert. Et se celui à qui l'on la requiert entent que il marchisse au requeror des leus motis, il deit otroer la devise, et deit ausi dire et sauver por sei meisme ce que l'autre a dit et sauvé por sei. Mais se il n'entent que il marchisse à lui des leus motis, il peut requere et aver respit resnable por aler en sa terre enquere et saver de que il marchist à lui. Et la devise deit estre des leus habités et de lor appartenances. Et le seignor ne deit souffrir que devise requise soit deloiée, se cort ne la respitast en aucune maniere : ne bailliage ne douaire ne deffendent ne teaut devisé. Le seignor i deit establir quatre de ses

¹ LIV. A. — ² IV. A. — ³ LVI. A.

^a Voyez plus haut chapitre xli, page 516.

^b C. xiii, p. 486.

^c C. xxvii, p. 500.

^d Ce chapitre étant le ccxlvii^e d'Ibelin, il est facile

de compléter cette phrase, qui dans le texte de Venise est obscure. Il faut lire : « Se aucuns viaut avoir devise de terre, il deit venir devant le seignor, en la court, et requerre la de son voisin, selon, etc. »

homes liges; cil quatre doivent jurer sur la sainte Evangile que il, selon leur consience, à bone fei feront cele devise, selon l'assise ou l'usage dou royaume de Jerusalem. Le sairement doit estre fait en la presence dou seignor et de la court et des parties; et se aucune des parties fust requise en la cort au serement et n'i venist, toutesvoies doivent jurer les devisors, et se doivent acorder d'estre sur la devise au jor moti; et doivent aver parfaite la devise dedens quarante jors, dou jor que il l'ont juré. Et le seignor lor deit doner escrivain et sergens por assembler les gens de la contrée. Et les parties doivent jurer devant les devisors, que il n'ont doné loier ne douront ne choze faite ne ferront, ne porchasié ne porchasseront, ne par eaus ne par autrui, de lor aver ne de l'autrui ne consentiront, ne consentiront choze por quei la devise ne peut estre faite bien et loiaument sans autre maniere d'engien ne de tort. Les devisors doivent venir en la marche de la devize, et là doivent assembler les plus ansiens de la contrée et toutes manieres de gens, par qui il cuideront estre assené; et lor doivent faire jurer que il diront et moustreront verité, et se contendront bien et loiaument au fait de cele devise, se il rien en seivent. Quant il auront ce juré, les devisors doivent chascun apeler à une part, et doivent oïr son dit, se il rien en seit, et faire le dit escrire, et enquere li estreitement coment il seit ce que il dit. Et se il treuvent home de la loi de Rome qui die que il seit la devise et fu au faire, et il est teil que les devisors li doigent fei, et lor semble par son dit et par les leus qu'il a moustré que il face acreire, il le doivent sivre. Et s'il ne treuvent Franc de la lei de Rome, et il treuvent Surien à qui il doignent fei, il le doivent sivre. Et s'il ne treuvent Surien et il treuvent Grec, aussi; et se il ne treuvent Grec et il treuvent aucun autre Crestien de queilque generation que il seit, ainsement; et se il ne treuvent aucun Crestien, et il treuvent Sarasin qui jure selon sa lei, et il li doignent fei, si com il est dit dessus, il le doivent sivre et pourchaucher et borner la devise. Et se il ne treuvent que devise ait esté faite, les devisours le doivent faire à bone fei, selon lor consience, toute novele. Et la maniere de la novele devise est teile, ce me semble, que il doivent regarder la tenure des deus parties et enquere des leus habités qui les parties tiennent, qués il furent anciennement et que il soleient tenir, et s'il sont trançlaté et remué d'une place en autre, et se le leu dont il se sont remué, estoit petit ou grant, et quels perténances il semble que il peust et deust aver; et se en la teneure que les leus habités ont orendreit resnablement, sont gastines et murailles abatues, qui par semblant deussent aver grans appartenances ou petites, quant les leus estoient habités. Et quant les devisors auront ce veu et enquis et il auront veu et regardé les leus et les places, il doivent parler à l'une partie et à l'autre, et se il por assentement les pevent acorder, il doivent marcher la devise là où il sont assenti et borner la : et à ce faire doit l'om apeler tant de jone gent qu'on l'en peut trover en la contrée, por aver longue remembrance et garentie. Mais tout avant doivent estre les devisors certefiés que les parties marchissent ensemble; car s'il y a leu gaste, ou terre que l'on apele *vaselico*^a, qui est dou seignor, la deit sauver au seignor tout premier. Et s'il y a leu d'autre persone entre deus, et que les parties en marchissent ensemble, de riens de ce ne peut estre devisé. Et se il avenist que il eust descort entre les devisors au porchauchier ou au faire de la

^a On lit dans Ibelin, c. ccxlvii, p. 395 : « Leuc gaste » que l'on appelle chemin reau. » Nous pensons que pour avoir la leçon véritable, il faut réunir les deux textes et lire : « leuc gaste (terres incultes), chemin reau,

« ou terre que l'on appelle *vaselico*, qui est dou seignor. » On comprend, en effet, que ces trois espèces de terres faisaient limites par elles-mêmes. Voyez une charte de Raymond, comte de Tripoli, de 1184. (Paoli, t. I, p. 75.)

devise, en teil maniere que les deus s'acordassent à une choze et les autres deus à autre, le seignor y doit establir le quint et dès le comencement li peut il metre, s'il vausist. Et s'il avenist que aucune des parties demonstrast son privilege ou le pris de son fié as devisors au faire de la devise ou avant, sauver li deivent en fait, se il a sauvé en dit, quant il se mist en la devise. Et se la partie dit qu'ele n'a pas son privilige ou le pris de son fié aparaillié et il en demant aucun cort respit, aver le deit si cort que la devise puist estre delivrée dedens les quarante jors dessus motis. Or vos ai devisé l'assise et tout ce que je enten que le seignor et les parties et les devisors poent et dire et faire.

CHAPITRE LXIII¹.

[Privelege dou seignor.]

Je teil, seignor de teil leu, fais assaver à tous ceaus qui sont et seront, que teil, mon home, de son gré et de sa volenté et en sa bone memoire, par mon otrei, dona et otreia et conferma à toi, teil, fis de teil et de teile fille, desus nommé, et as heirs de ta feme espouze, le fié que il aveit et teneit de mei et de m'espouze, la dame de teil leu, enterinement assené et païé si com il se contient ou privilege dou don, faisant teil homage et teil servize, come le fié deit, selon la tenor dou privilege de don, en teil maniere : s'il avenist que le fié de teil, ton pere desus nommé, escheist à toi ou à tes heirs de ta feme espouze, enterinement, cestui fié doit estre de celui de ces freres qui au jor seroit sans fié; et se pluisors de ces freres fussent au jor sans fié, il deit estre de celui que tu vodras, faisant ce que le fié deit. Et se Diex feist son comandement de toi ou de celui qui cestui fié aureit sans heir de feme espouze, cestui fié doit estre as autres heirs de ta meire dessus nommée, fille dou devant dit teil, touzjors avant à celui qui fié n'aurez au jor de l'eschete; et se pluzors en i eust qui fié n'i eussent, et ton aiol Phelippe, de teil leu, vesquist au jor, il le porroit doner au queil qu'il vaudreit; et se Diex eust fait son comandement de li, sa fille desus nommée aureit celui poeir meisme. Et se le devant dit teil, seignor de teil leu, à la proiere et à la requeste dou devant dit teil, ton aiol, et por ce que il aveit plaint poeir de ce faire, selon la tenor dou privilege dou don, otroi et conferm toutes les chozes desus moties et devisées si com elles sont escrites; et le desus nommé teil s'en dessaisi dou fié desus moti enterinement, et en saisi mei, et je en saisi toi, le devant dit teil. Et de cestui fié tu es devenu mon home en la maniere desus devisée, sauve la ligece dou rei de teil leu, et en la maniere que il se contient o privelege dou don que je fis à ton aiol dessus nommé. Et tu, teil, et tes heirs fereis à moi et à mes heirs teil homage et servize de chevalier. Et por ce que ce soit ferme et estable, je ai fait faire ceste privilege seelé de mon seau de plomp. Et de ce sont garent teil et teil, mes homes. Ce fu fait en l'an de l'incarnation nostre Seignor Ihesu Crist, tant et tant^a.

¹ LXXX. A.

^a Cette formule d'inféodation est mieux composée et plus étendue que les chartes de ce genre que l'on ré-

digeait en Occident. Ces chartes ne contiennent, d'ordinaire, que l'énonciation du fait de la donation et

CHAPITRE. LXIV¹.

[Coment seignor peut requerre la saisine de son pere.]

Ores voz dirai coment seignor peut requerre la saisine de son pere^{*}. Le seignor peut bien dire à celui qui la chose tendreit : « Mon pere fu mort saisi et « tenant et usant de ceste choze dont je requiert et veul aver teil saisine com « mon pere aveit tant que il ala de vie à mort, et que ce seit veir que mon pere avoit « lors ce, je sui prest de prover par le recort de ma court que mon pere en virent « et saisi et tenant et usant. » Et auteil avantage deit bien aver le seignor vers l'om com l'ome vers le seignor; et coneue choze est, quant l'ome requereit au seignor choze de quei il ait privilege, se il a recort de court, que son ancestre ou lui meismes en fu saisi, tenant et usant, por tant recovre la saisine, se le seignor ne peut moustrer resnablement que teil choze en soit faite par quei celui n'i ait dreit. Aussi di je, se le seignor a recort de court de ce que est dit desus, aver deit la saisine que son pere aveit, se ce n'est de fié recomandé ou estraé ou tenu par defaute de servise, ou de choze que le tenor ait recovré resnablement par court. Et plus y a, ce me semble : se il avenist que le seignor ou baill de seignor merme d'aage fust de nouveau dessaisi d'aucune choze petite, en teil point que il ne trovast recort de court de la saisine de son pere ou de lui, et il vausist que enquestion en fu faite de la nouvelle dessaisine, si com il est usé; je enten, por ce, que ceaus qui seront establi à l'enquestion faire sont à l'ome tenu come ses pers; que l'on ne porroit mie deffendre que l'enquestion ne fust de la nouvelle dessaisine : car mains d'avantage ne doit mie aver le seignor que ses homes, et chascun doit garder sa fei.

CHAPITRE LXV².

[Ci orrés queils est la preve de l'un à l'autre de choze de fié.]

Après vous di queils est la preve de l'un à l'autre de choze de fié. Ce peut cheir en plusors cas : l'un si est, se aucun demande aver autre choze que il die que est de son fié, et l'offre à prover par privilege dou seignor ou par recort de court; assez est se l'autre ne moustre dont celui est venu resnablement. Ou se il n'a privilege ou recort plus ansien que l'autre, et se aucun requiert vilain que il die que il est de son fié, et il n'en a privilege ou recort de court, malvaisement le peu prover et ataindre : et pour ce fu faite l'assise dou remuement des villains,

¹ LXXXVII. A. — ² LXXXIV. A.

de l'obligation où était le donataire de faire hommage au donateur, comme on peut s'en convaincre en parcourant les preuves du Traité des fiefs de Chantereau

le Febvre, le Recueil de Pérard et d'autres collections de ce genre.

^{*} Livre d'Ibelin, c. CLIV, p. 231 et suivantes.

et grant peché est quant elle n'est tenue^a. Un autre cas y a : se aucun deman-
dasse à un autre une piece de terre ou un molin ou un jardin ou une vingne, ou
aucune propriété teil qui ne se peust delivrer par devise, si com il avient que
pluisors des homes dou seignor ont lor fiez en plusors leus et en plusors parties,
si com les seignors ont doné le fié des chozes qui furent des yglises et des abaïes
et des artondes, et celui qui tenreit cele choze noïast qu'ele ne fust dou fié dou
requeror, sans dire ne mostrer resnablement dont la chose li est venue, et le re-
queror offre à prover, par bons garens de la lei de Rome, tout ensi com le court
esgardera, que cele choze est de son fié, je ai entendu que la court peut bien
esgarder que, si il peut prover si com il dit, et son aversaire souffrir le veulle,
que ce est assés^b : et se l'aversaire veaut, il en peut lever un des garens. Et de
teil maniere de querele fu faite une bataille en Nicossie, d'un plait qui fu entre
sire Gui le Petit et le pere de sire Salemon de Lasulie. Et pluisors autres cas de
requeste et de deffense peut aver en cestui chapitle, dont je ne suis ores avisé. Et
bien peut estre que de requeste de vilain qui soit de fié, porreit avenir ce meisme
que est dit dessus des garens de la bataille : et pour ce que ce sereit grant peril
fu faite l'assise.

CHAPITRE LXVI¹.

[Se un fié est doné à un home et à ses heirs, il peut venir à tous ceaus qui sont descendu de li
qui est sa souche.]

Le viel Phelippe de Novaire respont à aucunes enquestions qui furent faites, et
forte choze li semble à dire en son avis et raizon por quei : car les us et les assises
dou reaume de Jerusalem ne sont escrites ne canoniziés ne auctoriziés par acort,
ne ne furent puis que la terre fu perdue; mais avant estoient elles escrites et
gardées au Sepulcre et seelées de plusors seaus, et les apeloit l'on les *Lettres dou
Sepulcre*^c. Et bien est veir que je et autres en avons fait pluisors livres aussi com
en tasche, selonc ce que nous cuidons ou avons oï dire as sages qui furent ou que
nous avons veu user com assise. Et parmi tout ce, quant aucune querele sourt
et il y a debat, le cas est posé sur court, et là où le plus de la court se tient, si
gainge la querele : nos livres et nos avis, se nous les avons dit devant, ne valent
riens, fors que à nos de juger. Et si est grant folie : car se je fusse en la court
meisme et ensi dit mon avis, après le plus jone ou le plus simple de la court
deïst choze qui me semblast que vausist meaus, si m'i devroie je acorder; et se je
ais dit une choze hors de court, et je di après autre en la court, je semblerai non
sachant ou double. Et un autre plus grant peril y a : car en la court dou reame
ne juge l'on pas selon le dreit de la propriété dou plait dont la querele est, ains
juge l'on selon les paroles que les parties ont dites ou fait dire^d; et ce est trop
grant peril : car sovent avient que l'om est mal conseillé ou mal entendu ou mal

¹ LXXXIX. A.

^a Livre d'Ibelin, c. CCLI, p. 403.

^b Id. c. CLXVIII, p. 258. C'est-à-dire que la cour n'est pas obligée de prononcer le duel d'office.

^c Voyez le chapitre XLVII, p. 521; c. XLVIII, p. 523; et Ibelin, c. IV, p. 26; c. CCLXXXIII, p. 428.

^d Les juges ne pouvaient pas étendre les dispositions

jugié par les juges qui sont non sachant, ou par autre maniere que jà Diex ne consente, ce est par loier ou par amor ou par hayne; et en nostre court n'a point d'apeau, si com il a en la court de l'Iglize^a, et por ce tout ce que est jugié sans retenail, seit bien seit mal, ensi s'en vait outreement^b; et pour ce fait mal dire son avis hors de court. Et toutevois dirai mon avis de ce dont j'ai esté requis, sauf ce que, se je eusse meaus dire, je lerroie bien mon dit por meillor, se je le co-neusse. Je cuit et entens que, se un fié est doné à un home et à ses heirs, il peut venir et escheir à tous ceaus qui sont descendu de li qui est sa souche. Et plus y a : que par les dons dou reame de Jerusalem, qui sont à tous heirs, et non pas especiaument as heirs de moller^c, celui don de tous heirs peut venir et escheir à toz ceaus qui sont heirs de ses biens, soit frere ou seur ou parent, jà ne soit il descendu de la souche dou conqueror, mais qu'il seit de cele part dont le fié muet. Et de ce que l'on m'a faite mencion que nul ne peut heriter jusque à la quarte generacion, ce n'oi je onques mais dire; et à mei semble grant abusion, se le fié ne fust donné par condecion et motie la bone^d. Et quant au prover^e les parentés, l'on le peut prover par deus liaus garens de la loi de Roume, homes et femes : car il ne dient pas et garentissent que celui fust fis ou frere ou parent de cel autre, mais il dient et garentissent et jurent que il virent et oïrent que celui et cel autre se tenoient et s'apeloient parens en teil degré et de loiau mariage. Et en teils garenties n'a nul tornes de bataille contre les garens. Et se les garens virent la souche, il doivent bien comencier au conqueror; et se le don dou fié est si ansien qu'il n'i a vif nul ne nule, l'on se prent de cele garentie au derain qui fu mort saisi et tenant dou fié. La teneur dou fié de celi de par qui l'on le requiert, covient prover par recort des homes liges de court qui l'aient veu saisi et tenant et usant. Et à ce que l'on m'a requis, se il y a deus parens prochains de là dont un fié muet, et celi qui le tient n'a nul enfant et muert, et l'autre muert aussi et laisse sa feme et ses enfans mermes d'age, je entens que, se les enfans sont le plus prochains heirs dou fié, qu'il l'enportent, et la mere, qui est lor baill, peut requerre et aver le bail de l'escheete qui est escheu à ses enfans : et autre parent n'en deit rien aver ne tenir, se il n'est plus prochain heir des enfans^e.

de leur jugement au delà des limites fixées par les conclusions des parties.

^a L'appel commençait, à cette époque, à s'introduire dans les cours d'Europe; mais on n'aperçoit pas même une tendance à l'adoption de cet usage dans la législation des royaumes de Jérusalem et de Chypre. Il est d'autant plus extraordinaire que l'appel ne se soit pas établi de très-bonne heure en Orient, que la création de la Haute Cour, c'est-à-dire d'une institution qui semble avoir précisément été fondée pour surveiller l'action, et au besoin réformer les sentences des cours seigneuriales, date de l'époque même de la conquête; et qu'à Jérusalem le droit de justice ayant toujours été considéré comme une concession gracieuse de la royauté, rien n'eût été plus naturel que de voir le souverain étendre son influence sur l'exercice d'un pouvoir qui découlait de lui. Mais le fait n'était pas d'accord avec la théorie, et les rois de Jérusalem n'eurent jamais assez de pouvoir réel pour donner cette extension à leur justice. Non-seulement l'appel ne fut point admis en Orient, mais le droit de fausser une cour, limité par des lois cruelles, y devint impraticable.

^b Les réserves suppléaient, sous un rapport, à l'appel, car elles fournissaient à la partie condamnée le moyen, non pas de faire réformer le jugement rendu, mais d'obtenir un nouveau jugement, en présentant l'affaire sous un aspect différent. Les *retenails* devaient éterniser les procès où il n'y avait pas de gages de bataille.

^c On a vu précédemment (*Livre d'Ibelin*, c. cly, p. 235) que la législation du royaume de Jérusalem avait été modifiée sur ce point, et que les anciens fiefs restaient seuls sous l'empire de la clause *A toz heirs*.

^d Nous avons peine à comprendre qu'une telle opinion ait pu être présentée. Le droit de succession féodale s'étendait à l'infini, *etiam in infinitum* (*Consuetudines feudorum*, l. II, § 11, 23, 31), même à l'égard des collatéraux du dernier décédé, qui arrivaient comme descendants du premier feudataire. (*Id.* l. I, § 1.)

^e Cet avis n'est pas contraire aux principes sur la représentation, qui régnaient en Chypre (*Ibelin*, c. cxlix, p. 224); car, dans le cas dont il est ici question, les enfans venaient à la succession en leur propre nom et comme *plus prochains heirs*. On ne peut expliquer comment de tels faits ont donné matière à une consultation.

CHAPITRE LXVII¹.

[Ci orrés de l'assise du servize de cors.]

C'est l'assise ci après qui fu faite por les homes liges qui ont fié dont il doivent servize de lor cors; après lor eschet autre fié qui deit aussi servize de cors; au comencement oreis les choses, ochoisons et les raizons por quei elle fut faite; après oreis l'assise meisme qui est asseis contée : et plusors l'ont entendue en une maniere, et autres en autre. De ce est avvenu aucune feis que entre le seignor de Baruth et ses homes en a esté querele et descort.

CHAPITRE LXVIII².

[De ce meismes.]

Après vous retrarai ce qu'en disoient les sages homes, dont Dieu ait lor armes, qui pas ne s'acordoient à une choze; et je meismes vous en dirai après mon avis, regardant à tout ce que je en ai veu et oï. L'assise fu faite por ce que aucune feis aveneit que le fié qui escheiet à celui qui deveit servise de son cors et il avoit autre por quei il ne le poeit deservir, le fié venoit en là main dou seignor, et le seignor le teneit longement; car celui à qui il estoit escheu vivoit longement et ne le poeit deservir. Et quant Dieu faisoit son comandement de li, se il n'aveit que un enfant, celi meisme estoit en auteil point, car en l'age de deus ou de treis seignors poeit estre si lonc espace de tens, que l'eir qui venroit après seroit desirité a tousjors : car de ligier porreit falir à trover garens vis dou parenteis et à recort de cort de la teneur de celui qui fu mort saisi et tenant dou fié. Et se il eust privilege dou don, et il faillist à la preuve de parenteis, ce ne li vaudreit rien; et autres perils y avoit assés. Et aucune feis aveneit que aucun heir costier et lointain, quant il veroit que le dreit heir à qui le fié estoit escheu, ne le requereit nel ne poeit aver, celui venoit devant le seignor et requeroit come le plus dreit heir aparant en court et offreit à faire tout ce que le fié devoit d'omage et de servize; et pour ce que les fiés dou reaume sont à tous heirs, se il poeit prover les parentés et faire le servize que le fié deit, il en avoit l'assise; et se il ou son heir après lui tenissent le fié longement, aussi en porreit avenir com il est dit dessus de la teneur dou seignor et dou desiritement dou dreit heir. Por ce que est dit desus et par aucune autre raizon s'assemblerent tous les riches homes liges et autres dou roiaume de Jerusalem, et tant preerent et requistrent le rei, et tant firent vers lui qu'il otreia l'assise au profit et au sauvement des dreis heirs, et le rei meisme i fu sauvé en aucune choze³.

¹ LVII. A. — ² LVIII. A.

³ Il est regrettable que l'auteur n'indique pas les moyens qui avaient été employés par l'assise pour pré-

venir les inconvénients dont il vient d'être parlé. Ces inconvénients naissaient, non pas d'une fraude, mais

CHAPITRE LXIX¹.

[De ce meismes.]

Quant fié eschet à home ou à feme, qui deit servize de cors, et il a et tient autre fié dont il fait servize de cors, le fié de l'escheite peut et deit aver, faisant le servize dou compaignon por son cors en teil maniere : s'il avenoit que le fié dont il faisoit le servize de son cors, se partist de lui, que il feist queique le fié de l'escheite deit, se il le vausist aver, et se Dieu feist son comandement de lui, et il eust plusors heirs que l'einé choisist le queil qu'il vaudreit de deus fiés, et l'autre heir eust l'autre fié, et chascun feist ce que le fié deit d'omage et de servize de cors, et tousjors tant come l'eir est un sol, il peut aver et tenir l'escheite qui deit servize de cors por le servize d'un compaignon, et si tost com il y a plusors heirs, le seignor deit aver et recovrer tout ce que le fié deit d'omage et de servize. Ne je n'ai entendu que il y ait plus en l'assise. Se les deus fiés sunt en une seignorie, aucune feis est venu, quant Dieu faisoit son comandement d'aucun qui avait eu et tenu l'eschoeite toute sa vie por le servize d'un compaignon, si com l'assise porporte, et avait un fis et une fille ou plus hoirs, que le seignor diseit que il voloit recovrer sa ligece et son servize de cors sur la fille, selon l'assise et pour ce que le mort avait plusors heirs, car la fille est heir; et l'air masle diseit, sauvé l'enour dou seignor, que fille n'est pas heir là où il a heir mahle. Mainte feis est venu entre le frere et la seur teil plait, et aucune feis a esté entre le seignor et l'eir mahle. Et au reaume de Jerusalem avint que messire d'Anjou de Malenbec avoit deus fiés qui andeus devoient servise de cors; et son pere avoit heu l'un d'escheite par l'assise; dont il avint que sa seur, qui fu feme de messire Thomas de saint Bertin, requist et vost aver un des fiés, et messire d'Anjou le deffendi, tant que en la fin remeist le plait et dona à sa seur cccc. Sarazinas de fié, por ne sai queil servize : et dist l'on que ce fu en mariage et à terme; dont il avint, après la mort de messire Thomas de saint Bertin, que messire d'Anjou recovra les cccc. besanz de fié, et messire Gautier, le fis de messire Thomas, en ala plaidier en Acre^a avec son oncle messire d'Anjou. Et à ce monta le plait, que par poi l'oncle et le nevou ne s'en combatirent. Et de teil endreit oï je parler à monseignor de Baruth le vieil maintes feis, et disoit que se il n'i eust que fis d'un jor et il eust quarante filles, n'i aureient elles dreit : car fille ne peut estre dreit heir devant fis^b. Et l'assise fu faite por l'avantage de dreit heir. Et monsei-

¹ LIX. A.

de l'obscurité que la longue possession du seigneur avait jetée sur les droits du feudataire, et de l'impossibilité où se trouvait l'héritier de prouver son droit de succéder. Il est douteux que l'assise ait pu, en maintenant la possession du seigneur, prévenir les abus qui en étaient la conséquence. Il est probable que cette assise autorisait le feudataire à faire acquitter le service par un compaignon; car nous n'apercevons pas d'autre moyen d'empêcher que la possession du seigneur n'envahisse la tenure du vassal.

^a Depuis la prise de Jérusalem par Saladin, la Haute Cour du royaume siégeait à Acre. Voyez Loredano, l. I, p. 50. Voyez page 524, note b.

^b L'opinion des jurisconsultes était partagée sur les questions les plus importantes de la législation, car Ibelin dit positivement (c. cxlviii, p. 224), que quand il y avait plus de fiefs que d'héritiers mâles, les filles succédaient au même titre que les mâles. Cet avis était également celui du sire de Sidon.

gnor de Saeste diseit qu'en l'assise se conteneit, si tost com y aureit pluisors heirs, que le seignor devoit recovrer l'omage et le servize de cors, et l'assise ne deviseit pas *pluisors heirs mahles*, mais *pluisors heirs* diseit tant soulement : et feme est bien heir là où elle peut faire quanque le fié deit, et l'eir mahle ne le peut faire^a. Autre maniere de content ai veu qui est de ceste assise. Quant il y a pluisors suers qui sont en un degré, et l'ainée a fié qui deit servise de cors^b, et après li eschet autre fié qui deit servise de cors, et l'ainée et les autres sont mermes d'age; et quant elles furent mariées, l'ainée vost aver le fié qui premier li esteit escheu de par son pere pour le servize de son cors; après vost aver celui qui li estoit escheu de par sa mere, por le servize d'un compaignon, par l'assise. L'autre des seurs diseit qu'ele esteit aussi bien heir de son pere et de sa mere come s'ainée seur, sauf ce que se einnée seur peut choisir l'un des deus fiés qui deit servise de cors, et ele, qui peut faire tout ce que le fié deit d'omage et de servize, deit aver l'autre. Et le seignor requiert ce meisme, disant et alegant qu'eles estoient pluisors seurs en un degré, et por ce voleit sa ligece et son servize recovrer selon l'assise. Et tout ce meisme avint de messire Gautier de saint Bertin et de messire Jehan Provata, qui avoient deus seurs germaines, et les deus fiés estoient l'un de par lor pere et l'autre de par lor mere; et le rei et les deus seurs faisoient dire tout ce que est dit desus et moult d'autres alegacions. Et à la fin se mistrent sor le seneschau et sur le conte et sur mei. Et nous en eumes conseil au roiaume de Jerusalem et au roiaume de Chypre, et dimes que l'ainnée esteit aussi bien dreit heir de son pere come de sa mere, et que le fié dou Pistac li esteit escheu dès quant son pere morut; et jà soit ce que elle fust adonc merme d'aage, son baill l'avoit heu et tenu por lui; et le fié de sa mere li eschei après, quant Dieu fist son comandement de lui; et por ce que celui de sa mere estoit de seitiers, et eles estoient trois seurs, eles devoient partir par conoille, selon l'autre assise, et l'einnée deveit aver le chief pour le servise d'un compaignon par ceste assise, et les autres deus deivent tenir de li, selon l'assise des seurs qui partent par conoille^c. Et dou contienz desus moti dou frere et de la seur je m'acort jusque ci à ce que monseignor de Baruth en diseit, se je n'oïée meaus dire, et je le coneusse.

CHAPITRE LXX¹.

[De ce meismes.]

Un autre maniere de content y a en ceste assise meisme dont maint descort ont esté et porroient encore estre : car li uns notent les mouz de l'assise en une

¹ LX. A.

^a D'où il suit, que s'il y avait un héritier mâle, et que cet héritier, par une incapacité personnelle ou légale, fût hors d'état de faire le service, l'héritière le primait. L'opinion du sire de Sidon s'éloignait donc diamétralement de celle qui était appuyée par le sire de Baruth.

^b Les femmes étaient, comme les hommes, tenues au service de corps; mais ce service était acquitté par leurs maris, et avant leur mariage, par leurs bails.

^c Le fief de *seitiers* était un fief de plusieurs chevaleries; car il y avait une assise qui portait : « Fié qui ne deit servise que d'une seule chevalerie ne se part mie entre suers. » (Ibelin, c. cxlviii, p. 224.) La demande de la sœur puînée ou des sœurs puînées, car l'auteur indique d'abord deux et ensuite trois sœurs, n'était aucunement fondée, puisqu'elle reposait sur un principe qui n'a jamais été admis, savoir, la confusion du patrimoine du père et de la mère.

maniere, et les autres en autre. Et en l'assise se contient : les deus fiés sont en une seignorie, que ensi doit estre come il est dessus devisé. Mais les riches homes qui sont homes dou rei et qui ont homes qui lor doivent servise de lor cors, dient que de l'un à l'autre ne s'estent pas cele assise : car chascun a sa seignorie par sei, et especiaument ceaus qui ont seignorie motie et court et justize et coinz. Et autre meisme qui ont homes qui lor doivent servise de cors, dient que il sont seignors de lor fiez et veullent aver lor servise si com il doivent. Et quant il avient que aucun fié qui doit servise de cors est en la seignorie d'un des riches homes, et il eschet à aucun autre qui atient en la seignorie d'un des autres riches homes, fié dont il fait servise de son cors, celui à qui il eschet requerant s'eschoite et offre le servise, selonc l'assise, le seignor à qui l'on offre le servise, respont que selon l'assise n'a il rien ; car les deus fiés ne sont pas en une seignorie. Le requerror dit que si sunt, car tous les fiés dou reame sunt en la seignorie le rei, qui est une, et de comun acort de tous cels dou reame fu faite l'assise et benignement entendue. Le riche home respont, que bien peut estre qu'ele fu entendue communal dou rei à ses homes et des homes au rei ; car se celui à qui eschet un fié doit servise de son cors à un des homes le rei, et le fié qui li eschet est en la main dou rei, et le rei en aura la ligece, selon l'assise des ligece, et le servise de son cors aura il, quant il vaudra semondre son seignor de teil servise come il li doit. Et dou seignor à l'home est il bien raison ausi : car se celui à qui eschet le fié est home lige dou rei, faisant servise de son cors, et le fié qui eschet doit servise à un des homes, le rei n'i a pas grant perte ; car les ligece et les servises sont tous dou rei en chief, ne le rei ne guerriera pas son home. Mais ensi n'est il pas de deus riches homes : car bien porreit avenir que l'un des riches homes guerrieroit l'autre, et couvendroit que cil qui doit servise de son cors à l'un, fust encontre l'autre de qui il tendroit le fié par eschoiete, por ochoison de l'assise. Cesti peril et autres pluisors ont il alegué mainte feis, et porroient aleguer, sauf à qui l'on doit servise de cors : et trop y a grant avantages de pluisors manieres de servises que le vavasor peut faire autrement que le sodoier. De cesti content ai je oï parler maintes feis plusours sages homes en pluisours manieres ; mais il n'en voloient pas dire lor avis tout outre, ne jugement n'en fu onques fait que je sache ; et je meismes m'en tais ores à tant*.

* Il n'est pas permis d'exprimer une opinion, quand l'auteur lui-même se renferme dans le doute ; cependant nous ferons remarquer que c'eût été introduire un principe nouveau dans le régime des successions, que d'admettre qu'un héritier ne devait pas être mis en possession d'un fief d'escheete, lorsque ce fief était situé dans une autre seigneurie que celle où déjà il faisait un service de corps. Nulle part on ne trouve une pareille incapacité établie, et il est permis de douter qu'elle ait été admise, même dans les temps les plus rigoureux de la féodalité, parce qu'alors, comme plus tard, on reconnaissait des droits personnels à l'héritier, tout en accordant la plus grande étendue au *dominium* du seigneur, et qu'on ne pensait pas que ces droits dussent périr devant une simple convenance de ce seigneur. Quant à la difficulté qui résulte du cas de guerre entre les deux suzerains du feudataire, il suffit de dire que l'usage avait prévu ce cas, et que le vassal devait le service au seigneur qui le premier avait reçu son hommage. C'est ce qu'Ibelin explique avec une grande clarté, quand il dit : « Se un

« home a pluisors seignors, il peut, sanz mesprendre de « sa fei, aidier son premier seignor, à qui il a fait homage « devant les autres, en totes choses et en totes manieres, « contre toz ces autres seignors, por ce que il est devenu « home des autres sauve sa feauté ; et ausi peut il aidier « à chascun des autres, sauf le premier et sauve ciaux à « qui il a fait homage avant que à celui à qui il vodra « aidier. » C. ccxi, p. 336. En Morée, le feudataire qui acquérait des fiefs dans plusieurs châtellenies, devait le service personnel là où la terre était le plus considérable. (*Assises de Romanie*, c. cxxxv, p. 519.) Au surplus, ce qui était incertain à l'époque où écrivait Navarre, ne l'était plus du temps d'Ibelin : un vassal pouvait réunir sur sa tête plusieurs fiefs situés dans des seigneuries différentes, conformément à un usage reçu dans toute l'Europe, et que les riches hommes avaient, il faut le reconnaître, un grand intérêt à ne pas laisser établir en Orient, car leur influence politique dépendait de leur petit nombre ; mais leurs efforts vinrent échouer contre l'esprit et l'intérêt de famille.

CHAPITRE LXXI¹.

[Coment les seurs partent.]

Après orrés coment les seurs partent et quel fu l'assise que en fu faite au commencement, quant les premieres assises furent faites^a. Lonc tens après aussi estoit usé de seurs come des freres, car l'ainée seur avoit le fié tout enterinement. Après avint que un moult sage home dou roiaume de France vint o reiaume de Jerusalem, et y fu moult grant piece, et le rei et les autres preudomes dou païs userent moult de son conseil, et il amenda moult pluisors des us et des assises dou reaume, par le rei et par ses homes, qui moult s'acorderent à son sens et à sa parole^b. Après avint que Dieu fist son coumandement dou riche home, qui avoit à nom messire Henri le Buffle^c..... et estoit seignor de saint Jorge de Labana et de tout..... Et quant celui fu mort, le conte..... partir par co-noile, ce est à dire que autant en deveit aver l'une come l'autre, et dist que aussi le faisoit on en son païs, et que ce estoit droit et raizon, puisque il i avoit pluisors chevaleries, car une soule ne part, se ce n'est par doaire^d. Le dit dou conte sembla moult fort as gens dou païs, pour ce que onques n'aveit esté teil partition. Toutevoies s'assemblerent, et par comun acort en fu faite assise. L'assise est teil.

CHAPITRE LXXII².

[De ce meismes.]

Quant Dieu fait son coumandement d'aucun chevalier ou d'aucun sergent qui deive servize de pluisors chevaliers ou sergens, se il n'a heir mable, et il y a plusors filles, elles partent toutes, se tant y a de servizes come de filles; et se mains y a de servizes, les ainnées en ont chascune un; et se plus y a de servizes que de seurs, le fié est parti enterinement autant à l'une come l'autre. Et s'il y a chevalerie ou sergenterie non per^e, chascune seur fait le servize de chevalier ou de sergent, et tant de mois come à lui monte à soie partie. L'ainnée doit faire l'o-

¹ LXI. A. — ² LXII. A.

^a Philippe de Navarre croyait pouvoir distinguer les assises qui avaient été faites lors de l'établissement du royaume de Jérusalem, de celles qui ne remontaient qu'à une époque postérieure. La tradition l'éclairait donc plus qu'il ne le pensait lui-même.

^b Le désir qu'avaient les chefs du royaume de Jérusalem, de maintenir leurs lois en harmonie avec celles de la France, est indiqué ici par un fait curieux, mais dont nous ne connaissons pas toutes les circonstances.

^c Henri de Milly, dit *le Buffle*, était fils de Guy de

Milly, gentilhomme champenois, que l'on croit avoir possédé la seigneurie de Naplouse, avant son autre fils Philippe de Milly, qui devint grand maître de l'ordre des Templiers.

^d « Gentishons, se il n'a que filles, à tout autre tant prendra l'une comme l'autre. » *Établissements*, l. I, c. x. Sur le partage des douaires, voyez Beaumanoir, c. xiii, p. 76. Ibelin développe une opinion semblable à celle du pèlerin français, dans son chapitre ci.^e, p. 225.

^e Non partageable.

mage et le servize de cors au chief seignor, et les autres tiengent de l'ainnée, et il doivent faire homage, sauve la ligece dou seignor, selon l'autre assise; et le servize de tant de chevaliers ou de sergens come le fié monte, deivent eles à l'ainnée seur, et l'einnée le doit au chief seignor de tout. Et l'avantage que l'einnée seur a, si est que elle a l'omage et le servize et le mariage et l'eschoite des seurs, se elles meurent sans heirs^a. Et je ai entendu vraiment que les trois filles de messire Henri le Buflle furent les premieres qui partirent si come il est dit dessus^b: et le fié estoit de dis chevaliers. L'ainnée espousa messire Ade^c, l'ainné fis dou seignor de Becen, et l'autre espousa le conte Joscelin^d, et la tierce espouza le seignor de Giblet, le Clopin^e. De l'einnée descendi messire Germon de Becen^f, et de la feme le conte Jocelin descendi la mere de messire Jaque de la Mandelée^g, et de la feme au seignor de Giblet descendi messire Gui de Giblet^h et la feme de messire Garner l'Alemanⁱ, qui ot l'une de trois parties. Et celui qui est descendu de l'ainnée fait le servize en chief, et chascun des parties encores hui le jour, ou autre pour eaus, fait le servize de trois chevaliers et tiers, car chascune partie tient quatre mois un chevalier sodoier. Et, pour toutes les chozes dessus moties, est il bien aparant que l'assise est teile come elle est dessus devisée.

CHAPITRE LXXIII¹.

[Ci orrés des fiés que les seignours donent et que cil meisme à qui il les donent les rendent.]

Ci après orrés de fiés que les seignours donent et que cil meisme à qui il les donent les rendent et quitent as seignours. De ce avons tousjours oï dire et veu l'avons de pluisours, que le conquerour le peut bien rendre et quiter au douneor, en tel maniere que jamais il ne ses heirs ne recoverront celui fié. Et aussi avint de messire Rau de Tabarie qui rendi et quita au prince^j un fié que il li aveit douné à Triple; et dist que il voloit que chascun seust que il ne ses heirs n'avoient dreit en celui fié, après ce que il, qui esteit le conqueror, aveit rendu et quité au doneour. Et dit l'on que le prince reçut le fié et après dist à messire Rau: « Puisque vous m'aveis quité le fié, quiteis mei la foi que je vous sui tenu^k. » Et messire Rau respondi: « Je vous quite par ensi que vous quiteis moi. » Et le

¹ LXIII. A.

^a Les Croisés établirent l'égalité de partage, conformément à un principe dont l'autorité était très-grande parmi eux, et qui consistait à ne réunir que le moins qu'il était possible, plusieurs fiefs sur la tête d'une même personne.

^b On peut conjecturer que le mariage des trois filles de Henri le Buflle eut lieu vers le milieu du xii^e siècle; d'où il faut conclure que le droit d'aînesse, pour les filles, subsista environ cinquante ans dans le royaume de Jérusalem.

^c Adam II, fils d'Adam de Béthune, seigneur de Bethsan ou Bessan.

^d Joscelin III, comte d'Édesse; sa femme se nommait Agnès.

^e Hugues II, sire de Giblet, surnommé *le Boiteux*.

^f Gremont ou Guermond (nom particulier à la famille de Picquigny), succéda à son père Adam II, dans la seigneurie de Bessan.

^g Agnès fille de Joscelin III, comte d'Édesse, épousa Guillaume de la Mandelée, de qui elle eut un fils, nommé Jacques de la Mandelée. Sa sœur Béatrice avait épousé un comte Aleman.

^h Il épousa Alix, sœur de Bohémond, dit *le Borgne*, prince d'Antioche.

ⁱ Elle s'appelait Pavie.

^j Au roi Amaury II.

^k Ce mot montre que le seigneur et le vassal étaient, quant à la foi, sur un pied complet d'égalité.

prince dist : « Ore, vous ai je engingnié? car celui qui avant quite se mesfait. » Et messire Raou respondi : « La promesse de la fei est au contement et en la devise de l'omage, et l'omage est pour le fié; et puisque l'on quite le fié, l'on peut bien quitter la fei qui est pour le fié. Et toutes detes peut on quitter. Et se mesfait y a, il est de vous : car vous aveis reconeu que vous m'avés engingné; et si tost com hom qui deit fei à autre, li bée à engigner, il se mesfait en l'ovre. » Le prince respondi paroles que je ne sai mie bien. Après ce est avenü pluisours feis, por les paroles devant dites et por autres, que moult de gent se gardent de quitter avant. Et en Chipre meisme vi je avenir autel fait de plusours, et nomeement d'un chevalier d'outremer, qui avoit nom messire Manassier, à cui le rei dona Limniate^a, et il li rendi et quita puis au rei en plaine court et s'en ala hors de la terre. Après revint et en plaidioia au rei, et fu posé sur court à recorder ce que en avait esté et esgarder ce que en devoit estre. La court recorda que sire Manassier avoit rendu et quité le fié au rei, et regarda que il et ses heirs l'avoient perdu à tousjours. Monseignor de Barut le viel fu à cel esgart et dist que ce avoit il oï et seu dou rei Aimeri et de messire Rau de Tabarie, qui moult seurent d'us et d'assises et de raizons, et moult furent sutil et sages de naturels sens; et à lui meisme sembleit que chascun poeit rendre ce que l'on li avait doné, et dont la saisine n'estoit onques partie de lui^b. Et, sans faille, la maniere des dons des fiés est teil, que le seignor done à lui et à ses heirs après li, et aussi est il en mout de previliges; et se il n'est escrit, si est il entendu : car en la vie dou conqueror n'i a rien l'air, mais puisqu'il est venu à aucun des heirs, celui nel peut mie rendre; car aussi bien sont heirs les autres qui viennent après lui com il est, sauf ce que il deit tenir pour ce que il est premier. Et puisque la saisine est translâtée à l'heir, les autres heirs ne pevent estre desirités, se par autre assise ne le sont^c. Mais dou conqueror au doneor est il aussi jugié come il est dit dessus. Et aussi avint de maistre Ogier qui rendi et quita son fié au rei, et après y ot moult de proieres de raver le; et moult s'en entremist le conte de Jaffe^d, pour ce que maistre Ogier avait moult servi li et sa mere au tens des Longebars^e, et parmi tout ce ne vost souffrir monseignor de Baruth que le rei li rendist le fié, ains li redona tout de nouveau, por la proiere dou conte^f. Et monseignor de Saest disoit que le conqueror le peust aussi bien rendre et aquiter à l'heir dou doneor meisme, puisque la premiere saisine n'estoit translâtée ne partie dou conqueror. Et je meisme enten que monseignor de Baruth diseit raizon, mais je ne le vis onques avenir. Une autre maniere de ce meisme y a qui est maintes feis avenue, et je l'ai veu et souvent oï avenir. Quant home qui a un fié de son conquest, dont il a fait lige homage et servize de son cors, et il treuve autre seignor qui li veulle doner fié que il plus ame; ou se il treuve fié qui se vent par l'assise, que meaus vaut que le sien, et il nel peut aver, se il n'en fait ligece et servize de son cors, il se peut concorder avec son seignor en teil maniere devant le seignor et dire : « Sire, je vous rens tel fié que je ai de mon conquest, et le

^a Aujourd'hui Limnati; ce fief formait une des plus belles propriétés de l'île de Chypre.

^b De celui qui avait donné le fief.

^c Ibelin a longuement traité cette question dans son cXLIV^e chapitre, p. 217.

^d Ce comte de Jaffa est, sans nul doute, Ibelin, l'auteur du Livre des Assises.

^e On appelait ainsi les soldats que l'empereur Frédéric II avait envoyés, sous les ordres du maréchal Richard Felingher, pour détruire le crédit de la maison d'Ibelin dans l'île de Chypre.

^f En effet, c'eût été transformer l'abandon d'un fief en une recommandation dépouillée des conditions et des garanties imposées d'ordinaire à un acte de ce genre. On voit combien, en toutes choses, les seigneurs de Chypre étaient fidèles observateurs des règles de droit.

« vous quit tout ce dont vous m'estes tenu pour le fié ou pour ochaizon dou fié « devisé ou non devisé. » Et le seignour peut respondre : « Et je receif le fié et la « quitance, et vous otroi et doing plain poeir de faire lige homage et servize de « vostre cors à qui que vous volés, et vous quit tout ce que je puis et doi, sauve « men henour et ma foi. » Tout ce qui est dit et escrit dessus me semble la plus couvenable maniere, et aussi je enseigne et fait et fais faire as plusours. Et se le seignor vausist faire bonté à l'oume, il li porreit bien faire : car maintes feis est avenu que le seignor doneit à son home plain poer de faire ligece et servize de son cors à autre seignor par devant lui, sans lui sauver^a, et le fié demoureit en la main dou seignor tant que l'oume ou son heir le recovrast, faisant ce que le fié deit^b. Et aucune feis est avenu que l'ome qui tient le fié et la fei que le seignor li deveit, et l'ome se teneit à païé que le seignor li otreiast et donast plain poeir de faire lige homage et servize de son cors à cui que il vozist; et le seignor ne li faiseit autre quitance : car teil esteit l'acort des deus parties^c.

CHAPITRE LXXIV¹.

[Ci orrés dou fié dou conquest.]

Vous avés oï coment l'ome peut rendre le fié qu'il a de son conquest au seignor, après orrés dou fié dou conquest meisme, une choze que j'ai tosors oï, meis je ne la vi onques avenir, ne n'oï dire que jugement en fust fait : car, sens faille, l'on dit que l'ome peut doner et laisser le fié qu'il a de son conquest tout ou partie auqueil qu'il vaudra de ses heirs, faisant après son decet tel homage et teil servize come le fié deit. De ce avint que messire Renier de Giblet le viel^d, que l'on tint à moult sage et qui tous ses fiés aveit de son conquest, donna et laissa à messire Renier le jone le fié dou Pistac^e et à messire Josselin le fié d'Avogore^f. Et ces deus estoient les plus jouenes, et il en avoit autres deus, messire Amauri et messire Hernois. Messire Amauri esteit l'ainné, et le per li aveit fait aver en sa vie les deus pars de Piles, et il teneit la tierce, et après sa mort le li laissa. Et laissa les deus fiés dessus motis à ses deus jones fis desus noumés. Après tout ce, vint messire Amauri, l'ainé fis, devant le rei Aimeri, en la cort, et requist, come ainsné et come dreit heir, tout l'irritage qui aveit esté de son pere et à ses heirs; et allega toutes les raizons que il sot et pot. Les autres deus tindrent les fiés et allegèrent le don dou conquest de lor pere. Assés i ot plait, et en la fin i ot pais, tenant tout ce que le pere en aveit doné et devisé. Et dit l'om que le rei en aveit moult aidé as deus jones freres et que lor meire en dona grant avoir au rei, et li dona un bains que son baron, messire Renier, li aveit laissié, que encores

¹ LXIV. A.^a C'est-à-dire, sans réserver sa propre ligèce.^b Ceci revenait à une recommandation sans terme.^c En Europe, les fiefs tendaient à devenir patrimoniaux, et le service de corps était beaucoup moins pesant qu'en Orient. On ne trouve donc rien dans la législation de la France, qui se rapporte aux usages dont il a été parlé dans ce chapitre; car les fiefs *rendables*

n'étaient pas des fiefs qu'on pouvait rendre au seigneur.

^d Renier de Giblet fut envoyé, en 1195, vers l'empereur Henri VI, par Guy de Lusignan, pour en son nom lui faire hommage en qualité de roi de Chypre. (Loredano, l. I, p. 23.)^e Aujourd'hui Pistachi.^f Aujourd'hui Agorasto.

sont apelés les *Bains de messire Renier de Giblet*^a. Et les heirs des deus jones freres ont et tiennent les fiés quitement en pais. Et bien peut estre que d'autres pluisours est avvenu ce meisme, mais jugement n'en fu onques fait que je sache, si come je dis dessus. Et je entens que le plus bel sereit et le meillor, que faire le porroit, que l'on porchasast vers le seignor au coumencement que le don fust par condecion, en teil maniere que le conqueror le peust doner ou laisser au queil qu'il vaudreit de ses heirs. Et aussi l'on fait pluisours gens et porchasié. Et qui ce ne porreit porchassier, et il avenist que le conqueror tenant le fié de son conquest eust aucun heir que il amast plus que l'ainné, il porreit venir au seignor et rendre lui et quiter le fié de son conquest tout ou partie, si com il est dit desus, s'il peut porchaser devant, ver le seignor, que il le donast de nouveau don à celui qui l'ome vaudreit; mais tant y aureit de peril, se ce fust en Chipre. Et celui qui aureit le nouveau don morust sans heir de feme espouse, les heirs dou premier conqueror en seroient desirité. Et qui ce fereit qui est desus devisé, par raizon ne porreit ne devreit aver plait ne content entre les heirs.

CHAPITRE LXXV¹.

[Ci orrés de l'assise dou rei Baudoin.]

Au coumencement, quant les premieres assises furent faites, fu ordené et après usé, quant aucun se clamoit d'autre, disant que il l'aveit feru de main ou de pié ou de baston, se cil l'otroiet d'orgueil ou pour veir dire, il paiet c. besanz au seignor et c. sols au feru, se il esteit Franc; et se il esteit Surian ou Grifon ou serf en aucune maniere, l. besanz au seignor et l. sols au feru^b; et se le clamor esteit de cop d'arme esmolue ou de mace de fer, il devait perdre le poing. Et s'il voleit le cop neier, de que que il fust, et le feru le peust prover par deus leiaus garens de la lei dou feror, il esteit encoru de la paine dessus devisé, sauve d'arme esmolue ou de mace de fer, et y aureit tornes de bataille, por ce que la paine est si grant com de perdre membre. Et en la garentie dont l'amende est de deniers, si com la quantité est desus motie, disoient le plus de gens que il n'aveit nules tornes de bataille contre les garens, et aucuns disoient que si avait, pour ce que il y a une assise qui dit, que de toute querele d'un marc d'argent ou de plus y a tornes de bataille contre un des garens. Adonc meisme fu ordené et assis que se aucun chevalier se clamoit d'autre chevalier, disant que il l'aveit batu, et l'autre en fust ataint par son otrei ou par garens, si com il est desus devisé, paier deveit mil besanz au seignor et douner herneis de che-

¹ LXV. A.

^a « Il re Giacomo, per che non haveva dinari, fece disfare i bagni di tutta l'isola, quanti erano assai, e di quelle caldare fece delli dinari e grossi e bizzanti. » Lusignano, p. 67. Le produit de ces établissements, qui était considérable, avait servi à fonder des fiefs. Il en était de même en Syrie. On lit dans une charte de Bohémond, prince d'Antioche, de l'année 1186: *Concedo etiam eis balnea que Rainaldus habebat*

apud Antiochiam. (Paoli, t. I, p. 80. Cf. p. 26, 88, 226.)

^b « L'amande de l'oume de poote, dit Beaumanoir, c. xxx, p. 150, est de lx. sols et dou gentilhomme de lx. livres. » Voyez les *Établissements*, l. II, c. xxiii. Les amendes sont toujours plus élevées en Orient qu'en Occident; mais, comme nous l'avons dit, cette différence tenait à la rareté du numéraire dans la première de ces deux contrées.

valier au batu, et teiles armeures coume l'on deit doner à celui qui l'on fait chevalier : car cil qui le bat ne semble pas que il le tinge por chevalier; et por ce que il le desfait, est bien raizon que il le reface. Et là où je parlai en la premiere assise de chevalier batu, oblai je à dire que ce il avenist que se sergent ou vilain ou garzon batist chevalier, et il en fust ataint par son otroi ou par garens, en la maniere que est là dite par garens, et celui qui aureit le chevalier feru deit perdre le poing destre^a. Et se il avenist que aucun ou autre se clamast d'autre de morsure de dens aparant, et l'autre le neiaist, et cil le peust prover si come il est dit desus, la paine establie de la quantité desus motie devreit paier; et qui que il fust, home ou feme, se il n'eust de quei paier, les deus maistres dens devant par dessus devreit perdre. Et se la morsure tornast à mahaing, n'i a point de paine de deniers, ains doit perdre tout outre les quatre maistres dens devant^b. Et se la morsure torne à mort, le fait doit estre conduit come murtre^c. De toutes ces choses desus escrites, ai je entendu qu'elles furent aussi assises et devisées et lonc tens usées, ne je n'entendi onques ne'sos que de tout ce i ot rien cassé ne osté. Mais après avint, au tens dou rei Baudoin, que il li sembla et as preudoumes, que il avait grant hennui et tribol et travaill ès choses desus escrites; car les povres homes et les estranges ne trovoient mie legierement garens qui de lor gré portassent la garentie, ne le seignor n'en peut nul destraindre; et les puissans trovoient plus legierement garens; et se il i avait aucun faus, les povres et les estranges n'avoient poeir de lever en un garent; et quant les pellerins se clamoient, et l'en lor faisoit maintenant droit, il s'en partoient tous laidis et se plangoient partout là où il aloient. Et por ce le rei Baudoin fist l'assise qui ore est la plus usée et la plus delivrée, et encores l'apelle l'on l'assise dou rei Baudoin, de cop aparant^d. Tantost covient, sans jor et sans respit aver, que ceil fournisse l'assise de qui l'om se clame, c'est assaver, se il née le cop, il deit jurer sur sains que il ne li a fait celui cop que la court a veu et garenti pour cop aparant. Et se il ne veaut le cop veir, il deit paier pour le Franc, c. besanz au seignor et c. sols au feru, et por l'autre, l. besanz et l. sols : et por la morsure apparant tout aussi. Et se chevalier se clame d'autre chevalier, par cele meisme assise dou rei Baudoin, de cop aparant, se celui de qui l'on se clame le veaut neier par son serement, par tant en est quite; et se il ne veaut neier, il deit paier au seignor mil besanz et douner harneis de chevalier et armeures au chevalier batu, si come il est dit desus en la premiere assise^e. Se

^a Joinville montre, dans un passage que nous avons rapporté page 465, note *b*, que cette peine était également infligée en France.

^b Nous ne pensons pas qu'on trouve, dans aucune autre législation, la sanction d'une peine aussi bizarre. En France, au XIII^e siècle, les blessures et violences étaient punies par des amendes graduées d'après la gravité des voies de fait. « Selonc l'ancien droit, dit Beaumanoir, c. xxx, p. 150, qui mehaingnoit autrui, l'en li faisoit autel mehaing coume il avoit à autrui fet, chest à dire, pour poing poing, pié pour pié, mès l'en en use mès par nostre coustume en cheste maniere, ainchois s'en passel'en par amande. » Le droit des Assises n'admettait pas non plus la peine du talion, mais il avait conservé plusieurs restes de cet usage barbare.

^c Beaumanoir, *id.*

^d *Livre d'Ibelin*, c. cxiii, p. 185; *Livre de Geoffroy le Tort*, § xxii, p. 441; *Livre de Jacques d'Ibelin*, § li, p. 465.

Ces auteurs semblent attacher autant d'importance à l'assise de Baudouin qu'à celle du roi Amaury. Cette loi et la protection que les ordres religieux et militaires accordaient aux gens du peuple, diminuèrent les violences des seigneurs contre leurs hommes. On lit dans la Bible de Hugues de Bersil (*Histoire littéraire de la France*, t. XVIII, p. 819):

Qar en la terre d'outremer
N'ose pas battre uns chevaliers
Ses serjants ne ses escuiers,
Que ne dient qu'il l'occira,
Et qu'en l'Ospital s'enfuira,
Ou au Temple, s'il puet ainçois;
Ainsi ne puet il estre mois
Qu'il n'en i ait au mains ocis
Ou trois ou quatre ou cinq ou sis.

^e Les faits que nous avons rapportés dans la note *a*, page 487, montrent qu'au XIII^e siècle les dispositions de l'assise de Baudouin étaient tombées en désuétude et rem-

chevalier batu se clame par ceste assise meisme de cop aparant d'autre qui ne seit chevalier, aussi en sera quite celui qui que il seit, se il veaut neier le cop par son serement; et se il ne veaut jurer, il deit perdre le puing, car en ce endroit n'i a il nule amende de deniers. Et je entens que se il avenist que se aucune persone se clamast d'autre, par ceste assise dou rei Baudoin, de cop apparant, et celui de qui l'on se clamerait fornist l'assise si come il est dit dessus, et il avenist après que le feru receust mort par celui cop dont l'assise fust fornée, et aucun en vosist le feror apeler de mordre, il s'en deliverrait por tant que il en auroit fait de l'assise fornée, se il seust^a. Tout ce qui est dit desus, si est as clamors, selon les assises et les usages, mais bien ai je veu et seu que bons seignors et sages à mostre ou à plainte de mordre et de chevalier laid et de feme esforcée et d'autres forces faites as povres gens et de tous grans otrages, faisoient enquestion de toutes autres persones, sens lor homes que il doivent mener par court, et s'il par l'enquestion poient netoier lor consienses, il en faisoient bone justise, par la raizon que seignor est tenu de faire justise^b.

CHAPITRE LXXVI¹.

[Ci orrés du cos aparant.]

Encores après vous di : se cors est aparant et il n'ait cos, se il covient que l'on s'en aerde; et se le cors est sans teste, aussi, où se il y a partie dou cors; et se mermes peut apeler. Se cors est aparant, et il n'i a cop ou cos de quei il semble à ceaus de la court qui le verront, que il en peust recevoir mort, l'apelé ne s'en aerdra à l'apelor, se il se seit deffendre. Mais en plait de murtre a trop grant soutillance, et trop auroie à faire se je disoie tous les poins de l'apelor et dou deffendor; et je l'ai asseiz dit allours^c. Et se le cors estoit sans teste, et il semblast que la teste en fust partie par cop, aerdre s'en deit l'apelé : car plus mau cop ne peut on faire, que de tolir la teste. Et se il y a partie dou cors, et il semble à ceaus de la court que ce ait esté par cop ou par cos que l'autre partie faut et que de ce peut mort recevoir, aerdre s'en peut l'apelé, se l'apelor est teil com je voz ai dit aillors. Et merme ne peut apeler, ce me semble^d.

¹ LXXXVI. A.

placées par le combat. Les peuples revenaient toujours à un expédient judiciaire dont la vertu ne faiblissait pas à leurs yeux.

^a D'où il faut conclure que l'assise fixait un terme avant l'expiration duquel l'accusé devait avoir fourni l'assise.

^b Voyez page 490, note d. L'auteur introduit ici une restriction importante, et qu'il n'avait pas faite précédemment. Ce jugement rendu après une enquête et sans l'intervention de la court, ne pouvait pas être rendu par le seigneur contre un de ses vassaux, car les mots *sens lor homes* sont pour *sauf lor homes*. Ainsi limitée, l'autorisation donnée aux seigneurs n'avait pas une grande efficacité et se bornait à leur permettre de punir directement un flagrant délit.

^c C. XIII, p. 486.

^d Il paraît que l'assise du roi Baudouin et la coutume n'élevaient pas la peine, quand le meurtre, l'homicide ou les blessures avaient été commis par un vassal sur son seigneur. Cette aggravation avait lieu cependant chez des peuples de l'Europe, où le principe féodal était moins enraciné que dans les états chrétiens de l'Orient; ainsi, le roi d'Angleterre Henri I s'exprime en ces termes sur ce sujet (§ LXXV, p. 544) : *Si quis dominum suum occidat, si capiatur, nullo modo se redimat; sed de comatione vel excoiatione severe gentium animadversione dampnetur, ut diris tormentorum cruciatibus, et malæ mortis infortuniis, infelicem prius animam exhalasse, quam finem doloribus excepisse videatur; et si posset fieri remissionis, amplius apud inferos invenisse quam in terra reliquisse, protestetur.*

CHAPITRE LXXVII¹.

[Ci orrés de la force aparant.]

Après vous dirai coment je enten la force aparant qui tost le jour, et le rap de feme aussi, jà soit ce que je nel vi onc ne oï juger tout outre. Mais j'enten que force aparant n'est, se elle n'est provée ou coneue ou otreée par celui qui l'a faite, ou s'elle n'est faite en court. Et à la preve a tornes de batailles par la raizon qui est escrite en autre leu^a. Et monseignor de Baruth diseit, se aucun se clamast de force aparant, et deist en sa premiere parole que il est prest de prover la force tout maintenant, que à teil clamor n'entent il que l'on deust aver jor : et ce n'oï je onques jugier. Et se teil cas avenist par aventure, je m'i acorderoie, se je n'oïee meaus dire. Et tout ce que est desus dit est à forme de plait et as gens à cui l'on est tenu de mener par court. Mais se aucun autre persone feist force, et plainte ou clamor en venist au seignor, et le seignor l'enquist et trovast teil certaineté que sa consience ne fust clere, je cuit que le seignor fereit bien se il en prist veniance et en feist faire amende à celui à qui l'on aureit faite la force : car l'otrage de la force est au seignor^b, et por ce dit l'on que celui est ataint de la force qui est en la merci dou seignor dou cors et de l'aver. Et de force faite ou de cop au change, ou en la rue couverte, ou en leu là où se fait marché general, j'ai veu faire enquestion par conseil general de court et faire ent justise; por ce que l'on dit que ces leus sont chambre dou seignor. Et se les paroles ne fussent trop longues, je sui bien remembrant de qui et de quei je le vi, et d'un murtre, dont est plus grant chozes que de force aparant; en tant que le jugement de murtre si est que le murtrier a mort deservie, et de la force est l'on en la merci dou seignor. Et sovent est avenü que bon seignor a justice faite par enquestion^c, por ce que il est tenus de faire justise^d : et, sans faille, les homes ne le veulent loer au seignor; mais aucuns d'eaus li disoient bien le vailant, quant il disoient : « Se je fusse en vostre leu et je fusse ci certefié, je le feroie pendre. » Encore voz di de la force aparant, que forte choze est à croire que cil qui firent les assises, qui tant estoient prodome et sages, eussent mis en assise que de clamor de force aparant ne doit l'on aver jor, se il n'i atendissent aucune clere raizon^e; mais teil choze tenoient il lors à clere qui ores est tenue pour obscure. Et ce que je meaus en cuit, si est : quant aucun aveit faite force aparaument devant la gent, si que ce fust crié par vois coumune; ou se aucun eust pris aucune choze à force, et la choze fust couneue qu'ele eust esté dou clamant, et l'autre la tenist aparaument, et demandast jor de la clamor simple-

¹ LXXXII. A.^a C. x, p. 482.^b Cette idée dont le but est de faire considérer le seigneur comme le représentant et le défenseur des intérêts communs de la société, était une idée nouvelle, féconde en bons résultats, et qui avait déjà fait des progrès en France. Les efforts de Philippe de Navarre pour l'accréditer en Orient, sont dignes de remarque.^c Philippe de Navarre conseille l'usage des enquêtes judiciaires, qui étaient en France la base de toute procédure (*Olim*, t. I, p. 947), et qui devaient finir par remplacer le duel, tandis qu'Ibelin ne parle pour ainsi dire pas de ce mode d'investigation.^d Voyez c. LXXV, p. 548.^e Ibelin le dit clairement, c. LXXX, p. 128.

ment, sans dire dont la choze li est venue; ou se le clamant deist, si com il est dit desus, que il est prest de prover la force tout maintenant : pour toutes ces raizons, ou pour autres que je ne ai jusques ci pensées ne couneues, enten je que l'assise fu faite de non aver jor de force aparant et de cop aussi.

CHAPITRE LXXVIII¹.

Ce sunt manieres de seurtés que l'on peut faire de l'enpruntor à celui qui preste.

La seurté que l'on peut faire² ferme et estable à celui qui preste, de ce que il prestera ou fera prester, est teil : que l'emprestora done bourgeoisies franches et quites^a, s'il les a, en guagerie à terme moti, en la presence dou visconte et des jurés de la Court des Borgoïs^b, et que il ait pleges aparant del default de la quantité de la dete, et que il soient de la jurisdiction de cele court meisme. Autre seurté y a, qui est moult usée, c'est assaver : que l'on done plege chevaliers qui plege et dete et font chartre seelée de lor seau, et aucune feis jurent sur saintes Evangiles que il ne iroient à l'encontre^c. Et l'on n'a encore veu que nul seit alé à l'encontre, ne jà n'avendra, se Dieu plaist : mais s'il avenist en aucune maniere, je ne cuit pas que ce fust valable à point de plait, s'il n'i eust recort de la Haute Court ou privilege dou seignor, seelé de plomp. Autre seurté y a : quant l'on assene de la quantité de la dete en l'assenement de son fié que il a en besanz, et ce fait l'on devant la grant Segrete dou seignor; ce meisme est bien établi^d. Mais s'il avenist que le seignor, pour default de servize ou por autre raison, meist main ou fié par esgart de court, avant que l'assenement fust porpaïé^e : car de tant come le seignor le tendreit en sa main celui qui assené seroit, ne se porroit paier de ce que seroit demoré de la dete; mais si tost come le fié revendreit en la main dou detor, l'assenement seroit établi, et sereit la dete porpaïée^e.

¹ LXXXVIII. A. — ² Peut ferme. A.

^a Les terres qui n'étaient pas soumises au régime féodal, et que les seigneurs se procuraient par acquisition, portaient le nom de *bourgeoisies*, parce qu'elles étaient régies comme les propriétés que les bourgeois possédaient. Dans la ratification accordée, en 1186, par Bohémond, prince d'Antioche, de la donation de la ville de Valanie et du château de Margat, faite aux Hospitaliers par Rainaud Masoer, on lit : *Concedo etiam quod si homines mei qui sunt franci, dederint aliquid domui Hospitalis, sicut burgesium vel aliquod aliud de burgesia, licite poterant accipere; et cum per annum unum et diem unum tenuerint, poterunt vendere nostris hominibus vel aliis preter suos, qui nostrum exinde servitium faciant.* (Paoli, t. I, p. 81.) On voit qu'un service pesait sur ces terres; mais ce service n'avait rien de féodal et était un simple service de défense.

^b La jurisdiction était, dans ce cas, déterminée par la nature des biens et non par la qualité des personnes, ce qui s'éloigne des règles ordinaires.

^c Ce genre de plegerie était le plus usité.

^d Dans ce cas, il fallait que la dette fût prouvée en cour. Voyez Ibelin, c. CLXXXVI, p. 294.

^e Souvent les seigneurs se trouvaient dans l'impossibilité de fournir aucune des trois garanties qui sont indiquées dans ce chapitre, et recouraient à des moyens bizarres pour se tirer d'embarras, ainsi que le prouve le passage suivant de l'Histoire de Jacques de Vitry : « Baudouin, comte d'Édesse, portait une longue barbe, à la manière des Orientaux, parce qu'il avait épousé la fille d'un seigneur d'Arménie, qui suivait la religion grecque et se nommait Gabriel. Comme il était très-pauvre, et son beau-père très-riche, il songea à lui extorquer de l'argent, et lui dit qu'il avait engagé pour une forte somme sa barbe à ses créanciers. Celui-ci touché et ému, et voulant arracher sa fille et son gendre à un opprobre éternel, lui donna 30,000 besants, à la condition que, dans aucun cas, et quelle que fût sa pauvreté, il n'engagerait plus sa barbe. » L. II, c. LXXIV, p. 1089. En admettant l'authenticité de cette anecdote, il faudrait regarder Baudouin I, frère et successeur de Godefroy de Bouillon, comme l'auteur, et Taphnuz, son beau-père, comme la victime de cette fourberie. (Guillaume de Tyr, l. II, c. 1; Guibert, l. VII, c. XLIII.)

CHAPITRE LXXIX¹.

[Du guage de plege.]

Quant aucun est plege à un autre ou à son coumandement, se le terme passe que il ne seit païé ou son coumandement, et celui ou son coumandement li demande guage, tantost li deit doner et par quinzeine; se cil veaut, il peut retenir le guage, et s'il veaut, il li peut recreire jusque la quinzeine, et adonc il deit rendre. Et quant la quinzeine est passée, il deit faire crier le gaige trois jors, et au tiers jor livrer par lendemain toute jor; et se le detour ne rescout le guage lendemain, il est encoru : et puisque le premier est encoru, le plege doit douner tant de guages, l'un après l'autre, à celui qui il est tenu, se il l'en requiert, come la plegerie monte. Et celui les peut faire crier et vendre maintenant, en teil maniere que guage ne soit ce ne vendu à jour de feste gardée et celebrée. Se la plegerie est de besanz, chascun guage doit valeir au mains un bezan, et s'ele est de deniers ou de sols ou d'autre quantité, le guage doit valeir au mains un de cele quantité. Les guages doivent estre crié et livré, s'il sont en vile, en leu où l'en ait usé generaument à crier et vendre les guages; et se le fait de la plegerie et les deus parties sont d'autre leu que de vile, les guages doivent estre crié et vendu en leu couvenable et devant aucune assemblée de gent. Toute la maniere desus devisée fu establee pour ce que le detour eust leisir de rescoure le guage. Et s'il avenist que le detour por ochoison de rescoure le guage où d'eslongier le terme de sa dete, finast à celui à qui il deit, en teil maniere que il li donast respit à autre terme moti, et le plege ne s'obligast à celui terme, por tant sereit quite de la plegerie, se il se peust prover. Et s'il avenist que aucun se clamast de son plege, et le plege noïast la plegerie et celui la provast, le detour sereit quite et le plege paieroit : et por ce se il avient que aucun se clame de son plege, il ne deit pas neier la plegerie, mais il peut dire que il n'est pas remembrant de la plegerie ne que il soit son plege; mais se il l'en fait remembrant si com il doit, il li fera volontiers que plege. Adonc, se celui le peut prover par deus garens qui jurent, asseis est : en tele guarentie n'a nules tornes de bataille contre le guarent, que il que soit la quantité²; ne à clamor de plegerie n'a nul jor, selon l'assise. Et s'il avient que aucun plege perde son guage, et il se clame dou detour, motissant la quantité de son guage, outre ce que il a esté vendu, le detour peut respondre que non, place Dieu ! que son guage vausist tant; et ce est il prest de jurer. Et en son serement, en bone fei, il motira la valor dou guage. S'il veaut faire le sairement, il est à lui; et, s'il veaut, il peut torner le sairement à celui qui esteit plege et de cui estoit le guage, disant : « Je vous tieng por leial, et vous savés meaus que valoit vostre guage que je ne fais : « ce que vous jureis qu'il valut, je vous paierai. » Et, sans faille, jadis soleit estre le seirement à celui qui esteit le guage, mais après fu renovellé l'assise et torné

¹ LXVI. A.² Ibelin développe avec soin l'opinion contraire, et dans sa réfutation il désigne Navarre, c. cxvii, p. 191.

le seirement au detour, por ce que aucuns pleges en faisoient malice et prisoient, par lor seirement, lor guage si chier que il destruoient les detours. Et aucune feis covenançoient les detours, quant la plegerie se faisoit, se les pleges perdoient lor guages por cele plegerie, il devoient estre creu de lor perde par lor plaine parolle; et ce disoit on por ce que il devoient jurer se ce ne fust; et en cest establissement qui ores court le dit on bien souvent^a: mais por ce covendreit prover le covenant par recort de court ou par garens, se le detour le vausist neier, et le plege en deust estre creu par sa plaine parolle. Et s'il avenist que il i eust descort del guage, que l'on dist que il eust esté vendu autrement que il ne deust, por plus ou por mains, ou à jor de feste, le crior en doit estre creu, se il est crior établi qui ait fait serement de loiauté. Et s'il avenist que aucun se clamast d'autre, disant que il l'eust mis en plegerie de teil quantité vers teil, et celui se vausist neier tout outre, il convendroit que celui qui fu plege le provast tout aussi come d'autres quereles; mais pour grant desloiauté et malice devroit estre tenu à celui qui sereit ataint de teil mensonge.

CHAPITRE LXXX¹.

[De la vente des bestes.]

Celui qui vent sa beste as us et as costumes de la terre, l'achetour le peut tenir tout le jor qu'il l'achate et doner li orge la nuit, et lendemain, ains que la beste soit abevrée, chevauche la matinée, et se il ne la fait abeverer avant que midis seit, au plus tart, il est ou chois de l'achator dou retenir por le pris ou de rendre la au vendor, sauf ce, se le vendor vaut dire que l'achator li ait sa beste mahaingié ou surmenée jusqu'à grant empirement: l'achator se doit escondire par son seirement ou retenir la por le pris de l'achat. Se aucun achate beste restive, il la peut rendre dedens an et jor et recovrer sa monée, se la beste est restive aparaument, ou s'il peut prover par deus loiaus garens que il la virent restive droitement, sauf ce que le vendor veaut dire que sa beste n'esteit mie restive et que l'achator l'a mal menée et faite restive à force: l'achatour se doit escondire par son seirement, s'il veaut recovrer sa monée^b. Se celui qui vent sa beste est pelerin^c, et il la vent sor le passage^d, et il avient que il se repente et veuille demourer en la terre, il peut recovrer sa beste en tout le tens dou passage, rendant ce que il la vendi; et s'il s'en vait à l'autre passage^e après et vent cele beste meisme, l'achator premier le peut aver par le pris de la premiere vente, s'il veaut. Se aucun chevalier ou home lige ou sodoier qui ait sols, vent

¹ LXVII. A.

^a Ibelin garde le silence sur cette modification de l'assise. (C. cxxv, p. 201.)

^b *Livre d'Ibelin*, c. cxii, p. 183.

^c L'auteur entend par *pèlerins* les Croisés proprement dits, c'est-à-dire tous les guerriers qui venaient isolément ou réunis pour défendre la Terre Sainte et qui n'avaient pas l'intention de s'établir en Syrie. La situation politique et civile de ces pèlerins en Europe et en Orient

pourrait devenir la matière d'une étude intéressante.

^d C'est-à-dire, sur le point de repasser en Europe.

^e Les retours en Europe se faisaient en commun, à l'époque de l'année où la traversée était sans danger, et s'appelaient des *passages*. Avant de se mettre en route, chaque pèlerin qui avait acquitté son vœu, allait prendre une palme à Jérusalem et la rapportait avec orgueil dans sa patrie. (Guillaume de Tyr, l. XXI, c. xvii, p. 1033.)

son cheval et le hauberc de son dos que il n'ait autre, et avient que le seignor le semont d'aler, en ost banie dedens quarante jors après la vente, le vendor peut recovrer son cheval et son hauberc, rendant ce que il le vendi; mais d'aucune chevauchie où le seignor n'alast et qui ne fust ost banie, n'i sereit pas enssi : car ceaus de la chevauchée pevent recourir as chevaus de ciaux qui demorent et as haubers^a. Et toutevoie s'enssi avient, le vendor est en la merci dou seignor de ce que il a vendu son cheval et son hauberc et n'aveit autre^b. Et se il avient que chevalier ou home lige, ou sodoier qui ait sols, enguage son cheval ou les armeures de son cors, et son seignor ait mestier de son servize, le seignor peut faire toler le cheval et les armeures au prestor et rendre à celui que il a semons en son servize, tant come la semonse dura, par si que, si tost come la semonse faudra, le seignor deit faire paier le prestour dedens set jors, come de dete coneue. Et s'il avient que aucun face vendre sa beste ou autre choze au criage com guage de plegerie ou com aver de mort ou guage abandon, à livrer et paier adès, et le seignor peut saveir que ce seit barat et engien por vendre et aver la paie maintenant; le seignor deit aver la beste, pour la justise dou barat, ou l'autre choze, queile qu'ele seit, et l'achator doit recovrer ce que il a païé, s'il veaut jurer que il ne saveit ne entendoit qu'il i eust engin ne barat. Et le crior qui en teil maniere crie et vent ne deit plus estre crior, ains deit forpaïser, s'il ne veaut jurer que il entendeit vraiment que ce fust guage abandon ou aver de mort. Se l'on peust saver que il se parjurast, il devreit estre en prison un an et un jor et après forpaïser à tousjours^c.

CHAPITRE LXXXI¹.

[L'om ne peut demembrer fié de servise que par partie de servise.]

Après vient l'assise qui dit que l'om ne peut demembrer fié de servise, que por partie de servise : c'est assaver, se le fié deit ensemble servise de pluisors persones, chevaliers ou autres, adonc peut doner le seignor partie de fié en teil maniere que le chief dou fié, c'est assaver que ce que le demore, remange et seit fort, et tout l'autre peut il doner ensemble ou par parties à tant de gent et à teils come le nombre dou servise porporte, faisant à lui et à ses heirs l'omage et le servise, sauve la ligece dou chief seignor dou païs, selon l'assise des ligece. Et aucunes gens dient : se aucun ait doné un fié ou pluisours, et à lui est tant demoré que il en peut encores doner un, et il le veaut doner, il covient que il le doint en teil maniere que ce que li demore por le chief seit plus fort que la plus fort partie que il aura doné, contant et faisant parelles toutes les parties donées à la plus fort^d. Et dient le porquei : car le plus foible partie peut escheir et revenir ou doneour ou à ses

¹ LXVIII. A.

^a En *ost banie* tous les vassaux marchaient, et le chevalier n'aurait pu trouver à emprunter un cheval et une armure.

^b Cette défense adressée au chevalier de ne vendre son cheval ni ses armes, était une conséquence naturelle des règles relatives au service militaire; ce-

pendant nous ne la trouvons mentionnée dans aucun autre ouvrage de jurisprudence féodale.

^c On voit dans Ibelin, c. CXXVIII, p. 212, le crieur condamné, pour une faute moindre, à une peine corporelle bien plus dure.

^d C'est-à-dire qu'il lui en reste plus qu'il n'en a donné.

heirs, et se ce avient, autant porra il doner à un com il a doné à l'autre; et en toutes manieres doit le chief demorer fort. Aucuns autres dient que ce que est doné ne deit mie estre conté ne acoilli, si com il est dit desus; mais ce que l'on done et ce que l'on peut après doner doit estre conté et prisié en teil maniere que le chief remaingne fort, et se ce avient que ce que est doné eschée et remenge au doneor à sa volenté seit dou doner ou dou retenir ce meisme ou le vaillant. Et je m'acort au desreain dit. Aucune feis avient que aucun a fié por sei autre, ou por autres pluisors, sens servise de son cors; se l'on li done celui fié en cressement de l'autre que il avait, il est essemble à l'autre et peut estre aussi come l'autre en la maniere dessus devisée. Et se il est donei par sei et il y a un soul servize d'une persone, celui ne peut estre demembré: car servize d'un soul ne part mie à tous-jours, mais par doiarres se part il. Ne tout ensemble ne le peut on doner, se l'on ne le done à son dreit heir par l'autre assise que vos oreis après. Et s'il y a servize de pluisors, jà n'i ait il servize de cors, l'en le peut partir par parties pour le servize tot ensi come l'autre, sauf ce que l'on deit retenir l'un des servizes por le chief, pour ce que ce est un fié par sei: et le chief deit estre fort aussi come de l'autre. Ne tout ensemble nel peut on doner: l'assise de la teneur d'un an et un jor des heritages qui sont dedens ville, est contraire à ceste assise et la desfait en tant; car par cele remaint le fié demembré de l'iritage qui est dedens vile par les raisons qui sont escrites là où je parlais de la teneur d'an et jour, comment celi qui tient cel heritage en peut respondre^a. Et je entens que l'assise de la teneur fu faite après ceste, et por cela casse elle. Et là meisme où je parlai de l'assise de la teneur, devisai je coment et pourquei^b.

CHAPITRE LXXXII¹.

[Coment l'en peut faire avoir en sa vie tout son fié à son dreit heir.]

Deus manieres y a, par assise, coment l'en peut faire avoir en sa vie tout son fié enterinement à son dreit heir. L'une si est, quant l'on se rent aparaument en religion, le fié escheit à l'heir aussi dreitement com se le rendu fust mort; l'autre

¹ LXIX. A.

^a C. XI, p. 483.

^b Par l'ancien droit de la France, qui était resté en vigueur dans plusieurs coutumes (Paris, art. LI; Dourdan, art. XXXIX; Tours, art. CXVIII, CXIX, etc.; Loudunois, c. XII, art. I-VI; Anjou, art. CCIII, etc.; Maine, art. CCXVIII, etc.), il était au pouvoir du vassal de vendre tout son fief à qui il voulait; mais il n'avait pas la liberté d'en démembrer aucune partie. (Laurière, *Glossaire*, au mot *Depié de fief*.) Ici il s'agit d'une sous-inféodation et non d'une vente. Il entrerait dans l'esprit des Assises de Jérusalem d'accorder au vassal toute la liberté nécessaire pour rendre le service de son fief avantageux à l'intérêt commun. Une même pensée avait sans doute inspiré la législation française; mais en accordant aux nobles la permission d'aliéner leurs fiefs à des roturiers, la loi avait adopté un principe si contraire à la

nature des fiefs, qu'elle comprit la nécessité de ne pas autoriser des démembrements qui auraient morcelé la propriété féodale et introduit dans les justices des désordres graves.

En 1315, les nobles de Champagne se plainquirent au roi Louis X qu'on les empêchât de donner à leurs serviteurs nobles ou autres, tant de leurs terres comme il leur plaisait, en retenant devers eux le fief et l'hommage. Le roi répondit: « Nous voullons et leur avons octroyé, que il ce puissent faire, aux personnes nobles tant seulement, mais que le fié ne soit trop amenuisié. » (*Ordonnances*, I, 574.) Ces conditions étaient sages, mais elles n'approchaient pas cependant de celles que les Assises avaient adoptées dans l'intérêt du service public et des droits du seigneur. Voyez les *Assises de Romanie*, c. XXX, CII, et le *Livre d'Ibelin*, c. CXLII, p. 216, note e.

est teil que l'on, par l'otroi dou seignor d'aage, peut doner son fié tout ensemble à son dreit heir et as heirs de son heir. Et s'il est ensi fait et le seignor en receit l'omage et le servize de l'eir, et il l'a et tient enterinement, ferm et estable est à tousjors^a. Mais sovent est avenu et avenir peut que l'en done son fié à son heir par barat, quant l'en le quide meaus marier ou par aucune maniere de profit, et il le rent ou coumande, ou li lait aver et tenir, si qu'il^b en est saisi et tenant et servise faisant toute sa vie. Quant Dieu fait son coumandement de lui, la saisine et la teneure dou fié vient par dreit au plus prochain dreit heir que il a en l'oure que il vient de vie à mort, ne jà, por choze que faite en seit, ne remendra que aussi n'avienge; se l'on rien li demande, il plaidera saisi et tenant. Et souvent est avenu que l'eir de celui à qui le fié estoit doné le perdeit, et l'eir qui plus estoit prochain de celui qui moreit au jour de sa mort, avait la saisine et le fié à tousjors; mais se il avenist que plait en fust, l'en jugereit selon le dit des parties et selon les consienses des juges.

CHAPITRE LXXXIII¹.

[Dou default de servize.]

Après vient l'assise de l'avantage que le seignor a, se son home li default de servise, par quei il en seit ataint resnablement. Le seignor deit aver et tenir le fié un an et un jour : et ce est choze moult usée et resnable, se la semonse dou servize n'est de bezoing moult perillous au seignor ou à sa seignorie, ou se le perill dou bezoing n'est moti en la semonse; mais se la semonse est por bezoing perillos moti en la semonse, et que le semons ait esté trové et semons en presence, et que il n'ait heu enssoine aparant et covenable, par teil default de servize, se la court conoist que le bezoing fust perillos, si com il est dit dessus, l'ome deit perdre son fié toute sa vie, et le seignor le deit aver d'amende. Mais se l'ome ne fust trové à la semonse, et il fu semons en son osteil, moti ou non moti le peril, et quant il vendra devant le seignor, et il li veaut dire que, par la fei que il li deit, que il ne saveit le peril dou seignor ne de sa seignorie, la paine n'est que de perdre le fié un an et un jor, jà si grant n'aura esté le peril. Et quant il est avenu que le seignor a semons aucun de ses homes de son servise par homes liges, si com il est usé, et cil ne vient au jor et il veaut que la court le conoisse à quei il se peut prendre de celui qui est defailli de son servize, sovent est avenu et avient que le seignor fait venir en la court les trois homes liges qui portent garentie de la semonse et dient que le jor est passé; adonc coneist la court que le seignor se peut reconeistre au fié et faire s'en servir par si com. Si tost com celi vendra devant le seignor, le seignor li deit faire ravoir sa saisine et sa teneure et après core dreit entre le seignor et l'ome. En cestui mot est entendu que le seignor peut après dire ce que il veaut et aver le default dou servize à grant ou à petit. Et l'ome peut dire toutes ces escussacions;

¹ LXX. A.

^a Les Assises de Romanie nous apprennent que ce *devestissement* s'opérait journellement : « si como tuto lo • zorno se fa » (c. XL); mais elles imposent, avant tout,

aux parties l'obligation d'accomplir cet acte en présence du seigneur ou plutôt de sa cour.

^b Le donateur.

et le jugement y ert sur la court. Et ceste maniere dessus devisée est la plus usée. Et le seignor entent que il est deschargié et que l'ome est ataint, puisque la semonse est garentie en cort par les trois homes liges qui là furent. Et bien est veir que il est deschergié de tant que il a prové la semonse; mais ce que il dit que son home li est defailli de servize n'a il mie prové : car cil qui le semonstrent ne pevent saver s'il, au jor qu'il li motirent, fist le servize ou non, ne la court qui fait la counaissance n'en seit rien que par le dit dou seignor; mais por ce que la fei i est dou seignor, chascun deit entendre que le seignor à son ensient dit verité. Et por ce que aucun porreit estre semons de faire servize en leu où le seignor ne sereit, et i vendreit à tens et à houre, et fereit son servize et de ce aureit bone garentie; et sur ce le seignor qui ne le saureit, direit que il sereit defailli et en requeroit la coneissance de l'amende : por ce dit la court que si tost com l'ome vendra devant le seignor, que il deit raver sa saisine, et après core dreit. Et je entens, se la court vausist, qu'elle poreit bien dire au seignor en la coneissance, si ensi est com il dit, que il se peut reconeistre ou fié et faire s'en servir. Et ce direit la court, pour ce qu'elle ne seit rien dou defaut que par le dit dou seignor; mais l'on se seufre dōn dire por l'enor dou seignor, et por ce que l'ome qui est semons n'i deit rien perdre, se il se peut escuser resnablement, quant il vendra en court devant le seignor. Une autre maniere y a de conoissance de defaut de servize. Aucune feis est avenü et peut avenir que le seignor vient en court et dit que il a semons aucuns de ses homes de son servize si com il deit, et celui li est defailli; dont il en veaut avoir teil raizon come la court conoistra qu'aver en doie. La court a coneü pluisors feis et peut coneistre resnablement, ce me semble, que se ensi est come le seignor dit ou fait dire, il se peut reconeistre au fié tout aussi com il est devisé en l'autre maniere dessus dite. De ceste deraine maniere a esté aucune feis la court en debat, por ce que la semonse n'est provée et que l'autre maniere est plus usée; mais à mei semble que autre si bien peut l'on faire coneissance de la deraine come de la premiere : car de l'un et de l'autre demore le defaut ou dit en la fei dou seignor. Mais en la premiere a le seignor tant d'avantage que il a prové la semonse. L'assise porporte les deus manieres d'amende de defaut et de servise qui sont devisées au coumencement, c'est assaver celle d'un an et un jor, et l'autre de toute la vie de celui qui deffaut. Après voz ai devisées les deus manieres de coneissance que l'on use et peut user, ce me semble, selon ce que j'ai oï et veu, et bien enten je que de teil fait porreit avenir plait en teil cas entre le seignor et l'ome, que mout y aureit à jugier¹.

CHAPITRE LXXXIV¹.

[Se aucun recomande son fié à son seignor en court.]

Se aucun recomande son fié à son seignor en court, et le seignor le receit, il le peut tenir resnablement tant com celui qui l'a recomandé le laira; et s'il le veaut

¹ LXXI. A.

* La semonce de service militaire est une des matières de droit féodal qu'ibelin a traitées avec le plus de développements (c. CCXIII-CCXXVI). Philippe de Navarre

s'était, comme on voit, et selon son habitude, contenté d'examiner les côtés de cette question qui avaient de l'analogie avec ses études et ses observations antérieures.

aver, ne le peut recovrer tant que un an et un jor seit passé enterinement : car teil est l'amende de fié recomandé. Mais après l'an et le jor le deit aver, s'il le requiert, et après n'i a nule amende. Et s'il avient que l'ome recommande son fié à son seignor, et le seignor repont que il ne receipt pas la recomandise et dit porquei, motissans aucunes raizons; et celui qui veaut recomander li offre par treis feis, et en la fin li offre par un baston ou par un gaint ou par aucune autre choze que il tienge en sa main ^a, et mete cele choze devant le seignor, disant que il li recommande son fié, et vaille que valeir devra; se le seignor se taist à tant, sens dire que il est en peril de son cors ou de sa seignorie, et se il s'en part que il en vaudra avoir teil raison com la court coneistra; se le seignor ne dit ce, et l'ome s'en part autant, il s'en vait sens peril, et le seignor ne peut metre main en son fié, por ce que il a dit que il ne le receipt pas ^b. Sauf ce, se le seignor veaut puis venir en la court et dire : « Teil home m'offri son fié en recoumandise, et je nel vaus « recevoir; ains respondi ce que voz entendistes. Et voz oïstes mon dit et le sien : « se voz coneissiés que son dit fu resnable et mon respons ne sufist, je veull que « vous me coneissiés, selon son dit et mon respons, que je en doie et faire puis par « raison. » Adonc se la court entent que le vavassor dist et fist ce qu'il dit et pot faire selon l'assise, et que le respons dou seignor n'a leu, bien peut conoistre la court que le seignor deit et peut recevoir le fié et tenir an et jor, si com il est dit dessus. Mais se il avient que le seignor, au recomander dou fié, nel veaut recevoir, disant et motissant le peril en quei il est, requerant esgart de ce, se il en est en leu covenable por esgart aver, ou se il fust en champ, et il dist tant sans plus, se l'ome se part dou champ ou d'autre leu perillous que il en vaudra avoir teil raison com la cort conoistra que aver en doie. Et encore s'il avenist que le seignor ne deist plus que tant solement motir le peril, disant que por tant ne veaut recevoir la comandise; et sur ce l'ome s'en partisse, disant : « Vaille que valeir devra; » et après avenist que la court coneust que le peril fust teil que le seignor peust resnablement refuser la comandise, l'ome serait desirité toute sa vie, selon l'assise : mès il co-vendrait, quant le seignor vaudret metre main au fié, que ce fust par coneissance de cort; et se l'ome fust present, la coneissance devreit estre teil com de default de servise, c'est assaver que le seigneur se peut reconeistre ou fié et faire s'en servir, par si, quant l'ome vendra avant, que il recovre sa saisine, et après core dreit. Et se le seignor a recort de court dou respons et dou contredit que il fist à la comandise, et la court seit le peril, le dreit qu'il cora sera teil com l'assise porporte, c'est assaveir que l'ome perdra son fié toute sa vie, et le seignor l'aura por l'amende dou mesfait.

^a Ibelin (c. ccxlvj) ne parle pas de cette offre trois fois répétée et suivie d'une tradition symbolique. Il est, en effet, assez difficile de comprendre la nécessité de cette formalité : la remise du bâton, du gant ou de tout autre objet, désignait, chez les peuples de l'Occident, une translation de propriété; mais dans le cas dont il est ici question, un acte de ce genre n'avait pas lieu, car le vassal ne remettait son fief au seigneur que pour un temps très-limité; et le seigneur ne pouvait pas recevoir l'investiture d'une propriété sur laquelle il avait déjà, comme concessionnaire primitif, des droits inaltérables. Il n'existait donc d'investiture ni de la part du seigneur, ni de la part du vassal; il y avait un dépôt susceptible d'être, au bout de l'année, converti par le seigneur en propriété réelle.

^b Pourquoi l'auteur suppose-t-il qu'un seigneur qui n'est pas *en champ*, c'est-à-dire qui n'a pas de guerre à soutenir, fasse tant de difficultés pour rentrer en possession du fief qu'il a concédé? Nous croyons que Navarre discute ici une question sur laquelle les cours devaient rarement avoir à prononcer. Le seigneur qui rentrant dans son fief en percevait les revenus pendant un an, et avait, après l'expiration de ce terme, la chance de retrouver sa propriété tout entière, était, en outre, débarrassé d'un vassal dont les idées et les habitudes manquaient de constance : il y avait donc tout profit pour lui. Établie en faveur des vassaux, la recommandation n'était pas moins dans l'intérêt des seigneurs; mais elle devait rendre les tenures peu stables. Voyez page 376, note a, et page 393, note a.

CHAPITRE LXXXV¹.

[De celui qui estraie son fié.]

Celui qui estraie sôn fié a tant d'avantage : se nus s'i remet, et il revient à son fié, il i peut entrer sens faire requeste au seignor ne à autre. A l'encontre de cestui avantage a peril : car teils s'i poreit metre et tant le porroit tenir, que il plaidoiereit saisi quant celi vendroit et le requeroit. Et moult est laide choze d'extraire son fié : car celi qui le fait, il semble qu'il s'enfuie; et se le seignor vient en la court et die : « Teil houte a estreié son fié, je veul que voz me coneissiés à quei je m'en puis prendre; » la court conoistra et dira : « Sire, se enssi est, vous poés reconnoistre ou fié et faire vos en servir par si com si tost que il voz requera, vous le deveis remettre en saisine; et après core dreiz entre vous et lui^a. » Ceste maniere desus dite n'est pas si bone au seignor com est la semonse de servize : car, par la semonse, se l'ome default, a le seignor l'amende de un an et un jor après ce que l'ome est revenus en son fié, si com il est dit en pluisors leus desus; et de fié extraié n'i a nulle amende establee puis que l'ome revient au fié, et peril y a au seignor, se l'ome veaut neier que il n'a extraié son fié; et l'ome rest en peril, se il veaut neier ce que est choze coneue. Et en toutes guises vaut meaus au seignor que il face semondre son home de son servize par les trois conoissances en son osteil, se il l'a, ou en son fié^b.

CHAPITRE LXXXVI².

[Ci orrés les assises des mariages.]

Après viennent les assises des mariages des femes qui tiennent dou seignor fié d'eritage ou de bailliage qui deit servize de cors. Au coumencement et grant tens après que la terre fust conquise, se marioient on teil maniere que le seignor esteit mal servi des maris, et les amis des femes meisme s'en tenoient à mal païé, et tout le païs en valeit pis. De ce avint que enssi fu establi que nule d'eles ne se peust marier sans le congié dou seignor et par le plus et le meaus des amis charneis de la feme^c. Après avint que le seignor prist^d si tout le poeir à sei, que il les marioit quant il voloit et à teis com il voloit. Aucunes feis en parloient aucuns de lor amis, aucune feis non : tant corut ce, que grant murmure en fu encontre le seignor.

¹ LXXII. A. — ² LXXIII. A.^a Voici le premier exemple d'une formule de connaissance de cour, présentée par un jurisconsulte.^b *Livre d'Iselin*, c. clxxxî, p. 283. Estréer son fief, ce n'était pas l'abandonner réellement, c'était plutôt manquer, sans excuses, à l'accomplissement des devoirs

qu'il imposait; aussi l'auteur conseille-t-il au seigneur de convertir sa demande en une plainte pour défaut de service.

^c Par *amis*, il faut entendre les parents à un degré éloigné, en un mot, le *lignage*.

Adonc, par comun acort dou seignor et des homes liges, fu faite l'assise qui est desous devisée, et est teille. Le seignor ne peut nule veve efforcier de mari prendre, tant que un an et un jor soit passé après la mort de son mari qui fu ^a; après la • peut semondre d'esposer mari, et il en deit offrir trois, qu'ele prenge le queil qu'ele vaudra. Et tous les treis doivent estre pareil à la feme et au mari qui mors est : car la feme est à choïs de dire lequeil elle vaudra, et metre avant le parage de li ou de son mari qui fu; et le seignor ne la deit desparagier, se elle ne l'otreie. Et quant le seignor la viaut semondre de mari prendre, il le peut faire par trois de ses homes, et cil la doivent semondre, se il la trevent; et se il ne la trevent, il la doivent semondre à son hosteil ou en son fié, por ce que ce est maniere de servize : car le fié qu'ele tient deit servize de cors, et le seignor ne veaut mie qu'ele le tienge, faisant le servise d'un soldoier. Et le jor que l'en li done d'es-pouseir mari n'est mie de treis quinsaines, si com d'autre servise, ains doit estre jor covenable, et en tens et en saison que sainte Yglise a establi de faire mariages ^b. Et se le seignor le fait si com il est dit dessus et devisé, et la feme passe le jor de la semonse sans faire le comandement dou seignor, le seignor peut requere que la cort li conoisse à quei il s'en peut prendre ^c. La court conistra ce meisme que l'on conoist d'autre servise. Et après se elle vient avant, si raura sa saisine. Et se le seignor veaut aver dreit de li, et elle ne peut mostrer par esoigne que elle ait eu, ou par aucun des poins de l'assise, que elle seit delivre de la semonse faite, le seignor porra, par esguart de court ou par coneissance, aver son fié tant que elle ait fait son comandement de mari prendre. Et tout aussi peut le seignor semondre et mener une pucelle qui ait fié qui deit servize de cors, puis que elle a douse ans complis, sauve la difference dou parage dou baron que la feme veve aura eu ^d. Et s'il avenist que aucunes d'elles se mariast sans le congié dou seignor, et il en vausist aver dreit par sa court, après ce qu'ele vendreit en la presence de la court, de ce ai je oï et veu grant debat : car les treis plus sages que je onques veisse de sà meir, c'est assaver, monseignor Raou de Tabarie, monseignor de Baruth le veil et monseignor de Saieste, en estoient en descort, si que nus d'eaus disoit ce que l'autre en semble. Et ce que il en disoient n'estoit mie en court; mais quant l'en lor enqueret, messire Raou disoit que il entendoit que l'amende de teil mesfait est auteil com de deffaut de servize, pour ce que ce est maniere de servize; mais que celui qui la feme aura epousée seit teil que il puisse deservir le fié covenablement, et que il peust seir en court et aver vois en court à tout ce que les autres frans hommes doivent aver, si que l'en ne le puist lever de court et osteir, à honte dou seignor ne de la court ne de lui meisme; et que il ne seit mesfait au seignor de choze aparant, si que le seignor puist dire que il est son ennemi et que teil home ne deit mie estre en son servize et en son homage, malgré sien. Sauves les chozes desus moties, il disoit que le seignor ne poeit mener la feme ne le nouveau mari à plus de paine ne d'amende que d'avoir et tenir le fié an et jor. Et disoit que, se il fust en court, il direit ce meisme, se il n'oïst meaus

^a • Il n'estoit mie coutume en la terre que nule • voeve dame ne se mariast dedenz l'an que ele avoit • perdu son seigneur, et ce apele le loi le ten de plor. • Guillaume de Tyr, l. XXI, c. xv, p. 1029.

^b *Ut in Christianorum non saltetur nuptiis, et a Quinquagesima usque octavas Paschæ non fiant nuptiæ.* Capit. Herardi archiepiscopi Turonensis, c. cxii. (Baluze, *Capitularia*, t. I, col. 1293.)

^c Voyez dans le Livre d'Iselin, c. ccxxviii, p. 362, la

longue formule à l'aide de laquelle la femme peut repousser la semonce du seigneur.

^d Voici l'opinion que l'auteur émet, dans le traité des *Quatre tens d'age d'ome*, fol. 403 v°, sur l'époque du mariage : « L'an ne devroit ja volentier marier enfant • malle très qu'il ait xx. anz aconpliz, se ce n'estoit • por besoing d'avoir hoirs, se il a aucun grant mariage, • ou por doute de pechié. Mais les filles doit l'an tost • marier puisqu'elles ont xiiii. anz. » Cf. fol. 394.

dire et qu'il le coneust. Monseignor de Baruth diseit que il entendeit que la feme sereit deseritée tant com le baron qu'ele auroit espousé sans congié dou seignor vivret; et s'il morust et elle venist devant le seignor, si com elle deust, de faire son comandement de mari prendre selon l'assise, adonc recouvreroit son fié. Et ce direit en court, se il fust, se il n'oïst meaus dire et le coneust ^a. Et monseignor de Saiceste diseit qu'ele sereit deseritée toute sa vie. Et por ce que la raison n'esteit clere ne coneue, ne jugement n'en avoit esté dont la court fust remembrant, les seignors n'en voloient entrer en plait ne en jugement, ains chassoient et congetoient dou païs ceaus qui ensi espousoient femes et les maneçoient à laidir ou à pendre; et as femes ne respondoient les seignors de rien, quant elles venoient sens lor avoc. Et se celui qui espousoit en teil maniere estoit home dou seignor d'autre choze, et il et la feme ne requeroient rien dou fié de la feme, à tant s'en passeit le seignor: car les franchises femes ne sont mie serves par lor fiés, ains se pevent marier à lor greis, se eles veulent le fié laisser. Mais celui qui est home dou seignor ne la devreit espouser ne entrer ou dreit dou seignor sans son otroi por aver le fié de la feme. Et se il la requist en court, le seignor le poroit moult greveir, se il le seust: et aucuns de ses pers l'en poroit apeler. Et queque l'on die des dis des treis sages homes dessus nomeis, je m'acort au dit monseignor de Baruth, et je ai entendu que ainssi a il esté jugié aucune feis en court, et n'a gaires que ce fu jugié en la Haute Court de Chipre. Et les seignors ne pooient destraindre de mariage les femes qui ont douaire ne celes qui ont fiés qui ne doivent servise de cors, ne elles ne se pevent marier sans le congié dou seignor: car n'est dreit ne raizon qu'elles puissent metre home en l'omage ne en servise dou seignor mau son gré; et se elles le font, l'amende et la paine en est teile come des autres ^b.

CHAPITRE LXXXVII ¹.

[Ci orrés l'assise qui est contre ceaus qui faussent la court.]

Après vient l'assise qui est contre tous ceaus qui osent dire que la court dou seignor, la grant ou la petite, seit fausse, ou que elle ait fait faus jugement. Ceste assise fu faite lonc tens après les autres, por les outrages que aucunes gens disoient et faisoient en l'une court et en l'autre, et de ce aveneit que le seignor ne trovoit nul home qui vausist estre juré de la Court dou Visconte et des Bourgois. L'assise est teile. Se aucuns vient en la Haute Court et dit que la court est fausse ou que elle a fait faus jugemens, tous ceaus de la court l'en doivent desmentir et tendre lor guages encontre lui devant le seignor. Et se il tent le sien, et le seignor le receit, après ce n'i peut aver fin ne merci: la bataille doit estre teile que il se doit combattre à tous ceaus de la court, l'un après l'autre, se il tant dure. Et la court peut à son choïs, avant et après, metre en la bataille tous ceaus

¹ LXXIV. A.

^a Ibelin adopte cette opinion. (C. CCXXX, p. 365.)

^b Ce chapitre renferme des détails précieux sur les variations de la législation du royaume de Jérusalem, que l'on cherche en vain dans le livre d'Ibelin, où cepen-

dant l'auteur approfondit la matière du mariage féodal (c. CCXXVIII-CCXXXII). La méthode à la fois historique et dogmatique de Philippe de Navarre est très-propre à faire connaître l'esprit de la législation d'outre-mer.

de la court qu'elle vosdra, l'un après l'autre. Et la bataille doit comencier dou jor que elle est guagée en avant, toutes les feis que la court vaudra; et deit estre parfaite dedens quarante jors puis qu'elle fu guagié. Le seignor doit faire celui garder en teil maniere que il ait ce que mestier li sera por son cors et por la bataille. Et se il est vencu, il deit aver^a copée la teste, et li deit l'on traire la lengue par deriere, et doit estre atachée derriere la teste, et sur une lance mise, et un home à cheval la deit porter tout le lonc de la ville où le seignor sera, et le criour doit crier devant : « Gardés vous de dire teil outrage come teil home » dist, qui apella la Haute Court de mon seignor fause, qui est bone et leiale : « car teil est la justise de mon seignor » . » Et s'il avenist en aucune maniere que celui eschapast et fuist, puis que les guages seroient doné et receu, il deit estre desirité toute sa vie et tous les heirs que il aureit engendreis après ce que il aureit apelée la court fause : et toutevoies se le seignor le peut prendre, il en doit prendre la justise desus motie. Et se la court fust vencue toute, elle doit estre tenue pour fause à tousjors, ne nus ne tendra son jugement de qui en avant, se il ne veaut; et le desrain de la court qui sera vencu, deit aver copée la teste ou champ, et la lengue traite et decopée par menus morseaus devant tout le peuple, por li et por tous les autres lengues de tous ceaus qui firent le faus jugement. Et teil est la justise quant la bataille est vencue parfaitement. Mais se il avenist que aucun dist que la court est fausée, et il se repentist ains que les guages fussent donés et receus, et criaist merci par treis feis au seignor et à chascun de tous ceaus de la court, par non disant tousjors que il a menti fausement et que la court est boune et loiale; se le seignor et tous ceaus de la court s'i acordent, il en peut aver merci et pardonner li, en teil maniere que il deit forpaïsier et perdre son fié un an et un jour; et ou païs où il sera il doit venir en la plaine court dou païs et dire et reconoistre, par treis feis, tout ce que li est venu^b. Le fait de la Court dou Visconte et des Borgoïs est assés plus perillos, car il n'i a point de bataille; et se le plus haut home dou païs venist en la Court des Borgoïs et dist que la court est fausse ou que elle a fait faus jugement, il deit aver la teste copée, et le gringor merci que le seignor en puist aver, selon ceste assise, si est de faire coper la lengue. Et qui que seit celui qui aura dit que la court est fause, haut ou bas, si tost come le seignor porra ce saver par oïr dire, il deit mander quere le visconte et les jurés, et les conjurer destroitement, si com il sont tenu à lui, que il de ce dient verité; et ce il dient que ce est verité, le seignor deit faire la justise sens autre garantie et sans autre preuve. Et s'il avient que il se repente et crie merci, par treis feis, au visconte et as jurés, disant tousjors que il a menti fausement et que la court est bon et leial, et que ce seit ains que le seignor le sache, et le visconte et la court li pardone, à tant peut passer, mais il ne deit venir en cele court, par besoing que il ait, devant an et jor, se le visconte ou la court ne le font venir por autrui besoing : et doit perdre outreement la querele pour quei il a desmenti la court. Et por ce que ce trop fait choze que le visconte et la court sont creu sans autre preuve de l'otrage qui est dit et fait à eaus meisme, fu trové et mis en ceste assise que tous chevaliers qui ont à requerre ou à respondre en la Court dou Visconte poent metre en lor leu et establir celui que il vaudront, sergent ou autre, et la court en fera autant à celi com au chevalier de qui est la querele, solement que il l'ait establi

^a Selon Ibelin (c. cx, p. 179), le vaincu devait être pendu.

^b Ibelin ne parle pas de ce moyen offert au coupable d'éviter la peine portée contre lui.

en son leu devant la court. Et aussi se pevent garder les chevaliers de peril desus moti en quei il seroient encheu, se ire ou surcuidance lor fist dire que la Court des Bourgois est fause^a. Et por la seurté de ceste assise osent les bourgois estre juré de la court dou seignor, et dire et jugier seurement : car la Court dou Visconte et des Bourgois est bien dou seignor, puisque le seignor en fait le jugement, se il le seit^b.

CHAPITRE LXXXVIII¹.

[Coment les dis et les fais se doivent conduire.]

Je vous ai ci dit et devisées les assisés qui sont plus bezoingables à saver et user en la court, selon ce que je ai entendu de pluisors sages, dont Diex ait les armes, et ce que j'en ai veu et oï en partie, et que je meisme en cuit de ce que les parties en doivent dire et faire, et coument le seignor et la court s'en doivent contenir. Et je deisse bien plus briefment de teil mesfait, selon teil assisé teil amende; mais ce vausist poi, se je n'esclarisse coment les dis et les fais se doivent conduire.

CHAPITRE LXXXIX².

[De poser esgart.]

Ci après voz dirai d'aucuns pouns que je ne lo pas à user, se grant besoing ne li feist faire. Li uns des pouns est, quant l'on veaut foïr et esloingner une choze, et l'on vient à poser sur esgart, posez vos d'autre choze et non pas de celle dont vostre aversaire est pozé; si passera l'esgart nuit. L'autre point est, se l'on se hast et requiere esgart d'aucune choze avant que son aversaire, et se l'aversaire requiert esgart d'autre choze, die tousjors le fuiant que, se la court l'esgarde, il veaut aver son esgart premier requis^c.

¹ LXXV. A. — ² LXXXIII. A.

^a Un bourgeois ne pouvant pas combattre contre un chevalier, il en résulte que la Cour du Vicomte serait restée exposée à toutes les attaques des gentilshommes, sans avoir aucun moyen de défense à sa disposition. Une sanction pénale était donc nécessaire, et nous sommes étonnés que cette sanction ne soit mentionnée ni dans les Assises de la Cour des Bourgeois ni dans le Livre d'Ibelin.

^b S'il restait quelques doutes sur l'exactitude de l'opinion que nous avons exprimée précédemment (page 180, note c), savoir que les règles sur le faussement des cours doivent être considérées comme la conséquence rigoureuse d'un principe et non comme un usage réelle-

ment suivi, ces doutes seraient levés par le chapitre qu'on vient de lire. Comment pourrait-on expliquer autrement la barbarie sauvage du supplice décrit par Philippe de Navarre, et la différence qui existe entre cette peine et celle qui est indiquée par Jean d'Ibelin? Le législateur avait compris la nécessité d'entourer la justice de respect et de crainte, et il fulminait contre ses détracteurs des menaces effrayantes, qui d'ordinaire aboutissaient à la rétractation et à l'exil du coupable.

^c Ces deux moyens que Philippe de Navarre a le bon esprit de se contenter d'indiquer, se rapportent à la première fuite principal de plait d'Ibelin, c. XXXIV, p. 57.

CHAPITRE XC¹.

[Coment l'om deit neier et deffendre.]

Après orés, quant un home a dit que il née et defent une chose, pour quei il couvient que il die que il est prest de neier et deffendre tout ci coume la court esgardera. Je le voz dirai. Se il avient que la court esgarde que il ait bataille, il convendra que il née par son serement, ains que il se combatte, ce dont la bataille sera; et après ce combatra. Et quant la court esgarde la maniere de la bataille, elle esgarde tout avant que celui qui se deffent jure et née par son serement, ce que l'autre li met sus, dont est il garnis tout avant de neier et de deffendre tout aussi come la court esgardera. Le neier porporte le sairement, et le deffendre la bataille. Et se la court esgarde qu'il n'i ait bataille en son dit, n'a il riens perdu et ainz a esté garni et appareillé, se bezing li fust. Et autre raizon y a. Se il avenist, par aucun point de plait, que le deffendeour deust noier aucune choze, par son seirement il a offert tout avant de noier et de deffendre tout aussi com la court esgardera. Et sachez de veir que au tens de tous les sages homes que je vi de sà mer en nostre court, furent pluisours quereles autres teils, ne onques autrement nel vi ne oy.

CHAPITRE XCI².

[Les cinq manieres dou soutil plaidoir.]

Vous aveis oï parler de plais et d'us et d'assises et de moult de manieres de dis et de fais qui affierent à la Haute Court dou reaume de Jerusalem et de Chipre, tout le plus, et aucune petite partie à la Cort des Bourgois. Et cil qui a dit et devisé tout ce qui est desus escrit bien peut estre, se il i vousist entendre et es-tuidier, que plus en eust fait; mais il douta, si com il se contient ou prologue au commencement de ce livre, que l'on ne le tenist à mal de parler come maistre de ce dont il conoist bien qu'il n'est mie neis meynain disciple; et douta que l'on ne notast en mal ce que il fist por bien, et que aucunes males gens n'en ovransent malement de ce que il, selon sa conscience, aprist et enseingnast pour ovreir bien et justement : car à son gré vosist il que toz ceaus qui vodroient à bone fei et loiaument plaidoir et jugier seussent tout ce por que il en seit et assés plus de bien. Et jà soit ce que il douta les chozes devant dites, toutevoie vost il deviser et motir coment il li sembloit que celui porroit estre soutil plaidour et soutil conduisor de fait de court et soutil serveour d'aucuns seignors teriens, qui aureit en lui les cinq manieres desous devisées. La premier est qu'il eust naturel sens de soutil coneissance et agu engin : ce est le fondement; car qui chargeret

¹ LXXXV. A. — ² LXXVI. A.

un anhe d'or et de pieres precieuses, autant li vaudreit com s'il fust chargiés de roches et de souches; et rien que l'on deist ou moustrast à home qui n'entendist ne li profiteroit guaires. La seconde est, qu'il ait volonté d'estre plaideour et que il l'usse; car soutilance ne li vaudreit n'espleiteroit generaument, quant il n'aimereit l'ovre ne useroit. La tierce est, que il soit fort et puissant de sei ou d'autrui : mais la soue propre force est trop mellor que l'autrui; car le poeir et le maintenant de l'estrange peut fallir en moult de manieres; et feble plaideor n'ose bien dire ne alleguer, et aucune feis n'ose dreit jugier contre l'aversaire, s'il est fort et puissant. La quarte est la plus perillouse; car par ceste met le plaideor l'arme deriere la porte, en peril d'estre perdue, se nostre Seignor en la fin ne li done grace de s'arme delivrer : car sovent avient que plaideor, por estre tenu à soutil, ou pour doute ou por amor de seignor ou d'ami, ou por loier, ou por bobans ou por haine, ou por aver grant leu, plaidoie ou juge ou porchace à juger fausement, et ensi pert l'arme : la quinte est teil que le soutil plaideor covient que il ne face conte de mal que l'on die de lui, et face semblant aucune feis que il n'ait oï ce que l'on en dit ou qu'il nel tienge neent à honte, et laist dire à chascun ce que il vaudra et porsieve outreement à desreiner sa querele et parfaire son gré, quels quil soit. Ceste iest moult laide à tous plaideours et plus perillouse as povres que as riches et as puissans : car teil osera dire au feble que il est faus ou desloiaus ou trechiere ou loeiz, qui ne l'osereit dire à home de grant poeir. Et pis y a que le dire : car au non puissant peut l'on faire honte et damage, à li ou as siens; et se l'on n'i fait mal aparaument por le plait et l'on li trove autre ochaizon, toutevoie est ce por le plait meisme. Et maintes feis est avvenu que por doute des chozes devant dites ont laissié febles gens à espleiter soutilment; et ce peut avenir aucune feis de ce meisme que se-reit dreit, se le plaidoior osast soutillement plaidoier et juger : à ces deus manieres ne se fait mie bon acorder.

CHAPITRE XCII¹.

[Que le soutil plaidoior conseille bien et loiaument tant come il sera en court.]

Vous aveis oï les cinq manieres dou soutil plaidoior; après oreis aucune autre en que il a plus de bien que de mal à la coneissance de celui qui le fist. Se il avient que aucuns ait grace de soutil engin et que il sache aucune choze de plait, jà soit ce que il ne l'aime ne use volentiers, toutevoie bien fait s'il conseille volentiers bien et loiaument povres et riches, quant il viennent à lui; et se il se treve par aucune aventure à court et que il seit doné à conseil, que il conseille bien et loiaument tant com il i sera. Et se il peut entendre ou espier que il i deive aver grant querele et de fort gent, et il n'ait poeir de sei ne grant maintenant d'autrui, eschive et fuie la court tant com il porra; et s'il covient par estoveir que il i seit au conseil d'une des parties, si plaidoie cortoisement et loiaument toutevoie; et se à la querele afiert à dire vilaines paroles, il deit eschiver à son poeir d'estre avant plus; et s'il peut passer ensi le premier jornau, bon est,

¹ LXXVII. A.

et à l'autre feis, se il s'en peut garder n'i revienge. Et si avient que il i revienge, continge soi leaument, que que l'en doie avenir. Et s'il avient que teil plaideor ait seignor ou ami fort qui de volenté ou de sa conscience veulle conduire à es-ploit par plait ou par conseil dou plaidor aucunes chozes à tort, il deit desloier et blasmer priveement et pluisors feis le tort; et s'il por tant ne peut faire que le mal remeinge, se il onques peut quiere aucun covenable essoine et eslongue le fort : car se il demoure près de lui et desdit et contralie sovent sa volenté en sa presence, tost porra cheir en sa haine; et si otroie son gré, il en porra premierement perdre l'ennour et après l'arme. Ce est dit por celui qui est feble. Mais riche hom et puissant fait bien et amosne, se il vait et use volontiers à la court; et jà set ce que il n'ait volenté d'estre plaideor, et il i peut faire moult de bien, se il à bone fei conseille et aide les desconseilliés et les foibles : et se il seit au jugement, les autres febles y seent et sunt plus volontiers et jugent plus baudement o lui; car teil osereit parler ou mesdire d'un jugement fait par febles gens, qui n'osereit tentir un sol mot, se riches homes eussent esté au jugier. Et les quereles des povres et des riches se delivrent plus tost quant les grans juges et les puissans veullent entendre à la delivrance; car les povres n'osent partir tant come les riches i sont. Et grant heur est au seignor et à la court et à tous ceaus qui ont poeir, quant la court se descharge et dreit est porseu et quereles sunt delivrées, et avec l'evre est ce grant amosne : car sans faille par les grans riches homes et par les sages couvient que les grans fais de court se delivrent. Et moult est bone euré le païs et les gens grans et petis qui y habitent, quant le chief seignor et les grans membres de la seignorie ont grace de sens naturel et de sutil coneissance : et jà seit ce que la grace est et meut toute de Dieu nostre Seignor, toutevoie se doit l'on pener et travailler por sivre la grace tousjors en amendement et aprendre pour meaus ovrer quanque l'on peut de bien; car l'on dit en proverbe : « Dieu done le beuf, mais non por la corne; » et en autre leu dit l'on : « Qui se remue, Dieu y avie. » Entre les autres chozes affiert moult que les riches homes aprengent lettres; et qui plus en saura, meaus en veudra : car il y a deus ars qui sont moult espessiaus à saver bien ovrer de deus plus glorieuses branches de sutil conoissance; la premiere est sapience, et la se-gonde science. Et la grace de sutil coneissance est leur precious souche. L'art qui affiert à sapience si est de junete, car sapience laboure tousjors et ensege à labourer esperituelement; et l'art qui affiert à science si est logique, car lo-gique enseigne à parler soutillement des fais terriens; et ès livres des actors meismes peut l'on moult aprendre des fais dou siecle. Et ceaus qui ont poeir ou vollenté ou loisir de demourer longement o siecle, doivent aprendre au mains tant que il sachent lire et escrire : car lor segré en devra estre meaus celé; et ceaus qui poi en seivent se doivent reconforter en la parole que monseignor saint Paul dist : *Nolite sapere plus quam oportet sapere, sed sapere ad sobrietatem**, ce est : « Ne veulliés saver plus que il couvient saver, meis tant seulement ce que baste. » Et moralité tesmoinge que assés seit d'escremie qui sait vendre; et certes assés seit de sapience qui bien seit la creance de nostre Seignor Ihesu Crist, et la tient et est souvent remembrant de la glorieuse passion que il souffri por nostre redempcion et dou haut pardon que il establi as dreis repentans et vrais confès, faisant parfaite penance en ce siecle ou en l'autre. Et asseis seit de science qui ententivement regarde et reverce les fais terriens qui sont present

* Rom. XII, 3.

et ce que semble que en peut avenir : car l'on dit : « Qui de loing se garde, de
 « près doit joïr. » Et toutevoie dit l'om à bone fei trier et partir le bien dou mal
 et garder l'enor; car profit hontous ne meut pas de bone science. Et sur toute
 rien se doit garder science qu'ele ne s'entremete d'esfacer sapience : car celui
 qui por les temporels chozes pert les esperitueles, et por ceste courte vie pert la
 perdurable, il n'a en lui naturel sens ne soutil cōissance. En boune eure furent
 né cil qui ès euvres de sapience et de science, et especiaument ès fais terriens
 que les grans seignors ont, en court et dehors, seivent et pevent puisier en lor
 puis meismes l'aigue bone et douce et cleire à lor besoing, ce est que les grans
 seignors sont si sages d'eaus meismes que il puissent bien ovrer par eaus : car
 trop de chozes lor covient à faire, par estover, sans grant conseil. Et si est il moult
 grant sens dē faire et ovrer par conseil, et le sage deit plus volontiers requerre
 conseil que le fol ou nice : car se le sage requiert conseil, et l'on li done bon ou
 mauvais, il saura bien coier l'un de l'autre. Et de plusors gens issent pluisours
 manieres de paroles, et teis est sage qui n'est mie tousjors averti par sei, quant
 il est soul, de choisir le mellour. Et aucune feis avient que de la bouche d'un
 simple ist aucune parole sage qui est profitable au conseil que l'on requiert; et
 se celui qui la dit ne la conoist, le sage l'entent et la requeaust à son profit. Et
 ce n'est mie trop grant merveille : car souvent est avenu que un asne ou un
 beuf marche en aventure si près de la forme dou lievre ou dou leu où sont les
 perdris que l'on quiert, que il les fait lever aussi tost que fereit un brachet qui
 les sentist et querist. Et par pluisors manieres de raizon fait bon aver conseil
 devant l'ovre. Et que l'on se gart toutevoies à cui l'on se conseille, se ce est
 choze qui se fait à celer. Por toutes les raizons devant dites et par moult d'autres,
 est grant joie et grant profit et henor que home de poeir seit sage et soutil; et
 tout atant de mal et de honte et de peril est il quant il est fol ou nice : car se
 il s'enbat en faire mal ou desloiauté, il ne s'en saura garder. Et se il est desleial,
 il ne sera pas soul : car si tost com males et desloiaus gens conoissent riche home
 fol ou nice, il vienent à lui à cens et à milliers, et chascun y a son cop; et se il
 trovent aucun preudom près de lui, il l'en seivent bien oster, et le fol ne le seit
 retenir. Desleaus doute adès que prodome ne seit tousjors près de son seignor,
 por ce que il meisme ne perde leu; et desloiaus ne peut loiaument amer seignor
 ne autre, et ne li chaut se le seignor pert les bons serveours. Et desloiaus losen-
 giers aprochent seurement riche hom fol ou nice. Deus manieres de losengiers
 y a : le mains maustis sunt ceaus qui dient volontiers à plaisir as riches homes
 et s'acordent à quanque les riches dient et loent ce que il aiment et les tienent
 près en toutes guizes : et sans faille neis les sages riches sont servi souvent de
 teils losengiers, et il aiment meaus teils losengiers que rampoines. Mais les très
 mauvais losengiers losengent les fos riches homes de trop perillouses losenges,
 et les enflent si que il deviennent ydropiques, disant lor : « Sire, vous estes si
 « riches, si sages et si puissant et vaillant, que voz vencreis tout : ne voz a mes-
 « tier que vos sofreis celui ne cel autre. » Deus maus y a d'idropisie : l'une est à
 morir maintenant, et l'autre à languir une piece et morir toutevoie. Celle dont
 le fol nice muert maintenant, si est quant il, par desloiaus losengiers, enprent has-
 tivement si grant fait mauvais et perillos, de quei il est tantost destruit; cele de
 quei il languist une piece, si est quant il se travaille longement de creire les fos
 losenges, et enfle adès tant que en la fin crieve et perist de ce meisme. Et ce et
 pis peut avenir dou puissant se il est fol ou nice; mais dou puissant soutil et co-

nissant, s'il avenist qu'il fust malicious et vausist mal ovrer en aucune choze, toutevoie il en aureit honte et s'en saureit garder, se il vausist, et s'il mesfeist, il le saureit amender, et tousjors cuidereit que aucuns autres soutil s'en prist garde et coneist son mesfait. Et par ce et par moult d'autres raizons doit l'on moult voloir que le puissant seit sage et sotil. Vous avés oï parler de naturel sens et de soutil coneissance et des branches qui en meuvent, et dou bien qui peut avenir de ceaus qui sagement en euvrent et exploitent, et dou mal qui peut avenir des fos et des nices puissans, et des maus conseilliés et losengiez : après oreis parler d'eur.

CHAPITRE XCIII¹.

[Que le bon eur vaut meaus que naturel sens et soutil coneissance.]

Il y a moult de gent qui dient et s'acordent à ce, que le bon eur vaut meaus que naturel sens et soutil coneissance^{*} : car le bon eur brise la porte par sei meisme ; et se le bon euerous seit ou ne seit le bien, et le profit vient avant toutevois et sans faille de legier noe qui lor soustient le menton. Et celui à qui il prent bien semble sage, jà nel soit il ; et les astronomiens dient que à la naissance de l'ome et à la planete qui lors a son cours se prent la vie et les aventures qui li doivent avenir, et que chascuns a une soie estele propre, et tout ce s'acorde aveuques l'eur. Et sans faille astronomie fu jadis en moult grant pris, et moult aveneit de ce que les astronomiens disoient ; et à tant vint le fait, que les philosophes et les grans astronomiens creoient tant en l'astronomie, que poi creoient en Dieu ou neent. Et encores en y a asseiz qui moult creient en l'astronomie ; et l'on dit que les Suriens y croient plus que nulle autre generacion. Et bien semble que astronomie desplait à nostre Seignor : car bon eur ne dure pas tousjours, ains vient sovent mal eur après qui desfait quanque le bon fist. Et en eur n'a point de raizon : car l'on voit sovent que gent qui sont come bestes et qui ne le desservent à Dieu ne au siecle, sont les uns coronés de grans coronas d'or, et les autres de grans mitres, dont les crenaus des coronas et les cornes de mitres ataignent par samblant moult haut ; et por ce ne se remue dreit, car toute voie sont il coneu et tenu à teil come il sont, jà soit ce que il aient asseis de bien temporels. Et l'on dit qu'il avint en Babiloine que l'on fist kalife d'un grant vilain, sot et nice, et le peuple l'aouroit et creoit aussi com s'il fust Dieu meisme. Un jor li prist talent de sermoner ; si monta en haut devant toutes ces gens et dist de moult grans nicetés et soties. En cel an estoit venu que le lin esteit mout failli en Egipte, dont le peuple cria et dist : « Sire, saint kaliphe, que ferons, que vestirons nous ? Le lin « est havan tout failli. » Et il respondi tantost : « Bones gens, por que ne semastes « vous laine ? » Si le hueirent et arocherent et soullierent de tai et d'ordures, et le chasserent. A celui valust meaus que il ne eust esté en haut ne curous d'estre ka-

¹ LXXVIII. A.

* Philippe de Navarre, daus son traité des *Quatre tens d'aage d'ome*, revient souvent sur cette idée. « En « soutil de malice et de male oeuvre, dit-il fol. 397, ne

« doit on en nule meniere dire qu'il ait sens. Li plus « soutil de mal sont sovant li plus fol, car tout à es- « cient se met la hart au col. »

liphe : son mal eur esfaza le bon. Les grans gens sont en haut, et chascun les esgarde aussi come ceaus qui sunt el pilorin, qui sovent sunt aroché et soillié; et en la fin esteut qu'il soient punis, s'il n'a en eaus sapience et science : car par sapience sunt les armes sauvées, et par science est l'ome honoré et loé des fais terriens. Et se il fust veir ce que le mescreans dient qu'il n'i eust paradis et enfler, si seroient puni toutevoies les mauvais ou siecle et les bons gueredonés : car à la vie et après la mort est honoré et demore en bone memoire le bon et le sage de soutil coneissance, qui bien a overt de sapience et de science; et celui qui est fol et nice et mauvais est et sera honis en terre en sa vie, et après sa mort jà ne remaindra pour bon eur que il ait eu des biens temporeus. Et enssi est on païé dou bien et dou mal en ce siecle meismes; et, outre ce tout, doit chascuns atendre le jor de jugement où l'on sera droitement et parfaitement païé. Et pour ce que naturel sens et soutil conoissance ne peut estre que de la grace de Dieu, et au siecle meisme est il grant henor à celui qui en seit et peut ovrer, et en bon eur n'a mie grant henor qui l'a au jugement des sages : coment qu'il soit dou profit, il n'est mie comparaison de l'un à l'autre; mais bien est veir que Dieu nostre Sire, qui tout seit et peut et est plus misericordious et pitous et plainturous et larges de maintes manieres de grace que cuers ne peut penser ne bouche dire, reguarde sovent en piteu aucunes simples gens ou puissans à cui il n'a mie doné grace de naturel sens et de soutil coneissance dont il se puissent chevir, si lor a doné de sa grace aucuns grans biens temporels ou poeir ou seignorie ou baillie, qui lor vient aussi com do plat de l'oreille, sans ce que il se donent garde : et ce avient aussi bien as eglises et as religions com au siecle. Et se teils simples gens, quels qu'il soient, grans et petis, clers ou lais, coneissent que les biens qui lor viennent sunt tous de la grace nostre Seignor, et il en font aucuns biens por Dieu et por le siecle, et vivent passiblement et simplement en la lei et en l'usage de lors encestres, et se travaillent à lor poeir de sivre et de ressembler les meillors et les plus loez, et ensi finent : bien peut l'on dire que ceaus ont bon eur; et cel bon eur est tout de la grace de Dieu, non pas d'astronomie ne de cheance, ne de choze ordenée ne devisée à sa naissance ne autre feiz, se nostre Seignor meisme ne l'ordene ou devise. Et chascun qui rien seit peut et deit entendre que par sapience et science et par la tierce grace dessus devisée que Dieu done as simples, se gouvernent tous ceaus qui ont poeir au siecle et as yglizes et as religions, se il à dreit le font : car les grans clers et les preschors espleitent et labourent de sapience par la Devinité; et les prelas et les seignors terriens, et tous ceaus qui ont poeir, ont grant mestier de sapience por lor armes sauver, et de science por les fais terriens, et les simples gens de la grace devant dite, que l'on appelle le bon eur de par Dieu. Et quant il plaist à nostre Seignor que il est si large de sa grace, que il done à aucune persone sapience et science et teil bon eur que grans biens et grant henor li vient soudainement sans porchas, celui à qui ce avint est chergié de moult grant dete, et s'il la rent bien, outreement est bon euerous et gracios de par Dieu. Et tous les gracios et les puissans deivent moult amer nostre Seignor et douter, et se deivent garder d'orgueil et d'outrecuidance, et amer humilité et pacience; car Dieu meisme dit en l'Evangile : *Qui se humiliat exaltabitur, et qui se exaltat humiliabitur*^a, ce est à dire : « Celui qui se humilie sera essauché, et qui se essauche sera humilié. » Car le comandement de nostre Seignor et sa large misericorde et grace est par dessus tout, et nous somes des febles creatures,

^a Matth. xxiii, 12.

et il est nostre creatour et redemptor et sauveor. Et la haute gloire dou ciel et de la terre et des aigues et de tout est au Pere et au Fis et au Saint Esperit, si com il ere au coumencement et ores et tozjors et ès ciecles des ciecles. Amen. Et si s'en peut l'on bien taire à tant, et raizon est que l'on retorne à ce dont ceste evre comensa et que l'on la traie à fin.

CHAPITRE XCIV¹.

[Que le mestier des plaideors si est de moult grant auctorité.]

Asseiz avés oï parler desus des fais de la court et coment l'on peut plaidoier, et coment les uns le pevent faire soutillement et les autres memement; et bien est veir que por saver dou fait de la court ont heu moult de gent qui sont trespasé de ce siecle, grans biens et grans henors et richesses, qui encores sont en leurs heirs; et pluisors en y a et aura encores qui en ont heu et auront, se Diex plaist, assez de bien. Et grant memore et grant henore est demorée à ceaus qui sont trespasé de ce siecle; et aussi avendra, à l'ide de Dieu, à ceaus qui sont et seront, s'il en euvrent à bone fei et parvenent à bone fei. Et por ce deit l'en moult honorer et obeir et douter les sages et les soutil et especiaument les riches et les puisans, qui moult poent aider et valeir et nuire en court et dehors; et les febles soutil ne doit l'en mie laidir ne gordeier ne avilenir, ains les doit l'on honorer et garder au bezoing, et comparer au mains à la pilote, qui est une petite chose ronde, et est là entre les piés des gens: li un la fiert dou pié et l'autre dou baston; l'autre la receit à la main, et aucuns la gete ou tai, uns autres l'en lieve; et peut estre, s'el chiet en la main d'aucun fort qui bien en sache juer, que il en fiert si durement celui qui la rua o tai ou autre, que il l'en foulle ou blece; et se il l'en fiert en l'eul, bien peut estre borgne; et se il fiert en l'oïe, morir en peut le feru: et por ce et por moult d'autres chouses s'en deit l'on garder. Et quant il n'i eust raizon que ce que l'on deit douter Dieu et garder s'onor, si ne doit on mie faire mal as povres gens. Et le mestier de plaideors si est de moult grant auctorité: car par soutil plaideor peut l'on aucune fois sauver et garder en court sen henor et son cors, ou l'iritage de lui ou de aucun de ses amis; et par faute de soutil plaideor, qui ne le peut aver à son bezoing, porreit l'on perdre ensi l'ennor ou le cors ou l'iritage. Et en moult de leus peut valeir et aidier celui qui a grace de soutil couneissance et à sei et à ses amis. Et por ce que l'on deit volentiers retraire les biens et les henors des bons, por ce que la bone memoire en seit plus longue, voz en recordera l'on pluisours de eaus et nomerai, qui asseis sorent et bien espleiterent par la grace de Dieu. Premièrement orreis dou rei Amauri qui acheta le rei Aymeri de la prison de Damas*, qui esteit povre valès et gentishome, puis ot il tous les offices dou reaume, dès la chamberlenie

¹ LXXIX. A.

* Ici la phrase est moins obscure que dans Ibelin (c. CCLXXIII, p. 429), et l'on voit qu'Amaury II, étant encore simple varlet, fut racheté de prison par le roi Aymeri, c'est-à-dire par Amaury I; en effet, ce der-

nier étant mort en 1173, put très-bien rendre ce service à Amaury de Lusignan qui parvint au trône de Chypre en 1194, et mourut en 1205.

jusquès la counestablie; et après fu il rei de deus reïames, premier de Chipre, et puis de Surie; et andeus les governa bien et sagement jusque à la mort, et sot meaus les us et les assises dou reame que nul autre^a : ce tesmoingent ceaus qui le virent et conurent. Et le vieil prince Bemont, qui premier fu conte de Triple après la mort dou conte Raimont, et après fu prince d'Antioche, dont il fu moult traveillié, aucune feiz la perdi et après la recovra, et vigourusement tint puis les deus seignories jusqu'à la mort, et moult fu sages et sutil de science en court et dehors^b. Et messire Raou de Tabarie, qui fu le souverain de soutilance de fait de court et de beau parler et hautement, et moult conquist de fiez en pluisors leus, et bien pert encore à son heir. Et messire Johan d'Ybelin le viel, seignor de Baruth : celui ot naturel sens et soutilment ovra de sapience et de science en court et dehors, et delivra Surie et Chipre de la servitut de l'empereur^c; et ses bons heirs et ses bons nevous y valurent et aidierent moult, et especiaument monseignor Beleian, son ainsné fis^d, qui après la mort dou pere aracha et desrachina le malin des Longuebars qui tenoient Sur, et moult fu cortois et amiables et gracios. Et le seignor de Saieste, qui moult fu sages et courtois et sutil de science en court et dehors, et moult ama sapience et science et moult fu larges et vigerous^e. Autres vavasours y ot avant et après, qui moult furent sages et sutils et bons plaideours : l'un fu messire Ranier de Giblet^f le vieil, et l'autre messire Rostain Aimar. Et puis messire Gille visconte^g, qui fu plus sutil positor de plait que tous les autres vavasours de son tens. Et si y fu messire Hernois de Giblet, qui fu remembrant et exploitant et bon plaideor^h. Tous les desus nomeiz sunt trespasé de ce siecle, et, bien entent l'on, tuit parvindrent à bone fin et sont demoré en bone memoire et longe, et les heritages que les heirs ont portent bone garentie de lor sens et de lor valor, et, Dieu merci ! encore y a pluisours vis, en Chipre et en Surie, des riches homes et des vavasors, et especiaument des plus haus homes, qui sont sages et sutils, resnables et co-neissans et bons plaideours : et Dieu, par sa misericorde, lor doint bone vie et longue et honorable et les conduie à bone fin; et après lor deset seront loeiz et remaindront en bon memoire et longue, se Diex plaist; et qui ores les loereit ou lor vie par escrit, sereit coneu por losengeorⁱ. Et s'il plaist à nostre Seignor que celui qui ores a loé les autres vesquit tant en bon estat et en bone memoire, que il, après lor longe vie et lor bone fin, peust loer ceaus qui ores sunt et metre en haute memoire, volontiers et hautement les loereit et prisereit après lor decet : et de ce fait il bien à creire, jà n'i eust il plus d'avantage que de vivre longuement et bien; et ensi auroit il passé Jehan Boute Dieu.

^a Il y eut deux rois de Jérusalem du nom d'Amaury, et si les historiens, en parlant de leurs talents, ne les ont pas confondus l'un avec l'autre, tous les deux étaient également versés dans la connaissance des lois et des usages d'outre-mer.

^b Bohémond IV, fils puiné de Bohémond III, prince d'Antioche. Raymond était son frère aîné.

^c Ce Jean d'Ibelin est le célèbre bail de Chypre, qui pour défendre l'influence de sa famille et son pouvoir en Chypre et dans la Syrie, soutint, en 1228 et 1229, contre l'empereur Frédéric II, une guerre dans laquelle il montra autant de courage que de prudence. Nous avons eu déjà plusieurs occasions de parler de ce seigneur. Voyez page 131, note b; page 266, note a; page 488, note a.

^d Balian III, sire de Baruth, mort en 1245.

^e Balian, sire de Sidon, fils de Renaud, gouverna le royaume de Jérusalem, sous l'empereur Frédéric, qui lui rendit la ville de Sidon, après qu'il l'eut reçue des Sarrasins. Il épousa Marguerite, nièce de Jean de Brienne, roi de Jérusalem.

^f Nous avons déjà parlé (p. 545, note d) de la mission de ce personnage auprès de l'empereur Frédéric II.

^g Ce Gille est le vicomte Guillaume, qui joua un rôle important dans les guerres des seigneurs de Chypre contre les Impériaux.

^h Arnaud de Giblet était un seigneur de la cour du roi de Chypre.

ⁱ L'auteur semble vouloir, par ces mots, désigner Jean d'Ibelin.

PHILIPPE DE NEVARRE, qui tout ce a esclarzi et devisé à bone fei, prie tendrement à tous ceaus qui cest escrit veront et orront, que il prient à nostre Seignor Jesu Crist que il, par sa misericorde et de sa grace, conduie ses seignours et ses amis et lui meisme et tous Crestiens à veraie repentance et à dreite confession, à parfaite penance et à honorable fin, et nomeiement Jehan le Petevin qui l'escrit. Amen.

FIN DU LIVRE DE PHILIPPE DE NAVARRE.

V.

LA CLEF DES ASSISES

DE LA HAUTE COUR

DU ROYAUME DE JÉRUSALEM ET DE CHYPRE.

PROLOGUE.

CE EST LE PROLOGUE DE CEST LIVRE, QUI EST APELLÉ LA CLEF DES ASSISES ET DES USAGES ET DES PLAIS DE LA HAUTE COURT DOU ROYAUME DE JERUSALEM ET DE CHYPRE; LEQUEL PROLOGUE EST DEVISÉ COUMENT LES ASSISES DOUDIT ROYAUME FURENT FAITES, ET LES COURS ET LES USAGES ESTABLIS¹.

Quant la sainte cité de Jerusalem fu conquise sur les hennemis de la Crois, en l'an de l'Incarnasion de nostre Seignor Ihesu Crist mil et LXXXIX. ans, par un vendredi entour houre de none, en teil point com Dieu fist houe et que son benoit fis, le dous Ihesu Crist, ressent mort en la veraie crois en icele meisme cité, et que elle fu remise en la main et en le pooir des feaus Ihesu Crist par les pellerins qui se mirent à venir conquerre la, par le preschement de la Crois qui fu preschée par l'enortement de Pierre l'Ermite; que les princes et les barons qui l'orent conquise orent esleu à roy et à seignour dou royaume de Jerusalem le duc Goudefrei de Boullion, et il en ot resseu la seignorie et ne vost estre sacré ne enoint à roi dou dit royaume, por quei il vost porter corone d'or là où le roi des rois, le dous Ihesu Crist le fis Dieu, porta couronne d'espines le jor de la Passion; il, qui fu moult ententis et moult courious à metre ledit royaume en bon point et en bon estat, et que ses houmes et son peuple et toutes manieres de gens alans et venans et demourans el dit royaume fussent gouvernés, gardés, tenus et maintenus, menés et justiziés à droit et à raizon, eslut, par le conseil dou patriarche de la sainte Yglise de Jerusalem et par le conseil des princes et des barons et des plus sages houmes, que lors il post avoir, à enquerre et à savoir des gens de diverses terres qui là estoient, les usages de leur terres, et que tout quantque ceaus qui l'orent esleu à ce faire en porent savoir ne aprendre, il le firent metre en escrit, et apporterent cel escrit au duc Guodefroy; et il assembla le patriarche et les avans dis, et leur monstra et fist livre devant yaus cel escrit. Et après, par leur conseil et par leur acort, il coucouilli de siaus escries ce bon leur sembla et en fist assizes et usages que l'en deust tenir et maintenir et user au royaume de Jerusalem, par lesquels luy et les houmes et son peuple, et les alans et les venans et les estagans en son royaume fussent gouvernés, gardés, tenus et maintenus et justiziés à droit et à raizon.

El dit royaume établi deus cours seculiers : l'une la Haute Court, de coy il fu gouverneur et justizier; l'autre court, de la Bourgesie, en laquel il établi un houe en son leuc à estre gouverneur et justizier, le quel il apella visconte. Et établi à estre juges de la Haute Court ses houmes chevaliers qui li estoient tenus de foi par l'omage qu'il li avoient fait; et de la Court de la Bourgesie, bourgeois de la dite cité des plus loyaus et des plus sages que en ladite cité fussent, et leur fist jurer le sairement que les jurés de Court de la Bourgesie

¹ Le contenu de ce prologue est à peu près le même que celui des cinq premiers chapitres du Livre de Jean d'Ibelin, et nous nous serions dispensés de le donner ici, s'il n'eût offert, en quelques endroits, des différences assez remarquables avec ces chapitres.

jurent, lequel est devisé el livre des Assises de la Court de la Bourgesie. Et establi que lui et ses houmes et leur fiés et tous chevaliers fussent menés par la Haute Court, et que les autres gens que il ne voudroient que il fussent menés par la Haute Court, fussent menés par la Court de la Bourgesie; que les bourgeois fussent menés et déterminés par la Court de la Bourgesie; que les plais des bourgeois ne pevent ni ne doivent estre plaides ne jugiés que en la Court de la Bourgoizie. Que ensi fu lors establi, par coumun acort dou seignour et des houmes et des bourgeois, et ensi a esté adès puis tenu et maintenu el dit royaume. Et il ne fist mie ni establi les usages des deus cours semblans en toutes chozes, pour ce que haus houmes et yaus qui sont tenus au seignour de foi et le seignour à yaus, et leurs fiés, et chevaliers ne doivent estre ensi menés come bourgeois, ne gens de basse main ni peuple. Establi que en toutes les sités et en tous les autres leus dou royaume, que il eussent justize, eust visconte et jurés et Court de Bourgesie pour le peuple gouverner, maintenir et justizier par les assizes et les usages qui leur furent puis establis à tenir et uzer en la Court de la Bourgesie. Et il et les autres seignors et rois doudit royaume qui après lui furent, dounerent à aucuns haus homes el royaume baronies, seignouries, cors, coins et justize, de quei il leur devoit servize de leur cors et de quantité de chevaliers : et le servize que il en devoient ains que la terre fu perdue, sera devizé en la fin de cestui livre.

Et après ce que les devant dites assises furent faites, et les usages establis, le duc Guodefroy et les rois et les seignors qui après lui furent el dit royaume, les amenderent par plusours fois : car les chozes qu'il counosoient et veoient qui leur sembloit bons à ajoindre ou à acroistre ou à mermer ès assises et as usages doudit royaume, il le faizoient par le conseil dou patriarche et des barons et des haus houmes et des plus sages houmes et gens qu'il pooient avoir, et clers et lais; et à chascun passage le roi dou royaume, si avoit lizir à asembler à Acre le patriarche et les avans dis, faisoient enquerre as plus sages gens qui venoient de diverses parties dou monde les usages de leurs terres, siaus faisoient tout escrire et puis li portoient syaus escriis, et il les moustroit au patriarche et as avans dis, et, par leur acort et leur conseil, le roi creissoit et amerموit ou ajoinnioit as assises et as usages doudit royaume se que bon leur sembloit d'amender les par ledis escriis ou autrement. Et plusours des rois doudit royaume envoioient plusours fois messages en diverses parties dou monde pour enquerre et savoir les usages de leur terres, por amender à lor poier et à leur essient les assises et usages doudit royaume : et les amenderent par le conseil des avans dis en se que il leur sembloit que bon fust; et ensi le firent plusours feis et ans, tant que il orent fait les assises et les usages des meillours et les plus couvenables qu'il porent ne sorent à lor essient au seignor et à ses homes et as chevaliers et as pelerins et as merchans et au peuple et as alans et as venans et demourans nel dit royaume gouverner, garder, tenir, maintenir, mener et justizier et bien et loyaument et droitement, selonc ce que chascun est.

Et après que le duc Guodefroi et les autres qui après lui furent seignors et rois doudit royaume, orent establi les assises et les usages doudit royaume

et les deus cours seculiers, si coume il est avant dit, li peuples des Suriens vindrent devant un des rois doudit royaume, et li prierent et requistrent que il vousist qu'il fussent menés selonc leur usage des Suriens, et qu'il eust chevetaine et jurés de court, et que par celle court il fussent menés selonc leur usage des querelles qui verroient des uns de yaus as autres. Et celui leur otreia ladite court, sauf querele de sanc et querele de quei l'om pert vie ou membre et querele de bourgesie, lesquels il vost que il fussent plaidoiés et déterminés devant lui ou devant son visconte. Et ensi fu establi par toutes les seignouries dou royaume : et le chevetaine de celle court est apelé *rays* en leur lengage Arabic et les autres jurés. En aucun leuc dou royaume a jurés de la court des Suriens, et n'i a point de rais, mais le bailli de la fonde dou sel leuc est ausi coume rais : et les plais des Suriens des quereles avant dites viennent devant lui et sont déterminés par les jurés de celle court, ausi coume les rais qui vaut autant à dire en cest cas come visconte à mener les Suriens audit royaume.

Et pour ce que il me semble droit et raizon que le chief seignor dou royaume de Jerusalem et les barons et les autres riches homes qui ont cours et coins et justize, sachent les assises et les usages doudit royaume, que le chief seignor dou royaume jure, ains qu'il soit resseu à seignor ne enoint de sacre à roi, de tenir les à son pooir et faire les tenir en son royaume, et que tous ses homes et les homes de ses houmes les doivent ausi jurer, pour gouverner, garder, maintenir, jugier, justizier lor homes et leur peuple si come il doivent, chascun en droit soi par lesdites assises et usages, et que leur houmes qui doivent estre jugés de leur cors sachent bien droitement jugier les jugemens que il devront faire selonc celles assises et ceaus usages, ais je coumencé ce livre, tout soit que je conoisse bien que en moi n'a sens ne counoissance, ce par quoy je le deusse comprendre à faire, mais par la fiance et esperance que je ais en la puissance de Dieu le Pere et en la sapience de Dieu le Fis, en la benignité dou Saint Esprit, qui m'en dounent sen et grace de bien faire selonc ce que je avoie empris et retenu de ciaux qui ont esté les plus sages homes de mon tens, à qui je ais oy parler des assises et des usages doudit royaume et des plais de ladite cort, et pour ce que je lor ay veu faire et user, l'ais je empris à faire. Si pri la Sainte Trinité que elle m'envoie la grace dou Saint Esperit, si que je puisse mener cest livre à perfection, qui soit à l'henour de Dieu et au proufit de m'arme et au droit gouvernement dou peuple dou royaume de Jerusalem, selonc les droites assises et les drois usages doudit royaume, et à proufit des armes et des cors de tous ciaux qui le liront et lirre l'orront, de quei je pris et requiers et conjure, de par Dieu, que il de choze que il aient n'en usent malement à toulir ni esloignier le droit d'autrui, mais que il en usent à lor droit ou à celui d'autrui aprochier, deffendre selonc ce que mestier lor sera : car m'entension n'en a esté de livre faire, que pour enseigner à ciaux que mestier en averont et averont droit et le requeront d'avoir le aprochier et à desraignier à ciaux qui lor requerront ce que est leur droit de savoir le enseigner et deffendre. Et pour ce que il me semble, ains que je parle en se livrè des assises et des usages ne des plais de la Haute Court doudit royaume,

que je ce doye deviser qués il me semble que il seroit mestier que le chief seignor dou royaume fust pour bien et droitement gouverner ledit royaume et leurs houmes et leur peuple garder, maintenir et justisier si coume il doivent, et qués il seroit mestier que les barons et les riches houmes qui ont cours et coins et justize el dit royaume por leur baronies, seignories et leur houmes et leur peuple garder, maintenir et justizier selonc les assises et les usages dou dit royaume, et que les juges et les plaideours doudit royaume de la Haute Court doivent estre por les plais bien plaider et loyaument jugier. Car sans ceste avant dite Haute Court en aucune seignourie doudit royaume ne peut estre ne plait ne plaider ne jugié ne déterminé, ne assise tenue, ne usage maintenu en la Haute Court de celle seignorie. Por ce que chascun seignor est chief de sa court, et que tous ces houmes ou partie de yaus o lui ou selui qu'il establir en son leuc, sont court, devizerai je au commencement de mon livre qués il seroit mestier que les avans dis fussent o royaume pour bien et droiturierement gouverner¹.

Ici fine le prologue dou Livre de la Clef des assises et des usages et des plais de la Haute Court dou royaume de Jerusalem et de Chypre, et commence la flor et la force doudit livre*.

¹ La fin de ce prologue, à partir des mots *que je ce doye deviser, etc.*, ne se trouve pas dans le manuscrit de Venise du Livre d'Ibelin, mais existe dans celui de Harlay : nous l'avons placée dans les variantes, page 28, note 17.

* Cet ouvrage qui ne présente guère que les sommaires des chapitres du Livre de Jean d'Ibelin, peut cependant être utile, parce qu'on y trouve, sous une forme concise, des principes de droit qui, dans le Livre d'Ibelin, sont noyés au milieu de dissertations et de

formules souvent difficiles à suivre et encore plus à retenir. Cette clef des Assises est appelée à rendre, à l'étude du droit féodal d'outre-mer, les mêmes services que ceux que l'on obtient des Institutes de Loysel dans l'étude du droit féodal français.

V.

LA CLEF DES ASSISES

DE LA HAUTE COUR

DU ROYAUME DE JÉRUSALEM ET DE CHYPRE.

I. Tous ciaux qui veulent plaider en la Haute Court dou royaume de Jerusalem et de Chipre doivent demander au seignor conseil avant qu'il comencent le plait; et que ce soit le plus fort et le meillior conseil qu'il porroit avoir et le plus loyaus homes de la court, et tels qu'il entendent se qu'il li descouvrera de son conseil, et l'en sache celer: et quant plus en saura, et miaus li vaudra. Et toujours demande le meillior plaideour, se il le peut avoir.

II. Le seignor a poier de retenir à son conseil ou à sa paroule garder, lequel que il viaut de ses houmes.

III. L'on se doit de chascune choze par soi metre en esgart, et en chascun esgart metre son retenaill.

IV. Nul ne doit plaider en la Haute Court doudit royaume, s'il n'a demandé conseil; car qui le fera, ne porra après avoir conseil de court. Ne nul ne doit respondre au claim ni à requeste que hom fait de lui, sans conseil.

V. Qui plaide en court garde soi qu'il n'otroye choze de quei l'om li demande otroy, se il n'est par le conseil de son conseil.

VI. Garde soi qui demande conseil que il ne demande à conseil houe qui ne doit servize de son cors au seignor, car il ne le conseillera jà, se il ne viaut; ne le seignor ne le porra destraindre d'aler à conseil de celui qui le requiert.

VII. Nul ne doit offrir à prover choze qu'il ne puisse prouver, quant il l'avoie, ne ne doit pas faire fausse preuve.

VIII. Garde soi bien que qui plaide que il en court ne die ne ne face dire vilaines paroles au seignor ne à la court, ni à selui contre que il plaide, ni paroles rampounouses ne outragouses.

IX. Trois chozes sont de quei l'en ne peut plaider en la Haute Court: l'une si est de la foi catholique; l'autre si est dou mariage; la tierce si est de testament. Ces se doivent condure en la cort de l'Iglize.

X. Des bourgezies doit l'om plaidoier en la Court dou Visconte et des Bourgés.

XI. Qui plaidoie en la Haute Court dou royaume de Jerusalem et de Chypre se doit travailler de faire demander otroy à son aversaire, pour prendre le point à point.

XII. Et qui est à conseil d'autre doit savoir ataindre plait et fuir, et accueillir la preuve assey et douner la à son aversaire; et doit savoir prouver, quant mestier li est, la negative.

XIII. Qui otroie en court ce que son conseil a dit pour lui, et qui dit parole en court pour lui, il ne le peut puis desdire ne neer.

XIV. Toute premiere clamor doit avant aler.

XV. Et l'eufre premier offert doit avant aler.

XVI. Et l'esgart premier requis doit avant aler.

XVII. Et l'om a jour à tous noviaus clains, se assise ne le tot, de quinze jours.

XVIII. Qui a jour par court et ne le garde à heure et à tens, si comme il doit, là où il est ajorné, ou ne contremande s'esseigne si com il doit, il pert sa querele.

XIX. Qui plaidoie en la Haute Court die ses paroles le plus bries que il porra.

XX. Le seignor doit faire semondre celui de ses homes de quei l'ome s'est clamés, qui n'en a esté present au clain que hom a fait de lui, par le bannier ou par trois de ses homes coume court.

XXI. Quant li seignor fait semondre son home de venir faire droit à celui qui de lui s'est clamés, le jour de la semonce doit estre resnable, et teil que celui doit estre au jor moti.

XXII. Cyaus qui semont aucun de venir faire droit à celui qui de lui s'est clamés, doivent estre trois, l'un en leuc dou seignor et les deus come court.

XXIII. Qui se clame de desaisine d'aucune choze, le seignor le doit metre en saisine; et quant l'autre verra avant, il doit avoir la saisine.

XXIV. Et le clamant doit avoir le profit que il en avera resseu tant come il tint la saisine de celle choze.

XXV. Trois chozes sont que l'om doit noier en court avant que conoistre les: l'une si est celle de coi l'om doit ressevre mort, l'autre desseritement ou de honte.

XXVI. Qui se poze sur court en autre dit que en celui de son aversaire, l'esgard passe en vud.

XXVII. Qui est en coulpe d'aucun clain com fait de celui, il doit demander jour, et dedens celui jor finer à son aversaire, si que il ne face plus parolle en court, pour eschiver la honte et le perill que il auroit en la conoissance que il feroit, ou en ce que li seroit prové ce qu'il auroit neé en la court.

XXVIII. Trois fuites principaus sont : L'une si est de respondre au dit de son aversaire en parolles, et, au poser sur esgart, non aerdre à lui d'esgart, mais poser se en veud, metant soi en esgart d'autre choze que ce que le requerant s'i met : si n'i aura point d'esgart. L'autre si est de non respondre à ce que le requerant a dit, se la cort ne l'esgarde, disant tant de raizons come il porra, par quei il ne li doit respondre; et, sur ce, poser se sur cort, sauf son retenaill. L'autre est de dire ce que il ne li vaut ce faire qui li requiert, ce la court ne l'esgarde, et die par teill et teill raizon; et die toutes ses raizons que il cuide que bounes li soient, et les die l'une après l'autre, sivant chascune, metant soi en esgart de chascune choze par soi, sauf son retenaill.

XXIX. Le bon plaideour doit premierement fuir pour la premiere fuite principal de plait, tout ne soit elle belle, respondant au dit dou requerant en parolles, fuiant son dit tant come il porra, sans aerdre à lui d'esgart et sans estre ataint ou prové, ou perdre la querelle; disant, au poser sur court, autre choze que celle que son aversaire aura dit, metant soi en esgart de son dit, sans plus; requerant esgars, conoissances ou recors de court, au plus qu'il porra, et de chascune choze par soi, et esloingnier le plait, metant son retenaill en chascune choze, sans aerdre soi au dit de son aversaire.

XXX. Le fuiant ne se doit nulle fois metre de pluizours chozes ensemble en esgart qui cuide perdre : car il porra le plait plus esloingnier, se il requiert esgart ou counoissance de court de chascune choze par soi, quei de pluisours ensemble, metant son retenaill toutes fois que il se metra en esgart ou en conoissance de court. Et que ce soit le plus biau et le plus cortoisement que il porra, sans aerdre soi à luy de l'esgart de son aversaire.

XXXI. La droite fuite de plait, qui longuement viaut fuir plait, et se le plait est de deniers, il li doit demander où ce fu que il dit que il li presta, et qui y fu, et quant ce fu. Et quant il ne porra plus fuir, si die que il l'a payé, mais que il l'avoit oblié; et que il est prest de prover, tout ensi come la court l'esgardera ou conoistra, que il prover le doie. Et quant la cort aura fait le dit esgart, si nome ses garens outremer : si aura un an et un jor de respit à mener ses garens à prover par yaus. Et endementiers porra fuir à son aversaire, sans ce que il en face plus parolle, ne que il viegne autre fois en court.

XXXII. Tous seaus qui noient aucune choze en court et puis après la conoissent, sans ce que elle ait esté provée contre yaus par recort de court ou par garens ou autrement, seront ataint de fauseté faite en court et perdre vois et respons en court come homes ataint de fauseté.

XXXIII. De toutes les choses de quei l'om est aresné que l'om ne viaut otroier ou conoistre, vaut meaus à dire que il n'entent pas que ensi soit com il dit, que neer les tout outre, sauf seles qui ne covient à neer, si come est murtre, traison et autres pluisors qui couvient à neer sans demander jour : et aucuns covient il à neer après le jour que l'om a ou selonc ce que elles sont.

XXXIV. Quant la clamour est de terre ou de leuc moti, le fuiant doit requerre jour aussi come de plait que l'om viaut longuement fuir, et après le jour requerre mostre de ce que celui li requiert.

XXXV. L'on ne n'a mie mostre de toutes choses quant de casal nomé et coneu, ne de leuc qui a nom et appartenances, et que en celle terre n'en a autre que ensi ait nom, ne doit hom avoir point de mostre.

XXXVI. De toutes choses que hom requiert dedens ville, doit hom avoir mostre.

XXXVII. Et de casal ou de prestreterie ou de abaye ou d'autre leuc qui ait non et appartenances, et il a en selle seignorie autre leuc que ensi ait non; de celui doit l'om avoir mostre.

XXXVIII. Et des choses qui sont de deus autres appartenances, si come est jardin et vigne et molin et champ et piece de terre, maison ou autre chose, doit l'om avoir mostre.

XXXIX. Quant le requerant fait la mostre, le fuiant le doit empecher et encombrer tant come il porra, pour le plait eslonier.

XL. Le fuiant doit demander longuement à lui conseillier et doit querre tous les esloignemens et eshampes que il porra, et prendre respit toutes les fois que il les porra avoir; et doit faire dire sa parole o longues parolles; et doit metre sur son aversaire que il a dit autrement la parolle que il n'en a dit : et que ce soit celle que il cuidera que plus li griège.

XLI. Assise est que toutes les choses que l'on a veu user et acoustumer et delivrer en la court dou royaume de Jerusalem et de Chipre.

XLII. Nul ne doit en la Haute Court otroier chose de quey il perde sa querele ou de quei il ressoive mort ou honte ou deseritement ou autre damage.

XLIII. Tous ciaux qui plaident en la Haute Court dou royaume de Jerusalem et de Chypre, doivent faire estre en la court tant de leur amis come il porront pour ententivement bien retenir les paroles qui seront dites el plait; le clamant pour aprochier sa raison, et le deffendant pour le plait esloingnier.

XLIV. Tous seignors doivent faire tenir les esgars et les conoissances et les recors qui leurs cours font.

XLV. Tous requerans en la court qui veullent plait ataindre, doivent dire se

que bezoing lor est à brieves parolles et le plus entendaument que il poront, et, pour le plaît aprochier, requerre maintenant esgart de son dit.

XLVI. Nul ne se doit aerdre à l'esgart dou claim de son aversaire pour passer soy en vud.

XLVII. Court ne peut ne ne doit faire esgart dou claim ou de la requeste dou requerant, se le deffendeour ne li respont à sa requeste ou à son claim, et s'en preigne à lui d'esgart : que court ne peut faire esgart d'une parole.

XLVIII. Par l'assise et l'usage dou roiaume de Jerusalem et de Chipre, tous fuians en plaît doivent respondre à la requeste et au claim dou requerant, et prendre soi à lui d'esgart.

XLIX. Quele est assise ou usage o royaume de Jerusalem et de Chipre, que qui ne respont o claim que hom fait de lui en sa presence, ains que la court ne s'en parte, ou ne die choze pour coy la court esgarde ou conoisse que il ne doit respondre, ou euffre à respondre, il pert sa querelle.

L. Nul ne se doit metre en esgart que passe en vud, que son plaît en seroit esloingnié et il tenu à simple.

LI. Qui ne viaut passer en vud en esgart où il se mete, ne se mete d'autre choze en esgart que de ce que son aversaire sera mis.

LII. L'on doit tousjours de chascun esgart que l'om se met, metre son retenaill.

LIII. Tous requerans et defendans en court doivent metre en escrit le claim, teil coume il a esté, et à quel jor et à quans jors dou quel mois; s'y a le jour de la quinzaine et qu'il soit ajornés, où il sont ajornés, et le nom de ciaux qui estoient en la court, quant il furent ajornés, pour varier l'eschangement ou l'accroissement ou claim, se le seignor est au defendeour.

LIV. Tous clamans et respondans, quant il ont jor par court, doivent demander au seignor où il garderont leur jour, ou qui li motisse leuc certain où il le puissent trover à lor jour garder si coume il doivent.

LV. Le seignor doit à tous ciaux qui sont ajornés par court, motir leuc certain à estre devant luy ou devant celui que il establira en son leuc au jour qu'il sont ajornés par court. Et se le seignor ne le fait, ciaux qui sont ajornés ne doivent pas acollir la semonsse de l'ajornement.

LVI. Tous ciaux qui sont ajornés par court doivent venir au leuc où il sont ajornés, ains soulaill couchant ou avant les estoiles aparans o ciel, et pouroffrir se au seignor si come il doivent; et le clamant doit renouveler son claim.

LVII. Seignour ne doit faillir d'esgart ne de conissance de court à home ni à feme qui li requiert en la court.

LVIII. Toutes querelles qui sont desrainées par jour guardant, soit quites et delivres à tousjours, et n'est tenus à celui qui le desraine de respondre à nulle persoune quel que elle soit.

LIX. Tous ciaux qui ne gardent lor jour ou ne contremandent leur essoigne si come il doivent, ont leurs quereles perdues vers ciaux qui ne n'ont leur jor gardé ne contremandé si come il doivent.

LX. Partout là où le seignor et trois de ces houmes ou plus est, si sont court.

LXI. En aucuns leus et en aucuns cas n'est pas le seignor, ains sont trois ou plus de ses houmes, si est court.

LXII. Pluisours recours pevent faire les homes dou seignor par coumandement dou seignor, qui doivent estre maintenus et tenus fermes et estables, con ce que la court recorde qui a esté fait devant le seignor et plusors de ses homes.

LXIII. Le seignor ne peut ne ne doit destraindre garens de porter garentie ne efforcier.

LXIV. En toutes garenties y a serement.

LXV. En toutes garenties dou vaillant d'un marc d'argent ou plus, y a tornes de bataille.

LXVI. Toutes manieres de gens peut l'en geter et tourner de guarentie, sauvé ciaux qui font recort en la court par coumandement dou seignor, pour ce que leur est donée foi de jugier, conoistre et recorder leaument ce que il ont veu ou oy.

LXVII. Nul ne peut ne doit fausier esgart ne conoissance de recort que homes de court facent, puis que le seignour leur a comandé à faire : et qui le fera, il fausera toute la court.

LXVIII. A tous noviaus clains et eschangemens et otrois de parolles a l'om jour de quinzaine.

LXIX. Quant gens sont ajornés par court et il acueillent et outroient l'ajornement et il ne vient, que il defaut de venir pert sa querelle.

LXX. Qui n'otroie ajornement que le seignor doune et il deffaut de venir ileuc où il est ajornés, il ne perdra jà pour ce sa querelle.

LXXI. Qui est ajornés par court, et il est en ville et est essoigné, il doit contremander c'essoingne par deus houmes de la loi de Roume qui fassent le sairement.

LXXII. Qui est ajornés par court et il meut pour venir garder son jour, et aucune essoigne le surprent el chemin, il peut faire savoir s'essoigne au seignor

par un homme de la loi de Roume ou par autre Crestien, ou par Juif ou par Sarrazin, ou par autre quil qu'il soit : si vaut, faizant le sairement selonc sa loi.

LXXIII. Tous ciaux de que l'on se clame en court en leur presence, ne se doivent partir de la court sans respondre au claim que l'on fait de yaus à offrir à respondre ou sans demander jour, et que de ce il traie la court à garent : car se autrement estoit, il pardroit sa querelle, s'il se partoit de court sans faire l'une des avant dites chozes, par l'assise ou l'usage dou royaume de Jerusalem et de Chipre.

LXXIV. Selui à cuy l'ont mete sus aucune malefaite, ou requerre aucune choze en court, et ne respont ains que la court s'en parte, et ne née ce que l'om li requiert ou que l'on li mete sus, il est ataint de ce l'om li mete sus ou que l'om li requiert.

LXXV. Celui à qui l'ont mete sus malefaite en court, et il la née, et l'om ne li offre à prover ains que la court se parte, selui qui l'a mis sus ne li peut après riens demander.

LXXVI. De toutes saizines de coi l'om se plaint doit estre faite enquete par serement as voisins de cel leuc et as plus loyaus que l'on trovera ou conoistra, se la dessaizine est nouvele : nulle dessaizine n'est nouvelle que de quarante jours en aval ; et se elle passe les quarante jours, elle ne doit pas estre apelée nouvelle dessaizine.

LXXVII. Tous ciaux qui se saizissent de quelque choze que se soit, sur la defense dou seignor, sans esgart ou sans conoissance de court ou sans le congé dou seignour, font force ; et se il en sont ataint ou prouvé, il seront encheus en la merci dou seignor coume ataint de force.

LXXVIII. En toutes preuves où il a le vaillant d'un marc d'argent, y a tournes de bataille.

LXXIX. En toutes clamours qui sont de nouvelle dessaizine dou mains d'un marc d'argent, sont clamors de force, se l'on ne l'euffre à prover la force ; et il y aura tournes de bataille, se la force est noyée ; et se elle n'est noyée, l'on est ataint de force et encheu en la merci dou seignor coume ataint de force.

LXXX. Celui que l'om dessaizist d'aucune choze sans esgart ou sans assise ou sans usage ou sans cunnoissance de court, doit venir dedens les quarante jors devant le seignor et requerre sa dessaizine, par l'assise ou par l'usage, come de nouvelle dessaizine.

LXXXI. Tous ciaux qui derainement meurent saisis et tenans d'aucune choze, leur fis ou leur fille sont plus drois airs à celle choze avoir, que nul autre parent que il aient.

LXXXII. La preuve premiere offerte doit avant aler, par l'assise ou l'usage dou royaume de Jerusalem et de Chipre.

LXXXIII. Par l'assise ou l'usage dou royaume de Jerusalem et de Chipre, nul ne peut faire preuve de non.

LXXXIV. Nul ne doit prover à syen se qu'il a et tient coume le sien et que de ce il use come dou sien, que par sa saizine et sa teneure et son usage.

LXXXV. Qui viaut prouver à soue choze que autre que son seignor ait et tient, il le doit prouver par prevelige ou par recort de court ou par garens, par l'assise dou royaume de Jerusalem et de Chipre, soit fié ou autre choze.

LXXXVI. L'en ne peut prover contre son seignor choze que l'on vouche encontre à son fié, que par privilege ou par recort de court.

LXXXVII. Choze que l'on vouche à partie de son fié et de quey l'on est saizi et tenant, peut l'om prouver contre son seignor par son sairement.

LXXXVIII. Qui viaut prover par garens, il couvient qu'il ait deus loyaus garens de la loy de Roume ou plus, qu'il aient vois et respons en court.

LXXXIX. Preuve d'age ou de lignage se peut faire par deus ou plus, homes ou femes, mès qu'il soient Crestiens batiés ; et n'i a point tornes de bataille en ceste preuve.

XC. En la Haute Court dou royaume de Jerusalem et de Cipre dit l'avant-parlier por les garens; et en celle dou visconté dit chascun garent par soi sa garentie.

XCI. Le seignor ne peut en la Haute Court contraindre de garentie porter.

XCII. Tous garens doivent, pour Dieu et pour loyauté de yaus, porter garentie et faire tout quant que garens doivent faire de serement et de bataille et d'autre choze faire.

XCIII. Qui n'en a vois ne respons en court ne peut garentie porter, ne houte ne feme, qui ne soit obeissant à Rome; ne serf, ne autre home ne feme de religion, ni enfant merme d'age.

XCIV. En la Haute Court ne doit nul estre jugié que par ces pers de choze qui soit de cors ne de henour ne de fié, ne faire esgart ne counissance de court ne recort.

XCV. Tous siaus qui euffrent à prouver aucune choze, la doit offrir à prouver tout ensi come la court esgardera ou counoistra que prover le doie.

XCVI. Qui voue ses garens et viaut le plait esloingnier, doit vouer ses garens si loins que il ait an et jour despassé d'avoir les, et mener les à court par sa garentize porter.

XCVII. Nul à qui l'on a mis aucune malefaite ne peut garentie porter tant qu'il se soit aquté de ce que l'om li a mis sus.

XCVIII. Qui viaut autre empeschier quant il viaut garentie porter, si li mete sus aucune malefaite, ains que il porte la garentie.

XCIX. Qui viaut home geter de garentie porter, si li die, quant il viaut la garentie porter : « Traite toy, car je dis que tu es tel ; » et li mete sus aucune crime par coy l'on pert vois et respons en court ; et li euffre à prover si come court esgardera ou counoistra.

C. Après le sairement, n'a point nul y jeter autre de garentie porter ne metre lui sus nule malefaite, si ce n'est de querele de coy l'on viaut tourner autre come sans garent par gage de bataille et lever coume esparjure.

CI. Nul ne doit autre lever par gage de bataille coume esparjure, tant que il ait fait le sairement.

CII. En toutes quereles d'un marc d'argent ou de plus y a tornes de bataille, quant l'en l'euffre à prouver si coume court esgardera ou counoistra que l'om prouver le doit.

CIII. De toutes quereles où il y a bataille, doit estre la bataille au quartime jour puis que les gages sont dounés et resseus, sauve querele de murtre ou d'omeside, où il n'i a que trois jours de respit, après ce que les gages sont dounés et resseus.

CIV. Tous garens qui ne seiveront aléauter de ce que om lor mete sus, ont perdu à tousjours vois et respons en court, et seront à tous jours tenus à faus et à desloiaus toute leur vie.

CV. De toutes quereles de coy l'en pert vie ou membre y a tornes de bataille, ou de coy l'on doit perdre son henour : qui en est ataint l'en peut torner coume faus garent et lever coume esparjure et aerdre soi à tous garens par gage de bataille ; que chevalier ne autre n'en est exepté en l'assise ne en l'usage.

CVI. Tout home qui n'en est chevalier, porte garentie contre chevalier, et le chevalier le veut tourner de la garentie et lever coume parjure, combatre s'en à lui, le chevalier se combatra à pié come sergent.

CVII. En l'assise est que tous apeleours doivent sivrer les deffendeours.

CVIII. Tous ciaux qui veullent garentie porter en la Haute Court doivent avoir un home apresté qui die pour yaus la parole de leur garentie, pour ce que garentie doit estre portée ensemble par une vois.

CIX. Plaidoyer de murtre soutillement peut mout valoir, quant om est bien

entendu; mais quant l'on n'en est bien entendu, le plaidoier dou murtre est moult perilleus.

CX. Nul plaideour ne doit son champion metre en faus gages; ne que celui qui est appellé s'en eschampisse de cel apel sans bataille; et quant l'en ne le mete en perill d'estre ataint de murtre.

CXI. Nul ne doit respondre à nulluy de murtre, se l'appelleour n'est plus prochain dou murtri d'affinité ou de sanguinité.

CXII. Homecide doit l'on prouver par deus loyaus garens de la loy de Roume qui soient loyaus.

CXIII. Nul n'en peut prouver murtre que de son corps.

CXIV. D'un murtre ne peut avoir que une bataille.

CXV. D'un home ocis qui a pluisours cos peut bien avoir pluisours batailles.

CXVI. Murtre et omecide ne peut estre en un cors.

CXVII. Qui n'en est le plus prochain parent d'affinité ou de sanguinité dou murtre ou de l'ocis, ne peut autre apeler ne aerdre s'en à lui par gage de bataille, sen l'autre ne s'en set deffendre.

CXVIII. Qui a passé aage de soissante ans, ou qui est mahnié de son cors, ne se peut aerdre à autre de son cors, ne autre à lui; ne feme ne s'en peut aerdre à nulluy, que par champion.

CXIX. Tous ciaux et toutes celles de qui leur champion est vencu en champ, sont aussi justiziés coume les champions sont.

CXX. Merme d'aage ne peut, par l'assise, apeler pour gage de bataille, ne ne doit respondre de murtre ne d'omecide.

CXXI. Par esgart ne par cunnoissance de court, ne par assise, ne doit estre bataille de traïson, se la traïson n'est aparant.

CXXII. Choze otroiée et faite en court ne peut estre desdite ne deffaite par raizon, se ce n'est par la volenté de toutes les parties qui sont parsouniers en cel fait.

CXXIII. Esgart ne choze pluisours que le seignor fait, n'est assise ne ne doit estre tenue pour assise.

CXXIV. La court ne doit faire esgart ne counissance que des parolles que l'om dit, quant l'on se pouse sur court.

CXXV. En toutes chozes où il y a preuve, le porra porter deus sairement ele defende la bataille.

CXXVI. Entre seignour et home ne doit avoir nul avantage : car chascun doit garder sa foi vers l'autre.

CXXVII. Tous ciaux qui aveent ou font signes as champions, quant il se combatent el champ, leur cors et leur avoir est en la merci dou seignor.

CXXVIII. Qui fait apel de murtre ou d'omecide par champion, doit estre avec le cors à une part dou champ; et le cors doit estre descouvert, et celui qui a fait l'apel, delès lui en orisons, sans faire semblant ne parole de choze que il voye et que il oye ès champions dire ne faire.

CXXIX. Sergans à pié se combatent de toutes quereles d'unes armeures.

CXXX. Nul ne peut torner par gage de bataille nul de syaus qui portent garantie de persoune qui soit essoigné.

CXXXI. Chevaliers se combatent de toutes quereles armés de toutes armeures, sauvé murtre ou homicide dont ce couvient à combatre à pié d'autres armeures.

CXXXII. Tous champions qui se combatent à pié ou à cheval de quelque que-rele que se soit, celui qui yst hors dou champ por quelque maniere ce soit, il est vencus, se la bataille n'en est fornée avant ou empais en soit faite.

CXXXIII. Toutes les armeures des champions qui se combatent à cheval, doivent les lances et les espées estre d'un lonc et d'un grant.

CXXXIV. Tous champions qui portent armeure reposte, autre que celle qui leur est dounée à l'entrée dou champ, doivent estre pendus par la goule.

CXXXV. Feme ne peut faire apel sans l'otroi de son baron, pour ce que l'on ne respondra pas à li sans son baron ou sans l'otroi de son baron.

CXXXVI. Et champions qui se combatent à pié doivent avoir les bastons d'un lonc.

CXXXVII. Entre fis et pere ne peut avoir bataille, ne entre deus fis aussi.

CXXXVIII. Qui est ataint d'estre faus ou desloiaus, il a tousjors perdu vois et respons en court.

CXXXIX. Nul ne doit dire contre esgart ne recort ou counoissance que contre ait faite; car se il le fait, il fause la court.

CXL. Qui fause la court, couvient que il se combate à tous ceaus de la court, ou que il ait la teste copée.

CXLI. Qui a pluisours cos se peut de chascun cop clamer d'un home et avoir droit par l'assise.

CXLII. L'on ne doit d'un mesfait souffrir deus paines, ne estre deus fois justiziés.

CXLIII. Quant aucun autre que chevalier fiert ou bat chevalier, et il en est ataint par son otroi ou par garenties, il doit perdre le poin destre.

CXLIV. Nul ne doit chevalier arester por dete; mais les soues chozes et son fié, se il l'a, peut l'om arester et faire vendre, par l'assise, pour la dete paier qui doit, couneue ou prouvée en court sur lui.

CXLV. Tous gages que l'om crie à vendre doivent estre criés trois jours, et au tiers jour livrer le par lendemain toute jour.

CXLVI. Nul gage ne doit estre vendu à jour de feste grande et celebrée.

CXLVII. Tous gages doivent estre criés et livrés en ville ou en leuc où home est usé generaument à crier et à vendre les gages.

CXLVIII. Quant plegerie est de besanz, chascun gage apris le premier doit valor un bezan.

CXLIX. Quant detour qui a mis plege pour lui finer à celui à qui il doit, doit avoir respit ou terme moti; et le plege ne se obligast à teil terme, pour tant seroit quite de la plegerie, se il se porroit prouver.

CL. Qui née plegerie, et elle li est provée, selui qui la née doit paier, et le detour en doit estre quite.

CLI. Nul ne doit neger plegerie, ains doit dire qu'il n'en est pas membrant de la plegerie, ne que il soit son plege. Mais se il le fait membrant de la plegerie, née que il soit son plege, si com il doit, à li fera volontiers coume plege.

CLII. En garenties de plegerie n'a nulles tournes de bataille, tout soit se que il ait deus loyaus garens qui jurent, jà ne sera si grant la quantité.

CLIII. En clamour de plegerie n'a nul jour, selonc l'assise.

CLIV. Qui se viaut garder de damage de plegerie, il se doit garder quel plege il ressoit, et qu'il preigne plege qui ne li faut de plegerie, ou que il resseve la plegerie en court, ou se face reconoistre à dete en court pour soi garder de damage.

CLV. Qui est plege d'un autre et il n'a de coi faire come plege, il doit fornir l'assise, se est à entendre, à faire le sairement qui n'a de coi faire que plege, et quant il aura, que il fera come plege.

CLVI. Nul pour dete qu'il doive ne pour plegerie où il soit, ne doit estre gagé de la robe de son vestir ne de ses dras de son lit.

CLVII. Tous detours et pleges pevent bien estre gagés de tout quant que il ont lor presté, et le doivent estre, et non pas de ses que l'om li a loé.

CLVIII. Tous prestées doivent, par l'assise, estre rendues ou le vaillant de cele choze.

CLIX. Choze prestée qui est empirée doit, par l'assise, estre amendée de tant con monte l'empirement par le sairement de selui à qui elle a esté presté.

CLX. Garde soi bien qui entre en plegerie coument et pour coi il face come loyal pleigié, quelque damage que il li doie avenir.

CLXI. Quant celui à qui l'ome est plege refuse de celui qui est plege après le premier gage et le segont dou vaillant d'un bezan ou de plus, et son pleige li peut prover, il ne li est plus tenus de douner li gage.

CLXII. Tous gages vendus à tort pour plegerie ou por autre doivent estre amendés à droit.

CLXIII. De tous gages vendus pour plegerie, le sairement doit estre de selui par qui le gage a esté vendu.

CLXIV. Nul home ne doit, qui est en semonce de servize que il doit au seignor, faire que pleige, quant il en sa semonce est.

CLXV. Qui est en semonce ne doit, tant come il sera en cele semonce, se il ne viaut, amender guage que pour lui soit vendus.

CLXVI. Le plaige de celui qui est semons ne doit faire que plaige, tant come celui pour quei il est plege est o servize de la semonce.

CLXVII. Miaus vaut ressevoir pleige de detour que plege sans plus; pour ce que en detterie n'a point de quinze jours, nen plus que de terme de trois jours.

CLXVIII. Celui qui est plege de dette meurt, ses airs sont tenus, par l'assise de la terre, de paier celle dete dont leur ancestres estoit plaiges et dette come l'autre dette.

CLXIX. Qui fait choze vendre au criage par autre que par le criour dou seignor, celle choze doit estre dou seignor, et celui qui l'a criée doit estre en la merci dou seignor.

CLXX. Qui fait choze crier autrement que elle ne doit estre criée, le seignor la peut faire prendre si coume soue, et le criour est en la merci dou seignor, se

il le sait, de perdre quanqu'il a et la langue : et le criour doit estre creus par son sairement.

CLXXI. Toutes bestes chevalines que l'om vent par l'usage, peut l'on attendre lendemain à tierce chantée en la meire yglize, mais qu'en a esté provée.

CLXXII. Tous bestes chevalines restives peut l'on rendre dedens an et jour, se l'on ne le fait mareschausier de cuicture, dens traire ou descoillier.

CLXXIII. Tous les houmes dou seignor haus et bas, qués que il soient, sont tenus les uns as autres de chascune court par soi.

CLXXIV. Qui a fié le peut vendre par l'assise, ou douner partie dou fié pour partie dou servize et desmembrer selonc le servize; mais que ce soit par l'otroy dou seignor et par l'assige ou l'uzage dou royaume de Jerusalem.

CLXXV. L'en peut rapeller tous les fiés qui sont dounés sans l'otroi dou seignor de qui l'en tient syaus fiés.

CLXXVI. Qui a fié franchement et quitement le peut douner et laisser à qui que il viaut aussi franchement et quitement coume il a, tout ou partie.

CLXXVII. Nulle choze faite par court n'en doit estre desfaite, se elle ne se desfait par la condision de la court meismes.

CLXXVIII. Autrement l'on peut prover encontre son aversaire que l'en ne peut encontre son seignour.

CLXXIX. L'en peut requerre au seignor sans clamour se que le seignor a et tient et ce que le seignor a empeschié ou encombé.

CLXXX. Et cele que l'om requiert descheete come droit air, et se autre hair maindre de lui si est mis de s'auctorité en saisine coume droit hair que en la court fust.

CLXXXI. Ausi de la nouvelle dessaisine.

CLXXXII. Le seignor doit estre balance aparailée de faire ce que la court esgarde.

CLXXXIII. Le seignor est tenu de tenir et maintenir et faire tenir les previliges et les dons.

CLXXXIV. Il est boune choze seue et coneue, que tout ce que se fait en la presence dou seignor et en la court des dons et de eschanges, ou de toutes ces chozes, entre les homes dou seignor, d'un à autre, qui le seignor otroye et conferme et prevelige, que tout est esemble.

CLXXXV. Le seignor doit à ses homes foi autant à l'un coume à l'autre.

CLXXXVI. Quant l'en doune fié à autre, le seignor doit garder ses airs et enquerre et savoir se le servize s'estent en selui don; et se il treuve que non, il ne doit otroier ne confermer.

CLXXXVII. Nul ne doit, par l'assise ou l'usage dou royaume de Jerusalem, aliner tout son fié ou partie de son fié sans l'otroy dou seignor.

CLXXXVIII. A maison de religious ne de yglize ne à couvent, et qui le fera, l'en prendra à tous luy et ses hairs.

CLXXXIX. Le conquereour dou fié peut bien rendre et quiter le fié qu'il a conquis ou douneours dou fié ou à son air, si que lui et ses hairs en seront desherités à tousjors de cel fié.

CXC. Quant home qui a fié se rent en religion, son fié eschiet à son droit hair.

CXCI. Et par l'otroi dou seignour peut l'om douner son fié à son droit hair.

CXCII. Qui rent et quite son fié au seignor et il n'est de son conquest, ses hairs le pevent bien recovrer ou les hairs dou conquerour doudit fié.

CXCIII. Qui reset don que l'en li face ou de fié ou d'autre choze, et celui à qui l'on fait le don n'en a aucune teneure ou aucune usage, ou autre pour lui en son non, n'est nient valable, tout l'on ait saisi par une verge; car li don n'en aura esté que en dit et non en fait.

CXCIV. Nul don n'est parfait qui est fait en dit sans estre par fait.

CXCV. Qui a fié conquis le peut douner par l'assise à qui que il viaut de ses hairs par l'otroi dou seignor, par l'assise ne l'usage de cest royaume.

CXCVI. Deus houmes pour un ne doivent pour un fié estre tenus au seignor de ce que le fié doit.

CXCVII. Fié qui ne doit servize que d'un chevalier ne se doit partir.

CXCVIII. Fille ne peut ne ne doit estre hair devant fié.

CXCIX. Quant partison de fié se fait en court, celui ou celle qui doit choisir et prendre que quinze jours de respit de chozir et de prendre laquele que il viaut des parties. Li mainsnée et l'ainsnée doit tousjors faire la partizon, et l'ainsnée doit choisir et prendre.

CC. Celui ou celle qui fait la partison dou fié laisse aucune choze à partir dou fié, ce que il en laissera sera de celui qui doit choisir et prendre.

CCI. Quant autre que le droit hair est saizi et tenant dou fié, il ne peut celui fié vendre par l'assise ne douner partie dou fié pour partie dou servize.

CCII. Le droit hair n'a à requerre fié qui li soit escheu, que au seignor de cuy il le doit tenir; et le seignor li doit faire maintenant avoir, por ce que le seignor doit respondre au droit hair et metre le en saisine.

CCIII. Il est plus seure choze de metre en saisine et en teneure par le seignor, que autrement, de ce de coy son pere ou sa mere en morut saisi et tenant come dou sien.

CCIV. Les cours des dons des ansiens fiés si est à tous hairs.

CCV. Et des nouviaux as hairs de feme espouze.

CCVI. Il est assise ou usage au royaume de Jerusalem, que de fié que home ou feme ait esté saizi et tenant par cunnoissance de court et que il ou son hair tiegne, que le seignor n'en doit respondre ne entrer en plait, ne autre choze faire que avoir à droit celui qui le tient, se l'on se clame de luy.

CCVII. Qui requiert au seignor fié que il die qui li soit escheu de par autre que de par ses ansestres, il li doit requerre come le plus droit hair aparant et requérant en la court de celui de par qui il le requiert que derainement morut saisi et tenant.

CCVIII. Mout peut plait fuir et esloigneir qui en est saisi d'une choze, et autre se clame de lui, se il faire le viaut et sait.

CCIX. Il est certain que prestre ni clerc ne gent de la religion ne feme ne se doivent ne ne pevent combatre de leur cors, ne qui a passé aage de soissante ans, ne qui est mahaigüié de son cors.

CCX. Il est assise ou usage que en toutes manieres de gens crestiens pevent porter garentie en la Haute Court de propre parenté et aage, et que prestre et clerc et gens de religion et femmes pevent par l'assise ou usage de Jerusalem porter garentie en la Haute Court des deus dites chozes.

CCXI. Prestre ne clerc ne gens de religion ne doivent metre pour yaus aleauter de bataille de champion, ne peut estre feme ne otroié que nul des champions ou ne die le mot, le requérant pour coi, il doie estre pendu se il le die.

CCXII. Les homes de court pevent faire recort de pluisours chozes à qui le seignor n'en avera jà esté en teil recort, vaut et est tenus come recort de court.

CCXIII. Se il avient que aucun home dou seignor ait fié longuement heu et tenu, lui ou son ansestre, et après avient qu'il l'acroist de terre ou d'autre choze de nouviau, et de celle choze n'eust prevelige ne recort de court, et le seignor vossist cele choze avoir, l'oume la peut deffendre et en peut avoir bataille.

CCXIV. En la Haute Court dou roiaume pevent tous les autres homes des autres cours dou royaume qui ont fait ligesse par l'assise au chief seignor, sus as esgars et as counoissances, et recorder et avoir vois de court en toutes choses aussi coume les propres homes de celle court; pour ce qu'il sont tenus au chief seignor de foi par la ligesse que il li ont faite par l'assise.

CCXV. Les haus homes de la court ne pevent et doivent faire as cours des homes dou seignor, se le seignor ne leur donne esforceement de cele court à la requeste dou seignor de la court, pour ce que il li sont tenus de foi.

CCXVI. L'om doit prouver saisine de fié contre son seignor par le recort des homes de celle court dont le fié meut.

CCXVII. Nul ne peut prover par recort aucune chose de fié, se les homes qui portent cel recort et sont des homes de la court dont cel fié meut, se il ne sont dounés esforceement par le chief seignor.

CCXVIII. La saisine dou fié qui est en assenement de besanz couvient il prouver par la segrete dou seignor.

CCXIX. L'usage des fiés couvient il prouver par les homes de la court.

CCXX. Quant home faut, nomer aage à qui fié soit escheus de quei l'om tient bailliage.

CCXXI. Quant il a quinze ans complis, se doit faire chevalier et prouver son aage au seignor et après entrer en son fié sans contredit de nulluy.

CCXXII. Quant damoizelle a douze ans complis, elle peut semondre le seignor qui li euffre baron dedens trois quinzaines; et se il ne le fait, elle se peut marier sans perill. Tout ausi le peut elle faire de balyage que autre tient de lui.

CCXXIII. Se damoizelle qui a fié se marie sans le congié de celui ou de celle de quey elle doit le fié tenir, elle perdra le fié.

CCXXIV. Le seignor ne peut nulle veve efforcer de mari prendre tant que un an et un jour soit passé après la mort de son mari qui fu.

CCXXV. Quant feme veve a acompli un an et un jor après la mort de son mari, le seignor la peut semondre de mari prendre, et om li doit offrir trois, que elle preigne lequel que elle viaut: et tous trois doivent estre appareilliés à la feme ou au mari qui mort est.

CCXXVI. L'en doit faire semondre pour servize en l'ostel de selui qui est semons, ou en son fié; laquele semonce doit estre de trois quinzaines.

CCXXVII. Quant feme est semonce de mari prendre et elle ne le prent, elle est en default de servize, se elle ne a heu esoingne apparant.

CCXXVIII. Quant feme veve prent baron sans le coumandement dou seignor de qui elle tient son fié, elle doit estre desheritée toute la vie dou baron que elle aura espouzé.

CCXXIX. Le seignour ne peut destraindre nulles femes qui ont douaire, ne selles qui ont fié qui ne doivent servize de cors, ne elles ne se pevent marier sans le congé dou seignor.

CCXXX. Toutes franchises femes qui ont douaire, la moitié de tout quant que lor baron hont, en l'oure qui vient de vie à mort.

CCXXXI. Il est propre assise et usage, usé et acoustumé qu'el royaume non à aucun des trois barons ne peut ne ne doit estre parti par douare ne entre seurs.

CCXXXII. Pere et mere doit avoir bailliage de l'escheete de ces enfans.

CCXXXIII. Le plus droit hair à avoir le fié, se il eschet, doit avoir le bailliage de avant de tous autres hairs, se il le requiert.

CCXXXIV. Plus seure choze est et mains y a de perill en commander son fié que hom l'estreret; car qui l'estret semble qu'il s'en veaut fuir.

CCXXXV. Seure choze est au seignor de ressevoir le fié qui est coumandé, que il le ressoive par esgart ou par cunnoissance de court, que autrement, ou par l'assise : se il ne le fait, il vait contre l'assise ou l'usage dou royaume.

CCXXXVI. Qui comande son fié au seignor le doit comander par l'assise ou l'usage dou royaume; car ce est la plus seure choze à faire.

CCXXXVII. Qui est semons de son servize ne peut son fié comander tant come celle semonce dure.

CCXXXVIII. L'en ne peut fié desmembrer, par l'assise, qui ne doit plus de une chevalerie.

CCXXXIX. Qui viaut desmembrer fié qui doit servize de pluisors chevaliers, il doit douner partie dou fié pour partie dou servize que le fié doit; et ensi que les plus dou fié en demeurè au seignor qui le desmembre en la maniere avant dite.

CCXL. L'en peut son fié eschangier en pluisors manieres, mais que l'om le face par l'usage dou royaume de Jerusalem.

CCXLI. Par l'assise ou l'usage pert l'om son fié en trois manieres : l'une an et jor, l'autre toute sa vie, la tierce lui et ses hairs.

CCXLII. L'om pert son fié an et jor par defaute de servize.

CCXLIII. L'om pert son fié toute sa vie par defaute d'omage et pour Dieu reneer et pour estre traitour vers son seignor.

CCXLIV. Qui vent son fié par l'assise, il le pert luy et ses airs.

CCXLV. Nul ne peut par l'assise ne l'usage dou royaume de Jerusalem vendre partie de son fié, mais tout le peut l'om vendre pour dete couneue ou prouvée en court.

CCXLVI. De dete couneue ou prouvée en court n'i a que set jours de respit.

CCXLVII. Cil fié que l'om vent par l'assise doit estre crié par trois quarentaines et en trois cités, selonc l'usage.

CCXLVIII. Tous ciaux qui vendent leur fiés doivent fournir l'assise selonc l'usage de la court.

CCXLIX. Le seignour est tenus par son sairement de tenir et faire tenir les assises et les usages dou royaume de Jerusalem.

CCL. Tous les cas qui avienent en la Haute Court doit le seignor mener et faire mener selonc les assises et les usages dou royaume.

CCLI. Pour dete couneue ou en court provée peut estre fié vendu, et le doit estre.

CCLII. Puis que l'om part son fié toute sa vie, luy et ses hairs, par assise, ou par usage, ou par esgart, ou par counissance de court, il n'en est plus tenus de respondre au seignor de ce que il tenoit, et à cui il en avoit fait homage et le seignor à lui.

CCLIII. Qui a fié qui doit servize de cors ne doit fié achater ne ne peut.

CCLIV. Merme d'age ne peut fié achater, pour ce qu'il n'a vois ne respons en court.

CCLV. Qui ne peut fié deservir ne peut fié achater.

CCLVI. Damoyzelle ne peut fié achater.

CCLVII. Dame veve, fille de chevalier et de dame, née en loyau mariage, peut bien fié acheter, par l'assise ou l'usage.

CCLVIII. L'assise ou l'usage dou royaume est teil, que quant home ou feme meurt saisi et tenant d'un fié ou d'une heritage, come son droit, que son fis ou sa fille demoure en teil saissine et en tel teneure come son pere ou sa mere avoit, quant il morut.

CCLIX. Bailliage ne douaire ne doivent point entrer en devize.

CCLX. L'ome doit au seignor reverense à toutes chozes, et chascun doit garder sa foi l'un avé l'autre seurement et enterinement en droit soi, por sa foi et sa loyauté et son honour garder et sa bone renomée. L'ome doit entrer en ostage por son seignor geter de prizon; et le doit remonter, se il le treuve à pié entre ses ennemis, à meschief ou en perill de mort ou de prison.

CCLXI. Home ne peut ne ne doit porter armes contre son seignor ne faire choze à force.

CCLXII. Chascun doit maintenir son per contre tous homes ne mains que contre le cors dou seignor ou de autre home à qui il soit tenus de foy.

CCLXIII. L'en peut ses pers requerre semondre et conjurer por plusors cors, et noumeement quant l'ome est congeé dou royaume sans esgart et sans counissance de court, que il mainteignent à droit come lour per, le fornissant droit par yaus.

CCLXIV. Qui fait justize d'autre home ou de feme, il est encheu en la merci dou seignor de quanqu'il a, et fié et meuble, et doit son cors estre justizé d'auteil justize come il aura fait à celui ou à cele que il a justizé.

CCLXV. Le seignor ne peut ne ne doit ne ne peut son home arester ne metre main ne faire metre sur lui, ne congeer le de sa seignorie, se ce n'est par esgart ou par counissance de court, tant come il euffre à faire droit par ses pers : que sa foi et son fié le plegent.

CCLXVI. Le seignor ne doit conoistre qu'il ait son home pris ne enprisoné, ne mis main ne fait metre sur lui, sans esgart et sans counoissance de court; et se il le counoit, l'ome sera quite vers lui de sa foy, et le seignor ne sera pas quite vers son home de la soue foy.

CCLXVII. A qui le seignor doit de son fié ne doit accueillir semonce que le seignor li face, tant que il soit païé enterinement de tout son fié.

CCLXVIII. Tous ciaux qui doivent servize de leur cors doivent servize qu'il doivent partout le royaume, de l'un chief de l'an jusques à l'autre : n'a plus de terme ne doit l'en accueillir semonce, par l'assise ou l'usage dou royaume de Jerusalem.

CCLXIX. Nul ne doit plaidoier contre luy par coumandement dou seignor d'autre.

CCLXX. Le seignor peut faire semondre son home par trois de ses homes et par letres et par le banier.

CCLXXI. Qui a esté semons em persoune et il en default de cele semonce, il pert son fié an et jour, sauve essoigne.

CCLXXII. Et qui a esté semons en son hostel ou en son fié et il default de la

semosse, le seignor se peut faire servir de son fié tant que le semons veigne devant le seignor et li requiert la saisine¹ de se de que le seignor l'aura dessaisi, sauve essoigne.

CCLXXIII. Et qui est semons par trois de ses homes dou seignor, ou par le banier, d'aler à court et il n'i vait; ou se il s'en part, avant ce que la court s'en departe, sans le congé dou seignor, à selle fois sera defaillant de servize.

CCLXXIV. Le seignor ne peut jugement faire ne estre as jugemens ne as esgars ne à counissances.

CCLXXV. Qui est essoignés ne doit semonce acueillir, ains la doit faire assavoir au seignor qui l'a fait semondre, avant dou jour de la semonce, par deus homes de la loy de Rome; et se il ne treuvent le seignor, à celui qui est en leuc; et se il ne laisse home en son leuc, as deus ou plus des homes dou seignour.

CCLXXVI. Qui s'en part de semonce sans congé, il est defaillant de servize.

CCLXXVII. Feme qui tient fié qui doit servize de cors, doit de cel fié le mariage au seignor de quoy elle le tient: que autre servize ne doit feme por fié que elle teigne, que de son mariage.

CCLXXVIII. Il est assise ou usage au roiaume de Jerusalem que il y a bataille de murtre aparant mostrer à court et de traïson aparant.

CCLXXIX. Et de querelle d'un marc d'argent ou de plus, de toutes chozes de coy l'on pert vie ou membre ou vois ou respons en court, qui est ataint ou prouvé.

CCLXXX. Home qui espouze feme qui tient fié dou seignor, sans le congé dou seignor, il est en la merci dou seignor, et le peut le seignor justisier à sa volenté.

CCLXXXI. Qui viaut son seignor destraindre d'aucune choze que li doit de son fié, il le doit premier semondre selonc l'usage, et après conjurer le de sa foi et puis gager.

CCLXXXII. Qui gage son seignor de son servize, ne doit pas tout le servize empies.

CCLXXXIII. Qui fait homage à pluisours seignors ou dames, il doit savoir les uns avant les autres, si come les fiés li sont dounés.

CCLXXXIV. Qui conjure son seignor de sa foi ne le doit pas gager.

CCLXXXV. Tous les homes de la court sont tenus de gager et faire gaxer² à leur

¹ Le passage qui précède a été gratté dans le manuscrit et non rétabli, de sorte qu'à présent on y lit: *Tant que lx semossx veigne devant le seignor et li requiert la sexxxxx*, pour *tant que la semosse veigne devant le seignor et li requiert la semosse*, qu'on lisait auparavant. Nous avons corrigé dans notre texte ce que celui-ci avait de défectueux. — ² Le g a été gratté.

pouvoir l'enour de la court dont il sont, et maintenir les assises et les usages dou royaume de Jerusalem.

CCLXXXVI. Les homes de court pevent bien mener le seignor par destresse d'assise et d'usage.

CCLXXXVII. Nul ne peut son fié coumander tant come il est en semonce.

CCLXXXVIII. Trois chozes sont par coy l'on ne se doit partir dou seignor : l'une si est escheete, l'autre le douaire, la tierce si est la nouvelle desaisine.

CCLXXXIX. Et ce sont les chozes que le seignor n'a ne tient et que les autres gens ont et tiennent, ne que lui ne son ancestre n'a encombrées ne alinées.

CCXC. Or vous ay devizé toute la flour de cest livre en some, laquelle chøze chascun se devroit travailler de savoir la et retenir, à estre plus membrant des autres chozes et pour avoir plus prest respons et parole as chozes que dedens cestui livre sont escrits et devizées. Si s'en devroit chascun travailler de savoir les, avant que il ne s'entremeist de plaidoier en la Haute Court dou royaume de Jerusalem et en celui de Chypre ¹.

Ci fine la flour et la force dou livre qui est apelé la Clef des assises et des usages et des plais de la Haute Cort dou royaume de Jerusalem, et comence le livre ².....

¹ Le dernier article de ce livre porte le n° 285; mais il y a cinq articles qui n'ont point de numéro ou qui en ont un déjà employé. Les chiffres sont d'ailleurs d'une écriture du xvi^e siècle. — ² La colonne qui suit dans le manuscrit est restée en blanc : au feuillet suivant commence le livre abrégé de la Cour des Bourgeois.

VI.
LE LIVRE AU ROI.

SOMMAIRES DU LIVRE AU ROI.

- I. Ici dit quel poer a li rois de bien faire à ces homes liges, et quel poer il n'en a de maufaire, par dreit et par l'assise de Jerusalem.
- II. Ici orrés de quei est tenus li rois de maintenir et de garder, par dreit et par raison.
- III. Ici orrés quel poer a li rois de douner el sien propre et de non douner ès choses de ses homes sans leur otrei.
- IV. Ici orrés quant li reaumes meut de par la royne, et li rois ses maris fait aucun don en la terre, et quel don vaut et quel don i a qui ne doit valer, encor soit ce que li rois l'ait fait.
- V. Ici orrés la raison à qui deit escheyr li reaumes, ou as anfans dou premier roi ou as anfans dou segont roi, et quel don vaut dou baillage c'on tient, tant com seluy fill n'est d'aage, porqui l'on tient celuy baillage dou reaume.
- VI. Ici orrés la raison dou segont mary, ce est dou segont roi, et de ses enfans.
- VII. Ici orrés la raison dou roi qui est em prison de Sarasins, et di quei sont tenus ces homes liges vers luy de faire, et s'il ne le font, si sont deserités de leur fiés à tousjorsmais.
- VIII. Ici orrés la raison dou rei qui est mout endetés et n'en ai de quei paier sa dette, ne gage que il baille à son acreour d'où il se tenist por païé, et tout ce que il peut faire de ses homes liges par dreit et par l'assise.
- IX. Puis que vous avés oy la raison et le poer dou roi, si coumande le dreit que vos oïés la raison et le dreit de quei est tenus le mareschau dou reaume de servir au roi et qués est son office de la mareschaussie par dreit.
- X. Ici orrés qui est tenus de veir les bestes dou restor, et par qui coumandement devent estre païés les restors et mis en escrit à la segrete dou seignor.
- XI. Ici orrés quel poer a le mareschau d'arester la paie des homes liges et lor fiés, puisque les homes liges font ce qu'il ne doivent faire.
- XII. Ici orrés la raison des bestes as homes liges, qui meurent si come il ne doivent, et sur qui det estre la perte, et coment il pevent rendre leur bestes à cort, par raison et par l'assise.
- XIII. Ici orrés la raison por quei on ne deit aver son restor, ains deit estre la perte de la mort de la beste ou le mahaing sur l'ome lige et non mie sur le roi, en cui restor sont les bestes.
- XIV. Ici orrés la raison dou poer dou counestable dou reaume et de ce qui appartient à son office, por le leuc qu'il tient de la counestablie dou reaume.
- XV. Ici orrés la raison que deit aver li mareschaus el gaaigne qui fait li rois en aucune chevauchée, c'il l'a fait et il y a guaaignée.
- XVI. Ici orrés par quantes raisons peut li rois deseriter ses homes liges, sans esgart de cort, se il font vers luy nules de ces choses qui sont si devisées.
- XVII. Ici orrés la raison dou borgeis qui fiert un chevaler et quel dreit deit estre de celuy borgeis qui a ce fait.
- XVIII. Ici orrés la raison et le dreit qui deit estre de celuy chevaler qui est ataint qu'il ait batu un borgeis sans nul cop aparant.
- XIX. Ici orrés la raison et le dreit que doit perdre celuy chevaler qui est ataint par garentie d'autres chevalers qu'il ait batu aucun borgeis ou fait batre par autre que par luy.
- XX. Ici orrés la raison et le dreit qui est establi de faire de celuy chevaler qui ocit un borgis ou fait ocirre.
- XXI. Ici orrés la raison et le dreit c'on doit faire de celuy chevaler qui est patarin et de son fié et de ses choses; et quel dreit y a sa feme, ce elle est de dreite fei.
- XXII. Ici orrés la raison quel dreit det estre de celuy chevaler qui estraie son fié et s'en vait en terre de Sarasins, sans recoumander son fié à son seignor.
- XXIII. Ici orrés c'on deit faire de celuy chevaler qui estraie son fié et s'en vait en terre des Sarasins et se renoie de la lei de Iehsu Crist por cele de Mahoumet.

- XXIV. Ici orrés la raison de quei sont tenus tous les houmes liges de faire; et celui qui ne le feret, si det estre deserités à tousjors, par dreite assize.
- XXV. Ici orrés la raison et le dreit c'on doit faire de celui home lige qui mesfait vers son seignor, et dou roi qui mete main sur son home lige, sans esgart de ses pers, ce est des autres homes liges.
- XXVI. Ici orrés la raison de celui home lige qui recoumande son fié à son seignor ou à sa dame, an et jour.
- XXVII. Ici orrés la raison de la povreté dou roi ou de celui qui sera en son leuc, qui n'a de quei paier ses homes liges ou ne les veut paier.
- XXVIII. Ici orrés la raison et le dreit que deit estre de celui home lige qui a son fié dehors la cité et Sarasins viennent et saissent celui sien fié, et c'il deit plus servise au seignor por celui fié que autre tient que luy, et il ne le peut amender.
- XXIX. Ici orrés la raison de seluy home lige que li rois veut mander en servise hors des parties dou reaume; et s'il est tenus d'aler ou non.
- XXX. Puisque vous avés oy le dreit et la raison des homes liges, si comande la lei et l'asise que vos oïés et entendés la raison des femes veves liges; quel poier elles ont de leur cors marier sans congé de son seignor ou de son dame desous cui elle sera; et quel poier à le seignor ou la dame, de sa feme marier segont se qui li afiert.
- XXXI. Ici orrés c'on det faire de cele feme veve lige qui prent baron sans congé de son seignor ou de sa dame desous cui elle est, et en quei cort celui qui la prent por feme.
- XXXII. Ici orrés la raison c'on peut faire à la feme veve lige qui ne veut prendre baron que li rois ou sa dame, desous qu'elle est, li veut douner.
- XXXIII. Ici orrés la raison de seluy home lige qui est mors et a laissé deus filles ou plus après luy, et la plus ainsnée à qui vient le fié, ait fait aucune chose par quei ele det estre deseritée à tousjors.
- XXXIV. Ici orrés la raison de l'ome lige qui est mors et sa moillier, et ait laissé après lui heir de ses biens deus filles ou plus, soient mariées ou non mariées, quel raison il ont au fié de leur pere qui mors est.
- XXXV. Ici orrés la raison de celui home lige qui est mors et sa moiller aici, et sont remés fis et filles après eaus, de qui det estre le baillage de celui fié, puisque le fis est mort et a laissé anfans de luy, ou un ou deus; ou mains ou plus.
- XXXVI. Ici orrés la raison de celui home lige qui est trespassés et sa moiller aici, et ont laissé heir après iaus deus filles et un fis, et tos sont mariés, et li fis morut, sans ce qu'il onques fu saisi ne tenant de tous les fiés de son pere ni de sa mere, et quel raison ont puis les serors es choses de leur pere et de leur mere.
- XXXVII. Ici orrés la raison des borgesies des homes liges qui sont mors et ont laissé et fis et filles, et douquel devient estre les borgesies.
- XXXVIII. Ici orrés la raison que det estre de celui home lige qui tient un fié ou plus, et il li en eschiet un autre fié ou deus ou trois, de par aucun sien parent ou parente qui mors sont, et à luy viennent; coument il les doit déservir.
- XXXIX. Ici orrés la raison des barons dou reaume; coument et de quel chose il ont cort par iaus en leur teneures et en lor viles qu'il tiennent el reaume.
- XL. Ici orrés la raison dou chevaler sodoier qui bati ou ferit un chevaler home lige et il en est ataint par garentie d'autres chevalers, quel dreit en deit estre.
- XLI. Ici orrés la raison dou chevaler qui fiert et mahaigne aucun borgeis, sans mesfait qu'il li fasse, et c'on det faire de celui chevaler.
- XLII. Ici orrés quel dreit on deit faire de celui chevaler home lige qui devient mesiau, et quel dreit a yl puis en son fié, depuis que ce mau li avint et où il det estre et maner.
- XLIII. Ici orrés la raison de l'escheete de fié qui vient à la nounain, et ce elle le deit aver ou non et coument et en quel guise.
- XLIV. Ici orrés la raison s'il i a nus home lige ne nule feme lige qui ait poier de vendre partie de son fié ou non.
- XLV. Ici orrés la raison dou fié qui se vent, et par quel essoigne il se peut vendre, et par quantes cités dou reaume il se det crier cele vente, avant qu'il se dée livrer.
- XLVI. Ici orrés la raison de celui home lige qui ait fait faire ou contrefaire aucun faus prevelige, et vient avant et requiert ce que celui prevelige dit et le demande.

- XLVII. Ici orrés la raison de celui home lige qui a passé aage et est vis, se il det aver son fié sans servise ou non.
- XLVIII. Ici orrés la raison d'iceluy qui a passé aage et il a plusors fiés que il faisoit deservir, et se tous devient estre quites, sans servise, en la vie de celui qui a passé aage.
- XLIX. Ici orrés la raison de celui chevaler qui mete sa beste en gage à aucun home, jusque à un terme, et s'il ne paie audit terme, que il peut faire de la beste; et se la beste meurt en sa gagiere ou se mahaigne, qui la det amender.
- L. Ici orrés la raison des assenemens que les homes liges font sur leur fiés en la segrete du seignor.
- LI. Ici orrés la raison de celui home lige qui a fié à luy et à ces heirs de moiller, et sont tous mors et ces heirs et luy, et à qui eschiet celui dit fié.
- LII. Ici orrés la raison dou bagner et de sa semostre; quel force elle a, s'on ne fait ce qu'il lor dist de par le roi.

—

—

VI.

LE LIVRE AU ROI.¹

CHAPITRE PREMIER.

Por ce que la raison coumande que la cort as chevaliers, c'on clame la Haute Cort, ne doit nus hom coumencer à retraire les jugemens, c'on ne doit coumencier tout premier au chief, ce est au roi ou à la reine, de qui tos les biens et tous bons essamples et toutes bones droitures si doivent venir; et por ce coumande la raison c'on doit tout premier à luy coumencer, por ce c'on doit saver et cunnoistre quel poer a li rois de bien faire à ces homes liges, et quel poer il n'en a de maufaire, par dreit et par l'assise de Jerusalem.

Bien sachent tous ceaus qui sont et qui à venir sont, que li rois est tenus d'acreistre et de non amermer les droitures de la couroune de son reaume; ni ne doit, par dreit ne par l'assise, nus des chastiaus dou reaume, ce est des forteresses, en metre en mains des Sarasins, por nul besoing que il ait*; ni ne peut ni ne doit nule des forteresses dou reaume vendre ni doner à yglise ni à religion; mais bien la peut faire abatre li rois la forteresse, se il voit que trop grieve au reiaume celuy chastiau. Et se il avenoit que li rois ou la royne vosist metre aucune de ses forteresses el poer de ses gens que sont dites desus, la raison juge que ses homes liges li pevent bien destorber et deffendre de ce faire; et si ne mefferont por ce les homes liges vers leur seignor de rien, par dreit ni par l'assise dou reaume de Jerusalem.

¹ Ce livre est fourni par le manuscrit de la Bibliothèque royale de Munich, dans lequel il est placé à la suite des assises de la Cour des Bourgeois, et par B, qui n'en donne que trente et un chapitres. Les matières qui y sont traitées indiquent suffisamment que cet ouvrage est du nombre de ceux qui furent composés sur la jurisprudence de la Haute Cour et qu'il ne doit pas en être détaché. Le titre: *Le Livre au Roi*, ne se trouve pas dans les manuscrits; nous l'avons tiré des mots qui terminent, dans M, le livre sur les assises de la Cour des Bourgeois: *Ici est feny cestui livre et coumence après (le Livre) au roi*. Nous avons également suppléé le mot *chapitre* en tête de chaque rubrique, et donné à ces chapitres, comme dans B, une série particulière de numéros, tandis que, dans le manuscrit de Munich, la série des numéros du Livre de l'assise des Bourgeois est continuée dans celui-ci. Le texte de M étant moins correct que celui de B, nous l'avons, en plusieurs endroits, corrigé à l'aide de ce dernier, sans nous croire obligés d'indiquer dans les notes toutes ces corrections, ce qui nous aurait conduits à reproduire continuellement la citation du manuscrit B, ou les variantes d'un texte que M. Kaussler vient de publier à Stuttgart, 1839, in-4°.

* Les Chrétiens furent souvent forcés d'abandonner des villes et des forteresses aux Musulmans, en vertu de capitulations. Jérusalem fut même remise de la sorte au pouvoir de Saladin. L'auteur, en se servant des mots *por nul besoing que il ait*, exprime donc une idée trop absolue, et que la nécessité démentit plus d'une fois. Cependant il est vrai de dire que, dans l'esprit des Croisés, les cessions qu'ils faisaient aux Musulmans étaient provisoires, et qu'ils continuaient de donner, de vendre ou d'échanger des terres qu'ils n'occupaient plus. On lit dans une chartre de Balian d'Ibelin, sire d'Arsur, de l'an 1269:

« Et quant la dite seignorie d'Arsur sera ès mains de Crestians, vos, le devant dit maistre et convant ou vos successors ou autres persones por votre dite maison, devez metre un home de la vostre partie, tel com il vos plaira. » (Paoli, *Codice Diplom.* t. I, p. 186.) Jean l'Aleman, sire de Césarée, donne, en 1255, tout ce qu'il possède dans la ville d'Acre aux Hospitaliers; et en déterminant les conditions de cette donation, il prévoit ce qui arrivera *quando civitas Hierosolimitana erit in manus Christianorum.* (*Id.* p. 223.) Cette noble confiance méritait plus de succès.

CHAPITRE II.

Ici orrés de quei est li rois tenus de maintenir et de garder, par dreit et par raison.

Bien sachés que li rois est tenus de maintenir et de garder et de ferme tenir tous les dons des autres rois et des roynes et des barons dou reaume des dons qu'il ont fait en leur dreis que il ont au reaume, tout enci come leur preveliges diront, seelés ou de plomp ou de cire; por ce que les preveliges dou roi ou des barons soient si leaus come estre devient, et o la garentie des autres homes liges: car don de roi ni de roine ni des barons dou reaume ni des terriers qui don fassent par prevelige, ne deit valer sans la garentie des homes liges dou reaume meysme^a. Et encores fust ce que le prevelige fust ceelé et n'i eust tel garentie com est dite desus, si juge la raison que celui don ne vaut, senon tant que celui ou cele vivra qui celui don donna, et ce est droit et raison par l'assise^b.

CHAPITRE III.

Ici orrés quel poer a li rois de donner el sien propre et de non donner ès choses de ses homes sans leur otrei.

Bien sachés que li rois et la royne a poer de donner fiés et terres et vignes et casaus as gens dou ciecle por Dés, o servise et sans servise; et peut bien faire

^a Cette garantie s'obtenait en faisant la donation en cour. Voici quelques exemples de cette sorte d'actes: Henri, roi de Chypre, confirmant une donation faite, en 1237, par Balian d'Ibelin, sire de Baruth, et par son épouse, Eschive de Monthelliard, de deux casaux aux Hospitaliers, disait: « E je, le devantdit Henri, roi de Chypre, faz assaver à toz ceaus qui sunt et qui seront, que le devantdit Balian de Ybelin et la devantditte Eschive vindrent devant moi en ma presence et de ma cort, etc. » (Paoli, *Cod. Diplom.* t. I, p. 117.) Hugues III, roi de Jérusalem et de Chypre, confirme, en 1269, « le don et la saisine que nostre feal home Balyan d'Ybelin, seignor d'Arsur, et conestable de nostre reaume de Jerusalem, fist à vos, ledit maistre et convent, por vos et por voz successors, en la presence de nos et de nostre Haute Court dou reaume de Jerusalem, etc. » (Paoli, *id.* p. 186.) Le même Balian d'Ibelin disait, en 1269: « Sachent tuit cil qui sont et veront, que je, Balyan d'Ybelin, seignor d'Arsur et conestable dou royaume de Jerusalem, quite perpetuaument, por moy et por mes heirs et por mes successors, en la presence dou très haut et puissant monseignor Hugue, par la grace de Deu, noble roy dou royaume de Jerusalem et de Chypre, et de la Haute Cort doudit royaume, etc. » (*Id.* p. 188.) Les échanges étaient

soumis à la même formalité. (*Id.* p. 24.) On inscrivait, le plus souvent, les noms des hommes liges garants dans l'acte. Jean d'Ibelin disait, en 1256: « Je ai fait cest present prevelige saeler de plomb empreint en mes dreis coins de ma conté de Japhe et d'Escalone, avec la garentie de mes homes; des qués ce sont les noms: Gautier d'Ybelin, mareschal de Japhe; Estienne de Sauvegni, Enyorran de Toisi, Baudoyne de Surre, Gremont de Lucue, Baudoyne de Corbie, Pierre Laleman, Hue de Treies. » (*Id.* p. 153.) Un arbitrage entre Bohémond, prince d'Antioche, et l'évêque de Tripoli, de l'an 1278, est terminé ainsi: « De ce sont garens, de noz homes liges: Iohan, mareschau de Triple; Iohan d'Angeville, Iohan de Hasart, Raimund Faucard, Nicole Arra, Balyan de Marreclée, Pierre Dyes. Ce fu fait à Triple, etc. » (*Id.* p. 200.)

^b Le don n'avait d'effet que pendant la durée de la vie du roi ou du seigneur; mais le roi devant confirmer les dons de ses prédécesseurs, il en résulte que ces libéralités étaient irrévocables. L'usage de faire confirmer les inféodations du prédécesseur par le successeur remontait à l'époque où les concessions de bénéfices n'étaient faites qu'à temps ou à vie, et cessa en Europe quand les fiefs devinrent patrimoniaux. Voyez le *Livre d'Ibelin*, c. CLXXXIX, p. 302.

tans homes liges ^a come il vora et pora, et bien peut aquiter à ces homes liges le servise que il li deivent, et jà nel lairra por nuluy, car ce est raison si come seignor peut et det taire dou sien propre. Mais se li rois ou la royne voisist donner aucun don ou tenement d'aucun de ses barons ou de ces terriers, la raison juge qu'il ne le peut faire par dreit, se celui qui est seignor de celui tenement ne l'otreie par sa volenté, si qu'il meysmes par reconnoissance de celui otrei, saela le prevelige de son seau propre ou de plomp ou de cire s'il autre n'aveit, le don que li rois fist sur son fié ou sur son tenement. Et s'il nel saelet de son ceau propre, si com est dit desus, mais li rois meysmes qui fist le don, le seela de son ceau, la raison et le dreit comande que celui don ne vaut par dreit, ne jà nel tenra le seignor dou leuc ni ses heirs, senon tant com leur plaira, por ce que ce est chose de force sans raison et sans le dreit establissement de l'assise.

CHAPITRE IV.

Ici orrés quant li reaumes meut de par la royne, et li rois ses maris fait aucun don en la terre, et quel don vaut et quel don i a qui ne doit valer, encor soit ce que li rois l'ait fait.

S'il avient que li rois soit mors et est remese la royne de par cuy li reaumes meut, et puis avient que la dame prist autre mary aucun haut home, si com li afiert, par le conceill de ces homes liges ^b, bien sachés que la raison juge et commande enci à juger que nule don que celui roi done, ne doit estre tenus après sa mort, se la royne sa moillyer ne l'otreie par la garentie de ces homes liges meysmes; car se elle l'otreie, si com est dit desus, si que l'otroiance d'ele parole au prevelige, si doit estre ferme et estable par tot; mais se elle ne l'otree, si com est dit desus, et encores soit ce que li rois ses maris en ait fait prevelige à celui ou à cele à cui il a fait seluy don et ceelé dou ceau reau, si ne deit valer celui don par dreit ne par l'assise.

CHAPITRE V.

Ici orrés la raison à qui deit escheyr li reaumes, ou as anfans dou premier roi ou as anfans dou segont roi, et quel don vaut dou baillage c'on tient, tant com seluy n'est d'aage por qui l'on tient celui baillage dou reaume.

S'il avient que la royne qui veve estoit remese et avoit pris autre mary et li estoient remés anfans dou premier mary fis ou filles, la raison juge que après la mort de la roine lor mere, la reauté eschiet au plus ainsnés de ces fis dou pre-

^a Conformément à l'usage du royaume de Jérusalem, *homes liges* est mis ici pour *vassaux*.

^b Le fait que l'auteur suppose ne s'est produit qu'une seule fois pendant la durée du royaume de Jérusalem. Isabelle, fille d'Amaury I, épousa Henri I, et, après la

mort de ce prince, se maria avec Amaury de Lusignan, roi de Chypre, qui par cette alliance devint roi de Jérusalem, mais aux conditions qui sont indiquées dans ce chapitre. La succession des rois de Chypre n'offre pas d'exemple analogue.

mier mari, et se elles sont filles, si vient la reauté à la plus ainsnée, et à celui ou à cele sont tenus les homes liges de faire homage et ligesse, chascun si come il deit; et deit remaindre le baillage de la terre en la main dou plus prochein parent ou parente que les anfans aient de par leur mere de par qui la reauté meut, ou au plus prochein parent des anfans de par leur pere, se li reaumes meut de par luy; et ce est dreit et raison par l'assise^a.

CHAPITRE VI.

Ici orrés la raison dou segont mary, ce est dou segont roi, et de ces anfans.

Encement s'il avient que la royne n'ot nul enfant dou premier mary, ou en ot, mais ne vesquirent mie longuement, et elle ot puis anfans dou cegont mari qui vesquirent, la raison juge que après la mort de la rayne leur mere, de par qui muet celui reiaume, la reauté si vient au plus ainsné de ces anfans, si come est dit desus; et si tost come il sera en l'aage de douse ans, si det estre courounés ou en Jerusalem ou dedens Sur^b; et si juge la raison que li peres deit aver le baillage dou reaume et de ses anfans, jusque li plus ainsnés soit d'aage de justiser et de gouverner son reaume^c. Et bien sachés que tous les dons que li rois ses peres donra come son fils ou sa fille ne sera d'aage, qui est heir dou reaume, si juge la raison qu'il sont fermes et devent estre tenus par tout, par ce que la garentie des homes liges y soient en tous les dons que il fera. Mais puis que li heir dou reaume sera d'aage, jà soit se c'on ne l'ait courounés encores ne fait homage ses homes, si ne deit estre ferme, ni ne det valer nul don que li rois ses peres done au reaume ne ceele de son ceau, por ce que la raison coumande que puis que le seignor a dreit aage et qu'il a recounoissance et de bien et de mal, nul don ne peut hom donner sur sa dreiture por luy, por ce que c'il li plaist, il meysmes peut bien donner sans faire autre doner por luy; et por ce coumande la raison et l'assise que ce li fis veut, par dreit nul don ne sera jà ferme que ces peres ait douné sur son reaume depuis qu'il a esté d'aage, ce ses fis proprement ne mist son ceau de ces coins. Mais se ces fis qui estoit heir dou reaume, mist son ceau en ceaus dons que ces peres fist, la raison juge et coumande se enci à juger que ceaus dons sont ferme et estables, tout enci come li dons est dounés, jà soit ce que li peres eust seluy don dounés là où il estoit d'aage, si est ferme et estable par dreit et par raison et par l'assise.

^a Malgré ce principe, Baudouin IV, fils d'Amaury et d'Agnès, étant mineur lorsque son père mourut en 1173, Milon de Plancy, qui n'était point son parent, fut nommé bail du royaume de Jérusalem. Le même Baudouin ayant été contraint, à cause de sa maladie, de renoncer au trône, fit couronner le jeune Baudouin V son neveu, fils de sa sœur Sybille, et donna le bailliage à Guy de Lusignan, comte de Jaffa et d'Ascalon, qui avait épousé sa sœur, après la mort du marquis de Montferrat: ceci était conforme aux usages; mais Baudouin ayant eu des démêlés avec Lusignan, lui retira le bailliage et le donna à Raymond, comte de Tripoli, qui n'était point le parent du roi mineur. Le bailliage royal ne fut jamais déféré sans l'approbation des barons, qui souvent se trouvaient forcés de ne point tenir compte de la parenté.

^b La ville de Tyr ne fut choisie pour le lieu du couronnement des rois de Jérusalem, qu'après la reprise de cette dernière ville par Saladin. Foulques, Baudouin III, Amaury I, Baudouin IV, Baudouin V et Guy de Lusignan furent couronnés dans l'église du Saint-Sépulcre à Jérusalem; Baudouin I le fut à Bethléem, Baudouin II à Jérusalem et à Bethléem; Jean de Brienne, Hugues III et Henri II prirent la couronne dans la cathédrale de Tyr.

^c Baudouin III, Baudouin IV et Baudouin V sont les seuls rois de Jérusalem qui parvinrent au trône avant d'avoir atteint l'âge de la majorité. Les circonstances et les intérêts de leurs tuteurs déterminèrent l'époque de leur sacre et le terme de leur minorité. Cependant tout indique que la loi fixait à quatorze ans la majorité des rois de Jérusalem.

CHAPITRE VII.

Ici orrés la raison dou roi qui est em prison de Sarasins, et di quei sont tenus ces homes liges vers luy de faire, et c'il ne le font, si sont deserités de leur fiés à tousjorsmais.

S'il avient, par aucune mesaventure, que li rois soit desconfis en bataille et que Turs l'aient pris et retenu en prison, et puis avient que li rois fait tant parler as Turs que il metent à raenson par pris fait, et il mande à la roine et à ces homes liges qu'il porchassent sa raençon, et il ne pevent, por ce que il ne treuvent qui tant leur preste, et li rois s'acorde o les Turs de bailler leur en hostage por luy de ces homes liges tant qu'il se tiennent por paiés, en jusques i lor ait porchacé lor raenson : la raison juge et comande ce enci à juger, que se li rois mande à ces homes liges par nom à tant com li Turs se sont acordés o luy de prendre, qui li veignent à luy por entrer en hostage por luy, tant qu'il ait porchassé sa raenson, il sont tenus par dreit d'aler iqui et de entrer en ostage por leur chief seignor par dreit, en jusques à tant qu'il ait porchassé sa raenson. Mais se il avenoit qu'il i eust aucun de ces homes liges qui ne vosist entrer en ostage por son seignor, la raison juge celuy et coumande qu'il enci juge, ce est qu'il det estre tout premier deserités de tout can que il tenoit el poer dou roi par tout son reaume, et deit aver perdu respons de cort à tousjorsmais, si que mais ne det estre pris en garentie de nule riens, ni ne poret par dreit nul chevaler lever par bataille, por ce qu'il menti son homage et sa fei au besoing à son droituryer seignor en terre; et ce est dreit et raison par l'asise dou reaume de Jerusalem *.

CHAPITRE VIII.

Ici orrés la raison dou roi qui est mout endetés et n'a de quei paier sa dette ne gage que il baille à son acreour don il se tenist por paié, et se que il peut faire de ses homes liges par dreit.

S'il avient que par aucun besoing dou reaume ou por forniment de sa terre ou de ses homes, li rois ait emprunté d'aucun haut hom de sà la mer Crestien une grant cantité d'aver et de besans, et il avient que li rois n'a de quei paier son acreour ni n'en a gage qu'il i puisse bailler, que celuy veuille jà prendre, et li rois li a proumis par sa fei que c'il ne l'a paié au terme qui mis est entre aus deus qu'il li baillera tant de ses homes liges en hostages en son poer, por seurté de sa terre, qu'il s'en tendra por paié : la raison juge que quant il vendra au terme, c'il n'a de quei paier ne gage que donner que celui veuille prendre, que li rois peut bien bailler à celuy tant de ses homes liges qu'il se teigne por paié, en jusques au terme qu'il le det aver paié; et ces homes liges sont tenus de demourer en la prison de

* Voyez le *Livre d'Ibelin*, c. cxc, p. 303.

l'acreour par leur fei, en jusques à tant que leur seignor l'ait païé; et c'il ne l'a païé au dit terme, quant il li bailla ces homes liges en gage, la raison juge et coumande que celui acreour a bien poer, puisque li termes est passés qu'il n'en est païés et le dut estre, de vendre gage abandon et fiés et maisons et can que ceaus ont qui tient en gage por sa dette, et paier sei de se que le seignor li devet. Et puis qu'il sera païés, si est tenus de delivrer au roi ses homes liges qui li bailla par dreit. Mais c'il avient qu'il i ait aucun home lige qui ne voisist entrer en cele gagiere por son seignor, la raison juge qu'il det estre deserités tout enci com est dit desus en l'autre jugement, car ce est droit. Et bien sachés, que par dreiture de fei et par l'assise, li rois est tenus, en toutes guises, se li onques peut sans faire trop grant meschief dou renom de la courone, de delivrer ses homes dedens celui an et celui jor qu'il entrerent en la prison ou en l'ostage por luy. Et si est li rois tenus par dreit de donner à ces homes, tant come il seront en la prison ou en l'ostage por luy, à bevre et à manger et à vestir, ce il a sauvé les rentes de leur fiés por quei il deivent l'omage et la ligesse; et ce est dreit et raison par l'assise de Jerusalem^a.

CHAPITRE IX.

Puis que vous avés oy la raison et le poer dou roi, si coumande le dreit que vos oïés la raison et le dreit de quei est tenus le mareschaus dou reaume, de servir au roi, et qués est son office de la mareschaussie par dreit.

Bien sachés que l'office dou mareschau dou reaume si est que il deit estre tout premier hors au cri, o la baniere reau, por arenger et por destenir les gens de la terre qu'il ne voient folement et se perdissent par malegarde, et puisque li rois est venus hors ou celui qui seroit en son leuc, si deit le mareschau ordener ses eschielles et des chevalers et des tricoples^b, segont ce que miaus li en cembrera. Et si sont tenus par dreit les chevalers et les trucoples d'obeyr tous le coumandement au mareschau, ni ne se deit meuvre nule eschielle ne poindre sans le congé dou mareschau ni torner arieres. Et le mareschau est tenus, si tost com il avera ordené les eschielles, de venir devant le roi por oyr et por entendre sa volenté et son coumandement, et se que li rois li coumandera ou de poindre ou

^a Le roi ne jouissait, dans ce cas, que du droit commun des seigneurs. (*Livre d'Iselin*, c. cxcvi, p. 315.) Cependant un seigneur ne pouvait faire entrer pour lui en otage que ses propres vassaux, tandis que le roi, en vertu de l'assise d'Amaury, avait le droit de requérir le cautionnement de tous les vassaux du royaume: il aurait pu faire entrer en otage le prince d'Antioche ou le comte de Tripoli aussi bien qu'un simple feudataire. On comprend que cette induction des règles du droit n'était pas véritablement applicable.

^b On lit dans les Statuts de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, l. XIX, § 7: *Turcopolerius, bajulivus conventualis venerandæ linguæ Angliæ, dicitur a Turcopoli, qui, ut in historiis bellorum a Christianis in Syria gestorum habetur, equites erant levis armaturæ*. Ce qui est tiré de Guillaume de Tyr, où on lit: *Milites levis armaturæ quos Turcopolos vocant*, l. XXII, c. xvii. Godefroy Foucher,

receveur des Hospitaliers, écrivant à Louis VI, en 1165, pour lui annoncer une victoire de Noradin, lui disait: *Sed et fratribus nostris ceciderunt in ore gladii lx. milites fortissimi, præter fratres clientes et turcopolos; nec nisi septem tantum evasere periculum*. (*Gesta Dei per Francos*, p. 1182, n° xxiv.) L'expression de *tricolp* ou *turcoplier* était générique; ainsi un Hospitalier signe une charte de 1148: *Fr. Petrus de Sardines, turcoplerius*. (Paoli, I, 260.) Voyez la charte de 1280, par laquelle Alvisé, dame de Palmyre, fait une donation au couvent du Mont-Thabor, et qui est contre-signée par treize tricolpiers. (*Id.* p. 309.) L'étymologie de ce mot se trouve dans l'office que remplissaient les turcopliers, et qui consistait à attaquer les Turcs à l'improviste et à dévaster les lieux qu'ils occupaient. Les Croisés avaient senti le besoin d'opposer aux Arabes une cavalerie légère qui combattit à leur manière.

d'arester, si deit coumander as autres chevalers et as gens à cheval, et il sont tous tenus d'obeyr et de faire et de non passer son coumandement par dreit. Et c'il y a nul qui passe son coumandement d'aler là où il ne doit et se desrenge de s'eschiele, la raison juge que c'il est home lige, si deit avoir perdu en sa vie le restor de son cheval; et c'il est chevaler ou sergent sodoier, la raison juge qu'il deit perdre le restor de son cheval, tel com son seignor li a mis à qui il demore, si que se son cheval moreit ou se mahaigneit dedens celui termine qu'il a retenu as sos, jà riens ne li devra amender de son restor par dreit ne par l'assise.

CHAPITRE X.

Ici orrés qui est tenus de veir les bestes dou restor, et par qui coumandement devient estre païés les restors et mis en escrit à la Segrete roi ou dou seignor.

Bien sachsés que nule beste ne doit estre mise en escrit à la Segrete dou seignor, dou restor qui est estably, ce est de xl. besans le chevau et xxx. besans la mule*, sans le congé dou mareschau dou reaume, por ce que li mareschaus est tenus par sa fei de veir se le cheval ou la mule soit tele beste qui deie estre mise au restor. Et se le cheval ou la mule sont sains de tous leur membres, et se li mareschaus voit et counoit que teles seient les bestes com estre deivent, si deit coumander as escriveins de la Segrete dou Seignor que il metent en escrit ceaus bestes au restor, et cil le deivent faire par son coumandement, puis qu'il lor dit, et dès lors en avant sont ceaus bestes au restor par dreit et par l'assise.

CHAPITRE XI.

Ici orrés la raison quel poer a le mareschau d'arester la paie des homes liges et lor fiés, puis que les homes liges font ce qu'il ne deivent faire.

S'il avient par aucune aventure que aucun houte lige, qui que il soit ou chevaler ou sergent, ne tient tieus harnois come il deit tenir, la raison juge et comande ce enci à juger, que li mareschaus est tenus par son office et par sa fei de veir à chascune paie le harnois que chascun tient et toutes les bestes qui sont au restor. Et celui qu'il n'avera tel harnois com aver doit, si deit arester son fié et sa paie deit prendre au seignor, en jusques à tant qu'il teigne tel harnois come tenir deit : ce est raison et dreit, car despuis que sa beste li est morte à l'oume lige et il a pris son restor, si est tenus par dreit d'aver autre beste au servise dou seignor, dedens la quinsaine qu'il avera pris son restor. Et ce il n'en a autre beste dedens la quinsaine qu'il avera pris son restor, par ce qu'il truisse la beste à vendre

* *Item dono tibi Soquerio et equitature tue intus et foris necessaria; videlicet tibi victualia, sicut uno serventi, et equitature ordeum, ferra, clavos et restaurationem unius*

equitature. Charte d'Adhémar, seigneur de Césarée, de l'année 1200, par laquelle il accorde divers avantages à Soquier l'escrivain. (Paoli, I, 288.)

en la terre, la raison juge que, de la quinsaine en avant, deit le mareschau prendre sa paie à hues de son seignor, en jusques à tant qu'il avera beste et qu'elle sera rescite au restor, en la Segrete dou roi. Ne nul restor de beste ne se det paier sans le congé dou mareschau, por ce que li mareschaus est tenus de veyr et de saver coument cele beste est morte ou par la coulpe de celui de cui elle estoit ou morte si com elle doit morir, ce est que son seignor ne li aie fait aucun surfait par quei elle soit morte, car se il l'avoit fait, il ne le devreit point aver de son restor par dreit ne par l'assise.

CHAPITRE XII.

Ici orrés la raison des bestes as homes liges, qui meurent si come eles ne deivent, et sur qui det estre la perte, et coment il pevent rendre leur bestes à cort par raison et par l'assise.

S'il avient que un home lige qui ait restor de cheval ou de mule ou de quatre bestes, la raison juge que se sa beste s'encloe, et avient por celui encloement que sa beste se mahaigne, le dreit juge que il la peut rendre à cort et deit aver son restor. Se ma beste est redoissée si malement que aidier ne se puisse, la raison juge que je la puis rendre à cort et que je deis aver mon restor par dreit. Si je chevauche ma beste par la vile ou dehors et elle chiet et se mahaigne ou se brise la jambe ou la cuisse, la raison juge que je la puis rendre à cort et deis aver mon restor par dreit. Se à ma beste avient le farcin tel que ne puisse garir, la raison juge que je le puis rendre à cort et deis aver mon restor par dreit. Se à ma beste vient la champoire, la raison juge que je la puis bien rendre à cort et si deis aver mon restor par dreit et par l'assise. Ce à ma beste vient les aigues as jambes ou les esparvains, et ele ne se peut por ce aider si come autre beste, la raison juge que je la puis rendre à cort et deis aver par dreit mon restor. Ce ma beste s'espaule ou s'escuisse, la raison juge que je la puis bien rendre à cort et deis aver mon restor par dreit. En toutes les maniere que ma beste meure ou se mahaigne, sans ma colpe et sans la coulpe de ma mehnée, si coumande la raison que je dés aver mon restor par dreit et par l'assise.

CHAPITRE XIII.

Ici orrés la raison por quei on ne deit aver son restor, ains deit estre la perte de la mort de la beste ou le mahaing sur l'ome lige et non mie sur le roi, en cui restor sont les bestes.

Tout aici com est ordenée raison que je dés aver mon restor, si est ordenée raison par quei on ne le deit aver dou seignor, si com est si je luais ma beste à aucun et elle meurt ou se mahaigne en cele voie, bien sachés que la raison juge que le seignor n'est point tenus de rendre celui restor, ains est li damages sur celui de cui estoit la beste par dreit. Encement, se je prestais ma beste à aucun, et

celuy à cui je la prestai la surmena ou li fist aucune chose por quei elle est morte ou mahaignée, la raison si juge que li rois n'en est tenus mie de rendre se restor, ains est li damages sur celui de cui fu cele beste par dreit. Encement, se je vais aucune part dehors et je charge ma beste tant par quei elle s'esrene ou se mahaigne, la raison juge que la perte deit estre sur celui de cuy fu la beste et non mie sur le seignor par dreit. Encement, se je bouhorde et porte armes sur mon cheval par ma joliveté, sans congé dou mareschau, et mon cheval chiet ou est ferus d'aucun bouhort, par quei il meurt ou se mahaigne ou refredit, après celui bouhort, par malegarde et meurt, la raison juge que tout ce damage si est sur celui de cui fu le cheval et non mie sur le roi, par dreit et par l'assise. Encement, se ma beste est en m'estable et mon sergent li a ataché si haut son chevestre, que quant ele se cuide couchier ou vouter, le chevestre qui haut est l'estrange et meurt, la raison juge que celui damage si deit estre sur celui de cui fu la beste et non mie sur le seignor, par dreit. Encement, se ma beste est en m'estable et mon sergent li atache son trahinel si estreit ou si cort, que quant la beste cuide retraire son pié par force et il ne peut, et par ce se mahaigne ou brise la jambe ou la jointe, la raison juge que le damage est sur celui de cui fu la beste et non mie sur le chief seignor, par dreit. Encement, se ma beste se voutre en m'estable, et desoute lui i avoit par malegarde un pel, por lequel pel ma beste s'est mahaignée ou s'a trait l'eull au vouter desus dit, la raison juge que ce damage deit estre sur celui de cui estoit la beste et non mie sur le chief seignor, par dreit. En toutes celes manieres que ma beste meurt ou se mahaigne par ma coulpe ou par la coulpe de ma mehnée, si est le damage sur mei, si que ne m'en doit li rois point rendre de restor par dreit ne par l'asise. Et por ce est tenus li mareschaus de porveyr le paiement des restors as bestes por sauver le dreit dou roi et de ces homes liges par dreit et sans tort l'un à l'autre^a.

CHAPITRE XIV.

Ici orrés la raison et le poer dou counestable dou reaume et de se qui appartient à son office, por le leuc qu'il tient de la counestablie dou reaume.

Bien sachés que li counestables est tenus d'oyr et d'entendre les clains et les tors que l'un chevalier fait à l'autre, se li rois nel veut oyr et n'est en la terre. Et par devant le counestable deivent estre jugiés et chastiés les mausfais as chevaliers, par dreit. Encement, si tost com li rois chevauche dehors en ost, bien sachés que la raison coumande que au counestable ataint de faire juger et amender tous les mausfais qui se feront en l'ost et les murtres et larrecins, et tous deivent estre jugés devant luy qui que il soient ou chevaliers ou borgeis, par dreit. Encement, bien sachés que la raison comande que toutes les devisions des casaus et des terres dou seignor et d'autrui et bailler et rendre et juger et partir, tout deit estre en l'office dou counestable, par dreit et par l'assise. Encement, si tost come li mareschaus a ordenées ses eschieles des gens dou reaume, la raison juge que

^a Ce chapitre et les trois précédents montrent quelle importance les usages féodaux attribuaient au cheval, instrument et signe du pouvoir que les nobles exerçaient dans cet ordre de société.

li counestables est tenus de porveyr toutes les eschielles et de amender les se riens y a que amender, et deit metre chevetaine en chascune eschielle tel com bien li semblera que bien i soit en tel leuc; et puis deit il ordener s'eschiele de ses homes ou de seaus dou roiaume; et deit aver en s'eschiele autant de gens come avera en deus des autres eschielles. Et si deit aver la premiere pointe par dreit et par l'assise après les turcoples; et li mareschaus deit aver la derrainiere bataille devant li rois, se au roi plaist qui la fasse ^a.

CHAPITRE XV.

Ici orrés la raison que deit aver li mareschaus el gaaing qui fait li rois en aucune chevauchée, s'il l'a fait et il y a guaaigné.

Bien sachés que se li rois ou celuy qui sera en son leuc, vait en gaudane ou en furte sur les hennemis de la crois, ce est sur Sarasins, et les desconfist par bataille ou par la volonté de nostre Seignor, qu'il s'enfuient devant luy et l'osent ataindre, et il avient que il gaaigne bestiaill: la raison juge et coumande ce enci à juger que toutes les bestes vaires, si come sont beus et vaches et jumens et chevaus et chievres et berbis et toutes autres manieres de bestes qui vaires sont, doivent estre dou mareschau et de son office, et toutes celes bestes meysmes qui sont rendues à cort, qui sont vaires, por le restor, si devient estre dou mareschau, par dreit et par l'assise ^b.

CHAPITRE XVI.

Ici orrés par quantes raisons peut li rois deseriter ses homes liges, sans esgart de cort ^a, se il font ver luy nules de ces choses qui sont si devisées.

La premiere raison si est, s'il avient que aucun home lige lieve armes contre son seignor, si deit estre deserités à tousjors. La seconde raison si est, s'il avient que aucun home lige fait justise contre son seignor ou contre sa terre, si juge la raison qu'il det estre deserités à tousjorsmais. La tierce raison si est, se aucun houte lige fait ou fait faire fauce monée ou faus besans en son casau ou en sa maison, si juge la raison que il det estre deserités à tousjors mais. La carte raison si est, s'il avient que aucun home lige veut empoisonner son seignor ou sa moillier ou aucun de ses anfans, si juge

^a Voyez le *Livre d'Ibelin*, c. cclvii, p. 408. Le maréchal suppléait souvent le connétable dans le service militaire. On lit dans une charte d'Amaury de 1158: *Domus Hospitalis et fratres et magister ejusdem in hac expeditione prima quingentos milites et totidem turcopolos bene armatos habere debent; et apud Larriz milites et turcopoli marescalco vel comestabulo debent monstrari.* (Paoli, *Cod. Dipl.* t. I, p. 49.)

^b *Livre d'Ibelin*, c. cclviii, p. 411.

^c Il ne faut pas tenir compte de ces mots. La jurisprudence tout entière du royaume de Jérusalem montre que le seigneur ne pouvait, dans aucun cas, déshériter ses hommes sans jugement. Nul principe n'a été aussi souvent répété par les jurisconsultes précédents. On trouve simplement dans ce chapitre l'énumération des crimes qui entraînaient la confiscation absolue.

la raison qu'il det estre deserités à tousjors. La quinte raison si est, se aucun home lige ou terrier ou baron dou reaume faiseit faire port en sa terre, de naves et de vaisseaus, et chemin en paenime, por amender sa terre et por amermer les droitures dou roi, si juge la raison qu'il det estre deserités à tousjorsmais. La siste raison si est, se aucun home lige, qui que il fust ou terrier ou autre, faiset faire et labourer et batre monée en sa terre, si juge la raison qu'il det estre deserités à tousjorsmais, por ce que nul hom ne deit aver port, euvreneur ne monée labourant, fors li rois, par dreit ne par l'assise^a. La septime raison est, se aucun home lige entre, par force des Sarasins, contre la volenté de son seignor, et sans esgart de cort, en saisine et de ces casaus et de sa terre don il det servise et homage au roi, si juge la raison qu'il det estre deserités à tousjorsmais. La huitime raison si est, se aucun home lige fait reveler ses vileins par son comandement et par s'ayde et par son conceill contre son seignor et venir vers luy as armes levées, si juge la raison qu'il det estre deserités à tousjorsmais. La nouvime raison si est, se aucun home lige grepist son fié et se renée et devient Sarasin, si juge la raison qu'il det estre deserités à tousjorsmais. La disime raison si est, se aucun home lige y a qui ait guerpi son seignor en sa besoigne, en la bataille as Sarasins, et s'enfuirent et le laisserent prendre; et c'il ne fussent fuis et ce fucent tenus adès o luy, il ne fusse entrepris li rois ne mors: si juge la raison qu'il det estre deserités à tousjors. La onsime raison si est, s'il avient que aucun home lige ne veut faire le comandement de son seignor de faire se qui est reisnable chose de faire, si juge la raison qu'il det estre deserités à tousjorsmais^b. La dousime raison si est, que c'il avient que aucun home lige vent ou baille por aucun aver son hostel ou sa vile qu'il teneit, as Sarasins, sans congé de son seignor, si juge la raison qu'il det estre deserités à tousjorsmais. Et tout ce est raison par dreit et par l'assise et par l'establisement dou roi Bauduin segont, à cuy Dés pardoint^c. Amen.

CHAPITRE XVII¹.

Ici orrés la raison et le droit dou borgeis qui fiert un chevaler, et quel dreit deit estre de celuy borgeis qui a ce fait.

S'il avient par aucune mesaventure que aucun borgeis bate un chevaler, et le chevaler l'en peut ataindre par la garantie de deus autres leaus borgeis qui fassent que guarens en la Haute Cort, la raison juge que celuy borgeis deit aver le poing

¹ xv. B.

^a L'assise ne considèrait pas, dans ce cas, l'homme lige comme faux monnayeur, car les peines admises partout en Europe contre ce crime étaient bien autrement sévères.

^b Ce motif est très-vague et aurait pu légitimer toutes les injustices des seigneurs; mais l'auteur, dans le chapitre xxiv, explique ce qu'on doit entendre par *ce qui est reisnable de faire*.

^c L'auteur ne distingue pas, comme fait Ibelin (c. cxc, p. 303), la confiscation à temps de la confiscation à

vie, ni la confiscation personnelle de la confiscation absolue. Cependant l'expression à *tousjorsmais*, qu'il a soin de répéter, donne à penser qu'il parle de la confiscation absolue, sans réserve du droit des héritiers. Ibelin n'admet que neuf causes de confiscation absolue, et elles diffèrent, pour la plupart, de celles qui sont indiquées ici. Cette divergence provenait de la difficulté de donner une nomenclature exacte des faits constitutifs de la trahison. Nous apprenons ici que la loi sur la confiscation des fiefs était l'ouvrage de Baudouin II.

copé, et atant est quites de celui batre. Et se tant est chose que le chevaler qui fu batu et li rois veullent avoir merci de celui borgeis qui ce fist, si rejudge la raison que le chevaler qui est battu deit aver dou borgeis c. besans, et la cort deit aver m. besans. Mais bien sachés que la raison juge que le batu deit aver tout premier son dreit que la justise. Et se li borgeis qui bati ou qui fery le chevaler ne peut paier l'esguart de la cort, ce est au chevaler c. besans, la raison juge qu'il det aver copé le poing destre don il le fery; mais por les m. besans de la seignorie, s'il ne les peut paier le borgeis, la raison juge et coumande ce enci à juger, que le borgeis ne deit por ce perdre nul de ces membres, mais bien le porra la cort tousjorsmais tenir en prison, jusque il lor ait païé les m. besans, et ce est dreit et raison par l'assise^a.

CHAPITRE XVIII¹.

Ici orrés la raison et le dreit qui deit estre de celui chevaler qui est ataint qu'il ait batu un borgeis sans cop aparant.

S'il avient que un borgeis viegne avant en la Haute Cort et se plaint au roi d'un chevaler qui l'ait batu et il n'i a nul cop aparissant, et le borgeis n'a nus chevalers à garans, la raison juge que le chevaler, s'il est home lige, ne li en fera jà autre, senon que il det jurer et dire que, par la feauté qu'il a faite à son seignor, que il nel toucha ne feri ni ne fiste batre, ni ne sot qui le bati, et atant en est quite. Et c'il fut chevaler autre que home lige, la raison juge qu'il devra jurer sur sainte Evangile que il se ne fist ni ne fist faire se c'on li met sus, et atant en det estre quite se plus n'i ot de reconnoissance en celui claim, et ce est dreit et raison par l'assise.

CHAPITRE XIX².

Ici orrés la raison et le dreit que doit perdre celui chevaler qui est ataint par garentie d'autres chevalers qu'il ait batu ou fait batre aucun borgeis par autre que par luy.

S'il avient par aucune aventure que aucun chevaler home lige bate un borgeis ou fait batre par autre que par luy, et il en est ataint en la Haute Cort, par la garentie de deus autres chevalers qui fassent que garens, qui lui virent celui batre ou faire

¹ XVI. B. — ² XVII. C.

^a On ne peut assimiler la peine portée en ce chapitre à celle qui est prononcée par les *Établissements*, l. I, c. cxlix; ici il s'agit d'un bourgeois qui frappe un simple chevalier, envers lequel il n'est tenu d'aucun devoir. Dans le code de saint Louis, au contraire, la perte du poing n'est prononcée que contre l'homme coutumier qui frappe son seigneur; et encore est-il permis de dou-

ter que cet usage fût général, car nous entendons Beaumanoir (c. xxx, p. 150) déclarer, que, dans le comté de Clermont, « un petis hons de poote puet ferir home vaillant, et si n'en paiera que cinq sols d'amande. » Les chartes de communes se taisent le plus souvent sur les violences des bourgeois envers les nobles. Voyez Ibelin, c. cxiv, p. 186.

batre, la raison juge et coumande se enci à juger as autres ces pers, que celui chevalier doit perdre tout son harneis et doit estre dou seignor, ce est assaver son cheval et sa mule; et c'il ne l'a et on li doit son restor à cort, si le doit perdre¹; et est puis tenus li chevaliers par dreit de donner au borgeis que il bati ou qu'il fist battre c. sos, por celui outrage qu'il li fist; car ce est dreit et raison.

CHAPITRE XX².

Ici orrés la raison et le dreit qui est establi de faire de celui chevalier qui ocit un borgeis ou fait ocirre.

S'il avient par aucune aventure que un chevalier home lige ocit un borgeis ou fait ocirre, et le chevalier s'enfuyt et forpasse le reaume, la raison juge et coumande ce ensi à juger : que si tost come le clain dou murtre vient en la Haute Cort, et l'on ne treuve le chevalier, li rois doit tantost faire prendre son fié et can que il y avoit; et se tant est chose que celui chevalier ne veigne avant fornir dreit dedens celui an et celui jor que li rois ot son fié saisi, la raison juge que tout doit estre puis dou seignor à tousjorsmais. Mais s'il avient que celui chevalier se soit acordés o les parens dou mort, si qu'il n'y a nul qui riens li demande de celui fait, et il vient avant devant li rois, et dit que non place Dés qu'il jà eust fait celui fait, et requiert son fié à son seignor par l'esgart de ses pers, la raison juge que l'esgart dou roi et de ses pers si doit estre tés³, puis qu'il ne commanda son fié à son seignor et s'enfuyt et forpassa le reaume sans congé : si doit avoir perdu son fié à tousjorsmais, se li rois veut, por ce que bien est provée chose au seignor qu'il ait fait celui meffait, puisque il s'enfuyt et forpassa le reaume, si com est dit ci desus. Mais si celui chevalier avet autre garison que de fié, si com est chans ou vignes ou maisons, et il vint avant dedens celui an et celui jor que la cort ot tout saisi, et il n'i ot nus des parens dou mort qui riens li demandast por celui fait, la raison juge et coumande se enci à juger, c'on li doit rendre toutes ses borgesies par dreit et par l'asise. Mais c'il avint que celui chevalier ne s'enfuyt mie ni ne forpassa le reaume, mais vint avant en la cort et dist que non place Dés qu'il ne fist ce, et les parens dou mort le font lever par bataille à un autre chevalier, la raison juge que se celui qui est apellés est vencus en cele bataille, si doit estre pendus tout enci come il sera vestus, o tout ses esperons; et can que il avoit et fiés et maisons, tout doit estre dou roi. Et se celui chevalier qui l'apella est vencus, si doit estre pendus, si come est dit desus; et le borgeis qui fist appeler au chevalier l'autre chevalier, si est encheus de l'aver et du cors en la mercy de Dés et dou rei; car ce est dreit raison par l'assise dou reaume de Jerusalem^a.

¹ *S'il doit prendre son restor li rois.* M. — ² XVIII. B. — ³ *Tés, ce est son fié, puis qu'il le commanda.* M.

^a Ces lois relatives aux attentats ou aux violences commises contre les bourgeois par des chevaliers, paraîtront sans doute très-favorables à ces derniers et peu d'accord avec les idées du temps; mais il faut remarquer qu'elles n'étaient en vigueur que dans le royaume de Jérusalem, et qu'à l'époque où elles furent rendues, les marchands

véniens, génois, pisans et lombards, qui ne jouissaient pas encore des privilèges particuliers et très-étendus qu'ils obtinrent par la suite, se trouvaient compris dans la classe des bourgeois. En Chypre, où les Pisans et les Génois ne parvinrent à prendre de l'influence que vers le milieu du xiv^e siècle, et où dominait une chevalerie

CHAPITRE XXI¹.

Ici orrés la raison et le dreit c'on doit faire de celuy chevalier qui est patelin et de ² son fié et de ces choses; et quel dreit y a sa feme, ce elle est de dreite fei.

S'il avient que aucune male aventure ³ ou par aucun mal aprendement ⁴, que aucun chevalier soit patelin ⁵ et ⁶ mescreant en la fei de Ihesu Crist, et il en peut estre provés ou ataint par la veue de ses voisins ou par sa reconnoissance de luy meysmes ou par ces compaignons qui revienent à la dreite fei et qui l'encusent, la raison juge que ses pers le doivent juger à estre ars ⁷, et quen que il avet si det estre par dreit dou rei ⁸. Mais tant y a que la raison coumande que se celuy chevalier patelin avoit feme espouse de leau fei ⁹, elle doit aver la moitié de celuy fié ¹⁰ tant come elle vivra, por son vivre. Car la raison juge que por la mauvaistié dou baron, ne deit mie perdre la feme son douaire, puisque le fié moveit de par la feme de qui vient la feauté ¹¹ et l'omage au roi, et en deit faire deservir la moitié dou servise ¹² que le fié deit; car ce est raison. Et aprez sa mort, si doit escheir à son ainsné fis ou à ses filles, si com fié peut escheir, soient enfans dou palatin ou d'autres barons, mais que il soient de droite foi ¹³. Mais se celuy fié mut de par le chevalier patelin, la raison juge que se sa feme est de dreite fei, si deit estre son douaire sans plus et le meuble de l'ostell, de robe ¹⁴, et tout l'autre deit estre dou seignor, et par dreit et par l'assise ¹⁵. Mais s'il avient que la feme fust paterine et le fié meuve de par ele, et li chevalier ses maris estoit de bone foi, la raison juge qu'elle deit estre arce et tout ce qu'elle teneit dou rei. Et can que elle avoit, si det estre de la seignorie, for tant seulement qu'il det demourer au chevalier ses maris, qui est de bone fei, tout son harnois et ses bestes et un lit garny, si come afiert à chevalier et tel com l'on le trouvera à l'ostel, et sa viande s'il l'a achetée, et la viande de ses bestes; et tout l'autre remanant et le fié, si est dou rei. Mais se celuy fié movet de par le baron, la raison juge que li rois n'i det riens prendre en celuy fié, par dreit, fortant que celuy home lige est tenus de donner au roi tout ce qu'il prist o luy en mariage ou le vaillant; car ce est droit et raison, par l'assise dou roi Amaury, à cui Dieu face verai merci. Amen ^a.

¹ Ce chapitre se trouve deux fois dans B, sous le n° cclviii du Livre d'Ibelin et sous le n° xix du Livre au Roi. Il est de plus dans T, sous le n° cclxxv. — ² Di. m. — ³ B. T. Noretur. m. — ⁴ Enseignement. B. T. — ⁵ Palatin. B. T. Patarin. b. — ⁶ Ou. B. T. — ⁷ A ardoir. B. T. — ⁸ Et tout quanque il a escheit au seignor par droit. B. T. — ⁹ Tant y a que se celui fié que il deservoit, mouvoit de par sa feme qui est de droite foi. B. T. — ¹⁰ Tout son fié enterinement. B. T. — ¹¹ De par qui vient la feauté dou fié. B. T. — ¹² Et en doit faire le service. B. T. — ¹³ B. T. — ¹⁴ Derrobe. m. — ¹⁵ Et se le fié meut de par le baron palatin, tout le fié doit estre dou seignor, et la feme en doit avoir son douaire; et se il a nul enfant, il en sont desherités de celui fié et de tous ses biens. B. T.

aussi fière que renommée, jamais ces lois ne furent appliquées. Il est, au surplus, facile de voir que le Livre au Roi fut écrit par un jurisconsulte de la cour d'Acre, qui ne fait pas une seule fois allusion aux lois, aux usages ou aux mœurs des habitants du royaume de Chypre. Cet ouvrage étant le seul de ce genre que nous possédions, en acquiert plus de prix à nos yeux.

^a Ibelin ne dit qu'un mot sur l'apostasie (c. cxc, p. 304),

qui est considérée ici sous tous ses aspects et dans toutes ses conséquences. En Europe, la simple hérésie entraînait la confiscation absolue. (Mathieu Paris, *Historia major*, p. 284, n° 40.) L'histoire des Croisades montre que l'apostasie n'était pas un crime rare parmi les Chrétiens; mais il faut ajouter que ceux qui s'en rendaient coupables ne pouvaient guère donner, par leur naissance et par leur renom, beaucoup d'autorité à leur conduite. Plu-

CHAPITRE XXII.

Ici orrés la raison quel dreit det estre de celuy chevaler qui estraie son fié et s'en vait en terre de Sarasins, sans recoumander son fié à son seignor.

S'il avient que un chevaler estraie son fié et s'en vait en terre de Sarasins, sans recoumander son fié à son seignor, et il avient que le seignor le saisist, il fait dreit et se qu'il deit faire; et ce il passe l'an et le jor que il ne vint requerre son fié, la raison juge et comande ce enci à juger, qu'il det estre deserités à tousjors, se li seignor veut. Voirement tant y a que la raison juge que se celuy chevaler a feme, si deit aver son vivre reisnablement des biens dou fié, tant com celuy sien baron vivera; et après la mort de son baron, si deit aver son douaire, si com elle fu dounée, et ce elle moret avant ou après son baron, tout eschiet au roi. Mais se tant est chose que celuy revint avant l'an et le jor despuis qu'il s'en parti, sans que jà se soit renoié, ou il vint avant si tost come il pot issir dou poer as Sarasins où il estoit arestés et n'en poet pas venir quant il se volet, et si tost come il post venir si vint devant son seignor et li requist son fié, la raison juge que se celuy chevaler peut prouver devant son seignor, par bones garenties, qu'il ne se soit renoiés et qu'il est venus si tost come il poet chaper de la main as Sarrasins, tenus est le seignor de rendre li son fié par dreit, et puis qu'il li avera rendu, se son seignor li sait riens que demander, il est tenus de respondre li par devant ses pers. Mais se il avient que entretant come il estraia son fié et li rois moruth tenant la saisine dou dit fié, et il vint puis, dedens celuy an et celuy jor qu'il s'en parti, et requist son fié à la rayne, la raison juge que l'on ne li en deit point rendre, puis que elle a enfans, jusque le plus ainsnés de ses enfans soit d'aage et assis en son siege de la reauté. Et puis, se ses houmes liges counoissent que se celuy chevaler ne soit renoiés et que il fu arestés, quant il ala à la terre des Sarasins por aucun sien afaire, et que il revint¹ si tost come il se post partir, la raison juge que le seignor noviau est tenus de reseivre son omagé et de rendre li son fié^a. Et puis, se le seignor li sait riens que demander, il i est tenus de respondre par devant ses pers; mais tant come l'ome lige est desaisi, n'est il tenus de respondre à son seignor de riens que il li die, por ce que la raison juge que home desaisi n'est de riens tenus à son seignor, par droit ne par l'assise de Jerusalem^b.

¹ Il ne revint à luy. m.

sieurs historiens flétrissent du nom d'apostat Raymond III, comte de Tripoli (Jacques de Vitry, l. I, c. xciii; Sanudo, l. III, part. ix, c. ix; Roger de Hoveden, p. 636; Raoul de Dicet, p. 640, 642, etc.), qui par sa trahison à la bataille de Tibériade et son alliance avec Saladin, excita contre lui l'indignation de toute la chrétienté d'Orient. Sanudo affirme (*Id.*) qu'après la mort de ce seigneur, on trouva sur son corps les marques d'une circoncision récente; mais Albéric d'Aix s'efforce de le justifier du reproche de trahison (l. XII, c. xix), et prouve que si l'ambition de ce prince le poussa à commettre contre ses compatriotes des actes qu'on ne peut excuser, au moins il n'alla pas jusqu'à renier sa foi.

Nous pourrions nous dispenser d'ajouter que, quoique l'opinion générale le regardât comme coupable d'apostasie et d'une trahison évidente, l'élévation de son rang, bien plus que sa mort inattendue, le mit à l'abri de toute poursuite.

^a *Livre d'Ibelin*, c. clxxxii, p. 283.

^b *Id.* c. ccxiv, p. 341; c. ccxv, p. 343. Justement ou injustement dessaisi, le vassal, par cela seul qu'il n'était plus en possession de son fief, se trouvait déchargé de tous ses devoirs à l'égard de son seigneur. Mais il y avait des formalités établies pour refuser dans ce cas les semonces du seigneur, et Ibelin les décrit avec soin.

CHAPITRE XXIII.

Ici orrés c'on deit faire de celuy chevaler qui estraie son fié et s'en vait en terre des Sarasins et se renoie de la lei de Ihesu Crist por cele de Mahoumet.

S'il avient que un chevaler estraie son fié, sans recoumander son fié à son seignor, et s'en vait en terre de Sarasins et si renée la lei de Jesu Crist et s'en prent à cele de Sarasins, la raison juge et coumande ce enci à juger que son fié o can que il avoit, si deit estre dou seignor à tousjorsmais. Mais se celuy chevaler avoit feme, voirement tant y a que la raison coumande que elle deit aver son douaire desur le fié et desus tous les autres biens que ces maris avoit et elle. Et se elle n'en avoit douaire noumé, por ce que celuy fié mouvet de par la feme, la raison juge qu'elle doit avoir de douaire tant come vauroit la moitié des rentes de tous seaus biens que il et elle avoient, outre le servise que le fié doit^a, et non plus. Et puis que elle avera pris son douaire, si com est estably, puis qu'il ne fu autrement moty, coumande la raison qu'elle peut puis bien prendre autre baron après l'an et le jor que celuy sien marys fu renoiés; car ce est droit et raison par l'assise et par la lei de Jerusalem.

CHAPITRE XXIV.

Ici orrés la raison de quei sont tenus tous les houmes liges de faire; et celuy qui ne le feret, si det estre deserités à tousjors, par dreite assize.

S'il avient que un chevaler ou une dame veve ou un orfenin ou une orfenine, fils ou fille au chevaler, vient avant en la Haute Cort et se plaint d'aucun chevaler ou d'aucun home lige, en la presence dou roi ou dou baill qui sera en son leuc, et demande ou fait demander à son conseil aucun des homes liges dou rei, qui sont yqui en presence, la raison juge et coumande ce enci à juger que cil sont tenus d'aler en celui conceill où l'on les demande, et le deivent conceillier au miaus que il saveront. Mais ce il aveneit que aucun de seaus homes liges qui furent demandés à celui conceill, deyssent qu'il n'iroient mie à celui conceill où l'on les demandet, de la dame veve ou de l'orfenin ou de l'orfenine ou de celui qui est merme d'aage ou d'aucun autre chevalier à cui il est tenus de conceillier, la raison juge et coumande ce enci à juger que celui home lige, qui que il soit, ou

^a C'est-à-dire la moitié du produit net du fief. On a vu précédemment (*Livre d'Ibelin*, c. clxxviii, p. 280) que, dans le royaume de Jerusalem, le douaire était de droit et fixé à la moitié des biens du mari. Ici l'auteur modifie ce principe, car il dit que le douaire doit être pris sur le fief et sur tous les autres biens que le mari avait et elle. Ces deux derniers mots changent complètement le ca-

ractère de la loi, car on ne prenait pas le douaire de la femme sur les biens de la communauté, mais sur les propres du mari. On conçoit que si la femme avait été plus riche que le mari, et c'est précisément ce qui avait lieu dans le cas supposé, cette manière de prélever le douaire aurait tourné à son préjudice et à l'avantage des héritiers du mari.

terrier ou fievé, qui neaut aler au conseil où l'on le demandet, det estre tantost chassés de la compaignie as autres chevalers et de la cité forschacé; et deit aver perdu respons de cort des chevalers, si qu'il n'i deit estre mais pris en garantie par dreit, porce qu'il ne peut mais nul chevaler apeller par bataille; et eschiet son fié et can que il tenet dou rei au roi. Mais se la feme qu'il soit en vie et seluy fié mut par li, si deit aver son douaire, si come elle fu dounée, et tout le meuble di l'ostel; et est celui escheus de douner tel dreit au seignor c'on doit douner home desleaus, car bien est esprovée chose qu'il soit desleaus, puisqu'il a neé conceil de dire verité à son essient à celui ou à cele à cui il est tenu par sa fei de conceillyer, par dreit et par l'assise : car il n'i a nul des homes liges qu'il ne soit tenu en la cort de douner conceill à bone fei, à tous ceaus et à toutes celes qui conceill lor demanderont, neys se la querelle de celui plait meysmes où l'on li demandoit conceill, fust contre son pere et contre sa mere, c'il l'avoit; cil li doit il douner conceill le miaudre que il savera; et ce est droit et raison par l'assise de Jerusalem ^a.

CHAPITRE XXV.

Ici orrés la raison et le dreit. c'on doit faire de celui home lige qui mesfait vers son seignor, et dou roi qui mete main sur son home lige sans esgart de ses pers, ce est des autres homes liges.

S'il avient par aucune aventure que aucun home lige ou aucune feme lige mesfait vers son seignor en aucune maniere, la raison juge et coumande ce enci à juger, que li rois n'a nul poier de metre tant tost main sur son home lige par dreit : se estre en batre le, ne en faire li tele¹ justice faire que li semblera que faire dée, por celui mesfait; ains dit et coumande la raison que il det mander querre ses autres homes liges, tant com il en a ou qu'il en peut aver, et lor det dire ou faire dire, en la presence de celui ou de cele, le mesfait qu'il li a fait; et ces homes liges sont tant tost tenus par dreit de juger celui ou cele selon le mesfait qu'il avera fait; et cegont se que ses pers l'averont jugé d'aver, si peut bien coumander li roys ou la royne que tant tost en soit faite la justise, se il veut ^b. Mais c'il avoit que li rois ou la royne ne le fist mie enci, mais mist main sur home lige ou sur sa feme, sans esgart de cort, et li faisoit honte ou le batoit ou li faisoit coper aucun de ses membres, la raison si juge que li rois fait tout premier tort et renée Dieu, por ce que il mente sa fei par son home et se desleaute, si que trop mesprennt vers sa leautés dont il est tenu vers tous ses homes. Car l'assise et la

¹ *Sele. m.*

^a Aucune législation n'a placé la défense des parties sous la sauvegarde d'une sanction aussi éclatante et aussi redoutable. Dans le royaume de Jérusalem, un seigneur lige qui refusait de venir défendre devant la Haute Cour un chevalier une veuve ou un orphelin, quels que fussent ses exploits, sa naissance, son crédit, était chassé de la compaignie des chevaliers, exilé de sa ville, et perdait, avec son fief, la faculté de paraître en

justice et de combattre en champ clos. Le crime de trahison était puni moins sévèrement, car le coupable courait la chance de sortir victorieux du duel. Lorsque la féodalité adoptait une idée juste, elle savait l'élever et la grandir.

^b Nous avons déjà fait remarquer que les peines étaient facultatives, et que la volonté du roi ou du seigneur pouvait amortir l'action de la loi.

lei de Jerusalem juge et dit que autant doit li rois de fei à son home lige et à sa feme lige come l'ome lige doit à luy; et auci est tenus li rois de guarentir et de sauver et de desfendre ses homes liges vers toutes gens qui tort lor vorreent faire, com ses homes liges sont tenus à luy de guarentir le et de sauver vers toutes gens^a; et por ce ne peut il mie metre jà main sur son home lige, sans esgart de ces pers; et ce est dreit et raison par l'assise et par l'us dou reaume de Jerusalem.

CHAPITRE XXVI.

Ici orrés la raison de celuy home lige qui recoumande son fié à son seignor ou à sa dame an et jour.

Bien sachés que l'ome lige a bien tant de poier que, ce il veut, il peut bien venir avant devant son seignor ou devant sa dame et li peut recomander son fié an et jor. Mais bien sachés que la raison juge et comande ce enci à juger, que puis que l'ome lige avera recomandé son fié à son seignour ou à sa dame, il ne peut raver ni recouvrer por nul besoing ni por nul mesaise qu'il en aie, en jusque l'an et le jor soit passés qu'il le recoumanda. Et se il avenoit que dedens seluy an et le jor qu'il ot recomandé son fié à son seignor et son seignor morut et laissa anfans qui sont heirs en leuc de luy, la raison juge que l'enfant qui est heir de la terre, n'est puis tenus de rendre li celuy fié en jusques qu'il soit d'aage et saisi de tos ses dreis par tout son tenement, car ce est raison. S'il avient que celuy home lige qui recoumanda son fié, morut dedens celuy an, la raison juge que li rois n'est puis tenus de rendre celuy fié qui li fu recoumandé, as anfans dou mort, jusques que le premier soit d'aage dou deservir; et c'il n'a nul anfans et le fié meut de par la dame, elle ne peut recouvrer¹ le dreit que aver y deit, jusque l'an et le jor soit passé; et se le fié mut de par li maris, la raison juge que elle ne peut aver ses douaires, ce elle y est douée chose motie, ou joyr des biens si come elle det, jusque le dit an et le jor soit passé que le fié si fu recomandé. Et se tout ce n'est avvenu, ains est vif celuy qui le fié recoumanda et li rois à cuy il le recoumanda, si juge la raison que li rois est tenus de rendre li son fié si tost com il li requera, puis que l'an et le jor sera passés, ou le repeut recomander arieres, se il veut^b, et aler là où il vorra^c; et ce est dreit et raison par l'assise.

¹ Recouvreit. m.

^a Aucune idée de droit divin, de consécration particulière, n'entourait la royauté de Jérusalem. Le roi était un simple seigneur, suzerain de tous les autres, mais lié comme eux à ses vassaux par des engagements réciproques. Ce principe existait aussi en Europe, dans les premiers temps de la féodalité, mais jamais il n'avait été écrit et professé d'une manière aussi formelle. Nulle part des peines n'avaient été prononcées contre les infractions du roi aux engagements qui l'unissaient à ses hommes; nulle part la loi ne déclarait que le roi qui se rendait coupable d'une injustice, mentait sa foi et reniait son Dieu. La royauté secoua promptement les chaînes que la féo-

dalité lui avait imposées, et sortit d'un état d'assujettissement, où elle demeura toujours en Orient, contrée qui n'admit jamais ce principe: *Rex habet omnimodam jurisdictionem in homines ligios suos* (Mathieu Paris, *Historia major*, p. 283, n° 40), que la France avait inscrit au nombre de ses maximes de droit public.

^b Livre d'Ibelin, c. CLXXX, p. 282, et c. CCXLVI, p. 393.

^c Il résulte de ces mots que le vassal pouvait recommander une seconde fois son fief et retrouver encore sa liberté. Pouvait-il le recommander de nouveau? Oui, pourvu que chaque fois il se fût remis en possession.

CHAPITRE XXVII.

Ici orrés la raison de la povreté dou roi ou de celui qui sera en son leuc, qui n'a de quei paier ses homes liges ou ne les veut paier.

C'il avient par aucune mauvaise année ou par autre raison que li rois ou la rayne soit si povres de ces rentes qu'il ne paie ses homes liges, la raison juge et comande ce enci à juger, que les homes liges ont tant de poier et d'avantage qu'il pevent bien vendre tout leur harneis pour leur vivre et remindre à pié, et jà ne tenront harnois por servir lor seignor, puis qui lor défaut de lor paie^a. Et toutes les oures que li rois avera poier de paier ou qui les semondra de servise faire, si juge la raison que li rois est tenus tout premier de paier les jusque à celui jor, tout auci com il ont¹ adès tenu harnois com² tenir doivent^b. Mais c'il avient que yre de Dieu vint et pestilence qui ardi tous les blés et tos les biens dehors, ou que Sarasins vindrent qui tout prirent ce don li rois les païet et don il fornisset sa terre, la raison juge que li rois n'est puis tenus de paier ses homes liges, se non de tant com il aura receu et tenues les rentes en son poier et non de plus, par dreit ne par l'assise.

CHAPITRE XXVIII.

Ici orrés la raison et le dreit que deit estre de celui home lige qui a son fié dehors la cité et Sarasins viennent et saisissent celui sien fié; et c'il deit plus servise au seignor por celui fié que autre tient que luy, et il ne peut amender.

S'il avient que un home lige ait casaus et terres dehors la cité, por lesquels casaus et terres il en det servise et homage au roi de son cors et d'un chevalier ou de plus ou d'un sergent au cheval, et il avient que force de Sarasins viennent et saisissent tous ses casaus³ et sa terre don il devet seluy servise, la raison juge et coumande se enci à juger, que li rois est tenus par dreit, o tout son pooir, se il peut et il voit que faire le puisse par son conseil, de chasser les Sarasins de la terre à ces homes. Et ce il faire nel voleit, si fereit tort et yreit contre sa fei, et bien l'en pevent semondre ses homes liges par sa fei qu'il delivre la terre à ces homes d'aucun pooir, et il en est tenus dou delivrer par force, se il peut. Mais c'il avient que li rois faire ne le puisse, qu'il n'a mie le pooir, la raison juge et comande se enci à juger, que celui home lige deis seluy metre⁴ en avant que les Sa-

¹ Com il en sont tout. m. — ² Tout enci com. m. — ³ Casaus. m. — ⁴ Mais. m.

^a Ibelin ne parle pas de cette faculté donnée aux vassaux de vendre leur équipement; il dit seulement qu'ils peuvent, dans le cas indiqué, gagier leur seigneur. Mais s'ils avaient le droit d'abandonner leur seigneur et d'en

aller servir un autre, ils pouvaient à plus forte raison vendre leur équipement et ne plus servir.

^b Ce qui suit forme le chapitre LVIII, p. 531 du Livre de Philippe de Navarre.

rasins averont saisie sa terre et son fié dehors et que li rois n'a poer de chasser ceaus Turs ou nel vora faire, qu'il n'est puis tenus de luy servir de riens por ce-luy fié, par dreit ne par l'assise dou reaume de Jerusalem.

CHAPITRE XXIX.

Ici orrés la raison de seluy home lige que li rois veut mander en servise hors des parties dou reaume; et s'il est tenus d'aler ou non.

S'il avient que li rois ou la rayne veuille mander son home lige en servise hors des parties dou reaume, la raison juge et coumande ce enci à juger, que li rois n'a pooir de mander son home lige hors des parties dou reaume por nul besoing de luy qu'il en ait, ne l'ome lige n'est tenus d'aler hi par dreit ne par l'asise. Mais se tant fust chose que li rois le voisist mander en mesage por le proufit dou reaume ou por le besoing de la terre, la raison juge et coumande ce enci à juger, que ce-luy est tenus d'aler hi, par enci que le seignor est tenus de donner li les estouviers de son cors, sauves les terres de son fié, tan con il sera en celuy mesage hors des parties dou reaume, et autrement non. Mais se ce li veut li rois donner, coume dreit est, il est tenus d'aler hi maugré sien par dreit et par l'asise. Mais c'il avient que celuy n'i veut aler puis que li rois li a offert de donner se que raison coumande, le dreit juge que il deit estre deserités à tousjors de can que il tenoit dou roi, par dreit et par l'asise dou reaume de Jerusalem *.

CHAPITRE XXX.

Puis que vous avés oy le dreit et la raison des homes liges, si comande la lei et l'asise que vos oïés et entendés la raison des femes veves liges; quel poier elles ont de leur cors marier sans congé de son seignor ou de son dame desous cui elle sera; et quel poier a le seignor ou la dame, de sa fame marier segont se qui li aliert.

Bien sachés que c'il avient que une feme lige est remese veve, et il avient que le seignor ou la dame desous où elle est, li veut donner mary par force, dedens celuy an et celuy jor que ces maris fu mors, bien sachés que la raison coumande que li rois nel peut faire se celle ne le veut, par dreit ne par l'assise, en jusque l'an et le jor soit passés après la mort de son baron. Et se le seignor ou la dame li en voisist faire force de prendre autre mary dedens celuy an, et elle n'en voisist nient faire, et il la voisist por ce deseriter, la raison juge que il fait tort le seignor,

* A l'aide de ce chapitre, on peut déterminer approximativement l'époque où ce livre fut écrit. Une discussion très-grave s'éleva entre le roi Hugues III et ses vassaux, sur l'étendue du service militaire. Le roi soutenait que le service était dû à la volonté et au besoin du seignor; Jacques d'Ibelin réfuta cette erreur par un dis-

cours plein de raison et d'éloquence, que l'on trouvera dans l'Appendice. Cette discussion eut un grand retentissement, et amena sans doute la publication d'une assise; or le débat entre Hugues III et ses hommes eut lieu en l'année 1271, et on doit admettre que le *Livre au Roi* fut écrit postérieurement à cette époque.

ne deseriter ne la peut por ce, ne douner li baron, en jusque l'an et le jor soit passé si com est dit desus. Mais puis que l'an et le jor est passé après la mort dou premier mary, et le seignor ou la dame desous cui elle est li veut douner mary tel com li affiert et elle nel veut prendre, la raison juge et comande ce enci à juger, que le seignor ou le dame desous cui elle est li det mander trois chevalers tels con li afierent, et par trois fois li doit mander disant qu'elle preigne le quel qui li plaira de ceaus trois; et elle est lors tenue de prendre l'un de seaus trois, par dreit et par l'assise. Mais se il aveneit que elle ne voisist point prendre de nul de ceaus trois, ains deyst que riens n'en fereit, point ne prendreit de nul de ceaus: la raison juge et le dreit coumande que le seignor la peut, de qui en avant, descrire par dreit à tousjors de tout ce que elle tenet de luy; car ce est dreit et raison per la lei de Jerusalem ^a.

CHAPITRE XXXI.

Ici orrés c'on det faire de cele feme veve lige qui prent baron sans congé de son seignor ou de sa dame desous cui elle est, et en quei cort celuy qui la prent por feme.

Bien sachés que c'il avient que aucune feme lige prent baron, sans le congé de son seignor ou de sa dame desous cui elle est, soit celuy qu'elle a pris ou chevalier ou sergent, la raison juge et comande à juger tel mesfait que, se li rois veut, par dreit cele dame doit estre deseritée à tousjors de celuy fié qu'elle tenet, par raison et par l'asise. Et celuy qui entra ès choses dou roi et en sa droiture sans son congé, ce est qu'il prist sa feme lige sans son otrei et sans son seu, si doit estre desfait par dreit et par l'assise, qui que il soit ou chevalier ou vallet; por ce que dreit n'en est de saisir ni de prendre autrui chose et meysmement la chose et le dreit dou chief seignor: qui la prent, si deit aver tel guerredon com est dit desus, par dreit et par l'assise ^b.

CHAPITRE XXXII.

Ici orrés la raison c'on peut faire à la feme veve lige qui ne veut prendre baron que li rois ou sa dame desous qu'elle est, li veut douner.

Bien sachés que c'il avient que une feme lige remaint veve, et li est remés de son seignor qui mors est anfans à qui vient celui fié, ou fis ou fille qu'il soit celui

^a *Livre d'Ibelin*, c. CLXXVII, p. 279; *Livre de Jacques d'Ibelin*, § LXVII, p. 467.

^b Voyez le *Livre d'Ibelin*, c. CCXXX, p. 365. Voici un exemple de l'application de cette assise, qui est tiré de l'ouvrage de Sanudo, l. III, part. XI, p. 205: *Sequenti anno (1207) princeps Raymundus* (Bohémond IV, prince d'Antioche) *cæpit Nephyn et Gybeletar; quia dominus Ne-*

phyn desponsaverat Ysabellam filiam domini Gybeletar, ignorante principe, cui dictus dominus Gybeletar tenebatur homagium facere. Et cum vocatus, secundum morem principatus, venire nollet, per curiam principis judicatus, et post multos labores bello superatus est; et propterea extunc comes Tripolitanus utramque possedit. L'histoire ne présente pas d'exemple plus mémorable de l'application d'une assise.

heirs, et li rois ou la dame desous cui elle est, li veut douner mary avant l'an et le jor de la mort de son premier mary et elle nel veut, la raison juge que nel peut faire, en jusque l'an et le jor soit passé puis qu'ele fait faire au seignor le service que le fié doit. Mais puisque l'an et le jor est passé et li rois li veut douner mary tel com li affiert et elle nel veut prendre, la raison juge que li rois ou la dame desous cui elle est, ne la peut mie por ce deseriter dou fié, puis qu'il y a enfans qui sont heir de celui fié qui mut de par leur pere qui mors est; mais bien juge le dreit et l'asize que li rois a bien poier de tolir li le baillage dou fié et de tenir le, en jusque les enfans qui sont heir dou fié seent d'aage, ce est le plus ainsnés, de deservir celui fié. Et entant lor deit li rois douner as enfans dou dit fié lor estouviers, en jusque le plus ainsnés ait provés en la Haute Cort son aage, car puis qu'il avera se prové, la raison juge que li rois est tenus de prendre son homage et de rendre ly son fié, car ce est dreit. Et puis, se sa mere li veut demander son douaire à son fils, si li peut demander¹, car il est tenus de douner li, por ce que ses fis est. Mais s'ele fu sa marestre et li rois l'eust fait semondre de prendre mary, si com est dit desus, après l'an et le jor de la mort de son seignor, et par trois fois, qu'elle en preist l'un de ceaus qui li veut douner, et elle n'en vost point faire, bien sachés que la raison juge que puis que li rois li toly le baillage dou fié par dreit, que li filiastrés, puis que il sera d'aage et saisi dou fié, jà ne li rendra son douaire, c'il ne veut, por ce que dezeritée est par dreit. Et c'il avient que ces enfans qui d'aage n'estoient, morurent tous dedens celui termine que li rois estoit tenant et saisi de celui fié par dreit, la raison juge que li rois n'est puis tenus de rien rendre de celui fié douaire ni à la mere ni à la marastre, puis qu'elle passa le comandement de son seignor de faire ce que faire devet par dreit, ains torne tot au roi, par dreit et par l'assise. Encement, autel raison est se la mere qui tenet le baillage dou fié de ses enfans et prist autre mary sans congé dou roi, si juge la raison qu'ele deit tantost perdre le baillage dou fié et son douaire à tousjors, par dreit et par l'asise dou reaume de Jerusalem².

CHAPITRE XXXIII.

Ici orrés la raison de seluy home lige qui est mors et a laissé deus filles ou plus après luy, et la plus ainsnée à qui vient le fié, ait fait aucune chose par quei ele det estre deseritée à tousjors.

Bien sachés que c'il avient que un home lige soit mors et ait laissé après luy deus filles ou plus, sans ce qu'il n'ait nus fis, et il avient que la fille ainsnée à qui dut escheyr le fié et elle ait fait puterie en la vie de son pere et de sa mere sans leur seu et ait fait gaster sa virginité ou est grosse ou ait eu enfant, la raison juge et coumande se enci à juger, que cele n'est pas heir de deservir seluy fié, ains en det estre deseritée à tousjors; jà soit se que sa mere qui remese est, ne l'en veille deseriter, por ce si la peut deseriter le seignor ou la dame desous cui elle est par dreit et par l'assise; si que jà à li ne rendra le dit fié, car la raison

¹ Le manuscrit m. répète après *demander*, les mots *son douaire à son fis*.

² *Livre de Navarre*, c. ccxxx, p. 365; *Livre d'Helin*, c. lxxiii, p. 543.

juge qu'elle a fait trois choses par quei deit estre deserités à tousjors. La premiere si est de la traison et la honte qu'elle a faite à son pere et à sa mere et à tous les siens. La seconde raison si est de la fornicacion et dou peché qu'elle a fait. La tierce raison si est la honte qu'elle a fait à luy meysmes de gaster l'onour de sa virginité en puterie, don elle estoit tenue dou garder au marit que son seignor ou sa dame li eust douné; et bien la peut la mere et le pere, s'il fust vif, deseriter de tous ces biens, par ce. Mais bien coumande la raison que celui fié qu'elle deust premier deservir s'elle ne l'eust perdu par sa mauvaistié, si det torner as autres serors, si tost com la plus ainsnée après cele sera d'aage dou deservir celui dit fié; car, por la mauvaistié de l'autre seror, juge la raison qui ne deivent mie perdre leur dreis les autres serors qui coulpe n'en ont en la mauvaistié de son cors de leur serour, par dreit ne par l'asise dou reaume de Jerusalem^a.

CHAPITRE XXXIV.

Ici orrés la raison de l'ome lige qui est mors et sa moillier, et ait laissé après lui heir de ses biens deus filles ou plus, soient mariées ou non mariées, quel raison il ont au fié de leur pere qui mors est.

Se un home lige est mors et se moiller aici, et sont remés heir de aus deus filles ou plus, ou mariées ou non mariées, sans autre heir mahle, la raison juge et coumande ce enci à juger : seent ceaus filles mariées ou non, si devient elles andeus partir au fié de leur pere ou de leur mere qui morte est, ce est li dreit coumande qu'elles sont tenues de sairement faire andeus le servise ou plus, s'eles font le servise que le fié doit. Mais la raison juge que la plus ainsnée des serors en deit faire l'omage et la ligesse au chief seignor ou à la dame en cui poier de seluy fié est. Et le remanant deivent partir entre elles coumunaument, car ce est dreit^b. Mais se l'une des serors est mariée et l'autre pucelle à marier, et ces peres et sa mere qui mors sont, ne li ont riens laissé don elle se puist marier, la raison juge et coumande ce enci à juger, qu'elle det aver tout premier des biens dou fié, traiant le servise que le fié det, autant en son mariage con s'autre seur ot par dreit; et puis qu'elle en aura autant pris et sera mariée ou non, si redeivent partir coumunaument les dou fié si come est dit desus^c. Mais se l'une des serors moreit sans aver anfans, si deit tout torner à l'autre seror par dreit; mais s'elle laissa an-

^a Cette cause de privation de fief, dont aucun des jurisconsultes précédents n'a parlé, est plus conforme aux lois de la morale qu'aux usages féodaux. L'assise punissait un délit privé, qui ne portait aucune atteinte aux droits du seigneur, par une peine féodale, ce qui était contraire aux principes. A la vérité, le fief ne faisait pas retour au seigneur, mais passait à la sœur puînée; cependant il y avait une dépossession, fondée sur la honte dont la fille, par sa conduite, couvrait son père, et sur le tort qu'elle se faisait à elle-même. Une telle loi était naturelle en Europe, où le droit commun avait envahi le régime des fiefs, mais on ne conçoit pas qu'elle ait existé en Orient.

^b Voyez dans Ibelin, c. ci., p. 225, comment se faisait le partage.

^c Le principe du rapport à la succession n'est pas clairement établi, car l'auteur ne parle que du cas où la fille non dotée viendrait à se marier. Qu'arriverait-il si elle ne se mariait pas? La fille dotée devrait rapporter : telle est assurément la règle générale, et l'auteur eût mieux fait de la proclamer que d'admettre une circonstance qui est sans intérêt dans la question : car la fille non dotée, en se mariant après la mort de ses auteurs, se marie saisie de sa portion héréditaire; elle n'a donc pas à demander une dot à sa cohéritière, mais bien d'égaliser les parts.

fans, la raison juge que les anfans deivent aver autel raison au dit fié come avoit leur mere, par enci que l'ante doit tenir tout le baillage dou fié et des anfans, c'il veullent estre o luy^a, et leur det bailler ce que lor mere, sa seur, avoit en sa vie, se plus ne leur veut faire. Et se sa serour laissa heir masle, ce est un fis, la raison juge que si tost com il sera d'aage de deservir la mite dou dit fié, si le deit aver, tout enci con sa mere l'avoit, et faisant le servise que le fié doit. Et c'il avenist puis que l'autre seur morust et laissast heirs filles sans nul fils, la raison juge qu'il en¹ doit tenir et deservir tout le fié par dreit, en jusques ses cousines soient d'aage, et douner leur det, traiant le servise de son cors, con il desert le fié, lor² partie du remanant dou dit fié, si con est en ceste maniere : se le dit fié vaut l'an v.^c besans ou plus ou mains, et l'on peut aver un chevalier qui fournisse le servise que le fié deit por iii.^c besans l'an ou por mains, le dret juge que il deit por autant servir le fié, et le surplus des rentes dou fié doit douner la moitié à ces cousines germaines et l'autre moitié à son heus, car ce est raison. Et puis que sa cousine sera d'aage et mariée à chevalier, si det aver la mite des rentes dou dit fié, et il l'autre mite, faisant chascun la moitié dou servise que le fié doit. Mais le cousin, por ce qu'il est home et qu'il meysme de son cors desert le fié, si deit en chief la feauté et l'omage au chief seignor, par dreit et par l'assise. Mais c'il avint que l'une des serors ne laissa après sa mort nul de ces anfans vis, mais laissa enfans de ces anfans, et l'autre serour laissa son fis ou sa fille après sa mort, la raison juge et coumande ce enci à juger, que celui fié det torner au plus dreit heir, ce est au nevou ou à la niesse dou mort de par qui celui fié fu; et n'i ont riens les anfans des anfans de l'autre seur, por ce que ces sont plus prosme au fié qu'il ne sont et por ce le devient avoir. Ne jà tant come vivra le nevou ni la niesse, n'i devient aver riens les cousins ni les cousines; car nul fié, par dreit, ne s'estent dou tiers degré en aval, senon au plus proisme, si com est dit desus^b. Mais se cestruy nevou ou niesse morreit et laisset anfans, bien juge la raison que les anfans des anfans de l'autre seror deivent partir o ces autres anfans qui sont remés des anfans des fis ou des filles de l'autre seror por ytel meysme raison c'on est dite desus; car tout est dreit et raison par l'asise dou reaume de Jerusalem.

CHAPITRE XXXV.

Ici orrés la raison de celui home lige qui est mors et sa moiller aici, et sont remés fis et filles après eaus, de qui det estre le baillage de celui fié, puis que le fis est mort et a laissé anfans de luy, ou un ou deus, ou mains ou plus.

Bien sachés que c'il avient que un home lige soit mors et sa feme, et est remés de aus deux filles mariées ou plus et un fis mahle, la raison juge que le fis, si tost come il sera d'aage dou deservir, si doit aver le fié que ces peres tenet et de-

¹ *Qu'elle ne n'en. m.* — ² *Doit lor douner lor. m.*

^a La volonté des mineurs n'entrait pour rien dans l'attribution du baillage, au moins en Europe. Ibelin n'avait pas dit que les mineurs dussent être consultés; cependant l'auteur le répète plusieurs fois, comme une

chose naturelle, et sans tenir compte des abus qu'une telle faculté devait faire naître.

^b On a vu que Philippe de Navarre repoussait cette limitation du droit de succéder. (C. LXVI, p. 537.)

servir^a, car ce est droit. Mais c'il avint que li freres morut et laissa heir de sa feme espouse, la raison juge que celui fié det estre de l'enfant qui remés est de luy, car ce est dreit. Mais c'il avient que la mere à l'enfant qui tient le baillage dou fié por l'enfant, prent autre baron, la raison juge que ce l'autre requiert le baillage dou fié qui fu de son frere, le dreit coumande qu'elle le det aver le baillage dou fié et des anfans, c'il veullent estre o luy; et por ce est raison qu'ele doit aver l'ante^b le baillage dou dit fié, por ce qu'il mut le fié de par son pere ou de par sa mere de l'ante. Mais se les anfans ne veulent estre o lui, mais o lor mere, la raison juge que l'ante doit douner lor estouviers as anfans dou dit fié, en jusque le plus ainsnés des anfans soit d'aage dou deservir celui fié; et si tost come le fis sera d'aage ou la fille si tost come elle sera mariée qui fu heir dou fils, si juge la raison c'on doit desaisir l'ante de la saizine de selui fié et le deit on rendre au nevou ou à la niesse par dreit, si que l'ante n'a mais puis riens en celui fié, tant con les anfans vivront dou frere, car ce est dreit. Mais se l'ante fu en cele meysme cité quant sa serorge prist autre mary, après la mort de son frere, et elle ne demanda, dedens celui an et celui jor qu'elle prist autre mary, le baillage dou fié, si com il est dit desus, la raison juge que elle n'en peut puis point aver dou baillage dou fié, puis que l'an et le jor est passé qu'elle a esté en la presence et nel requist si come elle dut; ains le fera sa mere deservir à son parastre, s'elle veut, jusque ces fis soit d'aage. Mais se l'ante ou l'oncle qui estoit après son frere l'aisnés, n'estoient pas en la vile quant leur serorge prist autre mary, la raison juge que si tost come il verront avant ou l'oncle ou la niesse, qui dehors estoient en celui tens que leur serorge prist autre mary, et il en requiert le seignor dou dit baillage dou fié de leur frere, le dreit juge qu'il deit aver le baillage dou fié, en jusque son nevou ou sa niesse soit d'aage, si com est dit desus. Mais encores soit ce que la serorge n'ait pris autre mary, mais qu'elle soit encores veve, et l'ante ou l'oncle requist au seignor le baillage dou dit fié dedens celui an et celui jor que ces freres fut mors, la raison juge et coumande ce enci à juger, que l'oncle ou l'ante deit aver le baillage, si com est dit desus. Voirement en tant y a que la raison coumande que la serorge doit tenir, tant com elle est veve, la moitié dou fié por son vivre et por son douaire, faisant faire le servise demi que le fié deit. Et l'ante ou l'oncle qui avera le baillage en devra faire en chief la feauté et l'omage au seignor, car ce est dreit, por ce que de par iaus mut celui fié. Et quant la serorge prendra autre mary, si devra aver son douaire tout enci con elle fu douné; car ce est dreit et raison par l'us et par l'asize dou reaume de Jerusalem^c.

^a L'âge dou deservir, en latin *ætas militiæ*, était fixé à vingt et un ans. Nous lisons dans une charte de Raymond, comte de Tripoli, de l'an 1145 : *Hoc ergo donum feci . . . sine ulla convenientia et alicujus conditionis tenore, excepto quod in omnibus militaribus negotiis et expeditionibus, quibus ego presens personaliter adero, totius lucri medietatem partiri mecum atque dividere debent. Me siquidem absente, neque constabulario, nec marescalco, nec etiam alii cuiquam ex hoc respondeant, nec lucrum cum eis partiantur, nisi quod unicuique in negotio existenti forte devenerit. Preterea si forte deficerem obitu, magistro atque provisorio comitatus, meique filii quocumque presens ipse corpore adfuert, eandem convenientiam idemque pactum partis lucri quam mecum habent et habere promittunt, procul dubio tenuerint et observaverint, usque quo filius meus ad ætatem militiæ pervenerit.* (Paoli, I, 24.) Il n'est parlé ni dans ce livre, ni dans ceux qui précèdent, de l'émancipation; cepen-

dant cet usage existait sous le régime féodal, mais d'une manière conforme aux règles admises par ce système politique; ainsi c'était le seigneur et non le père qui pouvait émanciper le mineur. On lit dans les *Assises de Romanie*, c. xiv : « Lo signor, dal qual feudo se tien, « puo investir lo pupilo, lo qual die succieder in quel feo, « de gratia, avanti che lo provegna ad etade legitima, non « prezudegando lo avoier in rezeverli fructi de quello feudo. » L'investiture entraînait l'exercice de tous les droits féodaux, en sorte que le mineur investi était réputé majeur, sauf les droits utiles du bail. L'émancipation féodale n'a pas été étudiée par les jurisconsultes français.

^b Que la tante doit avoir.

^c Cette question du bailliage collatéral n'avait été examinée ni par Navarre, ni par Ibelin, qui en cette matière, comme en tant d'autres, s'étaient contentés de poser le principe général.

CHAPITRE XXXVI.

Ici orrés la raison de celuy home lige qui est trespasés et sa moiller auci, et ont laissé heir après iaus deus filles et un fis, et tos sont mariés, et li fis morut, sans ce qu'il onques fu saisi ne tenant de tous les fiés de son pere ni de sa mere, et quel raison ont puis les serors ès choses de leur pere et de leur mere.

C'il avient que un home lige soit mors et sa moiller auci, et il marierent en leur vie deus filles qui aveent et un sien fils auci; et il avient, si con dreis est, que le fis tint le fié qui fu de son pere¹ ou de sa mere qui mors sont après luy, et le desert, et ne demore puis gaires qu'il meurt et laisse anfans après luy de sa moiller, la raison juge, si con dreis est, que après sa mort son fié eschiet à ces anfans, par ce que ces^a peres en ait fait homage et ligesse en sa vie au chief seignor. Mais se li peres des anfans n'en fist onques en sa vie à celuy ou à cele à qui faire le dut, homage ne ligesse, ains morut enci solement tenant le fié, la raison juge et coumande ce enci à juger, que celuy fié doit torner as plus dreis heirs dou mort^b; ce est qu'il deit torner as serors dou mort et à la plus ainsnée de faire la ligesse et l'omage à celuy que faire le deit, si con le fié doit. Et puis que la serour en aura fait là où devra l'omage don li freres² n'en fist point, la raison juge que l'anfant dou frere n'a puis riens en celuy fié par dreit, tant con nule des serors vivront ni leurs heirs vivront, encores soit ce que li fiés deit estre tousjors dou fis mahle par dreit. Encement, mais se li freres en fist homage et ligesse, là où il dut, de celuy fié, la raison juge que celuy fié det estre, sans autre derainement, des anfans dou frere, si tost come il seront d'aage dou deservir, soit fis soit fille^c. Mais c'il avint que l'aïol ou l'aïole qui mors est, avoit plusors fiés, si con est à Naples ou à Crac ou en Jerusalem ou à Escalone ou en aucune des autres viles de la marine, que Sarasins teneent au jor que l'aïol ou l'ayôle et li fis morut^d, si c'onques li fis ne fist de ce homage, ne tenant ne fu, la raison juge et comande ce enci à juger: que si tost coume la terre où sont ceaus dis fiés venront au poier as Crestiens, que ceaus tornent au plus dreit heir de l'aïol ou de l'aïole qui sont mors, ce est as filles, puis qu'il n'i a nul vif des fis; mais puis que la fille en avera fait l'omage là où faire le devra, la raison juge que les anfans dou frere n'ont puis mais riens en ceaus fiés, tant con les serors ni leurs heirs vivront qui saisies et tenant auront esté de ceaus fiés et homage et ligesse en ont fait là où il devient, puis que leur frere n'en fu onques tenant ne saisi en sa vie, ne homage ne ligesse n'en fist onques à nuluy de ce; et ce est dreit et raison par l'assise dou reaume de Jerusalem^e.

¹ *Fid. m.* — ² *Freres. m.*

^a Pour leur.

^b C'est-à-dire de l'aïeul.

^c Ainsi la tante excluait le neveu dans la succession de l'aïeul, quand le frère n'avait pas fait homage. Cependant la saisine du fils était de plein droit (Ibelin, c. cli, p. 227), et le défaut d'hommage donnait lieu à la saisie du fief par le seigneur, mais ne changeait pas l'ordre de successibilité.

^d On voit, par cet exemple, que celivre fut rédigé à une

époque où Jérusalem et les autres villes nommées étaient au pouvoir des Sarrasins, et où cependant l'espoir de reconquérir ces villes n'était point perdu par les Chrétiens. Cette induction permet de donner pour seconde limite de l'époque où ce livre fut rédigé, l'année 1291, année de la prise d'Acre et de la ruine de toutes les espérances des Chrétiens en Orient.

^e Parce que la représentation n'avait pas lieu en ligne directe ni collatérale.

CHAPITRE XXXVII.

Ici orrés la raison des borgesies des homes liges qui sont mors et ont laissé et fis et filles, et dou quel devient estre les borgesies.

C'il avient que un home lige soit mors et sa moillier, et ont laissé plusors anfans et maintes borgesies, et encores soit ce, si con est desus devisé, que li fiés det aver l'aisnés fis, la raison juge et coumande ce enci à juger, que toutes ycelles borgesies qui au dit fié n'appartiennent, si come sont maisons et terres et jardins et vignes^a, tout est coumunau chose entre iaus, ce est que autant y a le fis come la fille; et se l'un meurt des anfans, sans ce qu'il ait sa part partie des autres, ne qu'il ne l'ait vendue ni ne soit d'aage par quei il puisse aver desus sa part assené aucun douaire, tout det torner as autres serors et as autres freres coumunaument, car ce est dreit et raison par l'asise.

CHAPITRE XXXVIII.

Ici orrés la raison que det estre de celuy home lige qui tient un fié ou plus, et il li en eschiet un autre fié ou deus ou trois, de par aucun sien parent ou parente qui mors sont, et à luy viennent; coument il les doit deservir.

C'il avient que un plait viegne à la Haute Cort de se que un home lige dou roi sert et tient un fié dou roi, et puis avient qui ne demeure gaires que aucun sien parent ou parente meurt, et seluy fié¹ de seluy mort ou morte li avient et li eschiet come à celuy qui est le plus proisme parent dou mort, la raison juge et comande se enci à juger, que toutes escheetes de fiés ou de tenement de fiés qui escheent à home lige ou à feme lige, tous les peut faire deservir par un autre chevaler tout enci come le fié det, et tos deivent estre siens par dreit. Et se celuy chevaler estoit au jor que cele escheete li vint sans tenir fié de nuluy, la raison juge qu'il est tenus de servir cele escheete de son cors. Et toutes les autres escheetes² qui puis li venront, si pora faire deservir par autre, si con est dit desus^b. Mais c'elles sont plusors serors et escheete lor vient, la raison juge que autant y a l'une seror come l'autre en l'escheete, en ce qu'il devient faire deservir le fié dou servise que il deit et le remanant deivent partir³ entre iaus ygaument, par dreit^c. Encement, et c'il

¹ *Fié* manque. — ² *Es choses*. m. — ³ *Parvenir*. m.

^a Les bourgeoisies se composaient de maisons de ville ou de campagne; car *vigne* doit être pris ici dans le sens du mot italien *vigna*, de jardins, d'enclos, mais non pas de fonds de terres proprement dits, qui, lors de la conquête, avaient été tous inféodés et partagés entre les seigneurs. Une terre inféodée ne pouvant plus redevenir libre, quelle que fût l'instabilité des propriétés

en Syrie, jamais une terre féodale ne perdait son caractère et n'entrait dans le commerce.

^b Ainsi ce n'était pas, comme en Morée, le fief le plus considérable que le feudataire devait desservir en personne, mais le premier fief qui lui était échu. Voyez Ibelin, c. cxlviii, p. 223.

^c *Livre d'Ibelin*, c. cl, p. 225.

sont plusors freres et l'ainsnés tient le fié de son pere ou tient la premiere escheete qui lor vint, si come dreis est, qu'il n'avoit autre fié ni de son pere ni de nul autre et autre escheete li vient, la raison juge qu'il deit l'autre escheete estre de l'autre frere qui n'a fié. Et se tos ont fié, la raison juge qu'il devient faire deservir cele escheete dou servise qu'il det, et le remanant deivent partir entre aus coumunement, si con raison est que escheete det estre coumunau, por ce que autant appartient au mort ou à la morte l'un frere come l'autre et l'une seror come l'autre; et por ce det estre tout coumunau, si com est dit desus^a. Et bien sachés que la raison ne juge ni ne comande se jugement enci amener, senon as freres et as serors germaines d'un pere et d'une mere et non à autre. Et toutes houres celuy frere qui tenra l'escheete, doit faire l'omage si con le fié deit; et c'il le font deservir, si en devra l'ainsné ou l'ainsnée l'omage et la ligesse là où le fié faire le det. Et ce est dreit par raison et par l'assise.

CHAPITRE XXXIX.

Ici orrés la raison des barons dou reaume; coument et de quel chose il ont cort par iaus en leur teneures et en lor viles qu'il tienent el reaume.

Bien sachés que tous les barons dou reaume et tous les terriers puent donner et fiés et terres à leur home, et jà nel l'arront por nulluy, si com est le seignor dou Crac, et le conte de Jaffe et d'Escalone, et le sire d'Arsur et de Cesaïre et de Caïfas et de Thabarie et de Bessant, et le sire de Belinas et dou Touron, et le sire d'Escandelion, et le sire de Saïete et de Baruth, et de ces autres villes entor: la raison juge que tous ces et mains autres qui ne sont si noumés, ont poier de tenir cort en leur terres des gens qui sont desoute yaus manans, si con est estably en ce livre et non autrement; et tenir cort peuvent par leurs homes liges¹, de ce que en leur seignories² apete. Et ont bien poer de faire juger leur borgeis et les gens estagans en leur seignorie qui mauferont, et segont le fait rendre la deserte. Et ont bien poer chascun de ces barons d'aver coings et ceeler leur dons dou douneement qu'il font en leur tenement à leurs homes et à leurs femes; et sont auci ferme les dons qu'il font en leur tenement, par prevelige ceelé de plomp, come sont les dons dou roi en son tenement, par droit^b. Et pueent juger et pendre et desfaire tous les maufaitors qui mesfont en leur terre, et deivent estre toutes les escheetes qui lor venront des mesfais à lor borgeis ou à leur homes et chevalers et sergans tout leur, par dreit et par l'asise, de tant con appartient à chascun à sa seignorie et non de plus. Et ce est dreit et raison par l'asise dou reaume de Jerusalem^c.

¹ Peut par ces homes liges. m. — ² En sa seigneurie. m.

^a L'auteur complète ici le chapitre cXLVIII^a d'Ibelin, qui ne conduit pas la discussion jusqu'au point de savoir comment s'opère le partage quand il y a plus de fiefs que de copartageants mâles et point de filles.

^b *Verum quia sigillum proprium plumbeum non habui ad cautionem predictae elemosine faciendam et roborandam, cyrographa fieri feci: unum domui Hospitalis in perpetuitate*

habendum, et alterum mihi in vita mea. In quibus sigillum meum cereum apposui. Charte de Marin Mazuc, de l'année 1201. (Paoli, I, 217.)

^c L'auteur explique et développe beaucoup mieux que n'a fait Ibelin (c. cCLXIX, p. 417, et c. cCLXX, p. 419), ce que l'on doit entendre par le droit de cour, coins et justice.

CHAPITRE XL.

Ici orrés la raison dou chevaler sodoier qui bati ou feri un chevaler home lige et il en est ataint par garentie d'autres chevalers, quel dreit en deit estre.

C'il avient que un clain viegne en la Haute Cort d'un chevaler sodoier qui ait batu ou feru un chevaler home lige, sans se qu'il ait cop aparissant, la raison juge que se l'ome lige l'en peut ataindre par la garentie de deus autres chevalers qui facent que garans, la raison juge que celui chevaler qui le fery et baty, puis qu'il en est ataint, si det perdre tout son harnois et det estre dou seignor, et puis det estre congeé dou reiaume an et jor^a. Mais c'il li avet fait cop aparissant, si com est plaie d'armes molues, et il en estoit ataint, si com est dit desus, si coumande la raison que celui chevaler deit perdre le poing destre, et det estre tout son harnois de la seignorie, et det estre chassé dou reaume, si com est dit desus. Et ce est dreit et raison par l'asise dou reaume de Jerusalem.

CHAPITRE XLI.

Ici orrés la raison dou chevaler qui fiert et mahaigne aucun borgeis, sans mesfait qu'il li fasse, et c'on det faire de celui chevaler.

Por ce que vos sachés l'outrage as chevalers et le c'on en dée faire, si coumande la raison que c'il avient que un clain veigne en cort d'un chevaler qui ait feru ou naffré un borgeis, si que, de celui cop, celui borgeis pert aucun de ces menbres, si que à tousjorsmais en est mahaignés, la raison juge et comande se enci à juger, que ce celui borgeis qui est batu ou mahaigné peut ataindre celui chevaler par la garentie de deus autres chevalers ou par deus autres leaus borgeis qui fassent que leaus garans qu'il aient se veu faire à seluy chevaler au borgeis; si deit estre ataint de celui maufait par dreit, et si det perdre le poing destre celui chevaler don il le fery, et tout son harnois det estre dou rei, par dreit et par l'asise^b. Mais se celui borgeis n'en a nus de ces garans et il en veut faire prover celui chevaler par un autre chevaler qu'il li ait fait celui maufait, la raison juge que celui est tenus de sei deffendre, puis que celui li veut faire prover par un chevaler qui li ait fait celui mahaing qui est aparant. Mais se le mahaing n'en fust aparant, la raison juge qu'il ne devret aver point de bataille contre le chevaler.

^a Ce chapitre ne paraît pas concorder avec le cxiv^e d'Ibelin (p. 187). Ce jurisconsulte montre que la sévérité des peines prononcées contre ceux qui portent la main sur un chevalier, tient à l'honneur et la hautece que chevaliers et chevalerie a et deit avoir sur totes autres manieres de genz; en conséquence, il ne fait aucune distinction entre le chevalier lige et le chevalier sodoier; et, en effet, ils étaient gentilshommes l'un et l'autre, et oc-

cupaient le même rang dans la hiérarchie nobiliaire. Ici, au contraire, le sodoier est assimilé au bourgeois et passible des mêmes peines que lui, ce qui est peu conforme aux principes qui régissaient l'état des personnes nobles; mais il faut tenir compte du peu de considération qui entourait l'état de sodoier.

^b Voyez le chapitre xix, où la peine, pour simples coups, est fixée à cent sous.

Et c'il avient que celui chevalier soit ataint de celui apel, le dreit juge que celui chevalier doit perdre le poing et tout son harnois, si com est dit desus, et doit estre congeeé dou reame, por ce qu'il a esté provés de celui maufait par bataille, qu'il avet neé. Et si le chevalier dou borgois est ataint de la bataille¹, la raison juge que celui chevalier qui est vencus doit perdre tout son harnois, tout enci com il estoit là hors armes, et le borgois demeure en la mercy dou seignor o tout son mahaing, sans autre raison aver, car ce est dreit et raison par l'assise dou reame de Jerusalem.

CHAPITRE XLII.

Ici orrés quel dreit on doit faire de celui chevalier home lige qui devient mesiau, et quel dreit a yl puis en son fié despuis que ce mau li avint, et où il det estre et maner.

S'il avient que par la volenté de nostre Seignor un home lige devient mesel, si que mais ne puisse garir de sele meselerie qui fort s'est prise sur luy^a, le dreit juge et coumande que il doit estre rendue en l'ordre de saint Lasre, là où est establi que les gens de tel maladie doivent estre; et si juge la raison que tant come il vivra, si peut faire deservir son fié par un autre chevalier en son leuc ou par un sergent, se le fié est de sergent; et le remanant des biens de son fié det il aver tant come il vivra là où il est rendus; et après sa mort, s'il n'a nul heir, si torne tout au seignor de par qui il teneet celui fié. Mais se celui home lige² avoit feme, la raison et le dreit juge que celui mariages det estre partis, si que mais ne devient estre ensemble, ains det estre sa moiller rendue en l'ordre des femes nounains, por ce que ce autres homes touchassent à luy charnelment, si porreent estre mahaingnés de cele maladie, puis que elle a esté charnaument o ces maris despuis qu'il ot cele maladie; et por ce det estre en ordre auci come ses maris. Et si commande la raison que, faisant faire le servise que leur fié doit au seignor, que entre le mari et la moiller, tant com il vivront, devient aver le remanant des rentes de lor fié: ce est que le mari doit avoir, là où il est rendus, l'une mite, et l'autre moitié la moiller, là où elle est rendue, car ce est droit et raison. Et c'il avient que li maris meurt avant que sa moiller, et celui fié mut de par sa mere, la raison juge qu'elle peut yssir du mostier qu'elle est rendue et venir avant en la Haute Cort et requerre son fié come dreit heir qu'elle est et a esté^b. Et le seignor ou la dame desous cui elle est, si est tenue par dreit de rendre ly, par enci qu'elle le peut douner et revestir son fis ou sa fille qui est au ciecle ou aucun de ces parens ou parentes et au plus proisme après lui, qui le deserve au seignor si come le fié porte, et puis doit rentrer en l'abaye, si coume dreis est. Mais ce elle enci faire ne

¹ Et le chevalier dou borgois si est ataint de la bataille. m. — ² Fié. m.

^a Il existait, en effet, plusieurs genres de lèpre, ainsi que le montrent les vers suivants du *Pelerinage de l'humaine lignée*, cité dans le Glossaire de Joinville, éd. de 1761, p. xxxix:

Homs qui ne scet bien discerner
Entre santé et maladie.

Entre le grant mesellerie,
Entre le moienne et le menre.

^b La femme demeurait dans le couvent, s'il était constaté qu'elle avait contracté la maladie; mais dans le cas contraire, on ne peut douter, quoique l'auteur ne le dise pas, qu'elle ne fût mise en liberté.

le voloit, la raison juge que jà tant come elle vivra en l'ordre, ne peut aver nul de ces heirs celui dit fié, por ce que elle est en la terre meismes le plus dreit heir qui y soit, et por ce que saisie et tenant en a esté; mais bien coumande la raison que ce elle n'en avoit nul anfans ne nul proisme parent ni parente à qui elle voisist de ce fié revestir, ains vint hors et demanda celui fié por l'ordre où elle estoit rendue, la raison juge qu'elle n'en doit point aver, por ce que religion n'iglise ne coumune ne peut ni ne det aver ne deservir nul fié^a, mais bien coumande le dreit qu'elle det aver tant come elle vivra en l'abaye de celui fié, traiant li rois le servise que li fiés det elle aver par dret. Et se celui fié meut de par le mary mesel qui mors est avant que sa moiller, la raison juge que celui fié vient au plus proisme parent ou parente dou mort de deservir et d'aver celui dit fié, par enci que il det douner à sa moiller son douaire, si com elle fu dounée, par pris d'aver^b et non autrement. Mais c'il aveent maisons ou autres borgesies quant il se rendirent, qui au dit fié n'aparteneent mie, la raison juge que bien pueent vendre toutes ceaus borgesies as gens dou ciecle et faire de la monée sa volenté, car ce est dreit et raison par l'asise^c.

CHAPITRE XLIII.

Ici orrés la raison de l'eschete qui de fié vient à la nounain, et ce elle le deit aver ou non et coument et en quel guise.

Bien sachés que c'il avient que une bone dame soit rendue en aucun ordre de nounains, ou soit que ces peres ou sa mere li rendy d'enfance, ou soit qu'elle se rendy par sa propre volenté là où elle estoit grant feme, ou après se que ces maris fu mors, et il avient que aucun home lige ou aucune feme lige meurt qui estoient parent ou parente de cele nounain, si que celui fié vient et eschiet à luy, à la nounain, la raison juge et coumande ce enci à juger, que cele nounain peut bien yssir de l'abaye et venir devant li rois ou devant la royne et requerre ce que escheu li est, de par celui ou de par cele qui morte est, don celui fié li vient par dreis heirs, come cele qui appartient au mort ou à la morte de par celui ou de par cele de par celui cui fié vient. Le dreit coumande et juge que li rois est tenu de rendre celui fié qui escheus li est par dreit, par enci que puis qu'elle l'avera receu et saisie en cera, elle en peut revestir aucun de ses parens ou parentes dou ciecle, le plus proisme qui après luy vient, ou son fis ou sa fille, c'elle l'a. Et celui qu'elle en revestira, si com est dit desus, devra faire le servise au roi, que le fié doit; et elle est puis tenue par dreit de rentrer en, si com raison est. Mais se aucun sien parent ou parente est morte sans devise faire, et il avoit maisons ou terres ou vignes qui n'aparteenent au dit fié, la raison juge qu'elle peut venir

^a Nous retrouvons ici un principe répété deux fois par Ibelin (c. ccxxxiv^{bis}, p. 372, et c. ccxlix, p. 399), mais dont nous avons contesté l'application aux ordres militaires, quoiqu'ils aient toujours été compris dans la désignation générique de *religions*.

^b Sur évaluation.

^c Quoiqu'il eût été atteint de la lèpre, Baudouin IV

ne laissa pas de gouverner le royaume de Jérusalem, et de se signaler par de belles actions contre les Sarrasins. A la fin, néanmoins, il fut obligé de se démettre du gouvernement, et il fit couronner son neveu, Baudouin V, fils du marquis de Montferrat et de Sibylle. (Guillaume de Tyr, l. XXII, c. xxix; Jacques de Vitry, l. I, c. xciii.)

hors de l'abaye en la Cort des Borgeis et requerre se que escheu li est. Et commande la raison que elle les doit aver, par enci que elle les det vendre en la Cort Real. Et peut puis douner cele monée à l'abaye ou faire sa volenté se que elle vodra; se que elle ne porret faire des dites borgesies, se elle les voloit douner à l'abaye, por ce que nules borgesies, se com est maisons ou terres ou vignes ou jardins qui soyent ès devises dou roy, ce est en sa terre ni en la terre de ces homes, ne peut estre doné à yglise ne à religion, par dreit; et por ce est ordenée raison as rendus et as rendues des escheetes qui lor viennent qu'il en puissent faire si com est dit desus; et ce est raison ce la nounain ou la rendue ou le rendu apartient o mort ou à la morte de par celui ou de par cele de par qui seluy fié ou celes borgesies meuvent. Mais se la nounain appartenet au mort de par sa feme qui morte est, et le fié mouvet de par le baron, la raison juge qu'elle ne peut puis riens de ceste raison faire la nounain, ni aver n'en doit point dou fié ni des maisons aucy. Et au tel raison est s'elle¹ appartenet au baron et le fié mouvet de par sa feme. Mais puis qu'il n'i a heir de par celui de par qui le fié mu; si com est dit desus, si eschiet tout au seignor ou à la dame desous cui poyer celui fié est, car ce est dreit et raison par l'asise².

CHAPITRE XLIV.

Ici orrés la raison s'il i a nul home lige ne nule feme lige qui ait poier de vendre partie de son fié ou non.

Bien sachés que nul cartier de fié ne se peut vendre en nule cort, ni le seignor ne ses homes liges nel devient souffrir à vendre; et se il se vendet, si ne devret valer cele vente, ains juge la raison que ce il se vendet, si le porret prendre le seignor par droit à tousjorsmais, si que perdu y auret seluy qui l'avet acheté et

¹ S'ele est répété.

² Les clercs, les moines et les communautés ecclésiastiques ou séculières étaient regardés généralement comme inhabiles à posséder un fief. *Desiit esse miles seculi, qui factus est miles Christi*, dit le droit lombard. (*Cons. feud.* l. II, c. XXI. Conf. l. II, c. XXVI, XXX, XXXVI.) Le droit germanique prononçait la même exclusion (*Jus feud. Sax.* c. 11; *Vetus auctor de benefic.* § 4); mais nous ne la trouvons pas dans la législation de la France ni de l'Angleterre. Il faut remarquer que, dans les pays où l'exclusion était prononcée, les religieux et les religieuses pouvaient en être relevés *gratia domini* (Boehmer, *Princip. juris feud.* p. 85, n° 94, note a) : l'incapacité n'était donc pas virtuelle. En Orient, l'exclusion existait : Ibelin l'a déjà dit, et notre auteur le répète; mais, sans parler ici des ordres militaires, des Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem, des Hospitaliers teutoniques, ni des Templiers qui possédaient et desservaient des fiefs, mieux peut-être que les laïcs, on peut affirmer que des rois de Jérusalem ont donné des fiefs à des couvents. Nous ne citerons qu'un seul exemple de ce genre de donation. En 1107, le roi Baudouin donna aux reli-

gieux du Saint-Sauveur du Mont-Thabor divers casaus, dont, à la vérité, plusieurs *a Turcis adhuc sunt possessa*. Ces casaus étaient des propriétés précédemment inféodées, car on lit dans la charte de donation : *Unum autem excerptimus determinatione adhibita, ut milites quicumque retinere videntur, quamdiu superstites extiterint, licenter habeant, atque Deo et sancto Salvatore de Monte Thabor gratias agant, tantum remota omni occasione, ut post eorum obitum sive discessum, ad monasterium que ad se pertinent redeant, omni circumvenientia, ut prediximus, propulsa omnique circumlocutione, ut Deus benedicatur in omnibus.* (Paoli, I, 1.) Le couvent devait donc hériter de terres tenues par des chevaliers ou de fiefs. Les ecclésiastiques, en recevant ainsi des fiefs, n'entraient pas dans la hiérarchie féodale : ils restaient *milites Christi*; cependant ils étaient tenus au service militaire, qu'ils faisaient acquitter par des sergents, ainsi qu'Ibelin l'a montré. (C. CCLXXII, p. 427.) Voyez, sur cette matière intéressante, une dissertation de Streit, intitulée : *An clerici feuda adquirere in iisque succedere valeant*, dans les *Analecta de Zepernick*, t. I, obs. XVIII.

can que il li avet doné. Mais se un chevaler ou une dame avoit fié por son cors ou por deus chevalers autres ou por plus, bien coumande et juge la raison que celui chevaler ou cele dame qui avera si grant fié por plusieurs autres compagnons, sans son cors, qu'il en peut bien douner l'un de ceaus fiés ou les deus ou les trois ou plus se il les a, et par devant son seignor et par son otroi et par devant ses pers, et faisant tel meysme servise au roi tel com les fiés devient et non autrement, par dreit ne par l'assise du reaume de Jerusalem^a.

CHAPITRE XLV.

Ici orrés la raison dou fié qui se vent, et par quel essoigne il se peut vendre, et par quantes cités dou reaume il se det crier cele vente, avant qu'il se dée livrer.

S'il avient que un chevaler ou une dame veve soit tant endetée ou ait tant emprunté desus son fié qu'elle n'en a d'où elle la puisse payer cele dette ne faire faire le servise que son fié det, s'elle vendeit son fié qui est sien propre, la raison juge et comande ce enci à juger, que qui que celui soit, ou feme ou home, celui qui veut vendre son fié, si det venir devant son seignor ou devant sa dame desous celui fié est, et dire li son essoigne^b que il a et de ce qu'il veut vendre son fié et plus nel peut tenir; le dreit coumande qu'il det sur sains jurer devant son seignor ou devant sa dame, desous cui poyer il est, qu'il est si endetés qu'il n'en a dou paier ce que il deit, c'il ne vent celui sien fié, et que enci li ait Dieu et les sains que il a juré qu'il n'a plus poier de tenir celui fié, et que por nul autre malentendement il ne veut vendre celui sien fié. Et puis qu'il avera se juré, si est tenu le seignor, par dreit, de douner li congé de vendre celui fié, faisant tel servise au roi come li fiés det. Et devant se qu'il ait fait ce sairement, n'en est tenu le seignor de douner li congé de venre. Si juge la raison et coumande ce enci à juger que cele vente de celui fié det estre crié par trois des cités dou reaume. C'est assaver en Jerusalem et à Naples et en Acre; et ce ses cités sont en poyer des Sarasins, si det estre crié la vente et en Acre et à Sur et à aucune des autres viles dou reaume. Et puis qu'il sera enci crié par trois cités des cités dou reaume, ce est en chascune de ces cités par trois jors, si ne det puis estre livrée la vente de celui fié, senon as quinze jors après celui criage, et en celui meisme leuc où li fiés det le servise et non en autre part, par dreit et par l'asise dou reaume. Et puis que la vente sera enci faite, si det valer par dreit en toutes cors. Et se le seignor ou la dame à cui deit servise celui dit fié, le veut aver por autant com un autre l'a acheté, la raison juge que il le peut recouvrer et aver dedens la quinsaine qu'il sera à autre livré, paiant ce que celui ou cele y aura païé; et autel raison est de son parent ou de sa parente de celui ou de cele qui vent son fié, mais puis que la quinsaine sera passée ne le peut nus recouvrer le dit fié^c. Et si juge la raison c'on ne det souffrir

^a Ibelin a approfondi cette matière (c. CLXXXII, p. 284), qui offrait plusieurs incertitudes dont l'auteur ne fait ici aucune mention.

^b Il faut remarquer cette expression. La vente des fiefs n'était pas un droit, et une *excuse* devait être présentée et admise pour que la vente fût possible.

^c Nous apercevons enfin ici l'indice de l'existence, en Orient, du retrait féodal et lignager, dont Ibelin et Navarre n'ont point parlé. Le silence de tous les juriscultes d'outre-mer n'aurait pu nous faire croire qu'un usage si général et si approprié aux mœurs et aux besoins de la féodalité, eût été repoussé par les Croisés.

à acheter nul fié à nule religion, ni à yglise, ni as gens de coumune, ni à nul Surien, ni à nul home rendable, ni à home qui ne soit chevaler ou destrainte à chevaler ou à dame, si que bien puisse par raison deservir celui fié au seignor dou service que faire det, car ce est dreit et raison par l'assise^a.

CHAPITRE XLVI.

Ici orrés la raison de celui home lige qui ait fait faire ou contrefaire aucun faus prevelige, et vient avant et requiert ce que celui prevelige dit et le demande.

S'il avient que aucun home chevaler ou aucune dame veve ou mariée ou aucun home lige ait fait ou fait faire aucun faus prevelige, et vient avant en la Haute Cort et requiert se que son prevelige dit, et dit que de ce est il dreit heir, et l'on regarde le prevelige, et counut hom ou par le plomp ou par l'escriture ou par aucun autre signe qu'il y voient, que celui prevelige estoit faus, la raison juge que se celui qui se aporta avant sot bien qu'il estoit faus, si det perdre tout can que il avet et tenoit à dreit et tout son harnois, et det estre hors chassé dou reaume, par dreit, soit home lige ou non; et ne deit mais estre pris en garantie. Mais se celui qui se aporta avant veut jurer sur sainte Evangile qu'il ne fist faire cele fauceté ne qu'il ne savet que faus fust, mais que il avet enci trové en sa huche, après la mort son pere ou d'aucun autre sien parent, la raison juge qu'il ne det aver autre mal, mais que il li det estre ars tant tost celui prevelige, et det perdre tout ce que celui prevelige disoit; et c'il en avet riens receu, si le det tout rendre au roi, par dreit; et ne det puis estre pris en garantie de nule riens dedens celui an et celui jor qu'il fu de ce prevelige aperceus en cort; car ce est dreit et raison par l'assise dou reaume de Jerusalem^b.

^a La charte suivante, donnée par Balian, sire de Sidon, le 18 septembre 1231, contient la mention de toutes les formalités qui sont prescrites dans ce chapitre.

Nos dominus Balianus, Sydoniensis dominus et regni Hierosolimitani bajulus, notum facimus universis Christi fidelibus tam presentibus quam futuris, quod cum Nicholas, filius filie Sait, scribe, feodum suum quod habebat apud Manuetum, pro utilitate et necessitate sua in Curia Regia exposuisset ad vendendum; ac, juxta consuetudinem regni Hierosolimitani, apud Accon, Tyrum, et Cesaream venditionem feodi clamare fecisset, tandem, spontanea voluntate sua, domui Hospitalis Hierusalem.... dictum feodum quod habebat apud Manuetum, sine retentione juris vel rationis alicujus, vendidit in Curia Regia libere, pro m. et dc. bisancis saracenatis. Quos bisancios in presencia curie recepit dictus Nicholas integre et perfecte.... Promisit autem idem Nicholas, per stipulationem fidei sue et sacramenti, Curia Regia audiente, quod deinceps contra venditionem aliquatenus non veniret.... Unde quia hec omnia supradicta in presentia nostra et aliorum baronum curie acta fuerant et statuta.... sigilli nostri munimine ac subscriptorum virorum testimonio, duximus roborandum. (Paoli, I, 255.) Nous ferons observer que cette vente fut criée à Acre, à Tyr et à Césarée, et non point, comme l'assise le pres-

crivait, à Jérusalem, quoique cette ville fût au pouvoir des Chrétiens depuis le 17 mars 1229. L'état de la Palestine, en l'année 1231, ne permettait guère, à la vérité, d'exécuter strictement les lois.

^b Le chevalier coupable d'avoir fabriqué une charte fausse perdait ses fiefs, son équipement militaire, le droit de porter garantie, et, de plus, était condamné au bannissement. Ces peines sembleront faibles, surtout si l'on se rappelle qu'à cette époque, les législations de l'Europe prononçaient contre ce crime des peines corporelles plus ou moins cruelles. Glanville distingue la charte royale de la charte privée. *Quia si carta regia, tunc is qui super hoc convincitur condemnandus est tanquam de crimine lese majestatis. Si vero fuerit carta privata, tunc cum convicto mitius agendum est, sicut in ceteris minoribus criminibus falsi, in quorum judiciis, consistit reorum condemnatio in membrorum solummodo amissione.* (L. XIV, c. vii.) Il existe une loi de Roger, roi de Sicile, qui est ainsi conçue : *Qui literas regias aut mutat aut eas noto sigillo signat, capitali sententia feriatur.* (Canciani, t. I, p. 371.) On doit s'étonner que le législateur d'Orient, qui commandait à une population dont les mœurs étaient très-relâchées, n'ait pas placé sous la garantie d'une sanction pénale plus forte, la sûreté des transactions et des propriétés.

CHAPITRE XLVII.

Ici orrés la raison de celuy home lige qui a passé aage et est vis, se il det aver son fié sous servise ou non.

S'il avient que un chevaler home lige ait passé aage de soissante ans et ne se peut mais aider, ou li est venue aucune maladie par quei il ne veit riens, ou qu'il ne se peut soustenir en estant, ou li est venue maladie par quei il ne se peut aidier des mains ou des bras, ou est alés en ost ou en chevauchée o son seignor et est nafrés ou mahaingnés d'aucun de ces membres, la raison juge et comande ce enci à juger, que il det aver son fié tout quitement sans servise, tant com il vivra, auci bien con c'il le deservist; et c'il a anfans qui d'aage soient, jà por ce ne le deserviront tant com leur pere vivra; mais après la mort de leur pere, si juge bien la raison que l'air qui demore après luy est tenus de deservir celuy fié, si com ses peres le deservoit tant come il post, car ce est raison. Mais se celuy home lige estoit home meslis et qui usoit et de nuit et de jor les bordiaus et les jeux de dis* et de beveries, et il avenoit que aucun fol autre le nafreit et mahaingneit d'aucun de ces membres, si que mais ne se poiet aider à faire le servise que faire doit, la raison juge que c'il ne peut deservir son fié, por celuy mahaing qu'il ressent par sa folie, si le deit faire deservir par un autre; por ce que raison n'est mie que li rois dée perdre son servise que faire li det por sa folie où il n'a nule coulpe. Et ce est dreit et raison par l'asise.

CHAPITRE XLVIII.

Ici orrés la raison de celuy qui a passé aage et il a plusors fiés que il faisoit deservir, et se tous doivent estre quites, sans servise, en la vie de celuy qui a passé aage.

Ce un chevaler home lige ou sergent ait passé aage de soissante ans, si com est dit desus, ou ne se peut aidier, et il a fié de son cors et de deus compaignons ou de trois ou de plus, et encores soit se que la raison et le dreit ait estably que il det aver son fié sans servise, tant come il vivra, puisqu'il a passé aage et ne se peut aider, ce est raison de tant come en appartient à son cors, mais non de plus, car la raison comande par dreit jugement que les autres chevalers qui fié doivent, sont tenus de servir au seignor tout enci come le fié det; car ce ne peut estre quite, por ce que raison n'en est par dreit ne par l'assise dou reaume de Jerusalem.

* L'auteur prévoit ici une cause d'incapacité de service qui se reproduisait souvent chez les Chrétiens d'Orient. La passion du jeu avait été transportée par les Croisés en Syrie, et s'était conservée dans les colonies chrétiennes comme une habitude nationale. Les souverains pontifes, et particulièrement Clément V, s'efforcèrent d'interdire les jeux de hasard aux armées qui se

rendaient en Palestine; mais les ecclésiastiques donnant eux-mêmes l'exemple du désordre, leurs décrets ne furent pas respectés. Les Musulmans n'étaient pas moins que les Chrétiens esclaves de cette passion. Voyez le tableau qui est tracé par Jacques de Vitry (*Gesta Dei per Francos*, p. 1086-1088) des mœurs de la population chrétienne d'Orient.

CHAPITRE XLIX.

Ici orrés la raison de celuy chevaler qui mete sa beste gage à aucun home, jusque à un terme, et c'il ne la paie audit terme, que il peut faire de la beste; et se la beste meurt en sa gagiére ou se mahaigne, qui la det amender.

S'il avient que un chevaler, qui que il soit, ou home lige ou sodoier, mete une soue beste gage à aucun home ou à aucune feme por c. besans que il li presta desus, jusques à un terme noumé, as hus et as coustumes dou reaume^a, la raison juge et coumande ce enci à juger, que les hus et les coustumes dou reaume sont ytés : se celuy ou cele qui reseit la beste en gage la surmeine ou li fait aucun surfait ou autre par luy, et la beste meurt par ce ou se mahaigne, ou par sa malegarde meurt ou s'empire, si juge la raison qu'il est tenus d'amender la à celuy qui la li mist en guage. Et c'il ne la paie au terme que moti fu entre iaus deus, la raison juge qu'il la peut puis faire crier gage abandon trois jors par la vile, et au tiers jor livrer à celuy qui plus i donra et paier sei de sa dette. Et se la beste vaut plus que ce qu'il aveit desus, si le deit rendre à celuy qui le bailla le gage; et c'il n'en a pas tant de la beste com monte la dette, la raison juge que celuy est tenus de rendre ly le defaillement de ce qui li faut de tant come il li presta, car ce est dreit et raison par l'asise de Jerusalem.

CHAPITRE L.

Ici orrés la raison des assenemens que les homes liges font sur leur fiés en la Segrete dou seignor.

C'il avient que un home lige ou une feme lige enprunte aver d'aucun home ou d'aucune femme et l'en assene sur son fié, à la Segrete dou seignor^b, et il est escrit, et puis avient que avant qui veigne li termes de la paie c'on doit paier les homes liges de leur fiés, que celuy ou cele qui assena son acreour sur sa paie moruth,

^a Les chartes font souvent mention des coutumes, soit du royaume, soit des principautés particulières. On lit dans un acte d'échange entre les Hospitaliers de Saint-Jean et Raymond de Troiscclés, de l'an 1185 : *Salvo servicio Hospitalis, secundum consuetudinem terræ Tripolitanæ*. (Paoli, I, 286.) Hugues, grand maître des Hospitaliers, dit dans une charte, par laquelle il restitue à Guy, sire de Biblos, quarante-quatre chartes de privilèges, qui étaient déposées à l'Hôpital : *Quia satis manifeste cognovimus, quod secundum consuetudinem patriæ, illa retinere non poteramus*. (Id. p. 195.) Dans un acte d'investiture de maisons achetées à Acre par l'Hôpital, en 1273, nous lisons : *Predictus Richardus in presencia ejusdem episcopi postmodum constitutus per baculum quod tradidit in manibus ejusdem episcopi, de dictis domibus*

earumque possessione et omnibus juribus, se penitus dissaisivit, secundum morem et consuetudinem civitatis Aconensis, pro se et heredibus suis. (Paoli, I, 195.) Les parties stipulaient quelquefois une dérogation à ces coutumes. On lit dans l'acte d'une vente faite par Raoul de Baruth, en 1265 : « Et renuntie dès or en dreit, por mei et por mes heirs, as usages, coustumes et assises dou pñcé d'Antioche, dou contée de Triple et dou reiaume de Jerusalem. » (Id. p. 181.)

^b Il ne s'agit ici que des fiefs en besans. On pouvait également engager les revenus d'un fief en terres, mais non pas la valeur du fonds, car alors on serait arrivé à l'hypothèque, qui était admise pour les bourgeoisies et même pour les biens d'église (Paoli, I, 197), mais non pour les fiefs.

et ces heirs qui sont remés ne veullent puis souffrir que celui soit païés, si com il est assené en la Segrete, la raison juge et comande ce enci à juger, que tous assenemens qui sont fais et escries en la Segrete dou seignor, par ceaus ou par celes qui poier ont de faire assenement sur leur fiés, si devient estre ferme et estable, tout auci bien com se le roi meysmes l'eust comandé ou com celui meysmes l'en y eust fait faire prevelige ceelée de se que est escrit et assené en la Segrete dou seignor, où por nule riens ne deit aver fait ni escrit se verité non, et dit verités por tous coumunaument; car ce est dreit et raison par l'assise dou reaume de Jerusalem.

CHAPITRE LI.

Ici orrés la raison de celui home lige qui a fié à celui et à ces heirs de moiller, et sont tous mors et ces heirs et luy, et à qui eschiet celui dit fié.

Bien sachés que c'il avient que un home lige ait tenu un fié de par son pere ou de par sa mere, come celui qui estoit ses heirs après luy, et celui fié dona le seignor à son pere et à ces heirs de moiller*, et c'il avient puis que celui sien fis meurt, sans laisser nul heir de luy ni moiller, ni ces peres n'ot plus anfant qui vif fust de sa moiller, la raison juge et coumande ce enci à juger, que puis que li peres est mors et ces enfans auci, sans autre heir d'eaus demourer, si torne celui fié tant tost au seignor ou à la dame qu'il le dona celui dit fié; car ce est dreit et raison par l'assise dou reaume de Jerusalem.

CHAPITRE LII.

Ici orrés la raison dou baigner et de sa semestre; quel force elle a, s'on ne fait ce qu'il lor dist de par le roi.

Bien sachés que c'il avient que le baigner dou roi vait semondre un home lige de par le roi ou de par la rayne ou de par le bailly de la terre, et li dit qu'il veigne au roi qui veut tenir cort ou qui a aucun besoing de luy, et l'ome lige respont que adès yra; et cil n'i vait mie, et le baigner revient arieres à luy la deus fois et la tierce et li redit, et il ne vient mie, la raison juge que l'ome lige fait contre sa fei et renée Dieu^b, par ce qu'il a promis de faire tous ces coumandemens et ne les fait. Mais se le baigner l'avoit semons de par le roi en la presence de deus autres homes liges, et il sur ce ne vost venir à cort, et les homes liges veullent dire leaument par leur fés que le baigner le semonst de par le roi, veant

* Ou, comme dit Ibelin, *de feme espose*, le mot *moiller* étant toujours pris dans le sens de *femme légitime*.

^b Ibelin précise les cas dans lesquels un refus de service de corps entraîne la perte du fief à vie; mais il n'assimile pas cette faute à l'apostasie, ni ne met pas la se-

monce pour service de cour sur la même ligne que la semonce de service militaire. (C. cxci, p. 306.) Dans son opinion, le défaut de service ordinaire n'est puni que de la privation du fief pendant un an et un jour. (C. clxxxiv, p. 287.)

iaus et oïant yaus, et il ne vost mie venir à cort celui jor, sans nule essoigne qu'il eust de son cors, la raison juge que les autres homes liges le doivent juger d'estre deserités a tosjors de sa vie de à can que il tenoit dou roi. Mais se le baigner l'avoit cemons il tout soul, si com est dit desus, jà por ce ne perdret riens l'ome lige, ains venret à cort quant il vorret, et diret non place Dés qu'il ne fu onques semons de par le roi *, si en seret atant quite, mais de Dieu ne il seret il pas quite de se qu'il faut vers son seignor, si com est dit desus. Amen.

* Cette autorisation de prononcer un mensonge est étrange; mais, sans prétendre la justifier, nous rappellerons que, dans la procédure d'outre-mer, tous les

actes judiciaires devaient être faits par les pairs, et que le délégué du roi ou du seigneur, quand il accomplissait un de ces actes, n'avait pas d'autorité légale et réelle.

FIN DU LIVRE AU ROI.

TABLE DES MATIÈRES.

A

- ABANDON DE FIEF, p. 376-388. Formalités, p. 378-383, 388, 593. Pouvait avoir lieu quand le seigneur et le vassal étaient d'accord, p. 400, 401, note *a*.
- ABBREVIATEURS DU DROIT D'OUTRE-MER, p. LXV.
- ABSENT. Ses droits conservés, p. 65.
- ACCROISSEMENT DE FIEF, p. 507.
- ACCUSER (droit d'). Son caractère au moyen âge, p. 131, note *d*.
- ACOVA. Procès relatif à cette baronnie, p. 268-270, note *a*.
- ACRE, p. 24, note *b*. Tableau de cette ville, p. XXI, 524, note *a*. Devient le siège du royaume de Jérusalem, p. XXIX.
- ACRE (évêque d'). Ses suffragants, p. 417.
- AFFRANCHIS. Ne pouvaient pas siéger dans une cour féodale, p. 502, note *a*.
- AFFRANCHISSEMENT. Les juriconsultes de la Haute Cour ne s'occupent pas de cette matière, p. LXI.
- AGE. Comment il se prouvait, p. 112. Ne se prouvait pas par le duel, *ib.* L'âge parfait, p. 114, note *d*; 259, note *a*; 263, note *a*; 595. Requis pour acheter un fief, p. 297; pour combattre, p. 588. Auquel le vassal n'était plus tenu de servir, p. 358. Auquel la femme n'était plus tenue de se marier, p. 363.
- AGIER forme le projet de publier une nouvelle édition des Assises, p. LXXIX.
- AIMAR (Rostain), juriconsulte, p. 570.
- Ainé. Ses droits, p. 275, 435, 439. — Quand les fiefs ne doivent pas de service, p. 224.
- AJOURNEMENT. Son caractère, p. 54, note *a*. Comment on doit y répondre, p. 584.
- ALBANESI, cultivateurs dans l'île de Chypre, p. 207, note *a*.
- ALEMAN (Garnier l'). Cité, p. 543.
- ALEMAN (Jean l'), sire de Césarée, p. XXIX.
- ALIMENTS. Obligation d'en payer au débiteur incarcéré, p. 301 et note *b*.
- ALLEUX. Ne peuvent être vendus, p. 399.
- ALLIÉS. Pouvaient faire appel du meurtre de leur allié, p. 130.
- AMAURY I. Son portrait, p. 214, note *a*. Cause de sa guerre contre Gérard de Sidon, *ib.* Sa loi sur la ligèce, p. XXII, XLVI, 320, et notes *a*, *b*; sur le service militaire, p. XXX, 455, note *c*; 457, 458, note *a*; 525, 527, 569.
- AMAURY II, roi de Chypre, p. 320, 327, 429, 545, 569. Sa pauvreté, p. 385, note *b*. Son assise sur le paiement de la rançon du roi, p. 398. Forme le projet d'une nouvelle rédaction des Assises, p. XXVI, XXXI, 430, 522. Bannit Raoul de Tibériade sans jugement, p. 327, 518, 528.
- ANCIEN COUTUMIER DE NORMANDIE. Examen de cet ouvrage, p. XXXV.
- ANJOU (Charles, comte d'). Son procès au parlement, p. 481, note *a*.
- ANTIAUME (Nicolas), juriconsulte, p. 220, 525.
- ANTIOCHE (principauté d'). Sa fondation, p. XIII.
- APOSTAT (chevalier). Perd son fief et est brûlé, p. 620, 622.
- APPEL. Inconnu en Orient, p. 537. Suppléé par les retenails, *ib.* note *b*.
- APPEL DE DUEL. Son caractère et sa forme, p. 179, note *b*; 180, note *b*.
- APPEL DE MEURTRE, p. 486.
- APPEL DE TRAHISON, p. 487. Ne pouvait être adressé à un chevalier que par un chevalier, p. 502.
- ARCADIUS (loi d'). Citée par Ibelin, p. 310.
- ARMURE des chevaliers qui se présentent au combat, p. 165-171; des combattants qui ne sont pas chevaliers, p. 178. Voyez *Bataille*.
- ARSUR (seigneurie d'), p. 634.
- ASCALON ou ESCALONE, p. 632, 634.
- ASNE (Philippe l'), p. 325.
- ASSISE. Sa définition, p. 582.
- ASSISE DE LA CHOSE PERDUE, p. 205, 465.
- ASSISE DE LA DETTE CONNUE EN COUR, p. 294-297.
- ASSISE DE LA TENURE, p. 65.
- ASSISE DES VENTES, p. 63.
- ASSISE DES VILAINS, p. 207, 403.
- ASSISE DU DÉLAI POUR RÉPONDRE, p. 440.
- ASSISES. Elles doivent être tenues et maintenues, p. 182.
- ASSISES DE JÉRUSALEM. Leur première rédaction, p. XIV, 22, 576. Amendées, p. XX, 542, 576. Se répandent en Orient, p. XXV, 311, note *c*. Ne reçurent qu'une publication insuffisante, p. XV, XXIX. N'avaient pas force de loi dans les grands fiefs, p. XXV. Périrent lors de la prise de Jérusalem, en 1187, p. XXIII, 429, 522. Comment on les consultait, p. 522, et on les prouvait, p. 523. Elles étaient peu connues, p. XXIX, 521.
- ASSISES DE ROMANIE. Leur préambule, p. XXVII, 269, 270.
- ASSUREMENT. Sa définition, p. 335, note *a*.
- ATTAR (François), commissaire pour la recherche des livres de droit en Chypre, p. LXXIV.
- AVÈMENT DE COUR, p. 293.
- AVÉGORE, fief de Chypre, p. 545.
- AVOCATS, p. XLIII, 34, note *a*. Ne doivent pas dire de vilaines paroles au seigneur ni à la cour, p. 579.

B

- BABBAT (archevêque de). Ses suffragants, p. 417.
 BAIL DU ROYAUME. Jure les Assises, p. 6.
 BAILLI. Étendue de sa juridiction, p. 439, 517, note *a*.
 BAILLIAGE. Son origine, p. 261, note *b*. A qui il appartenait, p. 261, 262, 435, 440, 461, 496, 596. Ne se partage pas, p. 597.
 BAILLIAGE COLLATÉRAL, p. 631. Mauvaise administration des bails, p. 266, note *a*.
 BAILLIAGE DE FEMME, p. 281.
 BAILLIAGE DE DEMOISELLE, p. 263-267.
 BAILLIAGE DU ROYAUME. Comment on le requérait, p. 4, 5. Est, dans l'île de Chypre, l'objet de débats animés, p. 266, note *a*.
 BAISDOIN (Philippe de), jurisconsulte, p. 525.
 BANIER. Ses fonctions, p. 342, 520, 580, 598, 599.
 BARLAS (Camerino), bail de Chypre, p. 488, note *a*.
 BARON. Voyez *Mari*.
 BARONNIE. Ses caractères constitutifs, p. 418.
 BARUTH (seigneurie de), p. LXXVIII, note 4; 634.
 BARUTH (sires de). Voy. *Jean d'Ibelin*, *Balian III d'Ibelin*.
 BATAILLE. Cas dans lesquels elle avait lieu, p. 129, 458, 587, 599. En cas de meurtre, p. 139-151, 486, 588; d'homicide, p. 151-155, 588; de trahison apparente, p. 155-158; d'usurpation de fief, p. 163. Règles du combat judiciaire, p. 165-174, 459, 485, 589. Ne peut avoir lieu entre père et fils ni entre frères, p. 179, 589. Exemples de duels, p. 486, note *b*; 489, note *a*.
 BAUDOUIN I, p. XXII, 428. Son assise du coup apparent, p. 186 et note *a*, 466, 545. Donne des fiefs aux Hospitaliers, p. 638, note *a*.
 BAUDOUIN II. Ses lois, p. XXIII, 429, 617.
 BAUDOUIN III, p. 404, note *b*; 429.
 BAUDOUIN IV, p. 429.
 BAUDOUIN, empereur de Constantinople, p. XXV.
 BEAU (Philippe le), seigneur de Chypre, p. 384, 514.
 BEAUMANOIR (Philippe de). Examen de son ouvrage, p. LVII.
 BÉDOUINS. Établis dans les colonies chrétiennes de la Syrie, p. 404, note *b*.
 BÉLINAS (seigneurie de), p. 634.
 BERTIN (Gauthier de Saint-). Son procès avec Anjou de Malenbec son oncle, p. 539. Consulte Navarre, p. 540.
 BESANT. Sa valeur, p. 213, note *b*.
 BESSAN (Germon de). Cité, p. 543.
 BESSANT (seigneurie de), p. 634.
 BESSERETH (archevêque de). Ses suffragants, p. 416.
 BÊTE RÉTIVE. L'assise refuse le délai dans les affaires de vente de bête rétive, p. 129. Forme de procéder en cette matière, p. 183.
 BÊTES (ventes des), p. 552, 591.
 BETHSAN (archevêque de). Ses suffragants, p. 416. Voyez *Bessant*.
 BLESSURES faites par un soudoyer à un lige, p. 635; ou par un chevalier à un bourgeois, *ibid*.
 BOHÉMOND I, prince d'Antioche. Prit-il part à la rédaction des assises? p. XXV.
 BOHÉMOND IV, prince d'Antioche, célèbre par sa science dans les lois, p. 570.
 BORNAGE. Ses formalités, p. 394, 532.
 BOUILLON (Godefroy de), p. XIV, XVI, 22-25, 428, 575.
 BOURGEOIS qui frappe un chevalier, p. 617; et réciproquement, p. 618. Qui est tué par un chevalier, p. 619.
 BOURGEOIS DE JÉRUSALEM. Servent le roi dans la cérémonie de son couronnement, p. 31.
 BOURGEOISIES OU TERRES BOURGEOISES, p. 619, 633 et note *a*, 638.
 BRAGADINO, lieutenant de Chypre, p. LXXIII.
 BRIENNE (Jean de), roi de Jérusalem, consulte Louis de France sur une question de droit, p. 522, note *a*.
 BRIES (Ansiau de). Son duel, p. 489, note *a*.
 BRIGUE. Autorisée dans les cours féodales, p. 73, 481.
 BRITTON. Définition qu'il donne du crime de trahison, p. 159, note *a*. Jugement sur son ouvrage, p. LVIII.
 BUFFLE (Henri le), seigneur de Saint-Jorge de Labana, p. 542.
 BUSTRON, notaire de Chypre, historien, traduit en italien les Assises de Jérusalem, p. LXXV, LXXVII.

C

- CAÏFAS (seigneur de), p. 634.
 CANGIANI (le P.). Sa correspondance avec Agier sur le manuscrit de Venise, p. LXXVII.
 CANGE (du). Exprime le désir de voir publier les Assises, p. LXXVIII.
 CAUTIONNEMENT FÉODAL. Législation de l'Europe sur ce contrat, p. 205, note *a*. En quoi il devait consister, p. 550. Obligatoire pour les vassaux à l'égard de leurs seigneurs, p. LV, 315, 612. Voyez *Pleigerie*.
 CESAIRE (sire de), cousin d'Ibelin, p. 325.
 CESAIRE (la princesse de), tante d'Ibelin, p. 107. Voyez *Marguerite*.
 CÉSARÉE (seigneurie de), p. 634.
 CESSON DE BIENS. N'avait pas lieu en Orient, p. 189, note *b*.
 CHAMBELLAN. Ses fonctions, p. 400, 414.
 CHAMBELLANS DU ROYAUME DE JÉRUSALEM (liste des), p. 414, note *b*.
 CHAMBELLANS DU ROYAUME DE CHYPRE, p. 415, note *b*.
 CHAMPAGNE (nobles de). Réclament près de Louis X le droit de donner des fiefs, p. 554.
 CHAMPION. Personnes qui peuvent se faire défendre par champions, p. 176 et note *b*, 588. Voyez *Bataille*.
 CHAMPLITTE (Guillaume de), conquérant de la Morée, p. 209, note *a*.
 CHAPE (Pierre de). Prend part au siège de Damiette en 1218, p. XXX, 525.
 CHEMINS ALLANT CHEZ LES SARRASINS. Le roi seul peut en établir, p. 617.
 CHEVAL. Voyez *Restor*.
 CHEVALERIE. Facilement conférée, p. 502, note *b*.
 CHEVALIER. Il fallait l'être pour requérir un fief, p. 260 et note *a*. Peine contre celui qui le frappe, p. 465. Peine contre l'homme, non chevalier, qui le frappe, p. 590. Peut porter garantie contre quelqu'un qui ne l'est pas, p. 120-122. Ne peut être arrêté pour dettes,

- p. 590. Perd son fief s'il reste un an chez les Sarra-
sins, p. 621, 622.
- CHEVALIER APOSTAT. Peine qu'il encourt, p. 620, 622.
- CHICANE. Enseignée par Ibelin, p. LIII, 58 et note *a*,
67 et note *a*, 144; et par Navarre, p. XLIII.
- CHIROGRAPHE. Forme de cet acte, p. 634, note *b*.
- CHOPIN, le plus ancien jurisconsulte français qui ait
cité les Assises, p. LXXVII.
- CHOSE PERDUE. Assise sur ce cas, p. 205, 465.
- CHYPRE (royaume de). Son histoire, p. XLXI. Origine de
la noblesse de ce royaume, p. 411, note *a*. Sa déca-
dence, p. LXXII. Service militaire qui y était dû,
p. 427, note *a*.
- CLAMOR. Voyez *Plainte*.
- CLEF DES ASSISES. Examen de cet ouvrage, p. LXV.
- CLERCS. Ne combattaient pas en personne, p. 117, note *b*;
224. Exceptions, p. 245, note *a*.
- CODE DE JUSTINIEN. Cité par Ibelin, p. 309.
- CODE PÉNAL DE LA FÉODALITÉ. Sa simplicité, p. LIII.
- COMBAT. Voyez *Bataille*.
- COMBATTANTS. Leur armure, p. 485.
- COMMANDE DE FIEF, p. 282 et note *b*; 283, note *b*;
293, note *a*; 556, 596. N'est pas recevable quand il
y a semonce, p. 393, 690.
- COMMÈRES. Pouvaient faire appel du meurtre des époux,
p. 130.
- COMMUNAUTÉS. Ne peuvent acheter de fiefs, p. 372,
399.
- COMMUNES. Il n'y en avait pas en Orient, p. XXXII, XLII,
130, note *a*.
- COMPÈRES. Pouvaient faire appel du meurtre des époux,
p. 130.
- CONCHES (Raimont de), p. 384, 515.
- CONFISCATION DES FIEFS, p. 303-306 et note *f*, 307-
310, 458, 460, 596, 616, 617, 620-622, 627, 628.
Droits des héritiers, p. 628.
- CONFRÈRES. Pouvaient faire appel du meurtre les uns
des autres, p. 130.
- CONFRÉRIE. Lien qu'elle établissait, p. 131, note *b*.
- CONJUREMENT. Dans quels cas les pairs pouvaient le
faire, p. 332, 334, 335, 378. Formalités, p. 373-
380, 510-514, 516.
- CONJUREMENT extrajudiciaire, p. 385, 513.
- CONJUREMENT des vassaux par le seigneur, p. 519.
- CONNÉTABLE. Ses fonctions, p. 210, 408, 615.
- CONNÉTABLES DU ROYAUME DE JÉRUSALEM (listes des),
p. 411, note *a*; du royaume de Chypre, *ibid*.
- CONQUEREUR DE FIEF OU PREMIER INVESTI. Peut donner
son fief à celui de ses enfants qu'il voudra, p. 593.
- CONSEIL (le), p. XLIII. Ses qualités, p. 34. Qui on doit
demander pour conseil, p. 35, 579. Comment on
doit le demander, p. 36. Qui peut le demander, p. 38-
41. Différence entre ses fonctions et celles des avocats
anciens ou modernes, p. LII, 39, note *a*. Donné par
le seigneur, p. 39-42. Dans quels cas on ne peut en
obtenir un, p. 40. Le seigneur peut le retenir pour
sa parole garder, p. 44, 45, 579. Reste soumis
aux devoirs féodaux, p. 49, note *a*. Comment il doit
faire parler l'avocat, p. 53, 579, 580. Son in-
fluence, p. LII, 508. Peine contre le chevalier qui re-
fuse de conseiller son pair, p. 622.
- CONSTANTINOPE (empire de). N'adopta pas les véritables
Assises de Jérusalem, p. XXVII, XXVIII.
- CONSUETUDINES FEUDORUM. Examen de cet ouvrage,
p. XXXIII.
- CONTI (le prince de). Cité, p. 514, note *a*.
- CONTRAINTÉ PAR CORPS. N'avait pas lieu contre les cheva-
liers, p. 188.
- CONTREMAND. Formalités pour le faire accepter, p. 96,
97. Quels faits devaient lui servir de base, p. 98,
100, 499. Ses effets, p. 584.
- CONTREMANDIERRES. Différents des garants, p. 97,
note *a*.
- CORC (le), fief d'Arménie, p. 220.
- CORETIER. Ses fonctions, p. 213.
- CORNER (Aloyse), commissaire chargé de la recherche
des livres de droit en Chypre, p. LXXIV.
- COUP APPARENT, p. XXII. L'assise refuse le délai pour y
répondre, p. 128. Comment on doit s'en plaindre,
p. 185, 441, 465, 546-548, 590. Peine imposée au
coupable, p. 186, 465, 546, 590.
- COUPS donnés par un bourgeois à un chevalier, p. 617;
et réciproquement, p. 618, 635. Par un soudoyer
à un lige, p. 635.
- COUR. Sa constitution, p. 253, note *b*; 254, note *b*;
257, note *a*; 353, note *a*. Comment on la faussait,
p. 179-182, 560. Ce qu'elle fait ne peut être défait
que par elle, p. 592.
- COUR (HAUTE). Établie par Godefroy de Bouillon, p. XVI,
23, 575. Tous les hommes, des autres cours du
royaume pouvaient y siéger, p. XVI, 595. Ses ar-
rêts sont recueillis, p. XXXVI, 524, note *b*. Ses rela-
tions avec celle de Chypre, p. LXIX.
- COUR DE CHYPRE. Célébrité de ses jurisconsultes, p. LXIX.
Succède à celle de Jérusalem, p. LXX.
- COUR D'ACRE. Consulte celle de Nicosie, p. 524, note *b*.
Ses arrêts sont recueillis, p. XXXVI, 524, note *b*.
- COUR DE NICOSIE. Consulte celle d'Acre, p. 524, note *b*.
Ses arrêts sont recueillis, p. XXXVI, 524, note *b*.
- COUR DES SYRIENS, p. 26, 577.
- COUR, COINS ET JUSTICE. Définition de ce droit, p. 634.
Seigneurs qui en jouissaient, p. 419.
- COUR DE LA BOURGEOISIE. Établie par Godefroy de
Bouillon, p. XVI, 23, note *c*; 575. Procédure sui-
vie devant ce tribunal, p. 481, 482. Peines con-
tre ceux qui la faussaient, p. 561. Sa compétence,
p. 580.
- COURS ECCLÉSIASTIQUES. Établies dans le royaume de
Jérusalem, p. 47, note *c*. Leur compétence, *ib*. et
p. 579. Voyez *Juridiction ecclésiastique*.
- COURS FÉODALES. Leur pouvoir en Orient, p. 91, note *a*.
Ne siégeaient pas dans un lieu déterminé, p. 95,
note *a*; 405, note *a*. Comment elles étaient compo-
sées, p. 582, 584.
- COURONNEMENT DU ROI DE JÉRUSALEM, p. 29-31, 407,
409, 412, 414, 610, note *b*.
- COUVENTS. Ne peuvent acheter de fiefs, p. 372, 399.
- CRAC (seigneurie du), p. 632, 634. Cette seigneurie
était-elle une baronnie du royaume de Jérusalem?
p. 418.
- CRIEURS PUBLICS. Leur fonction dans la vente des fiefs,
p. 289, 290, 501, 591, 639. Peines contre les dé-
lits qu'ils commettent, p. 212. Villes où ils pouvaient
crier les fiefs, p. 639.
- CROISADES. Leurs causes, p. XI.
- CROISÉS. Leur caractère, p. XI-XIII, XXI, 641, note *a*. Ne
transportèrent en Orient qu'une partie de leurs cou-
tumes, p. XVIII.
- CULTIVATEURS. Leur état civil dans l'île de Chypre,
p. LXI, 207, note *a*; dans la Syrie, p. 403, note *b*.

D

DAMIETTE. Assiégée par les Chrétiens en 1218, p. 525, note *a*.
DARUM ou le **DARON**, forteresse, p. 107, note *a*.
DÉBITEUR. Sévérité des assises contre lui, quand il est insolvable et non chevalier, p. 189. Il n'est pas admis à la cession de biens, *ib.* Aperçu sur la législation relative aux débiteurs en Europe, *ib.* note *b*.
DÉFAILLANT. Perd sa cause, p. 85-89, 585. En cas de meurtre, p. 619.
DÉFENDEUR. Comment il doit répondre, p. 55; ou nier, p. 101, 102. Doit attirer à lui la preuve, p. 402.
DÉLAIS POUR RÉPONDRE. Comment on doit les demander ou les combattre, p. 66-72. Assises qui les refusent, p. 440. A tout changement dans une demande, délai de quinzaine, p. 584.
DÉLAISSEMENT DE FIEF. Ses formalités, p. 217, 543. Ses conditions, p. 545.
DEMANDE. Sa forme quand le défendeur est présent en cour, p. 53; quand il est absent, p. 54. Délais pour répondre, p. 56, 440, 465, 477, 478, 580, 585. Doit être mise par écrit, p. 79, 583; et renouvelée au jour fixé, p. 82. Qui en donnait lecture à la cour, p. 80, note *a*.
DEMANDEUR. Doit suivre le défendeur, p. 587.
DÉMEMBREMENT DE FIEF, p. 284 et note *b*, 436, 449, 464, 553, 592, 596.
DEMOISELLE. A quel âge elle pouvait se marier, p. 595.
DÉNI DE JUSTICE. Peine prononcée contre le seigneur qui s'en rend coupable, p. 335, note *b*.
DENTS. On arrachait les deux principales à celui qui ayant été condamné à une amende pour morsures, ne pouvait pas payer, p. 547.
DESSAISINE. Quand est-elle nouvelle? p. 585. Comment

peut-on s'en plaindre? *ib.* Quand devient-elle une violence? *ib.*

DESTRAINTÉ DE SEIGNEUR, p. 378.

DETTE, p. 465. Effets de l'aveu d'une dette, p. 127. L'assise refuse un délai pour y répondre, p. 128. Les biens du débiteur doivent être vendus pour la payer, p. 188. S'il n'est pas chevalier et que ses biens soient insuffisants, le débiteur est réduit en esclavage, p. 189. De la dette sans gage, caution ni garants, p. 208. L'héritier est tenu des dettes de son auteur, p. 292. Procédure pour la dette connue en cour, p. 294-297.

DETTE DE FIEF. Comment le vassal doit la demander au seigneur, p. 370.

DEVISE DES TERRES. Ses formalités, p. 394, 466.

DEVISEURS. Chargés du bornage des propriétés, p. 394, 532.

DÉVOIRS FÉODaux. Leur source, p. v-viii. Comment il faut en entendre la réciprocité, p. 316, note *b*; 331, note *c*; 382, note *a*.

DONATION DE FIEF. Sa forme, p. 219, 222, 461, 592, 608, note *a*. Ancien usage, p. 594. Nouvel usage, *ib.* Doit être garantie par les liges, p. 608. Tous les barons peuvent faire une donation, p. 634.

DONATION DE FIEF aux églises et religions, p. 372, note *b*; 593, 608.

DOUAIRE, p. 280, notes *a* et *c*; 279-281, 449, 467, 596, 597. Réservé quand les biens du mari sont sujets à confiscation, p. 620, 622-624, 628.

DROIT ROMAIN. Opposé au droit féodal, p. 11. Repoussé par les jurisconsultes d'outre-mer, p. lxxviii. N'est cité qu'une seule fois par Ibelin, p. 309. A quelle époque il pénétra en Chypre, p. lxxv.

DUEL. Voyez *Bataille*.

E

ECCLÉSIASTIQUES. Ne peuvent acheter de fiefs, p. 372, 399, 638 et note *a*. Opinion opposée soutenue par Navarre, p. 530. Ne peuvent combattre, p. 594. Ne peuvent porter garantie, p. 594.

ÉCHANGE DE FIEF, p. 286, 460, 596. Interdit au suzerain, p. 399.

ÉCRIVAINS DE LA SECRÈTE, p. 613. Voyez *Secrète*.

ÉCUYER. Différait du sergent à cheval, p. 437.

ÉDESSE (comté d'). Sa fondation, p. xiii.

ENCHÈRES (vente aux). Ne peut être faite que par le crieur public, p. 212.

ENQUÊTE. Sert à constater la saisine, p. 585.

ÉPOUX. Pouvait faire appel du meurtre de sa femme, p. 130.

ESCLAVE. Point de délai pour répondre en cas de vente d'esclave lépreux, p. 129. Assise sur la vente d'un esclave lépreux, p. 207. Voyez *Vilains*.

ESGARD ou **CONNAISSANCE.** Comment il se fait, p. 73, 583, 588. Trois manières de forcer le seigneur à l'exécuter, p. 389. N'est pas assise, p. 588.

ESSOINE. Voyez *Contremand*.

ESTRAIEMENT DE FIEF, p. 558. Caractère de cet acte, p. 596, 621.

ÉTABLISSEMENTS DE SAINT LOUIS. Examen de ce code de lois, p. lvi.

EUDES, fils de Pierre, seigneur du Daron, p. 107.

EXPROPRIATION FORCÉE DES FIEFS, p. 294-297, 300, 301.

F

FAMAGOUSTE. Régie par des lois particulières, p. lxxiii.

FAUSSAIRE. Peine, p. 640.

FAUSSEMENT DE COUR. Comment on pouvait le faire, p. 179-182, 560-562, 584, 589.

FAUX TÉMOIN. Peines portées contre lui, p. 120, note *a*.

FÉLONIE. Sa définition, p. 303, note *c*; 306, note *f*; 330, note *a*.

FEMME MARIÉE. Pouvait faire appel du meurtre de son mari, p. 130; mais non dans un autre cas, p. 589.

Peut acheter un fief, p. 298; et lever garant, p. 442.

FÉODALITÉ. Son histoire, p. 11-xi. Quand on commença à mettre ses principes par écrit, p. xxxiii. Opposée au droit commun, p. xli. Ce qu'elle devint en Chypre après la conquête des Vénitiens, p. lxxiii.

FIEFS. Définition, p. 64, note *c*; 436 et note *d*. Comment ils se sont formés, p. 11-11. Ne peuvent être vendus aux églises, corporations religieuses, ni communes, p. 372, 399, 593, 638. Permis d'en disposer, p. 215; mais conformément à l'assise, p. 215-217, 222, 593. Ne se vendaient pas fréquemment en Syrie, p. 500, note *c*. Formalités de la vente, p. 639. Comment ils se perdaient, p. 287, notes *b*, *c*; 288-294. Personnes capables de les acheter, p. 297; incapables, p. 597. Comment on prouvait la propriété d'un fief, p. 535. Droits des héritiers en cas de forfaiture et d'abandon, p. 544. Leur patrimonialité amena la destruction du système féodal, p. LV, 288, note *a*.

FIEFS ABANDONNÉS, p. 283, 544.

FIEFS DÉMEMBRÉS, p. 284 et note *b*.

FIEFS DE PLÉJURE, p. 205, note *b*.

FIEFS DE SEITIERS, p. 540, note *c*.

FIEFS DE SOUDÉES, p. 384, note *b*.

FIEFS EN BESANTS, p. 272, note *b*.

FIEFS FRANCS, p. 331, note *b*, 399.

FIEFS SUR LES RENTES D'UN CASAU, p. 388, note *b*.

FIEFS USURPÉS, p. 163, 164.

FILLES. Leur mode de succession, p. 275 et note *b*. Voyez *Sœurs, Successions*.

FILLEULS. Pouvaient faire appel du meurtre de leur parrain ou marraine, p. 130.

FLANDRE (comtesse de). Son procès contre le sire de Nesles, p. 335, note *b*.

FOI-MENTIE. Sa définition, p. 306, note *a*; 330. L'assise refuse un délai pour y répondre, p. 128.

FOI-MENTIS. Placés au rang des criminels, p. 314, note *d*.

FONTAINES (Pierre de), bailli de Vermandois, p. xxxviii. Jugement sur cet auteur, p. LVII.

FORCE APPARENTE. Sa définition, p. 117, note *a*; 441. Délai pour y répondre, p. 128. On n'est pas tenu de la nier, si le plaignant n'offre pas de la prouver, p. 177. Forme de la plainte, p. 386-388, 549.

FORJUGÉ. Droits de ses héritiers, p. 497, 498.

FORMARIAGE. Ses règles en Orient, p. 405 et note *b*.

FORMULES DE PAROLES. Leur importance dans la procédure féodale, p. LVII. Sont fournies en abondance par Ibelin, *ibid*.

FORSON (Renaut), p. 384, 515.

FORTERESSES (droit du roi sur les), p. 607.

FOULQUES, roi de Jérusalem, p. 429.

FOULQUES, fils de Pierre, seigneur du Daron, p. 107.

FRAUDES DILATOIRES. Enseignées par Ibelin, p. 59, note *a*.

FRÉDÉRIC II, empereur, p. 266, note *a*.

FUITES DE PLAINT. Leur nombre, p. 56, 478, 581. Première, p. 57. Seconde, p. 58. Troisième, p. 59, 581. Leur usage, p. 59, 581. Comment on doit combattre la première, p. 74, 75, 581; la seconde, p. 76-78, 581; la troisième, p. 78, 581.

G

GAGE. Vente du gage en matière de pleigerie, p. 201.

GAGE PERDU. L'assise refuse un délai pour répondre dans ce cas au demandeur, p. 129.

GAGE DE PLEIGE. Doit être fourni, p. 199; et vendu, p. 200. Les vassaux sont tenus de fournir pour leurs seigneurs, p. 315, 612.

GAGEMENT. Qui peut le faire, p. 369. Formalités, p. 599. Permis quand le fief ne rapporte pas ce qui avait été stipulé, p. 373. Quand le seigneur ne paye pas le fief, p. 376-380. Quand le seigneur prend tout ou partie du fief, p. 386-388. Formalités nécessaires, p. 381, 599. Autorisé dans six cas, p. 442. Caractère particulier de cet acte en Espagne, p. 380, note *a*.

GALILÉE (principauté de), baronnie, p. 418.

GARANTIE. Portée par un chevalier contre une personne qui ne l'est pas, p. 120-122. Entraîne le serment, p. 584; et la bataille quand il s'agit d'un marc d'argent ou de plus, *ib*. On est libre de la porter ou non, p. 586.

GARANTS, p. XLIV. Quels ils doivent être, p. 113, 114, 441, 443, 501, 503, 584, 586. Comment on peut les empêcher, p. 116, 120; les rebuter, p. 483; les tourner, p. 587. Délais pour les produire,

p. 123. Comment ils doivent témoigner, p. 124. Le vivant témoigne pour le mort, p. 125.

GARANTS DE PARENTÉ, p. 243-249.

GARANTS EN CAS DE VIOLENCES, p. 618.

GARDE. Définition, p. 261, note *b*. La garde des forteresses du mineur n'appartenait pas aux parents, p. 261, note *d*.

GAUTHIER DE MONTBELLIARD, bail de Chypre. Ses dilapidations, p. 495, note *a*.

GIBLET (Arneis de), p. 384, 570.

GIBLET (Guy de), p. 545.

GIBLET (Hugues II de), p. 488, note *a*, 545.

GIBLET (Joscelin de), p. 545.

GIBLET (Philippe de), p. 326.

GIBLET (Renier de), dit *le Jeune*, p. 545.

GIBLET (Renier de), dit *le Vieux*, p. 545, 570.

GLANVILLE. Examen de son livre sur les coutumes d'Angleterre, p. xxxv. Sa mort, p. xxxvi.

GRITTI (André), doge, ordonne la traduction en italien des assises, p. LXXIII.

GUERRE PRIVÉE. N'était pas permise dans le royaume de Jérusalem, p. 386, note *b*.

GUILLAUME LE CONQUÉRANT. Transporte la féodalité en Angleterre, p. x, LVIII.

H

HARNAIS. Ce qu'il faut entendre par ce mot, p. 510, note *a*. Le maréchal en faisait l'inspection, p. 613. Le mari le conservait quand les biens de la femme étaient confisqués pour cause d'apostasie, p. 620.

HARNEIS, jurisconsulte, p. 525.

HENRI I, roi d'Angleterre. Examen de son code de lois, p. xxxiv, LVIII, 548, note *d*.

HENRI I, roi de Chypre, gagé par ses vassaux pour défaut de solde, p. 383, 515.

HÉRÉTIQUES. Privés de leurs fiefs, p. 304 et note *a*.

HÉRITAGE. Assises qui réglaient la transmission des biens, p. 435, 436, 555.

HÉRITIERS LÉGITIMES. Compris dans les concessions de fiefs, p. 234, 235, note *a*; 536.

- HOIRIE (avancement d'), p. 555.
- HOMICIDE APPARENT. Définition, 155. L'assise refuse le délai pour y répondre, p. 128. On s'en défendait par bataille, p. 129. Procédure sur l'appel d'homicide, p. 151-153, 588. Si l'homme tué a reçu plusieurs coups, il y a plusieurs batailles, p. 154.
- HOMMAGE. Ses formalités, p. 313 et note c, 437, 440, 445, 446, 455. Ses conséquences, p. 314, 530. Engageait le seigneur aussi bien que l'homme, p. 315. Distinct du serment de fidélité, p. 454, note d. A plusieurs seigneurs, p. 599.
- HOMMAGE (défaut d'). L'assise refuse un délai pour y répondre, p. 128. Entraînait la confiscation du fief, p. 287, note b; 305, 437. Procès entre Guillaume de Villehardouin et le mégaskyr de Morée, sur une question d'hommage, p. 304, note c.
- HOMMAGE LIGE. Son caractère, p. 215, note a. Ses formalités, p. 313, 317.
- HOMMES DE COUR. Étaient de véritables officiers publics, p. 80, note a. Comment ils recordaient, p. 80.
- HOMMES LIGES. Donnent le bailliage du royaume, p. 4, 5.
- HORES (Jacques de), tricolier, p. 4.
- HORNES (André). Définition qu'il donne du crime de trahison, p. 159, note a.
- HÔTAGE. Les liges doivent y entrer pour délivrer le roi, p. 269, 611; ou pour cautionner leurs seigneurs, p. 315, 611.
- HUGUES I, roi de Chypre, p. 266, note a. Charte de ce prince, p. 403, note b.
- HUGUES III, roi de Chypre. Son procès contre Marie, fille de Bohémond IV, prince d'Antioche, p. 275, note b. Son opinion sur le service militaire, p. 346, note d; 626, note a.
- HUGUES IV, roi de Chypre, p. 3, 4, 10, note d.

I

- IBELIN (Balian), sire d'Arsur, p. 355, note a.
- IBELIN (Balian III), sire de Baruth, p. 570.
- IBELIN (Jacques d'). Notice sur sa vie, p. 453, note a. Examen de son livre, p. LXIV.
- IBELIN (Jean d'), sire de Baruth, bail de Chypre, p. xxx, 103, 109, 112, 113, 131, note b; 266, note a; 325, 327, 383, 488, note a; 515, 525, 539, 544, 549, 570.
- IBELIN (Jean d'), comte de Jaffa. Notice sur sa vie, p. XLIX, 21, note a. Son éloge, p. xxx, 245, note b. Dépouillé de ses fiefs par Frédéric II, p. 325. Envoie une consultation en Arménie, p. 220. Indiqué par
- Navarre, p. 544. Examen de son livre, p. XLIX-LXIII. Succès et influence de ce livre, p. LXX. Il est revêtu par les seigneurs de Chypre du caractère légal, p. LXXI, LXXII; et traduit en italien, p. LXXXIII-LXXVI.
- IBELIN (Philippe d'), bail de Chypre, p. 266, note a; 488, note a.
- IBELIN (Philippe d'), sire d'Arsur, sénéchal du royaume de Jérusalem, p. 3.
- IBELIN (seigneurie d') au pouvoir des Turcs, p. 109.
- INFÉODATION, p. LVIII, 232-240. Ses règles différaient en Syrie et en Chypre, p. 235, 504.

J

- JAFFA et ESCALONE (comté de), baronnie, p. 417, 634.
- JAUNA (Dominique), historien. Son opinion sur les Assises de Jérusalem, p. XXVI.
- JÉRUSALEM (patriarche de). Ses suffragants, p. 415.
- JÉRUSALEM (royaume de). Son organisation, p. XIII, 280, note b. Nombre de ses baronnies, p. 417. État du service militaire qui y était dû par les vassaux, p. 422-426; par les églises et les bourgeois, p. 426-428.
- JÉRUSALEM (ville de). Prise par Saladin, p. XXVIII. Effets de cet événement, p. XXVIII, LXIX.
- JOINVILLE. Se fait rendre justice par S. Louis, p. 465, note b.
- JOSCELIN III, comte d'Édesse, épouse une fille d'Henri le Buffle, p. 543.
- JOUR, terme assigné pour plaider, p. 450. Comment on doit le garder, p. 81-100, 583. Assises qui le refusent, p. 440.
- JUGEMENT. Se doit faire séance tenante, p. 462.
- JUGES DE LA HAUTE COUR. Quelles doivent être leurs vertus, p. 32. Leur nombre, p. 33, note c.
- JUIF. Pouvait porter un contremand, p. 98 et note a.
- JULIA (loi). Citée par Ibelin, p. 310.
- JURÉS DE LA COUR DE BOURGEOISIE, p. 23, note a. Leur serment, p. 23.
- JURIDICTION ECCLÉSIASTIQUE. Limitée en Orient, p. LXVIII, 47, note c; 522.
- JURISCONSULTES. Leur influence dans les royaumes de Jérusalem et de Chypre, p. xxx, xxxi. Le but qu'ils se proposaient, p. L. Comparés à ceux d'Occident, p. LVIII.
- JURISPRUDENCE. Son autorité en Orient, p. xxxiv. Origine de cette autorité, p. xxx, xxxvi. Se conserva mieux en Syrie qu'en Chypre, p. LXVI. Son incertitude, p. XLIV, 523, notes b, c; 536.
- JUSTICE. Non annexée au fief, p. 303, note b.
- JUSTICE (usurpation de), p. 332, 598.
- JUSTICES SEIGNEURIALES DE LA PRINCIPAUTÉ DE JÉRUSALEM, p. 419.
- JUSTINIEN (code de). Cité par Ibelin, p. 309.

K

- KAROBLES (payement par), p. 291.
- KATPHAS (sire de), p. 325.

L

- LABBE (le P.). Forme le projet de publier les Assises, p. LXXVII.
- LACRYDON. Acte de donation de cette terre, p. 403, note b.

LANGRES (évêque de). Son procès avec le duc de Bourgogne, p. 100, note *a*.
 LATINI (Brunetto). Son *Trésor*, p. LXXIX.
 LEPTERI, cultivateurs dans l'île de Chypre, p. 207, note *a*.
 LÉGISLATION D'OUTRE-MER. Son caractère, p. LXVIII. Ses vicissitudes, p. XII-XXXVII. Voyez *Assises de Jérusalem*.
 LÉPREUX (chevalier). Ce que devient son fief, p. 636; sa femme, *ibid*.
 LIGE. Ses droits, p. 318, 319, 321. Ses obligations, p. 315, 454, 458.
 LIGÈCE. En quoi elle consistait, p. 313 et note *d*, 526. Établie dans le royaume de Jérusalem, p. 254. Ses formalités, p. 438.
 LIMNIATE, fief de Chypre, p. 544.
 LIVRE AU ROI. Examen de cet ouvrage, p. LXV, LXVI.
 LOMBARD (droit). Sur les successions, p. 274, note *a*; 277, note *a*. Sur la confiscation des fiefs, p. 305, note *g*; 306, note *f*; 307, note *b*. Sur la vente des fiefs, p. 288, note *b*. Sur la félonie, p. 316, note *b*. Sur le service militaire, p. 348, note *a*.

LOREDANO, historien. Son opinion sur les Assises de Jérusalem, p. XXVI.
 LOUIS (saint), p. 129, note *b*; 196, note *b*; 281, note *a*. Détails sur le paiement de sa rançon, p. 399, note *b*.
 LOUIS XVI. La république de Venise lui offre une copie magnifique du manuscrit des Assises de la bibliothèque de Saint-Marc, p. LXXXI, LXXXII.
 LUSIGNAN (Étienne de), historien. Son opinion sur l'origine des Assises combattue, p. XXIV.
 LUSIGNAN (Guy de). Son règne, p. XXV. Organise le gouvernement du royaume de Chypre, p. 385, note *b*; 503, note *b*. Nature des fiefs qu'il établit en Chypre, p. 235, note *a*.
 LUSIGNAN (Jean de), prince d'Antioche, p. 4. Sa mort, *ib.* note *a*. Requiert le bailliage de Chypre, p. 4, 5.
 LUSIGNAN (Pierre I de), roi de Chypre, p. 3. Sa mort, p. LXXI, 3, note *a*.
 LUSIGNAN (Pierre II de), comte de Tripoli, puis roi de Chypre, p. 3.

M

MACHAUD (Guillaume de), poète, p. 3, notes *a*, *b*.
 MAJORAT, p. 277, note *a*.
 MAJORITÉ FÉODALE, p. 259 et note *a*.
 MALENBEC (Anjou de). Son procès avec sa sœur, p. 539.
 MANASSIER, seigneur de Limniate, rend son fief au roi, p. 544.
 MANDELÉE (Jacques de la). Cité, p. 543.
 MARC D'ARGENT. Sa valeur, p. 483, note *a*. Tout procès sur un objet de la valeur d'un marc d'argent était décidé par le duel, p. 129, 585, 587. Exception, p. 401.
 MARÉCHAL. Ses fonctions, p. 412, 612, 613. Sa part dans le butin, p. 616.
 MARÉCHAUX DU ROYAUME DE JÉRUSALEM (liste des), p. 414, note *a*. Du royaume de Chypre, *ibid*.
 MARGUERITE, dame de Césarée, p. 107.
 MARGUERITE DE PASSAVA, héritière de la baronnie d'Acova, p. 268, note *a*.
 MARI. Défend sa femme appelée en duel, p. 175. Quelle peine il encourt quand il a épousé une femme sans la permission du seigneur de cette femme, p. 366-369, 599.
 MARIAGE. La demoiselle de douze ans forcée de se marier, p. XLV, 264 et note *a*. Forme de la requête des parents et des amis, p. 254; de la semonce de mariage, p. 359-364. La veuve le doit au seigneur, p. XLV, 279, 467, 559, 626. Comment elle peut l'éviter, p. 281. A qui elle le doit, quand elle a plusieurs seigneurs, p. 364. De l'amende qu'elle encourt pour défaut de mariage, p. 365, 627. N'est pas dû pour le douaire, p. 467. Changements du droit d'outre-mer en cette matière, p. 558.
 MARIE, fille de Bohémond IV, prince d'Antioche. Son procès contre Hugues III, roi de Chypre, p. 275, note *b*.
 MARRAINES. Pouvaient faire appel du meurtre de leurs filleules, p. 130.

MEURTRE (bataille de), p. 139-151, 486, 588. Délais, p. 442. Voyez *Bataille*.
 MEURTRE APPARENT. Définition, p. 133 et note *a*. Point de délai pour répondre, p. 128. On s'en défendait par bataille, p. 129. Personnes qui pouvaient en appeler, p. 130, 131, 388. Manière de plaider en cas de meurtre, p. 132-139, 587. Procédure quand le coupable est arrêté, p. 136-139, 487-489; et présent en cour, p. 139, 140-143. Appel par champion, p. 140. Ruses pour changer un appel de meurtre en appel d'homicide, p. 143. Comment on peut éviter le duel, p. 147-149. Comment repousser la plainte d'une personne non autorisée, p. 149, 150.
 MEURTRE APPARENT d'un bourgeois par un chevalier, p. 619.
 MINEUR. Comment il peut requérir son fief à sa majorité, p. 259. Ses droits conservés, p. 65. Voyez *Bailliage*.
 MONNAIE (droit de battre). Appartenait au roi, p. 617.
 MONTMORIN (le comte de), ministre des affaires étrangères, demande à la république de Venise communication du manuscrit des Assises, p. LXXXI.
 MONTOLIF (Thomas de), auditeur, p. 5.
 MONTRÉAL (Gérard de), jurisconsulte, p. XXXVII. Inductions sur son ouvrage, p. LXVI.
 MORÉE. Comment partagée après sa conquête par les Français, p. 209, note *a*. État du service militaire qui y était dû, p. 428, note *a*.
 MORELLI (l'abbé), custode de la bibliothèque de Saint-Marc, fait passer à Agier une note sur le manuscrit de Venise, p. LXXX, LXXXI.
 MORIAU (Jean), p. 325.
 MORT (le) saisit le vif, p. 597.
 MOSTRE ou VUE. Ses formalités, p. 481 et note *c*. Dans quels cas elle a lieu, p. 582.

N

NAPLES, p. 398, 632.
 NAPLES (Pol de), p. 384, 515.
 NAVARRE (Philippe de). Notice sur sa vie, p. 475, note *a*.

Sous quels jurisconsultes il étudia, p. XXX, 525, 570.
 Assiste au siège de Damiette en 1218, p. 525. Examen de son ouvrage, p. XXXVII-XLIX.

NÉGATIVE (la). Comment on doit la prouver, p. 109 et note *d*. Ne se prouve pas, p. 586.
 NEPHYN et GIBELETAR (seigneurie de). Confisquée et réunie au comté de Tripoli, p. 627, note *b*.

NORÈS (Jean de), comte de Tripoli, commissaire pour la recherche des livres de droit en Chypre, p. LXXIV.
 NOUVBLÉTÉ (complainte de), p. 107 et note *a*.

O

OGIER. Rend son fief au roi et veut le reprendre, p. 544.
 OISSIN, seigneur d'Arménie, p. 220.
 ORPHELIN. Peine contre le chevalier qui refuse de le défendre, p. 622.

OST BANNIE. Définition, p. 553.
 OTAGE. Chaque lige doit y entrer pour le roi, p. 269, 611. Femme envoyée en otage pour son seigneur, p. 268-270, note *a*.

P

PAIRS, p. XIX, 448, 458, 527, 528, 598. Pouvaient seuls juger, p. 115. Étaient les défenseurs les uns des autres, p. 323, 324. Comment ils devaient procéder contre leur seigneur, p. 323-329. Quand un d'eux était arrêté sans jugement, p. 332. Intervenaient dans la vente des fiefs, p. 288, note *a*. Décadence de leur pouvoir en Europe, p. 329, note *a*.
 PALESTINE. État civil des habitants de cette contrée lors de sa conquête par les Chrétiens, p. 26, note *d*.
 PARENTÉ. Devait-on la prouver par le duel? p. 112, 243-245, 462.
 PARENTS. Pouvaient appeler du meurtre de leur parent, p. 130.
 PARICI, cultivateurs dans l'île de Chypre, p. 207, note *a*.
 PAROLES. Leur autorité dans la procédure d'outre-mer, p. 536.
 PARRAINS. Pouvaient faire appel du meurtre de leur filleul, p. 130.
 PARTAGE DE FIEF, p. 593. Entre sœurs, p. 468. Voyez *Successions*.
 PASSAGES. Retours des Croisés en Europe, p. 552, note *c*.
 PATELIN. Voyez *Apostat*.
 PATRIARCHE DE JÉRUSALEM. Couronne le roi, p. 29. Prend part à la rédaction des Assises, p. 22.
 PAYEMENT DES FIEFS EN SOUDÉES. Procédure qui doit être suivie pour l'obtenir, p. 273, 274.
 PEINE. Une seule pour un méfait, p. 590.
 PEINES. Sévérité des peines prononcées par les assises, p. 212, 547, note *b*.
 PERPIRIARI, cultivateurs dans l'île de Chypre, p. 207, note *a*.
 PHILIPPE-AUGUSTE. Fait assigner Jean-sans-Terre, roi d'Angleterre, p. 100, note *a*. Restitue aux habitants d'Acre leurs propriétés, p. 493. Cité, p. 236, note *a*; 264, note *a*; 280, notes *a* et *c*.
 PIERRE, seigneur du Daron, p. 107.
 PISTAC (le), fief, p. 540, 545.
 PLAIDEUR (le). Comment il doit se conduire, p. 33, 579, 580. Ses qualités, p. 50. Ce qu'il doit savoir, p. 51, 52. Son influence, p. 569.
 PLAIDOIRIES. Comment on doit plaider en la Haute Cour, p. 46, 579, 580; pour qui, *ib.*; de quelles choses, p. 47. Dans quel cas on peut plaider contre son seigneur, p. 48.

PLAIGNANT. Ce qu'il doit faire, p. 478, 479. Ne doit point changer ou augmenter sa plainte, p. 480.
 PLEIGE. S'il nie son engagement, il y a bataille, p. 194. S'il dit qu'il ne s'en souvient pas, p. 195-197. Doit fournir un gage, p. 198, 200, 551, 591. Vente du gage, p. 200, 551, 591. L'homme était pleige de son seigneur, p. 316 et note *a*. Excuse pour ne pas remplir son devoir de pleige, p. 591. Voyez *Cautionnement féodal*, *Gage de pleige*.
 PLEIGE-DETTE. En quoi diffère de la pleigerie, p. 303. Manière de procéder, p. 204, 205, 591.
 PLEIGERIE, p. LV. Forme de la demande, p. 190-193, 590. Vente du gage, p. 201, 590. Motifs d'excuse, p. 202, 203, 590. L'assise refuse un délai pour répondre, p. 128.
 PODOCHATARO. Rachète le roi de Chypre Jean II de captivité, p. 397, note *a*.
 POITEVIN (Jean le), copiste de Navarre, p. 571.
 PORTS. Le roi seul peut en établir, p. 617.
 POSSESSION. Moyen de la prouver, p. 254, 258. Actes qui la prouvaient, p. 253 et note *b*. Voyez *Saisine*.
 POULAINS, Latins établis en Syrie, p. 465, note *b*.
 PRÊT, p. 591. Voie à suivre quand la chose prêtée est perdue, p. 193. Point de délai pour répondre, p. 129.
 PRÊTRE. Ne peut tenir un fief, p. 593.
 PREUVE. Manière de l'administrer dans la Haute Cour, p. III, 586.
 PRIMOGÉNITURE, p. 277, note *a*.
 PRIVILÈGE ou CHARTE. Son autorité en matière de donation de fief, p. 233, 302, 466, 492. Nécessaire pour faire admettre une requête, p. 111. Comment on peut détruire sa force, p. 115. Modèle d'acte, p. 534.
 PRIVILÈGE (faux). Fait par un lige, p. 640. Présenté en cour, *ibid.*
 PROCÉDURE PAR ÉCRIT. Efforts pour l'introduire, p. 89, note *b*.
 PROCÉDURE FÉODALE. Ne peut être étudiée que dans les ouvrages des jurisconsultes d'Orient, p. XLII. Ses vices dans cette contrée, p. XLIII, LIII, LIV.
 PROCÈS. On doit les éviter, p. 103.
 PROVATA (Jean de). Son procès contre Gauthier de Saint-Bertin, p. 540.

Q

QUANT. Définition de cette formule, p. 460.
 QUEVILLIER (Guillaume de). Fait une donation pour le rachat de son père, p. 373, note *b*.

R

RANÇON. Les vassaux doivent vendre leurs fiefs pour payer la rançon du roi, p. 397-399.
 RANÇON DE SAINT LOUIS. Par qui fut-elle payée, p. 399, note *b*.
 RANÇON DU ROI. Par qui et comment elle doit être payée, p. 611.
 RANNUSIO, historien. Examen de son opinion sur l'origine des lois de l'empire de Constantinople, p. xxviii.
 RAPPORT À SUCCESSION, p. 629, note *c*.
 RAPT. L'assise refuse un délai pour y répondre, p. 128. Formalité du duel en cette matière, p. 174.
 RAU DE THABARIE. Voyez *Raoul de Tibériade*.
 RAYMOND I, comte de Tripoli. Charte, p. 631, note *a*.
 RAYMOND III. Accusé d'apostasie, p. 620, note *a*.
 RECOMMANDATION DES FIEFS, p. 392, 520, 624.
 RECONNAISSANCE DES FIEFS, p. 232-240, 505.
 RECORD DE COUR, p. 496, 584. Ses formalités, p. 70, 254, 258, 303, note *a*; 496, 497. Doit être stable, p. 291. Nombre de juges exigé pour le faire, p. 70, note *a*. On ne pouvait pas en appeler, p. 92, note *a*. En quels cas nécessaire, p. 112, 595. Comment on peut l'attaquer, p. 115. On peut recorder des choses faites en l'absence du seigneur, p. 594.
 REIMONT (Guillaume), vicomte, jurisconsulte célèbre, p. 384, 515, 525, 570.
 REINE (la). Jouissait des mêmes droits que le roi, p. 607-609, 623, 625. Droits de son mari, p. 609, 610.
 REIS, magistrat des Syriens, p. 26.
 RELIGIEUSE qui hérite d'un fief, p. 637.
 REPRÉSENTATION. N'avait pas lieu en ligne directe, p. 108, 109 et note *c*, 636; ni en ligne collatérale, p. 276, 637.
 REQUÊTE. Affaires que le seigneur pouvait expédier sur simple requête, p. 396.

REQUÊTE DE FIEF, p. 376-380, 467, 493, 495, 594.
 REQUÊTE D'HÉRITAGE. Doit être faite en personne, p. 267, 277-279, 436, 440, 503.
 REQUÊTE EN DIMINUTION DE SERVICE, p. 508.
 RESTOR DES CHEVAUX. Son montant, p. 613. Placé sous la direction du maréchal, p. 614. Dans quel cas il était accordé, p. lxvi, 614, 615.
 RETENAILS. On doit les mettre en toute espèce d'affaires, p. 57 et note *b*, 478 et note *a*, 579.
 RIVET (Guillaume de), jurisconsulte, p. 525. Bail de Chypre, p. 488, note *a*.
 ROCHE (Guillaume de la). Son procès contre Guillaume de Villehardouin, p. 304, note *c*.
 ROHART II (messire), sire de Cayphas, p. 325.
 ROI DE JÉRUSALEM. Son couronnement, p. 29, 31, 407, 409, 412, 414. Son serment, *ib.* et p. 310, note *c*. Limites de ses droits, p. 623. Ses vertus, p. 31. Comment il doit requérir la couronne, p. 453. Ses droits sur les forteresses, p. 607. Doit garantir les dons de fiefs, p. 608. Administration du royaume pendant sa minorité, p. 610. Obligations des liges quand il était fait prisonnier, p. 611. S'il est trop pauvre pour payer ses hommes, p. 625.
 ROIS DE JÉRUSALEM qui ont été faits prisonniers par les Sarrasins, p. 397, note *a*.
 ROSEL (Martin). Trahit la cause de Henri I, roi de Chypre, et est arrêté par Philippe de Navarre, p. 487, note *b*.
 ROSSI (Gavano de), bail de Chypre, p. 488, note *a*.
 ROUSSEAU DE SULLY, bail de Morée, p. 311, note *c*.
 ROYAUTÉ. Sa faiblesse en Orient, p. xlvi, lxv, 624, note *a*.
 RUPIN, prince d'Arménie, p. 113 et note *a*.

S

SAIETE (seigneurie de), p. 418, 634.
 SAINT-GEORGE DE LIDDE (évêque de). Ses suffragants, p. 417.
 SAINT-PIERRE DE VILLE. Son serment à Hugues IV, roi de Chypre, p. xxvi.
 SAINT-REMY (abbaye de). Procès pour la garde de cette abbaye, p. 100, note *a*.
 SAISINE. Son caractère, p. lxx. Comment elle était donnée, p. 55, note *a*; 63, note *b*. Recouvrée, p. 103-107. En quel cas *force de Turc* la retire, p. 107. De plein droit pour les héritiers directs, p. 227 et note *c*, 494; et non pour tout autre, p. 228-232. Comment on doit la requérir, p. 232, 240-245, 442, 594. Dans quels cas le seigneur n'est pas tenu de répondre à qui la demande, p. 236. En quels cas il doit répondre, p. 240-254, 255-257. Requête de saisine paternelle, p. 535. Ce qui constitue la nouvelle dessaisine, p. 585. Sa force, p. 594.
 SARRASIN. Pouvait porter un contremand, p. 98.
 SECRÈTE OU TRÉSOR ROYAL, p. 227, 550, 613, 614. Ses registres faisaient foi en justice, p. 595.
 SECRÈTE (grands baillis de la), p. 511, note *b*.
 SEIGNEUR. Sens de ce mot, p. 495, note *a*.
 SEIGNEUR (le). Ses vertus, p. 31, 32. Ses fonctions judi-

ciaires, p. 45, note *a*. Son influence sur la cour, p. 37, note *a*; 514, note *a*. Doit exécuter les jugements rendus par sa cour, p. 389, 456, 582. Peut, en certains cas, juger directement une affaire, p. 396. Ce que doivent faire les parties quand elles ne le trouvent pas dans sa cour, p. 89-93; ou quand il ne veut pas juger, p. 94-96. Ses relations avec ses vassaux, p. 163, note *c*; 445-450, 598. Limites de son pouvoir, p. 236, note *b*; 247, note *a*; 588, 634. Quand perd-il son droit de justice? p. 322, note *b*. L'hommage de ses hommes? p. 456, 457, 463. Doit une foi égale à chacun de ses hommes, p. 593. Doit faire exécuter les lois, p. 322; et les arrêts, 582. Comment les vassaux doivent l'assigner, p. 371; et le conjurer, p. 510. Il existait entre lui et ses hommes une sorte d'égalité de devoirs, p. 588.
 SEIGNEURS D'OUTRE-MER. Leur amour pour les lois, p. xxx. Étaient placés dans la dépendance de leurs vassaux, p. xlvii. Leur respect pour la Haute Cour, p. lx. Pourquoi ils s'opposèrent à une seconde rédaction des Assises, p. xxxi.
 SEMBAT, seigneur d'Arménie, p. 220.
 SEMONCE DE COUR. Ses formalités, p. 338, 436, 529, 580.

- SEMENCE DE MARIAGE, p. 359, 361.
- SEMENCE DE SERVICE, p. LX. Ses formalités, p. 344, 348, 349, 438, 463, 520, 521, 598. Obligations qui en résultent, p. 448. Quand le vassal peut la refuser, p. 340-344, 352, 354, 463, 598. Excuses, p. 358, 456, 463, 599. Peines imposées au défaillant, p. 598.
- SÉNÉCHAL. Ses fonctions, p. 407.
- SÉNÉCHAUX. Liste des sénéchaux du royaume de Jérusalem, p. 409, note *a*. Du royaume de Chypre, *ib.*
- SÉNIORAT, p. 277, note *a*.
- SÉPULCRE (LETTRES DU), nom donné aux premières Assises, p. XIV, 26, 522, 523, note *c*; 536.
- SERFS. Leur état en Orient, p. 114, note *a*; 403, note *b*; 406, note *a*; 502, note *a*.
- SERMENT d'Amaury II, p. 310, note *c*; du bail du royaume, p. 312. Caractère de cet acte en Europe, p. 311, note *c*.
- SERMENT DE FIDÉLITÉ. Différait de l'hommage, p. 454 et note *d*.
- SERMENT du roi de Jérusalem, p. 29, 310.
- SERVICE DE COMPAGNON, p. 356.
- SERVICE DE COUR. Obligatoire pour les vassaux, p. 73.
- SERVICE DE COUR (semence de), p. 529.
- SERVICE MILITAIRE. Définition, p. 345. Son origine, p. XIX. Sa nature, p. 24, note *a*; 538-542. Était continu en Orient, p. 346, note *c*; 598. Dispense de remplir les devoirs de la pleigerie, p. 202, 203. Comment il s'acquittait quand on tenait plusieurs fiefs, p. 223, 224, 538, 539, 633. Le feudataire dont le fief est saisi par les Sarrasins en est dispensé, p. 625. Peine contre le défaillant, p. 446, 555.
- SERVICES dus par les églises et par les bourgeois dans le royaume de Jérusalem, p. 422-428.
- SI. Définition de cette formule, p. 460, 497.
- SIDON (Balian I de). Nommé bail du royaume de Jérusalem par l'empereur, p. 325. Son discours à Felinghier, p. 388, note *a*. Dessaisit les Ibelins de leurs fiefs, p. 528. Ses opinions sur divers points de droit, p. 540, 544. Sa science, p. 570.
- SIDON (Balian II de), fils du précédent, p. 220, 530.
- SIDON (Gérard de). Sa révolte contre Amaury I, p. 214. Loi qui en fut la conséquence, p. 214, note *b*; 518.
- SIDON (Johannin de), fils de Balian I, p. 531.
- SIDON (Julien de). Son procès avec les Templiers, p. 550 et note *a*.
- SIETE PARTIDAS (las). Examen de ce code, p. LVII.
- SŒURS. Comment elles héritent des fiefs, p. 225, 542, 543, 628-631.
- SOISSONS (comte de), bail du royaume de Jérusalem, p. 312, note *e*.
- SOLDE. Le seigneur n'a pas de délai pour répondre à une demande de solde, p. 128. Forme de la demande, p. 209. Caractère de la solde féodale, *ib.* note *a*. Manière de l'exiger, p. 378, 379, 462. Quand le roi pouvait ne pas la payer, p. 531, 625.
- SOLDE dans le royaume de Jérusalem et de Chypre, p. 355, note *a*.
- SOLDE en Morée, p. 355, note *a*.
- SORCIÈRE accusée d'être cause de la mort du comte d'Angoulême, se fait défendre par un champion, p. 169, note *c*.
- SOUDOYER. Comment il doit demander sa solde, p. 209, 437, 529. Les Croisés en entretenaient des corps entiers, p. 209, note *a*. On ne peut le congédier sans le payer, p. 210. Dans quels cas il peut quitter le service, p. 211. Qui bat un chevalier, p. 635.
- SUCCESSION AU TRÔNE. Comment elle était régie, p. 609.
- SUCCESSIONS. Leur caractère en Orient, p. LIX, 275, 277 et note *a*, 461, 536. Droits des aînés, p. 224.
- SUCCESSIONS COLLATÉRALES, p. 630-632. Voyez *Partage*.
- SUCCESSIONS des héritiers directs, si le feudataire rend son fief, p. 217, 218.
- SUCCESSIONS des sœurs, p. 225, 629. Voyez *Sœurs*.
- SVRIENS. Demandent et obtiennent de vivre selon leurs lois, p. 25, 577. Leurs mœurs, p. XVII, XXI, 24.

T

- TAILLEFER II (Guillaume), comte d'Angoulême, est victime d'un maléfice, p. 169, note *c*.
- TAPHNUZ, beau-père de Baudouin I, p. 550, note *e*.
- TENURE. Comment elle se prouve, p. 462, 466. Rendue peu stable par la recommandation, p. 557.
- TENURE D'AN ET JOUR, p. 64.
- TENURE PAR GRÂCE. Sujette à des inconvénients, p. 467, note *a*.
- THABARIE (seigneurie de), p. 634.
- THAUMASSIÈRE (la). Examen de son édition des Assises, p. LXXVIII.
- THIBAUT, petit-fils de Pierre, seigneur du Daron, p. 107.
- THORON (le), fief, p. 113, 326, 634.
- TIBÉRIADE (Raoul de). Sa science, p. XXVI, XXX, 383, 515, 518, note *b*; 570. Refuse de travailler à un code de lois, p. 430, 522. Banni par Amaury II, p. 327, 518, 528. Prend part au siège de Damiette en 1218, p. 525. Rend au roi un fief qu'il avait à Tripoli, p. 543.
- TORT (Geoffroy le). Détails sur sa personne, p. 435. Son livre, p. 435-450. Examen de ce livre, p. LXIV.
- TOULOUSE. Charte des consuls de cette ville sur les débiteurs, p. 190, note *b*.
- TRADITION. Nécessaire pour que la vente soit parfaite, p. 593.
- TRADITION PAR LE BÂTON. Usitée chez les Chrétiens d'Orient, p. 290, 501, note *a*; 557, 593.
- TRAHISON APPARENTE. Était poursuivie par bataille, p. 129, 588. Procédure en ce cas, p. 158-162, 486.
- TRAHISON (appel de), p. 487.
- TRAHISON NON APPARENTE. Procédure en ce cas, p. 155-158.
- TRAITRES. Privés de leurs fiefs, p. 307; ainsi que leurs héritiers, p. 308, 309.
- TREVISANI (Antoine), lieutenant de Chypre, p. LXXIV, LXXV.
- TRICOPLIERS. Leur service, p. 612.
- TRIMOLA (Nicolas de). Quoique coupable de trahison, n'est pas dépouillé de son fief, p. 287, note *c*.
- TRIPOLI (comté de). Sa fondation, p. XIII. Cette seigneurie était-elle une baronnie du royaume de Jérusalem? p. 418 et note *b*.
- TUTELLE. Son caractère au moyen âge, p. 266, note *a*. Voyez *Bail*, *Bailliage*.
- TYR (archevêque de). Ses suffragants, p. 416.
- TYR (ville de Tyr). Choisie pour le lieu du couronnement des rois de Jérusalem, p. 610.

U

USAGES SYMBOLIQUES. Peu en honneur dans les cours d'Orient, p. 219, note *a*.

V

VASELICO, domaine royal, p. 533.

VASSAL. Peut relever de plusieurs suzerains, p. 47, note *a*. Ses devoirs envers son seigneur, p. 445, 457. Comment il peut distraire et gager le seigneur qui lui refuse sa solde, p. 376-380; l'abandonner, p. 400; réclamer son fief, p. 436, 437. Comment il doit repousser la requête du seigneur, p. 462. Ce qu'il doit faire quand il est dépouillé de son fief sans jugement, p. 517; ou mis en prison, ou banni de la seigneurie, p. 518. N'est pas tenu d'aller hors du royaume pour le service du roi, p. 626. Il pouvait faire appel du meurtre de son seigneur, p. 130; et porter les armes contre un de ses seigneurs, quand il en avait deux, p. 336. Peine qu'il encourait quand il quittait sans congé le service du seigneur, p. 353. Réciprocité entre ses droits et ceux du seigneur, p. 316, note *b*.

VASSAUX LIGES. Combien il y en avait dans le royaume de Jérusalem avant l'assise d'Amaury, p. 215, note *a*. Leur association, p. 367, note *b*; 592. Leurs devoirs, p. 398. Voyez *Ligèce, Liges, Seigneur, Service militaire*.

VENETIANI BIANCHI, cultivateurs dans l'île de Chypre, p. 207, note *a*.

VENISE (manuscrit de). Son origine, p. LXXIV. Est transporté à Paris, p. LXXXII. La république de Venise en offre une copie exacte au roi Louis XVI, p. LXXXI, LXXXII.

VÉNITIENS. S'emparent du royaume de Chypre, p. LXXII.

VENTE. Point de délai pour répondre en cas de contestation, p. 129. Assise quand la vente n'a pas lieu aux enchères, p. 213.

VENTE À L'ENCAN. Point de délai pour répondre en cas de contestation, p. 129.

VENTE DE GAGE. Délai, p. 590. Formalités, p. 590, 591.

VENTE DES FIEFS, p. 63, 64, note *a*; 288-294, 592, 597, 638, 639. Ses conditions, p. 372, 449, 464, 484, 500, 597, 639. Ne pouvait être faite aux maisons religieuses, aux communes ni aux églises, p. 372, 399. Interdite aux suzerains, p. 399 et note *b*. Celui qui a un fief ne peut en acheter un autre, p. 597. Villes où elle devait avoir lieu, p. 639.

VERGE (tradition par la), p. 218.

VETUS AUCTOR DE BENEFICIIS. Examen de cet ouvrage, p. XXXIV.

VEUVE. Quand elle pouvait être forcée de se remarier, p. XLV, 279, 447, 559, 595, 626. Ce qui arrivait si elle se mariait sans la permission de son seigneur, p. 596. Peine contre le chevalier qui refuse de la défendre, p. 622. Voyez *Mariage*.

VICOMTES. Établis dans tous les endroits où il y avait bourgeoisie, p. 24.

VILAINS. Pouvaient, en France, tenir des fiefs, p. 298, note *b*. Comment on réclamait les fugitifs, p. 403, 404. Leur mariage, p. 404, 405. Comment on plaidait à leur sujet, p. 437. Les jurisconsultes d'Orient s'occupent peu de leur état, p. LXI.

VILLE. Sens de ce mot, p. 63, note *a*. Sur les procès relatifs aux héritages situés dans une ville, p. 63.

VILLEHARDOUIN (Geoffroy de), bail de Morée, p. XXV, 209, note *a*.

VILLEHARDOUIN (Guillaume de), prince de Morée, p. 268, note *a*; 304, note *c*.

VILLES (habitants des). Doivent le serment de fidélité au chef-seigneur, p. 528.

VIOL. Peine, p. 314 et note *c*.

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES ET DU TOME PREMIER.



CORRECTIONS.

- Pages 64, ligne 6, *en pays*, lisez : *en pais*.
73, note a, art. 40, p. 145, lisez : art. 40, p. 125.
103, note a, *Balian III*, lisez : *Jean*.
109, note a, le mot *mante* y est pris à tort pour un nom propre : *mante* est pour *ma tante*.
125, ligne 9, *par eaus*, lisez : *por eaus*.
187, note a, n° III, *Taxaci*, lisez : *Taxacio*.
327, note a, *Balian III*, lisez : *Jean d'Ibelin*.
ibid. note a, 1240, lisez : 1233.
402, rubrique du chapitre ccl^{me}, *tolir le*, lisez : *tolir la*.
508, note a, ligne 8, *quand ils*, lisez : *quand elles*.
512, note 6, *court*, lisez : *cour*.
589, n° cxxxix, *contre*, lisez : *court*, quoique le manuscrit porte *contre*.
593, n° cxviii, *fié*, lisez : *fis*.

TABLE

DU TOME PREMIER.

Introduction aux Assises de la Haute Cour.....	Page 1
I. Livre de Jean d'Ibelin.....	1
II. Livre de Geoffroy le Tort.....	433
III. Livre de Jacques d'Ibelin.....	451
IV. Livre de Philippe de Navarre.....	469
V. La Clef des Assises de la Haute Cour du royaume de Jérusalem et de Chypre.....	573
VI. Le Livre au Roi.....	601
Table des matières.....	645

FIN DE LA TABLE.

S. 6. 1860-



nd

em





